REVUE

DES

DEUX MONDES

CX^e ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

REVUE

DES

DEUX MONDES

CXᵉ ANNÉE. — HUITIÈME PÉRIODE

TOME CINQUANTE-SIXIÈME

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

1940

LE PHARE DE HAZARD

PREMIÈRE PARTIE

I

Je m'appelle Paddy Ortiz. Je suis né à Jacksonville, sur le Saint-Jean, en 1825, d'un Guatémalien et d'une Française. Mon père était droguiste, en principe. Mais, en fait, il avait une horreur profonde du travail et il passait son temps à boire. En 1840, un beau jour, il disparut. On devait apprendre par la suite qu'il était retourné dans son pays natal, à Champerico, au Guatemala, et qu'il y était mort en 1843. Ma mère avait dû chercher un emploi. Elle était entrée comme femme de charge à l'Hôtel Français, ainsi appelé sans doute parce qu'il était tenu par des Suisses et qu'on y était servi par des Allemandes.

Moi, à treize ans, j'avais quitté l'école. On m'avait placé dans une ferme des environs, où je ne gagnais pas un cent et où j'étais simplement nourri. Mais les services que je rendais ne valaient guère mieux : j'étais aussi paresseux que mon père, et si, moi, je ne buvais pas, j'avais un certain nombre de petits défauts qui faisaient assez mal augurer de mon avenir. Le travail, à l'Hôtel Français, était rude, bien que le patron et la patronne, M. et Mme Jost, fussent d'excellentes gens. Et ma mère n'avait jamais eu une forte santé. En 1845, elle mourut, emportée par une pneumonie.

J'avais vingt ans et je commençais vaguement à comprendre. Une sorte de remords me prit et je voulus essayer de me faire pardonner par ma mère, du fond de la tombe, de

n'avoir pas mieux su jouer mon rôle d'homme. Je fis preuve d'un beau zèle pendant plusieurs semaines. Je m'en allai de la ferme où j'étais et où, de quelque façon que je m'y fusse pris, j'aurais toujours été considéré comme un incapable et comme un vaurien ; j'entrai dans une autre ferme. Là, cela n'allait pas trop mal. Cela allait même assez bien. On était content de moi. Puis, petit à petit, la flamme tomba, et comme, dans cette seconde ferme, j'étais payé, on se montra un peu plus exigeant envers moi que dans la première. Au bout de deux ou trois observations, on me mit dehors.

Pendant les cinq années qui s'écoulèrent ensuite, je fus successivement charretier, débardeur, marinier, perruquier, cuisinier et, une fois même, dresseur de chevaux. En 1850, voyant enfin que les choses ne prenaient pas trop bonne tournure pour moi, qu'à Jacksonville j'étais brûlé, que je m'étais fermé toutes les portes, — ça n'était pas grand, Jacksonville, à cette époque : mille habitants à peine, dont cinq cents esclaves et une centaine d'Indiens, — et que j'allais tomber à zéro, je partis pour Saint-Augustin, sur l'Atlantique, où j'avais un oncle, frère de ma mère, qui s'appelait Edme Le Floch et qui fabriquait des cordages pour les bateaux.

Mon oncle était un brave homme. Il m'étendit une paillasse dans un coin de son atelier, me fit manger avec lui, et je n'étais pas là depuis huit jours qu'il avait trouvé le moyen de me faire embaucher sur un *vivero*. Un vivero, c'est un bateau-vivier, c'est-à-dire un bateau dont le quart de la jauge environ est occupé par un vivier. Le poisson qu'on pêche, on le rapporte vivant. Si on le rapportait mort, dans ces pays-là, on le rapporterait pourri.

Je devais m'embarquer sur ce vivero, je me rappelle, un lundi. Et, le dimanche matin, je flânais dans les rues, quand j'aperçus, sortant d'une boutique, une jeune fille, très brune, très jolie. Elle était proprement, coquettement habillée. Moi, je devais avoir un peu l'air d'un mendiant. J'allai tout de même à elle.

— S'il vous plaît ? lui demandai-je. Est-ce que je puis vous dire un mot ?

Elle me regarda :

— Qui êtes-vous ?

— Je m'appelle, répondis-je, Paddy Ortiz. Je suis marin. Je pars demain sur un vivero. Je penserai à vous.

— C'est pour cela que vous m'arrêtez ?

Elle continua sa route. Je la suivis. Au bout de quelques pas, elle entra dans une maison. Je l'attendis devant la porte jusqu'à deux heures après midi. A ce moment, elle sortit avec un homme, qui devait être son père, et qui n'avait pas l'air commode. En m'apercevant, elle eut un petit recul, et, lui, il me dévisagea sans bienveillance. Je les suivis jusqu'au port. Là, ils se quittèrent. Je le vis frapper à la porte d'une baraque où se tenaient les bureaux d'une compagnie d'assurances maritimes. La jeune fille s'en retourna. Je la rattrapai.

— Que me voulez-vous encore ? me demanda-t-elle.

— Ne pouvons-nous, répondis-je, faire quelques pas du côté des docks ?

— Vous plaisantez !

— J'ai tant de choses à vous dire !

— Moi, je n'ai rien à entendre !

Et je m'attendais à ce que, de nouveau, comme elle l'avait fait le matin, elle me faussât compagnie.

Point du tout. Elle s'était arrêtée, elle me regardait avec crainte, avec une sorte de stupeur, sa petite bouche à demi-ouverte. Elle me dit :

— Ah ! vous êtes insupportable ! Venez vite ! Nous avons cinq minutes... Dans cinq minutes, je vous quitterai... Ce que nous faisons là, si mon père le savait, je crois qu'il vous casserait la tête !...

Et quand je la quittai, une heure plus tard, c'était fait, réglé, pour la vie. Je lui avais dit que je l'aimais, et elle aussi, elle m'avait dit qu'elle m'aimait. Nous nous attendions depuis toujours. Ou, plutôt, depuis toujours, nous marchions l'un vers l'autre.

II

Elle s'appelait Ketty Forbes. Elle était fille d'un Anglais et d'une Mexicaine. Son père, autrefois, dirigeait la plantation d'un riche colon espagnol, don Pedro Montes, qui avait ses terres et son château à San-Geronimo, près de Saint-Augustin.

Quand la guerre des Séminoles avait éclaté, en 1835, on avait envoyé à Saint-Augustin tous les enfants de la plantation et, parmi eux, Ketty et la fille de don Pedro, Inesilla, dont il sera beaucoup question au cours de ce récit. Don Pedro, sa femme, les Forbes étaient restés pour défendre la plantation. Les Montes avaient été tués. La femme de Forbes avait été tuée. Forbes, qui avait échappé au massacre, et qui adorait sa femme, était devenu fou de douleur. Il avait oublié qu'il avait une fille, et il s'était embarqué un beau jour sur un bateau qui faisait la grande pêche. La plantation avait été reprise par le frère de don Pedro, don Sancho, qui avait été autrefois planteur, lui aussi, et qui, maintenant, vivait de ses rentes à Saint-Augustin. Ketty Forbes et la fille de don Pedro avaient toutes deux le même âge : cinq ans. Don Sancho les avait recueillies. En 1845, il était mort. Inesilla avait quinze ans et déjà c'était une petite femme. Les lois, en Floride, en ce temps-là, se relâchaient à l'occasion, et, bien que, en principe, les mineurs n'eussent point le droit de gérer eux-mêmes leurs biens, Inesilla avait si bien su s'affirmer et s'imposer, et, en diverses circonstances, elle avait si bien montré qu'elle pouvait avoir la poigne et le cerveau d'un homme, qu'en haut lieu, à Saint-Augustin, on avait fermé les yeux et qu'on l'avait laissée mener sa barque à sa guise. Ketty était restée près d'elle.

Sur quoi, sans crier gare, David Forbes, le père de Ketty, sortant de la brume, était reparu. Il était arrivé à San-Geronimo, un soir, comme on allumait les lampes. Il avait dîné, et, vers minuit, il repartait, en emmenant Ketty. C'était un homme très beau, qui vous regardait droit dans les yeux, qui ne souriait jamais, et l'être le plus coléreux, le plus emporté qui se pût voir. Il commandait à présent un *steam-boat* qui faisait la navette entre Saint-Augustin et Savannah. Il venait d'acheter une maison à Saint-Augustin. Il avait, dit-il, besoin de quelqu'un pour la tenir.

Ketty, aujourd'hui, avait vingt ans. Quand je l'avais aperçue pour la première fois, le matin, elle m'avait paru jolie. Maintenant, elle me paraissait plus que belle : son visage, son regard n'étaient pas de ce monde... Ah ! quelle pure et divine petite flamme !

Nous nous étions, vers la fin de cette conversation, assis sur un tas de planches. Elle me demanda :

— Mais qu'est-ce que nous faisons ici ? Comment ai-je osé ?

Et, posant sa petite main sur mon genou :

— Pourquoi m'avez-vous arrêtée ainsi dans la rue ?

— Mais parce que je vous aime !...

— Mais c'est absolument impossible ! On ne se met pas à aimer les gens ainsi... Cela vient petit à petit...

— Et vous aussi vous m'aimez !...

— Quelle horreur ! Vous avez l'audace !... Vous me prenez vraiment pour une fille perdue !...

— Et vous serez ma femme, un jour..., Ketty !...

— Moi ?...

Elle se mit à rire, prit ma main :

— C'est un jeu, n'est-ce pas ?... Allons, soyons sérieux ; et, d'abord, ne m'appelez pas Ketty... comme si nous étions amis depuis toujours... Appelez-moi miss Ketty. Je vous assure que c'est plus convenable... Votre femme ! Mais je ne peux pas, je ne pourrai jamais être votre femme !... Même si je voulais, même si je vous aimais... Vous ne connaissez pas mon père !... C'est un homme terrifiant !... Et il a pour moi des prétentions tellement absurdes !... La pensée que je pourrais épouser un vagabond... Oh !...

— Mais, Ketty, je ne suis pas un vagabond ! Je m'embarque demain à bord d'un vivero et je gagne mon demi-dollar par jour !

— A bord d'un vivero ! fit-elle en joignant les mains et en me regardant avec extase. Mon Dieu, comme il est drôle ! Qu'est-ce que c'est que ça, un vivero ? Mais, malheureux, on a demandé dix fois ma main à mon père..., et des gens qui avaient chevaux et calèche, qui avaient des villages entiers d'esclaves !... Il y en avait un... — il est vrai qu'il était bien laid, avec ses favoris roux..., — pour aller de sa maison à sa voiture, il faisait étendre un tapis par terre, dans la rue !... Et mon père les a tous jetés à la porte, comme des chiens !...

— Pourquoi ?

Elle secoua ses boucles brunes :

— Je ne mérite pas, n'est-ce pas, qu'on se montre si difficile ?...

— Oh ! si, Ketty !... Il vous faudrait au moins un roi !...

— Eh bien, voilà ! C'est tout à fait, j'en suis sûre, ce que pense mon terrible père : un roi, avec des diamants et des rubis plein ses poches !... Et alors, vous voudriez, vous ?...

Et me prenant le menton comme à un enfant, levant mon visage vers elle :

— Mais vous avez perdu le sens !

— Et pourtant, Ketty, nous nous aimons !...

Elle haussa les épaules, se mit à rire de nouveau :

— Quelle stupidité !

Et, devenant grave soudain, me regardant comme si elle ne m'avait encore jamais vu :

— Moi, je crois que je vous aime ! fit-elle. C'est affreux, n'est-ce pas ?... C'est ridicule !... Pourquoi vous ? Et pourquoi de cette façon, comme si le feu avait pris en moi ?... Ce sont vos yeux ? Qu'ont-ils donc de si extraordinaire, vos yeux ? Quelle honte !... Et vous ?...

Et après une légère hésitation :

— Vous m'aimez, vous aussi ? Vous croyez que vous m'aimez ? Et ce n'est pas une mauvaise farce ?... Non ?... Mais comment expliquez-vous ça ?... Et, dites-moi..., dites-moi aussi... Vous croyez que, quand deux êtres s'aiment, rien ne peut résister à leur amour, tout s'incline devant lui ?...

— Je le crois, Ketty... miss Ketty..., je le crois de tout mon cœur...

— Et alors, vous pensez, par conséquent, que vous et moi, un jour...

— J'en suis absolument convaincu !...

— Comme c'est amusant !... Ou comme c'est triste, peut-être !... Et en tout cas...

Et longtemps après, hochant lentement la tête :

— Comme c'est beau ! fit-elle d'une voix sourde.

Nous nous étions levés. Elle s'approcha de moi, posa lourdement sa main sur mon bras. Elle regardait le sol. Elle était toute petite devant moi.

— Eh bien, soit ! dit-elle. Après tout, la vie n'est que la vie... et...

Et, relevant la tête brusquement :

— J'ai confiance en vous, Pad !... Et ce matin, je n'avais jamais entendu parler de vous, je ne soupçonnais même pas

votre existence !... Rien ne me manquait... Et maintenant, si vous disparaissiez...

Elle parut vouloir rassembler ses idées :

— Voyons ! Que voulais-je dire ?... Vous vous appelez Paddy Ortiz ?... Paddy Ortiz... Et où habitez-vous ?...

— Chez mon oncle, Le Floch... Vous le connaissez ?...

— Non...

— Il fabrique des cordes...

— Et vous partez demain, sur votre vivero ?...

— Demain matin...

— Travaillez bien, Pad !... Soyez patient, soyez courageux... Que mon père, au moins, ne puisse pas vous reprocher cela !... Je vous soupçonne de ne pouvoir vous accrocher à rien...

— Je vous prouverai que si, Ketty !...

— Et quand revenez-vous ?

— Quand le bateau sera plein, dans huit jours...

— Et je vous verrai alors ?... Rappelez-vous que, deux fois par semaine, le lundi et le jeudi, dans la matinée, je vais faire une visite à une femme qui habite là-bas, vous voyez ?... cette petite maison, avec ce jardin et cette barrière verte... C'est la veuve d'un marin de mon père... Vous n'aurez qu'à m'attendre là... Maintenant, venez, et partons...

Et, pendant un moment, nous marchâmes en silence, la main dans la main, comme deux fiancés. Puis, comme nous approchions de la baraque où David Forbes était entré tout à l'heure, Ketty s'arrêta :

— Voilà ! me dit-elle. Adieu. Il est préférable que mon père ne nous voie pas ensemble. Il vous battrait et ne comprendrait rien à cette histoire. Comme je n'y comprends rien moi-même.

Elle me tendait la main. Je la pris.

— Ce n'est peut-être qu'un rêve, lui dis-je.

— C'est possible...

— Et vous allez, peut-être, tout à l'heure, vous réveiller !

— Non, je crois qu'il durera aussi longtemps que ma vie !... Sauvez-vous ! Et que le Seigneur nous garde tous les deux... pauvres déments !...

Elle souriait. Puis des larmes lui vinrent aux yeux. Elle secoua la tête, les larmes tombèrent. Souriant toujours, elle répéta :

— Que le Seigneur nous garde, Paddy !

Et elle s'en fut.

III

Le lendemain matin, au petit jour, j'embarquais sur un canot de pêcheur d'éponges et je gagnais l'île Anastasia, au vent de laquelle était ancré le vivero. Celui-ci, une goélette d'une soixantaine de tonneaux, était commandé par un patron canarien, et, en fait d'hommes d'équipage, le cuisinier nègre compris, nous étions six. Un bon petit bateau, qui s'appelait le *Persévérant*. Ce qui me parut être d'un assez heureux présage.

Le surlendemain, nous appareillions, nous allions nous ancrer à trente milles au large, par un fond de quarante brasses. La pêche commençait.

Jamais je n'avais vu prendre tant de poissons, des sardes, des anges, des vieilles, par centaines. Moi, je ne pêchais pas. Mon rôle consistait à sauver de l'asphyxie tous ces poissons qui, hameçonnés à une très grande profondeur, avaient leur vessie natatoire gonflée d'air comme un ballon prêt à éclater. On me les passait, à moitié morts. Je leur enfonçais dans le corps une sorte de petit tube, qu'on appelle une *pica*. L'air s'échappait en sifflant, le poisson ressuscitait, et je le lançais dans le vivier.

Et au bout d'une demi-journée de ce métier, j'étais comme fou, d'autant que le poisson est un animal qui m'a toujours dégoûté. C'est, pour moi, pire que le serpent. J'ai encore aujourd'hui un sursaut au contact de certaines choses : il me semble retrouver la peau gluante et glacée de ces bêtes que je dégonflais avec ma *pica*. Trois jours après, comme nous avions besoin de vers pour les hameçons, nous ralliâmes l'île Anastasia. J'allai trouver le commandant et lui dis que j'en avais assez. Ce n'était pas un méchant diable.

— Pourquoi ? me demanda-t-il.

— Ah ! j'ai une horreur du poisson ! répondis-je.

Il me regarda avec des yeux ronds, et, d'un geste, il me fit signe que je pouvais débarquer. La stupeur l'avait rendu muet. Je m'empressai de sauter à terre.

Je restai encore deux jours dans l'île, faute d'un bateau pour me ramener à Saint-Augustin. Puis le canot de la poste

me recueillit, j'arrivai à Saint-Augustin le vendredi dans la matinée.

— Déjà mis à pied ? me dit mon oncle.

Je ne répondis pas. J'avais faim. Je mangeai un morceau de lard et j'allai m'asseoir devant la porte. Je ne verrais pas Ketty avant le lundi suivant, jour où elle allait faire visite à la veuve du marin. J'aurais peut-être pu essayer de la rencontrer plus tôt, au marché ou ailleurs. Mais je dois dire que je n'étais pas pressé de me présenter devant elle. Elle me gronderait, comme une femme gronde son mari quand il a fait l'imbécile. Car, pour moi, nous avions déjà franchi depuis longtemps le stade des fiançailles.

IV

C'est à quoi je pensais devant cette porte, quand un petit chien vint à passer, un petit bichon havanais. Il avait l'air perdu, et, comme font ces animaux quand ils ne sentent plus leur maître, il gémissait de terreur. Si je n'aime pas les poissons, j'aime les chiens. Je l'appelai. Il vint. Je le pris dans mes bras. Il devait être exténué de fatigue, d'avoir trop couru : il s'endormit, en se réveillant de temps en temps pour pousser un petit cri plaintif et en se rendormant aussitôt.

Derrière moi, j'entendais mon oncle aller et venir par l'atelier, en traînant ses savates sur le sol de terre battue. Je regardais s'étaler devant moi le paysage le plus morne qui se pût concevoir : une sorte de grande prairie pelée qui servait de dépôt d'ordures et de vieilles ferrailles. Des vautours volaient dans le ciel couleur de plomb.

Une jeune fille, alors, apparut au tournant de la place, à une trentaine de pas de la maison de l'oncle. Elle sembla hésiter un instant, puis, m'apercevant et apercevant surtout le bichon, elle se dirigea résolument de mon côté. Elle était charmante. Il y avait de quoi, vraiment, tomber à genoux si à ce moment je n'avais eu Ketty dans le cœur. Blonde, des cheveux dorés, une peau blanche, de grands yeux, une taille mince, souple, et, dans son regard, dans sa démarche, dans son geste, quelque chose d'un peu provocant. Charmante, oui, malgré Ketty. Du même âge qu'elle : vingt ans, à peu près.

Elle s'arrêta devant moi, et, l'index braqué vers le bichon :

— C'est mon chien ! fit-elle d'une voix de petite femme qui avait l'habitude d'être obéie. Rendez-moi mon chien !

Le chien s'était réveillé, m'avait échappé. Il gambadait autour de sa maîtresse en jappant et en faisant le fou.

— Où étais-tu ? lui dit-elle. Voilà deux heures que je te cherche partout !

Elle parlait très mal l'anglais, avec des espèces de roucoulement. Ce devait être une Espagnole. Elle s'en allait, le chien continuant à gambader et à japper autour de sa jupe à volants. Soudain, elle se retourna vers moi :

— Vous vouliez me le voler ? me dit-elle. Vous êtes un voleur de chiens ? La ville est pleine de voleurs de chiens... et de voleurs de chevaux aussi, d'ailleurs !... Quel pays !... Et si je vous dénonçais à la police ?...

Je ne répondis pas. Je n'étais pas disposé à discuter, à me mettre en colère. J'avais pris deux cailloux dans ma main, je les faisais sauter en l'air. Elle me regardait, un peu surprise.

— Pourquoi ne dites-vous rien ? fit-elle.

— Parce que vous m'ennuyez ! répondis-je.

— Ah ! oui ?

Et trois secondes après :

— Vraiment ? C'est tout ce que vous trouvez à répondre ? Je connais, vous savez, moi, des gens haut placés, qui vous mettraient immédiatement en prison !

Je continuais à faire sauter mes cailloux.

— Drôle de garçon ! dit-elle.

Et changeant de ton :

— Vous n'êtes pas un voleur ? C'est le chien qui est venu à vous ? Pourquoi ne le dites-vous pas ?... Les gens qui aiment les bêtes, les bêtes vont à eux... C'est connu... Qu'est-ce que vous faites actuellement ?

— J'attends, répondis-je, que vous vous en alliez...

— Non ! Comme métier ?...

Elle était devenue presque polie. Je m'humanisai à mon tour.

— Je ne fais rien ! répliquai-je. Et voilà !... la terre tourne tout de même...

— Sans doute, fit-elle, mais, pour vous, elle doit tourner assez mal... Je cherche quelqu'un pour s'occuper de mes

bichons. Car j'ai deux bichons, deux amours. L'homme qui s'occupait d'eux, un nègre, n'est bon à rien. Vous voyez, il vous a laissé voler celui-là.

— Mais je l'ai donc volé ? lui demandai-je.

— Non ?... Parce qu'habituellement il est si sauvage, il se lie si difficilement !... Soit, je vous demande pardon... Et, à ce propos, dites-moi, il ne faut pas me faire demander pardon trop souvent... Je n'aime pas ça... J'ai une guenon aussi, et un perroquet... Vous ne feriez peut-être pas aussi facilement leur conquête... Voulez-vous essayer ?

Je me levai :

— Combien, lui dis-je, payez-vous ça ?

— Oh ! ce que vous voudrez ! Je peux payer... Voulez-vous vingt dollars par mois ?

— Nourri ?

— Oui !... Couché !... Tout, tout !... Je vous habillerai aussi... Comment vous appelez-vous ?

— Paddy Ortiz...

Elle me regarda, plissa le front :

— Comment dites-vous ? Paddy Ortiz ?... Vous êtes l'homme qui a raconté toutes ces choses à Ketty Forbes ? Je suis Inesilla Montes, son amie... Je croyais que vous étiez embarqué sur un vivero ?... Sur un vivero ! Quand elle m'a dit ça, j'ai tellement ri !...

— J'ai quitté le vivero...

— Pourquoi ?

— Oh ! parce que...

Et je fis un geste.

— Parce que, dit-elle, vous estimez que le travail est une chose affreuse, dégradante !... Parce que vous êtes un paresseux !... Et elle vous aime ! Elle est folle !...

— Mettez-moi à l'essai... Vous verrez qu'il y a tout de même des besognes que je sais faire...

— Lesquelles ? Les bichons ? La guenon ?... Quelle horreur ! Et après ?...

— Quand j'aurai mis de côté quelques dollars, j'achèterai un orgue de Barbarie et j'irai de ferme en ferme, en tournant la manivelle !...

— Et c'est ça, toutes vos ambitions ?...

— Vous n'aimez pas la musique ?

— Ridicule !... Venez, je vous prends chez moi... Tout plutôt que l'orgue de barbarie !... Vous commencerez par les bichons, et, plus tard... Vous savez lire, écrire ?... Nous verrons ça... San-Geronimo... vous vous rappellerez ?... Vous sortez de la ville par la route de Fort-Marion... J'ai des courses à faire en ce moment... Gardez le chien et rapportez-le-moi ce soir, avant la nuit... C'est convenu ? Il s'appelle Rump... Prenez-le dans vos bras...

Je pris le chien, qui se laissa faire. Elle lui passa sur la tête sa fine petite main, gantée d'une mitaine à travers la dentelle de laquelle on apercevait un énorme cabochon vert.

— Sois sage ! lui dit-elle. Obéis-lui !

Puis elle releva la tête, me regarda longtemps, pendant deux ou trois secondes, hocha la tête, sourit :

— Vous devez être fat comme un paon, par-dessus le marché ! fit-elle.

Et ramenant sa jupe, s'en allant :

— Paddy Ortiz ! fit-elle, avec un petit rire.

Je rentrai dans l'atelier, avec le chien. Mon oncle, toujours traînant ses savates, fabriquait toujours ses cordes. Il me regarda, regarda le chien.

— Qu'est-ce que c'est que ça ? fit-il.

— J'ai un nouveau métier, répondis-je. Je suis préposé à la garde de ce petit animal.

— Il est dommage, répliqua-t-il, que la vie ne soit pas tout à fait un guignol. Vous vous y seriez fait votre place.

V

L'après-midi, je me promenais sur le port avec mon bichon au bout d'une corde, lorsque je me trouvai nez à nez avec Ketty. Elle me saisit le poignet, me le serra avec force :

— Pourquoi avez-vous quitté votre vivero ? me dit-elle. Quelle lubie vous est passée par la tête ?... Et vous voilà maintenant avec ce chien ridicule !...

— Votre amie vous a dit ?

— Oui... Et j'ai eu honte pour vous ! J'ai pleuré... Un chien !... Un bichon !...

Le chien sautillait au bout de sa ficelle, stupidement.

— Venez, dis-je à Ketty. Je vais vous expliquer mon idée.

— Mais Inesilla me l'a déjà expliquée !... L'orgue de Barbarie ?... Et nous irions ainsi de ferme en ferme..., pieds nus, peut-être, comme les nègres ?... Quelle abomination !...

— Mais non ! Écoutez-moi !

Je l'entraînai. Nous allâmes nous asseoir sur ce tas de planches où, le dimanche précédent, nous nous étions reposés. Je lui exposai mes projets, qui, d'ailleurs, depuis le matin, avaient varié. Il n'était plus question d'orgue de Barbarie. J'achetais de la quincaillerie, des casseroles, des rôtissoires. Je faisais le colportage. Elle secoua la tête.

— Il faudra, dit-elle, combien d'années pour vous tirer d'affaire ?

— Vous verrez, répondis-je, comme cela ira vite ! Bientôt, j'aurai ma petite voiture, mon petit cheval, et, un jour, ô Ketty, nous ouvrirons une belle boutique !

Peu à peu, elle commençait à y croire, elle aussi :

— Ah ! Pad ! fit-elle enfin. Comme je vous aime ! Comme je voudrais entendre le bruit que vous ferez, avec votre doigt, en venant frapper chez nous ! Pourvu que mon père ne vous tue pas !

— Je n'ai peur de rien, Ketty !

— Mais, dites-moi, Pad... J'ai lu quelque part qu'on demandait quelqu'un pour le poste d'aide-gardien dans un phare..., dans le Phare de Hazard... Vous ne croyez pas qu'avec un emploi comme celui-là, un emploi stable, vous auriez plus de chance de fléchir mon père ? Il a toujours eu un certain respect pour l'Administration...

— Où est-ce, le Phare de Hazard ?

— A l'embouchure du Saint-Jean...

— Le pays le plus désolé qui soit au monde !

Je m'étais mis à rire :

— Et me voyez-vous, Ketty, dans un phare ! Dans une lanterne ! Moi ! Avec tous ces oiseaux qui tournent tout autour, en hurlant ! Tandis que sur les routes, avec mes rôtissoires !...

Elle se mit à rire, elle aussi, et, songeant :

— Elle est bien belle, n'est-ce pas, Inesilla ? fit-elle.

— Très belle !

— C'est ce soir que vous allez à San-Geronimo ?

— Oui...

— Vous savez que ce serait une chose horrible si vous tombiez amoureux d'Inesilla !

Je lui pris la main, la portai contre ma joue :

— Oh ! Ketty ! lui dis-je. Jamais l'idée que j'aurais pu l'aimer ne m'avait seulement traversé la tête !

— Vous en êtes bien sûr ?

— Voyons, Ketty ! En doutez-vous ?

— Non... Mais il faut faire en sorte que cette idée-là ne lui traverse pas la tête, à elle...

— Comment voulez-vous ?...

— Ah ! vous ne connaissez pas les femmes, Pad... Vous ne connaissez surtout pas Inesilla... Elle est bien gentille, elle est la meilleure de mes amies... Mais...

— Mais, Ketty, fis-je en sautant sur mes pieds, où est le bichon ?

Il avait disparu. Je me lançai à sa poursuite. Pendant plus de deux heures, je fouillai partout. Saint-Augustin n'est pas grand. Mais un bichon tient peu de place. Je ne le revis que le soir, dans la grande rue. Inesilla se promenait en compagnie de Ketty. Elle portait le bichon serré contre son cœur.

— Compliments ! me dit-elle, en s'arrêtant. Vous n'êtes même pas capable de faire cela ! Mais à quoi donc serez-vous jamais bon ?

Ketty lui posa la main sur le bras :

— Ce n'est pas sa faute, fit-elle, c'est la mienne... Nous causions...

— Venez, venez ! répliqua l'Espagnole. Ne vous obstinez pas dans cette aventure insensée !

Ketty, baissant la tête, s'était mise à pleurer. Je restais là, les bras ballants. J'avais une envie folle de me jeter à genoux, de lui embrasser les pieds. Inesilla se débarrassa de son chien, qui recommença, dans la poussière, ses gambades et ses aboiements, et, passant son bras sous le bras de Ketty, elle l'entraîna.

Un grand remue-ménage se faisait en moi, une sorte d'aurore naissait. J'apercevais maintenant un aspect de la vie qui était pour moi toujours resté dans l'ombre. J'aimais Ketty. C'était une chose lourde, grande et folle. Je sentais que, pour cette chose-là, j'aurais franchi sans crainte et sans

regret les portes de la mort. La rue grouillait d'une foule de gens qui déambulaient comme des automates. Pour un peu je les aurais plaints. Ils ne connaissaient pas le grand bonheur que vous apporte la souffrance. J'entrai dans une boutique pour acheter du tabac. Elle était tenue par une femme qui n'avait pas trente ans, qui commençait à engraisser. Elle se balançait dans son hamac en s'éventant.

— Ah ! me dit-elle, beaucoup de mouches ici, *señor* ! Beaucoup de mouches !

Elle ne s'était même pas retournée vers moi pendant que je déposais mon escalin sur le comptoir. Si elle m'avait regardé et si elle avait vu les loques dont j'étais vêtu, elle ne m'aurait pas donné du *señor*. Les mouches, sa vie se bornait à cela. Elle était encore belle, pourtant. Elle aurait pu aimer, parmi ses dattes, ses olives, ses ananas, ses goyaves, ses piments, ses grenades, toutes ces choses rouges, vertes, jaunes. Mais il n'y a pas un être sur dix mille qui pense à l'amour. D'ailleurs, ils ne pensent à rien du tout.

VI

— Qu'avez-vous fait de votre bichon ? me demanda l'oncle, le soir, quand je rentrai chez lui.

— Perdu ! répondis-je. Tout est perdu !

Je m'étais jeté sur ma paillasse. Je me recroquevillai sur moi-même, tourné vers le mur. L'oncle avait lâché ses cordes et ses outils. Il s'approcha de moi, s'assit sur une caisse :

— Eh ! fit-il, qu'est-ce qui se passe ?

Je me retournai vers lui, et, avec des mots qui ne devaient pas être très cohérents, je lui racontai tout, Ketty, mon amour. Au début, il avait fait mine de se lever et de me laisser là avec mes sornettes. Je lui avais posé la main sur le genou, je l'avais retenu. Petit à petit, il s'était mis à m'écouter avec un peu plus d'attention et de patience.

— Qu'est-ce que toute cette histoire ? fit-il enfin. Pourquoi n'allez-vous pas tout simplement la demander à son père ?

— Vous imaginez-vous qu'il donnerait sa fille à un vagabond ?

— Un vagabond ! Mais j'ai connu un homme, Pad, qui a été un vagabond trente ans de sa vie et qui, aujourd'hui,

a la plus belle plantation de coton du comté de Putnam! Moi, quand j'avais votre âge, j'étais un vagabond ! J'étais arrivé de France sans un liard et, pendant six mois, ici, je n'ai mangé que des bananes, des ordures que je disputais aux cochons et aux vautours ! Et maintenant... Eh bien ! maintenant, il me semble que je ne m'en suis pas trop mal tiré !... Hein ?...

Et d'un geste il me montrait sa corderie.

— Allez lui dire ça, au père ! continua-t-il. Et à moins qu'il ne soit plus buté qu'un âne...

— C'est un homme terrible !

— Un homme... comment appelez-vous ça ?... terrible ?... Il n'y a pas d'hommes terribles ! Moi, je n'ai jamais eu peur de personne ! Une fois, dans mon pays, là-bas, dans un village, dans une noce, je dansais avec une fille, et il y a un gendarme qui s'est avisé de lui pincer la taille... Il était trois fois grand comme moi, et il avait un sabre, des bottes, et des moustaches, mon ami !... Alors, je me suis saoulé, et, quand j'ai été bien saoul, que je n'ai plus eu dans la tête une seule once de raison, je suis allé à lui, et je lui ai donné un coup de poing qui lui a cassé le nez et la moitié de la ganache ! Il est allé rouler dans les orties, avec ses bottes !

— Et donc, à votre avis, lui dis-je, si je me saoulais ?...

— Essayez ! Vous êtes un mou, l'alcool vous donnerait du nerf !

VII

Malheureusement, je n'avais plus en poche qu'un demi-dollar. Le rhum, à Saint-Augustin, ne valait pas très cher. Je ne pouvais pourtant pas espérer tomber dans l'ivresse à si bon compte. Je sortis. J'allai flâner sur le port. Vers dix heures, je rentrai chez mon oncle. Il dormait, ronflait à cœur joie. Il avait à la tête de son lit, dans un coffre, ses économies de vieux brave homme. Je lui empruntai dix dollars, et, comme il avait l'habitude de se réveiller de bonne heure, qu'il vérifiait sa caisse tous les matins, je ne jugeai pas utile d'assister à l'opération. Je repartis et j'allai finir la nuit dans un champ de cannes à sucre, à côté de Fort-Marion. Je dormis du sommeil du juste. Ce furent les orioles

perchés sur les haies et sur les buissons d'alentour, qui me réveillèrent. Il faisait grand jour. Je me sentais frais et dispos, plein d'une mâle résolution. Je me mis en quête d'une maison où l'on pût boire.

Il y avait à l'entrée du faubourg une sorte de magasin qui était tenu par un Français et à la porte duquel se balançait orgueilleusement une enseigne, avec ces mots : *Maison de commerce du vicomte A. de Beaupratz.*

On y vendait de tout, du savon, des essences, des chapeaux, des bijoux, des accordéons, et, dans la cour, sur des caisses vides qui jouaient le rôle de tables, on y servait du rhum. J'ajoute que le vicomte, qui était un pauvre être dépenaillé, hirsute, flageolant et hagard, marié à une mulâtresse énorme et père de sept négrillons, exerçait en même temps la profession de barbier.

J'entrai. La vicomtesse était en train d'agonir d'injures, dans une langue où le français voisinait avec l'anglais et avec l'espagnol, son noble époux, qui, debout, courbant la tête sous l'averse, avait l'air d'un petit enfant menacé de la fessée. Les négrillons pleuraient, hurlaient. J'attendis que l'orage se fût calmé, et, passant dans la cour, je demandai du rhum. La vicomtesse m'apporta le verre et la bouteille.

Alors, je me mis à boire, lentement, posément, pour que l'ivresse me mît en train, simplement, sans me terrasser ou sans me rendre fou. Les trois ou quatre premiers verres passèrent sans qu'en moi il se produisît rien de bien extraordinaire. Puis, petit à petit, je devins poétique et heureux. Toutes choses autour de moi prirent un aspect charmant : cette petite cour, sablée d'un sable blanc comme de la neige, ces grandes fleurs rouges, pareilles à des flammes, qui poussaient dans de vieux chaudrons, un rideau vert qui pendait à une fenêtre, un des négrillons qui, assis sur la marche du seuil, tout nu, la tête appuyée contre le mur, chantait à mi-voix une petite chanson.

Je continuai à boire. Je cherchais autre chose que cette joie des yeux et du rêve. Je cherchais de l'audace, un sursaut de ma sommeillante énergie. Cela ne vint pas.

Quand, un peu avant midi, je quittai la maison du vicomte, j'étais simplement abruti et j'avais à peu près complètement oublié Ketty. Je ne me souvins d'elle qu'en

passant par cette rue où, le dimanche précédent, je l'avais aperçue pour la première fois. Elle m'avait dit qu'elle habitait une petite maison de bois, peinte en rouge sang, près de l'église du Calvaire. J'aurais cent fois mieux fait, dans l'état où j'étais, de rentrer directement chez l'oncle et de lui restituer ce qui me restait des dix dollars. Mais les ivrognes n'ont pas le sens de l'opportunité. Je m'acheminai, d'une allure saccadée, vers la petite maison rouge.

Elle me fit mal aux yeux, tellement elle flamboyait. Trois petites marches de bois, que je montai à grand bruit. Je frappai. Pas de réponse. J'ouvris la porte. J'avais fait trois pas dans le couloir, quand le père de Ketty, sortant d'une pièce, vint à moi.

— Qu'est-ce que vous désirez ? me demanda-t-il.

Il portait vraiment sur ses épaules une belle tête de corsaire. Lui, il n'avait certainement pas besoin de boire pour se donner du courage.

— Où est Ketty ? lui dis-je.

Il me regarda des pieds à la tête, regarda mes yeux, qui, probablement, papillotaient :

— Ketty ? Qu'est-ce que vous lui voulez ?

Je poussai une porte :

— Entrons par là, fis-je. J'ai un mot à vous dire.

Il me suivit, referma la porte derrière moi. Je me laissai tomber dans un fauteuil d'osier, qui grinça. David Forbes resta debout, les jambes écartées, les mains dans ses poches.

— Qui êtes-vous ? dit-il. Il me semble vous avoir déjà vu quelque part...

— Dimanche, répondis-je. Dans la rue. Vous étiez avec Ketty. Je m'appelle Paddy Ortiz. Je suis le neveu de Le Floch.

— Le Floch ?...

— Oui... Celui qui fabrique des cordes...

— Connais pas...

— Peu importe. J'aime votre fille.

— Oui ? fit-il, en commençant à s'animer. Vous aimez ma fille, et, par-dessus le marché, vous êtes saoul... Allez-vous-en... Je n'aime pas ce genre de plaisanterie...

— Je voudrais, lui dis-je, en levant la main vers lui et en faisant danser mon index, je voudrais vous exposer le problème tel que je le conçois...

— Non !

— Si !... Vous verrez, nous allons tout de suite nous entendre... J'aime Ketty. Ketty m'aime. Voilà. Ça, c'est indiscutable. Nous sommes l'un à l'autre à jamais. Il n'y a pas à revenir là-dessus. Et nous voudrions nous marier.

— Où avez-vous passé la nuit ?...

— Moi ?... Et pourquoi cela, s'il vous plaît ?...

— Parce que !... Sur un tas de fumier, je suppose ?...

— Dans un champ de cannes !...

— Et pourquoi dans un champ de cannes ?

— Parce que j'avais pris dix dollars à mon oncle et que, raisonnablement, il valait mieux mettre entre lui et moi un peu d'espace... Vous en auriez fait tout autant...

Il vint à moi, me prit par le collet de ma veste :

— Déguerpissez ! J'ai horreur de faire le coup de poing avec des gens que je ne connais pas !

Je me levai à demi, retombai dans le fauteuil, qui, de nouveau, grinça :

— Écoutez-moi ! fis-je, en me cramponnant aux deux bras du siège. Si vous me frappez, je vous le rendrai, et qu'est-ce que nous en aurons de plus, vous et moi ? Où est Ketty ? Je veux qu'elle assiste à cette conversation... Elle vous dira ce qu'il y a entre nous... Ne me jugez pas sur la façon dont je suis habillé... C'est un accident, sans plus. J'ai vingt-cinq ans. Je n'ai pas encore, à proprement parler, de situation très assise. Mais ça va venir, soyez tranquille. D'ici trois ans, je serai riche, dans les rôtissoires ou dans autre chose, et, avec votre consentement, nous flanquerons par terre votre affreuse petite maison de bois pour en construire une autre en pierre, que nous ne peindrons pas en rouge, celle-là !... Vous aimez le rouge ?... Où est Ketty ?

David Forbes me regardait toujours. Mais, tout à l'heure, il me regardait avec des yeux furieux. Maintenant, les mains aux hanches, sous sa veste, il me regardait avec un dégoût amusé. Il y a toujours dans un pochard quelque chose d'assez pittoresque. Puis, finalement, il parut se secouer et la scène qui suivit fut rapide.

Il me prit de nouveau par le col, me souleva de mon siège, me fit sortir de la pièce ; nous traversâmes le couloir d'entrée je ne sais comment ; la porte de la rue, derrière moi, s'ouvrit,

et, juste entre les deux yeux, je reçus un coup de poing qui m'envoya rouler au pied du petit escalier, dans la poussière, parmi des volatiles et des quadrupèdes qui s'enfuirent en glapissant. La porte se referma, d'un coup sec, point trop brutal.

Je dus rester là étendu un bon moment, la tête vide. Ces sortes d'histoires, sans doute, se renouvelaient assez fréquemment à Saint-Augustin. Car les gens allaient et venaient autour de moi sans avoir l'air aucunement de se préoccuper de ma santé. Une vieille Indienne, tout à côté, vendait des melons. Elle m'avait seulement jeté un regard, avait seulement retiré d'entre ses dents son petit bout de pipe. Puis elle s'était remise à fumer. Je me relevai, rentrai chez l'oncle.

— Vous m'avez volé dix dollars ! hurla-t-il.

— Vous, vous avez failli me faire assommer ! répondis-je.

Je jetai à travers la pièce les quatre dollars qui me restaient et j'allai me tremper la tête dans un baquet d'eau.

VIII

Je passai tout le reste de la journée et toute la nuit suivante à me tenir le crâne, sans trop savoir où j'en étais. David Forbes avait dû frapper au bon endroit et me secouer terriblement les méninges. Je restai couché sur ma paillasse, sommeillant à demi. Pendant toute la journée, l'oncle continua à fabriquer ses cordes. J'entendais des roues tourner, des treuils grincer. Vers le soir, des gens vinrent, deux hommes, je crois, qui s'assirent dans l'atelier et qui se mirent à parler du *stage*, la voiture qui faisait deux fois par semaine le trajet de Saint-Augustin à Picolata. C'était une diligence à huit places, tirée à quatre chevaux, qui franchissait les fondrières à fond de train et qui donnait aux voyageurs des secousses telles que, de temps en temps, à l'issue du voyage, on en retirait l'un deux qui ne donnait plus signe de vie.

D'autre part, bien que la guerre des Séminoles fût terminée depuis treize ans, depuis le jour où l'on avait pu s'emparer du terrible Osceola, il ne se passait pas de mois sans que le stage fût attaqué par les Indiens. Les gens de Saint-Augustin n'étaient pas contents, réclamaient des renforts de police. La femme d'un des hommes qui étaient là avait eu, quelque temps auparavant, le bout du nez enlevé par une

balle, et, l'un des chevaux du stage s'étant abattu, il s'en était fallu de peu que cela ne se terminât par un massacre général. J'écoutais tous ces propos d'une oreille distraite, comme un ronron, avec cette vague sensation qu'ils attachaient bien de l'importance à bien peu de chose.

Puis les visiteurs s'en allèrent. Mon oncle avait fini sa journée. Il rangea ses outils en les jetant à grand bruit dans un coin de l'atelier, et, à un moment, passant près de ma paillasse, il donna dedans un coup de pied. Il trouvait sans doute que je ne bougeais pas beaucoup et il voulait voir si je n'étais pas mort. Je répondis par un grognement.

La nuit vint. Je dormis. Je rêvai. Un rêve bizarre.

J'apercevais, comme à travers un voile de gaze, une sorte de verger, avec des pommiers, des pommes rouges sur un fond vert cendré. Parmi ces arbres se promenaient silencieusement, pareilles à des ombres, des femmes qui étaient vêtues de longues mantes grises, de petites capuches rondes leur enserrant la tête. C'était spectral, désolé et glacé. Tout à coup, comme l'une de ces femmes se retournait sur moi, je reconnus Ketty. Elle me regardait avec un gentil sourire indulgent. Elle appartenait désormais à un autre monde et me jugeait sans tristesse, sans sévérité. Elle n'exigeait plus rien de moi, ne s'attendait plus à rien de ma part. Je n'avais jamais éprouvé une pareille impression d'abandon et de solitude.

Au tout petit jour, je m'éveillai. Ma tête allait mieux. Je me sentais léger, comme rafraîchi et comme rajeuni. Je me levai. L'atelier était encore plongé dans les ténèbres et j'apercevais seulement, près d'une fenêtre, sur un établi, la grande écuelle de terre où l'oncle mettait ses bouts de suif. L'oncle, dans la pièce voisine, ronflait affreusement, comme si on l'avait étranglé. Je me levai. J'ouvris la porte sur la rue.

Un petit vent glacé courait, les choses avaient la couleur de mon rêve nocturne. Trois vautours, rangés côte à côte sur le faîte d'une cabane, me regardaient fixement. On aurait dit un monde qui venait de périr dans une effroyable catastrophe et sur les ruines duquel les charognards veillaient. Un oriole, tout au loin, chantait. Le chant des oiseaux m'a toujours profondément remué. Celui-ci, brusquement, me rappela une vie que j'avais dû vivre avant celle-ci et qui était toute

pleine de frissons. Le ciel, peu à peu, s'éclairait. Bientôt, l'un des vautours s'envola et se mit à monter dans le ciel, lourdement, comme pour aller à la rencontre du soleil. J'aimais Ketty. Je l'aimais d'un amour qui ressemblait à cette aurore, qui était transi comme elle.

Le jour vint. Je rentrai dans l'atelier. J'avais faim, je mangeai un morceau de poisson fumé. L'oncle s'éveillait. Je l'entendais mettre ses bottes. Il apparut dans l'encadrement de la porte, son bonnet de coton sur la tête.

— Qu'est-ce que vous allez faire maintenant ? me dit-il. A quoi allez-vous bien pouvoir employer vos facultés ?

Je ne répondis pas. Je continuai à manger mon morceau de poisson. Puis, comme l'oncle était rentré dans sa chambre, je ramassai les trois ou quatre objets qui constituaient toute ma fortune personnelle, je les enfouis dans mon bissac, et, sans même prendre congé de l'oncle, je m'en fus.

IX

Pendant plusieurs jours, je ne fis rien d'autre que d'errer dans les rues de Saint-Augustin, sur le port, dans les faubourgs et dans la campagne, sans but.

C'était alors une très jolie ville, Saint-Augustin. Bien que les Espagnols eussent vendu la Floride aux États-Unis en 1821, Saint-Augustin, en 1850, portait encore la marque de ses anciens maîtres. Des rues étroites. Des toits qui se touchaient presque, de telle façon qu'on circulait toujours à l'ombre. Peu de fenêtres sur la rue, mais, pour chacune d'elles, un luxe fou de sculptures et d'écussons. Des balcons en fer forgé, au-dessus desquels étaient tendus de grands stores d'étoffes multicolores et qui, pour les *señores* et les *señoras*, tenaient lieu de salons et de boudoirs. Une foule grouillante et jacassante, faite de toutes les races : des nègres à demi nus, des coureurs des bois chaussés de mocassins et de jambières en poils de loup, des planteurs en habits de toile blanche, des moines, des pasteurs...

Je me promenais parmi tous ces gens. Je mangeais n'importe où, n'importe quoi. Tout était à tout le monde, à Saint-Augustin. Vous passiez devant l'échoppe d'une marchande de fruits. Vous aviez faim. Vous tendiez la main,

vous preniez une banane, et, si vous aviez plus faim encore, vous preniez un de ces melons musqués qui font le régal des plus délicats : personne n'aurait même fait attention à votre geste et ne vous aurait demandé un cent. Il y avait des cuisiniers en plein vent, qui vendaient des fèves cuites et des œufs frits à l'huile. Je m'étais lié avec l'un d'eux, un Indien, qui s'appelait Menawa et qui avait eu l'honneur d'être scalpé par Osceola lui-même. Il avait une allure terrifiante, un mouchoir écarlate pour cacher son scalp, un formidable *bowie-knife* sur la poitrine, et, au demeurant, le meilleur garçon du monde. Du moins, il me faisait cet effet-là. Depuis, j'ai déchanté. Je prenais à peu près tous mes repas chez lui, assis par terre, le dos contre le mur cuisant de soleil, des repas exquis, sans qu'il m'en coûtât rien que de l'entendre raconter ses exploits du Fort-Brooke ou du Fort-King. Il avait combattu sous la bannière étoilée, sous les ordres du major Dade. Sur le massacre de la rivière Ouithlecochee il était inépuisable. Mais ses bananes bouillies étaient excellentes.

Je passais mes nuits sur le port, dans un bateau tiré au sec, ou, quand le vent d'est soufflait, sous le porche de l'église du Calvaire.

Mon amour pour Ketty n'avait pas bougé. Mais j'avais éprouvé, durant tous ces jours, quelque peine à penser à quoi que ce fût d'une façon bien précise et à être autre chose qu'un corps sans âme. Je me portais bien. Physiquement, je n'avais pas à me plaindre. L'appétit était bon. Je dormais d'un somme jusqu'au jour. Seulement, je ressentais une impression étrange : l'impression que ce coup de poing de David Forbes m'avait fait sombrer le cœur jusqu'au fond de moi-même, comme jusqu'au fond d'un étang ; qu'il était là, empêtré dans les herbes, que, tout le reste de la machine continuant à fonctionner normalement, il faisait des difficultés pour remonter à la surface.

Un jour, il y remonta, brusquement. J'éprouvai cette autre sensation d'un flot de sang longtemps contenu, qui venait de trouver sa sortie, qui me brûlait et qui me faisait rougir les joues. Je me rappelle que cela se passait un matin, pendant que j'étais en train de déjeuner chez Menawa. Je prenais à pleines mains des bananes bouillies dans une cuvette et je mangeais. Manawa me racontait la mort de Thomson,

tué et scalpé par Osceola. Je l'écoutais d'une oreille distraite. Tout à coup, je n'entendis plus rien. J'étais assis sur une borne. Je me levai, j'essuyai mes mains au fond de ma culotte, et, sans un mot d'explication, je partis. J'arrivai chez David Forbes, à sa petite maison rouge. Je frappai. Ce fut Ketty elle-même qui vint m'ouvrir. Elle pâlit, balbutia :

— C'est vous, Pad ! Qu'êtes-vous donc devenu ? Que s'est-il passé l'autre jour ?

Et je poussais la porte pour répondre, quand David Forbes, au fond du couloir, apparut. Il tenait à la main une carabine, une jolie petite carabine, dont le canon luisait.

Ketty s'était jetée à son cou, essayait de lui immobiliser les bras. Elle avait les yeux pleins de larmes, gémissait :

— Père ! père ! ne lui faites pas de mal ! Il vient vous demander pardon !

Et tendant une main vers moi :

— Pad ! partez, au nom du ciel !

David Forbes la repoussa brutalement contre le mur :

— Il n'a rien à dire, rien à demander ! fit-il. C'est un fou ! Qu'il s'en aille !

Il fit le geste de me mettre en joue. Ketty poussa un cri, de nouveau se jeta sur lui, et, de nouveau, il la repoussa. Dans l'encadrement de la porte, je n'avais pas bougé.

— Vous ne voulez pas, lui dis-je, me laisser placer un mot ?

— Non !

— Mais qu'est-ce que vous avez donc dans le crâne ? m'écriai-je. A quoi rime tout ce drame ? Où est le fou dans cette histoire ? J'étais ivre, l'autre jour, j'avais bu pour me donner un peu de courage... Il en faut, avec un homme comme vous ! Mais, aujourd'hui, je n'ai pas une goutte d'alcool dans le ventre et je vous dis ceci : votre fille, c'est vous-même qui me la donnerez !

Il m'avait écouté en me regardant d'un air sombre, le front baissé, comme si le ton que j'avais employé l'avait tout de même surpris et un peu troublé. Puis il releva la tête :

— Vous ne serez jamais, me répondit-il, qu'un va-nu-pieds ! Laissez-nous en paix, Paddy... je ne sais comment, Paddy de malheur !... Si je vous retrouve jamais sur ma route, vous ne vous en tirerez pas cette fois avec une chiquenaude !...

Et de toutes ses forces, au point d'en faire trembler la maison jusqu'au toit, il me ferma la porte au nez. Boum !... J'entendis Ketty sangloter. Et je l'entendis, lui, qui lui disait :

— Ce galefretier ! Vous ! Quelle abjection ! Vous que j'aime, comme... comme j'ai aimé votre mère !... Oui !... Pourquoi ne m'ont-ils pas tué avec elle !

Et je crus comprendre, Dieu me pardonne, qu'il s'était mis à sangloter, lui aussi...

X

Un matin, j'étais chez Menawa. Inesilla, qui passait, m'aperçut. Elle était plus blonde, plus belle que jamais, une toilette de reine.

— Vous voilà, vous ? fit-elle, en venant à moi. Ce n'est pas trop tôt ! Vous avez vu Ketty ? Mon Dieu, dans quelle horrible pouillerie vous vivez ! Pauvre Pad ! Vous aimez ça ?

— Est-ce Ketty qui vous envoie ? lui demandai-je.

— Non... On ne peut plus la voir, Ketty... Son affreux homme de père la cache dans un placard...

Et posant sa main sur mon bras :

— Vous voulez toujours, Pad, fit-elle, vous occuper de mes bichons ?

— Non ! répliquai-je sans hésiter.

— Pourquoi ? Parce que je vous ai dit que ce n'était pas un métier pour vous ? Ah ! Pad, si vous vous mettez à écouter ce que je dis !... C'est tout à fait le métier qu'il vous faut, au contraire..., qu'il faut à un homme comme vous êtes... Vous pourrez rêver toute la journée, et, quand vous vous ennuierez, vous viendrez me voir... Nous causerons... Nous boirons...

— Je vais, fis-je, essayer tout de même de trouver quelque chose qui réponde un peu plus à mes aspirations...

Elle se mit à rire :

— Oh ! quelle étrange chose ! Vous avez des aspirations ? Allons, ne faites pas l'enfant, et, en attendant que vous les ayez trouvées, vos aspirations, venez chez moi... Vous n'aurez pas à les chercher en crevant de faim...

Et se rapprochant de moi, à voix basse :

— Je vous aurais fait, reprit-elle, à San-Geronimo une vie très, très belle... une vie de poète...

Menawa, qui nous écoutait en fumant sa pipe, commençait à s'amuser prodigieusement et à se dire sans doute que, s'il avait été à ma place, il n'aurait pas laissé passer l'occasion.

Je posai ma main sur l'épaule de la jeune fille :

— Vous êtes un drôle de petit corps, lui dis-je. Vous voudriez m'acheter comme on achète une poupée. Je ne suis pas une poupée et je ne suis pas à vendre.

Elle avait pris dans une écuelle une fève grillée. Elle la croqua.

— Oh ! c'est affreux, cette petite chose-là ! fit-elle. Voilà de quoi vous vous régalez !... Enfin, si, un jour, vous venez à vous dégoûter de manger de l'ordure et de vous habiller avec de la toile à matelas, pensez à San-Geronimo... Voilà...

XI

Le lendemain, dans la soirée, je me promenais devant le City Hotel. C'est la principale auberge de la ville. Elle est installée dans une vieille bâtisse espagnole, dans l'ancienne demeure du corrégidor. Au-dessus de la grande porte, sur un panneau de pierre, un casque de chevalier et un écusson sculptés en ronde-bosse. Un patio, avec des orangers dans d'immenses jarres de faïence rouge, un bassin où, jour et nuit, chantent d'énormes grenouilles, et, du côté de la rue, un toit plat qui avance d'au moins trois pieds au-dessus de la chaussée.

Le patron s'appelait Sabini. C'était un Italien. Il menait sa maison, ses esclaves, ses servantes militairement.

Donc, je passais devant ce City Hotel, quand la porte, brusquement, s'ouvrit. Un homme, rejeté du dedans comme par une catapulte, alla rouler sur le pavé, à mes pieds. Un grand diable, tout habillé de blanc, une espèce de grand mannequin qui ne devait guère avoir de muscles entre la peau et les os. Seulement, il écumait de rage, et, en se relevant, je le vis mettre la main à sa poche de revolver. Je le recouchai sur le sol, d'un coup de pied.

— Eh ! là ! lui dis-je. Pas de sottises, s'il vous plaît ! Qu'est-ce qui se passe ?

— Occupez-vous de vos affaires, vous ! me dit-il. Je vais lui régler son compte, à ce cochon !

Le cochon, c'était Sabini. Il était apparu dans l'encadrement de la porte et il nous regardait, très calme, en refaisant le nœud de sa cravate.

— Merci, me dit-il. Mais je n'avais pas besoin de vous. S'il veut, comme il le prétend, me régler mon compte, il n'a qu'à venir. Moi, je ne me servirai pas du revolver. Mais là où je lui mettrai le poing, il le sentira.

L'homme se relevait, en continuant à l'agonir d'injures. Je crus comprendre qu'il était employé à la Douane, qu'il avait fermé les yeux sur des marchandises de contrebande destinées à Sabini et que Sabini ne l'en avait remercié que d'une affectueuse poignée de main. L'homme attendait plus. Il s'en alla, en promettant qu'il reviendrait. Que Sabini ne s'étonnât pas si, un de ces jours, parmi ses bocaux et ses bouteilles il y avait de la casse.

Sabini avait tourné le dos, dédaigneusement. Il allait repasser la porte, lorsque, songeant peut-être qu'il valait mieux que je ne me souvinsse pas trop des paroles que l'homme venait de prononcer, il s'arrêta, m'appela :

— Eh ! un verre de rhum ?

Je le suivis.

— Asseyez-vous, me dit-il, en me montrant une des tables qui garnissaient le bar de son hôtel.

Je m'assis, il alla chercher une bouteille de rhum, un verre, me servit, et, pendant que je buvais, il m'examinait de haut en bas, sa bouteille à la main. Puis il s'assit près de moi, la bouteille sur la table.

— Je suis fatigué, fit-il en écartant le col de sa chemise. Il fait une chaleur à crever, et tous les jours des incidents de ce genre, avec des gens qui sont plus ou moins des bandits, c'est exténuant !... Il n'y a pas de police, ici... Ils sont une demi-douzaine de pauvres diables, qui n'en peuvent mais... Et je ne suis plus jeune...

Je ne répondis pas. Il se détourna de moi, posa son coude sur la table, regarda les gens qui buvaient aux autres tables, qui jouaient aux dés, et qui n'avaient même pas accordé un regard au pugilat de tout à l'heure. Les servantes, qui n'étaient vêtues que d'une chemise et d'un jupon, les pieds nus sur la

terre battue, s'étaient assises, les unes à côté des autres, sur le petit banc de pierre qui tournait tout autour de la salle, et, la tête renversée, elles s'éventaient avec des torchons.

Il revint à moi.

— Qu'est-ce que vous faites dans la vie ? me demanda-t-il.

— Pour le moment, rien, répondis-je. Je cherche du travail.

— Vous en trouverez difficilement. Il y a trop de gens, ici, pour ce qu'on a à faire.

Il continuait à me passer en revue, de la tête aux pieds.

— Vous vous portez bien ? fit-il.

— Pas mal, répondis-je.

— La détente, chez vous, a l'air d'être assez rapide. J'estime particulièrement ceux qui, dans leurs réactions, ne lambinent pas.

Il se pencha vers moi :

— Si vous voulez, je pourrais peut-être vous prendre ici ?...

— Pour ?...

— Pour calmer les idiots qui m'embêtent et, éventuellement, les flanquer dehors, comme j'ai fait, là, tout à l'heure... Vous avez vu ?...

— J'ai l'impression que vous ne vous en tirez pas trop mal vous-même.

— C'est entendu. Mais je n'ai pas que ça à faire. A vouloir embrasser trop de choses, on rate tout. J'ai onze servantes, dont onze me volent. Ça, je le sais. J'en ai pris une, ce matin, la main dans le sac. Je l'ai giflée, et puis après ? La renvoyer ? La remplacer par une autre, qui me volerait tout autant et qui ne saurait pas son métier ?... Si je m'occupais un peu plus de la caisse, elles ne me voleraient pas... Et qu'est-ce que je pourrais vous donner ? Trente dollars ?

— Pour me faire casser la figure, c'est peu... Et si j'en tue un ?

— Ah ça ! vous aurez des ennuis ! Tâchez de ne pas tuer... Ou, tout au moins, qu'ils aillent crever chez eux... Quarante ? Ça va ?

— Et nourri ?

— Vous mangerez avec moi. Je vous demanderai d'être là de jour et de nuit, parce que la bagarre, ça peut venir

n'importe quand. L'autre nuit, à trois heures, j'ai été forcé d'en sortir un qui s'amusait, de la fenêtre de sa chambre, à tirer sur les passants.

— Eh bien, entendu !...

— Parfait !... Je vais vous habiller. Vous aurez le rhum à discrétion, naturellement, mais, si j'ai un conseil à vous donner, n'en abusez pas. Parce que ce serait de vous, alors, que viendrait la bagarre... Et... vous n'avez pas de femme, pas d'enfants ?

— Rien...

— C'est l'idéal. Moi, j'ai une vieille mère, en Georgie, et bien souvent ça me rend capon. Elle a le cœur extrêmement sensible. Vous connaissez les principaux personnages du pays ? Non ?... Je vous les indiquerai, au passage... Parce qu'avec ceux-là, nécessairement, il faut se montrer un peu plus coulant. Si vous assommiez le shérif, ça me créerait des difficultés. Question de tact. Vous n'avez pas l'air sot, d'ailleurs. J'ai confiance. Vous réussirez.

— A quoi ?

— Oh ! à rien, comme tout le monde... Une opération qui se termine par un trou, dans quoi on vous met, avec de la terre par-dessus... Appeler ça une réussite !... Enfin, c'est une chose qu'on dit... Je vous présenterai comme mon comptable. Vous savez compter ?

— Non.

— Aucune importance. Donc, ça y est. Et, vous voyez, il y a encore d'assez heureux hasards dans la vie.

XII

Et, pendant quatre ou cinq jours, mes fonctions, au City Hotel, furent, somme toute, peu fatigantes.

Sabini m'avait habillé de neuf, ou à peu près. Une espèce de jaquette de cheval, bleue, bordée d'une ganse noire, un pantalon tabac, à sous-pieds, et un chapeau... oh ! le beau chapeau !... en feutre blanc, avec un ruban rouge sang. Je devais être magnifique !... Et toujours au bec un grand cigare, avec des nuages de fumée...

Je couchais dans une petite chambre à allure de grenier, sous les combles. Un petit lit de bois, trop petit pour moi.

Je dormais en chien de fusil. La paillasse, plate comme une galette. Dans un coin, de vieilles malles défoncées, hors d'usage, que, pour une raison ou pour une autre, on avait hésité à jeter au fumier. En fait de plafond, le toit, que le soleil rôtissait et qui entretenait dans cette soupente, toute la nuit, une agréable chaleur de four. Pas de rats, je ne sais par quel prodige. Mais de petites chouettes grosses comme le poing, qui entraient de partout en soulevant les tuiles du toit et qui, à l'aube, perchées par huit ou dix, côte à côte, sur le pied de mon lit, me regardaient, avec leurs yeux ronds, m'éveiller. A six heures, debout, et, quand je tardais, Sabini, d'en bas, me sifflait. Ce n'est pas qu'à ce moment il eût déjà besoin de moi. Mais c'était un homme d'ordre, qui tenait à ce que la consigne fût respectée.

Je déjeunais avec lui, invariablement, d'une tranche de lard dur comme du bois, sur la margelle du bassin, avec toutes les grenouilles autour de nous qui attendaient, la gueule ouverte, que nous les fissions participer à notre festin. Mais les grenouilles n'aiment pas le lard. Sabini, entre ses jambes, avait une écuelle pleine d'affreuses petites bêtes grouillantes. De temps en temps, tenant son morceau de lard d'une main, il prenait, de l'autre, une poignée de ces horreurs et il les lançait dans le bassin. Ce qui était écœurant, c'était le bruit sec que faisaient les grenouilles en refermant leurs mâchoires. On aurait dit des petites tabatières en bois, à ressort bien tendu. Sabini adorait ses grenouilles.

Les servantes commençaient à apparaître, avec leurs cheveux sur leurs épaules, allant à la fontaine pour se laver, quelques-unes assez jolies, une certaine Linda, entre autres, belle comme le jour. Mais les hommes ne la recherchaient pas, pas plus du moins que ses compagnes. Les hommes pensent rarement à associer à leurs plaisirs la beauté et la poésie.

Mon service commençait vers neuf heures, quand les premiers clients commençaient à descendre de leurs chambres et qu'on leur présentait leur note. La scène se passait généralement dans le bar et la note était généralement établie compte tenu de l'air plus ou moins bonasse de ces malheureux. Pas de tarif bien fixe. Une fois, à un jeune homme tout frais émoulu de son collège, blond, lunettes, qui arrivait du Nord

et se dirigeait vers le Sud pour faire la chasse aux papillons, on demanda sept dollars pour une nuit, pour lui et son cheval. Le pauvre diable en demeura bouche bée. Puis, reprenant ses esprits, il commença à discuter, d'une petite voix de fausset. Sabini me fit signe :

— Pad, me dit-il, voulez-vous régler ça avec ce garçon ? Moi, ces histoires d'argent m'ennuient !

Je m'approchai :

— Allons, déclarai-je au jeune entomologiste, il faut payer ! Nous n'avons pas le temps ! C'est la loi du pays !

— La loi ! Drôle de loi ! Comment expliquez-vous ces sept dollars ?

Je le pris par le revers de sa veste :

— Il faut payer ! lui dis-je.

Naturellement, il paya. Il monta à cheval, mit sa bête au galop, et, arrivé au coin de la rue, il se retourna pour nous crier :

— Voleurs ! voleurs !

Puis il détala de nouveau.

— Voleurs ! voleurs ! fit Sabini, en haussant les épaules et en revenant au bar pour se verser un verre de rhum. A partir de quel bénéfice cesse-t-on d'être un honnête homme ?

Vers onze heures, des gens de la ville ou des environs arrivaient, qui venaient simplement pour boire. Ils buvaient beaucoup, mais comme, pour la plupart, ils savaient tenir l'alcool, j'avais assez rarement à intervenir, et, quand j'y étais amené, j'essayais plutôt de les prendre par le raisonnement. A remarquer que les ivrognes sont très sensibles au raisonnement. A condition, bien entendu, que le raisonnement n'ait ni queue ni tête et pèche lamentablement par la base. Quelque chose comme la logique des fous, en somme. Ça, je savais assez bien m'en tirer.

Puis, nous dînions, confortablement. Sabini ne se refusait et ne me refusait rien. C'est au cours de ces dîners que, pour la première fois, je bus du champagne. Dans la matinée, Sabini avait soutiré une somme d'argent assez importante à un pasteur, qui, président d'une ligne de tempérance, venait faire de la propagande antialcoolique dans le pays. Il fallait fêter cela. Le pasteur fut invité, comme il se devait,

et, si nous avions eu raison de lui sur le terrain de l'argent, ce fut lui qui, pour le liquide, eut raison de nous. C'était un fameux gaillard. Il but ses trois bouteilles sans sourciller, et, pendant que nous restions affalés sur notre banc, il se leva, ramassa son chapeau et ses petites brochures de prosélytisme antialcoolique et il se retira gravement.

L'après-midi, il faisait très chaud. Donc, les gens buvaient encore un peu plus que le matin, mais, quand il fait chaud, le rhum vous casse bras et jambes. S'ils refusaient de payer, je n'avais qu'à leur prendre l'argent dans leur poche en arrondissant la somme. Puis je les portais dans la rue, comme de grands et chers bébés. Aucun ne résistait. Ils étaient tous armés jusqu'aux dents. Ils ne s'en souciaient même pas.

Le moment délicat, c'était le soir. Alors, il fallait surveiller cela d'assez près, et, dès qu'un des clients se mettait à tirer des coups de revolver dans les glaces, intervenir. J'avais pour cela une méthode que je recommande aux amateurs. Je braillais plus fort que mes ivrognes. Je les mettais en confiance. Puis, à un certain moment, je leur donnais un petit coup de matraque sur le poignet et je le leur démantibulais légèrement. Il n'était plus question pour eux de tirer à la cible. Saint-Augustin, d'ailleurs, en ce temps-là, était une ville bien calme, encore que la police y fût réduite au minimum. Très peu de bandits réellement redoutables. Un soir, seulement, on vit entrer un nègre que le soleil avait dû rendre enragé et qui, dès le seuil, se mit à décharger son revolver au hasard, en poussant des hurlements épouvantables. Une des servantes reçut une balle dans la cuisse. Celui-là, je n'eus même pas à m'en occuper. Un homme qui buvait bien tranquillement dans un coin, qui fumait sa pipe, se leva, sortit son couteau de sa poche et le lui planta dans le dos, entre les deux épaules. Cela fait, il se rassit. Il n'avait même pas retiré sa pipe de sa bouche.

Vers deux ou trois heures du matin, j'allais me coucher. Il y avait de très beaux clairs de lune dans ma mansarde. J'avais dessiné sur le mur, à la tête de mon lit, tant bien que mal, avec un bout de charbon, un profil de femme et j'avais décidé que c'était Ketty. Je ne m'endormais jamais sans l'avoir embrassée d'un bien chaste baiser.

XIII

Le cinquième ou sixième jour qui suivit mon entrée en fonctions, j'étais au comptoir du bar, debout, tournant le dos à la porte, quand un homme entra, vint se mettre à côté de moi et demanda à la servante, d'une voix brève, un verre de gin. A cette voix, je le reconnus. C'était David Forbes. Je le regardai, il me regarda, me reconnut lui aussi, fit la grimace et, m'examinant, il parut surpris de me voir vêtu d'autre chose que de loques. Il était accompagné d'un garçon d'une vingtaine d'années, qui me fit l'effet d'être un marin. David Forbes se retourna vers lui.

— Qu'est-ce que vous buvez ? lui demanda-t-il.

— Ce que vous voudrez, répondit l'autre. Je n'ai pas très soif.

— Prenez du gin. On a toujours intérêt à prendre du gin. C'est un tonique.

La servante remplissait les verres. Il prit le sien, et, faisant signe du menton à son compagnon :

— Allons nous asseoir, lui dit-il. Ici, j'ai les pieds qui me démangent.

Je le regardais en souriant, sans trop d'émoi. Lui, il me lança un nouveau regard plus noir encore que le premier et il s'en alla, en grommelant je ne sais quoi. Le marin, qui était un petit être chétif, clignotant, la figure couverte de taches de rousseur, prit son verre à son tour et suivit David Forbes. Ils allèrent s'installer dans le patio, près du bassin aux grenouilles. Je me retournai vers la servante.

— Vous les connaissez ? me demanda-t-elle.

— Le grand, oui, répondis-je. C'est à cause de lui que je suis ici.

— Il n'a pas l'air de vous aimer...

— Bah ! il s'y fera !

En quittant le comptoir, je me dirigeai vers David Forbes.

— Alors ? lui dis-je. Comment va Ketty ?

Il leva la tête brusquement :

— Qu'est-ce qui vous prend encore, vous ? fit-il.

Je m'assis à califourchon sur une chaise, et, sortant un cigare de ma poche :

— Qu'est-ce qu'elle devient ?

— Ne vous occupez pas de ma fille ! s'écria-t-il, en tapant du poing sur la table.

Je ne bougeai pas. Il regarda autour de lui.

— Qu'est-ce que vous cherchez ? lui demandai-je.

— Le patron ! Où est Sabini ?

— Pourquoi faire ?

— Pour qu'il vous jette dehors !

Je me mis à rire :

— Sabini n'est pas ici, lui dis-je. Il est au marché. D'ailleurs, ça n'est pas lui qui flanque les gens dehors, c'est moi.

— Ah ! Oui ?...

Il ne comprenait pas :

— C'est vous le patron ?

Je secouai la main, avec bonne humeur :

— Non. Mais je suis quelque chose comme le directeur de la police de l'établissement.

— Ah ! très bien ! L'homme de main ?

— Si vous voulez...

Et je répétai :

— Qu'est-ce que devient Ketty ?

Il rougit, pâlit :

— Vous voulez me pousser à bout ? fit-il.

— Pas du tout ! Mais j'aime votre fille, elle sera un jour ma femme, et, par conséquent, j'ai le droit de vous demander de ses nouvelles !

— Vous considérez que vous êtes sur le chemin de devenir mon gendre ?

— Dame ! je pense que, jusqu'à présent, vous m'avez fermé la porte au nez parce que, socialement, j'étais incapable de m'en tirer... Y a-t-il une autre raison ?

Il parut hésiter, puis :

— Vous croyez que, socialement, vous êtes en train de vous en tirer et que vous avez trouvé l'emploi stable qui vous permettra de bâtir un foyer ? Ketty sait-elle que vous êtes ici ?

— Pas encore... Je voulais d'abord être sûr d'y rester...

— Quand le saurez-vous ?

— D'ici deux ou trois jours... J'irai vous faire alors une nouvelle petite visite...

— Bravo !

Et se tournant vers son compagnon :

— Allez, buvez ! lui dit-il. Nous irons causer ailleurs !

Le marin vida son verre d'un coup. David Forbes, qui n'avait même pas touché au sien, se leva, jeta un escalin sur la table.

— C'est deux escalins, lui dit la servante.

— Ah ! Depuis quand ?

— Depuis le siècle dernier ! répondis-je.

Il s'exécuta, et, en boutonnant rageusement sa veste :

— Un emploi stable ! fit-il avec un ricanement. Nous allons vous apprendre ce que c'est que la stabilité !

Il poussa le marin vers la porte, s'arrêta sur le seuil, se retourna, fit semblant de cracher dans ma direction, et, finalement, s'en alla.

— Hum ! me dit la servante. Qui est-ce ?

— Mon futur beau-père ! répliquai-je.

XIV

Le lendemain, dans l'après-midi, un gamin entra et me dit qu'une jeune fille, qui m'attendait au coin de la rue, voulait me parler. C'était Ketty.

— Ah ! Pad ! Pad ! me dit-elle.

Et avec un petit rire, me regardant :

— Comme vous êtes drôlement habillé ! Où avez-vous trouvé ce chapeau ? Vous savez à qui vous ressemblez, mon cher Pad ? A master Schimps ! Vous savez qui est master Schimps ? C'est l'homme qui a installé une petite loterie sur le port...

Puis, redevenant sérieuse :

— J'ai eu bien du mal à m'échapper de chez moi ! Je suis en prison, Pad, à présent ! Mais qu'ai-je donc fait ? Qu'avons-nous donc fait ? Heureusement, mon père a été appelé au bureau de sa compagnie... S'il savait que je suis ici !...

Elle m'avait pris le bras, m'entraînait sous un porche :

— Pourquoi ne m'avez-vous pas donné de vos nouvelles ? Comment se fait-il que ce soit mon père qui m'ait dit ce que vous étiez devenu ?

— Aujourd'hui ou demain, répondis-je, je serais allé vous mettre au courant de mon histoire...

Je lui demandai ce que son père lui avait raconté sur moi.

— Mon Dieu ! fit-elle, en se serrant contre moi, comme on nous aura fait payer notre bonheur ! Comme il est méchant ! Mais qui veut-il donc que j'épouse ? Par moment, je me demande s'il n'a pàs tout simplement décidé de faire de moi une vieille fille... Il est rentré hier soir et il m'a dit que vous étiez au City Hotel et que vous y faisiez... ce que vous faites... D'abord, Pad, une question : ce que vous faites, est-ce mal ? Non, n'est-ce pas ?

Je l'interrompis, et, en jouant avec la petite croix qu'elle portait au cou :

— Ketty, lui dis-je, écoutez-moi. Je ne veux pas que vous vous illusionniez. Ce que je fais n'est pas très, très bien. De temps en temps, même, ce n'est pas très joli.

— Oh ! vraiment ?

Elle ouvrait une petite bouche ronde, étonnée et douloureuse.

— Mais, je vous en supplie, mon amour, repris-je, ayez confiance en moi, dans ma tête et dans mon cœur. Je n'ai pas d'autre désir que d'être un jour, le plus tôt possible, un homme tout à fait honnête et qui gagnera sa vie par des procédés tout à fait recommandables. Mais jusqu'à présent je n'ai pas pu. Ça ne s'est pas trouvé comme ça.

— Mais rassurez-moi ! Vous ne faites rien de très vilain ? Mon père prétend que vous êtes un homme de main !

— C'est-à-dire, Ketty, que, oui, je prête la main et quelquefois le poing pour faire respecter la loi de cette maison...

— Cette loi, comment est-elle ?

— Un peu sommaire, Ketty... Elle manque peut-être un peu d'élégance...

— Oui ? Mon Dieu !

Et secouant la tête :

— Ah ! faites comme vous voudrez ! Faites comme vous pourrez ! Je crois en vous, j'ai mis tout mon espoir en vous... Vous avez de si bons yeux, Pad !... Quand mon père, hier, m'a dit ce que vous faisiez ici, il me l'a dit en riant avec mépris. Il pensait que cela allait me dégoûter de vous. Mais rien, jamais, ne pourra me dégoûter de vous et je penserai toujours que ce que vous faites, c'est ce qu'il faut faire...

Et elle me regarda en souriant :

— A condition, dites, Pad, que vous n'abusiez pas ! Vous n'abuserez jamais ?

— Je ne prendrai jamais goût à faire le mal...

— C'est exactement ce que je voulais vous faire dire... J'ai répondu à mon père que, moi, je trouvais cela très bien, au contraire ; que ce métier, je vous étais d'autant plus reconnaissante de l'avoir choisi qu'il n'est peut-être pas très, très digne de vous. Alors, il s'est mis en colère. Il a cassé une chaise. Mais il peut casser tout ce qu'il voudra, je n'ai plus peur de rien. Je sais que, maintenant, il y a quelque chose, tout autour de moi, qui me protège. Il est parti en disant que ce métier, puisqu'il en était ainsi, vous ne le garderiez pas longtemps. Il va essayer de vous faire chasser. Prenez garde. Faites bien tout ce qu'on vous dira de faire ici, obéissez bien sagement. Et adieu, Pad..., mon cher Pad...

Elle avait posé sa main à plat sur ma poitrine et tous deux, l'un devant l'autre, la tête baissée, nous nous taisions. Puis nous nous regardâmes, sans pleurer ni sourire ; elle appuya sa main plus fort sur mon cœur, comme pour me coller contre le mur, et, brusquement, elle me quitta.

Je restai un long moment sans bouger. Des Indiens, sous le porche, tressaient des paniers, sans se presser, en rêvant et en bourdonnant, lèvres closes, une vague chanson. Je rentrai enfin à l'hôtel.

Et ce même soir, après le souper, David Forbes arriva.

Jean Martet.

(La deuxième partie au prochain numéro.)

LES MARINS EN GUERRE

Me revoici à Brest, quarante-sept ans après mon embarquement sur le vieux *Borda*. Superposant mes impressions crépusculaires à celles de ma jeunesse, j'ai peine à m'imaginer que ce laps de temps, dont l'affluence des souvenirs d'école m'accuse ici la brièveté, ait suffi pour que s'opérât une aussi prodigieuse évolution de notre marine. Ayant débuté à bord d'un vaisseau à trois ponts, vestige de la marine à voiles, les officiers de ma génération verront armer le *Richelieu* et le *Clemenceau*, les bien nommés, qui auraient envoyé par le fond, en se jouant, toutes les flottes militaires de la fin du siècle dernier. Dans ce court intervalle, ils auront vu naître et grandir une succession impressionnante de forces complémentaires de celles de ligne et d'éclairage, rapides contre-torpilleurs, sous-marins, avions ; ils auront travaillé sans répit à perfectionner leur organisme en exploitant à fond les progrès inouïs réalisés depuis un demi-siècle dans le domaine des sciences.

La corrélation que l'on constate entre ces progrès et l'essor de notre matériel naval était dans la nature des choses. Encore fallait-il que l'organisation de la Marine favorisât leur active exploitation. L'instruction à la fois militaire, maritime et technique donnée à tous les officiers de marine, la solide constitution et la valeur de nos corps spéciaux, la cohésion de tous autour de l'État-major général et de ministres captivés par leur tâche et par l'esprit de leur « maison », ont été, je crois, avec un excellent système d'écoles, les facteurs fondamentaux du haut rendement des efforts accomplis.

Certains de nos camarades de l'armée, qui attachaient avec raison la plus grande importance à la conservation

des qualités combatives, ont pu penser autrefois que les marins exagéraient leurs préoccupations techniques et qu'il pourrait en résulter pour eux, en temps de guerre, une tendance à ne pas risquer leurs navires autant que le commandaient les principes militaires.

Sur mer, en règle générale, répondions-nous, l'importance du matériel était en voie de devenir si grande, qu'une marine stagnante se trouverait rapidement dans un tel état d'infériorité en face de rivaux plus ingénieux, que les qualités d'action ne suffiraient plus à le compenser. Quant aux risques à consentir, reportons-nous à la déclaration de M. Winston Churchill, si mes souvenirs sont exacts, lorsqu'il défendit l'amiral Jellicoe contre certaines critiques en usant d'une de ces formules lapidaires dont il a le secret : « Il était le seul homme, dit-il, qui pût perdre la guerre en un quart d'heure. » La situation du commandant du groupe *Ajax*, en présence de l'*Admiral Graf von Spee*, était, de ce point de vue, tout à fait différente. J'y reviendrai.

Nous pensions aussi qu'un jour viendrait où la nature des choses et la concurrence internationale amèneraient les armées à développer à leur tour leurs moyens matériels offensifs et défensifs, et qu'alors les mêmes problèmes se poseraient pour elles.

Quoi qu'il en soit, au cours de la période de transition de l'ancienne à la nouvelle Marine, quelques-uns d'entre nous, les « boulinards » (1), s'attardèrent inutilement sur les dernières frégates à voiles, tandis que d'autres, les «dxards » (2), versaient effectivement dans la technicité, où ils rendirent d'ailleurs d'inestimables services. Chez les autres, la très grande majorité, un bon équilibre s'établit rapidement, avec prédominance nette de l'esprit militaire. Les questions de matériel étaient toujours discutées avec passion, mais dans leurs rapports directs avec les enseignements que l'on dégageait à l'École de guerre navale de l'étude des guerres d'autrefois et de la guerre future, telle que l'on s'efforçait de la prévoir. C'est dans cet esprit, Suffren étant notre héros, que nous entrâmes en guerre en 1914. Dans une forme de conflit bien différente de celle de son époque, nous eûmes cons-

(1) Vient de « bouline », un des nombreux agrès de la voilure.
(2) De « dx », symbole familier aux mathématiciens.

tamment à nous inspirer de son exemple pour tirer de nos bateaux et de nos équipages tout ce qu'ils pouvaient donner. Quel métier nous fîmes alors, et font aujourd'hui nos successeurs ! Seuls s'en rendent un compte exact ceux qui l'ont exercé ou en furent les témoins directs. J'eus une fois, en escortant un précieux convoi de troupes, à transporter sur mon torpilleur un solide officier de l'armée d'Orient. Je mis ma chambre à sa disposition. Il s'y installa, heureux de la détente à laquelle il aspirait entre deux montées en ligne. Traversée affreuse par un temps abominable, sous la menace constante d'une attaque sous-marine, dans des régions minées.

A l'arrivée, deux ou trois jours après, il monta sur la passerelle d'où je n'avais pu m'absenter une seule minute, nous remercia aimablement, et s'excusa d'ajouter : « Mais, en toute sincérité, je préfère ma tranchée. » Ses excuses étaient superflues. Il ne pouvait fournir à nos consciences attestation plus apaisante, alors que nous, habitués à nos propres misères, nous pensions tant à ceux qui peinaient sur le front des armées.

* * *

Vingt ans après, il faut recommencer. Vingt ans, juste le temps nécessaire pour reconstituer nos forces maritimes en proportions équilibrées. Et, par fortune, il se trouve qu'à l'heure actuelle tous les postes d'officiers généraux et supérieurs, toutes les fonctions essentielles de commandement et de direction, sont tenus par des officiers qui ont déjà fait la plus instructive des guerres et qui appartiennent aux générations pour lesquelles la technique n'offre plus de mystères. L'on ne peut donc douter que, pourvus d'une expérience personnelle qui leur permet de mieux discerner les causes des succès ou des revers de leurs aînés, forts de l'aisance avec laquelle ils manient leur puissant matériel, ils n'aient avant tout l'esprit de guerre. C'est bien cet esprit-là que je m'attendais à reconnaître, dont je venais m'imprégner une fois de plus dans notre ancienne place forte et sur cette rade prestigieuse où, de siècle en siècle, maille après maille, se forge la chaîne de nos traditions.

En pénétrant dans le très simple poste de commandement de l'« amiral Ouest », je me trouve tout de suite dans l'atmo-

sphère que je cherchais. Homme de guerre s'il en fut, et de mer et de l'air aussi, né pour l'action, celui qui porte officiellement ce titre évocateur de vastes attributions n'a plus à faire ses preuves. Aussi décidé devant son théâtre d'opérations qu'il le fut naguère à la tête d'une escadre, et, pendant l'autre guerre, au poste de pilotage de son avion, il commande, dans toute la force du terme, en conformité des instructions qu'il reçoit de l'Amirauté. Ce n'est pas lui qui s'encombrera de conseillers. Il sait ce qu'il a à faire et chacun n'a qu'à exécuter intelligemment ses ordres. Que j'ai donc de plaisir, en l'entendant parler, en le voyant agir, à constater l'assurance que l'exercice de commandements actifs d'unités d'importance croissante, munies chacune de la plupart des armes en usage, a permis à nos chefs d'acquérir dans l'emploi conjugué des forces navales de toute nature, aéronautique comprise ! Ils n'hésitent pas plus, ces chefs, à expédier tel hydravion d'exploration au Sénégal qu'un croiseur aux Antilles ou une section de sous-marins au bout de l'Atlantique. La grave question du commandement aux échelons supérieurs est vraiment au point.

Comme je monte, en compagnie du vice-amiral d'escadre, préfet maritime et gouverneur de Brest, l'escalier d'honneur du vieil hôtel de la Marine où persiste le subtil parfum des âges révolus, j'aperçois au mur une haute plaque de bronze que je n'avais pas remarquée lors de mes dernières visites ; et je lis, sous un emblème d'une rare élégance :

Commandants de la marine, 1636-1796 :

1665, chef d'escadre Duquesne ;
1684, vice-amiral de Châteaurenault ;
1690, vice-amiral de Tourville ;
1695, lieutenant général de Vauban ;
1732, chef d'escadre Duguay-Trouin, etc.

Pour ne citer que les plus célèbres parmi les trente-neuf noms, à peu près tous connus, qui figurent sur la liste glorieuse.

— J'avais déjà dans mon bureau, me dit l'amiral, une liste de mes prédécesseurs, mais elle ne remontait qu'à la création, en 1801, des préfectures maritimes. La période antérieure manquait ; je l'ai reconstituée et les artistes des ateliers

d'artillerie ont fondu ce chef-d'œuvre. Qu'en pensez-vous ?

Ce que j'en pense : esprit de guerre ; lorsqu'on peut s'enorgueillir et s'inspirer d'ancêtres pareils, il importe en effet de mettre leur mémoire en belle évidence au siège même du gouvernement militaire. Bravo !

De quoi allons-nous parler ? De la défense de Brest ? de l'arsenal ? Non, ce n'est pas mon affaire. Et puis, je connais déjà la puissance de l'une, l'activité de l'autre, les grands travaux effectués derrière l'immuable façade des solides constructions de Vauban pour loger les organismes modernes ; j'ai vu araser des collines pour créer de vastes terre-pleins, en éventrer d'autres pour abriter les immenses réserves de mazout et le matériel précieux ; j'ai vu installer les nouvelles batteries, s'élever digues et quais, inaugurer l'École navale ; que sais-je encore ? Non, ce qui m'importe, c'est l'ambiance morale, pour ma satisfaction et, je l'espère, celle des lecteurs de la *Revue*.

— Sur ce point, me déclare le préfet avec commentaires à l'appui, je n'ai moi-même que des satisfactions.

Je le crois sans peine, sachant quelle peut être son action personnelle.

— Si, ajoute-t-il, il vous plaît de voir les chefs des grands services après avoir visité les bateaux, vous serez édifié. Brest possède une équipe de directeurs de premier ordre.

S'il me plaît ? Sans aucun doute, d'autant plus qu'ils sont bien loin d'être pour moi des inconnus.



Commençons par l'aviation maritime, dernière-née dans notre grande famille et non la moins chère à nos cœurs. Une heure d'auto et me voilà dans ce milieu si plein d'allant, si fanatique de son métier. Le commandant de la base, un Breton bien racé, parfaitement à sa place en ce poste avancé, me fait aussitôt l'éloge de son personnel. Toujours, partout, le même sentiment de confiance mutuelle et d'attachement. La tâche est dure dans ces parages, mais les équipages brûlent de découvrir et d'attaquer l'ennemi, trop rare à leur gré. Je reconnais de loin, venant à moi avec son air tranquille et son clair sourire, cet officier de grande classe lui aussi, déjà capitaine de frégate, qui se distingua dès le début de

sa carrière en reliant par air la France à Madagascar à travers l'Afrique. Heureuse rencontre. Il me fait les honneurs de son gros hydravion de croisière d'un type « France-Amérique », un peu lent peut-être, mais bien armé, et dont les qualités de fond lui permettent d'effectuer avec aisance les plus longues randonnées. Il me conduit ensuite vers un appareil d'un autre modèle, plus rapide mais fatigant, à son avis, pour l'équipage. Le jeune lieutenant de vaisseau qui commande le beau bateau volant proteste gentiment : ses hommes et lui sont frais comme l'œil à l'amerrissage sur le parcours Brest-Dakar. Et il me confie malicieusement, sous le regard amusé de son chef : « Amiral, ils en sont jaloux. » Allons, je suis fixé quant à l'état d'esprit de l'aviation. Je m'attarde cependant dans cette vivifiante atmosphère à voir s'envoler, se poser, les appareils de guerre et d'école, et à m'émerveiller de tout ce qu'un commandant soucieux du bien-être de ses hommes s'attache à réaliser pour eux en cet endroit perdu.

Aux bateaux maintenant. Mais où sont-ils ? La rade-abri, où je file en vedette, est presque déserte. Ils sont à la mer, labourant l'Atlantique et la Manche en tous sens, draguant les chenaux, escortant les convois, se livrant à une chasse active des navires de toutes catégories et du commerce ennemis. Mais ma chance m'a réservé des spécimens de choix, parmi lesquels l'aviso *Commandant-Duboc* et le torpilleur *Siroco*, les héros du jour, avec, à leur actif, un sous-marin le premier, trois le second.

Voyons d'abord deux grands sous-marins. Les qualités nautiques de ces bâtiments, leur énorme rayon d'action, leur endurance, la valeur de leurs équipages, sont tels qu'on peut les mettre à toutes les sauces ; et l'on ne s'en prive pas plus qu'ils ne s'en plaignent. Ils se révèlent bons à tout et propres à tout. L'un d'eux porte les traces d'une dure traversée. Je sais déjà, par des voies directes, qu'à son arrivée dans le lointain port allié d'où il revient, le commandement local, s'informant du nombre de jours dont il aurait besoin pour être disponible, obtint cette réponse :

— Quelques heures seulement, j'espère, le temps qu'il vous faudra pour nous ravitailler.

Son commandant m'explique comment, au plus fort de

la tempête, un incident de mer d'un caractère tout à fait anormal ayant mis le bateau en difficulté, ses hommes se sont aventurés de nuit sur le pont balayé par les lames et ont réussi, après des heures et des heures d'efforts, à conjurer le danger. Cela me rappelle trait pour trait ces marins d'autrefois, que l'amiral Jurien de la Gravière nous montre (1) « allant par une nuit froide et sombre, la pluie et le vent au visage, étouffer, au haut d'un mât qui plie et tremble, une voile sur laquelle les ongles ne peuvent trouver prise, et qui, en se débattant, menace à chaque instant de vous précipiter à la mer »... Toujours les mêmes !

Je monte ensuite sur un dragueur, un de ces robustes chalutiers de pêche réquisitionnés, dont le rôle périlleux est d'assurer sans relâche la sécurité des accès de la rade en les débarrassant des mines. L'équipage, d'aspect assez disparate, où dominent les réservistes, est rangé sur le pont. Je pose quelques questions. Les uns ont été mobilisés sur leur bateau même ; deux fiers gaillards faisaient partie de l'armement du canot de sauvetage dans des stations célèbres de Bretagne ; d'autres exerçaient « dans le civil » diverses professions. Ces derniers n'ont pas tardé à se réamariner au contact des autres. Je m'aperçois bien vite, en prolongeant la conversation, que le sens marin, le danger couru en commun, la conscience de leur responsabilité, ont soudé tous ces marins entre eux et à leur bateau et en ont fait, en dépit des apparences, un équipage digne de ce nom. Son commandant ne le changerait pour aucun autre. Que ces gens-là sont méritants !

Ceux du *Commandant-Duboc* ne le sont pas moins. Spécialement conçus pour l'escorte des convois, sous la protection indirecte des navires de combat proprement dits, les avisos de ce type, d'environ 600 tonnes, ne touchent guère le port que pour compléter leurs approvisionnements et repartir. Ils sont aussi, comme ceux qui les montent, d'une endurance extraordinaire. On en réclame de tous côtés. Nous sommes loin du « Marche ou crève » de l'époque des

(1) Déjà cité. Voir la *Revue* du 15 septembre 1939, *la Dictature de la mer.*

galères ; ceux-ci n'arrêtent pas de marcher, d'eux-mêmes, et ne... se « dégonflent » jamais.

Au tour de ce commandant de me vanter les mérites de son bateau et de son équipage. A nous de distinguer les siens et d'apprécier le nouveau lustre dont il vient de parer le nom glorieux que porte son bâtiment, en nous remémorant l'ancien dicton :

Il faut pour naviguer bien
Que bateau, capitaine et marins,
A la traite, à la mer, au combat,
Toujours ne soient qu'un seul en trois (1).

Sur le *Siroco*, comme sur le *Commandant-Duboc*, tous les visages sont rayonnants, car les deux commandants reviennent de l'amirauté où ils avaient été convoqués pour contrôle sévère avant homologation de leurs performances. Et ils ont annoncé que la formule sacramentelle : « a attaqué avec succès un sous-marin ennemi » leur était acquise. Je suis tombé à pic.

Trois succès pour le *Siroco*. Il les méritait, car la promptitude des attaques, la manière dont elles furent préparées et conduites, excluent l'hypothèse d'une succession de hasards heureux. J'ajouterai que le commandant est aviateur. Je sais fort bien que les marins qui volent n'aiment pas se voir classer à part et qu'ils se réclament légitimement, au même titre que leurs camarades de la surface ou d'en dessous, des traditions de la marine. Mais n'est-il pas honorable pour eux d'entendre émettre l'opinion que leurs qualités natives de « cran » et la vivacité de leurs réflexes apportent à la communauté des éléments précieux de vertu guerrière ? N'est-ce pas en partie pour cela qu'elle a tant tenu à les conserver ? Les jeunes officiers que j'ai vus à bord, groupés autour de leur commandant, sont là à bonne école, à bonne école de guerre. S'il pouvait être question de vendre mon âme pour m'alléger d'une quarantaine d'années..., mais attention à ne pas divaguer !

Et pour terminer, un croiseur au repos relatif, après avoir

(1) Armand Hayet, *Dictons et tirades des anciens de la voile.*

parcouru des milliers de milles en protection éloignée des petits navires de patrouille et d'escorte, à la recherche du gros gibier. Il est d'une classe analogue à l'*Ajax* britannique, qui s'illustra devant Montevideo. Je ne déprécierai pas, je pense, les mérites de l'*Ajax* en disant qu'à défaut d'un nombre suffisant de cuirassés rapides du genre *Dunkerque* pour agir sur toutes les mers du globe où les *Graf von Spee* pouvaient sévir, l'intervention contre eux de divisions de croiseurs de 7 000 à 10 000 tonnes devait se concevoir. L'*Ajax*, l'*Exeter* et l'*Achilles* eurent l'habileté, et la chance, de prendre le contact du cuirassé corsaire trop longtemps resté insaisissable. Leur supériorité de vitesse et de nombre, associée aux avantages d'ordre moral et professionnel dont le pavillon britannique pouvait se prévaloir, était susceptible de compenser, dans une certaine mesure, l'inégalité des forces matérielles, considérable quant au calibre des pièces, moindre quant aux cuirassements. Leur pays avait beaucoup à gagner, ne fût-ce que d'une sérieuse blessure infligée à l'adversaire ; ils étaient seuls à courir les risques d'un échec, les Alliés disposant de nombreux croiseurs de rechange. Le commodore Harwood engagea le combat et l'on sait comment le succès couronna son audace. Ne doutons pas que nos commandants et nos équipages auraient à cœur, en semblable occurrence, de rivaliser avec leurs camarades.

Mais pourquoi, et c'est là le grand mystère, le malheureux commandant de l'*Admiral Graf von Spee* s'est-il laissé acculer à ce tragique et stérile suicide auquel il était voué après avoir tué son navire, dans de telles circonstances, et s'en être éloigné ? Comme il a dû souffrir ! Paix à sa mémoire !

La nouvelle École navale, dont la majestueuse façade de granit domine si harmonieusement le grandiose paysage, est vide. Les élèves en sont absents pour quelques jours. Son commandant, jeune amiral qui possède une grande expérience de ses fonctions, me confirme l'adaptation parfaite de la construction aux nécessités modernes d'éducation des futurs officiers de marine et ingénieurs mécaniciens. Grâce aux vastes salles de démonstration où abonde le matériel

de toute sorte, à la proximité des navires annexes, à l'atmosphère, les promotions actuelles, enthousiastes, militaires, sportives, impatientes de participer à l'action, vont acquérir les connaissances indispensables et prendre la mer dans le minimum de temps.

Que n'êtes-vous là pour vous réjouir de cette réussite, ministres défunts auprès desquels j'eus l'honneur de servir : Delcassé qui, en 1912, vous efforciez déjà de bâtir une école ; Guist'hau qui, en 1921, refoulant de vives oppositions, étiez si heureux d'apposer votre signature au bas de la première dépêche relative à l'achat des terrains ; Georges Leygues, qui vous êtes si longuement penché sur les plans, en discutant les moindres détails, en revisant les proportions, ne trouvant jamais qu'elles fussent assez dignes du rôle que vous rêviez pour la marine de votre pays !

* * *

L'heure est maintenant venue d'aller serrer la main de ceux qui s'occupent de faire vivre et d'armer les combattants. Le commissaire général me reçoit dans le charmant hôtel du chef d'escadre d'Aché, prédécesseur de Suffren aux Indes, que la Marine acquit à la fin du XVIIIe siècle et dont notre intendance s'est attachée avec goût à conserver le caractère. Ce directeur n'a pas un poste de tout repos. Quelles initiatives il a dû prendre, quel travail il a dû fournir depuis les premières alertes, avec ses maigres effectifs et ses faibles crédits, pour satisfaire en temps voulu aux énormes besoins prévisibles et imprévisibles ! Il y parvint sans que se soit produit le plus petit « pépin », comme me l'a affirmé à Paris le directeur central. Jamais pris de court ; on le sait en haut lieu, où l'on n'hésite pas à lui prescrire, sans trop se soucier des difficultés, d'expédier sur-le-champ mille tonnes d'approvisionnements divers à telle base extérieure de nouvelle formation. Un secrétaire lui présente la dépêche ministérielle avec un air « catastrophé » : « Mais c'est le métier d'y parer », dit-il simplement. Et l'on y pare.

Il lui plairait que j'aille en sa compagnie jeter un coup d'œil sur ses services de matériel d'armement, de vivres, etc. Bien volontiers; je me bornerai toutefois à revoir son S. A. O., service d'approvisionnement des « ordinaires ». Je trouve ce

service en nouveau progrès. Tout y est conçu pour la commodité et la satisfaction du client, pour son économie et celle de l'État, dans des locaux si ordonnés que les corvées des navires à ravitailler ne perdent pas une minute à chercher leur pitance, à l'embarquer dans les chaloupes qui se succèdent le long du quai des subsistances. Les officiers du commissariat chargés de ce service savent de longue date que, pour « subsister » dans sa rude profession, le marin doit être bien vêtu, bien nourri, bien couché, et ils se dévouent pour qu'il le soit. Je leur raconte une petite histoire du temps où je commandais la *Provence* en Orient. Nous venions à peine de mouiller à Constantinople, après une ribote (1) en mer Noire, et, pour comble de disgrâce, une arrivée par tempête de neige. La résistance des hommes avait été, par nécessité, soumise à de dures épreuves. Je finissais de déjeuner et de me sécher, lorsqu'une clameur subite éclata sur le pont. Je m'y précipitai. J'avais une entière confiance dans mon équipage, mais pouvait-on jamais savoir, dans cette atmosphère, en 1919 ? Et que vis-je ? Le chef cuisinier, dans sa pittoresque tenue de travail, coiffé de son haut bonnet blanc, sa grosse louche à la main, le visage radieux, porté en triomphe par une foule hurlante de matelots qui, en défilant devant moi, riaient et s'égosillaient de plus belle. Je pouvais être tranquille sur le moral des manifestants.

Cet homme, au modeste échelon des forces vitales élémentaires où il opérait, tenait à bord un rôle de première importance. Sur le plan des forces maritimes, et toutes proportions gardées quant aux situations relatives, à l'étendue des connaissances et des attributions, le corps du commissariat de la Marine, dirigé par des chefs animés eux aussi de l'esprit de guerre, contribue avec succès à nous assurer la maîtrise des mers.

La réputation du génie maritime n'est plus à faire. En plus de la conscience professionnelle et du savoir, nous admirons la puissance de travail de nos ingénieurs. J'en retrouve un exemple, déjà bien connu, en la personne de l'ingénieur général installé sur une rive de la Penfeld, dans un des sévères

(1) Ribote : s'emploie en marine dans un sens péjoratif : « Une sale ribote. »

édifices que bâtit Vauban. Il vit pour la marine et pour son art ; nous lui devons la flotte de sous-marins propres à tout dont j'ai parlé plus haut. Du sentiment des responsabilités dérivent, c'est entendu, le culte de la compétence, le goût de l'effort et l'aisance dans ses applications. On n'en reste pas moins confondu devant la besogne, technique et administrative, abattue en temps de guerre et dans un port comme celui-ci par le directeur des constructions navales. Il lui faut, — toujours le même refrain, — avec des cadres strictement mesurés, accélérer les constructions, armer une foule de nouveaux patrouilleurs, assurer l'entretien des navires de la flotte, hâter les réparations. « Tout est urgent », m'affirme-t-il, et il pourvoit à tout en appliquant, science difficile, une claire méthode à l'imprévu.

Il doit encore, et ce n'est pas la partie la moins absorbante de sa tâche, résoudre les délicats problèmes de main-d'œuvre, et d'humanité, que posent l'extension considérable du personnel ouvrier et sa répartition en catégories complexes, allant du civil au militaire, en passant par l'affecté spécial. « Partout, me dit-il, on travaille de grand cœur. » Je pense à part moi qu'il n'en saurait être autrement lorsque le chef manifeste une si haute compréhension de son devoir militaire et de son rôle social.

Un peu plus loin, dans un autre édifice du même génial architecte, je vais parler canons. Le corps des ingénieurs d'artillerie navale fut créé par la Marine sur le modèle du génie maritime, il y a une trentaine d'années, pour remédier à la crise très grave ouverte dans ses fabrications par le transfert à un autre ministère de cette savante artillerie coloniale où elle formait et spécialisait ses ingénieurs. Sombres années pour nous, dont le triste souvenir s'est dissipé à mesure que le nouveau corps reprenait et rajeunissait les grandes traditions de l'arme.

L'ingénieur général, directeur, avec lequel j'ai une fois de plus le plaisir de m'entretenir, symbolise ce rajeunissement. Il a de qui tenir. Fils d'un maréchal de France, il fait honneur à son corps, comme au nom qu'il porte, en traitant les affaires de sa direction dans un esprit conforme à sa double tradition. C'est tout dire. Pourvu du don de sim-

plifier les problèmes les plus ardus, il écarte aisément les obstacles, et Dieu sait s'il en a de pesants à manier ! Aucune des précisions que j'aimerais citer n'est, à mon grand regret, susceptible d'être divulguée, mais on peut faire confiance à un corps qui a déjà brillamment affirmé sa maîtrise.

* * *

Je prends congé, avec une certaine mélancolie, de l'« amiral Ouest » et du préfet maritime, en m'excusant auprès de ce dernier de n'avoir pu visiter les autres directions : service de santé, travaux maritimes. Je suis parfaitement heureux de ce que j'ai vu, mais je ne m'attarderai pas. Il me deviendrait vite pénible, à moi marin de l'arrière, de voir du matin au soir ceux de l'avant gagner les navires en partance. En sortant, j'en croise un, que j'ai connu tout jeune. Il m'informe tristement qu'il est en service à terre et ajoute, pour me montrer qu'il a lu ma prose, mais en adaptant l'invocation à sa province natale comme à son état d'âme :

— Bonne mère, faites que l'on m'envoie bientôt sur l'eau.

— Patientez, lui dis-je, vous êtes sûr que votre tour viendra.

Les rues sont pleines d'animation, de rencontres, d'adieux. En ce même lieu, le 25 juin 1689, parmi beaucoup de dates mémorables, il y a deux cent cinquante ans, l'animation n'était pas moindre. Le vice-amiral de Tourville appareillait sur le *Soleil-Royal* avec la Grande Flotte, 77 vaisseaux, 20 frégates, 23 brûlots, qu'il allait conduire à la victoire.

VICE-AMIRAL DURAND-VIEL,
du cadre de réserve.

LA COOPÉRATION FRANCO-BRITANNIQUE ET L'APRÈS-GUERRE

M. Leslie Burgin, membre du Parlement anglais et chargé de diriger le ministry of Supply *(ministère de l'Approvisionnement) de la Grande-Bretagne, expose dans cet article quelle est la tâche confiée à son ministère et quels sont les résultats atteints. Il montre que l'esprit d'étroite collaboration, qui existe actuellement entre la France et l'Angleterre, doit survivre à la guerre et, après la paix, dominer la politique des deux pays.*

En me permettant d'exposer à ses lecteurs mes idées à l'égard de la coopération franco-britannique après le règlement de la paix, la *Revue des Deux Mondes* me procure une nouvelle occasion d'entrer en contact direct avec la nation française. J'ai, en effet, dans un entretien récent à la T. S. F., exposé sommairement, au peuple français que nous aimons, l'ampleur de notre effort de guerre. Aujourd'hui, rien ne pouvait m'être plus agréable que de poursuivre sous une forme explicite une conversation commencée sous d'aussi heureux auspices.

Ma formation classique ne m'a-t-elle pas appris depuis longtemps à nourrir une tendresse particulière à l'égard du pays de Montaigne, ce pays de culture éminemment méditerranéenne, qui sait être en même temps le trait d'union entre le Nord et le Midi, entre la latinité et le celtisme ?

Mais des raisons plus fortes encore, s'il se peut, que celles que m'inspirent mes sympathies personnelles me font attacher un prix particulier à l'honneur d'être admis, de plain-pied avec les écrivains les plus éminents d'une nation qui reconnaît encore la prééminence de la culture et des valeurs morales sur la force pure.

Mon dessein primitif était de parler aux lecteurs de la *Revue* du jeune *ministry of Supply*, au développement duquel j'ai consacré toute mon énergie ; mais un devoir plus urgent s'est imposé à ma raison, celui d'aborder sur un plan général les problèmes de la coopération franco-britannique, tels qu'ils sont posés par la guerre, tels qu'ils se poseront après la victoire.

La description de mon ministère ne viendra à l'appui de ma démonstration que comme un exemple destiné à initier les lecteurs français à l'esprit de méthode britannique, et surtout comme un témoignage de bonne volonté constructive mise au service de la victoire.

Il semble, en effet, qu'il y ait, en un temps donné, des sujets qui soient dans l'air et qui hantent l'esprit des hommes d'action et des hommes d'État qui sont frères.

Notre premier ministre, parlant de notre union avec la France, disait, le 9 janvier, à Mansion House, avec l'autorité qu'on lui connaît :

« Je ne puis me retenir de penser que l'expérience que nous retirerons de cette association pendant la guerre apparaîtra comme tellement fructueuse, qu'aucun de nous, lorsque la guerre sera terminée, ne consentira à y renoncer.

« Il n'est rien qui puisse contribuer plus fortement à affirmer la permanence des résultats de cette association que de voir la collaboration financière et économique anglo-française s'étendre à chacune des nations de l'Europe, peut-être même au monde tout entier ! »

On ne saurait exprimer en des termes plus pathétiques les espoirs qui étreignent le cœur de tant d'hommes et qui pensent, comme dit La Bruyère.

* * *

Les circonstances qui ont renouvelé et fortifié, entre mon pays et la France, l'union préexistante ne sont que l'abou-

tissement naturel d'une longue série d'événements familiers à chacun, sur l'enchaînement desquels je ne reviendrai pas.

Mais nous conservons vivant en nos esprits le souvenir de ce passé récent qui soudait le premier anneau de l'union lorsque, le 2 août 1914, la Belgique était envahie par les troupes du Kaiser. Alors, la fraternité des armes, le sang versé en commun sur les champs de la Flandre, de l'Alsace ou de la Champagne, la victoire couronnant d'un même laurier le front de nos soldats, scellèrent entre nous un pacte indissoluble.

Et pourtant, la paix venue, chacun s'empressa de fendre du soc de son araire le terroir natal. Faute d'avoir songé sérieusement à ce que devait être pour l'Europe ce lendemain de guerre, l'épuisement de quatre années de lutte sans merci aidant, nos nations se laissèrent gagner par l'indifférence qui est sœur de l'égoïsme.

Heureusement pour nous, rien, dans les circonstances présentes, ne permet d'établir un parallèle tant soit peu vraisemblable entre 1914 et 1939. Alors, un optimisme débordant, issu de l'ignorance, nous avait induits aux entraînements d'un enthousiasme excessif.

Aujourd'hui, nos deux nations, instruites par l'expérience de quatre années de guerre, suivies de vingt années d'une paix précaire, ont accepté les événements avec la froide résolution que donne la conscience claire des obtacles à surmonter, obéissant aussi au besoin « d'en finir ».

En quatre mois, l'esprit de coopération spontanée qui s'est établi entre nos deux peuples nous a permis d'atteindre des résultats dont beaucoup ne devaient être réalisés, au cours de la dernière guerre, qu'après quatre années de cruelles épreuves :

Unité de commandement sur terre, sur mer et dans les airs ;

Unité financière et industrielle ;

Partage des matières premières ;

Lutte efficace contre les sous-marins ;

Organisation effective des convois et de l'armement défensif des bâtiments de commerce ;

Ravitaillement maritime des Alliés ;

Contrôle de la contrebande ;

Embargo sur les exportations allemandes ;

Victoires maritimes où nos équipages, par la force de leur volonté, par la hauteur de leur esprit de discipline, par leur courage indomptable, dominent un adversaire à l'armement supérieur ;

Maîtrise de la mer ;

Coopération de nos aviations dans la patrouille de nos eaux territoriales ;

Incursions réitérées, par la voie des airs, au-dessus du territoire ennemi ;

Combats d'aviation victorieux ;

Organisation de la défense antiaérienne jusque dans ses derniers perfectionnements.

Tout cela rendu possible par l'existence de la « ligne Maginot », clef de voûte de l'édifice de notre défense, qui interdit la violation du territoire français et devient, dans ces circonstances tragiques et glorieuses, notre propre frontière ;

Visite de Sa Majesté britannique sur le front français, afin de mieux sceller le pacte ;

Conférences périodiques du commandement interallié, tantôt à Londres, tantôt à Paris ;

Comités de techniciens où les problèmes vitaux de nos deux économies, ceux de nos monnaies, de nos ressources financières, de nos barrières douanières respectives, sont abordés de front, avec la volonté de les résoudre.

Tel est le bilan de ces premiers mois d'hostilités, et je n'ai dit que l'essentiel !

Jamais, dans un délai aussi bref, un aussi grand nombre de problèmes n'a été soulevé, étudié, résolu. Pourtant, au gré de l'opinion publique, insatiablement avide de nouvelles sensationnelles, il semble que rien n'ait été fait, que rien ne se soit passé. Et, cependant, les machines administratives, d'ordinaire si lentes, se sont mises elles-mêmes au rythme universel et martial de la marche héroïque.

Tant d'heureuses prémisses nous permettent donc d'envisager l'avenir avec confiance, bien que la tâche restant à accomplir dépasse tous les efforts humains dont l'histoire nous a laissé la trace.

*
* *

Je n'entends pas aborder ici les problèmes militaires que posera le succès de nos armes. N'oublions pas cependant que ce sont les idéologies funestes de 1918 qui poussent présentement certains esprits chimériques, vivant hors la réalité, à réclamer dès maintenant la « définition des buts de guerre ».

Notre premier ministre, pour lequel je nourris des sentiments de respectueuse vénération, n'a-t-il pas donné, avec un laconisme antique, la définition sans réplique : « Notre premier but de guerre est de la gagner » !

J'aurais mauvaise grâce à poser de nouveau un problème résolu avec tant de fermeté. Mais nous devons songer dès maintenant à réaliser l'union de tous « les hommes de bonne volonté », de chaque côté de la Manche. Il faut que ces hommes, après s'être connus, compris, aimés, s'organisent et déterminent les milieux, les points où pourront se produire des résistances et des frictions.

Il faut que les problèmes posés par ces résistances, d'où qu'elles viennent, soient étudiés et qu'on en trouve la solution, qu'on y pare, exactement comme nous parons à l'heure actuelle au danger des mines magnétiques. Car, ce que nous devons redouter par-dessus tout, c'est le torpillage d'une paix victorieuse !

Il faut que soit introduite dans les milieux de la grande industrie, de la haute finance, la notion de l'intérêt collectif et que le succès de l'union franco-britannique, survivant à la guerre, soit mis au-dessus d'une heureuse spéculation, de l'affirmation d'une hégémonie industrielle, pour que soit enfin détruit cet égoïsme sacré, seul responsable de l'incompréhension des peuples entre eux.

Nous devons aboutir à une entente assez parfaite pour qu'elle entraîne la pleine adhésion du cœur et de l'esprit.

Les épithètes d'anglophile ou de francophile, qui témoignent de notre fidélité à la parole donnée, ne doivent pas pouvoir être lancées à la tête d'un homme politique comme un appel à la vindicte publique, mais seulement comme un hommage à sa constance dans l'amitié.

Si ces notions ne s'imposent pas à nous avec la force d'un

impératif catégorique et si chacun ne veut pas se convaincre que, sur le plan de l'intérêt collectif, la valeur des objections individuelles est nulle et que la défense de la personnalité, en tant qu'elle s'oppose à la collectivité, reste sans droits, il est vain de songer à des temps meilleurs ; nous consommerons notre perte, sans rémission possible.

Sur les moyens d'organiser cette union des forces, afin de leur conférer leur pleine efficacité, j'ai quelques idées assez précises. Mais je me bornerai pour l'instant à mettre en pratique cette rigueur française de la méthode définie par Descartes, en n'abordant les difficultés qu'une à une.

***

Je commencerai donc par exposer à mes lecteurs le mécanisme du *ministry of Supply*, espérant inciter ainsi mon collègue français à s'adresser lui-même à notre nation, par l'intermédiaire d'une grande revue britannique, afin de donner une nouvelle expression à l'esprit de collaboration constante dans lequel nous ne cessons de travailler.

Dès l'instant où le réarmement fut entrepris chez nous avec vigueur, les personnalités qui, au cours de la dernière guerre, avaient acquis l'expérience des fabrications réclamèrent avec insistance la création d'un organisme pouvant assurer la mobilisation industrielle de la Grande-Bretagne et porter au maximum son potentiel de production.

La pression des événements politiques rendit cette nécessité plus impérieuse : en mars 1939, la Tchécoslovaquie est envahie et la Grande-Bretagne se voit obligée, d'une part, de donner des garanties à la Pologne, à la Roumanie et à la Grèce, et, de l'autre, d'introduire la conscription.

Le gouvernement, se rendant compte que les organisations du temps de paix ne sont plus en mesure de faire face aux besoins de la fabrication des armements, crée le *ministry of Supply*.

***

Ce ministère est dirigé par un conseil exécutif, composé de dix personnalités. Je le préside et je suis assisté dans ma tâche par un sous-secrétaire d'État, le colonel Llewellin, comme moi membre du Parlement. Le reste du conseil est

composé de trois hauts fonctionnaires civils ou experts et de quatre industriels ou financiers de premier plan, dont voici les noms : lord Weir, lord Woolton, actuellement président du *Board of Trade*, Mr Peter Bennett et Mr Ashley Cooper. Les trois experts sont sir Arthur Robinson Engineer, le vice-amiral sir Harold Brown, le général sir Maurice Taylor.

Enfin, Mr R. J. Sinclair est chargé d'assurer la liaison avec le ministère de la Guerre.

Au moment de sa création, mon ministère avait des pouvoirs étendus, mais des objectifs restreints. Il ne comprenait, en effet, que les directions du ministère de la Guerre chargées des commandes, celles chargées des usines de canons et de munitions, celles chargées de satisfaire à certains besoins de la défense civile, aux fournitures nécessaires à différents ministères, enfin, à la manutention et à la conservation des différents produits de première nécessité.

On fit valoir avec beaucoup de vigueur, tant au sein du Parlement qu'à l'extérieur, qu'il serait impossible de mobiliser intégralement la capacité de production industrielle de la nation si l'on ne conférait pas au *ministry of Supply* les pouvoirs nécessaires pour lui permettre de répondre aux besoins de l'armée de l'air et, éventuellement, à ceux de l'Amirauté. Mais le gouvernement décida qu'il ne fallait pas alors poursuivre un effort de concentration trop précipité.

Après quelques mois de régime de décrets, les attributions, l'objet et la politique du *ministry of Supply* peuvent être définis clairement.

Le ministère a, en effet, deux tâches principales.

La première consiste à accroître le rendement des usines de munitions, à assurer la marche des manufactures nationales (arsenaux), à passer des commandes par contrats, à surveiller les extensions et les développements des établissements des fournisseurs, à faire le recensement de l'outillage mécanique de l'industrie et à en trouver l'utilisation la plus rationnelle, à inciter et, au besoin, à contraindre les industriels à donner la priorité aux commandes du gouvernement.

La deuxième consiste à contrôler les stocks, ainsi que la fourniture de matières premières, et à fixer les prix. Ce contrôle est actuellement établi sur le fer et l'acier ; les métaux non ferreux ; l'aluminium ; le chanvre et le lin ; la

soie et la soie artificielle ; le jute, le coton et la laine ; le cuir, les peaux et le cuir travaillé ; le papier, le bois et l'acide sulfurique ; le sulfate d'ammonium et autres engrais ; les mélasses et l'alcool industriel.

Ces pouvoirs de contrôle confèrent au ministère une pleine responsabilité et un droit de vérification constante sur tous les stocks visibles ; en certains cas, ces pouvoirs s'étendent au monopole des achats à l'étranger, à la répartition des stocks entre les consommateurs et, généralement, à l'exercice d'une autorité absolue à l'égard des matières que détiennent les consommateurs.

Le ministère deviendra inévitablement l'organisme de transactions le plus vaste et le plus extensif qui soit. Mais son attribution principale est essentiellement de création ; elle comporte : l'utilisation des ressources industrielles de la Grande-Bretagne à un rythme et avec un dynamisme sans précédent, la transformation du marché des matières premières en une organisation immense qui élimine tout gaspillage et assure un écoulement régulier des matières vers l'industrie et la réalisation d'un effort économique national à la fois plus précis et plus efficace que celui du temps de paix.

* * *

Depuis l'ouverture des hostilités, le ministère a déployé la plus grande activité dans la passation des commandes. Le 21 septembre, j'ai indiqué au Parlement qu'il en avait été passé à cette époque pour un total de 70 millions de livres sterling, que de nouvelles usines nationales étaient entrées en production, et que le recensement des ressources de l'outillage national, entrepris depuis le mois de mai, se poursuivait très activement.

Le nombre des ateliers de pyrotechnie était, en 1936, de quatre. Au début des hostilités, il était de vingt-huit. Il s'élevait à soixante-huit lorsque j'ai pris la parole, le 21 septembre.

Un nombre considérable d'usines fabriquent les obus en grande série et un nombre non moins important d'usines textiles ont été transformées en usines de munitions.

Il existe, d'après le recensement auquel il a été procédé, 75 000 usines ou ateliers en Grande-Bretagne et 1 000 dans

l'Irlande du Nord employant au minimum dix ouvriers ; sur ce total, 15 000 figuraient sur les listes de soumissionnaires du ministère au début de la guerre. Depuis, 2 190 firmes nouvelles ont été inscrites sur ces listes.

A la date du 19 décembre 1939, le chiffre total des commandes passées s'élevait à 234 millions de livres.

Enfin, d'autres mesures très importantes, mais que les nécessités de la défense nationale m'interdisent de révéler, sont en voie d'exécution rapide.

* * *

Certains esprits, imbus des principes de l'économie étatiste totalitaire, me prodiguent leurs conseils à l'égard des devoirs de ma charge, témoignant ainsi, par leur sollicitude, d'un excellent naturel ; je leur suis infiniment reconnaissant de cette sollicitude.

Les circonstances, la nécessité de résoudre les difficultés une à une, après les avoir dénombrées, conformément aux principes de Descartes que j'avais en vue plus haut, m'amènent, par des solutions quotidiennes, à examiner et à résoudre tous les problèmes dans un minimum de temps. Mais il ne faut pas oublier que le temps est tout de même un facteur avec lequel il faut compter.

Mon éminent collègue M. Paul Reynaud a insisté sur ce même facteur dans son entretien radiodiffusé en Grande-Bretagne, en novembre dernier. A l'occasion de l'accord financier intervenu depuis entre mon pays et la France, le 4 décembre dernier, il disait encore :

« Cet accord est vaste dans le temps et dans l'espace. On peut dire qu'il est sans précédent.

« Vaste dans le temps, car il s'étend à toute la guerre et même six mois après la signature du traité de paix ; vaste dans l'espace, car il s'étend à l'Empire britannique et à l'Empire français tout entiers. »

Rien ne pouvait donner une mesure plus exacte de l'échelle à laquelle nous travaillons, en effet, dans le temps et dans l'espace. Mais je ne résiste pas au plaisir de citer complètement ici le ministre français des Finances, parce que ses déclarations constituent ma meilleure péroraison et viennent, avec le pendant symétrique du discours de M. Chamberlain,

apporter le témoignage le plus authentique de nos volontés constructives d'entente :

« Ce qui a souvent, dit-il, caractérisé les alliances dans le passé, ce sont, de part et d'autre, des méfiances, des dissentiments. Tout cela est rendu impossible par cet accord, qui réalise une unité pour la victoire.

« S'il était besoin de fournir la preuve de la volonté commune des Alliés de mener la lutte jusqu'à son terme et d'y consacrer toutes leurs ressources d'adaptation et d'organisation, nous en trouverions la preuve dans cet accord.

« Cet accord financier et économique s'inspire du même esprit que celui qui a inspiré la décision de l'unité de commandement. »

Sir John Simon, rendant compte aux Communes de cet accord, se faisait en ces termes l'interprète du sentiment unanime :

« La Chambre accueillera chaleureusement, je crois, cette nouvelle preuve de la réalité de l'intime collaboration entre la France et la Grande-Bretagne. Je désire saisir cette occasion d'exprimer combien j'apprécie l'esprit amical et compréhensif avec lequel toutes ces questions furent traitées par M. Paul Reynaud. »

* * *

Les lecteurs de la *Revue* voudront bien m'excuser d'avoir retenu si longtemps leur attention.

Mon initiative n'a d'autre but que de travailler à cette entente cordiale définitive, à cette union des intérêts matériels et des cœurs des deux nations, qui, seules, sont susceptibles d'assurer cet avenir de paix vers lequel nous regardons, pour l'instant, d'un œil nostalgique, comme on regarde vers une terre promise.

On prête à Ernest Lavisse cette boutade qu'il n'a peut-être pas prononcée, mais qui n'en est pas moins chargée d'un sens profond : « Il vaut mieux faire l'histoire en la vivant que de l'écrire. » J'essaye, pour ma part, de vivre l'histoire contemporaine de toutes les forces de ma pensée, comptant que d'autres voudront bien l'écrire à ma place.

LESLIE BURGIN.

LETTRES DE JEUNESSE

III (1)

1852-1857

ENCORE L'ACIDE RACÉMIQUE

A Mme Pasteur

Freiberg, le 23 septembre 1852.

Ma chère Marie,

Dans ma dernière lettre je te disais que je devais partir le 21 pour Vienne, Trieste et Venise, puis revenir à peu près par le même chemin, Vienne, Berlin, Cologne, Paris. Et c'était pendant ce voyage de retour que je devais m'arrêter à Freiberg pour visiter les mines de ce pays et les célèbres professeurs qui s'y trouvent attachés à l'École des mines de la Saxe...

Arrivé le 21 au soir à Dresde, j'ai dû attendre au lendemain à onze heures pour faire viser mon passeport, ce qui m'obligeait à partir seulement le soir à sept heures pour Freiberg. J'ai profité de cette journée passée à Dresde pour visiter cette capitale de la Saxe et je puis t'assurer que j'y ai vu des choses admirables : un musée de toute beauté renfermant des tableaux des premiers maîtres de toutes les écoles. J'ai passé quatre grandes heures dans ces galeries, m'amusant à noter sur mon livret les tableaux qui me faisaient le plus de plaisir. Ceux qui attiraient mon attention avaient une croix, puis j'en donnais deux, trois, en suivant le diapason de mon enthousiasme. Je suis même allé jusqu'à quatre.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 février.

Tu as entendu parler des belles porcelaines de Saxe. La manufacture royale est à Meissen, près de Dresde, et il y a un dépôt à Dresde que j'ai vu également, puis des églises, des promenades, des ponts admirables sur l'Elbe.

Je pars donc pour Freiberg à sept heures. Je suis dans mon lit, hôtel du Cheval-Noir, à minuit.

Le lendemain, je me mets en route. C'est hier matin, par conséquent. Mon amour pour les cristaux me porte d'abord chez le savant professeur de minéralogie Breithaupt, qui me reçoit comme on ne ferait pas en France. Après une courte conversation, il passe dans une chambre voisine, revient en habit noir, portant trois petites décorations à la boutonnière, et il me dit qu'il va d'abord me présenter au baron de Beust, surintendant des usines, afin d'obtenir une permission pour visiter celles-ci.

Le baron, jeune homme fort instruit, parlant le plus pur français, accorde non seulement la permission, mais se charge de me trouver un élève de l'École des mines parlant français qui m'accompagnera. A dix heures, M. Breithaupt, obligé de me quitter, me conduit d'abord au professeur Reich, directeur de l'École des mines, qui se charge de moi jusqu'à trois heures, heure à laquelle je puis retourner chez M. Breithaupt. M. Reich me fait voir en détail toutes les curiosités minéralogiques et cristallographiques d'une célèbre collection due au fameux Werner, dont on voit le tombeau à la cathédrale de la petite ville de Freiberg. De trois heures jusque vers la nuit, M. Breithaupt me fait voir une autre collection enrichie par lui, admirable, et il s'attache surtout à m'indiquer les découvertes auxquelles a donné lieu de sa part l'étude des plus beaux échantillons. Puis il me fait faire une promenade, sans cesser de causer cristaux. Demain matin, je dois continuer avec lui la visite de cette collection. Il est occupé par des travaux relatifs aux mines aujourd'hui toute la journée. Je vais employer mon temps à faire visite à d'autres professeurs et aux usines. Je compte, demain dans l'après-midi, descendre dans les mines et repartir pour Dresde et Vienne dimanche matin, ayant passé trois longs jours à Freiberg.

Tu vois, ma chère Marie, combien ce voyage est utile à mon instruction et tout l'agrément que me donne et que

peut me procurer à l'avenir la connaissance de ces savants professeurs de l'Allemagne.

Adieu, ma chère Marie. Ce voyage à Freiberg m'occasionne de grandes dépenses et je devrai mendier pour rentrer en France. Cela ne m'empêchera pas de te rapporter une bagatelle de Venise. Embrasse bien nos chers enfants. Je regrette bien de rester si longtemps sans avoir de tes nouvelles. Prends grand soin de ta santé et de celle de nos chers enfants et prie Dieu pour la mienne.

A toi et à la Science pour la vie.

Vienne, mardi 27 septembre 1852.

Ma chère Marie,

... J'ai passé la journée de vendredi à visiter les usines et les mines de Freiberg. Grâce au surintendant des usines, j'ai été conduit par un jeune homme instruit, employé des usines, qui m'a expliqué avec détail les opérations ; et j'ai appris là une multitude de choses que, depuis longtemps, j'aurais dû connaître en ma qualité de professeur de chimie. Le samedi matin, et le soir à quatre heures, j'ai été en visite chez MM. Breithaupt et Schærer, qui ont continué à me faire voir leurs richesses. A quatre heures, j'ai quitté Freiberg pour Dresde, où j'étais rendu à neuf heures du soir. A neuf heures et demie déjà, j'étais en route pour Vienne, où je suis arrivé dimanche soir à dix heures. Hier matin lundi je me suis mis en marche pour faire visite à diverses personnes. Malheureusement, j'apprends que M. Schrötter, professeur, est à Wiesbaden, à un congrès scientifique, ainsi que M. Seybel, fabricant d'acide tartrique. M. Miller, négociant, pour qui j'avais une lettre de recommandation, a la complaisance de demander pour moi au chargé d'affaires de M. Seybel la permission de visiter la fabrique de ce dernier, même en son absence. On refuse sous prétexte qu'on n'y est pas autorisé. Mais je ne me tiens pas pour battu. Je demande les adresses des divers professeurs de Vienne et je tombe heureusement sur un nom très connu dans la science, M. Redtenbacher, qui a été pour moi d'une complaisance au delà de toute expression. Dès six heures, ce matin, il était à l'hôtel et nous partions à sept heures par le chemin de fer pour nous rendre à la fabrique Seybel, située à une petite distance de Vienne. Nous sommes reçus par le

chimiste de la fabrique, qui ne fait aucune difficulté de nous introduire dans le sanctuaire et, après bien des questions, nous finissons par être convaincus que l'on a vu, l'hiver dernier, le fameux acide racémique, etc. Je passe bien des renseignements pleins d'intérêt. Car, ici, on opère depuis quelques années avec le tartre brut. Je sors de là déjà très heureux.

Il y a à Vienne une autre fabrique d'acide tartrique. Nous nous y rendons. Je répète ici, par l'intermédiaire de M. Redtenbacher, le chapelet de mes questions. Ils n'ont rien vu. Je demande à voir leurs produits et je rencontre un tonneau de cristaux d'acide tartrique à la surface desquels je crois apercevoir la fameuse substance. Un premier essai fait avec de méchants verres tout malpropres, à la fabrique même, confirme les doutes. Nous les voyons changés en certitude, quelques instants après, au laboratoire de M. Redtenbacher. Nous dînons en famille avec Madame et quatre beaux garçons dont l'aîné a huit ans, puis nous retournons à la fabrique, où nous finissons par apprendre, chose vraiment miraculeuse, qu'aujourd'hui même ils sont embarrassés pour résoudre une question dans la fabrication, et, presque certainement, le produit qui les gêne, quoique en très petite quantité, et qu'ils prennent pour du sulfate de potasse, n'est autre chose que l'acide racémique. Je voudrais pouvoir te dire encore plus en détail toutes les péripéties de cette journée. Je devais quitter Vienne ce soir, mais, comme bien tu penses, je reste jusqu'à ce que j'aie éclairci cette question. Déjà se trouvent au laboratoire trois espèces de produits de la fabrique. Demain soir ou après-demain au plus tard, je saurai à quoi m'en tenir.

Tu te rappelles ce que je te disais et ce que je disais à M. Dumas, que, presque certainement, la première opération que l'on a l'habitude, dans certaines fabriques, de faire subir au tartre lui fait perdre tout son acide racémique ou presque tout. Eh bien ! dans les deux fabriques de Vienne depuis deux ans seulement on opère sur le tartre brut, et c'est depuis deux ans seulement que l'on a vu ici le prétendu sulfate de potasse et là le prétendu sulfate de magnésie. Car, chez M. Seybel, ils avaient pris pour du sulfate de magnésie les petits cristaux d'acide racémique.

En résumé, voici où j'en suis et t'épargnant bien des détails :

1° Le tartre de Naples renferme de l'acide racémique ;

2° Le tartre d'Autriche (environs de Vienne) renferme de l'acide racémique ;

3° Le tartre de Hongrie, de Croatie et de Carniole renferme de l'acide racémique ;

4° Le tartre de Naples en renferme notablement plus que ces derniers ; car il en donne même après un raffinage et ceux d'Autriche et de Hongrie n'en donnent qu'autant qu'ils sont employés bruts.

Je regarde maintenant comme très probable que je retrouverai l'acide racémique dans les tartres de France, mais en très petite quantité, et si on ne l'y aperçoit pas, c'est qu'on ignore ou qu'on apprécie mal toutes les circonstances de la fabrication tartrique ou bien que l'on n'emploie pas telle ou telle petite précaution qui le fait disparaître ou le conserve.

Tu vois, ma chère Marie, de quelle utilité était mon voyage. Jusqu'à présent, je n'ai rien appris que j'aie pu connaître par lettres. Aujourd'hui, j'ai fait accoucher ces fabricants de choses très importantes à mon point de vue, et tout d'abord ils ne savaient de quoi on leur parlait. Et le fait le plus utile pour toutes ces recherches, c'est cette circonstance très simple que je n'aurais point eu l'idée de demander, que M. Fikentscher ne m'aurait pas certainement indiquée, à savoir que le tartre de Naples a déjà subi un raffinage en Italie. Car c'est là surtout ce qui me guidait dans mes questions d'aujourd'hui.

Je rentrerai en France par Vérone, Munich et Strasbourg. Je me rendrai tout de suite à Thann, où je ne puis manquer d'arriver aujourd'hui à de précieux renseignements. Je compte toujours rentrer vers le 10.

Je regrette bien de ne pas m'être arrêté à Prague. M. Redtenbacher m'a dit qu'il y avait là une fabrique assez considérable d'acide tartrique. M. Redtenbacher a été professeur à Prague. Il écrira tout prochainement au fabricant et m'enverra la réponse en France. M. Fikentscher, à ce qu'il paraît, ne m'a pas donné le nom de cette fabrique parce qu'elle est en grande concurrence avec la sienne. Il ne m'avait parlé que de quatre fabriques pour toute l'Allemagne.

Tu noteras toute la bonté de M. Redtenbacher. Je ne l'ai quitté ce soir qu'à sept heures. Je n'oublierai jamais une telle complaisance. Ajoute à cela qu'il doit me donner

demain des échantillons de très beaux produits qui m'intéressent extrêmement. Je t'écrirai encore demain soir ou après-demain matin pour te dire quand je quitte Vienne et le résultat de mes essais.

Veux-tu maintenant que je te parle de Vienne même, de ses habitants, de ses soldats, de ses palais, etc. ? Hier, j'ai attendu pendant quatre heures une réponse à la demande de M. Miller, qui devait m'autoriser à voir la fabrique Seybel. Pendant ces longues heures, j'ai parcouru Vienne et ses faubourgs.

Mon opinion, ma chère Marie, c'est qu'en France nous sommes pleins de préjugés sur les étrangers, leurs habitudes, leur civilisation, leurs goûts, leurs villes, etc. Vienne est une ville charmante, remplie, non pas de beaux monuments comme en offre Paris, mais de superbes hôtels tout chargés de sculptures. Ces soldats autrichiens que nous avons tant ridiculisés ont une très belle tenue, et leurs officiers sont les plus beaux hommes et les plus élégants que l'on puisse voir. Leurs uniformes sont quelquefois séduisants, surtout chez les officiers supérieurs. Et puis, ils sont si peu civilisés, ces Autrichiens, que je n'ai pas une fois demandé des indications dans la rue à une personne un peu bien mise sans qu'elle me répondît en bon français et avec beaucoup d'amabilité. Enfin, j'ai vu dans une de leurs églises le monument le plus admirable, le plus beau des chefs-d'œuvre de Canova : c'est le tombeau de Marie-Christine, archiduchesse d'Autriche. On ne peut rien imaginer de plus attendrissant et de plus remarquable comme œuvre d'art. Je crois que, comme sculpture, cela n'est pas à comparer avec le tombeau déjà si magnifique du maréchal de Saxe.

Le jeune empereur est à Pesth, occupé à voir des manœuvres militaires sur une échelle gigantesque. On trouve ici qu'il aime un peu trop les soldats et qu'il sacrifie tout à l'armée. De grosses finances pour les armées, c'est la queue des révolutions...

Ne dis pas trop à mon père ce que je deviens. Dis-lui que tu as des lettres de moi souvent et que je me porte parfaitement. Il serait tourmenté s'il me sentait aussi loin du beau pays de France.

Adieu, ma chère Marie. Il me tarde beaucoup de te revoir et de t'embrasser, avec ma chère petite Jeanne et mon cher petit chimiste.

Vienne, jeudi matin 30 septembre 1852.

Ma chère Marie,

Je ne vais pas à Trieste. Je repars ce soir pour Prague. Voici les motifs de ce changement de résolution. Comme il n'y a aucune fabrique d'acide tartrique à Trieste, ni à Venise, je devais seulement prendre à Trieste et à Venise des renseignements exacts sur l'origine des tartres raffinés dans ces deux villes, tartres qui doivent renfermer l'acide racémique, d'après les résultats anciens de M. Fikentscher. Or M. Miller, de Vienne, me dit qu'il peut presque affirmer que les tartres raffinés à Trieste et à Venise ne viennent pas de l'Orient, mais de l'Italie, de diverses parties de l'Italie, ou de la Hongrie, et tout au plus de la Dalmatie. Ceci s'accorde avec un renseignement de M. Redtenbacher qui m'assure que, dans les îles de la Grèce, presque tout le vin est renfermé dans des sacs de peau et que, par suite, le commerce du tartre doit être inconnu dans ces îles. Enfin, et c'est là surtout ce qui me décide, M. Redtenbacher a un de ses élèves pharmacien à Trieste, par lequel il peut savoir tout ce que j'irais apprendre à Trieste et à Venise et qui peut se charger de m'envoyer en France les tartres susdits.

Je suis aussi très désireux de voir la fabrique de Prague et j'ai à poser de nouvelles questions à M. Fikentscher que je reverrai encore une fois.

Il faut que tu notes également que les résultats auxquels je suis arrivé à Vienne modifient considérablement la question. Je me suis assuré de nouveau hier que les tartres d'Autriche renferment bien l'acide racémique, je veux dire que c'est bien de l'acide racémique qui a été pris pour du sulfate de potasse par le fabricant. Mais ces tartres d'Autriche et de Hongrie contiennent beaucoup moins d'acide racémique que ceux de Naples. Il est donc certain que l'acide racémique n'est pas renfermé exclusivement dans les raisins des pays chauds, et puisqu'il est contenu dans ceux d'Autriche, il doit l'être dans ceux de la France...

Prague, le vendredi 1er octobre.

Ma chère Marie,

Voici bien une autre nouvelle ! J'arrive à Prague, je m'établis hôtel d'Angleterre, je déjeune et je vais chez

M. Rochleder, professeur de chimie, afin qu'il me serve d'introducteur auprès du fabricant. M. Rochleder est à Vienne. Je vais chez le chimiste de la fabrique, M. le docteur Rassmann, pour qui j'avais une lettre de M. Redtenbacher, son ancien maître. Cette lettre contenait toutes les questions que j'ai l'habitude de faire aux fabricants d'acide tartrique.

A peine M. le docteur Rassmann prend-il le temps de lire cette lettre. Il voit de quoi il s'agit et il me dit :

— J'obtiens depuis longtemps l'acide racémique. La Société de Pharmacie de Paris a proposé un prix pour celui qui le fabriquerait. C'est un produit de la fabrication. Je l'obtiens à l'aide de l'acide tartrique.

Alors je pris affectueusement la main du chimiste et je lui fis répéter ce qu'il venait de me dire. Puis j'ajoutai :

— Vous avez fait une des plus grandes découvertes qu'il soit possible de faire en chimie. Peut-être n'en sentez-vous pas comme moi toute l'importance. Mais permettez-moi de vous dire que, d'après mes idées, je regarde cette découverte comme impossible. Je ne vous demande pas votre secret. Je vais en attendre la publication avec la plus grande impatience. Ainsi c'est bien vrai : vous prenez 1 kilogramme d'acide tartrique pur et, avec lui, vous faites de l'acide racémique ?

— Oui, me dit-il, mais c'est encore...

Et comme il avait de la peine à s'exprimer, j'ajoutai :

— C'est encore entouré de grandes difficultés.

— Oui, Monsieur.

Et il me demande à revoir l'échantillon que j'avais pris à la fabrique de M. Fikentscher pour mieux préciser mes questions aux fabricants :

— C'est bien cela que j'obtiens depuis environ sept ans.

— M. Fikentscher, lui dis-je, l'obtient depuis vingt-cinq ans.

Puis, comme il allait se mettre à table, il me pria de venir à la fabrique cet après-dîner, à trois heures, où se trouvera un fils de M. Brosche parlant bien français. Je suis sorti et j'arrive à la hâte te faire part de cette grande nouvelle.

Je t'ai transcrit très fidèlement et sans omettre aucun détail, aucune syllabe, notre conversation, parce que M. Rassmann travaillant en vue du prix proposé, et moi, de mon côté, devant publier un travail sur le sujet à ma rentrée en France,

ou quelques mois après, quand j'aurai fait diverses études et obtenu de nouveaux renseignements, il ne faut pas que ce qui a été dit entre M. Rassmann et moi puisse donner lieu à aucune réclamation de sa part. Je suis sûr de ma loyauté. Je crois dans la sienne. Mais il pourrait se faire qu'il fût utile plus tard de publier exactement ce qui a été dit entre nous afin de maintenir ses droits, ceux de M. Fikentscher et les miens dans cette question.

Je crois fermement que M. Rassmann s'abuse et que, subitement frappé du souvenir du prix et de la présence d'un professeur qui vient de Strasbourg jusqu'à Vienne à la recherche de cette curieuse substance, il a, dans le premier moment, exagéré ce qu'il a trouvé. Il en est au point de M. Fikentscher, seulement depuis sept années, et un peu plus avancé que les fabricants de Vienne qui avaient pris l'acide en question pour du sulfate de potasse ou un sel de magnésie. Grand Dieu ! quelle découverte s'il avait fait ce qu'il dit ! Mais non ! C'est impossible. Il y a un abîme à franchir et la chimie est trop jeune encore.

Quoi qu'il en soit, conserve bien cette lettre. Je t'écrirai, dès qu'il me sera possible de le faire, la conversation nouvelle que je vais avoir avec ce chimiste. Je pense quitter Prague pour Leipzig ce soir à huit heures. Aurai-je le temps de t'écrire encore aujourd'hui ? C'est presque impossible.

Je serai à Leipzig demain. A demain seulement donc.

Prague, vendredi.

Ma chère Marie,

M. Rassmann est dans l'erreur. L'opinion que je portais sur ce qu'il m'avait dit dans ma lettre de tantôt est exacte.

Il n'a jamais obtenu de l'acide racémique avec de l'acide tartrique pur. Il fait ce que fait M. Fikentscher, et ce que font les fabricants de Vienne, avec de petites différences qui confirment l'opinion générale que j'ai émise, il y a peu de jours, dans ma lettre à M. Dumas.

Je vais bientôt partir.

J'ai reçu tout à l'heure du fils de M. Brosche le fabricant, jeune homme très aimable et tout français par les manières et le ton, de nouvelles adresses de fabriques d'acide tartrique

que je visiterai encore, l'une près de Berlin, l'autre près de Magdebourg.

Adieu. Tout à toi.

Leipzig [probablement 2 octobre 1852].

Ma chère Marie,

Je suis arrivé ce matin à six heures.

J'allais partir pour Schönebeck, où je devais trouver, d'après le fabricant de Prague, une grande production d'acide tartrique. Un industriel de Leipzig, qui connaît beaucoup la fabrique de Schönebeck, m'assure qu'on n'y a jamais fait d'acide tartrique.

J'ai en ce moment visité toutes les fabriques d'Allemagne et le problème est presque tout à fait résolu.

Je puis donc enfin me diriger du côté de la France. J'en ai besoin. Je suis très fatigué. Je partirai ce soir pour Francfort; malheureusement, il n'y a encore aucun train qui aille jusque-là sans une nuit d'arrêt soit à Erfurt, soit à Eisenach...

A son père

Fin d'octobre 1852.

Mon cher papa,

Tu étais ennuyé lorsque tu nous as écrit. Je l'ai vu tout au commencement de ta lettre, quand tu me dis qu'autrefois nous nous écrivions plus souvent. Je ne t'ai pas écrit pendant mon voyage d'Allemagne (qui a duré un mois) tout à fait volontairement et dans le seul but de ne pas te donner de l'ennui. Lorsque tu aurais reçu de moi une lettre datée de Leipzig, de Dresde, ou de Vienne, ou de Prague, car j'ai séjourné dans toutes ces villes, tu aurais pu croire que j'étais perdu dans ces pays barbares. Mais détrompe-toi. D'abord ce sont de belles villes, bien bâties, bien habitées, et où j'ai été très bien reçu. Le peuple en Bohême, en Autriche est peut-être plus grossier qu'en France, moins civilisé. Mais il n'en est pas de même des habitants des villes, et tu seras sans doute étonné d'apprendre qu'à Vienne je ne me suis pas adressé dans la rue à une personne un peu bien mise sans qu'elle m'ait répondu en bon français. Je n'ai souffert nulle

part, dans aucun hôtel, de l'ignorance où j'étais de la langue allemande ; et je n'ai vu aucun professeur qui ne parlât bien notre langue...

A mon retour à Strasbourg, je t'ai écrit et je suis resté trois semaines sans te donner de nos nouvelles, parce que j'attendais, d'une part, une lettre de toi, et que, d'une autre, notre position allait être décidée, ce dont je voulais t'avertir.

Et puis, je te comprends d'autant mieux que je suis fait ou plutôt que tu m'as fait à ton image. Il y a des jours où tu t'ennuies, où tu prends vivement les contrariétés qui surviennent dans la vie. Eh bien ! je suis de même. J'ai lieu d'être très heureux ; mais tu sais bien que je cherche la pierre philosophale et tu n'es pas sans avoir lu toutes les joies, puis toutes les déceptions de ces alchimistes qui m'ont devancé. Ils croyaient toujours qu'ils étaient à la veille de la trouver. J'en suis là. Ils sont morts à la tâche. J'espère bien que mon zèle ne faillira point avant l'heure dernière. Mon vénérable mentor (1) m'en donne l'exemple, et je crois avec lui qu'il n'y a qu'une chose qui amuse : le travail.

Tu me disais que tu n'aimes plus la lecture. C'est un grand tort. Tu es trop sceptique. Pour mon âge, je le suis déjà beaucoup et je crains qu'arrivé au tien je dépasse mon modèle.

Mais crois-tu donc que, parmi tant d'ouvrages, un grand nombre n'ont pas été écrits par des hommes consciencieux ? Crois-tu qu'il n'y a pas en littérature, en histoire et même peut-être en politique, des hommes tels que M. Biot, et beaucoup d'autres dans les sciences ? D'ailleurs, on lit les choses pour elles-mêmes et non pour ceux qui les ont écrites ; et pour mon compte, je me suis toujours senti meilleur, plus humain, moins envieux, moins égoïste, car nous le sommes tous beaucoup trop, après avoir lu de belles pages d'histoire, de littérature, etc. Je voudrais avoir le temps de lire beaucoup. Lis donc quand tu t'ennuies. Songe aussi que l'on ne t'oublie pas et qu'ici, comme auprès de toi, grandissent des petits-enfants qui t'aimeront et ne t'oublieront pas plus que ne font les grands, quand même les circonstances, ou leur désir de ne pas te donner de l'ennui, te laissent sans nouvelles pendant six semaines.

(1) Il s'agit de J.-B. Biot.

Et puis, certes, n'est-ce rien que les succès de ton fils ? N'est-ce rien que les lettres que je t'envoie d'une des plus grandes illustrations scientifiques de l'Europe (1) ? Lis encore celle que je t'envoie. Tu y verras que de grands noms connaissent le tien et s'en inquiètent. Si tu persistes à prendre tout cela comme rien, enferme-toi dans ta noire philosophie. Je t'y laisse et, dans l'espoir que tu en sortiras, je vais au laboratoire essayer de lever un nouveau coin du voile dont Dieu a couvert tout ce qu'il a fait. Cela amènera peut-être des succès auxquels tu deviendras sensible et qui te rendront fier et heureux. En attendant, avec Marie, Jeanne et Jean-Baptiste, je t'embrasse de tout cœur, ainsi que Virginie, son mari et ses enfants. Je ne sais si la concurrence (2) qu'on leur fait est un grand mal. Il me semble qu'au début cela ne peut que faire du bien et que son mari doit s'habituer, par crainte autant que par devoir, à un travail sérieux et régulier.

24 mai 1853.

Mon cher papa,

Je viens de transmettre la dépêche télégraphique suivante : « Monsieur Biot, Collège de France, Paris. — Je transforme l'acide tartrique en acide racémique. Communiquez, je vous prie, à MM. Dumas, Senarmont. — L. Pasteur. »

Le tout pour 12 fr. 50. — On a mis pour l'écrire trois minutes. — Elle est partie à sept heures quinze. Elle sera chez M. Biot avant huit heures.

Voilà donc ce fameux acide racémique (que j'ai été chercher jusqu'à Vienne) préparé artificiellement à l'aide de l'acide tartrique. J'ai cru longtemps cette transformation impossible. Cette découverte a des conséquences incalculables...

A LILLE

Pasteur est devenu doyen de la Faculté des sciences de Lille.

Lille, 17 juin 1855.

Ma chère Marie,

Il y a déjà quelque temps que je n'ai reçu de tes nouvelles. Es-tu encore à Orléans ? N'y es-tu pas ? Je l'ignore, parce

(1) J.-B. Biot.
(2) Dans la tannerie.

que je ne sais pas au juste si tu as différé ton voyage d'Orléans à Paris. J'espère en tout cas te revoir bientôt et il me tarde de nous voir rentrés dans le train ordinaire de notre ménage. Je ne crois avoir rien de bien nouveau à t'apprendre. Nous allons bien malgré la pluie, le vent et le froid. J'ai fait faire du feu ce matin dans mon laboratoire. Aussi la fête de Lille est fort triste.

On a commencé à peindre toutes les portes dans notre logement et je crois qu'il n'y aura plus aucune place humide quand cela sera terminé, de sorte que tout de suite on pourrait poser les papiers...

Baptiste demande toujours sa trompette, son sabre et maman et Jeanne. Je préparerai une bouteille à Jeanne. Mais j'entends qu'elle soit bien sage. Je suis très content de Baptiste depuis ton départ. Il m'obéit fort bien et me craint. Il est très gentil. J'espère que Jeanne marchera sur ses traces et les embellira même.

Au Recteur de l'Académie de Douai

Lille, le 15 novembre 1855.

Monsieur le Recteur,

. . . .

L'industrie sucrière et celle de la fabrication de l'alcool (distilleries) sont, parmi les industries du Nord, celles qui ont reçu de la science les services les plus directs.

Je signale dans mon rapport ce fait remarquable d'études scientifiques élevées à côté d'une industrie qui paraîtrait devoir tout absorber.

Il y a ici un autre caractère non moins digne d'attention. On n'est aucunement routinier. L'industrie se tient au courant de toutes les innovations, de tous les progrès et elle essaye volontiers (quoique avec cette prudence qui est aussi un caractère du pays dans les affaires commerciales) les procédés nouveaux. L'Angleterre est bien connue : on s'y inquiète de ses progrès. Mais un préjugé qu'il faut combattre est celui-ci : on utilise trop vite les jeunes gens dans les fabriques : on sait tous les services que la science peut rendre à l'industrie, mais on croit que les jeunes gens, lorsqu'ils étudient trop longtemps, abordent avec des idées de romans les ouvriers.

On est aussi très disposé à croire qu'il y a une science appliquée, les applications formant à part un corps de doctrines, tandis que les applications des sciences ne sont que des déductions des découvertes purement scientifiques et que, dans l'enseignement surtout, celles-ci doivent être au premier rang par les développements qu'elles réclament.

A Chappuis

Lille, 11 janvier 1856.

... Cette année, nous faisons merveille. Il y a, à cette heure, vingt-cinq inscrits et il en arrive tous les jours. Je suis convaincu qu'il y en aura cinquante l'an prochain et j'espère bien que nous aurons un ou plusieurs agrégés de Faculté pour nous aider en 1857. C'est ce que je viens de demander au ministre. Une combinaison dont je te parlerai quand elle aura réussi, et que je viens également de proposer à l'administration, allégera beaucoup mon travail. Le succès de la Faculté de Lille est d'ailleurs aussi complet dans l'enseignement oral que dans l'enseignement pratique. J'avais cru que la curiosité nous avait amené beaucoup d'auditeurs en 1855 et je pensais qu'il y aurait relâche en 1856. Il n'en est rien. L'auditoire a, au contraire, augmenté et il est plus sérieux et plus assidu. Les amphithéâtres sont trop petits. Les cours littéraires eux-mêmes réunissent plus de deux cents personnes ; sur ce nombre, cinquante dames ou demoiselles. Mais aussi le zèle de tous fait plaisir à voir. Il va même jusqu'à ce point que quatre professeurs prennent la peine de remettre leurs leçons manuscrites et rédigées de leurs mains à un imprimeur qui les fait autographier. Celui-ci a déjà cent vingt souscripteurs pour le cours de mécanique appliquée et fait tirer à quatre cents exemplaires.

Notre local, heureusement, est terminé. Il est très beau et très vaste ; mais il deviendra bientôt insuffisant pour les progrès de l'enseignement pratique. Ainsi le laboratoire des élèves, qui est cependant un des plus grands que j'aie vus, est déjà tout à fait rempli par vingt-cinq manipulants. Tu sais combien sont encombrants les appareils de chimie.

Pour nous, nous sommes très bien installés au premier et j'ai enfin, ce que j'ai toujours envié, un laboratoire où je

puisse aller à toute heure, au rez-de-chaussée de mon appartement ; et quelquefois, pendant que je dors, souvent même ces jours-ci, le gaz brûle toute la nuit et les opérations continuent leur cours. C'est ainsi que je cherche à retrouver un peu le temps que je dois consacrer à la direction de tous les travaux aujourd'hui assez multiples dans nos Facultés. Ajoute à cela que je suis membre de deux sociétés très actives et que j'ai été chargé, sur la proposition du Conseil général, de la vérification des engrais pour le département du Nord, travail assez considérable dans ce riche pays agricole, mais que j'ai accepté avec empressement, afin de populariser et agrandir l'influence de notre Faculté naissante.

Ne crains pas que tout cela me détourne de mes études qui me sont si chères. Je ne les abandonnerai pas et j'espère que ce qui est déjà fait marchera sans mon aide, avec le temps qui grandit tout ce qui est fécond.

Travaillons tous ; il n'y a que cela qui amuse. C'est le mot de M. Biot, et on peut bien s'en rapporter à lui sur ce sujet. Tu sais la part qu'il vient de prendre encore à l'Académie des Sciences dans une grande discussion où il a été magnifique de présence d'esprit, de haute raison et de jeunesse avec ses quatre-vingt-quatre ans.

A Mme Pasteur.

Paris, mardi au soir, 10 mars 1857.

Ma chère Marie,

Je suis de plus en plus convaincu de l'insuccès (1), mais cette candidature m'aura été utile. M. Biot me disait hier soir quelque chose de très juste. On sait que je suis le candidat de valeur. On sait que c'est pour moi que l'on devrait voter. Mais ils ont peur (un bon nombre du moins) de la chimie. Ils disent que la chimie veut tout envahir. A ce titre j'ai contre moi tous les naturalistes et les plus ignares. Tu sais ce qu'est la section de botanique renouvelée en trois ans par des bouche-trous et des médiocrités. Elle est en masse contre moi !

(1) Pasteur était candidat à un siège vacant à l'Académie des Sciences.

Cette candidature m'aura été utile surtout à ce point de vue que toutes ces médiocrités, sous la coupe desquelles je me sens en ce moment, me donnent du dépit et que, dans mon travail, je vais reprendre cette fièvre de mes premières années. Je travaillerai avec la rage au cœur. Je serai heureux quand je pourrai venir lire un beau mémoire avec ce cri dans le cœur : « Crétins que vous êtes, faites-en autant ! » Je parle ici de ce crétin de ***, de *** et tant d'autres nullités, arrivées faute d'autres et par accident de la fortune.

Adieu. Je t'aime et je t'embrasse, — à mardi.

Au milieu de mes tribulations et de mes irritations, j'ai de bons moments. Ainsi je suis sorti aujourd'hui plein d'estime et d'admiration pour M. Poncelet, non pas parce qu'il m'a dit que sa voix m'était acquise depuis la discussion, mais parce qu'il m'a parlé avec les sentiments d'un vrai savant.

A M. Biot

Lille, 7 septembre 1857.

Monsieur,

Permettez-moi de vous annoncer un fait extrêmement curieux. Je dois vous dire d'abord, afin que vous en compreniez les liaisons, que, d'après mes recherches de cette année, beaucoup agrandies dans ces derniers temps, *toutes les fermentations* sont des phénomènes corrélatifs à l'organisation de globules, de végétaux mycodermiques, comme dans la fermentation alcoolique proprement dite. Je donne le moyen de les préparer et de les étudier sans mélange (1). S'ils ont échappé à l'observation des chimistes et des naturalistes tels que MM. Montagne et Dujardin, dans les recherches de M. M. Berthelot et à tous les autres chimistes dans les cas très nombreux de fermentation lactique, c'est que, plus petits que ceux de la levure, ils ressemblent aux parties élémentaires des tissus ou matières plastiques (gluten, caseum...) que l'on a l'habitude d'employer dans toutes les fermentations. Soit donc admis que toute fermentation est un acte corrélatif à un acte vital. D'autre part, vous comprenez mieux que

(1) Voir *Œuvres de Pasteur*, t. II, p. 3-13 : *Mémoire sur la fermentation appelée lactique.*

moi l'intérêt qu'il y aurait à établir que le phénomène rotatoire ou sa cause probable, la dissymétrie de l'arrangement moléculaire, phénomène si général parmi les produits de l'organisme, est lié directement au rôle physiologique de ces produits, et que cette qualité de la matière peut avoir son intervention directe dans le jeu des forces vitales.

Cela posé, voici le fait sur lequel je veux appeler votre attention.

Dans un des mémoires que je prépare, j'établirai un mode de fermentation de l'acide tartrique qui le transforme en divers acides. Or, cette fermentation n'a pas lieu dans les mêmes conditions avec l'acide tartrique gauche, et avec l'acide racémique il y a dédoublement en acide droit qui fermente et en acide gauche qui reste intact (1).

Tel est le fait que j'ai désiré vous faire connaître dès qu'il a été mis hors de doute, persuadé qu'il vous intéresserait beaucoup.

Veuillez agréer, Monsieur, avec les respects de Mme Pasteur et les miens, l'hommage de ma profonde gratitude.

L. Pasteur.

(1) Voir *Œuvres de Pasteur*, t. II, p. 25-28 : *Mémoire sur la fermentation de l'acide tartrique.* Il est à noter qu'à partir d'avril 1857, Pasteur, comme en témoignent ses cahiers d'expériences, s'occupa à la fois des fermentations lactique et alcoolique et de celle de l'acide tartrique. C'est le 27 août 1857 qu'il mit en train l'expérience qui allait démontrer qu'en faisant fermenter le racémate d'ammoniaque, le tartrate gauche apparaît, le droit se décompose.

L'AFRIQUE NOIRE EN ARMES

Je rentre d'Afrique occidentale, qui est le plus fort quartier de notre Afrique noire, et c'est en pleine forêt de la Côte d'Ivoire que m'a surpris la mobilisation générale. Grâce à mes habitudes africaines, il m'a été donné de voir les deux mobilisations : celle de 1914 et celle de 1939. Aussi, je crois utile de marquer ici, dans la *Revue*, la comparaison entre ces deux moments de notre histoire coloniale. Je souhaite qu'un tel document soit quelque jour utile à l'historien qui, avec une large mesure philosophique et l'exaltation voulue, continuera d'illustrer les étapes du destin de la France.

Ce qui frappa davantage le témoin habituel, au cours des années dangereuses qui préparèrent la guerre de 1914, c'est que l'Afrique noire ne semblait guère alors mêler ni son esprit ni son cœur aux luttes européennes dans lesquelles l'enjeu de la France était d'une importance vitale. J'avais fait mon service militaire au Sénégal, vécu et travaillé sur les bords des rivières du littoral sud jusqu'aux jours qui suivirent Serajevo. Je parlais et je parle encore les grandes langues qui permettent de suivre directement et dans leurs nuances les pensées exprimées par des millions d'habitants. Je puis donc affirmer qu'à cette époque les périls de la France n'avaient point l'air d'émouvoir notre Afrique noire.

Il existait bien des bataillons de tirailleurs sénégalais, ainsi appelés parce que Faidherbe avait recruté à Saint-Louis du Sénégal les premières troupes noires avec l'appui desquelles il avait pacifié l'intérieur du pays et ouvert les portes du Soudan. Ces bataillons étaient formés d'engagés volontaires, en majorité soudanais, qui maintenaient la tradition

d'hommes rudes et fidèles dont le courage, l'endurance et la discipline en avaient imposé aussi bien à leurs frères de couleur qu'aux races lointaines de Madagascar ou des environs du Tchad. Leur nombre était limité aux amateurs de bagarres que l'on peut retrouver chez presque tous les peuples du monde, aux anciens serviteurs mécontents de leur village, aux garnements sympathiques qui préfèrent l'insouciance des camps à la férule des chefs noirs ou même à la société d'une femme acariâtre. Leurs officiers les aimaient, en disaient beaucoup de bien, mais leur effectif ne dépassait guère une dizaine de milliers.

En dehors de ces volontaires du métier militaire, qu'importait aux paysans, aux artisans, aux gens du commerce ou des religions, aux colporteurs et aux chasseurs de brousse, que les Blancs se fissent la guerre ? Les querelles des Blancs ne les intéressaient pas. Que les Blancs eussent l'idée de s'entr'égorger, cela ne pouvait paraître à certains marabouts qu'une revanche accordée par le ciel. Et même, si le sort des batailles devait attribuer les territoires extérieurs de la France à un autre belligérant, en quoi cela pouvait-il bien changer les coutumes d'un habitant de la forêt ou de la savane ? Dans les vastes espaces où flottait notre drapeau, la rumeur de guerre ne s'était répandue qu'au dernier moment, à l'heure même où les adversaires allaient s'étreindre, quand les Noirs virent leurs Blancs les quitter pour aller « faire bataille ».

Pourquoi cette indifférence d'alors ? Les raisons en sont simples et logiques. Tout d'abord, il n'y avait pas de T. S. F., et les courriers étaient plus lents et plus rares. Mais ce n'est là qu'un détail matériel. Nous étions surtout considérés comme des maîtres, et des maîtres par les armes. Toutes les opérations de la pacification de l'Afrique noire s'échelonnent de 1880 à 1910. La Côte d'Ivoire, qui donne à elle seule aujourd'hui autant de soldats que le reste de la Fédération, même en 1914 n'était point encore toute sûre, et certains districts s'y trouvaient gardés par des militaires. Malgré les dispositifs et les soins d'une administration supérieurement organisée, beaucoup de régions n'étaient pas encore froides. Leurs gens étaient comme ces chiens qui ne mordent plus, mais qui grognent sourdement ; et ils guettaient nos défaillances. On assassinait encore des chefs isolés.

Les administrateurs ne pouvaient guère visiter fréquemment leurs villages, faute de moyens de transport. Peu d'automobiles, pas de camions. Donc, pas de routes. A travers les forêts, les hautes herbes et les steppes, les chefs blancs allaient à pied, en hamac ou à cheval, comme les chefs indigènes. Aussi, le respect qu'ils inspiraient, ils le devaient à leur autorité personnelle, à l'éclat de leur regard, à la fermeté de leur vouloir et à la droiture de leurs actes.

Les maladies sévissaient sans contrôle pratique ni étendu, pour la raison que les médecins étaient trop peu nombreux, trop mal outillés pour la contre-attaque. Leur rayon d'action se trouvait limité par leurs moyens matériels. Quant à l'inconfort des praticiens, hors les capitales, il n'avait de comparable que la précarité des installations de brousse pour tout le monde, colons, fonctionnaires ou militaires. Les soins du corps n'avaient fait qu'effleurer les Noirs, encore terriblement soumis aux sorciers.

Les écoles étaient aussi rares. Seuls les centres ébauchaient des lettrés et faisaient des artisans, d'ailleurs fort habiles. La langue française était donc peu répandue dans le petit peuple. Comme me disait un de mes auxiliaires :

— Si tu leur dis : « Viens que je te tue », ils accourent!

Ce qui est bien le comble de l'incompréhension. De là une nécessité absolue d'user d'interprètes. Or, ces gens-là sont comme la langue d'Ésope : ils peuvent tout le bien et tout le mal. Que de mésententes sont venues de ces intermédiaires! Par leur fait aussi, la justice, souvent trop éloignée, se révélait parfois boiteuse, malgré l'immense bonne volonté du « juge de paix à compétence étendue », la connaissance des langues indigènes n'étant pas à la hauteur de la compétence juridique. Bref, en Afrique nous étions encore loin du statut familial...

Et pourtant, de 1915 à 1918, l'Afrique noire a fourni à la France près de 170 000 hommes, sur lesquels 25 000 ont donné leur vie pour un pays qu'ils ne considéraient pas encore comme le leur.

Certes, ceux qui montrèrent l'exemple furent les anciens tirailleurs, les vieux amis dont les pères avaient combattu avec Faidherbe, Gallieni, Archinard, Mangin, Joffre et

Gouraud, et de plus jeunes qui venaient de marcher en guerroyant à travers les plaines du Maroc. Étaient venus aussi les chrétiens noirs auxquels nos missionnaires avaient inlassablement enseigné le nom de la France, mêlant les vertus de leur patrie à la gloire même de Dieu. C'est un de ces chrétiens, autrefois charpentier sous mes ordres, qui me dit, le jour où je le croisai dans les rangs, sur une route qui allait à Verdun :

— *Guis n'ga, souma Toubab, noun itam nounga dèf sounou* devoir... (« Tu le vois, mon Toubab, nous aussi nous faisons notre *devoir...* »)

Malgré ces dévouements, la masse des autres tirailleurs était amorphe au départ, stupéfiée ensuite par la violence de la lutte et l'étrangeté de ces combats où l'on n'aperçoit pas son ennemi. Aucun autre sentiment ne les reliait à l'action que l'écrasante fatalité qui, pour eux, se confondait avec l'ordre des maîtres dont les armes avaient abattu leurs propres féodaux. Car ils n'avaient fait qu'obéir, pour la plupart, au désir impératif de ceux qu'ils considéraient comme leurs vainqueurs. Il y avait bien un électorat, sur quatre points du soleil couchant : Dakar, Gorée, Rufisque et Saint-Louis. Un tel avantage politique accordé à un millième de la population n'avait soulevé personne. Et il fallut toute l'abnégation et le courage des cadres pour faire de tous ces Noirs une troupe utile et souvent glorieuse.



En 1939, voici que tout est réellement changé. Peu à peu, en un quart de siècle, les conditions se sont singulièrement modifiées. Non pas en surface, mais en profondeur. Et c'est ici que se place le fait admirable. Il n'existe plus de commandements militaires en Afrique occidentale que sur quelques confins, et les administrateurs civils ne disposent chacun que d'une faible section de miliciens, dans une proportion inférieure à la répartition de notre gendarmerie. Cependant, au printemps de 1938 et pendant l'été de 1939, époques où je me trouvais parmi les Noirs de cette Afrique, la rumeur de guerre courait à travers champs et forêts, le long des plaines, en bordure de la mer, tout en haut des collines et des montagnes. On savait un peu partout que la France pacifique

était d'abord tourmentée, puis provoquée par ses anciens ennemis. Dans les cases bâties ou tressées, sous le chaume ou sous la terrasse de boue séchée, on sentait que la France tentait de reculer le plus possible l'échéance de la fatalité, le versement du sang. Et beaucoup parmi les chefs s'étonnaient de notre tolérance, de notre attitude par trop magnanime. De la sorte, les villes, les escales et la grande brousse savaient, et se voyaient en même temps gagnées par l'inquiétude, *comme si c'était de leurs propres habitants que, cette fois-ci, il s'agissait.*

Aussi, le soir du 2 septembre, dès que les affiches de la mobilisation générale furent collées et que les griots eurent annoncé la nouvelle, — à la façon de nos tambours de campagne, — dans une ville de la Côte, ville de quelque vingt mille habitants, j'ai pu voir une foule d'hommes accourus des faubourgs et des environs et qui s'étaient assis devant la mairie, comme pour une grande palabre. Ils étaient environ cinq mille et il fallut détourner la circulation de plusieurs rues. Que voulaient ces gens-là, âgés de vingt à trente ans, qui ne proféraient pas un cri, pas une menace, qui ne chantaient aucune mélopée ni air national ? Très calmes, mais avec de bonnes faces résolues, ils tenaient en main des fascicules colorés : c'étaient des réservistes et des volontaires qui avaient devancé l'appel.

Le même rassemblement (je l'ai appris au cours de ma tournée) s'est produit le même jour, dans des conditions semblables, dans d'autres chefs-lieux de la côte et de l'intérieur. En quelques jours de septembre, sur de simples appels des chefs blancs et noirs, les routes d'Afrique virent passer des quantités de piétons qui allaient par petits groupes, des camions chargés de Noirs plus éloignés des centres et qu'on eût cru voir se rendre au travail, — tant la convocation qui les mettait en mouvement leur paraissait naturelle. Ils auraient pu, en maints endroits, aux frontières de Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Niger, passer en pays anglais où n'existe pas la conscription et où les salaires sont avantageux : il en est bien peu qui ont tourné le dos à ce qu'ils considéraient maintenant comme une obligation de leur existence.

Réunis dans les dépôts, il fallait les surprendre et les

suivre, attentifs et rigides, faisant l'exercice avec une conscience professionnelle dont on aimerait tant les voir animés dans le civil. Pour eux, la guerre était une chose sérieuse comme si c'était leur propre combat. Et je me souviendrai toujours de la stupéfaction d'un officier étranger et ami, que je promenais le long d'un camp, devant l'animation souple et disciplinée qui se déployait sous ses yeux.

Il faudrait citer mille exemples qui m'ont été faciles à réunir pour montrer l'allant et la résolution de ces hommes qui, à la fin du siècle dernier, nous prenaient la plupart encore pour des démons ou des sorciers blancs.

Comment un tel changement s'est-il opéré en vingt-cinq ans ? Pourquoi la mobilisation des Noirs de 1914 à 1918 fut-elle un recrutement plus ou moins commandé, alors que la mobilisation de 1939 se présente comme une levée de troupes ? Un tel phénomène dans le domaine ethnique et national mérite explication ; car il ne s'applique pas à la seule Afrique occidentale, mais à notre Afrique du Nord, à Madagascar et à notre belle et grande Indochine.

La liquidation de l'autre guerre a laissé des veuves, des orphelins, des blessés. Le service de guerre et de paix a remis dans les villages de nombreux retraités. Or, les veuves et les blessés ont touché des pensions dont l'importance, pour les hommes, était souvent soulignée par des médailles. Chaque trimestre, les retraités ont rapporté à leur famille des sommes qui favorisaient, comme chez nous, la prestigieuse oisiveté d'un âge trop souvent marqué par la seule sagesse et le seul dénuement. Mieux que cela, ces anciens soldats, qui gardent précieusement leur uniforme et l'endossent les jours de fête, ont occupé des postes près du gouvernement, aux chefs-lieux ou dans la brousse. Un prestige nouveau, qui ne venait plus de l'immuable naissance, s'est attaché à ces hommes porteurs d'une tradition nouvelle. Et ce prestige a pris sa valeur aux yeux des jeunes gens, au regard des femmes dont, en Afrique noire autant qu'ailleurs (plus qu'ailleurs, parfois), l'avis compte beaucoup auprès des mâles.

A la faveur de la paix nouvelle, après le retour des combattants, le fait économique universel engendra une hausse imprévue sur les produits de la terre. Insoucieux de la déva-

luation de notre monnaie, on put voir en 1922 des chameliers sénégalais, qui revenaient de vendre leur récolte d'arachides, entourer le col de leur bête avec des colliers de billets de banque enfilés sur une cordelette. Ailleurs, les planteurs indigènes ont trouvé que la culture du cacao était magnifiquement profitable. Ainsi pour l'huile et les amandes de palme, la cire et autres produits du labeur des hommes et de la nature. Les très anciennes relations entre commerçants et indigènes se trouvaient plus fécondes, l'échange des salutations et des services quotidiens plus cordial que jamais.

Certes, la crise de 1929-1932 a porté, là-bas aussi, un coup dur à l'économie des familles. Mais ce n'était que le superflu qui était touché, car les cultures vivrières demeuraient intactes. Quant à la hausse des objets de boutique si désirés, aucun des Noirs ne put songer à l'attribuer au mauvais vouloir ou à la cupidité de la France.

Dans le même temps, l'automobile avait envahi l'Afrique. Les voitures et les camions avaient obligé à faire des routes. Les Noirs y travaillèrent (tout comme nos ancêtres firent de leurs mains notre admirable réseau routier de France) avec l'assurance qu'ils ne porteraient plus leurs récoltes sur la tête, avec le sentiment d'une sécurité plus grande.

Ces routes, qui mesurent plus de 100 000 kilomètres, qui permettent aux camions d'aller chercher les récoltes à domicile et de les mieux payer à cent lieues de la côte ou de la voie ferrée, ces routes ont admirablement servi à répandre les médicaments, à installer et à fournir des infirmeries, des maternités, des dispensaires que les fils de sorciers eux-mêmes n'hésitaient plus à fréquenter.

Les écoles ont suivi, parfois même précédé, la diffusion des principes d'hygiène et les méthodes de combat contre les fièvres, la maladie du sommeil, le pian et autres maux qui entament ou déciment les populations tropicales. Ces écoles ont appris le français à des millions d'enfants ; et j'ai rencontré des maîtres dont la conscience professionnelle et le dévouement à l'humanité dépassent les plus beaux éloges. A côté des missions, souvent même en accord avec ces merveilleux apôtres de Dieu et de la France, on a pu voir chaque année des instituteurs qui, par la lecture de nos livres et leurs enseignements, donnaient à ces enfants, à ces jeunes gens,

une idée de la personne et de la conscience humaines. Par le fait même que la jeunesse parlait le français, les anciens ont eu plus rapidement connaissance de nos journaux, des nouvelles même que la T. S. F. diffuse aujourd'hui un peu partout, installée chez les colons et les fonctionnaires. Et, aujourd'hui, ce sont les justiciables qui souvent contrôlent les interprètes...

La pratique de notre langue, favorisée aussi par la conscription, a non seulement rapproché de nous les peuples d'Afrique, mais en même temps fait communiquer entre elles les tribus de races ou d'origines très différentes. Dans des régions grandes comme la France, où l'on parle soixante dialectes, le français est devenu comme le latin au moyen âge parmi les provinces d'un pays occidental. Or, nul n'ignore que le rythme de la langue entraîne le rythme des idées. L'Afrique y perd du pittoresque, je le sens mieux que beaucoup : elle y a gagné en esprit français.

Il m'a été donné de faire, cette année 1939, une série de palabres-conférences en plusieurs centres de l'A. O. F. Je fus le premier surpris de voir rassemblées des foules noires allant jusqu'à quinze cents personnes pour entendre un discours prononcé en majeure partie dans la langue française. En 1914, je n'aurais jamais eu en face de moi le dixième de tels auditeurs.

Cependant, au-dessus de toutes ces raisons qui expliquent le changement des manières d'être entre la mobilisation de 1914-1918 et celle de 1939, il y a ce qui les résume et qui échappe à la statistique, tout comme aux énumérations du rapport le plus complet : *la manière française.*

La manière française aux colonies est à la fois simple et complexe, à coup sûr hors de la volonté de conquérir ou de subjuguer. Rien d'explicite ni de codifié. Les membres d'une famille étudient-ils la formation de leurs liens ? Tout entre eux n'est-il pas naturel ? Et c'est cela qui a touché nos indigènes et fini par leur fabriquer, de jour en jour, de mois en mois, d'année en année, un véritable subconscient français. Au point que le moment est arrivé où ce qui nous étreint les émeut, ce qui nous persécute les gêne, ce qui nous réjouit leur donne, à leur insu, du bien-être.

La manière française se manifeste, par exemple, quand un indigène ose réveiller son Blanc, en pleine nuit, pour lui demander du tissu qui lui permettra d'ensevelir son enfant qui vient de mourir, sachant fort bien que son vœu tout dolent sera comblé. Ce souvenir en appellerait des milliers d'autres, moins personnels et plus beaux. Comment ne citerais-je pas cet administrateur de Guinée qui exigeait de ses paysans de faire des ruches et de les poser dans les arbres :

— Ce n'est pas pour moi, leur expliquait-il. Vous savez bien que je ne mangerai jamais le miel de vos deux cent mille ruches. Votre miel et votre cire, vous les vendrez à qui vous voudrez... Ce que je veux seulement, c'est que ce soient les abeilles qui payent votre impôt...

La manière française se perçoit aussi aisément dans les menues querelles et les réconciliations. Sans disputes et sans réconciliations y aurait-il un esprit familial ? Cet esprit familial s'accuse encore davantage dans la détresse. Les Noirs ont apprécié les soins, les secours dont ils sont l'objet, et compris les soucis qu'ils causent à leurs « patrons » : ce dernier terme pris dans le sens le plus large. Ils sont bien assurés qu'aujourd'hui nous ne remplaçons pas le travailleur, mais que nous l'associons intimement à notre labeur ; que nous ne tirons pas tout le profit à nous par des entreprises collectives, mais que nous respectons et aimons le labeur individuel, car telle est notre propre tendance ; qu'enfin l'impôt leur revient en entreprises publiques et en améliorations qui leur profitent autant et plus qu'à nous-mêmes.

La manière française ne nous porte pas à mieux soigner encore les indigènes que ne le font nos voisins, mais elle nous incline à ressentir plus personnellement leurs peines et leurs joies, à mieux pénétrer leur conscience pour leur faire percevoir leur propre âme dégagée des entraves que l'esclavage et les misères physiques avaient amassées sur le chemin d'une ténébreuse existence.

Je ne donnerai que deux exemples. Tout d'abord, l'air épanoui, l'attitude légère que, tout dernièrement encore, je remarquai chez les Noirs de Guinée, à l'entrée même de la ville de Conakry, au sortir de l'avion qui me ramenait d'une excursion dans un pays voisin qui vit sous le signe de la liberté. D'autre part, une véritable définition de la manière

française me fut livrée un jour, en Côte d'Ivoire, par un haut fonctionnaire britannique.

— Réellement, dit-il, vous êtes très bons colonisateurs. Nous dépensons beaucoup d'argent pour nos colonies ; mais quand on demande à un de nos indigènes : « Qu'est-ce que tu es ? » il répond qu'il est Nago, ou Ashanti, ou Haoussa. Quand on pose la même question à l'un des vôtres, il répond : « Je suis Français. »

* * *

Le résultat ? Au cours des trois premiers mois de la guerre de 1939, un plus grand nombre d'hommes se sont présentés sous les drapeaux qu'au cours de toute la dernière guerre. L'ordre et la mesure des opérations, les empêchements du climat européen, tout ce qui les a retenus sur place a souvent étonné, parfois même exaspéré ces soldats noirs. « Pourquoi ne fait-on pas tout de suite la guerre ? » demandent-ils. Les travaux manuels, d'utilité civile ou militaire, ne sauraient remplacer le maniement des armes. Ils veulent bien être « tirailleurs-fusil », mais pas « tirailleurs-la-pelle ». A peine vêtus de l'uniforme, beaucoup d'entre eux font même preuve de cette curieuse fatuité qui affecta parfois certaines armées : les civils ne leur laissent plus assez vite la place qu'ils occupent.

A qui est dû ce changement ? Qui nous vaut cet état d'esprit des recrues et cet état d'âme des populations qui font que je ne reconnais plus les Noirs de ma jeunesse, si pittoresques justement parce qu'ils étaient plus loin de nous et qu'ils fleuraient encore très fort la sauvagerie ?

L'œuvre n'est ni d'un jour ni d'un homme. Je le répète, il a fallu vingt-cinq ans, qui suivaient des années pendant lesquelles les prédécesseurs s'étaient épuisés en travaux pénibles, assidus et féconds. Il a fallu une succession d'hommes férus de leur métier, de leur apostolat ou de leur carrière, pour créer, sous des cieux lointains et souvent hostiles, une manière d'être dans laquelle fusionnaient les instincts ancestraux de chacun, les traditions des uns et les règlements des autres. Il s'est dépensé pour une telle cause une somme énorme d'énergie et de bonne volonté. S'il est juste de signaler que le ministre des Colonies, par une mesure financière qui dépassait les prévisions des bureaux, a favorisé la continuité

des recrutements pendant tout le temps des menaces de guerre, — ce qui permit une mobilisation plus accélérée, — il faut bien retenir que c'est l'ensemble de la vie française en Afrique et ailleurs qui a créé chez nos indigènes cet esprit de famille dont je suis moi-même stupéfait et dont les résultats sont dignes de toute notre admiration.

Le mérite appartient à tous, c'est-à-dire aux Blancs dévoués et aux Noirs dont nous avons su mettre en valeur les qualités natives. Un boutiquier, un planteur, un commis, les plus modestes de nos fonctionnaires, peuvent se montrer là-bas de grands agents de notre culture et de la grandeur française, tout comme un gouverneur au cœur fort, à l'âme haute et consciencieuse. Il n'y a pas, en face des indigènes, que des situations : il y a les grands Blancs et les petits Blancs. Et les indigènes ne s'y trompent pas !

De même, leur estime profonde va tout droit au mépris de la mort que montrent les Français sur les champs de bataille. Croit-on que les hauts faits des hommes qui font si aisément « cadeau de leur vie » ne sont pas racontés dans les interminables palabres sous le vieil arbre du village ?...

C'est donc aux « grands Blancs » de toutes catégories que nous devons ce merveilleux rapprochement des manières d'être paysannes, laborieuses et humaines de France et d'Afrique. C'est grâce à eux et au sens de l'honneur guerrier, si développé chez les indigènes éloignés de toute politique, que la France peut compter dans son empire tant d'amis fidèles qui se sont levés, qui se lèveront encore pour la défendre, et qui, soumis à une judicieuse sélection, contribueront, par la qualité plutôt que par leur nombre, à notre victoire.

Ce sens de l'honneur guerrier, tourné d'abord contre nous, voici que nous l'avons incorporé dans notre puissance. Et cela en moins d'un quart de siècle ! Il n'est pas d'éloge plus étonnant, plus propre à rendre fier notre beau pays, si souvent meurtri, toujours exalté par de nouveaux motifs de confiance et d'harmonie.

André Demaison.

HITLER OU HABSBOURG

Dans le livre et dans les discours d'Adolf Hitler, la violence trahit un manque de logique, une incertitude intime qui semblent dus à un complexe d'infériorité. Pourquoi s'est-il attaché au mythe de la race avec la passion que l'on sait ? N'est-ce pas pour se libérer d'un sentiment obscur, mais pénible pour lui, celui d'être un sang-mêlé ? N'a-t-il pas un visage à face courte, un crâne dont les proportions sont intermédiaires entre celles du brachycéphale et celles du mésocéphale, des cheveux bruns, un corps long par rapport aux jambes courtes, bref tous les traits auxquels on reconnaît le mélange d'éléments slaves et d'éléments celtiques ? Ce type — auquel on a donné le nom d'*Homo Alpinus* — est commun dans son pays d'origine. Suivant la remarque d'un bon observateur, M. Frédéric Hirth : « On n'a qu'à entrer dans n'importe quel magasin ou café de Braunau ou de Linz en Autriche, de Passau ou de Landshut en Bavière, pour s'apercevoir que tous les vendeurs et tous les serveurs ressemblent à Hitler. » L'idéal de la race nordique, le dolichocéphale blond, l'a attiré d'autant plus qu'il ne le voyait pas autour de lui.

Cependant il en retrouvait la tradition historique. N'oublions pas qu'il a grandi à Passau et à Linz, dans le pays le plus romantique de l'Europe centrale, celui où les grandes légendes du germanisme sont les plus vivantes. C'est la vallée du Danube, « la route des Niebelungen », ainsi nommée par les poètes chevaliers du XIIe siècle et dont le charme magique n'a pas cessé d'enchanter les imaginations allemandes. Le fleuve entre en Autriche à Passau, dont jadis l'évêque Pilgrim convertit les Hongrois ; jusqu'à Linz il coule dans une

région montagneuse. Ses eaux écumantes reflètent de sombres forêts que couronnent les ruines des châteaux et des couvents. Là ont passé toutes les races germaniques, les Ostrogoths et les Lombards, les Bavarois et les Souabes. Là s'est formé le duché d'Autriche, base de la puissance des Habsbourg. Mais, depuis que ceux-ci se sont fondus dans la maison de Lorraine, ils se considèrent comme les protecteurs de toutes les races réunies dans l'Empire. C'est à leur cour que semble être né, à la fin du XVIIIe siècle, le mot *Nationalität*, pour désigner les populations slaves qui ne formaient encore que des groupes ethniques. Ils leur auraient permis de devenir des unités politiques, s'ils n'avaient rencontré la résistance acharnée des Allemands, comme en témoignent l'enfance et la jeunesse de Hitler.

Quand Adolf Hitler, dans sa biographie, raconte qu'il est né à Braunau sur l'Inn, où son père était douanier, c'est pour se féliciter d'avoir vu le jour à la frontière de l'Allemagne et de l'Autriche, comme s'il était ainsi prédisposé à réaliser leur union, but suprême de sa vie. Mais, pour le psychologue, la petite ville présente un caractère bien plus singulier. Elle est en effet un centre de médiums. Un des plus connus est Mme Stockhammer qui, en 1920, épousa, à Vienne, le prince Joachim de Prusse. C'est de Braunau qu'un spirite de Munich, le baron Schrenck-Notzing, faisait venir ses sujets, dont l'un était précisément le cousin d'Adolf Hitler. Qui dira sous quelles influences se forment ces dons de médium aux antennes hypersensibles dont Hitler devait plus tard donner un si étonnant exemple ?

Son hérédité est singulièrement chargée. Son père, Aloys, né en 1837, était le fils illégitime d'une pauvre fille de ferme, Maria Anna Schicklgruber. Ce nom difficile à prononcer aurait beaucoup nui à la carrière du futur chancelier. On n'entend pas les foules criant : *Heil Schicklgruber*. Heureusement pour lui, son père prit en 1876 le nom d'un de ses oncles, Jean Népomucène Hüttler, pour en recueillir l'héritage. Aloys, suivant l'exemple de son père, eut, en 1882, un enfant naturel de sa cuisinière. Il le légitima. Ce fils, nommé Aloys comme son père, garçon de café, condamné deux fois pour vol et une fois pour bigamie, aurait, en 1934, tenu à Berlin-Wilmersdorf une hôtellerie fréquentée par des miliciens du parti. Aloys

est en effet le demi-frère d'Adolf Hitler. Celui-ci naquit en 1889 du mariage légitime contracté par Aloys Hitler avec Klara Pölzl, fille d'un de ses cousins, qu'il avait élevée. Elle parlait l'allemand avec un accent tchèque. Remarquons ici que la haine des Tchèques et des Juifs, inconnue de la noblesse autrichienne, était très faible parmi les prolétaires et n'était violente que dans la classe moyenne. Or le père Hitler, qui avait d'abord été cordonnier à Vienne, et qui, après son service militaire, était parvenu au prix de durs efforts à être fonctionnaire des douanes, commençait seulement à prendre pied dans la petite bourgeoisie de langue allemande. Son fils Adolphe va en adopter les préjugés racistes, avec d'autant plus d'empressement qu'il doit faire oublier qu'il a lui-même tous les caractères du sang-mêlé.

Les premières impressions qu'il reçoit lui inculquent la haine de la France et des Habsbourg. Il ne manque pas de nous rappeler qu'à Braunau a été fusillé, sous la domination napoléonienne, le libraire Johann Palm, de Nuremberg, nationaliste enragé (*verstockter « Nationalist »*). Aussi se décrit-il, dans la petite ville, « dorée par les rayons du martyr allemand », fouillant la bibliothèque paternelle pour y chercher des ouvrages militaires. Il trouve dans une édition populaire illustrée, en deux volumes, une histoire de la guerre franco-allemande de 1870. A partir de ce moment, il ne rêve plus que de guerre. Il se demande pourquoi les Autrichiens n'ont pas pris part à la campagne de France. Comment n'ont-ils pas le bonheur d'appartenir au Reich de Bismarck ? Son caractère anormal apparaît déjà à l'école primaire où, de son propre aveu, il se montre « assez difficile à manier ». Il est un petit meneur (*ein kleiner Rädelsführer*) qui se forme à l'éloquence en haranguant ses camarades. Cependant, son père, qui ne perd pas l'espoir de faire de lui aussi un fonctionnaire et qui a pris sa retraite à Linz, le fait entrer à l'école réale de cette ville. Il y prépare l'équivalent du baccalauréat de sciences-langues.

Là il rencontre l'homme qui fera de lui un révolté. C'est son professeur d'histoire, Léopold Pötsch, pangermaniste à l'éloquence entraînante. « Ce qui décida peut-être de toute mon existence, écrit Hitler, c'est que la fortune m'ait donné un tel maître comme professeur d'histoire. Encore aujour-

d'hui, je me rappelle avec émotion l'homme grisonnant qui, dans le feu de son exposé, nous fit souvent oublier le présent... Nous étions assis là, souvent enflammés d'ardeur et parfois touchés jusqu'aux larmes. » Pötsch, étant l'ennemi acharné des Habsbourg, ne parle que de Bismarck et de la fondation de l'Empire allemand. Le jour anniversaire de la bataille de Sedan les élèves se promènent bras dessus bras dessous dans la Grande Rue, la cocarde noir blanc rouge à la boutonnière. Ils manifestent contre le « faux » empereur. Pour eux, le véritable empereur est celui de Berlin et non celui de la Hofburg.

Rien n'était plus destructif des traditions que l'enseignement donné par Léopold Pötsch. « Par lui, écrit Hitler, et peut-être sans qu'il l'ait voulu, je devins dès cette époque un jeune révolutionnaire. Comment, sous un tel maître, étudier l'histoire de l'Allemagne sans devenir un ennemi de l'État qui, par sa dynastie, a influé d'une manière si malsaine sur la destinée de la nation ? Comment garder la fidélité à l'Empereur en présence d'une dynastie qui, dans le passé et le présent, a trahi les besoins essentiels du peuple allemand au profit de ses avantages personnels ? Ne savions-nous pas dès notre jeunesse que cet État autrichien n'avait aucun amour pour nous Allemands et ne pouvait en avoir aucun ? Les enseignements de l'histoire étaient fortifiés par notre expérience quotidienne de l'activité des Habsbourg. Au nord et au sud, le corps de notre nationalité était dévoré par le poison étranger, et Vienne elle-même, à vue d'œil, perdait de plus en plus son caractère allemand. La Maison impériale « tchéquisait » partout où elle le pouvait, et ce fut le poing de la déesse du droit éternel et de la vengeance inexorable qui fit tomber l'ennemi mortel du germanisme autrichien, l'archiduc François-Ferdinand, justement sous les balles qu'il avait aidé à fondre. N'était-ce pas sous son patronage que s'exerçait, du haut en bas, la slavisation de l'Autriche ? »

Hitler sent sourdre en lui à la fois un amour brûlant pour sa patrie, l'Autriche allemande, et une haine profonde contre l'État autrichien, ce qui est le propre du révolutionnaire. Ces sentiments vont s'accroître pendant son séjour à Vienne.

*
* *

Il a été à l'école réale de Linz un élève médiocre, comme ses notes en témoignent. A treize ans, il perd son père, dont le caractère orgueilleux et distant éloignait toute intimité. Il est atteint d'une maladie de poitrine et, sur le conseil du médecin, sa mère le fait sortir de l'école. Elle lui permet de réaliser son rêve : se préparer à suivre les cours de l'Académie de peinture. Il va passer deux semaines à Vienne pour visiter les musées. Il parcourt la cité merveilleuse, qui agit sur lui comme un songe des *Mille et une nuits*. Il y revient pour subir l'examen d'admission à l'Académie. En principe, il y faudrait le baccalauréat. Cependant on a laissé une porte d'entrée pour les élèves exceptionnellement doués. Le recteur lui apprend qu'il n'est pas de ceux-là, du moins pour la peinture. Il pourrait tenter l'école d'architecture, s'il avait passé l'examen qui termine les écoles secondaires. Mais il ne l'a pas fait. Son enfance paresseuse, occupée à des intrigues, à des rêveries, ne l'a pas préparé à la vie. Il semble destiné à être un fruit sec. Sur ces entrefaites, il perd sa mère et il revient à Vienne, où il connaîtra cinq années de misère dans les bas-fonds de la société. C'est à cette époque, écrit-il, que se forma son image du monde. « Je n'ai eu que peu de chose à y ajouter par l'étude, et je n'ai rien eu à y changer. »

Cette image est dominée par la haine des Habsbourg. Parce qu'ils veulent faire régner l'égalité entre les races et reconnaître aux Slaves les droits qui résultent de leur prépondérance numérique, Hitler les accuse de préparer la slavisation de l'Empire. « La politique des Habsbourg, écrit-il, était, d'une manière générale, dirigée contre les Allemands. En particulier depuis que l'archiduc François-Ferdinand, en qualité d'héritier du trône, commença à avoir une certaine influence, un plan et une méthode se firent sentir dans la tchéquisation, qui fut poursuivie de haut en bas. Le futur héritier de la monarchie cherchait par tous les moyens possibles à favoriser le refoulement du germanisme. Lentement, mais avec une sûreté infaillible, par les soins des fonctionnaires de l'État, des localités purement allemandes furent classées dans la zone dangereuse du bilinguisme. Même dans la Basse-Autriche, ce processus commença à faire des progrès de plus

en plus rapides, et déjà bien des Tchèques considéraient que leur plus grande ville était Vienne. » Contre le Habsbourg, Hitler décide d'appeler le Hohenzollern. Il se prépare à trahir ouvertement son souverain. Il s'indigne à l'idée que les bavards du Reichstag empêchent de parler l'empereur Guillaume II, eux qui disent plus de sottises en une session que tous les rois de Prusse pendant des siècles. Mais ce qui l'indigne le plus, c'est que la presse viennoise, « avec une intention hostile mal dissimulée », se permette d'exprimer sa méfiance à l'égard de l'empereur allemand. « Alors mon sang ne faisait qu'un tour et me montait à la tête. »

« Ce qui me portait encore sur les nerfs, ajoute-t-il, c'était le culte repoussant que, dès cette époque, la grande presse viennoise rendait à la France. Il fallait, en vérité, se sentir honteux d'être allemand quand on recevait en pleine figure de doucereux hymnes de louanges à « la grande nation civilisatrice » (*die grosse Kulturnation*). « Cette misérable francomanie me fit plus d'une fois tomber des mains un de ces journaux mondiaux. Alors je prenais généralement le *Volksblatt*. Je n'étais pas d'accord avec le ton violemment antisémite de ce journal, mais j'y lisais çà et là des justifications de son point de vue qui me donnaient à réfléchir. »

Il faut remarquer que l'antisémitisme, dont Hitler voudra faire plus tard la base de sa doctrine, est pour lui une acquisition tardive. Il avoue lui-même que, du vivant de son père, il n'avait jamais entendu prononcer le mot : juif. A Linz, il y avait en effet très peu de Juifs, et là-bas, au cours des siècles, dit-il, « leur extérieur s'était européanisé et humanisé ». Le fond de son caractère a été formé à Linz, par la haine des Habsbourg et de la France. L'antisémitisme n'apparaîtra qu'à Vienne, au cours de la vie de bohème qu'il y mènera.

Arrivé dans la capitale sans aucune ressource, il est réduit à coucher dans les asiles de nuit qui, étrange ironie, sont une fondation juive, due à la munificence du baron Königswarter. Hitler devient l'habitué de l'asile de Brigittenau. Toutes les races de l'Europe centrale : Allemands, Tchèques, Polonais, Ruthènes, Hongrois, Italiens et Juifs, sont représentées là par leurs échantillons les moins intéressants. Il se lie étroitement avec un Juif hongrois, Neumann, qui est son compagnon de misère. Hitler lui-même a l'air d'un

malheureux Juif de l'Est réfugié à Vienne. Toujours vêtu d'une vieille redingote qu'on lui a donnée, il est connu de ses camarades sous le nom d' « oncle Paul Krüger », parce que, comme l'ancien président du Transvaal, il porte un collier de barbe noire. Il mène l'existence sordide du rapin sans talent, heureux quand il trouve des travaux manuels, et souvent réduit à vivre d'expédients. Il s'est associé avec un dessinateur, Reinhold Haenisch, qui grimpera tous les escaliers des courtiers pour essayer de placer les mauvais tableaux et les réclames que peindra Hitler. Ils en partageront le maigre profit. Dans ce monde malodorant de ratés et de petits filous, l'esprit orgueilleux et inadapté d'Adolf Hitler prend conscience de sa déchéance. Il n'a pas de carrière normale et il est incapable de s'en créer une. Il est de plus en plus aigri, révolté contre cette société qui ne lui fait pas de place et qu'il veut détruire.

***

Il erre à travers la ville qui enseigne une si grande leçon à celui qui sait la comprendre. Les autres capitales sont chacune l'œuvre d'un peuple qui l'a créée de sa propre substance. Mais Vienne, située au carrefour des principales races de l'Europe, a été le lieu de rendez-vous où elles ont appris à se connaître. D'Italie sont venus les architectes, les peintres, les dessinateurs de jardins, qui ont créé la Hofburg et Schönbrunn. D'Espagne sont venues les Infantes, qui, comme impératrices, ont façonné la cour aux sévères traditions de l'étiquette castillane. De Bohême est venue l'aristocratie tchèque, qui a fait construire les plus beaux palais de Vienne. De France sont venus les Lorrains qui accompagnaient le duc François lorsqu'il épousa Marie-Thérèse. Ils ont créé le style charmant qu'on appelle là-bas le style baroque, où la pureté des lignes françaises encadre la grâce italienne, la sévérité espagnole, l'exubérance germanique. N'a-t-on pas dit que Vienne, en présentant l'image d'une unité où chaque nation se sent complémentaire des autres, a créé « le sens transnational » ?

C'est la vieille idée chrétienne exprimée dans la devise que les princes lorrains ont fait graver par l'architecte italien di Nobile sur le fronton de la Hofburg : *Justitia fundamentum*

regnorum. Leur héritier, celui que Hitler appelle « le faux empereur de la Hofburg », est un vieillard qui n'est séparé que par trois générations de l'époux de Marie-Thérèse. Il est d'ailleurs resté fidèle à ses traditions lorraines, comme il le répétait lors de son pèlerinage aux tombes de ses ancêtres, à Nancy, en 1867. Tous les matins, à quatre heures en été et à cinq heures en hiver, et parfois bien plus tôt quand il y a des affaires urgentes, il entre dans son cabinet de travail pour dépouiller des dossiers et écouter des rapports. Frappé successivement, dans sa vie publique et dans sa vie privée, de tous les malheurs qui peuvent atteindre un homme, il ne s'est jamais laissé détourner un instant de la tâche surhumaine qui est la sienne. Debout près de son pupitre, assisté de son vieil ami le comte Louis de Bombelles, — encore un nom connu en Lorraine, — il accueille avec bienveillance les représentants de toutes les races qui peuplent son empire, et il les entretient dans leur langue. L'affection qu'il inspire est le lien qui relie entre elles les parties de ce magnifique édifice. En lui continue le régime patriarcal que les ducs de Lorraine avaient su instituer entre leurs sujets de langues et de confessions différentes.

On pourrait, — c'est le rêve de son héritier, l'archiduc François-Ferdinand, — préparer la transformation de cet empire en une confédération où les diverses nationalités collaboreraient dans la pleine égalité de leurs droits. Telle est la conclusion normale de l'orientation que l'Autriche a dû prendre lorsque, expulsée de l'Allemagne par Bismarck, elle s'est tournée vers l'Orient. Avant de faire la conquête morale du monde slave, il lui fallait donner satisfaction à ses propres sujets. Aussi, dès 1879, le comte Taaffe a-t-il inauguré un régime fondé sur la collaboration des Tchèques, des Polonais et du Centre catholique. Pour gagner cette majorité autonomiste et fédéraliste, il a détruit le monopole de fait que la langue allemande avait exercé jusque-là, et il a largement admis les Slaves dans les emplois publics. En 1897, le premier ministre, le comte Badeni, d'origine polonaise, a achevé la destruction du germanisme centralisateur en faisant paraître les célèbres ordonnances qui assurent l'égalité des langues tchèque et allemande en Bohême et en Moravie. Elles devront toutes deux être connues par les

fonctionnaires de ces deux provinces. Les Allemands font valoir qu'ils se trouvent désavantagés, car peu d'entre eux savent le tchèque, tandis que tous les Tchèques savent l'allemand. Ainsi a pris naissance le grand mouvement pangermaniste dont Léopold Pötsch se faisait l'interprète passionné à l'école réale de Linz.

Sans doute, ces réformes, pour lesquelles les Allemands ont d'ailleurs obtenu des délais, ne leur feraient-elles pas perdre l'influence que leur valent leurs longues traditions et leur culture. Mais les valeurs spirituelles ne comptent pas pour Hitler. Cette âme basse ne comprend que la domination brutale, appuyée sur le pouvoir matériel. Sa force sera d'être plongé dans les passions des milieux populaires. Sa faiblesse sera toujours de ne pouvoir les dépasser. Il cherche un moyen sûr d'agir sur les masses, de leur insuffler l'amour du Reich allemand et la haine de la France, qui, pour lui, sont solidaires. Ce qu'il hait toujours instinctivement chez les Lorraine-Habsbourg, c'est la tradition française de l'humanisme. Elle s'élève au-dessus du racisme, qui, pour elle, est un préjugé et qui, pour lui, est la foi à laquelle il veut gagner les masses. Un jour qu'il a eu la chance de trouver du travail dans un bâtiment, à l'heure du déjeuner, en buvant sa bouteille de lait et en mangeant sa croûte de pain, il écoute les conversations de ses camarades. Horreur ! ils ne considèrent la nation que comme une invention des classes capitalistes, un instrument de la bourgeoisie pour exploiter le prolétariat. Mais, peu à peu, la lumière se fait dans son esprit. Cette haine du capitalisme, il faut la transformer en antisémitisme.

Les journaux viennois qui blâment Guillaume II et qui exaltent la civilisation française, n'ont-ils pas un grand nombre de rédacteurs juifs ? Ceux-ci n'ont-ils pas toutes sortes d'attaches à Paris ? Il n'y a aucun inconvénient et beaucoup d'avantages à les prendre pour boucs émissaires. C'est ce qu'a essayé de faire Georges von Schönerer, le fondateur du parti pangermaniste autrichien, que Hitler cite toujours avec éloge. Mais Schönerer, — obligé de ménager les convertis parce que sa femme avait du sang juif, — a eu le tort de ne combattre dans le judaïsme que la confession religieuse. Ce n'est pas ainsi qu'on passionne les masses. « L'art de tous les conducteurs de peuples vraiment grands,

écrit Hitler, consiste en premier lieu à ne pas disperser l'attention du peuple, mais à la concentrer sur un seul adversaire. » Il faut magnétiser le peuple, lui donner une idée fixe. Cette idée sera le racisme. On dénoncera dans les Juifs, non des hommes d'une autre confession, mais des hommes d'un autre sang, « porteurs de bacilles de la pire espèce ». Ce sont les antagonismes de races qu'il faut exciter, puisque ainsi on aura l'avantage de jeter dans l'Empire des Habsbourg le ferment le plus propre à le détruire. « Comme mon cœur, écrit Hitler, n'a jamais battu pour une monarchie autrichienne, mais toujours pour un Reich allemand, l'heure de la chute de cet État ne pouvait m'apparaître que comme le début de la libération de la nation allemande. Aussi se manifestait de plus en plus fort le violent désir (*Sehnsucht*) d'aller enfin là où, depuis ma première jeunesse, m'attiraient mon amour et mes vœux secrets. Je voulais avoir le bonheur de me trouver à la place où je pourrais travailler à la réalisation du vœu le plus ardent de mon cœur : le rattachement de mon cher pays à la patrie commune, le Reich allemand. »

C'est ainsi qu'au printemps de 1912 il part pour Munich. La trahison est consommée. Désormais il sera au service du Reich allemand. On a vu sous quelles influences ce fils de fonctionnaires autrichiens, ce sang-mêlé, qui n'avait aucune raison de s'insurger contre ses souverains légitimes, est devenu leur ennemi acharné. L'antisémitisme, bien loin d'être une réaction spontanée, a été la dernière invention de cet esprit déséquilibré, anxieux de détruire une société où il désespérait de se faire une place honorable.

Cependant, jusqu'ici il ne dispose que de doctrines négatives. Elles lui permettront de rompre le lien dynastique sur lequel était construite la société autrichienne. Mais comment le remplacera-t-il ? Il est remarquable qu'il groupe autour de lui des déracinés. Étant un transfuge autrichien, il semble avoir des affinités particulières avec les Allemands qui ont grandi sur une terre étrangère, comme Rudolf Hess en Égypte ou Darré en Argentine. Et surtout les Baltes viennent à lui : Alfred Rosenberg, qui sera le grand théoricien du parti, Max Erwin von Scheubner-Richter, lui aussi un des cerveaux du parti, qui sera mortellement blessé auprès de Hitler au putsch de Munich, le 9 novembre 1923, et un autre écrivain, le colonel

Winberg, ancien officier des uhlans de l'impératrice Alexandra Féodorowna, celle qui avait pour ex-libris le *swastika*, destiné à connaître une si étrange fortune sous le nom de croix gammée. La Bavière d'après guerre est le refuge de bien des Russes blancs qui, attribuant la révolution aux Juifs, transportent en Allemagne leur antisémitisme féroce. Hitler commence sa carrière d'agitateur, servi par son hypersensibilité de médium, qui lui permet d'établir entre la foule et lui un contact magnétique. Ses fidèles lui apportent les idées et l'argent dont il a besoin. Parmi eux est Gertrude von Seydlitz, qui lui donne tout ce qu'elle a, quête pour lui ses amis finlandais, l'aide à acheter une feuille hebdomadaire, le *Völkischer Beobachter*, puis à la transformer en un organe quotidien.

Le problème qui se pose pour ces Baltes est le même que pour les Autrichiens. La noblesse balte de langue allemande, modèle de double culture, était habituée à fournir à l'empereur de Russie ses cadres administratifs et militaires. Elle ne servait pas une nation slave qu'elle méprisait, elle servait l'Empereur. De là son attachement à sa dynastie. Or, après la guerre, il n'y a plus d'empereur de Russie. Que vont faire ces Baltes, dont l'union avec les Russes reposait uniquement sur une foi monarchique commune ? Les liens dynastiques étant détruits, ils se rattachent à l'idée de la race, de la communauté du sang avec l'Allemagne, dont leurs ancêtres sont venus au moyen âge. Ils en acceptent le principe, mais ne prévoient sans doute pas que, par son application, les hommes de même race seront parqués ensemble, et ceux qui se trouvent isolés seront arrachés du sol auquel ils tiennent depuis des siècles. Tel sera le destin que Hitler leur fera subir avec une rigueur implacable. Et pourtant leur mission a été admirablement définie par Herder, un des plus grands Allemands du XVIIIe siècle, un de ceux qui ont le plus contribué à faire entrer l'idée de la nationalité dans la conscience humaine. Il a passé sa jeunesse à Riga et, au nom de ses compatriotes, donné un éclatant témoignage de loyalisme à la grande Catherine. Plus tard, songeant aux bienfaits qu'ont produits ces mosaïques de races, il écrit dans ses *Idées sur la philosophie de l'humanité* : « Peut-être, pour le bien du genre humain, est-il aussi nécessaire aux peuples d'être greffés les uns sur les autres qu'aux arbres et aux fruits de la terre d'être

transplantés en des saisons convenables. A moins de changer de place, le meilleur rejeton languit et périt à la longue. »

Peut-on résumer en termes plus heureux la mission de l'Autriche et des Habsbourg, telle qu'elle apparaît à Vienne, la grande *Kulturträgerin*, où Slaves, Germains et Latins ont collaboré pendant tant de siècles ? C'est l'idée même de cette collaboration, exprimée par la devise des Habsbourg : *Viribus unitis*, qui fait horreur à Hitler. N'a-t-il pas entendu dire par des Tchèques que « leur plus grande ville était Vienne » ? Or, la révolution qu'il apporte consiste à faire table rase des habitudes créées par le christianisme et developpées par des siècles de culture morale. A vrai dire, elle est profondément contraire au génie allemand, qui ne peut vivre dans l'isolement. Suivant le mot célèbre, « rien n'est moins allemand que d'être uniquement allemand » (*es ist undeutsch, bloss deutsch zu sein*). L'histoire littéraire prouve que le contact des cultures étrangères est nécessaire à la productivité de l'esprit allemand. C'est ce caractère que méconnaît la révolution hitlérienne, que Hermann Rauschning a très bien définie comme « la révolution du nihilisme ». Elle tend en effet à abolir la tradition de l'humanisme chrétien, pour ne laisser subsister que les différences résultant de la langue et du sang. La tâche que s'assigne le national-socialisme, c'est d'imposer la même discipline à tous les hommes qui parlent la même langue. Aussi, le 15 mars 1938, étant rentré à Vienne avec les troupes allemandes, Hitler y proclame là réalisation de son rêve : l'annexion de l'Autriche.

Maintenant que le droit s'appuie sur la force pour mettre fin à cet odieux régime, ne devons-nous pas, prenant le contrepied de son idée essentielle, poursuivre l'œuvre tutélaire des Lorraine-Habsbourg, instituer le régime fédératif grâce auquel des nationalités aujourd'hui séparées pourront enfin retrouver leur collaboration séculaire, et rendre à Vienne le rôle auquel l'histoire et la géographie la destinent, celui de capitale de l'Europe centrale ? Il n'y a rien que le parti national-socialiste craigne davantage, comme le prouvent les manifestations contre les légitimistes organisées en ce moment même par Bürckel, le commissaire du Reich en Autriche.

JEAN DE PANGE.

DICTATURE OU LIBERTÉ [1]

UN NOUVEL ORDRE SOCIAL

J'ai montré dans mes précédents articles comment la crise économique, sociale et morale qui caractérise l'époque actuelle est principalement la conséquence de la Grande Guerre.

Un cataclysme, qui dresse pendant cinq ans la moitié du monde contre l'autre, qui détruit les richesses accumulées par plusieurs générations au prix de l'effort, du travail et de la restriction, qui ruine les concepts de morale et de droit laborieusement édifiés au cours des siècles de vie sociale et religieuse, qui anéantit les étalons mêmes de la valeur, qui assujettit pendant ces longues années de guerre des dizaines de millions d'hommes à l'obéissance passive et à l'inaction et n'oriente leur effort que vers la destruction, ne peut avoir d'autre résultat qu'une rétrogradation générale vers la misère et la barbarie. Il ne faut pas s'en étonner.

Ce qui peut surprendre, c'est que l'homme ne se soit pas rendu compte que la « belle vie » du XIXe siècle était finie et qu'en face de cette déchéance générale il ait éprouvé, au contraire, un besoin accru de confort, de bien-être et de plaisir. C'est de cette incompréhension que provient le drame moral de notre époque.

L'homme fatigué, riche de désirs et pauvre de moyens, a accusé l'organisation sociale de lui refuser son dû. N'ayant plus de goût au travail, de confiance dans les vertus de l'effort individuel, ni de foi en Dieu, ayant pris l'habitude, pendant

(1) Voyez la *Revue* des 15 mai, 15 juin, 1er août 1939, 1er janvier, 1er février 1940.

trop longtemps, de tout recevoir de l'État, il s'est cru en droit de lui réclamer ce qu'il ne pouvait se procurer lui-même, c'est-à-dire la justice et la prospérité.

Il a ainsi, de ses mains, créé la dictature, ou son expression atténuée, l'interventionnisme, comme si le thaumaturge pouvait restaurer le bonheur sur des ruines encore fraîches.

J'ai tracé l'échec de toutes ces expériences, j'ai montré que leur histoire récente confirmait les enseignements du simple bon sens et que toute tentative de relèvement économique et social ne pouvait s'appuyer que sur une restauration de la liberté, rénovée et adaptée à la fois aux progrès de la technique et aux conditions de l'évolution sociale. Nous sommes à pied d'œuvre. Dans ce dernier article, je voudrais montrer dans quelle voie on peut envisager un nouvel ordre social qui puisse rendre à l'humanité malade l'espoir auquel elle aspire.

LE LIBÉRALISME SOCIAL

La rénovation du libéralisme. — Le libéralisme social se propose d'apporter un remède aux difficultés de l'heure présente. J'ai dit dans quelles circonstances était né ce mouvement récent de rénovation du libéralisme, que certains ont nommé libéralisme constructif, d'autres néo-capitalisme ou néo-libéralisme, et qui me paraît mieux défini par le titre de *libéralisme social.* Le libéralisme social n'est pas un retour pur et simple à la doctrine de Manchester. Il déclare, avec Adam Smith et ses successeurs, que l'économie libérale, fondée sur la propriété, l'épargne, la concurrence et le profit, ainsi que sur une application intensive du principe de la division du travail, est le mode de production qui donne le rendement maximum pour le minimum d'effort. Il reconnaît donc l'existence de véritables lois qui régissent la production économique. On peut les trouver bonnes ou mauvaises, mais on ne peut les changer. Une réserve s'impose. De même que les lois expérimentales biologiques, physiques ou chimiques ne s'appliquent que dans des conditions définies de milieu, température, pression, etc., de même les lois de l'économie libérale, fondée sur la concurrence et la division du travail, ne s'appliquent que dans un état défini de la science, du

progrès technique, des réalisations mécaniques, de la politique intérieure et extérieure (amplitude des marchés, sécurité des relations internationales). Elles supposent également un état défini de la condition humaine et de la psychologie sociale qui comporte l'acceptation d'une hiérarchie fondée sur la valeur et le travail, la volonté et la possibilité de réaliser pour la masse un standard de vie élevé, en sauvegardant ainsi l'indépendance et la dignité de la personne humaine.

A mesure que l'on s'éloigne de ces conditions optima, le mécanisme de l'économie libérale fonctionne moins bien et finit par s'enrayer complètement si l'on s'en écarte trop.

La grande différence entre le libéralisme *social* et le libéralisme *orthodoxe*, c'est que ce dernier n'est qu'un *système de production*, tandis que le libéralisme social est une *philosophie* définissant un *ordre nouveau de vie collective*. Cette conception est beaucoup plus large, puisqu'elle doit tenir compte non seulement du jeu des lois économiques, dont j'ai défini le caractère impératif dans des limites données, mais aussi de toutes les autres considérations mouvantes, qu'elles soient d'ordre politique, social, militaire, moral ou psychologique.

Le libéralisme orthodoxe ou plus spécialement celui de certains élèves d'Adam Smith et de Stuart Mill, qui avaient déformé l'enseignement de leurs maîtres, admettait volontiers comme une vérité révélée que, si le processus du mode de production libérale était sauvegardé, toutes les aspirations légitimes des individus, toutes les conditions de bon fonctionnement des sociétés et des nations devaient se trouver en même temps satisfaites. La répartition des biens devait s'effectuer automatiquement, suivant un mode équitable ; les relations politiques devaient s'adapter au concert économique, et la morale y devait trouver son compte.

Le libéralisme social admet au contraire que, dans l'arbitrage que les gouvernements sont obligés d'effectuer entre les lois économiques et les autres considérations, ils peuvent, pour des motifs valables et légitimes, prendre, en matière d'économie, des mesures qui ne correspondent pas exactement aux conditions optima qui permettraient d'obtenir par le libre jeu des prix et de la concurrence le maximum de production pour le minimum de prix.

Je prendrai à titre d'exemple la question du chômage endémique en Angleterre, que M. Jacques Rueff a étudiée dans tous ses détails et dont il a tiré des conclusions irréfutables. Il serait facile de faire disparaître ce chômage, étant donné la grande activité industrielle du Royaume-Uni, mais il faudrait consentir un abaissement du niveau général des salaires auquel les *Trade Unions* sont furieusement opposées et que le gouvernement combat comme étant de nature à diminuer inutilement le *standard of life* du pays. L'Angleterre préfère maintenir des salaires élevés et payer aux chômeurs des indemnités importantes. Il va de soi que cette politique comporte pour la population de lourdes contreparties. C'est, tout d'abord, le sacrifice demandé aux contribuables, et spécialement aux classes riches, pour l'entretien des chômeurs ; c'est, en outre, le relèvement des prix de revient et du prix de la vie qui résulte du fait que l'économie anglaise se trouve volontairement placée dans une situation qui ne correspond pas à son rendement optimum. Autrement dit, pour des raisons de politique générale, peut-être même de prestige, l'Angleterre se paye le luxe d'entretenir une masse de chômeurs qu'il ne dépendrait que d'elle de faire disparaître. Elle le fait sciemment et elle en paye le prix.

L'apparition du néo-libéralisme, ou mieux du libéralisme social, a soulevé parmi les économistes un intérêt considérable. Parmi les critiques dont il fut l'objet, j'en ai noté quelques-unes qui m'ont paru particulièrement intéressantes.

Je citerai d'abord la conclusion d'un article de M. Louis Vallon, syndicaliste notoire, intitulé : *De l'Agenda du libéralisme au plan de la C. G. T.* (1) :

« Au fond, ce nouveau libéralisme n'est pas, comme l'ancien, un *système*, il n'est qu'un *état d'esprit*. Un état d'esprit qui n'est en somme pas si étranger au mouvement ouvrier qu'un certain vocabulaire dogmatique voudrait, de part et d'autre, le laisser croire. Une conjonction reste possible contre le fascisme autoritaire, contre les trusts, contre tous les abus et toutes les coalitions d'intérêts égoïstes. Cette conjonction postule la bonne foi réciproque. Par elle, peut-être,

(1) *Syndicats* du 25 janvier 1939.

la liberté, toutes les libertés essentielles de l'homme pourraient être sauvées, s'il en est encore temps. Curieux rapprochement d'idées jusqu'ici opposées que nous tenions à signaler à ceux qui croient, comme nous, que dans les rudes batailles de demain la classe ouvrière devra, pour sauver son idéal et ses possibilités d'avenir, s'associer à tous ceux qui défendent les valeurs essentielles de la civilisation occidentale, la liberté de l'homme et la possibilité du progrès futur. »

Citons maintenant l'opinion d'un économiste, M. G. Pirou (1) : « Spécialisé dans l'analyse des relations économiques, l'homme de science incline fatalement à les considérer comme un tout autonome, ou à leur accorder primauté sur les aspects *non économiques* de la vie sociale. Là encore, le réformateur et l'homme d'État viendront corriger cet exclusivisme. Ils lui rappelleront qu'à côté des valeurs *économiques* il existe des valeurs *nationales* et des valeurs *sociales*, qui sont souvent en fait, et qui sont peut-être en raison, *supérieures*. A l'économie *pure*, abstraite, et par là même partiellement irréelle, ils l'obligeront à joindre une économie *politique*, plus synthétique et plus concrète. »

La même idée se retrouve chez M. Pierre Gaxotte (2) : « Si le capitalisme représente la forme la plus efficace d'organisation économique, il ne peut se défendre, — mais victorieusement, — que sur le plan subordonné qui est le sien, dominé par les valeurs religieuses, morales, intellectuelles et politiques qu'il est incapable de fournir et incapable de remplacer. »

Ces observations ne me laissent aucune amertume, au contraire. Il est parfaitement exact que le libéralisme social ne constitue pas l'exposé d'une *science*, mais le schéma d'un *art* destiné à construire un ordre social, en tenant compte non seulement des lois de toute nature, y compris les lois économiques, mais également des faits et surtout de l'évolution psychologique et morale des populations du monde entier, car la conception philosophique, morale ou religieuse qu'un peuple se fait de ses besoins et *sa propre définition du bonheur* déterminent, plus que toute autre donnée, les condi-

(1) *Jugements nouveaux sur le capitalisme, Revue d'économie politique,* juillet-août 1938.

(2) *Je suis partout,* 18 novembre 1938.

tions que doit remplir un ordre social pour leur être adapté.

S'il s'agissait d'établir un ordre social pour des hommes dépourvus de toute idée morale, uniquement préoccupés des valeurs matérielles, il n'est pas douteux que l'on devrait s'efforcer de réaliser les conditions qui correspondent au rendement économique maximum. Si, au contraire, il s'agissait d'une population n'ayant aucun besoin matériel, méprisant la richesse et le confort et mettant au-dessus de tout les considérations morales et religieuses, — mépris de la vie humaine par rapport à la vie de l'au-delà et, par suite, égalité parfaite des créatures *devant Dieu*, — l'organisation sociale pourrait se concilier avec le rendement minimum de production économique. Elle éliminerait la concurrence, source de toute différenciation matérielle entre les êtres, et s'adapterait, dans une pauvreté voulue, au désir supérieur de la contemplation spirituelle pour retrouver ainsi les conditions essentielles de toute communauté religieuse, et j'ajouterai : de tout communisme viable.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il est impossible de cumuler les avantages des deux systèmes. Nous ne sommes pas d'ailleurs obligés de nous placer dans les conditions extrêmes de l'un ou de l'autre. Les hommes d'aujourd'hui ne sont en effet ni des tigres ni des saints. Ils attachent une grande importance à la richesse matérielle, mais ils souhaitent en même temps et sincèrement que le régime social soit orienté vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre.

L'ordre social, qui convient à la collectivité des hommes moyens de ce temps, n'est donc pas un régime de saints, mais ce n'est pas non plus un ordre social fondé uniquement sur la considération de la richesse, comme trop de libéraux du XIXe siècle le pensaient. En dehors de son caractère égoïste, cette conception présentait un autre inconvénient capital. C'est que cet ordre social, fondé sur la conquête de la richesse, devait s'effondrer si cette dernière venait à disparaître par suite de telle ou telle circonstance d'ordre scientifique, économique ou politique.

En réalité, un ordre social tolérable, — et nous ne pouvons demander davantage, — ne doit être fondé ni sur la richesse,

ni sur des mythes, mais il doit reposer sur des principes solides. Quels sont ces principes ? Ainsi que l'indique son nom, le libéralisme social en reconnaît deux :

1° Sauvegarder le *libre jeu* des transactions, sauf les exceptions du droit d'intervention de l'État dans les domaines limités qui lui sont réservés (défense du territoire, sûreté intérieure, services publics, monnaie) ;

2° Pratique d'une politique *sociale* assez progressive pour que, sans verser dans la démagogie, le système de production libéral soit avantageux pour le grand nombre.

LE LIBRE JEU DES TRANSACTIONS

L'État doit faciliter le fonctionnement d'un marché large et loyal qui assure la pratique de prix normaux et l'équilibre entre la production et la consommation. Il doit s'attacher à supprimer ce que l'on a appelé les *frottements* du milieu qui entravent le libre mouvement des prix, régulateur de tout le système économique. Le gouvernement sera favorable à toute extension du marché, puisque le régulateur fonctionne avec d'autant plus de précision que la concurrence est plus large et que le milieu dans lequel il opère est plus fluide. L'État sera donc hostile aux restrictions de l'immigration, aux contingents et aux tarifs prohibitifs qui empêchent la pénétration des marchandises étrangères. Il n'établira de droits de douane que s'ils sont modérés et justifiés par des nécessités militaires ou sociales ; mais, dans l'appréciation de ces nécessités, il se montrera particulièrement sévère, car les industriels qui demandent une faveur douanière ont toujours mille moyens de la colorer de considérations d'intérêt général. Il s'efforcera de rétablir l'équilibre entre les unités économiques modernes, dont les dimensions s'accroissent continuellement par la concentration, le machinisme et les ententes industrielles, et les unités politiques, dont les dimensions se sont trouvées fâcheusement réduites par la politique nationaliste et autonomiste qui s'est développée en Europe depuis le début du siècle et qui s'est aggravée par suite de la fausse conception du traité de Versailles.

Laissant de côté provisoirement l'examen des remèdes à apporter aux conséquences économiques néfastes du morcel-

lement de l'Europe, je me bornerai pour le moment à indiquer quelques-unes des mesures que l'État peut prendre pour enrayer la concentration excessive des entreprises.

L'État examinera avec objectivité la fameuse question des cartels et des ententes industrielles. Il leur donnera un statut légal, leur accordant droit de cité, mais il traitera d'une façon toute différente les ententes libres et les ententes obligatoires. Il considérera que les premières ne sont pas dangereuses pour l'économie générale tant qu'elles ne sont pas investies d'un monopole de droit, résultant de telle ou telle faveur législative ou administrative, ou de tarifs douaniers excessifs. Il reconnaîtra que la constitution de ces ententes, c'est-à-dire d'une association libre entre producteurs, est conforme à l'évolution économique et au progrès technique, qu'elle permet d'éviter, dans les industries dont le prix de revient se compose en majeure partie des charges d'investissement, une concurrence excessive qui n'aurait d'autres résultats que d'amener une destruction stérile des capitaux sans entraîner la sélection qui en est la conséquence fructueuse.

Il constatera en même temps qu'une entente libre, dépourvue de tout privilège législatif ou administratif, ne peut fausser de façon sérieuse et durable le jeu de la loi de l'offre et de la demande, au détriment du consommateur, puisqu'elle est toujours soumise à la concurrence efficace des outsiders existants ou latents qui sont prêts à profiter de tout excès de sa part. Il donnera d'ailleurs aux tribunaux le pouvoir de réprimer, *a posteriori*, les abus de ces ententes et même le droit de les dissoudre.

S'il s'agit, au contraire, d'étendre obligatoirement une entente à l'ensemble d'une industrie, de lui conférer le droit de fixer arbitrairement les prix et d'interdire la concurrence des outsiders, l'État se montrera particulièrement circonspect et n'accordera ce privilège régalien que dans des conditions tout à fait exceptionnelles et temporaires, et si l'intérêt de la nation l'exige. Dans ce cas, ayant constitué légalement un monopole, il le soumettra aux mesures de contrôle qui s'imposent pour empêcher qu'il ne soit exercé au détriment de la collectivité.

LA POLITIQUE SOCIALE PROGRESSIVE

Chargé d'assurer la loyauté des transactions commerciales, l'État doit également prendre les mesures nécessaires pour que l'organisation du travail soit établie sur des bases équitables.

Dans un système d'individualisme absolu, l'ouvrier, qui n'a pas de réserves et ne peut attendre, se trouve, vis-à-vis d'un patron riche, dans un état d'infériorité manifeste. Rappelons la sévère apostrophe de Lacordaire (1) : « Sachent donc ceux qui l'ignorent, sachent les ennemis de Dieu et du genre humain, quelque nom qu'ils prennent, qu'entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et le serviteur, c'est la liberté qui opprime et c'est la loi qui affranchit. »

C'est pourquoi, dans tous les États démocratiques, la législation sociale confère au prolétariat, par l'association, une égalité de fait avec le patronat. Cette législation a connu des stades successifs : reconnaissance du droit syndical, du droit de coalition, c'est-à-dire de la grève, et, plus récemment, mise en vigueur du système des conventions collectives.

Pour permettre aux ouvriers de supporter les risques qui les menacent, l'État organise des assurances sociales (maladie, vieillesse, chômage, allocations familiales, etc.). En revanche, il doit éviter que les garanties données à la classe ouvrière ne deviennent exorbitantes et ne faussent, à leur tour, le marché du travail. Il doit s'opposer, en droit et en fait, à ces occupations d'usines qui ont été trop longtemps tolérées et qui constituent, au détriment du propriétaire, un moyen d'intimidation et un abus intolérable. Il doit s'interdire d'imposer au patron, responsable de la marche de l'entreprise, des conditions d'embauchage limitant le libre choix de ses collaborateurs.

Peut-on penser que les réformes que je viens d'énumérer, et qui sont déjà réalisées ou en voie de réalisation, présentent le dernier terme d'une évolution favorable au grand nombre ?

(1) Discours du 2 avril 1848.

Le libéralisme social ne le pense pas et considère que l'avenir reste encore ouvert à de nouveaux progrès sociaux.

Le jeu du libéralisme économique permet d'obtenir, nous l'avons vu, la production maxima au prix de revient minimum. Mais, si ce système comporte, par le jeu combiné du progrès technique et de la division du travail, les meilleurs résultats pour l'ensemble de la collectivité, il arrive aussi que son fonctionnement entraîne une grande inégalité dans la répartition des biens. Est-il possible de remédier aux inconvénients sociaux que cette inégalité présente, si elle devient excessive ?

Il va de soi que j'exclus la redistribution des fortunes, qui serait à la fois injuste, comme portant une atteinte rétroactive à une propriété légitimement acquise, et inefficace, comme ne donnant aux pauvres que des satisfactions insignifiantes. Le libéralisme social préfère utiliser le procédé, largement employé dans les dernières années, qui consiste à orienter la législation fiscale vers un système de droits progressifs sur les revenus ou sur les richesses. Ce procédé me paraît légitime, sous les deux réserves suivantes :

1° La progression de l'impôt doit rester raisonnable, pour qu'il ne prenne point figure de confiscation, ce qui le rendrait injuste pour le présent et improductif pour l'avenir.

2° Le taux de l'impôt doit être différent pour la richesse acquise, qui peut payer plus largement, et pour la richesse en formation, qui doit être fortement dégrevée, puisque c'est son développement qui assure, dans le système libéral, la prospérité de la collectivité tout entière.

Le libéralisme social va plus loin et considère que le gouvernement ne sort pas de ses attributions lorsqu'il adapte aux conditions mouvantes de la science et du milieu économique les concepts juridiques des institutions indispensables au fonctionnement de toute société, mais dont l'étendue et les limites peuvent être modifiées par lui, puisque c'est lui qui les a fixées. Pour prendre un exemple, il est incontestable que la propriété individuelle est la condition essentielle d'un ordre libéral. La définition de son concept a cependant largement évolué depuis cent ans ; on a vu apparaître des formes de propriété atténuée, comportant une limitation dans le temps, dans la disposition du capital ou du revenu, et se rapprochant

du type de la concession de très longue durée qui n'a pas empêché la réalisation de grandes œuvres économiques et d'entreprises fructueuses. Rien ne prouve que cette évolution soit achevée. Il faut admettre également que l'État a qualité pour définir et rectifier les modalités du contrat d'association de capitaux, c'est-à-dire de la société anonyme, puisque celle-ci repose sur le privilège juridique de la limitation de responsabilité des associés.

LA CORPORATION SOCIALE

Je pense enfin que l'une des voies dans lesquelles le libéralisme social pourrait s'orienter avec profit est celle de la corporation sociale. J'ai indiqué pourquoi il était impossible ou dangereux de confier à la corporation la solution des problèmes économiques (1). Sur le plan social, au contraire, elle peut jouer un rôle fort utile pour atténuer, sinon supprimer, la lutte des classes.

Pendant de longues années, on a cru possible de mettre un terme aux haines sociales par l'institution du partage des bénéfices entre patrons et ouvriers. Cette idée généreuse s'est révélée impraticable pour de nombreuses raisons. Les ouvriers, étant pauvres et ne pouvant participer aux pertes, ne sont pas de véritables associés ; étant nombreux, leur part individuelle dans les bénéfices est insignifiante, alors que leur participation totale grève lourdement l'entreprise. Comment trouver une base équitable de répartition des bénéfices entre le cerveau de l'ingénieur, la pratique du contremaître et les muscles de l'homme de peine ? Peut-on admettre que deux ouvriers qui transportent les mêmes matières premières ou chargent les mêmes fours, dans deux entreprises voisines, reçoivent une rémunération totale différente, parce que l'un appartient à une industrie en voie de développement et l'autre à une industrie en crise ; parce que l'une est dirigée par un homme intelligent et l'autre par un homme médiocre; parce que la situation financière de l'une est brillante et celle de l'autre obérée ? Qui ne voit les difficultés que soulève la discussion du bilan, base du calcul des bénéfices, le patron

(1) *Revue* du 15 juin 1939.

étant plus préoccupé de constituer des réserves en vue des risques à venir, l'ouvrier étant plus pressé d'une répartition immédiate ? C'est pourquoi, malgré quelques exemples heureux, la participation aux bénéfices a pratiquement vécu. Elle pourrait renaître, par l'intermédiaire de la corporation sociale, sous une forme qui éviterait le plus grand nombre des inconvénients que je viens de rappeler.

Comment serait constituée la corporation sociale ? Par l'ensemble des patrons et des ouvriers ou, si l'on veut, par la réunion des syndicats patronaux et ouvriers de la même industrie. Les corporations pourraient d'ailleurs être nationales, régionales ou locales. Quel serait leur objet ? Résoudre les difficultés qui se posent entre patrons et ouvriers, administrer les institutions sociales qui intéressent les ouvriers, lorsque les patrons concourent financièrement à leur réalisation.

Parmi les questions qui rentreraient dans le domaine d'action de ces corporations, j'envisage la discussion des conditions du travail, l'application du système des allocations familiales, l'organisation du logement ouvrier, aujourd'hui si défectueux. Ce sont ensuite les assurances sociales (maladie, vieillesse, charges de famille et chômage), aujourd'hui réglementées et dirigées par des organisations d'État bureaucratiques et pléthoriques, qui seraient ainsi décentralisées, mieux adaptées aux besoins de chaque profession ou de chaque région et gérées dans des conditions beaucoup moins coûteuses.

Ce serait dépasser les limites du cadre que je me suis tracé que d'entrer dans le détail de ces différentes créations, dont chacune demanderait une étude complète. Je voudrais seulement marquer pour l'une d'entre elles, le chômage, quelle pourrait être la portée de l'organisation que je suggère. Tout progrès technique doit être favorisé s'il amène pour la collectivité un abaissement du prix de la vie, même s'il a pour contre-partie la création temporaire d'une certaine masse de chômage, puisque celle-ci se trouvera résorbée par le développement de l'activité économique. Mais ce qui est proprement inadmissible, c'est qu'une industrie déterminée puisse, comme c'est le cas actuellement, avoir intérêt à remplacer des ouvriers par des machines pour un profit matériel de 100 000 francs par an, alors que la charge des indemnités

de chômage allouées aux ouvriers licenciés peut atteindre un million de francs à la charge des contribuables. Dans ce cas, il n'y a qu'une apparence de progrès et l'on se trouve en présence d'une véritable régression économique qui se chiffre, pour la collectivité, par une perte nette de 900 000 francs par an. Des anomalies de ce genre ne se produiraient plus si les corporations étaient, même partiellement et temporairement, responsables du payement des indemnités de chômage. Ces organismes professionnels seraient à même de réduire, sinon de faire disparaître, à la fois le chômage normal et le chômage anormal. Ils seraient en effet beaucoup mieux qualifiés que l'État pour faire la chasse aux chômeurs volontaires, pour résoudre le problème de l'apprentissage et celui de la rééducation professionnelle. Il est d'ailleurs facile d'imaginer toute une série de combinaisons par lesquelles les diverses corporations pourraient, suivant leurs besoins et leurs possibilités du moment, équilibrer entre elles leurs besoins d'apprentis ou leurs charges de chômeurs.

Il n'est pas possible, dans cet aperçu rapide, d'entrer dans le détail du système financier qui pourrait régir ces corporations. Leur organisation ne devrait constituer une charge nouvelle ni pour les patrons, ni pour les ouvriers. Les corporations, prenant en charge les services sociaux gérés par l'État, recevraient naturellement à sa place les cotisations que lui versent aujourd'hui les patrons et les ouvriers. Quant à la part des charges sociales que l'État supporte actuellement, celui-ci devrait l'attribuer aux corporations en leur abandonnant par exemple une fraction déterminée de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, dont le montant, bien entendu, ne devrait pas être relevé à cette occasion.

Si les conditions économiques étaient favorables, on pourrait reprendre l'idée généreuse de la participation aux bénéfices, inapplicable lorsqu'elle est limitée à une seule entreprise, et la réaliser indirectement et sans donner prise aux mêmes objections, sous une forme collective et professionnelle. On pourrait concevoir, par exemple, que la corporation reçût une contribution égale à 5 pour 100 des bénéfices distribués, après prélèvement d'un premier dividende de 10 pour 100. Ce versement, ainsi limité aux entreprises déjà développées

et en pleine possession de leurs moyens, n'entraverait pas l'essor économique qui est essentiellement lié à la création des affaires nouvelles.

Grâce à ces ressources supplémentaires, la corporation se constituerait des réserves lui permettant de faire face à un nouveau programme d'améliorations sociales. D'autre part, gérant des fonds avec parcimonie, les appliquant exactement aux besoins de ses ouvriers, la corporation sociale remplirait, pour la même dépense, une tâche plus utile et plus ample que l'État ne peut le faire aujourd'hui.

La corporation sociale présente un autre avantage, celui d'établir un contact direct entre le patronat et le salariat. La gestion des fonds et leur emploi, l'organisation de chacune de ces œuvres sociales seraient discutées dans une collaboration loyale et féconde tenant compte des difficultés et des situations spéciales de chaque profession. Dans ce contact journalier entre les représentants du patronat et ceux du salariat, les patrons se trouveraient placés en face des misères de la classe ouvrière, des dangers qui la guettent, des risques qui la menacent ; les ouvriers se rendraient compte de la difficulté d'équilibrer un budget et ils attacheraient plus de prix à une prestation sociale quand ils auraient vu quels sont les sacrifices qu'il faut consentir pour y faire face.

Une pareille conception, conforme d'ailleurs aux vues de l'Église catholique, réaliserait, je crois, un progrès sérieux dans la voie de la paix sociale.

LIBÉRALISME SOCIAL ET INTERVENTIONNISME

En définissant le libéralisme social, j'ai cherché principalement à montrer dans quelle mesure il se distingue du libéralisme manchestérien. Je n'ai pas hésité, sur certains points, à reconnaître à l'État des droits étendus et à préconiser une politique sociale progressive. Il ne faudrait pas en conclure que le système que je recommande se confond plus ou moins avec l'interventionnisme dont j'ai si fermement condamné le principe et l'application. Il n'en est rien.

Le libéralisme social se distingue de l'interventionnisme à la fois dans son champ d'application et dans ses méthodes. L'intervention de l'État est limitée aux cas où l'action de

l'individu se révèle insuffisante ; elle est donc l'exception et non la règle. En particulier, la politique sociale corporative que je recommande restreint le domaine de l'intervention de l'État au lieu de l'agrandir. Quant à la méthode, elle est entièrement différente. L'État ne doit intervenir que par des dispositions générales et réglementaires, mais il n'a pas le droit de le faire par des décisions individuelles arbitraires. L'État peut fixer le cadre juridique qui s'impose à l'activité individuelle, mais, dans les limites de ce cadre, l'individu est libre d'agir comme il lui plaît. Pour rendre plus vivante cette définition, on l'a souvent illustrée en disant que si l'on n'imposait aucune réglementation à la circulation des automobiles sur des routes à grand trafic, la liberté complète causerait des désastres. On admet donc que l'État établisse un code de la route, mais on ne lui donne pas le pouvoir d'imposer à chaque propriétaire d'automobile l'obligation de sortir sa voiture à tel jour ou à telle heure, de se rendre à tel ou tel endroit. Enfin, — et c'est là peut-être la différence la plus profonde, — si l'on admet qu'en présence d'une crise économique grave l'État a le droit de prendre certaines mesures pour y remédier, l'interventionnisme agira sur les manifestations extérieures de la maladie, tandis que le libéralisme social cherchera à faire disparaître la maladie elle-même en en supprimant les causes.

En définitive, pour le libéralisme social, l'État ne doit être ni libertaire ni totalitaire. Il n'est pas seulement, selon l'expression de Joseph Barthélemy, le « Veilleur de nuit ». Son rôle essentiel, c'est celui d'arbitre entre les intérêts contradictoires des individus et des groupes, lorsqu'il s'agit de délimiter leurs droits, et celui du juge, s'il s'agit de les faire respecter. C'est un rôle important et difficile qui demande, de la part des gouvernements, autant de prudence que d'autorité.

Le libéralisme social ne doit être ni neutre ni indifférent. Il n'est pas révolutionnaire, en ce sens qu'il ne poursuit pas *a priori*, la destruction de l'ordre établi, mais il est révolutionnaire si l'on admet que la découverte de la division du travail, qui seule peut apporter une amélioration sérieuse à la condition humaine, est la plus grande révolution que le monde ait connue, et qu'elle doit reprendre sa marche en avant, malgré tous les efforts des doctrines

réactionnaires (totalitarisme, planisme et interventionnisme) pour essayer de l'enrayer.

Ennemi déclaré de l'arbitraire, champion de la justice et de la liberté, le libéralisme social est le défenseur de l'égalité des droits, comme il est l'adversaire du nivellement des individus. Il réclame la diversité, aussi bien chez les hommes que dans les choses, et il rejette la standardisation des cerveaux aussi bien que celle des objets, comme contraire au principe même du génie humain. La doctrine du libéralisme social peut rallier à elle ceux qui cherchent l'amélioration de la condition humaine par l'effort lent et méthodique du législateur, plutôt que par l'action brutale du policier.

LA BATAILLE DÉCISIVE

L'heure est grave. La bataille qui décidera du sort de la civilisation européenne est engagée sur tous les terrains. Il ne s'agit pas seulement de savoir si, sur le champ de bataille, les États totalitaires pourraient obtenir la victoire. Le conflit actuel n'est pas seulement d'ordre militaire ; il met aux prises les forces et les valeurs, la tyrannie et l'autorité, le matérialisme et la pensée, l'individu, expression matérielle de l'homme, et la personne, qui en est l'expression spirituelle. C'est la lutte entre le recul ou l'épanouissement de la civilisation sur le plan scientifique, intellectuel et moral. Il s'agit de savoir si l'homme, vivant en société, sera un assujetti ou un citoyen, si les nations vivront en état de guerre ou en état de paix.

Dans cette bataille entre la force et l'esprit, la France doit être au premier rang. Elle a montré le chemin à toutes les évolutions et à toutes les révolutions, bonnes ou mauvaises. Le rayonnement de la Révolution française s'est fait sentir dans le monde entier. C'est un Français, le comte de Gobineau, qui, par dilettantisme ou par conviction, a posé les bases de la doctrine du racisme. Ce sont des Français, Jules Lemaitre, Maurice Barrès, Bainville, Maurras, qui ont illustré la doctrine, aujourd'hui déformée et néfaste, du nationalisme. C'est Georges Sorel qui fut l'initiateur des doctrines totalitaires dans ses *Réflexions sur la violence.* Ce sont des Français, Montesquieu, Napoléon, qui ont jeté

dans le cerveau des hommes l'idée féconde de la Fédération européenne. C'est à la France qu'il appartient de prendre aujourd'hui la direction du mouvement pour la liberté contre la dictature et de dresser le plan de campagne du libéralisme rénové.

Restauration de la liberté. — La liberté a été bien décriée, depuis quelques dizaines d'années, dans les pays qui ont pris l'habitude d'en jouir sans même s'en rendre compte. On s'y plaint du désordre et de la faiblesse des gouvernements. Accusée d'être responsable des maux dont souffre notre époque, la mystique de la liberté a succombé dans presque tous les pays sous l'action concertée des classes possédantes, qui lui ont préféré la mystique de l'autorité, et des masses socialistes, qui lui ont préféré la mystique de l'égalité. Mais, à l'heure même où, dans les démocraties, des critiques à courte vue déclarent faire bon marché de la liberté, les dictateurs font l'impossible pour laisser croire qu'ils ne l'ont pas tuée. Lorsque Roosevelt se pose en défenseur de la liberté des nations et des citoyens, Hitler lui répond en déclarant qu'il est le premier et le plus grand des démocrates. Le docteur Dietrich, chef du Service de la Propagande allemande, dénonce les journaux des pays démocratiques comme inféodés aux puissances d'argent, puis il ajoute : « Il n'y a qu'une seule presse au monde qui soit *vraiment libre*, c'est la presse allemande, car elle a la *liberté essentielle*, qui est de faire toujours son devoir. »

En réalité, il y a dans les manifestations des groupements ou des individus qui réclament « un dictateur » une ambiguïté fondamentale. Car il ne leur vient pas à l'idée que, pour réaliser ce souhait, ils doivent sacrifier la liberté. Celle-ci est un bien auquel nous tenons plus que nous ne voulons dire et que nous goûtons passionnément lorsqu'il menace de nous échapper.

A mesure que les civilisations progressent, le problème de la liberté apparaît sous une forme plus complexe. Nous ne nous trouvons plus seulement en présence de la liberté, mais d'une série de libertés qui empiètent les unes sur les autres. C'est la tâche des gouvernements de les concilier, de les faire respecter et de réprimer leurs abus. Mais au-dessus de toutes ces libertés spéciales et forcément exclusives, subsiste la grande notion de la liberté.

C'est pourquoi les démocraties européennes ont applaudi le discours de Roosevelt du 4 janvier 1939, dans lequel il disait : « La dictature a des avantages politiques, mais elle coûte un prix que les États-Unis ne payeront jamais. »

Restauration de l'autorité. — En examinant le problème politique, j'ai montré pourquoi l'autorité s'était affaiblie dans les démocraties et comment il serait possible de la restaurer. La réforme de la Constitution, jointe à l'amélioration des mœurs politiques, donnerait au gouvernement la stabilité qui lui manque, avec des pouvoirs élargis qui seraient encore renforcés en cas de tension internationale.

L'autorité doit être rétablie dans tous les domaines, dans la rue, dans les services publics, au bureau comme à l'usine.

Remettons en honneur le respect de la loi, considérée comme la garantie de tous les droits individuels, comme la sauvegarde contre l'arbitraire. Cette restauration ne doit pas avoir pour effet d'amener le législateur à édicter des textes trop nombreux. Plus les lois sont rares, plus elles sont fortes. Le travail législatif qui a été fait dans tous les pays du monde depuis vingt ans sera un objet de stupéfaction pour les juristes de l'avenir.

Y a-t-il opposition entre l'idée de liberté et celle d'autorité ? Non. Une liberté n'existe que dans la mesure où elle est garantie ; elle n'est garantie que dans la mesure où une autorité peut la faire respecter.

Restauration de l'économie. — Nous rejetons le communisme, économie de misère, aussi bien que le nazisme, économie de guerre. Nous rejetons l'interventionnisme et le bureaucratisme, économies de régression. Après l'échec des expériences réactionnaires tentées par les pays totalitaires, il est certain que le monde reprendra sa marche en avant dans le sens de la révolution industrielle, fondée sur le progrès technique et la division du travail. C'est une question de temps et une question de modalités.

Ce serait d'ailleurs une grande erreur de croire qu'une restauration sérieuse de l'économie puisse être réalisée tant qu'une paix définitive et durable n'aura pas été rétablie. Aucune reprise importante des échanges internationaux ne pourrait être obtenue si le monde restait découpé en une série de forteresses dont les portes sont murées et dont les

défenseurs, tels les héros d'Homère, s'injurient les uns les autres, en attendant l'heure de l'assaut. Une économie internationale, fondée sur le respect des conventions entre nations ou entre citoyens de pays différents, ne peut se développer tant que l'on ne sera pas revenu à la vieille tradition libérale d'après laquelle les hommes de toutes nationalités jouissent en tous pays de droits identiques, peuvent librement circuler et librement expédier leurs marchandises.

Supposons remplie cette condition préalable d'une paix définitivement rétablie. Comment se fera pratiquement le passage de l'état présent du nationalisme économique et de l'autarcie égoïste au système des libres échanges internationaux ? L'évolution se fera en plusieurs étapes. La première sera marquée par la suppression des barrières à l'immigration, l'abolition des contingents, la réduction des droits de douane prohibitifs ; ces mesures seront partiellement compensées par l'allocation d'indemnités temporaires aux entreprises créées à la faveur d'une économie artificielle et qui ne correspondront plus à aucune utilité réelle lorsque le monde aura retrouvé la raison.

La reprise sera progressive. Elle sera marquée par la diminution du loyer de l'argent, qui ne sera plus ni thésaurisé par les particuliers, ni drainé vers les dépenses militaires. La restauration du commerce international, dans un monde pacifié et stable, amènera une augmentation considérable du chiffre d'affaires des entreprises et une diminution de leurs frais généraux. Les prix de revient s'abaisseront, ce qui contribuera à renforcer la reprise.

L'impression d'optimisme que je viens d'exprimer se heurte à la crainte de la masse ouvrière, partagée par certains milieux patronaux, d'après laquelle le passage de l'économie de guerre à l'économie de paix se traduira par une réduction de l'activité industrielle due à l'arrêt des armements, et provoquera une crise intense de chômage.

J'admets volontiers, avec M. Auguste Detœuf, que, pour couper court à la contagion de cette mystique pessimiste, il est nécessaire de préparer un programme de travail ayant pour but d'amorcer la reprise et d'occuper temporairement, s'il en était besoin, les ouvriers actuellement occupés aux fabrications de guerre. Les dépenses à engager pour l'exécu-

tion de ce programme (travaux publics, maisons ouvrières, électrification de chemins de fer), ainsi que pour les indemnités temporaires aux entreprises devenues inutiles et supprimées, seraient peu de chose comparées aux charges écrasantes de surarmement, puis de guerre, que le monde aura supportées dans ces dernières années.

Mais je vais plus loin et je crois que la déclaration de la paix provoquera dans l'économie du monde entier un tel essor qu'il faudra plutôt chercher à freiner la reprise qu'à l'accélérer. Il existe sur terre un nombre infini de besoins insatisfaits. Il serait facile de montrer que, depuis vingt ans et dans la plupart des grandes industries, on n'a pas exécuté les transformations d'outillages qui auraient été nécessaires et que la simple modernisation des installations existantes représenterait un énorme travail.

Il s'est présenté, dans le même temps, une infinité d'affaires qui paraissaient fructueuses ; les industriels, aussi bien que les banquiers, les ont, à juste titre, repoussées parce qu'il n'était pas possible de bâtir dans un monde où tout était mouvant et sous la menace courante d'une dévaluation, d'une guerre ou d'une révolution. Toutes ces affaires retrouveront leur utilité et suffiront, j'en suis convaincu, à employer, et bien au delà, les masses considérables de chômeurs qui subsistent encore dans certains pays, ainsi que tous les ouvriers actuellement occupés aux armements, qui se trouveront sans emploi.

RÉTABLISSEMENT DE L'ÉQUILIBRE ENTRE L'ÉCONOMIE ET LA POLITIQUE

Le fonctionnement parfait de la machine économique ne sera obtenu que le jour où sera résolu le grand problème que j'ai posé depuis de longues années, c'est-à-dire le rétablissement de l'équilibre entre les dimensions des unités économiques et celles des unités politiques. Nous sommes aujourd'hui en présence d'entreprises trop grandes pour des États trop petits. Ainsi que l'exprimait M. Duff Cooper dans une conférence récente : « On ne compte plus en kilomètres, mais en temps. Le monde est beaucoup plus petit qu'il n'était, et, parce que le monde est beaucoup plus petit,

l'étendue et la portée des unités politiques doivent être plus grandes qu'elles n'étaient. » M. Paul Guérin exprime la même idée : « Tout le problème de l'Europe est dans cette lutte tragique entre le morcellement et la petitesse, fruits de l'histoire et de la géographie, et la grandeur des forces de la nature (1). » Comment remédier à ce déséquilibre ?

Il ne faut pas penser que l'on puisse supprimer d'un trait de plume tous les droits de douane. C'est une utopie, au moins pendant de longues années.

D'autres solutions peuvent être envisagées. Le premier procédé est celui des unions douanières qui, tout en conservant, entre certains États limitrophes, les frontières politiques, supprime entre eux les barrières douanières. C'était la solution que le Luxembourg, au lendemain de la guerre, proposait à la France et que celle-ci eut le tort de ne pas accepter. C'est encore l'idée de M. Tardieu, qui voulait abattre les barrières douanières entre les peuples de l'Europe centrale et orientale. Elle n'eut pas plus de succès que les précédentes.

On peut envisager que le traité de paix qui interviendra après la chute du règne hitlérien réalisera, sur le plan politique, un regroupement des moyens et des petits États en grandes Puissances qui assureraient dans l'Europe un meilleur équilibre et pourraient s'opposer efficacement à de nouvelles tentatives d'hégémonie de l'Allemagne. Ce regroupement pourrait être obtenu sans faire disparaître la personnalité de ces États, mais en les groupant en formations fédérales. Il est même possible d'entrevoir un stade futur où les grands États de l'Europe s'associeraient pour former une Fédération européenne. Cette idée, qu'on a traitée bien souvent d'utopique, me paraît au contraire mériter un examen sérieux et attentif. Elle compte en France des parrains illustres : « L'Europe, disait Montesquieu (2), est un État composé de plusieurs provinces. » La même idée hante Napoléon à Sainte-Hélène. L'Empereur, vaincu et déchu, se rend compte que le système de la force ne peut durer indéfiniment et qu'un empire européen ne peut avoir de stabilité que s'il est fondé sur la libre fédération des nations associées. « L'Empereur, écrit Las Cases dans le *Mémorial*, passait en revue ce qu'il eût

(1) Paul Guérin, *le Problème français*, p. 118.
(2) *Réflexions et pensées.*

proposé pour la prospérité, les intérêts, la jouissance et le bien-être de l'association européenne. Il eût voulu les mêmes principes, le même système partout ; un Code européen, une Cour de cassation européenne, redressant pour tous les erreurs, comme la nôtre redresse chez nous celles de nos tribunaux. Une même monnaie sous des coins différents ; les mêmes poids, les mêmes mesures, les mêmes lois, etc. »

Cette idée a revu le jour après la guerre de 1914. Je ne vise pas ici la création de la Société des nations, mais les initiatives des hommes d'État et des écrivains français qui ont repris le même thème. Toute la politique des dernières années de Briand fut dominée par l'idée que la paix de l'Europe nécessitait l'établissement d'un véritable régime fédératif, rêve qu'il ne put accomplir par suite de l'affaiblissement de l'âge et de l'opposition de l'Angleterre qui croyait encore, à cette époque, qu'elle pouvait se dispenser d'entrer réellement dans le système continental de l'Europe. C'était l'idée de Poincaré qui écrivait : « Un jour viendra où nul être vivant ne s'expliquera plus le morcellement actuel du genre humain, où nos arrière-neveux se demanderont si nous avons vécu, nous autres, à une époque de civilisation ou à une époque de barbarie (1). » La même idée a été soutenue par M. Caillaux. Dans une conférence en date du 29 mars 1939, M. Flandin déclare que « la grande erreur des traités de 1919 fut de vouloir concilier un statut nationaliste de l'Europe avec une organisation stabilisatrice de la paix. C'était, à vrai dire, le mariage du feu et de l'eau. » La meilleure façon de faire vivre la Société des nations aurait été, dit-il, « une union douanière européenne qui aurait progressivement conduit à une fédération des États européens, superposant un nationalisme européen au nationalisme de vingt-trois États... C'est la seule solution du problème de la stabilité de l'Europe dans la paix et le respect de l'indépendance des peuples qui la composent. »

Quelques mois avant la déclaration de guerre, M. Ernest Mercier, dans une brillante conférence, se ralliait au même programme. Rappellerai-je qu'il y a cinq ans, j'avais moi-même développé ce programme dans une brochure inti-

(1) *L'Illustration*, 17 octobre 1931.

tulée : *l'Armistice de Versailles* (1) ? Tout récemment, le chef du gouvernement français, M. Édouard Daladier, faisait lui-même à ce sujet une déclaration dont l'importance doit être soulignée : « Je conçois, disait-il, que l'Europe nouvelle devra recevoir une organisation plus large que celle qui existe jusqu'à présent. Il faudra multiplier les échanges et peut-être envisager des liens fédératifs entre les divers États d'Europe. Nous sommes prêts, pour notre part, à collaborer avec tous ceux qui poursuivront le même but que nous. »

Cette idée de la fédération européenne, dont je viens de citer les répondants français, a été magnifiquement et courageusement soutenue dans tous les pays de l'Europe par le comte Coudenhove-Kalergi qui en est, depuis vingt ans, le véritable apôtre. Elle semble avoir recueilli récemment une large adhésion en Angleterre, où l'opinion, désorientée par la faillite de la Société des nations, cherche à se raccrocher à une nouvelle formule politique. Récemment, M. Anthony Eden, M. Duff Cooper, M. Archibald Sinclair et, sous une forme plus enveloppée, M. Neville Chamberlain se ralliaient au principe de la forme fédérative de l'Europe nouvelle.

L'Europe est aujourd'hui menacée par la constitution d'un certain nombre de grands blocs d'États qui mettent en commun leurs forces militaires, économiques et morales. C'est le bloc panaméricain, c'est le bloc de l'Union soviétique, c'est surtout le bloc en gestation des nations jaunes qui se formera quoi qu'il arrive et qui groupera dans un seul effort plusieurs centaines de millions d'hommes qui méprisent la mort. En face de la puissance de pareilles entités, quelle sera la force de résistance d'une Europe divisée moralement, spirituellement, économiquement et géographiquement en trente États ?

Au point de vue économique, j'ai montré que le système de l'autarcie menait les nations à la misère et que la prospérité ne pouvait renaître que par l'abolition progressive des restrictions qui s'opposent à la circulation des hommes et des marchandises. Mais il me paraît bien difficile de supprimer les barrières économiques sans abattre en même temps les frontières politiques. Tant que subsistera le supernationalisme,

(1) Éditions Domat-Monchrestien.

que les mystiques totalitaires ont développé dans le monde et particulièrement en Europe, peut-on penser que des États, politiquement indépendants et redoutant chaque jour une attaque à main armée, pourront cesser d'entretenir sur leurs territoires des industries-clefs et, par suite, renoncer à l'économie autarcique ?

Le problème politique européen consiste à assurer une paix durable entre des blocs d'idéologies différentes ou opposées. Après la guerre, il faudra conclure la paix et réaliser un désarmement sans lequel toutes les nations, quelles qu'elles soient, seraient vouées à la ruine intégrale. Or, l'exemple de 1919 est là pour nous faire réfléchir. Qui prendra la responsabilité de signer un second traité de Versailles ? Quelles seront les clauses qui devront y être insérées, pour imposer à l'Allemagne et faire appliquer rigoureusement ce désarmement effectif sans lequel le plus beau traité du monde n'aura pas de valeur ? Étant donnée l'importance de la population de l'Allemagne, son dynamisme, ses traditions guerrières exaspérées par une prussianisation progressive, de Bismarck à Hitler, est-il possible de lui imposer, *de l'extérieur*, ce contrôle sans lequel un désarmement ne serait qu'un leurre ? Non.

Deux solutions sont possibles. La première consiste à attendre patiemment que l'Allemagne, après beaucoup d'années de misères, de déboires, et une défaite militaire, se détache du courant prussien, pangermaniste et hitlérien pour revenir à sa vieille formation idéaliste à tendance sentimentale et fédéraliste. Mais si l'on veut hâter cette évolution, la solution la plus séduisante est celle de la Fédération européenne.

Les États libres, conservant leurs langues, leurs coutumes, leur droit, leurs tribunaux, leurs écoles, feraient abandon, entre les mains de la Fédération, du soin de leur diplomatie et du maintien en pleine force d'une armée fédérale, suffisamment robuste pour se défendre contre les ennemis de l'extérieur et les mutins de l'intérieur. Une telle solution, mettant sur le même pied tous les États, grands et petits, tous les citoyens des anciens États totalitaires et des démocraties, ne causerait à personne une humiliation quelconque. Elle permettrait même de rendre leur autonomie administrative et culturelle à certains États allemands dont les tra-

ditions morales ou religieuses subsistent encore sous l'écorce prussienne.

La réalisation d'un pareil projet suppose naturellement que les nations qui seront admises à faire partie de la Fédération européenne répudient le régime totalitaire et se conforment aux deux principes de cette Fédération : la garantie de la liberté et des droits de la personne humaine.

Le lecteur estimera peut-être que je l'entraîne doucement vers le royaume d'Utopie. Je ne le pense pas. Il y a moins de chemin à faire entre la situation actuelle et la réalisation de la Fédération européenne que l'Italie et l'Allemagne n'en ont parcouru entre le moment où elles étaient composées de petites principautés ou duchés et celui où elles sont devenues de grands États unifiés.

On dira peut-être que l'heure est mal choisie pour s'abandonner à un semblable rêve. Il semble, au contraire, qu'une conception d'aussi vaste envergure a peu de chance d'aboutir dans une période calme et pacifique, car elle heurte un nombre incalculable d'idées toutes faites, de préjugés, d'hostilités, et surtout d'intérêts collectifs ou personnels bien compréhensibles. Mais elle paraît capable de triompher de tous ces obstacles, — dont chacun est sérieux, mais dont aucun n'est décisif, — dans une période de désagrégation morale, de psychose de guerre et de chaos économique, dans laquelle les esprits inquiets et désorientés cherchent à se rattacher à une mystique nouvelle qui leur présente à la fois un idéal élevé et des perspectives raisonnables de bonheur matériel.

Verrons-nous jamais se réaliser ces projets, et dans quel délai ? Je l'ignore. Leur réalisation suppose la solution de nombreux problèmes : la question des colonies, la constitution d'une armée fédérale forte et indépendante, les garanties à prendre pour qu'un État guerrier et brutal comme la Prusse ne puisse causer des troubles au sein de l'organisme fédéral ou prétendre en diriger le fonctionnement. Les mesures transitoires à prendre pour permettre d'amener progressivement et sans secousses trop fortes les économies en vase clos de l'Europe actuelle à l'économie libérale de demain qui seule restaurera la prospérité ne seront pas non plus d'un maniement aisé. Mais, quelles que soient les difficultés qui puissent se présenter, l'idée d'une Europe future orientée sur une base

fédérative est assez généreuse et en même temps assez pratique pour que les modalités de sa mise en œuvre fassent l'objet, de la part des démocraties, d'une étude attentive et sympathique.

LA LUTTE CONTRE LE SUPERNATIONALISME

En attendant la réalisation des vastes projets dont je viens de tracer les grandes lignes, d'autres buts se présentent à nous dans la lutte que nous devons entreprendre. Le premier de tous est la destruction du supernationalisme.

Il s'est produit dans les effets du nationalisme une singulière inversion. Les doctrines nationalistes constituaient autrefois, au sein d'un pays, une puissance d'attraction et de cohésion. Elles sont aujourd'hui devenues une cause de séparatisme et de désunion. C'est au nom du nationalisme que le traité de Versailles a déchiré l'Europe en morceaux qui ne peuvent pas vivre isolés les uns des autres. C'est au nom du nationalisme que Hitler a démembré la Tchécoslovaquie et mis la main sur Dantzig. C'est au nom du nationalisme que la Yougoslavie a failli se couper en deux morceaux.

Le nationalisme est un sentiment respectable lorsqu'il a pour objet d'unir, pour la défense de leur bien commun, des populations que l'histoire, les limites naturelles, la structure de leur économie, la communauté de culture, d'idéal, la satisfaction de vivre sous les mêmes lois ont groupées dans les frontières d'un État. Ce sentiment n'a rien d'exclusif : il est pacifique, tolérant pour les idées extérieures, accueillant

(1) Lionel Robbins, *l'Économie planifiée et l'ordre international.*

aux étrangers. Il n'exclut ni les échanges matériels, ni les échanges intellectuels ; il est accessible à l'idée d'un progrès international. Au contraire, lorsque le nationalisme donne un rôle dominant à l'élément racial, lorsqu'il envisage que le fait, pour un groupe d'individus, d'appartenir à une même formation ethnique lui donne le droit d'indépendance *politique* et celui de constituer une nation, il devient un danger public.

Dans certains cas, le nationalisme d'une race forte physiquement et caporalisée cherchera à déborder chez les autres et à les dominer ; il sera intolérant, exclusif et agressif.

Dans d'autres cas, le nationalisme éveillera chez toutes les minorités politiques ou religieuses des désirs d'autonomie et de particularisme, désagrégation qui ruine l'unité des États et les réduit à des dimensions si petites qu'ils ne sont plus viables ni politiquement ni économiquement.

Dans les deux cas, désir perpétuel de conquête ou tendance permanente à la désagrégation, le nationalisme excessif détruit la stabilité politique.

Aucun de ces problèmes ne se pose plus dans la conception fédéraliste qui reconnaît aux collectivités élémentaires qu'elle unit une large autonomie administrative, juridique, religieuse, et qui substitue aux concepts de domination, de guerre et de conquête, ceux d'association, de collaboration et de paix.

Il est difficile de trouver des différences plus profondes que celles qui existent entre l'habitant des rives du lac Léman, parlant français, imprégné de culture française, et l'habitant des rives du lac de Zurich, parlant allemand, imprégné de culture allemande. Cela n'empêche pas que l'un et l'autre sont uniquement Suisses et profondément attachés à leur pays. Supprimer le nationalisme et lui substituer cette base plus généreuse et plus féconde du fédéralisme, ce serait déjà faire un pas très grand dans la voie dont je montrais tout à l'heure les accès.

LA RÉFORME SPIRITUELLE ET MORALE

C'est là peut-être que la tâche est la plus vaste et la plus difficile. Il faut tout d'abord réhabiliter l'esprit. Depuis

l'avènement des régimes totalitaires, l'esprit a perdu son indépendance. Il s'est abaissé à servir et, en servant, il a perdu ce qui faisait sa substance et sa valeur. Remettons en honneur la raison, quelque peu méprisée aujourd'hui, contre la passion collective, toujours instinctive et brutale. Exigeons de l'individu qu'il recommence à penser et qu'il ne se contente pas de ces formules toutes faites qui lui évitent à la fois la fatigue du cerveau et la fermeté du caractère. Entamons la lutte contre ces slogans dont nous avons tant souffert depuis vingt ans : « Les Allemands payeront », « le diktat de Versailles », « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », « l'espace vital », « l'accès à la mer », « le droit aux matières premières », « le droit aux colonies », « l'autarcie », « les industries-clefs », « le pouvoir d'achat », « l'amorçage de la pompe », « le mur d'argent », « les deux cents familles », « la traite sur l'avenir ». Chacune de ces formules lapidaires contient une idée fausse, quelquefois davantage. En les exprimant, la foule croit propager une pensée, alors qu'elle ne fait que répéter un mot d'ordre.

Consacrons-nous franchement à la réforme morale. Il ne reste presque rien de l'œuvre lentement réalisée pendant tant de siècles. Que l'on prêche à l'individu, à la collectivité, à l'État, au monde entier quelques idées simples : que le travail seul est source de richesse, que la continuité dans l'effort est la condition du succès, que le respect des droits d'autrui est la nécessité de toute vie collective, que l'application rigoureuse des contrats est à la fois une nécessité pour les relations internationales et un avantage pratique pour les individus qui s'y conforment, que les États doivent être aussi scrupuleux que les citoyens dans l'exécution de leurs engagements, qu'il existe chez l'homme, en dehors de l'être qui vit en société, un domaine de conscience réservé, sur lequel rien ni personne ne doit empiéter.

Que, dans l'éducation de la jeunesse qui donnera les hommes de demain, on cesse de recourir à l'élevage en série, qui ne fait que des automates et des esclaves et qu'on ait le souci, au contraire, par des méthodes analogues à celles du scoutisme, de revenir au développement de l'individu. Qu'on inculque à l'enfant l'idée de l'initiative féconde, le principe de l'honneur nécessaire. Qu'après avoir, enfin, trop longtemps

parlé de droit et de solidarité collective, on prononce à nouveau les noms de devoir et de charité.

Dans cette réforme spirituelle et morale, chaque pays s'inspirera des tendances de sa culture et des sources de son génie propre. Qu'en deux mots on réalise de nouveau l'humanisme, c'est-à-dire la conscience de l'humanité.

Retour au libéralisme social, retour à l'autorité, résurrection de l'esprit et restauration de la morale, ces quatre conditions suffiront-elles à nous donner le bonheur ?

Si l'on considère que le bonheur réside en la possession ou la jouissance du bien-être matériel, je répondrai non. La génération dont nous sommes a détruit la plus grande partie des réserves de richesses accumulées par les renoncements du passé. Il nous manque aujourd'hui le levier sur lequel nous pourrions nous appuyer pour reconstruire l'avenir. Dans le même temps où nos moyens se dérobent, nos désirs et nos besoins se sont accrus. Nous avons perdu la moitié ou les deux tiers de notre fortune et notre ambition de jouissances et de satisfactions a doublé ou triplé. C'est une tâche singulièrement difficile que de rétablir l'équilibre entre les deux termes de cette comparaison. Avant tout, nous ne devons pas demander le bonheur à l'État, qui est incapable de le créer et qui ne peut constituer que des privilèges. Ne croyons pas non plus que le bonheur, entendu au sens d'une satisfaction matérielle, puisse résulter d'une recette miraculeuse. Il ne peut se reconstituer que par le travail et l'épargne.

Si l'on considère, au contraire, le bonheur comme la satisfaction de vivre dans un ordre social fondé sur une progression matérielle et morale, on peut conclure qu'il nous est possible de l'atteindre, que nous pouvons espérer monter tous les jours une marche, alors qu'aujourd'hui nous en descendons plusieurs. Le problème est simple, il ne comporte ni inconnue ni mystère, mais il exige trois conditions auxquelles on ne se soumet pas sans quelque regret : raison, travail et patience.

LOUIS MARLIO.

AVEC L'ARMÉE FINLANDAISE

J'ai quitté Paris le 30 novembre dernier, au moment où les troupes soviétiques attaquaient, depuis le matin, la Finlande par terre, par mer et par air. Le 31 novembre, j'étais à Bruxelles, le 1er décembre à Malmœ, et quand j'arrivais, le matin du 2 décembre, à Stockholm, Helsinki avait été bombardée pour la quatrième fois. Les sous-marins russes bloquaient les côtes finnoises, et je ne doutais pas que la Finlande ne fût assez rapidement coupée du monde.

J'étais trop pessimiste et je m'en aperçus en arrivant à Stockholm. Depuis les premiers jours de la guerre des Soviets, les avions ont continué à voler de Stockholm à la côte finlandaise, comme si la menace de l'empire communiste n'avait, pour quelque temps tout au moins, pas plus d'importance qu'un tonnerre de théâtre. Les bateaux suédois n'ont pas cessé un seul jour de naviguer de Stockholm à Abo, par la route des mines, méprisant les sous-marins qui ont croisé vainement jusqu'ici dans les golfes de Finlande et de Botnie.

Parvenu à Stockholm à sept heures et demie du matin, le 2 décembre, j'en partais à huit heures. L'hélice tourne; les roues se détachent de la plaine blanche. A l'archipel suédois succède la large coulée de la mer, puis Aland où les voiliers, les beaux voiliers qui font en deux ans le tour du monde, mouillent et appareillent comme si la guerre était impuissante à les arrêter dans leur course vagabonde. Nous nous posons à Abo, au milieu des forêts qui commencent à prendre leur parure d'hiver. La ville a été bombardée, mais les maisons restent charmantes, avec leurs pignons ouvragés, et ces bordures blanches qui ornent leur masse rougeâtre.

Arrivé à Abo à midi, le 2 décembre, j'en partais à quatorze heures vingt ; des avions russes nous survolèrent ; nous ne stoppâmes que pendant le temps de l'alerte, strictement, et, aussitôt qu'ils eurent disparu, le convoi reprit son bonhomme de chemin.

J'étais à Helsinki le même soir, à sept heures. Il n'y a probablement pas un pays au monde qui ait pu révéler, depuis la guerre, une pareille force intérieure. L'assaut était donné ; des milliers d'hommes rejoignaient les frontières ; les villes de la côte, — toutes les grandes villes de la Finlande, — devenaient l'objectif des centaines de Goliath massés à Baltischport, sur la rive estonienne, à moins de 80 kilomètres du pays à détruire ; cinq cent mille réfugiés, enfants, vieillards et femmes, que je voyais engoncés dans de vieilles peaux de rennes, résignés au dur exil des camps forestiers, encombraient les gares, et pourtant la vie de la nation continuait. Chacun faisait son devoir là où le destin le laissait. Il en est de même aujourd'hui. Cette première impression de la Finlande en guerre, je la garde après deux mois de présence dans le camp de ses armées ; je la garderai même si, la civilisation étant vaincue sur les champs de victoire du courage, les Finnois devaient se réfugier dans leurs cavernes de Laponie, avec les ours. Un peuple qui a une aussi pleine conscience de son droit d'exister ne peut pas mourir.

A HELSINKI

Cette fermeté devant le danger n'excluait pas les précautions. Helsinki, à partir de trois heures de l'après-midi, heure des rapides crépuscules du Nord, est plongée dans une nuit absolue. De-ci de-là, mais très éloignées les unes des autres, des veilleuses bleues signalent un poste de police ; elles ont la grosseur d'une étoile. Les autos ne klaxonnent pas. Leurs phares sont bleus et encapuchonnés, et réellement invisibles. Aucune lumière blanche n'est tolérée à l'air libre. Les passants tâtonnent comme des aveugles, éclairés seulement par la luminosité de la neige. Tout au plus leur est-il permis de fixer à leurs doigts ou à leur boutonnière une lentille rouge qu'ils masquent après avoir traversé les rues

ou les passages dangereux. C'est la même nuit qu'à Berlin, mais plus explicable à Helsinki que dans la capitale du Reich, puisque les avions arrivent avant que les sirènes aient donné l'alarme. Nuit angoissante, où j'ai le cœur oppressé ! Voilà ce que la vanité et la cupidité d'un dictateur ignorant ont fait de la neuve et belle ville blanche du Nord, une termitière où, parce qu'ils veulent vivre libres, les habitants sont forcés de se transformer en prisonniers, de murer leurs fenêtres et leurs portes, car, je l'apprends aussi, les risques sont si grands que les maisons restent calfeutrées même pendant le jour.

L'angoisse de la nuit, qui dure dix-sept heures (car l'aube commence à neuf heures), pourrait me faire croire que la Finlande sera rapidement inhabitable, puisqu'on attend de nouveau les avions russes pour le lendemain. Il en faut, je m'en aperçois bientôt, beaucoup plus pour atteindre le moral des Finnois. Je trouve, après une heure de recherches, un gîte près de la gare. Un ami, rencontré dans le premier hôtel, me félicite de ma chance.

— Pourquoi ? dis-je.

— Parce que les aviateurs soviétiques demain, en voulant pilonner la gare, lanceront leurs bombes à un kilomètre du but, comme ils font toujours. Ils ne savent pas tirer. Ma maison, qui est au centre de la ville, est plus menacée que la vôtre. Je crois que je vais venir vous rejoindre.

L'armée est recensée. Les volontaires font l'appel des habitants, groupant les forces jeunes du pays. Les femmes, qu'elles soient riches ou pauvres, ont revêtu l'uniforme des « lottas », ces compagnes des soldats, non point femmes-soldats, comme on l'a écrit, mais servantes, cuisinières, femmes de charge, garde-malades, cantonnières, appliquées aux tâches les plus volontairement médiocres et humbles, soumises à une discipline de Sœurs de Charité. 250 000 habitants sur 280 000 doivent abandonner leur foyer, se faire un abri dans les maisons de bois des forêts, vivre de l'ordinaire des bûcherons. En attendant que la ville soit évacuée, les restaurants sont remplis. Chacun parle des bombardements attendus comme d'une épreuve à laquelle il n'est pas trop tard pour se préparer. A peine est-il question des massacres de la veille, comme si les mauvais souvenirs étaient oubliés.

Pourtant, les premières informations télégraphiques, dans la hâte et la dispersion des nouvelles, n'ont nullement grossi la violence de l'agression soviétique, au contraire.

La Russie réclamait à la Finlande, bien qu'un traité de non-agression la liât à ce pays jusqu'en 1942, ses îles du golfe de Finlande et l'abandon de ses fortifications caréliennes, qui, s'il eût fallu en croire Moscou, mettaient en danger la sécurité de Léningrad. La Finlande acceptait l'essentiel de ces revendications et se contentait de refuser la cession aux Soviets de son port de Hangoe, sur le golfe de Finlande, port dont ils voulaient faire une base militaire, aéronautique et navale. Une pareille cession, si l'on veut bien consulter la carte, eût placé la Finlande entièrement à la merci de la Russie et l'eût condamnée à perdre son indépendance tôt ou tard et plus tôt que plus tard. Aux objections finnoises, Molotov répondit dans la nuit du 29 novembre par un ultimatum. Le peuple finlandais, déjà alerté en octobre, mais cependant confiant dans le mythe de la volonté de paix soviétique, ne pensa qu'à un chantage et attendit l'intervention de M. Roosevelt, sans perdre l'espoir de voir venir de meilleurs jours. Chacun, dans la matinée du 30 novembre, alla à ses affaires. A neuf heures, c'est-à-dire au lever du jour, un bruit énorme anima le ciel. La population reconnut les avions soviétiques.

Elle les vit arriver sans surprise. Qui ne se fût pas attendu à une manifestation d'intimidation et de propagande de la part du voisin courroucé ? Les avions lâchèrent leurs bombes.

Le peuple d'Helsinki a beau être brave, la panique fut grande. Des mères se couchaient dans la rue sur leurs enfants pour les protéger de leur corps. Les gens se jetaient dans les abris, heureusement prévus depuis les alertes d'octobre. Des hommes allaient décrocher leur fusil et tiraient sur les bombardiers qui volaient à 200 mètres. Vers dix heures, il fut possible de connaître le tragique résultat de ce premier bombardement. Les deux aérodromes étaient rendus impraticables. Les maisons du bord de la mer étaient détruites. Les *libérateurs* du peuple finlandais avaient tué quarante pêcheurs et l'hôpital se remplissait de blessés.

C'était bien la guerre faite par l'Union des Républiques

Socialistes Soviétiques à la nation la plus socialiste du monde, gouvernée par une majorité socialiste.

Le bombardement recommença à treize heures pendant le même après-midi. La population, déjà accoutumée, se terra. Cette fois, huit nouveaux avions bombardaient le centre de la ville. L'École polytechnique, qui est l'école civile des ingénieurs finlandais, atteinte par une bombe de 150 kilos, flamba. L'explosion arracha les portes de la légation soviétique, voisine de l'école, et brisa toutes les vitres du consulat de France. Notre consul, M. Duménil, manqua de peu d'être tué. On releva 44 tués et 70 blessés.

Radio-Moscou annonça à la nuit que Helsinki, siège d'un gouvernement d'oppresseurs, serait pulvérisée. De fait, les mêmes scènes se reproduisirent le lendemain, vendredi 1er décembre, le matin à neuf heures et l'après-midi à treize heures. Les avions, arrivés de la mer, précédèrent l'alarme donnée par les sirènes. Ils survolèrent l'usine à gaz. On assista à une nouveauté dans l'action d'extermination engagée par la Russie. Les aviateurs soviétiques ne se contentèrent pas de lâcher leurs explosifs sur les usines ; maintenant leurs appareils à basse altitude, ils encerclaient les quartiers populeux du faubourg industriel et tiraient à la mitrailleuse sur les passants, assez rares heureusement, comme des chasseurs sur un gibier rabattu. Le nombre des victimes atteignit près de cent ; le ciel était rouge d'incendies. Les Finlandais, organisés depuis la veille, abattirent deux avions russes. Deux petites mains, deux mains de femme, sont restées pendant plusieurs jours accrochées au volant d'un de ces avions carbonisés. Une femme se trouvait donc parmi les mitrailleurs assassins. Je laisse à penser si les avions russes, lorsqu'ils revinrent à quinze heures pour jeter dans les rues d'Helsinki des tracts de propagande, furent bien accueillis par ceux qui pleuraient leurs morts !

J'ai pu admirer pendant cinq jours, avant de partir pour le front de Carélie, la réplique de la population finlandaise à tant de cruautés inutiles. Des débris de vitres jonchaient les rues. Les pompiers s'activaient dans les décombres de l'École polytechnique et des maisons ouvrières, mettant à jour de nouveaux cadavres. Les Finnois faisaient partir

tranquillement leur population ; les convois ne se mettaient en route qu'à la nuit.

Courageuse population dont rien ne peut entamer le calme. L'armée a réquisitionné les automobiles : ceux qui se sont réfugiés en banlieue vont à pied sans se plaindre. Les tramways circulent, les boulangers restent à leurs fournils. L'approvisionnement se fait comme d'habitude. Cent mille « lottas » se sont mises à la disposition du gouvernement ; cent mille volontaires du Schutz-Corps grossissent l'armée, déjà forte de deux cent mille hommes. Les jeunes gens rejoignent les casernes avant d'être appelés. Il n'y a plus de bourgeois finnois, de socialistes, de communistes même, mais simplement des Finnois qui sont décidés à vaincre ou à se faire tuer sur la terre de leurs ancêtres. Le gouvernement, où sont entrés tous les partis, y compris M. Tanner, un ancien compagnon révolutionnaire de Staline, réalise l'unanimité. La liberté d'expression et de pensée reste entière cependant. Chacun peut, et j'en use, écouter les proclamations de Radio-Moscou, les mauvais discours par lesquels Molotov promet la régénération et le bonheur à la Finlande. La régénération par le massacre et le feu ! Le général baron de Mannerheim, à qui sont confiées les destinées de l'armée, peut avoir la certitude d'avoir avec lui l'invincible volonté d'un pays révolté par les abus du mensonge au service de la force. Molotov en est pour sa peine. Qui connaît Kuusinen, que Moscou affirme installé à Terjoki, une station balnéaire de quarante habitants, inhabitée pendant l'hiver, un village minuscule, minuscule comme d'autres localités abandonnées aux Russes dès la première heure de l'agression, uniquement parce qu'elles se trouvent sous le feu des canons de Cronstadt ?

Il n'y a qu'un grand vaincu dans l'âme finlandaise, et ce vaincu, c'est l'Allemagne. Ils l'aimaient, car l'Allemagne, en 1920, les avait aidés à recouvrer leur indépendance. Les troupes du général von der Goltz leur ont rendu Helsinki. Les Finlandais se taisent, fermant leur cœur au regret. Les Allemands ont perdu à jamais des amis. Ils quittent les villes finlandaises. « Suomi » les laisse partir sans un reproche. Je vois, le 7 décembre, le départ du cargo *Danau* qui emmène les colonies allemandes et russes. Les Germaniques ne sont

pas fiers. Ils évitent de parler allemand entre eux jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'échelle de coupée. Ils paraissent ne pas connaître les Russes qui, pourtant, craignent des brimades et voudraient bien faire corps avec eux. Du bateau ils peuvent voir monter les dernières flammes des incendies d'Helsinki. Un seul a fait demi-tour : c'est le correspondant de la D. N. B., un ancien camarade de voyage, qui baissait la tête en me voyant, n'osait pas me tendre la main. J'apprends un peu plus tard que, rompant avec son pays, il s'est engagé dans l'armée finlandaise.

SUR LE FRONT DE CARÉLIE

Cette grandeur dans l'acceptation du terrible sacrifice de la guerre est admirable. Quand je peux aller visiter le front de Carélie, je découvre qu'elle n'est qu'un reflet de la sauvage détermination des combattants.

J'ai vécu au sud de l'isthme de Carélie du 8 au 14 décembre. La route d'Helsinki à Viborg, ville du Quartier Général de l'armée du Sud, donne une première idée des difficultés que l'envahisseur trouve partout devant lui. La forêt s'épaissit et devient ensorcelante. La route, partout coupée par des rochers de granit, court dans une neige suffisante pour masquer les pièges de la terre. Les habitants sont à la mesure d'une nature qui les défend bien. Ils circulent tranquillement sur leurs skis. Les paysans, drapés dans des peaux épaisses, rentrent leurs foins et ravitaillent les armées. Le paysage est beaucoup plus animé par le mouvement des traîneaux que par la vision des soldats. Dans Viborg, qui est chaque jour, matin et soir, bombardé, une scène comique indique bien quel mépris les Finnois ont du danger. A l'entrée du golfe de Finlande, qui est gelé, je vois un homme qui ne pense pas à la guerre. C'est un pêcheur. Il a apporté avec lui une chaise pliante et un pic. Il creuse la glace, s'installe sur la chaise, déplie sa ligne et, patiemment, devant son trou, il attend le poisson.

Les aviateurs soviétiques ont déjà tué à Viborg quarante civils, hommes, femmes et enfants, et ont blessé quatre-vingts personnes. (Ils ont fait mieux depuis, au cours des six dernières semaines de mon séjour en Finlande.) Je m'attends

à camper dans une ville désertée. Au contraire, les restaurants sont remplis. Les femmes ont des bonnets blancs serrés autour de la tête, comme des novices de couvent. Vêtues de gros chandails et de pantalons noués aux chevilles, elles musardent devant les boutiques, me transportant dans une atmosphère de sports d'hiver. La proximité du front rend le danger moins agaçant. Les automobilistes n'ont même pas pris la peine de camoufler leurs voitures, et d'ailleurs la peinture manque. Les commerçants n'ont pas masqué leurs vitrines ; ils y ont simplement collé des bandes de papier, comme nos Parisiens.

Même calme chez les chefs. Le colonel Mellblom, qui commande la place, travaille dans un bureau où l'on recueille les bombes russes, d'énormes blocs de 150, 250 kilos, dont il caresse, en les examinant, les carcasses noirâtres. Les premières lignes finlandaises sont à moins de 50 kilomètres de son poste de commandement. Il me montre les points extrêmes où deux cent mille Russes tentent depuis sept jours de réduire les faibles effectifs de la défense. L'avance russe, volontairement facilitée par le génie tacticien de Mannerheim qui, à tout moment, se révèle de la plus grande classe, est seulement, à cette date, de 40 kilomètres au nord du lac Ladoga, mais, si elle se poursuivait au delà, les grandes lignes de communication finnoises seraient atteintes. Les forêts où la ligne Mannerheim est construite doivent donc être défendues pied à pied.

Je vais en ligne. Une auto m'emporte. J'ai trouvé deux draps pour la rendre moins visible dans la neige qui recouvre entièrement les routes et les forêts. Par les routes bombardées, un lieutenant me fait conduire à Muolanjarvi, le secteur le plus attaqué. Pour que le monde ait la preuve qu'ils ne se battent pas pour la forme, les Finnois m'emmènent tout de go, me faisant confiance, dans leurs premières lignes. Je découvre d'abord que vingt mille, trente mille civils, soumis chaque matin au feu des bombardiers russes, s'attellent à une tâche de titans. Hommes, jeunes gens, femmes poussent des chariots remplis de rochers, et certains de ces rochers atteignent 2 mètres de haut. Les uns creusent les routes, les autres y jettent les blocs. Ils construisent une troisième ligne de fortifications, et, comme l'armée manque de rails et

de canons antichars, les pieux de granit remplacent les canons et les rails.

J'entre dans la forêt de Muolanjarvi, après avoir tâtonné pour ne pas tomber dans les lignes russes. Cette forêt résonne comme une cathédrale sous les coups des obus. Les arbres s'abattent, frappés par des cognées invisibles. J'ai l'image d'une guerre que je n'aurais jamais crue possible. Les soldats se sont incorporés à la forêt. Pour se confondre avec la neige et la glace qui recouvrent tout, y compris les cimes des sapins, il se sont fait, avec de vieux draps, avec de vieux rideaux blancs, des couvre-nuques et des vareuses qui dissimulent leur casque vert et leur uniforme rougeâtre. Blanc est le camouflage de leurs voitures de ravitaillement, et, comme il a fallu faire vite, elles sont tendues d'étoffe blanche, avec deux couvertures sur la vitre avant, ce qui leur donne l'aspect d'un masque à gaz monstrueux. La température est de —10 degrés déjà. Les soldats, transformés en fantômes, circulent avec de la neige jusqu'à mi-jambe. C'est aux chevaux qu'ils réservent les tapis, les fourrures chaudes dont les femmes de Finlande leur ont fait don pour remplacer les couvertures dont ils manquent. Des avions paraissent, le pilonnage du secteur devient plus intensif : les Finlandais se couchent dans la neige.

Il m'arrivait parfois à Helsinki, je l'avoue, de douter de la véracité des communiqués finlandais. Ils décrivent de si grandes victoires, de si nombreuses destructions d'avions et de chars, que, pour qui sait combien l'armement finnois est réduit, ils paraissent peu croyables. Les combattants que je rencontre m'affirment qu'ils n'ont pas seulement fait sauter quatre-vingts chars, comme leurs bulletins le disent, mais des centaines.

Il est trois heures de l'après-midi en ce 9 décembre. Je suis dans la tente du capitaine Rinne, qui commande les tranchées de l'avant, et le colonel du secteur, M. Leander, s'est assis au milieu de nous sur des bottes de paille. Une sonnerie interrompt notre conversation. Un message téléphoné apprend au colonel Leander l'arrivée de trois chars russes à un kilomètre de distance. Il répond tranquillement :

— Surtout, ne tirez pas.

Il ajoute pour moi-même :

— La route est minée. Ils ne passeront pas.

La conversation reprend. Officiers et soldats, groupés sans souci de la hiérarchie, écoutent les nouvelles d'Helsinki devant un poste de T. S. F. Le colonel Leander me décrit les combats du début, quand les Russes arrivèrent avec leurs premiers chars devant des Finnois qui n'avaient jamais vu de chars et qui, pourtant, les arrêtèrent. Une heure passe. Un message plus bref nous parvient. Nous sortons. Une auto nous emmène par les sentiers tortueux de la forêt jusqu'à un promontoire d'où l'on domine un lac. Trois chars russes sont très visibles dans la neige. Ils sont transformés en un amas de ferraille. Les Finnois ont arrêté les troupes russes qui suivaient les machines par un tir qui les a fait reculer, et ils mitraillent encore une patrouille chargée de la corvée des morts. Cette vision inattendue, étant donné le petit nombre de combattants que je vois dans la ligne finnoise, paraît naturelle à ceux qui m'entourent. Comme si cela ne suffisait pas pour me convaincre, ils me montrent, un peu plus loin, trois autres carcasses de chars, dans un charnier de la veille.

Je crois rêver. Les agents de liaison glissent derrière le ski porte-bagages où ils appuient la crosse du fusil qu'ils ne quittent jamais. Les sapes s'ouvrent, les batteries se dissimulent, les tranchées courent dans un paysage lunaire. La route est bordée de glace, comme une vallée après une avalanche.

Il me suffit de me laisser conduire pour me rendre compte de la solidité des positions finlandaises. Walkjarvi, dont les Russes ont parlé dans leurs communiqués, est abandonnée aux Finnois sans que Moscou en ait rien dit. Un capitaine téméraire me fait dépasser de 2 kilomètres cette bourgade de la forêt blanche : c'est pour me montrer ses prises du jour et de la veille. Cent hommes gardent la forêt ; deux soldats veillent dans une cicatrice de terre blonde ; deux autres, un peu plus loin, et deux encore sur une crête : je découvre les avancées en ce point de la ligne Mannerheim. Un camion et deux chars gisent dans un ravin. Le camion est rempli de victuailles et de livres, et je trouve sur le siège du chauffeur un « Karl Marx » non coupé, dont je me demande ce qu'il vient faire dans une guerre de conquête. Là encore, des mines finnoises ont fait leur œuvre. Les Russes qui n'ont pas été tués ont abandonné leurs machines. Je commence à com-

prendre la guerre finnoise. Les Finlandais laissent avancer l'ennemi, coupent les colonnes sur leurs arrières, attaquent à l'avant et au centre. Les mines remplacent les canons antichars. Les mitrailleuses font merveille sur les avions obligés de voler en rase-mottes sous le ciel plombé. Ils suppléent à l'armement et au nombre par la qualité de leur tactique. Je m'en aperçois sur le fleuve Wuoksi, où je poursuis ma visite : les Finlandais viennent de massacrer deux compagnies russes sur un pont de bateaux, où les lançait l'ennemi qui se croyait victorieux. La glace s'est refermée sur deux cents cadavres. Les soldats russes sont-ils donc de mauvais soldats ? — Non, répondent les Finlandais, mais ils ne savent pas se battre en terre étrangère et leurs officiers manquent de traditions et d'expérience. Et puis, les Finnois se battent dans leur pays. Ils savent que, s'ils sont vaincus, leurs conquérants les tueront ou les transporteront en Sibérie. La fatigue d'une guerre qui les prive, et pour cause, de relève, qui les contraint, faute de motorisation, à se transformer, nuit et jour, en chasseurs d'hommes, compte peu pour eux quand ils pensent au sort des Finnois qui vivaient en Carélie russe. Les Soviets ont disposé de ces malheureux comme d'un bétail... « Mourir pour mourir, disent les Caréliens de l'isthme, nous préférons que ce soit en braves gens. »

LE FRONT DE L'ARCTIQUE

L'admiration que j'éprouve pour les Finlandais, comme tous les Français, s'est trouvée centuplée lorsque, du 19 décembre au 15 janvier, je me suis installé sur le front de l'Arctique, dans le voisinage de l'armée du Nord. Je campais le plus souvent à Rovaniemi, qui, à cette époque, était à moins de cent kilomètres de la région des combats, ce qui me permettait d'aller et de venir plus facilement que d'Helsinki à Viborg. Il y avait longtemps que je rêvais de Rovaniemi. Ce nom surgissait de vieux récits polaires. Je connaissais bien avant de l'avoir vue Ousnawara, colline de la lumière, où, de mai à juillet, le voyageur, enveloppé de chauds rayons, voit, dans le jour qui ne finit pas, le soleil de minuit. Rovaniemi se trouve dans la région arctique, vers le 67e parallèle. J'arrivais au milieu de la neige, pendant la nuit polaire ;

c'est-à-dire que la lune paraissait vers midi. Les événements étaient inquiétants : quarante mille Russes dirigeaient sur Rovaniemi une triple attaque, par la montagne de Petsamo, par Suomussalmi et par la région de Salla. Ils croyaient pouvoir atteindre, avant Noël, la frontière suédoise et couper la Finlande du nord de la Finlande du sud, ce qui eût placé le pays dans une situation grave, sinon désespérée. Ils savaient qu'il n'y avait pas plus de quinze cents Finnois devant eux.

Quinze cents hommes qui n'avaient pas dormi depuis trois semaines, qui vivaient de lait et de gruau, et qui, en fait de matériel, ne possédaient que celui qu'ils avaient pris aux Russes dans des coups de main hasardeux.

Je revois une cabane de bois où une Finlandaise de Laponie servait du café et des sandwiches aux soldats, sans paraître s'inquiéter de la guerre. Mon compagnon, le fils du leader socialiste finlandais Toïvola, qui avait accepté d'être mon interprète, m'avait laissé un moment. Il revint bouleversé.

— Les nouvelles sont mauvaises, dit-il.

— Quelles nouvelles ?

— Les nouvelles de Salla.

— Eh bien ?

— Savez-vous combien nous sommes pour défendre cette route ? gronda Toïvola pour me faire départir de mon indifférence. Nous sommes deux cent cinquante, et bien mal armés. Les Russes sont dix-sept mille, une division.

Il maugréait comme pour lui-même :

— Qu'est-ce qu'on attend pour nous aider ? Si ça continue, nous ne pourrons plus tenir.

Il tenait ces renseignements d'un soldat qui vint bientôt s'asseoir à côté de nous. Ne pouvant nous comprendre, il regardait fixement devant lui, avec des yeux de somnambule. Il avait les traits tirés, la figure noire de poudre. C'était, m'apprit-on, un coureur automobiliste célèbre en Finlande. Il venait de conduire, sans prendre de repos, au maximum de la vitesse de son bolide, pendant *trois jours et trois nuits*, des patrouilles dans les endroits les plus menacés. Je lui fis demander de me conduire. Il répondit d'une voix épuisée :

— Vous conduire où ? Il n'y a plus de front de Salla. Il n'y aura bientôt plus d'armée finlandaise du Nord. Les

Russes avancent, précédés par 60 tanks. Ils sont 15 000. Impossible de résister, nous ne sommes que 250 à Kemijarvi. Vous entendez bien : 250 hommes ! Il ne nous reste qu'à nous faire tuer. Je retourne là-bas.

Nous partîmes ensemble. Dans tous les villages (dans les gares surtout), nous demandions si les Russes n'arrivaient pas. Un jeune sergent partait avec nous. Il avait mission de rejoindre les lignes avant la fin de la nuit, mais il ne savait pas où étaient les lignes. Il tâtait son revolver, la seule arme qu'il avait pu trouver, et me disait, lorsque je m'inquiétais de sa route, dans le déploiement d'un front forestier assez mal défini.

— Mon revolver contient sept balles. Les six premières sont pour les Russes, la dernière sera pour moi.

Le général Wallenius, qui commande l'armée du Nord, veillait, et je m'en aperçus bientôt. Wallenius, ancien militaire de carrière, est un homme étonnant. Rempli d'admiration pour Mannerheim dont il est le disciple fidèle, il a repris du service seulement à la déclaration de guerre. Devenu explorateur de la Laponie inconnue, il vivait dans la plaine arctique en gentleman-farmer, élevant des rennes et des troupeaux, subsistant des produits de sa chasse, de ses pêches, de la vente de son lait et de ses fromages. Pendant ses loisirs, il écrivait des livres et allait voir la guerre partout où il y avait des combats, en Chine et, en septembre 1939, en Pologne. Deux jours après mon arrivée à Rovaniemi, il me fit partir au débotté pour Salla. Il souriait, et pour cause.

Ses deux cent cinquante bûcherons-soldats avaient fait sauter cinq chars sur les soixante qui menaçaient Rovaniemi et, par conséquent, venaient de barrer la route aux autres chars. Ils avaient encerclé pendant la nuit, aux abords du village de Savukoski, une colonne de deux mille Russes et les avaient anéantis.

C'était à la veille du soixantième anniversaire de Staline et ce fut le cadeau de Wallenius au dictateur. Il faisait 25 degrés au-dessous de zéro. Des silhouettes de soldats se découpaient dans le lointain des plaines ouatées par la neige. Enveloppés dans d'énormes peaux de bêtes, des combattants passaient au galop de leurs traîneaux, faisant penser à des guerriers des âges préhistoriques. Des sentinelles toutes blanches gardaient la

route. Nous parvînmes sur le champ de bataille, en deçà d'un village nommé Pelkoseniemi. Les skieurs du général Wallenius, chassés par un ennemi plus nombreux, s'étaient massés dans des labyrinthes forestiers connus d'eux seuls. Ayant mesuré la faiblesse de la colonne des envahisseurs, ils s'étaient reformés, comme s'ils n'avaient pas déjà combattu. Leur artillerie surgit du fleuve Kémi, barrant la route de glace que les Russes croyaient conquise. Les skieurs-mitrailleurs attaquent au centre, et l'infanterie finnoise se jette dans un audacieux corps à corps sur les mitrailleuses et les canons russes. D'autres skieurs coupent la retraite aux fugitifs. Je vois des morts russes sur 3 kilomètres, des centaines de chevaux morts, dix canons soviétiques, six tanks, un énorme matériel abandonné, où le chauffeur qui me conduit cherche et trouve un casque russe. Les morts russes sont de très jeunes gens. Le givre leur fait un visage d'ivoire. Ils gardent la contraction de la mort, comme les cadavres de Pompéi. Dans l'entassement du butin, une malle rejette les débris d'une poupée finlandaise qu'un des conquérants voulait rapporter dans ses bagages. Des torches éclairent ce champ de défaite. Dans la nuit blanche et bleue, un colonel russe, frappé à la nuque, tombé les deux bras en avant, tend les mains vers la polaire...

* * *

Je vais, par — 30 degrés, à Suomussalmi, village conquis par les Russes et par où ils avançaient vers le port d'Uleaborg. La bataille a commencé le 13 décembre. Trois mille Russes ont débordé un poste de Finnois. Les Finnois se jettent sous les chars qui les encerclent, en font sauter quelques-uns avec une poignée de grenades. Ils tiennent assez longtemps pour que des renforts leur parviennent. Les Russes sont rejetés dans la vase d'un marais au-dessus du lac Kianta. Une division russe accourt au secours des enlisés. Les Finnois lui cèdent la place sans cesser de repousser devant eux les deux mille Russes des marais. L'armée soviétique s'empare de Suomussalmi : pas pour longtemps. Le soir du 17 décembre, les skieurs finnois la poussent sur la glace du lac Kianta et brisent la glace. Une nouvelle division russe, la 163ᵉ, reçoit mission de venger cette défaite. Elle est encerclée dans la nuit du 25 décembre, perd 15 chars, 27 canons, 500 camions à che-

vaux, 300 chevaux vivants, 500 fusils, 400 traîneaux, 59 mitrailleuses, 4 mitrailleuses aériennes, un train de camions sanitaires, une imprimerie, 15 wagons de munitions. Les morts sont si nombreux qu'il est difficile de les dénombrer : 10 000, 12 000 hommes ? J'en vois par groupes de dix ou douze, là où la route est dégagée. Le linceul blanc de l'hiver recouvre sur 3 kilomètres l'immense charnier...

La grande bataille qui va libérer définitivement Suomussalmi de l'offensive russe sera livrée seulement le 9 janvier. La 44e division russe est arrivée au secours de la 163e division. Un faible cordon de troupes l'a tenue en haleine jusqu'à ce que la 163e division soit anéantie. Le combat terminé, les skieurs du Nord se retournent contre la division contenue, rééditant la manœuvre de Hindenburg à Tannenberg. Ils lui coupent son ravitaillement, s'en approchent à quelques centaines de mètres, foncent : « Situation désespérée », disait, accroché à son téléphone, le colonel Wingradoff qui commandait la division sacrifiée. Les Finlandais saisirent la réponse : « Vous avez assez d'hommes pour tenir. » L'ordre de la retraite lui arriva trop tard. Je parcours jusqu'à 20 kilomètres du village de Raates, le 12 janvier, cet effrayant champ de mort. La glace figeait les cadavres. Un téléphoniste gardait son récepteur dans sa main ; un fantassin retenait encore une grenade ; un soldat tenait sa fourchette et sa gamelle quand une balle l'atteignit en pleine poitrine. La déroute russe se voit sur 10 kilomètres. 100 canons, 34 chars d'assaut, 20 canons antichars, 10 cars blindés, 273 camions, 75 mitrailleuses, 1 170 chevaux, 47 cuisines roulantes se trouvaient dans le butin. L'armée finnoise s'avançait vers la mer Blanche... L'armée finnoise ? Depuis le 13 décembre, elle ne comprenait guère plus d'un millier d'hommes !

Je vais voir dans leurs solitudes des monts de Hoyenharvi, à 500 km. au delà du cercle polaire, ces héros d'une pure gloire : les combattants de Petsamo. Combien d'hommes ? Cent cinquante, deux cents ? Ils retiennent trois mille Russes depuis le 30 novembre. Ce sont des pêcheurs de saumons, des meneurs de rennes, des ouvriers des mines de nickel. Ils ont pour officiers les ingénieurs de la mine et les pasteurs du pays. Ils ont combattu pas à pas, jusque dans leurs montagnes, pour permettre l'évacuation de la population. Ils

vivent par une température de 40 ou 50 degrés au dessous de zéro dans une forêt où le jour, rare dans cette région de l'extrême nord de la Laponie, arrive à peine. Ils n'ont d'armes que celles qu'ils ont prises aux Russes. Ils ne disposent d'aucun appareil, ni de canons antiaériens, et dix-sept avions les bombardent chaque matin. Ils barrent la route aux chars, mènent contre les Russes des attaques si furieuses, que le commandement soviétique a fait creuser un cimetière à Pitkajervi. La glace recouvre leurs huttes; les combattants ne peuvent se déplacer que sur skis dans une neige de un mètre de haut.

L'explication d'un courage si rare et de succès si surprenants, je la trouve dans la bouche des prisonniers russes que j'interroge. J'en ai vu deux cents, un peu sur tous les fronts. Je leur disais :

— Pourquoi êtes-vous venus vous battre en Finlande ?

— Nous avons cru que nous venions la libérer de ses oppresseurs. Au lieu de nous ouvrir leurs bras, les Finlandais nous ont tiré dessus. Nous ne comprenons rien à cette guerre. Nos officiers ne savent pas se battre dans ce pays, et comme le ravitaillement n'arrive pas... cela ne nous donne pas de cœur au ventre.

— Vous tirez tout de même ?

— Que feriez-vous si vous aviez des mitrailleuses dans le dos ?

Les réponses étaient, à quelque chose près, toujours les mêmes. Je leur demandais si, las de la guerre, ils ne se disposaient pas à faire la révolution; ils s'expliquaient avec franchise :

— Impossible, maintenant. Nous sommes trop surveillés. Nous ne savons jamais si le camarade de tranchée qui se plaint n'est pas un provocateur. Cependant, si nous revenons jamais en Russie, nous lutterons contre le « système », puisque le « système » conduit à la guerre.

99 pour 100 m'ont dit qu'ils n'étaient pas communistes. Je n'ai compris que beaucoup plus tard cette obstination de trois prisonniers sur quatre à se défendre violemment contre une appellation qui n'aurait pas dû les émouvoir. Ils tiraient sur leurs uniformes tissés d'une mauvaise laine doublée de mauvais coton ; ils froissaient leur serre-tête et m'en mon-

traient la minceur ; ils égratignaient leurs bottes de cuir grossier, ils répétaient :

— Non, nous ne sommes pas communistes.

S'ils avaient été « communistes », ils auraient eu de bons vêtements, de solides bottes. Voilà ce qu'ils voulaient me dire ; ils eussent été parmi les maîtres et non parmi les esclaves. Autrefois, le paysan russe, penché sur sa misère, disait : « Je ne suis pas barine. » Il répète aujourd'hui avec la même tristesse : « Je ne suis pas communiste. »

Toutes ces constatations, apaisantes pour un Français libre, ne m'ont jamais fait oublier que les Finnois luttent dans la proportion de un contre cent, devant un ennemi certainement désorganisé, mais qui n'en reste pas moins puissant et redoutable. Comment 400 000 citoyens d'une nation faible pourraient-ils venir à bout d'une horde de conquérants, déjà amputée de 100 000 hommes, mais toujours renouvelée, où les chars et les avions détruits peuvent toujours être remplacés par d'autres avions et d'autres chars ? Pour que la résistance finlandaise pût durer, il faudrait que chaque Finnois fût invulnérable. J'ai vu pleurer les combattants de Salla, au soir de l'engagement de Savukoski, parce que le combat, qui avait jeté à terre deux mille cadavres russes et leur livrait un énorme butin, leur coûtait quarante morts !

— Si nous ne recevons pas soixante-dix mille hommes avant avril, disait le maréchal Mannerheim, ce grand soldat sans illusions, notre survie tiendra de la magie.

J'ai entendu dans les plaines blanches, dans les forêts peuplées de rennes, sur les routes où les femmes et les enfants fuient la guerre, l'émouvant appel, l'appel quasi désespéré, de la noble Finlande : « Il nous faut du matériel et des hommes. » Le matériel arrive. L'aide de la France, de l'Angleterre sera suffisante quand les hommes de cœur accourront. D'où viendra à la Finlande le rempart de poitrines neuves qui doublera ses défenseurs harassés et peut seul la sauver ?

HENRI DANJOU.

QUE PENSE L'IRLANDE ?

Rien de ce qui est irlandais n'est simple. L'Irlandais lui-même n'est pas simple, unissant plus d'une fois (sans du tout en avoir conscience, l'heureux homme !) l'esprit pratique le plus terre à terre et le plus dur, avec un idéalisme ou une fantaisie échevelés, et bien incapable de distinguer entre son personnage vrai et son personnage imaginé. L'Irlande aussi est une personne unique au monde, justement offensée quand on la compare, elle nation antique, nation mère, à des Dominions nés d'hier, membre officiel et rechignant d'une communauté qu'elle repousse ; au fond, point très sûre d'être nettement chair ou nettement poisson, — l'intérêt d'un côté, l'âme de l'autre, — et qui en souffre, et qui en garde les nerfs perpétuellement à vif. Rien de ce qui est irlandais n'est simple, non pas même la neutralité.

Elle était prévue, peut-être inévitable. Dès le temps de paix, elle avait été annoncée d'avance. Au lieu qu'en Afrique du Sud, après combat, l'esprit d'abstention était battu avec Herzog et Malan, ici c'était lui qui l'emportait avec Valera. Rien là que d'attendu. Qu'on y songe, de 1916 à 1923 c'est comme soldat de la sécession que l'homme surgissait à la vie politique et, en un tournemain, se révélait chef ; de 1921 à 1932, c'est comme champion de l'indépendance absolue, — qu'on appelle ici république, — qu'il a combattu son prédécesseur plus modéré, Cosgrave ; c'est comme tel que, depuis sept ans au pouvoir, il a systématiquement relâché le lien fédéral qui retenait encore l'Irlande au Commonwealth. L'an dernier, il avait obtenu l'évacuation des derniers ports, Berehaven, Cobh, que les marins britanniques occupaient encore dans l'ouest. Et toujours il avait réclamé, comme

terres irrédentes, les six comtés d'Ulster qui, depuis 1920, constitués en État distinct, étaient restés fidèles à Londres. Tant que la *Partition*, ou division du territoire national, demeurerait irréparée, répétait-il, inutile de songer à une réconciliation impossible, à une coopération inimaginable. De l'homme et du parti qui avaient pris, il y a beau temps, des positions si tranchées, on ne pouvait évidemment attendre, la guerre survenant, que neutralité.

Qu'on le sache tout de suite, afin que l'opinion française ne parte point à faux, neutralité ne veut pas dire hostilité. Loin de là. Pour un Français, ici, l'atmosphère est décidément amicale. C'est que l'Irlande tout entière, — et par là bien plus britannisée qu'elle ne croit, — est profondément attachée à la tradition libérale et singulièrement à l'institution parlementaire. Le seul nom de démocratie est pour elle encore un *slogan* tout-puissant. Elle n'examine même pas, elle exècre les régimes d'autorité, et comme tels. D'autre part, 90 pour 100 de ses exportations vont au Royaume-Uni ; en vain, cherchant à s'affranchir d'une telle servitude (car c'en est une), Valera a-t-il prospecté l'Europe pour découvrir des « marchés alternatifs » ; il a échoué ; et, l'expérience l'a démontré, la vie économique de l'Irlande dépend étroitement de la clientèle britannique. Ainsi donc, intérêts matériels, convictions politiques coïncident. Et il serait naïf à l'Allemagne d'espérer, comme sa radio tente, non sans quelque mollesse, de s'en convaincre, trouver en Irlande un levier sérieux contre les Alliés.

Les seuls éléments où elle ait pu raisonnablement songer à trouver appui (et dans quelle mesure songer ? cela m'échappe), savoir les groupes de l'*Irish Republican Army*, sont très peu nombreux, très isolés, très faibles, peu sûrs aussi pour elle ; car, ne nous y trompons pas, eux songent bien plutôt à une opération de politique intérieure ou, si l'on préfère, à un carambolage par la bande ; leurs bombes sont quelque peu, sans doute, à l'adresse de l'Angleterre, mais pour le moins autant à celle du Cabinet irlandais, aujourd'hui considéré trop peu antianglais, et par conséquent à renverser. Car le Cabinet, lui, quelque peu gêné à son tour par le souvenir de ses propres origines, appréhendant, pour la trop bien connaître, la séduction toujours facile d'une opinion naïve-

ment sentimentale, craignant plus que tout au monde de faire des martyrs, ne peut évidemment traiter ces jeunes gens qu'en frères égarés, en enfants terribles ; eux le savent et en abusent : on sent toute la délicatesse du jeu...

Hors ces quelques centaines d'extrémistes, l'Irlande unanime penche certainement, je le répète, pour la victoire des Alliés. N'oublions pas d'abord, bien que par prudence patriotique elle ne se fasse guère entendre, l'ancienne classe dirigeante du temps des Anglais, minorité puissante, plus encore par l'influence et par l'argent que par le nombre, « familles de comté », grands propriétaires, en général protestants, ceux-là restés de cœur attachés à l'Empire et à qui il suffit, pour choisir une cause, de savoir qu'elle est la cause anglaise. Et puis, il y a les hommes d'affaires, qui songent à leurs affaires, et, s'il faut parier, aiment mieux, comme de juste, prendre leurs clients gagnants que ruinés. Les professions libérales, qui vivent de l'activité de l'esprit, sentent, comme partout, que si l'abrutissement hitlérien triomphait, il n'y aurait plus, comme dit un savant, qu'à « mettre les volets à la boutique » : sentiment quasi unanime dans les Universités par exemple, fussent-elles ardemment nationalistes. Le clergé, du moins en ses têtes les plus vivantes et les plus modernes, tel l'évêque de Galway, ne mâche pas son opinion. Les masses mêmes, pour les raisons que j'ai dites et aussi parce que leur foi profonde est directement heurtée par le retour allemand au paganisme, détestent l'impérialisme et la tyrannie nazis. Seulement...

Seulement, cela n'empêche pas que la neutralité ne soit très populaire, ne réponde, en fait, au vœu quasi unanime. A ce sentiment il y a les raisons générales et ordinaires des neutres : satisfaction compréhensible à la pensée d'éviter la bagarre, d'esquiver les coups ; espoir même (car le paysan irlandais, avide et dur comme tous les paysans du monde, a gardé le meilleur souvenir de la dernière guerre) de voir couler derechef le ruissellement d'or d'il y a vingt-cinq ans. Il y a aussi des raisons proprement irlandaises : répugnance instinctive à se battre pour une cause qui se trouve être *aussi* la cause anglaise (je revois en pensée, lors de l'alerte de septembre 1938, les gars qui travaillaient dans les usines anglaises refluant par centaines sur le bateau d'Irlande pour fuir la conscription) ; il y a cette espèce de « poétique »,

je ne trouve pas d'autre mot, dont la sourdine permanente orchestre toute la pensée politique irlandaise. Je m'explique.

Une femme gracieuse, instruite, fine, me dit en souriant elle-même de son absurdité : « Ce qu'il faudrait, c'est que la France l'emportât, et non point l'Angleterre : à quoi cela sert-il, l'Angleterre ? » Un officier : « Ah ! cette fois, gouaille-t-il, la première que je sois avec les Anglais, et la seule, j'espère bien qu'ils ne vont pas s'amuser à perdre cette guerre-là ! » Si légèrement qu'ils disent ces choses, *with their tongue in their cheek* (mot à mot : *avec leur langue dans leur joue*), et dans le permanent souci, tellement irlandais ! de mystifier, on sent la restriction, la pointe : il est toujours inquiétant de se découvrir du même côté que les Anglais ; on s'en excuse. L'idée sous-entendue, c'est que patriotisme irlandais et antibritannisme sont les deux termes d'une éternelle équation.

Que l'on m'entende bien : il n'est pas question de révoquer en doute, de minimiser même les torts, hélas ! éclatants de l'Angleterre envers l'Irlande. Il y a là derrière nous, par malheur, des siècles de violences, et d'autant plus sans excuse que, l'événement est là qui le prouve, la violence était vaine, elle a échoué. Extirpation des grandes maisons indigènes du XVIe siècle, confiscation des terres au XVIIe, lois pénales contre les catholiques au XVIIIe. Acte d'union arraché par la fraude et la corruption, cruelles répressions, soit militaires comme en 1798, soit judiciaires avec les bills d'exception, les jurys triés, etc., ruine de l'Irlande pastorale et agricole, après 1832, par un système économique pensé en fonction de l'industrielle Angleterre, quel chapelet lugubre de misères infligées, de soulèvements trop naturels, d'écrasements qui toujours enfantaient plus de haine ! Mais si ces choses-là étaient, et pour jamais, du passé ? Si cette Angleterre-là était celle d'avant-hier, ou d'hier, non d'aujourd'hui ? Allons-nous, à perpétuité, jeter à la face de chaque nation qui fut, à un certain moment, la plus forte, les actes de force qui souillent son plus lointain passé ? Mais vous avez rencontré de ces huguenots qui, après quatre cents ans, se sentent personnellement massacrés à la Saint-Barthélemy, de ces Germains qui ne pardonnent pas encore l'incendie du Palatinat. La mémoire des nations est longue, hélas ! Qu'est-ce

que vingt ans dans la vie d'un peuple ? Et l'Irlande n'a eu que vingt ans pour oublier.

On ne saurait imaginer quelle magie le succès, — inimaginable, à en croire le calcul normal des probabilités, — de l'insurrection de 1916 a exercé sur les têtes irlandaises. Des moyens si faibles, une entreprise à ce point chimérique, l'écrasement immédiat, et puis, cinq ans après, à force de sacrifice, de foi aveugle dans la justice, de défi même à toute raison, le triomphe ! Il y avait toujours eu dans la politique irlandaise une tradition de *physical force* : on n'obtient rien de l'Angleterre que par les armes ; et l'événement, inespéré, inouï, justifiait une fois de plus, et cette fois sans conteste, la vieille doctrine ; du coup, la théorie devenait axiome. L'ennui est qu'elle est fausse : une analyse incomplète n'est plus exacte ; une vérité partielle n'est plus une vérité. Pour que l'Irlande obtînt son affranchissement, il fallait bien, c'est vrai, l'insurrection qui marquât sa volonté d'indépendance ; mais il fallait, *aussi*, que l'Angleterre vainquît dans la Grande Guerre et avec elle l'idée de nation contre l'idée d'empire ; que, prise à ses propres principes, elle ne pût refuser à l'Irlande cette liberté au nom de quoi elle avait combattu. De même, quand je m'entends dire que si l'Angleterre a cédé en 1921, c'est par appréhension de l'opinion américaine, soulevée par les Irlandais de là-bas, j'en conviens ; mais elle a cédé, *aussi*, — et c'est ce qu'on néglige injustement de dire, — parce qu'une fraction croissante de sa propre opinion s'insurgeait contre les sévices que la force infligeait à des faibles pour les maintenir sous le joug. Le vrai, c'est que l'Angleterre (et c'est trop humain) a, un temps, oscillé entre l'égoïsme, appuyé de violence, et le renoncement, puis qu'enfin, elle la plus forte, a préféré céder : est-ce tellement commun ? Mais l'Irlandais (et cela aussi est trop humain) ignore volontiers les parts de la vérité qui lui cuisent. Et cette déficience l'amène à se complaire à des fictions chères et surprenantes. Un instituteur à qui l'on essaye de remontrer quel péril impliquerait pour l'Irlande faible et libre le triomphe de Hitler, répond : « Point du tout. Nous avons battu l'Angleterre, et nous battrions l'Allemagne. » Le plus grave est que, chez ce jeune homme, ce n'est pas là tartarinade innocente, c'est candeur.

Et maintenant, regardez une carte. Voyez, excentrique, aux extrêmes confins du continent, murée derrière la Grande-Bretagne, en dehors des tourbillons dangereux, oui, mais aussi des courants qui portent les messages, cette menue île de quatre millions d'âmes : une telle géographie pèse sur la pensée. Petite communauté cernée entre ses quatre murs, repliée sur elle-même, où tout le monde connaît tout le monde et où, pour cette raison, il est plus malaisé de contredire parce que tout argument y prend vite une couleur personnelle, il y faut un effort pour imaginer qu'on soit part de l'Europe et qu'on en doive, bon gré mal gré, partager le destin. Beaucoup n'ont pas idée d'une telle dépendance. « Nous, mettre le nez dans cette guerre ? me dit une jeune fille que je taquine. Pourquoi faire ? Elle ne nous regarde pas. » Elle le croit. Si l'on pouvait seulement se payer le luxe de perdre la partie pour lui prouver son erreur ! Un sentiment règne ici d'absurde sécurité, comme si la sûreté était un état normal, absolu, et non point une chance heureuse, une chance précaire, conditionnelle, et dont la condition est la flotte anglaise. Le mal le plus profond qu'ait fait peut-être ici cette longue tutelle étrangère, c'est d'y avoir laissé cette atmosphère artificielle dont n'ont plus conscience ceux-là qui la respirent. Pour les mêmes raisons de particularisme un peu confiné, le sens de la proportion manque. Le regard, d'instinct, s'absorbe sur les objets proches que lui magnifie leur proximité. Il est clair qu'un objet capital pour la nation est la réunion du Nord dissident. Il est non moins clair que pour l'Irlande même, passionnée de liberté, chrétienne, matériellement faible, l'enjeu de la présente guerre, si éloigné d'elle qu'il lui apparaisse, est autrement plus important. Supposez la France encore amputée de l'Alsace-Lorraine : même ainsi, ne sentirait-elle pas qu'aujourd'hui les valeurs en suspens, qui commandent pour demain la vie de l'humanité tout entière, dépassent, et de beaucoup, fût-ce le recouvrement de l'Alsace-Lorraine ? En Irlande, pour le nombre, ces évidences-là ne sont pas évidentes. Le nombre ne pense pas européen. Ceux qui le tentent (j'en connais, et certains venus du plus intransigeant *Sinn Fein*, mais qui voient le danger d'un tel manque d'horizon), ceux-là sont acculés à user de la plus délicate prudence, sous peine de s'entendre

jeter au visage la parole qui ne pardonne pas : pro-anglais !

Telle est cette opinion, unique, je pense, en Europe, faite de cautèle et d'idéalisme, de réticences justes et de préjugés, de défiance inapaisée, d'étroitesse et de sens commun, composite et complexe, souvent contradictoire avec elle-même, mais dont les contradictions se fondent, avec l'aisance des sèves naturelles, en un sentiment paisible, obscur, puissant. L'abstention, à n'en pas douter, en est l'expression la plus juste. Ajoutez que la rivalité, passablement aigre, entre l'équipe au pouvoir hier et celle d'aujourd'hui, est une cause encore de paralysie. L'Irlande ne bouge pas. Elle refuse de prendre parti. Même elle se pique d'observer la balance entre belligérants avec la plus scrupuleuse rigueur. Et pourtant... Qu'elle regarde dans sa bourse ou bien dans son cœur, au fond elle souhaite ardemment qu'un parti l'emporte, et elle sait bien lequel ; mais bien peu l'avoueront, et surtout point le Cabinet. On ne fera rien qui nuise aux puissances libérales, au contraire... Mais ce contraire, *sub rosa.* Que d'avantages à cette nuance ! On ne prête pas le flanc aux critiques d'une opposition à l'affût. On sert les intérêts matériels du pays en maintenant les affaires avec ses opulents voisins et ses intérêts moraux en nourrissant lesdits voisins, qui, après tout, en défendant leur liberté, défendent la liberté de tous. En même temps, du seul fait de ne pas les joindre, on leur aura montré la froideur nécessaire, obéi aussi à ce conformisme qu'en Irlande, pour un politique, il est si dangereux d'offenser. Tels sont les éléments, balancés, qui déterminent la ligne de conduite. Et j'avoue qu'elle confirme à la politique irlandaise cet air d'irréalité qu'elle a souvent, à cause d'une subtilité trop grande. En ce qui concerne les Alliés, je ne vois pas qu'ils aient à s'en plaindre. L'Irlande ni n'aide les Allemands dans leur essai de contre-blocus, ni ne profite des embarras britanniques pour y ajouter par une attitude agressive ou hostile. Ses ports, étant neutres, se défendent tout seuls. Elle envoie à John Bull toute la nourriture qu'il veut bien acheter. Que souhaiterions-nous de plus, *pour nous* ?

Mais pour elle, — et ici je ne veux considérer que son intérêt à elle, étroit et propre, — pour elle, n'y avait-il pas une autre et plus belle partie à jouer ? Elle a choisi le parti facile, fait la chose qui sautait aux yeux ; et, ce faisant, elle

a, j'en conviens, préservé ses affaires et le sang de ses fils, préservé sa sûreté *immédiate*, et la quiétude, aussi, des positions parlementaires. C'est quelque chose. Mais était-il donc impossible de voir plus grand ? Je fais un rêve : l'Irlande a joint, non pas l'Empire (pour éviter aux responsables le reproche, qui ne leur eût pas été épargné, de pro-britannisme), mais les Alliés ; l'Irlande envoie au commandement suprême, qui se trouve n'être pas Anglais, et cela, non pas comme Dominion, mais comme Puissance indépendante, de son chef, sous son uniforme et son drapeau, *une division*. (Mes amis irlandais ne me taxeront pas, j'espère, de *recruiting* : ce n'est pas une division qui eût fait, je pense, pencher la fortune des armes.) L'Irlande envoyait une division. Quels étaient ses risques ? Nuls. Tant qu'il y a une armée française et une flotte anglaise, elle est sauve ; si l'une ou l'autre cédait..., son sort est clair. Elle jouait donc sur le velours. Et, d'autre part, quelle réclame ! Elle était là, seule, ou du moins la première des États secondaires au monde ; elle, la fière, la chrétienne, faible, mais droite, et debout contre le paganisme et la force, à son rang pour défendre ce qu'a défendu toute son histoire, l'idée de nation et l'idée de chrétienté. Quelqu'un à qui j'expose le plan murmure comme à regret : « Nous sommes si petits ! si ignorés ! Sait-on que nous sommes neutres ? A peine sait-on que nous existons... » Non, on ne le sait pas ; mais à qui la faute ? Votre abstention, l'Angleterre, — elle joue son jeu, — y a répliqué par le silence : est-ce à elle à faire votre publicité ? Mais si vous aviez prévu, David intrépide à la fronde, le monde entier eût retenti de votre nom. L'Angleterre, charmée de pouvoir, grâce à vous, exhiber au monde une communauté sans fissure, n'aurait pu manquer de le reconnaître. Le jour venu de la paix, vous aviez votre mot à dire. Tandis que votre abstention d'aujourd'hui, que peut-elle vous valoir plus tard, que des indifférences ?

Même la dernière plaie qui vous reste d'une longue misère, la Partition, c'était peut-être votre plus belle chance, s'il en est une, de la guérir. « Pas de rapprochement, vous écriez-vous, si le tort de la Partition n'est d'abord réparé ! — Pas de redressement, vous répondra-t-on en face, sans d'abord réconciliation. »

Qu'il vous plaise ou non, que leur établissement originel

procède ou non de la conquête, aujourd'hui le fait est là ; vous avez en Ulster 700 000 protestants loyalistes, têtus, compacts, que vous ne sauriez digérer, même si vous aviez la force, et vous ne l'avez pas. Pour les réunir un jour et qu'ils ne restent pas dans votre organisme, inexpiablement, un corps étranger et nuisible, il n'est qu'une voie : les désarmer, en faisant un pas vers l'Angleterre. Quelle meilleure occasion en aviez-vous ? Ce pas vous coûtait-il tellement ? Et ne rêvez-vous pas quelquefois, du moins les sages d'entre vous, d'une Irlande indépendante couverte, comme le Portugal, par une alliance perpétuelle avec la vieille Britannia ? Si Londres garde Belfast pour le protéger contre vous ou si elle le protège pour le garder, c'est une question que vous posez sans cesse ; et si Belfast se veut distinct de vous pour préserver son loyalisme, ou bien use de son loyalisme pour se maintenir distinct de vous, c'en est une autre : quelle meilleure occasion aviez-vous, irréprochable, habile, généreuse, magnifique, de les mettre tous deux au pied du mur ? Pour jouer cette partie-là, que fallait-il ? Pas grand chose. Quelque imagination pour plonger au delà de la circonstance présente, un peu d'initiative pour secouer l'opinion somnolente et lui désigner d'un geste l'horizon, deux sous de grandeur d'âme pour enterrer vingt ans d'aigreurs partisanes et appeler au pouvoir l'opposition dans un Cabinet national... Rien de tout cela ne dépassait le président de Valera : son prestige eût suffi pour entraîner les foules, et, par choc en retour, en eût été grandi.

Sur quoi, mon ami convient bien qu'une telle politique apparaît spécieuse, même séduisante, et puis ajoute, pensivement : « Mais, dans l'état actuel de l'opinion irlandaise, elle est impossible. » Tant pis pour l'opinion irlandaise ! Et, assurément, à une heure si grave, où les nations jouent leur vie, je n'ai pas l'outrecuidance de vouloir dicter, ou seulement proposer, une conduite à un pays qui n'est pas le mien. J'ai parlé dans l'abstrait. Même, si je connais bien mon Irlande, le fait seul qu'un système fût né dans une tête étrangère suffirait à le condamner. Et puis, il est trop tard. Mais que ces joueurs nés me permettent de le leur dire : on ne m'enlèvera pas de l'idée qu'ils ont manqué un beau coup.

ROGER CHAUVIRÉ.

IMAGES DE GUERRE

Aux armées, 15 février.

VEILLÉE EN PREMIÈRE LIGNE

Bien au delà de la ligne Maginot, de ses fossés anti-chars, de ses champs de rails fichés dans le béton, après avoir traversé un hameau d'Alsace, un charmant et triste hameau évacué, dont la neige ensevelit les plaies d'obus, je monte avec un lieutenant vers les avant-postes.

Il est cinq heures ; le jour s'en va. Une sorte d'ouate grise, premier rideau de la nuit, tombe sur le chemin forestier que nous suivons entre des pentes bordées de sapins aux lourdes palettes de cristal.

Grand, souple, musclé, il a encore la nuque un peu creuse des adolescents et, par instants, à côté de toute la vivacité, de l'entrain de son âge, il montre la gravité de la jeunesse, si noble quand elle a charge d'âmes et le sait.

Serrant contre nous nos manteaux, nous nous glissons entre des barbelés, des abatis disposés en étroites chicanes. De-ci de-là, nous voyons dans le crépuscule se dresser une silhouette casquée qui croise la baïonnette. Le lieutenant dit le mot de passe et se fait reconnaître. La sentinelle salue et s'efface. Nous continuons de grimper. Par instants, la pente est si forte qu'il faut monter en s'aidant des coudes, dans le verglas et la neige, entre des buissons qui fouettent le visage. Je m'évertue à imiter, à suivre mon guide, qui souvent se retourne et m'attend pour me donner la main.

— Ce n'est pas trop dur ? demande-t-il.

— Mais non, mais non!...

L'amour-propre fait faire bien des choses... A la guerre, c'est une grande vertu.

Nous arrivons à la crête, que suit un sentier plus commode. Le taillis s'est éclairci. Plus de bois, la brousse. Il faut éteindre les cigarettes. L'ennemi, qui nous surplombe de ses observatoires, pourrait nous apercevoir et nous canarder. Il fait très froid. La nuit dernière, le thermomètre est descendu à — 27 degrés. En ce moment, nous devons avoir à peu près — 20. Mais, par chance, point de vent. Quelques centaines de mètres encore, et nous voici devant le P. C. du lieutenant. Il était temps, pour moi du moins, car la nuit devient opaque. Mon compagnon, avec du plaisir dans la voix, me fait les honneurs de son commandement.

Au centre à peu près du plateau, à demi creusé dans la roche, parfaitement camouflé par des fagotins, des branchages, de petits sapins adroitement plantés dans la glaise, et qui, paraît-il, ont repris, l'abri où couchent le lieutenant et ses guetteurs est constitué par quatre murets de sacs de terre et un toit de tôle ondulée, couvert de pierrailles. Une vieille toile cirée aveugle la porte, si basse qu'on ne peut entrer qu'en se pliant en deux. C'est un grand terrier d'hommes. Au plafond de rondins pend une lampe à pétrole d'où tombe un faible halo lumineux. Le sol est couvert de planches, de morceaux de persiennes qui font l'office de caillebotis. Le long des parois, de la paille, du foin : le dortoir. A des piquets, au-dessus de chaque place, sont suspendus des couvertures, des musettes, des masques, des cartouchières et les fusils, les casques. Au fond, un petit poêle à bois porté au rouge répand assez de chaleur, quand on s'en approche. Dans un coin, une table estropiée porte un téléphone, quelques papiers, une jumelle : le bureau du lieutenant. L'air est dense, saturé d'humidité sylvestre, de fumée, d'odeur humaine. J'ai plaisir à retrouver le froid du dehors.

— Voici ma salle à manger, dit le lieutenant. Nous allons dîner.

C'est, à quelques pas de là, un abri plus petit, construit de manière pareille, mais plus enfoncé encore sous la terre. Il sert aussi de cuisine. La table est prête, une ancienne porte de

grange à laquelle tient encore le loquet. Dessus, pour me faire honneur, on a étendu une belle serviette dont le blanc éclate sous la clarté de deux bougies. Assis côte à côte, nous mangeons de grand appétit. Le menu de la troupe : une forte soupe, du bœuf aux oignons, du fromage. Tout cela est bon. Le service est fait par un soldat en capote et casque, qui porte au ceinturon deux grenades, pour répondre à toute surprise.

Nous buvons un quart de café. Comme on manquait d'eau, on l'a fait avec de la neige. Les transports sont difficiles ici. Tout doit être monté à dos de mulets. En files espacées, pour ne pas attirer l'attention de l'ennemi, ils gravissent chaque jour ces pentes pour apporter le ravitaillement, les munitions. C'est d'ailleurs, dans les bois glacés qu'illumine parfois le soleil, un très pittoresque spectacle. Je l'ai déjà vu souvent, en d'autres endroits...

Nous sortons de l'abri. La lune vient de se lever ; elle répand sur le grand paysage une clarté morte. Derrière nous s'étend la plaine d'Alsace, avec ses collines, ses vallées, ses rivières captives du gel, ses processions d'arbres à capuchons blancs. Tout apparaît avec un dur relief, les moindres ressauts du sol portent des ombres crues. Sans que la température ait baissé, il fait plus froid que jamais.

Le lieutenant s'assure que son revolver est bien chargé, et, accompagnés par six hommes le fusil à la main, nous nous engageons dans le bois qui couvre le versant du plateau vers l'Allemagne. A trois cents, quatre cents mètres, l'adversaire est tapi dans ses redoutes, ses tranchées.

Un à un, nous visitons les postes de guet. Seul un veilleur y attend, au fond d'un trou, les yeux à ras de terre, le fusil couché sur le rebord, prêt à tirer. Nous ne parlons avec eux qu'à voix basse, car le moindre son s'amplifie, se répercute étrangement dans cet air si pur.

Nous voilà maintenant arrivés à une espèce de promontoire qui domine le versant allemand et où se dissimule un poste plus étoffé, quelques mètres de tranchée profonde, couverte de rondins, de terre et de feuillage, où se tiennent trois hommes, relevés de deux en deux heures. Par un créneau pratiqué dans la paroi et que masque une couverture, le regard plonge sur l'horizon bleui par les rayons lunaires.

Un fusil-mitrailleur s'y appuie, mobile sur son trépied. Dans des caisses ouvertes, des munitions, des grenades. Pour éclairage, une lampe électrique de poche cachée dans le fond d'un casque.

J'obtiens de passer ici un tour de garde. Le lieutenant, sa ronde terminée, viendra me reprendre.

Gentiment, les veilleurs me font place. Ils savent que j'ai un fils comme eux en première ligne, et on leur a dit que dans mes articles « on ne trouvait pas trop de bobards », ce qu'ils détestent par-dessus tout. Je leur offre du tabac et du cognac emporté dans une gourde clissée d'osier. Nous bavardons. Quoiqu'ils soient fort jeunes tous et que je doive leur paraître bien vieux, nous voilà très bons amis. Il y a trois semaines qu'ils sont ici,

Bientôt ils seront relevés ; quoiqu'ils ne fassent entendre aucune plainte, ils n'en seront pas fâchés. A chacun son tour, n'est-ce pas ? Et quand il gèle à ce point, le cantonnement dans un village, même désert, a bien son prix.

Ils portent sur leur capote une chasuble de peau de mouton. Ils m'en ont donné une tout de suite et, par surcroît, une couverture. Ainsi affublé, je me hisse au créneau et je regarde. Nous sommes ici à l'extrémité française du *no man's land*, du « pays qui n'est à personne ». Sur une largeur de 500 à 700 mètres, semée de roches, tapissée de fougères mortes, coupée de ravins, et où d'énormes touffes de genêts desséchés par l'hiver font des halliers merveilleux pour l'embuscade, s'allonge la zone où, chaque nuit, les patrouilles vont et viennent, où s'opèrent les reconnaissances, les coups de main dont le communiqué ne parle pas. « Rien à signaler », dit-il, et pourtant se poursuit ici sans arrêt, sans relâche, la farouche, la perfide, l'inexorable guérilla. Sur l'ensemble du front de bataille, cela paraît peu de chose, mais, dans le secteur même, c'est la guerre. Partout des barbelés, des mines, des boyaux, des trous d'obus.

Par instants, dans ce vaste champ où la mort se cache, il me semble voir bouger des ombres. Sans doute est-ce une illusion ; à regarder avec trop de fixité, les yeux s'hallucinent. A deux ou trois reprises pourtant, vers les lignes allemandes, je vois jaillir un court rayon de lampe électrique.

— Ils font ça toutes les nuits, dit un veilleur, et parfois

ils tirent, pour que nous tirions nous-mêmes. Mais nous ne tirons pas pour si peu. Pas si bêtes ! Nous ne voulons pas dénoncer nos positions, ni perdre nos balles.

Peu après j'entends un ululement. Est-ce un vrai cri de chouette ou un cri imité ?

— Ils s'amusent, dit un autre. Ils appellent ça la « guerre des nerfs ». Tenez, voilà un de leurs instruments...

Il me montre une grande crécelle de bois :

— Nous l'avons trouvée hier en patrouillant. Cela sert à produire un bruit tout pareil à celui de la mitrailleuse. Ils s'imaginent ainsi nous faire perdre notre sang-froid. Parfois aussi, venus assez près avec des chiens de police ils les lancent jusqu'à nos barbelés pour faire tinter les ustensiles, les bouts de fer, les boîtes de conserves que nous y suspendons en guise de sonnettes. Toujours pour nous faire croire à une attaque et nous obliger à faire feu. Au début, on peut s'y laisser prendre. Mais nous sommes des durs-à-cuire maintenant.

Ce dur-à-cuire a une bien jeune voix. Mais on le sent si sûr de lui et de ses camarades ! Dédaigner les embûches, rester maître de soi, résister non seulement à la peur, mais à l'envie de combattre, dans cette tristesse et ce faux silence de l'ombre, coupé de tous les murmures du vent, de tous les frôlements des branches : je le vois à présent, le courage en plein jour n'est rien auprès du courage dans la nuit.

— Parfois, dit un des hommes, un hérisson, un lapin se prennent dans les barbelés. La semaine dernière, nous avons cru vraiment à une alerte. Un renard a fait éclater une mine. Les Fritz ont empoigné leurs moulins à café. Nous n'avons répondu qu'au fusil. Car, avant tout, il ne faut pas qu'ils sachent où sont nos armes automatiques.

Tenir... Devoir obscur et que la nécessité fait si grand. Tenir plus que les autres, tout est là.

Nous devisons en sourdine, puis nous nous taisons. Je me sens transi, incapable de remuer un pied, comme je ne sais quel personnage d'un conte des *Mille et une nuits* qui, enchanté par un magicien, est jusqu'à la ceinture devenu de pierre.

Mes compagnons, de temps à autre, sautent à cloche-pied, avec précaution, pour ne pas heurter le toit. Heureusement, leur sang à eux court dans leurs veines. Le mien lambine, hélas !...

Je me secoue, remonte au créneau. Cette fois, le silence est parfait. La lune presque pleine chemine vers l'horizon. Je tire ma montre : il est plus de minuit. Déjà ! Et pourtant ces deux petites heures de veille, à certains instants, m'ont paru sans fin, comme si j'étais sorti du temps, de la durée. A présent, il me semble que je viens seulement d'entrer dans l'abri.

Voici le lieutenant, avec les hommes de relève. Je ne l'ai pas entendu venir. Mais mes compagnons, l'oreille mieux exercée, se sont levés de leurs sièges de glaise durcie et ont défait leurs peaux de mouton qu'ils vont passer à leurs camarades. Avec eux nous reprenons, plus vite, ma foi, que je ne l'aurais cru possible, la direction du P. C. Quand je m'y retrouve, quand je revois cette faible lueur, que je sens cette chaleur humaine, la misérable tanière me semble d'une étonnante douceur.

— Un coup de café ? Vous devez en avoir besoin.

Oui, j'en ai besoin, sans trop l'avouer. Toujours l'amour-propre... Mais j'avale ce jus brûlant avec plaisir. Puis je vais m'étendre à côté des hommes, dans un coin, sur une litière de paille propre. Car on a voulu me faire honneur, et on m'a réservé la meilleure place, loin de la porte et près du poêle. Et, en vérité, moi qui dors si mal d'habitude, jusqu'au jour j'ai pesamment dormi...

ÉTATS-MAJORS

Un village de l'Est ou du Nord. Une maison d'école ou un couvent, parfois une ancienne usine. Un pauvre escalier. D'étroits bureaux. Là sont des officiers, la tête penchée sur des plans, des cartes, des notes, des dossiers, toute l'énorme administration d'une armée moderne. A tous moments leur porte s'ouvre, le téléphone retentit. Ils sautent de leurs chaises. Quelques mots brefs, un ordre à recevoir ou à donner, et ils se rassoient, reprennent le fil de leur pensée. Nourris assez mal, couchés sans confort, souvent sans hygiène, la plupart du temps leur lampe ne s'éteint qu'au milieu de la

nuit. Dur et beau métier, où la tension est constante et où le danger vaudra celui des avant-postes, quand l'aviation commencera les raids de destruction. C'est le métier des officiers d'état-major. Finie la légende des petites cours militaires abritées dans des châteaux ou des hôtels luxueux. Une vie conventuelle, sous des chefs exigeants, car ils ont le devoir de l'être, tant la besogne est lourde, car ils en ont le droit aussi, puisqu'ils ont moins de repos et d'aise encore que leurs officiers.

L'État-major, c'est l'âme de l'armée. Et cette âme, depuis vingt ans, s'est concentrée, épurée, fortifiée, préparée à la grandeur de sa tâche. La guerre ne l'a ni surprise ni dépassée. La guerre, elle la savait fatale, elle l'attendait.

Pendant ces vingt années où tant de Français, endormis par les narcotiques de Genève, — et Dieu sait pourtant s'il était parmi eux de vrais patriotes et de bons esprits ! — croyaient que la guerre n'était plus possible, cherchaient des excuses aux manques de foi croissants de l'Allemagne, se berçaient d'illusions, de sophismes, de rapports édulcorés, l'État-major travaillait. Il n'avait point souci des conférences diplomatiques, des déclarations sonores qui fournissaient de si beaux titres les premières pages des journaux. Instruit par l'expérience de la guerre de 1914, gigantesque et poignante école, il besognait en silence. La Grande Muette n'a jamais été plus silencieuse. Et sans doute ne s'est-elle jamais autant donnée à son labeur. Eux, les officiers d'État-major, étaient bien sûrs que, tôt ou tard, la brutalité, la convoitise allemandes éclateraient de nouveau. Je me rappelle les paroles d'un de nos plus grands chefs d'aujourd'hui qui me disait, il y a six ou sept ans, alors qu'il venait de recevoir sa troisième étoile : « L'Allemagne ne changera pas, elle ne peut changer. Elle ne demeurera pacifique que tant qu'elle se sentira la plus faible. C'est l'histoire de Samson aux cheveux tondus. Qu'on les laisse repousser et l'on verra. Heureusement, nous serons là. »

On a, en effet, laissé repousser les cheveux du Samson tudesque. Et l'on a vu. Mais la lucidité, la ténacité de nos chefs militaires nous ont forgé le plus solide instrument de guerre que nous ayons eu encore et que l'étrange attente où nous a tenus l'ennemi, que certains ont déplorée, mais qui nous a été si favorable, renforce, trempe, aiguise chaque jour...

***

Si l'on y réfléchit un peu, le métier des armes paraît d'une extraordinaire ingratitude. Je ne songe pas seulement à ces générations d'officiers du temps de paix en qui peut-être un grand capitaine sommeillait et qui sont allés planter leurs choux sans même avoir attaché à leur manche les galons de colonel; mais aux généraux d'aujourd'hui, chargés d'une responsabilité si grande et qui, dans un, deux ans, selon ce que le sort leur aura permis d'accomplir, à capacité égale, garderont un nom modeste dans une retraite obscure ou, touchés soudain par la gloire, s'installeront dans l'histoire de ce temps avec une page dont la poussière n'approchera plus.

Je suis en face d'un de ces soldats étoilés. Il me parle, je lui réponds. Je sais sa valeur, j'admire ses vues précises et larges. Et rien ne me permet d'augurer de son rôle, les mois prochains. Devant moi, j'ai peut-être le général X..., qui restera X..., et j'ai peut-être aussi un nouveau Joffre, un autre Foch. Lui-même n'en sait rien non plus. Il y a là un mystère qui fascine.

Bonaparte, quand il épousa Joséphine, lui avait donné un petit anneau, très modeste, sur lequel il avait fait graver ces deux mots : « Au destin ! » Même quand il délirait d'amour, il restait soldat. « Au destin ! » vrai cri, cri profond d'une âme militaire.

UN PETIT FANTASSIN...

Dans un mauvais coin de la Sarre, revenant un matin vers le cantonnement, sur le côté du chemin, à demi caché par les buissons couverts de givre, j'ai rencontré un de nos morts. Un petit fantassin. Il n'en tombe pas beaucoup, mais il en tombe. Celui-là attendait le brancard qui devait le transporter à l'arrière. Il avait été tué la nuit, au cours d'une patrouille. Tout jeune, rajeuni encore par la détente des traits, le soleil levant le baignait. Son fusil, son sac, ses musettes étaient par terre, près de lui. Il avait les yeux ouverts. Ses camarades à l'entour parlaient bas. Soudain, l'un d'eux vit ces pupilles claires tournées vers le ciel. Il s'agenouilla sur la terre gelée et, d'un geste très tendre, lui,

abaissa les paupières. Puis il se releva et, pour faire quelque chose, se mit à rouler une cigarette.

La mort, ici, est naturelle, elle n'étonne pas. On ne se révolte pas contre sa menace, on la frôle, on la touche, on joue avec elle, on la tutoie. Sa présence s'incorpore à tout ce qui vous entoure, à ces talus derrière lesquels elle chemine, à ces bois où elle rôde, au ciel d'où elle descend. On n'en a plus peur.

L'AMITIÉ DU FRONT

Ici l'on apprécie pleinement la vie parce qu'elle est menacée. Les petits intérêts sont engloutis. Le soldat se bat pour vivre et faire vivre son pays. Mais son pays, ce sont d'abord ses camarades et les chefs les plus proches. Au front, tous les sentiments tournent autour de ce pivot. On ne pense plus à soi, on pense aux autres. On part pour une patrouille périlleuse, le cœur armé par sa consigne, parce qu'on est entre « copains » et qu'on aime le chef de section. Un fort en gueule, à propos de bottes, pourra bien vitupérer les officiers en général. Puis, tout à coup, sans transition, on l'entendra dire :

— Oui, mais notre capitaine à nous, on se fera tuer pour lui.

Il y a dans notre armée, de bas en haut de l'échelle, une amitié extraordinaire. J'ai vu arriver à une prise d'armes où l'on fêtait son ancien bataillon, quitté un mois plus tôt, — deux Légions d'honneur, quatre Médailles militaires, vingt Croix de guerre, après un coup de main magnifique, — un commandant venu de l'autre bout de la France, et qui sacrifiait la moitié de sa permission pour être ce jour-là avec ses soldats d'hier. Il était bouleversé de joie et beaucoup de ses hommes en l'apercevant pleuraient. Sur les rangs, droits, casqués, vraies statues de bronze, ils pleuraient lentement, sans honte, de ces grosses larmes d'homme qui tombaient sur leurs joues pâles et leurs croix neuves.

J'ai vu, dans un petit poste sur qui grêlaient les balles, un biffin d'âge mûr tirer brutalement son sous-lieutenant, gamin tout frais de Saint-Cyr, qui s'exposait sans prudence à un créneau, et, sombre de colère, se jeter à sa place.

La troupe comprend très bien, elle juge naturel que, si

l'on trouve un lit dans un cantonnement l'officier le prenne, tandis qu'elle couche sur la paille. Les hommes savent qu'étant leur chef, il supporte des fatigues morales, une responsabilité qu'ils n'ont pas. Ils le respectent, ils l'estiment parce qu'il ne ménage pas ses forces et qu'il songe à leur sécurité, à leur bien-être, avant de songer aux siens.

Le commandement jamais ne fut si près de l'homme. Je vois encore ce capitaine de dragons de l'active, élégant, fin, dans son P. C. d'avant-postes, défaire tranquillement à quatre heures du matin le feu mal établi et qui emplissait l'abri de fumée, et le refaire, puis, seul reproche, dire en riant à la recrue de vingt ans qui lui sert d'ordonnance : « Ta mère ne t'a donc pas appris à monter un feu ? »

Les officiers, avertis des chagrins de famille, des misères dans chaque unité, s'occupent spécialement de ceux de leurs hommes qui leur sont signalés comme le moins heureux. De petites sommes d'argent leur sont remises pour envoyer à leur foyer. On s'occupe de trouver de l'ouvrage pour leurs femmes, on s'intéresse à leurs enfants, par tout un lacis d'œuvres de l'arrière qu'une émulation admirable relie désormais au front.

Pour les soldats qui ne reçoivent pas de colis de parents ou d'amis, on en confectionne avec les lainages, les paquets de cigarettes, les lampes électriques, les livres qui parviennent sans destination spéciale. Et le vaguemestre les délivre aux « isolés » dans la distribution générale. Ainsi, vis-à-vis de leurs camarades, ne paraissent-ils plus déshérités.

LA MESSE DEVANT L'ENNEMI

C'est dimanche. Une église du front, dans une région où l'on se bat tous les jours, où le sol glacé montre les entonnoirs des obus et les éraflures des balles. Le village depuis longtemps n'appartient plus qu'à l'armée, n'est plus qu'un de ces villages habités d'hommes en kaki. Pas un tablier clair d'enfant, pas une robe de femme. Plus rien qui soit de la vie commune et qui puisse faire imaginer la paix.

L'église est nue, glacée. La moitié des petites verrières sont béantes. Ni chaises ni bancs. Mais l'autel dresse encore son Christ de cuivre, entre deux bouquets fanés. Devant lui,

un soldat agenouillé, un soldat-prêtre dont, sous la robe et la chasuble, on voit passer les bottes. Il prie à voix basse, puis, se relevant, les mains jointes, il se tourne vers l'assistance.

L'assistance, c'est le bataillon entier. Un bataillon d'infanterie. Tous sont là, jeunes et vieux, officiers et soldats, dans un silence, un respect extraordinaires. Leurs visages sont adoucis par ce repos surnaturel qui, après tant de dangers et de veilles, ne délasse pas seulement leurs membres, ouvre et baigne leurs cœurs. Tous n'ont pas la foi, bien sûr, mais tous dans la maison divine se sentent chez eux. Tandis que l'officiant psalmodie, que la petite clochette tinte, couverte parfois du sourd écho du canon, ils doivent penser à cet arrière lointain où ils ont laissé tout ce qui fait l'amour et la patience des hommes.

L'Évangile du jour, très bref. Mais derrière le prêtre qui, sur les marches de l'autel, le lit lentement, la voix plus haute, une vision s'élève, une troupe de pauvres gens, dans un pays de chauds horizons, qui cheminent aux bords d'un lac, autour d'une figure sereine. Et la sombre nef tout à coup devient lumineuse, et elle semble s'attiédir.

Et puis, c'est le sermon. Oh ! quelques phrases sans littérature, quelques paroles de fraternité et d'espoir, mais humaines à glisser jusqu'au fond des âmes. Et le prêtre revient à l'autel. Aux mains du jeune soldat qui sert d'enfant de chœur la sonnette agite ses faibles sons. L'Élévation : l'église entière tombe à genoux. Minute déchirante de noblesse, où les têtes brunes, blondes ou grises, inégales mais confondues, semblent un tapis. Puis une longue file d'uniformes, à pas qui voudraient être moins lourds, va vers l'officiant qui les communie.

A la sortie, je serre la main d'un médecin avec qui j'ai fait connaissance la veille, que je sais israélite, et que j'ai vu, à la minute sacrée, courber le front derrière un pilier. Songe-t-il à mon étonnement de l'avoir trouvé là ? Il me dit avec un sourire :

— Vous voyez, nous venons tous à la messe. L'aumônier est si gentil ! Il y a ici des protestants, des juifs, des incrédules ; qu'est-ce que ça fait ? Nous sommes tous pareils ici. En temps de guerre, il n'y a qu'un Dieu...

— Un Dieu ? Bien plus encore : Dieu.

Cette guerre, comme toutes les guerres, parce qu'elle

apporte tant d'horreur, aura fait jaillir une renaissance de la spiritualité. Nous avions vu dans le dernier demi-siècle se pousser sur notre peuple les vagues successives du matérialisme, la haine ou la dérision du « curé », le déni du sentiment religieux. Et voici ce qu'on rencontre maintenant : des prêtres, des moines devenus sergents, lieutenants, capitaines, adorés de leurs hommes pour leur courage, leur sens du devoir, leur charité, et devant qui pas un soldat, même athée, ne se permettrait un jurement, un menu blasphème, et cela non par crainte, mais seulement par déférence et par sympathie. Un dominicain, simple troupier qui couche sur la dure dans une étable, a suspendu à la poutre au-dessus de sa tête un petit crucifix et fait à genoux, soir et matin, sa prière devant ses camarades, qui, pour un moment et sans s'être donné le mot, gardent alors le silence afin de ne pas le gêner. Jamais, jamais ils ne se livreraient à son égard à la moindre plaisanterie. Il est né dans l'armée française, depuis la grande guerre, une estime profonde pour les frères et émules de ceux qui se sont fait tuer en 1914-1918 avec tant d'abnégation, d'héroïsme, par milliers. Les aumôniers des trois confessions, qui s'occupent sans lassitude de tout ce qui peut récréer, détendre, égayer la troupe à ses moments de loisir, sont partout accueillis avec joie et respect.

Ah ! brave peuple qui, malgré tant d'erreurs et d'excitations coupables, a gardé si profondément le sens de la liberté spirituelle et du droit de chacun à suivre sa foi ! C'est ce qu'on ne comprend pas aisément à l'étranger. Je voyais à la fin de décembre, à Bruxelles, passer à l'écran d'un cinéma, dans les actualités militaires, la vision d'un office de Noël dans un fort de la ligne Maginot. Les spectateurs belges étaient très émus, et en même temps très étonnés. Comment, devaient penser la plupart, c'est là cette France qu'on croyait devenue si impie, si rebelle ? Eh bien, oui ! dites-le-vous bien, chers amis du dehors, la France, la vraie France est ainsi. Chaque fois qu'elle se retrouve en péril, son âme profonde reparaît, toujours pareille à elle-même, c'est-à-dire tournée vers le ciel.

OCTAVE AUBRY.

JEAN MARTET

Il y aura quinze jours à peine que Jean Martet sera mort lorsque son dernier roman, *le Phare de Hazard*, commencera à paraître dans la *Revue*. Il y a huit ans, elle publiait le premier qu'il lui donnait, *les Cousins de Vaison*. Trois ou quatre mois auparavant, il confiait à quelqu'un, avec sa bonne grâce pince-sans-rire : « Je ne sais point du tout comment manœuvrer avec René Doumic pour qu'il me réserve un tour dans la *Revue*. » Il prit le parti le plus simple, et on veut croire qu'il s'en trouva bien, car, peu après, il écrivait au même correspondant : « J'ai porté mon roman à René Doumic, qui l'a lu et qui m'a dit que c'était « un roman charmant, original et bien fait ». Et il le prend pour le publier dès qu'il aura de la place. » Exemple significatif de deux êtres tous deux aujourd'hui disparus, tous deux aussi différents l'un de l'autre qu'il est possible de l'imaginer, et qui eurent, semble-t-il, l'intuition qu'il ne leur fallait pas trop retarder le moment de se connaître, de s'apprécier...

Quelques années plus tôt avait paru le premier roman de Jean Martet, *Marion des Neiges*. Peut-être, parmi les lecteurs du *Phare de Hazard*, y en aura-t-il qui ignorent encore cet adorable récit. Qu'ils le lisent, par piété d'abord, pour clore par son commencement une œuvre tout entière qu'ils n'auront connue que par sa fin. Et qu'ils le lisent aussi pour avoir une idée de ce que fut la joie de ceux d'entre nous qui, en 1928, ouvrirent ce livre. Nous songions à Daniel de Foë, à l'abbé Prévost. Des phrases de lui s'étaient mises à chanter en nous que le cruel départ de celui qui les écrivit n'est guère de nature à nous faire oublier maintenant. Aux honnêtes esprits timorés qui, presque tout de suite, sont venus nous

dire : « Si vous aimez les livres de Martet, n'est-ce point parce qu'il est votre ami ? » comme il était agréable déjà de répondre : « Eh non ! justement, à moins de mettre la charrue avant les bœufs ! C'est, au contraire, parce que j'aime ses livres que je me suis arrangé pour qu'il devienne mon ami. »

Cette amitié à conquérir, ce n'était pas d'ailleurs une mince affaire. Jean Martet avait reçu à cet égard la leçon d'un professeur assez ombrageux. Avoir été le confident de Georges Clemenceau, au point que celui-ci ait cru devoir lui laisser par testament tous ses papiers, avec latitude de les utiliser au mieux des intérêts de sa mémoire, c'est tout de même quelque chose qui compte. De même qu'il était fier de l'amitié de Clemenceau, on pouvait être fier de celle de Martet. En ce qui nous concerne, lui et moi, cette amitié n'aura même pas duré tout à fait douze ans, douze ans qui auront suffi pour que nos cheveux deviennent gris, à l'un et à l'autre. Hélas ! les siens ne seront jamais blancs. De lui, je conserverai du moins l'image d'un être toujours jeune. Il n'y aura pas pour moi de différence entre l'homme qui m'apparut à l'automne de 1928, dans son petit appartement du boulevard Brune, et celui qui, il n'y a pas trois semaines, dans son cabinet de travail de la rue de Beaune, penché sur les épreuves du *Phare de Hazard*, en donnait le bon à tirer.

Aujourd'hui, parmi les écrivains de trente ans, quels sont ceux qui ne nous ont pas déjà gratifiés de leurs *Mémoires d'Outre-Tombe?* La littérature « personnelle » n'aura pas tenté Jean Martet. Je crois même qu'il a toujours eu la grave, la pudique horreur de cette forme de l'exhibitionnisme. Chose remarquable : le ton secret de la confidence, ce serait dans la seule pièce de lui qui ait été jouée qu'il faudrait peut-être le chercher. Je parle de *Plaisir d'Amour*, puisque cette extraordinaire comédie exotique qu'il a nommée *la Désirade* n'a pas jusqu'à présent été portée à la scène. Pour le reste, *Marion des Neiges* ou *Dolorès*, *Gubbiah* ou *les Cousins de Vaison*, *Monseigneur* ou *le Palais de Timour*, *le Récif de Corail*, ou *le Colonel Durand*, autant de livres qu'on peut lire sans avoir à se préoccuper de leur auteur. Et pourtant, j'en connais bien peu qui auront mis autant d'eux-mêmes dans leur œuvre. Cette chaîne qui en assure l'unité, on n'a qu'à la remonter pour le trouver au bout, lui. *Amori et morti*

sacrum..., telles sont les deux divinités auxquelles il a voulu, cette œuvre, qu'elle fut consacrée. « Et moi, je ne pense qu'à l'amour, qu'à ce maître tyrannique et sanglant qu'on appelle l'amour, qu'à la flèche qu'il nous envoie et qui n'est pas une tisane », c'est ce que clame Paddy Ortiz, le sombre et lunatique héros du *Phare de Hazard*. A côté de cet Eros démoniaque, il y a quelqu'un, non plus qui n'est pas oublié, quelqu'un dont il a donné le nom à un de ces livres les plus étranges, mélange surprenant de Joinville et de Villiers de l'Isle-Adam ; et ce quelqu'un, c'est Azraël, l'archange noir de la destruction, celui qui, pour notre inexprimable deuil, à neuf heures, l'autre matin, à la porte de la maison de la rue de Beaune,

Apparut, demandant qu'on lui permît d'entrer...

Dans un de ses quatre livres sur Clemenceau, à propos de la mort de ce dernier, Jean Martet a écrit les lignes suivantes : « J'admire ces peintres qui peuvent demeurer de longues heures au pied du lit où est couché, mort, un être cher, et qui cherchent de quelles couleurs sont faites les teintes livides, violacées, de son visage. Cela, je ne le pourrais faire aujourd'hui... » Ni aujourd'hui, ni demain non plus, mon ami ! Et pourquoi ? Je vais vous le dire. Parce qu'il y a là un spectacle qui dépasse par trop d'horreur ceux qui ont cru, — car c'est une croyance à rebours, mais une croyance tout de même, — que tout finissait avec ce cadavre. Cette conviction, peut-être, était-elle innée en vous ; peut-être vous a-t-elle été transmise, sans bénéfice d'inventaire, dans l'héritage du grand vieillard que vous avez tant aimé. Ça aura été de votre part une manière de plus de vous montrer jusqu'au bout fidèle à sa mémoire. Mais à ceux qui auront eu pour vous autant d'affection que vous en avez eu pour lui, qu'il soit tout simplement permis à cette heure de vous imaginer, — tendre et sublime revanche de ces clartés éternelles que vous avez niées, — conversant dans un univers mieux fait pour vous avec votre vieux et terrible maître, en des entretiens dont il n'appartient plus à rien, ni à personne, de troubler désormais la sérénité.

PIERRE BENOIT.

FINANCES DE GUERRE

La France est en guerre. Il convient de ne l'oublier jamais. Ses armées se battent sur terre, sur mer et dans les airs. A leurs côtés, son épargne est entrée dans la lutte. S'il lui arrivait de faiblir dans la tâche qui lui est assignée en vue de la défense commune, il serait bon qu'elle méditât certaines précisions récentes du ministre de l'Armement.

« Un canon de 75 coûte 300 000 francs, a déclaré M. Dautry. Le matériel, — canons, munitions, avant-trains, instruments d'optique, — d'un régiment d'artillerie de campagne représente 50 millions. En une heure d'attaque, une division dépense 5 millions de munitions et d'essence.

« Réfléchissez, ajoute le ministre, faites des multiplications. Vous comprendrez qu'un effort financier gigantesque est nécessaire. Ce n'est pas un État ruiné qui demande du secours. C'est un État puissant, au crédit intact, qui veut faire concourir tous les siens à la tâche du salut. »

Nous n'avons jusqu'ici, pour fixer nos idées sur le fardeau militaire à venir, que des évaluations valables pour un seul trimestre de l'année 1940. Sur les bases escomptées et compte tenu de divers autres éléments d'appréciation, il semble que le total des charges publiques pour l'exercice 1940 doive osciller entre 300 et 334 milliards. Comment réunir les ressources nécessaires pour faire face à de pareils chiffres ?

C'est là tout le problème du financement interne de la guerre, car, en vérité, de par la volonté de l'Allemagne, le financement d'une guerre moderne finit par avoir désormais, en France comme ailleurs, sa jurisprudence, son formulaire expérimental et son perfectionnement technique.

Du moins, le pays a-t-il, cette fois, le sentiment que le financement de cette guerre-ci aura été sérieusement et attentivement médité. Nul ne conteste plus, en effet, l'amorce

d'un redressement préalable qui, en quelques mois, a renforcé la situation de la France, qui nous a valu de n'être pas surpris dans le domaine financier par la mobilisation générale et qui a créé des conditions favorables à la mise en œuvre d'une politique financière de guerre.

Nul ne conteste plus que, du jour où MM. Daladier et Paul Reynaud ont déterminé les principes et les bases du plan qui a favorisé ce nécessaire redressement, la course à l'abîme financier et monétaire de 1936 à 1938 a été arrêtée. Le plan a pu ne pas échapper aux critiques. C'est de droit chez les peuples libres. Il ne restera pas moins à l'actif du ministre des Finances actuel que la France aborde aujourd'hui la lutte, — et quelle lutte ! — avec des finances publiques qui connaissent maintenant les disciplines, les lignes directrices, la méthode.

La clarté s'est révélée dès le départ. Si le budget de 1940, avec sa nomenclature rituelle et son inflexible équilibre, n'a été, en effet, qu'une politesse faite à la tradition, il a permis d'apercevoir cependant la supériorité pratique d'une formule nouvelle grâce à laquelle l'essentiel, c'est-à-dire le financement de la guerre, doit être atteint. Cette formule a été résumée en une phrase par M. Paul Reynaud : « A l'avenir, a-t-il dit, toute augmentation de dépenses civiles devra être demandée aux contribuables, toute augmentation de dépenses militaires pourra être demandée à l'emprunt. »

Si, par une spéculation de l'esprit, — peut-il s'agir d'autre chose devant la formidable inconnue des dépenses militaires ? — nous reprenions notre chiffre de 300 milliards de dépenses pour l'exercice 1940 et si nous le supposions couvert par des recettes de même nature et dans la même proportion que pendant la dernière guerre, soit à raison de 20 pour 100 par l'impôt, de 68 pour 100 par l'emprunt et de 12 pour 100 par les avances de la Banque de France, il nous faudrait enregistrer l'hypothèse qu'en 1940, 60 milliards seraient couverts par les recettes ordinaires, c'est-à-dire fiscales, 204 milliards par les emprunts et 36 milliards par la création de moyens de payement. Le problème du financement d'une guerre ne comporte, en vérité, que ce nombre limité de solutions.

Chiffres mis à part, il est clair, de toute manière, que le prêteur de capitaux jouera de beaucoup le principal rôle

dans le financement. Il est non moins évident qu'il se déterminera d'autant plus volontiers par l'impression, à laquelle l'engagement de M. Paul Reynaud n'aura pas peu contribué, que son épargne alimentera directement l'effort de nos armées, du fait seul que son argent ira en droiture à des munitions, à des soldes, à des armements, bref à une utilisation purement et strictement militaire.

Cette assurance devrait emporter, s'ils ne l'avaient déjà donnée, l'adhésion de tous aux appels de l'État, quand il adjure les Français de souscrire aux Bons d'armement. Le pays sait où est son devoir, lequel se confond avec son intérêt.

L'histoire se renouvelle. Les Bons d'armement des 2 juillet et 30 octobre 1939 et le premier grand emprunt en rente 5 pour 100 du 16 novembre 1915, dénommé emprunt de la Victoire, tiennent par leur objectif commun, par l'importance vitale de leurs rôles respectifs, une place égale dans le chapitre angoissant de la contribution française à la Défense nationale.

Or, c'est par l'unanimité de ses membres que la Chambre votait, le 12 novembre 1915, l'affichage du discours au cours duquel M. Ribot rappelait que « presque tout ce que la France dépense devait revenir au Trésor sous la forme de souscriptions à l'emprunt », que « celui qui se déroberait ou qui se refuserait, s'il a été éclairé, serait coupable envers la patrie ».

A vingt-quatre ans de distance, M. Paul Reynaud déclare au Sénat : « Le devoir, c'est de faire des économies, de les apporter à l'État, de se priver du superflu pour rendre la France plus forte et abréger la durée de la guerre. Souscrire, c'est donc travailler pour soi-même. »

Une même pensée anime les deux langages. La réponse ne peut pas ne pas être identique, d'abord parce que la France est égale à elle-même, ensuite parce que, en 1939 comme en 1915 et plus encore peut-être, il s'agit, entre les deux multitudes aux prises, de bien autre chose que du terrain où elles se heurtent. La lutte est entre les principes destinés à gouverner le monde. Jamais l'argent n'aura été, aux deux époques, le collaborateur de plus immenses résultats.

JEAN DECRAIS.

LA SITUATION MILITAIRE

LA BATAILLE DE CARÉLIE

L'événement dominant de la guerre en Europe continue d'être la lutte acharnée des Russes et des Finnois en Finlande. Cette lutte se poursuit avec une violence redoublée depuis le début de février ; elle passe par une période aiguë qui n'est pas révolue à l'heure où ces lignes sont écrites.

Il semblait évident que l'approche de la belle saison pressât les Russes d'en finir. Lorsque commencera le dégel, la Finlande se transformera en un immense bourbier où il n'y aura plus aucune possibilité d'opération militaire jusqu'au fort de l'été. Mais il se confirme que le dégel en Finlande est beaucoup plus tardif que nous ne nous l'imaginions. Le passage de l'hiver à l'été ne comporte pas de printemps ; il se produit brusquement en un temps très bref et il ne faudrait, paraît-il, pas l'attendre raisonnablement avant le début de mai.

Ce ne serait donc pas l'approche du printemps qui inciterait les Russes à hâter le succès de leurs opérations. Ce serait plutôt la nécessité d'être libérés de la Finlande avant l'heure des grandes opérations en Europe. Les Russes veulent-ils avoir les mains libres au moment où les Allemands commenceront d'agir ? Ont-ils pris vis-à-vis d'eux des engagements de coopération qu'il leur faut absolument tenir sous peine d'effacement politique ? Nous n'en savons rien.

Savons-nous même si les Allemands tenteront une opération militaire, s'ils attaqueront quelque part, ou s'ils ne prolongeront pas l'attitude d'attente qu'ils observent ?

Si Hitler persiste à ne rien faire dans l'intention d'user nos nerfs, il s'illusionne grossièrement. Je croirais plutôt dans ce cas à une explication par la déficience nerveuse totale du peuple allemand. On n'a jamais vu, dans l'histoire, les Allemands renoncer à la méthode des coups pour s'engager dans un système de subtilités dont ils sont tout à fait incapables. Les coups sont à la base de la politique allemande, intérieure et extérieure. A la menace des coups doit logiquement succéder, dans la manière allemande, l'application des coups. Lorsque la politique allemande renonce aux coups, c'est qu'elle a peur de les recevoir. Il n'y aurait pas d'autre explication à l'inaction indéfiniment prolongée de l'Allemagne.

***

L'attaque principale a été, une fois de plus, dirigée par les Russes dans l'isthme de Carélie contre la ligne Mannerheim. Elle n'avait encore jamais eu un tel caractère de violence. Les Russes ont envoyé en masse leurs meilleures troupes, quatre corps d'armée, dit-on, à quatre divisions, qui furent rangés côte à côte, avec un millier de chars. L'isthme de Carélie est la seule zone de la frontière finno-soviétique où il soit possible de mettre en ligne des forces aussi considérables ; outre de nombreuses routes, il est desservi par deux voies ferrées importantes venant de Leningrad.

Le progrès des méthodes soviétiques a été manifeste. Les conditions de l'attaque ont paru mieux étudiées, l'action des différentes armes mieux coordonnée. Nous n'avons toutefois rien vu dans l'ensemble qui ait un caractère d'originalité, aucun procédé qui vaille la peine d'être signalé. Certaines innovations même, dont l'U. R. S. S. s'enorgueillissait, les formations parachutistes par exemple, semblent avoir fait une faillite totale. Les parachutistes russes qui ont tenté de descendre derrière les lignes finlandaises ont été aussitôt repérés, bien qu'ils eussent déloyalement revêtu des uniformes finlandais, et se sont aussitôt transformés en prisonniers de guerre. Ils eussent pu être purement et simplement fusillés ; les Finlandais ont été plus généreux que ne l'auraient été les Russes, s'ils avaient été à leur place.

D'une manière générale, les Russes ont attaqué la ligne Mannerheim, de l'isthme de Carélie, suivant les méthodes

de 1915, avec addition de chars. Nous avons revu les violentes préparations d'artillerie, les assauts d'infanterie en vagues massives, précédées d'une grande quantité de chars. Ces chars constituent d'ailleurs un simple accroissement de force. Le succès n'est attendu que du nombre ; c'est à coups d'hommes et à coups de chars que l'armée soviétique s'efforce, à la manière d'un bélier, d'enfoncer le front finlandais. Elle y parvient difficilement, laborieusement, au prix de sacrifices énormes. Mais quand les Finlandais ont perdu une ligne de défense, ils en occupent une autre, construite un peu plus en arrière, et qui fait partie de l'ensemble du système.

Car en cela consiste la technique moderne de la défense. Elle s'est adaptée aux engins de l'attaque. Ceux-ci sont, avant tout, l'avion et le char, dont la faiblesse est d'être des instruments extrêmement délicats, des *joujoux de luxe*, comme les appelait un de nos grands chefs, après avoir vu pour la première fois un char en 1916. Un char s'use très vite ; il ne faut pas croire qu'il glisse sur ses chenilles, comme une voiture automobile sur ses pneus. Un train de chenilles n'est pas capable de parcourir, à travers un terrain difficile, un nombre bien grand de kilomètres, et lorsqu'il doit être renouvelé, il ne se change pas comme la roue d'une voiture. C'est la voiture elle-même qu'il faut remplacer.

C'est pourquoi une organisation défensive n'a plus la forme d'un simple mur, d'un barrage puissant mais plus ou moins mince. La ligne Siegfried, par exemple, n'est pas du tout une ligne. C'est une sorte de quinconce très profond, formé de casemates bétonnées en quantités innombrables, et entremêlées de mines, de rails d'acier solidement fichés en terre dans d'épaisses plaques de béton, de canons antichars protégés par des blindages, etc. Les chars de l'attaque doivent traverser tout cela au cours d'un assaut prolongé, continu, où le nombre, la multiplicité des obstacles compteront plus que la puissance individuelle de chacun. Ils y useront leurs munitions, ils s'y useront eux-mêmes avant d'avoir achevé de traverser le système entier.

Entre Russes et Finlandais, il n'y a, à l'heure actuelle, pas d'autre processus en jeu que celui de l'usure. C'est une sinistre partie de poker qui se joue, où, de relance en relance, le plus riche espère arriver à épuiser le plus pauvre ; il l'oblige

à vider ses poches sur la table, en grossissant constamment l'enjeu, jusqu'au moment où il devra se déclarer en faillite.

C'est là le spectacle auquel nous assistons depuis le commencement de février dans l'isthme de Carélie. Mais la guerre peut-elle être indéfiniment conduite comme une partie de poker et ne peut-il même arriver que le plus riche soit victime d'un jeu déloyal ? A la guerre il n'y a pas seulement l'usure matérielle ; il y a aussi l'usure morale. Il n'est pas rare que, dans l'histoire, la richesse morale du moins nombreux se soit montrée supérieure à celle du plus nombreux. Alors le nombre n'est plus que la foule, incapable d'un effort organisé et cohérent, et il est devenu un élément de faiblesse plus que de force.

Le sacrifice du nombre a néanmoins ses limites. Il faut, pour qu'il soit défendu, que le rempart soit garni. Si l'effectif des défenseurs s'affaiblit au point qu'il n'y ait plus de possibilité d'assurer l'occupation ininterrompue du rempart, la situation de la défense peut devenir critique, si héroïque soit-elle. On a pu craindre que ce moment approchait pour les Finlandais. A la vérité, il ne faut jamais à la guerre s'avouer vaincu, parce qu'on se voit à bout de forces ou près de l'être. Il y a un moment dans la bataille où l'effort atteint sa dernière limite, où il semble qu'il va être impossible de tenir, de durer plus longtemps. Presque toujours, les deux adversaires atteignent ce moment ensemble. Ne nous imaginons pas que, grâce à leurs immenses ressources, les Russes échappent à l'épuisement, à l'usure. Les quinze ou seize divisions qui se battent depuis trois semaines dans l'isthme de Carélie, et qui ont subi des pertes énormes, bien supérieures à celles des Finlandais, sont certainement dans un état moral très médiocre. En outre, les ressources des Soviets en matériel et en moyens de transports pour amener ce matériel, ne sont peut-être pas aussi grandes que nous nous l'imaginons. On nous a conté beaucoup de fables sur l'armée soviétique ; nous ne les connaissons pas encore toutes. Personne ne niera que la valeur intellectuelle et morale des Finlandais soit très supérieure à celle des Russes. Rien n'est fini à la guerre tant que tout n'est pas fini. A la fin de la course, un très petit effort suffit pour gagner ; il n'est d'ailleurs très petit qu'en apparence, car il répond à une énorme dépense d'énergie.

La question ne s'est pas moins posée avec une insistance aiguë de l'aide nécessaire à la Finlande. Cette aide a été décidée à Genève, il y a déjà plus de deux mois. Un peu partout, on s'est demandé ce qui avait été fait. Les résolutions de l'Assemblée de Genève se dissiperaient-elles une fois de plus en phrases éloquentes, en formules généreuses, mais purement verbales ? Les gouvernements français et britanniques ont donné à cet égard les apaisements attendus. Nous serons heureux d'apprendre des Finlandais eux-mêmes que les promesses sont devenues des actes.

* * *

Une fois de plus s'est alors posée la question des neutres. La Finlande s'est adressée à la Suède et à la Norvège, qui se sont discrètement dérobées. Les pays scandinaves louvoient parmi les récifs, entre les grandes Puissances belligérantes, avec le désir de s'épargner la guerre. On sait à quelle situation difficile cette politique a acculé la Norvège dans l'affaire de l'*Altmark*. Il est vain de rappeler l'erreur commise par la Pologne lorsqu'elle a abandonné la Tchécoslovaquie à son sort. Chaque peuple a le droit de conduire sa politique, suivant la conception qu'il a de ses intérêts. L'égoïsme est devenu, semble-t-il, la loi de l'Europe. Il y a là, remarquons-le en passant, un terrible argument contre le rêve d'une Société des nations. Le tout est de savoir décider sans se tromper, à propos de chaque cas, jusqu'à quel point l'égoïsme est prévoyant ou aveugle.

C'est un travers de notre temps, certainement lié à l'abaissement de la moralité publique, de s'imaginer que la générosité, le souci de la justice, soient en dehors de toute politique positive. Ce sont là, croit-on, des vertus qu'il faut abandonner aux don Quichotte et que ne peut pratiquer sans puérilité un homme d'État. Profonde erreur ! Je demeure convaincu que l'égoïsme, l'absence de scrupules, l'immoralité en un mot, érigés en système, sont pratiquemment plus maladroits que le système inverse. Évidemment, l'esprit de système doit être banni de la politique, mais s'il fallait verser d'un côté ou de l'autre, il me paraîtrait plus habile d'adopter une ligne de conduite constamment inspirée par la probité et le scrupule, qu'une ligne de conduite dominée par le seul

égoïsme de la raison d'État ou tout simplement par l'intérêt du moment.

Mais laissons ces considérations et demandons-nous simplement, en considérant notre propre intérêt, quelles seraient les conséquences de la domination allemande sur la péninsule scandinave. Les plus graves ne seraient pas immédiates, car un temps assez long serait nécessaire pour qu'elles se fissent sentir. Elles consisteraient dans une aggravation des difficultés que rencontreraient la France et la Grande-Bretagne dans l'établissement du blocus de l'Allemagne.

En effet, l'Allemagne gagnerait une énorme façade sur l'océan Atlantique. Cette façade est riche en ports, en abris constitués par les fiords. Elle déborde la mer du Nord et donne accès sur les immensités de l'océan Atlantique. Elle a même, en Islande, une avancée d'où il serait facile de contourner la Grande-Bretagne vers l'ouest.

Nous pouvons, pour comprendre le jeu de l'Allemagne dans sa lutte contre l'Angleterre, évoquer la politique napoléonienne et le blocus continental. Les possibilités sont aujourd'hui infiniment plus grandes qu'au début du XIXe siècle. Si Napoléon avait disposé de la marine à vapeur et des forces aériennes de l'heure présente, on ne peut pas douter que l'Angleterre eût été vaincue. Il s'agit pour l'Allemagne de rétablir une situation analogue, de s'emparer des côtes qui font face aux Iles britanniques. Le tout pour elle est de savoir par où commencer. C'est là affaire de circonstances et elle est prête certainement à profiter de toutes les occasions favorables.

De telles considérations nous entraînent bien loin de la ligne Siegfried et de la ligne Maginot. Pas autant qu'on le croit. Il faut passer sur la ligne Maginot pour atteindre les côtes de la Manche ; la défense de la Grande-Bretagne est aussi sur la ligne Maginot.

Tout le littoral du continent européen, face à l'Angleterre, constitue l'objectif rêvé par Hitler ; le tout est de savoir par où il tentera de l'aborder.

Général Duval,
en retraite.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA MISSION DE M. SUMNER WELLES

A « la guerre d'Europe », certes, les Américains ne restent pas indifférents ; mais ils ont d'autres soucis qui touchent de plus près, du moins ils le croient, à leurs intérêts immédiats. Ils attachent un haut prix à ne point s'y trouver mêlés ; mais la plupart d'entre eux ont le clair sentiment de l'importance, même pour leur propre avenir, de la lutte engagée contre l'Allemagne par l'Angleterre et la France. N'est-ce pas l'idéal même de l'Amérique que nous défendons en Europe ? Les sondages que la presse des États-Unis a coutume d'opérer jusque dans les profondeurs de l'opinion ne laissent aucun doute à ce sujet. La proportion des germanisants atteint à peine 1 pour 100. On trouve même, parmi les élites, quel que soit leur parti politique, des hommes qui affirment que, dans une telle bataille, la mission des États-Unis les appelle à un rôle actif. Qui donc pourra se flatter, après la guerre, de servir de flambeau à l'humanité désemparée, s'il n'a couru aucun risque dans la lutte ?

La constitution des États-Unis a sans doute des avantages ; elle a, à nos yeux, un inconvénient majeur : dans un souci prédominant de séparation des pouvoirs, elle a organisé le conflit des pouvoirs. Le Président n'a aucun moyen légal de contraindre le Congrès, ni le Congrès le Président.

La clairvoyance du président Franklin D. Roosevelt et de son distingué secrétaire d'État aux Affaires étrangères ne fait pas de doute ; elle est attestée par de nombreux discours, dont nous avons, en leur temps, analysé les principaux ; mais elle est toujours obligée de faire des concessions à des groupes parlementaires et à une opinion publique qui, avant tout, craignent de se trouver entraînés dans la bataille européenne. Dès 1920, les agents allemands étaient de nouveau au travail en Amérique et s'attachaient à déformer les événements de la guerre et à détruire la page la plus glorieuse de l'histoire contemporaine des États-Unis. M. Roosevelt a entrepris de faire patiemment l'éducation de l'esprit public et il y est partiellement arrivé. Le sénateur Pittman, président de la commission des Affaires étrangères du Sénat, prononçait, le 21 février 1939, ces paroles si chargées de sens : « La seule politique susceptible d'épargner aux États-Unis d'être entraînés dans la guerre est une défense énergique des droits et idéaux américains dans tout l'univers (1). »

M. Roosevelt est de cet avis ; mais il est d'abord obligé, dans chacun de ses discours, de renouveler la déclaration que l'Amérique ne participera pas à la guerre. L'élection de novembre 1940 se présente dans des conditions fort incertaines.

Dans les pays où le chef de l'État est élu au suffrage universel, il est assez naturel que les électeurs, dès qu'ils souffrent ou croient avoir à se plaindre, s'en prennent à lui. Tout est dominé par une question de personne. M. Roosevelt sera-t-il une troisième fois candidat, malgré une tradition qui n'est, d'ailleurs, fondée que sur une succession de hasards ; s'il ne l'est pas, fera-t-il triompher quelqu'un de ses amis « démocrates », par exemple M. Cordell Hull que recommande son expérience des questions diplomatiques, ou bien un libéral d'une nuance un peu différente comme M. Wheeler, sénateur

(1) Voyez, dans l'*Esprit international* de janvier, l'article de G. Lechartier : *la Neutralité des États-Unis.*

du Montana ? Les chances des « républicains » ne sont d'ailleurs pas négligeables, car le *New Deal* a beaucoup d'adversaires, même parmi les « démocrates », et les partis s'usent toujours au pouvoir. On ne sait encore si le « ticket » républicain portera le nom de M. Taft, sénateur de l'Ohio, qui, choisissant pour « plate-forme » les économies, s'élève contre le pullulement des fonctionnaires et dont la sagesse risque de ne pas séduire les masses ; ou le sénateur Vandenberg, du Michigan, le plus résolu des « isolationnistes », l'homme de la grande industrie et des banques ; ou encore M. Dewey, district-attorney du comté de New-York, qui semble jusqu'ici le plus populaire ; ou quelque autre ; car nous sommes encore à l'époque où les intérêts, parfois antagonistes, de puissants groupes économiques, ou géographiques, ou politiques, ou même religieux, entrent en jeu et travaillent en faveur d'un candidat de leur choix. On ne saura rien de décisif avant l'automne. M. Roosevelt réservera sa décision jusqu'au dernier moment. En attendant, il est la cible sur laquelle tirent tous ses adversaires et quelques-uns de ses amis.

Dans quelle mesure l'envoi chez les belligérants d'une mission d'information confiée à un diplomate très distingué, M. Sumner Welles, se rattache-t-elle aux préoccupations électorales ? A coup sûr, par des liens très étroits. M. Roosevelt a depuis longtemps averti ses concitoyens : « La guerre, où qu'elle se poursuive, nous concerne. Nos océans ne nous sauvegardent plus contre les offensives militaires. Que cela nous plaise ou non, si nous n'avons pas prévu et agi quand il en était temps, nous y serons entraînés. » Sur ce point, la plupart des Américains éclairés sont d'accord. Ils espèrent pouvoir rester hors de la guerre, mais ils sont indignés des procédés brutaux et des méthodes sauvages des Germains. La voix des Tchèques et des Polonais, moins nombreux aux États-Unis que les descendants d'Allemands, est cependant bien plus écoutée. « On peut être neutre dans ses actes, disait dernièrement le Président, on ne saurait l'être dans ses pensées. » Le péril et l'héroïsme des Finlandais soulèvent l'angoisse et l'enthousiasme ; mais ce n'est qu'après des tractations parlementaires difficiles qu'a été voté au Sénat l'octroi d'un crédit à la Finlande. Pourquoi ces braves gens sont-ils envahis une année d'élection présidentielle ? Dans les milieux d'affaires, on se plaint que les Alliés achètent moins que durant l'autre guerre ; le coton, le tabac, les produits agricoles ne s'enlèvent pas comme en 1914. On commence à se demander s'il ne serait pas plus habile d'ouvrir des crédits aux Alliés au lieu d'appliquer strictement la loi Johnson. La

mission de M. Welles peut avoir pour objet de donner satisfaction à ceux qui souhaitent que les États-Unis fassent quelque chose de plus pour les Alliés, tout en évitant de se laisser entraîner dans la guerre. C'est un témoignage de bonne volonté. Le Président sait fort bien, par avance, quelles informations M. Welles rapportera, sur la guerre et sur la paix, de Rome, de Berlin, de Paris et de Londres. Mais il est toujours bon de se renseigner et de faire savoir que l'on se renseigne sur l'évolution de la guerre et les possibilités de paix. Les adversaires de M. Roosevelt lui reprochent sa dictature ; lui leur prouve qu'il ne cherche qu'à éclairer l'opinion afin de se laisser conduire par elle.

Toutefois, la mission de M. Welles a des aspects qui ne sont pas seulement électoraux. Les préoccupations électorales se mêlent à tout, mais elles ne sont pas tout. Parmi les grands industriels, les banquiers, les gens de Bourse, certaines inquiétudes se font jour. La guerre n'est jamais tout à fait favorable aux affaires, car elle risque de faire craquer les cadres sociaux ; elle donne au marché commercial une allure saccadée, désordonnée. Et si, à la fin d'une guerre longue, l'Amérique, qui possède déjà 60 pour 100 de tout l'or du monde, vient à en thésauriser la presque totalité, ne serait-ce pas une catastrophe ? Avoir tout l'or ou n'en pas avoir du tout est à peu près aussi néfaste ; il faut, pour jouer le jeu, des partenaires qui se servent des mêmes cartes ; pour échanger, il faut être plusieurs. En outre, la guerre, si elle dure quelques années, créera un tel état de superindustrialisation que les débouchés se fermeront d'eux-mêmes devant les produits des États-Unis. A leurs portes, le Canada se transforme rapidement en un pays d'usines qui sera un concurrent. Le système d'autarcie, en partie responsable de la guerre, ira se généralisant. La guerre, d'ailleurs, favorise le communisme qui devient dangereux en Amérique.

Ces préoccupations, M. Sumner Welles les emporte dans sa valise. Il voyage sur un paquebot italien, où il court moins de risques de rencontrer une torpille, et il arrivera à Naples. Il sera naturellement reçu en audience par le Pape. Les catholiques des États-Unis et les Italiens, dont les suffrages se comptent par millions, en seront flattés. Entre l'envoi récent de M. Taylor, accrédité auprès de la personne de Pie XII, et la mission de M. Welles, il y a une évidente corrélation ; c'est le développement d'un même dessein qui sera également apprécié au Quirinal où l'on souhaite autant qu'aux États-Unis de ne pas être entraîné dans la bagarre. Il est entendu que M. Welles

n'est pas chargé de négocier, mais seulement de s'enquérir et d'écouter. Le Pape a, dans son important discours de Noël, heureusement dessiné, dans leurs contours essentiels, les assises d'une juste paix. Il est évident que l'Allemagne n'est pas sur le point de se résigner à traiter sur la base de la reconstruction des États qu'elle a détruits et de la réparation de ses méfaits. Derrière ces principes de justice et d'humanité élémentaires, on ne peut que se réjouir de voir apparaître l'autorité morale du Saint-Siège, le prestige du président Roosevelt et la puissance des États-Unis. Tous les Gœbbels du Reich n'arriveront pas à dissimuler à leurs peuples d'esclaves l'éclatant symbolisme d'une telle conjonction. L'envoyé de M. Roosevelt se rendra à Berlin et l'on aime à penser que le légitime souci de voir et de savoir l'incitera à demander à visiter Vienne, Prague, Varsovie, et à s'y entretenir librement avec quelques personnes choisies par lui.

La France et l'Angleterre, qui n'ont rien à cacher et dont les buts de guerre sont connus, réservent le meilleur accueil à M. Sumner Welles. La presse alliée a salué avec une satisfaction unanime l'annonce de son voyage. En même temps qu'il envoie son adjoint chez les belligérants, M. Cordell Hull s'adresse à un certain nombre d'États neutres pour connaître leur avis sur la reconstruction économique du monde après la guerre ; « des négociations diplomatiques de caractère officieux, dit le communiqué du département d'État, ont été engagées avec certains gouvernements neutres et seront probablement continuées avec tous les gouvernements neutres ». Ainsi non seulement M. Roosevelt se préoccupe des possibilités de paix et des principes sur lesquels on devrait l'édifier, mais il prépare déjà les plans d'une reconstruction économique.

Il sera donc mieux préparé, si quelque raz de marée électoral n'emporte pas, en novembre, sa personne et son système, à collaborer à la restauration de l'Europe et à l'instauration d'une paix durable. Il sait certainement que les voix qui seront écoutées lors du règlement de comptes final seront celles des nations qui auront souffert, besogné et vaincu. La mission Welles, en tout cas, prouve, s'il en était besoin, que les États-Unis ne peuvent ni moralement, ni matériellement se désintéresser de la guerre et de son issue. Ils espèrent modeler la nouvelle Europe à l'image de leur idéalisme et selon les besoins de leur économie. Les Alliés, sur ces bases, trouveront sans peine avec eux un terrain d'entente. Mais le monde futur ne portera la marque que de ceux qui auront pris le marteau pour le forger sur l'enclume.

L'AFFAIRE DE L' « ALTMARK »

Les Allemands, qui violent chaque jour les lois divines et humaines, jettent aujourd'hui les hauts cris parce que les destroyers de la marine britannique ont pénétré dans les eaux territoriales norvégiennes pour y délivrer des marins anglais prisonniers et maltraités sur un bateau allemand ; ils perdent leur temps et leurs fureurs. Le gouvernement et les marins anglais ont montré qu'ils sont décidés à ne pas se laisser bafouer ; ils ont, du même coup, donné une utile leçon à certains neutres terrorisés par la brutalité allemande. Félicitons-les sans réserves. Voici les faits, dépouillés d'arguties juridiques.

L'*Altmark* est un vaisseau de guerre auxiliaire allemand qui servait de garde-manger et de geôle aux pirates de l'Atlantique. Après que le *Graf von Spee* eut disparu sans gloire dans les flots, l'*Altmark* s'achemina, par de longs détours, vers l'Allemagne ; dans ses cales étaient entassés, depuis plus de deux mois, 314 marins anglais, provenant des équipages des bateaux coulés par le *Graf von Spee*, mal nourris, rongés de vermine, traités avec la dernière brutalité et menacés de mort s'ils essayaient de faire connaître leur présence. Les randonnées de ce bateau et son contenu étaient connus, de toutes les amirautés, même des Norvégiens, et signalées par la presse ; on espérait à Berlin qu'il atteindrait, loin dans le Nord, les eaux territoriales norvégiennes et reviendrait en Allemagne en se tenant toujours dans les eaux territoriales. Or, se servir des eaux territoriales comme d'une route permettant, sur des centaines de kilomètres, d'échapper aux adversaires, c'est fausser la notion juridique des eaux territoriales ; elles ne doivent pas servir à favoriser l'un des belligérants aux dépens des autres. La canonnière norvégienne qui accosta l'*Altmark* ne se montra guère curieuse ; elle ne pouvait ignorer que le bateau allemand contînt des prisonniers anglais ; elle l'accompagna dans le fjord de Jœssing, au sud de Bergen, où il devait passer la nuit. C'est alors que parut le destroyer britannique *Cossack* détaché d'un groupe qui croisait au large ; sans s'arrêter à la protestation platonique du commandant norvégien, il s'approcha de l'*Altmark*, qui fit une manœuvre pour le couler et ne réussit qu'à s'échouer. Les marins anglais sautèrent à bord ; il y eut un bref combat suivi d'une fuite éperdue où tombèrent sept Allemands ; les Anglais délivrèrent les prisonniers et

partirent. A leur place, un Allemand n'eût pas manqué d'envoyer une torpille dans le flanc de l'*Altmark*.

Ainsi, violation reconnue des eaux territoriales norvégiennes par les Anglais, rendue légitime et nécessaire par la faiblesse des Norvégiens terrorisés par l'Allemagne. La rigoureuse observation de la lettre, discutable d'ailleurs, des règles de droit international, alors que les Allemands ont coulé plus de 90 000 tonnes de bateaux norvégiens, dont plusieurs dans les eaux territoriales norvégiennes, et que leurs sous-marins n'ont jamais montré le moindre souci des vies humaines, eut été aussi ridicule que barbare. La protestation de M. Koht était naturelle ; elle aurait gagné à être un peu plus compréhensive. Les déclarations, si franches, si nettes et si loyales, de M. Chamberlain, le 20 février, ont achevé de mettre les choses au point. L'Allemagne peut fulminer : elle n'attaquera ni la Norvège, ni la Suède ; et si la péninsule scandinave garde une indépendance qui soit autre chose qu'une servitude à peine déguisée, c'est à l'Angleterre et à la France qu'elle le devra.

Plus triste est la déclaration officielle du roi Gustave V de Suède, en Conseil des ministres le 19 février. A un appel direct de l'héroïque gouvernement finlandais, véritable appel de détresse, le Riksdag de Stockholm a répondu que la Suède n'irait pas au secours de la Finlande, tout en laissant passer volontaires et matériel qui lui sont destinés. Le roi admire « la nation-sœur », mais il déclare « d'un cœur affligé » que la Suède, si elle intervenait en Finlande, pourrait se trouver entraînée « non seulement dans une guerre contre la Russie, mais encore dans la guerre entre les grandes Puissances ». Ces paroles signifient que l'Allemagne a menacé la Suède de l'attaquer si elle marchait au secours de la Finlande. C'est une ignominie et une humiliation de plus au passif du Reich. Le risque était-il si grand pour la Suède ? L'Allemagne a tout intérêt à recevoir paisiblement ses minerais de fer plutôt qu'à les aller conquérir. L'opinion publique, en Suède, en sera vivement irritée ; elle s'en prendra au pacifisme socialiste qui l'a désarmée matériellement et moralement.

Ainsi va se dissolvant le « groupe d'Oslo » dont le rôle aurait pu être si important et si honorable. L'admirable ténacité du gouvernement finlandais, la résolution du maréchal Mannerheim et de ses soldats n'en sont pas ébranlées. Ils ont remporté au nord-est du lac

Ladoga un important succès, malheureusement plus que compensé par la perte d'une partie des lignes fortifiées devant Vipuri. Les secours matériels arrivent abondants, mais il faudrait des troupes fraîches pour relever ces héros.

EXTRÊME-ORIENT

L' « incident sino-japonais », — car chacun sait qu'en Chine il n'y a pas la guerre, pas plus qu'en Finlande, — dont Tokio se plaisait à annoncer la solution prochaine, rebondit. L'ordre nouveau est moins aisé à établir que lés généraux japonais ne l'avaient imaginé. Au point de vue militaire, la résistance des armées chinoises de Tchang-Kai-Chek, brisée ici, renaît là. Le projet de l'État-major nippon était, vraisemblablement, de marcher sur Tchung-King, siège actuel du gouvernement chinois, et sur Yunnan-Sen, et surtout de couper les communications chinoises avec le Tonkin et la Birmanie britannique et de rejeter le gouvernement national vers le nord, dans la direction du Kan-sou. Mais ce sont là des projets à longue échéance dont la réalisation comporte maints aléas. Plus les Japonais s'éloignent de leurs bases d'opérations, plus ils s'enfoncent dans ces espaces immenses, plus ils trouvent de difficultés qu'ils ont d'ailleurs résolues jusqu'ici avec une ténacité et une énergie inlassables.

Mais le gouvernement chinois qui devait organiser la nouvelle Chine avec la collaboration des Nippons n'est pas encore constitué. Ouang-Ching-Ouei, qui doit en être le chef, se dérobe, tandis que l'opinion japonaise s'impatiente. L'ordre nouveau, défini en décembre 1938 par le prince Konoé, devrait théoriquement régler les rapports et la collaboration de deux pays indépendants. Les Japonais se plaignent que ni les Chinois, ni les Européens ou les Américains ne comprennent leurs véritables intentions. Mais Ouang, qui a des raisons de bien les connaître, n'estime pas qu'elles soient acceptables ; il exige le retrait des forces japonaises et la pleine autonomie. Entre les exigences du parti militaire nippon et les légitimes susceptibilités du nationalisme chinois, la situation de Ouang apparaît peu enviable. L'erreur des Nippons a été de sous-estimer l'importance de cette renaissance du sentiment national chinois. Ils s'en aperçoivent maintenant et comprennent qu'ils ont le plus grand intérêt à aboutir à une entente avec les Chinois, mais ils n'en ont pas encore trouvé ou accepté les moyens.

Ces difficultés sont la raison profonde des crises ministérielles

qui se succèdent à Tokio. Le ministère du général Abé a donné sa démission le 14 janvier ; la volonté des chefs de l'armée, non un vote parlementaire, l'y ont contraint. Le nouveau Cabinet a été constitué par l'amiral Yonaï. La présence de M. Arita aux Affaires étrangères indique que l'orientation générale n'a pas changé. L'Allemagne, qui fut si mortifiée quand le gouvernement impérial s'éloigna d'elle après la signature du pacte avec les Soviets, le 23 août, n'a pas à espérer un revirement favorable. Les difficultés ne manquent pas au nouveau cabinet. Malgré la réouverture à la navigation internationale du Yang-Tsé jusqu'à Nankin, et de la Rivière de Canton, les commerçants américains se plaignent. En même temps qu'à la Finlande, les États-Unis ont ouvert dernièrement un assez large crédit au gouvernement de Tchang-Kai-Chek. Avec la Russie, on apporte des deux côtés quelque bonne volonté à régler les différends locaux ; mais la pacification générale et définitive dont les Allemands avaient rêvé d'être les médiateurs n'est pas en vue. Les relations avec l'Angleterre ont été troublées durant quelques jours par l'incident de l'*Asama-Maru*. Un navire de guerre britannique ayant arraisonné ce paquebot japonais a exigé le débarquement de vingt et un Allemands soumis aux obligations militaires. L'incident a été réglé à l'amiable. Neuf Allemands qui ont prouvé qu'ils n'avaient pas d'obligations militaires ont été rendus et le gouvernement japonais a donné l'ordre à ses navires de ne pas transporter de sujets allemands mobilisables. M. Arita a rendu justice à l'esprit de conciliation apporté dans cette affaire par le gouvernement britannique.

Le 2 février, des avions japonais ont lancé des bombes, en territoire chinois, sur le chemin de fer du Yunnan, qui est une belle création française ; il y eut cent un tués dont cinq Français et cent vingt-quatre blessés. Les militaires japonais croient que le chemin de fer transporte de la contrebande de guerre. Deux fois, les attaques se sont renouvelées. Le règlement de cette affaire, qui a péniblement ému l'opinion française, qui a toujours eu des sentiments amicaux à l'égard des Japonais, est en bonne voie, chaque partie y mettant sa bonne volonté.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.





L

L'A
con
pou
dan
que
apr
cou

cet
reli
ses
con
litt
rie
sen
phi
nat
« n
plu
nat
tec
ho
là
va
pl
pa

L'AME DU NAZI

L'ame du nazi, c'est aujourd'hui, s'il faut en croire la propagande allemande, celle de l'Allemagne elle-même, enfin ramenée à l'unité, après de longues divisions. L'Allemagne, être collectif, aurait seule une âme, dans la conception nouvelle des Allemands, puisqu'elle seule a le pouvoir de durer et que les individus rentrent tour à tour dans le néant. Mais la réalité germanique est plus complexe que la propagande, et la masse allemande présente encore, après sept ans de domination et de dressage hitlériens, beaucoup de variétés qui ne se ressemblent pas.

Nous sommes toujours tentés de demander le secret de cette Allemagne nouvelle à sa philosophie. Nous lisons et relisons les classiques du national-socialisme, les articles de ses programmes électoraux, les discours de ses directeurs de conscience. Nous prenons ainsi au sérieux ce qui est seulement littérature, publicité, rhétorique à l'usage intérieur ou extérieur et ne répond sans doute ni à des croyances, ni à des sentiments profonds. Le nazisme n'est pas une doctrine, une philosophie, une *Weltanschauung*, comme le répétaient les nationaux-socialistes à leurs débuts. C'est bien plutôt un « mouvement » à la manière communiste, et dont le trait le plus net est peut-être le mépris raisonné de la pensée. Le national-socialisme refuse d'admettre ailleurs que dans l'ordre technique, où nécessité fait loi, une vérité commune à tous les hommes et à tous les pays. Il affirme encore que les idées sont là pour servir les appétits et les désirs, qu'elles n'ont pas de valeur propre et doivent être développées et soutenues simplement en vue de produire un certain effet. Il ne connaît pas d'autres vérités que des vérités de propagande. Pourtant,

le nazisme est un dogmatisme à sa façon : le plus impérieux, le plus intransigeant, le plus farouche que l'on connaisse. Mais c'est un dogmatisme sans dogmes : l'affirmation pure et simple d'une volonté de dominer, c'est-à-dire de l'arbitraire le plus absolu. Un chef surgit, il parle, il vaticine, et, quoi que lui suggère l'inspiration du moment, le peuple est tenu de le croire et de répéter humblement ce qu'il a dit. La vérité n'est pas immuable et éternelle ; elle naît à chaque instant du caprice d'un pouvoir qui puise en lui-même sa propre justification. La vérité, c'est le bon plaisir d'un homme qui rejette toute autre autorité que sa fantaisie. Elle est fille d'une inspiration ou d'un génie qui ne veut connaître que sa propre loi.

Tel est du moins le principe où des nazis plus cultivés prétendent retrouver l'autonomie du vouloir kantien. Mais ce principe doit être adapté à l'esprit d'hommes souvent mal préparés à le recevoir. On choisira donc, suivant l'heure et suivant l'auditoire, les variations le mieux adaptées aux nécessités et au goût du jour. Nul besoin qu'elles s'accordent entre elles, que celle d'aujourd'hui ne contredise pas celle d'hier, et celle de demain celle d'aujourd'hui. Le national-socialisme a la mémoire courte en ce qui touche les idées. Il ne garde un souvenir persistant que de ses désirs et de ses échecs. Sa continuité est celle de ses ambitions et de ses haines, de ses passions et de ses rancunes. Sa logique est celle de la passion. Sa mauvaise foi est ainsi constante ; elle est même, dans sa nature, le seul élément permanent.

Il serait vain, pour le combattre, de discuter une à une les diverses formules qu'il énonce, parfois non sans bonheur. Si nous l'attaquons sur un terrain déterminé, il fuit aussitôt sur un terrain différent. Il est mystique par essence, parce que toutes ses pensées naissent de son désir secret. Jamais le pragmatisme n'a trouvé forme plus radicale, ni mieux su dérouter tous nos espoirs de réfutation.

Nous ne saisirons pas l'âme du nazi en cherchant à discerner ses idées ; ce sont ses passions dominantes qu'il faut découvrir. Elles ne se révèlent pas dans ses propos : il faut observer les individus et leurs actions. On a des chances, alors, de deviner ce qu'ils nous cachent d'ordinaire comme un vice inavouable.

Il y a beaucoup de détachements divers dans la grande armée brune et noire du IIIe Reich. Et, dans chaque groupe, beaucoup de types individuels différents. Parmi les chefs eux-mêmes on rencontre bien des spécimens disparates d'humanité. L'astuce, la folie, la violence y prennent diverses figures. Mais on y trouve aussi tous les degrés du mensonge et de la sincérité.

* * *

Observons d'abord les chefs de file. Une sorte de pénombre enveloppe tous les personnages importants de l'État-major nazi. Tous, ou presque tous, sont devenus les enfants du mystère. La légende qui a masqué leurs traits était formée, pour l'essentiel, bien avant le 30 janvier 1933. Avant la prise du pouvoir, la propagande nazie, si prodigue de photographies, avait substitué aux visages réels, parfois repoussants, des effigies de théâtre, et mêlé à doses savamment étudiées le mensonge et la réalité. Tous des héros, nous disait-elle, des combattants sans reproche, généreux et désintéressés, des serviteurs passionnés de la grandeur allemande. L'image, le cinéma rendaient vivants les récits des biographes. Les grands chefs de la révolution nationale devaient briller de toutes les vertus germaniques et bourgeoises. Contemplant les effigies de Gœring, de Gœbbels, de Rudolf Hess, de Baldur von Schirach, de Roehm lui-même, si cruellement désavoué par la suite, l'Allemand du commun devait y reconnaître les vertus qu'il avait toujours honorées : la force de travail, la conscience, l'énergie, le dévouement sans bornes à la communauté nationale et aux traditions du Reich. Les brochures de la propagande n'oublient pour chacun des héros aucune des qualités du « Michel » allemand.

Jusqu'en 1933, cette hagiographie manquait un peu de force persuasive. Il survivait trop de témoins des humbles débuts : amis de la première heure, tardivement éclairés sur le caractère de leurs compagnons de lutte ; policiers trop instruits des méfaits des plus illustres ; fonctionnaires chargés jadis de corrompre ou de faire taire les plus gênants ; bailleurs de fonds naïfs ou intéressés, que la révolution privait de tout espoir de se faire rembourser par les triomphateurs ingrats. Beaucoup de ces témoins ne cachaient pas leur mépris et leur

amertume. La plupart, ne croyant pas à une révolution durable, osaient parler sans ménagements. Le 30 juin 1934, une « liquidation » générale a mis les plus indiscrets hors d'état de bavarder. Supprimés les généraux von Schleicher et von Bredow, qui avaient eu l'audace de s'attaquer au parti et fait rassembler par la police des dossiers accablants. Supprimés von Kahr, qui avait brisé le *putsch* de Munich ; Otto Strasser, le complice des débuts devenu un ennemi acharné ; Oberfohren, l'intermédiaire entre les financiers réactionnaires et le Fuhrer aux abois. Supprimés tous les subalternes dont les bavardages avaient alimenté les pamphlets libéraux ou juifs contre les nazis... Et, dans les archives publiques ou privées, toutes les pièces compromettantes avaient été brûlées ou transportées dans les coffres inviolables de la Prinz Albrecht Strasse, au siège de la police secrète d'État. Le parti avait détruit son passé. La carrière était libre pour les thuriféraires officiels, qui pouvaient désormais, sans crainte d'être contredits, s'en donner à cœur joie.

Cependant, beaucoup d'Allemands n'ont pas oublié les bruits qui couraient en 1932 sur les origines des « héros ».

* * *

Nombre d'entre eux venaient des « corps francs ». Non pas des brigades du général Maercker, le vainqueur de la révolution communiste, et des troupes qu'il avait recrutées parmi les anciens combattants du front. Mais des innombrables bandes qui s'étaient formées de 1918 à 1924, à l'appel de chefs improvisés. Il s'agissait en principe de lutter contre la révolution, d'abattre l'État de Weimar et la démagogie socialiste, de réprimer les abus, plus encore, de paralyser l'action des vainqueurs, de reprendre la guerre au point même où l'armistice de novembre 1918 l'avait laissée. En fait, ces nobles desseins s'effaçaient devant des intérêts d'un caractère plus immédiat et plus pratique. Il s'agissait d'exploiter l'Allemagne agonisante, de continuer à mener dans un monde affolé la « bonne vie » des unités du front et surtout de l'arrière.

Partout, en 1918, les armées en campagne avaient formé des détachements spéciaux de volontaires pour les coups de main. Il y fallait des braves sans doute, mais plus encore

des hommes audacieux et entreprenants. Pour ces missions rapides et parfois périlleuses, il fallait des gaillards adroits et rusés. On les trouvait souvent, en dehors de quelques hommes faits par la nature pour cette vie, parmi les déclassés, que la règle exaspère et qui ne peuvent être eux-mêmes que dans le désordre. Dangereux compagnons à l'arrière, terreur des commandants de cantonnements, craints par leurs camarades, mais enviés aussi en raison des faveurs que l'État-major leur prodigue. Héros d'une guerre où l'héroïsme a changé de visage, d'une guerre de la ruse et de l'embuscade, du combat déloyal.

Près d'eux, aussi dangereux et plus pervers, ceux qui viennent de la zone des étapes. Réservistes ou Landwehriens, éclopés ou malades, que l'on charge de tenir les régions occupées. Ceux-là ont vécu pendant des années en terre française, belge, serbe ou roumaine occupée. Presque toujours loin des autorités, livrés à eux-mêmes, parmi des populations hostiles et craintives, disposant d'un pouvoir discrétionnaire, ces hommes ont pu jouer aux tyrans, pendant quatre ans, en toute liberté. Tous les pouvoirs sont entre leurs mains : ils administrent, réquisitionnent, font la police, terrorisent les malheureux et les malheureuses livrés à leur merci. Chercher les trésors enfouis, forcer les villageois à révéler les cachettes où ils ont dissimulé leurs biens les plus précieux, surveiller les espions, démoraliser les habitants par tous les moyens, telles sont leurs occupations ordinaires. Et aussi, expédier en Allemagne tout ce qu'ils ont pu dérober. Une belle vie, en vérité, pimentée de sales plaisirs et d'émotions romanesques et où s'aiguisent les dons innés du pillard et du policier amateur. Les états-majors allemands sont souvent avertis des déprédations d'une *Kommandantur* locale et de ses agents. Parfois, un chef énergique et honnête impose aux majors de cantonnement et à leurs acolytes un peu de tenue et de dignité. Le plus souvent, les chefs ferment les yeux et couvrent, avec un sourire complice et amusé, les exactions et les fantaisies de leurs subordonnés. Une bonne école où beaucoup de chefs nazis ont fait leur apprentissage de pillards, de tortionnaires et de dénonciateurs.

Ceux-là, du moins, ont fait la guerre et connu parfois les périls du combat. Mais corps francs et corps d'occupation

se grossissent bien vite d'une foule de déclassés, d'échappés de prison, de criminels de droit commun. Recrues utiles, encore que dangereuses parfois pour leurs camarades. Les scrupules ne les gênent pas ; ils sont féconds en artifices et savent trouver l'argent où il est. Bientôt s'y ajoutent des jeunes gens dévoyés, qui ont quitté leurs familles pour courir l'aventure. Collégiens, étudiants qui trouvent l'école fermée et l'Université désorganisée par la révolution. L'occasion est admirable de connaître précocement des joies interdites à leur âge dans un monde normal. C'est parmi cette jeunesse tôt dépravée que se recrutent les « philosophes » des corps francs. Ces enfants ne seraient pas de vrais Allemands s'ils n'avaient le goût de jouer au penseur et à l'artiste, parmi des compagnons ignorants et faciles à éblouir. Le paradoxe, l'outrance plaisent à ces théoriciens improvisés. Ils apportent à de plus âgés l'écho de leurs jeunes enthousiasmes, imaginant au jour le jour mille sophismes ingénieux, avec l'illusion de développer librement des talents qu'une société régulière eût méprisés. Rien ne les effraye, la plus haute politique, la métaphysique de l'histoire universelle, les conceptions économiques les plus aventureuses. Ils improvisent, mêlant les souvenirs de leurs lectures, Schopenhauer, Nietzsche, Houston Stewart Chamberlain.

Quelques-uns d'entre eux, par exemple Rudolf Hess, Alfred Rosenberg, ont fait partie des neuf mille cinq cents hommes que von der Goltz a emmenés en Finlande, puis fait revenir dans les pays baltiques. Ils ont pris contact avec leurs frères en esprit, les bolcheviks. Ils se sont initiés à la dialectique marxiste, à la perfidie renforcée propre aux disciples de Lénine. Ils avaient déjà le mépris des idées, un goût insolent pour outrager en formules contournées et hypocrites les vérités les plus manifestes. Leurs ennemis russes, devenus leurs amis, leur ont révélé une forme de fourberie qu'ils ne soupçonnaient pas. Quand ils l'auront comprise, ils égaleront et dépasseront, avec toute la méthode germanique, leurs barbares initiateurs. Ainsi les hommes des corps francs auront leur « idéologie », simple amusement pour des forbans, aux yeux desquels le revolver, la grenade et le couteau restent les arguments décisifs.

*
* *

Il faut, pour comprendre l'esprit nazi, se représenter l'existence d'un de ces « corps francs » allemands en 1920 et 1921. Un combattant de la Grande Guerre, officier, sous-officier, simple soldat, garde la nostalgie de l'aventure et ne veut pas d'un emploi paisible et médiocre dans un monde assagi. Il rassemble autour de lui des camarades et forme un petit détachement de quelques hommes encore munis de leurs armes. Le groupe grossit au hasard des rencontres : trimardeurs, prisonniers évadés, chômeurs, jeunes gens sans emploi. Chaque troupe opère dans une région déterminée, celle que connaissent le mieux ceux qui l'ont organisée. Elle en exploite méthodiquement les ressources. On tombe, à la nuit, dans quelque ferme isolée, dans un village, dans un château. On entre en force sous prétexte de chercher les révolutionnaires et les espions. On fouille la maison ; on interroge, revolver au poing, les occupants épouvantés ; on prend l'argent, on vide la cave, et si les volés protestent, on les assomme, on les tue, parfois après les avoir sauvagement torturés. On se garde d'affronter la maréchaussée ou les troupes alliées quand on peut les éviter.

En bons Allemands, ces brigands, émules de nos « chauffeurs », mêlent à leur brigandage un peu de méthode « scientifique » et de romantisme ingénu. On avance, on se garde, on cantonne, on s'organise selon les formules du règlement militaire. Chaque bande a ses spécialistes, son service d'information et de sûreté, ses courriers, sa hiérarchie. Elle a ses uniformes, embellis d'insignes étonnants et symboliques, ses chants, ses cris de ralliement, ses mots de passe ; elle a les serments de fidélité et de discrétion prononcés dans un décor macabre, ses retraites secrètes dans la profondeur des bois, tout l'appareil terrifiant et puéril que peut suggérer à des âmes naïves la lecture des romans policiers.

Un peu partout se forment des sociétés secrètes en vue de supprimer les chefs de la République, les « traîtres », les ennemis du peuple que l'arbitraire a désignés. Il y a d'ailleurs des formes intermédiaires entre la troupe organisée qui imite les groupes d'assaut de la guerre, et l'« ordre », la « confrérie »

occulte de policiers et d'exécuteurs bénévoles. Le *Wehrwolf*, l'organisation *Consul*, la *Sainte Wehme* se distinguent par le mystère enfantin de leurs rites d'initiation, de leurs vengeances laborieusement préparées. Mais ces enfants, devenus terroristes, abattront en quelques années plus de deux cents « républicains ».

L'armée régulière ou ce qui en reste, la police en uniforme voient d'un assez mauvais œil pulluler ces groupes inquiétants. Quand les capitaines Roehm et Mayr, de l'état-major de Munich, appellent en Bavière leurs débris pour réduire la révolution communiste d'Axelrod, de Lewien et Leviné, les plus sérieux des officiers sont loin d'approuver cette invasion. Von Kahr s'efforcera, ne pouvant chasser les corps francs, de les parquer hors des limites de la ville. « Une pègre », « une racaille », dira d'eux brutalement le général von Lossow au procès de 1925. Tant que von Seckt sera chef de la Reichswehr, il se montrera irréductiblement hostile à l'emploi de ces troupes indisciplinées, où les exaltés et les fous voisinent avec les malfaiteurs. Le vieil Hindenburg gardera jusqu'à la fin un dégoût pour ces formations de guerre civile. C'est par surprise que Papen et Meissner lui imposeront de les patronner.

Ce que pouvait être la morale de ces aventuriers, nous le savons par les confidences de celui qui devait devenir leur maître, bien qu'il ne soit pas sorti de leurs rangs.

* * *

L'équipée de 1923 à Munich, où les bandes des corps francs ont fui lamentablement aux premiers coups de feu de la police, a semblé marquer la fin de l'aventure. Les héros, Gœring et Roehm exceptés, se sont sauvés à toutes jambes et le Fuhrer n'a pas été le dernier à se mettre à l'abri. Les troupes franches disparaissent après l'élection de Hindenburg. Mais leurs cadres subsistent et formeront une partie de l'état-major nazi. Un personnage nouveau, discrédité, presque ridicule en 1924, prend peu à peu le rôle dominant et supplante tous ses rivaux dans la direction du « mouvement ». A force de ruse, d'intrigues, de luttes fiévreuses, Adolf Hitler va devenir, évinçant Ludendorff et Gregor Strasser, le maître unique des partis nationaux.

Personne, hormis quelques officiers du service des renseignements et quelques fonctionnaires de la police secrète, ne sait exactement d'où il sort ni ce qu'il a fait. Toute l'histoire racontée dans *Mon combat* est suspecte. Suspect tout ce qui concerne la famille, les origines, la jeunesse du Fuhrer. Particulièrement douteux tout ce qui concerne le passage de Hitler au 26e Bavarois, ses blessures, ses campagnes, et plus encore ses séjours à Vienne avant 1914, et son retour en Bavière, après qu'il a quitté le lazaret de Pasewalk. Peut-être la vérité dépasse-t-elle tout ce que les biographes israélites ont conjecturé... Hitler, exalté, famélique, se présente à ses anciens officiers retrouvés à Munich. Il lui faut un emploi, parce qu'il meurt de faim. Par pitié, on l'affecte à la police secrète ; on lui fabrique de toutes pièces le faux état civil dont il a besoin. Il aime à bavarder ; il est inquiet, soupçonneux, curieux ; sa mémoire est bonne ; il peut faire un bon espion, un agent provocateur au service de la Sûreté militaire. Pour discréditer les social-démocrates qui s'agitent, les policiers ont l'idée d'employer ce mouchard par instinct, qui se double d'un bavard parfois éloquent. Ils croient le tenir à leur merci. L'état-major, qui lui fournit le thème de ses harangues et veille à son instruction, s'amuse de son impudence et de ses ambitions ; un énergumène, un agent à tout faire que l'on ne prend pas au sérieux. Mais tout est bon pour combattre la République et jeter bas von Kahr qui semble disposé à suivre les séparatistes bavarois.

Hitler n'est d'ailleurs qu'un figurant parmi beaucoup d'autres que la police militaire emploie à la même besogne. Un fou assez pittoresque et fertile en inventions utiles, disent entre eux les policiers... Mais ils ne l'ont pas compris. Un homme étrange, en vérité. De longues périodes de dépression et de silence, une torpeur qui le fait ressembler à un corps sans âme. Puis, soudainement, une agitation frénétique, une folle intempérance de langage. Des initiatives imprévisibles ; une activité souterraine et secrète qui se révèle tout à coup par des actes singuliers. Cet excité, que l'on se flatte de mener par la main, observe sans relâche, accumule dans une mémoire implacable tout ce qu'il apprend des uns et des autres. Il n'oublie ni les visages, ni le timbre des voix, ni les expressions, les gestes fugitifs qui révèlent les inten-

tions et les jugements secrets. Il se renseigne sur tous, connaît vite le fort et le faible de chacun. Il excelle à flatter les puissants, avec une sorte de bassesse native qui refroidit les mieux disposés. Mais il thésaurise la haine, la rancune et l'envie avec une ténacité prodigieuse. Quiconque lui a déplu, s'est moqué de lui, l'a desservi, quiconque l'a traité avec condescendance, est marqué à jamais. Sa capacité de dissimuler, de mentir est déjà sans limites.

Dans sa vie longtemps ténébreuse, il n'a guère rencontré que deux ou trois hommes à sa mesure, avec lesquels il s'est vite entendu : Gœring, un aviateur de chasse redoutable, dans le privé le cynisme fait homme, une insouciance, une cruauté sans bornes ; Frick, le bas policier de métier, traître à ses chefs, d'une méchanceté froide inscrite sur ses traits ; Himmler, qui deviendra plus tard son *alter ego*. Le cas de ce dernier peut servir de symbole pour toute l'histoire du IIIe Reich. Un malfaiteur de droit commun, condamné en 1918, relégué dans un des camps de représailles, auprès de prisonniers ennemis irréductibles que le commandement allemand veut humilier par tous les moyens, auxquels il impose le contact d'assassins et de voleurs chargés de les épier. Himmler a su rendre des services dans cet emploi déshonorant. En récompense, il sera libéré, incorporé pour ordre dans une formation militaire ; il recevra, sur l'uniforme de sous-officier qu'on lui offre, la Croix de fer que l'on n'hésite pas à prostituer sur sa poitrine. Il ira dans la Reichswehr en formation espionner ses camarades, dépister socialistes ou communistes cachés sous l'uniforme. Un criminel transformé en policier, suivant la tradition romanesque de tous les services de Sûreté de l'univers.

Parmi ces personnages sans cesse occupés d'intrigues compliquées, besogneux, prêts à tout, Hitler est vite dans son élément. Une imagination toujours en éveil, hantée de combinaisons extraordinaires, peuplée de cauchemars, le goût de l'absurde et du démesuré, une vanité perpétuellement saignante, une méfiance universelle, des soupçons renouvelés... Par moments, des crises de fureur, pendant lesquelles il se démène, l'écume à la bouche, suivies d'attendrissements enfantins. Un malade, un dément, mélange de ruse diabolique, d'épouvante, de haine, de rêveries délirantes. Au premier

abord, le personnage est terne, sans rayonnement. Il a le regard fuyant, l'œil trouble, la parole hésitante. Ses gestes sont timides, maladroits, faux comme ceux d'un automate. Mais, dans les instants de fureur, ce pantin comique devient terrible. Le corps flasque et trapu agit avec une rapidité et une précision stupéfiantes : la parole devient nette, impérieuse, le regard est fulgurant. En temps ordinaire, tout, dans ce personnage, semble factice et composé par un acteur médiocre. Mais, tout à coup, l'être informe se mue en une créature hurlante et terrifiante qui effraie les plus résolus. On croyait le dominer : il se faisait humble, patelin ; un demi-sourire à la fois goguenard et timide donnait à ses traits sans accent une expression enfantine. Et le voici transformé en une sorte de possédé, prêt à tuer à l'instant qui oserait lui résister. En vérité, le chef à la mesure des brigands auxquels il va commander.

Qu'est-il et que veut-il ? En apparence, un subalterne, une marionnette dont la police tire les ficelles. En réalité, un prophète, un ambitieux frénétique, libre de toute croyance, de tout scrupule, prêt à dire et à faire n'importe quoi pour dominer.

Car il a sa philosophie, sa *Weltanschauung*, qu'il communique parfois à ses plus intimes familiers. L'Allemagne ? Il s'en moque peut-être. La doctrine officielle ? Elle est ce qu'il juge utile à un moment pour recruter des adhérents. La morale, la probité, la vertu, autant de mots dépourvus de sens qu'il prononce avec emphase, quand il faut accabler des ennemis, mais dont il rit en tête-à-tête avec l'un de ses familiers. Son génie ? Celui de la vengeance, de la traîtrise et de la cruauté. Dans tout autre pays que l'Allemagne affolée de 1920, il y a longtemps que l'asile ou la clinique aurait recueilli ce dégénéré criminel.

Mais ce n'est là qu'une face de son étrange personnalité. Hitler est aussi capable d'exprimer avec une force et une conviction merveilleuses le rêve sentimental des Allemands que le pangermanisme a formés. Il est capable de dire ce que chaque Allemand attend de tout son cœur. Ce solitaire, qui n'a jamais été près d'aucun de ceux qui lui parlent, est par excellence, quand il s'adresse au public, l'homme des foules, l'interprète des banalités qui les émeuvent et des désirs naïfs

qu'elles n'osaient pas exprimer. Quand le monde aura été purifié par le fer et par le feu, les survivants, ceux qui ont eu la foi dans le prophète, y jouiront d'un bonheur idéal : ils vivront en communion avec la nature, avec les bêtes innocentes, dans un décor d'idylle... Peut-être a-t-il, lorsqu'il parle ainsi, des moments de sincérité. Alors il goûte avec un plaisir sincère la grâce des choses, la paix, la musique, la couleur d'un beau ciel. Mais, pour tout le reste, un monstre de scepticisme, de dissimulation et de perversité.

* * *

Ce personnage a été l'artisan principal de l'étonnante duperie dont le peuple allemand a été victime. Ce peuple cherchait un refuge contre l'avidité des spéculateurs, le pillage socialiste, le désordre universel. Les plus avides des spéculateurs, les plus abjects des chefs de pillards ont fait espérer à cette nation crédule qu'il rétablirait chez elle le règne de la vertu. La prédication publique de Hitler a dissimulé son activité souterraine, ses procédés de basse police, sa méchanceté. Elle a dissimulé au peuple allemand le caractère véritable de la bande nazie.

Pourtant, cet homme n'aurait pas à ce point conquis le public allemand si quelque affinité inavouée ne l'y avait uni. Des financiers se sont trouvés pour lui offrir de l'argent ; d'honnêtes gens ont cru qu'il allait tout réformer ; des diplomates ont feint de croire qu'il serait l'artisan du relèvement. Des millions d'hommes l'ont suivi avec un enthousiasme sincère, parce qu'ils attendaient de lui la paix, l'abondance, la gloire sans péril et la revanche sans combat. Ils ont voulu voir en lui le héros sans tache que leur espérance attendait.

Ce peuple n'aimait pas les Juifs qui l'avaient exploité. Mais il lui eût suffi de les voir écartés des positions dominantes et ramenés à plus de discrétion. Il était las des injustices et de l'incapacité des « bonzes » du socialisme. Il lui eût suffi de quelques exécutions bien choisies. Il avait, comme toutes les nations vaincues, la hantise de l'espionnage et de la trahison. Il se fût contenté de quelques exemples éclatants. Au lieu de ce qu'il attendait, il a vu les Juifs traités avec une violence et une férocité qui ont indigné les antisémites les plus endurcis. Il a vu frapper, emprisonner,

torturer de vieux militants de la social-démocratie, un peu ridicules, mais inoffensifs. Il a vu persécuter les catholiques et les protestants. La liste des traîtres est devenue si longue que nul, si haut placé qu'il puisse être, n'oserait se vanter de n'y pas être inscrit un jour.

Une impression angoissante de mystère a, de plus en plus, accablé tous les citoyens, à mesure que le règne des nazis se prolongeait. En vingt endroits, généralement loin des villes, dans des régions faiblement peuplées, se sont établis de ces camps de prisonniers, d'où l'on revient, si l'on n'y succombe pas, à jamais isolé de la société humaine. Chaque famille allemande connaît parmi ses proches ou ses amis des pensionnaires de M. Himmler. Le cœur se glace à la vue des visages gris et sans âge, des corps désarticulés, des regards atones, du masque d'épouvante qui transforment ces malheureux en vivantes statues du désespoir et de la souffrance. Qu'ont-ils enduré sous la cravache des « hommes noirs » ? Quand on les interroge, ils se dérobent, ils se taisent, comme si le souvenir des tortures subies était pour eux une torture nouvelle. Quand un Berlinois passe dans la Prinz Albrecht Strasse, il n'ose pas regarder la sombre maison gardée par des policiers en armes, et qui est, dit-on, le royaume des bourreaux. Le despotisme, l'arbitraire, les vices de toutes les révolutions prennent dans les États policiers de formation récente un aspect bureaucratique et mécanique, quelque chose d'abstrait et d'irréel dont la violence débraillée de nos révolutionnaires de 1793 et de nos « communards » de 1871 ne saura donner l'idée.

Les Allemands de 1919 n'aimaient pas toujours le catholicisme ; l'Autriche leur semblait prédestinée à devenir une colonie allemande ; leur mépris pour Tchèques et Polonais s'exprimait sans ménagements. Mais beaucoup d'Allemands avaient épousé des Autrichiennes, des Polonaises, des Tchèques. L'aristocratie prussienne n'avait pas seule fraternisé avec la noblesse polonaise. A Berlin même, des centaines de noms à consonance slave attestaient la longue cohabitation des deux peuples ennemis. Il plaisait aux Allemands d'affirmer leur supériorité ; la plupart d'entre eux ne songeaient pas à exterminer les races « inférieures », ni même à les réduire en esclavage. Ils voient aujourd'hui ce que les troupes de la

Gestapo accomplissent en terre occupée et, si nationaux qu'ils puissent être, ils sont glacés d'horreur. Les plus durs, les plus sévères parmi les officiers prussiens, ne peuvent pas toujours cacher un mouvement de révolte en observant la férocité des tortionnaires nazis. Pour applaudir à ces exécutions, il n'y a que la jeunesse, pervertie jusqu'au fond de l'âme par l'école, les criminels qui en profitent, d'affreux théoriciens dont la dialectique a desséché le cœur, les politiques bornés dont le Fuhrer s'est entouré. Tous les hommes de plus de trente-cinq ans éprouvent un malaise croissant à mesure que se multiplient les exemples de férocité. Depuis cinq mois, des têtes toujours plus nombreuses tombent, dans des conditions atroces, sous la hache du bourreau. Des traîtres, des ennemis de l'État... On n'eût jamais cru que l'Allemagne était si riche en agents de trahison.

* * *

On imagine l'état d'esprit des hommes de l'ancienne Allemagne, restés en place dans l'État national-socialiste, par patriotisme, par esprit de revanche, par ambition personnelle, et aussi par haine des partis de Weimar. Hier, ils se flattaient encore de tempérer la violence des nazis, d'assagir peu à peu le Fuhrer et ses acolytes. Ils savent aujourd'hui qu'ils sont des captifs et que leur vie, celle de leurs proches, répond de leur docilité. Si un ami, un étranger s'assied à leur table, il faut inviter avec lui quelques-uns de ces S. S. qui surveillent les fonctionnaires du régime, épient leurs propos, fouillent leurs corbeilles à papiers, écoutent leurs entretiens téléphoniques, ouvrent leur correspondance. Les Papen, les Meissner, les Weiszäcker, les Gaus, tous les « techniciens » restés en place parce que leur expérience était indispensable, ne sont plus que des otages, tenus de toutes parts, perpétuellement suspects et dont la vie ne tient qu'à un fil.

L'enfance, la jeunesse sont aux mains du parti, c'est-à-dire de la police et du Fuhrer. A dix ans, ou plus tôt, les enfants ont été soustraits à l'influence de leur famille. Aujourd'hui, tout garçon, toute fille de moins de vingt-deux ans a passé par l'école nazie, par le *Hitlers Jungvolk*, par la *Hitler Jugend*, par le Service du travail. Dix ans de dressage continu et méthodique ont aboli chez ces enfants à peu près

toutes les traces d'éducation chrétienne. Le christianisme a été attaqué, ruiné par sa base. Des plaisanteries ignobles, des accusations déshonorantes ont sali, pour ces innocents, prêtres, pasteurs, religieux et religieuses, et souvent leurs propres parents. C'en est fini pour toute la jeunesse de la loyauté, de la piété, du respect de la famille, de la charité. Dieu ? Un mot pour désigner la continuité de la race germanique, ou bien le nom d'un fétiche juif érigé en divinité de l'Occident par la malice et la stupidité des docteurs. L'Église, les Églises ? Des organisations destinées à faire vivre grassement prêtres et « cléricaux », à entretenir leurs vices, aux dépens du peuple allemand.

Un curieux « transfert » des vertus traditionnelles s'accomplit grâce au travail de ces laboratoires de « psychotechnique » où l'on étudie la formation de l'Allemand à venir. Loyauté ? Ne rien cacher à son chef direct, ni au Fuhrer, mais ne rien dire à tout autre, parents et amis compris. Hygiène et sport ? Entretenir la vigueur de ses muscles, donner à l'équipe la victoire sportive par tous les moyens. Probité ? Ne jamais tromper un chef nazi, mais duper avec méthode tout étranger. Vigilance ? Surveiller sans relâche tous ceux que l'on approche, chercher constamment l'espion, le traître, et le désigner à la Gestapo, fût-on son plus intime ami. C'est l'« éthique » communiste dans toute sa hideur.

Pourtant, et c'est le plus triste, les gamins qui reçoivent cette formation impie restent des enfants candides, dont les yeux clairs reflètent le ciel. La plupart brûlent naïvement de se donner, de servir un idéal, de se sacrifier généreusement. Ils restent, dans leur dépravation systématique, de « bons petits », et le cœur se serre en les voyant s'employer à ce qui leur est prescrit.

Là se recrutent les millions d'adhérents du parti, les figurants qui acclament, tendent frénétiquement le bras, vont combattre au front, se faire tuer, savent se raidir contre la douleur, si faibles, si effrayés au dedans d'eux-mêmes, et crispent leurs nerfs pour se comporter en héros. Car cette jeunesse a sa bravoure particulière, celle du nazi. Il est vrai que le national-socialisme est la guerre même, la guerre vivante. Mais c'est, à l'origine, la guerre civile, la guerre de Marx et de Lénine, celle des bolcheviks. Hitler lui-même

n'a fait qu'agrandir à l'échelle de la guerre entre nations les préceptes de la guerre de partisans. Avec méthode, avec cette attention consciencieuse qu'il donne aux moindres détails, le jeune Allemand cherche tous les moyens de dérouter, de surprendre, d'épouvanter l'ennemi. Il ne joue pas au soldat, mais au trappeur, à l'espion, au partisan. Son chef-d'œuvre, c'est la propagande à l'adresse de l'ennemi. On persuadera au Français d'en face qu'on l'aime et qu'on ne lui veut pas de mal. Mais, si on le tient, on le torturera sans pitié. Tout est bon pour l'atteindre : certains actes de guerre ou de propagande témoignent d'une surprenante niaiserie dans la perversité ; la police nazie cherchera jusque dans les latrines des cantonnements abandonnés par nos unités en pays sarrois les enveloppes où l'on peut lire l'adresse de quelque soldat français tranquillement installé sur une position de sûreté. Et la T. S. F. allemande avertira les familles françaises qu'un des leurs a été fait prisonnier. La ruse est enfantine et nos soldats s'en amusent. Elle est le symbole même d'un état d'esprit, désir de nuire, mensonge, mystification cruelle, qui ne recule pas devant les moyens les plus répugnants.

Prenons-y garde, ces enfants deviennent aisément des criminels, à l'égal des forcenés qui les ont élevés. Le christianisme montait une garde attentive autour de l'innocence puérile. Puis, des hommes qui se croyaient sages, et voulaient prémunir la jeunesse contre les périls du vice, ont prétendu l'instruire précocement de tout. Nazis et communistes ont répété : la jeunesse doit être avertie. Bon moyen, se disaient-ils secrètement, de la tenir par l'attrait des plaisirs défendus. Les vices antiques renaîtront dans les *Burgs* de la jeunesse hitlérienne et dans les camps de travail. L'instinct tourne aisément à la férocité. L'enfant sera dressé à prendre plaisir à la souffrance ; et le même nazi qui s'attendrit et pleure sur la plainte d'un petit oiseau se réjouira des tortures infligées à son ennemi.

Ce que nous appelons vice, ce que l'Allemagne ancienne elle-même condamnait en principe, mais tolérait dans certains cas, au nom d'une nécessité supérieure, devient la vertu dans ce monde à l'envers. Il y a une sorte de candeur jusque dans les perversions des nazis. Ces enfants ne sont pas res-

ponsables de l'instinct de meurtre qui survivait en eux, comme en tous les humains. Mais le chef qui a voulu tout cela, les exécutants dociles qui ont interprété sa pensée, ne sont plus, sous la livrée du politique ou du policier, que des criminels. Une humanité de cauchemar surgit au coup de baguette du sourcier diabolique. Toutes les passions animales que l'homme croyait avoir refoulées au plus profond de lui-même reparaissent dans leur force originelle. C'est le crime inexpiable de Marx, de Lénine, de Hitler et de leurs émules que d'avoir réveillé des sentiments que l'on pouvait croire assoupis. L'hypocrisie des formules, le mensonge concerté qui masque le retour des instincts de la bête est peut-être ce qu'il y a de plus affreux dans leur crime.

* * *

Un problème peut-être insoluble nous est posé. Demain, cette Allemagne affolée va peut-être s'écrouler, non sans avoir réalisé des dévastations sans nom. Hitler et les siens vont retourner au néant. Mais d'où peut venir la purification ? Qui chassera le poison injecté au peuple allemand ? Comment les Églises, la morale, la science, bafouées et discréditées, reprendront-elles leur empire dans un pays rendu à ses instincts ? Faudra-t-il, pour assagir les nazis et leurs élèves, leur infliger le traitement qu'ils font subir à leurs victimes ? Et où s'arrêter dans ces exécutions peut-être nécessaires ? comment distinguer les âmes radicalement viciées de celles qui peuvent être converties et sauvées ? Une réforme spontanée de l'Allemagne est-elle possible ? Les meilleurs des Allemands, les prêtres, les pasteurs qui luttent encore pour leur foi, les officiers qui gardent un reste de chevalerie et d'honneur, les savants qui conservent le respect de la vérité, auront-ils la force d'extirper le mal qui a corrompu leur nation ?

Hélas ! on passe par transitions à peine sensibles de la scélératesse infinie du Fuhrer et de ses acolytes au vice atténué et comme timide des meilleurs Allemands. En aucun pays du monde, les frontières ne sont moins nettes entre le criminel et l'honnête homme ; en aucun pays les meilleurs ne sont autant marqués du vice des plus mauvais. Cet Allemand aux yeux purs, à la parole discrète, qui nous paraît

un frère en esprit, garde en quelque repli de son âme une place pour la dialectique, la casuistique, l'idéologie de la guerre et de la trahison totales. Peut-être y a-t-il en chaque Allemand de l'agent double, du provocateur et du faux témoin. Un politique hypocrite du type de von Papen est peut-être inconcevable dans tout autre pays, la Russie exceptée. Simplement, sans doute, parce que l'empreinte chrétienne, plus tardive et moins profonde, n'a pas refoulé les puissances animales tapies dans l'humanité. Vice originel de la race ? Non pas, ce serait faire trop d'honneur au racisme, oublier aussi que le sol français a été parcouru par les envahisseurs barbares et que plus d'un d'entre nous compte des Germains parmi ses ascendants lointains. Simplement, retour, sous l'action d'une éducation à rebours, de sentiments et d'instincts que le christianisme et la morale commune de l'Occident avaient refoulés.

Cette éducation est l'œuvre de philosophes et de théoriciens qui ne sont pas tous Allemands. Peu s'en est fallu plus d'une fois que des principes analogues aient triomphé en d'autres pays. Chez nous-mêmes, une âpre polémique n'a jamais cessé d'ébranler sournoisement toutes les croyances qui fondent un ordre social. Nous avons résisté ; nos socialistes eux-mêmes ont mérité le mépris des marxistes, parce qu'ils ont refusé d'abandonner entièrement la tradition morale et de renoncer à la fraternité. Le conflit latent entre marxistes et socialistes français, la tardive révolte sentimentale de Jaurès contre les formules de Kautsky n'a pas d'autre sens.

Ces doctrines abstraites et féroces ont eu plus d'action en Allemagne que dans notre pays, parce que les âmes y étaient plus neuves et plus proches de l'animalité. L'œuvre de Charlemagne, celle des moines qui ont évangélisé les pays allemands, a été détruite par le patient travail des théoriciens et des policiers allemands. L'Allemagne eût évolué autrement sans l'emprise toujours plus forte des disciplines prussiennes, sans l'étrange transfert des devoirs que ses philosophes ont réalisé. Le peuple allemand avait en lui d'autres possibilités, comme son histoire l'a montré. Il a produit par douzaines poètes, musiciens, mathématiciens, philosophes : les Schubert, les Kant, les Gœthe, les

Weierstrass n'avaient, en apparence, rien de commun avec les dégénérés que nous voyons aujourd'hui. De grands esprits, isolés dans leur rêve, ont pu spéculer paisiblement dans l'Allemagne ancienne. De simples gens, paysans, ouvriers, bourgeois, ont cultivé les vertus sociales de la bienveillance et de l'honnêteté. La « bonne Allemagne » n'est pas un mythe : il y a eu, il y a encore sans doute, hors d'Allemagne, en Allemagne même, de bons Allemands. Pourtant, ces honnêtes gens ont laissé, par faiblesse, des maîtres souvent indignes s'occuper de leurs affaires matérielles. Ils s'en sont remis aux autorités, aux compétences du soin de diriger l'État. Ils ont admis bientôt comme une vérité d'expérience que la morale et la politique n'ont rien de commun. Et, dans leur faiblesse, ils ont admiré sincèrement ceux qui méprisaient des principes auxquels ils restaient eux-mêmes attachés.

Ce réalisme politique, commun à tous les hommes d'État du passé, se tempérait souvent en Occident de générosité et de douceur. L'idéal chrétien restait vivant, en quelque mesure, jusque chez nos révolutionnaires. Il y avait de la sincérité dans le culte des plus brutaux de nos conventionnels pour la vertu. En Allemagne, la caste dirigeante s'est longtemps défendue contre les souffles de la révolution. Elle a été préservée de certaines barbaries par un sens du devoir social et national qui était comme la survivance rétrécie de la morale chrétienne. Frédéric II et Bismarck sont de terribles réalistes, redoutables à leurs partenaires. Ce ne sont pas des monstres, parce qu'un reste de culture discipline leur instinct. Puis, les démagogues formés par la sophistique marxiste sont venus. La dialectique les a libérés radicalement de tous les scrupules. Nous les voyons à l'œuvre aujourd'hui, avec cette logique infernale qui prend exactement le contrepied de la morale. Libérés eux-mêmes de toute règle humaine d'action, ils ne tolèrent plus dans leur peuple que la soumission aveugle à leur commandement. La pensée leur est ennemie, parce qu'elle peut devenir critique et contester leur autorité. La science, la religion, la vertu les offusquent et ils ont entrepris de les détruire jusqu'au fond. L'Allemagne, depuis vingt ans, s'est éloignée du reste du monde avec une rapidité surprenante. Elle a fait en sens inverse, et très vite, le chemin

qu'elle avait mis des siècles à parcourir. Elle nous donne l'image d'une société où la tradition antique et chrétienne aurait cessé de s'imposer.

L'âme du nazi n'est pas une belle âme. C'est l'âme primitive, avec ses impulsions, ses épouvantes, ses colères, sa férocité. L'intelligence n'y est plus qu'astuce, et la volonté n'y est plus qu'obstination. Si des vertus y laissent quelque trace, elles s'y dégradent à la mesure des maîtres qui ont tout perverti.

C'est pourquoi la victoire totale nous est nécessaire. Nous ne comprenons pas encore bien ce que signifie ce renversement des valeurs. Même les atrocités commises en Pologne, en Tchécoslovaquie, les traitements infligés à des milliers d'Allemands, ne nous font pas toucher du doigt la nature du danger auquel l'Europe est exposée. Nous ne voulons pas croire à la totale perversion d'un peuple et nous imaginons vaguement que, s'il remportait une victoire, ses chefs seraient capables de ne pas oublier l'humanité. Notre bon sens terre à terre, notre imagination sans élan ne se représentent pas encore l'horreur d'une domination allemande ou du marxisme triomphant. L'Allemagne doit être complètement vaincue et réduite à l'impuissance totale. Il n'est pas d'autre solution possible, parce que tout compromis, toute paix boiteuse, laisserait subsister le « mal radical » et nous vaudrait une guerre nouvelle dans peu de temps.

Mais le renversement des valeurs en Allemagne nous met devant un problème dont nos politiques n'imaginent peut-être pas la nature et les difficultés. L'Allemagne vaincue, il faudra faire un traité, il faudra l'appliquer. Des Allemands devront se charger de l'exécution. Quels Allemands ? Qui traiterait maintenant avec Hitler et ses acolytes ? Qui pourrait croire que tels hommes resteront fidèles à une parole donnée ? Supposons qu'on les élimine, comme il le faudra bien. Qu'on élimine les innombrables créatures dont ils ont peuplé tous les services publics. Il restera les Allemands de l'ancien régime et de la social-démocratie, les libéraux, les catholiques, les nationaux qui, depuis 1919, n'ont pas cessé de mentir et de ruser pour échapper aux effets de leur défaite et pour préparer les conditions d'un nouvel assaut. Des aveux éclatants nous ont appris ce que valaient les meilleurs

des Allemands, les Wirth, les Rathenau, les Brüning, auxquels nous avions donné notre confiance, et qui, tous, ont eu la volonté de nous tromper. L'Allemagne regorge sans doute d'hommes excellents. Le malheur est que l'énergie leur manque, et que les meilleurs, les plus sages, gardent au fond d'eux-mêmes une sorte de tendresse craintive pour les brigands du III[e] Reich.

Non, la paix ne sera pas facile : elle demandera de longs, de terribles efforts. Des années, des siècles seront nécessaires pour que l'Allemagne, si elle doit un jour se convertir, renonce aux sentiments qui l'ont guidée depuis cent ans. La qualité des hommes importe plus que tout le reste. Peut-être y a-t-il, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, quelques hommes capables de comprendre l'erreur allemande. On n'en connaît aucun qui ait l'énergie de vouloir la réparer. La paix véritable, disait Kant, est celle des âmes. Elle ne naîtra que le jour où les dirigeants des peuples renonceront aux préceptes du réalisme. Ce jour est loin sans doute en Allemagne. Ne nous faisons pas d'illusions. Nous n'aurons la paix que si nous gardons la force capable de l'imposer. Notre réforme intérieure est la condition de notre survie. Plus encore que la force militaire, il nous faudra la force de l'esprit, le sens du possible, la confiance en nous-mêmes et le travail continu. La démagogie détruit ces vertus fondamentales. Puisse le spectacle qu'elle nous offre en Allemagne et ailleurs nous inspirer la résolution d'y couper court dans notre pays !

ALBERT RIVAUD.

LE PHARE DE HAZARD

DEUXIÈME PARTIE (1)

I

David Forbes avait un air particulièrement résolu et je compris que, dans les moments qui suivraient, il allait falloir jouer serré.

— Vous connaissez l'homme qui est là-bas ? dis-je à Sabini.

— David Forbes ? Très bien ! C'est le fou le plus fou qui soit au monde ! Il a perdu sa femme il y a quinze ans, il l'a fait enterrer à Picolata, où elle est née et, tous les mois, il se paye le voyage pour aller prier sur sa tombe... Depuis quinze ans !

— Et s'il fait des bêtises, ce soir, comment faut-il le traiter ?

— Vous croyez qu'il va faire des bêtises ?

— Hum ! il a ses yeux des mauvais jours !

— En ce cas, Pad, je n'ai pas à vous rappeler les termes de notre contrat et je ne vois pas pourquoi vous le feriez bénéficier d'égards spéciaux...

— Vous ne préférez pas, vous, vous charger de lui ?

— Non, Pad. Il n'y a pas de raison. A chacun ses joies et ses peines.

Je n'avais donc plus qu'à attendre.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mars.

Pendant un bon quart d'heure, il ne se passa rien. David Forbes, seul à une table, buvait, modérément. Puis, brusquement, il parut se décider, il tapa du poing sur la table, appela une servante. La servante approcha. C'était une grosse fille blonde, une Allemande. Il la regarda pendant quelques secondes, comme s'il ne se souvenait pas de l'avoir appelée, puis, montrant du doigt le bassin aux grenouilles, il parut demander quelque chose. La servante, tout d'abord, ouvrit de grands yeux et, tout à coup, s'imaginant sans doute qu'il avait voulu plaisanter, elle éclata de rire. Mais David Forbes ne plaisantait pas. Il attrapa la pauvre fille par le bras :

— Je veux ! cria-t-il. Vous savez ce que ça veut dire : je veux ?

— Mais voyons ! Mais voyons ! bégayait la servante.

— Vous aviez raison, me dit Sabini. Allez voir un peu ce qui se passe.

— Encore une fois, lui demandai-je, vous ne préférez pas arranger les choses vous-même ?

— Pad ! Pad ! fit-il, en me menaçant du doigt. J'ai l'impression que nous manquons un peu d'ardeur dans l'exercice de nos fonctions !

J'assurai ma culotte autour de mes hanches et me dirigeai du côté de David Forbes. Il tenait toujours serré le bras de la servante et, m'ayant vu venir, il attendait.

— Dites-moi ! fit-il.

— D'abord, lui répondis-je, lâchez le bras de cette fille !

Il hésita un moment, puis obéit.

— Maintenant, ajoutai-je, racontez-moi ce qui vous passe par la cervelle, commandant !

— Vous ne savez pas ce qu'il veut ? fit la servante, qui tremblait. Oh ! il y a de ces gens qui ont des idées ! Il veut qu'on lui attrape des grenouilles dans le bassin et qu'on les lui fasse cuire !

— Oui, fit David Forbes, en tapant de nouveau du poing sur la table, je veux manger des grenouilles, et de ces grenouilles-là !

— Allez-vous-en, dis-je à la servante. Je vais m'occuper du commandant. Il ne m'a pas l'air tout à fait dans son assiette.

— Pas dans mon assiette ? Moi ?

Il s'était levé, d'un coup de pied avait envoyé promener sa chaise.

— Voyons! lui demandai-je. Pourquoi voulez-vous manger ces grenouilles ?

— Ça n'est pas mon droit ?

— Mais, commandant, si vous aimiez la cervelle de petit enfant, est-ce que vraiment nous serions forcés de vous en servir ?

Il se pencha vers moi et, baissant la voix :

— Vous êtes ici pour faire régner l'ordre ?

— Oui, commandant!

— Alors, allez-y, mon garçon! fit-il, en sortant un revolver de sa poche et en se mettant, froidement, à canarder les grenouilles du bassin.

Je le laissai lâcher trois coups de feu. Au troisième, il s'arrêta et, me regardant :

— Eh bien ? dit-il. Vous n'avez pas l'air de faire avec beaucoup de zèle le métier pour lequel vous êtes payé ?

— C'est que, répondis-je, je voudrais d'abord essayer de la douceur! Soyez gentil, remettez cet instrument dans votre poche!

— Vous allez perdre votre place, Paddy! Attention!

Il lâcha un quatrième coup de feu. Une grenouille sauta en l'air et retomba, sanglante, en faisant : « Couic !... » Sabini accourait :

— Quand vous serez disposé, Paddy ?

Et il y a de ces coïncidences : le coup de poing que je décochai à David Forbes l'atteignit au même endroit du crâne que celui qu'il m'avait décoché à moi-même : entre les deux yeux, à la naissance du nez, et plouf ! badaboum !... il s'écroula, entraînant la table dans sa chute.

— Il n'en a tué qu'une ? me demanda Sabini, qui regardait avec inquiétude vers ses grenouilles. Mais pourquoi en voulait-il à ces petites créatures ?... Allons, portez-le-moi maintenant dans la rue... au diable !... qu'il crève !... Voulez-vous que je vous fasse aider ?... Inutile ?... Vous avez un très joli coup de poing, très net... Félicitations !... Et, par-dessus le marché, vous ne l'avez pas trop abîmé... Le nez, seulement, commence à noircir un peu...

Et tourné vers ses grenouilles :

— Petites ! Petites ! appela-t-il. Et vous, comment vous sentez-vous ?

J'avais pris David Forbes dans mes bras. Je l'emmenai dans la rue, l'adossai contre un mur, et, pour l'aider à reprendre ses sens, je lui lançai à la figure trois seaux d'eau. Il retrouva pied assez difficilement. J'avais peut-être tapé un peu fort.

Mais, en tout cas, je n'avais pas perdu mon emploi.

II

Je laissai passer toute la journée du lendemain, et, le surlendemain, dans la matinée, je m'en fus chez David Forbes.

La petite maison rouge était vide. Je trouvai David Forbes dans son jardin, assis dans un grand fauteuil à bascule, un châle sur ses épaules, avec un grand baquet plein d'eau à côté de lui, dans lequel il laissait tremper sa main droite, et, devant lui, sur un perchoir, un immense perroquet aux ailes bleues, vertes, jaunes, rouges, qui jacassait avec furie et qu'il regardait d'un œil morne.

Singulier tableau, qui me fit sursauter et qui me donna à penser que le coup de poing avait peut-être été encore mieux appliqué que je ne croyais.

— Comment allez-vous ? lui dis-je.

Il tourna la tête vers moi, me regarda par-dessous ses sourcils.

— Comment je vais ? répondit-il sourdement. Hein ?... Mais bien... pas trop mal... Pourquoi ? Et vous ? Et qui êtes-vous, vous ?

Et il continuait à jouer dans l'eau, avec sa main droite.

— Paddy Ortiz... Vous ne vous rappelez pas ?...

— Ah ! si, parfaitement ! C'est vous qui avez failli me faire sauter le crâne !

— Je tape assez dur. Mais convenez que, vous, avec cette histoire de grenouilles, vous aviez bien fait tout ce que vous aviez pu pour me pousser à bout...

Il se mit à rire, hocha la tête à petits coups :

— Exactement !

— Et Ketty ? Qu'est-ce qu'en pense Ketty ?

— Oh! qu'est-ce que vous voulez qu'en pense Ketty ?

— Elle n'est pas fâchée ?

— Fâchée ? Pourquoi ?

— Parce que je vous ai battu ?

— Fâchée, Ketty ? Vous plaisantez !...

Il retira sa main du baquet, la passa sur son front. Des gouttes d'eau lui roulèrent sur le nez.

— Seulement, fit-il, vous parlez d'une histoire de grenouilles... Quelle histoire de grenouilles ?

— Voyons ! Ces grenouilles sur lesquelles vous avez déchargé votre revolver et que vous vouliez qu'on vous passât à la poêle ?

— Pour ?...

— Pour les manger...

— Ah ! quelle horreur !... Moi à qui ces bêtes-là donnent le frisson !... Vous êtes fou ! Manger des grenouilles !

Je me mis à rire à mon tour, m'assis sur le bord du baquet :

— Enfin, je vois avec plaisir, lui dis-je, que tout cela, c'est maintenant du passé, et que la paix est faite entre vous et moi !...

Il dodelina de la tête, comme un petit vieux, et, me tendant sa main mouillée :

— Mais voyons ! fit-il. Amis ?

— Amis ! Et de grand cœur, commandant !...

Et nous nous serrâmes la main, le plus cordialement du monde. Je me sentais plutôt rassuré et, en même temps, je ne sais trop pourquoi, il y avait quelque chose qui me semblait rendre un son bizarre.

— Ah ! il fait bon, hein, aujourd'hui ? fit David Forbes.

Et se tâtant le nez :

— Seulement, diable, vous y allez consciencieusement, vous ! Dites donc, c'était le droit ou le gauche ?

— Le droit, commandant...

— C'est ce qu'il m'avait semblé...

Et le perroquet, à ce moment, se mit à pousser des cris déchirants :

— Ah ! assez ! s'écria David Forbes, en lui montrant le poing. Assez, toi ! Il est comme ça... Il faut absolument qu'il place son mot... Et pour dire quoi, je vous le demande !... As-tu bientôt fini, espèce de... de vilain volatile !...

L'oiseau, relativement, se tut. J'étais moins rassuré. Je me penchai vers David Forbes :

— Vous ne souffrez pas ? lui demandai-je.

— Où ça ?

— Dans la tête...

— Non... Oh ! pas du tout !... De ce côté-là, ça va très bien, très bien...

— Qu'est-ce qui ne va pas ?

— Mais...

Et prenant un air très étonné :

— Tout va très bien !... A quoi riment toutes ces questions ?... Pouls normal, température voisine de celle de l'air ambiant...

— Vous avez vu un médecin ?

— Non...

Et avec un geste de la main :

— Oh ! moi, les médecins, vous savez !... Et puis, pourquoi faire, un médecin ?

— Vous devriez voir un médecin !

— Oui ! Entendu ! Demain ! Et c'est tout ce que vous aviez à me dire ?

Je ne savais plus très bien où j'en étais.

— Ketty n'est pas là ? lui demandai-je.

Il appela :

— Ketty ! Eh ! Ketty ! Il y a là quelqu'un pour toi !

— Elle n'est pas dans la maison, lui dis-je.

— Alors, c'est peut-être qu'elle est allée à San-Geronimo, chez son amie... Inesilla... vous connaissez ?... ou au temple. Elle va assez souvent au temple... elle a une très jolie voix... Demandez-lui donc de vous chanter la chanson sur les Moissons de Jéhovah...

Il s'était mis à fredonner :

Jéhovah, quand viendra l'heure de faucher...

Je l'interrompis :

— Alors, dites-moi, fis-je, vous savez pourquoi je suis venu... Je vous avais d'ailleurs annoncé ma visite... Je vous ai montré que j'étais capable, à l'occasion, d'être sérieux, que je n'étais pas un hanneton et que, quand j'avais un emploi, je savais ce qu'il faut faire pour le garder, envers et contre tout... Donc, soyez gentil, donnez-moi la main de votre fille...

Il eut l'air de plonger sur lui-même, ramena son châle sur sa poitrine :

— La main de Ketty ? dit-il. Oh ! mais tant que vous voudrez !

Et relevant à demi la tête :

— Seulement, hé ! attention !... Qui est-ce qui s'occupera de moi ?... Mon linge... le ménage ?...

— Nous serons deux à nous occuper de vous !

— Alors ça va !

Et me regardant avec une sorte d'égarement :

— Mais... qui est-ce donc qui me l'a déjà demandée, dernièrement ?... Ah ! un certain Paddy... Paddy je ne sais comment...

— Mais, répondis-je, stupéfait, c'est moi, Paddy Ortiz !...

Il me regarda :

— C'est vous, Paddy Ortiz ?... Eh bien, alors... comme ça, tout le monde est content, vous... l'autre...

— Quel autre ?

— Celui qui m'a déjà demandé la main de Ketty...

— Mais puisque je vous dis que, lui et moi, nous ne faisons qu'un !...

— Raison de plus !... De cette façon, je puis vous la donner à vous sans la lui refuser à lui !... Non ?... Vous ne suivez pas mon raisonnement ?

Et à ce moment j'entendis la porte de la rue s'ouvrir, se refermer, des pas traverser le couloir, et, dans l'encadrement de la porte qui donnait sur le jardin, Ketty apparut.

III

Elle m'aperçut, s'arrêta :

— Que faites-vous ici ? me dit-elle d'une voix sèche. Comment avez-vous l'audace ?...

Je me levai, allai vers elle :

— Mais que se passe-t-il ? fis-je. Que signifie tout ceci ? Je n'y comprends rien !

— Vous ne comprenez pas ce que vous avez fait ?

Et cachant sa figure dans ses mains, se mettant à sangloter :

— Oh ! vous que je prenais pour un ami !

Je grimpai les marches qui montaient jusqu'à la porte :

— Voyons, voyons, Ketty ! m'écriai-je. Pouvais-je faire autre chose ? Il n'était venu, vous le savez bien, que pour me faire chasser de mon poste ! C'est lui qui s'est conduit comme un misérable !

— Taisez-vous ! Vous, oh ! vous, frapper mon père ! Et avec cette brutalité de sauvage !

— Un coup de poing est un coup de poing, Ketty ! On ne peut pas en doser la violence !

Elle continuait à sangloter :

— Dans quel état vous l'avez mis, juste ciel ! Il a déliré toute la journée d'hier... J'ai cru qu'il allait mourir... Ah ! s'il était mort... je décrochais mon fusil, et je vous tuais... oui, moi, de ma propre main !... Et, aujourd'hui, regardez-le... Il est comme un petit enfant... Jamais la raison ne lui reviendra !...

— Pourquoi n'avez-vous pas fait venir un médecin ?

Elle me regarda, eut un rire glacé :

— Un médecin ? Vous vous imaginez que j'ai attendu que vous me le conseilliez ? Il en est venu trois, et qui, tous les trois, m'ont dit qu'il s'en était fallu de bien peu qu'il n'eût eu le crâne défoncé ! Oh ! allez-vous-en ! Je ne puis plus vous voir ! Vous êtes mon remords ! Un médecin !... Il en est encore venu un tout à l'heure, et celui-là, en partant, n'a trouvé qu'un mot : espérons !...

Elle me repoussa brutalement de côté, passa devant moi, et, allant s'agenouiller près de son père :

— Comment vous sentez-vous ? lui dit-elle.

— Le mieux du monde ! répondit-il. Ah !... et il est venu quelqu'un, tout à l'heure... un homme qui m'a demandé votre main... Il m'a fait bon effet, oui..., se présentant bien, jolie figure...

— Oui, père, fit-elle. Ne vous occupez pas de cela. Ce n'est rien.

— Vous n'êtes pas d'accord, lui et vous ? Oh ! alors, dans ces conditions... Moi, vous comprenez, il m'avait dit que cela l'arrangerait de vous avoir pour femme et, comme je n'avais aucune raison de lui être désagréable...

Et, les yeux grands ouverts, il parut s'endormir. Ketty avait couché sa tête sur les genoux de son père. David Forbes,

d'une main, tenait les deux pointes de son châle, et, de l'autre, il jouait avec les cheveux de sa fille. Elle se leva, les yeux toujours baignés de larmes, resta un instant debout près de son père, comme près d'un mourant, et, revenant à moi :

— Vous n'avez pas compris ? me dit-elle. Partez et ne cherchez plus jamais à me revoir !

— Vous voulez donc que je meure ? répondis-je.

— Les gens comme vous ne meurent pas de ça. Vous êtes un monstre !... et, par-dessus le marché...

Et hochant la tête, me regardant avec une moue de pitié :

— Par-dessus le marché, oui, un pauvre idiot !... Adieu !...

Elle montait le petit escalier, la main devant elle, comme pour me chasser. Je fis, à reculons, dans le couloir, deux ou trois pas, puis, me retournant brusquement, je pris ma course. Je riais, je pleurais, je geignais.

Et je répétais :

— Un pauvre idiot !... Et, ma foi, il y a peut-être un peu de ça !...

IV

Je rentrai à l'hôtel, me laissai tomber sur une chaise. Sabini vint à moi :

— Je vous attendais, me dit-il. Vous ne devriez pas vous absenter si longtemps... Voudriez-vous aller me calmer cet homme, là-bas, qui a pris Linda sur ses genoux et qui commence à jouer avec la vaisselle ? C'est un Cubain... Je n'aime pas discuter avec un Cubain...

— Mille regrets, répondis-je. Mais je vous rends mon tablier.

— Qu'est-ce qui se passe ?

— Oh ! rien ! Une idée comme ça, simplement !

— C'est le métier qui vous ennuie ? Il comporte en effet quelques risques... Mais regardez-moi : voilà trente ans que je le fais... je n'en suis pas mort... Et quand partez-vous ? Demain ?...

— Non, tout de suite...

— Ah ! je suis très, très ennuyé !... Je m'étais habitué à vous... vous m'étiez sympathique... Enfin !... Et vous ne voulez pas, avant de partir, faire comprendre à ce Cubain

qu'il n'est pas dans une étable à porcs ?... Non ?... Je vais m'en charger moi-même... Mais je tiens à vous dire adieu, Pad... Je tiens à trinquer une dernière fois avec vous... Attendez-moi... Je reviens...

Il se dirigea vers son Cubain. Moi, je sortis, pour faire les cent pas dans la rue. J'avais pris un cigare dans ma poche et je l'allumais, quand j'entendis un coup de feu, suivi d'un hurlement de femme. Je rentrai dans l'hôtel. Sabini avait été tué net, d'une balle dans la tête. On était en train de ligoter le Cubain. Linda se roulait par terre, en écumant. Je songeai immédiatement que, si j'avais tapé moins fort sur David Forbes et si Ketty m'avait pardonné mon coup de poing, l'homme écroulé à présent, sur le gravier du patio, ce serait moi.

V

Je restai deux jours sans revoir Ketty. Je n'osais pas trop me montrer, d'ailleurs, du côté de la petite maison rouge. Je n'étais pas trop fier de moi. Puis, un matin, sur le port, je l'aperçus. Elle sortait des bureaux de cette Compagnie d'assurances où, un jour, j'avais vu entrer David Forbes. Elle m'avait aperçu, elle aussi, elle avait hâté le pas. Je courus après elle, la rattrapai.

— Ketty ! lui dis-je. Je suis si malheureux !

Elle s'arrêta :

— Ah ! vraiment ? Vous voulez peut-être que je vous plaigne ?

— J'ai quitté ma place, Ketty...

— Je l'ai appris, en effet. Vous avez sans doute pensé qu'un métier où on risquait de recevoir une balle dans la tête, comme Sabini, n'était pas un métier de tout repos.

— Ketty ! répliquai-je en rougissant. Vous devriez savoir pourtant que je n'ai pas peur de grand chose !

— Vous avez pourtant quitté votre place après la mort de Sabini ?

— Non... C'est parce que je l'avais quittée que Sabini a dû faire lui-même la police de sa maison, qu'il a été tué...

— Pourquoi, alors, vous en alliez-vous ?

— J'espère que vous avez assez de cœur et assez de

sens pour le comprendre sans que j'aie rien à expliquer...

Elle s'était remise en marche, je la suivis.

— Assez de cœur ! fit-elle. Vous savez donc ce que c'est que le cœur ?

Je m'arrêtai net, en recevant ce stupide et glacial petit coup de couteau. Elle, elle se retourna vers moi, comme si elle avait senti l'effet qu'elle venait de produire, et, pendant une seconde, je le devinai, elle fut sur le point de se jeter contre moi et de me demander pardon. Mais la colère et l'orgueil furent les plus forts. Elle continua son chemin et se perdit dans la foule.

Jusqu'au soir, j'errai, ne sachant où aller ni que faire. De temps en temps, je m'asseyais par terre, comme font les Indiens, le dos contre le mur d'une maison, les jambes étendues et, levant la tête, je regardais ce ciel bleu où les vautours tournaient. Des gens passaient, me marchaient sur les pieds. Je n'y faisais même pas attention.

Le soir, de nouveau, j'aperçus Ketty. Cette fois, elle était avec son père.

Le regard qu'il m'adressa, quand je le croisai, me fit comprendre qu'il allait mieux, qu'il avait recouvré la raison. Il passa à un mètre de moi, une canne à la main. S'il avait pu me casser la canne sur le nez, il l'aurait fait, sans se soucier des conséquences. Mais les forces ne lui étaient pas encore tout à fait revenues et il se contenta du coup d'œil.

Ketty, elle, fit semblant de ne pas m'avoir aperçu. Je leur emboîtai le pas à distance, en me dissimulant de mon mieux. Ils rencontrèrent le marin avec lequel, un jour, David Forbes était entré au City Hotel. Ils s'arrêtèrent, échangèrent quelques mots. Puis le marin les quitta et, sous prétexte de le suivre des yeux, David Forbes eut un regard vers les profondeurs de la rue. Il ne m'aperçut pas et, rassuré sans doute, il reprit le bras de sa fille et continua son chemin.

Ketty semblait avoir maigri. Ses pommettes s'étaient accusées. J'avais remarqué une chose. C'est que la façon dont elle aidait son père à marcher semblait s'inspirer beaucoup moins de son affection pour lui que du sentiment de ses devoirs. Elle ne lui avait pas une seule fois adressé la parole, elle ne s'était pas une seule fois tournée vers lui. Même pas pour me jouer la comédie. C'était bon signe.

VI

Le lendemain de ce jour, dans l'après-midi, je partis pour San-Geronimo. Le domaine d'Inesilla Montes est situé à un mille au nord de la ville. Tout de suite, au sortir de Saint-Augustin, la route, qui n'est guère qu'une mauvaise piste, se met à suivre, parallèlement à l'océan, un ravin à demi comblé par les sables des dunes. A droite, ces dunes, sans un arbre, sans un brin d'herbe, et, à gauche, une forêt de pins. Il faisait une chaleur étouffante. Pas un oiseau. Pas un être vivant, à part un serpent-fouet, qui, tout à coup, se dressa devant moi en sifflant. Je n'ai jamais vu une plus belle bête. On aurait dit une rivière de pierreries, avec ses écailles couleur de topaze. Le serpent-fouet est à peu près inoffensif. Pourtant, j'ai horreur de ces bêtes-là. J'avais fait un sursaut de côté, je me mis à courir. Il me poursuivit pendant un bon bout de chemin.

Puis j'arrivai à une vallée fertile, toute plantée en cotonniers et en caféiers. Des nègres travaillaient dans les champs. Je demandai à l'un d'eux si j'étais bien dans la bonne direction. Il me montra, au loin, sur une colline, une grande allée d'arbres immenses. C'était là. L'allée menait au château.

Les arbres, c'étaient des limoniers. Ils s'alignaient sur quatre files, deux de chaque côté de l'avenue. Une barrière de bois peint en blanc, à l'entrée. Une porte, dans cette barrière, et, pour accueillir les visiteurs, un nègre, qui était habillé de blanc, lui aussi, avec une large ceinture rouge, un grand couteau nu dans cette ceinture et un air tout à la fois respectueux et inflexible.

— Je veux parler, lui dis-je, à doña Inesilla. Je suis chargé pour elle d'un message de son amie Ketty Forbes.

Son visage s'éclaira. Il entrebâilla la porte, j'entrai. Un deuxième nègre, habillé et armé comme le premier, apparut. Ce devait être, lui, l'introducteur des cérémonies. Il me demanda de le suivre et nous arrivâmes au château. Une énorme et sévère bâtisse, pareille à une forteresse. Des fenêtres étroites comme des meurtrières, un perron fait de grosses pierres taillées en têtes de diamants.

J'escaladai ce perron, arrivai dans une grande pièce où

le nègre, d'un geste, me fit signe d'attendre. Il s'en alla. Quelques minutes s'écoulèrent. Puis une porte s'ouvrit. Une négresse, d'un autre geste, me fit signe d'entrer. C'était le salon. La señorita, à demi couchée sur un divan au-dessus duquel une deuxième négresse agitait un immense éventail en plumes de perruche, me tendit la main.

— Ah ! bonjour ! me dit-elle. Comme vous avez été long à venir ! Pourquoi ? Avez-vous donc peur de moi ?... Et, vous voyez, je savais pourtant que vous viendriez...

— Je viens vous trouver, répondis-je, parce qu'il m'arrive une affreuse histoire !...

— Affreuse ?... Oh ! oh ! affreuse !... Mais il n'y a rien d'affreux !... Jamais rien !... Oh ! vous employez de ces grands mots ?... Et d'abord, asseyez-vous... Comment êtes-vous venu ? A pied ?... Vous avez dû mourir de chaleur !... Voulez-vous boire ?

— Non, merci !...

— Si ! Il faut absolument que vous buviez !

Et appelant :

— Pulgarilla ! Vite ! Apporte à boire au señor !

Il fallut bien que je me laissasse faire. D'abord, je m'assis dans un grand fauteuil qu'un négrillon en livrée rouge venait de pousser vers moi. Un fauteuil où on entrait comme dans de la plume. Tout ici, d'ailleurs, semblait fait pour la commodité et pour la volupté, pour la paresse et le bonheur. Le salon était richement meublé et décoré. Des volières, toutes jacassantes d'oiseaux. Des lustres qui tombaient du plafond comme des cascades. Des miroirs, des tentures de soie et d'or.

Une femme de chambre quarteronne, drapée dans une cotonnade à fleurs, m'apportait, sur un plateau d'argent, un verre de rhum glacé.

— Buvez ! me dit Incsilla.

Je bus.

— C'est bon ?

— Très bon...

Elle s'étira :

— J'allais commencer à m'ennuyer, quand vous êtes arrivé... cher Pad... Ces après-midi sont mortels... Ce matin, le temps à passé assez vite. Je suis allée chasser, j'ai tué un

chat-cervier, d'une balle, là, entre les deux yeux. Et j'ai joué un peu de piano. Du Chopin. Vous aimez Chopin ?

— Je ne connais pas Chopin, répondis-je, et je n'ai jamais touché un piano de ma vie.

— Ah ! comme c'est drôle !... Eh bien, je vous en jouerai, du Chopin, moi, quand vous serez un peu mieux habillé, parce que, pour entendre du Chopin, il faut être très, très bien vêtu... Et vous verrez, vous prendrez votre tête dans vos mains, et vous pleurerez...

— Mais, fis-je, je ne suis pas venu pour cela !

— Mais qui sait, Pad, si vous n'y resterez pas pour cela ? Chopin ! Qui résiste à Chopin ?... Et puis, après avoir joué, j'ai lu... du Byron... Vous ne connaissez pas Byron ?

— Non !...

Elle me regarda, songeuse :

— Que connaissez-vous donc ?

— Mon amour, simplement... J'aime Ketty !...

— Oui... Nous allons en parler, de cette bonne Ketty... Et puis, la matinée s'est terminée, et la chaleur est venue... et ça, c'est terrible !... Parce que, comprenez-vous, Pad, on m'a dit que la chaleur, ça faisait engraisser !... Et je voudrais tellement rester longtemps, longtemps comme je suis !...

Elle appela :

— Pulgarilla ! Redonne à boire au señor...

— Non, je vous en prie ! dis-je. Je n'ai plus soif !

— Alors, reprends-lui son verre... Il a l'air si malheureux, avec ce verre dans la main !... Et rattache-moi ma bottine... là, tu vois... le lacet s'est défait...

La quarteronne obéit. Inesilla, dans le jacassement de ses oiseaux, continuait à jacasser, me racontait sa vie, sans que je m'en souciasse aucunement. Elle n'avait jamais connu de loi, jamais connu de maître. Elle montait à cheval mieux qu'un homme et, l'autre jour, son cheval étant devenu fou et ayant pris le grand galop de charge, elle s'était jetée à bas de sa bête en lui tordant le cou avec les rênes et en le fixant sur place. Elle parlait quatre langues. Elle adorait le whisky, le gin, le bitter. Quant aux *sweet things*, ces choses dont les femmes habituellement raffolent, ah ! quelle horreur !... Ses dieux, c'étaient Washington et Bolivar, dont elle avait les portraits, là, devant elle, sur le mur recouvert d'une extraor-

dinaire et extravagante tapisserie qui représentait, dans une sorte de forêt vierge, toutes les bêtes de la création, jusqu'à des tigres, jusqu'à des éléphants et des girafes...

— Et ma dernière passion, conclut-elle, c'est un chimpanzé, que j'ai fait venir de l'autre bout du monde, qui se tient à table comme vous et moi, et qui fume le cigare !...

Elle rit, se renversa en arrière, se redressa, et, changeant de ton, soudain :

— Alors, Ketty ?... Je connais toute l'histoire... Ketty, vous le pensez bien, me l'a racontée en détail... Vous avez assommé David Forbes, et, entre nous, il ne l'avait pas volé... Oh ! le vilain homme ! Mais que puis-je faire, moi, dans tout cela ?

— Vous m'avez dit, l'autre jour, que je pouvais compter sur votre amitié et que si jamais j'avais besoin de vous...

— Je vous ai dit cela ?

— Vous ne vous en souvenez plus ?

— Vous vous souvenez, vous, de toutes les paroles que vous avez prononcées ?

Et se penchant vers moi :

— Vous aimez tant que cela Ketty ?

— Oui ! Tant que cela !

— Mais pourquoi ?

— Mais parce que !... Parce que c'est le bon Dieu qui nous a donnés l'un à l'autre !

Elle parut réfléchir.

— Bien, fit-elle enfin. Je vais vous la rendre. Mais c'est un petit travail qui me demandera plusieurs jours... D'autant qu'elle n'est pas très commode à manier, ma bonne Ketty... Et il faudra que, pendant ces quelques jours, je vous aie constamment près de moi... pour vous produire au moment voulu, vous comprenez ?... Vous allez vous installer ici... Il y a une chambre qui vous attend... Il y a toujours des chambres qui attendent, ici, et qui ne voient jamais venir personne... Et je vais vous faire habiller... parce que, tout de même, pour vous mettre à table, ce costume d'homme de main... J'aurais aimé, voyez-vous, vous faire habiller comme un sultan, avec une aigrette sur le front...

Mais il était dit que je n'aurais même pas le temps de me

vêtir au goût d'Inesilla et que, de cette singulière maison, je partirais comme j'y étais venu.

Inesilla m'avait fait conduire à ma chambre qui, je dois le spécifier, n'était pas située très loin de la sienne. Une grande chambre, toute blanche, un grand lit à colonnes, à l'espagnole, qui avait l'air d'un catafalque. Des meubles sombres et trapus et, accrochés au mur dans des cadres surchargés de sculptures, des portraits d'hommes aux yeux fulgurants et aux moustaches énormes, la main gauche crispée sur le pommeau de la rapière.

Un nègre, peu après, m'apporta des vêtements. Ils devaient avoir appartenu à des membres divers de la famille d'Inesilla et ils étaient, les uns trop petits, les autres trop grands. Il fallait les retoucher. On les remporta. Inesilla m'avait demandé de venir boire le whisky avec elle vers six heures. Peut-être, à ce moment, aurait-elle des choses à me dire. Je lui fis savoir par une des servantes que je n'avais toujours pas ma tenue de gala et que j'étais forcé, par conséquent, de renoncer au whisky. Il me paraissait d'ailleurs bien invraisemblable qu'elle eût déjà pu toucher Ketty et qu'elle eût quoi que ce fût à me raconter sur son compte.

Mais cinq minutes ne s'étaient pas écoulées que je voyais entrer dans ma chambre Inesilla en personne. Elle était suivie de deux de ses femmes, qui portaient des plateaux et des rafraîchissements.

— Posez ça là, fit-elle, en montrant une table et en jetant à travers la pièce, à la volée, un grand chapeau de paille blonde qu'elle tenait à la main.

Et se retournant vers moi :

— Je ne sais pas, me dit-elle, si vous aurez vos habits pour ce soir, Pad... mon cher Pad... On est effroyablement mal servi dans cette maison... Tout y va à vau-l'eau... Il y faudrait, je crois, la poigne d'un homme !... Moi, je tape, et, par derrière, ils se moquent de moi et me tirent la langue... Enfin, cela n'a aucune importance : si, ce soir, vous n'avez pas vos habits, nous dînerons ici, en petit comité... Je ne déteste d'ailleurs pas tellement la façon dont vous êtes habillé en ce moment... Ce pantalon à sous-pieds... c'est horrible et curieux... Et, dites-moi, en attendant, comment aimez-vous le whisky, avec ou sans eau ?...

— Je n'en ai encore jamais bu, répondis-je.

— Alors, pour commencer, mettez un peu d'eau.... c'est plus sûr... Je vais vous servir... Moi, je le bois sans eau, et il y a si longtemps que je le bois ainsi que, parfois, je finis par lui trouver le goût de l'eau... Étrange histoire, ne trouvez-vous pas ?... Un Père jésuite m'a dit qu'on pouvait le corser avec du cognac... J'essayerai...

Les deux servantes s'étaient retirées, avaient refermé la porte. Inesilla remplissait les deux verres.

— Pas de nouvelles de Ketty ? lui demandai-je.

— Non... Tenez, je vous donne ceci de whisky, pas une goutte de plus... On forcera la dose peu à peu... Pas de nouvelles, non... J'ai envoyé un homme à cheval lui faire dire que je voulais la voir. Mais je doute que je puisse la rencontrer avant demain.

J'étais debout, le dos à la fenêtre. Elle vint à moi, m'apporta mon verre. Je le pris. Nous nous regardâmes. Elle n'était pas grande. Mais elle était très, très bien faite. Elle avait je ne sais quoi de nerveux, de musclé, qui faisait penser autant à la lutte qu'à l'amour. Sa bouche, à demi ouverte, semblait s'offrir. Ses longs cils soyeux se recourbaient en arc. C'était vraiment un charmant petit démon.

— Vous avez une silhouette bien amusante, me dit-elle. Vous ne devez pas mal monter à cheval, avec vos grandes pattes. Vous savez, une fois, au Mexique, où j'étais allée me promener, j'ai vu un homme qui travaillait le taureau à cheval et qui avait un costume éblouissant, tout en or et en argent. On aurait dit un dieu. Il a posé les banderilles à cheval et il a tué le bicho à cheval... Quelle journée !... J'avais la main gauche en sang, de l'avoir mordue pendant qu'il faisait ses folies... Et... vous lui ressemblez un peu...

Et me montrant mon verre :

— Buvez pendant que c'est froid... Ici, la glace fond aussi vite que la viande pourrit...

Je bus et je fis une grimace.

— Oui, me dit-elle, c'est à partir seulement de la troisième ou quatrième bouteille qu'on commence à y prendre goût... Mais, vous verrez, quand vous en serez là, on ne peut pas plus s'en passer que du jasmin...

— Du jasmin ?

— De l'odeur du jasmin... Moi, sans le jasmin, je meurs. Ketty n'aime pas le jasmin... Pourquoi ? Et je voudrais savoir pourquoi vous aimez Ketty... Je vous l'ai demandé, vous m'avez répondu par des paroles si banales, si sottes !... Elle a l'air d'avoir si peu de sang dans les veines !...

— Je crois, au contraire, répondis-je, qu'elle en a beaucoup, et de bonne qualité, et que, pour le réchauffer, elle n'a besoin ni de jasmin ni de whisky...

Elle pâlit légèrement, eut un petit sourire :

— Je devais m'attendre, en effet, avec vous, à être insultée... Remarquez que je pourrais, si je voulais, vous faire administrer par mes gens une solide correction, qui vous laisserait le dos écorché jusqu'à l'os, et personne n'y verrait rien à dire... Mais non, je trouve au contraire que ce n'est pas désagréable, et que cela complète le personnage... J'aurais aimé faire votre bonheur, Paddy !...

— Laissez-moi choisir moi-même mon bonheur !...

Et posant ma main sur son bras :

— Soyez bonne ! lui dis-je. Ayez pitié de moi ! Aidez-moi !

Elle hocha la tête. Son sourire prit une signification différente. Elle me plaignait et elle me méprisait.

— Mais j'ai toujours eu l'intention, me dit-elle, de vous aider... Et j'aime beaucoup Ketty... Brave petite Ketty !... Vous ne buvez plus ?

— Non...

Elle reprit mon verre, le regarda un instant, et, comme si elle faisait la chose la plus naturelle du monde, elle le vida, d'un trait. Puis elle alla le reposer sur la table et elle quitta la pièce, sans ajouter un mot.

Vers sept heures, une servante vint me dire que mes habits n'étaient pas prêts et que la señorita m'attendait dans sa chambre, pour le dîner. J'étais couché sur le lit. Je rêvais. Je ne répondis pas, ne bougeai pas. La servante s'en alla. Un quart après, j'étais toujours dans la même position, quand la porte s'ouvrit et Inesilla, apparaissant, me dit :

— Vous êtes décidément l'être le plus insupportable que je connaisse ! Vous ne venez pas dîner ? J'ai faim, moi !

Je me levai :

— Je m'en vais, répondis-je. Vous êtes un petit diable, un petit serpent. Jamais par vous je ne retrouverai ma

Ketty. Vous ferez tout, au contraire, pour l'éloigner de moi.

Elle vint à moi, me saisit le poignet, et, pour la première fois, je vis dans son regard une expression d'égarement et de souffrance.

— Imbécile ! me dit-elle. Vous ne voulez pas de mon amour ? Pourquoi ? Il ne vaut pas celui de cette niaise de Ketty ? Moi aussi, comme elle, comme cette folle, le premier jour que je vous ai vu, je vous ai aimé ! Et pourquoi, grands dieux ! Quelle stupidité ! Vous n'êtes pas beau ! Vous êtes laid ! Vous n'avez rien dans la tête, vous n'êtes bon à rien, et, dans six mois, vous serez mort de misère !... Et je suis prête à tout pour que vous m'aimiez ! Quelle honte, hein ?... Je serai votre femme, je serai votre servante... Tout Saint-Augustin se moquera de moi... les gamins me jetteront des pierres... Cette maison, tout ce que j'ai est à vous... Ayez pitié, à votre tour !...

Elle s'était accrochée à moi, comme une démente. Elle avait perdu toute coquetterie, les larmes commençaient à ruisseler sur son visage. Je lui pris les mains, la repoussai. Elle tomba assise sur le lit, et, pendant que je gagnais la porte, elle avait saisi à bras le corps une des colonnes du baldaquin et elle gémissait, en haletant :

— Ah ! Pad !... Ne faites pas ça ! Ne partez pas ! Je vous en conjure !...

J'atteignis la porte et, sitôt le seuil franchi, je me mis à courir comme si j'avais eu le feu à mes trousses. Je traversai au galop le salon et l'entrée, me trouvai dehors. Je ne crois pas qu'il y ait rien de plus terrible, rien de plus horrible qu'un être qui vous aime et qu'on n'aime pas.

VII

Je regagnai Saint-Augustin. J'étais dégoûté de tout, je n'avais plus espoir en rien. Je me rappelle qu'à l'entrée de la ville un homme, grimpé sur un ridicule petit escabeau, de longs cheveux blancs lui tombant sur les épaules, faisait de la propagande pour une des innombrables sectes religieuses qui, à ce moment, se disputaient les bonnes âmes de la Floride. Une douzaine de badauds l'entouraient, le nez levé et la bouche ouverte. Il promettait un paradis bizarre, où les élus

vêtus de blanc et pourvus de grandes ailes de lumière, passeraient l'éternité à voleter comme des papillons. Mais pour cela il fallait qu'ils se repentissent de tous leurs péchés, qu'ils abandonnassent tous leurs biens et que, sans un *cent* en poche, ne comptant que sur les fruits des arbres sauvages et sur l'eau des ruisseaux, ils le suivissent sur les routes. La nuit se faisait noire. Peu à peu, ses auditeurs se dispersèrent et l'homme resta seul avec moi. Il descendit de son escabeau.

— M'avez-vous entendu ? me dit-il.

— Oui, répondis-je. Mais je ne vous suivrai pas. Car je me moque autant de la vie éternelle que de celle que je vis en ce moment.

— Est-ce possible ? fit-il, en ouvrant de grands yeux et en se penchant de côté pour ramasser son escabeau sans cesser de me regarder. Mais la vie éternelle, enfant ! les siècles des siècles !...

— Pourquoi voulez-vous que je m'intéresse plus à ce que je serai demain qu'à ce que je suis aujourd'hui ?

— Vous ne vous intéressez pas à ce que vous êtes aujourd'hui ?

— Pas du tout !

— Mais vous avez une âme !

— C'est justement ce qui m'ennuie... Dites-moi, si je vous suis sur les routes, que je perdrai à chaque pas un peu plus conscience de moi-même, vous n'aurez jamais eu de compagnon plus fidèle...

— Mais c'est le contraire que je vous promets !

— Alors, bonsoir !

Je me remis en marche. Il faisait une chaleur torride. Toutes les *señoritas* étaient sur leurs balcons, écoutant les propos galants des *señoritos*, mangeant des glaces et jouant de l'éventail. Partout des chansons et des gloussements, des gens heureux qui se berçaient de rêves. A cheval, dans la rue, chaussé d'énormes éperons, la joue collée contre une de ces grilles, un jeune homme, les yeux fermés, écoutait avec ravissement un chuchotement de femme. J'aurais donné pour cela les siècles des siècles de l'homme aux cheveux blancs.

Je parvins à l'église du Calvaire, m'assis sous le porche. Une femme, vêtue d'une longue robe de brocart, les épaules nues, une grosse fleur rouge sur la tempe, sur ses cheveux

noirs, le visage dramatique et désespéré, s'y trouvait déjà.

— Que faites-vous ici ? lui demandai-je. Êtes-vous folle ? Pourquoi ne rentrez-vous pas chez vous ?

Elle ne répondit pas, s'approcha seulement de moi, en se traînant sur le sol comme aurait fait une infirme, coucha sa tête sur mon épaule et se mit à pleurer. Je ne fis rien pour la consoler. J'étais plus malheureux qu'elle. Elle avait au moins les larmes. Finalement, elle me dit qu'elle travaillait dans une maison de danses, sur le port, qu'elle avait été chassée et que, si la police la ramassait, elle irait crever en prison.

— Eh bien ! lui répondis-je, voulez-vous que nous crevions ensemble avant que la police nous ait ramassés l'un et l'autre ?

Elle tourna vers moi de beaux yeux candides et éplorés :

— Mais enfin, dit-elle, il n'y a donc que la mort ! Vous ne pouvez donc pas trouver autre chose ?

Je m'étais levé. Je lui tendis la main. Elle la regarda un instant, puis la prit, et, se levant à son tour :

— Bah ! s'écria-t-elle. Ça ne vaut même pas la peine qu'on réfléchisse !

Nous avions descendu les marches de l'église, tourné à droite. Nous nous dirigions vers le port, la main dans la main. Tout à coup, elle s'arrêta, retira brusquement sa main de la mienne et elle s'enfuit à toutes jambes, sa longue robe de brocart lui battant les genoux. Cette fuite avait quelque chose d'un peu ridicule. Je songeais que le sort aurait eu bien tort de se gêner avec les humains, qui, même s'ils étaient devenus manchots, s'accrocheraient encore à la vie avec les dents. Je continuai ma route jusqu'au port et ce n'est qu'au moment de me jeter à l'eau que je me rappelai que je savais nager.

VIII

Le lendemain, je suivais la grande rue, quand j'aperçus mon ami Menawa, le scalpé. Je me laissai tomber par terre près de son échoppe. Il vit à mon air que cela n'allait pas et me demanda ce qui se passait. Je lui racontai mon histoire.

— Que dois-je faire ? ajoutai-je.

Il vint s'asseoir près de moi.

— J'ai eu un frère qui a été tué à vingt ans par les Séminoles et qui, quelque temps auparavant, avait aimé une fille de sa tribu. La fille ne l'aimait pas. Alors, une nuit, il est venu, il l'a prise sur son cheval et il est allé vivre avec elle, pendant six mois, à Pilatka, sur le Saint-Jean. D'abord, elle voulait se sauver et elle criait. Quand il allait à la chasse, il l'attachait et il lui mettait un bâillon sur la bouche pour qu'elle ne pût ni s'enfuir ni appeler au secours. Un jour, elle a cessé de crier. Il lui a retiré son bâillon et il l'a même détachée tout à fait. Elle l'aimait.

— Ces choses-là, lui dis-je, se font peut-être chez les gens de ta race. Chez nous, je ne crois pas qu'aucun homme puisse se faire aimer d'une femme en s'y prenant de cette façon.

— Réfléchis-y tout de même...

Une cliente s'était approchée. Il se leva, alla la servir, et, revenant :

— Je te fournirai, moi, si tu veux, les chevaux et la voiture. Vous irez à Pilatka, où la femme de mon frère, qui est mort, est retournée et où elle vit avec l'enfant qu'elle a eu de lui. Vous passerez par Fort-Peyton, par Fort-Fauson, par Fort-Brown, vous traverserez la grande forêt et vous arriverez à Buena Vista. Là, vous n'aurez plus qu'à franchir le fleuve. Cinq jours de route, sans aucun danger. Il y a des mois qu'on n'y a assassiné personne. Réfléchis-y, encore une fois.

Je lui répondis que je me sentais suffisamment détesté comme je l'étais, que je ne tenais point à l'être davantage, et, après lui avoir chipé une poignée de quelque chose dans une marmite, je le quittai. Je n'avais pas fait dix pas que je vis passer deux hommes avec une civière, et, sur cette civière, la femme en robe de brocart que j'avais rencontrée la nuit précédente. Je m'approchai.

— Elle est morte ? demandai-je.

— Oui, répondit l'un des deux hommes. Elle s'est pendue. J'ai encore un bout de corde à un demi-dollar, si vous le voulez.

Je me rappelai alors que, chez mon oncle, il y avait de la corde à discrétion et qu'il y avait aussi de bonnes poutres, où il devait être relativement facile de planter un clou.

J'arrivai chez mon oncle. Il était sorti, le cher brave

homme, ne se doutant guère du petit cadeau que j'allais lui faire. Je lui empruntai un bout de corde, ramassai dans un coin de l'atelier un marteau et un clou, passai dans la pièce du fond pour pouvoir mener à bien mon histoire sans que, de la rue, on me vît opérer, plantai le clou à l'une des poutres qui soutenaient le plafond, et, bref, j'avais placé ma tête dans le nœud coulant quand j'entendis la porte du dehors s'ouvrir. On m'appela :

— Pad ! Pad !

C'était Inesilla. Il était temps. Je fis culbuter la chaise et ce fut la fin de ma première vie.

J'étais pendu à un clou solide qui ne menaçait pas de céder, au bout d'une corde de bonne qualité qui ne menaçait pas de se rompre. Mon oncle était un ouvrier habile et consciencieux qui n'employait jamais que des matériaux de premier choix et qui ne travaillait point à la va-vite.

Quand, cinq minutes après, je fis une nouvelle entrée dans ce monde, j'étais couché par terre, sur le sol de terre battue. A genoux, près de moi, Inesilla, que je ne reconnus pas tout d'abord.

— Ah ! enfin ! fit-elle, en me voyant ouvrir les yeux. Vous m'aurez donné chaud, vous ! Quel excentrique ! Vous m'ennuierez donc par tous les moyens ?

— Qui êtes-vous ? lui dis-je. Comment se fait-il que je ne sois pas vêtu de blanc comme on me l'avait promis et que je n'aie pas dans le dos des ailes de lumière ? Où est le bon Dieu ?

— Pourquoi ? demanda-t-elle. Vous avez une réclamation à lui faire ? Le bon Dieu ne se montre pas à des fous de votre sorte ! Voulez-vous boire ?

Comme c'était dit du même ton que la veille, quand elle m'avait offert un verre de whisky, je la reconnus. La rage me prit :

— Encore vous ! Je ne vous échapperai donc jamais !

Je me soulevai sur un coude :

— De quoi vous mêlez-vous ? C'est vous qui m'avez décroché ? Comment avez-vous fait ça ?

Elle me montra une hache :

— D'un coup de cet outil-là, pour aller plus vite !

Je la regardai, à ce moment, avec un peu plus d'atten-

tion. Elle paraissait avoir changé de visage et d'âme.

— Que se passe-t-il ? lui demandai-je.

— J'ai vu Ketty ce matin, répondit-elle. Elle vous aime toujours, elle vous aime plus que jamais, et, quand je lui ai raconté combien vous étiez malheureux, elle s'est mise à pleurer. Elle vous prie de lui pardonner, comme elle vous pardonne.

— C'est encore un piège que vous me tendez ?

Elle sourit, mélancoliquement :

— Il n'y a aucun piège là-dedans et celle qui vous parle aujourd'hui n'est pas celle qui vous parlait hier... Les êtres changent... Tout ce que je vous ai dit hier, je vous demande de l'oublier aujourd'hui... J'étais folle...

Je la regardais, soupçonneux.

— Je ne crois pas beaucoup, lui dis-je, à ces revirements...

— Vous ne croyez qu'à l'entêtement stupide ?

Je lui pris la main :

— Allons ! parlez-moi de Ketty !

Je m'étais relevé. Je m'étais assis sur la chaise sur laquelle, tout à l'heure, j'étais grimpé pour me pendre. Inesilla était restée à genoux.

— Pad ! écoutez-moi ! me dit-elle. Si vous tenez à elle, il faut vraiment, oui, que vous fassiez quelque chose sans attendre une minute ! Son père s'est mis en tête de la marier !

— De la marier ? Marier Ketty ?

— Ah ! Pad, c'est un homme infernal.

— Et la marier avec qui, Seigneur ?...

— Oh ! avec un monstre, naturellement !... avec son second, qui est un gros homme affreux, qui pèse deux cents livres, et qui peut engloutir un tonneau de gin sans seulement chanceler sur ses jambes !

— Mais pourquoi la lui donner à lui plutôt qu'à moi ?

— Parce que, vous, d'abord, Pad, vous n'avez pas un cent en poche !... Et puis, parce que David Forbes vous a pris terriblement en grippe, qu'il n'oubliera jamais la façon dont vous l'avez traité... Et, enfin, parce que c'est comme ça !... parce que le père de Ketty est fou et qu'il ne faut rien attendre de lui qui ne soit de la folie !...

— Et, lui demandai-je, c'est Ketty qui vous a chargée de me dire cela ?

— Oui, Pad ! Je vous le jure !

— Et que dois-je faire ?

— Oh ! Pad ! c'est vous le maître dans cette histoire... C'est sur vous qu'elle compte et non sur moi...

— C'est qu'il n'y a point trente-six solutions !...

— Non ! Je n'en vois qu'une...

— Et vous croyez qu'elle l'accepterait ?

— Puisqu'il n'y en a pas d'autres !

— Et qu'elle partirait avec moi sans se soucier de tout ce qu'elle laisserait derrière elle ?

— Mais, Pad, qu'est-ce qu'on laisse derrière soi quand on part avec celui qu'on aime ?

L'oncle rentrait. Il s'apprêtait à me demander quel mauvais vent m'avait ramené. Je l'arrêtai d'un geste, et, revenant à Inesilla :

— Jusqu'à quand, lui dis-je, David Forbes est-il à Saint-Augustin ?

— Jusqu'à demain seulement. Il part après-demain matin à l'aube, avec son bateau, pour Savannah.

— Et combien de temps sera-t-il absent ?

— Comme chaque fois, une huitaine de jours. C'est à son retour qu'il compte marier Ketty.

— Peut-elle être après-demain matin, à sept heures, au croisement de la route de Picolata et de la route de Fort-Peyton ?

— Je le lui dirai... et elle y sera, certainement...

L'oncle nous regardait avec stupeur.

— Êtes-vous fou ? fit-il enfin. Vous savez que le père serait dans le droit de vous flanquer un coup de fusil ? Il y a même des villes où le ravisseur est pendu !

— Pendu ! répondis-je en riant. Mais j'en ai l'habitude, mon oncle ! Donnez-moi tout l'argent que vous avez !

Il recula, étendit ses deux mains devant lui :

— Jamais !

— Tenez, Pad ! me dit Inesilla, en me tendant une bourse pleine de dollars. J'ai pensé à tout, voyez-vous... Et quand vous serez là-bas, où vous allez, et si vous me donnez votre adresse, je vous en enverrai d'autre... Et maintenant, adieu, Pad... que j'aille faire votre commission... Commencez-vous à croire que je n'ai en vue que votre bonheur ?

IX

Cinq minutes après, j'arrivais à la boutique de Menawa. Il dormait, étendu en travers de la rue, entre deux paniers de melons musqués. Des poulets, des cochons grouillaient autour de lui. Je le réveillai, m'agenouillai près de lui :

— C'est décidé ! Je l'emmène !

— Ah ! Dieu te bénisse ! fit-il en rajustant le mouchoir qui cachait son crâne scalpé. Tu as réfléchi bien longuement ! Viens ! Nous allons mettre ça en train tout de suite !

Il se leva, m'entraîna, laissant son échoppe en garde aux poulets et aux cochons. Nous sortîmes de la ville, gagnâmes le faubourg qui s'étend le long du Mantazas et où ne vivent, dans de misérables huttes, que des Indiens et des nègres. Devant l'une de ces huttes, un homme, qui portait sur l'oreille gauche la plume tombante des Muscoluguges, était assis en tailleur et, en faisant sauter des cailloux dans sa main, semblait tuer le temps de l'éternité. Menawa s'assit devant lui et, pendant un instant, les deux hommes se regardèrent en silence, Menawa se balançant d'avant en arrière et le Muscoluguge continuant à faire danser ses cailloux. Puis Menawa prit la parole, en indien. L'autre, posant bien précautionneusement ses cailloux à côté de lui, se mit en devoir d'écouter. Menawa parla un bon quart d'heure, d'une voix qui, par moments, sombrait et que j'entendais à peine. J'étais resté debout. Les deux hommes avaient l'air de ne pas même soupçonner ma présence. Puis l'homme aux cailloux répondit et son discours dura à peu près le même temps que celui de Menawa. Finalement, Menawa sortit son couteau de sa ceinture, le posa sur le sol entre son interlocuteur et lui. La conversation parut alors se poursuivre par questions et par réponses brèves.

Au bout d'une heure de cet exercice, ils se turent, s'observèrent encore un moment en silence, puis Menawa ramassa son couteau et ils se levèrent.

— Viens, me dit Menawa. Tout est arrangé. Nous allons aller voir les chevaux. Il en faut quatre. A partir de Fort-Peyton, la route est mauvaise.

— Serons-nous prêts à temps ?

— Quand veux-tu partir ?

— Après-demain matin...

— Nous serons prêts. L'homme que voici te conduira jusqu'à Fort-Peyton, et, à Fort-Peyton, j'aurai pu faire prévenir quelqu'un qui prendra les guides et qui te mènera jusqu'au bout.

— Tu es sûr de tous ces gens-là ?

— Ce sont mes fils. J'en ai dix-sept. Dans le nombre il n'y en a que deux qui m'ont trahi, et tu verras leurs squelettes, sur la route, entre Fort-Peyton et Fort-Brown.

Les chevaux et la voiture, une vieille patache qui avait dû danser sur toutes les pistes de Floride, me parurent solides et de nature à mener l'affaire rondement. Ils faisaient habituellement la poste de l'embouchure du Saint-Jean à Fort-Anne. Le comté se passerait de lettres pendant quelque temps. Je savais que Menawa ne me prendrait pas un cent pour tout cela. L'amitié, chez les Indiens, n'est pas un vain mot. Je voulus pourtant être beau joueur et je lui dis :

— J'ai de l'argent. Je veux au moins te rembourser les dépenses que tu feras pour moi.

— Non, me répondit-il. Tu me paies suffisamment en me faisant confiance.

Aucun argument ne put le fléchir.

— Alors, lui dis-je en riant, accepte-moi au moins comme ton dix-huitième fils...

Cela parut beaucoup le toucher. Il me regarda, me fit un signe mystérieux sur le front, avec le pouce, comme pour me marquer de son empreinte et, sans un mot, me prenant le bras, il me reconduisit jusqu'à son échoppe. Les poulets et les cochons avaient tout réduit au pillage. Il n'en manifesta aucune espèce de colère. Il s'assit, se coucha. Je m'assis près de lui. Des mouches volaient. Je les chassais avec une feuille de bananier. Il me dit :

— Ne leur fais pas de mal. Il n'y a pas un être au monde, si petit soit-il, qui ne mérite de vivre et d'être heureux.

Je passai tout le reste de la journée et la journée du lendemain à tuer le temps du mieux possible. Je ne revis ni Inesilla, ni Menawa, craignant qu'on ne me rencontrât en leur compagnie et que David Forbes n'eût l'œil ouvert de ce côté. D'ailleurs Menawa devait préparer ma fuite et chercher,

tout au long des étapes, les quinze survivants de ses dix-sept fils. Inesilla devait aplanir le terrain pour Ketty. Je fis simplement visite à mon brave homme d'oncle. Il était affolé. Il était persuadé que David Forbes nous rattraperait, qu'il me trouerait la poitrine d'un coup de fusil. Je le rassurai à peu près. Sur quoi, il m'invita à souper. Le repas se prolongea assez avant dans la nuit. Nous avions installé la table dehors, devant la porte. Tous les chats du quartier faisaient le cercle autour de nous, guettant les miettes du festin. L'ombre, peu à peu, s'épaissit et, à un moment, nous n'eûmes plus pour nous éclairer que tous les yeux de tous ces chats qui ressemblaient à une couronne d'escarboucles.

J'étais glacé de bonheur. Mon oncle me racontait de vieilles histoires du temps de son enfance, les tours du monde qu'il avait faits et les êtres étranges, hommes ou bêtes, qu'il avait rencontrés sur sa route. Je l'écoutais à peine. J'avais l'impression que Ketty était là, près de moi, sur ce banc. Je m'inclinais légèrement de côté, comme pour aller à la recherche de son épaule...

X

Le lendemain, à la pointe du jour, j'étais au rendez-vous fixé. Il faisait froid. Un brouillard flottait sur les prairies. Un peu avant sept heures, enfin, la patache apparut, tirée par ses quatre chevaux. Je sortis du fourré où, depuis un moment, depuis que les fermes d'alentour avaient commencé à s'éveiller, je me tenais caché, et je me portai à sa rencontre.

Je fus assez surpris et assez ennuyé de ne pas reconnaître dans le cocher l'homme avec qui, l'avant-veille, Menawa avait eu cette longue et solennelle conversation et qu'il m'avait dit être un de ses nombreux fils. C'était un Blanc, un grand diable de bonhomme à longues moustaches, sourcils hirsutes, yeux flamboyants au fond d'orbites immenses, qui pouvait avoir une soixantaine d'années, qui avait l'air, là-haut, sur son siège, de grelotter, et qui, au premier regard que je lui donnai, me fit l'effet de ne pas être très au courant de son métier. Il m'avait aperçu, et, à grand renfort de jurons, tirant sur ses guides à tort et à travers, il avait arrêté ses bêtes.

— Vous êtes Paddy Ortiz ? me demanda-t-il. Le fils de

Menawa n'a pas pu venir... Il s'est donné une entorse hier, le pauvre idiot...

— Vous savez conduire ?

— Pourquoi ? Je ne m'y prends pas de la bonne façon ? Chacun sa méthode...

— Et vous avez déjà fait la route ?

— Oui ! oui ! Cent fois, dans les deux sens, et à un moment où on cassait une roue tous les deux cents mètres et où l'on continuait à rouler sur l'essieu !

— On vous a dit qu'il allait falloir marcher vite ?

— Ne vous inquiétez de rien... La petite n'est pas encore là ?

— Elle va venir...

Quelques instants après, en effet, elle apparaissait à son tour, une cape de laine noire sur les épaules, un petit baluchon de pauvresse à la main, dans un grand foulard à carreaux, et l'air le plus franchement, le plus farouchement décidé que je lui eusse encore jamais vu. J'allai à elle, la serrai contre ma poitrine et, pendant plusieurs secondes, nous restâmes silencieux, nos deux cœurs confondant leurs battements. Puis le baluchon tomba sur la route. Je le ramassai.

— Qu'avez-vous mis là-dedans ? demandai-je.

— Deux chemises et trois mouchoirs, me répondit-elle avec un petit rire. Ce sera, Pad, tout mon trousseau.

Le cocher commençait à grommeler des paroles d'impatience, à faire claquer son fouet.

— Avez-vous réfléchi à ce que nous allons faire ? demandai-je à Ketty. N'avez-vous pas peur ?

— Pad, me répondit-elle, j'ai tout pesé et, quoi qu'il doive m'arriver avec vous, je m'en moque ! Tant que vous serez là, près de moi, je n'aurai peur de rien !

— Ne me reprocherez-vous jamais l'aventure où je vous entraîne ?

— Mais jamais, Pad ! Pour qui me prenez-vous ?

— Vous savez que, pendant des mois, nous allons être forcés de vivre un peu comme des parias, loin de tout, que nous n'aurons pour compagnons que des sauvages ?

— Inesilla me l'a dit... Il n'y aura pas de femme plus heureuse que moi...

Et s'avançant vers le marchepied :

— Nous montons ?

— Que le Seigneur nous bénisse, Ketty ! En route !

Nous montâmes, la patache partit au galop.

Sans mot dire, blottis l'un contre l'autre comme deux oiseaux battus par la tempête, nous roulâmes ainsi pendant quelques milles. La patache était bien certainement l'un des plus affreux instruments de supplice qui eussent jamais couru sur les routes. A chaque tour de roue, on avait l'impression que tout allait se disloquer et que nous allions être projetés, membres rompus, dans les fossés. Je tenais la main de Ketty dans ma main, et, de temps en temps, nous nous regardions en souriant. Nous n'étions plus maîtres de notre destin et il nous semblait qu'un surnaturel tourbillon nous avait emportés dans sa ronde. J'aimais Ketty comme la chose la plus belle, la plus précieuse et la plus fragile qui fût au monde. Je tressaillais d'une sorte de transport religieux.

Or, tout à coup, il y eut des cris, les chevaux s'arrêtèrent en plein galop, et, mettant le nez à la portière, j'aperçus David Forbes, au milieu de la route, un fusil à la main. Ketty l'aperçut presque en même temps que moi.

— Pad ! me dit-elle en pâlissant, on nous a trahis !

Je lui serrai la main :

— Qui nous a trahis, Ketty ?

— Vous êtes sûr de ce Menawa ?

— Comme de moi-même...

— Sûr de votre oncle ?

— Le pauvre cher homme !

— Alors ?

Elle n'acheva pas, nous échangeâmes un regard de stupeur pétrifiée et horrifiée et, ouvrant elle-même la portière :

— Descendons ! fit-elle. Ah ! Pad ! peu importe qui a cela, maintenant, sur la conscience... Comme il faut le plaindre, celui-là... ou celle-là !... Ne vous exposez pas, Pad, pour l'amour de Dieu ! Sauvez-vous ! Il vous tuerait !

Nous sautâmes sur la route. Les chevaux dansaient, ruaient de tous côtés, et, pendant quelques secondes, nous pûmes échapper à la vue de David Forbes. Le cocher, sur son siège, les bras levés, jouait la comédie de l'homme qui se trouve aux prises avec un danger imprévu. Je n'étais pas armé et, de tout mon cœur, je le regrettai. Je lui aurais

volontiers logé une balle dans le dos. Ketty s'accrochait à la roue de la voiture, me repoussait :

— Ne vous occupez pas de moi ! me disait-elle. Moi, il ne me fera pas de mal... Il n'osera pas... Mais vous... vite... gagnez la brousse !...

Je l'attirai à moi, l'entraînai :

— Jamais plus, désormais, je ne pourrai me séparer de vous ! répondis-je. Rien ne pourra jamais plus nous détacher l'un de l'autre que la mort !

— Mais c'est la mort, justement, qui est là !

Une petite maison de bois se dressait sur le bord de la route. Nous y courûmes. Elle était vide. Les gens, entendant tout ce vacarme et en apercevant David Forbes, le fusil braqué sur la patache, avaient dû s'enfuir dans les champs. Une marmite, dans la cheminée, cuisait. Je refermai la porte, la barricadai du mieux que je pus, et, tombant à genoux devant Ketty, entourant ses jambes avec mes bras :

— Pardonnez-moi ! lui dis-je.

— Vous pardonner, Pad ! Je vous dois la seule lumière de ma vie !

On tapa dans la porte, à coups de pied.

— Ouvrez ! fit la voix de David Forbes. Ou je mets le feu à la cabane !

Nous ne répondîmes pas. Ketty, la tête levée, sa main caressant mes cheveux, priait.

Les coups, dans la porte, redoublèrent.

— Père ! dit enfin Ketty. Je vais vous ouvrir moi-même ! Mais ne tirez pas ! Vous me tueriez du même coup !

C'est à ce moment que, du même coup d'œil, nous aperçûmes, accroché au mur par sa bretelle de cuir, un fusil. Je me levai, je fis un pas vers l'arme. Elle me retint :

— Paddy ! me dit-elle doucement.

Alors, je m'abandonnai. Elle alla ouvrir la porte et ce sympathique cher homme de David Forbes, tirant comme à la cible, put me mitrailler tout à son aise.

JEAN MARTET.

(La troisième partie au prochain numéro.)

UNE VISITE A FROHSDORF EN 1913

Paris, mardi, 9 septembre 1913.

Le docteur Robin, me pénétrant de son regard impitoyable et magnétique, m'a prescrit un arrêt de travail, dans le grand air et le mouvement. Je pars donc ce soir pour une rapide excursion à Munich, Vienne, Reichenau, Vérone et Stresa (1).

Reichenau, Villa Wallhofen,
Vendredi, 12 septembre 1913.

Arrivé hier soir à Vienne.

Mon vieil ami Alfred Dumaine (2), qui s'est installé pour l'été, avec sa famille, à Reichenau, dans le massif du Semmering, était venu m'attendre à la gare. Nous passons la nuit à l'ambassade.

Ce matin, à dix heures, nous partons en automobile pour Reichenau. Dumaine m'a proposé ingénieusement de faire un détour, à mi-chemin, pour visiter le château de Frohsdorf.

A onze heures et demie, nous atteignons Wiener-Neustadt,

(1) A cette époque, j'étais directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay ; le poste de secrétaire général, que je devais occuper après mon ambassade en Russie, n'existait pas encore. Depuis un an, la péninsule balkanique était à feu et à sang. Une coalition de la Bulgarie, de la Serbie et de la Grèce avait infligé aux Turcs les plus graves défaites. Puis, quand les coalisés avaient dû se partager le butin, ils s'étaient aussitôt brouillés. Une seconde coalition de la Serbie, de la Grèce et de la Roumanie avait rapidement écrasé le peuple bulgare. Le 10 août 1913, le traité de Bucarest avait calmé enfin la tourmente balkanique. Pendant cette longue crise, l'antagonisme aigu de l'Autriche et de la Russie avait failli plusieurs fois déchaîner un conflit général.

(2) Ambassadeur de France à Vienne.

petite ville industrielle et bourgeoise, où se trouve l'Académie militaire fondée par Marie-Thérèse. De là, quittant la route du Semmering, nous gagnerons Frohsdorf, qui est à 8 kilomètres vers l'est. Nous déjeunons, fort bien, à l'hôtel du *Goldner Hirsch.* Çà et là, autour de nous, quelques officiers en tenue élégante et claire.

L'idée que nous allons visiter Frohsdorf, où le comte de Chambord a vécu si longtemps ; où il a maintenu, quarante années de suite, avec tant de noblesse, le drapeau de ses principes et de ses convictions ; où il a voulu, et d'une inflexible volonté, qu'on ensevelît avec lui, dans son cercueil, les derniers espoirs de l'ancienne monarchie, la dernière chance d'une restauration légitime, — cette idée ne laisse pas de nous émouvoir... Nous songeons à tous les « pèlerins passionnés » qui s'arrêtèrent dans cette auberge du Cerf d'or, avant d'aller porter leurs dévotions au prince Henri-Dieudonné d'Artois, monarque *in partibus*, et de s'épuiser à lui faire entendre que le rétablissement de la royauté, le salut de la France, valait au moins la couleur d'un drapeau, puisque, au dire du Béarnais, « Paris valait bien une messe ».

Pour nous prémunir contre les émotions plus vives que Frohsdorf nous réserve, Dumaine fait ajouter à l'agréable *Nussberger* que nous venons de boire une vénérable bouteille d'un vin hongrois, le *Szegszarder*, qui nous paraît d'un cru chaleureux.

En fumant nos cigares, Dumaine me dit :

— Le domaine de Frohsdorf appartient maintenant au duc de Madrid, don Jayme, fils de don Carlos, qui, par le jeu combiné de la loi salique et du traité d'Utrecht, se considère aujourd'hui comme le seul prétendant légitime au trône d'Espagne et le chef véritable de la Maison de France (1). Il a quarante-trois ans ; il est complètement décavé. On ne sait trop de quelles ressources il vit. C'est un aventurier qui a fait, il y a neuf ans, la campagne de Mandchourie, avec un

(1) Don Jayme, prince de Bourbon, duc de Madrid, Altesse royale, né à Vevey le 27 juin 1870 et mort à Paris le 2 octobre 1931, était le fils de don Carlos (1848-1909) et de sa première femme, Marguerite, princesse de Bourbon-Parme ; sa mère était la nièce du comte de Chambord. Après la mort de son père, le 15 août 1909, don Jayme avait solennellement proclamé son droit de primogéniture à la couronne d'Espagne et revendiqué, contre la Maison d'Orléans, son droit exclusif aux armes pleines de France.

titre de colonel dans l'armée russe. Il s'y est battu courageusement, comme il se battrait demain dans les montagnes de la Navarre et du Guipuzcoa, si quelque *pronunciamiento* venait à rouvrir la guerre carliste.

— Mais puisqu'il est décavé, comment a-t-il le moyen d'habiter Frohsdorf ?

— Ses sœurs, l'archiduchesse Léopold-Salvator et la princesse Massimo, lui servent une petite pension. La famille a pris soin pourtant de mettre Frohsdorf sous le contrôle d'un administrateur... judiciaire, afin que don Jayme ne puisse rien bazarder... A Vienne, il jouit de la plus mauvaise réputation. Aussi ne l'y voit-on jamais, et c'est pourquoi je ne le connais pas. Je ne sais s'il est actuellement à Frohsdorf. Ce serait amusant qu'il nous fît les honneurs du château où plane encore le souvenir du pieux Henri V...

En vingt minutes, nous arrivons à Frohsdorf. De grands pâturages s'étendent vers la Leitha, qui sépare l'Autriche de la Hongrie. A l'horizon, vers le sud, un harmonieux décor de montagnes boisées nous annonce la Styrie. Le château est bâti presque au bord de la route. C'est une construction massive et monotone dont quelques pilastres ioniques animent un peu l'ordonnance. Un jardin à la française occupe le premier plan et se prolonge par de belles allées forestières.

Notre automobile s'arrête devant la grille, qui est ouverte. Le pavillon du concierge, qui s'élève à gauche, a toutes ses portes et fenêtres closes. Tandis que notre mécanicien cherche à qui parler, nous remarquons la dégradation et la malpropreté du jardin : pas une allée qui ne soit envahie par les mauvaises herbes. Et toutes les marches du perron qui borde la façade sont disjointes. Le plus triste aspect d'une maison abandonnée.

Cependant, voici que la porte vitrée qui accède au vestibule s'ouvre. Et nous voyons paraître un homme qui peut avoir une quarantaine d'années. Il porte un vieux chapeau de canotier, un veston défraîchi ; pas de gilet, pas de cravate, pas de col ; un pantalon de toile jaunâtre et, pour chaussures, des espadrilles. Dumaine lui demande avec politesse et dans le meilleur allemand :

— Savez-vous si Son Altesse royale nous permettrait de visiter le château ? Nous sommes Français.

Alors, élevant à bout de bras son chapeau de canotier, l'inconnu répond fièrement :

— L'Altesse Royale, c'est moi, don Jayme de Bourbon. Et puisque vous êtes Français, seriez-vous des épiciers, je vous dis : Messieurs, prenez la peine d'entrer !

— Très sensibles, Monseigneur, à votre accueil, qui nous fait presque regretter de n'être pas des épiciers... Je suis l'ambassadeur de France à Vienne, et mon ami, M. Paléologue, ministre plénipotentiaire, est directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères.

— Oh ! Messieurs, que ne m'avez-vous prévenu de votre visite ! Je ne vous aurais pas reçus, croyez-moi, dans un costume de voyou.

Après cet exorde, où l'on reconnaît tout de suite les grandes traditions de l'étiquette espagnole, nous pénétrons au château dont l'Altesse royale entend nous faire consciencieusement les honneurs.

Nous parcourons, au rez-de-chaussée, une longue série de salons meublés dans le style raide et surchargé qui prévalait en Autriche vers 1875. Aux murs, beaucoup de tableaux dont l'intérêt me semble surtout historique : portraits de la famille royale, cérémonies de cour, mariages, baptêmes, spectacles, revues, festins. Puis beaucoup d'objets ayant appartenu à Louis XVI, à Marie-Antoinette, au jeune Dauphin, à Madame Élisabeth, au duc et à la duchesse de Berry. On dirait un musée de pieuses reliques. J'aperçois pourtant quelques peintures profanes de Tiepolo, de Jean Bellini, de Greuze. Don Jayme se révèle un très complaisant cicérone ; il ouvre lui-même les portes, les volets, nous fait admirer tel meuble, tel tableau, tel buste. Mais, soudain, il tire de sa poche un énorme cigare :

— Je ne vous offre pas de mes cigares, nous dit-il, parce qu'ils sont très forts et très puants. Ce sont les cigares qu'on fume dans le peuple et c'est heureux que je les aime, car ma liste civile ne me permet pas de m'acheter des havanes. Je suis désolé de n'avoir pas non plus de cigarettes à vous offrir. Mais, si vous en avez sur vous, ne vous gênez pas pour fumer. Je vous donne l'exemple.

Nous nous abstenons par discrétion et d'autant plus opportunément que don Jayme prononce d'une voix grave :

— Voici maintenant, Messieurs, la chambre où mon oncle est mort. Vous remarquerez sur les murs la bannière du Sacré-Cœur, le drapeau blanc des zouaves pontificaux, les fanions fleurdelisés d'or, les prières pour la France brodées sur soie par les dames royalistes, etc.

Quand il a terminé son boniment gouailleur, il tire une grosse bouffée de son puant cigare et il nous lance, avec un éclat de rire :

— Mon pauvre oncle ne supportait pas l'odeur du tabac !

Dumaine me glisse à voix basse :

— Quels drames se sont déroulés dans cette chambre !... Saura-t-on jamais ce qui s'est passé autour de ce lit pour circonvenir le moribond et l'empêcher de se réconcilier avec les princes d'Orléans ?

— Je ne crois pas qu'on ait eu besoin de le circonvenir. Jusqu'au dernier instant, il a dû penser, comme il a toujours pensé : *Je ne veux pas que mon corps serve de pont à la révolution.* Mais, dans les jours qui ont suivi sa mort, il s'est noué ici-même d'étonnantes intrigues dont le meneur clandestin était le confesseur de la comtesse de Chambord, un jésuite, et dont j'ai eu le récit par Albert de Mun ; je vous les raconterai ce soir.

Tandis que nous montons à l'étage supérieur, quelqu'un s'approche de nous. C'est un homme qui paraît avoir une cinquantaine d'années. Il est grand, mince, avec une chevelure et une barbe hirsutes, un nez de vautour, la peau cuivrée, des joues creuses, des prunelles ardentes comme de la braise, une tête de forban. Pour costume, un complet noir, assez propre, mais râpé. Il chuchote quelques mots en espagnol à don Jayme, qui se tourne alors vers nous :

— Messieurs, je vous présente mon aide de camp, le général Lopez. Il m'est dévoué jusqu'à la mort, ce qui ne l'empêche pas d'être une canaille... Imaginez-vous qu'un soir de l'an dernier, il s'est jeté sur ma cuisinière pour lui exprimer son amour... avec toute la délicatesse d'un charretier ivre. Elle a porté plainte, la gueuse ! Il a passé en police correctionnelle et j'ai dû, moi, don Jayme de Bourbon, chef de l'illustre maison d'Espagne, j'ai dû comparaître devant le tribunal pour certifier que la noble nature de mon *hidalgo* le rendait absolument incapable de violenter une femme,

fût-ce même une cuisinière. Mon éloquence l'a fait acquitter... Mais voici, Messieurs, pourquoi il nous dérange. Vous ne vous scandaliserez pas si je vous confie que j'attends une petite amie de Vienne, une délicieuse petite ballerine, dont j'ai grand besoin dans ma solitude, car je ne m'amuse pas tous les jours à Frohsdorf... Cette amie est sur le point d'arriver à la station de Wolkersdorf, qui est au bout du village. Lopez doit aller au-devant d'elle, mais il voudrait profiter de votre auto... Vous pensez bien que, moi, je n'ai pas de voiture... Alors, je vous demande tout simplement, Monsieur l'ambassadeur : auriez-vous la gentillesse de me prêter votre auto pour amener ma petite amie ? Avant que nous ayons terminé la visite du château, votre mécanicien sera de retour.

Dumaine griffonne sur une carte quelques mots pour son mécanicien et la remet au forban, qui s'éloigne avec dignité. Arrivés au premier étage, nous pénétrons dans une chambre obscure, convertie en chapelle. Sur un panneau de marbre noir, je lis cette épitaphe :

ICI,
APRÈS UNE LONGUE VIE DE SOUFFRANCE ET D'ÉPREUVES,
MARIE-THÉRÈSE CHARLOTTE,
DAUPHINE DE FRANCE, DUCHESSE D'ANGOULÊME,
A RENDU SON AME A DIEU,
LE 19 OCTOBRE 1851.

Profitant de notre silence méditatif, don Jayme s'esquive pour aller voir si sa petite amie est bien arrivée.

— Je reviens dans un instant, nous dit-il avec un fin sourire.

Les mânes de la duchesse d'Angoulême doivent être soulagées de le voir partir.

Nous avons alors toute liberté pour évoquer la figure de celle que Chateaubriand a surnommée « la Princesse des trônes et des échafauds ». Appellation qui, d'ailleurs, ne lui convient guère : la duchesse d'Angoulême était d'une simplicité parfaite. En elle, nul romantisme, nulle pose. Elle ne parlait à quiconque de ses deuils et de ses infortunes. Y pensant toujours, elle les cachait au plus profond de son âme. C'était là comme un sanctuaire voilé où elle n'admit jamais personne.

Nous énumérons toutes les dates sinistres qui ont jalonné sa vie : 5 et 6 octobre 1789 (irruption de la populace parisienne à Versailles) ; 21 juin 1791 (retour de Varenne) ; 20 juin 1792 (invasion des Tuileries) ; 10 août 1792 (jour suprême de la royauté) ; 21 janvier 1793 (exécution de Louis XVI) ; 16 octobre 1793 (exécution de Marie-Antoinette); 10 mai 1794 (exécution de Madame Élisabeth) ; 8 juin 1795 (mort du Dauphin) ; 19 mars 1815 (fuite à Gand) ; 13 février 1820 (assassinat du duc de Berry) ; 2 août 1830 (abdication de Charles X), et, dans les intervalles, quarante et un ans d'exil !

Comme nous achevons cette récapitulation funèbre, don Jayme revient, la figure épanouie. Mais, par décence, il se met immédiatement à l'unisson de nos pensées qu'il devine. Et, d'un air lugubre, il laisse tomber cette parole de pitié sur la fille de Louis XVI :

— Ah ! celle-là, on peut dire qu'elle avait la guigne !

Plus rien à voir dans le château. En descendant l'escalier, nous commençons à prendre congé de notre hôte, qui semble heureux d'avoir fini sa corvée. Pourtant, nous ne l'avons pas trop ennuyé puisqu'il s'écrie :

— Donnez-moi encore quelques instants... Je ne veux pas vous laisser partir sans avoir bu à votre santé.

Et, de l'antichambre, il nous pousse dans une petite salle à manger dont tout l'ameublement se réduit à une table poussiéreuse, quelques chaises dégarnies et une étagère vide. Pas une seule pièce d'argenterie. Dans un placard, il prend trois verres et une bouteille de marsala.

— Vous voyez : je me sers moi-même. En ce moment, je n'ai pas de domestique. C'est ma cuisinière qui fait tout le ménage.

Quand il a rempli nos verres, il nous demande, avec un sérieux qui nous étonne :

— Puisque vous êtes, Messieurs, de grands personnages de la diplomatie française, je voudrais bien savoir ce que vous pensez de l'Espagne. Mon rival, ce cher Alphonse, est-il solide, tout à fait solide, sur son trône ?... Je ne m'occupe guère de politique, mais j'ai des partisans tenaces qui fondent encore de grands espoirs sur mon auguste personne... Répondez-moi avec franchise : que pensez-vous de l'Espagne ?

Dumaine se défile insidieusement :

— Je suis mal placé à Vienne pour connaître *las cosas de España*. Mais mon ami Paléologue est aux premières loges, dans son fauteuil directorial, pour voir et savoir ce qui se passe au delà des Pyrénées.

Je n'hésite pas à déclarer qu'Alphonse XIII jouit d'une grande faveur dans son royaume et que ni le séparatisme catalan ni le séparatisme basque ne semblent dangereux actuellement ; que, d'ailleurs, la richesse économique du pays s'accroît de jour en jour et qu'il n'est pas de plus ferme soutien pour un trône. J'ajoute que je connais personnellement Alphonse XIII, que j'ai eu l'occasion de le voir naguère et qu'il m'a semblé aussi heureux de régner que de vivre.

Don Jayme se montre sceptique :

— Tout cela peut changer brusquement. L'Espagne, croyez-moi, est très loin d'avoir trouvé son équilibre intérieur. Et je vous assure que la popularité d'Alphonse a beaucoup diminué depuis quelque temps : il est si mal entouré !... Non, le carlisme n'a pas dit son dernier mot. Actuellement, il fait le mort parce que je n'ai pas le sou et que les circonstances ne me sont pas favorables. Mais si je vous montrais ce qu'on m'écrit parfois de là-bas, vous jugeriez peut-être avec moins d'optimisme la situation d'Alphonse.

Il termine par ces mots inattendus :

— Savez-vous ce qu'il y a de plus difficile pour moi dans mon rôle de prétendant ? C'est de concilier mes intérêts politiques avec mes opinions religieuses. On se figure communément que je dois être un grand clérical. Eh bien, pas du tout !... Les jésuites me font horreur et les moines me dégoûtent. Je n'ai de sympathie que pour le bas clergé, pour les curés de village, pour les prêtres nés dans le peuple et restés dans le peuple... Si le comte de Chambord avait su tenir les jésuites à distance, il serait monté sur le trône en 1873. Ce sont eux qui l'ont empêché de comprendre la France moderne ; ce sont eux qui ont fait tout son malheur. Nulle part on ne le sent mieux qu'ici... Et je ne doute pas que, dans le fond de vous-mêmes, vous ne pensiez comme moi.

Puis, d'un pas délibéré, il nous conduit jusqu'à notre voiture, où il nous serre cordialement les mains.

* * *

De Frohsdorf à Reichenau, 32 kilomètres par la pittoresque vallée de l'Hoellenthal, qui se déroule au pied du Semmering et du Schneeberg.

Une fois seuls, Dumaine et moi, nous n'avons pas besoin de nous parler pour traduire nos réflexions communes. Certes, ni l'un ni l'autre nous n'avons la foi monarchique. Et la personne du comte de Chambord, ses vertus, ses doctrines, ses utopies, ses incapacités, ses erreurs, ne nous intéressent que dans la mesure où elles représentent une illusion généreuse, la survivance et le mirage d'un grand passé historique. Mais nous revenons écœurés de notre visite à Frohsdorf. Il nous est pénible de penser que des reliques aussi touchantes et respectables sont devenues la propriété d'une arsouille.

A Reichenau, Mme Dumaine m'accueille dans une charmante villa, entourée de beaux arbres, la « villa Wallhofen ». Excellent dîner où je me délecte dans l'intimité familiale de mes chers amis. La température est si douce, l'air si pur, les constellations si lumineuses, que nous passons toute la soirée dans le jardin. Quand nous racontons à Mme Dumaine notre visite à Frohsdorf, elle n'en peut croire ses oreilles et n'en est pas moins écœurée que nous. Puis, oubliant don Jayme, nous parlons du comte de Chambord et des raisons véritables qui, à plusieurs reprises, l'ont empêché de régner.

Il se trouve que j'ai là-dessus quelques lumières par la confiance de quatre personnes qui furent parmi les mieux renseignées sur le travail secret du parti monarchiste : 1° le comte Louis de Ségur, beau-frère de Casimir-Perier et membre de l'Assemblée nationale en 1873 ; 2° le comte d'Haussonville, qui vécut dans l'intimité du comte de Paris ; 3° le vicomte d'Harcourt, secrétaire de la Présidence de la République sous le principat du maréchal de Mac Mahon ; 4° le comte Albert de Mun, qui venait souvent à Frohsdorf et qui assista de près au drame des funérailles.

Voici, en désordre, ce que j'ai su par eux et que je répète à mes amis :

Le comte de Chambord a-t-il sincèrement voulu régner ? Oui, car sa conscience de chrétien et de Bourbon lui ordonnait

de régner ; mais elle lui ordonnait aussi de n'abandonner aucun de ses principes, de n'admettre aucune transaction sur la couleur de son drapeau. C'est à ce deuxième ordre de sa conscience qu'il a obéi ; parce que cet ordre était de beaucoup le plus conforme à son caractère, à ses aptitudes, à ses goûts. Un mot, qu'il répétait volontiers, résume les arguments par lesquels il se sentait à l'abri de tout reproche : « Je ne serai jamais le roi légitime de la Révolution... »

Il ignorait totalement la France. L'ayant quittée à l'âge de dix ans, il ne la revit que quarante et un ans plus tard, en 1871, puis en 1873, et chaque fois, pendant quelques heures seulement, qu'il avait passées inconnu de tous et se dissimulant...

Il avait le sentiment royal plus que le sentiment français, un sentiment très vif de la dignité royale, aucun sentiment des aspirations françaises et de l'esprit français...

Ayant toujours vécu loin des affaires publiques, dans le cercle étroit de quelques fidèles, dans l'isolement de l'exil et sous l'influence déformatrice de l'émigration, il n'avait aucun sens politique... En revanche, il avait un sens remarquable de l'inopportunité. Si, d'aventure, les événements lui offraient une chance de régner, il publiait aussitôt un manifeste qui étalait au grand jour son incompréhension absolue de la France. Il excellait ainsi à décourager ses partisans et à ruiner sa cause. Il a beaucoup fait pour la consolidation de la République et Gambetta disait justement de lui : « C'est le prétendant idéal... »

Si le sens des manœuvres et des expédients politiques lui manqua toujours, du moins son jugement, qui était droit, l'avertissait-il des énormes difficultés que rencontrerait l'entreprise d'une restauration monarchique. Le succès lui en paraissait plus que douteux... Ses partisans, — et non des moindres, — lui ont aussi reproché de s'être complu trop facilement à la vie seigneuriale et décorative de Frohsdorf, où il recevait des honneurs presque royaux sans s'exposer à tous les soucis et toutes les amertumes, tous les désabusements et tous les périls du pouvoir suprême...

Il ne pardonnait pas à Louis-Philippe d'avoir usurpé le trône en 1830 ; il lui pardonnait moins encore d'avoir déshonoré sa mère, la captive de Blaye. Il éprouvait néanmoins

pour le comte de Paris une estime affectueuse, mais qui ne s'adressait qu'à l'homme privé. Car, politiquement, il voyait toujours en lui l'arrière-petit-fils de Philippe-Égalité, le petit-fils du « Roi-Citoyen » qui avait renié les principes les plus sacrés de la monarchie française. Aussi n'admit-il jamais la possibilité d'une réconciliation avec les princes d'Orléans, même *in articulo mortis*... Durant son interminable agonie, en juillet 1883, il consentit à recevoir le comte de Paris, le duc de Nemours et le duc d'Alençon. Il se montra fort sensible à leur démarche et il les embrassa. Mais, quand le parti orléaniste voulut faire croire que cette embrassade signifiait la réconciliation, un démenti de Frohsdorf vint aussitôt préciser que le geste du mourant n'avait aucune signification politique et qu'il fallait y voir simplement « un acte de charité chrétienne, un acte héroïque pour l'amour de Dieu... ».

On s'en aperçut quelques jours plus tard, pendant les funérailles, quand la comtesse de Chambord, soutenue par le duc de Parme, don Carlos et la duchesse de Madrid, refusa au comte de Paris la place qui lui revenait comme chef de la Maison royale, et que celui-ci, abreuvé d'insolences, quitta Frohsdorf sans vouloir accompagner le cercueil à Goritz. Pour décrire tous les propos blessants, toutes les récriminations acerbes, toutes les allusions fielleuses, qui mirent alors aux prises les représentants des Maisons rivales, il ne faudrait pas moins que Saint-Simon...

D'après les témoignages les plus certains, on ne saurait exagérer le rôle actif que la comtesse de Chambord ne cessa de jouer à Frohsdorf... Née princesse de Modène, plus âgée de trois ans que son mari, sourde, laide, jalouse, altière, grincheuse, ultra-dévote, elle vivait dans la terreur d'être appelée à régner, un jour, sur les Français impies et moqueurs. Devant ses yeux épouvantés, Paris fulgurait au loin comme une vision de l'Enfer... Aussi, entretenait-elle opiniâtrement le comte de Chambord dans ses idées les plus réactionnaires, dans son refus de toutes les concessions qui auraient pu aboutir au rétablissement de la royauté. Parmi les intimes de Frohsdorf, plus d'un l'accusait d'être le « mauvais génie de Monseigneur... ». Dans sa dévotion étroite et fanatique, elle se laissait guider aveuglément par son confesseur,

un jésuite, le Père Bole. Elle n'avait pour lui aucun secret, non seulement de conscience, mais de famille et de politique; elle s'enfermait, chaque jour, de longues heures avec lui; elle n'agissait et ne pensait que par lui : c'était comme un envoûtement. X... me disait un jour : « Le type du jésuite perfide, intrigant et ténébreux, qu'on voit dans les romans de Stendhal et d'Eugène Sue, je l'ai connu, moi, dans la personne du Père Bole... »

Par quelle ironie du sort « l'Enfant du miracle » a-t-il reçu au baptême le prénom de son aïeul Henri IV ? On ne peut imaginer contraste plus frappant que celui de ces deux princes. Ah ! ce n'est pas l'audacieux Béarnais, toujours prêt à sauter en selle et à saisir l'occasion, ce n'est pas lui, certes, qui, en 1873, fût resté placidement à Frohsdorf !...

Cependant, il se fait tard et la fraîcheur qui tombe du Schneeberg nous avertit que l'heure est venue de nous retirer dans nos chambres.

Pour conclure cette longue causerie, où les souvenirs de l'ancienne royauté ont tenu tant de place, je rapporte à mes amis une très curieuse opinion que j'ai recueillie naguère de Poincaré. Dans une minute d'épanchement, il me disait :

— Tu me connais depuis trop longtemps pour ne pas savoir que je suis républicain de toute mon intelligence, de tout mon cœur, jusque dans les moelles... Eh bien ! cela ne m'empêche pas de considérer que la journée du 10 août 1792, l'invasion des Tuileries et l'arrestation de Louis XVI marquent une date funeste dans notre histoire. Sans cette horrible journée, la France aurait poursuivi, comme l'Angleterre, son développement normal sous le palladium des institutions monarchiques, avec toutes les fortes disciplines qu'une tradition plusieurs fois séculaire enseigne à un peuple et dont nous avons tant besoin. Le 10 août 1792 a rompu la chaîne des temps ; ce fut un grand malheur...

Je lui répondis :

— Ton raisonnement est juste, sauf pour la date : ce n'est pas la journée du 10 août 1792 qui a rompu la chaîne des temps, c'est la journée du 9 août 1830. Si Louis-Philippe était resté fidèle à sa parole ; si la lieutenance-générale du royaume, qu'il avait solennellement acceptée, avait suffi à son ambi-

tion ; s'il s'était borné à consolider la Charte de 1814 en la rénovant au lieu de la détruire ; s'il se fût contenté de la Régence, — dix années au moins de Régence, — pendant la minorité de Henri V dont il eût aisément façonné l'esprit dans le sens moderne et à qui même, pour achever son œuvre, il eût fait épouser sa fille cadette, la princesse Clémentine, la Révolution de 1830 eût marqué pour la France, comme la Révolution de 1688 pour l'Angleterre, l'ouverture d'une grande époque nationale qui eût fondé le gouvernement libre sur les bases de la tradition historique... La journée du 10 août 1792 n'a été qu'un accident brutal, un éclat de fureur, qui a brisé matériellement le trône, mais qui n'a porté nulle atteinte au principe de la royauté capétienne ; et c'est pourquoi, dix-huit ans plus tard, Louis XVIII est rentré si naturellement aux Tuileries. La journée du 9 août 1830 a rompu, au contraire, toutes les attaches du passé. En se proclamant *Roi des Français* et non *Roi de France*, Louis-Philippe s'est inspiré d'un principe nouveau dont il a pu estimer la valeur en février 1848.

Après un instant de réflexion, Poincaré me dit :

— Tu viens de me faire comprendre pourquoi les d'Orléans m'ont toujours été si antipathiques...

Reichenau, dimanche, 14 septembre 1913.

Hier et aujourd'hui, longues promenades en auto dans les vallées qui rayonnent du Semmering et du Schneeberg. Mes amis ne pouvaient m'offrir un plus vif régal : j'ai tant besoin d'air !

Au sud du Semmering, la belle vallée de la Mürz, avec ses chasses impériales, m'a initié aux séductions pittoresques de la Styrie.

Le souvenir du tsar Ferdinand (1) est venu m'y surprendre, aux environs de Neuberg. « J'ai chassé là plusieurs fois, me disait-il un jour, avec l'empereur François-Joseph... Ah ! le merveilleux tireur ! Je crois qu'on lui glissait dans son fusil les balles enchantées du *Freischütz*... Mais quand je voyais ses gardes surchargés des pièces qu'il avait abattues, je ne pou-

(1) Du 29 janvier 1907 au 25 janvier 1912, j'avais été ministre de France à Sofia.

vais m'abstenir de penser qu'il avait tout raté dans sa vie, tout, sauf les perdreaux, les faisans, les bécasses et les chamois. C'est déjà néanmoins un beau titre de gloire devant la postérité !... »

Aujourd'hui, après avoir contourné les hautes cimes du Schneeberg (2 075 mètres), nous avons parcouru les vallées profondes et sinueuses du Klosterthal. Un détour, aux environs d'Altmarkt, nous a permis d'apercevoir l'ancien château de Mayerling, transformé en couvent de carmélites, où l'archiduc Rodolphe s'est tué, le 30 janvier 1889, après avoir expédié dans l'autre monde sa jeune maîtresse, la baronne Marie Vetsera, qui repose, non loin de là, dans le cimetière de Heiligenkreutz.

Par le suicide théâtral de l'archiduc Rodolphe, l'Autriche-Hongrie a évité le règne d'un névrosé, complètement détraqué, sur qui pesait l'atavisme écrasant des Habsbourg et des Wittelsbach ; elle y a gagné d'échoir bientôt à un dégénéré d'une autre espèce, un imbécile méprisant et rageur, un fanatique de l'ultramontanisme et de la réaction, l'archiduc François-Ferdinand. La seule fois que je l'aie vu, à Madrid, en 1906, je me suis rappelé le mot de Chateaubriand sur le prince de Polignac : « Dès le premier jour de son ministère, il portait les Ordonnances peintes sur la figure. » L'archiduc François-Ferdinand porte dès aujourd'hui les catastrophes peintes sur son odieuse figure. Dumaine est de mon avis : c'est par François-Ferdinand que périra l'antique monarchie des Habsbourg.

Dumaine me confirme également quelques indications curieuses que j'ai reçues naguère au sujet du Kronprinz. Ces indications me viennent d'un prêtre français, arrivant de Rome, et qui les tenait lui-même d'un de ses amis, haut fonctionnaire de la Pénitencerie apostolique (1). Ce qui leur donne une valeur particulière, c'est que ce prélat romain est intimement lié avec le confesseur de l'archiduc, — un moine autoritaire et sombre, vrai tempérament d'inquisiteur et d'ascète, le Père Alban, prieur des bénédictins d'Emmaüs,

(1) La Pénitencerie apostolique est le tribunal de la Curie romaine qui examine les suppliques intéressant la conscience, qui accorde les dispenses secrètes, qui relève des obligations et des irrégularités canoniques, enfin qui délie des vœux solennels.

à Prague. Endoctriné par sa femme, la duchesse de Hohenberg, François-Ferdinand serait arrivé à croire que Dieu l'a personnellement élu pour une double mission : 1° amener de force les Slaves des Balkans sous l'obédience catholique ; 2° chasser de Rome la maison de Savoie et restaurer le pouvoir temporel des Papes. Ayant pris en horreur la cour de Vienne, où l'étiquette formaliste des Habsbourg vaut à son épouse morganatique de continuelles humiliations, il s'enferme durant des mois dans son merveilleux domaine bohémien de Konopischt. Là, seul avec la duchesse, qu'il adore, il a constamment sous les yeux les trois enfants qu'elle lui a donnés, une fille et deux fils. Pour ces deux fils, beaux et charmants, le père est hanté d'un remords. Avant de consentir à la mésalliance de son héritier présomptif, l'empereur François-Joseph lui a imposé, devant toute la Cour, un serment solennel, par quoi les fils qui, « avec la grâce de Dieu », naîtraient de ce mariage morganatique n'auraient aucun droit successoral au trône des Habsbourg. La grâce divine ayant opéré, les époux ne pensent plus qu'à obtenir du Pape l'invalidation du serment qui frappe leur progéniture. Le Père Alban s'y emploie avec une astucieuse opiniâtreté.

Comme je dois partir demain matin pour l'Italie, nous consacrons notre dernier soir à vaticiner sur le proche avenir de l'Europe. Je dis à Dumaine :

— Ce qui m'a le plus frappé dans toutes les péripéties de la tourmente balkanique, c'est l'intransigeance belliqueuse du gouvernement austro-hongrois. Et pourtant, si une guerre générale éclatait en Europe, l'empire des Habsbourg, cette agglomération incohérente de peuples et de territoires hétérogènes, se disloquerait immanquablement à la première défaite. L'ambassadeur d'Angleterre à Paris, sir Francis Bertie, dont j'apprécie tant le positivisme et la clairvoyance, ne cesse pas de me le répéter : « Comment l'Autriche ne comprend-t-elle pas que, dans une conflagration européenne, la monarchie des Habsbourg disparaîtrait totalement de l'histoire ? »

— La faute principale, me répond Dumaine, en est à Berchtold. C'est un homme charmant, le type du grand

seigneur autrichien, assez intelligent, mais paresseux, frivole, étourdi, superficiel, présomptueux, se croyant très malin et de force à « rouler » tout le monde. Il voit bien que la monarchie des Habsbourg est malade, très malade ; mais il ne doute pas qu'elle recouvrerait immédiatement la santé, la vigueur et tout son glorieux prestige d'autrefois, en infligeant au slavisme une défaite éclatante, c'est-à-dire en s'annexant la Serbie. Toute sa politique, plus ou moins avouée, découle de là (1).

Sur la frivolité de Berchtold, Dumaine me raconte quelques anecdotes amusantes... et navrantes, celle-ci, par exemple :

— Au plus fort de l'incendie balkanique, un de mes collègues s'était égaré, un soir, dans un music-hall ; il a la surprise d'y voir Berchtold, assis devant lui. A l'entr'acte, on apporte respectueusement une gerbe de roses à Son Excellence le ministre de la Maison impériale et des Affaires étrangères. De plus en plus intrigué, mon collègue s'approche de Berchtold, qui lui dit avec un joyeux sourire : *Vous voyez, mon cher ambassadeur, comme on me fleurit. Mais vous pensez bien que ce n'est pas par admiration pour ma politique, qui ne mérite fichtre pas un tel hommage. C'est le directeur de ce*

(1) La responsabilité directe et personnelle du comte Berchtold dans la guerre de 1914 est irréfutablement démontrée. Voici l'une des preuves les plus accablantes.

Quelques jours après le drame de Sérajévo, il avait confié au chef de son Cabinet, le comte Hoyos, la mission délicate d'aller s'assurer à Berlin que l'Allemagne se tenait toujours prête à soutenir l'Autriche-Hongrie par les armes, dût-il en résulter un conflit mondial, un *Welt-Krieg*.

Or, dans une lettre datée du 20 juillet 1917, le comte Hoyos, s'épanchant avec son ami, M. de Mérey, ancien ambassadeur d'Autriche-Hongrie au Quirinal, résumait ainsi les déclarations qu'il avait portées à Berlin et celles qu'il en avait rapportées : « Nous avons dit au gouvernement impérial que, pour des raisons de politique tant extérieure qu'intérieure, nous estimions l'heure venue de marcher contre la Serbie, même au risque d'une guerre avec la Russie ; nous comprenions d'ailleurs parfaitement qu'il pouvait en sortir une guerre mondiale. Il nous importait donc de savoir si, le cas échéant, nous serions soutenus par l'armée allemande. Bethmann-Hollweg et Zimmermann m'ont répondu que, dans tous les cas, nous pouvions compter sur l'appui de notre alliée, en ajoutant : *Si la guerre doit éclater, il vaut mieux que ce soit dès maintenant, plutôt que dans un an ou deux, avant que l'Entente se soit fortifiée...* »

C'est à M. Maurice Muret, membre de l'Institut, qu'on doit la connaissance de ce document révélateur. Désormais, la cause est jugée. En sollicitant l'appui de l'Allemagne pour attaquer la Serbie, le comte Berchtold croyait sauver les Habsbourg : il les a précipités dans l'abîme. Rien n'est plus périlleux pour un État que les doctrines de Machiavel appliquées par Gribouille.

music-hall qui me remercie d'être venu, trois fois dans la même semaine, applaudir ses artistes.

De l'Autriche, nous passons à l'Allemagne. Nous sommes, Dumaine et moi, en parfait accord sur l'étroite complicité, sur l'intime collusion qui n'a cessé de régner entre les deux Empires germaniques pendant toute la crise orientale. Plusieurs fois, pendant cette crise, la France a freiné vigoureusement les ambitions imprudentes de son alliée, la Russie. Pas une seule fois Berlin n'a voulu faire entendre à Vienne une parole modératrice. D'ailleurs, le chancelier Bethmann-Hollweg en a fait l'aveu loyal au Reichstag : « Je n'ai pas besoin d'affirmer que nous témoignerons notre fidélité envers notre alliée, l'Autriche-Hongrie, *au delà même de l'appui diplomatique.* »

Pour donner à ces derniers mots toute leur signification, je confie à Dumaine ce que nous savons de plus secret sur les préparatifs et les desseins de l'État-major allemand.

— Nous avons appris avec certitude que le général de Moltke a récemment déclaré, devant quelques intimes, sa résolution d'ouvrir les hostilités par surprise, *d'une manière foudroyante.* Il a poursuivi : *Les lieux communs sur la responsabilité de l'agresseur et les principes du droit international ne devront pas nous arrêter un seul instant. Aussitôt que la guerre devient nécessaire, il n'y a plus d'autre loi morale que la victoire...* Quant au plan stratégique de Moltke, notre Service des renseignements ne doute pas que ce soit toujours le plan Schlieffen, tel qu'il nous fut révélé en 1904 par le mystérieux *Vengeur,* c'est-à-dire l'invasion brusquée de la Belgique, la grande manœuvre encerclante par les deux rives de la Meuse, puis la marche précipitée sur Paris par la vallée de l'Oise... Évidemment, le début de la guerre nous ménage une épreuve terrible. Mais, depuis que nous avons rétabli le service de trois ans, notre force militaire s'est beaucoup relevée. Enfin, le concours des Russes et des Anglais nous permettra sans doute d'équilibrer assez rapidement la poussée germanique. C'est du moins l'opinion de Joffre.

— Vous admirez beaucoup Joffre ?

— Plus je le pratique et plus je l'admire. Nous sommes en rapports constants. Lundi dernier, il est venu me raconter sa mission en Russie, d'où il était arrivé la veille. Pendant

qu'il me résumait, de sa voix précise et lente, ses graves délibérations avec l'Empereur et le grand-duc Nicolas, je songeais aux écrasantes responsabilités qui peuvent lui incomber d'un jour à l'autre. Mais, simultanément, il m'inspirait une confiance absolue, tant je le trouve incomparable pour la droiture de l'esprit, la science technique, la force du caractère, le sang-froid, la ténacité, la vigueur, la maîtrise de soi-même. Je lui applique les beaux vers d'Horace :

Fortis et in se ipso totus, teres atque rotundus,
Externi ne quid valeat per lœve morari,
In quem manca ruit semper Fortuna...

« Courageux, ramassé tout entier sur lui-même, tel qu'un objet roulant dont aucun choc étranger ne peut arrêter le mouvement, c'est l'homme sur qui la Fortune s'acharne en vain. »

— Que je suis heureux de vous entendre parler ainsi !... Mais je brûle de vous poser une dernière question. Croyez-vous la guerre inévitable ?

— J'aime trop l'action pour m'arrêter à une formule aussi découragée... Si inquiétants que soient mes pronostics, je crois qu'il nous reste encore une certaine liberté de manœuvre pour conjurer la catastrophe, ne serait-ce qu'en la retardant. Mais je n'ai pas le moindre doute que les Empires germaniques acceptent dès maintenant tous les risques d'une conflagration générale, si même ils ne la souhaitent pas (1).

Lac Majeur, Stresa, Regina Palace.
Mercredi, 17 septembre 1913.

Arrivé hier soir à Stresa, je m'éveille ce matin dès l'aube. Spectacle féerique. Sous un ciel vaporeux, où le soleil levant darde çà et là ses flèches d'or, les îles Borromées semblent nager sur la transparence des eaux, comme dans une coupe de saphir et d'opale.

(1) Six semaines plus tard, le roi des Belges, Albert Ier, se trouvant à Berlin, allait y recevoir de l'empereur Guillaume et du général de Moltke les fameuses déclarations, qu'il nous fit communiquer immédiatement sous le sceau d'un triple secret : « La guerre avec la France est nécessaire, inévitable et prochaine... »

Stresa, jeudi 18 septembre 1913.

Je lis ou relis *les Pingouins* d'Anatole France, publiés en 1908, et j'y trouve ce morceau qui me paraît à la fois si actuel et si prophétique :

« Puisque la richesse et la civilisation comportent autant de causes de guerre que la pauvreté et la barbarie ; puisque la folie et la méchanceté des hommes sont inguérissables, il reste une bonne action à accomplir : le sage amassera assez de dynamite pour faire sauter cette planète. Quand elle roulera par morceaux à travers l'espace, une satisfaction sera donnée à la conscience universelle, qui d'ailleurs n'existe pas. »

Grimm écrivait déjà, vers 1780, alors qu'autour de lui tout le monde s'exaltait dans la croyance au progrès indéfini de l'humanité : « La cause du genre humain est désespérée. »

Paris, samedi, 20 septembre 1913.

Rentré ce matin à Paris, je reprends aussitôt le harnais de la Direction politique.

Où sont les belles vallées des Alpes styriennes et la féerie lumineuse du lac Majeur !

MAURICE PALÉOLOGUE.

L'AVIATION APRÈS SIX MOIS DE GUERRE

QUESTIONS DE DOCTRINE

Au début d'octobre 1939, alors que la victoire acquise en Pologne leur donnait la possibilité de se retourner avec toutes leurs forces contre les Alliés, les Allemands disposaient d'une aviation offrant une supériorité numérique incontestable sur celles de la France et de la Grande-Bretagne réunies. Les renseignements publiés par les ministères de l'Air des trois pays, peu de temps avant le conflit, et qui, même en faisant la part de la propagande ou de l'optimisme, devaient se rapprocher de la réalité, conduisent aux chiffres suivants : 4 800 avions pour le Reich, 1 500 pour la France, 1 500 pour la Grande-Bretagne. A l'avantage du nombre les Allemands se flattaient d'ajouter la supériorité technique de leur bombardement. On aurait pu s'attendre, dans ces conditions, à voir l'Allemagne ouvrir les hostilités par une gigantesque attaque aérienne, capable de briser instantanément la volonté de ses adversaires, ou, du moins, d'engager leur usure matérielle et morale, prélude à l'offensive générale. Cela paraissait correspondre à la doctrine stratégique prêtée à nos ennemis, comme aux menaces souvent proférées par leurs chefs, et, lorsqu'ils ont entendu les sirènes de la première alerte, la plupart des Parisiens ont certainement pensé que la grande épreuve « douhétienne » allait commencer.

Cependant, il n'en a rien été. Comment expliquer cette abstention ? Quels motifs ont déterminé les Allemands à ne

pas exploiter l'avance qu'ils avaient prise et à ajourner cette attaque aérienne de grande envergure dont ils proclamaient volontiers que les effets seraient irrésistibles ?

Une des raisons doit en être cherchée dans la décision de principe que paraît avoir prise Hitler de ne pas déclencher immédiatement une grande offensive à l'occident. Le haut commandement militaire est alors resté fidèle à sa doctrine de guerre en ne lançant pas l'armée de l'Air dans une opération isolée ; moins confiant que le maréchal Gœring dans l'effet décisif d'une action aérienne indépendante, il croit que seules la concentration des moyens sur l'objectif principal et la convergence des actions peuvent conduire au succès final. C'est la règle qu'il a appliquée en Pologne, où la masse de l'aviation a été engagée en liaison étroite avec l'offensive terrestre : s'étant d'abord assuré de la maîtrise de l'air en écrasant les escadrilles polonaises sur leurs terrains, les escadres allemandes ont ensuite procédé au bombardement intensif des postes de commandement, des voies de communication, des troupes surprises en pleine mobilisation, et facilité ainsi l'avance des divisions blindées qui ont, à leur tour, exploité la désorganisation causée par ces attaques aériennes en occupant définitivement le terrain. Les résultats obtenus sur le front oriental n'ont pu manquer de confirmer le commandement allemand dans l'excellence de sa méthode et nous devons nous attendre à ce que son action contre nous procède des mêmes principes de surprise, de masse et d'étroite liaison des armes.

Il faut tout de suite ajouter que les escadrilles allemandes ne trouveront pas ici les conditions exceptionnellement favorables dont elles ont bénéficié en Pologne. Là-bas, la surprise a été complète, ce qui leur a permis d'obtenir aussitôt la suprématie aérienne ; dès lors, en l'absence presque totale de la D. C. A., elles ont eu la faculté de sillonner le pays à toutes les altitudes sans rencontrer aucun obstacle et d'y multiplier la dévastation de leurs feux. Les quelques avions polonais échappés à l'écrasement initial ont pu, par des combats héroïques, jeter un éclat de gloire sur leur arme ; ils devaient rester impuissants à endiguer le nombre.

Sur le front occidental, si nous sommes vigilants, l'espoir d'une surprise est exclu : les escadres ennemies se heurteront

à un système de chasse et de D. C. A. qui brisera leur offensive ; à l'inverse de ce qui s'est passé en Pologne, elles trouveront partout des troupes intactes, utilisant leurs armes antiaériennes ; elles subiront des pertes sévères et la puissance de leurs attaques déclinera rapidement. Devant un adversaire bien armé et sur ses gardes, il ne suffit pas d'appliquer de bons principes pour obtenir le succès.

Il y a cependant tout lieu de penser que les Allemands resteront fidèles à la doctrine de la convergence des actions. La bataille qu'ils ont engagée dans la mer du Nord en fournit une nouvelle preuve. Là aussi, ils se sont efforcés de concentrer le maximum de moyens sur l'objectif visé : l'interruption des communications maritimes. Tous les éléments capables d'intervenir dans la lutte : sous-marins, hydravions de reconnaissance et de bombardement, poseurs de mines navals et aériens ont été simultanément mis en œuvre. La bataille navale a pris ainsi une forme nouvelle correspondant à l'évolution des armements et, dans le cas présent, à la disproportion des flottes en surface ; mais dans la volonté qui la dirige on reconnaît toujours le souci d'assurer une inflexible concentration des efforts.

Il est une autre raison qui a certainement détourné les Allemands de tenter une grande offensive aérienne isolée contre les Alliés : la crainte de la riposte. Un regard sur la carte montre que les régions les plus vulnérables du Reich : la vallée inférieure du Rhin et la Ruhr, sont à une proximité de la frontière telle qu'elles ne sauraient échapper aux attaques aériennes. De nombreuses escadres ne seraient pas nécessaires pour y réaliser de sévères dévastations, et il est indiscutable que la destruction des approvisionnements, la perturbation des usines, la démolition du matériel roulant, l'interruption des transports auraient, pour les stocks du Reich, des effets bien plus graves que pour ceux des Alliés dont le ravitaillement peut, au besoin, s'alimenter à de puissantes sources extérieures.

Mais le jour où le commandement allemand se décidera à demander à la bataille le dénouement de la guerre, on le verra sans nul doute déchaîner comme une tornade la masse de ses escadres, non seulement sur les arrières immédiats de la ligne de feu, mais aussi sur les profondeurs du pays. A ce

moment, chaque effort de l'aviation aura une répercussion utile sur l'ensemble de l'action engagée, ses résultats seront instantanément exploités, et l'assaillant pourra espérer que la riposte de l'adversaire sera affaiblie par les exigences que lui imposera la lutte du champ de bataille. Ni l'usure du matériel, ni la consommation d'essence, ni les pertes d'effectifs ne paraîtront alors trop lourdes aux Allemands : ils joueront leur chance à fond. C'est à cette éventualité que nous devons nous préparer, au front comme à l'intérieur.

LA PRÉÉMINENCE DE LA CHASSE

Bien que la lutte n'ait pas encore pris son véritable développement, les opérations qui se sont déjà déroulées depuis le début des hostilités permettent cependant d'apercevoir quelques-unes des conditions nouvelles imposées aux formes de l'action aérienne par les progrès du matériel et de pressentir les conséquences qui en résulteront pour le personnel. Le fait dominant est la prééminence éclatante de l'aviation de chasse. Surclassant tous les autres appareils par sa vitesse, sa maniabilité, la puissance de son armement tout entier concentré vers l'objectif visé, l'avion de chasse est maître du ciel. Qu'il s'agisse d'assurer à nos avions d'observation et de reconnaissance la sécurité nécessaire à l'accomplissement de leurs missions, ou, au contraire, de paralyser ceux de l'ennemi, c'est à la chasse qu'on fait appel : si elle domine les chasseurs adverses, notre aviation peut exécuter sa tâche ; celle de l'autre partie est obligée de disparaître. Demain, lorsque les bombardiers seront lancés à l'attaque, c'est encore la chasse qui dressera l'obstacle le plus efficace devant leurs expéditions et les fera définitivement échouer en les décimant.

L'importance de la chasse avait été déjà mise en relief pendant la guerre précédente ; ses escadres ont joué un rôle capital dans toutes les batailles en assurant au commandement la maîtrise de l'air. Si, depuis 1916, les Allemands ne se sont plus risqués à lancer de jour leurs bombardiers au delà des lignes, c'est à la crainte que leur imposait notre chasse que nous le devons ; elle avait attiré à elle les plus brillants de nos pilotes et ses effectifs avaient été progressive-

ment portés au tiers des forces totales de notre aviation.

Mais, avec l'éloignement des faits, et sous l'influence de certaines théories fondées sur la puissance présumée des « forteresses volantes », on s'était un moment écarté, en France, des leçons de l'expérience, au point de mettre en doute, dans les milieux officiels mêmes, l'utilité de cette arme. Le redressement des idées et des programmes a été heureusement opéré assez tôt pour qu'à l'ouverture du conflit nous disposions d'escadres de chasse équipées avec un matériel supérieur par certains points à celui de l'ennemi et dont le personnel remarquablement entraîné a pris, dès les premiers jours, un ascendant indiscutable sur son adversaire.

Devant une chasse allemande évaluée à près de quinze cents avions, seule la modicité initiale de nos effectifs pouvait faire naître des difficultés et justifier des préoccupations, mais il y a tout lieu de penser que six mois d'efforts supplémentaires, dans nos usines comme dans nos écoles, et l'arrivée sur le continent des brillantes escadrilles britanniques ont sérieusement amélioré la situation.

LA TYRANNIE DE LA VITESSE

Si la chasse peut établir sa souveraineté dans le ciel, c'est, en premier lieu, à la vitesse qu'elle le doit. C'est la vitesse qui lui permet de rejoindre l'adversaire et de l'attaquer en lui imposant sa manœuvre. Aussi, pour échapper à son action redoutable ou en réduire du moins la durée, tous les autres types d'avions, ceux du bombardement, de la grande reconnaissance et de l'observation, tendent-ils, eux aussi, vers les formes de bolides capables de leur assurer la plus grande rapidité de vol. Ils y trouvent en même temps l'avantage d'être moins vulnérables aux tirs de la D. C. A. Le poids des bombes, le rayon d'action, l'équipage et jusqu'à l'armement sont, au besoin, limités pour rapprocher le plus possible chaque appareil de la vitesse qui lui permettra d'accomplir sa mission avant d'être coiffé par la chasse ennemie. Naturellement, on s'efforce d'ajouter à cette qualité la meilleure maniabilité et la plus grande puissance ascensionnelle compatibles avec la vitesse adoptée, mais c'est à cette dernière performance, vitale sur le champ de bataille,

que sont subordonnées toutes les autres ; les avions qui ne la possèdent pas à un degré suffisant sont condamnés à disparaître. L'hécatombe des huit Dornier 17 de grande reconnaissance abattus par la chasse dans nos lignes en un seul jour du mois de novembre, la destruction des nombreux Heinkel 115 aventurés sur les côtes britanniques, comme aussi sans doute la plupart des disparitions d'avions alliés, sont dues à la lenteur relative de ces appareils devant les chasseurs et la D. C. A. modernes. Ce même défaut, vraisemblablement aggravé par des erreurs de tactique, a déjà coûté à l'aviation soviétique en Finlande un nombre d'équipages hors de proportion avec les résultats obtenus et les modestes effectifs de chasse qui lui sont opposés.

Mais cet accroissement prodigieux de la vitesse, étendu à toutes les catégories d'appareils, bouleverse les conditions de la lutte aérienne et celles de l'exécution des missions. En face des chasseurs dépassant 100 mètres-seconde, tout avion, toute unité aérienne peut se trouver subitement entraîné dans la tempête d'un combat. L'équipage aperçoit un point à l'horizon ; il saisit ses armes et déjà l'ennemi est sur lui avec son ouragan de canons et de mitrailleuses. Si l'appareil isolé n'effectue pas une manœuvre d'évitement extrêmement rapide et souple, il est foudroyé ; si le groupe ne conserve pas une cohésion parfaite avec une défense de feux impeccable, le tourbillon des chasseurs l'attaque en ses points faibles et le décime. Cette perfection dans les manœuvres, dans les tirs, exige que tout le personnel navigant, qu'il appartienne au bombardement, à l'observation ou à la reconnaissance, ait désormais une virtuosité comparable à celle qui n'était jusqu'à présent demandée qu'aux aviateurs de chasse. Exigence qui aura des répercussions sérieuses sur la sélection du personnel et sur la durée de l'entraînement des équipages.

Le danger que la chasse fait ainsi peser sur tout avion franchissant les lignes conduit, d'autre part, à modifier les procédés d'exécution des missions. Le temps est passé où, pour faire des reconnaissances ou pour observer des tirs, les appareils de corps d'armée survolaient longuement le champ de bataille en décrivant de nombreux circuits au-dessus des objectifs. Ils doivent maintenant agir par coups de sonde rapides, déjouant l'interdiction ennemie, et relever sans

hésitation le renseignement dans les instants très brefs de ces courtes incursions chez l'adversaire. Sans doute cherchera-t-on aussi à remédier aux lenteurs et aux imperfections de l'organisme humain en développant l'emploi des divers procédés mécaniques capables de fixer automatiquement l'image de la situation.

Le bombardement sera de même conduit à assouplir son mode d'action et à substituer aux grandes formations rigides des groupes d'attaque légers permettant d'utiliser des itinéraires et des altitudes variés et de mieux exploiter le couvert des masses nuageuses.

Quant aux avions dont la vitesse est insuffisante, ils s'efforceront d'échapper à la chasse en faisant appel à l'altitude. Le même expédient avait été exploité au cours de la précédente guerre, où l'on voyait fréquemment les avions de reconnaissance et de bombardement monter jusqu'à 6 000 ou 7 000 mètres pour effectuer leurs missions. Aujourd'hui, c'est jusqu'à 8 000 et 9 000 mètres qu'ils s'élèvent couramment, entraînant d'ailleurs dans leur sillage les chasseurs chargés de les intercepter. Mais ce déplacement de l'action vers la stratosphère s'accompagne d'une lourde rançon : l'usure rapide du personnel. Les différences excessives de pression subies en quelques minutes, parfois en quelques secondes, les froids de —40 et 50 degrés endurés pendant des heures, la fatigue qu'impose, à ces altitudes, le moindre effort de manœuvre des armes ou de l'équipement, soumettent l'organisme à des épreuves que du personnel même jeune ne peut soutenir sans être méthodiquement mis au repos, ce qui implique l'existence de nombreuses réserves instruites. Le problème des effectifs et de leur formation prend ainsi une importance qu'il n'avait jamais eue jusqu'à cette heure et sa solution donnera un avantage certain à celui des deux adversaires dont les ressources démographiques et les moyens d'instruction reposent sur les bases les plus larges. Il est permis d'espérer que cet avantage appartiendra aux Alliés.

LES SURPRISES

Dans l'attente des surprises que cette guerre nous réserve, l'aviation, dont les possibilités paraissent sans limites, se voit

attribuer à juste titre un rôle capital quoique imprécis. Cependant, ses innovations sont restées jusqu'à présent dans des limites modestes, et il n'a encore été révélé ni matériel secret ni procédé inédit qui paraisse destiné à révolutionner la technique aérienne.

Sur le théâtre occidental d'opérations, la première application des nouveaux modes d'emploi des avions a été de lancer sur toute l'étendue du territoire adverse des tracts destinés à convaincre la population de l'injustice de la guerre engagée par ses dirigeants, des raisons qui la lui feraient perdre et aussi des dévastations qui s'abattraient inexorablement sur elle le jour où les exhortations à la paix seraient remplacées par des bombes. Tant que les belligérants n'auront pas été soumis à des épreuves militaires ou économiques minant leur force de résistance, il est peu probable que ce procédé puisse avoir, comme le reste de la propagande d'ailleurs, une profonde emprise sur leur moral. Du moins, en participant ainsi à l'« offensive psychologique », l'aviation a-t-elle donné une nouvelle preuve de sa faculté d'adaptation aux formes les plus imprévues de la guerre.

La surprise de la pose des mines magnétiques sur les côtes d'Angleterre par les hydravions Heinkel 115 a eu des effets immédiats plus graves.

En acceptant, il est vrai, d'employer avec ces engins un moyen de combat universellement condamné par le droit maritime et plus encore par la simple morale, les Allemands ont su tendre devant le littoral britannique un piège qui eût pu avoir des conséquences désastreuses pour la navigation alliée, si la parade n'en avait pas été rapidement trouvée. Exploitant les possibilités de l'aviation actuelle, en particulier le rayon d'action et la vitesse qui permettaient d'accomplir le trajet pendant les heures nocturnes et d'effectuer la pose des mines à l'insu de l'adversaire, les Allemands ont ainsi infesté secrètement les parages les plus fréquentés des côtes anglaises. Si les barrages avaient pu être assez étendus et régulièrement renouvelés, les liaisons maritimes de la Grande-Bretagne auraient souffert de graves interruptions, mais les mesures prises pour la recherche et la destruction des hydravions dans leurs repaires mêmes ont promptement fait échec aux entreprises allemandes. N'ayant pas atteint

son but du premier coup, cette surprise voit ses effets s'amenuiser progressivement. Elle est déjouée.

Enfin, comme il fallait s'y attendre, le lancement de parachutistes en arrière des lignes ennemies, dont l'aviation soviétique tirait grande vanité en temps de paix, a été effectivement appliqué sur le théâtre oriental d'opérations. Pendant la campagne de Pologne, cette manœuvre a réussi en plusieurs points, parce qu'elle a bénéficié de la désorganisation que l'avance foudroyante des divisions blindées avait développée dans tout le pays, et aussi des nombreuses intelligences que les Allemands avaient su s'y créer depuis longtemps. Les groupes de parachutistes n'ont rencontré que de rares résistances et ils ont pu, dans ces conditions, contribuer à répandre la terreur et la paralysie sur les arrières des armées.

Mais en Finlande, les parachutistes soviétiques ont atterri dans un pays dont l'organisation défensive était restée intacte et vigilante ; ils ont été immédiatement encerclés et réduits à l'impuissance. Sur les théâtres européens d'opérations, il en sera de même chaque fois que cette manœuvre sera tentée contre un adversaire que les revers n'auront pas encore suffisamment ébranlé. Elle conduira à d'inutiles sacrifices.

Sur certains théâtres d'opérations orientaux ou africains, la situation est différente. Dans ces régions aux vastes étendues, peu peuplées, où les dispositifs militaires offrent des flancs découverts avec des intervalles parfois considérables et des arrières faiblement tenus, il est possible que des détachements lancés en parachutes ou déposés par les avions puissent se regrouper et remplir leur mission avant l'intervention de la défense. C'est là leur véritable champ d'action.

De ce que l'aviation ne nous a pas réservé de surprise retentissante pendant ces six premiers mois d'hostilités, il ne faudrait pas en déduire qu'une telle éventualité soit à écarter définitivement. Même si aucun matériel nouveau révolutionnant la technique et les procédés de combat n'apparaît pas, la surprise sera recherchée en utilisant les moyens actuels, mais en donnant à leur emploi une forme imprévue, capable de déconcerter la défense. La soudaineté des attaques, leur

masse, leur étendue, leur prolongation sont autant de facteurs qui peuvent prendre une importance dépassant les prévisions actuelles et mettre la parade en défaut. Une surprise de cet ordre aurait des effets aussi graves que l'apparition d'un matériel secret.

LA VEILLÉE DES ARMES

Sauf dans la mer du Nord, où elle a pris tout le développement que paraissent permettre les moyens en présence, la lutte aérienne s'est limitée, jusqu'à présent, à de brefs engagements pour la défense du front et à des escarmouches affirmant l'esprit combatif des deux adversaires.

Mais, derrière ce calme apparent, il se livre dans les laboratoires, les usines, les écoles, les bases aériennes des deux partis, une bataille technique, silencieuse et secrète, qui prépare la bataille des armes et décidera de son issue. Chacun cherche fébrilement à améliorer son matériel, dont il sait que la supériorité sur celui de l'ennemi sera décisive, à développer son potentiel de fabrication, ses effectifs, à perfectionner l'entraînement des escadres.

Bien que les programmes soient entourés de la plus rigoureuse discrétion, le cadre dans lequel ils sont engagés et les premiers résultats, dont la connaissance n'a pu être voilée, permettent de prévoir l'ampleur que prendront la violence et l'étendue de la bataille aérienne. Pour en juger, il suffit de considérer ce que représente la mobilisation de toutes les ressources et de toutes les énergies de l'empire britannique. La « communauté » a répondu sans défaillance à l'appel de la métropole ; elle a offert l'immense réservoir de sa jeunesse pour la création de nouvelles escadres aériennes dont les premiers éléments ont déjà rejoint le théâtre d'opérations, pendant que des milliers de pilotes, de mitrailleurs, de radios et de mécaniciens commençaient leur entraînement. Au Canada seul, il a été créé soixante-sept écoles disposant de quatre-vingts aérodromes qui viennent s'ajouter aux nombreux centres d'instruction déjà existants dans tout l'empire. Le problème du personnel navigant, auquel l'usure de la bataille donnera une importance prépondérante, est ainsi assuré de recevoir une solution satisfaisante.

Un effort analogue est déployé pour le matériel. Tout d'abord en ce qui concerne la qualité : bien que leurs performances n'aient pas été divulguées, les nouveaux avions de chasse mis en service marquent un progrès certain et il y a tout lieu de penser qu'ils continueront à surclasser les appareils allemands les plus récents. Une amélioration parallèle est apportée au matériel de bombardement. En ce qui concerne le nombre, l'indication que le premier ministre britannique a récemment donnée sur la main-d'œuvre, « sept fois plus nombreuse qu'en 1936 », employée dans l'aviation, permet de pressentir l'accroissement de potentiel acquis par les fabrications.

C'est également à une déclaration récente du ministre de l'Air français que nous pouvons nous référer pour mesurer l'importance de notre effort aérien : plus de 2 milliards investis en dix mois pour la rénovation et le développement de nos usines ; plus de mille entreprises concourant désormais aux fabrications aéronautiques ; la construction en série de nos meilleurs prototypes accélérée dans la proportion de un à quatre ; des écoles organisées sur toute l'étendue de notre empire pour la formation d'une jeunesse enthousiaste qui afflue vers l'armée de l'Air. Mais ce qui ne peut se chiffrer et constitue cependant l'élément le plus précieux de préparation à la bataille, c'est le travail exécuté dans les laboratoires, les écoles, les escadres, les états-majors, pour porter au plus haut point de perfection le matériel, l'instruction du personnel et les procédés tactiques. Cet effort silencieux et persévérant à travers les difficultés, les lenteurs, les échecs partiels contribue dès maintenant à tremper les volontés ; elle trouvera sa sanction définitive au combat.

Quant à notre adversaire, il est hors de doute qu'il doit, lui aussi, appliquer toute son énergie à renforcer son aviation, dont les premiers engagements avec les escadres alliées lui ont révélé certaines infériorités techniques et dont la puissance totale n'a pas dû lui paraître suffisante pour risquer une attaque brusquée dès l'ouverture du conflit.

On sait déjà qu'il se hâte d'équiper les avions de chasse et de bombardement avec des moteurs donnant 200 chevaux de plus que les moteurs actuels et assurant un gain de 50 à 60 kilomètres-heure. Ils seront peut-être, de ce fait,

aussi rapides que les appareils des Alliés ; il est peu probable qu'ils soient aussi maniables.

Bien qu'ils eussent déjà porté leur fabrication au rythme de cinq ou six cents appareils par mois, les Allemands ont encore intensifié cette production et atteint, d'après certaines revues américaines, le chiffre de huit cents appareils. Rapprochée de ces renseignements mentionnant la création de nouvelles bases d'aviation et l'extension des mesures de recrutement, cette indication permet de penser que le Reich projette d'accroître encore les effectifs de son armée de l'air récemment évalués à cinq mille avions. Il serait, d'autre part, contraire au tempérament de nos ennemis de ne pas utiliser méthodiquement l'accalmie actuelle pour compléter leurs approvisionnements et pousser énergiquement l'entraînement de leur personnel.

Nous assistons ainsi dans les deux camps à une véritable veillée des armes, pendant laquelle chaque adversaire prépare de son mieux les forces matérielles et morales avec lesquelles il affrontera demain la bataille décisive. Il sait que, pour l'aviation, le choc sera d'une brutalité sans précédent, que les effets pourront en être rapidement désastreux pour le plus faible, et qu'il faut, par suite, se présenter au combat immédiatement prêt à dominer l'adversaire par la qualité des avions, des équipages et de la manœuvre.

Que des efforts ardents, tenaces, impatients d'aboutir, assurent cet avantage aux Alliés !

GÉNÉRAL PUJO.

L'ATLANTIQUE

SYNTHÈSE DU PORTUGAL

J'AI quelquefois pensé que le Portugal pourrait s'appeler Atlantis. Son climat, son paysage, sa végétation, sa vie côtière et même sa vie agricole, son histoire, ses découvertes, ses conquêtes, son architecture propre, — le manuélin, — une grande partie de sa littérature, sa race, son caractère et son langage s'expliquent en un seul mot : l'Atlantique.

Les vents qui soufflent de cette Mer Océane, comme écrivaient les vieux cartographes, ne rencontrent que des côtes basses et sableuses, à peine interrompues par quelques promontoires rocheux : Nazaré, Péniche, Espichel, Sinès et la haute falaise du cap Saint-Vincent, proue de l'Europe méridionale. Les brumes salines qu'ils poussent devant eux s'élèvent sur la pente douce que fait ici, en s'inclinant vers la mer, la *meseta* castillane, et, fécondant le sol, couvrent tout le pays d'une végétation magnifique, exaltée par la tiédeur de la latitude. Ce ne sont que forêts, vignobles, pâturages, rizières, vergers, sauf dans l'Alemtejo, qui participe de la sécheresse andalouse et ne donne que du blé maigre et du chêne-liège. Partout ailleurs, l'arborescence des régions tempérées se mêle aux essences méridionales et même à des espèces africaines. Le pin, l'yeuse, l'érable, l'eucalyptus et ce cyprès lusitanien qui s'étale en largeur au lieu de s'élever en flamme noire, voisinent, dans les grands bois du Douro et de l'Estremadure, avec le chêne, le mélèze, le châtaignier, le bouleau, l'acacia. Parmi les ombrages épais et les pelouses soyeuses de Sintra et de Bussaco s'épanouissent les fougères géantes,

les camélias hauts comme des arbres, les palmiers, les bananiers, et de gigantesques magnolias fleuris de globes comme des lampadaires. L'Algarve, dont le nom veut dire, en arabe, le Jardin, n'est qu'un verger de figuiers, de pêchers, d'amandiers et d'agrumes, et, sur le versant sud du Malhao et du Monchique, une immense olivaie.

L'Atlantique reçoit ici tous les grands fleuves espagnols, à l'exception de l'Èbre : le Minho, venu de la haute Galice ; le Douro, parti de l'ancienne Numance, au fond de la Vieille Castille ; le Tage, qui a traversé toute l'Espagne, depuis l'Albarracin, près de Teruel ; le Guadiana, sorti de la même sierra, et qui traîne son cours paresseux de la Manche donquichottesque à l'Algarve du Navigateur.

Ainsi, le Portugal, raviné par les lits profonds de ses fleuves, crevassé par des estuaires, par la marée et la tempête océane, rafraîchi par le norois et le suroît, est, dans la péninsule ibérique, le pays des belles eaux ; et il n'est pas étonnant qu'avec ses quatre fleuves il ait été choisi par des scoliastes patriotes comme l'emplacement du Paradis terrestre. Ils oubliaient sans doute la nudité d'Ève et la fragilité de son corps de chair neuve sous un climat venteux qui oblige les femmes à s'envelopper de châles. Cette abondance de l'eau a peuplé le Portugal de fontaines. Il y en a partout, non seulement dans les villes, mais dans les bourgs et les villages, et même en pleine campagne, au bord des routes, où l'on en trouve de monumentales, hautes et larges, façades blanches et roses, frappées d'écussons, couronnées de balustrades, avec de vastes abreuvoirs usés par le museau des bêtes.

Le vent, de son côté, a peuplé le pays de moulins. Cette figuration classique de la Hollande où, peu à peu, le moteur remplace les vastes ailes, pourrait être appliquée au Portugal.

Ils sont gais, alertes, mus par quatre focs de toile blanche, triangulaires, qui dressent sur le ciel de grandes croix de Malte. On en voit sur toutes les crêtes, principalement dans l'Estremadure, et sur le faîte des dunes maritimes, rarement isolés, le plus souvent en ligne de trois, quatre, cinq et plus, ronds et blancs, couverts d'un toit pointu sans gouttière, leurs ailes légères tournant très vite, avec un frémissement joyeux.

Aux étais qui unissent les bras sont attachés de petits vases d'argile, ronds ou allongés, percés de trous menus, tout pareils à des ocarinas. Alors, quand ils tournent, tous ces moulins font de la musique. Ils chantent sur des notes diverses qui s'enflent ou décroissent selon la force du vent. Et il y en a tant et tant de ces flûtes éoliennes que cela fait un concert touffu et confus, comme si la brise, les vagues de la mer, les fontaines, les torrents et les sirènes d'Ulysse, fondateur de Lisbonne, joignaient leurs voix innombrables.

Je voudrais bien que cette musique n'eût été inventée par les meuniers lusitains que pour orner le vent, afin que Giono pût nous conter de curieuses histoires sur l'âme artiste du paysan. Mais il me faut avouer que ces pipeaux tournoyants ne sont là que pour annoncer, la nuit, la proximité du moulin et éloigner du danger celui qui passe. Toutes les belles choses de la vie agreste ont une raison matérielle, et je préfère cela aux faux Tityres en pantalon de velours imaginés par les écrivains bucoliques.

S'il a créé le paysage, l'Atlantique le remplit. Sur la longue route de Viana à Setubal, et sur celle, tout au sud, de Vila-Real au cap Saint-Vincent, il occupe presque toujours le fond du décor, son étendue glauque ou ses profonds estuaires, ses lagunes et ses dunes. Ses bateaux remontent les fleuves larges et profonds, comme dans le Ribatejo et l'Algarve, où des mâtures et des voiles glissent lentement à travers les prairies et les champs de maïs. Et le vigneron du Douro, comme le *trasmontano* de Bragance, ne sait même pas que c'est le souffle océanique qui féconde la montagne jusqu'aux frontières de l'est, là où commencent le noble plateau brûlé de la Castille, les landes de l'Estremadure espagnole et la majestueuse nudité andalouse.

Tout le pays n'est qu'un rectangle littoral. Les deux barons français, Henri et Raymond de Bourgogne, qui ont fondé le royaume de Portugal et sa première dynastie, ont voulu d'abord créer, aux dépens de Castille-et-Léon, cette marche atlantique. Les fils de Henri ont refoulé les musulmans jusqu'au Tage, d'abord, jusqu'à la mer méridionale, ensuite. En 1270, le Portugal avait pris sa forme définitive, longue bande de rive nord-sud, ses frontières de l'est

délimitées sans doute par des principes politiques, mais plus encore par la fécondité océane.

Délivré à la fois de l'Espagne et de l'Islam, alors que ces deux Puissances continuaient à lutter pendant plus de deux siècles encore, le Portugal revenait à son origine naturelle, l'Atlantique, exactement comme les paysans de l'Algarve viennent à Quarteira, le jour de la Saint-Jean, se retremper dans la mer.

On a dépeint les grandes navigations portugaises du XVe siècle comme une réponse à l'appel de l'océan, une course aventureuse dans l'immensité inconnue qui se déployait au sud et à l'est. Cette idée romantique de la tentation maritime, qui n'a jamais hanté que la cervelle des terriens, ne pouvait occuper celle de ces marins de toujours, habitués depuis des siècles à considérer la mer comme la bête méchante qu'il faut mater. Il fallait, pour l'affronter, du courage, de la résolution, de la prévoyance, de la méthode. Le périple du sud, qui a commencé par Ceuta et s'est terminé aux Moluques, n'est que l'extension de la lutte contre les Mores, l'envahissement progressif de leur domaine. Seuls, les marins littéraires d'aujourd'hui vont sur la mer pour naviguer. Les Portugais, comme les Espagnols, comme les nôtres, sont partis pour conquérir des terres nouvelles, en ramener de l'or et des épices. Mais, dans cette exploration de l'océan méridional, ils ont été les premiers. En 1431, ils avaient découvert les Açores, au tiers de la route de ce qui devait être New-York, et croyaient voir de là une île qu'ils nommaient Antilla, celle qui devait obséder Colomb. Leur esprit réaliste ne leur permit pas d'aller plus loin ; ils repoussèrent même comme chimérique le projet du Génois. C'est par à-coups prudents qu'ils ont sondé cette Mer des Ténèbres, le long de la côte africaine, la jalonnant de comptoirs productifs. Ils ont mis cinquante ans à atteindre le cap de Bonne-Espérance, cinquante ans de patience et de calculs. Mais ils ouvraient ainsi la route des Indes et montraient aux marins de tous les pays que le mystère océanique n'était pas impénétrable.

L'animateur de tout cela était cet infant Henri qu'on a surnommé le Navigateur, bien qu'il n'ait fait que traverser les Colonnes d'Hercule pour atteindre Ceuta. Mais en créant, vers 1430, l'école de Sagrès, il donnait l'impulsion aux

conquêtes maritimes qui devaient donner au Portugal un magnifique et éphémère empire.

On peut voir au musée de Lisbonne le mâle visage de ce Père de la Découverte, peint par Nuno Gonçalvès, son contemporain. La masse de la mâchoire, la bouche charnue, la rude moustache, les pommettes dures, le regard froid, n'ont rien d'un rêveur, sont, au contraire, d'un réalisme presque paysan. Facies d'organisateur habile, d'administrateur économe, de thésauriseur patient : un « cul-terreux » de la mer. Son école d'armateurs, de marins, d'astronomes, de cartographes, de pionniers et d'espions n'avait rien de romanesque. C'était un bureau d'études en vue d'un but précis : la création d'un empire commercial. Cela devait donner au Portugal le Maroc, la Guinée, le Congo, Mozambique, les Indes, Malacca, l'Indochine, les Célèbes, les Moluques, le Brésil, un domaine trop lourd pour la métropole, trop difficile à défendre, et que devaient morceler les Anglais et les Hollandais. Ce qu'il en reste est encore imposant : Madère, les Açores, les îles du Cap-Vert, Sao-Tomé et Principe, la Guinée, Angola, le Mozambique ; Goa, Damao et Dio, sur la côte occidentale des Indes ; Macaü, dans le Sud chinois, et Timor.

Vasco de Gama, Albuquerque, ces deux grandes figures portugaises qui font un curieux pendant à Cortez et Pizarro, étaient les petits-fils spirituels du Navigateur, hommes rassis, précis ; le second parti vers la conquête lointaine à plus de cinquante ans, diplomate retors, organisateur puissant et réaliste, qui devait, bien avant la France, laisser sa juste part à l'indigène, mais qui devait aussi organiser le métissage, ce qui a profondément modifié la race portugaise.

Du Maroc, des Indes, de la Chine, mais surtout des fonds de pêche de l'Atlantique, le Portugal devait ramener son art propre, le manuélin. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler une architecture. C'est une ornementation sur une structure gothique de la dernière période, une décoration de pierre, faite de motifs végétaux et sous-marins, expression parfaite, en cela, du paysage et du littoral portugais, car le pays est une forêt ornementale et une vaste pêcherie.

Si je me promène sur l'une de ses plages qui étendent à l'infini leur solitude éblouissante, je découvre, à la limite

des hautes vagues qui déferlent avec un tumulte orchestral, toute une vie morte, refoulée par le vent et le flot : des varechs chevelus, de longues algues contournées, des rameaux de polypier, des gâteaux de mousse criblés comme des éponges, des coquillages globuleux, des étoiles râpeuses, des bouts de chaînes et de cordages, et parfois un grappin à moitié enfoui dans le sable ou une planche gravée d'une croix, comme en portent les barques de Caparica. J'en fais une moisson et je l'emporte sur mon dos, à travers les vignobles et les potagers, où les ceps feuillus ombragent le fenouil et l'artichaut, jusqu'à la forêt dense et immobile dont les ramures s'enlacent fortement.

De ces épaves, de ces végétations, les architectes portugais ont fait le manuélin. En épais reliefs sur des surfaces nues, ils ont figuré cette récolte maritime, les pampres, les légumes et les feuillages de leur patrie. Et si multiple, si absurde, si incohérent, si prodigieux, enfin, est le mystère de la création, qu'ils ont fait de ce disparate, de ce quasi monstrueux assemblage, des chefs-d'œuvre émouvants.

Structuralement, au point de vue de l'ossature, des lignes constructives qui supportent l'exubérance manuéline, l'influence castillane est certaine (Salamanque, Valladolid), comme aussi celle de l'art arabe ou berbère et de son adaptation, le mudéjar, par exemple dans la tour de Belém et dans l'admirable portail extérieur des Chapelles Inachevées de Batalha. Mais c'est des Indes et de l'Indochine qu'est sortie l'idée de cette surcharge ornementale qui évoque l'art hindou et l'art khmer, à ce point que certains tambours des hauts piliers de Belém semblent venus de Scindia ou d'Angkor. Bâtie avec les richesses de l'Inde, et destinée à en glorifier la conquête, l'église des Jeronimos se devait d'interpréter en une sorte de trophée les excès tropicaux de l'architecture bouddhique.

Le pays a fourni les motifs, car l'art ne peut être que national et périra s'il cesse de l'être. Le navire, cette figuration de la conquête lointaine, a donné ses cordages, ses chaînes, ses réas, ses écubiers, ses drosses, le ceinturon de ses matelots. La mer a laissé prendre les volutes de ses vagues, sa végétation cachée, ses polypes, ses coraux, ses coquilles, les écailles de ses poissons. Le potager, le vignoble, la forêt

ont donné des légumes, des rinceaux, des arborescences fabuleuses. La dynastie a couronné le tout de ses emblèmes royaux : la croix d'Aviz, — qu'elle est transparente à Batalha ! — la sphère armillaire et les cinq besants de l'écu portugais.

Avec cet amalgame qui semblait devoir aboutir à la démence, à une explosion de mauvais goût, des hommes comme Joao de Castilho et Mateus Fernandes ont créé des merveilles. Tant il est vrai qu'il n'est, en art, ni principes ni catégories, et que le génie peut tout oser dans sa miraculeuse transfiguration.

De l'Extrême-Orient, les Portugais ont aussi ramené leurs barques. La plupart ressemblent à des pirogues ou à des sampans. Cela vient tout droit de l'archipel malais et des grands fleuves chinois. Et, depuis quatre siècles, les formes n'en ont pas changé. Aucun pays d'Europe ne nous offre des types aussi traditionnels ni d'une pareille diversité.

Presque toutes ont l'étrave extrêmement relevée et terminée en pointe aiguë, comme une chaussure à la poulaine. Parfois même, cette pointe revient en arrière, et la proue, alors, prend la forme d'un soc de charrue, ce qu'elle est en effet, car elle creuse puissamment le sillon dans le flot. Quelquefois, comme à Caparica, la poupe est aussi élevée que la proue, et la barque au repos figure un croissant de lune posé sur le sable.

Le *barco rabello*, qui transporte sur le Douro les tonneaux de porto, est une jonque, à la voile près, qui est soutenue par une longue vergue et toujours rapiécée. Tout l'arrière est occupé par un haut édifice de charpente d'où émerge, comme un gigantesque aviron projeté à trente ou quarante pieds, le gouvernail des bateaux chinois.

Une grande pirogue bariolée, à fond plat de gondole, et relevée à la proue comme une poitrine de cygne, hante les lagunes d'Aveiro, ce Zuiderzee portugais. L'étrave tout entière, sur ses deux joues, et la poupe, sur ses deux hanches, sont décorées de motifs populaires, les *chaves*, comme on dit là-bas, les clefs, symboles élémentaires de la fleur, du poisson, de l'étoile, de la fiancée, entourés d'ornements géométriques dont les couleurs rutilent sur le noir de la coque.

Celles de Caparica, que je préfère à toutes les autres pour leur grâce de première lune, sont peintes en bleu ciel et bordées de noir. Elles portent de chaque côté de la proue un œil synthétique, peint en noir, avec une longue paupière frangée de cils, ce même œil que l'on voit en relief sur l'étrave des jonques, regard du bateau sur la mer, et aussi fétiche, le bon œil, bien ouvert.

A Furadouro, qui n'est qu'une grève sans port, au sud de Porto, j'ai vu l'appareillage d'une grande barque de pêche, aussi belle, avec son long bec orné de peintures et couronné d'un bouquet, que les *balons* de fête du roi de Siam, au temps de l'abbé de Choisy. Elle était mue par des rames de galère, de 12 à 15 mètres de long, fournies du contrepoids et de la double poignée à l'usage de la chiourme. Vingt hommes la montaient, qui passèrent la vague à grands tours de reins, les orteils crochés sur la tablette.

Je voudrais décrire ici les barques de Nazaré, de Belchite, d'Olhao, qui ont à la proue des toisons de mouton, comme celle d'or des Argonautes, et tant d'autres aux couleurs fraîches, aux voilures compliquées, comme cette *muleta* de l'Estremadure, qui, avec ses cinq focs enchevêtrés, sa civadière, sa grande voile et sa flèche, ses bonnettes basses et son arrière chargé de tapeculs triangulaires, est le plus extravagant édifice de toile que l'homme ait jamais promené sur la mer.

Les *fragatas* de Lisbonne, qui transportent le sel, sont plus méditerranéennes. Elles évoquent les bateaux marchands de Phénicie ou les courtes trirèmes qu'on voit sur la colonne de Trajan. Apollinaire, — le nouveau, — quand il nous disait que la lumière ne fleurit plus que sur la boutique des marchands de couleur, n'avait certainement pas vu les *fragatas* portugaises. Elles sont entièrement peintes de polychromies éclatantes, non seulement l'extérieur, dont le blanc, le rouge, le vert, le noir et l'orangé marquent les lignes constructives, mais plus encore l'intérieur, qui, des mâts à la carlingue, est peinturluré avec une savoureuse fantaisie populaire. Les varangues sont bleues jusqu'à la préceinte d'un beau vert et rouges jusqu'à la quille. Le gaillard d'avant est d'un riche véronèse, avec un guindeau où le matelot-peintre s'est enivré de son propre travail : la base est verte, les montants

rouges, les arêtes blanches ; la roue dentée est, sur les plats, mi-partie jaune et bleue ; les dents, de la couleur du minium. La barre du gouvernail et les bittes sont décorées de géométries fraîches. Même les caps-de-mouton sont coloriés de rouge, de vert et de blanc. Sur la cloison du poste d'équipage, un artiste du bord a peint et verni, jusqu'au miroitement, des paquebots et des cargos, — ce qui est bien drôle sur un voilier, — et, au centre, l'écusson de la ville de Lisbonne, le nom du bateau et la date de son lancement, parmi des lunes, des étoiles, des soleils, des comètes, des poissons. Seules, les voiles sont immaculées. Quand on les largue, la frégate semble un patio en fleurs sous un vélum frémissant.

L'ESPRIT de l'Atlantique anime la race portugaise, l'aère et la tempère. Rien de moins espagnol, si l'on veut admettre avec moi que la véritable Espagne commence au sud de la Montagne cantabrique. Le Portugais, par son équilibre, sa réserve, son sens critique et son goût de l'ironie, ressemble beaucoup plus au Français, non pas à l'homme du Midi provençal, qui est plus méditerranéen, avec ses excès de l'imagination et du verbe, mais au Français de la côte océane, pondéré, gagne-petit, assidu au travail, récompensé d'ailleurs par la fertilité du sol et de la mer.

Il n'a, de l'Espagnol, ni la gaieté ardente, ni les sombres désespoirs, ce paroxysme de la passion qui s'exprime de toutes les manières, dans le chant, dans la danse, dans les jurons, dans l'amour, dans la corrida, et se traduit, en religion comme en politique, par des convulsions et des violences.

La religion du Portugais est un christianisme tiède, assez superficiel, un vieil usage dégénéré dont il ne subsiste que les formes rituelles. Elle n'a rien de la ferveur barbare et idolâtre du catholicisme espagnol. Aussi l'intérieur des églises portugaises a-t-il en général, peu de caractère. A quelques exceptions près, elles sont froides et dépouillées. On n'y trouve rien de cette débauche ornementale qui, dans la pénombre des églises espagnoles, exalte la dévotion de plusieurs siècles.

Les réactions sont du même ordre, car la haine religieuse, c'est encore de la religion, et la contre-partie du paganisme

sévillan ou du fétichisme de Saragosse est dans la destruction des églises et le massacre des prêtres. Au Portugal, ces réactions ont un caractère administratif et légal. Les lois d'expulsion des ordres religieux y datent de plus d'un siècle. Ce laïcisme, aussi destructeur que l'iconoclasie, a abouti à la dégradation des plus beaux et des plus illustres monastères du pays. Batalha et Alcobaça, images spirituelles de la victoire et de la monarchie, viennent à peine d'être relevés de la ruine où les avaient réduits quatre-vingts ans d'abandon. En dépit des merveilles qu'on y découvre, il y règne la tristesse des choses abolies et, comme à Avignon ou au Mont Saint-Michel, le vide et la froideur des églises sécularisées. Ce ne sont plus des temples ni des couvents, mais des monuments nationaux. Le gardien à képi a remplacé le prêtre, l'odeur du plâtre celle de l'encens. L'admirable cloître de Belém, le chef-d'œuvre de Joao de Castilho, sert de préau pour les ébats d'une marmaille piaillante, car le couvent des Jeronimos, bâti pour célébrer la conquête des Indes, est devenu un orphelinat. Rien ne m'attriste comme ces chefs-d'œuvre qui ont perdu leur signification originelle. Si je souhaitais le retour des rois de France, ce ne serait probablement que pour voir repeupler Versailles.

On ne peut évidemment, et en ne faisant que parcourir un pays pendant quelques mois, pénétrer l'âme de son peuple, surtout lorsqu'on se heurte à une langue si difficile qu'il me fut impossible de me l'assimiler. Bien que l'espagnol me soit familier, je n'ai pu me mettre dans la tête son frère le portugais. Et si la bourgeoisie parle français, le peuple, d'où je tire les plus riches enseignements, ne parle que sa langue. Je suis donc forcé de juger l'âme portugaise d'après ses manifestations extérieures, et je risque ainsi de me tromper. Que ma franchise me serve d'excuse. Je ne suis pas de ces écrivains qui s'imaginent connaître toutes choses d'un pays parce qu'ils l'ont survolé en avion.

Je n'ai pas trouvé dans l'âme portugaise ce fatalisme désabusé qu'on lui attribue quelquefois.

Cela vient sans doute de la place excessive que l'on donne généralement au *fado*. Parce que le nom de ce chant populaire veut dire *fatalité* et que son inspiration est le plus souvent affligée, on y a vu l'expression d'une mélancolie et d'un

renoncement qui seraient le fond de l'esprit de la race. On me semble oublier que le fado n'est rien d'autre que la romance; que la romance, en tous pays, exprime la tristesse d'aimer; et surtout, que le fado est une forme de la chanson qui date à peine d'un siècle, qui a son temps de vogue depuis un siècle, et qu'il n'est ni la musique ni la poésie portugaises. S'il est poignant dans sa mélodie, et surtout par la voix brisée de ses chanteurs, je le trouve, par ailleurs, assez monotone, fait entièrement de deux phrases musicales qui se répètent et qui alternent.

La vraie musique portugaise n'est pas là : ce n'en est que la forme romantique, la lithographie de keepsake, poussée à son dernier point de sentimentalité larmoyante par les étudiants de Coïmbra. La musique portugaise est bien plus dans les chants, les danses et les rondes du terroir, aussi riche que le folklore musical de l'Espagne et de la Yougoslavie; dans les *rodinhas* et les *viras* du Minho, formes joyeuses de l'amour à vingt ans et du repos après le labeur; dans les *chulas* de la Beira, burlesques ou voluptueuses; dans les mélodies aux larges ondulations chorales de l'Alemtejo; dans les innombrables chansons maritimes de ce peuple de navigateurs et de pêcheurs.

L'âme portugaise me semble, au contraire, courageuse et réaliste. Le paysan de la Beira Alta, qui cultive son blé entre les roches, sur des pentes abruptes et sous les pins des forêts; et le pêcheur de ces plages sans port qui lance sa barque à travers les vagues et revient l'échouer dans l'écume, ne me semblent ni résignés ni indolents. C'est un peuple très actif. Au contraire de l'Espagne, les routes sont toujours peuplées de piétons, hommes, femmes et enfants. Les caravanes d'ânes et de mulets, montés par des cavaliers soudés à leur selle, ces cavalcades de flemmards si fréquentes sur les routes castillanes et andalouses, se voient rarement dans le paysage portugais. On ne doit jamais, dans les villes, subir ces hordes de gamins désœuvrés qui sont le fléau de l'Espagne : ils sont, ici, à l'école, cette merveilleuse institution qui ne sert peut-être à rien pour le développement de l'esprit, mais qui vous débarrasse des moutards.

Ce n'est pas un peuple très bruyant. On peut interpréter comme de la mélancolie ce qui n'est sans doute que de la

réserve. Il n'aime guère les palabres tapageuses ni les disputailles à grands éclats. Les hauts quartiers peuples de Lisbonne, Alfama et Maureria sont paisibles : rien de la clabauderie de Marseille, des *bassi* de Naples et des rues juives d'Istanbul. Même dans ses fêtes, il reste placide et discret, au moins jusqu'à ce que le vin libère l'instinct du bruit. Ils sont alors ce que sont tous les ivrognes du monde, de Reykjavik à Sydney.

Le Portugais est frondeur, il a quelque chose de l'esprit bordelais ; il est plein de fines histoires dont j'ai pu faire tout un recueil, qui reflètent son individualisme et une gaieté moqueuse semblable au rire des mouettes. Salazar en est quelquefois la victime et s'amuse de ces petites anecdotes où son esprit d'économie est relevé avec humour. Il n'ignore pas qu'on a décidé de lui élever un monument avec, à ses pieds, non pas un lion, mais un phoque, et que *phoca* désigne aussi Harpagon et ses disciples.

La langue se prête à ces détours. Si je n'ai jamais pu la parler ni la comprendre quand on me parlait, j'ai pu l'étudier dans les livres où elle ressemble beaucoup à l'espagnol. Mais dans le langage, c'est une tout autre affaire, et je n'y entends plus rien. Elle a de la souplesse et des contractions qui permettent d'en faire un jeu verbal. Aussi est-ce une très belle langue poétique, car le vers n'est rien d'autre qu'un divertissement harmonieux.

C'est une langue purement atlantique. Elle est celle de tout le littoral ouest de la Péninsule, demeurée intacte dans les provinces portugaises, mâtinée de castillan dans la Galice et devenue ainsi le *galego*, dialecte de transition entre le portugais et l'espagnol, et que l'on parle de Vigo à La Coruña, en passant par Santiago-de-Compostelle. C'est un langage de marins, d'hommes habitués à parler entre leurs dents et à résumer ce qu'ils ont à dire, parce qu'ils parlent contre le vent.

A. t'Serstevens.

PIE XII

ET SA PREMIÈRE ENCYCLIQUE

Dans les temps troublés que nous vivons, n'est-ce pas pour nos âmes une consolation et un réconfort que d'évoquer la grande figure de Pie XII et d'écouter les paroles de vérité, les enseignements pleins de douceur qui, de ses lèvres, se répandent sur l'humanité ?

Les grands espoirs des deux derniers siècles ont été cruellement déçus. Dépouillé de son masque imposant, le progrès, ou du moins ce qu'on appelait de ce nom, n'est plus qu'un mot vide de sens et un fantôme dérisoire. Derrière les inventions scientifiques, dont notre orgueil se flattait, sont apparues les sauvageries de l'instinct primitif.

Dans le fauteuil où déclinait lentement sa vieillesse, Ernest Renan se plaisait à rêver qu'une élite de savants, disposant seuls des secrets de la science, pourrait exercer sur l'humanité une dictature bienfaisante et assurer ainsi définitivement son bonheur.

Quelle illusion ! Hélas ! les secrets de la science ne sont pas demeurés le monopole des sages. Ils ont armé toutes les mains : les plus rudes, les plus malhabiles, les plus criminelles. Il est clair maintenant que la science, se passant de la morale et la reléguant parmi les décors usés, n'accroît la puissance de l'homme que pour réveiller en lui la barbarie si mal contenue, si prompte à faire éclater, comme un vernis léger, une civilisation séculaire, cette barbarie dont nous voyons les flots sanglants déferler sur nos frontières et sur celles de la Finlande.

Mais voici que Pie XII s'est levé et qu'il a fait entendre sa voix. C'est un événement mémorable, qui invite à la méditation non seulement les âmes pieuses, mais tous les honnêtes gens, tous les Français, qui veulent défendre une civilisation née du christianisme, et la morale qui s'est penchée, comme une mère, sur leurs berceaux. Je voudrais retracer brièvement ici la vie du Souverain Pontife et analyser ensuite sa récente Encyclique, en essayant de faire apparaître les enseignements qu'elle contient.

* * *

Eugenio Pacelli, dont l'élection fut annoncée le jeudi 2 mars 1939, à dix-huit heures, à la foule enthousiaste massée sur la place Saint-Pierre, et qui choisit aussitôt le nom de Pie XII, est né à Rome, le 2 mars 1876, d'une vieille famille romaine. Depuis l'élection d'Innocent XIII en 1721, c'est la première fois, après deux cent dix-huit ans, qu'un cardinal né à Rome monte sur le trône de saint Pierre.

Les Pacelli étaient attachés depuis plusieurs générations à la Papauté. L'arrière-grand-père du Pape actuel fut ministre des Finances sous Grégoire XVI ; son grand père fut le dernier ministre des Affaires étrangères de Pie IX. Son père, Filippo Pacelli, marié à Virginia Graziosi, fut doyen des avocats consistoriaux et posséda la confiance de Léon XIII et de Pie X. Son frère, le marquis Pacelli, juriste éminent, fut le négociateur des accords du Latran et le principal rédacteur des lois constitutives et organiques de la Cité du Vatican.

Pie XII est donc romain par toute sa tradition. Ses yeux s'ouvrirent sur des horizons sans limites. De Rome, il s'assimila comme d'instinct la culture antique, mais toujours jeune, enfouie dans le sol, gravée dans la pierre, mais ne cessant par un soleil si pur, sous un ciel si bleu, de produire des moissons nouvelles de fleurs et de fruits. Une distinction suprême, l'élégance dans la solidité, l'art uni à la précision, telle sera la marque de l'esprit tout romain de Pie XII.

Brillant élève au lycée, il se révéla très vite comme une intelligence hors de pair, méditative et profonde. Dès l'âge de dix-huit ans, répondant à l'appel divin, il commença ses études ecclésiastiques. Sa constitution nerveuse semblait délicate, mais sa fragilité apparente a défié victorieusement

toutes les épreuves et toutes les fatigues. En même temps qu'il obtenait ses grades de docteur au Séminaire pontifical de l'Apollinaire, il sortait *magna cum laude* lauréat de l'Académie des Nobles ecclésiastiques, où se forment les diplomates du Saint-Siège.

Il fut ordonné prêtre le 2 avril 1899 et célébra, le lendemain, à Sainte-Marie-Majeure, sa première messe, dont il a, le 8 décembre dernier, fêté le quarantième anniversaire en faisant sur le même autel une prière pour la paix du monde.

Un prélat français, qui rencontrait alors l'abbé Pacelli à la procure des prêtres de Saint-Sulpice, où il aimait à fréquenter, a gardé le souvenir de son âme ardemment apostolique, avide de se former au service de l'Église. Il remarquait sa simplicité, sa charmante discrétion et le sourire, si jeune, qui révélait sa bonté. Ce sourire, pour ses amis, ne l'a pas quitté. Ses goûts personnels le poussaient à se consacrer entièrement au ministère des âmes. Mais « la Providence, a écrit le cardinal Verdier, le préparait visiblement pour le suprême pontificat ».

A peine ordonné, l'abbé Pacelli fut nommé professeur de droit canonique au Séminaire romain, puis à l'Académie des Nobles, où il enseigna pendant cinq ans le droit romain et le droit international. C'est alors que Mgr Gasparri, le futur cardinal et secrétaire d'État, secrétaire de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires, le fit entrer dans ces bureaux de la secrétairerie d'État qu'il ne devait plus quitter sous les cardinaux Rampolla, Merry del Val et Gasparri et dont il devait, sous le pape Pie XI, devenir le chef.

Au mois de juin 1911, Mgr Pacelli fit partie de la mission envoyée à Londres par Pie X pour le couronnement du roi George V. Ce fut sa première mission diplomatique. Quand la guerre de 1914 éclata, il était déjà secrétaire de la Congrégation des Affaires ecclésiastiques extraordinaires ; il rédigea les notes les plus importantes et s'occupa activement des prisonniers de guerre. Benoît XV le choisit, au mois d'avril 1917, pour remplacer Mgr Aversa, nonce à Munich, qui venait de mourir. A Munich, puis à Berlin, Mgr Pacelli allait devenir pour de longues années, de 1917 à 1929, le représentant du Saint-Siège en Allemagne. Il quitta Rome au mois de mai 1917, ayant alors quarante et un ans. « Trem-

blant, avouera-t-il plus tard, devant la grandeur de la mission qui lui était confiée, inquiet et préoccupé devant un avenir si sombre », il arrivait à Munich le 20 mai.

Quelques semaines après, au cours du mois de juin 1917, eurent lieu les fameuses visites du nonce apostolique, d'abord, le 26, à Berlin, au chancelier de Bethmann-Hollweg, puis, le 29, à l'empereur Guillaume II, au quartier général de Kreuznach. A son retour à Munich, Mgr Pacelli y rendit visite à l'empereur Charles d'Autriche, qui s'y trouvait de passage.

Des légendes se sont créées autour de ces rencontres, surtout des deux premières avec Guillaume II et Bethmann-Hollweg. Les mémoires de Guillaume II, qui parurent après la guerre, contiennent à cet égard de nombreuses inexactitudes que Mgr Pacelli dut rectifier dans un communiqué publié par *l'Osservatore Romano* du 19 octobre 1922 et, le même jour, dans *le Temps*, en traduction française.

En réalité, dès le début d'une mission infiniment délicate, au cours de cette année 1917, qualifiée de *trouble* par Poincaré, le nonce apostolique déploya des talents diplomatiques remarquables. Les dispositions d'esprit qu'il sut pénétrer et dont il informa Benoît XV décidèrent le Saint-Père, au moment où l'Internationale socialiste convoquait une Conférence à Stockholm, à la prévenir par une note adressée aux Puissances belligérantes en vue de l'ouverture de négociations de paix. Cette note fut remise, dès le 25 juillet, par Mgr Pacelli à M. Michaelis.

La tentative de paix pontificale, que le nonce à Munich aida de tous ses efforts, devait échouer, comme avait échoué auparavant celle du président Wilson. Un retour à l'état territorial d'avant guerre n'était accepté ni par les Alliés ni par les Empires centraux. C'était à la force des armes à rompre l'équilibre. Benoît XV avait épuisé tous ses efforts en vain pour prévenir de nouvelles hécatombes. Mgr Pacelli, dans la position la plus ingrate, rencontrant à tous ses pas de nouveaux obstacles, avait déployé pour les éviter un tact infini, une inlassable patience, dont le souvenir se conserve chez ceux qui en furent les témoins ou qui en devinrent plus tard les confidents. L'Allemagne, qui s'était dérobée à ses conseils, s'effondra.

Pendant la dernière année de la guerre, Mgr Pacelli consacra tous ses efforts à l'amélioration du sort matériel et moral des prisonniers de guerre. Il visita leurs camps et leurs hôpitaux, apportant partout, avec les dons du Saint-Père, le réconfort, l'espérance, la paix de l'âme. Il provoquait, surtout chez les prisonniers français, une émotion dont, après tant d'années, beaucoup se souviennent encore.

La guerre terminée, Mgr Pacelli consacra tous ses efforts à l'affermissement de la paix. Désigné pour occuper le poste nouvellement créé de nonce à Berlin, il présenta ses lettres de créance au président Ebert : mais, retenu à Munich par les négociations du Concordat avec la Bavière, il ne devait se fixer à Berlin qu'à la fin de 1925.

C'est à Munich, de 1920 à 1923, dans le temps où Adolf Hitler, sous les auspices du général Ludendorff, préludait à son extraordinaire fortune et à son rôle de fléau du monde entier, que j'eus l'honneur de connaître et de fréquenter assidûment Mgr Pacelli. Il occupait en Allemagne une place éminente. Il y possédait la confiance des gouvernements avec lesquels il négocia les Concordats encore en vigueur, mais violés comme tous les contrats que l'Allemagne a signés. Il inspirait aux catholiques du Sud et du Rhin, qui maintenant vivent sous la terreur hitlérienne, une véritable vénération. L'influence dont il jouissait, les prérogatives qui lui appartenaient comme doyen du corps diplomatique en Allemagne, il les mit spontanément à la disposition du représentant de la France, qui n'oubliera jamais les conseils et l'assistance dont il bénéficia près de lui dans des circonstances difficiles.

Comment exprimer le mélange de charme et d'autorité qui émanait, comme un fluide, de toute sa personne ; cette intelligence si ouverte et si fine qu'elle comprenait tout à demi-mot et qu'elle allait si vite à l'essentiel qu'il ne lui restait plus qu'à observer les nuances ; cette bonté toujours prête sans jamais être dupe ; cette souveraine dignité que ne déparaient ni la grâce de l'esprit, ni même la gaieté ; et, plus que tout, au milieu même de ses préoccupations politiques, cette piété grave et douce, mais ardente, qui attirait à lui, comme un soleil, les âmes les plus froides ?

Quand Mgr Pacelli fut rappelé à Rome pour être créé cardinal, le maréchal de Hindenburg le reçut en audience

de congé le 9 décembre 1929, et le vieux soldat, en se séparant de cet esprit de lumière, ne put lui cacher sa tristesse. Le jour de son départ, vingt mille catholiques de Berlin, tenant en main des flambeaux allumés, bordaient les rues en l'acclamant.

Un an après qu'il eut revêtu la pourpre, le 7 février 1930, Pie XI appelait le nouveau cardinal à succéder au cardinal Gasparri comme secrétaire d'État. C'est au début de 1933 que je le revis, dans son salon d'audience, au premier étage du palais du Vatican que le soleil inonde de sa lumière. Il s'avançait, toujours imposant, mais tendant vers son visiteur des mains accueillantes et fixant sur lui un bon regard derrière ses lunettes d'argent. Il était toujours ce merveilleux écouteur qui comprend, devine, complète, suggère, auquel peu de paroles suffisent pour faire beaucoup entendre. Il était toujours fidèle au souvenir, sensible à l'amitié et, sans se départir de sa gravité coutumière, savait parfois charmer par une plaisanterie douce et gracieuse.

Son rôle, au cours des neuf années pendant lesquelles il dirigea la secrétairerie d'État du Vatican, ne peut se distinguer de celui du Pape aux idées nettes et à la volonté ferme qui l'avait choisi. Cet accord parfait a survécu à la mort de Pie XI. La politique de Pie XII ne différera pas, quant au fond, de celle de son prédécesseur, qu'il servit en travailleur infatigable. Pendant les courts instants qu'il dérobait à son dur labeur, on le rencontrait dans les allées de la Villa Borghèse, accompagné d'un secrétaire ou plutôt d'un guide, chargé de diriger ses pas aveugles, car il ne cessait de lire en marchant.

Dans les magnifiques cérémonies de Saint-Pierre ou de la chapelle Sixtine, chacun cherchait des yeux, parmi les cardinaux, la haute taille du secrétaire d'État courbée sur ses mains jointes. Il était alors immobilisé dans un recueillement dont rien ne le pouvait distraire. C'était la statue de la prière. Mais en considérant son visage si pâle sous la calotte rouge, son maigre profil, la longueur émaciée de son corps, on ne pouvait se défendre de penser aux mystiques chevaliers du Greco.

Par une innovation sans précédent, le cardinal secrétaire d'État fut chargé, comme légat de Sa Sainteté, de se rendre au mois de septembre 1934, au 32e Congrès eucharistique à Buenos-Aires. Peu de temps après, il se rendait à Lourdes

pour présider la grande solennité religieuse qui devait clôturer l'Année sainte. Ce fut son premier contact avec la France. En octobre 1936, il traversait encore les mers et visitait en avion les États-Unis et le Canada. Il fut reçu par le président Roosevelt, qui vient, par un geste mémorable et plein d'avenir, d'envoyer au Vatican un représentant officieux, M. Taylor, qui résidera dans sa villa de Florence. La visite a porté ses fruits ; on peut croire qu'elle en portera d'autres. En 1935, le cardinal Pacelli inaugurait à Lisieux la basilique de sainte Thérèse, et, deux jours après, le 13 juillet, faisait entendre dans la chaire de Notre-Dame de Paris des accents dignes de Bossuet, pour lequel il ne cache pas une prédilection particulière. Journée inoubliable, qui est restée chère à son cœur. Les voûtes de la vieille basilique retentirent d'applaudissements. En 1938, il présidait encore le 34e Congrès eucharistique à Budapest. Tous les aspects du monde lui sont connus.

Partout, sa rare connaissance des langues étrangères, sa compréhension rapide de toutes les questions, le charme de ses manières, son éloquence, la majesté de son allure assurèrent à ses missions un succès exceptionnel. Celui qu'il remporta en France dépassa son attente et lui causa une grande joie, mêlée, il faut le dire, d'une certaine surprise qu'il n'éprouverait plus aujourd'hui.

Ces qualités éminentes et la haute estime que lui témoigna Pie XI jusqu'à l'heure de sa mort, son ardente piété, tout le désignait au choix du Conclave. Il fut élu le 2 mars et son élection fut suivie d'une adhésion unanime de la catholicité, d'une sorte de plébiscite des consciences.

L'Europe se débattait alors dans l'angoisse. La guerre approchait à grands pas.

Dès le lendemain de son élection, Pie XII, qui avait pris pour armes la colombe et le brin d'olivier et pour devise *In justitia pax*, entreprit pour la cause de la paix, déjà si menacée, une véritable croisade.

Le 3 mars, son premier message au monde est un appel à la paix, « le don le plus beau de Dieu..., la paix, qui est le fruit de la justice et de la charité ».

Le 9 avril, jour de Pâques, son homélie fut un exposé doctrinal des bases de la paix selon l'Église.

Pendant le mois de mai, Pie XII ordonne dans toute la chrétienté des prières pour la paix.

Le 2 juin, à l'occasion de sa fête, il adresse au Sacré-Collège une exhortation ardente pour la paix. Par la voix de leur doyen, les cardinaux le remercient pour l'activité qu'il déploie dans son action pacifique.

A cette époque, les personnes bien informées assurent que le Vatican s'efforça, mais en vain, de provoquer une conférence entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Pologne et l'Italie pour arrêter l'Europe sur la pente fatale où elle glissait.

Le 25 juillet, en recevant le nouvel ambassadeur de Pologne, Pie XII renouvelait les conseils contenus dans son premier message à la chrétienté. Le 8 août, il écrivait dans le même sens aux organisateurs de la Semaine sociale catholique de Québec ; le 11 août, au Congrès catholique de Ljubliana. Le 19 août, en recevant les pèlerins de Venise, Pie XII, infatigable, renouvelle ses objurgations pour la paix.

Le 24 août, au moment de la signature du pacte germano-soviétique, justement alarmé, il adresse, par la radio du Vatican, un nouveau message à la chrétienté. Le 31 août, il lance un suprême appel à l'Allemagne et à la Pologne. Ce fut la douzième et dernière tentative de paix faite à Berlin.

Dans la nuit du 1er septembre, l'armée allemande, sans déclaration de guerre, envahissait la Pologne, tandis que ses avions, par surprise, détruisaient les aérodromes polonais.

Inaccessible au découragement, Pie XII a continué sa croisade et l'on peut être assuré qu'il la continuera jusqu'au bout. Il sera le Pape de la paix. Les responsabilités qui pèsent sur lui sont lourdes et douloureuses. Il a déjà rencontré sur son chemin « les fatigues, les anxiétés et les épreuves ». L'Église romaine est obligée en temps de guerre à une réserve impartiale, mais elle ne peut se détacher ni de la vérité ni de la charité. Pendant le mois de septembre, en recevant les ambassadeurs de Pologne et de Belgique, Pie XII exprima ses vœux incessants pour le rétablissement de la paix. En recevant les Polonais de Rome, il parla de leur pays qui venait de s'effondrer dans les termes les plus touchants. Cependant, cette manifestation n'eut pas le retentissement qu'elle eût mérité.

*
* *

Mais voici que, choisissant une occasion solennelle, Pie XII, après sept mois, dit-on, de méditations, va parler haut et clair à l'humanité.

Dans l'année qui suit son élection, il est d'usage que le Souverain Pontife, par une première Encyclique, fasse connaître, dans une sorte de manifeste personnel, les idées qui le guideront au cours de son pontificat. Tel fut l'objet de l'Encyclique *Summi Pontificatus* du 20 octobre 1939.

Ce document, dont je citerai les passages essentiels, expose des vérités fondamentales que je ne suis pas qualifié pour commenter en exégète ou en scoliaste. C'est du point de vue de l'historien et du politique que je voudrais en prendre acte et en mettre en lumière les traits principaux.

L'Encyclique *Summi Pontificatus* est écrite avec cette magnifique simplicité, ce ton sublime, qui ont répandu à travers les siècles les directions pontificales. Mais elle se distingue des documents de ce genre par une pureté de style, une discrète poésie, une aisance noble et, si j'ose dire, par une grâce austère, qui trahissent l'homme et donnent à ses hauts enseignements un tour plus rare et plus exquis.

Après avoir adressé aux catholiques de tous les pays ses remerciements émus pour le plébiscite d'amour et de fidélité qui a salué son avènement à la Papauté ; après avoir dit l'angoisse qui remplit son cœur paternel depuis que l'ouragan de la guerre s'est de nouveau déchaîné sur le monde, répandant partout de nouvelles semences de violence et de haine, Pie XII considère comme un devoir impérieux de réfuter les erreurs qui ont causé ces malheurs et particulièrement deux d'entre elles, « qui, dit-il, rendent presque impossible ou au moins précaire et incertaine la pacifique vie en commun des peuples ».

La première des deux erreurs dénoncées par l'Encyclique est l'oubli de la loi de la solidarité humaine. Les hommes, créés par Dieu à son image, sont égaux devant lui. Il leur a commandé de s'aimer les uns les autres. Les hommes se groupent en nations suivant leurs affinités naturelles ou acquises. Les nations « ne sont pas destinées à mettre en pièces l'unité du genre humain, mais, au contraire, à la

fortifier et à l'enrichir par la diversité de leurs qualités et par l'échange de leurs biens ». L'Église « salue avec joie » ces diversités nationales, « pourvu qu'elles ne s'opposent pas aux devoirs dérivant pour l'humanité de son unité d'origine et de sa commune destinée ».

Telle est la doctrine de l'Église. L'amour que chacun porte aux traditions et aux gloires de sa patrie ne peut être en opposition avec « la conscience de la fraternité universelle ». Telle est, dit l'Encyclique, « la merveilleuse doctrine d'amour et de paix qui a si noblement contribué au progrès civil et religieux de l'humanité ».

Pie XII rappelle à cette occasion les décisions prises par Pie XI, conformément à la loi de l'égalité des races humaines, en faveur des clergés indigènes, décisions étendues par lui-même lors de l'élévation toute récente à la dignité épiscopale de douze représentants des peuples les plus divers de l'Asie et de l'Afrique.

Mais cette doctrine éternelle de l'Église, que Pie XII vient d'affirmer avec une précision et une solennité nouvelles du haut de la chaire de saint Pierre, n'est-ce pas celle-là même que la France, formée par le christianisme depuis quinze cents ans, s'est depuis longtemps dans sa pensée intime appropriée ? N'est-ce pas celle qui fait le fond de l'*humanisme* de la Renaissance, attribuant à l'homme une place à part dans la nature ? du cartésianisme du XVIIe siècle, qui mettait la dignité de l'homme, et par conséquent de tous les hommes, dans la pensée ? de la philosophie du XVIIIe siècle, qui conçut la première l'unité de la civilisation humaine et par conséquent la solidarité de tous les hommes ? N'est-ce pas l'homme, quelle que soit sa race, son pays, sa couleur, l'homme, comme dit Boileau :

> De Paris à Pékin, du Pérou jusqu'à Rome,

dont la pensée française a toujours fait l'objet de son étude ?

La Révolution française n'a-t-elle pas la première proclamé les droits de l'homme, qu'il soit français ou étranger, noir ou blanc ? Si, par une véritable aberration, les hommes de 1789 ont porté contre l'Église des coups aveugles, n'étaient-ils pas semblables alors à ces enfants dont parle La Bruyère, « drus et forts d'un bon lait, qui battent

leur nourrice » ? Si leurs passions n'étaient pas chrétiennes, le fond de générosité inclus dans leurs principes l'était bien. Plus tard, les hommes de 1848 abolissaient l'esclavage, déclaraient la paix au monde. Si, après la dernière guerre, nous n'avons tiré de notre victoire et de la mort de quinze cent mille des nôtres qu'un profit chimérique en fondant la Société des nations, n'est-ce pas que le reste de l'Europe n'était pas encore aussi mûr que la France et que l'Angleterre pour un si noble idéal ?

Enfin, n'est-ce pas la France qui, la première, a porté la parole du Christ non seulement en Europe, mais dans le monde entier ? N'est-ce pas elle qui, dès le XVIIe siècle, a organisé les premières missions catholiques, en 1625, lors de la fondation de l'Ordre des Lazaristes ou *Congrégation de la Mission* par saint Vincent de Paul ; en 1658, lors de la fondation par François Pallu et Pierre de Lamothe-Lambert de la *Société des Missions étrangères*, qui pénétra tout d'abord en Cochinchine et au Tonkin ? Depuis trois siècles, dans quelle partie du monde nos missionnaires n'ont-ils pas prêché la fraternité des hommes et leur égalité devant Dieu ? Quand, après avoir perdu un empire colonial au XVIIIe siècle, nous en avons reconquis un autre au XIXe, quelle nation a plus contribué que la nôtre au relèvement des races indigènes, par le développement de l'instruction, de l'hygiène, des soins médicaux, par l'accroissement de la richesse agricole ou industrielle, par l'institution, prudente mais continue, de l'égalité civile et même de la liberté politique ? Qui ne se souvient du voyage triomphal du président Daladier à travers notre Afrique du Nord ? Nos bienfaits nous ont valu la reconnaissance des peuples que nous gouvernons et dont les fils se pressent maintenant pour porter les armes à nos côtés. La mobilisation générale s'est effectuée dans toutes nos colonies avec un véritable enthousiasme. Les demandes d'engagement ont aussitôt dépassé les appels. M. Georges Mandel, ministre des Colonies et animateur de ce mouvement, a spontanément décidé de maintenir tous les missionnaires mobilisables au milieu des populations qui les aiment, comme à un poste de combat spirituel.

Mais voici qu'un homme, un Allemand, Frédéric Nietzsche, qui se proclamait lui-même *l'Antéchrist*, a voulu prêcher un

nouveau Sermon sur la montagne. Pour lui, la religion chrétienne est une religion de faiblesse, qui conduit les peuples à leur décadence. Les passions humaines n'ont plus besoin, paraît-il, d'être contenues et les plus violents s'en donnent à cœur joie. *Kraft und Freude!* Car il y a des races de maîtres et des races d'esclaves ; une morale pour les maîtres et une morale pour les esclaves ; il y a les hommes et les surhommes : *Herrenvolk, Uebermensch!* Aux uns le droit de régner par la rapine et par le meurtre, aux autres la consolation d'acclamer leurs bourreaux. Le peuple allemand n'est-il pas le sel de la terre, n'est-il pas élu entre les peuples pour les subjuguer tous ?

Cet évangile inhumain a fait ses ravages dans les cerveaux. Il est érigé en dogme par le gouvernement d'un grand peuple. Avec Jean-Jacques Rousseau, Nietzsche est peut-être le penseur qui a le plus influé sur les masses. L'illuminé de Sils Maria a suscité l'illuminé de Berchtesgaden. Sa morale est celle des brigands. On prétend l'imposer à l'humanité nouvelle afin qu'elle mette sa joie dans la violence et dans la haine, et non plus dans l'amour et dans la charité. On veut remplacer Dieu par la race divinisée et saint Vincent de Paul par le docteur Rosenberg. Qu'on nous dise du moins qui, de nous ou de nos ennemis, est le plus docile aux instructions pontificales !

***

La seconde erreur dénoncée par Pie XII dans l'Encyclique n'est pas moins pernicieuse que la première. « C'est, dit-il, celle qui consiste à considérer l'État comme une fin à laquelle toute chose doive être subordonnée et orientée... Et c'est ce qui arrive, soit quand un tel empire illimité est attribué à l'État, considéré mandataire de la nation, du peuple, de la famille ethnique ou encore d'une classe sociale, soit quand l'État y prétend en maître absolu, indépendamment de toute espèce de mandat. »

De cette erreur redoutable, l'Encyclique fait deux applications particulières, la première à la famille, la seconde au droit des gens.

Considérer la famille exclusivement sous l'angle de la puissance de l'État, « c'est oublier que l'homme et la famille sont par nature antérieurs à l'État ». Le Saint-Père s'at-

tendrit sur la masse des difficultés et des souffrances qui pèse à présent sur « la noble petite cellule familiale ». Les biens et le sang des individus et des familles peuvent leur être réclamés par l'État, « mais l'âme rachetée par Dieu, jamais ». La mission assignée par Dieu aux parents pour la formation religieuse de leurs enfants « ne peut leur être arrachée sans une grave lésion du droit ». Telle est la doctrine pontificale.

Dans les relations entre les peuples, l'autorité illimitée de l'État n'est pas moins condamnable, car elle ôte son fondement et sa valeur au droit des gens et rend presque impossible l'établissement d'une paix durable entre les nations.

Empressons-nous de recueillir de la bouche de Pie XII ces mémorables paroles : « Il est indispensable que les peuples reconnaissent et observent les principes du droit naturel international... Ces principes exigent le respect des droits de chaque peuple à l'indépendance, à la vie et à la possibilité d'une évolution progressive dans les voies de la civilisation ; ils exigent, en outre, la fidélité aux traités stipulés et sanctionnés conformément aux règles du droit des gens. » Sans doute, les traités peuvent être revisés, mais seulement par un accord mutuel et non par la violence. « Les considérer par principe comme éphémères le jour où ils ne conviendraient plus, ce serait détruire toute confiance réciproque entre les États. L'ordre naturel se trouverait renversé. Des fossés de séparation impossibles à combler se creuseraient entre les peuples et les nations. »

A qui ces paroles peuvent-elles être adressées ? Qui peut rougir devant de tels avertissements ? Est-ce en France que la conscience est violée dans la famille, que la liberté de l'enseignement est en fait abolie ? Est-ce dans les démocraties alliées ou amies de la France que l'État totalitaire, divinisé par Hegel et par toute la philosophie allemande, s'attribue le monopole exclusif, non seulement de l'enseignement, mais de la formation ou plutôt de la déformation des âmes enfantines ?

Et s'il s'agit du respect du droit des gens, est-ce la France, est-ce la noble Angleterre qui ont considéré les traités comme des chiffons de papier, qui ont outrageusement violé les engagements les plus solennels, qui ont même érigé en vertus politiques la dissimulation, la haine, la perfidie et la violence ? Ne pourrait-on plutôt leur reprocher une bonne foi

trop aveugle, une patience trop angélique et une confiance un peu naïve dans les vertus de l'humanité ?

Ainsi, en écoutant avec la modestie qui convient les graves paroles venues de si haut, nous avons du moins conscience de pouvoir les entendre sans contrition. Nous pouvons nous réjouir, sans qu'aucun remords vienne troubler notre joie, de l'immense audience que la première Encyclique de Pie XII a trouvée dans le monde. A un tournant peut-être décisif de l'histoire de l'humanité, la parole pontificale a redressé les courages, découvert les sources divines de la morale et du droit, délimité les frontières sacrées de l'honneur et de la conscience en face de l'État totalitaire. Héritier de la pensée de Pie XI, mais avec encore plus de précision et d'ampleur, Pie XII a rappelé quelles sont les bases chrétiennes des rapports entre les nations : le respect des contrats, la bonne foi, la solidarité humaine. Il a fait apparaître au-dessus du monde en délire d'éternelles vérités, accusant ainsi ceux qui les ont outrageusement violées.

Jamais peut-être, dans des circonstances aussi graves, un Souverain Pontife n'avait prononcé des paroles plus hautes et plus émouvantes. Paroles longuement méditées avant de devenir des paroles de lumière. « Cette fois, a dit Pie XII, j'ai parlé clair. »

C'est pourquoi l'Encyclique du 20 octobre 1939 a provoqué dans toutes les nations qui l'ont connue un extraordinaire enthousiasme. Le gouvernement allemand en a empêché la divulgation. D'autres gouvernements ne l'ont pas favorisée. Mais, par les soins de la propagande et de la radio françaises, elle a été partout traduite et répandue. De la part des chefs d'État comme des plus humbles citoyens, des non-catholiques comme des catholiques, des ouvriers, des intellectuels, des hommes de tous les partis, sont parvenus au pied du trône pontifical les suffrages de tous ceux qui, voyant la civilisation en péril, retrouvent dans le successeur de Pierre son défenseur traditionnel contre la barbarie. En France, le président de la République et le président du Conseil ont cité dans leurs allocutions le texte pontifical. A Genève, avant de flétrir la sauvage agression de la République des Soviets contre l'héroïque Finlande, le président de l'assemblée s'est appuyé sur l'Encyclique, et l'on peut dire qu'elle a provoqué dans

tout le monde civilisé la mobilisation des consciences, qu'elle est devenue le fondement du droit.

Développant sur un point particulier, dans son allocution de Noël, les idées de l'Encyclique, le Saint-Père, parlant devant les membres du Sacré-Collège, s'est déclaré partisan du maintien ou du renouvellement d'une Société des nations, c'est-à-dire « de la constitution d'institutions juridiques devant garantir l'application fidèle et loyale des conventions ». C'est là pour lui un point d'importance décisive et la condition d'une juste paix internationale.

Dans la Société des nations de demain, refondue et rendue plus pratique, le Saint-Siège n'a-t-il pas sa place désignée ? On sait qu'il fut exclu d'avance de la future Conférence de la paix par le pacte de Londres de 1915, sur la demande de l'Italie, qui, alors, craignait encore le rétablissement du pouvoir temporel. Mais, depuis, les accords du Latran ont admis la présence du Saint-Siège dans les conférences internationales, étant entendu qu'il ne prendrait part à la discussion des questions territoriales que s'il en était requis par les parties intéressées, c'est-à-dire si celles-ci avaient recours à sa médiation. Un représentant de Pie XII donnerait une auréole à l'assemblée nouvelle. Le gouvernement français serait bien inspiré en se faisant l'introducteur du Saint-Siège à Genève.

Dans les dernières pages de l'Encyclique, comme dans une naturelle conclusion, Pie XII incline son cœur compatissant sur ceux de ses fils que la guerre a déjà le plus éprouvés, opprimés, persécutés, sur tous les peuples entraînés dans ce tragique tourbillon et qui n'en sont peut-être, suivant l'expression de saint Matthieu, qu'« au commencement des douleurs ». Il ne craint pas de nommer le pays dont la brusque invasion a provoqué la guerre, et duquel s'échappe maintenant un cri poignant de détresse, la Pologne, « nation bien-aimée, dit le Saint-Père, qui, par sa fidélité à l'Église, par ses mérites dans la défense de la civilisation chrétienne, inscrits en caractères indélébiles dans les fastes de l'histoire, a droit à la sympathie humaine et fraternelle du monde et attend, confiante dans la puissante intervention de Marie *auxilium Christianorum*, l'heure d'une résurrection en accord avec les principes de la justice et de la vraie paix ». Est-il possible qu'un tel vœu ne soit pas exaucé ?

Par ces éloquentes paroles, Pie XII s'est désormais prononcé contre l'odieux attentat qui a déchaîné en Europe une guerre dont on ne peut plus mesurer les conséquences dans le monde. Son attitude si claire et, pour les consciences, décisive a été ressentie dans les cœurs polonais comme un baume salutaire. Elle est aussi un présage d'avenir. Dans le monde actuel, Pie XII est peut-être l'intelligence politique la plus lucide et la mieux informée et nul ne saurait avec plus d'expérience et de tact que notre ambassadeur, M. Charles-Roux, représenter auprès de lui la tradition chrétienne de la France et sa volonté obstinée de vaincre.

Comme le mot de *paix* que Pie XII a pris pour devise est le premier qu'il ait prononcé après son élection, c'est encore en s'adressant au Dieu « auteur et ami de la paix » que Pie XII a terminé son Encyclique. Il dirige vers lui les invocations des évêques et les prières innocentes des enfants. Ayant tout fait, depuis son avènement, pour prévenir la guerre, Pie XII continuera inlassablement ses efforts « pour hâter le moment où la colombe de la paix trouvera sur cette terre, submergée par le déluge de la discorde, un endroit où poser le pied ».

Quand cette paix arrivera-t-elle ? Nous n'en savons rien. Nous l'attendrons autant qu'il sera nécessaire. Mais ce que nous avons le devoir et le droit de proclamer après avoir lu l'Encyclique, nous, Français, nos alliés anglais, polonais, tchèques et tous nos amis, c'est que nos armées combattent pour les principes mêmes dont Pie XII vient d'affirmer solennellement le caractère sacré. Oui, c'est pour le droit de tous les hommes, quelles que soient leur nation, leur race et leur couleur, de vivre avec dignité sur la terre ; c'est pour protéger le sanctuaire de la conscience et l'enclos réservé de l'honneur contre les assauts renouvelés de la tyrannie ; en un mot, c'est pour la défense de cette civilisation méditerranéenne, dont nous sommes, avec la Grèce et l'Italie, les fils et les gardiens, de cette civilisation née entre le ciel et la mer, recueillie et sublimée par les sages de l'Orient, illuminée par le christianisme du rayon divin et propagée par Rome jusqu'aux extrémités de la terre, que les soldats français mènent le dur combat qui les conduit à la victoire.

ÉMILE DARD.

FLEURS ET BOUQUETS

DE JOHN EDWARDS

Le courage et le talent des ouvriers et artisans français que leur âge ou la couleur de leur fascicule n'ont pas enlevés à leur métier leur permet de réussir avec un soin exquis de véritables œuvres d'art. Parmi celles-ci se classent au premier rang les merveilleuses planches qui composent l'album que j'ai la joie de préfacer aujourd'hui. M. Mourlot, imprimeur-lithographe, et son personnel qui, d'après le choix fait par M. Denis dans la *Collection of Flowers after Nature* du peintre anglais Edwards, publiée en 1783-1795 par planches séparées, ont reproduit ces corolles, ces rameaux, ces arabesques et ces couleurs, ces attitudes vivantes et végétales, ont accompli un incomparable exploit de grâce exacte et de ressemblance absolue. Ces productions ne sauraient être réalisées, nulle part, avec une telle perfection. En écrivant le mot « incomparable », je m'aperçois que, seuls, les précédents albums, les roses de Redouté dont le bouquet fut présenté par Jean-Louis Vaudoyer, et celui qui suivit : *Les plus belles fleurs*, du même Redouté, préfacé par Colette, peuvent être fraternellement rapprochés de ce nouveau venu.

Croyez-moi, ce n'est pas vain, dans les jours héroïques, de songer aux fleurs, de peindre leurs reflets sur des pages qui deviennent ainsi le miroir fidèle et répété d'instants épanouis et passés et que le pinceau de l'artiste a fixés avec ce libre génie qui tente à jamais de perpétuer les délices périssables.

Strophes du poète, chant de la musique, couleurs du peintre, vous êtes ce qui doit survivre à l'émotion disparue.

Et les forces de la nature, qui continuent et reproduisent en de séculaires saisons les beautés qu'une heure parachève et qu'un souffle emporte, ont, en certains moments anxieux, un pouvoir de consolation et d'espérance. La rose inattendue, qui, malgré l'hiver, s'entr'ouvre sous ma fenêtre à la pointe d'une ramure, me donne une leçon de courage et de sérénité. Certes, il n'est pas futile, en des jours graves, de contempler les fleurs et de parler d'elles. Leur fragilité, toujours recommencée, participe de l'immortalité et, si elles évoquent les couronnes que nous effeuillons pour les tombes, elles font aussi penser à celles qui récompensent les victoires et ornent le front majestueux de la Paix.

L'ami des fleurs, le peintre amoureux d'elles qui nous occupe en ces pages, faut-il l'avouer ? nous ne savons rien de lui. Voilà, n'est-il pas vrai, un joli début pour esquisser une biographie ? Maintes recherches à son sujet furent vaines et nous devons nous contenter, pour l'imaginer, d'une brève notice du *Dictionnaire des peintres :* « Edwards (John), peintre de fleurs à Brentford au XVIIIe siècle ; membre de la *Society of Artists*, il prit part à ses expositions de 1763 à 1812. Il exposa aussi pendant la même période à la Royal Academy. »

Ses œuvres sont *The British Herbal* paru en 1770, contenant cent planches de fleurs anglaises et exotiques cultivées dans les jardins anglais, et la *Collection of Flowers after Nature*, publiée en 1783-1795 par planches séparées. Ce dernier livre, — excessivement rare, — est celui duquel les plus belles fleurs sont reproduites en l'album de M. Denis. Grâce à l'obligeance de ce dernier, j'en ai eu l'original entre les mains. J'ai contemplé, l'une après l'autre, chaque page, et je croyais me promener en un jardin de jadis, un peu féerique, où les saisons et les climats avaient donné une réunion, un bal immobile, une fête magique où les invitées, par faveur spéciale, n'avaient pas eu à attendre les dates différentes de leurs éclosions pour se connaître et se réunir et avaient été, par la permission de la déesse Flore, conviées et épanouies toutes ensemble.

Heureux Edwards (John) ! Car je veux penser que vous

avez été heureux. Même si les déboires et les chagrins de la vie vous ont atteint, comme tout humain, vous avez toujours été consolé par l'amitié des plantes, leurs baumes, leurs aromes, qui vous ont apporté apaisements, rêves, guérison. Si l'amour vous fut infidèle, vous avez pu vous dédommager en gardant jalousement, pour vous seul, tout un harem de roses ou, en observant philosophiquement les mœurs des insectes porteurs de pollen, les chances du vent fécondant, et le mûrissement non sentimental des pistils et des étamines, songer que les créatures pensantes attachent trop d'importance aux heures printanières du désir et de la volupté. Vous deviez être un sage autant qu'un heureux, cher John Edwards, et c'est pourquoi vous n'avez pas d'histoire. Vous étiez vêtu d'une longue redingote et d'une haute cravate de mousseline quand vous vous rendiez à l'inauguration des expositions de la Royal Academy, mais c'était là l'exception. Au long de l'année, vous vous coiffiez d'un large chapeau de jonc, défiant le soleil ; vous vous contentiez d'un léger vêtement, de bure ou d'alpaga, et, la cape du berger sur l'épaule, ainsi que le lien de la verte boîte du chercheur de simples, vous partiez herboriser dans les bois. Ou bien, aux heures propices, d'une main soigneuse et délicate, vous alliez cueillir aux parterres ou aux rameaux de quelque arbuste choisi une corolle, une grappe, un thyrse, un corymbe de prédilection et, rentrant dans la pénombre agréable d'une demeure aux fenêtres ouvertes sur le printemps, ou aux volets demi clos sur l'été, vous mettiez le larcin à tremper dans l'eau pure avant de saisir vos pinceaux et la vaste page encore vierge prête à recevoir le reflet peint des plus douces beautés du monde.

C'est ainsi que vous vous êtes délecté, tour à tour, à peindre des fleurs solitaires ou à les grouper avec un art ravissant. Il semble que l'on respire l'odeur féerique du pois dit de senteur, en voyant le vol léger de ces couleurs et la spirale de ces vertes vrilles ; vous avez su unir en un rare accord la clématite mauve au pavot rouge et double, aux petits pavots simples et transparents, aux boutons d'or qu'un ruban noue avec une négligence de brise. Admirons les portraits de personnages importants tels que la grande giroflée, le lis rouge, la pivoine incarnate : reines et ministres...

Je me permets d'avoir une préférence pour ce sublime rameau de magnolia saisi en toute sa puissance écailleuse de branche aux feuilles vernies, dont le luisant est légèrement touché de brun, avec sa fleur énorme et charnelle encore incurvée comme un nid d'albâtre et d'odeur ! Aimez-vous les brûlants lis orangés, les passiflores compliquées, les convolvulus bleus débordant d'azur et où l'abeille croit boire un peu de ciel ? Des stries de rubis raient cette soie de saphir. J'ai admiré jadis les mêmes, aussi bleus, aussi profonds, aussi purs, dans le cloître du couvent des Arméniens à Venise, où lord Byron aimait, en son temps, venir travailler et rêver. Ce fut lui, peut-être, qui apporta en ce cloître élu la graine de ces volubilis du pays natal. Quant à ces délicieuses roses panachées que les peintures de Redouté nous ont déjà fait connaître, leur race a disparu de nos jardins ; l'espèce en est à jamais effeuillée, et c'est grand dommage, car elles plaisent.

Ici, leurs tiges unies à celles d'une branche de roses noisettes se jouent de l'étreinte d'un ruban bleu, et l'on imagine cette touffe au corsage d'une jeune fille d'autrefois. Comme Redouté, Edwards chérit la diversité des roses ; il les peint avec ce despotisme sensuel et familial d'un sultan auquel sa religion et ses lois auraient permis d'épouser toutes les sœurs d'un même sang, à la fois diverses et semblables : roses de corail, roses de Damas, roses blanches, roses jaunes, roses doubles et simples églantines, roses mousseuses nouées d'un nœud toujours bleu et envolé, étant ainsi des roses tout à fait « dix-huitième siècle »..., car il y a aussi des modes pour les fleurs... En revanche, ses tulipes sont encore les tulipes de collectionneurs de La Bruyère. Rayées, l'une de blanc et de mauve, l'autre de jaune et de rouge, elles sont cueillies à des degrés différents de maturité ; la rouge est prête à défaillir, à perdre sa forme ; la mauve est encore un vase pur et elles sont penchées avec cette courbe de la tige, assouplie par quelques jours de floraison, et ce détour de la feuille roulée que, seul, un véritable amoureux des fleurs sait observer.

Voici encore des églantines dont les pétales roses ont l'air de baisers. Je ne sais pas le nom de ces houppes d'or, fleurs tout en pollen dont le poudroiement est légèrement corallin. Celles-là ne poussaient pas dans votre enclos, cher John Edwards, vous alliez les portraiturer dans les serres des

jardins botaniques; mais ces thyrses mauves de lilas de Perse, vous les surpreniez, dites, à l'aube ? A l'heure où l'air du printemps, où le parfum cherchent une apparence et, du fantôme d'un désir, esquissent un soupir de fleur...

Vous deviez aimer fredonner tout en dessinant, cher John Edwards. Car vous avez si bien compris tout ce qu'il y a de musical dans un rameau de chèvrefeuille. Il me semble aussi pouvoir discerner en votre mystérieux personnage un goût assez galant pour les choses de l'amour. Cela, aussi, très « dix-huitième ». Car vous aimez à préciser ce que l'on nomme le « cœur » des corolles ; vous excellez à dévoiler cet astre secret, l'or et les rayons des étamines mûres... Vos capucines trop ouvertes s'envolent en jupes frivoles d'or et de soleil... Et je pense que, souvent, après quelque gracieux rendez-vous, vous rentriez au logis avec un œillet à la boutonnière, ou mordillant la tige d'un autre œillet. Car vous les avez peints à ravir : aussi bien les minuscules œillets des dunes, dont on croit grâce à vous sentir le parfum, que les splendeurs dûment cultivées dont un souffle invisible semble avoir, hors de la tige cassante autant que du verre, provoqué l'épanouissement, ainsi que la bulle sort d'une paille. Vous les avez parachevés avec un talent délié, déchiquetés minutieusement. Et, pourtant, vous savez si bien épaissir les couleurs compactes des lourds pavots, des roses trémières, des pivoines ou des pendeloques de l'amarante, ou des cloches juteuses de ces jacinthes roses et bleues stylisées, semble-t-il, pour le dessin d'une étoffe de ce temps-là...

Mais l'on n'aurait des grâces et des talents de John Edwards qu'une idée fort incomplète si l'on omettait de louer son génie décoratif et l'adresse et le goût avec lesquels, en des pages exquises de finesse et de sens de la ligne et de l'arabesque, il unit et suspend des guirlandes à des objets dont les contours précis font valoir ceux des mollesses florales. Instruments de musique, houlettes, panières, musettes et chapeaux de bergères, torsions agréables de rubans délicats accompagnent des guirlandes tressées, reliées, suspendues de petites corolles champêtres peintes avec une minutie délicieuse et une aérienne légèreté. A des attributs de joie et de festins. à des coupes, à des flambeaux, à des aiguières, il unit

les caprices et les entrelacs des myosotis, des pensées, des véroniques, des asters, des marguerites, des roses. Les plaisirs de la chasse et de la table, les joies de l'hymen, des danses, des bals et des prairies sont évoqués avec une ingéniosité poétique par quelques attributs. John Edwards sait à l'extrême varier ces motifs, ces ornements qui composent d'exquises et parfaites vignettes et pourraient servir de thèmes à des trumeaux, des dessus de portes ou des encadrements de miroirs..., et aussi orner les urnes gracieusement funéraires, les stèles, les tombeaux.

Le frontispice de ce livre nous l'apprend, avant que nous soyons séduits par les formes vivaces des couleurs et l'apparence à jamais fraîche des fleurs que vous avez immortalisées, cher Edwards, vous de qui on ne sait rien, vous pensiez parfois à la mort. Le mystère de la terre où dorment les morts et d'où s'élèvent les arbres et les fleurs hantait votre esprit. Ce frontispice est gris, d'un vague ton fait pour les ombres et d'une grâce imprécise d'apparition. Les amours y tiennent les guirlandes tombant d'un mausolée et des spectres de petits saules, au loin, se fondent en fumée. Ainsi les plaisirs, les tendres joies, les rencontres charmantes, les bonheurs des rendez-vous dans les jardins, tout finit par ce silence et ces fantômes de souvenirs. Peut-être reposez-vous, John Edwards, en un de ces cimetières mi « dix-huitièmes » mi romantiques où les monuments funèbres gardent je ne sais quoi de galant dans le deuil et les regrets, où la mort semble offrir encore, à la vie toujours renouvelée, la fleur des printemps éternels.

GÉRARD D'HOUVILLE.

UNE INCROYABLE HISTOIRE

Lord Dunsany est, à l'heure actuelle, un des plus célèbres écrivains irlandais. Dans un article paru à la Revue *(*15 *août* 1933*), Louis Paul-Dubois l'appelait le « maître du merveilleux ». « Il a su rénover, écrivait-il, avec autant d'originalité que de magnificence, cet art difficile et délicat, où une fausse note suffit à rompre le charme, un choc à briser l'illusion, qu'on appelle en anglais :* romance, *c'est-à-dire la libre fiction en prose qui, s'affranchissant de plus en plus du réel, s'élève par degrés divers de la fantaisie, de l'humour, du mystérieux ou du merveilleux jusqu'au rêve pur et à la grande poésie. »*

Volontiers, lord Dunsany emprunte ses personnages aux mythologies et met en scène des dieux, ces « dieux de l'enfance du monde », ainsi qu'il les nomme lui-même : dieux des anciens peuples de l'Orient, dieux de l'Olympe grec, dieux des légendes nordiques. Un de ses héros familiers est Pan. Dans la Bénédiction de Pan, *on voit un village perdu dans les landes soudain troublé par l'influence païenne du vieux dieu hellénique.*

Une scène de fantaisie de lord Dunsany a été jouée à Paris, en 1923, *sous le titre mystérieux :* Devant les portes d'or. *Un conte,* l'Elfe, *nous retraçait, à la même époque, les déceptions d'une âme qui avait obtenu la permission de vivre quelque temps parmi les humains et n'éprouvait que désillusions.*

Une incroyable histoire *est, comme on va le voir, un récit fait dans un club par un fantaisiste qui a une heure de loisir et qui use avec malice de la faculté d'étonner un auditoire bénévole. Elle évoque de la manière la plus inattendue le dieu Pan et un Anglais de nos jours. Elle laisse à chacun le soin de l'interpréter. Est-ce un symbole pour nous dire que chaque âge a ses coutumes et que, malgré ce qu'il y a de permanent*

dans la nature, il ne faut pas mélanger les époques? Est-ce une discrète manière de nous rappeler que l'humanité est prompte à créer des mythes et à nous montrer comment ils naissent? Le lecteur en jugera.



Franchement, je ne crois pas à l'histoire que voici. Je la raconte pour elle-même et non comme une aventure vraie de la vie mouvementée de Jorkens. Comprenez-moi bien : je ne veux pas dire qu'il faille soupçonner Jorkens de supercherie. On l'a toujours taquiné par une incrédulité irritante : certaines de ses anecdotes ont été mises en doute ; des arguments ont été avancés pour les réfuter, quoique toujours sans succès, et il en a toujours été irrité. Beaucoup de ses récits ne furent murmurés qu'en manière de plaisanteries, mais celles-ci, une fois lancées, se perpétuèrent comme il advient souvent des plaisanteries. On trouva amusant de douter de la parole de Jorkens dans le *Billiard's Club*. En y repensant, Jorkens se dit un jour : « S'ils sont d'aussi damnés incrédules, je vais leur donner vraiment de quoi l'être. » Et un jeune homme appelé Piffen, après avoir raconté une histoire de loup-garou, l'ayant interpellé ainsi : « Je pense que vous avez vu des choses plus étranges ? », Jorkens répondit : « Oui, beaucoup plus étranges » ; puis il commença cette histoire. Et je dis à Jorkens ne pas la croire entièrement.

« — Je passais mes vacances en Grèce..., commença-t-il.

« — En vacances de quoi ? dit Terbut.

« — Du Ivory-Market (marché de l'ivoire). J'étais dans une région de la Grèce nommée Arcadie, très sauvage et rocheuse ; et, tandis que par un sentier je gravissais une colline, tout en regardant les fleurs, car il y avait autant de fleurs que de rocs dénudés en ce milieu du printemps, j'aperçus soudain une forme sombre, plutôt de la couleur d'une châtaigne, que je crus être une espèce de chèvre. Aussitôt je vis que ce n'en était pas une, mais je me sentis incapable de dire ce que c'était. Si j'avais eu une carabine, j'aurais essayé de l'approcher avec précaution ; mais comme je n'avais qu'une canne, j'allai tranquillement à sa rencontre. J'étais à bon vent, et la forme ne bougea pas, sauf pour secouer ses oreilles.

Quand je fus assez près, je pus distinguer nettement les cornes. Les cornes sont ce qui m'intéresse le plus, et je ne tue jamais un animal s'il n'a qu'une tête médiocre, car il n'offre aucun intérêt comme trophée ; c'est donc bien inutile de le tuer. Cette chose avait de très pauvres cornes, lisses, gris pâle, et l'air très usé. Mon intérêt alors diminua, mais ma curiosité restait ; et comme je n'avais pas de fusil, ma curiosité l'emporta ; car, quel qu'en pût être l'intérêt, je n'avais aucun moyen de m'approprier cette tête. J'approchai à vingt mètres avant d'être remarqué par la lourde forme affaissée au soleil, chassant parfois une mouche d'un mouvement rapide des oreilles. Soudain, son regard perçant et sauvage se leva sur moi, et elle me parla ! Oui, elle me parla ! Et ce qui me surprit plus encore en l'entendant parler fut que je compris ce qu'elle disait. J'avais déjà passé quelques semaines en Grèce et je ne pouvais comprendre un traître mot de la langue. Il y a bien longtemps, je passais pour cultivé : l'on m'avait appris le grec, et je pensais toujours le savoir. Mais le grec parlé maintenant en Grèce m'était un jargon inconnu. Et cette forme me parlait le grec le plus pur, le premier que j'eusse entendu depuis mon arrivée. Et je lui répondis, un peu hésitant au début, puis plus assuré, à mesure que me revenait le vieux grec d'origine, la langue d'Homère, avec le génitif en *oio* au lieu de *ou*.

« De quoi parlions-nous ? Oh ! simplement de ces questions banales que les voyageurs se posent quand ils se rencontrent dans un pays primitif. Et alors je vis que cet être était faible, solitaire et désabusé de ne plus se sentir désormais au centre du monde, comme du temps où la Grèce était puissante. Il avait vécu là toute sa vie : c'était Pan. »

Quand Jorkens fut arrivé à ce moment de son récit, pour la première fois de ma vie je demeurai incrédule, et je dois avertir mes lecteurs, tout en laissant leur liberté entière, que, pour ma part, je considère ceci comme un conte. Indubitablement, Jorkens avait vu quelque chose : j'en eus la certitude lorsqu'il parla de cornes grises et usées, car je me rappelle en avoir vu de toutes semblables au Zoo, chez des moutons de Barbarie ; il avait vu quelque chose ; mais quoi ? Ceci est une autre affaire.

« — C'était Pan, poursuivit Jorkens, Pan, vétuste et gro-

gnon, désirant par-dessus tout être de nouveau au centre du monde dont la Grèce avait été autrefois le pivot.

« — Mais c'est à Londres qu'il faut aller, lui dis-je. Les événements mémorables dont vous parlez ne se reproduiront plus ici. Si vous voulez être en un lieu qui en vaille la peine, c'est à Londres qu'il faut aller.

« Pan chassa une mouche d'un mouvement d'oreilles et me demanda où se trouvait Londres. Je le lui dis, et ajoutai :

« — Mais vous ne pouvez pas y aller comme vous êtes.

Car, je ne pouvais pas me le dissimuler, il était affreux.

« Alors, Pan commença une longue et douloureuse histoire sur ce que les temps étaient bien changés, plainte que l'on entend si souvent, ou quelque chose d'approchant ; mais c'était en grec, et les mots différaient. Cela fend toujours le cœur d'entendre ces plaintes, et l'effet en est doublé ou triplé quand c'est un dieu qui les exhale. Finalement, il me supplia, au nom de l'antique langue, au nom des dieux et des héros qui l'avaient parlée, au nom de tout ce qui pouvait émouvoir un philhellène, ce que je pense avoir été, de l'arracher de cette solitude de rochers et d'autels déserts pour l'emmener là où on pouvait encore vivre intensément.

« — Eh bien ! lui dis-je, Londres est le seul endroit. Mais il faudra vous rendre invisible. Si vous êtes un dieu, vous pouvez bien faire cela ?

« — Non, dit Pan, je ne peux plus, même plus cela.

« Et il recommençait sa vieille plainte : sa solitude, le monde qui l'abandonnait, son impuissance grandissante à mesure qu'il était oublié. Je vis, à la manière dont sa figure se plissait, qu'il allait tout me ressasser.

« Aussi, l'interrompis-je :

« — Oui, oui, je vous emmènerai à Londres. Mais, d'une manière ou d'une autre, il faut que vous vous rendiez invisible. Réfléchissez, voyez ce que vous pouvez faire ; je ne peux pas vous emmener fait comme vous l'êtes. »

« Devant mes conditions, il se mit à méditer et resta immobile un long moment ; et les mouches bourdonnaient impunément autour de sa tête. Puis il poussa un profond soupir, fit un geste d'impuissance, et dit :

« — Je ne puis rien faire à présent, maître.

« Vous voyez comme il était tombé bas pour appeler un

homme « maître ». Je branlai la tête. Je ne pouvais vraiment pas l'emmener à Londres ainsi, c'était impossible.

« Pendant qu'il était assis tout courbé, il lui vint une idée :

« — Je vais implorer les dieux antiques, dit-il.

« Finalement, nous décidâmes de nous retrouver dans un jour ou deux au même endroit, et il partit d'un pas léger, allant, je crois, vers l'Olympe. Il pouvait bien être âgé, affaibli et découragé comme il le disait, mais il franchissait les rochers comme au temps de sa première jeunesse ; un peu de poussière, un bruit de gravier, et il passait les vallées dans un galop semblable à celui d'un jeune ibex.

« Nous nous rencontrâmes deux jours après, au même endroit. J'étais un peu en retard, et j'entendis les sons plaintifs et ravissants d'un pipeau. J'avais déjà entendu cette musique aux Indes et en Afrique, mais jamais rien de comparable. Vous avais-je dit qu'il ne se séparait jamais de sa flûte de roseaux ? Il en jouait tout en courant.

« Comme j'arrivais à lui, il me regarda d'un air de reproche. Il commençait, j'imagine, à croire que je ne viendrais pas et ruminait la pensée qu'il était encore une fois abandonné. Il lui fallut quelques instants pour se remettre. Il me dit alors qu'il avait été trouver les anciens dieux, et qu'eux-mêmes ne pouvaient plus grand chose dorénavant. Ils lui avaient donné cependant la faculté de se rendre invisible, mais ce prodige ne pourrait se manifester que momentanément, et sa disparition ne pourrait se produire en tout temps, ni même longtemps de suite.

« Dans ces conditions, il nous fallait une automobile. Je ne pouvais l'emmener en bateau s'il devait apparaître à chaque instant aux passagers effarés ; on l'aurait pris et enfermé.

« Je m'aperçus qu'il pouvait réellement s'évaporer : il disparut pendant que je parlais, et pouvait rester invisible un moment : jusqu'à un quart d'heure même, une fois. Il fallait alors que je lui tinsse ses pipeaux, qui, pour une raison inconnue, ne pouvaient disparaître.

« Je m'enquis donc d'une voiture. J'achetai à Athènes une Ford que je revendis plus tard à Ostende, et nous voyageâmes de nuit à travers l'Europe. Pan se cachait pendant la journée, et, quand je ne pouvais pas le cacher, il faisait jouer son invisibilité. Mais je n'abusai pas de cette faculté,

car, en pensant à sa triste histoire des temps changés et des grandes puissances évanouies, j'en étais arrivé à me méfier du pouvoir des anciens dieux, craignant qu'il ne fût bien limité. Je n'avais qu'une terreur : voir Pan devenir tout à coup visible à l'œil nu en un moment bien embarrassant pour moi. Le voyage à travers l'Europe fut superbe. »

A ce point du récit, ce que je dis à Jorkens est sans intérêt et je ne me rappelle pas mes paroles exactes. Il importe seulement de savoir que je l'interrompis juste au bon moment, car, sans cela, au lieu de poursuivre son histoire, il se serait perdu dans une description imagée de ce voyage, qui est suffisamment connu ; il l'aurait fait, ne fût-ce que pour taquiner Terbut, qui n'a jamais voyagé et qui, pour cette raison, est un peu jaloux de lui.

« — Nous disions, reprit Jorkens, que nous avions le cap sur Ostende. C'est exact ; nous y parvînmes. J'avais des couvertures dans la voiture, que j'avais enroulées autour de Pan, et, en vérité, il ne semblait pas plus emmitouflé ni plus mal tenu que beaucoup de passagers rencontrés à bord. Il avait seulement l'air d'être dépaysé, d'avoir froid et peur de la mer.

« Je pris une cabine, je l'y cachai, et il ne fut pas obligé de se rendre invisible jusqu'au moment où nous arrivâmes en Angleterre. Il faisait nuit quand nous étions montés à bord, mais il faisait trop jour en arrivant pour courir le risque de prendre un taxi. Le train était hors de question, et je n'ai pas les moyens d'acheter des Ford tous les jours ; aussi je décidai que la seule chose possible était de marcher, et je le dis à Pan. Sa figure s'éclaira un peu, car la mécanique ne le séduisait guère, non plus que la mer. En regardant son triste visage, à notre débarquement, et en m'écoutant moi-même lui parler grec, ce vers éclatant d'Homère me revint étrangement à la mémoire, ce vers d'où sort le mugissement de la mer et qui dépeint un homme suivant le rivage à pas pesants :

βῆ δ'ἀκέων παρά θινά πολύφλοσδοιο θάλασσης

« Il s'égaya quand je proposai de marcher, et nous partîmes à travers les dunes. En traversant la ville, il fallait évidemment devenir invisible, et nous nous gardâmes des

routes fréquentées. En pleine campagne et même dans les champs cultivés, nous fûmes assez tranquilles, et nous pouvions faire jusqu'à un ou deux milles sans que Pan eût à disparaître. Seuls les chiens nous harcelaient, mais ils n'étaient pas dangereux pour Pan. Si mélancolique et las qu'il parût, il passait les barrières, les haies, ou n'importe quel obstacle, d'un bond si aisé que c'était un plaisir pour les yeux. Les chiens étaient distancés aussitôt et moi de même. Mais Pan m'attendait toujours. Il semblait prendre un certain plaisir à ces courts galops, car je voyais presque un sourire sur sa figure quand j'arrivais essoufflé là où il m'attendait tranquillement, chassant les mouches d'un mouvement d'oreilles. Le printemps est une saison ravissante dans le Kent, et tous les vergers autour des fermes où j'allais acheter de quoi manger étaient couverts de fleurs.

« Nous dormions le plus souvent dans les meules de foin, une fois même dans un bois de coudriers. J'avais conservé les couvertures de voyage dans lesquelles j'avais enveloppé Pan ; je les portais sur le bras et m'en servais la nuit pour nous tenir chaud. Mais Pan ne semblait pas frileux. Une fois seulement il m'échappa, vers le soir, et se mit à jouer de ses pipeaux aux alentours d'une ferme où il avait vu entrer quelques jeunes filles. L'effet produit fut très curieux : elles sortirent en courant de la maison et se dirigèrent vers le petit bois à la lisière duquel nous étions. Je me hâtai d'arracher une mince baguette de coudrier avec laquelle je frappai Pan sur l'épaule pour l'obliger à s'enfuir, et je le suivis moi-même aussi vite que je pus. Bientôt il fit complètement nuit et ce danger fut écarté.

« Venant des South Downs, nous franchîmes la Weald et nous arrivâmes au pays crayeux des North Downs, dont Pan apprécia le terrain en pente douce, le trouvant propice à ses galops. J'étais jeune alors, mais, malgré cela, j'étais souvent hors d'haleine. Et il ne fallait jamais le perdre de vue. A aucun moment on ne pouvait prévoir ce qu'il allait faire, surtout depuis que nous étions en Angleterre. Et puis, un jour, l'aspect du pays changea entièrement ; il n'y avait plus de jardins, plus de toits, plus de routes : nous venions de passer Bromley et nous entrions dans l'ombre de Londres.

« — Attention, maintenant, lui dis-je, nous arrivons au centre du monde.

« Je ne savais pas comment parler à un dieu, et s'il fallait lui dire : Votre Sainteté ou Votre Révérence ; mais l'un et l'autre semblaient si peu lui convenir que je finis par l'appeler Pan, tout court :

« — Tenez-vous bien, Pan, lui dis-je.

« Recommandation inutile, car bientôt la banlieue de la grande cité nous entourait, et Pan en était un peu intimidé et effrayé. Naturellement, il fallait qu'il se rendît fréquemment invisible, mais il réapparaissait toutes les cinq minutes environ ; aussi, quand nous entrâmes dans la ville, il me fallut trouver un plan, et je pris quelques instants de réflexion. Réfléchir ne m'aurait servi de rien si je n'avais aperçu une charrette de légumes en route pour Covent Garden. Je compris aussitôt que je ne trouverais pas de longtemps une aussi belle occasion de faire pénétrer Pan au cœur de Londres, et je me hâtai de lui dire ce qu'il fallait faire. A ce moment, il était invisible. Je lui dis d'en profiter pour sauter dans la charrette et se cacher sous les choux-fleurs, lui promettant de venir le chercher à la fin de la journée. Il fit tout cela très facilement ; un saut dans la charrette n'était rien pour lui, et il se cacha suivant mes instructions. Le choc produit par l'atterrissage de Pan intrigua le charretier, mais il ne pouvait rien voir. Je suivis la charrette pendant deux ou trois milles pour m'assurer qu'elle allait bien au marché de Covent Garden, quoique la chose ne fît aucun doute ; et, quand je vis qu'elle suivait tous les détours qui y conduisent, je m'approchai du charretier et lui demandai le chemin de Covent Garden, pour être bien sûr de la route qu'il allait prendre.

« — Mais c'est là que nous allons ! s'écria-t-il.

Et il m'expliqua qu'il passait par Vauxhall Bridge. Je sautai alors dans un taxi et partis en avant, non sans m'arrêter une fois ou deux pour me désaltérer, chose dont j'avais grand besoin.

« Je n'allai pas jusqu'à Covent Garden même ; bientôt je me demandai ce qu'il fallait au juste montrer à Pan, car je ne voulais pas l'éloigner trop des parcs et des squares où il pourrait se cacher. Je lui avais promis de lui montrer le centre

des affaires ; on aurait pu penser que c'était la Chambre des Communes, mais Pan ne faisait pas grand cas des bavardages ; la musique était mieux de son ressort, malheureusement Covent Garden faisait alors relâche. Je décidai de lui montrer Knights Bridge et son flot incessant de circulation. C'était avant le temps des signaux rouges. J'attendis donc la charrette à Vauxhall Bridge, et j'en fis sauter Pan toujours invisible. Je lui donnai des instructions que quelques passants entendirent ; mais comme je m'adressais en grec dorique à un tas de choux-fleurs, ils crurent simplement que j'étais fou, et n'y firent pas plus attention. En l'amenant à Eaton Square, je vis à mes côtés une ombre distincte ; c'était Pan qui commençait à redevenir visible. Je me hâtai de lui faire sauter l'enceinte d'un massif de lilas pour qu'il s'y cachât un moment.

« Il se montra docile, comme peut l'être une épave vieille de plusieurs siècles. Je ne sais de quoi il avait l'air au temps où il avait des adorateurs. Bientôt il put redevenir invisible, et je vis la silhouette brune s'estomper dans les lilas. Puis il ressauta l'enceinte et me suivit vers Knights Bridge, en traversant Belgrave Square. Là, je l'obligeai de nouveau à se cacher du côté regardant Knights Bridge, où il réapparut et disparut tour à tour. Nous continuâmes jusqu'à Knights Bridge, en face de l'Albert Gate, pendant que son invisibilité durait encore. Et c'était là ce que j'avais décidé de lui montrer. Je ne sais ce qu'il y a dans le remous d'une foule serrée et dans le brouhaha qui l'accompagne, mais Pan en fut ému ; il comprit que c'était là ce que je lui avais promis, et qu'il était revenu enfin au centre des choses. Mais il était clair que le centre des choses était bien changé et, d'un coup d'œil, il comprit qu'on ne lui rendrait plus d'honneurs et que rien n'était comme il l'avait espéré ; et tout en regardant ce fleuve humain entrant par la grande West Road, ou sortant de la Cité, tout invisible qu'il fût, il commença à soupirer. Il était déjà assez difficile de l'empêcher d'être aperçu, mais impossible d'empêcher de tels soupirs d'être entendus.

« — Qu'avez-vous ? lui dis-je en grec de cuisine.

Tout le monde m'entendit, et un passant reconnut la langue que je parlais. Je m'en aperçus au coup d'œil mi-ironique mi-amical qu'il me lança et qui semblait dire : « En voilà

un qui doit sortir d'Oxford et qui a un peu bu. » Mais je ne songeais guère à m'inquiéter de cette opinion ; j'avais Pan sur les bras, Pan menaçant à tout instant de redevenir visible.

« — Qu'y a-t-il encore ? lui demandai-je d'un ton rude.

« — De la verdure, de la verdure ! demanda-t-il.

« — Pas si fort ! murmurai-je.

« — Et du calme ! ajouta-t-il.

« Je le pressai à travers Knights Bridge ; il n'y avait que le Park qui pût lui convenir. Je me demande si aucun de vous s'est jamais trouvé dans une situation aussi embarrassante ; à chaque instant on risquait de l'entendre et de le voir, ce qui, comme vous pouvez bien le penser, m'eût été bien difficile à expliquer de façon satisfaisante. Je n'en voyais vraiment pas le moyen ; songez qu'il était complètement nu.

« Je voyais bien que son invisibilité allait cesser d'un instant à l'autre et qu'il ne ferait rien pour la conserver, car il n'aimait pas à voir ses pipeaux entre mes mains et pleurnichait pour les ravoir. Je le conduisis dans cette petite vallée du Parc où un héron pêche dans un lac grand comme une descente de lit et où des lapins vivent dans le quart d'un arpent de buissons qui se donnent des airs de forêt. En arrivant là, il était déjà une ombre bien visible quand il sauta la clôture ; il fit peur aux canards, mais, par bonheur, personne ne le remarqua. Dès que je vis que personne ne m'observait, je lui jetai ses pipeaux. Puis je m'accoudai à la clôture, observé par tout le monde, et je pris un air pensif, essayant d'avoir l'air de réciter des vers grecs. En réalité, bien entendu, je parlais à Pan. Je lui dis :

« — Il faut que vous restiez là chaque fois que vous serez visible. Je vais vous chercher à manger. Que préférez-vous ?

« — Du grain, dit Pan.

« — Bon, dis-je, ce sera du grain, mais vous ne devez pas vous montrer. Il fut un temps où les hommes mouraient en vous voyant. Mais le monde a évolué, et, à présent, c'est plutôt l'inverse qui se produirait. Je ne veux pas dire par là qu'on vous tuerait, néanmoins les choses ont changé.

« Tout cela était bien difficile à expliquer en grec orthodoxe, mais j'y parvins ; il comprit, et je partis lui chercher du grain.

« — Est-il permis de nourrir ces lapins ? demandai-je au gardien.

« — Oui, évidemment, répondit-il, mais cela ne se fait guère, et si c'est quelque chose qui risque de salir le parc, je ne pourrai l'autoriser. Quelle espèce de nourriture voulez-vous leur donner ?

« — Du grain, dis-je.

« — Il n'y a pas de mal, je crois, à leur en donner, me dit-il, mais, d'un autre côté...

« Je l'interrompis par un flot de remerciements, et j'en jetai un plein sac de papier par-dessus la clôture avant qu'il ait eu le temps de m'arrêter. Le lendemain, tout était mangé, de sorte qu'il me laissa recommencer.

« Je crois que Pan se trouva heureux dans ce petit royaume, car il est probable que héron, canards et lapins savaient tous à qui ils avaient affaire et lui formaient une petite cour. Parfois, il jouait quelques airs en leur honneur, malgré mes efforts pour l'arrêter, et l'effet produit sur tous ceux qui l'entendaient était bien visible. J'avais obtenu de lui qu'il jouât en sourdine et les notes ne portaient pas loin. Pourtant, les allures des gens au voisinage de ce petit enclos durent être commentées, car, au bout de deux jours, je remarquai sous chaque réverbère deux hommes lisant des journaux là où il n'y en avait qu'un auparavant. Ceci me prouva que l'attention de Scotland Yard commençait à être éveillée. Là-dessus, un soir que j'étais appuyé à la clôture, Pan me murmura que le miracle qu'il avait obtenu des vieux dieux commençait à faiblir. C'était indiscutable, car je vis qu'un petit reste de poil entrevu dans les buissons prenait une demi-minute à disparaître. Il ne demeura pas dans l'enclos toute la nuit, mais erra doucement dans le Park et fut poursuivi une fois ou deux. Il était clair que, s'il ne pouvait plus se rendre invisible instantanément, il ne pourrait plus rester inaperçu. Je ne pouvais m'imaginer ce qui arriverait si on le découvrait, et je noircis encore le tableau aux yeux de Pan.

« — Restez silencieux et surtout invisible, lui dis-je, — mais Pan détestait être silencieux et n'était pas sûr de pouvoir demeurer invisible. — Dans ce cas, ajoutai-je, il faut vous habiller convenablement.

« Ai-je besoin de vous indiquer que cela voulait dire : une jaquette, des guêtres, un tube, des gants gris perle, une canne, un monocle et, naturellement, une barbe bien rasée ? Inutile d'ajouter que je mis longtemps à expliquer tout cela à Pan dans la langue d'Homère. J'allai dans un magasin de confections, chez un mercier, un chapelier, un bottier, et je fis les emplettes nécessaires. Je savais qu'il n'aimerait pas à porter des chaussures, mais se promener avec ses pieds de faune et vêtu d'une jaquette était tout à fait hors de question. Cela me coûta bon, mais je dus m'exécuter. Il me fallut attendre la nuit pour emporter tout l'accoutrement dans la petite vallée, laisser s'écouler une heure avant d'avoir une chance de le lui passer sans être vu, et vingt minutes pour lui expliquer la manière de s'en affubler ; pendant tout ce temps, et malgré ou plutôt à cause de l'heure tardive, j'étais surveillé sans arrêt par un détective.

« Le lendemain matin, je revins, et, pour le tirer de son buisson, je rectifiai sa cravate et je le bichonnai de mon mieux. Il apparut alors comme un gentleman étranger, et fort étrange en vérité, se promenant dans le Park, ce qui, en somme, n'était nullement répréhensible. Je crois que les oiseaux et les lapins du bosquet éprouvèrent quelques regrets lorsque Pan les quitta d'un bond par-dessus la clôture. J'ai toujours pensé que ce lieu était imprégné de mystère ; c'était peut-être un reste de mes rêveries d'enfant. Mais Pan avait donné une certaine réalité à ce rêve ; le mystère était revenu, ce mystère que la nature recèle en ses recoins les plus secrets. Je ne peux pas très bien l'expliquer, mais cet air de mystère était frappant et disparut instantanément quand Pan sauta dans l'allée. Nous eûmes au moins la chance, en sortant des buissons, de voir les détectives me surveiller au lieu de Pan, sans doute parce qu'ils m'avaient entendu parler grec. Cela nous donna du répit au moment où nous en avions le plus besoin, car Pan s'était habillé, je ne dis pas comme un dieu, mais certainement comme aucune personne humaine ; et, avant que j'eusse pu rectifier son col, sa cravate et ses lacets de souliers, malgré le peu d'affluence sur les pelouses, il aurait été reconnu par toute personne de sens commun.

« Une fois cela terminé, nous partîmes nous promener, et

j'expliquai à Pan que le moment était venu de décider ce que nous allions faire et que la première décision à prendre était de ne plus s'en remettre à son don d'invisibilité. Je lui expliquai que ce prodige n'avait plus d'intérêt dès l'instant qu'il n'agissait plus parfaitement. Il m'approuva entièrement et consentit même aux chaussures, qui cependant lui rendaient la marche douloureuse et lui interdisaient tout galop ; mais je lui fis comprendre qu'il n'était pas nécessaire de galoper dans Londres. Pour quelqu'un qui en était aux usages d'il y a deux mille ans, il saisit étonnamment vite.

« On ne marche pas longtemps dans Hyde Park sans rencontrer la Serpentine, et nous y arrivâmes bientôt, marchant lentement pour ménager les sabots engourdis de Pan. Là, il se mit à quatre pattes pour se mirer dans l'eau et voir s'il était réellement aussi gauche qu'il avait le sentiment de l'être. Il se vit alors habillé comme nous le sommes lorsque nous nous mettons sur notre trente et un. Et il éclata en sanglots. Je ne le trouvais pas si ridicule que cela, mais il n'y eut pas moyen d'arrêter ses pleurs. Les passants nous regardaient ; j'entraînai rapidement Pan, le tenant serré sous le bras, pour assurer sa marche gênée par ces chaussures qui n'étaient guère à sa forme et pour l'empêcher de se sauver et d'attirer encore plus l'attention. Il avait une démarche nettement pénible et ne voulait pas cesser de pleurer. Je remarquai même qu'un policeman nous suivait, et, chose plus grave, venait droit à nous. Je devinai en quelque sorte les soupçons de cet homme : mauvais traitements envers un gentleman étranger, pensait-il. Je me retournai vers lui et lui dis :

« — Il a eu pas mal de chagrin.

« — Puis-je demander quelle espèce de chagrin ? s'enquit le policeman.

« — Des chagrins intimes, répondis-je, pendant que Pan pleurait toujours.

« Tout en parlant, je desserrais mon étreinte, pour bien montrer que je ne le traitais pas en esclave ; je n'aurais jamais couru ce risque si je n'avais été sûr que ses chaussures lui interdisaient tout galop, car cette humeur dont je ne pouvais le tirer ne m'inspirait aucune confiance. Le police-

man nous laissa alors tranquilles, mais Pan sanglotait toujours. Il n'était pas douteux qu'il fallait l'arracher de la ville, qui n'était pas un endroit pour lui ; je crus que le Yorkshire avec ses landes élevées lui conviendrait mieux. Il avait repris ses pipeaux, qu'il serrait de toutes ses forces, et cela lui donnait un air étrange avec sa queue de pie et son gilet élégant. Je l'entraînai rapidement hors du Park, aussi vite que le permettaient ses chaussures, lui expliquant chemin faisant que nous allions dans le Yorkshire et qu'il ne serait plus nécessaire de conserver son accoutrement si cela devait le faire pleurer. A ces mots, Pan sécha ses larmes, mais commença d'une voix dolente à comparer ce qu'il avait été avec ce qu'il semblait être maintenant, affublé des vêtements les plus élégants que j'avais pu lui acheter ; et, tout en marchant, il se mit à versifier, tandis que ses larmes coulaient de nouveau. Nous attirions de toute façon l'attention des passants, mais ils nous regardèrent bien plus quand Pan recommença à faire du bruit. Je lui vantai le Yorkshire, ses landes sauvages, la chaleur qui enveloppe ses bruyères, ses vallées profondes étincelantes sous le soleil ; je lui dis qu'il serait loin du centre des choses, loin de notre fracas, de nos complications, et qu'il pourrait rejeter tous les vêtements que je lui avais procurés, mais qu'il lui faudrait conserver son chapeau. Je dus lui expliquer ce qu'est un fusil, qu'il y a des chasseurs dans le Yorkshire, et que le chapeau était absolument nécessaire.

— Un chapeau ? Pourquoi un chapeau ? demanda Terbut.

— Bon Dieu ! dit Jorkens, vous ne tirez jamais sur un être coiffé d'un chapeau. Même pendant la guerre, les casques étaient visés. Il fallait un chapeau, et je le dis à Pan.

« Nous étions déjà loin du Park avant d'arriver près d'un bosquet de lilas où Pan pourrait se cacher à son aise. C'était dans un petit square dont j'ignore le nom. Il ne fallait plus se fier au don d'invisibilité dès l'instant qu'il ne pouvait plus jouer convenablement, et surtout avec Pan couvert de vêtements, car les dieux antiques ne semblaient avoir de pouvoir que sur sa partie divine, et cette puissance elle-même semblait décliner maintenant. Il sauta la clôture pour entrer dans les lilas pendant que personne ne nous observait ; là, nous essayâmes le système magique, mais je vis, par le temps

que son visage et ses mains mirent à disparaître, avec quelle rapidité s'évanouissait le pouvoir des vieux dieux. Quant à ses vêtements aussi bien que ses guêtres, ils refusaient absolument de devenir invisibles. Il aurait été trop dangereux de le déshabiller pour voir rater son invisibilité et perdre ensuite une demi-heure pour le rhabiller.

« J'allai donc querir une nouvelle Ford, car nous avions déjà suffisamment marché. Cette fois, j'eus la chance de pouvoir en louer une. Nous démarrâmes, munis d'un sac de grain, de quelque nourriture convenable pour moi, et nous arrivâmes dans les landes du Yorkshire avant la tombée de la nuit, ayant fait une moyenne de trente milles à l'heure.

« Je connaissais une lande que je croyais pouvoir lui convenir à merveille, une lande coupée de ravins escarpés, avec une herbe courte, tondue par les moutons, des touffes de hautes fougères et des bouleaux vénérables en sentinelles sur les vallées ; tout le reste n'était que bruyère à perte de vue. Il y avait des grouses sur le sol noir semé de menu gravier blanc ; les blaireaux marquaient leur passage par d'étroites coulées ; une alouette chantait dans le ciel ; peut-être un berger passait-il une fois par semaine, et les lièvres suivaient leur course vagabonde. Rien de tout cela ne pouvait faire pleurer Pan. Loin en contre-bas, dans les terres où la bruyère ne fleurit pas, je connaissais des moissons dorées sous le soleil étincelant. Pan s'en trouverait fort bien, car il pourrait se servir lui-même dès que le grain serait mûr. Et j'étais convaincu qu'il trouverait dans le Yorkshire plus de racines et de verdures savoureuses que sur les pentes âpres et déshéritées de l'Arcadie.

« Je lui indiquai le ruisseau le plus proche ; c'était précaution superflue de ma part quand j'y songe, car j'aurais vraiment pu faire confiance à son instinct pour trouver de l'eau. J'emportai ses beaux habits, lui laissant seulement son haut de forme. Il était assis au bord de la route romaine traversant la crête de la lande : c'était une molle et large étendue de gazon qui coupait fièrement la bruyère et qui représentait mieux l'âge de Pan que bien des choses, mais en réalité en tant que haut symbole de civilisation, elle ne lui convenait pas mieux que Hyde Park, à lui qui détestait

sauvagement tout cela. Il avait cependant quelque chose de commun avec cette route fameuse, car l'un et l'autre avaient vu venir de tristes jours, comme tous les puissants de ce monde que le temps a oubliés.

« Quand je le quittai, il tenait ses pipeaux à la main ; mais il les porta à sa bouche, et je vis qu'il se préparait à gambader le long de la route. Si dans ses galops il ne découvrait pas les granges regorgeant de grain et de beaucoup d'autres choses, il ne serait plus Pan. Il avait le regard tourné vers cette route large et droite, aussi vieille que lui, et ce fut la dernière fois que je le vis. »

J'émis quelques doutes sur la véracité de cette histoire ; mais, pour rendre justice à Jorkens, je dois dire qu'elle fut rendue plus vraisemblable à la suite d'une question de Terbut :

— Eh bien ! est-ce qu'il y est encore ? Le verrions-nous si nous allions là-haut ?

— Non, reprit Jorkens, je peux vous dire ce qu'il est devenu.

Il nous le dit, et je dois avouer que la suite de son histoire allait parfaitement s'appliquer à Pan. On ne pouvait guère imaginer celui-ci passant ses loisirs avec une fille de ferme, encore moins qu'il demeurât tout seul. Il fallait, vaille que vaille, imaginer une hypothèse qui viendrait à l'appui du récit, tandis que la désignation d'un compagnon improbable l'aurait ébranlé entièrement. Il fallait donc un compagnon à Pan, et je me demandais lequel. Jorkens nous le dit :

— J'étais excédé de Pan et je ne retournai pas en Yorkshire ; mais un de mes amis alla dans ces vallées où les moutons paissent au bas des landes et vint à causer avec un berger ; celui-ci lui parla des orages qui s'abattent parfois sur les *ghylls*, nom qu'on donne à ces vallées herbeuses encaissées entre deux landes. Il dit qu'une nuit un terrible orage s'était formé. La laine des moutons était tellement aplatie par le vent qu'on les eût crus tondus ; ils dégouttaient d'eau ; les ruisseaux coulaient à pleins bords. Le berger était resté dehors, de crainte de voir ses agneaux noyés. Des ombres gigantesques passaient sur les terres labourées, venant du sud, se heurtaient au flanc des collines, et remon-

taient en flèche pour se déchirer sur la crête des landes. Et, au milieu de tout cela, Pan soufflait dans ses pipeaux ; du moins, le berger entendit une musique comme il n'en avait jamais entendu depuis son enfance, et, même alors, il l'avait seulement rêvée. Il y avait des éclairs effrayants, d'où sortit soudain une Walkyrie. Dès qu'elle entendit les pipeaux de Pan, elle se dirigea droit sur lui. Pan se redressa, son regard levé sur elle, avec ses pipeaux dans la main gauche. Alors il fit un grand pas, jeta son chapeau au loin, empoigna de la main droite la crinière du cheval, et, instantanément, ils dévalèrent à travers la lande ; sa grande silhouette sombre se détachait près de la blanche Walkyrie, tandis qu'il gambadait à côté de l'étincelant cheval gris qui la portait. Le couple sauvage s'évanouit vers le nord, et même hors d'Angleterre, de l'avis du berger.

Nous méditâmes un moment sur cette histoire, et nous ne savions que dire. Seul Terbut vint à notre secours. Il demanda à Jorkens :

— Est-ce que le berger rencontré par votre ami avait bu du whisky cette nuit-là ?

— Du whisky ? reprit Jorkens, je vous dis que c'était une nuit absolument terrifiante. Il n'aurait pu rester vivant sans whisky.

LORD DUNSANY.

Traduit par Max Foy.

L'AUVERGNE DANS SON HIVER

L'Auvergne est entrée dans la guerre comme elle entrait jadis dans l'arrière-saison. Quand on avait vu les fils de la Vierge se tendre de motte à motte sur les labours, les feuilles commencer de tomber, pour rouler au bord des chemins, par les matins couverts, et la neige paraître sur la montagne, au-dessus des grands bois, alors tous les hommes qui étaient en âge partaient. Ils partaient, parce qu'il le fallait pour vivre. Ils laissaient les femmes, les enfants et les vieux au pays, chargés de tout maintenir ; et eux, le baluchon noué dans un mouchoir, ils allaient vers les forêts du Bourbonnais où débiter les chênes, vers les chantiers lointains où piocher et terrasser, vers la ville vaquer aux durs travaux qui rebutaient les autres.

On les croyait finis, ces vieux petits temps. On avait fait reculer la misère et la peine, on pouvait désormais passer l'hiver chez soi, entre les sorbiers des grives et la fontaine : bûcheronner dans son propre bois, refaire les rigoles des prés, arracher les genêts sur la côte ; et, en rentrant, le soir, retrouver, avec l'odeur de la soupe, les petits qui font leurs problèmes à la grande table, la ménagère qui taille le pain dans les écuelles. Tout était bon, et tiède, et tranquille. La cuisinière de fonte qui ronflait envoyait sur le dallage une lueur plus rose encore que l'abat-jour de la lampe électrique et qui semblait le cœur chaud de la maison. Après quinze cents jours de guerre, et tant de peines, et tant de deuils, on avait rebâti la paix. On s'était donné tant de mal qu'on pensait que ça tiendrait, cette fois. Puis, comment imaginer que les autres hommes ne veulent pas ce que nous voulons, cette bonne paix avec la miche et le plat fumant

près de la chopine de vin rouge, et chacun maître chez soi, avec ses idées à soi, menant son affaire comme il l'entend ? Pour garder la paix, on avait tout encaissé. Est venu le moment, pourtant, où il a fallu choisir. Ou la guerre, ou le servage ; ou se laisser mettre le pied dessus, ou se défendre. Il fallait, comme disaient les vieux, passer par le pont ou par l'eau. Quand le sauvage hiver arrivait, avec ses épaisseurs de neige, ses glaces craquantes, ses froidures, qu'y pouvait-on ? Il n'y avait qu'à s'en arranger. Les hommes allaient dans les plaines pour garantir la vie des leurs ; et les femmes restaient au village, avec les petits et les grands-pères, pansant les bêtes, menant le train de la maison et des champs, elles aussi garantissant tout.

Lorsque la guerre est venue, comme une terrible saison longtemps repoussée, il y a eu de même à lui faire face. « Puisqu'il le faut ! » Et toute la force vive du pays, garçons et hommes, est repartie comme autrefois pour assurer sa vie ; les autres, restés là, s'efforcent et peinent pour que tout continue d'aller, en attendant le grand retour.

Ils regardaient la guerre comme une calamité. Mais non pas comme la calamité la plus grande. Il y a le servage. Vivre sans liberté, ce ne serait plus vivre. La première chose que tous ne veulent pas, c'est que l'étranger leur mette la main dessus. Pour ces Gaulois mêmes, à vieilles rides et à barbe de braconnier, terrés au bout des pâtures, des fougères, des bois de pins, être maître chez soi, voilà la loi et les prophètes. Vivre au fond de l'épaisse masure de granit gris, entre la maie où sont les tourtes de pain bis et la paillasse affaissée dans ses planches, mais être maître chez soi.

Déjà ce ferme propos de liberté enfantine a je ne sais quoi de vigoureux. Lorsqu'il se marie à autre chose, le droit sens, la vision de la nécessité, la décision de faire tout ce qu'il y a à faire pour que le pays vive, c'est beau. Parti pris de préférer la liberté à tout et même à la vie, idée de la liberté à tout prix, à tous risques, qui enseigne l'entente, la raison, la résolution.

On peut voir l'Auvergne tout d'une vue, du haut de ces côtes, devant la descente, du côté d'Artonne ou de Saint-Hilaire-la-Croix. Il y a de l'air, ici ; quel découvert ! De ce

bord de route, près d'un chardon desséché, on tient sous le regard, dans son golfe de dix lieues, toute la plantureuse Limagne. Les monts, sur sa rive lointaine houlant en longs replis usés, sous les sapins et la brande, ou bien sous l'herbe rase. Et sur cet autre flanc proche, en massif violet dont chaque cime se détache, le groupe des Dôme se lève tout en bosses et en angles, comme une formidable pierre d'Auvergne.

Haussés vers l'air, ces beaux soulèvements des puys et des plateaux font une perspective immense qui, malgré la morte-saison, prend maintenant des tons de nuées et de fleurs. Mi-caché derrière les crêtes, de bout en bout de l'horizon, flotte un train de nuages aux contours en boules qui sent déjà le temps clair. Cela s'étend en chaînes d'ombres grises et de blancheurs, cela avance, lentement déformé, relevé, comme des proues de nefs, contre le soir, contre le vent. Tant d'ampleur, tant de finesse ! Et le mouvement de ces nuages est tel, sur le déroulement des monts, que le regarder seulement enhardit le regard.

Ainsi vue, l'Auvergne apparaît comme un grand pays de vie nationale. Un pays de terroirs contrastés, plaine et montagnes, et mieux soumis qu'un autre à la fois à la sauvage nature et à l'industrie humaine. Pays de longues routes noires, sous les fils et les ondes, de trains grondants sous leur traînée de fumée, de camions filant dans un vacarme de ferraille sous le pont métallique qui enjambe quelque populeux faubourg de docks et d'usines ; mais aussi pays de pacages pleins de joncs et d'eau rousse, de tertres hérissés de genêts, de bois de pins, où pendent les fougères brunes, ou de sapins étagés dans leurs mousses pleurantes, de cascades, de lacs, de pointes de roche et de neige. Ses régions diversifiées se complètent par leurs produits et aussi par leurs hommes : à côté du cultivateur obstiné, routinier, le maquignon, l'homme de négoce, volontiers entreprenant, hardi, capitaine d'entreprise, et le berger, le forestier, l'artisan. Comme le chante le proverbe des Auvergnats, il faut de tout monde pour faire un monde : il faut le laboureur et le pâtre, le charbonnier, le fromager des cabanes... L'éleveur a besoin du bûcheron, le vigneron a besoin du semeur de blé ; le paysan, le maçon, l'ouvrier, l'ingénieur travaillent pour tous. Et pas de barrière : qu'on soit tous frères et amis !

Ici, le ménage des champs devient l'aménagement d'une contrée. On est contraint non seulement d'y échanger bois et laitages contre grains et fruits, mais d'y utiliser les ressources du sous-sol et la bosse du sol, les eaux, leurs forces vives ; les vertus des sources thermales et celles du climat même. L'Auvergne a forcé l'Auvergnat à inventer l'industrie, le troc, l'émigration, le mouvement, l'entr'aide.

Ce pays-là, avec ses forêts et ses pâturages, ses terroirs à grains et ses vignes, ses routes, ses forteresses, ses hauts lieux, ne semble-t-il pas fait pour le rassemblement, ne donne-t-il pas l'idée de nation ?

Peut-être que tout était déjà marqué, ici. Le chef de peuple qui se lèverait n'aurait qu'à lire. Vercingétorix, du premier coup, trouvait l'essentiel : la fierté et l'entente. « J'ai pris les armes pour la liberté de tous. »

L'Auvergne, oui, forçait d'inventer le trafic et l'accord. Elle forçait d'inventer la France et sa vieille passion de liberté, d'égalité, de fraternité, ou, pour tout mettre en un mot, d'amitié humaine.

Faire un jour l'amitié humaine. Refaire d'abord la paix, maintenant. Ils ne sont pas partis pour l'énorme besogne en chantant ni en criant, les hommes de ces hautes terres. Mais ils se souviennent de cet air qui roule chez eux, de mont en mont, de lande en lande, de la touffe des trois bouleaux au bouquet de fayards ; et comment, de leur montagne à tout le pays, il porte ce message que la liberté n'est pas encore perdue.

Revient dans la tête le mot d'ordre qu'ils se jetaient les uns aux autres, sous Verdun, au bois des Corbeaux. Ce jour-là, le 7 mars 1916, à l'aube, le colonel du 92e R. I. vient trouver les hommes : « Nous devons reprendre le bois des Corbeaux, voilà, c'est l'ordre. Je ne vous le cache pas, ce n'est pas trop bon pour nous. Mais, puisqu'il faut le faire, nous le ferons en braves, du mieux que nous pourrons. » On règle l'attaque comme une chose solennelle. Les brancardiers font serment de ne pas laisser un blessé. Le 92e part, sur douze cents mètres à découvert, les médecins et l'aumônier en tête. Il franchit au pas le tir de barrage, se jette sur les Allemands, les force à se replier, à se terrer aux lisières. Et là, on dit qu'en combattant, tout le jour dans les

taillis, dans la neige, les hommes du régiment de Clermont se lançaient les uns aux autres le vieux cri des journaliers d'Auvergne : *Lacheins pas!* C'était le cri des matins de moissons ou de vendanges, lorsque les propriétaires venaient chercher leur main-d'œuvre sur la place où se faisait la louée. On discutait avec eux du prix de la journée. Et les journaliers se faisaient souvenir, d'un bout de la place à l'autre, de tenir sur le prix convenu, sans lâcher d'un seul liard. *Lacheins pas!* Lâchons pas ! Le mot est bon ; il vaut qu'on le garde. Sans qu'il soit besoin de le crier sur les places, il reste le mot d'ordre.

Cette guerre, c'est bien comme une sorte d'hiver, d'énorme rigueur du temps qui pèse sur tous, et qu'il faut cependant porter du mieux qu'on peut. On le sent, d'abord, devant tous ces gens de Paris ou de l'Est, volontairement repliés dans nos petites villes, Ambert ou Mauriac, Issoire ou Saint-Flour. Il suffit de les voir dans la rue, regagnant leur logement de fortune, ou à l'église, hésitant à prendre telle chaise. Campés, posés seulement, rétrécis par le froid, les gênes, les privations, peut-être travaillés par l'angoisse pour les leurs. Et l'on voudrait les aider, et l'on tâche de les accueillir. Des amitiés se lient. Il se trouve que tel savant alsacien nous dit d'où ceux qui ont bâti notre église ont pris ces inspirations, ces formes d'architecture. Il nous apprend que cette pierre sculptée, les trois têtes sous un même bonnet, est une figuration gauloise, et que telle habitude de nos métairies vient de quelque rite agraire d'avant le christianisme... L'Auvergne, ce n'est pas nous qui la lui présentons, c'est lui qui nous enseigne à mieux en voir les traits.

Ces étudiants à calot noir ou d'azur et d'écarlate, qui sont venus, transformant nos collèges en lycées, on suppose qu'ils s'intéresseraient moins aux têtes antiques des gargouilles qu'aux jeunes figures des demoiselles. Mais ils ont tant de travail, si peu de temps !... Plus de cours que de courses. Ils sortent en troupe, la pioche ou le fusil sur l'épaule, pour aller, sous les ordres d'un sergent, s'exercer dans quelque vallon. Et nous leur savons gré de nous donner cette idée d'une jeunesse travailleuse et vive, aux regards allant droit.

L'hiver pèse sur tous, et beaucoup savent le porter sans se plaindre. Je me souviens de ces hommes déjà sur l'âge,

dans quelque gare de Limagne : tout bons, tout braves, en sabots et pèlerine à capuchon. Ceux qui couchent dans des granges, sur la paille, et, emportant un repas froid pour midi, vont travailler tout le jour à la poudrerie ou à l'arsenal. Il y en avait un, à la grosse moustache mêlée de crins blancs, qui avait l'air ensommeillé encore.

— Fatigué ? lui demandait un copain.

— Ah ! oui, fatigué...

— Alors, qu'est-ce que ce sera, ce soir, à six heures ?

— Vois-tu, la semaine dernière, il n'y a pas eu de dimanche. Ces semaines sans dimanche, c'est cela le plus dur. Mais, ce soir, peut-être que ça ira mieux.

Ils vont ainsi, dans la patience et l'endurance. Et les gens s'intéressent-ils assez à eux, qui vaquent sans gloire à de pénibles besognes, si forts à la peine et peut-être au danger ?

Il y a ceux des mines, ceux des charbonnages, ceux des ateliers, tout partout sur la Dore et sur la Durolle, sur la Sioule et sur la Maronne. De ces usines de Clermont aussi grosses qu'un bourg, jusqu'à ces petites fabriques des torrents dont la roue de bois bruni tourne entre trois frênes et la muraille aux fougères. Ici l'on fabrique des bâts de mulets, là des cisailles, là des masques à gaz, ici des caisses à obus. Au tournant de la route en balcon, annoncé par son bruit grondant, surgit un camion chargé d'un énorme cube de planchettes empilées, fraîches comme la chair du sapin. Dans les bois, par là-haut, des hommes sont à la besogne. Ils ont « tombé » la veste bleu horizon qui porte au col un peu de velours noir. Ils s'attaquent à ces pères sapins qui ont trente mètres de haut et des barbes de lichens comme des queues de renard à toutes leurs branches. Celui-là est déjà couché, ses rames écrasées ou coupées faisant une épaisse échelle verte. Et cet autre, on l'écorce, on lui enlève sa peau par lambeaux, comme de longs tessons, avant que de forts chevaux le tirent jusqu'au hangar de planches où la chanson des scies fuse furieusement. Ainsi, au fort de la montagne, les sapeurs forestiers vont prendre les arbres qui doivent servir au grand équipement de guerre.

Et sur ces pentes ou ces terrasses, sur chaque héritage autour des métairies, se mène jour à jour tout le travail de

la saison morte. Il faut panser les vaches, curer l'étable, donner le foin, enlever le fumier ; et quelquefois ce sont de plus gros travaux d'entretien ou de labourage. Celle-là, les jupes relevées dans sa ceinture, sort de l'étable, tirant des deux mains derrière elle le fourchas aux crocs enfoncés dans un paquet de litière brune. La petite, aiguillon au poing, se tient devant les vaches attelées au tombereau. Elles vont charger le fumier et, par les mauvais chemins de pierres roulantes, le décharger au pré, l'y éparpiller du bout de la fourche.

— Vous voyez, c'est le travail des hommes qu'on tâche de faire !

Le vent du dégel passe, mêlé de gouttes de pluie.

— Le ménage va comme il peut, dit une autre, pour s'excuser de ce que, chez elle, les pantalons et les vestes du mari sont encore pendus à la cloison, depuis septembre, sans qu'elle soit arrivée à les nettoyer, à les raccommoder.

— On fait le travail des hommes, mais on ne peut faire que celui-là !

Une œuvre d'entr'aide essaye de s'étendre dans les campagnes. Même sans moyens financiers, on pourrait tant de choses ! Il y a des malheureux. Ainsi de celle-là qui n'avait rien à envoyer à son mari mobilisé, tout en sachant qu'il n'était pas vêtu bien chaudement. Après avoir reçu un colis de lainages, n'a-t-il pas naïvement écrit : « J'avais tellement besoin d'un chandail !... Comme tu ne pouvais pas m'en acheter un, je me contentais d'un passe-montagne. » A l'ordinaire, ces femmes des fermes, elles sont moins pauvres d'argent que débordées de besognes. Parce qu'elles veulent tout faire. C'est leur loi, cela. Et le moindre geste gentil leur garde leur courage. « Comment ? On pense aux paysans, à Paris ? On comprend la peine qu'ils ont ? » Elle ne le croyait pas, comme quelqu'un qui est habitué à se compter soi-même pour rien. Et cependant, elle avait obscurément la fierté paysanne, le sentiment que la paysannerie fait la vieille force profonde des Français, que c'est elle qui va tout maintenir, d'elle et de ses ressources secrètes que tout peut repartir.

Cette autre, qui attend un enfant, lorsqu'on lui annonce l'envoi d'une layette de Paris, elle dit : « Vrai ? on fera cela

pour moi ? » Celle-ci, qui relevait de couches et qui se traîne comme elle peut avec une double phlébite, il faut qu'elle fasse tout l'ouvrage entre ses trois enfants et ses cinq vaches. Cette humble patience en fichu noir, ce bon courage ! Parce qu'elles ont l'idée qu'aux champs tout doit être fait de ce qui est à faire, et qu'elles ne vivront pas tant que cela ne sera pas fait. Cette idée-là, c'est une chose souveraine, passant tout raisonnement et tout calcul : une sorte de jeunesse première, comme celle de l'arbre est de pousser ses bourgeons, une grandeur naturelle, qu'on sent d'un coup, quand on la voit ainsi en béret sombre et en tablier de grosse toile, au fond d'ombre rousse de la salle ou bien au coin de cette terre où une pierre levée porte la croix mangée de rouille. Si simple, si grande...

Et chez les enfants, quelquefois, le même courage foncier, tout en éveil. Je revois cette école de hameau, le vestibule plein de souliers, comme l'entrée d'une mosquée, parce qu'il faut les quitter, venant de loin par des chemins pleins de neige fondue. Je revois ces têtes châtaines, blondes, ces gamins qui, de leur couteau et d'une bûche prise sous le préau, font, durant les loisirs, tout un outillage en miniature : l'araire et la charrue, le char, le tombereau à bascule, la herse, l'échelle, et tout, et tout, jusqu'au chantier et à la grande scie des scieurs de long. Et cette gamine de douze ans, déjà forte pour son âge, d'un teint chaud, tout de brun et de rouge, avec un bon regard paisible où vivaient si bien le bon vouloir, la franchise. C'était elle qui était chargée d'entretenir le poêle.

— Celle-là, disait l'institutrice, elle sera une travailleuse, une maîtresse femme dans une ferme. Elle a six petits frères ou sœurs, elle sait aider la mère. Et quand elle va au bois de la Garde avec son père pour charger et charroyer les arbres, elle vaut un ouvrier.

A douze ans ! Avec une humble petite fierté, elle présentait son cahier de dessin, si bien tenu, où de naïfs et jolis coloriages font voir des feuilles d'automne, une pantoufle à carreaux, une branche de houx... On se sentait déjà devant une de ces femmes tout labeur et délicatesse, qui, les cheveux bien en ordre sur une figure aux traits bien en place, d'un cœur infatigable, font les bonnes maisons et font la grande France.

Puis les petits des mobilisés levaient la main, et chacun disait où était son père, d'un élan...

Ces hommes qui sont partis, comme on est avec eux ! Du fond des campagnes, comme on y pense ! De ces drôles, souvent dissipés. déchaînés, mais qui font silence et vous regardent avec des yeux solennels lorsqu'on parle du père, jusqu'à la vieille qui, derrière son carreau verdi, voyant passer un permissionnaire, soupire en songeant aux pauvres soldats et prend au creux de la main, comme une offrande, les grains noirs de son chapelet. On sait qu'ils sont là-bas, marchant de nuit contre le vent, sur les routes interminables ; dans la paille des cantonnements où l'air siffle sous le portail ; dans la tranchée, dans les trous d'avant-poste... On y pense comme cette pauvre femme qui en a trois au front et qui y pense tout le jour. Mais, le jour, cela va encore. C'est le soir, au moment qu'il faut fermer la porte de la maison. Du seuil, elle a devant elle, par delà ces genêts remués, les bruits du vent, les souffles sauvages, ce noir où tout se perd jusqu'à la fin du monde. Les enfants sont par là-bas, si loin, aux prises avec Dieu sait quels dangers, quelles misères ! Et elle, leur mère, elle va rentrer sans eux dans la maison, se mettre dans un lit... « Alors, dit-elle, quand je tourne la clef dans la serrure, c'est comme si je fermais mes petits dehors. » Oui, on fait un avec eux. Ceux-là le savent qui ont assisté aux réunions organisées par des jeunes filles dans les villages. Il y a, entre deux gerbes de blé, un petit reposoir de vases dorés et de bougies ; c'est dans une grange ; ou bien au bout de la salle aux cloisons de bois, et les canaris dont la cage pend à la fenêtre ne cessent pas de chanter pendant qu'on chante *Je suis chrétien* ou qu'on lit quelque texte proche des Évangiles. Et quand on demande à ceux qui sont là, d'un même cœur, de penser aux soldats, de prier pour eux à voix basse, quel silence se fait ! Un silence grand comme une sorte de présence et qui serre la gorge.

Les soldats... Ils sont là-bas et ils y sont pour nous. On sait ce qu'ils ont fait déjà en Lorraine, et que ce sont toujours les hommes du bois des Corbeaux, ceux de l'Yser, de Verdun, de la Somme, ceux qui, en juillet 1918, devant Villers-Cotteret, ont enfoncé le front allemand. Les mêmes :

sous la capote kaki comme sous la capote bleue ; la même façon de se taire, d'attendre, de ne pas lâcher ; la même endurance, la même vaillance aux os durs. Ceux qui sont dans l'artillerie et ceux qui sont dans la « biffe », les zouaves, les chasseurs, les sapeurs, les pionniers, les hommes des chars et de l'aviation. Ce sont eux qui ont tout sauvé, eux qui maintiennent tout. On les a revus. On a croisé leur regard. Ou bien les yeux et le visage de l'homme ne veulent rien dire, ou bien ces garçons, ces permissionnaires qui reviennent bardés de paquets, de musettes, par-dessus leurs habits couleur de terre et de morte-saison, sont des hommes aussi solides et intrépides que le furent jamais ceux qui prirent les armes. Comment peut-on penser à eux, à l'armée, sans que la confiance se redresse plus chaude dans le cœur, la confiance que ces jeunes hommes ont eux-mêmes, chefs et soldats vivant au coude à coude et s'assurant les uns sur les autres : le sentiment qu'ensemble ils peuvent tout ?

Vivre ensemble, même si la guerre fait séparation. Travailler ensemble, s'efforcer ensemble. Tout est difficile, et la vie quelquefois pesante, sous le malheur des temps. On cède au temps noir, on est tenté de manquer de courage. Et, çà et là, il y en a quelques-uns, peut-être, à peine des créatures humaines, pour se lâcher à toutes leurs pauvres humeurs. Mais ça ne fait rien : on veut être avec ceux qui ont la tête claire et le sang bien roulant, ceux du bon courage : ces femmes qui entendent que tout soit fait aux champs, ces soldats, cette jeunesse de la fraternité et de la force qui assure maintenant la liberté des Français.

Tout le cœur porte vers ceux-là. Et, dès qu'il les retrouve, le peuple se retrouve avec eux, le peuple de la jeunesse, même sous des cheveux blancs. Car la jeunesse, c'est cette flamme que l'âge n'éteint pas et qui transforme les êtres, comme elle fait du morceau de bois lorsqu'il a approché de la brûlante braise.

Le pays pense à ceux qui sont partis pour lui assurer sa vie. Et ceux qui sont partis, nous savons qu'ils pensent au pays. Peut-être que, d'un cantonnement entre la Suisse et la mer du Nord, ils revoient les prés, les postes de lièvres,

les chemins bordés de frênes dont on a coupé les branches pour faire la feuille, et cette petite montagne de bruyère derrière la maison, d'où, quand le temps est beau, on aperçoit le puy de Dôme, les monts Dore et les cornes de neige du Cantal. Celui-là se rappelle le troupeau de vaches rouges dans leur parc ; cet autre, les pêches à la truite dans le ruisseau des arnicas ; les bals du dimanche, ces petits sapins qu'on allait couper pour la fête et qu'on plantait dans la grande rue du bourg... Comme on voudrait qu'ils sachent que tout cela est avec eux, tout cela qui ne vit plus qu'à moitié en les attendant ! Car, ici aussi, on a senti que la vie ne vaut que par l'amitié. Et il n'y a qu'une chose qui ferait mal : ce serait de voir à tel ou tel moment que celui-là ne ferait plus un bloc, avec nous, dans l'attente et dans l'espérance.

C'est l'hiver. Les arbres ne sont que des carcasses griffues, noires de l'eau de dégel, et il n'y a plus au haut d'un pommier qu'une pomme oubliée, aussi racornie que du cuir. Le chemin n'est plus qu'une rocaille de glace boueuse, marquée de pas comme la fange autour de l'abreuvoir. De partout arrive le roulement et le chuintement des eaux, mais la vue ne va pas plus avant que la murette et que le merisier ; on ne voit rien des terres, ni des communaux, ni des bois de la pente, parce que, ce matin, tout est pourri de brume. Ou bien c'est la neige qui revient, son milliard de mouches blêmes, lentes à se poser. Et le froid si serré, si mordant qu'il semble tout dévorer, comme si le pays même se perdait dans cet air de pâleur et de gel, avec les monts, là-bas, de l'autre côté de la vallée ensevelie, qui ne sont plus qu'une espèce d'haleine grise et blanche.

Alors, comment croire qu'il y aura encore un été de feuilles vertes et d'oiseaux ? On le sait, pourtant, que l'été reviendra. Et l'on veut travailler pour la vie, de tout son sens, de tout son cœur : car la vie, tout bien vu, ne trompe pas qui se donne hardiment à elle. Un jour, tout repartira, peut-être plus tôt qu'on n'ose l'espérer sous le sombre des temps, comme déjà dans le pré reverdit la doucette que les petites vont, de la pointe du couteau, cueillir pour la salade. Vaincre et revivre. Un jour reviendront les hommes partis. Et, s'il faut attendre davantage, davantage on attendra, pour que plus sûrement ils reviennent. Ils retrouveront le goût de

la soupe, le goût du vent qui a roulé sur les genêts, tout le large de la vieille terre où ils ont pris le dur besoin de liberté qui leur a passé dans le sang. La porte ouverte sur le soleil, buvant à leur table le vin de l'amitié et de la force, ils voudront que la vie reparte plus vivante.

Il suffit d'aimer la vie et l'amitié humaine. La force vive de la France est là, depuis des âges, dans cette amitié qu'a le vieux peuple des champs. C'est en elle qu'elle refait son plein de courage et de grandeur. Demain, elle donnera à l'armée d'abattre la violence allemande, à tout le peuple de pousser plus haut la vie. Il suffit de se tourner vers le soleil, d'aimer les enfants dans les écoles, les jeunes filles et les femmes dans leurs fermes ou dans les villes, ceux qui travaillent, sur les chantiers, dans les ateliers, dans les arsenaux, ceux qui peinent sur les terres ou au fond des mines, enfin ceux qui tiennent les lignes dans cette pesante attente coupée de rafales de mitrailleuses : on sait alors qu'il ne faut faire qu'un, tous ensemble. Et l'on sait ce qu'il faut vouloir. C'est voulu. C'est si bien voulu que rien ni personne n'ira contre.

En octobre, après une tournée de quête dans les villages, une jeune fille disait :

— Si vous aviez vu ces pauvres femmes à l'ouvrage et toute la peine qu'il y a dans les maisons !...

Et toutes, toutes, et tous, ils disent la même chose : « Cette fois, il faudrait que jamais plus ça ne recommence... » Comme une sorte de colère sans mots et d'idée fixe, l'idée qu'à la fin des fins il faudrait venir à bout de la violence. Et si l'on pouvait établir la vraie paix, bâtir peut-être l'amitié des peuples ?...

Voilà ce qu'ils ont dans la tête, le vieux qui marche devant les vaches, menant un tombereau de cailloux, et la femme qui coupe des betteraves, à genoux, au fond de l'étable. Cette idée, l'idée humaine, l'idée chrétienne, elle est là comme l'herbe qui repousse sous la pierre du seuil. De deux doigts un enfant peut arracher la touffe verte, mais toujours l'herbe repousse, tournée vers la lumière.

HENRI POURRAT.

LA BELGIQUE EN 1940

DE LA DOCTRINE A LA RÉALITÉ

C'est par une vue très superficielle des choses que le Français, ayant toute liberté pour critiquer son gouvernement, — en temps de paix surtout, — s'imagine aisément comme propres à son pays des difficultés ou même des tares politiques qui, en fait, existent partout à des degrés divers et sont parfois encore plus graves dans les États qui les dissimulent davantage, comme les États totalitaires.

Pour être très proche de nous, la Belgique non plus n'en est pas beaucoup mieux connue quant aux ressorts de sa politique intérieure. L'unanimité existe pratiquement chez nos voisins du nord-est pour approuver, dans le domaine extérieur, une vigilante neutralité qui n'implique pas du tout l'indifférence du cœur et de l'esprit à l'égard des principes et des intérêts en conflit dans la présente guerre. On l'a bien vu le 11 novembre dernier, lorsque la décision royale de se solidariser avec la Hollande menacée, décision accompagnée des premières mesures militaires susceptibles de la traduire en actes, fit reculer l'agression allemande.

Mais, en politique intérieure, la Belgique reste très divisée, bien qu'elle pratique depuis quelques années le système assez paradoxal du gouvernement tripartite, c'est-à-dire réunit dans un même ministère des représentants des trois grands partis constitués, — le catholique, le libéral et le socialiste, — ce qui va, en théorie, à supprimer l'opposition parlementaire, mais conduit en pratique à vivre de compromis, une pareille unanimité ne pouvant être que de surface, sauf dans les moments d'extrême péril extérieur, comme ce fut le cas en 1914. L'essence du régime parlementaire sainement appliqué postule l'existence d'une opposition.

On peut d'ailleurs faire dater de 1914, ou plutôt de 1918 et de la libération du territoire belge, le principe des difficultés intérieures parmi lesquelles, dès lors, le pays n'a presque pas cessé de se débattre.

Jusque-là la Belgique possédait un mode de suffrage qu'on peut considérer comme le meilleur qui eût jamais existé en Europe depuis l'origine du parlementarisme : le vote plural. Appliqué à partir de 1893 sous le ministère Beernaert (catholique), mais, — ce détail est très important, — d'initiative radicale, à laquelle s'étaient ralliés le groupe catholique et la gauche modérée, il conciliait le principe du suffrage universel avec la légitime considération due aux responsabilités familiales et à l'autorité sociale ou intellectuelle. Chaque citoyen belge de vingt-cinq ans, domicilié depuis un an dans la même commune, était électeur et possédait une voix ; mais une voix supplémentaire était accordée au père de famille d'au moins trente-cinq ans payant 5 francs de contribution personnelle et au propriétaire d'immeubles assujettis pour 48 francs au moins à l'impôt foncier, ainsi qu'à quiconque possédait 100 francs de rente ; et deux voix supplémentaires aux diplômés de l'enseignement supérieur et aux titulaires de certaines fonctions déterminées par la loi, sans toutefois que personne pût cumuler plus de trois voix.

Répétons-le : à notre avis, le principe et le détail de cette loi électorale étaient aussi parfaits que peut l'être une institution humaine. Seulement, elle eut ce résultat, inattendu des promoteurs, d'assurer aux catholiques, très nombreux dans les professions libérales et dont tout le personnel dirigeant se formait à Louvain, une stabilité gouvernementale que la proportionnelle intégrale, établie de longue date chez nos voisins, parut quelquefois sur le point d'ébranler, mais qui, en définitive, demeura si ferme qu'en 1914 les partis de gauche désespéraient presque de jamais revenir au pouvoir. Dès lors, le vote plural fut dénoncé par eux comme un privilège intolérable, qui mettait en péril l'unité même de la Belgique et, à la faveur de la guerre, de l'égalité absolue qui avait régné dans les tranchées, etc., M. Vandervelde, ministre du cabinet Broqueville, arrachait en 1918 au roi Albert l'abandon du vote plural au profit du suffrage universel inorganisé. Dès lors, les socialistes allaient participer de

façon presque constante au gouvernement, d'abord selon la formule bipartite, aux côtés des catholiques, puis, lorsque les catholiques, unis aux libéraux et divisés par le rexisme ou l'extrémisme flamingant, n'eurent plus une majorité suffisante en face du parti socialiste, selon le mode tripartite.

L'action publique socialiste se manifesta en Belgique, comme partout ailleurs, par une politique de défense des classes ouvrières, souvent plus verbale et démagogique que judicieuse ; par une défiance systématique à l'égard du patronat, un programme de socialisation des grandes entreprises, notamment des charbonnages, et d'intervention étatiste en matière économique et sociale poussée aussi loin que le tolérait l'opinion.

Les résultats ne furent pas des plus heureux. Nous ne prenons pas à la lettre le jugement de cet organe du monde des affaires qui écrivait récemment que « le socialisme, insinué dans nos lois et dans notre administration depuis vingt ans, à la faveur d'une prétendue union nationale, a étendu au delà de toute mesure... la compétence de l'État », assignant « au pouvoir central des responsabilités telles qu'elles sont humainement insoutenables » et qu'ainsi « une nation va à vau-l'eau, elle court à la ruine..., condamnée à une croissante impuissance » (1). Mais il est remarquable que les élections législatives du printemps dernier aient marqué un recul sérieux du socialisme, — en même temps que l'effondrement du rexisme, — preuve que l'opinion moyenne du pays s'écartait simultanément des partis extrêmes, dont l'action apparaissait pleine de dangers.

A la faveur de cette manifestation très nette du sentiment populaire, et après que le Roi, dans une lettre publique qu'on n'a pas oubliée, eut souligné vigoureusement que le jeu normal des institutions parlementaires était faussé depuis longtemps en Belgique par l'intervention d'éléments irresponsables et confirmé sa confiance à M. Pierlot, celui-ci formait un cabinet bipartite, composé seulement de catholiques et de libéraux, dont le programme, très largement approuvé dans le pays, commençait à peine d'être appliqué lorsque l'horizon international s'assombrissait et faisait

(1) *L'Écho de la Bourse*, numéro du 24 décembre 1939.

craindre le pire. Quand la guerre eut éclaté, menaçant de nouveau l'indépendance belge, le président du Conseil estima devoir reconstituer un cabinet d'union nationale et offrit dans son ministère élargi de dix-huit membres cinq portefeuilles aux socialistes, qui les acceptèrent.

Ainsi, à peine libéré du tripartisme grâce au verdict électoral, y revenait-on par une décision un peu analogue à celle du roi Albert en 1918. Et très rapidement la machine gouvernementale allait recommencer à grincer, par suite de l'obligation d'établir une cote mal taillée entre les exigences contradictoires de la reprise économique et d'une législation sociale inspirée plus ou moins des principes marxistes et conçue, en tout cas, pour une époque de prospérité industrielle et financière.

L'examen de deux incidents caractéristiques de ces derniers mois nous permettra de le montrer en deux domaines différents : la grève des charbonnages belges de fin décembre, après la fermeture à l'automne d'un des plus importants d'entre eux, — les Charbonnages du Levant et des Produits du Flénu, — et la défaillance suivie de liquidation, en ce même mois de décembre, d'une des plus grosses sociétés bancaires de Belgique, le Crédit anversois.



Les charbonnages belges, — tout au moins ceux de fondation ancienne, c'est-à-dire ceux du Hainaut, — à la différence de la plupart des charbonnages français, sont des sociétés aux titres peu nombreux, d'un prix élevé, répartis entre peu de mains. Le capital d'une fraction notable d'entre eux varie entre quatre mille et dix mille actions, cotées de 3 000 à 12 000 francs belges. Il est fréquent, dans les comptes rendus d'assemblées générales, de voir qu'elles se sont tenues devant une quinzaine d'actionnaires seulement, représentant cependant le tiers ou la moitié du capital social.

Ces caractères permettent tout de suite de tenir pour invraisemblable le reproche adressé souvent, et non sans motif, aux administrateurs ou directeurs de sociétés anonymes, de jongler avec les millions d'autrui, d'autant plus imprudemment qu'ils ne leur appartiennent pas. Dans des entreprises où ne sont guère intéressés que quelques gros actionnaires, suivant de près l'affaire, il n'est pas arbitraire

d'exclure *a priori*, — sauf le cas très rare d'une incapacité technique reconnue, — les fautes de gestion telles qu'elles compromettent à la légère, avec les intérêts ouvriers, ceux des capitalistes qui les ont fondés et les contrôlent.

Ainsi se présentaient notamment les Charbonnages du Levant et des Produits du Flénu. Ils avaient groupé, en 1932, deux entreprises très anciennes dont l'association devait permettre une rationalisation industrielle reconnue inéluctable. « Par une concentration poussée des sièges, par une mécanisation complète des installations du fond et de la surface, par la prise de participations considérables dans les usines de carbonisation et dans les centrales électriques coopératives, la direction des Charbonnages du Levant avait réussi à relever les rendements et à maintenir un régime de salaires tel que les ouvriers bénéficiaient d'un surcroît de rémunération de 2 pour 100 par rapport aux exploitations voisines. En 1935, elle avait établi un programme de développement industriel comportant notamment la création d'un siège supplémentaire dans le nord de la concession, susceptible de produire 1 200 tonnes annuellement et dont le coût de premier établissement s'élevait à 120 millions. Le programme comportait encore un perfectionnement plus poussé des installations de surface, tendant à améliorer la qualité des charbons extraits.

« Le gisement reconnu assurait une extraction normale d'environ un million de tonnes par an pendant un siècle. L'avenir était vaste et même prometteur. Or, en 1936, tous les projets d'amélioration et d'extension durent être abandonnés ; la limitation [à quarante-cinq heures] de la durée légale du travail dans les mines, imposée par le parti socialiste, renversait les évaluations de rendement et abolissait en un jour les progrès acquis péniblement dans des années d'efforts et au prix de dizaines de millions de francs devenus brusquement improductifs. Cependant, la crise économique succédait sans tarder à la prospérité issue de la dévaluation. Cependant aussi, la Société s'appliquait à réduire ses frais et ses charges, mais, de mois en mois, la situation de l'exploitation empirait. »

Nous empruntons les données ci-dessus à un exposé technique, de caractère objectif, sur les circonstances qui ont entraîné la fermeture de ce charbonnage.

Les dirigeants avaient cru pouvoir l'éviter au prix de concessions minimes demandées aux syndicats socialistes, soit sur le montant des salaires (abandon des 7,50 pour 100 de sursalaires *extraconventionnels* restés en vigueur malgré le ralentissement des affaires), soit sur la durée du travail (vingt minutes de plus par semaine) (1). Cet effort si mince fut catégoriquement refusé. C'est alors que l'entreprise dut interrompre son exploitation. Nous apprenons en dernière heure qu'un arrêté royal du 3 février dernier vient de l'autoriser, par une procédure exceptionnelle et en vue de l'intérêt public, à annuler les décisions de son assemblée générale du 4 juillet 1939 (dissolution et mise en liquidation de la société) et à reprendre son activité, forte d'un appui gouvernemental qui ne sera toutefois opérant que sous condition de modifications profondes dans le régime d'exploitation des charbonnages belges.

Au mois d'août précédent, deux experts gouvernementaux, MM. Tschoffen et Yernaux, avaient été chargés d'enquêter sur la situation des charbonnages en général et des Produits du Flénu en particulier. Leur rapport très circonstancié, qui vient seulement d'être rendu public, lave complètement les chefs de l'entreprise des reproches techniques accumulés à leur endroit par la presse socialiste : participations industrielles improductives, travaux onéreux entrepris, puis abandonnés, charges financières excessives, etc. Celles-ci, par exemple (dividendes, tantièmes, etc.), qui étaient de 8,56 pour 100 en 1936, soit 9 fr. 17 à la tonne pour un prix de revient de 107 francs, ont passé en 1938 à 6,25 pour 100, soit 8 fr. 96 à la tonne pour un prix de revient de 143 fr. 40. N'est-ce pas tout à l'éloge de la direction ? Sur la concentration de l'exploitation, les experts constatent :

« La politique de concentration adoptée à Flénu avait été appliquée sous les mêmes directives dans une fusion analogue au pays de Charleroi et elle y avait parfaitement réussi. »

Mêmes réponses pertinentes à tous les autres griefs.

(1) Plus exactement, huit heures de travail par jour, au lieu de sept heures trente, mais avec la contre-partie d'une journée entière de repos toutes les trois semaines. C'est le régime prévu maintenant dans les mines belges, selon les conclusions du rapport Tschoffen-Yernaux qu'un arrêté royal du 14 décembre a rendu obligatoire.

Cependant, il y a une crise grave de l'industrie charbonnière en Belgique, après l'euphorie passagère de l'exercice 1937. A quoi est-elle due ? A deux séries de causes : d'une part, en ce qui concerne les ventes, à la réduction du contingent d'importation vers la France, principal client des charbonnages belges, et à la diminution du bénéfice sur les produits exportés, par suite de la chute du franc français ; d'autre part, en ce qui concerne le prix de revient, à l'augmentation des salaires, des charges sociales et fiscales.

De 1937 à 1938, l'une des Sociétés charbonnières les plus prospères de Belgique, celle des Charbonnages de Werister, accusait : 1° Une augmentation de salaire moyen par journée de travail de 8,4 pour 100 ; 2° Une augmentation des salaires indirects (Caisse de prévoyance, Caisse de compensation pour allocations familiales majorées, etc.) de 34,9 pour 100 sur le chiffre de 1937, soit 22,9 pour 100 des salaires directs. Ensemble, 6 797 000 francs d'accroissement de dépenses afférentes à la main-d'œuvre sur un total d'environ 49 millions. En 1939, un nouveau supplément de charges sociales était prévu. Quant aux charges fiscales, elles représentaient en 1938 15,2 pour 100 des salaires et s'élevaient à plus de 6 millions.

Des constatations analogues peuvent être faites à peu près dans toutes les Sociétés. Rien d'étonnant, dès lors, à ce que le bénéfice de beaucoup d'entre elles ait été réduit de moitié environ pour l'exercice 1938 (avec réduction proportionnelle de leurs répartitions et de leur valeur boursière) et que, dans bien des cas, l'année se solde même par une perte. Il y aurait donc urgence dans l'industrie charbonnière à ce que tous les intéressés unissent leurs efforts pour conjurer une crise redoutable, encore aggravée par la guerre. C'est, au contraire, le moment qu'ont choisi les syndicats socialistes pour déclencher la grève de la fin de décembre, heureusement résolue en quelques jours.

Les variations de l'*Index-number* publié le 15 novembre dernier rendant obligatoire pour les patrons charbonniers une augmentation de salaires de 2,50 pour 100 à dater du mois de décembre, d'après les conventions établies par la Commission nationale mixte des Mines, ceux-ci, — en raison de la situation du marché et pour ne pas devoir recourir à une hausse des prix de charbon, — avaient proposé aux

délégués ouvriers une reprise équivalente de 2,50 pour 100 sur les 7,50 pour 100 de sursalaires extraconventionnels qu'ils avaient accordés bénévolement à leur personnel, à titre précaire, pendant la période de prospérité éphémère que connut l'industrie charbonnière en 1937. Comme il était à prévoir, cet arrangement fut repoussé par les délégués ouvriers.

Mais c'est ici que le développement du désaccord entre employeurs et employés permet de saisir sur le vif les méfaits du tripartisme et comment la solidarité ministérielle n'est souvent en Belgique qu'un leurre, dont la nation fait les frais.

Devant l'attitude des délégués ouvriers de la C. N. M. M., les patrons avaient renoncé à toute reprise sur les salaires et fait accepter par le ministre du Travail, M. Balthazar (socialiste), une augmentation de 3 francs par tonne du prix des charbons. Dès que le ministre des Affaires économiques, M. Sap (catholique), eut connaissance de cet accord, il prit un arrêté interdisant purement et simplement toute augmentation des prix du charbon. Les patrons charbonniers informèrent alors le Premier ministre qu'ils se retiraient de la Commission nationale mixte des Mines et dénoncèrent la convention des salaires qui les liait au sein de cette Commission. Telle fut l'une des péripéties du conflit qui devait aboutir un peu plus tard à la grève des mineurs et où il est impossible de ne pas discerner des responsabilités gouvernementales.

* * *

Elles sont encore plus nettes dans l'affaire du Crédit anversois. Cet établissement occupait, par ordre d'importance, le troisième rang parmi les grandes banques belges et comptait quelque cent vingt mille déposants. Il serait comparable à notre Crédit industriel et commercial ou à notre Banque nationale pour le Commerce et l'Industrie, qui devait se substituer, il y a quelques années, à la Banque nationale de Crédit défaillante.

Le rappel de ce précédent, où la politique du gouvernement français, — au prix d'une intervention assurément onéreuse pour le Trésor, — sauva du moins de la ruine une multitude de petits épargnants, contraste éloquemment avec celle que vient d'adopter le gouvernement belge.

Le 2 décembre, à midi, le Parquet opérait une descente soudaine tant au siège social d'Anvers qu'à celui de Bruxelles

du Crédit anversois et dans la plupart des succursales, agences ou bureaux que celui-ci possédait sur tout le territoire de la Belgique. Il y saisissait les écritures et bloquait les avoirs, plaçant des scellés partout, jusque sur les coffres mis à la disposition du public (les locataires, complètement étrangers à la gestion du Crédit anversois, ne purent y accéder qu'après quarante-huit heures d'attente) et sur les titres déposés par des tiers auprès de la banque, — représentant plus d'un milliard, — qui ne furent débloqués qu'à la fin de décembre.

Cette procédure inhabituelle et vexatoire s'accompagnait, le lendemain, de l'arrestation des deux administrateurs délégués, sous l'inculpation, — selon les informations données par les journaux belges et étrangers, — de « faux, usage de faux, détournements et banqueroute frauduleuse ». On parlait d'un passif de 200 millions.

En réalité, l'inculpation unique était simplement celle de « faux bilans et usage de faux bilans », et l'on ne tardait pas à apprendre qu'elle était motivée par une divergence d'appréciation entre les administrateurs arrêtés et les commissaires du gouvernement chargés depuis 1935 du contrôle des banques (1) sur la valeur de certaines immobilisations portées à l'actif en vue de l'établissement du bilan de fin d'année. Mais depuis longtemps on savait que la situation de trésorerie du Crédit anversois était embarrassée; les mêmes commissaires avaient ratifié le bilan de l'année précédente, qui ne différait pas substantiellement de celui de l'exercice en cours. Les mesures brutales prises envers le Crédit anversois avaient donc toute l'apparence d'être dictées moins par le souci de sauvegarder l'épargne publique, que d'exécuter des banquiers jugés imprudents, en rendant impossible le relèvement de leur établissement.

En termes mesurés, mais très fermes, le Conseil d'administration du Crédit anversois communiquait le 9 décembre à la presse une protestation motivée, — qui occupe deux colonnes entières du journal, — sur les mesures d'exception dont il était l'objet. Il y rappelait l'origine des difficultés que traversait l'établissement et les mesures envisagées pour y faire face; les crédits liquides dont il pouvait disposer, —

(1) Sur l'initiative de M. Van Zeeland et pour éviter le retour des faillites retentissantes qui s'étaient produites à l'époque.

20 millions rien qu'à Bruxelles, — le jour d'échéance où s'était effectuée la descente du Parquet ; l'étrangeté des procédés d'investigation de celui-ci et la divulgation dans la presse d'une fausse inculpation à l'égard des deux administrateurs arrêtés, MM. Max Stevens et Joseph Plas, sans qu'« aucun démenti ait été donné par telle ou telle des autorités qualifiées pour reconnaître en ces imputations des calomnies... et les empêcher par là d'aggraver, en se diffusant, la panique parmi les clients de la Banque et d'augmenter le dommage causé à la réputation des deux administrateurs délégués, ainsi qu'à celle du Crédit anversois ».

Le document montrait ensuite que l'action du Parquet avait déprécié irrémédiablement les éléments d'actif les plus solides de la Société, et se terminait par des observations qui concrétisent simplement les réactions spontanées du grand public dès les premiers jours de décembre :

« Si l'on devait considérer que des discussions techniques du genre de celles qui séparent le Conseil d'administration du Crédit anversois de l'auteur du rapport (délégué de la Commission bancaire gouvernementale) dont il combat les conclusions justifient l'ouverture d'instructions du genre de celle qui nous a été infligée, avec le cortège des mesures ci-dessus décrites, nous nous demandons avec anxiété s'il est actuellement, en Belgique, une seule banque qui puisse se croire encore en sécurité ?

« Nous nous demandons si aucun épargnant pourra encore juger prudent de laisser ses fonds déposés dans un coffre-fort de location en banque et ses titres en dépôts libres dans aucun établissement de crédit ?

« Ces réflexions sont déjà celles que l'on entend faire de toutes parts à propos du traitement exceptionnel subi par le Crédit anversois ; mais nous n'exprimerions pas toute notre pensée si, nous plaçant à un point de vue civique, nous ne disions pas en outre combien de tels rapprochements sont regrettables dans un moment où le pays est aux prises avec les pires difficultés politiques et économiques, où l'on prévoit que le gouvernement va devoir faire appel à la confiance des épargnants et donc à l'assistance des établissements de crédit, intermédiaires naturels de ces appels. »

En termes beaucoup plus vifs, à l'exception des quotidiens

socialistes, *le Peuple* et ses succédanés, — qui, indifférents à la ruine de milliers de déposants du Crédit anversois, félicitaient le gouvernement pour avoir refusé « la socialisation des pertes » et en tiraient argument pour prôner, selon la pure doctrine marxiste, le renforcement du contrôle de l'État sur les banques privées, — la presse belge unanime déplorait l'incident et s'inquiétait de ses conséquences.

Tandis que *la Libre Belgique* rappelait aux socialistes qu'ils avaient trouvé fort bonne, il y a quelques années, l'intervention de l'État en leur faveur, sous forme de 140 millions de prêts à la Banque belge du Travail, qui, malgré cela, ne put être sauvée et dont la liquidation, une fois terminée, laissera vraisemblablement une perte nette de quelque 100 millions à la charge de la collectivité, *l'Indépendance belge* révélait que, durant les jours où se débattait en haut lieu le sort du Crédit anversois, le Comité ministériel restreint avait mis comme condition à l'intervention de l'État un sacrifice important de l'Association belge des Banques, « dont les membres, convoqués d'urgence, par télégramme, le 24 novembre, *décidèrent, à la quasi-unanimité, d'accepter ce sacrifice* ». En revenant sur une adhésion donnée par le Comité restreint au plan de sauvetage des dépôts, « le gouvernement, — poursuivait l'organe libéral, — a fait preuve d'une absence totale de psychologie... Est-ce le moment d'enlever au public la confiance qu'il a dans notre organisation bancaire ? Est-ce le moment d'encourager de la sorte la thésaurisation, qui est bien le pire des maux dans un pays comme le nôtre ? On nous permettra de regretter vivement cette erreur de nos dirigeants, erreur colossale, qui risque d'avoir les plus fâcheuses répercussions sur le crédit public ».

Plus nettement encore, *le Vingtième Siècle* écrivait : « C'est le secret de Polichinelle qu'un Conseil de cabinet est revenu sur les propositions faites au Consortium des Banques et les a rejetées après que celui-ci les eut acceptées. Le gouvernement peut avoir eu certaines raisons de ne pas engager l'État dans le sauvetage d'une banque. Ces raisons peuvent être matériellement et immédiatement défendables. Mais, à côté de ces raisons-là, il en était d'un autre ordre, plus général, et, à notre avis, tout compte fait, d'une portée plus haute ; et ces raisons n'étaient pas sans intéresser gravement les intérêts de

l'État... Au delà et au-dessus de toute considération, il y avait une faute psychologique à ne point commettre, pour que la confiance et le crédit ne fussent point ébranlés. Cette faute, on l'a commise. Puisse-t-elle n'être pas payée trop cher! »

Il n'y eut donc qu'une voix dans l'opinion belge dès l'origine de l'affaire du Crédit anversois, dont les remous sont loin d'être calmés, pour conclure : le gouvernement a voulu laisser périr la banque, — certains prononcent le mot de « torpillage », — faute d'un concours qui, étant donné le large appui confraternel décidé par le Consortium des Banques, et si même le déficit global eût été de l'ordre de 150 à 200 millions, se serait soldé par une avance presque négligeable dans le budget d'un grand État, en temps de guerre surtout.

Pourquoi cette sévérité ? On en a donné des raisons techniques : ainsi, d'après l'*Agence économique et financière*, l'avis défavorable exprimé par les dirigeants de la Banque nationale, la « banque des banques », qui, mieux que personne, connaît la situation de ses clients et dont l'attitude a pu impressionner certains ministres. D'autres, et plus discrètement, font intervenir des questions de personnes, des rivalités de clocher, qui ne sont pas invraisemblables, mais n'auraient pu agir que comme une cause seconde, la haute personnalité du Premier ministre, de qui dépendait en somme la décision ultime, étant absolument au-dessus du soupçon de la moindre mesquinerie.

Quoi qu'il en soit, tous les amis de la Belgique, sans vouloir intervenir de trop près dans sa politique intérieure, mais en gardant cependant leur liberté de jugement à l'égard de faits du domaine public, regretteront des incidents qui ont amené un tel échauffement des esprits qu'à la fin de décembre les accusations d'« agression contre le pays qui travaille », rétorquées comme une « sale besogne politique », s'échangeaient entre le ministre des Finances et ses contradicteurs à la tribune du Parlement et dans la grande presse. Le récent remaniement du cabinet Pierlot semble heureusement avoir apporté un commencement d'apaisement, très loin cependant de pouvoir supprimer les causes de frictions internes qui sont de l'essence même du tripartisme.

MAURICE VAUSSARD.

QUESTIONS MÉDICALES

L'ORGANISME DEVANT L'HÉMORRAGIE

En médecine comme en chirurgie, en temps de guerre plus encore qu'en temps de paix, l'hémorragie est un accident fréquent, contre lequel il importe d'agir activement en vue de sauvegarder la vie du sujet. On connaît les conseils classiques qui sont à la base même du traitement des hémorragies : poser si possible une ligature sur le vaisseau qui saigne, puis relever l'état général du blessé par des injections de sérum artificiel ou par une transfusion de sang.

L'importance d'un pareil problème exige, croyons-nous, une étude approfondie sur le comportement de l'organisme sain qui serait soumis à une hémorragie importante et brusque. Les résultats d'une telle analyse peuvent et doivent inspirer la médication correctrice dans le sens même des réactions de l'individu. Aider la nature reste l'idéal du thérapeute ; comment aider celle-ci, si l'on n'est pas parfaitement au courant de la biologie de l'homme saigné ?

Il n'entre pas dans le cadre de cet article de délimiter le chiffre normal de la masse sanguine chez les êtres supérieurs ; on sait les multiples recherches entreprises pour la mesurer chez divers animaux. Dans le domaine de la biologie humaine, on admet que la masse totale du sang est de 7 à 8 pour 100 du poids du corps, soit environ 5 litres pour un homme adulte ; des auteurs étrangers ont récemment donné des chiffres différents et, pour eux, la masse sanguine varierait de 8,2 à 10,4 pour 100 (8,8 chiffre moyen) ; un homme adulte aurait environ 6 litres de sang (Keith).

D'emblée, une question se pose : quel est le taux de perte de sang au-dessus duquel la vie n'est plus possible ? Les déterminations de l'école anglaise aboutissent à 50 pour 100. L'école française affirme la vie compatible avec une perte plus élevée ; la mort ne surviendrait qu'après la disparition de 70 pour 100 du sang total.

A côté de cette notion globalement quantitative, on a tenté de préciser le chiffre, dans le sang circulant, des globules rouges nécessaires pour entretenir la survie. Les médecins savent bien qu'au cours des anémies prolongées et graves ce chiffre peut être fortement abaissé. On a vu des anémiés encore en vie qui ne possédaient, au lieu de cinq millions, que 800 000 globules rouges, et même moins. On fixe pratiquement à un million le minimum globulaire compatible avec la survie lorsqu'il s'agit d'une atteinte brusque d'un organisme.

Une résistance aussi accentuée devant l'hémorragie ne peut s'expliquer que si l'on pense à la multiplicité et à la qualité des réactions de l'organisme qui, d'emblée, lutte contre la déperdition sanguine par des procédés qu'il importe maintenant d'élucider.

L'organisme répond à une hémorragie par une *augmentation de la coagulabilité sanguine.* En d'autres termes, la production d'un caillot est plus rapide après qu'avant l'hémorragie. Au cours d'une saignée mortelle, le sang qui s'écoule en dernier lieu se coagule nettement plus vite que celui qui s'échappe au début (Hewson). Le mécanisme de ce phénomène a été étudié et c'est par une intervention du foie que s'explique l'hypercoagulabilité sanguine posthémorragique. On en connaît les conséquences : la facilité de production d'un caillot capable d'assurer momentanément l'oblitération du vaisseau lésé.

Mais une étude numérique des éléments figurés du sang s'imposera surtout à la suite d'une hémorragie : la détermination du chiffre des hématies est capable de conduire à des indications d'une importance primordiale. On sait que les numérations successives, aussitôt après une perte de sang, montrent un abaissement progressif du taux des globules rouges. Ces faits s'expliquent par la dilution du sang resté dans l'organisme. L'eau des tissus, le plasma interstitiel des

anciens auteurs, le liquide lacunaire, pour employer ici l'expression de notre maître, le professeur Achard, passe dans le système circulatoire. Il y a *passage de l'eau tissulaire dans le sang circulant*, comme si « les tissus saignaient dans les vaisseaux ».

On ne saurait négliger pareil phénomène, qui traduit la lutte de l'organisme pour compenser une partie de la perte de la masse sanguine. N'explique-t-elle pas cette soif intense de l'hémorragié ? Sa plainte constante : « J'ai soif », se comprend aisément : le saigné est un déshydraté dont les tissus ont perdu une grande partie de leur eau. La preuve de ces faits nous est d'ailleurs fournie par la clinique : le sujet antérieurement atteint d'œdème ne présente pas cette soif après une saignée. Il y a bien, chez lui aussi, passage de l'eau des tissus dans le sang ; mais, à cause de la pléthore hydrique antérieure, il n'y a pas déshydratation tissulaire vraie, et, de ce fait, le malade n'accuse pas le besoin de boire.

Les médecins et chirurgiens ont reconnu depuis longtemps l'importance de ce phénomène. Un de leurs premiers soins n'est-il pas d'hydrater le sujet qui a perdu du sang ? On réalise cette hydratation soit par l'administration de boissons, soit par injection de solutions artificielles dites physiologiques, dont on connaît de nombreuses formules : eau salée physiologique ; solution gomme-sel de Bayliss ; solution glucose-sel de Richet, Paul Brodin et Saint-Girons ; sérums physiologiques complexes de Locke et Ringer, de Hédon et Fleig, de Normet. Les résultats obtenus avec l'utilisation de ces solutions salines méritent de ne pas être oubliés.

La courbe numérique des hématies mérite, croyons-nous, d'être analysée avec plus de détail encore au moment même de l'hémorragie. Ne sait-on pas, en effet, qu'on peut noter au début de la saignée une véritable polyglobulie, c'est-à-dire une augmentation notable, dans le sang circulant, du taux des globules rouges ? Phénomène paradoxal en apparence ; nous avons cru pouvoir l'expliquer (et nos expériences ont été récemment confirmées par d'autres auteurs, en France et à l'étranger) par une intervention de la rate qui se contracte sous l'influence de la saignée. Cet organe fait alors passer dans la circulation générale les globules rouges qui se trouvent accumulés dans ses mailles : or le sang splénique a un taux

globulaire dont le degré élevé ne saurait être discuté ; il est en général doublé par rapport à celui relevé dans le sang circulant : en d'autres termes, il y a mobilisation des hématies en réserve et la polyglobulie notée au début d'une saignée est une polyglobulie de chasse. Tout se passe comme si, par une contraction du réservoir splénique au cours de l'hémorragie, l'organisme effectuait une *auto-transfusion avec du sang de réserve.*

Quand, de nos jours, le chirurgien effectue, avec le succès que l'on sait, une injection de sang frais ou une injection de sang de conserve chez un patient qui a saigné abondamment, il ne fait que compléter et renforcer l'œuvre réalisée en petit par la contraction splénique. Cette transfusion majeure vient s'ajouter à la transfusion mineure, spontanément réalisée par l'organisme lui-même.

Ne quittons pas ce chapitre des modifications du sang sans souligner une augmentation du sucre sanguin qui n'a pas échappé à Claude Bernard ; cette hyperglycémie est l'œuvre du foie, comme l'est également l'hypercoagulabilité déjà signalée.

Ainsi tout se passe comme si l'organisme qui perd du sang essayait de conserver, autant qu'il le peut, le taux primitif de la masse sanguine et la valeur fonctionnelle initiale de son sang.

A côté de ces réactions sanguines, l'hémorragie déclenche d'importantes modifications *au niveau du cœur et des vaisseaux.* On sait en effet que, chez l'hémorragié grave, le pouls devient rapide, petit, filant, incomptable, et que la tension artérielle s'effondre : autant de signes qui montrent la défaillance cardio-vasculaire. A vrai dire, l'effondrement de la tension artérielle ne se voit que dans les hémorragies non compensées. Si la perte de sang n'est pas trop importante, si elle n'est pas trop brusquée, la tension artérielle peut ne pas être diminuée, ou bien, après une légère phase d'abaissement, redevenir normale. De tels faits, connus depuis longtemps des physiologistes et des médecins, méritent une étude analytique plus poussée. Il est solidement démontré aujourd'hui que l'organisme répond à l'hémorragie par une tachycardie réactionnelle et par une constriction des vaisseaux. Analysons cette réponse cardio-vasculaire ; tout se passe

comme si le centre cardio-modérateur, d'une part, et le centre vaso-constricteur, d'autre part, étaient sensibles à une soustraction de sang. Sous l'influence de la saignée, ces centres entrent en jeu et déterminent une accélération du cœur et une constriction des vaisseaux qui s'opposent à la chute de la tension artérielle.

On est allé plus loin. Les expériences effectuées ces dernières années montrent que le fonctionnement des centres régulateurs est largement réflexe. Leur mise en jeu est commandée par des incitations périphériques nées sur certaines parties du système circulatoire, connues aujourd'hui sous le nom de zones vaso-sensibles ; c'est la zone cœur-crosse de l'aorte d'abord, la zone de la bifurcation carotidienne ensuite, deux véritables champs réceptifs, sensibles à la soustraction de sang. Celle-ci entraîne l'excitation des nerfs qui donnent la sensibilité à ces régions (nerfs de Cyon, nerfs de Hering) ; l'excitation est alors transmise aux centres supérieurs et déclenche la réponse correctrice. En d'autres termes, l'hypotension, née d'une soustraction sanguine, va appeler ainsi la réponse utile et on a pu dire que l'hypotension appelle l'hypertension. Le thérapeute pourra améliorer la réponse de l'organisme par l'administration d'agents à action vaso-constrictive, tels que l'adrénaline ou l'éphédrine, qui, parce qu'ils engendrent une diminution du calibre des vaisseaux, s'opposent au collapsus vasculaire.

La réponse de l'organisme à l'hémorragie n'est pas seulement une réponse circulatoire, portant sur le sang, le cœur et les vaisseaux, elle est aussi *respiratoire*, elle est également *nutritive*.

Traduite subjectivement par une dyspnée, une soif d'air, objectivement par une accélération du rythme respiratoire et une surventilation du poumon, la réponse respiratoire ne saurait être négligée. On connaît un certain degré d'oppression chez le sujet saigné. L'hémorragié est un asphyxié, qui doit par conséquent être traité comme tel : n'oublions pas qu'il y a chez lui une carence d'oxygène, carence qui appelle une thérapeutique correctrice : l'oxygénothérapie, dont nous avons démontré récemment, en de tels cas, l'incontestable utilité.

Ce même organisme saigné présente des combustions

tissulaires insuffisantes, et ce fait s'explique par la diminution de l'apport de l'oxygène aux tissus, d'où une baisse de température. L'hémorragié a froid ; en même temps qu'il demande à boire, il demande à être réchauffé. Nous avons personnellement souligné que la saignée amène une imperfection des réactions contre le froid : le frisson thermique, ce précieux moyen de lutte contre le refroidissement, est empêché et arrêté par la saignée. Aussi ne saurait-on trop insister sur la nécessité absolue de réchauffer par tous les moyens un malade qui ne peut le faire spontanément.

A chaque instant, au cours de cet article, nous avons insisté sur l'intervention des mécanismes régulateurs jouant sur la masse sanguine, sur la circulation, sur la respiration et sur la température du sujet. Ce sont autant de phénomènes qui exigent l'intervention des centres nerveux supérieurs. Il importe de lutter contre l'*anémie de ces centres*, car, dans le mécanisme de la mort par hémorragie, il faut souligner leur déficience. Le conseil de lutter par une *attitude* appropriée mérite toute l'importance que les auteurs classiques lui attribuaient. Les physiologistes savent que, lorsqu'un animal est sur le point de mourir d'hémorragie, il suffit souvent de lui mettre la tête en bas, c'est-à-dire de faire affluer le sang au niveau des centres, pour rappeler l'animal à la vie. Le médecin et le chirurgien tiennent donc tout le compte qu'il faut de l'attitude « tête basse et pieds surélevés » pour les malades ou les blessés qui ont subi une hémorragie abondante, évitant ainsi une syncope dite « de position ».

Quand l'organisme saigné a échappé à la mort qui le menaçait, il va entrer dans une phase dite de rénovation sanguine, au cours de laquelle il lui faudra reconstruire les éléments de son sang : régénération des protéines et aussi et surtout régénération des hématies et de l'hémoglobine ; on sait à ce sujet le rôle fondamental du foie pour la première et celui de la moelle osseuse dans la réparation des globules rouges. Mais, là encore, la thérapeutique possède des armes efficaces qui facilitent cette régénération globulaire.

De ce point de vue, la remarquable influence de l'ingestion de foie cru, chez l'animal saigné, a conduit à la décou-

verte de l'opothérapie hépatique dans le traitement des hémorragies. Dans le même sens, certaines substances, des acides aminés comme l'histidine ou le tryptophane, sont hématogènes. Le fer et le cuivre amènent des résultats que l'on ne saurait nier. Enfin, n'oublions pas que les pigments végétaux peuvent jouer un rôle dans une reproduction rapide de l'hémoglobine ; la chlorophylle, pigment vert des plantes, et le carotène, pigment rouge, administrés par voie digestive, agissent sur la production de l'hémoglobine. Citons enfin l'action heureuse exercée à ce sujet par divers aliments : l'huître, l'épinard, la lentille, l'abricot...

De ce qui précède nous tirerons une double conclusion : d'une part, l'organisme dispose de puissants moyens pour lutter spontanément contre les accidents hémorragiques ; d'autre part, la thérapeutique peut intervenir dans ce combat avec ses moyens à elle, particulièrement efficaces. Tenant compte de la valeur défensive du terrain, conscients de l'aide qu'ils peuvent apporter à un organisme défaillant, le médecin et le chirurgien soutiendront victorieusement la lutte entreprise pour sauver ceux qui versent actuellement leur sang pour nous.

PROFESSEUR LÉON BINET.

LES ANIMAUX

ET LA GUERRE

La guerre ne s'est pas contentée de faire participer des hommes au combat. Elle a toujours compté sur l'aide plus ou moins active des animaux. Sans remonter aux éléphants d'Annibal, sans nous attarder sur le rôle capital du cheval à travers l'histoire des batailles, sans insister sur le rôle de toutes les bêtes de somme qui ont rendu aux soldats des services divers, comme le mulet, l'âne, le dromadaire, l'autruche, le bœuf et tant d'autres, il est juste de réserver une large place à l'animal qui a de tout temps accompagné, précédé, réconforté, — voire sauvé, — le combattant d'hier et d'aujourd'hui : le chien.

Dévoué, fidèle, courageux parfois jusqu'à l'héroïsme, ce camarade de tranchées, sur lequel tant de poilus de la Grande Guerre ont collectionné d'émouvants souvenirs, vient de reprendre sa place sur le front. On le voit tantôt tirant une voiturette, tantôt portant un message, tantôt veillant à l'orée d'un bois, tantôt participant à une expédition de reconnaissance. Toujours, il recueille des témoignages de gratitude de la part de ceux dont il partage les peines, les périls, la patience.

« Point exigeant sur le rapport de la solde, de l'armement et des honneurs », comme l'écrivait déjà Pline, le chien de guerre est choisi avec soin, élevé avec art et préparé à toutes les surprises de la lutte.

Un service spécial, commandé par un capitaine, au ministère de la Défense nationale, et rattaché à la direction de l'Infanterie, centralise tout ce qui touche à cette question.

Selon la race, la taille, la force, le flair et surtout l'intelligence, un chien peut être mobilisé comme chien de transmission, de guet, de patrouille ou de trait. Seules, certaines races, d'ailleurs, ou certains types de chiens sont susceptibles d'être utilisés. Ce sont, notamment, les diverses races de chiens de berger français de la Brie, de la Beauce, d'Alsace, bouviers, etc. ; chiens de berger belges : Malines, Groenendael, Tervueren ; chiens de berger anglais : Écosse, auxquels on peut ajouter les airedales-terriers et les grands loulous, ainsi que tous les bâtards de ces races chez lesquels domine le sang berger.

Pour avertir, pour être le parfait auxiliaire des sentinelles, le chien doit non seulement être en possession de tous ses moyens, mais pouvoir utiliser tous ses sens ; pour la plupart des chiens avertisseurs, le sens qui paraît jouer le rôle principal est l'ouïe, sens très développé chez le berger dont l'oreille est, en général, droite ou demi-droite, et dont la conque, dirigée en avant, forme un étonnant réceptacle d'ondes sonores. Les dogues, les mâtins, les bouviers sont plutôt utilisés comme patrouilleurs. Dressés à l'attaque, ils sont lancés contre l'ennemi et capturent des prisonniers. Tous ceux qui n'ont pas les qualités requises pour devenir guetteurs ou patrouilleurs sont utilisés comme chiens de trait ou chiens porteurs.

Grâce à différentes sociétés, et notamment à la *Société canine de l'Ile-de-France*, les chiens sont actuellement recueillis chez les particuliers (ceux-ci les offrent à titre gracieux) par des camions militaires. Les nouvelles recrues sont dirigées sur le chenil de Versailles, puis, par groupes de vingt, les bêtes sont conduites en Seine-et-Marne, dans un chenil central où l'on procède à leur éducation, où l'on vérifie leurs aptitudes. De là, les chiens rejoignent les chenils d'armée où ils se familiarisent avec leurs nouveaux maîtres et se préparent à remplir leur mission.

L'éducation du chien de guerre est un art. Elle demande beaucoup de patience et surtout beaucoup de douceur alliée à beaucoup de fermeté. Le premier exercice auquel le sujet est soumis est celui, — très simple en apparence, — qui consiste à suivre le soldat à la laisse. Puis on passe au dressage : « Assis ! Couché ! » Lorsque le candidat a su exécuter méca-

niquement ces deux mouvements, il est obligé d'apprendre à ne bouger sous aucun prétexte de l'endroit où il est assis ou couché. Puis on l'oblige à revenir, vers son maître sur un simple appel.

Cette première partie de l'éducation terminée, — l'enseignement primaire, si l'on veut, — s'ouvre alors la phase délicate de l'enseignement secondaire. Le chien, dans son camp d'instruction, est entraîné à entendre tous les bruits de la guerre, sans se sauver, sans frémir, sans aboyer. Les balles crépitent autour de lui, fusils, revolvers, mitrailleuses font entendre leur vacarme. Rien ne doit déceler une émotion chez l'élève. La sûreté de réflexe acquise, viennent les leçons de vigilance (quel est ce chuchotement, ce bruit de pas ?) et d'orientation. Le chien, en effet, doit être capable de retrouver son conducteur sans qu'il l'appelle ou le siffle.

Tous ces exercices doivent se dérouler sans que le chien reçoive un seul coup. Frapper l'animal, c'est s'aliéner sa sympathie. Or, toute l'éducation est fondée sur des rapports de camaraderie. Donc, douceurs et friandises récompenseront le bon élève. Quelles punitions administrera-t-on au mauvais sujet ?

En premier lieu, on le grondera. S'il le faut, on l'attachera ou bien on le forcera à demeurer couché un certain temps. La peine suprême sera la suppression de récréation. Seul dans son box, le chien désobéissant ou trop étourdi assistera aux jeux de ses compagnons sans y prendre part.

Lorsque le cycle primaire et le cycle secondaire auront été parcourus avec succès, le candidat verra s'inscrire sur son livret individuel de bonnes mentions. Puis, il sera admis à l'enseignement supérieur. S'il doit être utilisé comme sentinelle, c'est-à-dire comme chien de guet, on lui apprendra à signaler le danger par un simple grognement. S'il doit servir comme chien de liaison, on lui apprendra à retrouver son conducteur à trois kilomètres en terrain accidenté.

Enfin, mentionnons les exercices auxquels sont soumis les chiens de trait qui, nous l'avons vu, sont les braves bêtes incapables de remplir les fonctions précitées. On les entraîne à tirer, par groupe de deux, jusqu'à 200 kilos de matériel monté sur roues. Ou bien, à l'aide d'une sorte de bât, on leur fait transporter des vivres ou des munitions, dans des sen-

tiers inaccessibles aux mulets eux-mêmes, ou à travers les lignes où sifflent les balles.

Enfin, des chiens de l'Alaska, que l'armée a achetés récemment, tirent, sur les neiges des Alpes ou des Vosges, des traîneaux de ravitaillement ou des brancards fixés sur skis.

Les services rendus par les chiens en temps de guerre sont innombrables et les actes de courage qu'ils ont accomplis demanderaient, pour être tous rapportés, un volume. Contentons-nous de reproduire ce passage d'un rapport lu devant le front des troupes le 4 juin 1918 :

Le lieutenant-colonel commandant le 52e *R. I. porte à la connaissance de tous la mort du chien-sentinelle Lion, numéro matricule* 147, *et du chien de liaison Lion, numéro matricule* 168, *tués tous deux à la cote* 304.

Ces deux fidèles camarades du soldat avaient rendu, en de nombreuses circonstances, les plus précieux services au régiment.

*
* *

Bien que de la plus haute antiquité nous soient venus, à travers les historiens, des traits montrant que le chien n'avait pas cessé de collaborer avec les hommes dans leur lutte contre d'autres hommes, on eut grand'peine, — alors qu'en Allemagne et en Autriche la question était résolue depuis fort longtemps, — à admettre un organisme officiel consacré aux chiens de guerre.

Dans son *Histoire des mœurs et des guerres des peuples du Nord*, l'archevêque d'Upsal, Olaus Magnus, raconte que les Finlandais étaient fort habiles, au XVIe siècle, à dresser des chiens pour combattre la cavalerie ennemie. C'est ce même Olaus Magnus qui rapporte que le roi Henri VIII, envoyant une armée auxiliaire à Charles-Quint, mit à la solde du monarque espagnol une troupe de quatre cents chiens.

Au XIXe siècle, Horace Vernet immortalise le « chien du régiment » : *Moustache*, qui fit les guerres du Premier Empire et fut décoré par le maréchal Lannes ; *Misère*, de la Garde ; *Pompon*, du 48e de ligne ; *Mitraille*, du 2e d'artillerie, deux fois blessé au siège d'Alger.

En 1887, le lieutenant Jupin publie *les Chiens militaires dans l'armée française* et, en 1890, *Tactique et chiens de guerre*. Une résistance opiniâtre de l'Administration s'oppose aux

efforts des cynophiles. En 1913, un chenil militaire est créé à Toul par le lieutenant Faucher. Puis, c'est la guerre.

Les généraux de Castelnau et Maud'huy, commandant la deuxième et la septième armée, s'adjoignent des chiens. Quatre chenils fonctionnent, officieusement. M. Alexandre Millerand, ministre de la Guerre, reconnaît officiellement le « service des chiens de guerre » qui est affecté à la direction de l'Infanterie.

Sous le ministère Lyautey, le capitaine Malric et M. Paul Mégnin, à qui nous avons emprunté les plus intéressants détails de cette étude, mettent sur pied, définitivement, le recrutement, l'éducation et l'utilisation des chiens de guerre tels que nous les avons décrits.

* * *

Il serait injuste, en parlant du chien de guerre, de ne pas mentionner le *chien sanitaire*, précieux auxiliaire du service de santé et célèbre par son courage et son inlassable dévouement.

En 1908, aidé du capitaine Tolet, M. Lepel-Cointet fondait la « Société du chien sanitaire ». Il lui fallut une foi invincible, une ténacité de tous les instants, pour déraciner les préjugés, surmonter les difficultés, vaincre les lenteurs administratives.

Pendant la guerre de 1914-1918, la « Société du chien sanitaire et des chiens de guerre » a envoyé au front 3 251 chiens dressés. Des initiatives privées, des articles de propagande, signés de M. Lucien Descaves, de Mme Séverine et surtout de Mme Yvonne Sarcey, réussirent à déclencher une campagne, à réunir les fonds nécessaires.

A la revue du 14 juillet 1914 figurait une petite escouade de bouviers des Flandres, à la moustache de grognards crayonnés par Raffet, dont le défilé eut un vif succès de sympathie. On ne se doutait guère alors qu'ils allaient avoir à exercer leurs talents, à dépenser leur dévouement sur le champ de bataille. Ici, c'est le chien *Truc* qui, dans les Vosges, sauve cent cinquante blessés ; là, c'est *Rip* qui, la tournée des brancardiers finie, retrouve encore trois blessés ; c'est *Domino* qui découvre un blessé sous un parapet éboulé et ramène les brancardiers pour l'enlever. Un soldat, enfoui

sous un amas de cadavres, désespéré, croyait mourir. Il sent une caresse sur son front : c'est le chien sanitaire qui le réconforte et file à la recherche des infirmiers, aboie, se démène et revient enfin avec les sauveteurs.

Les chiens parcourent les lieux de la bataille, en quête du blessé perdu parmi les morts, ne se trompant jamais. Ils saisissent un objet : mouchoir, képi, galopent vers le poste de secours, déposent leur témoignage et guident les brancardiers. Ils furent légion les soldats qui durent la vie sauve aux chiens sanitaires. Mais ils furent légion aussi les courageux animaux qui moururent au combat.

Le plus précieux témoignage de reconnaissance qu'ils aient jamais connu est sans doute le chagrin qu'exprimaient leurs compagnons d'armes, les poilus, qui savaient de quel silencieux et patient héroïsme étaient capables les bêtes qu'ils avaient perdues.

***

Moins célèbre et moins familier que le chien, le pigeon voyageur est aussi un précieux auxiliaire du soldat. Il est capable de rendre les plus grands services et de supporter les épreuves les plus rudes. Les formations de transmission du Génie qui l'utilisent nous fournissent sur lui les détails les plus curieux.

Le pigeon voyageur moderne de grande race est capable en effet de franchir, à des vitesses allant jusqu'à 80 kilomètres à l'heure, des distances de 700 à 900 kilomètres en une seule journée.

Sa tête est convexe, son front développé, son bec robuste. L'œil est remarquable par la faculté d'accommodation toute spéciale qu'il possède pour la vision à courte et à longue distance. La poitrine est large, saillante à l'avant, les reins puissants, le ventre réduit au strict minimum. Mais ce qui frappe surtout chez le pigeon voyageur, c'est le plumage. Les ailes sont solidement attachées à de fortes épaules. Déployées, elles s'incurvent. Les grandes plumes sont nerveuses, longues et larges, et se couvrent les unes et les autres comme les ardoises d'un toit.

Tout, dans l'allure du pigeon, est noble. C'est à son maintien qu'on reconnaît un « voyageur » d'un « domestique ».

L'amour du colombier est extrêmement développé chez tous les pigeons voyageurs : jeunes et vieux, mâles et femelles. Il augmente d'ailleurs avec l'âge et se manifeste par l'instinct de la propriété chez le mâle, l'instinct maternel chez la femelle.

La facilité de retour du pigeon est la résultante de ces instincts, exploités et développés par l'homme au cours des siècles. Mais ce sens de la direction, cette force prodigieuse qui pousse irrésistiblement le pigeon vers son colombier lorsqu'on le lâche à 700 ou 800 kilomètres de sa demeure, reste un phénomène mystérieux dont on cherche encore à expliquer la nature.

Les pigeons voyageurs mobilisés sont soumis à des règles sévères qui constituent les principales occupations du colombophile en temps de paix.

Dès le jour de sa naissance, le pigeon doit se familiariser avec ses entraîneurs. Cette période d'adaptation dure quinze jours. Du vingt-cinquième jour au deuxième mois, le pigeon est amené à prendre son colombier comme point d'attache en même temps qu'il s'initie à des vols journaliers. C'est alors seulement qu'on lui fixe aux pattes des tubes porte-messages, ou colombogrammes, comprenant un tube en aluminium attaché par deux brides dans lequel est roulé un papier portant le texte du message.

On apprend aussi au pigeon à transporter une pochette en toile imperméabilisée de 10 centimètres de long sur 6 centimètres de large, qui se fixe sous le corps au moyen d'élastiques se croisant sur le dos. Cette minuscule musette peut contenir une feuille entière de papier écolier.

L'opération la plus délicate, en matière d'entraînement des pigeons, c'est l'*adduction*. Elle consiste à habituer l'animal à voler autour du colombier, sur un nouvel emplacement, et à rentrer à l'appel du colombophile. Le mode d'appel employé pour faire rentrer le pigeon est le sifflet métallique, de modèle et de sonorité uniformes, qui permet de changer de colombophile sans changer de signal.

Une autre opération délicate est l'entraînement au vol nocturne. C'est un savant espagnol, M. Estopina, qui a découvert que les pigeons pouvaient accomplir des vols de nuit. Les expériences faites au cours de la guerre de 1914-1918

ont montré que le pigeon était capable, dans l'obscurité, d'accomplir des vols de liaison. On a même constaté que le messager ailé regagnait plus sûrement son colombier par nuit noire que par clair de lune.

En vol, le plus redoutable danger qui menace le pigeon, c'est le fil électrique ou téléphonique contre lequel, à une grande vitesse, le pigeon risque de s'écraser. C'est pourquoi, dans certaines gares où ont lieu fréquemment des lâchers de pigeons, — sur le réseau du Nord en particulier, — on peut voir d'innombrables bouchons fixés sur les fils pour indiquer le danger au pigeon. Paris est, de toutes les villes, la cité la plus sûre pour les pigeons, puisque aucun fil ne tend son piège au-dessus des toits.

La tâche du sapeur colombophile n'est pas des plus simples. Ami du pigeon, le sapeur doit être ferme avec lui et ne jamais le gaver, ce qui constitue une faute grave. De la camaraderie, oui. De la sensiblerie, jamais ! Même lorsque, sur le champ de bataille, quand toutes les communications ont été rompues par la mitraille et qu'on envoie à travers les lignes le sapeur avec un ou deux pigeons en bandoulière, dans un panier d'osier, pour rétablir la liaison, aucune tendresse excessive ne doit se manifester. Le sapeur doit toujours être ferme.

Et pourtant, combien tentante à caresser et à cajoler est cette tête soyeuse et douce, intelligente et vive, courageuse et hardie, qui participe au combat, endure les misères des hommes, essuie leur feu et file, file, avec le précieux message qui sauvera des vies et décidera peut-être d'un succès alors que tout semblait compromis!



Avant de terminer cette étude sur les animaux de liaison au service de l'armée, il faut encore examiner le cas, — fort curieux, d'ailleurs, — de l'utilisation, comme messagères ailées, des abeilles dans la guerre moderne. Des essais très intéressants ont été faits au Japon d'abord, en Allemagne ensuite. Grâce à un procédé chimique et à la microphotographie, de minuscules messages ont été confiés à des abeilles qui les portaient collés à leur corselet. Si ce moyen de transmission offre un avantage considérable sur l'utilisation du

chien et celle du pigeon voyageur, par la discrétion du messager et la quasi-impossibilité dans laquelle se trouve l'ennemi de l'empêcher de passer, il présente un double inconvénient : il est impossible de l'employer en hiver, les abeilles ne supportant pas le froid ; il est difficile de demander à une abeille de regagner sa ruche si elle est trop éloignée du lieu d'où part le message. Moins sûre, dans son sens du « retour au foyer », que le pigeon, l'abeille risque de s'égarer facilement et, par conséquent, de perdre son « pli ». Il ne semble donc pas que ces essais aient été très concluants. L'attaché militaire japonais que nous avons consulté à ce sujet se montre, en effet, sceptique. Il n'en est pas moins intéressant pour nos services de renseignements et de contre-espionnage de savoir où en est la question du côté allemand.

Nous avons vu comment, au cours de l'histoire, certains animaux particulièrement doués et éduqués avec patience ont pu rendre d'inestimables services aux soldats.

Au moment où, une fois encore, le monde est sur le pied de guerre, il n'est pas inutile d'appeler l'attention sur ces bons et dévoués collaborateurs de tout poil et de toutes plumes qui, par leur courage et leur intelligence, ont sauvé des vies, aidé à remporter des victoires.

L. Gabriel-Robinet.

LA SITUATION MILITAIRE

LES FORMES DE LA LUTTE

L'hiver peut être considéré comme terminé et, désormais, la volonté seule des belligérants expliquera l'absence éventuelle d'opérations militaires. Nous pourrons, dans ce cas, raisonner sur des bases positives.

Cela ne veut pas dire qu'il nous sera possible de prévoir, avec de moindres chances d'erreur, les événements. Au contraire. Comment connaître tous les mobiles susceptibles de déterminer la volonté de notre adversaire ? Nos prévisions ont pour point de départ une connaissance incomplète de la situation et une logique qui n'a de force réelle que pour nous. Le désir naturel de terminer la guerre doit toujours être supposé chez celui qui la fait et justifier une attaque de sa part ; encore faut-il qu'il estime avoir des chances sérieuses de réussir. Comment se mettre à sa place pour faire ce calcul ?

C'est pourquoi, entre toutes les éventualités possibles ou probables, il faut se préparer aux pires, à celles que l'on considère comme les plus dangereuses pour soi. C'est du moins là la méthode qui s'impose quand on est résolu à ne pas attaquer soi-même. Évidemment, en prenant l'initiative des opérations, on simplifie singulièrement le problème. On peut dès lors négliger dans une large mesure les intentions de l'ennemi ; on le domine par sa propre volonté. Le tout est d'avoir fait un calcul exact des forces en présence et de ne pas s'exposer à une riposte telle que la direction des événements soit prise par l'adversaire dans les plus mauvaises conditions pour soi.

Mais, puisque telle n'est pas la ligne de conduite jusqu'à présent adoptée par nous, nous avons admis l'hypothèse d'être attaqués par les Allemands au printemps, c'est-à-dire en mars ou avril. S'ils ont vraiment cette intention, ils devront d'ailleurs prendre des mesures d'exécution immédiates, qui la trahiront quelques jours à l'avance. Une surprise totale est impossible.

Nous savons déjà que les frontières hollandaise et belge viennent d'être fermées ; c'est un indice. Mais il a peu de valeur. Il s'est produit d'autres fois. Il peut être une feinte, comme il peut avoir cent autres motifs impossibles à deviner.

Il est vain de vouloir pénétrer un plan d'opérations allemand, à supposer qu'il existe. Le champ des suppositions est sans limites. On peut aussi bien prévoir l'attaque étroite de la ligne Maginot entre Rhin et Moselle ou la même attaque élargie par le passage des ailes à travers la Hollande et la Belgique ou à travers la Suisse, ou l'extension de la guerre à d'autres parties de l'Europe. Chacun peut raisonner à sa manière et trouver plus ou moins de vraisemblance à chacune de ces variantes. Mais la logique qui sert à établir ces vraisemblances n'est pas nécessairement celle de l'ennemi.

Nous devons faire, dans tous les cas, au Reich de Hitler le crédit de grands desseins. Ne nous attardons pas aux conceptions complaisantes qui affirment sa faiblesse en fonction de difficultés intérieures, morales ou matérielles, sur lesquelles nous n'avons en réalité que des données contradictoires.

Si, dans quelques jours ou dans quelques semaines, les Allemands nous attaquent, tout deviendra clair. Ils auront par là même démontré qu'ils ne veulent plus attendre, soit que la situation intérieure du pays ne le leur permette pas, soit qu'ils se jugent prêts et désirent rentrer dans les normes habituelles de la guerre. C'est évidemment à cette éventualité qu'il a fallu d'abord nous préparer, parce qu'elle est la seule capable d'un résultat décisif immédiat.

Mais si les Allemands n'attaquent pas ? Si, tout au moins en apparence, ils continuent de pratiquer l'attente, quel grand dessein pourra cacher le prolongement de cette attitude, à première vue inexplicable ?

LA GUERRE DE TEMPORISATION

Remarquons d'abord que Hitler s'est toujours défendu de vouloir faire la guerre sans grandes opérations militaires. A maintes reprises, il nous a annoncé des déchaînements de violence dépassant tout ce que nous pouvions imaginer. La presse italienne elle-même a cru bon, à des fins qui nous échappent, de nous transmettre des avertissements du même ordre. Il est vrai que Hitler et ses amis ont beaucoup parlé et que les propos de Hitler sont souvent contradictoires. Il croit, même en guerre, à la puissance d'intimidation des injures et des menaces verbales. On ne sait d'ailleurs pas s'il ne s'adresse pas à son peuple plutôt qu'à l'étranger, s'il ne veut pas surtout exciter le moral, la colère des Allemands, et ne pas leur laisser nourrir l'illusion dangereuse que la guerre puisse être gagnée sans effusion de sang.

Néanmoins, il ne faut pas oublier que Hitler a fait la guerre comme soldat, qu'il en connaît toutes les douleurs et qu'avant d'y être entraîné de nouveau par des ambitions aveugles il avait toujours promis à la foule naziste, à qui il s'adressait, de lui en épargner le retour. Il a même plusieurs fois affirmé qu'il saurait faire la guerre autrement qu'on ne l'avait faite jusqu'à présent. La littérature militaire allemande est unanime depuis vingt ans à condamner la guerre de positions telle qu'elle a été conduite de 1914 à 1918. Elle la vomit littéralement et en proclame le retour inacceptable. Une technique nouvelle est fondée sur les avions, les chars, l'artillerie ; l'infanterie n'y jouerait qu'un rôle secondaire. Mais cette technique suppose des masses énormes de machines et une consommation sans mesure de carburants.

Tout ceci rend parfaitement invraisemblables des attaques à coups d'hommes telles que nous voyons les Russes en pratiquer en Finlande. Il me paraît absurde de croire que, pour rompre la ligne Maginot, Hitler sacrifiera sans compter un ou deux millions d'hommes. Nous serons sages d'accorder à l'État-major allemand un peu plus d'imagination que cela. Hitler désire certainement gagner la guerre en imposant à son peuple le minimum de sacrifices ; la science et l'industrie allemande sdoivent, dans sa pensée, en faire les frais, plus que

l'infanterie. Et, par-dessus tout, une ligne de conduite politique doit y conduire. Cette politique aurait l'aspect, mais l'aspect seulement, de la temporisation ; elle se manifesterait en réalité par une activité surhumaine dans tous les domaines : celui de la politique intérieure, celui de la politique extérieure, celui de l'économie.

Elle accepterait l'épreuve de la guerre longue, en faisant de l'état de guerre une condition stable, normale de la vie nationale. L'Allemagne s'organiserait dans la guerre et tous les buts que rêvait d'atteindre Hitler sans faire la guerre, en profitant de la faiblesse résignée de l'Europe, il continuerait à les poursuivre en guerre, mais sans faire lui-même la guerre, à l'abri de la ligne Siegfried, aussi longtemps que la ligne de conduite des Alliés sur le front occidental le lui permettrait. Il ne cesserait d'ailleurs pas d'accroître sa puissance militaire, jusqu'à ce que soit complètement réalisé le potentiel militaire d'une Allemagne de cent millions d'habitants. La guerre se poursuivrait dès lors non plus entre deux armées, mais entre deux politiques, intérieures, extérieures, économiques, jusqu'à ce que s'impose la supériorité d'une Allemagne colossale dans tous les domaines. C'est peut-être un rêve. Considérons-le dans ses parties.

LA POLITIQUE INTÉRIEURE

Peut-être notre insouciance est-elle la cause d'un certain aveuglement. Nous voyons aujourd'hui les dommages qu'a causés à notre pays l'idéologie communiste ; nous assimilons cette idéologie avec raison à la trahison en présence de l'ennemi et nous avons résolu de nous en défendre. Mais est-ce là une vue complète de la situation ? Si le communisme a porté une atteinte grave à notre force nationale, nous ne devons pas nous borner à l'arracher, nous devons nous en guérir, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. Nous ne devons pas laisser aller les choses de telle manière qu'au lendemain de la victoire la France, aux prises avec toutes les difficultés que laissera derrière elle cette guerre, soit menacée d'un violent retour du même mal.

Il faut donc voir plus loin que le péril de l'heure. Notre politique intérieure aurait tort d'être seulement négative ;

elle aurait d'autant plus tort qu'un pays comme la France ne s'accommodera pas pendant plusieurs années consécutives d'une simple négation. Et quand donc un gouvernement trouvera-t-il plus de facilités qu'au temps de guerre pour une œuvre de régénération et de reconstruction ?

Ce raisonnement s'applique *a fortiori* à l'Allemagne hitlérienne. Hitler veut assurer définitivement son régime non seulement dans l'Allemagne de 1933, mais dans celle de 1940, c'est-à-dire dans l'Europe centrale. Il faut que ce soit chose faite avant que la guerre soit terminée, même victorieuse. C'est une conception bien allemande de profiter de la guerre pour achever une révolution plus étendue, plus profonde que la Révolution française. C'est dans la guerre que la Prusse et l'Allemagne se sont faites ; celle-ci couronnerait l'édifice.

Il est difficile d'y réussir par une guerre conduite suivant les principes de Clausewitz, qui sacrifient tout aux opérations militaires, en leur donnant pour terme la destruction des forces organisées de l'adversaire. La guerre selon Clausewitz, c'est la guerre courte et violente, dont les buts sont déterminés par la politique extérieure. Tout ce qui tend à l'évolution intérieure, à la révolution totale d'un peuple, exige du temps et ne peut pas être traité par les mêmes méthodes qu'une crise simplement belliqueuse.

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Il ne faut pas moins de temps pour transformer une politique extérieure, pour l'adapter aux conditions nouvelles créées par le nationalisme hitlérien. Hitler y travaille. Nous le voyons prendre une attitude différente vis-à-vis des Puissances non belligérantes ou neutres, suivant qu'il leur attribue une valeur du moment, intéressant la conduite de la guerre, ou une portée plus lointaine. Hitler sait bien, quoi qu'il en dise, qu'il ne détruira pas l'Empire britannique, mais, vis-à-vis des pays scandinaves, et surtout des pays de l'est de l'Europe, il cherche à diminuer son prestige ; tout ce qui peut exclure l'Angleterre de la Méditerranée et surtout de la Méditerranée orientale répond à son vœu. Il ménage visiblement la Hongrie et les pays balkaniques, cherche à les placer sous son influence plutôt que sous sa domination.

Là encore, nous avons le tort de ne pas regarder plus loin que la guerre, de nous imaginer que la victoire remettra toutes choses en place, quelle que soit sa forme et en quelque lieu qu'elle soit gagnée. Nous aimons des formules comme celle-ci : le sort des Balkans se réglera sur le Rhin. Oui, si la guerre évolue suivant les principes de Clausewitz ; non, si elle venait à se poursuivre selon d'autres méthodes, après un long effort d'armement plus que de batailles, et si la lassitude, plus que la force, en provoquait le dénouement.

Ce que nous étudions en ce moment, c'est précisément l'hypothèse d'une guerre où tout continuerait de se passer comme pendant les six premiers mois, où nous attendrions avec une patience résolue une attaque qui ne viendrait jamais, et où, de part et d'autre, les armées ne cesseraient pas de grandir en nombre et en valeur. L'attaque de la ligne Siegfried ou de la ligne Maginot, qui, elles aussi, se seraient constamment renforcées, ne serait pas plus imaginable au terme de cette sorte de guerre qu'à ses débuts. De grands avantages appartiendraient, avant que soit intervenu le traité de paix, à celui qui n'aurait pas perdu un jour pour asseoir sur des bases solides ses relations extérieures, qui n'aurait pas traité le problème des neutres comme un simple aspect de la guerre, mais aurait constamment cherché à lui donner une solution définitive, bonne même pour le temps de paix.

Il y a dans la psychologie de Hitler un élément dont il faut tenir compte. Il semble qu'il se croie doué d'un pouvoir magnétique qui donne à sa volonté une supériorité réelle sur ceux à qui il s'adresse. Vouloir quelque chose, le vouloir avec une passion tenace, sans jamais plier, c'est, à ses yeux, le commencement de la réalisation. Si l'adversaire est pénétré du sentiment qu'il n'y aura rien à faire, que, tôt ou tard, il devra céder, il incline d'abord à la conciliation et glisse peu à peu vers la capitulation. C'est en somme toute l'histoire de Munich ; elle a marqué la phase de la conciliation, mais cette conciliation n'était pas, n'a jamais été dans l'âme de Hitler. Il n'y a pas de chef d'État sur lequel la pression morale ait moins d'effet que sur lui. Il a cru jusqu'à la dernière minute, peut-être croit-il encore, que sa volonté opiniâtre suffira tôt ou tard à nous faire céder. Et il bâtit son empire dans l'attente de ce moment.

LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Alors s'élève la grande objection, celle que Hitler affecte de considérer jusqu'à présent comme la grande illusion de ses ennemis, la guerre économique, le blocus. En fait, Hitler n'a jusqu'à présent fait la guerre que sur ce terrain, mais, sur ce terrain économique, il la mène par tous les moyens : violence et ruse, forces navales et aériennes et diplomatie.

Les forces navales et aériennes s'efforcent d'imposer à la puissance britannique une tâche démesurée, devant laquelle elle puisse être un jour obligée de s'incliner, de renoncer au dessein de maintenir le blocus de l'Allemagne tout en se défendant contre son propre blocus. La diplomatie s'adresse aux neutres pour obtenir les ressources indispensables ; elle cherche à ouvrir des perspectives nouvelles de ravitaillement. La politique germano-russe n'a pas d'autres fins ; l'échec de l'U. R. S. S. en Finlande n'a pas d'autre gravité pour l'Allemagne. L'alliance italienne ne vaut que par sa portée économique.

Hitler cherche dans le même temps à substituer au capitalisme international un régime économique durable en Allemagne ; l'extension germanique en Europe centrale doit rendre l'autarcie possible. Cent millions d'Allemands sont à organiser de manière à faire face victorieusement à toutes les tâches : la tâche militaire, la tâche industrielle, la tâche agricole. A la base de cette organisation se placent les lois militaires qui confondent en chaque Allemand la fonction civile et la fonction militaire.

Si nous voulons comprendre la guerre, avec ses transformations, ses soubresauts possibles, c'est probablement dans ce domaine économique que nous devons fixer notre attention. Si jamais il apparaît à Hitler qu'il a fait un rêve en se donnant le droit de mépriser le blocus, alors il reviendra, par nécessité, à la guerre violente, par les armes ; sa seule chance de salut sera dans l'usage de sa force. Si, au contraire, la colonisation de la Russie ou l'usure du blocus britannique lui donnaient la certitude d'échapper à la défaite économique, peut-être continuerait-il la guerre d'attente, mettant à son tour tout son espoir dans une stratégie défensive.

L'ASPECT MILITAIRE DE LA GUERRE

Insistons sur ce point : les opérations militaires ne sont qu'un aspect de la guerre. En l'absence même d'opérations militaires, la guerre mûrit et s'avance vers sa décision. Cela résulte d'une conception de la guerre forme de la politique, surtout si l'on considère l'état de guerre comme favorable au développement d'un système politique. Le chef d'État peut être détourné des opérations militaires soit par l'incertitude de leur résultat, soit par les sacrifices qui sont la conséquence fatale de l'armement moderne. Il peut, au contraire, s'y trouver obligé dans certaines hypothèses.

Si, dans quelques jours ou quelques semaines, une attaque violente était dirigée par les Allemands contre la ligne Maginot, nous pourrions en conclure que Hitler a mis son espoir dans la supériorité de ses armes et qu'il ne lui est pas permis de négliger la menace que représente le blocus. Un tel événement aurait pour suite vraisemblable de nous entraîner dans la guerre réelle, celle des avions, des chars et des canons ; nous pourrions nous attendre dès lors au développement croissant de la violence par le progrès et l'emploi de ces divers engins.

Si, au lieu de s'attaquer directement à la France, sur le front du nord et du nord-est, les Allemands entamaient quelque opération sur un théâtre secondaire, pays scandinaves, Roumanie ou même Caucase, par exemple, il ne s'agirait certainement là que d'un épisode de la guerre économique ; il aurait pour fin de procurer à l'Allemagne un supplément de ressources en ce qui concerne quelques matières premières, minerais et carburants surtout.

Mais si Hitler continue de s'abstenir de toute opération militaire, peut-être pourrons-nous en conclure que le blocus ne lui paraît pas, autant qu'à nous-mêmes, un danger imminent pour l'Allemagne et qu'il croit trouver dans l'état de guerre des conditions favorables pour atteindre ses buts politiques en faisant l'économie des armes et du sang.

GÉNÉRAL DUVAL,
en retraite.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

L'INDÉPENDANCE DU NORD

Au moment où les *missi dominici* du président Roosevelt sont en Europe, l'un délégué auprès du Pape, le second chargé d'une mission générale d'information auprès des principales Puissances, le spectacle du « jeu de ce monde » apparaît réconfortant.

Au premier plan se dessine en un relief saisissant la prodigieuse résistance de l'armée finnoise que soutient le plus haut sentiment de la discipline morale et qu'anime l'âme guerrière d'un Mannerheim. D'un côté, le citoyen devenu soldat qui défend l'indépendance de son pays comme celle de sa personne et qui met au service de cette cause sacrée toutes les ressources de l'art de la guerre ; de l'autre, les masses d'hommes que des maîtres brutaux jettent sans compter à une bataille dont ils n'aperçoivent pas l'objet. Le contraste est frappant et caractérise non seulement la guerre de Finlande, mais toute la lutte actuelle de la civilisation contre la barbarie armée. C'est pourquoi il faut faire tout le possible pour venir en aide rapidement aux soldats finnois. Même s'ils devaient un jour être écrasés sous le nombre, ils ont déjà gagné une victoire décisive, celle de la conscience individuelle et du plus pur patriotisme contre l'ambition destructrice et la tyrannie niveleuse de quelques despotes qui osent se prétendre des libérateurs. Europe veut dire loi, obéissance à la loi. Quand Léonidas et ses trois cents compagnons mouraient aux Thermopyles « pour obéir aux lois de Sparte », on put croire que l'indépendance des cités helléniques allait être submergée par les masses asiatiques ; mais la victoire morale était gagnée ; Athènes équipait ses trirèmes et la Grèce armait ses hoplites : la civilisation était sauvée. Telle est la valeur de la résistance finlandaise.

Mais il serait scandaleux que certaines neutralités trop timides cherchassent derrière cet héroïsme un abri décevant. Chacun est

responsable de son propre salut et ne doit pas l'attendre seulement des autres. L'acte d'énergie de l'Amirauté britannique dans l'affaire de l'*Altmark* et les déclarations qui l'ont accompagné ont montré les Alliés résolus à ne pas se laisser tromper par les vaines apparences d'une légalité dont on fausse l'esprit sous prétexte d'en appliquer la lettre. Les prisonniers anglais devaient être débarqués dès que l'*Altmark* se trouvait dans les eaux territoriales. Les Allemands cherchent depuis longtemps à se réserver, à l'abri des fjords et des archipels norvégiens, une voie pour gagner, depuis la sortie du Skagerrak, les mers septentrionales et charger à Narvik, quand les glaces obstruent le golfe de Botnie, les précieux minerais de fer suédois. Depuis 1936, plusieurs navires de guerre du Reich ont visité, sans permission et sans pilote, cette route abritée, mais semée d'écueils. Seule, la presse a élevé quelques protestations. Le parti socialiste, qui est au pouvoir en Norvège depuis 1935, a été longtemps affilié à l'Internationale communiste ; sous prétexte d'on ne sait quel « péril fasciste » et de démocratisation de l'armée, il a volontairement négligé la défense nationale sur terre et même sur mer. La Norvège vit en grande partie grâce au fret de ses bateaux marchands, qui sont nombreux ; elle s'est enrichie pendant la Grande Guerre et, durant celle-ci, un important trafic de contrebande se fait le long de ses côtes. Il faut que cela finisse.

La domination sur la Norvège, qui assurerait à l'Allemagne la disposition de ses côtes, fait partie du plan pangermaniste des nazis, comme le libre usage des îles de la Frise hollandaise et de l'Islande. Cette préparation d'un blocus des Iles britanniques et de bases d'aviation pour des attaques aériennes était très avancée quand commença la guerre. Il est vraisemblable qu'une sortie a été promise aux Russes sur les côtes norvégiennes du Finmark à Kirkenæs, à l'ouest de Petsamo, où déjà s'organisait un embryon de soviet communiste du genre de celui de Kuusinen en Finlande. Un réveil de l'esprit national se dessine en Norvège, mais, si le gouvernement d'Oslo se montre incapable de défendre son indépendance et sa neutralité, il faudra aviser pour lui.

En Suède, le mouvement de sympathie active en faveur de la Finlande s'accentue. Un fort contingent de volontaires suédois est actuellement engagé contre les divisions de Vorochilov. Le corps international que commande le colonel Kermitt Roosevelt, fils du grand Teddy, arrivera bientôt en Finlande. M. Sandler, ancien ministre des Affaires étrangères de Suède, parlant le 4 mars à l'Université d'Oslo,

a déclaré que le peuple suédois tout entier était uni pour demander que fût renforcée l'aide volontaire à la Finlande. « Nous n'avons aucune garantie, a-t-il ajouté, que le rouleau compresseur russe s'arrêtera à Torneo ou Kirkenæs ; les conséquences de la guerre ne peuvent être évitées que par le moyen approprié, c'est-à-dire du matériel et des hommes. » L'un des évêques de l'Église luthérienne suédoise fait appel à toutes les bonnes volontés pour « cette guerre de la justice contre la violence, le mensonge et la brutalité ». « Ce n'est pas seulement une guerre pour l'indépendance de la Finlande et du Nord, mais pour toutes les valeurs les plus hautes et les plus sacrées. » Mais, jusqu'ici, les gouvernements scandinaves restent sourds.

La conférence des ministres des Affaires étrangères à Copenhague (25 février) ne pouvait donner de résultats importants. MM. Koht, Gunther et Munch ont « élevé de sérieuses objections contre la violation des principes du droit international dans la conduite de la guerre navale, qui inflige des pertes considérables en vies humaines et en valeurs économiques aux États neutres ». En ce qui concerne la guerre, ils se sont bornés à affirmer leur neutralité et leur volonté de la faire respecter ; ils y ont ajouté des vœux platoniques pour la paix générale et, en particulier, pour la fin du conflit russo-finlandais par un accord qui sauvegarderait « l'entière indépendance de la Finlande ». On se demande en effet si Hitler n'attend pas la prise de Viborg, c'est-à-dire un succès capable de sauver la face de son allié Staline, pour proposer une médiation qui serait accueillie avec soulagement par les trois gouvernements de Copenhague, d'Oslo et de Stockholm mais qui ne laisserait à la Finlande qu'une ombre d'indépendance. Cette guerre est à la fois, pour l'Allemagne, une honte et une gêne. L'opinion, si asservie qu'elle soit, garde des sympathies pour ce petit pays qui aimait la culture germanique et que les combinaisons de Hitler ont livré à l'ogre russe ; si courte que soit la mémoire des Allemands, il en est peut-être encore qui n'ont pas oublié les furieuses diatribes du Fuhrer contre le bolchevisme et Staline ; c'est une histoire qui n'est pas si ancienne.

L'affaire de l'*Altmark* et la fermeté du gouvernement et de la presse britanniques ont été, en général, appréciées avec une courageuse indépendance par la presse des pays neutres. Le *Bund*, organe officieux du gouvernement fédéral suisse, fait cette juste remarque : « Les Allemands avaient trouvé bon de se prétendre les maîtres incontestés de la mer du Nord ; la marine anglaise leur a donné une réponse qui a été entendue du monde entier. » *La Libre Belgique* conclut un article

objectif sur cette affaire en ces termes : « Nous avons protesté et nous continuerons à le faire contre toutes les violations du droit des gens dont les neutres sont trop souvent les victimes. Mais il y en a de graves, il y en a de vénielles, il y en a d'impardonnables. Celles qui infligent aux neutres la perte de navires et de nombreuses vies humaines sont, et de très loin, celles qui soulèvent, plus que toutes les autres, la réprobation indignée des neutres. La diversion de l'*Altmark*, si savamment orchestrée qu'elle soit à Berlin, ne saurait détourner l'attention du cas autrement criant du *Burgerdijk.* » Depuis lors, la Belgique a un autre sujet très grave de plainte. Le survol du territoire belge par des avions allemands est très fréquent. Le 3 mars, un avion belge qui s'approchait d'un avion allemand pour lui signaler d'avoir à se retirer, fut abattu et l'officier qui le montait tué. De tous les pays où la presse garde encore son franc parler, une même note s'élève : l'Allemagne, qui viole toutes les règles du droit international, sur terre, sur mer et dans l'air, ne doit pas s'attendre à une audience sympathique quand elle pousse des cris excessifs parce qu'elle se croit lésée. La prétention des sujets allemands d'être partout au-dessus des lois et de ne se soumettre à aucune, qui caractérise la doctrine du racisme, apparaît de plus en plus insupportable.

Ces preuves d'une certaine indépendance de la part de la presse des pays neutres ont exaspéré jusqu'au délire la fureur du gouvernement nazi et de ses journaux. Ils espéraient obliger les États scandinaves à cesser tout commerce par mer avec l'Angleterre, alors que ce sont les sous-marins, les mines et les avions allemands qui leur infligent des pertes cruelles, dont le *Times* établissait récemment le bilan : Suède, 32 bâtiments, 64 000 tonnes, 243 marins ; Norvège, 49 bâtiments, 168 527 tonnes, 327 marins ; Danemark, 19 bâtiments, 73 000 tonnes, 225 marins. Faisant allusion à de tels crimes, M. Winston Churchill, le 27 février, aux Communes, se demandait pourquoi les neutres acceptaient si facilement les illégalités et les atrocités allemandes. « La presse fait plus de bruit lorsque, dans un de mes discours, je leur dis quel serait leur devoir quand leurs bateaux sont coulés, leurs marins noyés par centaines, il faudrait dire assassinés en haute mer. Suivant la doctrine actuelle des États neutres, qu'appuie fortement le gouvernement nazi, l'Allemagne gagnera une série d'avantages en violant toutes les règles et en commettant tous les attentats sur mer ; elle en gagnera une autre série en insistant, quand cela lui convient, sur l'interprétation la plus stricte du code international qu'elle a déchiré en morceaux. S'étonnera-t-on que le

gouvernement britannique en soit quelque peu fatigué, à commencer par M. Winston Churchill ? Ce que je dis sans hésiter est que, dans l'interprétation des règles et conventions qui affectent les neutres, nous devons prendre pour guide l'humanité plutôt que le pédantisme juridique. » Arrêter en mer les charbons allemands destinés à l'Italie est beaucoup moins grave que d'assassiner à coups de bombes les paisibles passagers d'un paquebot.

Le lendemain, M. Gœbbels, à Munster, faisait claquer son fouet et criait ; il prétendait défendre les neutres dont l'Angleterre, selon lui, voudrait obtenir le concours militaire. La neutralité militaire implique la neutralité politique et la neutralité de la presse : « Il ne doit pas y avoir de contradiction entre la neutralité d'un État et l'expression de son opinion publique. Il ne suffit pas que le gouvernement d'un pays neutre fasse connaître sa position de neutre dans la guerre, tandis que les organes de son opinion publique sont libres d'injurier les belligérants. » Ainsi la presse des pays non belligérants n'aurait plus le droit de critiquer la politique de l'Allemagne et ses méthodes de guerre ; elle devrait trouver humaine sa manière de gouverner la Pologne, généreuse son alliance avec la Russie pour détruire la Finlande, digne de remerciements le sans-gêne avec lequel elle coule les bateaux neutres. Qu'en pensent les Américains ?

M. Koht lui-même s'insurge contre les prétentions du Reich. Le 29, au Storthing, il confirmait que la Norvège avait perdu 50 bateaux, dont 9 coulés par des sous-marins et les autres par des mines, et déclarait qu'il était de la plus grande importance de mettre fin à de telles méthodes de guerre. « Les pays du Nord ont décidé (à Copenhague) de se soutenir mutuellement et nous espérons que les autres pays neutres feront de même. » « Le fait, a-t-il ajouté, que les autorités britanniques nous obligent à faire escale aux ports de contrôle ne légitime pas le torpillage de nos bateaux par les Allemands. » La Norvège refuse de se plier aux volontés de l'Allemagne et de renoncer au commerce avec les ports de l'Angleterre. Faudrait-il voir dans ces paroles le premier indice de cette formation d'une ligue des neutres qui serait un puissant instrument propre à hâter la fin de la guerre ? Mais il faudrait qu'une telle initiative fût prise par une grande Puissance.

Ce sont là des problèmes qui préoccupent au plus haut point M. Cordell Hull, puisqu'il vient d'adresser à tous les gouvernements une communication par laquelle il leur demande leur avis sur les meilleurs moyens d'arriver, après la guerre, à un état de choses

meilleur fondé sur la réduction des armements et sur une plus grande liberté des échanges. L'éminent secrétaire d'État précise qu'il ne s'agit nullement d'une tentative de médiation, mais simplement d'éviter qu'après la guerre « l'autarcie et les autres formes de totalitarisme économique dominent la vie économique mondiale ». On ne peut guère douter que s'enquérir à cet égard des dispositions des principales Puissances ne soit l'un des objets de la mission de M. Sumner Welles ou ne soit tout au moins en corrélation avec elle. Il s'agit, « après la fin du conflit actuel, de travailler à la reconstruction du monde sur des bases plus saines ». La France et l'Angleterre, par leurs accords destinés à survivre à la guerre, ont déjà indiqué la direction et la méthode, mais, avant de reconstruire, il faut d'abord mettre l'Allemagne hors d'état de nuire.

LE VOYAGE DE M. SUMNER WELLES

Au moment où le secrétaire d'État adjoint aux Affaires étrangères des États-Unis débarquait à Naples pour se rendre aussitôt à Rome et y commencer son enquête, Hitler, au jour anniversaire de la création du parti fasciste (25 février), a éprouvé le besoin d'entonner un hymne à sa propre gloire et à la grandeur de l'Allemagne, et de présenter, telles qu'il les conçoit, les grandes lignes de l'Europe rénovée et reconstruite par le peuple allemand et à son bénéfice. L'enquête de M. Welles était ainsi faite d'avance, du moins en ce qui concerne l'Allemagne. Personne de bonne foi, d'ailleurs, ne peut ignorer les plans formidables d'après lesquels l'Allemagne entreprend d'asservir le monde à la race des maîtres.

Les discours du Fuhrer sont difficiles à analyser, car ils procèdent d'une sorte de logique intérieure, ou plutôt de rythme puissant qui, dès qu'on a l'imprudence d'admettre le sophisme initial, se développe et se déduit raisonnablement dans la déraison. Le mensonge de base est que tout ce qui est à l'avantage du peuple allemand est le bien, que tout ce qui le sert est légitime et juste, que tout ce qui le combat est le mal qu'il faut détruire. On lit au début du discours de Munich une phrase qu'il faut remarquer parce qu'elle reflète, traduite par un cerveau primaire, la doctrine philosophique du XIXe siècle : « Le peuple allemand a été trompé dans sa foi en une rénovation du monde. » Tous les prophètes du germanisme, depuis Hegel et Fichte, avaient annoncé une sorte de palingénésie de l'humanité par le génie allemand et par l'immanence de la divinité dans le

Deutschtum. Lorsque cette folie mystique se diffuse dans les esprits populaires, lorsque chaque Allemand se croit un être supérieur appelé à régénérer le monde, le germanisme atteint le degré de virulence le plus dangereux et le plus agressif. Un autre prophète, moins nébuleux celui-là, Gœthe, avait dit : « Les Prussiens sont naturellement cruels, mais la civilisation les rendra féroces. » L'Allemagne prussianisée, au paroxysme de ses crises de mégalomanie, écrase tout ce qui la gêne, perd le contrôle de ses actes et, dans un enthousiasme frénétique, se lance dans des entreprises démesurées. C'est le moment où la catastrophe est proche.

A lire le dernier discours de Munich, à entendre surtout ses accents tantôt enflammés et tantôt suppliants, on a l'impression que l'inquiétude tenaille l'esprit de Hitler ; on le sent jusque dans ses affirmations que l'Allemagne est invincible, qu'elle ne craint rien, que la Providence (on y lit ce blasphème !) est avec elle ; on le sent dans son mépris outrancier de ses adversaires, dans ses cris de haine contre les démocraties. Les démocrates d'Amérique doivent comprendre ce que pèsent devant Hitler les démocraties d'Europe. « L'Angleterre et la France n'auraient pas vaincu en 1918 si, au lieu d'être un simple fantassin, un certain Adolf Hitler avait été chancelier. » A côté de cet orgueil insensé, on trouve cette définition plus modeste de son propre rôle : « Je ne suis qu'un aimant que l'on promène constamment au-dessus du peuple allemand et qui attire à lui l'acier. »

Quelles précisions trouve-t-on, dans les lignes ou entre les lignes, sur la politique du Reich ? D'abord celle-ci : « La monarchie a disparu et le peuple allemand peut vivre sans monarque et mieux vivre », qui laisse deviner que certains Allemands pensent qu'un retour à la monarchie pourrait être un moyen de sortir de l'impasse où Hitler a engagé l'Allemagne. Suivent de vagues menaces aux ennemis de l'intérieur. Hitler s'attaque à ce qu'il appelle la « conception capitaliste », — c'est une flatterie à l'ami Staline et aux marxistes naguère abhorrés, — de l'Angleterre et de Versailles ; il affirme les revendications de l'Allemagne dans un paragraphe que toute la presse a reproduit et qui mérite de l'être :

« Nos exigences étaient modestes. Nous demandions notre espace vital, l'Europe centrale. Dans cet espace, qui a été créé par les Allemands, nous ne permettons pas qu'on mette le nez. L'Europe centrale est à nous et nous n'y tolérerons pas de combinaisons qui soient dirigées contre nous. » L'avertissement s'adresse d'abord à M. Sumner

Welles : qu'il ne s'occupe pas des affaires de l'Europe centrale. Il exclut toute paix de compromis, dans le moment même qu'en Allemagne renaissait, à l'occasion de la visite de l'homme d'État américain, l'espoir d'une médiation. L'Europe centrale, c'est-à-dire tout le bassin du Danube jusqu'à la mer Adriatique et à la mer Noire, avec l'annexe des Balkans, est l'espace vital du peuple allemand. Les autres peuples font partie de cet espace vital et n'ont le droit de vivre que dans la mesure où ils servent le peuple maître. Jamais la négation féroce du droit à la vie des peuples moins nombreux ou des États moins forts n'a été plus cyniquement formulée. Berlin a, quelques jours après, tenté d'apaiser les Hongrois par quelques bonnes paroles diplomatiques, mais l'effet, chez eux comme chez tous leurs voisins, a été désastreux.

Il faut relever dans le discours plusieurs appels à l'Italie. Visiblement, Hitler cherche à calmer des inquiétudes qu'il sent percer dans son opinion publique. Il explique que la situation de l'Allemagne est bien meilleure que dans la dernière guerre. « L'Allemagne a aujourd'hui l'amitié de l'Italie. Ce n'est pas seulement une amitié idéologique, car les deux pays dépendent, pour leur avenir, l'un de l'autre. Avec la Russie nos relations ont changé et la Russie aussi est maintenant de notre côté. Je comprends qu'on soit furieux de ce rapprochement, mais nos deux peuples sont de trop bonne qualité pour verser leur sang pour les financiers de Londres et de Paris. L'espérance que des changements pourraient intervenir entre l'Allemagne et la Russie est erronée... Le Japon enfin ne compte plus parmi les ennemis du Reich. » Il ne faut attacher d'intérêt à de telles déclarations que dans le moment et l'opportunité où elles sont faites ; aucune parole n'engage Hitler. Les contradictions ne le gênent pas. « Ce que nous voulons, ce n'est pas l'oppression d'autres peuples, mais notre liberté, notre sécurité, la sécurité de notre espace vital. » Mais la sécurité d'un espace vital qui englobe toute l'Europe centrale, c'est la destruction de l'espace vital des peuples qui y vivent depuis plus longtemps que les Allemands, et c'est la confiscation de leur indépendance et de leur liberté. La conclusion est un appel presque tragique à la patience et au courage du peuple allemand afin de supporter les sacrifices nécessaires pour vaincre.

M. Neville Chamberlain n'a pas répondu à Hitler, puisque son discours est du même jour. Mais le contraste est singulier entre le calme, la modération, la tranquille confiance du Premier britannique et les menaces, les appels du Fuhrer qui révèlent son embarras et

ses appréhensions. Les Alliés, dont l'accord est de plus en plus intime et complet et ne se terminera pas avec la fin de la guerre, veulent la liberté et la sécurité pour tous les peuples de l'Europe. Mais comme il est impossible de fonder quoi que ce soit sur une signature ou un engagement quelconque de l'Allemagne, M. Chamberlain déclare que « nous devrons recevoir quelque assurance tangible nous donnant la certitude que toutes les promesses ou assurances que nous recevrons seront tenues ». M. Daladier avait parlé de « garanties matérielles et positives ». L'accord est complet sur ce point capital.

Telle est l'Europe en guerre qui se présente à l'observation de M. Sumner Welles. Arrivé à Naples le 25 février, il a eu, les jours suivants, d'importants entretiens avec le comte Ciano et M. Mussolini. De ce qui fut dit entre eux, rien n'a été révélé et tout commentaire serait superflu. On doit cependant souligner que M. Sumner Welles n'a pas mission de négociateur, mais d'informateur. Le Duce, depuis le commencement des hostilités, n'a reçu aucun ambassadeur et n'a eu d'entretien politique avec aucun étranger de marque. Mais son gouvernement a maintes fois affirmé la volonté de l'Italie de ne pas se désintéresser de la reconstruction de l'Europe après la guerre. Il est évident que la situation de l'Italie et celle des États-Unis en présence de la guerre à laquelle ils ne prennent point part, mais dont ils sont loin de se désintéresser, confère une importance particulière aux vues qui ont pu être exposées à M. Welles. Mais l'Italie est liée par le « pacte d'acier », tandis que les États-Unis ont manifesté leurs sympathies pour la cause des Alliés et pour la liberté de toutes les nations. Le correspondant du *Temps* à Rome remarque, le 27 février, que l'attitude de la presse italienne, dont les directions viennent d'en haut, est fortement germanophile. Il s'est même trouvé un journal pour donner tort à la Finlande et l'accuser d'intransigeance. Cette attitude est-elle l'indice d'une recrudescence d'intimité entre le Duce et le Fuhrer, ou bien est-elle le nuage de fumée qui dissimule la manœuvre du navire ? L'avenir nous l'apprendra. Mais il est évident qu'une initiative de paix pourrait, un jour qui ne semble pas proche, sortir d'une collaboration des États-Unis et de l'Italie, sous les auspices de Pie XII.

Le Pape, en même temps que M. Mussolini s'entretenait avec M. Sumner Welles, recevait en audience, le 27, M. Myron Taylor, qui lui remit une lettre personnelle du président. M. Roosevelt, demande au Saint-Père, son « vieil et bon ami », d'accueillir M. Taylor, « dans l'espoir sincère que notre idéal commun de religion et d'huma-

nité puisse se manifester, de manière commune, pour le rétablissement d'une paix plus durable sur les bases de liberté et de sécurité, de vie et de l'intégrité de toutes les nations, sous la protection de Dieu ». La portée de telles paroles se passe de commentaires. Elles n'en sauraient trouver, en tout cas, de mieux appropriés que ceux de *l'Osservatore romano* dont la ligne ferme et élevée mérite tous les éloges.

M. Sumner Welles est arrivé le 29 février à Berlin, d'où il est reparti dans la soirée du 3 mars. Il a eu des entretiens avec Hitler et les principaux personnages du Reich. Quels propos a-t-il recueillis? Il se peut qu'ils aient été d'un tout autre ton que les articles de la presse. Il est probable aussi que, comme il arrive d'ordinaire, Hitler ait joué l'intimidation, tandis que Gœring faisait le bon apôtre. A s'en tenir aux journaux et à ce qu'ils ont été autorisés à dire, il ne semble pas que l'état-major nazi ait essayé de gagner les sympathies et de capter la confiance de l'envoyé de M. Roosevelt. M. de Ribbentrop a même refusé de parler anglais avec lui, il a eu recours à un interprète ; peut-être aussi voulait-il se donner le temps de réfléchir avant de répondre à une question embarrassante. Ce qui paraît avoir dominé, c'est l'intransigeance des prétentions énoncées dans le discours de Munich et l'étalage menaçant d'une puissance formidable toute prête à entrer en action et à tout détruire si elle ne reçoit pas pleine satisfaction. Des offres cauteleuses tendant à une paix de compromis auraient pu être plus dangereuses. « Nous entendons, écrit le *Völkischer Beobachter*, libérer l'Allemagne des constantes immixtions des Puissances occidentales ; nous entendons anéantir la terreur qu'elles exercent, car, sans cela, aucune liberté, aucune paix ne sont possibles. » L'Allemagne, dit un autre organe, la *Berliner Börsen Zeitung*, doit réaliser, dans son espace vital, « la symbiose des grandes et des petites nations ». C'est la symbiose du boa et du lapin ! Il vaut mieux que l'Allemagne se soit présentée sous ce jour. A l'heure où nous achevons cette chronique, M. Sumner Welles arrive en France. Il y trouvera, avec la plus sincère amitié, la plus entière franchise. Nous n'avons rien à cacher.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.



LE PHARE DE HAZARD

TROISIÈME PARTIE (1)

I

Je crois, en réalité, que David Forbes n'avait pas voulu me tuer et qu'il s'agissait simplement pour lui de me donner un amical avertissement. Je ne mourus pas. J'avais reçu la balle dans le côté gauche, à un pouce du cœur. Je sortis du néant trois ou quatre jours plus tard, chez mon oncle. J'étais couché dans son lit. Quand je rouvris les yeux pour la première fois, il était debout au pied du lit et un homme vêtu de noir, assis à mon chevet, me tâtait le pouls.

— Qu'est-ce qui se passe ? demandai-je à l'oncle.

— Rien, répondit-il. Ne bougez pas. C'est le médecin. Ça va s'arranger. Mais je vous signale en passant que les choses se sont exactement déroulées comme je l'avais prévu.

Je reprenais conscience peu à peu.

— Je vais mourir ? dis-je au médecin.

Il reposa ma main sur le lit, eut l'air de se livrer avec beaucoup de sang-froid à un petit calcul, hocha la tête :

— Je ne crois pas, répondit-il, comme s'il s'était agi d'une chose sans grand intérêt. Le difficile a été de vous extirper cela, avec toutes les saletés qui vous étaient entrées dans le corps. Maintenant, la fièvre a l'air de baisser, et, à moins qu'une complication ne se produise, oui, il est fort possible

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 mars.

que vous vous en tiriez. C'est extrêmement résistant, une carcasse d'homme. Je me rappelle qu'une fois, à Fernandina...

J'avais refermé les yeux, je n'entendais plus. Les petits monstres de la fièvre s'étaient remis à tourbillonner dans ma tête. J'avais l'impression de brûler, de me dissoudre dans une eau bouillante. Quand, de nouveau, je repris pied, le médecin avait disparu et l'oncle s'était assis à mon chevet.

— J'ai soif ! lui dis-je.

Il alla me chercher à boire, une sorte de tisane noirâtre qui avait le goût de la rouille.

— Qui m'a trahi ? ajoutai-je.

— Je n'en sais rien, répondit-il. Quand on fait le fou, on peut s'attendre à être trahi par tout le monde. L'autre matin, des gens vous ont amené ici, dans une charrette, vous ont déposé devant la porte et sont repartis sans que j'aie pu savoir qui ils étaient et d'où ils venaient. Vous étiez en train de râler. Je suis allé chercher le médecin, qui a fouillé là-dedans avec son couteau et qui a retiré ceci.

Il se leva, prit la balle sur le rebord de la fenêtre, me la montra, entre le pouce et l'index :

— Gentil, hein ? fit-il. De quoi tuer un bœuf !

— Où est Ketty ? demandai-je.

— Ketty ? Qu'elle aille au diable ! Il est probable qu'elle a été moins bête que vous et qu'elle a su, elle, se garer des coups...

Je me soulevai sur un coude :

— Où est Ketty ?

Et un flot de sang me venant dans la bouche, des larmes m'emplissant les yeux :

— Où est Ketty ? répétai-je.

— Damnée Ketty ! gronda-t-il.

Mais je m'étais évanoui et, pendant un moment, il lui fallut m'asperger d'eau et de vinaigre pour me rappeler à la vie.

Le lendemain, je commençai à m'asseoir dans mon lit. Trois jours après, j'étais debout, ou peu s'en fallait, et je me traînais d'une chaise à l'autre. Un matin, le médecin venait de partir en m'annonçant que dorénavant je pourrais me passer de ses soins, que la nature se chargerait du reste, quand, dans l'atelier de mon oncle, j'entendis un bruit de voix. La porte

de la chambre s'ouvrit et je vis paraître Inesilla. Elle resta un moment sur le seuil, sans dire un mot, ses yeux comme agrandis par la peur, puis, refermant la porte et s'y adossant :

— Pad ! fit-elle, pauvre Pad ! Où êtes-vous blessé ? Et êtes-vous... oui... grièvement blessé ?... Est-ce que... ?

— Non, répondis-je, je n'en mourrai pas.

Elle ne bougeait pas, le dos contre la porte.

— Approchez-vous ! lui dis-je. Vous venez prendre de mes nouvelles bien tard !

— C'est que j'ignorais ce qui vous était arrivé ! Je viens de l'apprendre à l'instant de la bouche de Ketty... Elle est enfermée dans cette affreuse petite maison rouge comme dans une prison... J'ai pu lui parler par la fenêtre...

— Mais vous saviez qu'elle était rentrée chez son père et que, par conséquent, nos projets avaient échoué ? Pourquoi n'êtes-vous pas venue me voir plus tôt ?

— Mais ils n'étaient pas de retour, Pad ! Ni elle ni son père... Il n'avait pas voulu revenir tout de suite, il l'avait emmenée à Picolata... Ils ne sont revenus que d'hier... Ah ! Pad ! comme elle vous aime !

Et se détachant enfin de la porte, venant s'asseoir près de moi :

— Est-ce que, Pad, me dit-elle, vous avez cru, vous aussi, que j'avais pu vous trahir ?

— Je l'ai cru et je le crois encore !

— Vous croyez que je suis capable de faire cela ?

— Je crois de plus en plus que vous êtes un affreux petit serpent !

— Mais, Pad, fit-elle tristement, vous savez que Ketty, tout à l'heure, m'a demandé pardon de m'avoir soupçonnée ?

— Vraiment ? Que lui avez-vous donc raconté ?

— Ce que je vais raconter à vous-même... Il ne faut pas juger trop vite, croyez-moi... Il faut se renseigner... Alors, on apprend des choses... J'ai appris, moi, que votre ami Menawa a quitté Saint-Augustin et qu'il est aujourd'hui à Pilatka, chez la femme de son frère... Mais j'ai appris surtout que, la veille de son départ, il a reçu cent dollars d'un certain... ah ! comment l'appelez-vous ?... David Forbes !... Que pensez-vous de ces cent dollars ?...

Je lui tendis la main :

— Je vous demande pardon, moi aussi !

— Bah ! fit-elle en se levant. Vous êtes un gamin !... et quel mauvais policier vous auriez fait !... Adieu !... Il faut maintenant que j'aille porter de vos nouvelles à Ketty, qui, depuis huit jours, est à demi folle d'angoisse... Que dois-je lui dire de votre part ?

— Ah ! que je l'aime, Inesilla ! Que, tôt ou tard, nous aurons notre heure !

Elle gagnait la porte. Elle se retourna, et, comme si elle m'avait raconté l'histoire la plus plaisante :

— Comme je suis sotte ! fit-elle. J'allais oublier quelque chose qui va bien vous amuser... Le jour où je vous ai dépendu et où vous m'avez demandé d'aller trouver Ketty, de lui fixer ce rendez-vous pour le surlendemain... vous vous souvenez ?... je me suis aussitôt rendue chez elle, d'un bon pas, pour lui faire la commission... Et j'avais à ce moment, Pad, une âme toute blanche, et prête à tous les dévouements et à tous les renoncements... En me regardant dans les glaces des boutiques, je m'admirais... Seulement... oh ! il s'est produit ceci, qui est si drôle !... C'est que je n'ai pas trouvé Ketty chez elle... Elle était allée au temple, je crois... Et j'ai trouvé le père, David Forbes... l'affreux David Forbes... Et, Pad, vous ne devinez pas ?...

— Non !...

— Eh bien ! j'ai pensé brusquement que je vous haïssais, et que je la haïssais, elle aussi, et que, si je vous avais vus morts tous les deux, j'aurais été au comble du bonheur... C'est ça, l'amour, voyez-vous, et c'est ça, la femme... Et je suis une femme, Pad, et, à mes heures, j'oublie d'être une sainte... Et si elle était rentrée cinq minutes plus tard, c'était fait, je vidais mon sac... et pan ! c'est moi, et non Menawa, qui aurais appuyé sur la gâchette de ce fusil... David Forbes était là, devant sa cheminée, il allumait un cigare, et moi, j'avais déjà la bouche ouverte pour lui raconter toute l'histoire, quand, dans l'entrée, j'ai entendu le pas de Ketty... C'est étrange, hein ?... Et tout cela uniquement pour vous faire comprendre que les choses ne sont peut-être pas tout à fait aussi simples que vous le pensez...

Elle eut un petit rire, ramassa, avec ses deux mains gantées de mitaines, ses jupes qui froufroutaient joyeusement :

— A bientôt, Pad !...

Et elle s'en alla.

II

Quinze jours après, j'étais tout à fait remis sur pied. Je commençai par faire quelques prudents petits circuits autour de la cabane de l'oncle, comme l'oiseau qui vient de naître et qui ouvre ses ailes, puis, un beau matin, je me dirigeai vers la petite maison rouge où logeait le sieur David Forbes. Je frappai. On n'ouvrit pas tout de suite. Puis la porte s'entre-bâilla et David Forbes lui-même montra sa belle tête de forban.

— C'est curieux, fit-il. Je vous attendais, pour aujourd'hui ou pour demain.

— Je ne suis pas armé, répondis-je.

— Je le vois. Je savais aussi que vous n'auriez pas d'arme.

— Je voudrais vous dire un mot...

Il me regarda deux secondes :

— Entendu, fit-il. Mais vous allez attendre un instant... que je prenne quelques dispositions...

— Prenez, répliquai-je. Il m'est indifférent que Ketty soit là pour le discours que je veux vous faire.

La porte se referma. J'entendis la voix de David Forbes, la voix de Ketty. Puis des pas montèrent l'escalier qui menait au premier étage. Une clef, là-haut, grinça dans une serrure. David Forbes, seul, redescendit l'escalier.

— Entrez ! fit-il, en ouvrant la porte.

— Vous n'avez pas peur, lui demandai-je, qu'elle ne saute par la fenêtre ?

— Non, répliqua-t-il d'un ton enjoué. Elle n'est pas acrobate. Voyons ce que vous avez à me raconter.

Nous entrâmes dans la pièce qui devait servir de salle à manger.

— Asseyez-vous.

Je m'assis. Il resta debout, prit sur la cheminée une pipe et une blague à tabac, se mit à bourrer sa pipe.

— Vous voyez, dis-je : je ne suis pas mort. Je suis venu pour que vous m'assassiniez complètement.

Il regarda le sol, devant lui, en se balançant sur lui-même.

en continuant à bourrer sa pipe et en ayant l'air de réfléchir. Puis il se redressa :

— Paddy Ortiz, fit-il, je n'ai pas du tout l'intention de vous tuer et je crois que je ne l'ai jamais eue. Quand je vous ai tiré ce coup de fusil, vous m'aviez rendu fou. Dans la colère, je ne sais plus ce que je fais. Si je vous avais tué, je serais aujourd'hui très ennuyé. D'abord, parce que la mort d'un homme ne fait jamais rire personne et, ensuite, parce que j'aime ma fille, et que ça, elle m'en aurait voulu..., oui, je crois...

Il s'arrêta. La pipe bourrée, il l'alluma avec un énorme briquet à mèche d'amadou. Puis, reprenant :

— Et je suis content que vous soyez là, dans ce fauteuil. Parce que si vous avez quelque chose à me dire, moi aussi j'ai quelque chose à vous dire...

— Et vous ne croyez pas, fis-je en l'interrompant, que vous auriez pu me le dire plus tôt ?...

— Bah ! ça n'aurait servi à rien !... Rien ne sert jamais à rien, vous le savez bien !...

— Pourquoi, alors, me le dire maintenant ?...

— Oh ! pour rien !... Histoire de rêver tout haut, simplement... Paddy Ortiz, je vais vous expliquer pourquoi j'aime ma fille. C'est parce que j'ai aimé sa mère, parce que je l'ai... enfin, oui... ne cherchons pas des phrases trop pompeuses..., parce que je l'ai beaucoup aimée !... Vous comprenez ce que j'entends par là ?...

— Il me semble, oui... Mais...

— Non ! Vous ne comprenez certainement pas !... Je l'ai aimée comme aucun homme jamais n'a aimé aucune femme !... Impossible !... Vous êtes peut-être le premier à qui j'en parle... Ketty, c'est tout ce qui me reste d'elle...

— Mais est-ce une raison pour l'empêcher d'être heureuse ?

— Hein ? fit-il, en passant sa main sur son front. Qui pourrait être à ce point misérable pour... Non ! Au contraire ! Je ferai tout pour qu'elle soit heureuse !...

— Seulement, vous ne croyez pas qu'elle puisse être heureuse avec moi ?

— Non ! Voilà !... Sincèrement, je ne le crois pas !... Et cela, je l'ai vu du premier coup d'œil... Un homme ne peut pas donner le bonheur à une femme quand il n'est bon à rien, et, soit dit sans vouloir vous blesser, vous n'êtes et vous ne serez

jamais bon à rien !... Vous ne serez jamais capable d'exercer un métier avouable. Vous ne gagnerez jamais un cent par des moyens, entendons-nous, qui ne soient pas susceptibles de vous conduire à la potence. Vous vivrez, vous mourrez tragiquement. Si je vous donnais ma fille, je la donnerais au malheur... et, — écoutez bien ce que je vais vous dire, tâchez que ça entre en vous jusqu'au cœur, — j'aurais l'impression que celle que je donne au malheur, ce serait l'autre..., vous comprenez ?... celle qui n'est plus...

— Et vous voulez la donner à...

— A qui ?... Ah ! oui !... Eh bien, oui, à un homme qui a fait ses preuves, en tout cas, qui est honnête, courageux, et qui lui permettra de traverser la tête haute cette vallée de lamentations !...

— Sans amour ?

— Sans amour ? Pourquoi ?

— Parce qu'il est affreux et répugnant !...

— D'abord, il n'est pas affreux et répugnant !... Il est, mettons, dépourvu de charmes physiques... Mais il n'y a pas que cela...

— Et il est idiot !...

— Mon ami, sur ce chapitre de l'intelligence, on pourrait discuter à l'infini !... Si l'homme intelligent, c'est l'homme qui crève de faim et qui répand la catastrophe, à la volée, autour de lui, et si l'idiot, c'est l'homme qui bâtit une maison, un foyer, qui gagne bien correctement son pain et le pain des siens, je vous dirai que, dans ces conditions, il vaut peut-être mieux que le fiancé de ma fille soit irrémédiablement stupide !... Nous en reparlerons, si vous le voulez bien, dans dix ans. A ce moment, ma fille aura, de cet horrible et répugnant personnage, cinq enfants, qu'elle chérira et qui feront régner la joie autour d'elle...

Il vint à moi, posa une main sur mon épaule :

— Paddy Ortiz, je vous assure que j'ai raison, et, si vous aimez Ketty, vous m'aiderez !...

Je pris bien poliment et bien doucement sa main avec ma main, la retirai de dessus mon épaule :

— Et c'est tout, lui demandai-je, ce que vous aviez à me dire ?

Il rougit de colère, recula d'un pas, alla de nouveau

s'adosser à la cheminée, et, tirant deux ou trois bouffées de sa pipe :

— C'est tout !... fit-il. Et si je ne vous ai pas convaincu, c'est que, voyez-vous, ma première idée était la bonne, et que, vous, il faut vous traiter comme une bête sauvage ! Méfiez-vous, Paddy Ortiz !... Vous savez pourtant bien que jamais rien ne m'a fait dévier de mon chemin et que s'il fallait marcher sur dix cadavres...

Je me levai :

— Eh bien ! moi, j'ai à vous dire qu'en effet vous pouvez me tuer et que vous pouvez tuer votre fille, faire avec nous deux de la bouillie !... Mais, faute de ça, elle sera ma femme !... Dans dix ans, dans vingt ans, elle sera ma femme... Ça, c'est écrit partout, en lettres de feu, sur le ciel et sur les nuages !... Elle ne sera jamais la femme d'un autre. Je réponds d'elle comme de moi. Vous vous y prendrez comme vous voudrez, vous emploierez la menace, la torture, le diable lui-même n'y peut plus rien. Voilà ! Écoutez bien tout ce que je vous raconte là, commandant, et si vous ne tenez pas à vous fatiguer inutilement, renoncez à la lutte dès maintenant. Je rendrai Ketty heureuse, très heureuse. Elle aura des enfants, oui, et ils seront de moi.

Il balaya l'air devant lui avec sa main. Il était devenu très pâle.

— Allez-vous-en ! fit-il. C'est assez, je crois, plaisanté... n'est-ce pas ? Ah ! le garnement !...

— Et j'ajoute, lui dis-je sans bouger, que, même si nous devions être très malheureux ensemble, elle et moi, connaître ensemble toutes les misères et toutes les peines, eh bien ! ce malheur-là, pour nous, ce serait encore le bonheur !

Je gagnais la porte.

— Hep ! appela-t-il. Attendez un peu, satané garçon !

Je me retournai.

— Jamais plus, fit-il, jamais plus vous ne la reverrez !... C'est compris ? Jamais plus !...

— Vous êtes fou !

Et faisant le signe de croix :

— Entre vous et nous, il y a le bon Dieu et toute la légion de ses anges ! Vous ne les voyez pas ? Vous ne les sentez pas ? Vous n'êtes qu'un homme, un pauvre homme, et vous n'êtes

armé que de la mort ! Et Ketty et moi, la mort ne peut plus rien sur nous !

Je passai la porte, traversai le couloir. La première personne que j'aperçus dans la rue, ce fut Ketty. Elle se jeta dans mes bras.

— Par où êtes-vous passée ? lui demandai-je.

— Par la fenêtre, répondit-elle. Je suis descendue en me laissant glisser le long d'un des piliers de l'auvent, et je me suis un peu foulé la cheville, je crois... Ça me fait très mal, Pad !... Mais je voulais vous embrasser ! Je voulais vous dire tout ce qu'il y a dans mon cœur, ce flot de choses... Jamais, jamais, on ne mordra sur ça..., vous entendez, Pad !... Et on pourra m'emmener à l'autre bout du monde, dans une tour bâtie au milieu de l'océan, je serai toujours près de vous !...

Elle posa un doigt sur ma bouche :

— Cela, Pad, ne l'oubliez jamais, quoi qu'il arrive ! C'est promis ?

Je ne lui répondis que d'un regard. David Forbes venait d'apparaître à la porte de sa hideuse maison de bourreau. Il nous aperçut, ouvrit des yeux immenses. Il n'avait peut-être pas encore tout à fait compris. Mais il me sembla qu'il était sur la voie.

III

C'est le surlendemain seulement de ce jour que j'appris que David Forbes avait quitté Saint-Augustin, avec sa fille, et qu'on ne savait ce qu'ils étaient devenus. J'étais allé ce matin-là dans le quartier du Land's Office, où, dans une *tienda* dont l'oncle m'avait donné l'adresse, on embauchait du monde pour la récolte du coton. On m'avait répondu que c'était pour une plantation située au delà de la rivière des Alligators, dans le comté de Nassau. Je ne me souciais point de m'en aller si loin. J'avais refusé. Je m'en retournais en suivant le quai, quand je croisai un gros homme, qui, au passage, me regarda. Il était laid, roux, de gros yeux de grenouille qui lui sortaient de la tête. Il s'arrêta, vint à moi :

— Dites-moi, fit-il, vous n'êtes pas Paddy Ortiz ?

— Si, répondis-je.

— Il me semblait bien, en effet. Eh bien ! vous pouvez

vous vanter, vous, de faire parler de vous !... Moi, je suis James Brandt...

Et comme je haussais les épaules d'un air de dire que ce nom m'était parfaitement inconnu :

— Le second de David Forbes, ajouta-t-il.

Je le regardai avec un peu plus d'attention. Il ne devait pas être méchant, l'air simplement abruti par l'alcool.

— Et vous avez quelque chose à me dire ? lui demandai-je.

— Oui...

Et baissant la voix, m'emmenant tout au bord du quai, comme si nous avions dû piquer une tête dans l'eau :

— Qu'est-ce que c'est que cette plaisanterie-là ? fit-il. Où est David Forbes ?

— Mais... chez lui, je suppose !...

— Ne vous moquez pas de moi !... La maison est vide. Ils sont partis hier soir.

— Et où sont-ils allés ?

— Allons !... allons !... Je suppose que vous le savez mieux que moi, et que Ketty a dû s'arranger pour vous prévenir, d'une façon ou d'une autre... Non ?... Si cela est, ne faites pas l'imbécile et passez-moi le renseignement... Parce que, moi, ce qui m'intéresse, je vous déclare tout net que ce n'est pas la petite... Ah ! Dieu, non !... Je vous la laisse bien volontiers, la petite... Avec ses airs, elle m'a toujours affreusement tapé sur les nerfs... Ce qui m'intéresse, c'est le *steam-boat*. Faute de commandant, le *steam-boat* ne peut pas partir, et c'est ma solde de quinze jours qui reste dans le coffre de la compagnie... Et au plus mauvais moment de l'année... Il fait une chaleur !... Vous n'avez pas soif ?... Allons boire quelque chose !... Non ?... Tâchez de vous rappeler... Elle a bien dû vous dire où ils avaient l'intention d'aller... En Georgie ?... Vous ne croyez pas ?... Pourquoi sont-ils partis ? Vous lui faisiez une telle peur, à ce vieux fou !... Il faut absolument que je le rattrape... Si encore j'avais l'ancienneté voulue pour prendre le commandement de son rafiot !... Mais non !... ils vont passer ça à ce pauvre imbécile de Milton Coolidge, qui attend son heure depuis vingt ans, et qui va me faire mener un train !...

— Ont-ils, demandai-je, emporté leurs meubles ?...

— Non, rien... Ils ont dû partir comme des voleurs...

J'ai fait sauter la porte, je suis entré... Tout est en place... Enfin, voilà... Vous ne savez rien ?... Si vous apprenez quelque chose : James Brandt, sur le quai des Cannes, la petite maison de deux étages... Et rappelez-vous bien, hein, surtout !... Ketty Forbes... qu'est-ce que vous voulez que je fasse de ce petit poison-là ?... Il paraît qu'elle saute par les fenêtres ?... Bonsoir !...

Et il s'en alla.

Pendant un moment, je restai là, sur place, sans bouger. Je n'étais pas inquiet. Je savais que, quoi que fît David Forbes et où qu'il emmenât sa fille, en Chine ou au Labrador, nos routes, un beau jour, à elle et à moi, en un certain point, finiraient par se rencontrer. Il n'y a rien à faire contre cela. Il n'y a peut-être au monde qu'une seule loi qui soit inéluctable : c'est celle-là. Là-dessus, ce beau principe étant bien et dûment établi, je me mis à la recherche de Ketty. Tout d'abord, je me rendis, comme James Brandt, dans les facultés d'investigation de qui je n'avais pas une très grande confiance, à la petite maison rouge où, peut-être, je découvrirais quelque indice qui m'éclairerait sur la direction que les Forbes avaient prise. Mais non, rien ! Aucun signe d'aucune sorte d'où je pusse tirer un renseignement quelconque. Tout était en ordre, rien n'avait changé de place. Les deux pipes de Forbes, sur la cheminée de la salle à manger, étaient restées dans le pot à tabac en cuivre. La seule chose qui donnait à penser que le départ avait dû se faire précipitamment, c'était ceci : dans la chambre de Ketty, au premier étage, les tiroirs de la commode avaient été ouverts et n'avaient pas été refermés ; du linge traînait par terre. Cela contrastait avec l'aspect général de cette suave petite chambre d'enfant, où tout respirait le calme et la douceur et où, depuis les deux petits bouquets de fleurs de papier qui se faisaient pendant sur la commode, dans des vases de porcelaine, sous des globes de verre, jusqu'aux trois petites chaises de bois doré, bien sagement alignées le long du mur, on aurait dit que chaque objet avait l'habitude d'être traité avec d'infinies précautions. Je parcourus toute la maison, de fond en comble, et, quand j'en sortis, je n'étais pas plus avancé qu'en y entrant.

Les voisins, que je questionnai, ne les avaient pas vus s'en aller. Mais David Forbes et Ketty avaient dû quitter

les lieux la veille au soir, avant la tombée de la nuit. On avait remarqué que, la nuit venue, la maison était restée sans lumière. Assez tard dans l'après-midi, on avait encore aperçu Ketty. Elle donnait à manger, par la fenêtre, aux chiens et aux cochons affamés du voisinage. Personne ne savait où, à cette heure, les Forbes pouvaient bien être. Personne n'avait recueilli les confidences de Forbes, qui, d'ailleurs, ne frayait avec personne et vivait comme un ours. Une des voisines me conseilla d'aller voir Inesilla Montes, à San-Geronimo. Là, j'apprendrais peut-être quelque chose.

J'y fus le lendemain. Mais je n'appris rien. Elle ne savait rien, ignorait même que les Forbes fussent partis. Je déjeunai chez elle. Elle paraissait avoir renoncé à toutes ses coquetteries. Elle n'avait plus ses airs provocants. Nous causâmes longtemps de Ketty, de cette stupide aventure où elle se trouvait entraînée, et, finalement, quand je quittai San-Geronimo, j'en étais toujours au même point.

Inesilla m'avait seulement promis de faire de son côté l'impossible pour m'aider dans mes recherches. Elle connaissait le shérif de Saint-Augustin, des juges de la Cour de Justice. Elle irait les trouver, leur demanderait de lancer la police à la poursuite de David Forbes.

IV

Deux mois s'écoulèrent.

Les amis d'Inesilla s'étaient mis à sa disposition. Mais la police de Saint-Augustin était à ce moment la chose la plus lamentable, la plus inexistante qui se pût imaginer. Onze agents, en tout et pour tout, pour traquer les voleurs de chevaux et les contrebandiers, rattraper les esclaves fugitifs et empêcher les derniers restes des tribus séminoles de venir scalper les colons qui n'avaient pas pris la précaution de se mettre et de mettre leurs plantations sous la protection d'un fort. Sur ces onze hommes, d'ailleurs, trois ou quatre étaient d'anciens repris de justice du comté de Duval ou du comté de Putnam, qui avaient trouvé cette façon élégante de se refaire une virginité. Je suis persuadé que, chargés par leurs chefs de savoir ce que David Forbes était devenu, ils réduisirent leur fatigue au minimum et que peut-être même

ils ne se préoccupèrent pas une minute de donner à leur mission un commencement d'exécution.

Presque chaque jour, Inesilla venait me voir. D'abord confiante dans l'efficacité de ses démarches, elle comprit assez vite que ces gens n'étaient bons à rien et que, dans six mois, si l'on ne s'y prenait pas autrement, l'enquête n'aurait pas fait un pas. Elle lança ses propres esclaves et ses propres Indiens à la poursuite de David Forbes. Plus d'une vingtaine d'entre eux quittèrent Saint-Augustin, se dirigeant vers Jacksonville ou vers les territoires du sud et d'au delà du Saint-Jean, vers Fort-Sharmon ou vers Fort-Lawson. Ils revinrent sans avoir rien trouvé.

De mon côté, je continuais la chasse. Je passais la moitié de mon temps sur le port et je faisais causer les gens, les matelots ou les collègues de David Forbes. Ils le détestaient unanimement, tout en disant de lui que c'était un homme courageux, qui ne craignait ni Dieu ni diable et, au fond, ils étaient assez contents que, de son propre chef, il se fût retiré de la circulation. Ils ne tenaient pas tant que cela à ce qu'on le retrouvât. Peut-être, pensaient plusieurs d'entre eux, avait-il, dans un coup de tête, frété une barque, embauché une demi-douzaine de vauriens et était-il en train de faire la contrebande dans la crique Nassau, entre l'île Amelia et l'île Talbot... Alors, il n'y avait qu'à attendre. On apprendrait un de ces jours qu'il s'était fait pincer et qu'il passait devant la Cour de Fernandina. Sa compagnie l'avait rayé des rôles. Le commandement de son *steam-boat* était passé à Milton Coolidge et le malheureux James Brandt en voyait de rudes. Il ne dessoulait plus. Une fois, il rata l'embarquement. Il fut mis à pied pour quinze jours. Je le rencontrai à ce moment. Il était au comptoir d'un bar, un verre de gin devant lui. Il m'aperçut, vida son verre d'un trait, et, tapant du poing sur le comptoir :

— Tout ça pour cette Ketty ! hurla-t-il. Une femme qui saute par les fenêtres ! Je demande qu'on applique la loi dans toute sa rigueur aux femmes qui sautent par les fenêtres !

Un matin, aux toutes premières lueurs de l'aube, je me réveillai sur ma paillasse, dans l'atelier de l'oncle, et, brusquement, le désespoir me prit. Un frisson me parcourut le corps. Je me levai, allai jusqu'à la fenêtre, en trébuchant

parmi les paquets de cordes. Le ciel, faiblement, s'éclairait, et, à travers la vitre, on percevait les premiers chants d'oiseaux, glacés et tragiques. Le toit d'une maison, en face, le squelette décharné d'un vieil arbre frappé par la foudre, et, sur la plus haute branche de cet arbre, un vautour d'un noir d'encre, la tête plus rouge qu'une tête sanglante. De nouveau, ce frisson me secoua. Je pensai que jamais plus je ne verrais Ketty, que je n'aurais plus jamais devant les yeux que cet arbre pétrifié et cet oiseau de malheur.

Je revins m'asseoir sur ma paillasse, je mis ma face dans mes mains, et, frissonnant toujours, je pleurai. Pas un bruit, à part ces chants d'oiseaux pareils à des grelots tristes.

Les larmes me firent du bien. Je m'allongeai de nouveau sur le lit et j'eus tout à coup la révélation que, dans ce même moment, Ketty, réveillée elle aussi dans ce jour naissant, pleurant comme moi, étendue sur son lit, pensait à moi.

Je la voyais avec une intensité extraordinaire et je voyais qu'elle me voyait, qu'il n'y avait plus rien entre nous, ni nuit, ni terre, ni mers. Nous étions comme dans la même pièce, allongés côte à côte, et, si je ne tendis pas la main, il ne faut pas croire que ce fût par peur de voir mon rêve m'échapper. Ce fut tout simplement parce que, ce geste, je le faisais avec mon âme et qu'il était tout à fait inutile que mon corps s'en mêlât. Elle était couchée sur un petit lit de bois noir et, chose étrange, dans une petite chambre aux murs blancs, une sorte de petite cellule qui aurait été creusée dans une tour. Je fermai les yeux et je dis tout bas :

— Ketty !

Et j'entendis, dans un chuchotement :

— Pad ! cher Pad !

Je me levai. Le ciel s'éclairait. Je continuais à voir Ketty dans son lit, dans sa petite chambre blanche, à voir ses yeux ouverts tout grands sur moi et son sourire un peu triste qui lui creusait à chaque joue une fossette mauve. Je faisais bien attention de ne pas la perdre de vue une seconde, parce que, si je l'avais perdue de vue, je n'aurais jamais pu la retrouver dans le fourmillement des choses de l'au-delà. J'allai à la porte, je l'ouvris. Ketty s'était assise sur son lit. Elle avait chassé avec sa main une mèche de ses cheveux noirs qui pendait sur son front et, la tête un peu penchée

en avant, le regard fixe, elle me cherchait. Son sourire, peu à peu, au fur et à mesure que l'ombre devenait moins épaisse, s'évanouissait et faisait place à une expression d'inquiétude qui devint bientôt de l'angoisse. Elle allait me perdre avec le jour. Elle était tournée vers la fenêtre, comme si cela avait été à travers ces gros carreaux verts, très épais, qu'elle m'avait aperçu. Elle rejeta brusquement les couvertures, se leva, alla à la fenêtre, sa longue chemise de nuit tombant jusqu'à ses chevilles ; je vis son petit visage se crisper de souffrance et je compris que mon visage, pour elle, lentement s'effaçait.

Je luttais de toutes mes forces pour continuer à vivre dans ce monde qui n'était plus que celui du rêve. Vains efforts. Bientôt il n'y eut plus rien de moi et elle ne vit plus, par delà ces carreaux, qu'une sorte de grande nappe d'eau verdâtre, creusée de remous, sur laquelle d'immenses oiseaux claquaient sauvagement des ailes.

Alors elle ferma les yeux pour essayer de me retrouver en elle, n'y parvint pas ; je la vis tomber à genoux devant la fenêtre. Elle sanglotait. Je posai ma main sur son épaule, pour lui faire comprendre que j'étais là. Elle sentit cette main. D'abord, elle releva légèrement la tête que ses sanglots avaient fléchie, elle parut se demander ce qui se passait et si cette chose, vraiment, était possible. Puis elle pencha sa joue sur ma main, ses yeux s'ouvrirent tout grands et un sourire d'extase illumina tout son visage. Ses lèvres tremblaient, elle allait parler.

L'oncle, dans sa chambre, se levait. Il m'aperçut devant la porte, il m'appela. Ma main cessa de poser sur l'épaule de Ketty et sa joue de poser sur ma main...

V

A partir de ce jour, bien souvent, il m'arriva de chercher ainsi Ketty à travers les ténèbres. Je m'asseyais dans un coin, n'importe où, je fouillais en tous sens la couche d'ouate qui m'entourait. Quelquefois, l'exploration ne donnait rien et je n'arrivais pas à percer les murs de ma prison, de nos deux prisons. Mais, quelquefois, elle réussissait merveilleusement et le contact s'établissait sans effort avec ma chère

petite femme. C'est sans doute qu'à ces moments-là, elle aussi, allait vers moi.

Un soir, j'étais dans un bar de la Calle de la Merced, où j'avais été momentanément embauché pour faire marcher le piano mécanique au son duquel les colons des environs venaient se fatiguer un peu les jambes. Assis à côté de mon instrument, je regardais stupidement tournoyer les couples. Je cherchais Ketty et ne la voyais point. Sur le piano, à portée de ma main, un verre de rhum blanc. Je buvais. Il y avait de jolies filles, de jolies négresses à la peau fine, coiffées de madras, chargées de bijoux ; de beaux gars, brûlants de fièvre, qui arrivaient des marais de Diego ou de la Grande Cyprière. Ils ne disaient rien, ne chantaient pas, ne riaient pas. Ils avaient simplement l'air de vouloir écraser avec leurs pieds leurs soucis et leurs peines. Je cherchais Ketty. Par moments, en passant devant moi, une négresse, qui semblait m'avoir pris en amitié et qui dansait avec un grand diable, m'adressait un sourire triste et las, auquel je répondais d'un petit salut de la tête. Tout cela était morne et affreux et sentait le bagne.

Tout à coup, derrière moi, il y eut un bruit de vaisselle cassée, de table qui se renversait. Une femme cria. Je me retournai. L'image de Ketty m'apparut alors avec une telle clarté que j'en fus comme ébloui. Ketty était debout, dans le vent, ses cheveux flottant sur ses épaules. Elle tenait d'une main la rampe d'une sorte de balcon, et, son autre main au-dessus des yeux, elle me regardait d'un air de dire :

— Eh bien, pourquoi, Pad, ne vous tournez-vous pas de mon côté ? Sommes-nous fâchés ?

Puis, il fallut que je reprisse ma position première, pour continuer à surveiller mon piano et, quand il s'arrêtait, pour le remettre en marche ; l'image de Ketty disparut.

Dix fois, vingt fois, au cours de cette soirée, je regardai derrière moi, et, chaque fois, je retrouvai Ketty. Elle luttait toujours contre le vent. J'entendais l'ouragan siffler, la jupe de Ketty claquer. Un grand oiseau, lentement et majestueusement, sans battre des ailes, montait et descendait dans l'air.

Une nuit, j'étais couché chez l'oncle et je dormais. On

frappa à la porte. Il pouvait être deux ou trois heures du matin et j'avais le sommeil profond. Je n'entendis rien. L'oncle, lui, s'éveilla au bruit et, après être allé ouvrir, il vint me secouer sur ma paillasse. C'était un des esclaves d'Inesilla qui était là avec deux chevaux et qui venait me chercher. Sa maîtresse avait à me faire part d'une triste nouvelle. Nous partîmes au grand galop. Je trouvai Inesilla dans son salon, couchée sur son divan, le visage baigné de larmes. A ses pieds, la joue contre le divan, deux de ses négresses dormaient. Elle se leva en m'apercevant, vint à moi et, collant sa tête sur ma poitrine :

— Ah ! Pad ! me dit-elle avec un frisson, elle est morte !

Elle se détacha de moi, alla à l'esclave qui m'avait amené et qui attendait dans l'entrée :

— Va chercher Joh ! lui dit-elle. Il est à la cuisine, il est en train de boire... Dis-lui que je l'attends et qu'il vienne, vite !... vite !...

L'esclave disparut. Inesilla, d'un geste, chassa les négresses qui s'étaient levées et qui, devant la douleur de leur maîtresse, tremblaient, claquaient des dents :

— Allez vous coucher ! leur dit-elle. Ah ! vous pouvez dormir, vous !... Quelle horreur ! Moi, je ne pourrais même pas prier !...

Elles s'en allèrent, affolées. Inesilla vint de nouveau à moi, me serra dans ses bras :

— Morte ! répéta-t-elle. Trouvez-vous vraiment cela possible ?

Et, retournant à son divan, se laissant tomber, la tête dans les coussins :

— Morte ! Oh ! Dieu ! pourquoi ? Est-ce pour me punir ?

L'esclave revenait, amenant un Indien qui portait le costume des coureurs des bois et qui, haletant encore d'une longue trotte qu'il avait dû fournir, semblait prêt à fléchir des genoux.

— Inesilla, dis-je, voici votre homme...

Elle se redressa, montra un visage hagard :

— Mon homme ?... Ah ! oui, c'est toi, Joh ?... Viens près de moi et raconte-lui tout, à lui... Il l'aimait, tu sais !...

L'Indien approcha et, dans un souffle rauque :

— Elle est morte..., fit-il. Oui, morte... à Rollstown,

dans une maison qui est entre Rollstown et le lac Dunns...

— Morte de quoi ? demanda Inesilla.

— De faim et de fatigue... Et lui, le père, il est parti... dans la forêt... on croit... fou...

— Tu l'as vue, Ketty ?

— Oui, je le jure !... vue... et je lui ai touché la main et le front... Elle est chez des Blancs... deux frères... les frères Kubach..., de bonnes gens, qui devaient la mettre dans la terre le lendemain de mon départ et qui, toute la nuit, ont récité les prières...

— Et, demanda Inesilla, il n'y avait donc pas de médecin à Rollstown ?... On n'a donc rien pu faire pour la sauver ?...

— Non... non..., pas de médecin..., et le sorcier parti... sur le lac, où les esprits l'attendaient...

— Que faisait-elle et que faisait David Forbes à Rollstown ?...

— Je ne sais pas... Ils étaient venus en bateau de Picolata... Et...

Il fit un pas en avant, leva les deux mains, les paumes en avant, grimaça un sourire :

— Et, señora, ce que tu as promis... tu n'oublies pas ?...

— Je t'aurais donné tout ce que j'ai, répondit-elle, si tu l'avais retrouvée vivante !... Tu auras ta prime, tes cinq cents dollars... Demain, quand il fera jour, je dirai à Mac Kee de te les compter... Merci, Joh... Tu as fait tout ce que tu pouvais...

— Le Grand Esprit, seul, sait le pourquoi et le comment !

— Oui ! oui ! Va !... Va dormir à présent...

Et quand il fut parti :

— Voilà ! me dit-elle. C'est fini !... Qu'allez-vous devenir, Pad ? Pauvre Pad ! Et moi ? Ah ! j'ai été bien affreuse avec elle... Comment ai-je pu ?... Et maintenant, ce remords, qui appuie sur ma poitrine !...

Elle alla à la fenêtre, souleva le rideau, regarda au dehors. Des perruches, réveillées par les lumières du salon, poussèrent des cris de colère. Inesilla rabattit le rideau.

— Oui ! fit-elle, vous avez raison, petites ! Le sommeil, c'est sacré... Ah ! si je pouvais m'endormir à jamais !...

J'étais venu m'asseoir sur le divan, dans un état d'esprit assez étrange. Sans que je susse pourquoi, je ne parvenais

pas à souffrir. Le drame n'entrait pas en moi et j'avais beau me répéter que Ketty était morte, que je ne la verrais plus jamais, je ne ressentais aucun choc. Tout à coup, je me levai, j'allai à Inesilla, et, lui saisissant le bras :

— Ah ! je comprends ! lui dis-je. Je comprends pourquoi je ne me suis pas cassé la tête contre les murs ! Inesilla, elle n'est pas morte ! Votre Joh est un affreux coquin !

— Mon Dieu, Pad ! fit-elle en reculant.

Et deux secondes après :

— Qui vous fait croire cela ?

— C'est Ketty, qui est là, qui ne me quitte jamais, et qui me crie qu'elle est vivante !...

— Vous êtes fou, Pad ! Calmez-vous !... Tout cela est déjà assez atroce !...

Et me regardant soudain :

— Ah ! Pad ! fit-elle, si pourtant ce que vous dites était vrai !...

Elle ramassa sur un meuble une cravache, quitta la pièce. Trois minutes ne s'étaient pas écoulées que des hurlements s'élevèrent et que la maison sembla entrer en révolution, de la cave au grenier. Des portes s'ouvraient, se fermaient avec fracas. Des galopades dans les couloirs. Des négrillons à demi nus apparurent à la porte du salon, m'aperçurent, s'enfuirent en poussant des glapissements. Il y eut dans une pièce voisine un vacarme de choses fracassées. Puis une vieille négresse, très digne, traversa la pièce et, au moment de passer le seuil, se retournant vers moi :

— Petite maîtresse très colère ! me dit-elle. Tape ! Oh ! tape fort !

Les hurlements continuaient. Ils cessèrent brusquement, et, quelques instants après, Inesilla reparut. Sa cravache dégouttait de sang. Elle la regarda avec une sorte de stupeur, la jeta sur le sol.

— Alors ? lui dis-je.

— Elle n'est pas morte ! répondit-elle. A boire ! Vite !

Elle frappa dans ses mains, agita des sonnettes. Une négresse montra la tête.

— Whisky ! commanda Inesilla.

Et, la négresse disparue :

— Elle n'est pas morte ! répéta-t-elle.

Puis entre nous deux il y eut un étrange silence. Elle allait de long en large, comme une lionne dans sa cage. On apporta le whisky. Elle remplit elle-même les deux verres.

— La brute, hein ! me dit-elle en choquant brutalement son verre contre le mien. L'horrible chenapan ! A votre amour, Pad ! A votre bel amour ! Comme vous vous aimez, tous les deux !... Et ce misérable qui vient jouer avec ça ! Ah ! j'ai tapé !... j'ai tapé !... Ils étaient trois pour le tenir !... Il aura de la chance s'il n'en crève pas !... A-t-on idée de ça !... Et si j'avais été contente, moi, de la savoir morte ?...

Je la regardai :

— Qu'est-ce que vous dites ?

— Hein ?... ce que je dis ?...

Et se secouant, comme si elle revenait à la lumière au sortir d'un rêve noir, enfouissant son visage dans son verre :

— A Ketty, Pad ! dit-elle, les lèvres trempant déjà dans le whisky. A notre chère, à notre bonne petite Ketty !

Elle reposa son verre, se mit à rire :

— Allons ! encore une poussée de poison ! fit-elle. J'espère que vous ne m'en voulez pas trop, mon pauvre Pad ! Si je suis ainsi, ce n'est pas tout à fait ma faute... Je lutte, vous savez... je lutte... Tout à l'heure, quand je tapais sur l'Indien, je n'y allais de si bon cœur que parce que j'avais bien l'impression qu'il n'était pas seul fautif et que je tapais aussi un peu sur moi...

VI

Vers cette date, comme mon oncle, au point de vue de ses affaires, traversait une passe difficile et qu'il fallait tout de même que je me décidasse à trouver un emploi à peu près stable et à peu près rémunérateur, j'entrai comme manœuvre chez un drôle d'homme, un Allemand, qui s'appelait Otto Rahm. Il était, comme on appelle ces sortes de gens, naturaliste. C'est-à-dire qu'il se procurait, par des moyens divers, des tas de bêtes à poil et à plumes, des oiseaux, des piloris, des mokokos ; il les préparait, les empaillait, leur donnait approximativement l'apparence d'animaux vivants qui vont sauter, qui vont mordre, rugir, griffer, et, cela fait, il les écoulait sur le marché du naturalisme. Ses clients, c'étaient les musées

de Savannah et de Charleston. Il habitait dans les faubourgs une grande baraque en bois, toute pleine de mille choses parmi lesquelles régnait la plus abominable confusion qui se pût concevoir, une baraque qui sentait la colle, la peinture et la saumure.

Quand je me présentai chez lui, un matin, il était en train, devant sa fenêtre, sur un petit établi surchargé jusqu'à la folie de boîtes et de flacons, d'empailler un puffin. J'entrai, refermai la porte. Il ne fit nulle attention à moi. Il continua à fouiller les entrailles de son oiseau. Il avait des lunettes. Il était petit, gros, pas de cheveux et une barbe en collier. Quand il faisait un effort, il avalait ses dents, son menton barbu rejoignait son nez. Ses petits yeux brillaient derrière ses lunettes. Il semblait prendre à cette besogne immonde une joie sadique. Il soufflait, ahanait. Il était vêtu d'un grand tablier bleu, les pieds nus sur le sol de terre battue.

— Hep ! fis-je au bout d'un moment, je viens pour la place !

Il se retourna, m'aperçut, et, posant son couteau sur l'établi :

— Hein ? Quoi ?... dit-il. La place ?... *Puffinus obscurus...* Quelle place ? Pourquoi me dérangez-vous ? *Puffinus...*

— Vous avez demandé un manœuvre...

— Moi ? A qui ?

— A mon oncle !

— Qui est votre oncle ?

— Le Floch, celui qui fabrique des cordes...

Il s'humanisa, s'essuya les mains à son tablier :

— Ah ! Le Floch, oui, je me rappelle..., un brave homme... *Puffinus obscurus...* Seulement, en ce moment-ci, je n'ai pas le temps... avec cette chaleur... Comme la chair devient vite charogne !... Ça, c'est la vraie calamité de notre condition... Et vous voudriez entrer ici comme manœuvre ? Mais je n'ai pas besoin de manœuvre !...

Et se frappant le front :

— Ah ! si, c'est vrai... J'ai dit à Le Floch que... *puffinus... puffinus...*

D'un geste circulaire il me montra sa baraque, les choses sans nom qui s'y empilaient dans tous les coins, les débris de ferraille, les bouteilles cassées :

— Pouvez-vous me mettre de l'ordre dans tout ça ? J'ai beau faire, moi, je n'y arrive pas !

Et avisant une vieille caisse vide, toute disloquée, qui traînait sous son établi, il se baissa, la ramassa, l'envoya valser à l'autre bout de la pièce.

— C'est le coin aux caisses vides ? lui demandai-je.

— Non !... il n'y a pas de coin, ici, aux caisses vides... Mais il est certain qu'elle n'avait rien à faire dans mes jambes, sous mes pieds !... Hein ? vous avez vu ? Cette malignité !... J'ai besoin d'ordre !... Sans ordre, que puis-je faire ? Et ce *puffinus* qui pourrit, pourrit...

Il reprit son couteau :

— Là ! ça y est ! fit-il, penché sur son oiseau. Déjà la plume qui se décolore !... Faites ce que vous voudrez... Partez... Restez... Mais si vous voulez rester, de grâce, n'ajoutez pas de l'ordure à cette ordure !...

Je restai. Huit jours après, j'étais encore là. J'avais, sans que Otto Rahm s'en fût seulement rendu compte, remis de l'ordre dans sa cabane. Un soir, sa journée finie, il s'essuya les mains à son tablier, se retourna, et, d'un coup d'œil, il vit tout ce que j'avais fait.

— Oh ! bravo ! s'écria-t-il. Moi qui croyais que vous en auriez pour six mois !... Et vous avez débuté quand ?... Mardi dernier ?... C'est inconcevable !...

Il me serra la main, me la secoua vigoureusement, fit quelques pas, contemplant avec une stupeur ravie les prodiges de classement et de nettoiement que j'avais accomplis, et, revenant à moi, posant ses deux mains à plat sur mes épaules :

— Seulement, je n'ai plus du tout besoin de vous, à présent !... Au revoir et bonne chance !... Repassez dans quelque temps, si vous voulez... Peut-être qu'à ce moment il y en aura de nouveau jusqu'au plafond...

Il se caressait le menton, regardait le sol d'un air songeur :

— A moins... à moins..., marmonna-t-il.

Et relevant la tête :

— Savez-vous vous servir d'un fusil ?

— Aussi bien qu'un autre ! lui répondis-je.

— Oh ! c'est qu'il faut savoir s'en servir mieux qu'un autre, beaucoup mieux !... Il faut tuer la bête, lui faire un

tout petit trou, mortel, et ne pas toucher un de ses poils ou une de ses plumes !...

Il passa dans sa chambre, revint avec un fusil :

— Vous connaissez ça ?

— Oui, fis-je. C'est un Carton. Je me suis servi d'un Carton une ou deux fois. Ça n'allait pas trop mal.

— Maintenant, si vous avez votre fusil à vous...

— Je n'ai rien !

— Je m'en doutais !... Alors, voilà, je vous prête celui-ci, je vous donne... combien dirons-nous ?... trente cartouches... et vous partez ce soir avec des amis à moi, des colons, qui s'en vont à Pablo...

— Où est-ce, Pablo ?

— Oh ! un petit endroit très agréable, à l'embouchure du Saint-Jean... Il y a un phare par là, le Phare de Hazard... Connaissez pas ?... Peu importe... Vous savez monter à cheval ? Oui ? Tant mieux... Parce que, pour traverser le marais des Douze-Milles et le marais du Diego, je ne vois guère que le cheval..., et encore !... s'il a les jarrets solides et s'il n'a pas trop peur des trigonocéphales...

— Et qu'est-ce que j'irai faire à Pablo ?

— Eh bien ! je voudrais un polatouche pour le muséum de Savannah, et les polatouches de Pablo sont vraiment d'une taille et d'un pelage remarquables, avec une queue gris perle par en dessus, blanc argent par en dessous, de petites oreilles noires, un museau rose... Des amours !... Vous savez ce qu'est un polatouche ?... Un écureuil volant...

— J'ai déjà tué des écureuils volants...

— Parfait ! C'est qu'alors vous avez un assez bon coup de fusil..., parce qu'il n'y a pas de bête plus insaisissable que le polatouche, que ce charmant *sciurus volucella*... On m'en promet un depuis trois ans et je l'attends toujours... Voulez-vous vous charger de ça ?... Et si vous m'en rapportez un, eh bien ! je pourrai peut-être m'entendre avec vous pour des opérations ultérieures...

— Et à quelle heure partent vos amis, ce soir ?

— Venez, je vais vous conduire...

Ils étaient sept, tous les sept descendus à ce City Hotel où j'avais été employé en qualité d'homme de main. Ils étaient venus à Saint-Augustin vendre des bœufs et des

moutons et acheter des chevaux. Otto Rahm paraissait les connaître de longue date et il les traitait un peu comme un père traite ses fils, avec une bonhomie qui n'acceptait aucune discussion. Ils m'accueillirent très cordialement et consentirent très volontiers à ce que je fisse la route avec eux. L'un d'eux me prêta un cheval. Je le lui restituerais en arrivant à Pablo.

Pour revenir, je devais prendre le *steamboat* jusqu'à Picolata, et, à Picolata, le *stage* jusqu'à Saint-Augustin. Otto Rahm m'avait donné de l'argent, cinquante dollars.

— Mais, lui avais-je dit, stupéfait, cinquante dollars pour un écureuil ?

— Ne vous tourmentez pas... Je sais ce que je fais...

Il m'avait emmené près d'une fenêtre, et, baissant un peu la voix :

— J'ajoute que, si vous avez peur de spéculer sur ma générosité, vous pouvez me rendre un petit service... Vous partez ce soir. Vos compagnons connaissent la route. Ils l'ont faite cent fois. Vous serez après-demain matin, vers neuf ou dix heures, à Pablo. Alors, voici ce que vous pouvez faire, si, vraiment, vous avez des scrupules et si vous estimez que la peau d'un écureuil ne vaut pas cinquante dollars. Vous irez, tout de suite en arrivant, trouver un homme, un Espagnol, qui s'appelle Don Pedro Vasquez et qui a sa maison sur la côte, à un mille environ du phare...

Et sortant une lettre de sa poche :

— Et vous lui remettrez ça... Compris ?

Je réfléchissais :

— Pourquoi ne demandez-vous pas à l'un de vos amis de porter la lettre lui-même ?...

— Parce que..., parce que, à vrai dire, ils ne vont pas jusqu'à Pablo... Ils vous quitteront un peu avant...

Des soupçons m'étaient venus :

— Qu'est-ce qu'il y a dans votre lettre ? demandai-je.

Otto Rahm prit un air bonhomme :

— Mais rien ! Mais rien ! Des bêtises... Don Pedro est un vieil ami à moi, passionné, lui aussi, d'ornithologie, et, de temps en temps, nous nous communiquons comme ça de petits renseignements... sur les phaétons, les jacamars... Seulement, ah ! seulement, que je vous dise quelque chose...

Et posant sa main sur mon bras :

— Si vous étiez arrêté en route, brûlez tout de même la lettre ou mangez-la... On ne sait jamais... Il y a tant d'idiots qui voient du mal partout...

Je me mis à rire :

— Contrebande ? lui dis-je.

— Mais non ! répondit-il. Allons, qu'est-ce qu'il va chercher là ? Je vous le répète : ornithologie...

Et il me conduisit à mon cheval.

A minuit, nous partions. Vers cinq heures, nous attrapions la forêt. Le sol marécageux était couvert d'un fouillis de branchages et de feuilles mortes d'où s'enfuyaient, sous les pas de nos chevaux, des légions de bécasses, de lapins et de perdrix. Vers neuf heures, nous nous arrêtâmes pour déjeuner et nous fîmes un excellent repas de coqs à fraise et de fruits d'asiminier. Puis, nous repartîmes, atteignîmes les rives de la crique Pablo, et, à partir de ce moment, nous chevauchâmes comme dans une espèce d'assourdissante volière. Jamais je n'avais tant vu de vautours, de pics noirs et de pics coiffés. Par-dessus le marché, les eaux de la crique, bourrées de caïmans, qui faisaient un bruit affreux. Il y a des gens, — méfions-nous des voyageurs en chambre ! — qui prétendent que le caïman est muet. Or, il crie plus fort qu'un veau. Le soir, nouvelle halte, pour souper et pour dormir. Au lever de la lune, nous nous remîmes en route, et, le lendemain, à l'heure dite, nous arrivions à Pablo.

Un demi-mille environ avant d'atteindre le village, mes compagnons, ainsi qu'on m'en avait prévenu, me reprirent mon cheval et me quittèrent. Ils avaient, me dirent-ils, leurs fermes dans les environs. J'atteignis le village, frappai à la porte de l'auberge et demandai qu'on m'indiquât la maison de Don Pedro Vasquez.

— Longez la côte, me dit l'aubergiste, jusqu'au moment où le sentier se partage en deux. Alors prenez à gauche. Pas à droite, car, de ce côté, vous seriez sur le terrain du phare et l'on vous tirerait dessus.

— On me tirerait dessus ? fis-je, stupéfait. Pourquoi me tirerait-on dessus ?

— Parce que c'est ainsi ! Faites ce que je vous dis !

Sur quoi il me ferma la porte au nez et, une demi-heure après, j'arrivais chez l'Espagnol.

Il avait fort grand air. Un bel homme, mince, svelte, figure ravagée et crevassée de rides, barbiche, nez pincé et tordu, joues creusées comme d'un coup de pouce, large macfarlane noir bien qu'il fît une chaleur d'enfer. Un sourire dédaigneux, triste et lointain. Il me demanda ce qui m'amenait. Je lui tendis la lettre d'Otto Rahm.

— Ah ! parfaitement ! fit-il, son sourire et la tristesse de son sourire s'accentuant. C'est curieux, je l'attendais presque... Qu'est-ce que raconte ce bon Otto Rahm ?

Il fit sauter les cachets de la lettre, se mit à lire. Je vis que ses mains et que la pointe de sa barbiche tremblaient. Il ne souriait plus. Puis, il me regarda, son sourire revint, et, repliant la lettre :

— Ce que me demande Rahm, me dit-il, n'est peut-être pas une chose très, très commode... et, en tout cas, c'est un peu précipité... Il a le tort, ce brave Rahm, de diriger toujours les opérations de loin, du fond de son fauteuil... Il ne se rend pas très bien compte des difficultés qui se présentent... Mais, enfin, il a ma parole... Il n'y a pas à discuter... Je vais voir...

— Il m'a dit qu'il était question d'oiseaux...

— D'oiseaux ?

Et posant sa longue main osseuse sur mon épaule :

— C'est cela, d'oiseaux..., d'oiseaux qu'il n'est pas très facile de prendre au nid... Voulez-vous boire quelque chose ? Non ?... Vous êtes venu seul à Pablo ?

— J'avais quelques compagnons..., des fermiers...

— Sept ?...

— Oui... Comment le savez-vous ?...

— Parce que je les connais et que, généralement, ils sont sept... De gentils garçons, n'est-ce pas ?...

— Très gentils...

Il avait pris un flacon sur une table, un verre, il remplit le verre, le vida.

— Vous repartez aujourd'hui ? me dit-il.

— Non... Otto Rahm m'a demandé de lui rapporter un polatouche...

— Ah ! tiens ! Un polatouche !... Charmant petit animal... Les bois d'alentour en sont pleins... Vous lui en rapporterez

trois cents... Je vous aurais bien logé chez moi..., mais, en ce moment, je suis... je manque un peu de personnel... L'auberge est assez confortable... Ne dites à personne que vous m'avez vu...

— Drôle de pays ! fis-je.

— Oui, assez drôle de pays, en effet, répondit-il, et où on vit des moments bien, bien curieux...

Il me tendait la main :

— A demain...

Et comme j'allais franchir le seuil :

— Et l'aubergiste vous a prévenu, sans doute ? me demanda-t-il. Ne passez pas sur les terrains du phare !... L'homme a un assez bon coup de fusil, il rate rarement son gibier...

VII

Le lendemain, à l'aube, je dormais dans ma chambre, à l'auberge. On frappa à ma porte. J'allai ouvrir. Cinq ou six soldats en armes et un homme en civil, qui devait être un policier, firent irruption dans la pièce.

— Habillez-vous ! me dit le policier.

Et quand j'eus passé ma culotte et mes bottes :

— C'est vous qui, hier, avez porté cette lettre à Vasquez ?...

— Moi ? fis-je, encore à moitié endormi et ne sachant si je devais dire la vérité ou mentir. Je n'ai porté aucune lettre à qui que ce soit !...

— Tenez-le ! ordonna le policier aux soldats. Et s'il fait l'imbécile, cognez dessus !...

Deux des soldats m'empoignèrent par les bras. Le policier s'assit à califourchon sur une chaise.

— Alors ? me demanda-t-il. La lettre ? Je tiens à vous prévenir : on vous a suivi...

— Et on m'a vu donner une lettre à quelqu'un ?

— Non. Mais on vous a vu entrer chez quelqu'un, sortir de chez quelqu'un et, dans la poche de ce quelqu'un, on a trouvé ça !...

Et il me mit la lettre sous le nez :

— Et vous persistez à soutenir...

— Non, fis-je. C'est moi qui, en effet, lui ai remis cette lettre. Mais j'ignorais ce qu'il y avait dedans.

— Vraiment ? Ça, c'est une autre histoire... Nous en reparlerons tout à l'heure... Pour le moment... Et d'abord, qui êtes-vous ?

Je lui déclinai mes nom, adresse et qualité.

— Et de qui était la lettre ?

— D'un homme qui s'appelle Otto Rahm, qui habite Saint-Augustin, et qui m'emploie comme je ne sais trop quoi au juste..., comme manœuvre...

— Et qu'est-ce qu'il fait, votre Otto Rahm ?

— Naturaliste... Il empaille des oiseaux, des bêtes de toutes sortes...

— Vous vous fichez de moi !

— Pas le moins du monde... Renseignez-vous...

— Et qu'est-ce que vous êtes venu faire à Pablo ?

— Tuer un polatouche !...

Il se mit à rire, regarda les soldats :

— Lâchez-le ! leur dit-il. Et je commence à croire qu'il dit la vérité, qu'il n'est pour rien dans toute cette histoire..., tellement... tellement il a une bonne tête de crétin !...

Et s'adressant de nouveau à moi :

— Vous n'aviez jamais vu Vasquez ?

— Jamais... D'ailleurs, demandez-le-lui...

— Oh ! il ne peut plus guère être question de l'interroger, ce brave Vasquez !... Il a été tué cette nuit d'une balle qui lui a traversé le crâne, alors qu'il se promenait, en contravention avec les avis qui lui avaient été maintes fois donnés, sur les terrains du phare... Et, chose assez curieuse, on a trouvé à côté de lui un paquet dans lequel il y avait une charge suffisante d'explosif pour réduire en poussière une fameuse bâtisse..., le phare, par exemple...

— Il voulait faire sauter le phare ?

— Tout porte à le croire... Bizarre, n'est-ce pas ? Un homme si correct !... La lettre du naturaliste, en tout cas, lui donnait l'ordre de le faire sauter...

— Et pourquoi ?

— Oh ! c'est toute une histoire !... et une histoire assez compliquée. Fgurez-vous... Vous pouvez peut-être, d'ailleurs, si je vous la raconte, m'aider à éclaircir certains détails... quoique, encore une fois, avec la tête que vous avez, ce soit assez douteux... Un bateau est parti de Savannah,

avec sept cent mille dollars à bord, à destination de la Banque fédérale de Saint-Augustin !... Il s'agissait, en gros, d'éteindre le phare, d'allumer un autre feu sur un autre point de la côte, ce qui aurait amené mathématiquement le bateau à rater la passe et à aller s'échouer en un troisième point, où les braves colons avec qui vous avez fait le voyage l'auraient pillé, après avoir tiré dans le tas en cas de réaction trop vive de l'équipage... Assez joliment combiné, ne trouvez-vous pas ?... Et ce damné Phare de Hazard !... Il peut se vanter de faire parler de lui, celui-là !... Ça ne fait guère que la troisième fois qu'il est question de le faire sauter !... Le prédécesseur du gardien actuel a été tué, et le prédécesseur du prédécesseur, un beau jour, a disparu... On n'a jamais pu savoir ce qu'il était devenu... Le Saint-Jean, du reste, à cet endroit, est infesté de requins... Le gardien actuel se défend un peu mieux que ses devanciers...

Et se tournant vers un de ses soldats :

— Quel coup de fusil, hein ?... A deux cents mètres, pan !... entre les deux yeux !...

— Pourquoi, demandai-je, et c'est une question que j'ai déjà posée à Otto Rahm lui-même, pourquoi Otto Rahm m'avait-il choisi, moi, pour aller porter cette lettre ? Pourquoi pas un de ces hommes qui ont fait la route avec moi ?

— Parce que nous les connaissions et que, si nous les avions vus entrer à Pablo, nous nous serions méfiés du coup...

— Et comment, alors, avez-vous découvert le pot aux roses ?

— Mais nous ne l'avons pas découvert, foi de policier !... et le phare aurait bel et bien sauté si Jero Fields n'avait senti venir l'homme et n'avait lâché son coup de feu !...

— Jero Fields ?

— Le gardien du phare...

Il se leva :

— Vous repartez pour Saint-Augustin ? Vous ne croyez pas devoir, avant de vous remettre en chemin, aller à la chasse aux écureuils ?... La peau vous resterait pour compte... Allons ! au revoir et bon retour... En arrivant à Saint-Augustin, je vous demande simplement d'aller faire une petite visite aux bureaux de la police et de communiquer au brigadier vos impressions sur toute cette histoire... Réflé-

chissez-y, et si, d'ici là, vous repérez des choses qui soient susceptibles de nous intéresser... Je vais d'ailleurs télégraphier pour annoncer votre retour... Alors, c'est ce sympathique naturaliste qui menait toute la bande ?... A qui se fier, décidément !... Et il ne reste plus qu'à savoir par qui le sympathique naturaliste avait été prévenu du départ du bateau de Savannah et de l'importance de son chargement... Vous n'en avez aucune idée, vous ?... Non, naturellement... Des complicités à la Banque fédérale de Saint-Augustin, sans doute... Mais ça, ça n'est plus tout à fait mon terrain de chasse... A d'autres d'essayer d'y voir clair...

Et comme il s'en allait, il s'arrêta sur le seuil :

— Ah !... et j'oubliais de vous dire !... fit-il. Vous repartez par le *steam-boat*... Il accostera à Pablo vers midi... D'ici là, si vous voulez aller dire adieu à l'un des braves garçons qui vous ont conduit jusqu'ici, vous le trouverez pendu au pavier qui est là, à l'orée de la forêt... A moins que les vautours, déjà... Tout va si vite en besogne, par ici !...

Mais j'avais autre chose à faire. Je pris le sentier que j'avais suivi la veille pour me rendre chez Don Pedro Vasquez, et, au moment où ce sentier bifurquait, je m'engageai dans la piste de droite. Des fourrés profonds bornaient la vue de tous côtés, et, au delà, on entendait le bruit de la mer qui se fracassait sur les rochers. Je fis une centaine de pas, et, tout à coup, par une échancrure du feuillage, j'aperçus le phare.

Une tour carrée d'une soixantaine de pieds de la base au sommet, bâtie sur un îlot, à quelque distance du rivage. La mer allait être bientôt haute. Le flot recouvrait l'îlot presque entièrement, venait battre le pied du phare. Une construction massive, tellement unie et lisse qu'un lézard n'aurait pu s'y accrocher.

Je ne sais ce qui m'avait amené là, quel secret besoin de connaître. Je ne sais ce qui me maintenait dans cette contemplation et qui me communiquait cette espèce de tremblement. Deux ou trois fois seulement, jusqu'à ce jour, j'avais entendu parler du Phare de Hazard. Il n'était mêlé à aucun événement de ma vie. Il ne présentait aucun caractère pittoresque, rien qui pût provoquer l'admiration. Il n'était que puissant et hostile. La mer, tout autour, bouillonnait. Le vent sifflait. On aurait dit que c'était le seul point de la côte où la tempête

régnât. De grands oiseaux volaient en poussant des cris stridents.

VIII

De retour à Saint-Augustin, le surlendemain, je me rendis aux bureaux de la police. On m'y annonça qu'Otto Rahm, sur le point d'être arrêté, s'était fait sauter la cervelle.

Je n'avais toujours pas d'emploi et les fabricants et marchands de corde et de ficelle étaient toujours dans une mauvaise passe. Mon oncle, quelque brave homme qu'il fût, commençait à me faire sentir que je lui pesais un peu sur les épaules. Un jour, il me dit :

— Pad, cette histoire a assez duré !... Je crois que je vous ai trouvé une place... Seulement, il ne faut pas que nous fassions une démarche pour rien, et je veux d'abord que vous me disiez si vous savez lire et écrire...

— Je sais lire et écrire, oui, mon oncle !...

— Et si vous connaissez la loi ?...

— Quelle loi ?

— Toutes les lois !...

— Oh ! il y en a beaucoup ! Ils en font une nouvelle tous les jours !

— Alors, il faudra au moins que vous promettiez de les apprendre. Parce que, sans cela, on ne voudra pas de vous. Pad, je crois que la place que je vous ai trouvée est une place dans les bureaux...

— Dans les bureaux !...

— Oui !... Mais, écoutez, Pad !... Moi, je ne peux plus y arriver !... Et vous ne seriez peut-être pas enfermé toute la journée... J'ai vu ça, ce matin, sur le port... un petit bout de papier collé sur un mur... Ils demandent un commis au Service de la navigation...

— Peut-être pour prendre les numéros des bateaux qui entrent et des bateaux qui sortent ?...

— Peut-être, oui...

— J'ai connu un homme qui avait fait ça toute sa vie, et, un beau jour, on s'est aperçu qu'il était devenu fou !

Le Service de la navigation occupait une grande maison en pierres, sur le port, en pierres noircies par la fumée des

steam-boats, avec des arcades, comme un cloître. Mon oncle ne savait à qui s'adresser. Il frappa au carreau d'une porte vitrée. Quelqu'un lui cria d'entrer et il exposa son affaire à un homme à la figure tellement rouge qu'on aurait dit qu'il s'était gratté jusqu'au sang, aux yeux stupides, hébétés et pleins d'eau. L'homme, naturellement, n'était au courant de rien, ne savait de quoi il s'agissait. Il répondit par des grognements et l'oncle crut percevoir qu'on lui donnait le conseil d'aller frapper plus loin, à une autre porte. Nous nous avançâmes sous les arcades.

— C'est ça, le Service de la navigation ? demandai-je à l'oncle, en ricanant.

Il ne répliqua pas, poussa une autre porte. Nous nous trouvâmes dans une espèce de petit trou de rat, au pied d'un minuscule escalier tournant. Devant nous, une troisième porte, qui ouvrait sur une petite salle d'attente et, dans cette salle d'attente, nous aperçûmes quatre hommes, tous les quatre le torse nu, qui avaient l'air de quatre boxeurs au repos, l'un qui était assis à une table recouverte d'une vieille couverture de cheval, des paperasses devant lui, deux qui étaient assis sur deux des chaises alignées contre le mur, à l'usage, je pense, des visiteurs ; le quatrième se tenait debout, le dos tourné à la fenêtre. Ils paraissaient figés, ne parlaient pas, ne bougeaient pas, comme si la grande main de Dieu était passée sur eux pour les endormir à jamais. Quelque chose de quasiment spectral.

L'oncle entra, j'entrai derrière lui. Aussitôt ce fut comme si, en apportant un peu d'air, nous avions réveillé ces quatre ombres. Les deux hommes qui étaient assis contre le mur se levèrent, s'en allèrent. L'homme debout se détacha à son tour de la fenêtre, traversa la pièce. Je l'entendis saisir d'une poigne solide la rampe du petit escalier tournant, qui gémit.

Le quatrième, en se mettant à fourrager dans ses paperasses, qui étaient toutes jaunies et toutes racornies par le soleil, nous demanda ce que nous voulions.

— C'est pour cette place ! fit l'oncle.

— Ah ! très bien ! répondit l'autre. Vous êtes candidats, tous les deux ?

— Non... mon neveu, seulement...

— Ah ! parfait !... Eh bien ! s'il aime la nature !...

Et il se leva. Il avait une jambe de bois. Il ouvrit une porte, disparut, reparut :

— Entrez !...

Et nous fûmes mis en présence d'un homme triste, assis derrière un bureau, un homme qui semblait nous attendre, tragiquement, depuis l'origine des temps, qui nous regarda un moment et qui nous dit :

— Allons ! asseyez-vous !

Nous nous assîmes dans deux grands fauteuils d'acajou recouverts d'un velours qui avait déjà dû passer par cinq ou six couleurs et qui était maintenant jaunâtre.

— C'est pour la place ? nous demanda-t-il.

— C'est pour la place, répondit l'oncle. Nous voudrions savoir...

— Vous postulez tous les deux ?...

— Non... C'est mon neveu qui s'y intéresse...

— Ah ! tant mieux, parce que, à ce que je crois savoir, le climat, là-bas, est assez rude...

— Là-bas ? fis-je. Mais où ça, là-bas ?

— C'est dans un phare. C'est pour être détaché dans un phare en qualité d'aide-gardien. Il y a déjà un gardien. Et je tiens à spécifier qu'il faut contracter un engagement de deux ans...

— Et où est-il, votre phare ? demandai-je.

— Je vais vous dire ça...

Il avait attiré à lui un registre.

— Ce n'est pas, lui dis-je, le Phare de Hazard ?

— Le Phare de Hazard ?... Non, je ne crois pas que ce soit le Phare de Hazard... Où est-ce donc, le Phare de Hazard ?

— A l'embouchure du Saint-Jean...

— Il y en a tant, de ces phares !... Et vous n'aimeriez pas être au Phare de Hazard ? Vous connaissez ?

— Oui... C'est un coin assez sordide...

Il posa la main à plat sur la feuille qu'il était en train de parcourir, me regarda :

— Eh bien ! fit-il, il y a de ces coïncidences... C'est justement au Phare de Hazard qu'il y a cette place !...

Je me levai :

— Merci ! lui dis-je. Mais non, ça n'est pas fait pour moi !

— Vous avez tort ! Trente-cinq dollars par mois, pour

commencer, et, à l'expiration des deux ans, un congé de six mois avec demi-solde...

— Pas pour tout l'or du monde !... Et, par-dessus le marché, il y a une chose que vous oubliez de signaler : c'est qu'on se tue beaucoup, sur ce point de la carte...

Il regarda de nouveau son registre :

— Il n'en est pas fait mention dans cette note... En tout cas, une fois renfermé dans votre place, avec la mer tout autour...

— Oui... et des oiseaux... de grands oiseaux qui font ça, avec leurs ailes...

Et je mimai le vol de ces oiseaux... L'homme me regardait, interloqué :

— Eh bien ? me dit-il, qu'est-ce qu'ils font ? Ils volent... Que voulez-vous que fassent des oiseaux ?

L'oncle semblait ne pas vouloir se lever de son fauteuil.

— Pad, fit-il, vous devriez réfléchir et ne pas refuser sous des prétextes aussi enfantins... Vous ne croyez pas que la chose mériterait d'être étudiée ?

— Non !

— Pourquoi ? A cause de ces oiseaux ?

— A cause de tout ça ! Vous venez ?

Il se leva, dut échanger un regard avec l'homme, un regard navré. Nous partîmes.

Et une fois dehors, si on m'avait demandé pourquoi j'avais refusé cette place, dans ce phare, j'aurais été véritablement incapable de répondre. Il n'y avait aucune raison. Ou, plutôt, il y en avait une : c'est que le bon Dieu en avait décidé ainsi et que je n'avais pas encore fini mon temps de purgatoire.

JEAN MARTET.

(La quatrième partie au prochain numéro.)

LAMARTINE

Lamartine, littérairement, a été mon premier amour. Il sera sans doute ma dernière consolation. J'ai dit ailleurs ce qu'il a été pour moi pendant mes années d'adolescence, lorsque, petit élève au lycée de Bar-le-Duc, je cherchais dans l'anthologie du vieux Merlet de quoi me consoler de la solitude affreuse et de toutes les souffrances de l'internat. Lamartine a été mon refuge. Il m'a ouvert le ciel, il m'a révélé la poésie qui n'était encore chez moi qu'un pressentiment dévoyé par les mauvais exemples des livres scolaires. J'ai aimé d'abord *le Crucifix*, et cela d'un amour absolu, ne concevant pas de poésie en dehors de celle-là. J'aimais moins *le Lac*, banalisé par la musique, devenu une romance que j'entendais roucouler au piano par les sœurs de mes camarades. Malgré « l'océan des âges » et « l'éternelle nuit », c'était trop épicurien, trop païen pour moi. C'était de l'Horace plus grandiosement orchestré, et je n'aimais pas beaucoup Horace en ce temps-là. Mais la Muse au front couronné d'étoiles me transportait. Rien qu'à murmurer ces vers, jamais oubliés, toute ma jeunesse me remonte au cœur.

Non, non, je l'ai conduite au fond des solitudes,
Comme un amant jaloux d'une chaste beauté,
J'ai gardé ses beaux pieds des atteintes trop rudes
Dont la terre eût blessé leur tendre nudité.

J'ai couronné son front d'étoiles immortelles,
J'ai parfumé mon cœur pour lui faire un séjour,
Et je n'ai rien laissé s'abriter sous ses ailes
Que la prière et que l'amour.

Ou bien, par les soirs d'hiver, dans l'atmosphère méphi-

tique de la salle d'étude, sous le bec de gaz qui me brûlait les tempes, je me récitais tout bas, les yeux fermés :

A la molle clarté de la voûte sereine
Nous chanterons ensemble, assis sous le jasmin,
Jusqu'à l'heure où la lune, en glissant vers Misène,
Se perd en pâlissant dans les feux du matin...

Ou encore :

J'ai vu des cieux d'azur, dont les nuits sont sans voiles,
Dorés jusqu'au matin sous les pieds des étoiles.

Pendant les vacances, chez mes parents, dans ma petite chambre de Briey, je pouvais ouvrir, sans crainte du surveillant, les *Harmonies poétiques et religieuses*, gros volume acheté sur mes premières économies d'écolier. Et c'était *la Prière du soir dans les temples*, dédiée à « Madame la princesse Aldobrandini Borghèse ». Cette princesse au nom sonore, ces syllabes mélodieuses et traînantes comme un manteau de cour, cet air de mystère dans une pénombre où flottait un parfum d'encens, ces suprêmes roulements du grand orgue, dans la nuit tombante, c'était pour moi l'initiation aux « choses infinies », la préfiguration de toutes les grandeurs. Et c'était plus encore : l'annonce de tout ce que je devais tant aimer plus tard, les pays du Midi, la lumière, la joie, la volupté du Sud...

Et puis, la fascination de Hugo et des Parnassiens me détourna pour un temps du « Grand Cygne blanc ». Mais le son si pur de la harpe éolienne était toujours dans mon oreille. Lamartine traversait alors ce que j'ai appelé la période pénitentielle, temps de purgatoire qui est imposé par chaque génération nouvelle à toute grande renommée littéraire, après quoi vient l'entrée définitive dans la gloire. Quelques phrases justicières de Jules Lemaitre me mirent bientôt sur la voie d'un retour d'admiration. J'avais vingt-deux ans, et comme, à cet âge, il faut bien s'appliquer à conquérir des grades universitaires, l'idée me vint d'élucubrer sur Lamartine je ne sais plus quelle thèse de doctorat.

Je professais alors à Bourg-en-Bresse, à deux pas des

pays lamartiniens. J'en profitai pour aller visiter à Belley, le vieux collège où Lamartine acheva ses études : aimable visite, d'où je rapportai, avec les plus charmants souvenirs, à la fois pittoresques et gastronomiques, tout un petit butin de notes documentaires, que d'autres ont utilisées plus tard. Je me rendis aussi à Mâcon et, de là, à Saint-Point, où vivait encore la nièce du poète, la vieille Mme Valentine de Lamartine. J'étais en pleine jeunesse dansante et cavalcadante. Entraîné sans doute par l'exemple d'Alphonse, qui, comme on l'a dit, a passé sa vie avec les chevaux, je crus devoir y aller à cheval, tout autre moyen de locomotion étant difficile en ce temps-là. J'y avais mis aussi quelque prétention. Médiocre cavalier, je rentrai harassé de cette expédition, qui représente près de quarante kilomètres, — et assez mal enchanté de l'accueil de la châtelaine. J'avais eu la maladresse de témoigner peu d'enthousiasme devant le cabinet du maître, alors encombré de tout un fatras poussiéreux : ce qui froissa Mme Valentine, très susceptible pour tout ce qui touchait à la personne de l'oncle illustre.

Quelque temps après, dans le courant d'octobre de 1890, j'assistai aux fêtes du Centenaire de Lamartine. Je rencontrai, à Mâcon, l'abbé Perrotin, curé de Prissé, qui avait desservi, pendant les dernières années du grand homme, la chapelle de Monceau et qui me conta sur lui maintes anecdotes. D'autre part, mes recherches lamartiniennes m'avaient mis en relations avec diverses notabilités de la ville et même quelques membres de la célèbre Académie de Mâcon, notamment avec M. Léonce Lex, l'archiviste du département, et M. Félix Reyssié, qui préparait alors un volume sur Lamartine. Et c'est ainsi que je fus convié, malgré ma jeunesse et mon indignité, à prendre la parole en cette circonstance solennelle, après d'innombrables orateurs. Au milieu du brouhaha d'une foule impatiente, je lus au galop je ne sais plus quelle étude sur *les Méditations*, sans doute fort prétentieuse et fort pédante. Heureusement que l'éloquence larmoyante de Jules Simon, qui présidait, je crois, noya l'impression fâcheuse produite par tous ces discours et enthousiasma l'assistance. Je reçus là ce que j'ai appelé ma première leçon de rhétorique. Quant à mon discours à moi, je n'en ai plus retrouvé trace que dans le livre du cher M. Reys-

sié, qui veut bien me qualifier en sa préface d' « auteur si distingué » de l'étude sur *les Méditations*. Cela m'a fait bien plaisir, lorsque, tout récemment, j'ai exhumé ces vieux papiers et que, dans le même moment, je lisais cette phrase de Mme de Lamartine, la mère, sur Edgar Quinet : « Alphonse a reçu, hier, M. Quinet, de Bourg, jeune homme distingué par ses connaissances. »

Et puis, vers la fin de l'année suivante, je dus partir pour de nouveaux rivages, et ce fut une autre histoire. Alger, l'Afrique me sollicitaient. J'abandonnai mon projet de thèse sur Lamartine pour des spectacles et pour des sujets qui me paraissaient plus neufs et plus passionnants. J'ai écrit depuis maints articles sur lui et je n'ai jamais cessé de le relire. En 1930, la ville de Mâcon ayant décidé de célébrer le centenaire des *Harmonies*, j'acceptai d'y représenter l'Académie française, avec mon confrère et ami Georges Lecomte, et j'y prononçai même une allocution, où j'insinuais que la prose de Lamartine est souvent supérieure à ses vers : ce qui scandalisa fort les Mâconnais... Et voici que maintenant j'ai entrepris d'écrire sur lui tout un livre.

Je ne sais si le besoin s'en faisait sentir. Mais une demande de mon éditeur a réveillé mon vieil amour. Je me suis plongé dans toute une partie de l'œuvre lamartinienne encore inconnue de moi, œuvre immense souvent indigne de lui, où le médiocre voisine avec l'excellent, toute traversée d'éclairs de génie, et j'ai été émerveillé de le trouver encore plus grand, plus riche, plus profond, plus génial que je ne croyais et qu'on ne le croit ordinairement. Et d'abord un don verbal, comparable à celui de Hugo, plus naturel, plus spontané, s'il est moins varié, moins coloré et moins étendu dans ses moyens d'expression. Et surtout ce don souverain de poésie que personne, chez nous, n'a possédé au même degré. Il est la poésie même. Il poétise tout ce qu'il touche, même quand il n'est pas en état d'inspiration, par habitude d'âme et d'esprit. Quand l'inspiration est en lui, c'est la poésie pure, à l'état naissant, une poésie qui n'a pas besoin du vers pour s'exprimer, qui se répand dans toute sa prose, et qui, affranchie des entraves prosodiques, atteint quelquefois à son suprême épanouissement. Quelle que soit sa facilité de versi-

ficateur, sa poésie n'est pas là, dans ces cataractes d'alexandrins dont se moquait Vigny et qu'il déversait avec une virtuosité déplorable ; elle est éparse dans toute son œuvre, comme dans toute sa vie de grand artiste et de grand seigneur, de paysan, de solitaire et d'homme des foules. Sa plus grande poésie, ç'a été sa vie, avec quelques strophes à peu près parfaites, qui dureront sans doute autant que la langue et qu'il a écrites dans la possession du dieu.

Et puis, la richesse de ce tempérament, de cette nature, de cette âme : « Sept âmes, ô Phidias ! » disait-il dans ses fameuses stances au comte d'Orsay. Il ne se vantait pas. Il fut un type vraiment extraordinaire d'humanité, avec ses dons prodigieux, ses élans vers toutes les grandeurs, malgré ses faiblesses, ses défaillances, on n'ose pas dire ses petitesses. Tout était noble en lui, sinon toujours grand. Et quel appétit de vie, quand les circonstances lui devinrent favorables ! Quel héroïsme aussi, quand son heure fut venue ! Jusqu'alors je n'avais guère considéré en lui que le poète : l'homme d'action, le gentilhomme campagnard, le tribun, l'affairiste chimérique sont aussi un magnifique spectacle.

Enfin, quand on l'étudie, la surprise et la joie, — selon la formule de Gœthe, — de se connaître mieux dans une âme étrangère. La vie de Lamartine, comme celle de tous ses pareils, n'est pas seulement un beau spectacle, mais un enseignement. Elle nous rappelle d'abord que le grand écrivain, l'élu, l'homme du Seigneur, ne doit pas, ne peut pas être un homme d'action. Flaubert l'avait déjà dit et c'est la conclusion de l'expérience et de la sagesse. Mais, pour les âmes de cette trempe, la tentation est invincible. La chute de l'Ange est éternelle. Pourtant, si le châtiment a été cruel pour lui et la désillusion amère, il n'a jamais voulu désespérer. Lamartine est en somme un grand consolateur, à la différence de Chateaubriand, dont les yeux hagards, pendant ses dernières années, n'exprimaient plus qu'une sorte de terreur de la damnation, avec le sentiment désespéré de la vanité de l'effort. *Speravit anima mea*, Lamartine fait inscrire ces mots de l'Écriture sur sa tombe, à Saint-Point, à deux pas de la petite chambre voûtée qui fut le témoin de son long labeur : ce pourrait être la devise de toute son œuvre et de toute sa vie.

LAMARTINE, GENTILHOMME CAMPAGNARD

Le fond primitif chez Lamartine, c'est l'amour de sa terre. Il est né gentilhomme campagnard. Sur ce terrain s'est greffé le poète, puis l'homme du monde, le protégé de Mme de Raigecourt et de Mme Saint-Aulaire, enfin le châtelain qui aime à recevoir, à tenir table ouverte, au milieu d'un grand déploiement d'équipages et de domesticité. C'est par la poésie que cet homme de la terre est devenu l'homme du ciel. Mais la poésie, nous le savons, n'était pour lui qu'un délassement, du moins la poésie écrite, car la poésie non écrite a rempli toute sa vie. Il est certain qu'il a été poète autant que campagnard avec délices. Tout cela se mêle et se confond en lui. Il adorait la vie de château, qu'il conciliait aisément avec les habitudes rustiques apportées de Milly. L'homme de chais et d'écurie, l'homme de chasse et de cheval troquait sans peine la veste de toile bise et les sabots du villageois contre le spencer et le haut de forme gris du gandin.

Disons le mot : c'était le propriétaire dans toute la force du terme. Sa première terreur, au moment de la révolution de Juillet, c'est que les partis extrêmes portent atteinte à la propriété. A ses yeux, la propriété est sacrée. Elle est la condition même de toute civilisation et, tout en faisant une part aussi large que possible aux réformes sociales, il n'a jamais cessé de la défendre. Il a goûté comme personne la joie de posséder, d'avoir des vignes, des champs, des prés, des arbres, des maisons, des châteaux. A un certain moment, il aura au moins cinq résidences, sans parler de son appartement parisien : à savoir Mâcon, Milly, Monceau, Saint-Point et Montculot. Il est vrai que cet hôtel et ces châteaux n'avaient rien de fastueux : simples maisons de ville ou de campagne, à l'aspect de gentilhommières. Milly n'est guère qu'une maison de ferme, entourée de ses chais et de ses pressoirs, bâtisse carrée de gros vigneron enrichi. Lamartine l'a peu

habitée à partir de ses grandeurs : c'était pour lui le vieux nid familial, qui lui rappelait sa mère, son père, ses plus chers souvenirs d'enfance ; d'où le culte poétique qu'il lui voua. Ses deux résidences de prédilection furent Monceau et Saint-Point, cette dernière surtout pour le pittoresque du paysage, pour la solitude, la tranquillité relatives qu'il y trouvait. Saint-Point étant plus loin de la ville que Monceau, il pouvait avoir l'illusion qu'on viendrait moins l'y déranger. Mais on venait tout de même, — et par fournées de visiteurs, — ce dont il était en somme fort enchanté. En général, il passait l'été à Saint-Point et l'automne à Monceau. Toutefois, ce n'était point une règle ; il allait d'un château à l'autre, au gré de sa fantaisie, ou quand les circonstances l'exigeaient.

Ces vieux logis existent toujours. L'extérieur en a été très peu modifié, si tant est qu'il l'ait été, depuis le temps de Lamartine.

Monceau est fort heureusement situé devant un vaste horizon déjà montagneux. De la terrasse qui précède la maison, on aperçoit, à droite, la roche de Solutré et, disséminées sur les hauteurs mamelonnées, des fermes, des vignes, le village de Prissé, avec son clocher pointu, ses toits rouges. Grandes surfaces veloutées, grande douceur des teintes. Ce pays n'a rien de la végétation ni de l'âpreté lumineuse de l'Italie. C'est un beau paysage de la France centrale, typiquement bourguignon.

A l'extrémité d'une vaste terrasse exposée au midi et ornée d'arbustes, de corbeilles et de grenadiers en caisse, se dresse le corps de logis principal, flanqué de deux pavillons aux toits surélevés et prolongé de chaque côté par deux ailes assez considérables, qui semblent avoir été ajoutées après coup. Devant le bâtiment central, à la hauteur du premier étage, se déploie un perron, spacieux comme un balcon, auquel conduit un double escalier encadré de part et d'autre de charmilles taillées en manière de rampes. Malgré la grande simplicité de l'ensemble et l'absence de toute prétention architecturale, cela ne manque pas d'un certain air d'importance et de distinction, plutôt bourgeoises que seigneuriales.

Autrefois, pour accéder au château, on passait sous la terrasse, en tournant à droite, on en longeait le quadrilatère

et on débouchait devant une porte monumentale de style Louis XIII, surmontée, de chaque côté, de bêtes héraldiques, laquelle s'ouvrait sur une avant-cour, où se creusait un grand bassin rectangulaire qui servait d'abreuvoir et de baignoire pour les chevaux. Après l'avant-cour, un corps de bâtiments que l'on franchissait par un large corridor couvert aboutissant à un portail. On y voit encore, sculpté, le modeste écu de chevalier des Lamartine. On était alors dans la cour d'honneur, de dimensions restreintes, encadrée d'un côté par les écuries et la chapelle, au fond par le corps de logis principal et, à droite, par une aile en retour.

La chapelle, qui existe encore, aurait remplacé, paraît-il, un théâtre, et elle aurait été aménagée et décorée par Mme de Lamartine. On y montre, du côté de l'évangile, le prie-Dieu du poète, en forme de cathèdre gothique, qui rappelle le banc seigneurial de M. de Voltaire à Ferney. Lamartine y assistait à la messe que venait dire, chaque dimanche, le curé de Prissé, et il s'y tenait en grand recueillement, nous dit-on, et debout pendant tout l'office. La tradition locale ajoute qu'il inondait le sol de tabac à priser, pieusement recueilli par les paysans des environs qui venaient ouïr la messe de Monceau. Car, chose horrible à penser, Lamartine était grand priseur. On frémit à l'idée de ce Cygne de la Poésie au blanc plumage tout barbouillé de tabac...

De là, par un escalier de quelques marches, on pénètre dans la galerie du rez-de-chaussée, qui est en réalité le premier étage donnant sur la terrasse. Au centre, vaste salon, flanqué, à droite et à gauche, d'appartements et de chambres à coucher, dont celle de Lamartine. A l'extrémité de ces pièces, on descend au rez-de-chaussée, côté terrasse, par un très bel escalier de pierre à rampe de fer forgé, qui débouche au niveau des cuisines, amples comme dans l'ancien temps, pourvues d'une haute cheminée à manteau, avec tournebroche et profusion d'une magnifique vaisselle de cuivre rouge. En face, la salle à manger, toute revêtue de boiseries qu'on a badigeonnées en jaune beige, et, séparé d'elle par un vestibule, un salon d'été de plain-pied avec la terrasse. Là aussi de belles boiseries du XVIIIe siècle, qu'on a masquées par des tentures mordorées de mauvais goût, encadrées de baguettes d'or.

Ni Lamartine ni sa femme n'avaient le génie de l'ameu-

blement et de la décoration. Leurs tentatives en ce genre ont été la plupart du temps déplorables. Ici, comme à Saint-Point, ils ont abîmé et banalisé plutôt que restauré et embelli.

D'ailleurs, le maître de la maison n'était pas difficile en matière de confort et d'élégances mobilières. On montre encore aujourd'hui à Monceau le cabinet où il aurait travaillé, surtout pendant les dernières années de sa vie. C'est dans l'aile gauche, au premier étage, une chambre assez exiguë, qui communique avec le dehors par un escalier de bois. Les vignerons qui venaient le trouver montaient par là jusqu'à cette petite pièce encombrée de journaux, de brochures et de paperasses. Un véritable capharnaüm, où Lamartine seul pouvait se débrouiller. Un mobilier des plus sommaires, dont le principal accessoire était une lourde table de bois des plus communes. Un papier fort ordinaire aussi et d'une laide tonalité recouvre encore les murs. La cheminée, mesquine et banale, supportait des piles d'imprimés. C'était le seul luxe du réduit. Lamartine, très frileux à cause de ses rhumatismes, exigeait partout des feux d'enfer. On brûlait beaucoup de bois à Monceau. Lacretelle, visiteur de ces temps lointains, nous assure que des feux flambaient dans toutes les chambres d'amis et que la chaude haleine des calorifères emplissait les corridors.

Tel qu'il était, dans sa bonhomie et dans son négligé, ce vieux manoir de Monceau fut en quelque sorte la résidence officielle de Lamartine. Avec ses amples dégagements, il se prêtait à merveille au déploiement des cortèges, des délégations et des orphéons, comme aux réunions et aux manifestations des masses électorales. Le châtelain y recevait aussi les nombreux hôtes de passage, venus de Mâcon, et qui tenaient à économiser les frais de voiture...

Saint-Point a plus de prétentions. Sis sur une éminence entre deux collines assez élevées qui bornent la vue de deux côtés, le château manque un peu d'horizon. Mais il a de beaux ombrages, de grands arbres, un charmant paysage rustique et pastoral, au bord d'une petite rivière aux eaux courantes, dans un air de calme et de solitude. Bâtisse composite qui conserve même des parties médiévales, c'est la gentilhommière classique avec ses tours d'angle, sur quoi Lamartine, fanatisé

par son voyage en Angleterre, a plaqué quelques morceaux de gothique oxfordien. Ce voyage a été désastreux pour Saint-Point. Notre Mâconnais fut littéralement ébloui par le style et par le confort anglais. Il fait part de ses admirations à Virieu : « Les maisons sont petites et enfumées en dehors, mais le dedans est un enchantement continuel. Ils ont divinisé l'existence physique, ils l'ont embellie et ennoblie par l'élégance. On se sent heureux et presque fier d'avoir les besoins les plus bas de l'humanité, en les satisfaisant avec tant de luxe, d'aisance et de recherche... » Que cela est donc bien dit et quel génie idéalisateur que celui qui sait trouver de la poésie jusque dans ces endroits-là !... Mme de Lamartine n'était pas précisément faite pour corriger les erreurs de goût du grand homme. Son esthétique désolante se fait sentir partout à Saint-Point. Sa peinture de Keepsake y sévit en maints portraits d'une extrême fadeur et jusque dans des médaillons qui ornent une cheminée de chambre à coucher. Amour du gothique et horreur des nudités. J'ai gardé longtemps la photographie d'une enluminure exécutée par elle et que je tenais de l'abbé Perrotin, le curé de Prissé. C'était le *Pater*, mis en vers par Lamartine, dans *la Chute d'un Ange.* Mme de Lamartine l'avait pieusement recopié et encadré de vignettes moyenâgeuses que sommait la figure du Christ en ascension dans un nuage et nu jusqu'à la ceinture. Mais, par pudeur, le reste du corps était enveloppé dans une draperie qui ressemblait à un tutu de danseuse...

Cette anglomanie a poussé le propriétaire à donner le genre « castel » à cette honnête maison de campagne, à la flanquer d'une tour pointue et vaguement crénelée qui contraste avec les grosses tours débonnaires d'autrefois, anciennes fuyes de cette gentilhommière ; à appliquer sur le mur uni de la façade un porche gothique flamboyant. La partie vraiment réussie de ces restaurations, c'est le bel escalier tournant, qui dessert tous les étages et dont le style ogival ne détonne pas trop après le porche de l'entrée. Malgré ces disparates, l'ensemble a grand air. A côté de la maison de maître s'étendent de vastes dépendances, au milieu d'un magnifique parc, à la limite duquel, entre les branches des sapins et des marronniers, on aperçoit le clocher roman de l'église de Saint-Point...

Lamartine a vécu là les heures les plus belles et les meilleures de sa vie, heures de recueillement et d'exaltation. Personne ne saurait en parler mieux que lui-même. Laissons-le nous dire les enchantements et les délices de Saint-Point : « Je me lève à cinq heures du matin. Je m'enferme, auprès d'un bon feu, dans une petite bibliothèque, séparée du bruit du château et donnant sur une vallée que la lune éclaire, quand il y a lune. Là, je lis, ou j'écris, ou je pense, ou je me repose jusqu'à neuf heures du matin, sans qu'aucun bruit, aucune affaire vienne troubler mon repos. J'éteins ma lampe alors, je mets mes sabots, et je vais encourager une centaine d'ouvriers qui me font des jardins et des routes. On déjeune frugalement avec les fruits du pays, le beurre de ses vaches, les choux de son jardin. Après déjeuner, viennent les gens du pays et des pays voisins, portant en cadeau les uns des lièvres, les autres des sangliers, ceux-ci des poulets, les plus pauvres des œufs ou du miel, car, dans l'antique usage, nul ne vient les mains vides, et je puis dire à la lettre que, depuis mon arrivée ici, j'aurais nourri cinquante personnes par jour de tous ces présents qui nous accablent... Viennent ensuite quelques heures de cheval, puis un peu de promenade avec son fusil et ses chiens, puis le dîner, puis deux heures de billard, enfin le coucher à neuf heures exactes... »

Il écrit cela à un ami italien, le marquis Gino Capponi. Il embellit un peu, comme toujours, mais il reste dans la prose. Voici maintenant la poésie : « Je me lève bien avant le jour : cinq heures du matin n'ont pas encore sonné à l'horloge lente et rauque du clocher qui domine mon jardin, que j'ai quitté mon lit, fatigué de rêves, rallumé ma lampe de cuivre et mis le feu au sarment de vigne qui doit réchauffer ma veille dans cette petite tour voûtée, muette et isolée, qui ressemble à une lampe sépulcrale, habitée encore par l'activité de la vie. J'ouvre ma fenêtre, je fais quelques pas sur le plancher vermoulu de mon balcon de bois. Je regarde le ciel et les noires dentelures de la montagne, qui se découpent nettes et aiguës sur le bleu pâle d'un firmament d'hiver, ou qui noient leurs cimes dans un lourd océan de brouillards. Quand il y a du vent, je vois courir les nuages sur les dernières étoiles qui brillent et disparaissent tour à tour comme des perles de l'abîme que la vague recouvre et découvre dans

ses ondulations. Les branches noires et dépouillées des noyers du cimetière se tordent et se plaignent sous la tourmente des airs, et l'orage nocturne ramasse et roule leurs tas de feuilles mortes, qui viennent bruire et bouillonner au pied de la tour, comme de l'eau.

« A un tel spectacle, à une telle heure, dans un tel silence, au milieu de cette nature sympathique, de ces collines où l'on a grandi, où l'on doit vieillir, à dix pas du tombeau où repose, en nous attendant, tout ce qu'on a le plus pleuré sur la terre, est-il possible que l'âme qui s'éveille et qui se trempe dans cet air n'éprouve pas un frisson universel, ne se mêle pas instantanément à toute cette magnifique confidence du firmament et des montagnes, des étoiles et des prés, du vent et des arbres, et qu'une rapide et bondissante pensée ne s'élance pas du cœur pour monter à ces étoiles, et de ces étoiles pour monter à Dieu ?...

« Le coude appuyé sur la table et la tête sur la main, le cœur gros de sentiments et de souvenirs, la pensée pleine de vagues images, les sens en repos, ou tristement bercés par les grands murmures des forêts qui viennent tinter et expirer sur mes vitres, je me laisse aller à tous mes rêves..., les images et les sentiments s'accumulent... Comme je ne sais pas écrire en prose, faute de métier et d'habitude, j'écris des vers... »

Il avait, à Saint-Point comme à Monceau, d'autres occupations moins poétiques : ouvriers et tâcherons à surveiller, vignerons à diriger, solliciteurs, quémandeurs, agents électoraux à recevoir. Il s'acquittait de toutes ces tâches en conscience, gardant le contact avec les simples gens de sa terre et de son village. Lui-même, malgré ses façons volontiers seigneuriales, vivait très simplement. Redisons-le encore : nul besoin de confort ni de luxe chez cet homme des champs. A en juger par les lits qu'on a conservés de lui, il était fort mal couché. Il se contentait d'ustensiles de toilette rudimentaires : ceux qu'on montre à Saint-Point sont d'une simplicité toute rustique. Bien qu'il eût de grands assortiments de chaussures et de vêtements, sa tenue était plutôt négligée. D'ailleurs, au milieu des familiarités de ses oiseaux et de ses chiens, il ne pouvait pas conserver bien longtemps ses habits dans leur fraîcheur. Il avait constamment des aras perchés sur l'épaule et des chiens dans les jambes. Il les avait, à table, autour de lui, leur donnant à manger par terre, au grand

agacement de ses voisines et au grand dommage de leurs jupes. Ses chiens étaient un fléau pour ses hôtes. Ses oiseaux auraient dû en être un autre pour lui. Il travaillait environné de volières, dans un caquetage perpétuel et assourdissant : ce vacarme à rendre enragé l'écrivain le moins émotif le laissait insensible. Ce grand lyrique n'avait pas de nerfs. Son cabinet de travail de Saint-Point, petite pièce voûtée et mal éclairée, était un nid à rhumatismes pour un arthritique comme lui. Il avait beau y allumer de grands feux de ceps, il y grelottait par les froides matinées d'automne, de sorte qu'il se décida à faire capitonner cette cellule, glaciale comme un caveau, d'une assez vilaine étoffe recouvrant tout, la voûte elle-même comme les murs.

Nuls raffinements de bouche. La chère, à Saint-Point, paraît avoir été fort médiocre. Et ce n'était pas Mme de Lamartine, habituée aux austérités de la cuisine anglaise, qui pouvait l'améliorer. Il est vrai que le ravitaillement, dans ces trous de campagne, ne devait pas être très commode. Les paysans n'apportaient pas tous les jours des poulets et du gibier. Alors, il fallait bien se rabattre sur des menus plutôt conventuels, que toute la poésie du monde ne pouvait pas rendre bien savoureux. Les visiteurs s'en plaignaient tout bas. L'un d'eux, Charles de Jussieu de Sénevier, note ces maigres déjeuners de laitage et de pain bis : « J'avoue que je ne suis pas assez champêtre pour préférer le pain de seigle au pain de gruau. On mange dans ce pays un mets composé de beurre et de courge que je trouve très judicieusement nommé « ratatouille ». Les vendangeurs s'en régalent, et Mlles de Cessiat, ainsi que les Lamartine, ne dédaignent pas cette purée fade et sucrée, dont mon estomac a horreur... » On se rattrapait sur le vin, très abondamment servi, mais qui, paraît-il, n'était pas toujours de première qualité.

Son grand luxe et sa grande préoccupation, c'étaient encore et toujours les chevaux. En sortant de table, il allait faire un tour à ses écuries. Comme Louis XIV qui, après déjeuner, allait donner des biscuits à ses chiens couchants, il allait donner du pain à ses chevaux : « Il en avait une douzaine en moyenne, dit Lacretelle, mais, en général, de peu de valeur. Je ne lui ai connu pendant vingt ans qu'un bel attelage anglais et un double poney pour la selle. Il les achetait dans le

pays ou les faisait venir du Limousin. A chaque acquisition nouvelle, il s'extasiait. L'animal était incomparable et valait la jument du Prophète... »

Sa jument Saphyr, comme son chien Fido, est devenue, grâce à lui, presque une figure littéraire. Il l'a célébrée dans son *Cours familier*. Il avait pour ses chevaux toute sorte de tendresses. M. Jean des Cognets, citant le journal de Dargaud, rapporte qu'au mois de décembre (vraisemblablement de 1834) « M. de Lamartine fit tuer un beau cheval très vieux qui avait une jambe cassée et un rhumatisme incurable très douloureux. Il lui dit cela à l'oreille, tout bas, à la manière des Arabes. Il lui dit que la mort était préférable à tant de souffrances et que, s'il consentait qu'on la lui donnât, c'était par affection. Puis il s'éloigna, et le cheval fut abattu d'un coup de pistolet... »

Sous des airs de nonchalance et de flânerie, Lamartine était, en réalité, fort occupé. Il a été presque toute sa vie un grand travailleur, accablé de besogne, tiraillé entre les affaires, l'agriculture, la politique, la poésie, les lettres et même la librairie. Cet homme qui se levait à cinq heures du matin et qui couchait sur le papier des centaines de vers avant d'ouvrir sa porte à ses vignerons, il n'est pas étonnant qu'il se sentît harassé quand venait le soir. Il lui arrivait fréquemment de s'endormir au coin de la cheminée, les jambes au feu. A table, il parlait peu, sauf quand il sentait que son silence pesait, devenait une gêne pour ses convives. Ou bien, dans ses bons jours, c'étaient des improvisations éblouissantes, interminables, qui se prolongeaient fort avant dans la nuit. Quand il se mettait à parler, il ne s'arrêtait plus, comme quand il se mettait à abattre des strophes. Les grandes orgues une fois déchaînées, le virtuose s'enivrait de sa musique.

Tout en proclamant son désir de solitude, son besoin de recueillement, il était ravi, au fond, d'avoir sans cesse autour de lui une cour de visiteurs et d'invités. « Ma maison, répétait-il dans ses lettres, est une auberge. » Il avait l'air d'en gémir, mais il était très fier de tenir table ouverte, comme autrefois, à Florence, lorsqu'il était chargé d'affaires et qu'il représentait le Roi Très-Chrétien. Même affluence à Saint-Point qu'à Monceau. Pendant près d'un demi-siècle, il a reçu

dans ses deux châteaux tout ce qui passait par la grande route de Mâcon. On y a vu Mme de Girardin, dans toute sa grâce, que Lamartine admirait beaucoup plus que ses vers : « Le féminin, disait-il à propos d'elle, est terrible en poésie. » On y a vu Edgar Quinet, Lamennais, Lacordaire, le vieux Xavier de Maistre, le baron d'Eckstein, qu'il appelait « le baron sanscrit », les deux Alexandre Dumas et combien d'autres, jusqu'à des cabotins comme Lafont et Frédérick Lemaître, et même un photographe nommé Adam Salomon !... Saint-Point reçut aussi Victor Hugo et Charles Nodier en compagnie de leurs épouses. Le récit de cette réception a été soigneusement consigné dans *Victor Hugo raconté*, et il vaut la peine de s'y arrêter, parce que ce récit est assez malicieux et qu'à travers ses sous-entendus ironiques on voit bien s'esquisser un Lamartine gentilhomme campagnard et maître de maison.

C'était en 1825, avant les suprêmes embellissements de Saint-Point et après les premières tentatives de restauration du vieux manoir, c'est-à-dire avant le placage du gothique oxfordien. On s'était rencontrés à Reims, lors des fêtes du sacre de Charles X. Lamartine avait formellement invité Hugo et Nodier à venir le voir dans son vieux château crénelé, enseveli, disait-il, sous le lierre et la mousse. Il avait même invité Victor Hugo par une épître en vers. Peut-être ne se rappelait-il plus que ces dames Hugo et Nodier devaient accompagner leurs maris.

Ils tombèrent à Mâcon, en pleine canicule, entassés dans une calèche et une berline de louage, où avaient pris place, outre les deux hommes de lettres, Mme Nodier, Mme Hugo flanquée d'une bonne et d'une petite fille au berceau, et enfin un dessinateur qui devait illustrer le voyage : en tout sept personnes, sans compter les conducteurs des deux véhicules. Il y avait de quoi effrayer un hôte. Néanmoins, Lamartine, qui les attendait en ville, leur proposa tout de suite de les emmener à Saint-Point. Ces dames étant fatiguées par le voyage, on remit l'excursion au lendemain. Et, cependant, malgré la fatigue, les voyageurs se laissèrent traîner au théâtre par leur amphitryon, ravi de montrer aux Mâconnais des célébrités parisiennes. Le préfet, très aimablement, avait offert sa loge. Hugo et Nodier s'étaient mis en habit et les dames

en robe de soie, tandis que Lamartine était resté en culotte de cheval, une culotte de coutil blanc salie par la poussière des routes, et, négligemment, il était coiffé d'un vieux chapeau de paille crevé en plusieurs endroits. On sent que nos Parisiens en grande toilette furent un peu choqués de ce sans-façon.

Le lendemain, la troupe débarque à Saint-Point, où Lamartine, toujours à cheval, les avait précédés. Ils furent reçus dans « la cour d'entrée », non sans une certaine pompe. Mme de Lamartine avait introduit des grooms dans cette simplicité rustique. Et peut-être sa réserve d'Anglaise, toujours un peu distante, refroidit-elle les visiteurs dès le premier abord. On croit deviner chez eux une première déception. La vue du château en fut une autre pour ces fanatiques de l'ogive et du mâchicoulis.

— Où est donc le château de vos vers ? demanda Hugo.

— Vous le voyez, répondit M. de Lamartine. Seulement, je l'ai rendu logeable. L'épaisseur des lierres donnait de l'humidité aux murs et à moi des rhumatismes, je les ai fait arracher. J'ai fait abattre les créneaux et moderniser la maison, dont les pierres grises m'attristaient. Les ruines sont bonnes à décrire et non à habiter...

Lamartine s'en tirait par une pirouette, ce qui scandalisa fort MM. Hugo et Nodier. Après cela, on déjeuna, on se promena, on dit des vers. Ces dames Nodier et Hugo étaient toujours en robes de soie et en corsage montant, malgré la chaleur : elles devaient être fort gênées et un peu humiliées devant la tenue estivale, plus élégante, de la maîtresse de maison et de ses nièces. Pour le dîner, celles-ci s'étaient mises en décolleté et grande toilette, au désespoir des deux malheureuses qui suffoquaient dans leurs corsages montants et leurs jupes de petites bourgeoises endimanchées. Mme Nodier n'y tint plus : elle se déclara fatiguée et désireuse de rentrer au plus vite à Mâcon. Qu'à cela ne tienne !... Le châtelain de Saint-Point, « hospitalier, nous dit-on malignement, de cette vraie hospitalité qui laisse la porte ouverte aussi bien pour sortir que pour entrer », s'empressa de mettre sa voiture à la disposition de son invitée, la berline et la calèche qui avaient amené les deux ménages, y compris la bonne d'enfants et le poupon de Mme Hugo, étant retournées à Mâcon : apparemment, on devait passer la nuit chez les Lamartine. Et

voilà que Mme Nodier avait subitement envie de déguerpir !...

On entassa les femmes, la bonne et l'enfant dans la voiture. Les hommes et le dessinateur durent suivre à pied, tandis que M. de Lamartine, à cheval, les guidait jusqu'à la grande route. Là, « il leur serra la main et retourna chez lui », tout simplement. Et voilà Nodier, Hugo et le dessinateur en plan sur la route ! Ce n'était pas une petite affaire que d'aller à pied de Saint-Point à Mâcon, même par des chemins de traverse. On juge de l'état et des dispositions de nos voyageurs lorsqu'ils arrivèrent enfin à leur auberge, d'autant plus que la voiture de ces dames ne les rejoignit qu'après une longue attente qui laissait supposer les pires accidents...

Cette légère mise au point du récit de Hugo nous donne à penser que l'hospitalité si large de Lamartine n'allait point sans un certain sans-gêne, un certain laisser-aller. A cette époque-là, on n'était pas difficile à la campagne. On faisait chambre commune, on couchait à deux dans le même lit. On se contentait des légumes du jardin et des poulets de la basse-cour. Toutefois, certains invités n'étaient pas contents. La plupart revenaient quand même, malgré la froideur britannique et les grooms de Mme de Lamartine, malgré les chiens et les perruches du maître et la table peu raffinée. Cette grande renommée les fascinait. Cette lyre toujours vibrante les enchantait. Il faut dire aussi que, quand il le voulait, il savait se faire tout à tous. Il emmenait son monde par monts et par vaux, en voiture et à cheval. On s'asseyait sur l'herbe, on buvait le lait de la fermière et on mangeait les gaufres des paysans. On écoutait le maître parler des cèdres du Liban, de lady Stanhope ou des jeunes filles grecques de l'Archipel, et l'on rentrait au château, ayant assez mal goûté et un peu fourbus, mais éblouis et charmés.

N'OUBLIONS pas qu'au milieu de ce flot de visiteurs il était continuellement pris par des occupations et obsédé par des soucis de toute sorte, dont les soucis d'argent n'étaient pas les moindres. Comment ce rêveur avide de solitude et de paix pouvait-il se recueillir sérieusement pendant les trois ou quatre heures matinales qu'il passait dans sa tour de Saint-Point ou dans son réduit de Monceau ? Le pouvait-il même tous les jours ? Il a souvent répété qu'il n'était qu'un

amateur en poésie, un improvisateur qui s'abandonne à une minute d'inspiration, et que la poésie n'était pour lui qu'un délassement entre deux tâches. Il y mettait de la coquetterie, mais cela semble assez près de la vérité. Sauf dans sa première jeunesse, il n'a jamais eu le temps de se donner au travail fervent et régulier de la composition. De là le caractère fragmentaire de toute son œuvre qui, sauf quelques rares morceaux, est en effet une improvisation perpétuelle avec tous ses risques et toutes ses défaillances, ou une énorme et confuse ébauche, quand le démon des vers s'emparait de lui et qu'il déversait des centaines d'alexandrins sur le papier.

Il n'en est pas moins vrai qu'il a dû à Saint-Point et à Milly ses meilleures inspirations. Son amour de la terre était peut-être le plus fort et le plus profond de ses sentiments. Il l'aimait non pas seulement en poète, mais en propriétaire, qui s'attache à son bien comme à sa substance, à l'âme de son âme. L'idée qu'il pourra être dépouillé de sa terre le met au désespoir : « S'il me fallait vendre une terre, écrit-il à Mme de Girardin, je me sentirais déraciné. Ce serait comme vendre mon père et ma mère et moi-même dans tout mon passé. Cela me rend triste quelquefois, et *j'embrasse* mes arbres pour qu'on ne nous sépare pas... »

Il les embrasse si bien, ces arbres si chers, qu'il put les garder presque tous jusqu'à la fin de sa longue vie, à part les sapins et les charmilles de Milly, qu'il lui fallut sacrifier quelques années avant de mourir. Comment cet homme traqué par des meutes de créanciers, écrasé par des dettes sans cesse accrues, a-t-il réussi à garder jusqu'au bout ses trois châteaux ? L'amour de la terre n'y suffisait pas : il y a fallu une habileté de manœuvre peu commune. C'est la plus belle et peut-être l'unique réussite de l'homme d'affaires qu'il se vantait d'être.

En tout cas, la terre s'est montrée reconnaissante d'un tel attachement et d'un tel amour. On ne peut faire un pas dans ce pays lamartinien sans trouver partout le souvenir toujours vivant du grand homme, un souvenir fait d'admiration et de fidélité affectueuse : ce pays reste marqué, à jamais, à l'empreinte de son âme et de son génie.

LOUIS BERTRAND.

L'EUROPE DE 1940

Lorsque, il y a près d'un an, nous avons publié dans la *Revue* l'article intitulé *l'Europe de* 1939, nous avions eu le souci d'attirer l'attention des Français sur le péril qui les menaçait et sur la fragilité de la vie internationale. L'Allemagne n'a pas tardé à découvrir ses féroces projets. Elle s'est jetée sur la Pologne, à laquelle elle jurait quelques mois auparavant une hypocrite amitié, et elle a provoqué la guerre.

Six mois ont passé depuis le début des hostilités. L'Allemagne n'est pas arrivée à imposer à l'Europe la paix qu'elle se flattait d'obtenir par une guerre éclair. Tous ses plans se sont trouvés modifiés par cette déception initiale. Au lieu d'une Angleterre hésitante, elle a en face d'elle une Angleterre résolue. Au lieu d'une France politiquement divisée et menacée d'agitations communistes, elle voit une France unie et décidée à soutenir la guerre jusqu'au bout. Au lieu d'alliés rapprochés, mais différents, elle constate une entente complète et durable.

Condamné par lui-même à une guerre longue, le Reich abat son jeu. Il avoue ses immenses ambitions. Il ment dans le détail, mais il ne cache plus que l'essentiel pour lui est la domination de l'Europe. Il parle encore pour la forme d'espace vital, de place au soleil, de besoin d'expansion. En fait, il proclame une mégalomanie délirante et frénétique. Hitler est le germanisme éternel sous sa forme virulente. Il a repris les vieux rêves pangermanistes qui datent de la fin du XIXe siècle. Il est dévorant. Et, par une singularité inattendue, il a donné au monde entier six mois de réflexion qui ont permis de dissiper, sur la nature et la portée du conflit, toutes les illusions.

SIX MOIS DEVANT LA LIGNE MAGINOT

Pourquoi ces six mois sans initiative militaire de la part du Reich ? C'est la première question à éclaircir pour essayer de comprendre les événements. Il est certain que le haut commandement allemand avait, dès le début de septembre, le désir de prendre l'offensive. Attaquer l'adversaire principal, l'attaquer tout de suite, c'est la règle classique. Elle était d'autant plus tentante à suivre que l'Allemagne jugeait alors qu'elle disposait d'une certaine supériorité d'armements. Comme elle vivait sur le pied de guerre depuis deux ans, elle pouvait tenter immédiatement une opération sur le front français, tandis que nous faisions notre mobilisation, tandis que se formait le dispositif de guerre, tandis que les Anglais commençaient d'envoyer leurs effectifs. Elle se serait occupée de la Pologne plus tard.

Ce qu'elle pouvait faire, l'Allemagne ne l'a pas fait. Elle s'est précipitée sur la Pologne, qui s'est défendue de son mieux et qui a succombé au bout de quelques semaines. Une seule explication : Hitler ne croyait pas à la guerre. Il avait de sa force une telle idée, qu'il n'imaginait pas que l'Europe lui tiendrait tête. Pour lui, l'expédition de Pologne, minutieusement préparée, avec des moyens supérieurs à ceux des Polonais, avec une armée motorisée manœuvrant dans des plaines non fortifiées, devait aboutir avec une rapidité foudroyante. Et devant ce résultat, le monde, stupéfait, devait s'incliner.

C'est la théorie que, dans l'entrevue de Salzbourg, M. de Ribbentrop soutint devant le comte Ciano qui, mieux informé, exprimait ses doutes. C'est la théorie que tous les agents hitlériens exposaient en Europe, à Londres comme à Paris. A la fin d'août, les Allemands qui se trouvaient en Angleterre et en France proclamaient que la guerre était impossible, parce que le traité avec les Soviets assurait au Reich une telle puissance que personne ne pouvait plus songer à résister. L'Allemagne croyait à un second Munich. Elle était trop orgueilleuse pour raisonner. Elle ne se rendait pas compte qu'une solution comme celle de Munich, acceptée difficilement une fois par nécessité, ne peut pas être tolérée

deux fois. En 1938, Munich avait été le repli de nations pacifiques insuffisamment préparées à la guerre. En 1939, un second Munich aurait été une capitulation.

Telle était bien l'espérance secrète de Hitler. Si l'Europe avait sans réagir supporté l'assassinat de la Pologne, le Reich prudemment aurait, pendant quelques mois ou quelques semaines, affecté le contentement. Il aurait repris la mensongère promesse qu'il en avait fini avec les réclamations territoriales. Après quoi, il aurait réduit à la servitude l'Europe centrale et une à une les petites nations, jusqu'au jour où il se serait retourné contre la France, puis contre l'Angleterre. Le système hitlérien consistait à conquérir, ou à dominer, de préférence sans guerre, et successivement, toutes les nations qui gênent le Reich ou qui peuvent s'opposer à ses monstrueuses ambitions.

Dès avril 1939, l'Angleterre et la France avaient compris. Peut-être imaginaient-elles encore que, si le Reich avait la certitude de les trouver toutes deux devant lui, il hésiterait à jeter le monde dans un terrible conflit. Mais elles savaient que, si elles ne manifestaient pas leur volonté absolue de résistance, elles étaient perdues, et toute l'Europe avec elles. C'est pourquoi elles ont multiplié les avertissements. Elles ont dit et répété que toute agression contre la Pologne serait une agression contre elles-mêmes. Hitler se refusait à les croire. Fourbe et cruel, il ne concevait plus que d'autres pussent dire la vérité. Il ne concevait plus que des nations non attaquées directement pussent ne pas tolérer l'assassinat du voisin et attendre ensuite le bon plaisir de l'assassin. Pour l'honneur et pour le salut de l'Europe, l'Angleterre et la France ont raisonné autrement. Elles se sont souvenues de la maxime clairvoyante de Richelieu qui a dit : « Y a-t-il prudence et justice qui permettent d'attendre que les autres soient dévorés pour l'être les derniers ? »

Quand la campagne polonaise a été terminée, Hitler s'est trouvé dans une situation qu'il n'avait pas voulu prévoir. Il avait devant lui l'Angleterre et la France prêtes à subir la guerre : toutes deux lui signifiaient qu'il n'imposerait pas de paix allemande. C'est le moment où il a eu peut-être la tentation de se jeter sur la ligne Maginot. Mais il était trop tard. La mobilisation française était faite, les effectifs anglais

commençaient d'arriver, le système de fortification avait été complété et perfectionné. Les risques d'une offensive étaient si grands pour l'Allemagne qu'elle n'y a pas donné suite. Ce n'est pas dire, certes, que les mois écoulés aient été sans combats, sans pertes, sans de rudes et périlleux travaux, et toute la France sait ce que représente d'efforts et de dangers un communiqué notant, avec une sobriété austère, une journée calme. Mais ce qui est réel, c'est que, à l'abri de cette ligne Maginot défendue jour et nuit par nos soldats, l'intérieur du pays a pu vivre et travailler dans le calme, que toute l'usine de guerre a pu fonctionner, que les munitions, les avions, les canons, les chars ont pu être fabriqués, que le territoire est resté intact, et que nous avons pu porter à un plus haut degré notre puissance.

L'importance de ces six mois, à condition qu'ils aient été bien employés, est capitale dans l'histoire de la guerre. On n'en saisit pas à tout instant la portée, parce qu'on s'y est habitué. Mais il y a là un fait qui, en son genre, peut être aussi déterminant que la victoire de la Marne dans l'autre guerre. La victoire de la Marne a brisé l'élan de l'ennemi en 1914, et elle a permis d'organiser à l'abri des tranchées cette usine de guerre sans laquelle, dans les conflits modernes, rien n'est possible. L'arrêt de l'ennemi sur la ligne Maginot n'a pas le même éclat militaire. Mais, étant donnée la forme scientifique de la guerre, la place prise par la technique et par le matériel, il a donné la possibilité d'un immense travail dans la zone des armées et dans la zone de l'intérieur. L'armée et l'armement sont aujourd'hui nettement supérieurs à ce qu'ils étaient au début de septembre.

LA GUERRE D'INTIMIDATION

L'Allemagne des nazis a donc renoncé provisoirement, dès octobre, aux grandes opérations militaires. Elle vient pendant six mois d'essayer de la guerre d'intimidation. Hitler n'a pas pu courir le risque des combats de vaste envergure parce qu'il sait que le régime ne résisterait pas à une défaite. Il a entrepris une série d'opérations isolées sur mer, dans les airs, une série d'opérations diplomatiques, une série d'opérations de propagande à l'intérieur des pays belli-

gérants ou neutres. A la guerre des armées il a substitué la guerre contre l'énergie de l'adversaire. Son plan est de briser moralement la résistance des autres pays. De là la piraterie continuelle, la guerre sous-marine, les mines. De là les bombardements par avions des navires surpris en mer ou dans les ports. Et si, pendant six mois, il n'y a pas eu de guerre aérienne plus intense, c'est que l'Allemagne n'était pas prête ou qu'elle a craint les représailles sur les villes du Rhin et sur Berlin même. De là, enfin, les menaces perpétuelles aux neutres, tantôt aux Scandinaves, tantôt à la Belgique et à la Hollande, tantôt aux pays balkaniques.

Par ces procédés, le Reich a espéré maintenir le monde dans un état d'appréhension perpétuelle qui le ferait fléchir. Étreint par le blocus plus qu'il ne l'avoue, il a tenté de faire peur aux neutres et, par une série de chantages, de les obliger à le ravitailler. Il a ruiné une partie de leur flotte marchande et assassiné leurs marins. Il a sans cesse répandu des rumeurs propres à les terrifier.

En même temps, il a occupé l'imagination orgueilleuse et crédule du peuple allemand. Il a proclamé qu'il était invincible. Il a parlé de ses armes secrètes, du génie du Fuhrer, du destin mystérieux de l'Allemagne. Il a tenu le peuple dans un état artificiel d'exaltation et de confiance, afin de lui faire accepter tous les sacrifices, toutes les restrictions. Il a achevé d'étouffer par la police et au besoin par les exécutions toutes les oppositions. Hitler est un chef plébiscité qui a besoin de toujours affirmer que la nation est tout entière avec lui et qui veut inspirer ou imposer une sorte de fétichisme.

Mais, depuis six mois, quel a été l'effet de ses manœuvres variées ? Trois faits principaux. L'affaire de l'*Admiral Graf von Spee* qui a causé dans toute la marine allemande un sentiment de déchéance morale tel que le commandant du croiseur allemand s'est donné la mort. L'affaire de l'*Altmark* qui a montré un tel sans-gêne à l'égard de la Norvège neutre, un tel cynisme devant les lois maritimes internationales, qu'après l'intervention vigoureuse et heureuse des bâtiments anglais le Reich n'a pas osé insister auprès de la Norvège. Enfin et surtout, l'affaire finlandaise, certainement décidée entre Berlin et Moscou, et tellement odieuse que le Reich a pris soin

d'en laisser toute l'impopularité aux Soviets, lesquels n'ont plus rien à perdre.

Si bien que les mois de guerre d'intimidation ont abouti à un échec. L'héroïque Finlande a ruiné la légende de la puissance militaire des Soviets. Le martyre infligé par les nazis à la Pologne a prouvé au monde entier que l'Allemagne était sans foi ni loi. La piraterie sur terre et dans les airs n'a pas empêché le blocus croissant des Alliés, et l'on ne saurait rendre trop hommage aux efforts admirables des marins britanniques et français qui accomplissent jour et nuit une besogne souvent inconnue, pénible, dangereuse et indispensable. C'est cette situation générale qui a fait imaginer aux neutres que la guerre se prolongeant sans paraître aboutir, il y avait peut-être là l'occasion de quelque médiation favorisant le retour de la paix.

Projet qui était explicable, mais qui n'était pas juste. Il était explicable parce que les neutres sentaient qu'un conflit prolongé risquait de les entraîner. Il était explicable aussi parce qu'il trouvait un appui éventuel au Vatican, lequel a un souci naturel de la paix sur terre, et le secrétaire d'État, le cardinal Maglione, a pris trop longtemps intérêt aux rêves de M. Briand pour ne pas être attiré par tout plan d'arrangement international. Il était explicable enfin parce que les États-Unis paraissaient, en vue de l'avenir, désireux de s'entretenir avec le Saint-Siège et avec l'Italie non belligérante. Et les conversations entre ces trois Puissances étaient complaisamment considérées comme un message d'espérance.

Pour ceux qui connaissent l'Allemagne, il n'y avait là rien de réel, rien qui pût aboutir à un résultat souhaitable et valable. L'Allemagne ne capitule pas sans se battre. Elle est prompte aux liquidations, même pénibles, quand elle s'effondre. On a vu, en 1917, M. de Lancken entreprendre une paix de compromis, d'ailleurs vague et inacceptable, quand il a jugé son pays voué à la défaite. On a vu l'État-major allemand réclamer, à la fin d'octobre 1918, un armistice immédiat, parce que l'armée ne tenait plus. Mais en 1940, quelles que soient ses lourdes inquiétudes, l'Allemagne n'en est pas encore là. Des négociations auraient été inutiles, et elles n'auraient pas été sans inconvénients, parce qu'elles auraient jeté le trouble dans les esprits.

L'Allemagne s'est chargée elle-même de couper court à toutes les illusions. A l'occasion du voyage que faisait en Europe M. Sumner Welles, le délégué de M. Roosevelt, elle a affiché avec jactance des prétentions sans limite. Sur Vienne, sur Prague, sur Varsovie, aucune concession. L'Europe centrale entière est réclamée comme la zone d'influence de l'Allemagne, son espace vital. Le sort des petits États est subordonné aux volontés du Reich. Et les grandes Puissances de l'Ouest, l'Angleterre et la France, sont exclues de toute la politique du Centre européen, en attendant qu'elles le soient de l'Europe orientale.

La politique allemande était exposée hardiment à la veille du jour où M. Sumner Welles arrivait en Europe. Ce n'était pas par hasard. Rien n'est improvisé dans la presse allemande. Un écrivain qui a d'ailleurs du talent et qui est au service de la propagande du Reich, M. Rudolf Kircher, a expliqué dans la *Gazette de Francfort*, au cours d'un grand article, quelle était la pensée de l'Allemagne. Il s'agit pour elle de dominer un vaste espace économique « autarcique », qui va de la mer du Nord au Pacifique. Ce colossal dessein suppose naturellement l'anéantissement de la France et de l'Angleterre. Il suppose la complaisance de l'Italie et du Japon. Il suppose la complicité des Soviets, regardés comme de simples occupants des riches territoires russes. L'auteur ne cachait pas que c'était là une action contre le monde anglo-saxon tout entier, un soulèvement révolutionnaire contre les maîtres de la mer. Ce délire des grandeurs fait sourire par son excès même, parce que l'Occident a le sens de la mesure. Il est pris au sérieux par les Allemands qui considèrent comme possible tout ce qui est à la mesure de leur force, proclamée par principe illimitée.

L'Europe de 1940 ne subit pas l'épreuve d'une simple guerre. Elle est menacée d'un bouleversement total, de l'extermination des vaincus, de l'asservissement de tous les petits États, de la ruine de la civilisation chrétienne au profit du paganisme totalitaire. Il ne s'agit pas d'un conflit entre deux ou plusieurs nations. Il s'agit d'une invasion de barbares motorisés, conduits par Staline et par Hitler.

Il aura fallu vingt ans et une nouvelle guerre pour que le monde comprenne. Beaucoup d'épreuves auraient été épargnées aux hommes si, de 1924 à 1938, les peuples et les diri-

geants n'avaient pas eu tant d'idées fausses sur l'Allemagne et n'avaient pas commis tant d'erreurs. Tous y ont leur part, l'Amérique, l'Angleterre et la France, hélas ! qui était mieux placée que tout autre pour rappeler les dures réalités, si elle n'avait été aussi obnubilée que ses dirigeants. Était-il donc si difficile de savoir ce qu'était le germanisme ? La Prusse d'abord, l'Allemagne ensuite ont bénéficié d'une incroyable indulgence. L'aveuglement remonte au XVIIIe siècle. Il a duré la plus grande partie du XIXe siècle, qui n'a jamais mieux mérité qu'à cette occasion d'être appelé stupide.

Dès 1871, la constitution d'une grande Allemagne faisait peser sur l'Europe le danger qu'elle s'est obstinée à ne pas voir. Le germanisme a commencé par être habile, c'était celui d'un homme d'État : Bismarck. Il est devenu ensuite, de 1890 à 1914, plus agressif et il a provoqué la guerre : c'était le germanisme des généraux. De 1933 à 1940, le germanisme est à la fois plus déréglé, plus cruel, plus vulgaire et plus insensé : c'est le germanisme des gangsters. Mais, sous des apparences variées, c'est toujours le même, c'est la vieille âpreté conquérante des Teutoniques. L'Europe débonnaire a cru les apprivoiser à Genève : elle n'a fait que les nourrir et les rendre plus audacieux. Elle se réveille. Elle se sauvera en payant au destin le prix, qui sera lourd. Elle est la plus forte. Elle ne succomberait que par manque d'énergie. Elle saura vouloir. Ce sera l'honneur de l'Angleterre et de la France, qui avaient été si indulgentes à l'Allemagne et qui s'étaient si gravement trompées, d'avoir les premières, dès le mois d'août 1939, discerné la nature et l'ampleur du problème général que posait l'ambition du germanisme et d'avoir courageusement accepté la guerre pour leur salut et pour le salut de tous. C'est en vérité une croisade. Qui désormais y participera ?

L'AVENIR DE LA CROISADE

Il est très difficile de prévoir ce que sera le développement du conflit : trop d'éléments indispensables d'appréciation manquent. Quand il s'agit de la France et de l'Angleterre, on peut arriver à des conclusions : on sait quelle est leur résolution absolue de conduire la guerre jusqu'à la victoire,

on sait quel est leur effort de fabrication et d'armement, on sait quelles sont les ressources immenses de leurs empires coloniaux ; on sait quel est le fort et quel est le faible de leur politique intérieure.

Mais quand il s'agit de l'Allemagne, les incertitudes sont considérables. Quel est l'état moral du pays ? Hitler ne règne-t-il que par la terreur de la Gestapo ? Est-il encore servi avec frénésie par toute la nation ? Que pense l'armée ? Quelles sont les intentions de ce qui reste de l'ancienne société, des industriels, des grands chefs, des survivants de l'ancienne armée ? Dans quelle mesure le caporal-généralissime a-t-il réussi par le nazisme à bolcheviser l'Allemagne et à détruire les anciennes hiérarchies ? Personne n'est en état de répondre. La situation intérieure de l'Allemagne est cependant d'une importance capitale dès que l'on essaye de pénétrer l'avenir.

Ce qui semble très probable, d'après tous les renseignements venus par les neutres, c'est que l'Allemagne subit moralement et matériellement un régime qui paraîtrait insupportable à n'importe quel pays sauf aux Soviets, mais qu'elle le supporte. Il est prudent de supposer qu'elle a des stocks lui permettant de vivre plus d'un an, qu'elle fera effort pour se procurer ce qui lui manque dans les pays neutres ou en Russie. Sur trois sujets précis, l'Allemagne est sûrement gênée : elle manque de minerai et de pétrole, et elle a des chemins de fer en mauvais état. De cette situation, quelles conséquences tire l'Allemagne pour la conduite de sa guerre ? Toutes les hypothèses peuvent être faites, et logiquement elles sont toutes soutenables. Elles sont vaines. L'ennemi a son plan et il ne le révélera pas.

A défaut d'initiative militaire, l'Allemagne a pris une initiative diplomatique. Elle essaye d'attirer à elle, par des promesses ou par des menaces, tous les neutres et tous les non-belligérants dont le concours lui serait utile. Elle a voulu le dénoûment brusque de la guerre finlandaise qui retenait trop longtemps les troupes soviétiques. Elle veut l'asservissement des États scandinaves qui possèdent du minerai, et dont les côtes peuvent servir de bases maritimes et aériennes contre l'Angleterre. Elle veut la réconciliation de l'Italie et des Soviets, qui lui est nécessaire pour son action dans les Balkans. La guerre totale suppose l'utilisation de toutes

les forces et de tous les États, qu'ils le veuillent ou non. La neutralité se meurt.

A cette offensive germanique, quelle est la réplique des Alliés ? Leur diplomatie, respectueuse de l'indépendance de tous les États, paraît avoir été d'une extrême discrétion. Ils n'ont pu ignorer, dès le début, l'importance de la guerre finlandaise et ils n'ont pas tout de suite saisi l'occasion qu'elle leur offrait. Ils se sont contentés de se préparer à tous les événements et d'attendre le moment inévitable des opérations, soit qu'ils les subissent, soit qu'ils les déterminent. Toute guerre ne s'achève généralement que par une décision militaire et l'heure en est inconnue.

Où seront les neutres à cette date ? S'ils se prononçaient tous demain, la guerre finirait demain et l'Allemagne s'écroulerait devant le monde entier. Nous n'en sommes pas là. C'est humain. C'est explicable. Tout au plus peut-on imaginer que, si l'Angleterre et la France venaient à connaître des temps trop difficiles, le reste du monde, qui ne peut se passer de leur victoire, ne les laisserait pas sans secours. Mais tous espèrent pouvoir garder leur neutralité et attendre la victoire nécessaire des Alliés seuls.

Rien de plus significatif que l'événement finlandais. S'il y a un pays qui ait conquis l'admiration, le respect, l'affection du monde entier, c'était bien la Finlande. Des volontaires y venaient de toutes parts. Mais pour lui porter un secours efficace, il ne s'est trouvé que l'Angleterre et la France qui sont déjà en guerre. Les autres États se sont tous dérobés et il y a quelques jours encore ils n'avaient rien imaginé que de proposer une médiation qui était une promesse de terrible diminution pour la Finlande. L'intérêt général était devenu cependant tout à fait évident. La victoire de la Finlande, c'était une victoire pour l'Europe entière, une défaite à la fois pour l'Allemagne et pour les Soviets. Il n'y a pas démonstration plus probante de l'inanité de la sécurité collective. Cette disposition juridique aurait beau être décidée devant un tapis vert, et à l'ombre du palais genevois, que vaudrait-elle en fait ? Les circonstances viennent de signifier que, même dans une Europe en armes, quand la guerre met aux prises quatre nations et rôde de tous côtés, la sécurité collective n'existe pas.

De cet enseignement en découle un autre, capital pour l'avenir. Et cet enseignement, c'est que la croisade ne servira à quelque chose que si elle met pratiquement fin au péril germanique. M. Daladier a parlé de garanties matérielles et positives. M. Chamberlain a parlé de garanties tangibles. Ces mots ont un sens précis. Ils veulent dire qu'après la dure épreuve où il est engagé le monde n'aura de paix que si la Grande Allemagne est réduite à l'impuissance, que si toutes les leçons de l'histoire et toutes les réalités géographiques sont examinées, et si elles inspirent l'idée directrice et les détails essentiels de la paix future. Alors, quel que soit le prix de la victoire, même si l'Angleterre et la France sont matériellement et financièrement très éprouvées par un terrible effort, avec cent ans de paix devant elles, elles sont assurées de se refaire par une politique sage, et le monde retrouvera son équilibre perdu.

La guerre de 1939 est la suite de la guerre de 1914. Elle n'a été inévitable que parce que les vainqueurs de 1918 n'ont pas compris la nature du germanisme, et qu'ils n'ont pas accompli tout ce qu'ils devaient aux générations futures. Le destin leur offre une chance encore. Puissent-ils la saisir ! A l'horloge du temps, les heures sont longues à revenir. Si les Alliés se laissaient aller à une paix de transaction et de compromis qui reste l'arrière-pensée secrète de l'Allemagne, qui peut dire qu'ils retrouveraient les conditions qui leur sont offertes aujourd'hui, la ligne Maginot, la mobilisation faite en ordre, la fermeté morale des deux nations unies, l'adhésion à leur cause de la conscience universelle ? Il faut en finir, a dit M. Chamberlain. Aucune maxime ne résume plus exactement la situation. L'Europe de 1940 doit à elle-même et à ses enfants de briser complètement l'entreprise d'hégémonie germanique et de recréer un monde habitable et civilisé.

* * *

LE PRÉSIDENT MOTTA

La dernière fois que je vis M. Motta, l'homme d'État si vivement regretté de toute la Suisse, il était dans ce bureau du Palais fédéral, à Berne, où défilèrent tant de hauts magistrats des deux mondes. Le buste fortement penché vers son interlocuteur, le regard vif et brillant à la recherche des pensées de son visiteur, le geste fréquent et rapide, M. Motta n'était point de la race des diplomates à la tactique serrée, habiles à enregistrer des impressions, mais peu disposés à faire part des leurs. Orateur de grande classe, — que ce fût au Parlement ou sur la place publique, — Giuseppe Motta se faisait un devoir quasi religieux d'exposer ses idées à celui qui sollicitait une audience. Sa conversation prenait alors le ton de la confidence ; elle en avait l'intérêt et l'émotion. On pouvait ne pas partager son opinion, ne pas accepter toutes ses manières de voir, on demeurait séduit par la haute élévation de pensée de chacun de ses propos. Et lorsque, l'entretien terminé, il s'encadrait dans la haute fenêtre de son cabinet, lorsque son fin profil se dessinait sur un fond incomparable de beauté, où les alpes, les forêts et les champs semblent s'unir pour protéger l'antique cité des bords de l'Aar, Giuseppe Motta apparaissait alors comme le gardien spirituel du sol national.

Mêlé très jeune aux affaires publiques dans son canton d'origine, le Tessin, — il était né à Airolo en 1871, — il siégea six ans au Grand Conseil (le Parlement cantonal) et deux ans au Conseil national (Chambre des députés de la Confédération) avant d'être appelé à remplir les fonctions de conseiller fédéral, soit de membre du gouvernement. Durant sept années, il dirige le département des Finances et des

Douanes, mais ce jurisconsulte est plus attiré par les questions de droit international que par celles qui se rattachent à l'économie publique. Dès 1919, il prend le portefeuille des Affaires étrangères, qu'il conservera jusqu'à sa dernière heure. Président de la Confédération à cinq reprises (le *primus inter pares* helvétique est nommé pour une année et n'est pas immédiatement rééligible), Motta fut le premier Tessinois qui gravit l'échelon politique suprême. L'Assemblée fédérale, composée du Conseil national et du Conseil des États réunis, n'hésita jamais à lui confier ce mandat de si haute importance, de même que, fidèlement, à chaque renouvellement du Conseil fédéral, elle lui apporta durant vingt années un nombre imposant de suffrages.

Ce fait mérite d'être relevé dans l'histoire des mœurs politiques, car Motta était trois fois « minoritaire ». Catholique fervent, alors que la majorité du peuple suisse est protestante, conservateur, alors que la majorité est radicale, de langue italienne, alors que la langue allemande et la langue française sont celles de la majorité des autres cantons, il aimait à souligner la sympathie qui l'unissait à ses confédérés venus d'autres horizons. Il en comprenait l'esprit, il en savait les langues au point que son talent oratoire s'exerçait aussi bien en français et en allemand que dans la langue de Dante. Il n'avait pas borné ses études aux *Pandectes*. Ce docteur en droit avait toujours été attiré par les belles-lettres. Ainsi avait-il pu pénétrer la culture française, pour laquelle il marquait une admiration constante, sans négliger ce que Gœthe avait espéré pouvoir donner au monde. Mais c'est bien la littérature italienne de la plus grande époque qu'il aimait à approfondir : il y trouvait de grandes maximes, dérivées peut-être de la philosophie latine, mais transfigurées par la foi chrétienne.

Rien de plus émouvant que d'entendre cet homme d'État, qui aurait pu, sans lâcheté, se tenir coi en de grandes circonstances d'ordre international, monter à la tribune devant un auguste parterre de présidents de Conseil et de ministres des Affaires étrangères, non point pour le vain plaisir de faire valoir de beaux dons, mais par souci d'être fidèle à sa conscience. De cela son pays était fier. De cela témoignent les deux beaux volumes de ses discours, aux-

quels, en grand Latin, il a donné pour titre : *Testimonia temporum*.

La politique pouvait l'égratigner, des oppositions pouvaient se manifester dans les camps des socialistes extrémistes et des communistes : Motta savait qu'il avait derrière lui non seulement des groupes souvent en discussion avec le sien, mais l'immense majorité du peuple suisse. Avec une finesse toute latine, il avait compris, dès les premiers jours de fonctions ministérielles qui durèrent plus de vingt années, que la démocratie helvétique était fondée bien plus sur des traditions plusieurs fois séculaires que sur de grandes doctrines politiques. Sociale et conservatrice à la fois, elle avait, au cours des siècles, élaboré tout un programme que des lois, votées par le peuple lui-même, soumettent à de nombreuses revisions, approuvant ceci, rejetant cela, sans que le peuple se croie obligé de voter dans le même sens que son Parlement.

Motta connaissait ce double aspect de la Suisse : sociale dans sa recherche de l'amélioration des conditions de la vie, recherche que soulignent ses lois relatives au travail dès longtemps en application ; conservatrice, c'est-à-dire si fermement attachée aux principes sur lesquels elle fonda son régime dès le XIIIe siècle, que tout apport politique nouveau lui apparaît comme un élément de trahison. On le voit bien par le dédain avec lequel elle a abandonné, aux dernières élections municipales, cantonales et fédérales, les candidats soupçonnés de s'être laissé impressionner par des doctrines totalitaires. On le voit plus clairement encore si l'on se souvient que le communisme a été exclu de la vie politique dans plusieurs cantons suisses et que, si d'autres ne les ont pas suivis, c'est parce que jamais le léninisme n'avait réussi à s'y acclimater.

Motta avait d'ailleurs parfaitement expliqué l'attitude de son pays à l'égard du bolchevisme lorsque la candidature de l'U. R. S. S. fut présentée à l'Assemblée de la Société des nations. Il pouvait paraître prétentieux de la part d'un État aux dimensions territoriales restreintes de marquer une opinion différente de celle des plus grandes Puissances. Mais Motta, exprimant l'avis de tout un peuple, dénonça le danger d'agréer comme membre de l'association internationale un État dont toute l'activité était contraire aux principes de la civilisation la plus élémentaire. Plusieurs années auparavant,

il avait fait valoir que l'Abyssinie, qui connaissait encore l'esclavage, pourrait peut-être attendre encore avant de réclamer son incorporation à la Société des nations ; mais l'Abyssinie fut admise, puis soumise au triste sort d'une nation déchue par les armes de tous ses droits. Pour la Russie, le cas était infiniment plus grave et son acceptation comme membre de la Ligue infiniment plus grosse de conséquences.

Courageux, au milieu d'une assemblée très attentive, écouté, il m'en souvient, dans un silence religieux, Motta fit entendre, ce jour-là, — il put en témoigner, — la voix de tout son pays. Il estimait avoir d'autant plus le droit de donner l'opinion de la Suisse sur la candidature de l'U. R. S. S. que, seul entre tous les peuples, celui de la Confédération avait été appelé à se prononcer par plébiscite sur son entrée dans la Société des nations. Cette entrée fut votée, mais cela n'alla pas sans quelques difficultés. La campagne avant le scrutin populaire fut assez mouvementée. La Suisse a, dans plusieurs domaines, des allures de bonne ménagère, plus soucieuse des soins à apporter à sa propre maison que des grandes maximes de la politique. Mais elle n'est point égoïste et, lorsqu'on lui exposa que la Société des nations était une tentative de pacification des esprits et qu'elle ferait preuve de générosité en renonçant à se tenir complètement à l'écart, elle se décida à voter *oui*.

Dès lors, le gouvernement suisse avait le devoir d'interpréter ce vote selon les promesses faites à son peuple. Passer froidement l'éponge sur les crimes commis par les Soviets, c'eût été paraître oublier, du point de vue strictement helvétique, le pillage de la légation suisse de Pétrograd, le massacre de son dévoué chancelier genevois, M. Doess ; c'eût été oublier que le jour même où, le 11 novembre 1918, les États belligérants déposaient les armes, il fallut reconduire à la frontière, *manu militari*, la mission soviétique tolérée à Berne ; elle avait trempé dans l'essai de guerre civile imaginé par un certain nombre de personnages bien vite mis à la raison. C'eût été surtout oublier que le communisme a pour but principal de saper les initiatives individuelles, de dissoudre la famille : cette famille dont M. Motta assurait le rayonnement avec une compagne admirable et, autour d'eux, dix enfants. Le représentant de la Suisse, après avoir

rappelé le travail forcé et les sombres fléaux sous lesquels Moscou aspirait à courber le monde entier par une révolution généralisée, fit valoir avec une sobre émotion l'atteinte portée aux valeurs morales et aux valeurs chrétiennes : « Le communisme soviétique, s'écria-t-il, combat l'idée religieuse et la spiritualité sous toutes ses formes. »

Et Motta, homme politique et chrétien devenu prophète, lança, vivement applaudi par ceux-là mêmes qui devaient voter un instant plus tard contre son avis : « Lorsque l'U. R. S. S. aura été admise, le Conseil et l'Assemblée se trouveront devant plusieurs questions qui restent ouvertes. Les résolutions de l'Assemblée qui se rapportent à l'indépendance de la Géorgie ne s'endormiront pas dans la mort. L'Arménie, l'Ukraine, d'autres pays encore verront des hommes de cœur continuer à s'occuper d'eux. Il ne faudra pas dire : « Ces questions ne se poseront plus. » Les sympathies du monde civilisé accompagnent les héros qui défendent leur vie et leur liberté. Ces questions ne sont donc pas atteintes par la prescription. »

L'Assemblée ne garda pas rancune à son président d'honneur de lui avoir exposé avec tant de franchise toute sa pensée. Chacun connaissait les nobles préoccupations de Giuseppe Motta. Chacun savait qu'il les traduisait en une action pratique. Jamais sa politique ne s'écarta des mesures généreuses, fût-ce au risque de l'entendre blâmer. Son devoir international, il ne le remplissait pas seulement en gérant les intérêts étrangers de la Confédération ; il le marquait encore en faisant partie du Comité international de la Croix-Rouge, à Genève, qui portait à ses yeux la double responsabilité d'affirmer l'égalité devant le malheur en même temps que la neutralité de la Suisse.

« Neutralité active », ce n'était pas dans sa bouche un vain mot. Motta avait revendiqué pour la Suisse le respect de son principe de neutralité inscrit dans ses mœurs dès 1515 et que les traités de Vienne et de Paris reconnurent « dans l'intérêt de l'Europe entière ». Mais il voulait, avec tout son peuple, que l'on ne se méprît pas sur cette neutralité. Il voulait tout d'abord que les voisins de la Suisse fussent assurés, non seulement en étudiant l'histoire, mais en consultant le présent, que jamais elle ne la laisserait violer par un agresseur

sans lui opposer une armée forte et décidée, cette armée dont il avait fait partie avec le grade de capitaine. Il voulait aussi que la neutralité politique de la Suisse, dictée par la géographie comme par la formation même de la population suisse, permît à celle-ci de tendre les bras à ceux qui endurent les maux de la guerre. Puisque « la neutralité de la Suisse est dans l'intérêt de l'Europe entière », que la Suisse en use pour faire œuvre utile ! Et si Dieu voulait qu'elle fût engagée dans un conflit, que la Croix-Rouge, née sur son sol, attestât, du moins qu'elle a tenté par une « neutralité active » d'épargner aux autres ce qu'elle est appelée à subir à son tour !

* * *

Motta souffrait des maux qu'engendre la guerre et souhaitait la réconciliation des peuples. Il ne pensait pas que quiconque pût déchaîner de nouveau de sanglantes fureurs. Le 2 octobre 1924, en clôturant l'Assemblée de la Société des nations, il avait dit, comme se parlant à lui-même : « Il y a cinq mois, c'était en mai, je fis un voyage à travers la France. A la fin de mon voyage, après avoir contemplé la grande pitié de la cathédrale de Reims, je voulus me rendre sur les collines de Verdun. Je voulus d'abord fouler en pèlerin la grande route qui vient de Bar-le-Duc et qu'on appelle désormais la Voie sacrée. C'est par là que passèrent tous les régiments de France montant à leur calvaire. Ils y passèrent, transfigurés par l'acceptation du sacrifice, bénis par leurs aumôniers et la plupart des soldats confessés et absous comme les Croisés de jadis. Je visitai l'ossuaire de Douaumont avec sa chapelle, et j'y tombai à genoux. Je parcourus ce terrain bouleversé, imprégné du sang d'un million de soldats... En ce moment, secoué que j'étais d'un frisson de tendresse envers les martyrs tombés pour la défense de leur patrie, mon âme s'éleva vers Dieu pour lui demander d'empêcher à jamais le retour de pareilles hécatombes. »

Motta fut profondément affecté lorsque septembre 1939 vint décevoir ses rêves pieux. Il semblait que sa sérénité l'eût abandonné, où plutôt qu'elle s'était transformée : nous n'avions plus devant nous le magistrat à la vivacité tout italienne, ardent à convaincre, prêt à sourire à la nature, à la beauté, fervent de l'amitié, dominant les petites intrigues.

heureux, en somme, d'avoir si bien compris son pays et d'être si bien compris par lui. Le président Motta s'était retiré en lui-même. Sans doute son accueil était-il toujours aussi chaleureux, mais on sentait que la flamme qui animait son regard et ses paroles était d'une autre qualité que celle qu'on lui connaissait. Certes, il avait vécu, au milieu de tous les orages, dans la piété dont il avait, lui, homme politique, fait la base de sa vie. Mais il avait gagné un stade supérieur : il vivait dans le divin, comme s'il pressentait que, bientôt, il serait appelé, après avoir connu les responsabilités humaines, à porter celles de l'âme.

Sa devise, *Suaviter ac fortiter*, il l'avait fidèlement observée. *Suaviter*, c'est-à-dire : agir avec douceur, ne pas faire se cabrer l'adversaire, lui opposer parfois un idéal, mais, le plus souvent, le confondre par la pure logique. Car son optimisme ne se perdait jamais dans les nuées. *Fortiter*, c'est-à-dire : agir avec force chaque fois que la position se calfeutre dans sa résistance. Motta ne menaçait pas. Cet orateur liait l'acte au discours. « Je n'ai pas le courage verbal », disait-il; les vaines paroles n'étaient point son affaire. Sa diplomatie n'était point gantée de velours, mais ferme, décidée sous ses formes de haute courtoisie. Au « courage verbal » il opposait le courage tout court, celui dont il avait dû faire preuve au temps de sa jeunesse, qu'il affirmait devant tous sans tenir compte des doutes, des sourires malicieux ou incrédules surgis sur son passage. Soutenu par sa foi et son patriotisme, il avançait comme si, tenant la vérité, il avait mission moins de la proclamer que de la faire descendre dans la vie. Et pourtant peu d'hommes avaient moins d'orgueil que lui. Il aurait pu se glorifier d'une carrière si brillamment parcourue. Au contraire, il s'inquiétait constamment de ce qu'il avait encore à faire pour qu'elle fût toujours plus utile.

On s'en rendait compte au delà des frontières étroites de son pays. Nombreux furent les diplomates qui, en contact fréquent avec lui, lui vouèrent non seulement une admiration sincère, mais encore une amitié réelle. Il y a quelques années, ses compatriotes fêtèrent, — oh ! avec une simplicité tout helvétique, — le vingt-cinquième anniversaire de son entrée au gouvernement. Quelle ne fut pas la surprise du président Motta lorsqu'il reçut du Saint-Père, des présidents de répu-

bliques, des rois et de tant de premiers ministres des lettres personnelles soulignant le rôle qu'il jouait dans les milieux plus particulièrement intéressés aux relations internationales !

Le dernier acte de sa vie de magistrat fut la rédaction de la note de son gouvernement au sujet du don fait, au nom de la Suisse, à la Croix-Rouge finlandaise. Le président Motta y mit toute son ardeur, toute l'émotion aussi qu'il avait ressentie en apprenant l'attaque lâche et brusquée de l'U. R. S. S. contre la Finlande. Ce démocrate convaincu, ce fanatique de la notion d'indépendance ne se borna pas à faire tenir de l'argent aux blessés finlandais ; il fut de ceux qui préconisèrent l'envoi d'une ambulance suisse, hommage actif du pays des alpes au pays des lacs.

Ainsi fixait-il devant ses contemporains son noble besoin d'assistance entre les hommes. L'œuvre pratique dominait pour lui l'utopie. Comme on le taquinait parfois pour son idéalisme, il répondait : « Je suis idéaliste, parce que j'ai foi en Dieu, en l'humanité et en la patrie. » Cela dit, il examinait la tâche qu'il avait à accomplir. Il se penchait sur un projet précis, destiné à proclamer que ni la force, ni la brutalité, ni le crime ne sauraient, en définitive, avoir raison de la justice, du droit et de la foi chrétienne. En 1934, dans une circonstance mémorable, il cite à la foule massée autour de lui les mots du maréchal Foch : « Au-dessus de la guerre, il y a la paix. » Grande parole, ajoute-t-il, d'un soldat victorieux. Cette paix, il la croira sauvegardée par l'institution de la Cour de justice internationale de La Haye autant que par la Société des nations. Déception cruelle. Mais Motta ne se rend pas. Il poursuit, plus lentement, son chemin vers les sommets de la pensée, s'attarde devant un paysage lumineux, cherche au delà du cadre qui l'entoure les valeurs immuables dont le triomphe, malgré tout, lui paraît assuré.

Et lorsque le grand magistrat tombe, au lendemain de sa journée de labeur, de toutes parts, parvient à la Suisse l'hommage rendu non seulement au ministre demeuré le plus longtemps en charge, mais au citoyen représentant si parfaitement les traditions de son pays, à l'homme et, sans que beaucoup s'en doutent peut-être, au chrétien.

ÉDOUARD CHAPUISAT.

FRANZ LISZT

ET LA PRINCESSE DE BELGIOJOSO

LETTRES

Franz Liszt et la princesse Cristina di Belgiojoso ont entretenu pendant de longues années des relations affectueuses. L'orientation de leurs destinées, les champs où s'exerçaient leurs activités, et qui étaient différents, imposèrent à ces relations bien des intermittences. Mais la mutuelle et ardente inclination qui en fut l'origine en assura la durée, et survécut aux éloignements prolongés des dernières années.

Sans qu'il puisse être question ici d'une étude comparative de ces deux figures, qui d'ailleurs, par leur diversité, ne s'y prêteraient guère et dont, au surplus, l'histoire a fixé définitivement le dessin, qu'il nous suffise de rappeler que bien des affinités les rapprochaient. Le même souffle romantique avait animé Liszt et la princesse. Sans doute, chez l'une, la fièvre de l'époque exaltait-elle surtout le patriotisme un peu théâtral mais si agissant, qui en a fait une des prêtresses du *Risorgimento* italien, et qui lui a valu la récompense nationale d'un monument élevé à sa gloire, en 1914, dans sa ville natale. De l'autre, on sait que ses nobles aspirations tendaient, avant tout, vers l'art auquel sa puissance créatrice a ouvert des voies nouvelles et qu'il a enrichi de monuments impérissables. Mais la source du fécond enthousiasme qui tous deux les inspire est la même : le culte de la beauté, de la grandeur, du désintéressement. Si les offrandes qu'ils apportent à ce culte n'ont pas une égale valeur, une égale pureté, si la

pureté, si la beauté morale de Liszt ne se voile jamais d'un nuage, il faut reconnaître que, pour la princesse de Belgiojoso aussi, l'élévation du sentiment est le mobile dominant de la pensée et de l'acte.

Et puis, quelle force d'attraction et de rapprochement l'art miraculeux de Liszt ne devait-il pas exercer sur ces deux natures également sensibles et vibrantes ? La princesse Belgiojoso adorait la musique. Elle en possédait même une bonne technique, ayant, toute jeune en Italie, travaillé le piano avec Bellini, protégé de sa mère, et le chant avec la Pasta. La musique conduisit naturellement la princesse vers Liszt, qui non moins naturellement fut accessible à la séduction gracieuse et intelligente d'une auditrice, d'une interlocutrice de cette qualité. On sait du reste le rôle que joua la musique dans le salon devenu bientôt célèbre que la princesse ouvrit, à Paris, rue d'Anjou-Saint-Honoré. Bien des littérateurs les plus célèbres de l'époque y fréquentaient, mais aussi Rossini, Meyerbeer, Bellini, Liszt, et le mercredi, jour de gala, y était consacré à des concerts à l'éclat desquels contribuait, ajoutons-le, le talent remarquable de chanteur du prince Émile de Belgiojoso, mari de la princesse, infidèle, mais ramené de temps en temps au bercail. Faut-il dire que les brillantes exécutions de Liszt ne formaient pas le moindre attrait de ces réunions, lorsque ses courts séjours à Paris lui permettaient d'y assister ?

Quand et comment Liszt et la princesse de Belgiojoso se sont-ils connus ? Nous ne pouvions sur ce point apporter de précision. Il est vraisemblable que les relations ont commencé entre eux par l'intermédiaire d'un des nombreux amis qu'ils avaient en commun : les frères Scheffer, Musset, Henri Heine, Ballanche, etc., et cela vers les années 1832-1833. Ce qui est certain, c'est qu'en 1835 Liszt était en rapport avec les Belgiojoso (1). On sait en effet qu'à Genève, où Liszt et Mme d'Agoult venaient de s'établir, fut organisé, le 3 octobre de cette année, par le prince de Belgiojoso et par le violoniste Lafont, au profit des émigrés italiens, un concert auquel Liszt participa.

(1) M. le marquis Aldobrandino Malvezzi, qui vient de consacrer un remarquable ouvrage à la princesse de Belgiojoso (*Christina di Belgiojoso*, 3 volumes. Trèves éditeur Milan), pense qu'ils se sont connus en 1831 dans les réunions saint-simoniennes qu'ils fréquentaient tous les deux. C'est une hypothèse.

Il retrouva la princesse à Paris, lorsqu'il y revint au printemps de 1836. Intéressé par la renommée naissante d'un pianiste inconnu jusque-là, Sigismond Thalberg, et que certains, notamment Fétis, directeur du Conservatoire de Bruxelles, célébraient à l'envi, Liszt voulait juger sur place de la valeur du rival qu'on lui préparait. Thalberg avait quitté Paris lorsque Liszt y arriva en mai 1836. La rencontre était manquée, mais l'occasion pour Liszt de confirmer son existence musicale ne devait pas être perdue. Évitant toutefois l'apparence qu'il eût une démonstration à faire de sa supériorité par des auditions publiques, il se borna à quelques concerts privés dans les salles Érard et Pleyel. Ces soirées réveillèrent l'enthousiasme de ses admirateurs, parmi lesquels Berlioz, qui écrivit à ce sujet un article célèbre. Elles provoquèrent, en revanche, les réactions ardentes des amis de Thalberg, et dès lors fut instauré dans le monde musical un grand débat sur les mérites réciproques des deux pianistes.

Dans ce débat la princesse de Belgiojoso, qui avait assisté aux soirées chez Érard et Pleyel, prit parti avec sa vivacité coutumière pour Liszt contre Thalberg. Liszt lui-même l'apprend à Mme d'Agoult dans la lettre qu'il lui adresse le 22 mai 1836 : « J'ai vu Principessa. Elle est toujours charmante pour moi, ne me comparant à qui que ce soit et se moquant des Thalbergeois. » Et plus loin : « Principessa, qui s'est définitivement constituée mon défenseur admiratif, veut me faire dîner avec l'abbé Cœur (1). »

Des liens étroits se créèrent ainsi entre Liszt et la princesse. Sans doute les voyages perpétuels de Liszt, la vie un peu vagabonde aussi de la princesse y apportèrent-ils quelque relâchement! Ils ne les dénouèrent pas. Les deux amis, se voyant peu, s'écrivirent, et si dans l'échange de leurs lettres ils n'observent pas une grande régularité, — des années souvent en marquant l'intervalle, — le sentiment qui les rapproche est toujours le même, de fidélité affectueuse au passé ; il s'exprime notamment par le regret que les communications entre eux soient si rares. Le silence ne paraît s'être fait complet entre Liszt et la princesse que dans les dernières années de l'existence de la princesse.

(1) *Correspondance de Liszt et de Mme d'Agoult*, tome I, pages 163 et 166 ; Grasset.

Nous donnons ici quelques extraits des lettres qu'échangèrent, entre 1837 et 1840, les deux correspondants.



Pendant l'automne de 1837, la princesse de Belgiojoso est en villégiature à Versailles. Liszt, après son séjour à Paris, a reçu l'hospitalité de George Sand à Nohant. Il en part avec Mme d'Agoult, en juillet 1837, et, après diverses stations en route, il se fixe sur les bords du lac de Côme et à Milan. De Bellagio, il se rappelle au souvenir de la princesse par une lettre qui nous manque et à laquelle celle-ci répond.

La princesse de Belgiojoso à Liszt

Versailles, 6 novembre 1837.

Je suis charmée que vous vous plaigniez de moi. Je vous ai écrit cet été ; vous avez été très longtemps sans me répondre ; enfin, vous l'avez fait pour me parler d'affaires, et sans paraître y trouver grand plaisir. J'en ai conclu que vous aimiez autant ne pas recevoir de lettres que d'y répondre, et j'ai gardé un silence, comment dirai-je ? digne ? pas le moins du monde ; piqué ? non plus. Enfin, un pauvre petit silence sans adjectif. Maintenant, voilà que vous m'avertissez que je ne vous écris pas. Eh ! je le sais bien, et je ne demande pas mieux que cela finisse. Ainsi donc, me voilà.

En recevant votre lettre timbrée de Bellagio, je me demandais de qui elle me venait. Je passais en revue les heureux habitants de ces rivages qui, dites-vous, parlent de moi, mais qui ne m'écrivent guère, et je me figurais les uns et les autres, tout en tenant ma lettre fermée à la main, la regardant avec plaisir, presque avec tendresse, et pourtant ne me souciant guère de l'ouvrir. J'ai enfin reconnu l'écriture et je me suis retrouvée à Paris. Vous avez fait cesser le charme et sauter le cachet. Merci.

Vous êtes bien heureux de courir les montagnes de Como. Mais vous n'appréciez pas ce bonheur comme je l'apprécierais si j'y étais à votre place. Vous ne connaissez pas chaque maison, chaque arbre, chaque sentier pour les avoir vus cent fois et toujours d'un peu plus haut. Vous n'avez

pas parcouru ces lieux, surveillé d'abord par les formidables gardiens de votre enfance, qui vous permettaient une route et vous interdisaient les autres. Vous n'y avez pas fait plus tard les premiers essais de votre indépendance. Enfin, vous ne les savez pas par cœur, et, dès lors, vous ne les aimez pas. Si je vous croyais aussi raccommodé que moi avec le genre pastoral et innocent, je me donnerais carrière sur tous les recoins du lac de Como, mais vous finiriez par me trouver niaise et, qui plus est, ennuyeuse...

Vous savez, sans doute, toutes les nouvelles ou cancans du jour. Si vous ne les savez pas, je vous en fais mon compliment. Tâchez pourtant d'apprendre l'histoire de Koreff (1). Les élections vont leur train. C'était hier, c'est aujourd'hui, ce sera peut-être demain. Qu'est-ce que cela me fait ? Quels sont les députés ? Je n'en sais rien. Candia est engagé au grand Opéra pour cinq ans. Serait-ce que la gloire de Duprez commence à s'obscurcir ? Bien au contraire, Duprez est toujours le premier des hommes, mais on engage Candia pour placer les capitaux de M. Duponchel. Strauss est arrivé avec ses vingt-quatre violons. Mon mari l'a entendu et il en est ravi. Il admire surtout l'air tranquille des vingt-quatre violons, qui n'ont pas du tout l'air inspiré, ce dont il faudrait leur savoir bien bon gré s'ils étaient Français.

Je suis à Versailles pour faire semblant de n'être pas à Paris, c'est un fait. J'y ai loué une petite bicoque où il fait grand froid. Je me promène à cheval. Je m'enferme dans un petit cabinet où je n'ai pas assez de place pour me retourner. J'y suis seule, j'y lis, j'y pense et j'y puise de la patience, qui est la chose la plus nécessaire pour vivre ou pour mieux que cela. Quand j'aurai fait mes provisions, je rentrerai à Paris avec mon régiment...

Vous vous plaisez à Milan ? Je suis trop bonne Milanaise pour m'en plaindre. Si vous vous partagiez entre Milan et Paris, je n'aurais pas le plus petit mot à dire. En attendant que vous preniez ce sage parti, je me recommande à votre souvenir. Vous me demandez un peu de mon amitié, et je vous donne la bonne mesure.

(1) Médecin allemand installé à Paris. Aventurier intellectuel mêlé au monde artistique et littéraire (1788-1851).

Liszt à la princesse de Belgiojoso

Côme, 15 décembre 1837.

Je ne sais vraiment pas, belle Princesse, comment j'ai pu vous écrire une aussi sotte lettre pour vous suggérer une conclusion du genre de celle que vous me dites. En thèse générale, sans doute, j'aime mieux ne pas recevoir de lettres pour n'avoir pas l'ennui d'y répondre. Mais qu'ont à faire les thèses générales quand il s'agit de vous, de vous qui êtes née dans l'exception, et qui, quoi que vous fassiez, bon gré mal gré, mourrez dans l'exception ? N'en parlons donc pas davantage, et qu'il soit entendu et convenu une bonne fois que vous m'écrirez comme et quand vous pourrez, mais qu'enfin vous m'écrirez toujours, ne serait-ce que pour me dire que je suis insupportable, détestable, etc.

Je vous dirai maintenant que je fais un petit personnage à Milan, ce qui au fond ne me déplaît pas. Grâce à la présence de Rossini, la vie musicale de ce pays n'est plus sans quelque intérêt pour moi. Je ne sais pourquoi je me sers de ce mot « vie musicale », car, en réalité, il n'y en a guère plus que de vie politique ou littéraire. Il y a Rossini que je vois fréquemment, et voilà tout. Il y a aussi Hiller et Paër, qui sont d'anciens amis pour moi. « Le reste ne vaut pas l'honneur d'être nommé. » Je me trompe cependant, et j'oublie Pompeo Belgiojoso, qui est certes la plus belle, la plus suave basse-taille que nous connaissions. Je voudrais pour beaucoup que l'exemple de Candia et quelques dettes (vous voyez combien je suis charitable dans mes souhaits) le déterminassent à entrer dans la carrière d'artiste. Mais peut-être qu'alors il se gâterait. Au lieu de chanter en grand seigneur comme il le fait maintenant, il brillerait en homme de métier ; ses fautes, ses négligences cesseraient d'avoir une certaine grâce. Il faudrait qu'il devienne « vocalisateur », et tout le charme serait détruit.

Rossini reçoit tous les vendredis. On fait beaucoup de musique d'ensemble chez lui. C'est une chose admirable de voir quel soin, quelle peine il prend pour faire répéter deux ou trois fois pendant la semaine les chœurs et même les solos du vendredi. J'avoue que je ne comprends rien à cette

condescendance du grand homme. A sa place, je me garderais de cet excès de complaisance ; je mettrais les pieds sur les chenets, et j'enverrais paître les « musicailleurs » et les sots, qui abondent dans son salon comme ailleurs.

Dimanche dernier, j'ai donné mon concert à la Scala. La soirée a été très brillante : j'ai empoché bon nombre de *zwanziger* (résultat positif), et l'assemblée a paru plus que satisfaite de mes tours de chien savant. Je ne quitterai certainement pas Milan sans donner encore deux ou trois concerts. La prochaine fois, je jouerai votre morceau des *Puritains* (que plusieurs éditeurs ont regravé ici sans la faute de dédicace), et aussi le *Hexaméron*, titre définitif du morceau monstre...

La princesse de Belgiojoso à Liszt

Paris, 19 janvier 1838.

C'est moi, cette fois, qui suis dans mon tort ; celui de ne pas vous écrire est bien réellement *mon* tort, puisque c'est un tort envers moi-même. Vous savez comment Paris est bâti. On s'y terre, on a une foule de devoirs dont on n'avait jamais entendu parler avant d'y arriver, une multitude de plaisirs qui vous assomment d'ennui, et on vit peu avec soi-même, point avec les personnes qui conviennent. En recevant votre lettre, je voulais vous répondre tout de suite, mais je me suis souvenue que j'avais un arriéré de trois ou quatre réponses à faire, et qu'un bon moyen pour me les arracher, c'était de ne pas me permettre de vous écrire avant d'avoir balayé les obligations. J'ai tenu bon, et plusieurs personnes ne se doutent pas qu'elles vous doivent une réponse qui s'est fait attendre, à la vérité, et qui, sans vous, pouvait bien ne jamais voir le jour. Quant à vous, les mêmes raisons pour faire des pauses de quelques mois à votre correspondance vous manquent...

Vos succès milanais me charment et ne m'étonnent pas du tout. Ce n'est pas pour vous que je dis cela, mais pour mes compatriotes. Au bout du compte, ce n'est pas pour rien que les Milanais et moi sommes du même pays. Si vous restiez à Milan jusqu'à la fin du printemps vous pourriez

bien m'y voir, car, en effet, j'ai le projet d'y faire une courte apparition. J'ai des affaires qui me font l'honneur de croire que je les avancerais (ce dont je doute fort), et surtout j'ai des amis, amies et parents que je voudrais voir, crainte qu'ils ne meurent ou moi. Je suis dans l'âge où l'on sait que la mort est un événement assez ordinaire. Il est donc probable qu'à la fonte des neiges on me verra à Milan. Mais n'en parlez pas, car ceci n'est encore qu'un projet avec lequel je m'endors dans les jours gris. Je voudrais bien vous retrouver à Milan, et je n'y compte pas du tout. Vous serez à Florence ou à Constantinople quand j'arriverai à Milan ; mon sort est assez taquin pour cela. Votre aversion pour Paris en est une preuve.

Vous voulez que je vous donne des nouvelles de Paris. D'abord, je vous dirai que, nous aussi, nous avons notre musique sérieuse ; les mardis nous nous barricadons et nous ne laissons entrer qu'un violon, une basse, une contrebasse, un alto, une flûte et une clarinette, Hermann, ma sœur et moi, mon mari quelquefois, une dame qui chante bien quelquefois aussi ; et nous faisons de la musique très considérable. Beethoven, Weber et Schubert y passeront, Hummel aussi. Vous ne vous doutez pas que ma sœur et moi nous savons faire autre chose que la gamme, tellement vous nous intimidez. Demandez plutôt à Hermann ; mais vous le soupçonnez de partialité à mon article ; alors tenez-vous-en à ce que je vous dis et soyez sûr que je suis très forte. Hermann donne des leçons à Éleuthère. Le pauvre petit homme est toujours bon garçon, il fait quelques progrès, et, quant à la vanité, je ne crois pas qu'elle augmente. Il est obligeant, serviable, faisant le tour de Paris pour une épingle, enfin toujours le même quoique un tout petit peu plus grand.

Je n'ai presque pas vu M. de Musset, qui travaille, à ce qu'il prétend. Je le croirais assez, à en juger par de charmants petits contes de lui qui paraissent de temps en temps dans la *Revue des Deux Mondes*.

En revanche, je ne vois plus souvent Heine, qui a, dit-il, repris sa liberté. Vous savez que j'ai toujours soutenu que le satanique Heine était un bon diable. Je persiste, et je lui sais gré d'avoir été de tout temps à peu près le même pour moi, malgré certains petits manèges au moyen desquels on a tenté de m'en faire un ennemi. On a fait fiasco et, sauf quelques

quolibets, je suis persuadé que Heine ne me ferait aucun mal pour beaucoup...



Liszt et Mme d'Agoult quittèrent le lac de Côme et Milan en mars 1838, pour se rendre à Venise. C'est de là que, ayant appris par les journaux les désastres survenus en Hongrie à la suite des inondations du Danube, Liszt partit pour Vienne et y donna des concerts au profit des sinistrés. Il écrit de Vienne une longue lettre à la princesse.

Liszt à la princesse de Belgiojoso

Vienne, 13 avril 1838.

Cette fois, je ne me plains pas. Vous m'avez écrit la plus « excellente » et la plus charmante des lettres. Je vous en remercie vivement. Aussi bien, n'avez-vous pas tort de me garder votre amitié qui me devient de plus en plus précieuse. Avant tout, une question : Allez-vous décidément à Milan, et quand ? Luigi et Antoine (ou bien Gigi et Tonino, si vous aimez mieux), que je suis décidé à rencontrer partout où je vais, à Venise comme ici, me disaient hier encore qu'ils ne savaient mot de votre retour. D'autre part, le secret de votre voyage, que vous m'avez recommandé et que j'ai stoïquement gardé, est devenu vraiment le secret de la « Comédie » à Milan. Le lendemain de votre lettre, plus de trente personnes m'ont abordé à la Scala : « Eh bien ! savez-vous la grande nouvelle ? La princesse B... vient ici. » J'ai beaucoup fait l'étonné, comme bien vous pensez et, pour plus de sincérité, j'ajoutais même que vous m'aviez fait l'honneur de m'écrire « relativement » à quelques affaires de musique (voyez ma fatuité), mais que vous ne me disiez absolument rien de vos projets de voyage. Maintenant, permettez-moi de vous dire : puisque vous avez déjà retardé votre voyage, pourquoi ne tarderiez-vous pas encore deux ou trois mois afin d'être à Milan à l'époque du couronnement de Sa Majesté ? (Il est vrai que j'ai un intérêt trop direct pour être parfaitement impartial, car, à cette époque, il me serait facile de retourner à Milan, tandis que cela ne me sera guère possible avant, pour le moins.)

Il me semble que vous trouveriez plus d'agréments alors : ce sera passablement curieux, somme toute. On pourra largement s'amuser comme tout le monde et aussi de tout le monde, ce qui n'est pas le plus mauvais de l'affaire. Bref, tâchez de venir au mois d'août ou septembre, je m'en réjouirais tant...

Connaissez-vous la marquise Trivulzio ? Je sais que vous avez heureusement été privée du bonheur de jouir d'une conjugalité, délicieuse sans doute, avec le long marquis. Quant à sa femme, elle a certainement du charme et de l'élévation d'âme. Du moins m'a-t-elle toujours fait cette impression. Malgré sa tristesse et sa rêverie presque constante, il n'y a rien de banal. Ensuite, ce qui m'a surtout attaché à elle (la pauvre femme n'en sait absolument rien), c'est une certaine analogie, éloignée peut-être, avec quelqu'un dont je ne vous parle jamais...

La princesse de Belgiojoso à Liszt

Versailles, 2 mai 1838.

... Mon voyage à Milan est retardé. Ne dites à personne pourquoi. Mais j'ai su, de science certaine, que j'éprouverais des difficultés pour repartir de Milan. On m'a indiqué les démarches que j'avais à faire pour obtenir toute sûreté, et j'en attends maintenant le résultat. Combien de temps l'attendrai-je ? Je l'ignore et je me console de ce que ce ne sera peut-être pas avant l'époque du couronnement, en pensant que j'aurai alors quelque chance de vous rencontrer.

J'ai fait votre commission à Hermann, qui m'a dit vous avoir écrit sans obtenir de réponse, et en avoir conclu qu'il vous écrivait trop souvent. Il vous est toujours fidèle, et je crois qu'il ne demanderait pas mieux que d'être en correspondance avec vous. Je crois qu'il ne fait pas mal ses petites affaires. Il a beaucoup de leçons. Les pensions de demoiselles le considèrent encore comme le jeune Hermann, et le préfèrent en cette qualité à des maîtres qui auraient barbe au menton. Il accompagne aussi quelques chanteurs ou chanteuses, tels que Candia et Mlle Kemble ; enfin, il fait son petit chemin. Ma sœur est allée rejoindre son mari dans l'Albigeois. Qu'est-elle allée faire dans cette galère ? Ma foi, demandez-

le-lui. Si elle m'avait crue, elle n'y serait pas retournée de sitôt, mais les blondes aux yeux bleus ont une volonté inébranlable. M. d'Aragon est toujours dans le même état, qui se prolongera d'ailleurs aussi longtemps qu'il le voudra ainsi. Mes deux petites personnes entrent dans la catégorie des grandes. Malgré la vie retirée que je leur ai fait mener cet hiver, elles ont pointé. Elles sont belles, gaies. On plaît à l'une et l'autre veut plaire ; c'est plus qu'il n'en faut pour me mettre aux champs.

Les autres personnes que vous connaissez, et moi aussi, vont leur train ordinaire. M. Quinet est parti pour les environs de Lyon, après avoir publié son *Prométhée*, qui n'a pas eu de succès. Heine fait des articles dans *la France musicale*. M. de Musset se brouille avec Mme Jaubert...

On a donné un opéra d'Halévy (*Guido et Ginevra*), qui est assommant. On répète, je crois, un opéra de Berlioz au grand Opéra et un opéra du fils de Boieldieu à l'Opéra-Comique.



L'année 1839 est la dernière que Liszt et Mme d'Agoult passent en Italie. Ils se sépareront, en octobre, à Florence, Liszt commençant la longue série de ses tournées artistiques en Europe, Mme d'Agoult rentrant à Paris dans une vie nouvelle. En attendant, ils séjournent d'abord à Rome et dans ses environs, puis à Lucques et à San Rossore. Pendant ce temps, la princesse est en Angleterre, où elle a loué un petit château à Kenilworth. Quelques lettres s'échangent entre elle et Liszt.

Liszt à la princesse de Belgiojoso (1)

Albano, 4 juin 1839.

... Quelques numéros de la *Gazette* ou *Revue musicale*, qui me sont tombés par hasard entre les mains chez un de mes amis russes (car, dans cette bienheureuse patrie des arts et de la musique en particulier, vous pensez bien qu'il n'y a personne d'assez sot pour dépenser 30 francs d'abonnement à la *Revue musicale*), m'ont appris que vous aviez décidément élevé autel contre autel et fait retentir de magni-

(1) Cette lettre a été publiée par La Mara, *Liszt's Briefe*, t. I, p. 24.

fiques harmonies votre charmant salon. J'avoue que c'est là, peut-être, le seul regret de mon hiver. J'aurais tant vivement voulu être là, vous admirer, vous applaudir! Plusieurs personnes qui ont eu le bonheur d'assister à ces soirées si choisies m'en ont parlé avec ravissement.

Quel contraste avec les ennuyeux « soliloques musicaux » (je ne sais quel autre nom donner à cette invention de ma façon), dont j'ai imaginé de gratifier les Romains, et que je suis capable d'importer à Paris, tant mon impertinence devient incommensurable! Figurez-vous que, de guerre lasse, ne pouvant parvenir à composer un programme qui eût le sens commun, j'ai osé donner une série de concerts à moi tout seul, tranchant du Louis XIV, et disant cavalièrement au public : « Le concert, c'est moi. » Pour la curiosité du fait je vous transcris ici un des programmes de ces soliloques :

1° Ouverture de *Guillaume Tell*, exécutée par M. L. ;

2° *Réminiscences des « Puritains »*. Fantaisie composée et exécutée par le même susdit!

3° *Études et fragments*, par le même au même!

4° *Improvisations sur des motifs* donnés, toujours par le même.

Et voilà tout. Ni plus ni moins. Seulement, durant les intervalles, conversations animées et enthousiasme s'il y a lieu.

A propos d'enthousiasme, je devrais bien vous parler au moins de Saint-Pierre. Cela est de rigueur quand on date de Rome. Mais, d'abord, je vous écris d'Albano, d'où je ne puis découvrir que la coupole, et ensuite ce pauvre Saint-Pierre a été tellement travesti, tellement enjolivé à force de guirlandes de papier mâché, de méchants rideaux d'alcôve, le tout en honneur des cinq ou six derniers saints que Sa Sainteté vient de canoniser, que je m'efforce d'en écarter le souvenir. Par bonheur, il n'y a pas eu de faiseurs de miracles à exalter au Colisée ou Campo Vaccino, sans quoi il eût été impossible de vivre à Rome.

Sauf événements, je compte toujours passer la fin de l'hiver prochain (mars et avril) à Paris. Me permettrez-vous alors de remplir tous les vides de ma correspondance, rue d'Anjou? Je compte toujours sur votre amicale et indulgente bonté. Mais la pousserez-vous jusqu'à me donner signe de vie avant

la fin de mon séjour en Italie ? Je ne sais. En tout cas, les lettres adressées poste restante à Florence me parviendront jusqu'au 1er septembre prochain.

La princesse de Belgiojoso à Liszt

Thick-Thorn House, Kenilworth,
Warwickshire, England, 19 juin 1839.

Votre lettre m'a fait un véritable plaisir et je crois que le meilleur moyen de vous le prouver, c'est d'y répondre sans délai. J'ai reçu votre lettre ce matin. Votre lettre de l'été dernier est demeurée sans réponse, je le confesse ; mais, d'abord, j'étais à cette époque si cruellement souffrante que je ne pouvais penser à rien ni à personne. La seule occupation qui eût pu m'être agréable eût été de faire mes paquets pour le plus grand des voyages. Dans ces entrefaites, je reçus votre lettre où vous me disiez un mal terrible de mes compatriotes, auxquels, dans ce moment, je me croyais attachée par un lien de plus, celui de notre commune admiration pour vous. J'en eus du dépit ; et plus encore, lorsque, à quelques jours de là, je retrouvais votre acte d'accusation rapporté textuellement et signé de vous dans la *Gazette musicale* (1). Je me sentis blessée doublement : pour mes compatriotes et pour moi, qui avais cru recevoir une lettre et qui n'avais peut-être reçu qu'une circulaire. En tout autre temps, je vous aurais écrit, quand même ce n'eût été que pour me plaindre, mais dans ce moment j'étais trop accablée d'ailleurs pour rien dire. Et je n'ai pas répondu, tout en regrettant la cessation d'une correspondance qui m'était très douce. Vous avez bien voulu borner la cessation à une interruption et, comme j'en suis charmée, je vous en remercie de cœur.

Vous m'avez adressé votre lettre à Paris et j'en suis bien loin. J'ai passé tant d'étés aux environs de Paris, soi-disant à la campagne, sans jamais y avoir trouvé le repos et la solitude que j'étais allée y chercher, que j'ai résolu de pousser plus loin mes recherches. J'ai loué pour six mois un petit château aux environs de Kenilworth et j'y ai transporté la colonie de la rue d'Anjou. Mon frère aussi est avec moi.

(1) Allusion à la *Lettre d'un bachelier ès musique*, de Liszt, sur l'« état de la musique en Italie », et publiée dans la *Gazette musicale* du 28 mars 1839.

Trois de mes cousins parcourent l'Angleterre et je les accompagne quelquefois dans leurs excursions. Le reste du temps je le passe à l'abri des visites. Personne ne vient à l'impromptu passer la journée chez moi. Je ne cause plus ; je marche et je lis. J'ai (je crois) livré mon dernier combat à la délicatesse des jeunes années. Je viens, très rapidement et chemin faisant, d'amasser beaucoup de forces. Je peux marcher maintenant, passer des nuits en voiture et sécher mes habits sur mon dos quand une averse m'a surprise. L'apparence n'est pas encore bien robuste, et je suis plus *cire* que jamais ; mais qu'importe ?

Contre qui ai-je donc élevé un autel ? Contre la resplendissante comtesse (1) ? Contre les roulades et les airs de bravoure ? Contre personne, mon cher Liszt. J'ai tout bonnement fait exécuter de la musique ancienne et grave parce que je l'aime, et j'ai prié toutes mes connaissances mondaines de ne pas m'honorer de leur présence. Je crois que c'est ce qui les a attirées en foule. Toutes ces roses devaient avoir grande envie de bâiller au *Requiem* de Mozart. Enfin, elles n'en ont rien laissé paraître ; mais quand vous serez à Paris, ce que je désire extrêmement, si vous ne délaissez pas trop la rue d'Anjou, ce que j'espère, Mozart, Haydn, Haendel, etc., pourraient bien avoir tort, car j'aurai probablement celui de préférer ce que vous voulez bien appeler vos soliloques à tous leurs chefs-d'œuvre. Voilà ma lettre croisée à peu près illisible.

Adieu, écrivez-moi à l'adresse que je vous donne, et conservez-moi votre amitié en échange de la mienne.



La « resplendissante comtesse », comme la princesse Belgiojoso appelait Mme d'Agoult, n'éprouvait pas la même sympathie que Liszt pour la recrue un peu bruyante qu'il venait de faire dans le cortège de ses admirateurs. Elle n'a pas ménagé l'expression de sa mauvaise opinion sur la princesse toutes les fois qu'elle en a eu l'occasion et, notamment dans ses *Souvenirs*, elle en trace un portrait ironique et sévère où nous lisons en mode de conclusion : « Jamais femme à l'égal

(1) La comtesse d'Agoult.

de la princesse Belgiojoso n'exerça l'art de l'effet. Elle le cherchait et le trouvait en tout (1). »

On ne peut s'étonner que le goût de l'effet, incontestable chez la princesse de Belgiojoso, n'ait pas plu à Mme d'Agoult. Sa réserve de grande dame ne pouvait s'accommoder d'audaces dans les attitudes, qui lui paraissaient violer les règles d'une décente tenue. Dans la disparité foncière de leurs deux natures devait d'abord se trouver une raison d'éloignement réciproque du cœur et de l'esprit. Il en était une autre toutefois, et qui se laisserait facilement deviner si la correspondance échangée entre Liszt et Mme d'Agoult, dispensant notre imagination de tout effort, ne nous la révélait sans équivoque. C'était l'inquiétude jalouse qu'éveillaient dans le cœur de Mme d'Agoult les manifestations un peu tapageuses d'admiration que Liszt et la princesse se prodiguaient, et dont ils faisaient volontiers confidence au public.

Comment Mme d'Agoult, passionnément et exclusivement dévouée à Liszt à qui elle avait tout sacrifié, n'aurait-elle pas vu dans certaines allures une menace à son bonheur ? Comment son pessimisme, qui s'ouvrait facilement aux noirs pressentiments, n'aurait-il pas redouté une rivale en la princesse ? Comment, par suite, lui demander une sereine impartialité de jugement sur celle qui apporte le trouble dans sa vie, et que, d'ailleurs, l'opinion également sévère de tant d'écrivains célèbres et de contemporains notoires n'a pas davantage épargnée ?

Les deux dames ne s'étaient connues vraiment qu'à la fin de 1836, pendant le séjour que Liszt et Mme d'Agoult firent à Paris, à l'Hôtel de France. Les relations manquèrent sans doute de cordialité dès le début ; en tout cas, l'antipathie de Mme d'Agoult pour la princesse naquit vite, entretenue d'ailleurs par les commérages envenimés des amis. C'est au printemps de 1840 toutefois qu'elle en arriva à l'extrême, provoquant entre Liszt et Marie d'Agoult un petit drame dont on voit dans leur correspondance le clair reflet.

Liszt, après avoir terminé sa première tournée artistique en Europe, revenait à Paris au mois d'avril 1840. Il y retrou-

(1) Daniel Stern, *Souvenirs*, page 336.

vait Mme d'Agoult préparant dans une vie studieuse la carrière d'écrivain qui a donné de la notoriété au nom de Daniel Stern. Il y retrouvait son public enthousiaste, sa vie surexcitée de virtuose acclamé. Il y retrouvait aussi la princesse de Belgiojoso dont l'enthousiasme passé n'avait pas diminué, et encore moins le besoin d'en distribuer à son héros les effusions publiques et privées. Cet encens, agréable à Liszt, mais difficilement respirable pour Mme d'Agoult, ranima, exaspéra ses premières impressions mauvaises sur la tumultueuse princesse. Et c'est alors qu'à son sujet s'éleva entre les deux amants un dissentiment aigu.

Le premier écho s'en fait entendre dans la lettre-journal que Mme d'Agoult adresse à Liszt après son départ de Paris, en mai 1840. Elle affecte d'abord une indulgence apparente et résignée : « Elle (Mme de Montault) m'a beaucoup parlé de la Comédienne (1) par rapport à vous. J'espère que vous auriez été content de mes réponses. Elle disait avec plus d'énergie que je n'ai jamais osé vous le dire, ce qu'il y avait d'ignoble et de scandaleux à elle..., et moi je prenais le parti de la Comédienne ; je lui prouvais que je ne pouvais avoir l'ombre de jalousie, et que vous ne pouviez pas prendre une autre attitude dans le monde (2). »

Puis, c'est le commentaire de la visite que la princesse vient lui faire. La princesse a écrit dans ses *Souvenirs* qu'elle avait fait cette visite à la sollicitation de Liszt au moment où il quitta Paris. C'est fort possible. Du récit quelque peu discordant qu'ont fait de cette visite les deux interlocutrices, il apparaît du moins avec certitude que le succès a manqué à la tentative de Liszt. Le ton, particulièrement acerbe, de Mme d'Agoult dans la suite de son journal est significatif à cet égard. « La Comédienne sort d'ici, et je me hâte de vous dire mon impression, sans nulle réticence ni diplomatie. Je l'ai trouvée détruite de visage, presque laide, de maigre et chétive apparence, pas du tout grande dame, beaucoup moins spirituelle que je le pensais. Elle est restée une heure et n'a pas dit un mot un peu saillant ; un roulement d'yeux très affecté et très désagréable, et, par-dessus tout, répandant autour d'elle je ne sais quelle impression de faus-

(1) Surnom donné par Mme d'Agoult à la princesse.
(2) *Correspondace de Liszt et de Mme d'Agoult*, tome I, page 423.

seté et de méchanceté... Le grand grief des âmes sensibles, c'est votre attitude d'homme à bonnes fortunes... Balzac, au concert, a fait remarquer un fauteuil vide auprès de la Comédienne, et, faisant allusion à moi, a dit que cela lui rappelait le cadre de Marino Faliero sur lequel on a jeté un crêpe. Vous voyez que mon orgueil, si j'en avais un, serait un peu écorné, mais je vous ai toujours répété que je n'en avais point. Gardez mon amour si vous le pouvez ; il est à vous tout entier comme aux plus anciens jours. »

Liszt défend la princesse, se défend avec bonhomie. « Vous êtes bien sévère pour la princesse ; elle m'a toujours paru plutôt vraie et bonne que fausse et méchante. Du reste, je n'ai pas d'opinion arrêtée sur elle. Il m'a semblé qu'elle pouvait vous convenir comme relation et peut-être vous plaire comme personne. Elle a eu pour moi plus d'attrait que George (génie à part), et sa manière d'être *elle* me plaît (1). »

Mais la plaie est toujours ouverte au cœur de Mme d'Agoult. Elle saigne dans la réponse dure qu'elle fait aux paroles, qui voulaient être apaisantes, de Liszt sur la princesse et sur lui-même. « Quant à la fausseté, comment voulez-vous que je croie vraie une personne qui fait maigre, qui va prier dans son oratoire après le dîner, qui me dit qu'elle demande à l'abbé Cœur la permission de faire un mensonge, et qui se conduit comme elle l'a fait avec vous (2) ? »

A partir de ce moment, le drame perd son acuité, tout au moins dans le jeu épistolaire. La princesse n'est plus mentionnée, dans la suite de la correspondance de Liszt et de Mme d'Agoult, que très brièvement et à l'occasion d'événements indifférents à l'ancienne querelle. Les aigres controverses ne se reproduisent plus. Il fallait bien que Mme d'Agoult s'accommodât des amitiés dangereuses de Liszt ! Elle continua donc, sur un rythme évidemment très ralenti, ses relations avec la princesse.

DANIEL OLLIVIER.

(1) *Correspondance de Liszt et de Mme d'Agoult*, 10 mai 1840, tome I, page 428.
(2) *Ibidem*, page 434.

LES DEUX AMÉRIQUES

DEVANT LA GUERRE

I

En septembre 1939, quand l'Europe divisée s'engageait dans la guerre et quand la civilisation européenne se déchirait en deux, un vaste mouvement rapprochait les deux Amériques l'une de l'autre et réunissait le Nouveau Monde en un seul bloc d'espoirs et de coopération.

Préoccupés à juste titre par les événements de notre continent et par les problèmes de la guerre, nous n'avons pas eu le temps ni le moyen de suivre cette évolution, dont l'importance historique et dont les conséquences futures sont si grandes. L'idée panaméricaine est ancienne et, depuis longtemps, dans les républiques du Nouveau Monde, on discerne des aspirations vers l'unité. Cependant, depuis un siècle, ce désir reste confus, contradictoire et, dans l'ensemble, impuissant. C'est que les traditions, l'évolution historique et les conditions géographiques de chacun de ces États l'isolent de ses voisins ; l'Amérique du Nord, anglo-saxonne et industrielle, est bien différente de l'Amérique du Sud, hispano-portugaise et agricole. En vain, depuis 1823, les États-Unis ont-ils essayé patiemment et systématiquement de nouer des liens de plus en plus nombreux avec leurs sœurs latines, la tâche, comme celle de Pénélope, a toujours été à recommencer. La doctrine de Monroe, qui présentait les États-Unis comme le défenseur naturel et nécessaire de tous les États américains, s'ils se trouvaient menacés par les ambitions européennes, a vivement déplu aux nations latines,

qui l'ont souvent dénoncée. Peuples nobles, fiers, dynamiques, ils n'admettaient pas d'être traités en enfants qu'il faut protéger. Dès qu'un président des États-Unis élevait la voix un peu trop haut, dès qu'un ministre des Affaires étrangères de Washington se montrait tant soit peu indiscret, Rio de Janeiro et Buenos-Aires faisaient un pas en arrière. Le rôle joué par les financiers américains au Mexique, et l'importance prise par les diplomates de Washington à Mexico déplaisaient d'une façon aiguë à l'opinion publique de toutes les républiques sud-américaines. L'intervention armée des États-Unis, la prise de la Vera Cruz en 1914, créèrent dans le continent sud un fort courant contre les États-Unis.

La violence de ces sentiments fut pourtant diminuée quand le président Wilson accepta la médiation de l'Argentine, du Brésil et du Chili pour liquider la pénible situation ainsi créée. En fin de compte, après diverses tentatives d'arrangements et de conciliation, les États-Unis finirent par retirer purement et simplement leurs troupes du territoire de leur voisin et par abandonner ce pays à ses propres difficultés. La mauvaise impression aurait pu s'atténuer. Toutefois, comme, à la même époque, l'infanterie de marine des États-Unis s'installait solidement à Haïti, les nations hispano-américaines gardèrent encore des rancunes et des suspicions à l'égard de leur grande sœur du Nord.

Ainsi, pour des raisons différentes, le nom de Théodore Roosevelt et celui de Wilson n'étaient point aimés dans l'Amérique latine. Cependant, à partir de 1919, les présidents qui se succédèrent à Washington firent de grands efforts pour se rapprocher des États sud-américains. Les déceptions éprouvées par le commerce des États-Unis en Chine, en Europe, et même dans le Pacifique, incitaient les ministres des Affaires étrangères et du Commerce à chercher des compensations en Amérique du Sud. Comme ministre du Commerce de M. Coolidge, puis comme président de la République, Herbert Hoover consacra un soin spécial à ce domaine. Il avait créé des attachés économiques et il avait envoyé les plus distingués d'entre eux au sud du Rio Grande. Il insistait auprès des industriels américains et auprès des commerçants yankees pour qu'ils s'efforçassent d'adapter leur outillage, leurs emballages, leurs réclames, aux besoins et aux habitudes

des Sud-Américains. Parallèlement, un grand effort était fait pour attirer les étudiants brésiliens, argentins, chiliens, etc., dans les Universités américaines et surtout dans les départements scientifiques et techniques de ces Universités. D'année en année, un plus grand nombre de jeunes ingénieurs sud-américains fréquentaient les divers instituts et écoles des États-Unis, en particulier l'Institut technologique du Massachusetts et celui de Californie ; cependant, la France gardait au Brésil, en Uruguay, en Paraguay une place privilégiée dans l'enseignement, dans le cœur de la population et dans le domaine de la mode, tandis que l'Argentine restait fidèle à l'industrie et aux banques anglaises. Le voyage du Prince de Galles (actuellement duc de Windsor) en Amérique du Sud raviva les sympathies anglaises et la baisse de la livre facilita les exportations britanniques.

Malgré l'organisation formidable des banques américaines et les avantages géographiques dont jouissent les États-Unis, ils n'arrivèrent jamais à détrôner les intellectuels français au Brésil, ni les exportateurs anglais en Argentine. Sans doute, le gouvernement brésilien, depuis quelques années, a rapproché ses méthodes diplomatiques et son point de vue de ceux des États-Unis, sans doute, depuis l'ambassade si réussie de Robert Bliss, l'Argentine a diminué les aspérités de ses procédés, mais, dans l'un et l'autre cas, ces deux nations restent très soucieuses de marquer leur indépendance vis-à-vis des États-Unis.

Le problème du fascisme a encore ajouté aux divergences nord-américaines-sud-américaines. La nombreuse colonie italienne d'Argentine admire M. Mussolini, contre lequel la presse des États-Unis n'a cessé de se déchaîner depuis l'affaire d'Éthiopie jusqu'à ces temps derniers ; la bonne société du Brésil, du Mexique, de l'Argentine et des autres républiques sud-américaines a été favorable au général Franco, alors que la presque unanimité des journaux nord-américains lui était hostile de la façon la plus violente. Il n'y avait donc point eu, sur ces divers sujets, d'unanimité, ni même de collaborations ; et les congrès panaméricains successifs qui s'étaient réunis tous les dix ans en avaient été réduits à enregistrer des vœux, des aspirations, des positions de principes fort louables, et à formuler des vues très optimistes, sans

aboutir jamais à rien de concret ni d'immédiatement pratique.

La grave crise économique qui, depuis 1929, sévissait aux États-Unis avait aggravé la situation, car elle avait amené banquiers et commerçants yankees à se montrer plus inquiets et plus exigeants ; les exportations d'Amérique du Sud aux États-Unis avaient été comprimées ; cela avait permis à l'Allemagne de faire des ententes audacieuses et fructueuses avec certaines républiques sud-américaines ; la plus illustre fut celle qui permit au Reich de mettre la main sur la production du café brésilien, sous prétexte de l'échanger contre des machines. L'administration de Washington a vu d'un très mauvais œil cette opération, dont l'échec la satisfit. Car, bientôt, les Brésiliens s'aperçurent que les Allemands revendaient leur café à vil prix et détruisaient ainsi l'équilibre de ce marché dans l'univers. A partir de ce jour, les relations germano-brésiliennes prirent une tournure peu cordiale. La diplomatie de Washington dut en profiter pour rétablir sa situation au Brésil. Toutefois, à la veille du conflit, durant cet été de 1939 qui amena l'ouverture des hostilités en Europe, les nations américaines restaient divisées sur toutes les questions importantes : attitude à adopter à l'égard de l'Italie, à l'égard de l'Espagne, problèmes douaniers, problèmes bancaires, problèmes commerciaux, chacun les résolvait à sa façon et ne cherchait guère à s'entendre avec le voisin.

II

Le début des hostilités européennes produisit une immense émotion depuis la baie d'Hudson jusqu'à la Terre de Feu. Tous les États américains envisagèrent alors le déchaînement d'un conflit mondial et le crurent inévitable. Ils se raidirent pour rester neutres et pour éviter, si possible, les dangers et les horreurs de la guerre, mais ils participèrent immédiatement à la lutte intellectuelle et morale. Malgré les gros efforts de propagande faits par les Allemands, la presse, dans sa majorité, — on pourrait presque dire dans son unanimité, — soutint la cause de la Pologne, de la France et de l'Angleterre. Elle se montra consciente et du péril que constituaient

pour le reste du monde les États totalitaires conquérants et du besoin de coopération qu'avaient les deux Amériques si elles prétendaient échapper aux pires catastrophes. Aussi s'empressèrent-elles de convoquer un congrès américain, qui devait se réunir à Panama à la fin de septembre.

Les États-Unis entendirent donner tout le retentissement possible à cette réunion. Le président Roosevelt avait même décidé d'y envoyer le ministre des Affaires étrangères, M. Cordell Hull, dont le prestige aux États-Unis est considérable, car il y représente à la fois les traditions policées du Sud et les principes libéraux de l'ancien parti démocrate. Au dernier moment, le gouvernement des États-Unis renonça à ce déplacement trop voyant et qui risquait de créer des susceptibilités dans les républiques sud-américaines ; M. Cordell Hull aurait, en effet, été le centre naturel du congrès ; il eût été amené par là à prendre de lourdes responsabilités, et, malgré son tact parfait, malgré sa personnalité agréable et raffinée, le risque de porter ombrage aux diplomates sud-américains eût été considérable. A sa place, on envoya donc son collaborateur immédiat, le sous-secrétaire d'État Sumner Welles, l'un des esprits les plus éminents de la diplomatie des États-Unis et, au demeurant, l'*alter ego* de M. Hull. Aucun homme mieux que lui ne connaît les intentions du président Roosevelt, les principes de M. Hull et les traditions diplomatiques de son pays. Derrière un masque impassible, il recèle une sensibilité subtile qui devait lui permettre d'évoluer savamment à travers les complications de la psychologie, de la politique et de la diplomatie panaméricaines.

L'opinion des États-Unis appuya son gouvernement dans cet effort soigneux et empressé pour donner tout le relief possible à la grande réunion continentale. L'exposition de New-York organisa une journée panaméricaine, durant laquelle le ministre des Affaires étrangères prit la parole. Il prononça une allocution familière de caractère religieux sur la justice, l'impartialité, le respect réciproque que les hommes se doivent les uns aux autres, l'indispensable coopération des peuples et la solidarité profonde entre les nations. Le même jour, et sur un ton plus sonore, le maire de New-York, le pittoresque Fiorello La Guardia, dont les veines recèlent à la

fois du sang italien de Calabre et du sang israélite de Palestine, loua les frères latins. Enfin, les journaux de New-York et des autres grandes villes des États-Unis ne négligèrent rien pour être amplement informés sur les délibérations de Panama.

Dans ces conditions, la Conférence panaméricaine qui s'ouvrit à Panama le 23 septembre à dix-sept heures, sous la présidence de M. Arosemena, président de la République de Panama, devait être un événement de première importance. Tous les États des deux Amériques avaient été conviés et tous ils étaient représentés, mais on remarquait la présence d'un hôte non invité : le docteur Otto Reinebeck, ministre d'Allemagne accrédité auprès de toutes les républiques de l'Amérique Centrale, qui se présenta à Panama avec un nombre considérable d'attachés, dont il se garda soigneusement de décliner les noms et qualités et même de révéler le chiffre exact. En même temps que le docteur Reinebeck s'installait à Panama, de tous les coins de l'Amérique du Sud, les journaux, influencés par la propagande allemande, déclaraient que la Conférence serait seulement un stratagème employé par les États-Unis pour mettre la main sur les divers États de l'Amérique du Sud et pour les dominer. Cependant, sans se troubler, les diplomates assemblés commencèrent leurs travaux.

L'acte initial du Congrès fut le grand discours du président Arosemena qui, sans ambages, dénonça les principes et les méthodes des États totalitaires. Il exhorta les délégués réunis à chercher les moyens de sauvegarder la neutralité américaine et d'organiser le bloc des États neutres américains. Pour donner idée du ton employé par le président de la République de Panama, citons ce paragraphe : « Messieurs, vous ne vous réunissez point ici pour détruire, asservir ou démembrer des nations, ni pour préparer la domination d'un peuple sur les ruines tragiques d'un voisin, ni même pour signer en commun des traités publics, afin de dissimuler derrière eux les ruses de traités secrets, et moins encore pour persécuter des races ou des religions... » Ainsi lancé, l'homme d'État ne devait point s'arrêter et, comme il unissait la logique au scrupule, il prit soin d'expliquer la valeur véritable des dictatures de l'Amérique latine : « Elles n'ont jamais été

ni impérialistes ni totalitaires », dit-il, et il fit ressortir qu'elles étaient en général des « patriarchies », dont l'objet était d'éduquer des peuples encore trop jeunes et trop inexpérimentés pour qu'ils pussent s'installer sans transitions dans des régimes démocratiques absolus.

Dans les jours qui suivirent, les diverses délégations établirent le contact entre elles, et, rapidement, celle des États-Unis, remarquablement composée du reste, affirma son influence. Aussi, à la grande séance plénière du 25 septembre, le discours de M. Sumner Welles fut-il le plus remarqué. En termes précis, il signalait le danger que présentait la guerre pour chacun des hommes vivant sur terre et chacun des États du monde, et il insistait sur l'importance d'une stricte collaboration panaméricaine, afin de sauver la liberté et la démocratie. S'il se gardait de mettre en avant officiellement des suggestions concrètes, il avait officieusement le rôle le plus actif. Le même jour, M. Goytisolo, ministre des Affaires étrangères du Pérou, lançait un projet audacieux que M. Sumner Welles patronnait : celui d'une vaste zone maritime neutre, organisée tout autour du continent américain, et il prononçait ces paroles symptomatiques : « Sans prétendre nous convertir en un continent autarcique, nous devons créer un régime économique et financier nous permettant de résoudre les graves problèmes que le conflit européen a posés à chacun de nos États.

« L'unité spirituelle du continent n'est pas une vaine abstraction ; elle répond à une réalité indiscutable en voie de se consolider et de se perfectionner. Elle résulte de son indivisible unité géographique. Nous devons défendre ces grands principes contre toute atteinte, en mettant en pratique une initiative péruvienne, présentée à Washington en 1914, et relative à la création d'une zone maritime neutre adjacente à l'Amérique, d'une étendue suffisante pour qu'à l'intérieur de cette zone notre trafic commercial puisse continuer avec son habituelle et nécessaire liberté. »

M. Manini Rios, chef de la délégation uruguayenne, apporta à son tour des suggestions en vue d'humaniser la guerre et de limiter ses répercussions. La presse du Centre-Amérique et du Sud-Amérique apprécia hautement ces diverses suggestions, mais celle qui devait avoir la fortune

la plus brillante était celle de M. Goytisolo. A la deuxième séance plénière (du 26 septembre), la délégation de Cuba reprit la thèse émise par celle du Pérou : elle soumit le texte suivant : « Considérant que les nations libres de l'Amérique réunies à Panama ont ratifié solennellement leur décision de rester neutres dans le conflit qui trouble la paix de l'Europe, que le caractère du dit conflit est injustifié, qu'il crée des difficultés aux relations interaméricaines, que les importants intérêts mis en jeu par les relations panaméricaines exigent la démarcation d'une zone de sécurité comprenant toutes les voies qui servent normalement aux échanges entre les pays américains, la Conférence déclare :

« 1° Toute action des belligérants tendant à porter la guerre dans les eaux américaines sera considérée par les nations d'Amérique comme un acte contraire à la sécurité de l'Amérique ;

« 2° Il sera créé une zone de sécurité panaméricaine comprenant tout ce qui se trouve à l'intérieur d'une ligne imaginaire : *a*) intermédiaire entre l'Europe et l'Afrique, d'une part, et l'Amérique, d'autre part, à l'est ; et *b*) intermédiaire entre l'Asie et l'Amérique, à l'ouest. Dans cette zone de sécurité, les belligérants s'abstiendront d'accomplir des actes de guerre ou d'exercer aucun des droits des belligérants de nature à créer des difficultés au commerce américain ou aux relations américaines ;

« 3° Cette déclaration sera dite : « la Déclaration de Panama ».

Le 2 octobre, cette « Déclaration de Panama » fut solennellement approuvée et votée par la Conférence. Les délégués ratifièrent en même temps les textes d'une proclamation commune de neutralité. Il fut enfin entendu que la zone de sécurité aurait une largeur de 300 milles marins (540 kilomètres). Notons encore divers projets soumis, le 28 septembre, par la délégation de l'Argentine, afin de faire exclure de la liste de la contrebande de guerre les denrées alimentaires, les vêtements et autres matériaux destinés à la population civile d'un État, même belligérant. Le 3 octobre, la Conférence approuva cette suggestion de l'Argentine, et elle décida encore la création d'un « Comité consultatif et financier interaméricain » qui devait comprendre un repré-

sentant de chacune des républiques américaines. Le jour même de la clôture, le 3 octobre, les délégués s'associèrent en un élan d'enthousiasme et d'amitié panaméricaine. Les délégations rivalisèrent de chaleur, mais, sans doute, les paroles qui eurent le plus de retentissement furent celles de M. Martins, chef de la délégation brésilienne :

« En maintenant un front commun pour la défense des neutres, l'Amérique s'imposera à l'Europe désunie et garantira en même temps la paix et la neutralité de son hémisphère. Le Brésil entend rester fidèle à ses traditions de nation pacifique, qui a toujours demandé à l'arbitrage la solution de ses conflits. Il fera tout pour demeurer étranger à la guerre, coopérant avec les autres nations américaines pour écarter cette calamité de notre continent... Nous avons, dès à présent, fixé dans notre mer des zones de paix où nous ne permettrons pas que soient appliqués des moyens de destruction... »

Ces graves paroles avaient rallié l'assentiment de tous, mais il serait naïf de se figurer que derrière cette unanimité ne se soient pas déroulées des intrigues un peu plus compliquées. On avait remarqué, dès le début de la Conférence de Panama, le nombre considérable d'éléments troubles qui avaient surgi de partout. Sans doute, leur influence directe ne s'était-elle marquée par aucun texte et les divers délégués étaient-ils restés strictement fidèles à l'esprit panaméricain. Pourtant, il faut l'avouer, la décision de créer cette énorme zone neutre, où l'on ne devait permettre aucun combat, ni autoriser l'exercice d'aucune activité belliqueuse, était de nature à satisfaire l'Allemagne plutôt que l'Angleterre. En effet, c'était lui fournir un moyen assez simple de maintenir son commerce avec les nations américaines, tout en échappant, sur un espace considérable du moins, aux croiseurs anglais. Cet avantage accordé à l'Allemagne n'était compensé par aucune contre-partie réelle pour l'Angleterre. Celle-ci pouvait se plaindre ; en effet, c'était là une initiative audacieuse qui rompait avec les traditions de toutes les autres guerres, relativement aux droits des neutres ; de plus, si l'on excluait les navires de guerre anglais de cette zone, il eût été logique, il eût été nécessaire de la faire surveiller par des navires américains, afin d'empêcher que la contrebande de

guerre s'y installât et qu'elle servît de base aux croiseurs allemands.

Or, les républiques de l'Amérique du Sud n'ont point, à l'heure actuelle, de marine suffisante pour assurer ce service. Elles possèdent soixante-dix navires de guerre, au total, toutes réunies. Pour « patrouiller » les 8 500 milles de côte Atlantique et les 5 500 milles de côte Pacifique qui les bordent, cela est dérisoire. Les États-Unis seraient peut-être en mesure de le faire, mais les frais seraient considérables et les responsabilités énormes. Au reste, il est douteux que les autres républiques du Nouveau Monde acceptent la sorte d'hégémonie militaire que les États-Unis obtiendraient ainsi, sans coup férir.

Le principe de la zone neutre, sans être dirigé contre les Alliés, pose donc pour ceux-ci un problème très délicat, et il crée dans les deux Amériques une situation ambiguë. C'est pourtant l'acte essentiel de la Conférence de Panama. Et c'est peut-être même le début d'une nouvelle législation maritime, car, si cette « Déclaration de Panama » a soulevé outre-Atlantique un grand enthousiasme, dès les premiers jours d'octobre le problème de l'application et de la clarification de ce texte s'est posé avec insistance, et des difficultés ont surgi.

Le Congrès de Panama avait réussi à faire admettre par tous ses participants une série de formules louables et humanitaires. Il restait encore à faire de ces phrases des réalités tangibles. Et ce n'était point là une tâche facile. Les États-Unis, dont la diplomatie est, en ce moment-ci, remarquablement dirigée par M. Hull, et qui attache une importance particulière à ce monde panaméricain, consacra des efforts spéciaux pour exploiter utilement, dans le domaine économique et dans le champ de la politique, les précieux résultats de Panama. Au cours de ces réunions, et surtout dans les conversations officieuses, M. Sumner Welles avait annoncé que les États-Unis ne refuseraient pas leur aide économique aux diverses républiques sud-américaines, et qu'ils étaient décidés à donner des preuves concrètes de leurs bonnes intentions. Immédiatement, le ministère des Affaires étrangères de Washington proposa un prêt de 2 millions de dollars à la Bolivie avec, comme garantie, les mines d'étain de ce

pays, car la Bolivie a déjà fait défaut pour plus de 50 millions de dollars d'obligations placées aux États-Unis en 1937, et elle a saisi sans compensation des puits de pétrole, d'une valeur de 17 millions de dollars, appartenant à des citoyens américains.

Le geste du gouvernement de Washington est donc particulièrement aimable, généreux et caractéristique. Il a tout de suite provoqué des réflexes favorables. Délaissant en effet l'Allemagne, le Chili a commandé, en janvier, aux États-Unis, 5 000 tonnes de coke. Le Brésil, de son côté, a commandé 17 locomotives, 1 000 wagons en acier, 22 500 tonnes de rails et 100 000 tonnes de charbon. A la même époque, on annonçait dans les milieux renseignés un prêt plus considérable à la Colombie, et le ministre des Affaires étrangères à Washington essayait de persuader cette république de licencier les vingt pilotes allemands affectés au service de la ligne Scadta, qui passe tout près du canal de Panama. En même temps, le gouvernement de Costa-Rica étudia les moyens d'occuper les îles Cocos, qui se trouvent à 50 milles marins au sud-ouest de Panama, dans l'océan Atlantique, et qui n'appartiennent, à l'heure actuelle, à aucune nation, mais qui pourraient fort bien servir de base pour les sous-marins belligérants. Ainsi, les bons procédés des États-Unis trouvaient leur écho et leur contre-partie dans les États du Sud.

Pour sceller d'une façon pratique cette collaboration par l'établissement de liens plus concrets et plus personnels, le président Roosevelt et son ministre des Affaires étrangères exprimaient leur désir de voir le flot des touristes américains se tourner vers les régions de l'Amérique du Sud. Ce serait là un élément favorable pour le commerce, car l'exportation des devises des États-Unis au sud du Rio Grande permettrait aux républiques sud-américaines d'acheter davantage aux États-Unis. Si le public des États-Unis préfère encore à l'heure actuelle voyager en Europe, certains indices permettent de croire que l'Amérique du Sud aura son heure. En 1938, sur les 134 000 passeports émis par le département d'État de Washington, plus de 110 000 furent donnés à des voyageurs allant en Europe occidentale, et seulement 10 000 à des voyageurs à destination de l'Amérique du Sud.

En 1939, 65 000 seulement des touristes américains sur 89 000 désiraient aller en Europe, et près de 14 000 se rendirent en Amérique du Sud. On prend des mesures pour faciliter ces voyages et la grande Compagnie américaine d'aviation (*Panamerican Airways*) se propose de réduire de six à quatre jours la durée du passage aérien de New-York à Buenos-Aires, par Rio de Janeiro, et d'avoir un service trihebdomadaire sur cette ligne.

Ainsi, d'un même mouvement, États-Unis et Puissances sud-américaines s'épaulent en un vaste effort pour aménager leur économie continentale et pour assurer leur liberté collective.

III

La guerre, avec ses épisodes divers, ses contre-coups innombrables et ses péripéties, ne peut manquer d'influer sur cette unité panaméricaine. Chaque semaine qui passe doit contribuer à la renforcer ou à la briser. Et l'on peut dire que, depuis le 3 octobre, les espoirs fondés sur la Conférence de Panama ont été soumis à bien des épreuves.

Pour parvenir à affermir la paix dans l'hémisphère occidental, les États américains doivent faire un bloc. Or, ce bloc est loin d'être solide à l'heure actuelle. Sans doute, des résultats ont été acquis. Dès le mois d'octobre, les ventes des États-Unis en Amérique du Sud qui, l'an dernier, représentaient déjà 36 pour 100 des importations sud-américaines, étaient augmentées de 14 pour 100 par rapport à septembre 1939 et de 18 pour 100 par rapport à octobre 1938. Par les statistiques de fin d'année, l'on pouvait voir que, si les États-Unis vendaient à l'Europe pour 800 millions de dollars de marchandises, ils vendaient à l'Amérique du Sud pour 700 millions. Cependant, le point noir restait toujours la question monétaire. Dès novembre, la plupart des gouvernements de l'Amérique latine avaient dévoré leurs disponibilités financières à New-York et étaient obligés de se tourner vers Washington, dans l'attente d'avances nouvelles. Sans doute le gouvernement des États-Unis souhaite-t-il de donner satisfaction aux républiques hispano-américaines, mais cela ne lui est pas toujours possible.

Un événement caractéristique s'est produit dans le courant de janvier. Depuis quelque temps déjà, le ministère des Affaires étrangères de Washington négociait avec celui de Buenos-Aires un accord économique ; on recherchait le moyen d'établir un trafic plus actif entre les États-Unis et l'Argentine. Cela semblait d'autant plus urgent qu'en août dernier est entré en vigueur l'accord commercial germano-argentin. L'Allemagne livre à l'Argentine 64 locomotives, 900 wagons de marchandises, 40 wagons-lits et reçoit 100 000 tonnes de blé, 8 000 de laine et divers autres produits. Stimulés par cet événement, les négociateurs des États-Unis voulaient pousser leurs opérations. Par malheur, à partir du 1er janvier, les États-Unis entraient dans la période pré-électorale, au cours de laquelle les préoccupations d'ordre intérieur se font de plus en plus urgentes et augmentent de poids, tandis que l'autorité du ministère des Affaires étrangères diminue sensiblement. Aucun parti ne peut espérer gagner les élections de 1940 s'il n'a l'appui des États centraux, bassin du Mississipi, centre-ouest et nord-ouest. Or, ces États, principalement agricoles, sont décidément protectionnistes et nationalistes. Par malheur, leurs produits sont en concurrence directe avec ceux de l'Argentine : blé, maïs, bétail, conserves, etc. On vit donc leurs représentants à Washington déployer une activité fébrile pour torpiller le traité commercial Argentine-États-Unis. D'autre part, l'Argentine est une nation fière, très indépendante d'esprit, et qui accepte moins que toute autre une hégémonie, même voilée, des États-Unis.

Dans ces conditions, le 14 janvier 1940, les deux délégations durent renoncer à prolonger les négociations et se résoudre à publier un communiqué poli, mais vague, qui reconnaissait leur impossibilité de tomber d'accord. Les répercussions de cet échec se firent sentir immédiatement. Le traité de commerce États-Unis-Uruguay, qui était lui aussi en chantier, dut être abandonné. Le président Roosevelt dut reconnaître que, jusqu'à novembre 1940, il serait obligé à la plus grande prudence. Les républicains ont repris la bannière du protectionnisme ; dans leurs clubs et dans leurs réunions publiques, ils ameutent les foules contre le danger du *dumping* étranger ; ils trouvent accès auprès d'un auditoire croissant et ils n'ont

que trop de facilités à rallier derrière eux les vastes populations agraires américaines, déjà peu satisfaites des résultats obtenus par la politique de Roosevelt. Ce mouvement de recul de l'opinion des États-Unis entraîne fatalement par contre-coup et par contagion des remous analogues dans l'Amérique du Sud. Les groupes qui ont toujours lutté contre l'influence politique, économique, morale des États-Unis, sont encore nombreux et actifs ; au Mexique, en particulier, ils relèvent la tête, créant des difficultés nouvelles à propos des indemnités que réclament les compagnies pétrolières américaines, expropriées par l'État mexicain ; en un mot, ils ne laissent passer aucune occasion de se manifester, et l'on peut dire qu'en nulle zone du Nouveau Monde la doctrine de coopération panaméricaine ne s'est imposée sans conteste.

Sur un seul point l'initiative des États-Unis a été couronnée d'un succès presque complet. Le gouvernement costaricien a accordé aux États-Unis le droit de patrouiller dans ses eaux territoriales, et les États-Unis, de leur côté, se sont portés garants et protecteurs de la neutralité de cette république. Comme il s'agit là d'un des nœuds stratégiques de l'univers, comme la République de Costa-Rica peut servir de passage à un nouveau canal Pacifique-Atlantique, ce fait n'est pas sans une réelle importance. Une partie de la côte du Nouveau Monde se trouve ainsi bien gardée, bien protégée. On ne peut en dire autant du reste de ses rivages. Bien au contraire, le problème reste entier pour l'étendue la plus considérable de ceux-ci.

Comme il fallait s'y attendre, l'Angleterre n'a pas reconnu la fameuse zone des 300 milles marins, et l'Allemagne n'en a pas tenu compte. Bien plus, l'une des seules grandes batailles navales de la guerre vient de se dérouler en vue des côtes de l'Argentine. Quand l'*Admiral Graf von Spee*, pourchassé par les croiseurs anglais et incapable de leur échapper autrement, a été chercher refuge dans le port de Montevideo, quand les autorités uruguayennes ont dû régler la question très délicate de ses réparations et de son droit de résidence, on a bien vu que la Déclaration de Panama ne présentait pas une solution définitive. Le sabordage de l'*Admiral Graf von Spee*, l'éclatant et méritoire triomphe des forces navales anglaises

à l'embouchure du Rio de la Plata, ont secoué l'opinion de l'Amérique du Sud. Les nombreux amis que possèdent outre-mer la France et l'Angleterre ont été ravis et encouragés, mais le sentiment neutraliste a été inquiet et a voulu chercher des compensations. Il a trouvé un certain point d'appui dans les milieux commerciaux que l'application du blocus commence à gêner. Les Anglais, en arrêtant tous les envois en direction de l'Allemagne, ont grandement réduit le volume des exportations sud-américaines. Les États-Unis ne se trouvant pas en mesure, du fait de leur économie propre, de s'approvisionner sur le marché sud-américain, les Alliés sont, en définitive, les arbitres des prix qu'ils maintiennent naturellement au niveau le plus favorable.

A la fin de décembre, les vingt et une républiques sud-américaines, sans en exclure les États-Unis, ont protesté auprès de la France, de l'Allemagne et de l'Angleterre contre la violation de la zone des 300 milles établie par la Déclaration de Panama en octobre. Les signataires de cette Déclaration reprochaient aux belligérants européens : 1° d'avoir livré une bataille navale en vue des côtes de l'Uruguay ; 2° d'avoir laissé un navire allemand prendre refuge à Montevideo et de l'avoir ensuite fait couler dans le Rio de la Plata ; 3° d'avoir coulé un navire allemand dans cette zone. Ce texte se terminait par une menace : les vingt et une républiques prévenaient les belligérants qu'elles allaient tenir conseil « afin de fortifier leur système de protection ». Mais cette formule, quelque imposante qu'elle soit, ne semble pas annoncer de résolution bien positive. Un journal des États-Unis disait même que les nations de l'Amérique en face des belligérants ressemblaient à un homme qui, après avoir menacé des enfants turbulents avec son poing, ne les menaçait plus qu'avec un doigt. Il est bien difficile de donner corps aux aspirations neutralistes du Nouveau Monde.

Tant sur le terrain militaire que sur le terrain économique, la thèse panaméricaine éprouve donc des difficultés graves. Il ne faudrait cependant pas imaginer qu'elle soit en recul sur toute la ligne. Le président Roosevelt a réussi à trouver une formule qui a éveillé les échos les plus favorables dans tout le Nouveau Monde. Quand il s'est mis à parler de la paix, et à soutenir que, si les belligérants devaient seuls se

charger de faire la guerre, il appartenait aux peuples neutres de faire une paix équitable et pratique, ce jour-là, il a pu se dire qu'il avait regagné le terrain perdu dans le domaine économique.

Toutefois, à l'heure actuelle, les États-Unis ne sauraient maintenir leur hégémonie morale que s'ils l'exercent. Tous les échos qui nous reviennent du Nouveau Monde nous montrent en effet une curieuse situation, un contraste assez frappant entre New-York-Washington et Buenos-Aires-Rio de Janeiro. En face du grand cataclysme, l'opinion sud-américaine est plus chaleureuse, plus active, plus précise que l'opinion nord-américaine. Sans pouvoir dire que les Sud-Américains seraient disposés à participer à la guerre, il faut reconnaître que leur jugement sur les belligérants, que leur sympathie à l'égard des uns et des autres, ont un caractère positif que ne revêt pas aujourd'hui l'opinion nord-américaine. Alors que, de 1914 à 1918, Washington a entraîné dans son sillage les républiques du Sud, à l'heure actuelle journaux et diplomates de l'Amérique du Nord restent embarrassés et tâtonnent, tandis que ceux du Sud ont déjà fait leur choix. Cette situation curieuse peut présenter pour l'Europe d'intéressantes possibilités. Elle présente, en tout cas, aux hommes d'État de l'Amérique du Nord un problème qu'il faudra bien résoudre un jour. Les nations de l'Amérique du Sud n'attendront pas indéfiniment, et, d'une façon ou d'une autre, elles feront sentir le poids de leur influence dans l'Ancien Monde. Il est donc évident qu'à l'heure actuelle le président des États-Unis est chargé d'une lourde responsabilité, non seulement vis-à-vis de son peuple, mais vis-à-vis de toutes les nations des deux hémisphères. Selon la ligne politique que suivront les États-Unis, ils s'imposeront comme les guides nécessaires du Nouveau Monde, ou ils laisseront passer une chance que le destin n'offre pas toujours plusieurs fois.

ALBERT BUISSON.

AU PORTUGAL

LISBONNE

Entrer à Lisbonne par la route ou par chemin de fer, c'est prendre la ville à rebours.

Née de la mer ou du Tage maritime, elle commence par le large perron de la place du Commerce, dont les degrés sortent de l'eau avec la marée. Rien n'est plus heureusement symbolique que ce noble escalier qui émerge de l'océan, comme si Ulysse, fondateur légendaire de la cité, allait le gravir avec un cortège de néréides.

Aucune ville d'Europe ne nous offre un plan aussi clair, même Paris, la Cité au centre et le double cercle de ses boulevards, même Rome, faite comme un sextant, la place du Peuple à la charnière, l'échelle des degrés allant du Tibre aux Thermes. Lisbonne n'est qu'un vallon entre deux hauteurs, sept collines comme l'ancienne Rome, la place du Commerce, qu'on appelle aussi *Terreiro do Paço,* formant l'estuaire des rues droites qui descendent du Rossio.

Telle que la voici, c'est la ville de Pombal. Elle était encore gothique et manuéline et, par ses demeures populaires, du type mauresque que nous montre aujourd'hui l'Alfama, lorsqu'elle fut secouée par le terrible tremblement de terre de 1755. Toutes les églises furent renversées, les maisons des hommes nivelées d'un seul coup. Puis, l'incendie se mit dans les décombres, et ceux qu'ils n'avaient pas écrasés furent brûlés vifs. Trente mille personnes périrent. La peste suivit, engendrée par cet amas de cadavres.

« Quel beau sujet ! » s'est dit Voltaire, avec cette froide cruauté de l'homme de lettres. Et, ne pouvant en faire un

reportage, parce que les journaux du soir n'existaient pas encore, il en a fait un poème détestable.

Pombal fut plus humain, plus réaliste aussi : « Enterrer les morts et sauver les vivants », tel fut son mot d'ordre. Tirer de ces gravats une ville neuve, tel fut son programme. Les démolisseurs parachevèrent l'œuvre souterraine. Tout le vallon fut mis à nu, balayé comme une aire à froment. Et la Lisboa Baixa d'aujourd'hui fut dessinée sur le sol libre.

L'admirable place du Commerce, l'une des plus belles que je connaisse, s'ouvrit sur l'océan, image de l'outre-mer portugais. De cette esplanade atlantique partait, sous un arc de triomphe, une rue toute droite qui s'élevait en pente douce jusqu'au Rossio. Des rues parallèles l'accompagnaient, coupées à angle droit par d'autres rues d'une largeur égale, chacune réservée à un métier : la rue d'Ouro aux orfèvres, celle des Correiros aux corroyeurs, l'Augusta aux drapiers... Toutes les voies allant du sud au nord aboutissaient à deux places, celle de gauche, le Rossio, plus grande que l'autre, la Figueira, afin d'amorcer l'inclinaison du vallon vers l'ouest. Et, tout naturellement, les hommes du XIXe siècle suivaient la direction indiquée par Pombal, créaient l'avenue da Liberdade ; et, tout naturellement, ceux du XXe terminaient son œuvre en déployant sur le faîte le parc Édouard VII et la couronne altière des bâtiments de Salazar.

Si je pars des bornes maritimes qui émergent du Tage à marée basse et si je gravis le perron que Lisbonne avance sous les pas du navigateur, je prends pied sur ce *Terreiro do Paço* qui est le plus grandiose vestibule que puisse offrir une cité.

Qu'on s'imagine la place de la Concorde fermée de trois côtés par des bâtiments semblables à l'hôtel Crillon, de la même hauteur, avec la même galerie couverte, l'obélisque remplacé par une statue équestre, ainsi qu'il en était de la Concorde au XVIIIe siècle, la rue Royale barrée par un arc de triomphe. Seulement, du quatrième côté, c'est, à Lisbonne, la mer du Tage, l'immense estuaire dessiné très au loin par les collines de l'Outra Banda. Le déploiement de ce paysage marin en face d'un forum monumental, cette découverte de flots glauques, de navires et d'horizon bleuté entre des façades de municipes, cette ouverture majestueuse d'une

ville sur l'évasion, font de ce Terreiro le décor du voyage, comme si la cité entière appareillait pour le lointain.

Un faisceau de sept rues mène au Rossio et à la Figueira qui n'est plus qu'un marché couvert. Le Rossio ou *praça* de Dom Pedro était, avant Pombal, ce qu'il est encore aujourd'hui, le cœur de la vie lisbonnienne, mais il n'avait pas la forme symétrique que Pombal lui a donnée et ne prolongeait pas la double perspective des rues parties du Terreiro.

Tout le modernisme de ses cafés, de ses boutiques, de ses kiosques, de ses enseignes lumineuses, ni sa colonne à base de chandelier, ni même le munichois 1900 de l'hôtel Métropole, n'arrivent à vous dérober les délicieuses maisons pombalines qui l'entourent, jaunes, blanches et roses, avec de vieux toits couverts de tuiles rondes, de vrais toits à chats, et leurs fenêtres mansardées relevées en coins de pagode, des toits à chats siamois ; de même que le charroi et le piétinement de la foule ne parviennent pas à vous cacher les longues ondulations de mosaïque, blanches et noires, que le pavé dessine à travers la place.

Ils aiment, à Lisbonne et dans tout le Portugal, ces *empredados* fantaisistes, ces mosaïques de calcaire et de basalte qui égaient les places et les trottoirs. Le va-et-vient les a polies comme des patinoires, et, dans les rues commerçantes qui montent vers la Garrett, j'aimais beaucoup m'asseoir, avec Marie-Jeanne, au seuil de quelque petit bar, pour reconnaître les étrangers à leur manière de perdre l'équilibre et de se cramponner aux façades, car les Lisbonnins circulent là-dessus comme s'ils avaient des skis. Le gros Tchécoslovaque (du moins l'avions-nous baptisé ainsi) qui, régulièrement, au coin de la *rua do Carmo*, tombait à la renverse, avait aussi peur de nos rires que du pavement.

C'est dans une de ces rues propices à la dilatation de notre rate qu'un ascenseur du plus pur gothique vous enlève, à travers des ogives et des trèfles de fonte, jusqu'au pied d'une église dont le portail est au tiers enfoui dans le sol : le Carmo, qui est une des deux seules églises, — l'autre est la Sé, — antérieures au tremblement de terre. Encore, la Sé n'est-elle qu'une patiente reconstitution, et le Carmo, ravagé par le séisme, n'est-il plus qu'une très belle ruine, en partie reconstruite, où l'on a installé le musée archéologique, un cimetière

de pierres sculptées qui seraient si belles sur les ponts, les places, dans les rues et les églises d'où on les a arrachées. Je dirai tout à l'heure ce que je pense des musées et de l'ennui qui plane sur ces nécropoles de chefs-d'œuvre. Cela ne correspond qu'à l'esprit pédagogique et primaire d'une époque qui a perdu le sens à la fois destructeur et fécond de la vie.

Toutes les autres églises de Lisbonne ont cet aspect de monuments profanes que devait leur donner un siècle qui n'avait plus de foi. Elles tiennent du théâtre, de la salle des fêtes et du casino balnéaire. Leurs façades, avec leurs étages de fenêtres, les assimilent à n'importe quel édifice municipal, et je ne vois aucune différence entre l'Estrela, par exemple, et un hôtel de ville de sous-préfecture. L'intérieur est sans âme, conventionnel et froid comme notre Saint-Sulpice. Ce ne sont pas les temples de l'ardeur mystique, mais ceux de l'architecture raisonnée.

* * *

Partant du *Terreiro do Paço*, je m'achemine vers les quartiers de l'est par la rue da Alfandega où s'épanouit comme un rosier le portail manuélin de la Conceiçao Velha. Il ne reste de l'ancienne église que cette floraison ornementale, pour nous faire à jamais pleurer sur les ruines de l'ancienne Lisbonne où l'art de Manuel ramifiait la pierre de tant d'édifices.

Dans la rue dos Bacalhoeiros, ou des Marchands-de-morue, la Casa dos Bicos, la maison des Pointes, me transporte en souvenir sur la calle del Carmen, à Ségovie, et sur le corso Victor-Emmanuel, à Ferrare, où j'ai vu des palais semblables, toute la façade recouverte de pierres taillées en facettes. Les architectes du XVI[e] siècle se plaisaient à cette décoration rébarbative. Ce sont demeures de gens cuirassés contre on ne sait quoi, émeutes ou malandrins, leurs murs cloutés comme leurs coffres. Celle-ci appartenait aux Albuquerque et devait abriter les trésors de l'Inde.

Pombal a laissé, un peu plus loin, la belle fontaine à abreuvoir que surmonte une de ces maisons cocasses, enluminées de linge au soleil, telles que Lisbonne en possède des centaines, pour la délectation du flâneur. Car il faut apprendre, en voyageant, à prendre un train de musardise, abandonner

les manuels et replier les cartes, suivre son œil et même son nez partout où ils vous mènent. Ce sont les guides les plus sûrs. Et telle fille en robe de taffetas, parfumée d'un vétiver de pacotille, m'a fait pénétrer, sur ses traces, dans un des plus beaux patios de chaux et de vigne où je me sois jamais reposé.

C'est par hasard que je suis passé sous une des nombreuses voûtes qui s'ouvrent dans le *largo do Terreiro do Trigo*. Celle-ci s'appelait l'Arco do Rosario, passait à travers une maison d'un beau rouge orangé et débouchait sur un escalier de cailloux cimentés qui cherchait le ciel entre des façades titubantes. Sans le savoir, j'avais découvert l'Alfama.

Ses ruelles escaladent le flanc abrupt de la colline que surmonte l'ancienne citadelle, le castel de S. Jorge. On n'en finit jamais de parcourir ses *bêcos*, ses *calçadas*, ses *largos* et ses culs-de-sac. Je l'ai explorée plus de vingt fois et je n'en connais pas la moitié. Cela ne serait rien d'autre que le dédale saugrenu des vieilles villes escarpées, s'il n'y avait la propreté et la couleur portugaises. C'est jaune, c'est blanc, c'est rose, gris bleu, vert d'eau, rouge sang, lilas, au-dessus d'un pavé de galets plats, uni comme une mosaïque.

Il y a aussi des maisons qu'on ne trouve qu'ici, à la fois arabes et médiévales, rien des *palazzi* de Gênes, huit étages pour familles nombreuses, ni du délabrement du vieux Stamboul. Cela gondole, cela prend du ventre, cela penche sur le vide à vous donner le vertige, mais c'est net, bien lavé, pendu sur le ciel comme du linge frais.

Il en est de charmantes, il en est de comiques, il en est d'invraisemblables. Celle de la *rua do Castelo Picao*, au coin de la *calçadinha* S. Miguel, se carre, bien à son aise, au milieu de ses contreforts, et s'élargit de tout son poids, comme un arrière-train entre les bras d'un fauteuil. Il en est une, au *bêco* de Maquinez, qui ressemble à un guerrier chinois amputé du pied gauche. L'*arcos* de Jesus passe sous une maison de toile cirée, la façade recouverte, du haut en bas, de carreaux de faïence à treillis. Le 1 de la rua da Regueira, avec sa façade de trois hauteurs différentes et ses toits de pagode, semble découpé dans la Grande Muraille de Chine. Le 3 du bêco das Canas est un miracle d'équilibre, ses deux étages corpulents maintenus par toute une orthopédie de ferraille sur une base grêle coupée en biais par la pente de la ruelle.

Mais la plus étrange est certainement celle du largo S. Miguel, le 15, si je ne me trompe, dont le rez-de-chaussée, qui n'est qu'un petit cube encore évidé par ses deux portes, maintient, sans plier sous le poids, une maison qui lui semble complètement étrangère, une maison deux fois plus large dans tous les sens et trois fois plus haute.

Leurs vieilles façades sont palpitantes de vie : le linge, d'abord, suspendu aux haubans d'une sorte de beaupré qui fait saillie devant la fenêtre ou le balcon, le linge multicolore cher aux Portugais ; les cages de serin, à tous les étages, crochées sur la façade, loin des fenêtres et des griffes des chats, tant de cages et tant de serins que la rue en est toujours mouillée de trilles et de roulades ; les pots de fleurs à tous les balcons, aux deux angles des accoudoirs ; et ces treillages de bois qui ferment la moitié inférieure des fenêtres pour cacher ce qu'on peut de la vie privée, être chez soi, au moins quand on est assis ; et les belles images d'*azulejos*, la Vierge ou saint Antoine, au-dessus des portes ; et tout ce qu'on voit par ces portes ouvertes, toujours et partout une table bien nette, et, sur la table, un vase en verre coloré, avec un bouquet de fleurs en papier de soie de couleurs crues.

Quel que soit le chemin de mes flâneries, je parviens toujours à l'esplanade des Portas do Sol d'où l'on domine cette Alfama que je viens de traverser et l'étonnant tableau de peinture constructive, à la Cézanne, que Lisbonne peint ici sur le Tage. C'est fait de couleurs tranchées qui se joignent sans se pénétrer, où le blanc domine, mais de toutes les nuances du blanc, et aussi le gris taupe des toits, mais chatoyant comme est la fourrure de la taupe, le rose, ensuite, et le jaune, puis le bleu, quelques taches de vert, de tous les verts, du vert pomme au glauque, et le Tage blond ou terre de Sienne ou vert olive, ça dépend des heures ; tout cela transparent.

Lisbonne : la ville-couleur. Aucune autre ville n'a cette couleur, je veux dire d'aussi fraîches couleurs, ni tant de couleurs.

* * *

Tout au fond de ces quartiers de l'est, sur la marge du Tage, la Madre de Deus me ramène à ce que devait être la Lisbonne religieuse d'avant le tremblement de terre. C'est

un ancien couvent de Capucines sécularisé comme tous les autres et devenu un orphelinat, mais qui n'a rien perdu de son intimité chrétienne ni de son opulence catholique.

Frais séjour de l'azulejo polychrome, dans les deux cloîtres, dans l'église et dans la petite sacristie ; triomphe de la dorure, un peu partout, et son apothéose dans la salle du chapitre.

Un escalier de faïence bleue et blanche mène aux deux cloîtres qui sont de paisibles jardins mauresques, en dépit de leurs colonnes et de leurs voûtes classiques. Cela vient des dessous, de la construction primitive que l'on retrouve dans un tas de détails, et surtout de ces murs de céramique coloriée qui font penser à la casa de Pilato, de Séville, et plus encore de ce mudéjar, or, rouge et azur, de la chapelle arabe dont les stalactites nous ramènent à Grenade.

La salle du chapitre n'est que menus reliquaires et reliques, dans un grand reliquaire tout en or, sauf le parquet de fine marqueterie, en bois de Guinée ou de Malacca. Les murs, d'un or onctueux, sont recouverts de reliquaires vitrés, aux cadres bosselés d'or fin, où l'on découvre, sur un fond d'or bruni, des têtes de morts, des bras, des fémurs, des cœurs entiers et des morceaux de cœur, des poupées vêtues de soie, qui sont des saintes et des saints, les mille expressions du miracle permanent qui est l'inépuisable richesse du catholicisme et de son art.

Cette petite sacristie, or et noir, basse de plafond, est fermée comme une alcôve. Avec sa cimaise d'azulejos, son *pavimento* marqueté de marbre, ses portes couleur d'écaille rousse à moulures d'ébène, et sa grande commode noir d'ivoire, elle ne me donne que des pensées légères, l'envie de longues journées d'été, dans sa fraîcheur et ses ors, à courtiser une abbesse mondaine de ce temps-là.

*
* *

Je pars, cette fois encore, du Terreiro do Paço, mais je me dirige vers l'ouest, par la rue de l'Arsenal, bien connue des étrangers parce qu'ils y trouvent la poste, l'agent de liaison des vieilles habitudes, comme si le voyage n'était pas une évasion, les semelles légères, secouée sur le seuil la terre de son pays.

Cette idée m'est venue en regardant à travers les fenêtres cette grande salle de l'Arsenal où l'on doit enseigner aux moussaillons l'art de manœuvrer un voilier. Elle ressemble à l'intérieur d'une frégate, la quille en l'air, la mâture dressée sous les varangues du plafond. Avec ces navires en bois, sans T. S. F., quand on avait largué les amarres, on était sûr d'en avoir pour un an à ne plus recevoir de nouvelles. Le départ avait ainsi sa pleine signification. Voyager comme nous le faisons aujourd'hui, avec le courrier tous les deux jours et la radio qui nous relance, c'est se promener au bout d'une laisse.

Mes regrets de marin me poussent vers le port, ses paquebots, ses cargos, moins que cela, ses barques de cabotage où l'on trimbale du vin, du sel, du liège, des caroubes, simples charrettes qui n'ont pas besoin d'un sextant, ni même de compas, car elles naviguent toujours en vue de la terre et connaissent les ports à y entrer toutes seules, comme un marin au cabaret. Mais, enfin, ce sont tout de même des bateaux, et je traîne sur les tillacs mes pieds devenus terriens, avec une espèce de nostalgie. Et je me demande pourquoi, car, enfin, si j'y pense, je ne me suis jamais embêté autant que sur mes bateaux, et je saluais la terre comme Christophe Colomb. Et peut-être, après tout, ce que j'aime tant dans un navire, ça doit être l'escale où il me mène : le moyen le plus paresseux d'arriver à de nouvelles terres. Et s'il n'y avait pas de marins intoxiqués de littérature, — la mer ! l'appel à la mer ! — ils parleraient tous comme moi...

Le petit port des *fragatas* ressemble à un canal hollandais. J'ai parlé longuement de ces barques, mais elles sont encore plus belles en famille, je veux dire en flottille, comme tous les bateaux du monde. Cela vient de ce que leurs lignes et leurs couleurs se font valoir d'être rapprochées, comme les corps, les bouches et les yeux dans un groupe de jeunes filles. D'ailleurs, un bateau, pas plus que l'homme, n'est fait pour vivre seul, et quand deux se rencontrent sur la mer, ils se font des signes d'amitié.

Près de là se trouve le marché au poisson, mais il faut y aller très tôt, au matin, un très tôt à la manière portugaise, c'est-à-dire sept ou huit heures. Et le mieux est de s'installer

devant l'une des grandes portes, pour voir sortir les *peixeiras*, les marchandes de poisson, qui s'en vont, leur panier sur la tête, crier la marée dans les rues.

Car, à Lisbonne, tout ce qui, chez nous, se vend dans des petites voitures se promène sur la tête des femmes et se crie sur la chaussée. Et chaque marchande a sa chanson, qu'elle vende des légumes, des fruits ou du poisson ; et chaque légume, chaque fruit, chaque poisson a sa chanson qui lui est propre, de manière que la rue est toujours remplie de cette musique peuple et que la ménagère sait tout juste, sans mettre le nez dehors, ce qui passe sous ses fenêtres, et qu'elle se dit, sans lâcher son fourneau :

— Tiens ! voilà des melons !... ou de l'anguille !... ou des concombres !...

Et cela, cela rien qu'à la musique.

Quand j'étais enfant, il y avait de ces chansons marchandes dans la ville du Nord où je suis né. Et je me les rappelle toutes, avec leur air et leurs paroles en flamand, bien que ce soit une des langues dont je ne connaisse pas un mot. Mais je sais très bien la mélopée du marchand de crabes et de crevettes, et même je l'ai retrouvée à la Coruña, en *galego*, ce qui montre que les Espagnols n'ont pas seulement laissé dans les Flandres les Vierges habillées de velours et les géants des processions...

Seulement, je m'aperçois que je m'égare, comme Montaigne, dans les petits sentiers de ma pensée, et je reviens sur la grand route de Lisbonne.

Ces *peixeiras* sont basses, trapues, la cheville épaisse, les hanches fécondes, le cou très court et le front bas, comme écrasés par leur charge. Il y en a peu de jolies, mais quelques-unes sont belles. D'ailleurs, ce mot *joli* ne se traduit dans aucune langue, et les mots qui lui correspondent dans d'autres pays n'éveillent jamais l'idée que nous en avons.

Elles vont presque toutes pieds nus, et presque toutes sont propres, corsage de coton clair et tablier bleu, un fichu sur la tête, attaché au chignon par des épingles. Quelques-unes ont encore le chapeau rond des *varinas*, le bord relevé en gouttière. C'était commode pour porter leur fardeau. On le pose maintenant sur un coussin minuscule, dix centimètres

au plus de diamètre, tout rond et fait de laines de couleur entrelacées.

Le panier est rectangulaire, fait de fibre et de bois léger; il s'équilibre à merveille sur cette petite surface. On y étale le poisson sur une toile préparée comme les cirés des matelots et peinte de fleurs et de poissons de couleurs vives. Une autre, plus petite, décorée de la même manière, recouvre la marchandise. La *peixeira* hisse trente à quarante kilos sur son crâne bas et s'en va par les rues escarpées en criant sa chanson.

* * *

Puisque me voici devant celui de Lisbonne, je voudrais dire, une fois pour toutes, pourquoi je n'aime guère les musées.

Je sais bien ce qu'ils ont de commode, en ce qu'ils réunissent dans un même lieu tout ce qu'une ville a de plus rare et de plus beau en peintures, en sculptures et en meubles meublants, comme disent les affiches ; et il est bien sûr qu'on ne peut les éviter si l'on veut connaître l'art d'un pays, et même celui des autres. Je leur dois beaucoup et quelques amitiés précieuses entre toutes, comme celles de Grünewald, à Colmar, et de Patinir, au Prado.

Mais il faut bien avouer qu'on ne peut pas s'y promener longtemps sans fatigue ni sans ennui. Un kilomètre de musée est plus éreintant que quarante kilomètres de route, sac au dos ; à ce point que j'ai toujours rêvé de parcourir à bicyclette les Antiques du Vatican ou la grande galerie du Louvre. De plus, cette accumulation de chefs-d'œuvre offerts sans répit à nos facultés d'enthousiasme les épuise rapidement, car il n'est donné qu'à très peu de gens de se maintenir en transe mystique pendant des heures.

Tout ceci n'est, bien entendu, qu'une question d'endurance physique ou morale, et j'ai toujours admiré les sportifs qui visitent en un jour les Offices et le palais Pitti, alors qu'une journée entière serait peut-être insuffisante pour contempler les seuls portraits du Bronzino. Les musées ont de quoi plaire à ces coureurs de cimaises, et je ne puis évidemment faire une loi de ma lenteur dans la délectation.

Aussi bien, ce n'est pas tant leur étendue ni leur surabondance que je reproche aux musées, c'est surtout leur esprit

de nécropole, presque toutes les choses qu'ils renferment, privées de leur climat, soumises à une promiscuité qui leur enlève leur caractère exceptionnel.

Tout ce que l'homme a créé, depuis qu'il a senti le besoin d'embellir les choses à son usage, était fait dans un dessein déterminé, *devait servir à quelque chose*, soit à glorifier Dieu, les dieux ou la patrie, soit à décorer les demeures, soit à laisser aux survivants l'image d'un être cher, soit à rendre plus belle et plus ornée l'existence quotidienne. Toutes ces choses-là, dans un musée, ne répondent plus à leur destin et sont, par conséquent, frappées de mort. Ce ne sont plus que des cadavres embaumés.

J'ai ressenti cela très vivement, avec une émotion qui ne s'est jamais effacée, le jour où j'ai rencontré le bourgmestre Six, de Rembrandt, dans la maison familiale où l'homme a vécu et où ses descendants vivent encore, ce portrait sublime accroché au mur d'un petit salon bourgeois, à droite d'une cheminée à pendule et à candélabres ; et une autre fois, au palais Giovanelli, où nous admirions, mes hôtes et moi, dans une pièce intime de leur maison, près de nos tasses de café odorantes, à travers la fumée de nos cigares, *l'Orage* de Giorgione, posé sur un chevalet, parmi les meubles de tous les jours. Aujourd'hui, *l'Orage* est dans une quelconque salle funèbre de l'Académie de Venise, et plus jamais je n'irai le revoir.

Qu'il s'agisse du polyptyque de Saint-Bavon, des Memling de l'hôpital Saint-Jean, des petites fresques paradisiaques de l'Angélique dans les cellules de San-Marco, des mosaïques de Ravenne, de la bibeloterie de Pompéi, des rois et des anges de Detchani ou de Gratchanitza, une œuvre d'art ne garde sa vie propre que dans les lieux et à l'usage pour lesquels elle a été créée, et son entrée dans un musée marque le commencement de sa mort.

Mais puisqu'il faut bien réunir quelque part les belles choses que la misère sociale d'aujourd'hui, le nivellement des richesses, l'esprit laïque et pédagogique, ont privées de leur milieu, un musée pourrait cependant être conçu de telle manière qu'il leur rende un peu de leur ambiance originelle.

C'est ce que je m'efforce d'imaginer lorsque je visite un de ces cimetières de la beauté éternelle. Je rassemble en une

même salle les tapisseries, les meubles, les livres, les faïences, les verreries, les plus beaux tableaux d'une même époque, et j'en fais une pièce à mon usage et à celui de quelques autres qui seraient nécessairement de mes amis. Je rebâtis une chapelle pour les rétables, les triptyques et les statues religieuses, ce qu'on a fait d'ailleurs à Santa Maria la Vieja, de Salamanque, le seul musée où l'on ait envie de prier et de jouer de l'orgue. Je ressuscite, en somme, une maison du temps, comme celle de Plantin, à Anvers, où les derniers des Moretus ont l'air encore de tenir comptoir dans leur boutique, de manœuvrer leurs presses, de manger à leur table et de coucher dans leurs lits.

A Lisbonne, José de Figueiredo s'efforce de créer, dans l'ancien palais de Pombal, un musée de ce genre. Il l'a réalisé ailleurs, à Evora, dans l'ancien évêché, où l'on se croit reçu dans les salons d'un particulier du meilleur goût, bons fauteuils du temps de Joao V, notre Louis XV, envie de s'asseoir pour de longues causeries, en retournant dans ses mains les émaux de Limoges et les ivoires indiens.

Je ne sais trop ce que je ferais, au musée de Lisbonne, de l'admirable triptyque de Nuno Gonçalves, car j'aurais peur qu'il me portât la guigne. Ces panneaux de l'Infant ont en effet provoqué de telles bagarres d'archéologues qu'on les a nommées : la Dispute de saint Vincent. Elle a fini par le suicide d'un neurasthénique et par des brouilles qui durent encore aujourd'hui, bien qu'elles aient commencé il y a plus de dix ans. Mais je me vois très bien traitant mes amis dans la vaisselle de la Compagnie des Indes, au milieu des tapisseries de Tavira et d'Arraiolos. Et je mettrais dans mon alcôve cette *Courtisane* de Frans Hals, la plus belle toile du maître de Haarlem, succulente et odorante, avec ses cheveux lumineux et sa bouche juteuse comme une orange.

C'est comme le musée des Coches, à mi-chemin de Belém, où l'on a remisé, dans un charmant pavillon d'un Louis XV italien, toute une collection de carrosses surdorés, encombrés de personnages mythologiques, fleuris de rinceaux jusqu'aux rayons des roues. Il en est un où l'on a trimbalé M. Loubet, dans je ne sais plus quelle visite officielle ; et nous voilà, Marie-Jeanne et moi, à rire aux larmes en imaginant ce parlementaire barbu, en habit et chapeau haut de forme,

installé dans cette voiture dynastique, avec un train de chevaux emplumés, de dix toises de long, un cocher à tricorne et des laquais à mollets. Je ne connais qu'un seul homme d'aujourd'hui qui soit fait pour un tel équipage et que je verrais sans étonnement installé sur les coussins de velours céladon : Fernand Fleuret, que je me figure très bien roulant à grand fracas sur les routes portugaises...

C'est en sortant de ce musée que nous sommes allés boire de la *ginginha*, — c'est la liqueur de cerises à l'eau-de-vie, — dans ce cabaret qui fait l'angle d'une *calçadinha*, sur la place. Pendant que nous étions à boire et à évoquer M. Loubet dans son carrosse, nous avons vu entrer, tout seul, sans berger ni maître, un majestueux bélier des saints jours bibliques, tout noir, avec des cornes en volute du plus pur manuélin. Il s'est arrêté devant nous comme un chien. Ni le patron ni la clientèle ne se sont émus de cette présence ovine, ou peut-être croyaient-ils que cet animal reproducteur était une bête familière qui voyageait toujours avec nous.

Marie-Jeanne s'est fait apporter une pleine assiette de petits gâteaux :

— On peut toujours voir... Peut-être qu'il aime ça...

Il aimait beaucoup ça. Et, tout en engouffrant les sablés et les madeleines, il pleurait de bonheur.

* * *

Voici la grande falaise décorative des Jeronimos, le temple de Manuel. Il est à l'architecture portugaise ce que les *Lusiades* sont à la poésie nationale : l'épopée magnifique de la conquête des Indes.

Tout ce que je pourrais dire de son histoire, de ses architectes, de son plan, de ses détails, se trouve dans ces manuels si explicites qu'à les lire on oublie de regarder les monuments dont ils parlent. Ce que j'y trouve après coup me fait toujours penser que je n'ai rien vu. Sans doute n'ai-je pas les yeux de ces gens-là, ou les miens ne sont-ils pas placés de la même manière. Les leurs sont reliés aux cellules de la mémoire, les miens à mon système nerveux et à ma colonne vertébrale.

Le portail du sud ressemble à un buffet d'orgue, l'envolée des flûtes et les gros tuyaux du pédalier. L'autre portail est

trapu, statues courtes à la Sluter : c'est signé dijonnais. Œuvre du seul Nicolas Chantereine, un Bourguignon ?

C'est de ce côté qu'il faut entrer, — non par le sud, comme on le fait tout naturellement, — et de préférence au commencement de l'après-midi, un jour de soleil, afin de découvrir d'un seul coup ce que Reinaldo dos Santos a appelé *a magia estranha duma gruta marinha cruzada de estalactitos*, ce que je traduis librement, parce que les langues n'ont pas le même génie : l'étrange magie de cette grotte sous-marine barrée de stalactites. Seulement, ces stalactites ont la transparence du verre, et d'un verre diversement coloré, selon le vitrail que traverse le soleil. Et comme le reflet du dallage de calcaire monte jusqu'à la voûte, celle-ci semble de verre comme les piliers.

Ce n'est pas une église avec une nef, des bas-côtés et un transept, c'est le sanctuaire d'un temple hindou où de minces colonnes octogonales, immatérialisées par une décoration de rêve, portent à une hauteur surnaturelle l'épanouissement en tous sens de leurs palmes entrelacées.

C'est à peine un lieu de piété, tel que le conçoivent nos âmes occidentales, habituées à la sévérité nue de nos cathédrales gothiques ; c'est la salle d'apparat d'un catholicisme revenu de l'Orient, où l'on imagine d'interminables cortèges de chanoines en robes brodées de cigognes et de chrysanthèmes, et le saint Sacrement sous un dais à clochettes porté par un éléphant.

A. T'SERSTEVENS.

LE LAC TCHAD

ROUTE IMPÉRIALE ?

LE TCHAD ET L'ANTIQUITÉ

Le lac Tchad, c'est en quelque sorte le cœur de l'Afrique septentrionale. C'est peut-être aussi, à certains points de vue, le cœur de l'Afrique tout entière, — dans le sens physique du mot tout du moins, — car la région tchadienne semble bien constituer le seul épicentre de flux et reflux hydrographiques à *l'intérieur* du continent africain, c'est-à-dire plus ou moins en « circuit fermé ». Par là il constitue aussi son principal épicentre de flux et de reflux, de mélanges et de renouvellements, — de pulsations, pourrait-on dire, — humains purement continentaux. Ce rôle « cardiaque » contraste avec celui du système « Grands Lacs-Nil », qui agit plutôt, hydrographiquement parlant, comme un trop-plein et, humainement parlant, comme une route de migrations intercontinentales, ou encore, pour emprunter une autre image au système circulatoire, comme une veine que l'on saigne ou qui reçoit une transfusion.

Curieuse surface que celle de l'Afrique, en forme de cœur, dont le centre géométrique est situé à peu près sur le Tchad, en forme de cœur lui aussi, mais inversé comme pour rétablir l'équilibre de l'ensemble et parfaire son harmonie.

* * *

Curieuse aussi l'histoire de la découverte du cœur de l'Afrique ! Décrite déjà, devinée plutôt par Hérodote, puis,

un siècle plus tard, par Aristote (avec les erreurs monumentales que l'on devine), on serait tenté de croire que l'homme, au cours des quelque vingt-quatre siècles qui les suivirent aurait accumulé petit à petit les pierres qui composent l'édifice actuel de la connaissance africaine.

Il n'en est pourtant rien. Telle Carthage florissante et anéantie tour à tour, la connaissance de l'Afrique centrale est tour à tour profonde et inexistante. Elle subit, pour des causes variées, des éclipses totales de plusieurs siècles venant après des périodes de progrès cartographiques indéniables.

C'est donc à la Grèce des ɪvᵉ et vᵉ siècles avant notre ère que revient tout d'abord l'honneur de nous avoir appris quelque chose sur l'Afrique centrale.

« Il y existe réellement, écrivait Aristote en parlant d'elle, une race de petits hommes qui ont de petits chevaux et qui vivent dans des trous. » Il parlait donc déjà à cette époque reculée, et avec une certaine précision, des Négritos et des Bushmen qu'il n'avait évidemment jamais vus. Mais ces renseignements lui venaient d'Égypte et on s'en étonne d'autant moins lorsqu'on se rappelle qu'Aristote avait été le précepteur d'Alexandre le Grand et qu'un des généraux de celui-ci, Ptolémée, était devenu roi d'Égypte en y fondant la dynastie des Lagides qui devait subsister, de père en fils, pendant près de trois cents ans. Les connaissances de l'Égypte décadente sur l'intérieur de l'Afrique au service de la culture alexandrine : voilà ce qui nous vaut les premières lueurs jetées sur les ténèbres de ce monde redoutable et mystérieux.

Et ces lueurs, ceci soit dit en passant, si on les connaissait toutes aujourd'hui, n'éclaireraient-elles pas d'un jour nouveau les origines de la civilisation égyptienne, car nombre d'entre elles (celles d'origine asiatique et d'origine Haut Nil mises à part) ne venaient-elles pas du centre saharien, d'un Hoggar encore humide, — mais qui l'avait été bien davantage encore, — et qui, au fur et à mesure de son assèchement, avait envoyé et envoyait peut-être encore, vers le Nil en particulier, les trésors de sa race et de son art ?

Peu importe, d'ailleurs ; ce qu'il faut retenir, c'est qu'après l'époque alexandrine à laquelle nous devons à peu près tout de nos premières connaissances intra-africaines... plus rien. C'est qu'après, la Grèce, qui continue pourtant à produire

de grands savants, est malgré tout décadente et l'Empire romain n'est encore qu'adolescent.

Il faut attendre la mort du dernier des Ptolémée (le treizième du nom), assassiné par sa sœur, la trop célèbre Cléopâtre, pour qu'on reparle de géographie. C'est qu'à l'époque de la disparition de la dynastie ptolémécnne, Rome sous Auguste est à son apogée ; elle a enfin un grand géographe, un Grec aussi, Strabon. Mais on lui doit surtout un arpentage de l'immense Empire romain d'alors ; sur l'intérieur de l'Afrique, rien.

Puis, après la disparition du foyer de culture hellénique, c'est (malgré Pline, à qui l'on doit une pittoresque description de ce qui pourrait être le Tchad), peu à peu, la décadence romaine et, avec elle, la décadence de l'esprit. Ce qui avait fait la supériorité des géographes grecs, c'était l'observation des astres, c'est-à-dire l'astronomie et la cosmographie ; celle-ci fut bientôt « réduite au rôle de servante de l'astrologie ».

Et c'en est fait des choses sérieuses : l'Afrique n'est citée que pour étant la terre de « fourmis aux griffes de lion fouilleuses d'or », de « dragons au cerveau fourré de pierres précieuses », ou encore d' « Éthiopiens à double paire d'yeux », etc. Les intelligences latines des dix premiers siècles de notre ère (aussi bien celles des païens que celles des Pères de l'Église) se perdent dans la superstition, s'usent à élaborer des systèmes, à émettre des hypothèses, — d'ailleurs toutes plus fantaisistes les unes que les autres, — sur la terre... sans jamais d'ailleurs en deviner la sphéricité : c'est l'oubli quasi total des connaissances antérieures élaborées par Euclide, Hipparque et Strabon. Et, en fait, de l'époque d'Alexandre jusqu'au moyen âge, rien de tangible ne vient augmenter la connaissance humaine sur le cœur de l'Afrique.

Mais l'astronomie et la cosmographie grecques allaient prendre une revanche éclatante et sauver de son ignorance le monde latin..., et cela grâce aux Arabes.

Car les Arabes, qui avaient vaincu les Grecs, assimilèrent bientôt, et avec une étonnante facilité, leur école. Guidés sans doute par l'Almageste qui résume la pensée du grand géographe du IIe siècle de notre ère, Claude Ptolémée, lui-même inspiré par les grands maîtres de la Grèce antique, par

Hipparque surtout, les Arabes produisirent un grand nombre d'astronomes et de cartographes. Le monde musulman, qui s'étendait alors jusqu'à la Malaisie et même au delà, encourageait en effet les sciences, créées jadis par les Grecs, de l'observation des astres : elles servaient puissamment à un peuple de marchands et de conquérants. Et c'est ainsi que l'astronomie musulmane, qu'elle fût africaine, ibérique ou syrienne, domina tout le début du moyen âge chrétien et latin jusqu'au XIIIe siècle, et les mots « algèbre », « zénith », « nadir » et « alidade », pour ne citer que ceux-là, sont encore dans notre vocabulaire moderne pour nous rappeler les services rendus par les Arabes à la technique géographique, sans pour cela d'ailleurs (et malgré Ibn'Saïd) qu'ils aient ajouté grand chose à la connaissance de l'Afrique centrale.

Sous l'impulsion des Papes, pourtant, le monde chrétien, depuis Charles-Martel au VIIIe siècle, commençait peu à peu à se dégager de la domination musulmane. Les « Européens » reprenaient physiquement le dessus, mais restaient encore intellectuellement au-dessous du niveau de leurs anciens maîtres. « Puis, comme le dit Ch. de La Roncière, le savant historien de la marine, au fur et à mesure que les royaumes chrétiens de l'Europe méridionale se libérèrent de l'islamisme, ils reçurent des vaincus le flambeau que ceux-ci tenaient des Grecs. Mais le contact de la pensée latine avec la science arabe ne se fût point établi aisément si toute une race de polyglottes n'y avait aidé. »

Cette race, on le devine, c'est la race juive ; et c'est peut-être le plus grand mérite de ce peuple, au cours de toute son histoire, que d'avoir été le lien indispensable et véritablement providentiel entre la culture antique et le monde chrétien nouveau.

A la même époque, un miracle se produisait : celui de la boussole. Et c'est ce fait dominant du XIIIe siècle qui, venant à l'aide de la culture grecque, — à nous transmise par la science hébraïque, — allait marquer le début d'une ère nouvelle : celle des grands navigateurs occidentaux et de leurs portulans, bref celle de la découverte du monde, découverte dont le premier chapitre fut consacré à l'intérieur de l'Afrique.

*
* *

Il est impossible, dans le cadre de cet article, de donner aux portulans et à leur époque la place qu'ils méritent. Je tenterai donc de résumer seulement cette page étonnante et décisive de l'Histoire.

La domination musulmane, nous l'avons vu, tirait à sa fin : les Croisades succédaient aux Croisades et, sous l'impulsion de Frédéric Barberousse au XIIe siècle (qui, ne l'oublions pas, avait conquis l'Italie) et, un siècle plus tard, de saint Louis, la cartographie des marines militaires prenait son essor et avait pour centre Gênes. Les premières grandes cartes marines (car portulan, de l'italien *portolano*, signifie carte descriptive des ports, courants et marées) furent signées : Pietro Vesconte (1313), Giovanni di Carignano (1320), Angelino Dulcert (1339), qui, lui, s'était installé à Majorque.

Pendant ce temps, pour fêter la nouvelle année sans doute, — car ceci se passe en 1229, un 31 décembre, — Jacques Ier le Conquérant, roi d'Aragon, chassait définitivement de Majorque la dynastie arabe des Almoravides ; elle se réfugiait à Minorque, qu'elle devait d'ailleurs quitter six mois plus tard pour réintégrer l'Afrique, son pays d'origine, et y être anéantie par la dynastie sœur des Almohades.

Mais Majorque, débarrassée des Arabes, conserve les Juifs, qui y sont protégés par le roi chrétien de l'île, un baron de Montpellier. C'est alors que ceux-ci, forts de cette protection, aidés par leurs talents naturels de linguistes et de commerçants, de marchands restés en contact aussi bien avec Gênes qu'avec les Arabes, influencés par Dulcert, favorisés par une ordonnance (1354) obligeant tout navire de guerre à posséder deux cartes, et favorisés aussi par les nombreux traités entre les rois d'Aragon et ceux de Fez, Tunis et Sidjilmassa, devaient créer l'incomparable école cartographique majorquine.

Celle-ci fut d'abord illustrée par Abraham Cresques, l'immortel auteur de l'admirable Atlas catalan de Charles V (1375), puis par son fils Jaffuda qui, pour échapper aux pogroms, se convertit au christianisme. Leurs successeurs furent deux autres convertis, Mecia de Villadestes (1413), puis Gabriel de Vallsecha, auteur d'une mappemonde (1439),

qui, plus tard, devait inspirer Améric Vespuce, le parrain du Nouveau Monde.

Les conversions juives de cette époque se multiplient, pour ne citer qu'une famille importante : celle des Oliva, qui plus tard devait fonder à Marseille la famille des Olive, les éternels compagnons de nos Marius nationaux !

Mais Cresques et ses successeurs, de par leur conversion même, s'étaient attiré la haine de leurs ex-coreligionnaires. D'où désordres, et, comme il arrive souvent, les bons devaient pâtir pour les mauvais. La cartographie majorquine en souffrit ; elle reçut le coup de grâce en 1492 : les Arabes, déjà chassés des Baléares, furent chassés définitivement de la péninsule ibérique. Avec eux, les Juifs furent chassés des Baléares : ils se réfugièrent au Touat. Mais là, n'ayant plus leurs protecteurs chrétiens, ils furent impitoyablement massacrés, au cours d'une guerre « dite sainte », par les Arabes commandés par le fanatique El-Mrili et par les Touareg... les Philistins.

Le Juif, linguiste et grand marchand, véritable trait d'union entre l'Afrique et l'Europe, disparaissait du monde intellectuel de l'Occident.

De cette fin sanglante du XVe siècle date la régression des connaissances européennes sur l'intérieur de l'Afrique.

Mais l'école majorquine, pour morte qu'elle fût, devait avoir une survie. Ses anciens maîtres, les Génois, puis les Vénitiens, surpassés par elle, avaient déjà subi son influence, on pourrait dire sa maîtrise : témoin, dès 1367, les frères vénitiens Pizzigani, puis, en 1435, le Génois Battista Becharius et, en 1460, Fra Mauro, Vénitien lui aussi, et dont la mappemonde, quoique inférieure en bien des points aux cartes majorquines, apportait une foule de renseignements, confus certes, mais inédits sur l'intérieur du nord-est africain : renseignements qui prouvent l'ancienneté des rapports italo-abyssins.

La survie de l'école majorquine devait se manifester de façon plus éclatante encore, sinon en faveur de l'Afrique centrale, du moins en faveur du reste de l'univers ; car un dernier souvenir du monde antique hantait encore le monde nouveau : celui du périple d'Hannon, dont les documents avaient disparu avec Carthage.

A ce désir de redécouvrir, au delà des Colonnes d'Hercule, la route maritime de l'Orient, désir accru par le récit de l'extraordinaire voyage terrestre du Vénitien Marco Polo, désir auquel les Vivaldi s'étaient sacrifiés dès la fin du XIIIe siècle et que le Portugais Vasco de Gama devait enfin assouvir au XVe, venait s'ajouter, au XVe siècle aussi, le coup de théâtre de la découverte de l'Amérique. Dès lors, l'opinion publique, — et les crédits ! — se désintéressent de l'Afrique. Et malgré les nombreux renseignements recueillis par les premiers explorateurs, le Toulousain Anselme d'Isalguier (1405), puis Antoine Malfant (1447), le Florentin Benedetto Lei (1469), à la même époque surtout le Maure converti de Grenade, Jean-Léon l'Africain, et plus tard le Français Paul Imbert qui vit Tombouctou plus de deux siècles avant René Caillé, la cartographie africaine régresse, car personne n'en tient plus aucun compte, ou presque.

« La science, comme le dit encore Ch. de La Roncière, avait changé de foyer. Elle avait quitté les Baléares pour être à portée des découvertes nouvelles. Le Portugal, qui lui offrait asile, cherchait sa voie et sa fortune le long des côtes de l'océan. Il rencontre l'une et l'autre. Du coup, l'économie du monde fut transformée. La mer devient le grand véhicule des monceaux d'or qui affluèrent en Europe du vieux monde comme du nouveau. La dure route des caravanes, toujours suivie pourtant, tomba dans l'oubli; Tombouctou entrait dans la légende, une légende ignorée du moyen âge, pour devenir la Ville mystérieuse. »

La cartographie du moyen âge, dont les chefs-d'œuvre furent exécutés par les Juifs de Majorque, délaissant la terre africaine qui l'avait engendrée, devait servir maintenant à l'Amérique et à l'Asie.

* * *

Car il faut bien se pénétrer de ceci : avant que l'or américain du XVe siècle (oui, déjà !) entrât sur l'échiquier européen, c'était l'or de l'Ouest africain septentrional qui avait attiré la convoitise des Puissances européennes.

Donc, pour bien comprendre la cartographie du moyen âge quant à l'intérieur de l'Afrique, avec ses précisions et ses inexactitudes, il faut se rendre compte qu'elle était établie

depuis les ports, et par ouï-dire, c'est-à-dire grâce aux racontars des caravaniers arabes et des marchands juifs. Rien d'étonnant par conséquent à ce qu'il y ait eu diversité, erreurs et contradictions dans son élaboration, car, suivant que les Européens en quête d'or se trouvaient dans un port de l'Atlantique ou de la Méditerranée, ils ne recevaient évidemment de leurs informateurs que les renseignements recueillis par eux au long de la piste qu'ils avaient empruntée pour y parvenir. Et encore, ces renseignements, ne faut-il les enregistrer qu'avec prudence, car n'oublions pas qu'en cette Afrique nomade, — ou semi-nomade, — les noms de villages et de points d'eau sont presque aussi nomades que les peuples, et que ces noms eux-mêmes varient suivant les peuples successifs qui les fréquentent.

Il est permis pourtant, avec ces réserves, de tirer de l'examen des portulans (qui, au fond, n'étaient surtout que des cartes commerciales destinées aux trafiquants d'or) quelques conclusions d'ordre général, et cela parce qu'on retrouve sur la plupart d'entre eux certaines indications convergentes :

a) Tout d'abord, il y a unanimité quant à l'emplacement approximatif de la région aurifère, ce qui n'étonnera personne après ce qui précède. Celle-ci (représentée sur les portulans par un personnage imposant qui fait songer à un Roi mage et à Charlemagne à la fois, le *Rex Melli*) correspond à peu près à l'hinterland de la Gold Coast actuelle et à la région de Tombouctou.

b) Unanimité aussi pour relier directement l'Atlantique à la région du Tchad. Donc confusion entre le Sénégal et le Niger, méconnaissance de la boucle du Niger et confusion entre les *goulbis* (mares formant chapelet entre la boucle du Niger et la région de Zinder), d'une part, et la Komadougou, d'autre part, avec le Niger lui-même.

Cette série d'erreurs est d'ailleurs excusable, malgré tout, lorsqu'on songe que les caravaniers de l'époque devaient suivre pour aller d'est en ouest, ou inversement (tout comme ceux d'aujourd'hui), à peu près un même parallèle situé au *nord* du Niger et qu'il leur était tentant de relier par la pensée les eaux qu'ils longeaient à distance respectueuse et qu'ils n'apercevaient que de loin en loin, d'autant plus tentant que tout

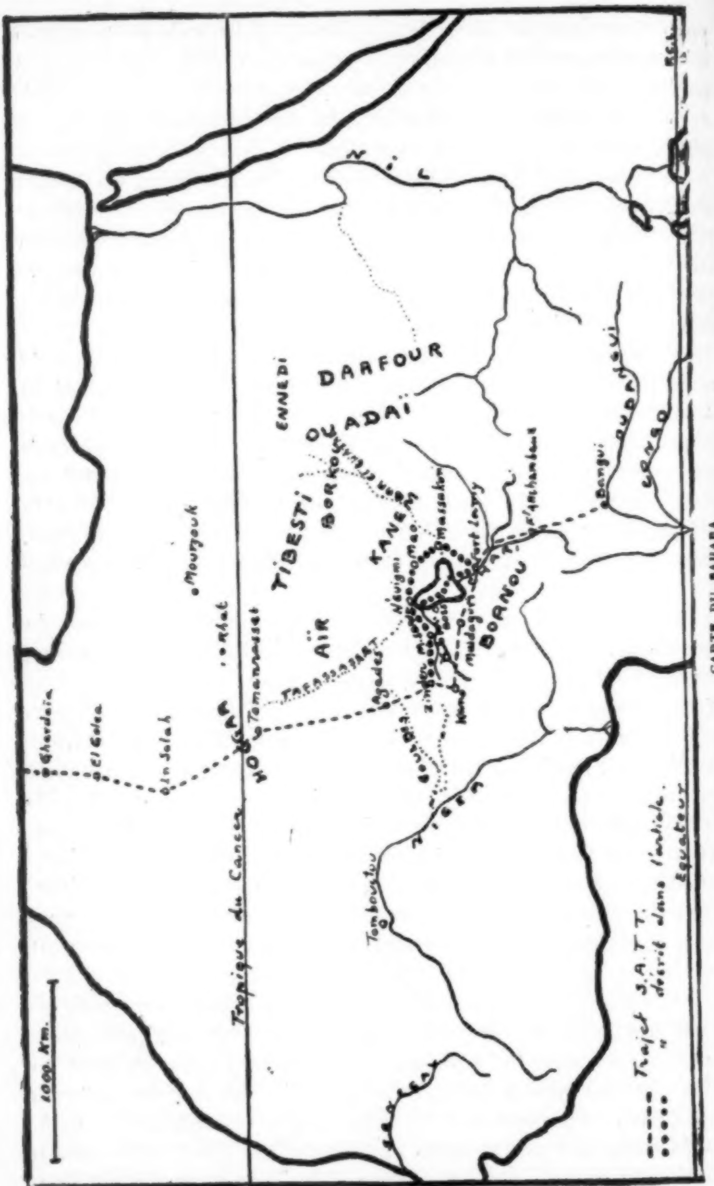
porte à croire que le système hydrographique de cette région mi-saharienne mi-tropicale était plus abondant autrefois qu'il ne l'est aujourd'hui. N'est-il pas lié climatiquement en effet, depuis toujours, au Sahara dont le dessèchement est, depuis plusieurs millénaires, en croissance à peu près constante ?

c) Sur certains portulans figure, bien entendu, un fleuve continu de l'Atlantique au Nil, traduisant par là cette hypothèse chère à Hérodote et à Pline d'un continent africain encerclé par un seul et même Nil, de ce Nil qui, comme le précisait plus tard Léon l'Africain, « disparaissait à un moment dans les sables pour reparaître plus loin ».

Mais ce qui frappe, au contraire, c'est que la grande majorité des cartes médiévales indiquent très nettement la dualité des systèmes Grands Lacs-Nil, d'une part, et Tchad-Niger, d'autre part. Mieux, elles situent cette zone de partage des eaux (avec une exactitude que seules confirment les cartes du XXe siècle) dans la région du Ouadaï-Darfour. Cette précision est capitale et doit être considérée, à mon sens, comme le principal apport du moyen âge à la connaissance du cœur de l'Afrique.

Mais, malgré cette éclaircie, entrevoit-on seulement le lac Tchad à travers la pénombre moyenâgeuse ? A peine, semble-t-il. Car, si tous les cartographes, ou presque, sont d'accord sur les deux extrémités du grand fleuve qui, d'après eux, commence dans l'Ouadaï pour se jeter dans l'Atlantique au Sénégal, la région intermédiaire principale, celle du bassin paléo-tchadien, est interprétée de façon on ne peut plus variable et fantaisiste. Une seule tache y figure presque toujours : elle doit représenter des marais situés près de Tombouctou, capitale d'une région sur laquelle convergeaient, nous l'avons vu, les intérêts d'alors. Mais, plus loin, vers l'est, il n'apparaît que rarement une autre tache qui pourrait représenter le Tchad... ou tout autre chose, d'ailleurs.

On épiloguera sans doute longtemps encore sur la signification et l'emplacement exacts du royaume d'Organa, pour ne citer que celui-là, des fleuves et des lacs qui semblent en faire plus ou moins partie : la vérité, c'est que les auteurs des cartes commerciales de l'époque n'étaient guère intéressés dans une région sans richesse. C'est pour cette raison que le moins qu'on puisse dire sur le Tchad du moyen âge,



CARTE DU SAHARA

c'est qu'il reste le point le plus obscur de tout le système hydrographique du Centre africain.

LE TCHAD, LES TEMPS MODERNES ET LA FRANCE

La découverte du Nouveau Monde avait, nous l'avons vu, porté un coup terrible aux intérêts européens en Afrique et, par conséquent, à son exploration. En revanche, la déclaration de l'indépendance de l'Amérique, en coupant court aux appétits coloniaux de l'Europe en Extrême-Occident, devait, après plus de deux siècles, diriger de nouveau les énergies et les intérêts vers la noire et mystérieuse Afrique.

La Fayette fut donc, à son insu peut-être, le premier grand Africain des temps modernes. Serait-ce une sorte d'atavisme qui, cent ans après lui, poussa son descendant, le sous-lieutenant de Chambrun (aujourd'hui général), vers la terre africaine où il devait s'illustrer comme membre de la mission Foureau-Lamy ? Peu importe d'ailleurs : ce qui doit être retenu, c'est que cette décentralisation des visées coloniales devait sauver *in extremis* ce qui restait encore de la somme des connaissances antérieures sur l'intérieur de l'Afrique, somme qui, à la fin du XVIII[e] siècle, commençait à tendre dangereusement vers zéro.

Le grand astronome français de la fin de ce siècle, Jérôme Lalande, publie en l'an III de la République un *Mémoire sur l'intérieur de l'Afrique.* On y lit dès le début : « Il y a dans l'intérieur de l'Afrique environ 800 lieues, depuis le Sénégal jusqu'au Nil, où les Européens n'ont jamais été et dont on ne sait absolument rien »; et plus loin : « Le résultat de cette première partie de mon Mémoire est donc que le Niger prend sa source à l'orient de l'Afrique, et tombe dans l'océan au-dessus du cap Vert, sous le nom de Sénégal. »

Ainsi, au seuil du siècle dernier, et sous la plume d'un très grand savant, on constate ce double et désespérant aveu d'ignorance des connaissances antérieures, — ignorance non seulement de l'intérieur de l'Afrique, mais encore de sa côte ouest, et cela malgré d'Anville, de trente-cinq ans seulement son aîné, qui, lui au moins, différenciait le Sénégal du Niger !

Une phrase de son texte nous montre pourtant que tout n'était pas perdu des connaissances du moyen âge : « ...ainsi,

il n'y a pas loin des sources du Niger aux affluents du Nil, et c'est ce que les géographes anciens et modernes ont toujours cru. »

Mais, peu de temps après, l'Allemand Frédéric Hornemann, le premier explorateur moderne du Touat (1797-1800), et à qui nous devons d'avoir donné au Tchad son nom actuel sans y avoir jamais été d'ailleurs (dérivé de « Zad » ou « Grande Eau » dans la langue du Bornou), écrivait : « Le fleuve que vous nommez Niger, qui, dans le Soudan, se nomme Goulbi ou Goara, et que le peuple du Bornou appelle « Zad », est très considérable, reçoit plus de douze rivières. Il vient de Tombouctou, à ce qu'on m'a dit, coule au sud de l'Haoussa, au Soudan, dans l'empire du Bornou. Là, il prend une direction plus méridionale et se jette dans le Nil, au sud du Darfour ; au moins n'ai-je rencontré personne pour me dire le contraire. »

Ces deux citations, de par leur absolue divergence quant à l'existence d'une unité ou d'une dualité du système hydrographique du Centre africain, démontrent que l'Afrique n'était encore connue des Européens que par les racontars des caravaniers. Ils excusent, en les justifiant, les erreurs du moyen âge et soulignent les ténèbres géographiques africaines dans lesquelles restait encore plongée l'Europe de la Révolution.

C'est l'Angleterre la première, « poussée par », — disait-elle autrefois ; « sous prétexte de », avouerait-elle aujourd'hui, — son désir d'abolir l'esclavage qui, dès le début du siècle dernier, lança ses plus intrépides voyageurs à la conquête du Centre africain. L' « attaque » se fit simultanément de l'ouest vers Tombouctou par la route fluviale, du nord vers Tombouctou aussi et, vers le Tchad, par la route des caravanes. Si la course vers Tombouctou échoua tragiquement pour les Anglais par l'assassinat du major Laing (course que devait finalement emporter, en 1828, un Français, et au prix de quelles souffrances ! l'héroïque René Caillé), leur course pour le Tchad fut couronnée de succès. Ritchie et Lyon avaient déjà poussé jusqu'à Mourzouk et Rhat. C'est alors qu'en 1822 Denham, Oudney et Clapperton (le premier nommé avait d'abord voulu suivre les traces de l'infortuné Laing) formèrent le projet d'exploiter le succès de leurs prédécesseurs et pousser plus avant vers le Tchad, en empruntant la route déjà ouverte par eux.

Partis de Mourzouk, le 29 novembre 1823, ils arrivèrent au lac Tchad, qu'aucun Européen n'avait contemplé jusqu'alors, le 4 février 1824. « La vue, écrit Denham, de cet objet si intéressant pour nous produisit en moi une satisfaction et une émotion dont aucune expression ne serait assez énergique pour rendre la force et la vivacité. Mon cœur battait avec violence, car je pensais que le lac était la clef du grand problème dont nous cherchions la solution ; j'implorais en silence la bonté divine pour qu'elle nous continuât sa protection, qui nous avait mis en état de venir si loin, bien portants et vigoureux même, pour accomplir notre tâche. »

Mais si le rôle de Denham et de ses compagnons se borne surtout, semble-t-il, à découvrir le Tchad (et ce n'est déjà pas si mal), il faut attendre plus de trente ans pour qu'il soit véritablement exploré. L'honneur de cette première exploration scientifique revient à Barth et, plus encore peut-être, à son infortuné compagnon Overweg, qui devait y laisser sa vie. Dès lors, avec le grand Barth (Allemand d'un génie... pacifique, celui-là), qui était le contemporain du grand Livingstone, et qui fut pour l'Afrique septentrionale ce que l'Écossais fut pour l'Afrique australe, l'ère de l'exploration scientifique commence. A Barth succédèrent au siècle dernier Rohlfs, Nachtigal, Monteil..., pour ne citer que ceux-là. Au xxe siècle enfin, les capitaines (aujourd'hui généraux) Tilho et Freydenberg, chefs de file d'une cohorte d'officiers admirables dont la liste serait trop longue à énumérer, et, plus près de nous encore, le Révérend Père de Bélinay, ont pratiquement achevé l'exploration du bassin paléo-tchadien.

Et pourtant, le mystère qui entourait le système hydrographique du Tchad ne semble pas tout à fait éclairci.

* * *

On rencontre dans tous les pays du monde trois catégories d'individus : l'enjoliveur, qui s'émerveille de tout et exagère dans ses récits ce qu'il a vu ; le blasé, qui « en a vu d'autres » et qui a tendance à tout diminuer, et, enfin, *l'homme objectif* (et c'est l'espèce la plus rare), qui s'intéresse à tout et ne s'étonne de rien.

Pour celui de la première catégorie, le lac Tchad est une

immense mer intérieure ; pour celui de la seconde..., rien qu'un grand marécage ; pour celui de la troisième, une très grande étendue d'eau, de papyrus et de roseaux, qui tient de la mer intérieure et du marécage à la fois, sans être ni l'un ni l'autre. Tous pourtant sont d'accord pour expliquer comment il se remplit, puisqu'ils ont tous vu un au moins de ses tributaires. Tous aussi expliquent son trop-plein par l'action du soleil, parce que tous, par expérience, savent qu'en ces parages le soleil « tape » sérieusement.

La vérité est pourtant, semble-t-il, sinon tout autre, du moins beaucoup plus complexe, car le lac Tchad est, — pour paradoxal que cela puisse paraître, — un point haut, sinon le *point haut* de ce que certains géologues appellent le bassin fermé paléo-tchadien, ou encore, la cuvette paléo-tchadienne.

Au début de cet article, j'ai comparé le lac Tchad au cœur de l'Afrique, dans le sens physique du mot. J'aurais dû, pour préciser ma pensée, le comparer à l'ensemble cœur-poumons, tant son rôle apparaît à la fois comme récepteur, purificateur et distributeur de l'eau, — c'est-à-dire du sang, — de l'Afrique septentrionale.

Il reçoit donc de tout un réseau fluvial, dont les deux veines principales sont la Komadougou et le Chari, des eaux lourdes d'impuretés, des impuretés recueillies par les pluies torrentielles au cours de leur action bienfaisante et régénératrice : voilà pour la veine cave.

Mais où donc, en dehors de l'immense évaporation qui constitue sans doute l'artère principale des eaux purifiées qui sortent du Tchad, décerner autre chose qui puisse se comparer au système circulatoire de l'homme ? Ici, point d'aorte, en surface du moins ; rien d'apparent qui puisse justifier, à première vue, cette comparaison qui peut paraître trop hardie.

Mais il y a dans l'ensemble du bassin tchadien, de par sa formation et de par l'altitude du lac lui-même, des zones considérables où des eaux presque étales circulent par capillarité, — zones qu'il n'est peut-être pas exagéré de comparer, par exemple, aux zones d'anastomose qui relient le système porte au système cave, aux confins de leurs territoires.

L'activité humaine étant invariablement liée à la question

eau, on ne s'étonnera donc pas que le lac Tchad, épicentre, comme je le disais au début, des flux et reflux hydrographiques, soit aussi celui des flux et reflux humains, — et plus encore autrefois, semble-t-il.

Car, aujourd'hui, il manque à son système veineux certains fleuves, aujourd'hui fossiles, tel le Tafassasset, qui le reliait au nord tempéré du Hoggar d'autrefois, témoin les Peuls de la région tchadienne, dont les admirables bœufs aux cornes en lyre présentent absolument les mêmes caractéristiques que ceux des Touareg pré ou protohistoriques, rupestres ceux-là, que nous eûmes la bonne fortune, mes camarades de l' « Expédition alpine française du Hoggar » et moi, de découvrir en 1935 au faîte du massif de la Tefedest.

Et en dehors des Peuls, témoins d'une migration ancienne nord-sud, ne trouve-t-on pas aux alentours du Tchad l'un des ramassis le plus extraordinairement hétéroclites de types ethniques qui soit au monde ? Je puis affirmer qu'on y rencontre même des types purement mongols, mais avec cette particularité qu'on ne trouve pas en Extrême-Orient, une couleur encre... de Chine !

Quoi qu'il en soit, le lac Tchad a sur l'homme, et depuis toujours, — mais en grand, — le même rôle régénérateur que celui du point d'eau saharien, lieu de rencontre des caravanes qui y convergent, et c'est, sur le plan humain cette fois, un deuxième aspect de son rôle de cœur.

* * *

Mais au fur et à mesure du desséchement saharien, d'une part, et, d'autre part, de la diminution progressive, — qui y est liée, — du réseau hydrographique Tchad-Niger, le lac se limite progressivement en importance, en tant que région de passage, et tend à s'isoler de plus en plus du nord, de l'est et de l'ouest.

Il a fallu la civilisation pour lui rendre son importance en tentant d'en refaire une région de passage, ce qui était et sera de nouveau, grâce à elle, sa raison d'être.

Mais j'exagère peut-être en donnant à la civilisation tout le mérite du miracle de la résurrection du Tchad : car la civilisation moderne englobe aussi l'aviation, — la plus belle conquête mécanique de l'homme, — qui n'a qu'un défaut,

c'est de ne tenir aucun compte des accidents de terrain et des ressources de la terre pour relier un point du globe à un autre.

Il a fallu plutôt les efforts individuels et constants, — d'autant plus méritoires, notons-le en passant, qu'ils étaient presque entièrement extra-militaires et extra-administratifs, — des jeunes et courageux dirigeants de la Société algérienne des Transports tropicaux, Georges Estienne, Jacques Roques et, plus récemment, Pierre Escoffier..., de trois aviateurs! Et voici le vrai miracle : trois voyageurs du ciel qui ont entrepris de restituer à la terre africaine, en utilisant au mieux ses ressources naturelles, une route transcontinentale (et, en l'occurrence, une route impériale française), en utilisant la médiane du bloc énorme que constitue l'ensemble de nos possessions d'Afrique, possessions qui s'étendent de la Méditerranée au Congo. Ils ont compris que le centre de cette médiane, c'est le lac Tchad : ils ont fait (on verra comment plus loin) d'une région à éviter, une région qu'il faudrait emprunter, à certaines périodes du moins. Ils ont compris surtout, et c'est leur plus grand mérite peut-être, que, quelles que soient les lois qui régissent le régime essentiellement variable et encore relativement mal connu du lac Tchad, — et peu importe, semble-t-il, qu'il soit entièrement connu un jour, — une constatation brutale s'impose : à l'époque précise où les deux principaux grands fleuves qui alimentent le Tchad (la Komadougou et surtout le Chari) débordent et rendent extrêmement difficiles les communications circum-tchadiennes entre le nord et le sud, le lac lui-même, et de par cet excédent d'apport en eaux, se trouve à sa profondeur maximum et navigable sur la presque totalité de son étendue. Ce qui, par conséquent, est désastreux au point de vue des communications nord-sud par les rives du Tchad devient providentiel pour ces communications par le lac lui-même.

En reliant Alger à Fort-Lamy (en passant par El Goléa, In Salah, Tamanrasset, Agadès, Zinder, Kano et Maïdaguri), Estienne et Roques avaient déjà battu depuis longtemps un très beau record du monde : celui de la plus longue ligne d'autocars *in the world*. Ce record, ils l'ont d'ailleurs amélioré depuis et mis hors d'atteinte, je crois, — pour quelque temps du moins, — en poussant leur ligne jusqu'au Congo;

au total, quelque 6000 kilomètres ! Sportivement parlant la performance est, on ne peut que le reconnaître, de classe « olympique ». Pratiquement, il subsistait un *hic* : celui du parcours terrestre de Zinder à Fort-Lamy pendant et juste après la saison des pluies, c'est-à-dire précisément à l'époque la moins chaude, donc à l'époque de prédilection des touristes et des permissionnaires. De ce *hic* est née cette idée d'utiliser le lac pour relier le nord au sud.

Avec des hommes tels que les dirigeants de la S. A. T. T., il n'y a de l'idée à la réalisation qu'un tout petit pas à franchir : au début de 1938, Roques et Escoffier, aidés par le mécanicien Chick, amenèrent par camion, à travers le Sahara et jusqu'à Bosso, sur la rive ouest du lac Tchad, une vedette automobile. Cette vedette entièrement métallique, de quatre tonnes environ, d'une longueur de 9 m. 80 et ne tirant que 80 centimètres à peine, reçut le nom de *Explorateur-René-Estienne* en souvenir du jeune et glorieux frère de Georges Estienne, assassiné en 1927, au Sahara, par une bande de rebelles. Ils l'amenèrent ensuite de Bosso à Fort-Lamy, réalisant ainsi la première traversée aux trois quarts complète du lac dans le sens nord-sud. Restait à tenter une première liaison commerciale complète du sud au nord, c'est-à-dire de Fort-Lamy à N'Guigmi en traversant le lac dans sa plus grande largeur. Grâce à l'amabilité des dirigeants de la S. A. T. T., c'est ce voyage que nous eûmes la chance, ma femme et moi, d'entreprendre en compagnie de Jacques Roques, de mon vieil ami P. Lewden et du mécanicien Kraen. On comprendra que ce voyage, entrepris dans un dessein de liaison commerciale éventuelle, dût revêtir un caractère purement sportif et sans prétentions scientifiques.

* * *

Le récit qui va suivre et que je me suis efforcé de réduire au minimum, afin de ne pas trop éprouver la patience du lecteur et afin aussi de mieux faire ressortir les caractéristiques de la région tchadienne en tant que région de passage, ne concernera donc que le circuit Zinder-N'Guigmi-Fort-Lamy-N'Guigmi, en passant, à l'aller, du nord au sud par les rives nord et est du lac et, au retour, par le lac lui-même, du sud au nord. Notons que si le retour par le lac constituait

une véritable « première », l'aller ne manquait pas d'intérêt, non plus du point de vue « voyage d'études », les transports de passagers entre Zinder et Fort-Lamy s'étant toujours effectués auparavant par Kano, c'est-à-dire par la Nigeria anglaise. La piste que nous allions prendre (lorsqu'il y en avait une), et qui passe *uniquement en territoire français*, n'avait été fréquentée, au delà de N'Guigmi surtout, que par quelques rares camions militaires.

Ayant quitté Alger le 2 décembre 1938, dans un des confortables cars de la S. A. T. T., nous sommes arrivés à Zinder le 14, après un parcours transsaharien de 4 000 kilomètres sans histoire, car les voyages faciles, comme les peuples heureux, n'ont pas d'histoire.

17 *décembre*. — Après deux jours de repos à Zinder, nous repartons dans un camion mixte qui nous fait regretter les « Pullman » empruntés jusqu'alors, et cela d'autant plus que nous étions empilés à onze dans sept places, ce qui força bientôt quatre d'entre nous à voyager à ciel ouvert, assis pêle-mêle sur nos quatre tonnes de bagages, d'essence, et aussi de marchandises que nous devions emmener jusqu'à N'Guigmi. Piste bonne au début, puis très vallonnée et sablonneuse : un jeu d'enfant pour une voiture puissante et légère, mais un véritable calvaire pour notre courageuse vieille Renault, dont les essieux supportaient cinq tonnes. Journée de chaleur pénible ; paysage affreusement monotone, véritable mer de *cram-cram* (herbe agressive par excellence et dont les piquants pénètrent partout), entrecoupé seulement de temps à autre par une vallée plus profonde au fond de laquelle se trouve une de ces mares d'hivernage, verdoyantes et couvertes de palmiers, dont le chapelet s'étend de Zinder au lac, parallèlement à la Komadougou. Très peu de gibier. Nous arrivons à Maïne-Soroa à minuit et demi. Soit 300 kilomètres en vingt et une heures trente ; moyenne : 14 kilomètres à l'heure !... et pourtant nous ne nous sommes pas arrêtés, je puis l'assurer, pour contempler le paysage !

18 *décembre*. — Avons pris deux heures trente de repos (repas traditionnel de sardines et lentilles compris) dans le primitif campement de Maïne-Soroa, et, à trois heures, en route. Quelques kilomètres de piste, mais celle-ci est bientôt coupée par les débordements de la Komadougou. Dommage !

elle commençait justement à devenir plane et dure, mais à la réflexion, et ceci est à retenir, c'est précisément pour cela qu'elle était inondée ! Il est dix heures du matin. Nous quittons donc la piste et roulons à travers la brousse en mettant le cap sur N'Guigmi. Et voilà notre malheureux camion transformé en char d'assaut. L'épreuve fut rude pour le matériel et pour nos organismes : pendant plus de dix heures, nous avons foncé tout droit, écrasant tout sur notre passage, hautes herbes et arbustes. Nous avons même failli écraser, à la nuit tombante, une hyène et, plus loin, une petite panthère, affolées qu'elles étaient par nos phares, yeux perçants d'un monstre pour elles d'un genre nouveau. Une seule halte bienfaisante occasionnée par l'éclatement d'un pneu : et c'est bien l'unique fois, je crois, que j'ai entendu le bruit d'un éclatement de pneu accueilli par des soupirs de soulagement ! Vers vingt heures trente, recoupons la piste de Bosso à N'Guigmi. Traversons ensuite une forêt claire, dévastée quelques jours auparavant par un troupeau d'éléphants. Arrivons à N'Guigmi à vingt et une heures quarante-cinq, soit dix-neuf heures trente après avoir quitté Maïne-Soroa.

19 *décembre*. — Une assez bonne nuit (malgré les moustiques), mais surtout la souriante bonhomie du capitaine Guezennec, chef du poste, et l'accueil charmant de tous ont rapidement effacé les fatigues des jours précédents. Ma femme a admirablement tenu le coup et sa résistance fait l'étonnement de ce bon Daré, l'excellent « toubib » du poste.

20 *décembre*. — Nous quittons N'Guigmi à cinq heures vingt-cinq. Le camion est maintenant considérablement allégé. Nous avons en effet laissé derrière nous une bonne moitié de nos bagages, que nous reprendrons après la traversée du lac, toutes les marchandises destinées à N'Guigmi et trois passagers (nous ne sommes maintenant que neuf à bord, dont deux Boudoumas recommandés à nous par Chettimah Chérida, sultan de Bosso, et qui devaient nous servir de guides sur le lac, on verra plus loin avec quel brio), et fort heureusement d'ailleurs, car nous devons bientôt traverser toute une région de dunes très boisées, véritables montagnes russes, où nous nous ensablons plusieurs fois, mais que nous finissons par franchir sans avoir à décharger le

camion, ce que nous n'aurions jamais pu faire avec notre charge de l'avant-veille. Pour toute piste, nous suivons les traces des pneus d'un camion militaire ayant effectué le parcours quelques mois avant nous. La piste devient ensuite meilleure, et nous traversons une jolie région verdoyante, parsemée d'épineux et très giboyeuse : oiseaux en masse (pintades surtout), gazelles et antilopes voisinent avec les troupeaux de bœufs des Kanembou. Arrivons à Mao à vingt et une heures trente-cinq ; les deux officiers de ce poste isolé nous reçoivent avec l'hospitalité traditionnelle des « bledards ».

21 *décembre.* — Nous quittons à six heures nos hôtes d'une trop courte nuit. Nous roulons maintenant sur une assez bonne piste, au fond d'une riante vallée, sous l'ombre bienveillante d'innombrables palmiers. Notre moyenne s'est considérablement améliorée et, dès midi et demi, après avoir traversé le Bahr-el-Ghazal, nous arrivons à Massakori, où nous déjeunons, dans le campement, à l'abri sinon des mouches, du moins du soleil. Mais tout allait trop bien ! Nous apprenons bientôt que la piste de Massakori à Fort-Lamy est coupée par les débordements du Chari. Nous prenons donc un guide local (ce qui porte le nombre des passagers à dix) et, pour la deuxième fois depuis Zinder, nous faisons du *cross country.*

Tout l'après-midi nous avons suivi les traces, pour nous, Blancs, souvent invisibles, d'un camion militaire (qui avait été contraint, quelques mois auparavant, de faire comme nous) et à travers quel pays ! Imaginez un immense champ de blé que l'on aurait laissé à l'abandon ; mais des blés atteignant jusqu'à 2 mètres de haut et affreusement piquants, et, en guise de mauvaises herbes, des buissons et des arbres épineux ; ajoutez à cela les trous que cache la végétation et un soleil de plomb : vous aurez une idée de ce que peut être, en A. É. F., une promenade en camion lorsque les pluies vous chassent des chemins existants. Notre malheureuse Renault plonge et rebondit en gémissant. Nous devons nous arrêter de quart d'heure en quart d'heure pour calmer son ardeur et lui permettre de respirer un peu. Vers le soir, nous nous trouvons dans une région plus boisée, mais à peu près dépourvue de *cram-cram.* A la nuit tombée, nous perdons les traces que nous suivions. Nous stoppons donc dans une clairière où nous bivouaquons. Nos indigènes ont allumé le

grand feu traditionnel de la brousse, autour duquel chacun s'enroule dans ses couvertures ; nous avions commencé la nuit, ma femme et moi, sous notre tente : nous en sommes bientôt chassés par les moustiques, et nous la terminons, comme les autres, sous la protection des flammes. Vers minuit, nos Noirs, épuisés, ont laissé éteindre le feu ; aussitôt les hurlements des chacals et les ricanements des hyènes, — trop près de nous pour qu'ils soient agréables, — nous rappellent aux réalités.

22 *décembre.* — Repartons à cinq heures trente, après avoir retrouvé les traces... qui n'étaient qu'à 20 mètres de l'endroit où nous étions arrêtés ! Nous approchons du Chari. Le pays est plus vert et le gibier abonde : gazelles et oiseaux de toutes sortes. Nous avons même aperçu un troupeau de katangourou (élans de Derby) ou antilopes-cheval. Arrivons enfin à Fort-Lamy à neuf heures trente du matin, où nous trouvons avec joie un hôtel confortable, admirablement situé sur les bords du Chari, de l'eau chaude et une boisson glacée.

23 *et* 24 *décembre.* — Nous faisons connaissance avec la vedette *Explorateur-René-Estienne*, que Jacques Roques et le mécanicien Kraen revisent de fond en comble : elle est en effet mouillée dans le fleuve depuis déjà dix mois ; elle a donc subi quelques avaries du fait des pluies récentes et surtout des pillards. Pour nous autres, les futurs passagers, deux jours de repos rendus charmants par l'accueil des autorités militaires et civiles.

25 *décembre.* — Recevons, ma femme et moi, deux télégrammes de nos parents respectifs, qui nous apportent les vœux de tous pour Noël, ainsi qu'une lettre par avion qui nous annonce qu'en Europe il fait un froid de — 20°. A Fort-Lamy, où il fait cette année exceptionnellement chaud pour la saison, nous avons peine à y croire, et cette nouvelle « rafraîchissante » a peu d'effet sur nous. Le matin, derniers essais très satisfaisants de la vedette. Aussitôt après le déjeuner, nous recevons les visites d'adieu du colonel Garnier, commandant la région, du lieutenant-colonel Bouteil, un des plus vieux méharistes de l'infanterie coloniale, et du Révérend Père de Bélinay, aumônier du Tchad, admirable vieillard, très certainement le dernier explorateur de la vieille école et dont la plus récente performance (qui date d'un an à peine)

est d'avoir promené sa soutane, à travers le lac Tchad, de Bosso à Bol et de Bol au Chari..., sur une pirogue indigène faite de roseaux d'une largeur de 60 centimètres, et cela pendant vingt-cinq jours ! Nous chargeons ensuite la vedette de nos bagages, de conserves et de fûts d'essence. Vers trois heures et demie, enfin, nous levons l'ancre et, après avoir rempli quelques ridicules formalités douanières, nous descendons le Chari vers le Tchad... et vers l'aventure.

Nous sommes donc huit à bord : cinq Blancs (Roques, Lewden, le mécanicien Kraen, ma femme et moi) et trois Noirs (le boy Mama et les deux guides Boudoumas que nous avons amenés avec nous depuis N'Guigmi). Ma femme et moi partagerons la minuscule cabine avant, dont la plus grande dimension est 1 m. 85, et qui se compose, à tribord, de deux couchettes superposées tellement étroites à une extrémité que je dois croiser mes pieds pour les caser tous les deux, et, à bâbord, d'un évier. Roques et Kraen coucheront dans le « salon », petite pièce de 2 mètres de long. Lewden préfère le pont où, chaque soir, il installera, avec astuce et à grand renfort de ficelle, sa moustiquaire. Les indigènes dormiront pêle-mêle dans le *cockpit.* Il faut dire que ce *cockpit*, dans lequel nous nous tiendrons le jour, et qu'une toile protège du soleil, serait relativement spacieux s'il n'était pas encombré de bagages et surtout de fûts d'essence. Tel qu'il est, nous pouvons tout juste y tenir à cinq, et encore en nous asseyant autant sur les fûts et les bagages que sur la banquette. En somme, une installation très confortable pour une heure ou deux de navigation (l'idéal pour aller de Nantes à Noirmoutier, par exemple), mais légèrement pénible pour un voyage qui devait durer, contre toute attente d'ailleurs, cinq jours et cinq nuits ! Mais ce n'était pas la place occupée par les fûts d'essence qui devait nous gêner le plus : c'était plutôt, sous un soleil de plomb, le danger permanent d'incendie qu'ils représentaient et qui devait nous condamner à ne manger que des conserves, boire de l'eau de la rivière ou du lac sans qu'elle soit bouillie et... à ne pas fumer.

Nous descendions paisiblement le Chari et Fort-Lamy n'était guère encore à plus de 4 ou 5 kilomètres derrière nous, lorsque, soudain, un choc. L'*Explorateur-René-Estienne* s'arrête net en donnant sérieusement de la bande. Nous nous

sommes échoués sur un des nombreux bancs de sable qui encombrent la rivière, car, à cette époque de hautes eaux, peu d'entre eux sont visibles ; nous sautons à l'eau pour essayer de dégager le bateau en le poussant de toutes nos forces, ce qui n'est pas chose facile avec le courant violent contre lequel nous sommes aux prises. Nous y parvenons pourtant après une demi-heure d'efforts et regrimpons à bord à qui mieux mieux. Mais un de nos deux Boudoumas n'y parvient pas à temps et nous devons lui lancer notre unique ceinture de sauvetage attachée à une corde. Nous parvenons enfin à le hisser à bord. Le sable avait, pendant ce temps, bouché l'orifice de la pompe qui se trouve placé sous la coque : il fallut faire plonger à nouveau un de nos Boudoumas, qui le déboucha à la main, et nous pûmes enfin repartir. Quelques mètres plus loin, et tout près de nous, un splendide crocodile émergea du fond, sans doute pour nous rappeler qu'il est préférable, en ces parages, de rester sagement au sec ! Forts de cet avertissement, nous avons, par la suite, si bien « mené notre barque » que ce premier ensablement devait être le dernier. Au crépuscule, nous jetons l'ancre contre la rive Cameroun. Nos Noirs allument un bon feu qui nous permet de faire du thé et autour duquel ils passent la nuit. Nous avons préféré la chaleur suffocante de la cabine préalablement « fly-toxée » à fond à l'air pur et aux moustiques innombrables. Nous devons d'ailleurs nous y habituer, puisque après le Chari, nous ne pourrons plus mettre pied à terre.

26 *décembre.* — Nous repartons vers six heures. Toute la journée, nous descendons le Chari en nous rapprochant, au hasard des bancs de sable apparents, tantôt d'une rive, tantôt de l'autre. Journée sans incident, ce qui nous permet d'admirer le paysage et de nous distraire un peu. Les rives sont abruptes et sablonneuses, striées horizontalement par les traces des crues et verticalement par les allées et venues des crocodiles. Au delà, une brousse peu haute, mais assez épaisse, que les singes égayent de leurs jeux et de leurs cris. Des milliers d'oiseaux de toutes sortes, échassiers, aigrettes, canards et pélicans surtout. Dans la rivière, dont la largeur dépasse souvent 300 ou 400 mètres, une multitude de poissons, quelques hippopotames et surtout, le long du

trajet, sur les rives, sur les bancs de sable et dans l'eau, des crocodiles, des crocodiles de tous âges, des petits à peine plus gros qu'un caméléon jusqu'à de véritables monstres dépassant 6 mètres de longueur. Je passe une bonne partie de la journée à leur faire faire connaissance avec la balle Mauser, mais impossible de les approcher suffisamment pour les cinématographier.

Vers midi, nous passons la vieille et pittoresque ville de Goulfeï, sur la rive Caméroun. Un peu avant cinq heures du soir, nous mouillons contre le joli village de Nibeck, situé sur la rive A. É. F., non loin de l'embouchure du Chari. Nous achetons quelques œufs et Lewden et moi tuons quelques pigeons que nous dévorons tous, Blancs et Noirs, avec appétit. Soirée sympathique que nous passons entourés de braves gens. Moustiques en quantité impressionnante.

27 *décembre.* — Départ à six heures, après avoir, à terre, avalé notre dernier thé chaud et fumé notre dernière cigarette. Les rives abruptes disparaissent bientôt, ainsi que les arbres et toute la végétation confuse qui les entoure. Car nous entrons dans le delta du Chari aux multiples bras délimités seulement par des roseaux. Roques, qui connaît les lieux pour les avoir parcourus dix mois plus tôt, en choisit un. Nous croisons quelques Boudoumas qui, debout dans leurs étroites gondoles de roseaux, poussent des hourras incompréhensibles. Les Boudoumas qui peuplent les bords du lac et que nous devions rencontrer peu après et en nombre, près de sa rive nord-ouest, sont, — ceci soit dit en passant, — de braves, simples et solides pêcheurs qui mènent, tout comme nos pêcheurs de France, une existence sobre, dangereuse et noble. Leur fausse réputation de gens « farouches, idolâtres et sauvages » nous est transmise sans doute par certaines races nomades et pillardes des régions limitrophes, par dépit sans doute de n'avoir jamais pu les approcher pour les asservir, enfermés qu'ils ont toujours été dans leur tour d'ivoire, ou plutôt de roseaux, qu'ils défendent encore par tradition et avec fierté.

Vers dix heures, un dernier coude du fleuve nous dévoile soudain l'immensité du lac Tchad.

La partie sud est dénuée de toute végétation et de tous côtés le regard peut s'étendre à l'infini. La brise s'est levée

et le fort roulis qu'elle provoque complète la sensation que nous éprouvons de naviguer en pleine mer. Nous voguons en direction nord-nord-ouest. Vers midi et demi, le calme plat s'établit et nous obliquons vers le nord-ouest, puis vers l'ouest. Croisons quelques îles de papyrus, dont le nombre augmente au fur et à mesure que nous approchons de la rive ouest. Ces îles, qui sont toutes identiques et de forme plus ou moins circulaire, ne varient que par leur diamètre, qui atteint souvent plusieurs centaines de mètres. Il faut ajouter que leur aspect accueillant est plutôt trómpeur et que la sécurité qu'ils offrent pour le navigateur est assez illusoire, puisque la multitude des papyrus, qui les forment émerge du fond du lac (dont la profondeur ne dépasse guère 2 ou 3 mètres), pour le dominer de 3 ou 4 mètres.

Si nous avons changé de route et pris la direction de l'ouest, c'est qu'il va falloir, avant de remettre le cap sur le nord, repérer le Baga de Seyoroum (c'est-à-dire l'étroit chenal à travers les roseaux qui fait communiquer le lac avec le village de Seyoroum) et qui est un des rares points de repère permanents du lac et bien connu des indigènes. Il fait très chaud... Notre principale occupation (qui subsistera au cours de toute notre aventure lacustre) consiste à filtrer l'eau boueuse du lac et à la désinfecter ensuite au permanganate. Vers deux heures de l'après-midi, nous apercevons au loin ce qui nous paraît être une ligne continue de roseaux, c'est-à-dire le signe précurseur de la terre ferme. Mais, au fur et à mesure que nous approchons, nous constatons que ce ne sont que centaines d'îles de papyrus, très rapprochées les unes des autres et qui constituent un véritable labyrinthe. Nous nous y engageons à plusieurs reprises par des ouvertures différentes, dans l'espoir d'y trouver au fond les roseaux du Baga de Seyoroum ; mais, chaque fois, après un kilomètre ou deux de navigation sinueuse, nous devons rebrousser chemin. Nous revenons donc vers le large et stoppons pour examiner la situation.

D'après les calculs de Roques, nous devons certainement nous trouver dans les parages du Baga (nous devions découvrir plus tard que la ficelle de notre loch avait quelques mètres de trop, ce qui devait légèrement fausser les calculs). Mais nos Boudoumas pointent obstinément leur index vers

le sud et nous assurent que, trompés qu'ils avaient été par la vitesse du bateau, nous avons largement dépassé le chenal. Nous nous rangeons volontiers à leur avis, en pensant qu'un méhariste servant dans le désert de guide à un automobiliste commettrait la même erreur. Pendant deux heures, nous faisons donc route vers le sud en longeant les papyrus. Avant chacun des détours qu'ils nous imposent naît en nous un nouvel espoir, mais chaque horizon nouveau n'est pour nos guides et pour nous qu'une nouvelle cause de déception. Nous faisons ainsi une vingtaine de kilomètres. A la nuit tombante, nous stoppons..., il me serait impossible de dire où. Et de toute la journée nous n'avons pas même rencontré un seul piroguier Boudouma qui aurait pu nous dépanner.

Mais, perdus pour perdus, autant s'amuser un peu : nous jetons l'ancre tout contre une île de papyrus pour chasser le... moustique (nous avons en effet une mission de l'Institut Pasteur, qui ne possède pas de spécimen de moustiques du lac lui-même). La chasse en est facile, trop facile même, car, aussitôt le soleil couché, ces insectes sortent littéralement par nuages des papyrus où ils dorment le jour.

Voici comment nous procédons : chaque « chasseur » expose à nu une partie de son anatomie et attend (oh ! pas longtemps !) que le gibier s'y pose. De la main droite il abat alors son arme (une éprouvette contenant un tampon d'ouate imbibé d'éther) sur la partie attaquée et n'a plus qu'à attendre quelques secondes pour que sa victime s'évanouisse ; il la verse alors dans un tube à essai tenu dans la main gauche et recommence l'opération jusqu'à ce que sa patience soit à bout. Je dois ici rendre hommage à Roques, qui, ayant pour l'occasion revêtu ses « shorts » extra-courts, a, de loin, réussi le meilleur tableau. Nous devions apprendre plus tard que nous avions de la sorte ramené cinq nouvelles espèces de moustiques porteurs de la fièvre jaune.

La chasse terminée, nous mouillons au large pour essayer d'éviter d'être dévorés. Mais nos ennemis, par esprit de vengeance sans doute, nous suivent par myriades et nous passons une nuit pénible.

28 *décembre*. — Conseil de guerre avant l'aube. Décidons de remonter vers le nord, car nos « guides » ont certainement

dû se tromper, pensons-nous, et, aujourd'hui peut-être, nous rencontrerons un piroguier qui nous mettra sur la bonne voie. Mais « peut-être » seulement, aussi nous devons agir avec prudence. Nous faisons donc l'inventaire exact des vivres et de l'essence. Décidons de nous rationner au maximum et constatons que nous avons assez d'essence pour chercher le Baga pendant trente heures et regagner ensuite le Chari. Sans penser à dramatiser la situation, nous devons, malgré tout, envisager l'éventualité d'un séjour prolongé sur le lac..., quitte à vivre « à la japonaise » à l'aide de poissons crus. Ce matin, nous avons donc mangé un biscuit chacun, bu un peu d'eau du lac et remis à six heures le cap vers le nord. Juste avant midi, l'un de nous aperçoit à la jumelle un point noir à l'horizon. Nous nous approchons : c'est un piroguier boudouma. Nous l'embarquons et il nous mène jusqu'au Baga de Seyoroum. Quelle déception ! le fameux chenal était presque entièrement bouché par des roseaux flottants et son ouverture large d'à peine 50 centimètres ! Nous aurions pu le chercher longtemps !

Quelques francs « en pièces détachées », un hameçon et un bidon d'essence... vide récompensent notre sauveur et nous poursuivons notre route vers le nord. Tout l'après-midi, apercevons à bâbord une multitude de papyrus et de roseaux, dans le lointain, quelques épineux qui indiquent la terre ferme et, à tribord, le grand large tacheté de loin en loin par une île de papyrus. Nous pensons avoir atteint la latitude de Bosso au coucher du soleil.

Et quel coucher de soleil ! L'eau et le ciel ont les teintes gris mauve de deux perles indéfinissables dont les orients se confondent à l'horizon.

29 *décembre*. — Cette vision d'hier nous a en partie fait oublier le manque de confort, la chaleur étouffante, les moustiques aussi agressifs que la veille et les appels de nos estomacs rationnés. Nous repartons à l'aube, toujours en direction du nord. Toute la matinée nous rencontrons ces braves Boudoumas, parfois par flottilles entières. Tous très sympathiques et accueillants, mais aucun ne semble connaître le chemin exact qui puisse nous conduire vers N'Guigmi. Un poisson mesurant un mètre saute dans le cockpit. Le lac, en cette région surtout, grouille de poissons, dont certains,

dit-on, dépassent 3 mètres et pèsent plus de 150 kilos. Dommage qu'il soit inutile de les pêcher, puisque impossible de les cuire (et nous ne sommes pas encore condamnés au régime japonais) ! Les Boudoumas pêchent avec des lignes de fond (ce qui fait sourire, puisque le « fond » est de 2 mètres !) avec, comme appât, du poisson fumé.

Vers deux heures et demie enfin, nous rencontrons deux Boudoumas qui disent pouvoir nous indiquer l'ouverture par laquelle on peut atteindre le village de Kamgararam Gama, et où nous pouvons, pensent-ils, trouver un guide pour N'Guigmi. Nous les prenons en remorque jusqu'à l'ouverture en question. Roques et Lewden, avec Mama comme interprète, partent en pirogue. Une heure et demie plus tard, ils reviennent avec deux hommes et, pour ma femme, un nénuphar bleu ; décidément, la galanterie française ne perd jamais ses droits. Nous sommes maintenant dix à bord et il est impossible de bouger. Poursuivons notre route en direction N.-N.-E. à travers un véritable labyrinthe et mouillons, à la nuit tombée, entre deux îles, deux îles comme toutes les autres. Nous passons une nuit analogue à la précédente, c'est-à-dire étouffante, et sommes tourmentés par les moustiques.

30 *décembre.* — Levés bien avant l'aube, nous attendons pour repartir que notre nouveau guide ait dit : « J'y vois maintenant ! » Il est presque six heures. Pendant quatre heures, il nous mène à travers un dédale de papyrus et de roseaux. Nous apercevons à l'horizon le rectangle blanc du poste de N'Guigmi qui est construit sur une légère hauteur. Deux essais manqués, et nous trouvons enfin une étroite ouverture dans les roseaux, dans laquelle nous percutons pleins gaz afin de nous rapprocher de la terre ferme le plus possible. Mais, malgré les efforts de nos 16 C.V., nous en restons encore éloignés de 80 bons mètres. Lewden se dévoue pour gagner la rive et alerter le poste de N'Guigmi. Pendant ce temps, nous dégageons des roseaux le bateau et jetons l'ancre en eaux libres. L'attente est courte : moins de deux heures après son départ, Lewden revient en pirogue avec le capitaine Guezennec. Nous les accueillons avec la joie qu'on devine. Un par un nous débarquons, en pirogue d'abord à travers les roseaux, puis à dos d'hommes à travers les

quelque 50 mètres de boue noire qui constituent le dernier obstacle entre les roseaux et la terre ferme. Nos bagages nous suivent. Roques, en bon commandant, quitte la vedette en dernier. Nous franchissons enfin à cheval les 5 kilomètres qui nous séparent de N'Guigmi, où nous faisons une entrée joyeuse à une heure de l'après-midi.

* * *

Ainsi se termina l'année 1938, dernière année d'une ère de paix, de cette paix dont les peuples civilisés aiment à profiter pour entreprendre des conquêtes pacifiques dans le genre de celle que nous venions de réussir. Ainsi se termina aussi pour ma femme une belle « première », celle de la première traversée féminine du lac Tchad.

Mais avec la fin de notre aventure commença pour le lac Tchad une ère nouvelle, plus même : une vie qu'il ne soupçonnait pas jusqu'alors. Car, de ce qui précède, il faut retenir ceci : le lac est viable *surtout* lorsque ses alentours ne le sont que difficilement. Logiquement, il doit donc être utilisé, à certaines époques du moins.

Pour qu'il soit viable dans la *pratique*, c'est-à-dire navigable sans danger, avec régularité et avec rapidité, il ne faudrait que bien peu de chose d'ailleurs : d'une part, un balisage sérieux du lac et même des bancs de sable du Chari; d'autre part, un moteur à huile lourde au lieu d'un moteur à essence (ce qui supprimerait pratiquement le danger d'incendie), et surtout, pour l'une et l'autre de ces réalisations, l'aide efficace des colonies intéressées, la S. A. T. T. n'ayant eu jusqu'à présent, semble-t-il, dans son entreprise lacustre d'intérêt pourtant national, qu'à compter surtout sur le courage et les sacrifices personnels de ses dirigeants.

Et alors, dans un avenir que nous souhaitons tous prochain, lorsque les énergies humaines pourront redevenir constructives, le lac Tchad deviendra un chemin de passages réguliers, économiques et sûrs. Il aura conquis un droit de plus au titre de cœur de l'Afrique.

F. DE CHASSELOUP LAUBAT,
aux Armées.

SILHOUETTES DE GUERRE

L'AMIRAL DARLAN

Notre dessein n'est pas seulement de tracer le portrait d'un grand chef, mais encore, à cette occasion, de dégager la philosophie de la guerre sur mer, dont l'amiral de la Flotte incarne l'esprit, enfin de proposer aux jeunes officiers de marine l'exemple d'une belle carrière : celle de François Darlan.

L'action navale accapare depuis le début des hostilités toute notre attention. N'est-elle pas la plus fertile en péripéties dramatiques ? Ne poursuit-elle pas les objectifs les plus essentiels : le blocus ? N'est-ce pas de son succès que nous attendons la défaite plus rapide de nos ennemis ? Il est donc opportun de parler de celui qui conduit les destinées de cette flotte française, laquelle domine nettement celle de l'Allemagne et représente plus de la moitié de la valeur de celle de nos alliés anglais. N'est-il pas juste de souligner que l'amiral Darlan, soit comme chef de cabinet de M. Georges Leygues, soit comme chef d'État-major, a inspiré la composition de nos forces maritimes qu'il commande aujourd'hui et même, en fait, a participé à l'élaboration des plans de la plupart des unités qui les forment ?

Il semble que François Darlan en soit, en quelque sorte, le chef prédestiné. Il s'est trouvé, au jour de la déclaration de guerre, juste à point pour saisir la barre des escadres qu'il avait eu le temps de préparer au combat, grâce à la haute compréhension de son ministre, M. Campinchi. On a dit que, dès son plus jeune âge, François Darlan avait caressé ce rêve. Si l'ambition consiste à avoir le désir de bien servir son pays, de solliciter les fonctions les plus intéressantes et

les plus opportunes avec la conscience de les bien remplir, alors Darlan est ambitieux et la France n'a qu'à s'en réjouir. Pour notre part, nous appelons ce sentiment de la confiance en soi et de la légitime fierté. Par ce qui va suivre on pourra juger que, à toutes les étapes de sa carrière, Darlan a toujours été guidé par la pensée de rechercher au bon moment les postes où il pouvait se distinguer et apprendre son métier de chef.

L'amiral Darlan est né le 7 août 1881 à Nérac, dans le Lot-et-Garonne. Il est entré à l'École navale le 1er octobre 1899. Où doit-il aller ? Faire campagne, naturellement. C'est le premier devoir d'un officier de vaisseau que d'apprendre à naviguer, « à voir du pays ». Mais vers quel endroit du monde se diriger ? C'est en Chine que se concentre tout l'intérêt du jour : on se bat dans l'Empire du Milieu. Darlan, à sa sortie du vaisseau-école *Duguay-Trouin*, prend donc part à la campagne de Chine (1902-1904). Promu enseigne de vaisseau en 1904, il obtient le brevet d'officier canonnier ; le canon occupe alors toute l'attention des escadres. Il fait une nouvelle campagne en Extrême-Orient, puis embarque sur l'aviso *Chamois* à l'école de pilotage et sur le croiseur *Waldeck-Rousseau*. Promu lieutenant de vaisseau en 1912, il est choisi comme officier instructeur à bord de la *Jeanne-d'Arc*, école d'application des jeunes officiers. Déjà se dessine son goût pour la formation de ses pairs.

Mais voici que la guerre éclate. De 1914 à 1918, le lieutenant de vaisseau Darlan est nommé, sur sa demande, au commandement d'une batterie du régiment des canonniers marins. Il prend part avec cette batterie à toutes les grandes attaques sur le front français et il est cité deux fois à l'ordre du jour de l'armée et une fois à l'ordre du jour du régiment. Il a senti que, cette fois-là, la Marine ne jouerait pas le premier rôle et que son devoir, en tout cas, était d'apporter à l'armée l'appui de son artillerie lourde et sa science de canonnier. Promu capitaine de corvette en juillet 1918, Darlan quitte après l'armistice le commandement de sa batterie de canonniers marins. Où va-t-il désormais ? Commander la flottille du Rhin. Toujours à l'avant-garde, il va connaître sur place les Allemands vaincus.

En 1920, il est promu au grade de capitaine de frégate

et il est de nouveau désigné pour l'Extrême-Orient en qualité de chef d'état-major de la division navale. Il commande pendant un an l'aviso *Altaïr* en Chine. Revenu en France en 1922, il est nommé au commandement de l'École de pilotage : aviso *Chamois*, puis aviso *Ancre*. Ici, un trait caractéristique de sa carrière : Darlan aime la mer et il sait qu'il n'y a pas meilleure école pour apprendre à naviguer que celle du pilotage. Il y revient donc. Les côtes de l'Armorique n'auront plus de secrets pour lui. Auditeur au Centre des hautes études navales en 1925, le capitaine de frégate Darlan remplit ensuite les fonctions de chef d'état-major de la 3e division de ligne.

En 1926, il est promu capitaine de vaisseau et appelé auprès du ministre, M. Georges Leygues, d'abord en qualité de chef adjoint, puis de chef du cabinet militaire. Il donne là toute la mesure de son intelligence et de ses facultés de travail. Il est le collaborateur intime du ministre.

Mais le jeune chef sent qu'il ne doit pas s'éterniser dans les postes à terre, quelque importants qu'ils soient. Aussi obtient-il du ministre de quitter son cabinet en 1928 pour commander pendant deux ans la *Jeanne-d'Arc*, puis l'*Edgar-Quinet*, école d'application des jeunes officiers. Darlan veut connaître les officiers qu'il aura à mener au combat et leur inculquer ses pensées.

Promu contre-amiral en novembre 1929, à l'âge de quarante-huit ans, il dirige de nouveau le cabinet militaire du ministre. Au cours des cinq années suivantes, il ne quitte ce poste que pour exercer le commandement de la Marine en Algérie pendant six mois, puis celui de la 1re division légère, composée des plus récents croiseurs. Promu vice-amiral le 4 décembre 1932, commandeur de la Légion d'honneur, le vice-amiral Darlan prend le commandement de la 2e escadre le 4 octobre 1934. Il est élevé à la dignité de grand-officier de la Légion d'honneur le 31 décembre 1935. En juillet 1936, au moment où il terminait son commandement de la 2e escadre, M. Gasnier-Duparc, ministre de la Marine, l'appela près de lui en qualité de directeur de son cabinet militaire.

Nommé chef d'État-major général de la Marine en septembre 1936, le vice-amiral Darlan a pris ses nouvelles fonctions le 31 décembre 1936. C'est dans la fonction

d'amiral de la Flotte commandant en chef des Forces maritimes que la nouvelle guerre devait le surprendre. Il s'y était préparé depuis vingt ans. Le 21 décembre 1937, il avait été élevé à la dignité de grand-croix de la Légion d'honneur, en reconnaissance de ses éminents services.

Remarquons que l'homme qui a aujourd'hui la responsabilité de commander en chef nos forces maritimes a été mis en mesure de voir les choses de la Marine dans leur ensemble concret du haut des postes de la rue Royale où se conçoivent et se décident les plans qui seront ensuite appliqués sur le théâtre des opérations. C'est là tout le secret de la carrière d'un marin que cette alternance harmonieuse entre l'action pratique et l'étude à terre d'état-major. Pour l'avoir bien compris, François Darlan en reçoit aujourd'hui la récompense suprême.

* * *

Quelles sont maintenant les idées stratégiques de l'amiral Darlan ? Rien de tel pour les connaître que de lire l'article qu'il a publié, en janvier 1938, dans la *Revue militaire générale* : *Composition et puissance de la flotte. — Son rôle dans la Défense nationale* :

« La situation internationale d'après guerre fait que les océans sont, encore plus que par le passé, le champ des activités des diverses nations et la puissance de sa marine donne la mesure de la vitalité d'un peuple. Or, si tous les Français sont fiers pendant la paix de leur marine, qui, pour eux, représente un signe visible de la puissance et de la souveraineté de leur patrie, rares sont ceux qui, pendant la guerre, lui assignent un rôle différent de celui d'une sorte de « train des équipages » de la mer. La question ainsi posée, on se rend compte qu'il ne s'agit plus, pour la Marine, de résoudre de simples problèmes de transports, mais que sa tâche est à la fois d'ordre politique, stratégique et tactique. Dès le temps de paix, il faut songer à ces problèmes et en méditer dans le calme. »

Ainsi pense François Darlan, et il ajoute : « La Marine est « chose de longue haleine ». On ne crée pas une flotte d'un coup de baguette magique, et l'enthousiasme des volontaires de Valmy ne peut suffire pour vaincre sur mer. Toute orientation mauvaise qui vient à être imprimée à la Marine est

presque toujours irréparable ; et c'est à ceux qui ont la charge de ses destinées que s'applique le mot si juste de Pascal : d'abord, *travaillons donc à bien penser.* » N'est-ce pas toute la morale de sa vie de marin ?

Il s'est toujours posé en défenseur du navire de ligne : « Le navire de ligne n'avait pas, jusqu'à ces dernières années, l'heur de plaire au Français moyen. Les exploits de guerre des sous-marins allemands, dont on oublie que cent quatre-vingt-dix-huit furent détruits par les Alliés, les progrès de l'aviation de bombardement et la mystique de la vitesse ont amené trop de gens à la croyance irréfléchie en la fin du règne du « mastodonte ». Or, pour douter de la puissance du navire de ligne, efficacement protégé contre toutes les armes modernes, il ne faut jamais avoir subi le feu de ses canons. » C'est grâce à son opiniâtre volonté que nous avons nos deux *Dunkerque.* Où en serions-nous s'ils nous manquaient, puisque c'est, même avec eux, le point faible des Alliés que ce bâtiment de ligne, « épine dorsale d'une flotte » ? Cela n'empêche pas le stratège de préconiser la liaison des armes ; il écrit :

« La flotte ne saurait se composer d'une seule catégorie de navires, mais elle doit être harmonieusement constituée par des navires de toute sorte : légers de surface, aériens et sous-marins, préparant et poursuivant la tâche des navires de ligne, seuls capables d'acquérir et de conserver la maîtrise de la mer. De même que la maîtrise de la mer ne peut être acquise et conservée par une seule catégorie de navires, de même l'une des trois armées, terrestre, aérienne ou navale, agissant seule, est incapable d'assurer le succès final. Les trois armées doivent agir de concert, sinon tactiquement, du moins stratégiquement. »

Là se trouve en germe toute l'organisation de notre commandement en temps de guerre, et aussi dans cette phrase : « Il serait vain, par exemple, d'avoir des fortifications puissantes dans l'Est, une armée motorisée imposante, une aviation nombreuse, si nous n'avons pas en même temps une marine capable d'assurer la maîtrise de la mer, le ravitaillement des troupes en campagne, des troupes des fortifications, des véhicules de l'armée motorisée et des avions de chasse ou de bombardement. »

En fait, Darlan a toujours cru à la guerre et c'est pourquoi il s'y est inlassablement préparé en travaillant « à bien penser ».

*
* *

Parlons maintenant de l'homme. Sa silhouette est connue de tous les Français. De taille moyenne, tout en muscles et en nerfs, Darlan donne l'idée d'une force ramassée, prête à se détendre. Son visage rasé, aux traits virils et fortement accusés, comme sculptés dans le marbre, rappelle un profil romain. Son sang du pays d'Oc se retrouve dans cette vivacité d'expression, dans ce regard pénétrant qui vous saisit, dans sa franchise et dans sa spontanéité. Mais, en revanche, Darlan possède tout le calme imperturbable, toute la maîtrise de soi d'un marin nordique. Sous sa rude allure d'un capitaine de galère de XVIe siècle, il demeure foncièrement bon, juste et indulgent. Il sait récompenser, punir et pardonner ; ceux qui l'approchent subissent son ascendant, sont entraînés par son dynamisme.

Il est le fils de l'ancien garde des Sceaux du cabinet Méline. Dès son enfance, il a donc été initié à la vie publique. Pendant toute sa vie, François Darlan profitera de cette éducation politique qui ne l'empêchera pas de s'évader à l'âge de quinze ans de ce monde dont il ne perdra jamais le souvenir et dont il utilisera la connaissance selon les intérêts de la France. Marin, Darlan l'est dans l'âme, lui, descendant d'une famille qui, depuis deux siècles a fourni des officiers de vaisseau, des capitaines corsaires et des armateurs. Néracais de naissance, Méridional de race, Malouin d'adoption, voilà François Darlan, qui sait allier à l'intelligence, à la prudence et à la subtilité gasconne le courage indomptable d'un corsaire breton. On a dit du général Gamelin qu'il était ménager du sang de ses hommes ; Darlan, lui, ne risquera jamais un navire inutilement. Mais si l'enjeu en vaut la peine, il n'hésitera pas à le lancer dans la bagarre avec la foi qui favorise les audacieux. C'est un manœuvrier de premier ordre ; il l'a prouvé en maintes circonstances, notamment à bord de la *Jeanne-d'Arc* ; son sang-froid est proverbial, sa pipe légendaire ne quitte pas ses lèvres dans les moments les plus difficiles. C'est enfin un soldat de 1914.

Cependant, ce qui le distingue surtout, c'est son aptitude à comprendre et à résoudre tous les problèmes. Comme il l'a dit lui-même, ceux qui sont posés par la Marine sont

à la fois d'ordre politique, stratégique et tactique. Darlan s'est plié à toutes les circonstances, tour à tour négociateur, expert naval, diplomate, organisateur, administrateur; il a réussi dans tous ses commandements et dans toutes ses missions. « Est-il heureux ? » demandait un grand ministre pour juger un homme. Darlan est un chef heureux; il n'aurait pas conduit à Trafalgar la flotte de l'Empereur. Bien trop avisé pour engager ses navires imprudemment, il eût été assez ferme pour ne point obéir à des ordres qu'il eût désapprouvés.

Nous avons la chance d'avoir aujourd'hui à la tête de nos forces maritimes un chef complet dans toute l'acception du terme. Car un tel commandement exige autre chose que des valeurs techniques. La guerre sur mer touche au droit international, à la diplomatie. Elle met en œuvre un vaste système de renseignements, de communications, de recherches scientifiques. Pour mener à bien cette tâche si étendue, l'amiral de la Flotte a su choisir ses collaborateurs. Il a formé autour de lui une véritable élite d'officiers d'état-major dont l'avancement a toujours été approuvé par leurs camarades.

Terminons par cette précision : Darlan, qui ne se faisait aucune illusion sur ce que serait l'importance de la Marine dans la future guerre et sur la forme scientifique et brutale que lui donneraient nos ennemis, avait soigneusement attiré auprès de lui les officiers de marine les plus doués afin de les aiguiller vers l'étude approfondie de toutes les branches de la science susceptibles d'être utilisées dans la guerre sur mer. Il s'est entouré d'une légion de savants aujourd'hui penchés sur des problèmes qu'ils connaissent bien : nautiques, balistiques, aériens, magnétiques, diplomatiques, juridiques et internationaux. Quelque part en France, dans le P. C. du G. Q. G. naval, s'élabore tout un plan de protection des ravitaillements de la France par mer, tout un programme de neutralisation des forces diaboliques que nos ennemis ont mis ou peuvent mettre en œuvre.

Quant à Darlan, il reste auprès du gouvernement un des collaborateurs les plus dévoués, un de ceux dont les conseils sont les plus précieux, et sa valeur a su s'imposer à nos amis anglais de l'Amirauté qui respectent son indépendance justifiée.

FIDUS.

CHEZ LES SOLDATS

ET LES MARINS BRITANNIQUES

LE ROMAN DE LA ROSE

Le carillon d'un beffroi sonne, en arpèges, onze heures du matin. Je descends du train de Paris avec un lieutenant de liaison détaché auprès de l'avant-garde de l'armée des Indes. Avant de me rendre à la gare du Nord, je suis passé par le ministère de la Guerre dire adieu à mes camarades de labeur. Quel monastère ! Les hommes du grand État-major français sont de véritables bénédictins. Pendant deux mois, j'aurai partagé leur magnifique idéal : la victoire par la mécanisation de l'armée. Après ces semaines d'exaltation intellectuelle, quelle sera mon impression chez nos amis britanniques ?

Les rues sont de véritables patinoires. Les moteurs enveloppés dans des couvertures, les autos militaires, couleur de boue, ahannent comme de vieux chevaux de labour. Tornades de neige. Personne dans la rue. J'entre dans la cour d'un hôtel et suis accueilli par un bon géant rose et blond qui porte le *battle-dress*, c'est-à-dire une combinaison de mécanicien en rude étoffe. Où est la somptueuse élégance d'antan ? Je cherche ces grands seigneurs débarqués en 1914 avec leurs équipages et leurs cuisines. J'évoque, lors de la bataille de l'Ourcq, ces immenses convois chargés de bacon, de thé, de marmelade. Voilà le premier soldat anglais que je voie depuis le 1er septembre. Quelle simplicité d'allure !

Et, tout de suite, l'accueil est affable. Le colonel qui dirige le service de la presse est un écrivain militaire de

talent. Son sourire est légendaire. Ses collaborateurs m'invitent à leur mess : une chambre d'auberge camouflée en cercle anglais.

— Nous vous attendions depuis la déclaration de guerre, me disent-ils simplement, sans quitter des yeux leur quotidien.

Tout à côté, dans une bonne vieille maison de province, M. André Maurois, qui porte avec élégance l'uniforme de capitaine, joue le rôle délicat d'ambassadeur des lettres françaises. Les Anglais et Français qui se rendent au Grand Quartier général sont reçus à sa table. Discrètement, il donne les conseils les plus amicaux. Il est notre maître et notre guide. Je prends contact avec la Mission française. Son chef fut notre attaché militaire à Londres. Depuis, il a parcouru tout l'Empire britannique. Son chef d'état-major était, il y a quelque vingt ans, l'agent de liaison du général Gouraud au Caire. Un des capitaines, l'un des directeurs des Roches, est un fanatique du scoutisme. Tous ont la foi.

Britanniques et Français ont chacun fait la moitié du chemin pour se rejoindre. Nos officiers ont désormais le chic anglais, et les Britanniques sont devenus économes et parlent notre langue. Un officier de la prévôté que je consulte me confie :

— Les commerçants disent que, cette fois-ci, les Anglais discutent les prix comme des Français.

L'État-major du général en chef est logé dans une modeste propriété, sise en banlieue. Les bureaux sont campés dans une abbaye.

Dans la cité, je retrouve une amie à moi, fiancée d'un Anglo-Saxon, et je me fais raconter son roman. Tout ahuri, de la guerre, de la traversée, un Britannique arrivait, timide, dans la demeure que lui assignait un billet de logement. Il s'enfermait tristement dans sa chambre, songeait à son Angleterre qu'il venait de quitter, quand il vit par la fenêtre un délicieux spectacle : une jeune fille aux yeux bleus qui, tristement aussi, cueillait une rose. L'Anglais s'enhardit, descend dans le jardin.

— Pourquoi pleurez-vous, Mademoiselle ? demande-t-il en scandant ses syllabes.

— C'est que, voilà, cette rose est la dernière de mon jardin. Et c'est la guerre... Y aura-t-il un printemps ?

— Mais, Mademoiselle, je vous enverrai des roses de mon jardin d'Angleterre!.

Effeuillant alors les derniers pétales de l'automne, ils ébauchèrent des rêves.

La guerre laisse ainsi s'épanouir des sentiments d'une noble délicatesse. Tout près d'ici, dans un bataillon de nos chasseurs à pied, une marraine est fêtée pour sa jeunesse, sa beauté, sa générosité ; mais, le dernier souvenir distribué, elle remonte dans son automobile.

— Hélas ! voilà le plus joli cadeau qui s'en retourne, lui dit un « diable bleu ».

Pour les Anglais, les Françaises sont des marraines et la France est une femme à laquelle ils rêvent. Et c'est pour conserver au monde cette rose que se trouve ici ce corps expéditionnaire appelé le B. E. F., prononcez : Bi. I. F.

M. LEBRUN ET LORD GORT

Pour l'instant, nous sommes dans un rude hiver. Le hasard a voulu que j'arrive ici pendant l'une des alertes hollando-belges. Ni émotion, ni surprise, ni nervosité. Un général nous réunit pour discuter les différentes hypothèses. Une discussion s'engage : débat comme à Oxford et à la Maison des Communes. La guerre des nerfs est ainsi terminée, puisque les leviers et les rouages s'adaptent. Invité dans les mess du Grand État-major, il me semble poursuivre les conversations que j'avais au G. Q. G. français. Hier, je parlais tir, armement, chars, avec des dieux de l'École de guerre dont beaucoup furent au Maroc. De même, aujourd'hui, je discute mécanique avec des hommes dont les récits sont colorés de souvenirs du Soudan ou des Indes. Je recueille ainsi une impression de travail, de calme, de puissance. Dès ces premières journées, je suis ainsi initié à l'élaboration de l'ordre franco-britannique. Dans les cantines, Anglais et Français sont assis à la même table. Je regarde ces troupiers au repos. Les jambes allongées, ils ont, devant leur feu de charbon, les silences et la calme attitude des Anglo-Saxons rencontrés sur les paquebots. Avec eux, nous sommes toujours tout près de la nature. La mascotte d'un régiment voisin est une chèvre. En exécution d'ordres impératifs, Coco, —

tel est son nom, — est demeurée au dépôt. Superstitieux, les officiers ont acheté une autre chèvre en France. Elle défile en tête du régiment ; elle est choyée et fêtée parce que mascotte, parce que Française ; elle s'appelle Billy.

Un matin, dans un village très embrumé, au bout d'un caillebotis qui conduit à une cour de ferme, je vois une paire de bottes bien perpendiculaires. Un général, un colonel, quelques officiers en grand manteau, badine et masque à gaz, attendent immobiles.

M. Lebrun, le *President of the French Republic*, doit venir dans ce régiment du Pays de Galles :

— Nous lui offrons une paire de bottes d'honneur.

Il arrive, solidement guêtré, et je sens qu'il gagne, lui, l'homme du pays haut de Lorraine, la sympathie de ces ruraux. Tout se passe à la bonne franquette. Dans une cour de ferme, parmi des mitrailleuses, une pintade, en prenant son vol, effleure le cortège officiel, et sir Ronald Campbell, qui porte le masque réglementaire, son nom écrit sur le ruban, sourit aux enfants de la fermière. Lord Gort explique avec force détails le mécanisme d'une chenillette. Uniquement soldat, ennemi de toute publicité, le général n'a qu'un but, qu'une préoccupation : l'efficience du corps expéditionnaire. Ses pensées sont, avant tout, militaires. Sur le front d'une compagnie, un officier, selon la tradition, lance le nom du fameux régiment. Les écoliers chantent *la Marseillaise*.

— M. Lebrun a été reçu par l'Armée, me dit un Gallois, parce que nous le tenons pour un officier d'artillerie, pour l'un des nôtres.

LE NOUVEL ORDRE FRANCO-BRITANNIQUE

Plymouth, février.

Une nouvelle Angleterre se dessine. La bataille aérienne maritime a produit un choc. Un vieux loup de mer, un amiral aux yeux bleus comme ceux de Gouraud, me fait un matin les honneurs de l'un de ses navires. Le temps est horrible, hostile. Les cieux sont bouchés. Me montrant la mer et son tumulte :

— Voyez : ceci est notre Toul, Metz et Verdun.

Nos amis me paraissent avoir conçu leur Toul, Metz et Verdun avec réalisme. La vieille Grande-Bretagne a compris qu'à suivre certains errements elle serait mangée par Hitler et ses gangsters en une demi-génération. Dès l'état de guerre, il s'est alors esquissé une conception de vaste envergure. M. Chamberlain l'a dit avec force : « La situation a changé, maintenant qu'il s'agit de transformer le pays en une immense usine. » Il faut battre l'Allemagne non seulement par la puissance des armées, mais encore par la puissance des machines ; aussi nos amis augmentent-ils le potentiel industriel des Iles et des Dominions, tels que le Canada et l'Australie. Pour réaliser un programme d'armement, on a échafaudé un programme économique. L'économique et l'armement marchent de pair. Et, comme il faut battre l'Allemagne en lui interdisant l'hégémonie économique, le plan comporte une politique d'exportation à double fin : chasser l'Allemagne des marchés extérieurs et gagner des devises qui permettent de payer les fabrications de guerre.

Malgré les sous-marins allemands, le commerce extérieur de janvier 1940 est en augmentation de 30 millions de livres sterling par rapport à janvier 1939. Voilà des pensées à la Colbert. Les plans ont été longuement médités, non point par un seul Colbert, mais par une équipe de politiques, de financiers, d'industriels. Rien ne semble devoir arrêter nos Alliés dans ces calculs puissants. La Grande-Bretagne attend de nous des initiatives et des idées. Ce plan ne se conçoit que comme l'élaboration d'un ordre nouveau dont l'Angleterre et la France seraient les initiatrices.

— Comprenez, me dit un ami, que notre alliance ce n'est pas seulement une alliance de guerre, elle doit être une alliance de paix. A nous de construire.

Cet ordre franco-britannique sous-entend une conception diplomatique : Grande-Bretagne et France doivent être les assises de l'Europe de demain. A ce système viendront s'agréger les neutres. On a reconnu que la lucidité et la prévoyance avaient été souvent de notre côté. Cette fois-ci, en éliminant l'illusionnisme de 1918, on doit préparer une Europe qui soit à l'abri de nouvelles tourmentes.

Mais il ne faut pas que ce plan se réalise par l'un des partenaires exalté industriellement et l'autre épuisé par sa

mobilisation générale. C'est donc en préparant dès maintenant les années de l'après-guerre, avec le sens de l'égalité, en partageant les risques et les bénéfices, que nous éviterons de perdre économiquement, financièrement, diplomatiquement, pour la deuxième fois, une victoire militaire, comme nous l'avons fait entre 1918 et 1939.

AU DELA DE LA LIGNE MAGINOT

Les Britanniques que je vois dans ce petit ouvrage surveillent cette terre avec une sollicitude d'amoureux. Et, pourtant, par cet hiver hostile, ce paysage impose de sinistres limites : un brelan de mirabelliers ou de saules, un réseau de fil de fer, une légion de pieux antichars. C'est tout.

Les Anglais ont recueilli des Lorrains l'amour de la ligne Maginot : on devrait dire des lignes, tant ce dispositif en profondeur a été étudié avec science. La mystique de la ligne grandit quand on observe et additionne cet échelonnement d'ouvrages, de fortins, ces puissances de feu, de flanquements. Des ingénieurs lorrains ont conçu ces systèmes. Des entrepreneurs et des terrassiers du pays l'ont réalisé. Des Lorrains des villages voisins furent les premiers réservistes volontaires. Et maintenant, ils sont dans les régiments de forteresse.

Aujourd'hui, dans ces trois lignes d'avant-postes, je vois des gars du Yorkshire. Comme ils sont pittoresques, avec leur grand gilet de cuir qui leur pince la taille ! Ils portent des ballots de couvertures sur leur casque et ont l'allure de bûcherons en corvée de fagots. Ils tirent de drôles de traîneaux en planches ou en tôle ondulée. Des soldats portent des braseros au bout de leur fusil. Certains ont des allures de spectres et se sont fabriqué des bottes avec des sacs d'emballage bourrés de bottes de paille.

Voici des patrouilleurs. Ils sont déguisés en Finlandais. Un général français, un Breton, me dit :

— Nos camarades anglais sont des fanatiques, ils ont une ardeur que rien n'arrête. Et puis, ce sont des gaillards résistants.

L'une de leurs premières patrouilles fit merveille. Elle eut la chance d'apercevoir un fort parti ennemi et se « plan-

qua » aussitôt. L'officier commanda à ses hommes d'attendre. A bonne portée, ils jouèrent de la mitraillette. Quand un général anglais apprit que la patrouille allemande s'était égaillée au tir de ses soldats :

— Hourra ! ils les ont pris pour des Français ! dit-il galamment.

Le même, essuyant quelques bordées de canon, conclut simplement, en frappant de sa canne :

— J'ai gagné les dix francs du soldat de France.

Ne dites pas qu'il ne se passe rien dans les petits postes, dans les bivouacs de branchages. Une admiration sans réserve doit se porter à ceux qui, par 20° de froid, montent la garde aux frontières. La merveilleuse légende des patrouilles mérite d'être connue de tout l'univers.

Les brigades qui viennent ici s'aguerrir appartiennent à l'armée nouvelle qui a plusieurs objectifs : la défense de la mère patrie, la sécurité des territoires d'outre-mer, le maintien d'une réserve stratégique, et le renforcement d'un corps expéditionnaire. Bien entendu, la défense anti-aérienne des Iles Britanniques se place au premier plan des préoccupations nationales. L'armée a des éléments qui proviennent de trois origines différentes : l'active ou l'armée régulière, la territoriale, c'est-à-dire les volontaires, enfin les classes provenant de la conscription.

C'est le 26 avril 1939 que M. Chamberlain annonce au Parlement son intention de présenter le *Military Training Bill* et pose alors le principe du service militaire obligatoire. Auparavant j'avais vu, à Londres, devant la Banque d'Angleterre, auprès de tréteaux, de magnifiques raccoleurs qui vantaient les mérites de leur bataillon et démontaient en public canons et mitrailleuses. Le 26 mai 1939, le Roi donne son assentiment à la conscription. Le 3 septembre, le *National Service Bill* est voté à l'unanimité et impose le service à tous les hommes reconnus aptes entre dix-huit et quarante et un ans. Enfin, une proclamation royale, au début de 1940, prescrit l'enregistrement de cinq classes de vingt-trois à vingt-sept ans. La première a été enregistrée le 17 février. Dans la seule année 1939, l'armée est ainsi passée de 600 000 à 1 200 000 hommes. En dehors de toute obligation, 150 000 volontaires se sont engagés depuis la guerre.

Les divisions régulières ont été motorisées. La création de cette armée nouvelle mécanique a été l'œuvre de M. Hore Belisha. Vif, souple, intelligent, il a eu le mérite d'oser et de vouloir. Les divisions territoriales sont attachées au sol et à leurs comtés ; certains régiments de cavalerie obéissent ainsi aux grands propriétaires. Plusieurs divisions territoriales sont transformées en divisions antiaériennes. A la fin de 1940, l'armée doublera encore en nombre. Il faudra y ajouter les divisions canadiennes, australiennes, néo-zélandaises.

Le nouveau ministre de la Guerre, M. Oliver Stanley, est avant tout un homme qui inspire confiance. Je l'ai entendu souvent à la Maison des Communes, à l'heure des questions. Ses réponses étaient préparées minutieusement, car ce genre ne prête à aucune improvisation. Elles étaient lues sur un ton très simple et avaient toujours l'audience de l'opposition. Cet homme suit son chemin avec beaucoup d'exactitude. Dans son plus récent discours n'a-t-il pas déclaré : « La guerre n'est pas comme un match de foot-ball. On ne s'arrête pas à mi-temps. » Il faut aller jusqu'au bout.

Le sentiment chevaleresque revit entre nos deux armées. Les hommes, par admiration et reconnaissance, échangent les insignes de leurs régiments. Une fois, une cordiale bienvenue fut offerte par les nôtres à un bataillon anglais voisin. C'était dans un des forts de la ligne, qualifié de *dreadnought* par les Anglais, tant ce labyrinthe de couloirs, de carrés, de tourelles, ses ponts et ses ascenseurs rappellent les croiseurs et transatlantiques. L'accueil fut si chaleureux que nos alliés en furent émus. Et le commandant, un Écossais, enlevant son calot nanti d'une plume sauvage, l'offrit à son collègue français.

La liaison est assurée par de jeunes gens, officiers ou soldats, qui sont des Français d'outre-mer. Celui-ci était à Hollywood, celui-là sur *Normandie*, cet autre aux Indes. Je les reconnais. Ce sont d'excellents psychologues. Ils jouent aujourd'hui un rôle social qui est merveilleux et qui exige de la psychologie, le sens de l'amitié, de la diplomatie. L'un d'eux, un fanatique, me confie :

— Quel travail ! Je m'endors exténué, et, la nuit, alors que je crois dormir, je rêve encore en anglais.

EN CHALUTIER, SUR LA LIGNE MAGINOT DE LA MER

Amarré derrière des hangars, un petit raffiot crache une drôle de fumée. En chiquant, un patron à l'accent de Toulon en anglais m'explique comment il fait la guerre... aux mines. Cahin-caha, voilà son bateau pêcheur qui sort du port, et je vois surgir des soutes de l'équipage une douzaine d'hommes, des gens de l'Apocalypse. Les chaînes et les cordages grincent. Comme je voudrais dessiner l'homme qui tient la barre, un Écossais aux yeux d'un bleu presque transparent ! Le pied droit posé sur le banc du capitaine, il manœuvre, les mains derrière le dos, la roue de notre destinée.

Une fois en haute mer, un matelot met à l'eau une sorte de flotteur peint en vermillon, qui a la forme de ces poissons en caoutchouc avec lesquels les enfants apprennent à nager. Puis, de l'avant à l'arrière, les matelots déroulent un câble qui va balayer consciencieusement le chenal. Ce câble est nanti de cisailles. S'il rencontre une mine, il coupe le filin appelé orin et la fait remonter à la surface. Pour que le câble de dragage soit toujours immergé à la même profondeur, le tout est stabilisé par de larges panneaux de bois. Hier, le chalutier traînait ses filets : aujourd'hui, il pêche à la mine.

— Le chenal est ainsi balayé, mais, alors, quel est votre rôle en tant que dragueur ?

— Nous découvrons le champ des mines et nous marchons les premiers droit dessus. Et, alors, comme nos chalutiers sont en bonne vieille ferraille, c'est nous qui, dans toute la marine, sautons le plus vite. Il ne nous faut que trois quarts de minute pour disparaître.

* * *

Quel contraste ! Le soleil dorait alors les côtes de l'Angleterre. Il faisait un temps de croisière. Les eaux passaient du gris au bleu vert. Mais, aujourd'hui, inutile de songer aux voyages de jadis.

Voici plusieurs randonnées que je fais en mer pendant la guerre. Pour la première fois, sur des navires marchands, je remarquais au haut du mât de misaine, dans le nid de pie, les vigies qui, de leurs gros yeux ronds, observent le fond de

la mer. Si elles aperçoivent une mine, elles la signalent et, selon le cas, le commandant stoppe ou donne un coup de barre. Je dois dire que, jamais, je n'ai vu autant de monde sur ou sous la mer. Jadis, dans les plus longues traversées, il m'arrivait de ne jamais rencontrer un bateau, tandis qu'aujourd'hui, depuis la guerre sous-marine allemande, je crois assister à une revue navale : des convois précédés de leurs torpilleurs d'escorte, des patrouilleurs en découverte le long des chenaux, des navires de permissionnaires, des paquebots chargés de matériel. C'est à croire que plus il y a de mines, plus il y a de bateaux.

Huit mille navires ont été convoyés avec des pertes insignifiantes. Le système des convois est organisé à ce point que M. Chamberlain a pu dire : « L'Angleterre n'est pas près d'être affamée. » Naturellement, seule, la cadence du commerce maritime se ralentit. « Il faut désigner des lieux de rassemblement, progresser à une vitesse qui ne doit pas dépasser celle du navire le plus lent, et, peut-être, joindre d'autres ports que ceux auxquels on est habitué. N'importe, le nombre des navires neutres qui figurent dans les convois est de plus en plus grand. »

***

Hier matin, pour bien comprendre le métier de chercheurs de mines, j'ai visité une école, campée sur des bateaux « en retraite », où des centaines de jeunes matelots s'initient à dessiner des dizaines de modèles différents sur des tableaux noirs, démontent et remontent des exemplaires compliqués, et, en sortant de ces laboratoires, s'entraînent pour l'avenir à des carambolages au billard.

Dans ce métier, on passe des jours et des heures à préparer un combat qui ne durera que quelques secondes. Dans les écoles de tir, de canonnage, de torpillage, on étudie un duel qui ne se prolongera peut-être pas au delà de dix minutes. Mais, pour ce quart d'heure, que de travaux! J'observe le fanatisme des futurs *midship*. Ici, avec ardeur, ils s'exercent à hisser et à amener le pavillon. Ailleurs, ils escaladent des cordages impressionnants tout au long du grand mât. A l'École de tir, adossés à des affûts de canons, ils visent des panneaux mobiles ou bien chargent ou déchargent de lourdes culasses

au commandement d'un tambour. Dans des chambres noires, des spectres apparaissent et il leur faut reconnaître torpilleurs, croiseurs et périscopes. Chaque matin, enfin, ils s'ingénient à faire cent espèces de nœuds marins.

* * *

Que d'astuces ! On croit avoir dragué sérieusement, et il reste des mines à retardement qui n'éclateront que dans plusieurs jours, et puis, surtout, voici les mines magnétiques, excitées par les coques métalliques à gros tonnage, qui s'attaquent sournoisement aux parties faibles et soufflent le navire.

— Dès que la mine dont l'orin est coupé est remontée en surface, il faut la démolir. Inutile de tirer de trop près à coups de mitrailleuses, sans quoi l'on saute, et, s'il fait gros temps, la mine a toujours tendance à se rapprocher de vous et vous de la mine... Alors !

D'une mitrailleuse qui est à l'avant, un Écossais déclenche, sous mes yeux, une salve contre ce poisson d'aujourd'hui. La mine n'est en effet, pour ces matelots, qu'un gros poisson de plus. Pour la rendre inoffensive, le marin néglige parfois la mitrailleuse, s'approche en petit canot remorque de la mine et la désamorce avec des clefs en bois.

J'ai vu aussi des poseurs de mines, au ventre de baleine, qui dissimulent dans leur estomac un magasin, une ligne de chemin de fer à double voie ; la mine circule sur un wagonnet, et, à bout de parcours, elle est posée sur l'eau.

Les commandants de chalutiers connaissent, dans ces océans, les bancs de mines comme les bancs de poissons. Selon les jours, les heures, les phases de la lune, les courants, les marées, la température de l'eau, ils devinent, je ne sais avec quel flair, l'insécurité ou la sécurité. Ils notent tout cela sur un petit cahier écolier. Dans le même, ils inscrivaient jadis, en secret, leurs prises de harengs.

* * *

Le travail de la Marine est plus compliqué que jadis, car il est interdit de se servir de la radio. Le message-radio est, en somme, un téléphone direct aux sous-marins allemands. Aussi l'avion a-t-il un rôle essentiel. Il est le regard de l'Amirauté. Il aperçoit les convois et les patrouilleurs, il signale

les navires marchands aux stations de contrôle, facilite ainsi l'arraisonnement et revient à sa base pour rendre compte des points et positions.

L'aviateur qui m'emmène dans ce qu'il appelle un bateau volant est une sorte d'hercule d'une trentaine d'années. Une fois au large, et après avoir survolé le dernier phare, voilà un garçon qui est à son affaire. Aujourd'hui, il faut avoir l'œil aux aguets. Un avion allemand peut surgir de bâbord ou de tribord. Aussi les deux pilotes explorent-ils le ciel et la mer. Leurs regards vont et viennent, inspectent les ondes et l'azur, secteur par secteur. Maintenant il pleut et grèle. Pendant le grain, notre grand oiseau s'ébroue et se met en vrille. Mon jeune hercule ouvre alors la fenêtre à grands coups de poing, examine les horizons et se remet à l'abri. Arrivé au bout du secteur, nous virons, puis ratissons une seconde tranche d'océan. L'avion effectue de grands virages. C'est lui qui, dans la transparence des eaux, doit découvrir les sous-marins et signaler leur point aux torpilleurs qui vont les grenader.

Sous son casque, notre radio joue la musique de la mort. Dans un fond de tableau, clair-obscur à la Rembrandt, les sergents, en passe-montagne, surgissent des trappes comme des hommes des cavernes, puis franchissent une porte et courent, courbés tels les nains de *Blanche-Neige*, vers les bombes, cependant que les mitrailleurs montent le quart.

Dans ce monde des airs, ce ne sont que signes, coups de poing, clignements de l'œil, car, pour parler vraiment, il faut mettre un casque muni d'un fil et d'une prise de courant, et c'est ainsi que les pilotes règlent devant moi le tir de leurs mitrailleuses. Je les verrai ainsi bombarder avec précision.

Dans chaque secteur marin, il est à terre, dans un baraquement, une chambre des cartes. Trois officiers des armées de terre, de l'air et de mer sont là qui dirigent la lutte contre les sous-marins. L'animateur de cette merveilleuse bataille, qui tient les gens en mer vingt-sept jours sur trente, est M. Winston Churchill. Je l'ai vu lors de l'arrivée de l'*Exeter* à Plymouth. Sa forte carrure, sa casquette, son cigare sont légendaires. Son salut aux héros de la bataille de la Plata demeurera dans les textes du lyrisme britannique.

PIERRE LYAUTEY.

L'ARMÉE TCHÉCOSLOVAQUE DE FRANCE

D'un camp quelque part en France.

Dans le bureau d'état-major où je viens de converser longuement avec quelques-uns des chefs de la nouvelle armée tchécoslovaque, qui se constitue depuis quatre mois en France, un homme est entré. Il est de taille moyenne, vêtu d'un costume gris assez modeste, qui se rapproche des vêtements de sport faits en série. Il a la figure hâve d'un réfugié qui vient d'échapper au camp de concentration et garde encore au fond des yeux quelque chose de l'horreur des atrocités dont il fut le témoin ou même la victime. Il s'est approché du colonel d'état-major avec lequel je m'entretenais et, sans un mot, lui serre avec force les deux mains, puis les deux hommes, très émus, se donnent l'accolade.

L'armée tchécoslovaque de France compte un général de plus, un chef de valeur, qui a fait ses preuves, que je retrouverai, dans quelques jours, en uniforme, la poitrine barrée d'un triple rang de décorations. Il est arrivé ce matin de Prague. Là-bas, sa femme est emprisonnée ; elle subit les tortures de la Gestapo qui tenta vainement de lui arracher des informations et de lui faire dire où, avant de franchir la frontière, son mari avait trouvé un sûr refuge. Stoïque, elle a supporté toutes les avanies, subi des outrages innombrables, et, grâce à son patriotisme, ce chef a pu fuir les sbires de Hitler et gagner la France.

Maintenant, sans même s'être reposé, il écoute avidement ce que lui racontent ses collègues, ceux qui l'ont précédé

d'un, de deux ou de trois mois et qui ont déjà mis sur pied une armée qui ne demande qu'à combattre pour venger les victimes des « protecteurs » de la Bohême et de la Moravie.

Déjà les ailes tchèques sont au front, déjà les unités françaises de l'armée de l'Air comptent des aviateurs de choix qui appartiennent à la jeune armée commandée par le général Ingr. Tous les commandants d'escadrille font leur éloge et se louent de leur habileté et de leur vaillance. Déjà, hélas ! quatre aviateurs tchécoslovaques sont tombés sur le front franco-anglo-allemand en service commandé.

Dans cette petite ville de France qui devient chaque jour plus tchécoslovaque, — puisque sans cesse les trains amènent des volontaires ou des conscrits venant de toutes les parties du monde, — à l'heure où la nuit tombe, alors que, lentement, les deux drapeaux tchécoslovaque et français qui flottent fièrement à l'entrée du camp sont amenés, des chants ont été entonnés spontanément dans les baraques par des voix splendides. Ces chorales de soldats vont, comme autrefois, aux jours heureux des fêtes des Sokols, alors que la Tchécoslovaquie était libre et prospère, faire retentir, dans la nuit, les chansons de marche, d'un rythme plutôt lent, qui n'ont rien d'un chant de chasseurs alpins, mais qui reflètent bien la nostalgie de l'âme slave. En entendant la chorale des aviateurs, en uniforme bleu sombre orné de l'aigle jaune, formée de tout jeunes gens à l'air résolu et débordants de vie, chanter des chœurs à plusieurs voix, d'une difficulté technique certaine, je me serais cru transporté dans un de nos grands concerts classiques au moment de l'exécution d'une cantate de Bach, et non pas au milieu de jeunes soldats de l'armée de l'Air ayant passé leur journée à bord de leurs avions ou aux hangars, sur les champs d'aviation.

Hier, j'ai assisté aux répétitions de la chorale du principal camp tchécoslovaque. Depuis quatre mois, les bataillons du début sont devenus des régiments et les régiments des divisions. Le premier camp se révéla trop petit. Il fallut en créer d'autres. Pour la première fois, j'ai entendu, dans ces cantonnements où je vis naître, à la fin d'octobre, le premier régiment de la nouvelle armée, des soldats tchécoslovaques chanter en français.

Un des leurs, un volontaire de l'aviation, Egon Schall,

composa avec Roger Fernay les paroles françaises de cette marche militaire tchécoslovaque : *En avant, fils de Bohême!* dont un autre Tchèque, Otto Hein, fit la musique.

Pour répondre au geste des officiers instructeurs français du camp qui prennent des leçons de tchèque, ce jeune soldat demanda au général Ingr de pouvoir dédier au général Faucher une marche militaire tchécoslovaque en français. Ainsi, lorsque des visiteurs viendront au camp, ils pourront être accueillis par une troupe tchèque chantant dans notre langue une chanson proclamant sa ferme volonté de vaincre aux côtés des Français.

* * *

Une convention réglant les conditions dans lesquelles l'armée tchécoslovaque renaîtrait en France fut signée le 2 octobre 1939. M. Stefan Osusky, l'énergique et infatigable ministre de Tchécoslovaquie à Paris, — qui refusa, en mars dernier, de remettre sa légation au Reich et continua, la France n'ayant pas reconnu l'occupation de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne, d'y exercer ses fonctions, — signa au nom de la République tchécoslovaque, et M. Édouard Daladier au nom de la France.

Immédiatement, une mission militaire franco-tchécoslovaque, commandée par le général Faucher, ancien chef de la mission militaire française à Prague, qui jouit, en raison de son attitude aux heures tragiques de 1938, d'une popularité et d'une autorité remarquables chez tous les Tchèques, se mit à l'œuvre pour jeter les bases de cette armée qui devra, selon les termes du traité, « combattre sous ses propres étendards, commandée par des officiers tchécoslovaques placés sous le haut commandement français ».

Nul mieux que le général Faucher ne pouvait réussir dans une telle mission. Il parle admirablement le tchèque, et un officier supérieur de Brno me déclara en riant que, lors des manœuvres de l'armée tchécoslovaque, il y a quelques années, le général Faucher lui renvoya une note de service avec une correction de sa main. Officiers et soldats le considèrent comme le père de leur armée et ont en lui une confiance absolue.

Le Comité national tchécoslovaque, qui fut reconnu par le

gouvernement français, le 16 novembre dernier, comme organe politique chargé de l'exécution des dispositions contenues dans l'accord franco-tchécoslovaque du 2 octobre 1939, proclama dès le lendemain, selon les lois militaires de la République tchécoslovaque, la mobilisation générale de tous les citoyens âgés de dix-huit à cinquante ans.

Le général Ingr, qui fait partie de ce Conseil national, où il remplit en fait les fonctions de ministre de la Guerre, a pris, dès le mois d'octobre, le commandement de l'armée tchécoslovaque de France, et, depuis quelques jours, son second, le général Viest, ancien inspecteur général de l'armée slovaque, est arrivé dans un des camps,

Quelle carrière militaire mouvementée que celle du généralissime tchèque ! C'est un stratège accompli, passionné des questions de tactique générale, qui dirigea à Prague le 3e bureau de l'État-major général. Il fut officier autrichien en 1914, combattit en 1916 dans l'armée serbe, forma les fameuses légions tchèques de Russie sous Nicolas II, puis, après la paix de Brest-Litowsk, vint en France commander une des légions tchèques et finit la guerre en 1918 comme chef des légionnaires tchèques d'Italie.

Il y a autour de lui une pléiade de généraux et d'officiers supérieurs arrivés en France soit avant la guerre, soit depuis. Dès mars 1939, les officiers et sous-officiers de l'armée tchèque, ne voulant pas vivre sous la férule allemande, quittèrent le pays, malgré des obstacles toujours plus difficiles à vaincre, et vinrent s'embarquer à Gdynia pour la France ou l'Algérie. En quelques mois, en 1938, un millier d'entre eux contractèrent des engagements à la Légion étrangère, afin de conserver leur entraînement et être prêts, quand l'heure sonnerait, à reprendre les armes contre l'envahisseur de leur pays.

Cette heure a sonné plus tôt que ne le pensaient certains. Une armée s'est levée à l'appel des affiches blanches, décorées du drapeau tricolore tchèque, portant en français et en tchèque l'ordre de mobilisation, signé par M. Stefan Osusky.

Alors que les légions tchèques formées de 1914 à 1918 étaient recrutées exclusivement parmi les prisonniers faits dans les régiments autrichiens sur les fronts de Russie, de

France ou d'Italie et ne comptaient pas plus de 5 pour 100 de volontaires, l'armée actuelle est formée uniquement de volontaires et de conscrits.

Ils reçurent et éduquent depuis quatre mois le flot des volontaires arrivant de tous les pays d'Europe et d'Amérique et, depuis un mois, les conscrits reconnus bons pour le service qui sont acheminés vers les camps. Sous peu, la mobilisation pourra, comme pour la France, s'effectuer pour les ressortissants tchécoslovaques habitant l'Angleterre et les Dominions britanniques.

En France, les conscrits répondirent avec empressement à l'ordre de mobilisation et, parmi les mineurs tchécoslovaques du Nord, de nombreux hommes mis malgré eux en affectation spéciale, — car on avait un besoin urgent de leur activité dans les mines, — protestèrent vivement, voulant, eux aussi, aller s'instruire ou s'entraîner afin de lutter contre les bourreaux hitlériens de leur patrie. Il fallut les convaincre que la France avait besoin d'eux comme mineurs plus que comme soldats pour les persuader de redescendre dans les puits.

Les troupes que je viens de voir défiler, rentrant de l'exercice en chantant, ont déjà une allure martiale et une tenue impeccable. Ce sont généralement des hommes de haute taille, qui font le désespoir des officiers de l'Intendance chargés de trouver des chaussures ayant la pointure moyenne des compatriotes de Bata, ce qui n'est point aisé. La plupart ont laissé en Bohême ou en Moravie leur femme, leur père, leur mère, des frères ou des sœurs qui sont l'objet de persécutions quand les hitlériens apprennent les noms des soldats des régiments de France.

Parmi les hommes qui arrivent chaque matin dans cette jolie petite ville

certains sont des soldats rompus au métier des armes et aux mille exigences modernes des troupes motorisées. D'autres n'ont jamais fait de service militaire : il faut tout leur apprendre, et je suis frappé de voir combien, en

quelques semaines, les jeunes recrues ont déjà pris une allure militaire. Scandant le pas, chantant les marches tchèques et slovaques qui annoncent de loin, dans les rues étroites de cette ville, l'approche d'un détachement, ces jeunes homme saluent leurs chefs en les fixant fièrement, les yeux dans les yeux.

Les nouvelles qui arrivent de Bohême à ces soldats sont terribles; celles de Slovaquie ne valent guère mieux.

« Personne, me disait ce matin un officier qui quitta Prague il y a un mois, ne peut se figurer ce qui se passe là-bas. Le massacre des étudiants ne fut qu'un épisode. Chaque jour, la Gestapo arrête des patriotes, persécute, emprisonne, réquisitionne, torture. Nous avons tous des comptes à régler avec nos bourreaux et nous sommes reconnaissants à la France de nous fournir les armes qui nous permettront, aux côtés de nos grands Alliés, de venger nos morts et de libérer notre pays du joug hitlérien. »

Malgré les menaces de mort, à Prague, à Brno et dans toutes les villes de l'ancienne république que présidèrent MM. Masaryk et Benès, chaque soir les patriotes cherchent à capter les émissions de Londres et de Paris afin d'avoir des nouvelles du front et savoir ce que fait l'armée tchécoslovaque de France.

« Que de fois nous avons risqué notre vie pour apprendre ce que devient notre nouvelle armée nationale! me disait un officier arrivant pour la première fois au camp. Comme nos cœurs battaient à l'unisson des vôtres et comme, le soir où les avions anglais ont survolé Prague, nous avons senti que la victoire viendrait!

« Les Allemands ont réalisé contre eux l'unanimité de l'opinion. Ils voient grandir partout la colère du peuple et l'hostilité de toutes les classes. Lorsque les escadrilles de l'armée du général Ingr pourront venir au-dessus de « la ville aux cent tours » et survoler le Hradshany, la Bohême apprendra que la délivrance est certaine et saura faire son devoir. »

Le 7 mars, l'armée tchécoslovaque a prêté serment. Les Allemands, qui raillaient cette jeune armée, auront bientôt l'occasion de voir que le lion de Bohême est toujours vivant.

ROBERT VAUCHER.

LES ACADÉMIES DE PROVINCE AU TRAVAIL

L' « Association bourguignonne des Sociétés savantes », que préside M. Estaunié, et qui compte trente-deux Sociétés littéraires et savantes réunies autour de la vieille Académie de Dijon, a tenu cet été son Congrès annuel dans la charmante ville du Creusot perdue dans la verdure de ses côteaux et de ses genêts dorés.

Le Congrès était présidé par l'ambassadeur de France, M. Paléologue, assisté du duc de Broglie, de M. Georges Duhamel et de plusieurs autres membres de l'Institut, le comte de Laborde, MM. René Baschet et Eugène Schneider ; celui-ci avait tenu à mettre une partie de sa belle et vaste résidence à la disposition de ces grandes assises intellectuelles, auxquelles participaient des délégués d'Auvergne, du Berry, de la Franche-Comté et de la Suisse romande.

Les communications furent très nombreuses et présentèrent la plupart des aspects historiques, littéraires, scientifiques et industriels du « Grand-Duché d'Occident ». Par une heureuse innovation, le Congrès avait organisé une section spéciale des produits miniers et industriels de la Bourgogne. Il est bien que les Sociétés savantes se préoccupent des ressources minières et autres de leurs régions qu'elles peuvent le mieux étudier sur place. Les ressources de la France ne sont faites que de celles de ses provinces. M. Eugène Schneider présida cette section en une ville née tout entière des mines et de l'industrie du verre et du fer par le puissant effort de plus de cent soixante ans de ses ancêtres et du sien.

Le colonel Carnot, qui est, on le sait, l'un des voisins du Creusot, en sa demeure ancestrale de Nolay, près d'Autun, y rappela comment le grand Carnot, « l'organisateur de la victoire », fit appel, en 1793, aux verriers du Creusot pour fondre des canons qui assurèrent la

défense de la République ; M. Albert Mirot présenta d'intéressants documents sur les mines de la région au XVIIe siècle ; M. Jules Toutain, l'animateur des fouilles d'Alésia, exposa les procédés métallurgiques des Éduens et des Sénons, et M. H. Baurant nous donna les résultats des derniers sondages du bassin houillier d'Épinac.

A la section d'histoire, que présidait le colonel Carnot, l'abbé Chaume, le savant historien de la Bourgogne, nous présenta les anciens et rudes seigneurs de Couches et les origines de la maison de Damas ; M. Forestier montra que l'étude des traditions populaires en Bourgogne n'est pas nouvelle puisqu'elle résulta d'une initiative des « Annales de Bourgogne » ; pas davantage nouvelle, nous dit M. Pocquet du Haut-Jussé, l'introduction des impôts dans le comté de Charolles, dans la seconde partie du XIVe siècle, par le vaillant duc Philippe le Hardi ; M. Léon Mirot fit un remarquable historique du Père Bernard de Sainte-Thérèse, évêque de Babylone, fondateur des « Missions étrangères » ; et M. Henri Pensa rappela comment la bibliothèque du vieux collège des Godrans était devenue celle de la ville de Dijon. A la section des dialectes, M. Dauzat exposa ce que doit être le nouvel atlas linguistique de la France et particulièrement l'atlas bourguignon.

Aux sections d'archéologie, M. Jeanton montra les traces de la persistance dans le Mâconnais du culte celtique du bélier, protecteur du foyer ; le chanoine Contant décrivit les beaux vitraux du XIIIe siècle de l'église de Semur ; le docteur Lafourcade rechercha les traces près de Nancy de la fameuse bataille où Charles le Téméraire trouva la défaite et la mort ; M. Gremaud communiqua deux lettres de Mérimée sur la crypte de Saint-Bénigne de Dijon.

A la section des sciences, M. Boutaric parla avec sa haute compétence des éphémères du monde minéral, les éléments radio-actifs naturels et artificiels ; M. Bidault de l'Isle montra comment on peut défendre les vignes par les fumées.

On entendit encore de fort intéressants travaux des docteurs Denis et Dufour, de MM. Dulac et Goubeau sur les insectes et la flore de la région, de MM. Blin, Dumont, Maxime Reymond et beaucoup d'autres sur lesquels nous aurons l'occasion de revenir.

Nous avons à peine besoin d'ajouter que le Congrès visita les gigantesques usines du Creusot en plein travail, et les admirables œuvres de solidarité, — hôpital général, pouponnière, maison d'enfants, colonies de vacances, — qu'anime avec une ardeur maternelle et une inlassable énergie la charmante Mme Eugène Schneider.

La vieille « Académie de Besançon », comme beaucoup de Compagnies de nos provinces, se préoccupe du problème vital de la natalité en France. Notre natalité était déjà en baisse avant la guerre de 1914-1918. Après cette guerre elle a continué de diminuer, tandis que l'Allemagne et l'Italie trouvaient les ressources nécessaires pour obtenir des excédents de natalité singulièrement menaçants.

Tous les démographes savent que le problème est surtout financier. Et c'est bien ainsi que l'entend le docteur Paul Robert, dans les derniers *Mémoires* de l'Académie de Besançon. S'il réclame un « climat moral », ce qu'il demande surtout ce sont des allocations familiales, et avant tout aux familles capables de donner les meilleurs enfants et au moindre prix, c'est-à-dire aux paysans. On sait que, depuis la publication de ces *Mémoires*, des décrets pris par le gouvernement ont réalisé une partie de ces vœux.

Les mêmes *Mémoires* contiennent une étude de M. Gazier sur le premier disciple bisontin de Fourier, le célèbre utopiste, qui ne fut connu d'ailleurs que par ce premier disciple, Juste Muiron ; le chanoine Quinnez trace un remarquable historique de deux antiques églises de Besançon, aujourd'hui disparues, Saint-Jean Baptiste et Saint-Martin de Brégille ; le commandant Four rappelle la vie du général J.-L. Ferrand, qui se tua à Saint-Domingue, en 1808, après la défaite de ses troupes ; M. Tournier résume la vie du célèbre architecte Nicolas Nicole, auquel on doit quelques-uns des plus beaux monuments de Besançon au XVIIIe siècle ; et le vicomte A. de Truchis, l'érudit secrétaire perpétuel de la Compagnie, décrit la belle monographie agricole du Doubs par M. Garapon.

La « Société de Cholet », dans son numéro du Cinquantenaire, nous donne une magistrale étude de M. Alfred Poilane sur une véritable énigme historique, qui a fait depuis près de trois siècles le désespoir de nombreux chercheurs : où se trouvait la grande ville de Segora, capitale romaine du « pays des métallurgistes », de la région de l'or, entre Nantes et Poitiers. L'auteur rappelle les nombreux travaux relatifs à cette recherche, que la disparition complète de la grande cité rendait particulièrement difficile, malgré les indications de la carte de Peutinger, et bien qu'une partie de la région des Mauges eût gardé le nom de Ségourie. Il fallut, en effet, une nouvelle exploitation des terrains aurifères de cette région pour retrouver, sous les ruines du vieux château fort de Foulques le Noir, construit vers 1020, dans une boucle de l'Èvre, les restes de l'antique cité.

Et des documents découverts sous ces ruines et aux environs, on

peut induire aujourd'hui, de façon presque indiscutable, qu'une tribu des Ligures, les Ségours, excellents métallurgistes, s'établit dans cette région pendant l'âge du bronze, environ quinze cents ans avant notre ère, qu'elle contribua grandement à répandre l'usage des métaux parmi les populations voisines, qu'elle découvrit et exploita les mines d'or, et qu'aux temps gallo-romains Segora était le grand marché de l'or dans l'ouest de la Gaule. Mais la domination romaine, aggravée par les luttes entre les empereurs, fut si pesante, si inhumaine, qu'elle provoqua la révolte des Bagaudes, et surtout des durs métallurgistes qui, entre 356 et 361, sous le cruel Constance II, brûlèrent la ville, les Romains, leurs mercenaires et toute leur clientèle. Il ne resta que des cendres et de nombreuses monnaies romaines qui ne vont pas au delà de Constance II. Rome a disparu de ces lieux pour toujours...

Dans son dernier *Bulletin*, la « Société de Cholet » rappelle comment, dès l'apparition des machines à tisser, des industriels comme Michel Boisteau introduisirent, dans le pays de Cholet, l'industrie de la chaussure, qui compte aujourd'hui cent trente usines occupant plus de huit mille ouvriers et réalisant plus de 200 millions d'affaires. M. Robert Labare continue l'histoire du collège de Cholet, disputé de 1835 à 1838 entre l'Université et le Clergé. M. Élie Chamard, l'érudit et dévoué secrétaire général de la Société, nous donne l'émouvant carnet de campagne d'Yves Chauveau. C'est le lamentable désastre, en 1870, de la magnifique armée de Metz. C'est encore à M. E. Chamard que nous devons de remarquables récits, véritables pages d'histoire, de trois épisodes de la Grande Guerre où le régiment de Cholet, le 77e d'infanterie, se conduisit héroïquement : le combat de Mondement, en septembre 1914, la défense de la cote 304, en avril-mai 1916, pendant la bataille de Verdun, et la prise de Chevreux en mai 1917, trois faits d'armes presque surhumains.

Les *Mémoires* de la « Société des Lettres, Sciences et Arts » de Bar-le-Duc contiennent une belle étude de M. H. de la Perrière sur un enfant de Bar, C.-A. Marson, qui fut commissaire du Directoire dans la Loire-Inférieure, une remarquable monographie du village-martyr, détruit par la guerre, Ornes, près de Verdun, dont les ruines mêmes ont disparu. L'auteur, le chanoine Charles Laurent, est le fils du dernier maire de ce bourg, qui avait résisté à plus de onze siècles d'histoire et d'invasions.

C.-M. Savarit.

LA SITUATION MILITAIRE

LA CAPITULATION DE LA FINLANDE

A l'heure où j'écris ces lignes, la capitulation de la Finlande est l'événement capital et tragique de la quinzaine passée. Elle provoque des réflexions pénibles pour nous, mais fécondes en enseignements. Nous avons grand besoin de réfléchir sur la conduite de la guerre, et même sur celle des questions qui en est la manifestation la plus concrète. Il semble que nous les ayons considérées, jusqu'à présent, sous un angle étrangement étroit. Si banal qu'il soit de répéter à satiété que les nécessités de la politique dominent tout et que tout doit s'y adapter, il faut bien y revenir. Nous nous bornons pratiquement sur ce sujet à des déclarations, à des affirmations que nous paraissons incapables de mettre dans nos actes. Notre impuissance est flagrante à imaginer, pour chaque problème concret que la politique pose à la stratégie, une solution technique convenable.

L'affaire de Finlande, bien qu'elle soit aujourd'hui terminée et qu'il ne semble pas y avoir de retour en arrière possible, peut-être précisément à cause de cela, nous offre un sujet d'études, fécond pour ceux qui désirent méditer sur la guerre et sur la manière de la conduire. Cette étude me permettra de montrer l'étendue du champ qui s'ouvre à ceux qui ont la volonté d'agir. A diverses reprises, lorsque j'ai parlé de l'action nécessaire, on m'a reproché, parfois sans aménité, de vouloir jeter nos soldats, tête baissée, sur la ligne Siegfried, au risque de provoquer ainsi une effroyable hécatombe. Que pouvais-je répondre à l'ignorance ? C'est précisément pour échapper à cette nécessité que je n'ai cessé

de préconiser l'action, c'est-à-dire la manœuvre diplomatique et stratégique, qui permettrait de tourner, d'éviter dans la mesure du possible la ligne Siegfried.

Comme il ne m'a jamais été permis, je ne sais pourquoi d'ailleurs, d'exposer des idées personnelles sur les opérations concevables pour l'avenir, je parlerai aujourd'hui du passé. On dira, et c'est vrai, que c'est plus facile, bien que je ne croie rien dire que je n'ai constamment essayé de faire comprendre. Mais je n'ai aucune prétention et il s'agit simplement de demander au passé quelques leçons qui permettent de voir plus clair dans l'avenir.

LA CAPITULATION DE LA FINLANDE EST UN SUCCÈS POUR L'ALLEMAGNE

Personne n'en doute plus, ni qu'elle soit pour nous un événement regrettable. Tout le monde convient donc, par le fait même, que cette victoire russe est aussi une victoire allemande. Comment donc s'expliquer que nous n'ayons encore jamais voulu considérer l'U. R. S. S. comme une ennemie ?

Le succès de l'Allemagne, en Finlande, n'est pas seulement moral ; il est matériel. Il est d'ailleurs très rare à la guerre qu'un succès moral n'ait pas des conséquences matérielles, tangibles. Cette fois, le lien est tellement étroit qu'il apparaît déjà dans le domaine de la politique pure.

Nous sommes entrés en guerre pour secourir la Pologne, rétablir la Tchécoslovaquie et, d'une manière générale, défendre les petites nations contre l'impitoyable voracité germanique. Or, qu'y a-t-il de changé, du fait de cette entrée en guerre ? Une seule chose : la politique que l'Allemagne pratiquait seule jusqu'alors est devenue aussi celle de la Russie. S'il n'y avait pas eu la guerre, il est peu probable que la Russie eût pu toucher aux provinces baltes, encore moins à la Finlande, puisque celle-ci était résolue à se défendre. Beau succès pour nous, en vérité !

La guerre, telle qu'une conception raisonnée nous ordonnait de la prévoir, devait être une guerre de coalition de toutes les petites Puissances européennes contre le danger de la domination allemande. C'est ainsi qu'agit l'Angleterre, au début du XIXe siècle, contre Napoléon Ier. Nous aurions dû considérer comme un événement heureux pour nous l'attaque de la Finlande, qui nous donnait l'occasion de manifester avec éclat nos résolutions, de montrer nos buts de guerre. A ces buts politiques positifs, nous avons cru pouvoir adapter une stratégie d'abstention. La contradiction était brutale. Elle devait, tôt ou tard, apparaître aux yeux de tous.

L'Allemagne avait adopté une ligne de conduite inverse, dès 1936, lorsque fut réoccupée la Rhénanie. Elle s'y est tenue avec une persévérance rigoureuse, capable d'ouvrir les yeux des plus aveugles, et elle continue. L'Allemagne, avec une habileté incontestable, épluche l'Europe feuille à feuille. Chacune de ses exécutions est adroitement localisée. Elle sait même, pour frapper chaque coup sans risque, obtenir l'abstention ou l'appui d'une victime future : la Tchécoslovaquie a préféré l'Anschluss de l'Autriche à la restauration d'un Habsbourg ; la Pologne a contribué au dépècement de la Tchécoslovaquie ; l'U. R. S. S. a donné le coup de grâce à la Pologne ; la Suède et la Norvège ont prêté la main à la mutilation de la Finlande.

A l'exemple de Bismarck, Hitler redoute les coalitions ; mais il n'emploie pas seulement sa diplomatie à les prévenir ; il supprime un à un ceux qui pourraient les réaliser. Nous l'avons laissé faire en temps de paix ; en guerre, nous avons continué.

L'Allemagne a donc amélioré, par la capitulation de la Finlande, sa propre situation auprès des neutres. Adossée à l'U. R. S. S., elle a sur son flanc nord les pays scandinaves, sur son flanc sud les pays balkaniques, devant elle la France et la Grande-Bretagne. Aux pays scandinaves, elle espère avoir imposé maintenant une neutralité définitive, dont nous pouvons craindre qu'elle soit en outre pour elle bienveillante. C'est la sécurité acquise pour son ravitaillement en minerais. Aux pays balkaniques, sa diplomatie va pouvoir parler avec plus de fermeté que jamais, sa liberté d'action militaire

étant devenue totale. La Russie n'est certainement pas en état de s'engager avant quelques mois dans de nouvelles et importantes opérations. Mais elle pourra faire profiter l'Allemagne de toutes ses ressources en matières premières et, malgré tout, représenter une menace éventuelle dont les États balkaniques devront tenir compte.

L'Allemagne inscrit en outre à son actif les désavantages que nous devons mettre à notre passif. Ils sont de deux sortes. D'abord le relèvement du prestige soviétique va donner au communisme, qui constitue chez nous un front de trahison, une force nouvelle ;

Ensuite le blocus doit être sérieusement reconsidéré ; la brèche que crée la Russie risque de le rendre inopérant. Nous mettons toute notre énergie à interdire à l'Allemagne les routes de la mer et nous lui laissons le libre usage des voies terrestres. C'est encore là une contradiction de notre politique de guerre difficile à expliquer. La colonisation de la Russie par l'Allemagne n'est cependant pas une affaire qui puisse être traitée à la légère ; elle peut avoir des conséquences de nature à peser même sur l'après-guerre.

C'est d'ailleurs, soulignons-le en passant, une erreur grave à mettre au compte de notre conception un peu simple de la guerre, de croire qu'on peut, dans l'état de guerre, négliger ses intérêts normaux du temps de paix, sous prétexte que la guerre n'est qu'une crise passagère et que la victoire arrangera tout. Il serait beaucoup plus avisé de profiter de cet état de guerre pour résoudre des difficultés intérieures et extérieures souvent insolubles dans les conditions normales de la vie en temps de paix. Il n'y a pas lieu de nous féliciter d'être en guerre ; mais nous y sommes ; profitons-en. Hitler n'agit pas autrement et nous le laissons faire.

CONSIDÉRATIONS STRATÉGIQUES SUR LE PASSÉ

Était-il possible de secourir la Finlande ? Nous étions prêts à le faire, nous a-t-on dit. On entend cependant nier maintenant que ce fût possible. C'est qu'on continue de tout brouiller : la politique, la stratégie, la technique. La

première condition d'une action de guerre, c'est qu'elle ait une base politique solide ; s'il n'est pas possible de la lui donner, mieux vaut n'en pas parler. Or, nous lisons dans un article du *Times*, attribué à son conseiller militaire : « Il eût été possible qu'une campagne en Finlande n'eût d'autre effet que de rendre l'aide allemande si nécessaire à la Russie que celle-ci eût été forcée de conclure avec le Reich l'alliance militaire qu'elle semble actuellement vouloir éviter. »

Le bout de l'oreille percerait-il ? Faut-il encore croire au danger que présenterait un accord militaire des Soviets avec les Allemands ? Mais devons-nous supposer que cet accord n'existe pas déjà, sinon sur le front occidental, du moins sur tous les autres, ce qui revient au même ? Serait-ce donc là la véritable raison pour laquelle nous n'avons pas été en Finlande ?

L'intervention en Finlande suppose l'entrée en guerre contre les Russes, pour cette simple raison, toute de bon sens, qu'en nous rangeant aux côtés des Finlandais nous allions nous battre contre leurs ennemis, lesquels étaient les Russes. S'il fallait d'abord trouver un biais pour nous battre contre les Russes, sans faire la guerre à la Russie, je suis aussi d'avis qu'il valait mieux y renoncer. Mais alors, n'incriminons pas les Suédois et les Norvégiens et reconnaissons franchement que, comme eux, nous ne voulions pas entrer en guerre contre la Russie.

Mais cela n'a pas été notre cas. Nous étions parfaitement décidés à nous battre contre les Russes et, si nous n'avons pas été en Finlande, c'est que, pour des raisons techniques, il n'a pas paru possible d'y parvenir autrement que par la Suède et la Norvège, solution rendue impossible par l'opposition des Suédois et des Norvégiens eux-mêmes. Nos techniciens avaient-ils tort ? avaient-ils raison ? Tout dépend de la manière dont le problème leur a été posé. Si on leur a dit, le 15 février, qu'il s'agissait d'envoyer cent mille hommes aux Finlandais par Petsamo pour renforcer les défenseurs de la ligne Mannerheim, dans l'isthme de Carélie, ils n'ont pu que répondre, avec un sourire, que ce problème était insoluble. Petsamo était occupé par les Russes et il y avait quatre cent cinquante kilomètres à franchir, par une très bonne route, il est vrai, pour gagner la voie ferrée à Rova-

niemi. Il n'y avait aucune possibilité d'atteindre en temps utile l'isthme de Carélie.

Il fallait intégrer le problème du secours à la Finlande dans le problème général de la guerre et, pour cela, ne pas attendre le mois de février. Si, pour un motif quelconque, une décision ne pouvait être prise dès le mois de décembre, nous devions assurer par tous les moyens au maréchal Mannerheim ce qui lui était indispensable pour durer jusqu'au dégel. C'était là un minimum.

Nous avons été à Genève ; c'était bien, à la condition d'en profiter pour autre chose que pour placer quelques discours. Il fallait, dès ce moment, avoir pris nos résolutions. Ceux qui ne veulent qu'à retardement sont assurés de ne jamais réussir à la guerre. A Genève, nous pouvions le plus facilement poser la base politique des opérations à entreprendre. Bien orientés, nos représentants à l'Assemblée eussent peut-être réussi à forcer la main aux Norvégiens et aux Suédois. Pris à propos, ceux-ci eussent eu beaucoup de peine à se dérober.

Mais supposons que le passage par la Norvège et la Suède nous ait été fermé sans rémission. Fallait-il renoncer pour cela ? Je ne crois pas qu'il eût été habile de nous l'ouvrir par la force. Il y a des choses que nous, Français et Anglais, nous n'avons pas le droit de faire. Une considération s'imposait néanmoins. L'intelligence stratégique de la guerre exigeait que le théâtre des opérations s'étendît définitivement à la Finlande. La technique était-elle si pauvre qu'elle ne fût susceptible que d'une solution ? C'est une chose irritante de rencontrer tant de techniciens qui n'usent de leur science que pour justifier leur impuissance. Au-dessus de la technique, il y a toujours la volonté. Celui qui veut trouve toujours quelque solution ; celui qui ne veut pas n'en trouve jamais. Ce qui devait manifester la volonté de l'homme d'État, c'était la résolution de ne plus ménager l'U. R. S. S. ; mais il avait raison de ne pas vouloir jeter dans les bras de Hitler la Norvège et la Suède, de laisser au contraire celui-ci attaquer ces deux pays si notre intervention provoquait la sienne. Ce qui devait manifester la volonté du technicien, c'était de profiter de la voie que lui ouvrait l'homme d'État. Sur les points où un premier contact pouvait s'établir entre les forces de l'U. R. S. S.

et les nôtres, l'U. R. S. S. était extrêmement vulnérable.

Ces points étaient d'abord Petsamo où les Russes s'étaient établis. Mais comment s'y seraient-ils maintenus, si nous les y avions bloqués par la mer, tandis que les Finlandais les attaquaient par la terre ? Un autre point, plus sensible encore, était Mourmansk. Les quelques bateaux soviétiques qui croisaient dans l'océan Glacial étaient incapables de tenir devant une escadre franco-britannique. L'occupation de Mourmansk aurait eu des conséquences incalculables ; mais, même sans aller jusque-là, le blocus de Mourmansk plaçait Petsamo dans une situation désespérée.

A Petsamo, nous devions créer une base et organiser pour le trafic la route de Rovaniemi. Combien de problèmes de cette sorte avons-nous résolus de 1914 à 1918 ? On a dit que l'hiver finlandais ne permettrait pas à des Français de vivre dans ce pays ? N'avons-nous pas vécu à Mourmansk de 1917 à 1919 ? C'est affaire de vêtements, de nourriture et de logement. Il ne s'agissait pas d'envisager des opérations actives au fort de l'hiver, mais d'assurer d'abord aux Finlandais des communications certaines avec les Alliés, pour leur faire parvenir tout ce qui leur était nécessaire. Cela, fait à temps, eût suffi. Il ne fallait pas plus d'une dizaine de mille hommes pour commencer.

Que pouvaient faire les Allemands ? S'ils entraient en Suède et en Norvège, nous y entrions aussi, et cette fois, directement par Narvik. C'était la fin pour eux du ravitaillement en minerais ; c'est pourquoi ils s'en seraient bien gardés.

A l'approche de la belle saison, nous nous serions peu à peu renforcés pour nous préparer à des opérations plus actives. Pouvions-nous courir un danger sérieux ? Non, puisque nous avions derrière nous une base dont la maîtrise de la mer rendait la sécurité absolue. Si les événements nous y obligeaient jamais (il faut tout prévoir, même le pire), la retraite était facile le long d'une ligne de communications bien organisée. Il est certain que les Russes n'en auraient pas fini de longtemps avec la Finlande ; notre présence en force dans ces pays nordiques aurait représenté pour les Allemands une menace qui leur eût enlevé une partie de leur liberté d'action. Le blocus établi par les Alliés eut été de ce côté singulièrement renforcé.

La volonté et la force d'âme dominent à la guerre la politique et la stratégie. Mais, pour vouloir, il faut d'abord savoir ce que l'on veut et le savoir clairement. Il ne suffit pas de vouloir vaincre, sans trop savoir comment, et de mettre cette velléité en discours ; il faut la mettre en actes, ce qui ne se peut qu'après avoir tout prévu et tout bien pesé. C'est alors qu'on peut juger de la qualité de la volonté. Les faibles se dérobent devant la première difficulté ; les forts ne reculent que devant les impossibilités matérielles certaines et cherchent à les tourner. Quant aux techniciens, s'ils ne se sentent capables de résoudre que des problèmes faciles, ils ont tort de se croire de véritables techniciens. Pour vaincre, il faut accomplir des actes difficiles. La victoire est au terme de surenchères successives où le gagnant est celui qui renonce le dernier.

La stratégie, elle, n'est pas une science qui doive nous impressionner. Le vieux Moltke la définissait : un système d'expédients. Il voulait dire par là qu'elle devait fournir à l'homme d'État les solutions bonnes pour atteindre ses buts et ne jamais lui être opposée comme une barrière. Elle ne comporte aucune règle absolue ; elle n'est pas un art classique, ni de commande. Elle consiste simplement dans les méthodes qui conduisent pour chaque cas au résultat désiré, et c'est tout. S'il s'avère, dans un cas donné, qu'il n'y a aucune bonne méthode possible, alors il appartient à l'homme d'État de considérer de nouveau la situation, et de chercher, d'accord avec le stratège, une issue. L'homme d'État peut, à ce moment, battre sa coulpe ; le mérite du stratège est de n'en pas triompher et de trouver le moyen que cette situation ne devienne pas une impasse.

Tout ceci n'a pour fin que de montrer la nature du lien qui rattache la stratégie à la politique. La guerre de Finlande est un épisode de cette guerre ; elle n'a pas abouti à une impasse ; elle n'a été qu'une occasion manquée, peut-être faute d'avoir su vouloir.

GÉNÉRAL DUVAL,
en retraite.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LE TRAITÉ DE MOSCOU

La paix entre la Finlande et la Russie soviétique a été signée le 12 mars à Moscou. C'est un événement considérable et déplorable. Les conditions que la Finlande s'est résignée à subir sont beaucoup plus dures que celles qu'elle a rejetées en novembre. L'isthme de Carélie tout entier, avec son système défensif, Viipuri (Viborg) et son golfe, la plupart des îles du golfe de Finlande, tout le lac Ladoga et ses rives, les districts de la Finlande orientale à la hauteur du cercle polaire, — où les divisions soviétiques ont éprouvé de si rudes échecs, — avec la ville de Kuolajaervi, et, sur l'océan Arctique, la partie occidentale de la presqu'île des Pêcheurs d'où les Russes commanderont la sortie du golfe de Petsamo et les ports norvégiens, sont cédés à la Russie. Petsamo, c'est-à-dire la sortie sur l'océan du Nord, est rendu à la Finlande ; mais les Russes auront le droit de transit à travers ce territoire pour atteindre la côte norvégienne de l'Atlantique. En outre, un chemin de fer devra être sans délai construit entre Kandalakcha, au fond du golfe de la mer Blanche qui s'enfonce dans la direction de l'ouest, et Kemijaervi, d'où une ligne déjà existante rejoint Tornéa, au fond du golfe de Botnie. La presqu'île de Hangoe, qui commande l'entrée du golfe de Finlande et à propos de laquelle avaient échoué les négociations de novembre, est cédée à bail à la Russie pour trente ans, moyennant 5 millions de marks finlandais, afin d'y établir une base navale. La Finlande perd un territoire peuplé de 500 000 habitants qui se hâtent d'émigrer, une région riche en industries, en forêts, en mines, en cultures. Le désarmement ne lui est pas imposé et l'esprit de l'armée reste excellent, mais elle perd ses défenses naturelles ; elle est encerclée comme la Bohême après Munich. Elle garde son régime démocratique ; la guerre a achevé de cimenter l'unité nationale et renforcé le goût de l'indépendance.

Comment la Finlande, sans avoir épuisé ses moyens de défense, a-t-elle été amenée à subir de si dures conditions ? Ce sont d'abord des raisons d'ordre militaire sur lesquelles nous n'insistons pas : extrême fatigue de troupes jamais relevées, formidables moyens, notamment en artillerie, mis en œuvre par l'armée rouge. Mais il y a d'autres raisons. Ce sont les Russes qui ont pris l'initiative de propositions de paix, en ayant soin de dissimuler leurs exigences, d'abord (22 février) par l'intermédiaire de l'Angleterre ; lord Halifax refusa de transmettre leurs propositions ; ensuite par la Suède, à l'instigation de l'Allemagne. Jusqu'à une date récente, le Reich assistait sans déplaisir aux échecs de son partenaire communiste dont l'impuissance le mettait à sa discrétion et qui se voyait obligé de payer en concessions d'ordre économique les concours techniques qui lui étaient prêtés. Mais, du jour où il fut certain et imminent que la France et l'Angleterre étaient prêtes à venir au secours de la Finlande et à prendre les moyens nécessaires pour y parvenir, l'Allemagne décida d'arrêter la lutte. Si les Alliés débarquaient des troupes en Norvège ou à Petsamo et les acheminaient vers la Finlande, l'Allemagne se verrait obligée d'envoyer une armée en Suède et se trouverait, au moins pendant un certain temps, privée des minerais de fer du nord de la Suède dont elle ne peut se passer. Elle avait hâte, en outre, d'empêcher l'énorme gaspillage d'essence, de munitions et d'engins de guerre par l'armée rouge en Finlande. La Suède avait jusque-là envoyé des armes, des vivres, des munitions, des volontaires aux Finlandais et l'opinion se prononçait avec une énergie croissante pour que le libre passage fût laissé aux Alliés allant au secours de la « sœur finlandaise ». L'Allemagne agit donc avec une insistance menaçante à Stockholm et à Oslo sur les deux gouvernements qui n'osèrent pas résister. Les Suédois menaçaient, si les Alliés débarquaient, de ne plus rien envoyer aux Finlandais, d'enlever les rails et de couper le courant électrique.

Le 11 mars, M. Chamberlain aux Communes, le 12, M. Daladier à la Chambre ont l'un et l'autre précisé que, depuis le 26 février, des troupes françaises et polonaises étaient prêtes à s'embarquer, mais que la Finlande n'avait pas fait aux Alliés l'appel qui, aux termes de l'article 16 du pacte de la Société des nations, leur aurait permis de réclamer le libre passage à travers la Norvège et la Suède. En effet, les réserves ajoutées par M. Unden à la déclaration des États scandinaves du 1er juillet 1936, visaient l'application des sanctions, mais ne s'appliquaient pas au droit de passage. Le 7 mars, le gouver-

nement français envoyait à Helsinki un message pour avertir le gouvernement finlandais qu'on n'attendait que son appel. M. Tanner répondit qu'il appartenait au Parlement d'en décider. Depuis le 4, les négociateurs étaient à Moscou. « On nous avait avertis, a déclaré M. Koht, ministre des Affaires étrangères de Norvège, que si nous permettions aux deux grandes Puissances occidentales de se servir des territoires suédois et norvégien contre l'Union soviétique, l'Allemagne considérerait ce geste comme un acte hostile et réagirait immédiatement. Nous aurions été entraînés dans la grande guerre et notre pays serait devenu le champ de bataille des grandes Puissances. » Le 2 mars, les ministres de France et de Grande-Bretagne firent à Oslo et à Stockholm une démarche pour demander si, au cas où la Finlande ferait appel à leur concours, la Norvège et la Suède accorderaient le passage. La Suède, le 3, et la Norvège le 4 répondirent négativement. Le 11 la Finlande, sur le point de capituler, fit un nouvel appel aux deux Puissances nordiques sur l'amitié desquelles elle croyait pouvoir compter. C'est à la suite de leur refus, dans la matinée du 12, que les plénipotentiaires finlandais reçurent l'ordre de signer. Il a été révélé qu'une grande partie des armes et des munitions envoyées par les Alliés est restée en souffrance sur les chemins de fer de Scandinavie.

Le président Kallio, le maréchal Mannerheim, M. Tanner, ont exprimé en termes touchants leur gratitude envers la France et l'Angleterre. M. Daladier a fait tout ce qui était en son pouvoir pour secourir l'armée finlandaise. La signature du traité a produit chez les Alliés une impression aussi pénible qu'avait été spontanée leur admiration pour le courage des Finnois. Au Parlement l'émotion a été vive ; elle a soulevé des tempêtes et a favorisé l'esprit d'intrigue. Le gouvernement a donné sa démission. Aurait-on pu faire mieux ? Sans nul doute. Mais il aurait fallu agir avec résolution dès les premiers jours, car il fut tout de suite évident que, malgré leur héroïsme et leurs succès, les Finlandais finiraient par succomber sous le nombre. Il est possible qu'à ce moment-là la Suède et la Norvège se fussent laissé forcer la main. Notre respect d'un droit international dont nos adversaires font litière arrêtera-t-il toujours nos initiatives ?

Nous ne dissimulons pas d'ailleurs que l'envoi d'un corps expéditionnaire allié au secours de la Finlande présentait de grandes difficultés. Peut-être les Allemands auraient-ils profité de la circonstance pour occuper le Danemark. « Il serait insensé de prétendre, écrit

le Times, que nous n'avons pas souffert moralement et matériellement de l'échec finlandais. Mais il ne serait pas juste non plus de peindre en rose une campagne imaginaire en Finlande qui aurait pu, croit-on, conduire à la victoire, si les Alliés avaient profité de l'occasion. »

Dans son ordre du jour du 13 mars, le maréchal Mannerheim écrit : « Sans l'aide généreuse en armes et en équipements de la Suède et des Puissances occidentales, la lutte aurait été impossible. Malheureusement l'aide précieuse promise par les Puissances occidentales n'a pu être réalisée, nos voisins de l'Ouest, soucieux de leur propre sort, n'ayant pas permis de traverser leur pays. » Le président Kallio constate que la victoire morale est et demeure gagnée. « La déception a été profonde, ajoute-t-il, de l'attitude de la Suède et de la Norvège qui ont refusé le transit qui aurait pu nous permettre de résister victorieusement. » Dès le premier jour, la Suède avait donné la mesure de sa capacité de résistance en sacrifiant M. Sandler aux défiances de l'Allemagne. Le socialisme pacifiste a fait de terribles ravages dans le pays de Gustave-Adolphe et de Charles XII. Mais l'héroïsme et le malheur de la Finlande ont profondément remué l'opinion scandinave. C'est avec consternation qu'elle apprit la signature du traité. Les infirmières françaises traversant le pays ont été l'objet des manifestations d'une amitié enthousiaste. La plupart des journaux suédois déplorent amèrement la pusillanimité de leur gouvernement ; ils aperçoivent les périls prochains ; ils réclament le réarmement et l'alliance des trois pays scandinaves. La jeunesse de demain ne ressemblera pas à celle d'hier. Mais n'est-il pas trop tard ?

L'accès à la mer libre a toujours été un mobile essentiel de la politique de la Russie, quel que soit son gouvernement. La côte Mourmane, les rivages de la presqu'île de Kola sont, grâce au Gulf-Stream, toujours libres de glaces. Pour y trouver un débouché, Nicolas II avait fait construire le chemin de fer qui aboutit à Mourmansk ; le gouvernement soviétique fit achever, en 1933, le canal de la Baltique à la mer Blanche ; des milliers de malheureux koulaks astreints à ce travail y périrent. Le droit de passage stipulé par le traité de Moscou à travers le corridor finlandais qui aboutit à Petsamo indique l'intention des Russes d'atteindre un port norvégien. L'un des négociateurs finnois, M. Paasikivi, raconte que Molotof, au cours des négociations, invoquait le nom de Pierre le Grand. L'Union soviétique a poursuivi une politique plus impériale que communiste. Il a abandonné, au moins provisoirement, le gouvernement

bolcheviste de Kuusinen avec lequel il avait conclu, le 2 décembre, un pacte d'amitié. Mais, même du point de vue russe, le démembrement de la Finlande apparaît comme une erreur. Il eut été plus habile et plus généreux de respecter la population et les territoires finnois. A en croire certaines informations, Molotof expliquerait de si injustes exigences par la nécessité de compléter le système défensif de la Russie pour le cas d'une guerre avec l'Allemagne. Nous n'en sommes pas là. L'Allemagne vient de rendre à la Russie un service signalé en l'aidant à sortir des embarras où la mettait cette guerre ; jamais son emprise économique et politique n'a été plus forte sur le gouvernement de Staline. Le traité de Moscou, imposé sans que l'armée rouge ait vaincu son faible adversaire, est un succès pour l'Allemagne plus que pour la Russie.

LE PLAN RIBBENTROP

Le rétablissement de la paix entre la Russie et la Finlande trouve son explication dans une série d'autres faits dont l'ensemble constitue la préparation d'une offensive de paix. C'est l'exécution du plan Ribbentrop. Le ministre des Affaires étrangères du Reich s'était porté garant auprès du Fuhrer que, si la destruction de la Pologne s'exécutait rapidement, ni l'Angleterre ni la France ne feraient la guerre. Il veut avoir eu raison ; il cherche à mettre fin aux hostilités avant qu'elles aient sérieusement commencé et à conclure une paix qui laisserait à l'Allemagne tout le profit de ses brigandages, qui lui permettrait de rétablir ses finances et son économie, d'organiser le puissant bloc germano-russe auquel faisait allusion un récent article de la *Frankfurter Zeitung* et de reprendre avec des forces irrésistibles la soumission du monde aux volontés du Fuhrer. Par la capitulation de la Finlande, il a cru terroriser les neutres en même temps qu'il jetterait l'alarme dans l'opinion en Angleterre et en France et y susciterait des troubles intérieurs. Sur ce point, ses calculs sont déjà déçus, car s'il y a eu quelque émotion dans le pays et dans le Parlement, elle n'a d'autre résultat qu'une résolution de conduire la guerre plus énergiquement et de remanier à cette fin le gouvernement. Il a cru que le voyage de M. Sumner Welles lui offrirait une occasion favorable et qu'il pourrait obtenir le concours des États-Unis.

L'envoyé du président Roosevelt, le Président lui-même et, une fois de plus, le 18 mars, dans les termes les plus formels, le secrétaire d'État Cordell Hull, ont déclaré que la mission de M. Sumner Welles

n'avait qu'un objet d'information, qu'il « ne participe à aucune négociation » et que « le gouvernement désire détruire complètement l'impression que les États-Unis pourraient s'associer directement ou indirectement à une offensive de paix quelconque émanant des États totalitaires ». Personne ne mettra en doute la parole de l'éminent secrétaire d'État. Il reste donc que c'est Hitler et Ribbentrop qui se sont présentés en demandeurs à M. Sumner Welles et qui lui ont fait connaître les conditions selon lesquelles ils souhaiteraient rétablir la paix et les bases sur lesquelles ils se proposeraient d'établir la vie économique des nations. Si les conditions que le gouvernement du Reich, dans sa magnanimité, consentirait à offrir, — vraisemblablement une petite Pologne autour de Varsovie sous la triple garantie de la Russie, de l'Italie et de l'Allemagne, et une minuscule Tchéquie vaguement autonome sous un protectorat allemand, — n'étaient pas acceptées par les Puissances occidentales, l'armée allemande passerait à l'action et mènerait une guerre totalitaire. Le *New York Post* écrit : « Hitler n'a pas offert un plan de paix, il a émis un ultimatum exigeant non seulement la domination de l'Europe, mais la soumission à sa volonté du continent tout entier. » Il est probable que, dans leurs entretiens privés avec M. Sumner Welles, les grands personnages du nazisme tinrent un langage plus mesuré.

Pour faire aboutir son projet, M. de Ribbentrop avait besoin de concours. Il espérait avoir gagné celui de l'envoyé américain qui quittait Berlin le 3 pour Lausanne et Paris où il arrivait le 7. Aussitôt, M. de Ribbentrop préparait son voyage à Rome et faisait demander au Pape de le recevoir en audience ; il arrivait à Rome dans la matinée du 10 et était reçu par le Duce. Sa visite avait un résultat immédiat : la presse italienne, qui jusque-là était favorable à la Finlande, changeait de ton ; la veille, elle raillait les Puissances occidentales pour leur lenteur à secourir les Finlandais ; le lendemain, elle déclarait que l'intervention franco-britannique perdait la Finlande ; seul l'*Osservatore romano*, organe du Vatican, protestait contre une pareille assertion. Le ministre des Affaires étrangères du Reich espérait bénéficier du mécontentement suscité en Italie par la saisie des bateaux chargés de charbon allemand à leur départ de Rotterdam. Mais déjà l'affaire était arrangée ; l'Angleterre relâchait les bateaux et l'Italie s'engageait à ne plus charger de charbon allemand en Hollande. Le but principal de Ribbentrop était d'associer le gouvernement italien et le Saint-Siège à son offensive de paix ; il trouvait la meilleure volonté chez le Duce qui souhaiterait sortir de la délicate

situation où l'a mis la guerre. Le 11, Ribbentrop, avec sa suite, arrivait au Vatican dans des voitures pontificales qui, contrairement à l'usage, ne portaient pas le drapeau national allemand rouge avec la croix gammée. La visite que Hitler avait dédaigné de faire à Pie XI, Ribbentrop la rendait à Pie XII. La veille, le Fuhrer, dans un discours, invoquait « la Providence » pour la victoire des armes allemandes. L'audience avait une durée inusitée, plus d'une heure; elle était suivie d'un entretien presque aussi prolongé avec le secrétaire d'État, cardinal Maglione. On peut tenir pour vraisemblable que le ministre du Reich a tenté d'utiliser, aux fins de son plan de pacification, le naturel amour de la paix qui est dans le cœur de Pie XII. Ne pourrait-il pas, puisqu'il recevra M. Sumner Welles, le convaincre que l'heure serait favorable pour une initiative américaine? Il est certain que le Pape n'a pas laissé passer l'occasion de faire entendre à Ribbentrop quelques vérités sévères sur l'odieuse oppression des catholiques en Pologne et en Tchécoslovaquie. Sur tout ce qui s'est dit, nous ne possédons aucune précision. Le lendemain, Hitler adressait au Pape, à l'occasion de l'anniversaire de son élévation, un télégramme de félicitations. Aucune palinodie ne coûte à de tels comédiens. De telles démarches révèlent à quel point les Allemands ont besoin de la paix.

Quant au résultat, le voici. Le 16, à propos du traité de Moscou, l'*Osservatore romano* écrivait : « La paix qui vient d'être conclue est un acte d'arbitraire et de violence. Si elle ne déshonore pas la Finlande, elle offense la conscience européenne. » Le 15, *la Croix*, dans un article officieux, précisait que le Pape est opposé à une paix « qui ne serait pas juste et stable, dans l'indépendance et l'honneur de toutes les nations, grandes et petites, avec la garantie d'organes internationaux appropriés, de relations économiques normales et de désarmement effectif ». Le Pape est en plein accord avec le président Roosevelt. Celui-ci, déjà en possession de rapports télégraphiques de son envoyé, déclare dans un admirable discours (16 mars) : « La paix ne peut être véritable si les petites nations doivent vivre dans la crainte de voisins puissants. La paix est immorale si la garantie contre l'invasion doit être payée d'un tribut. La paix ne peut être sage si elle refuse la connaissance de ces idéaux qui permettent au monde de trouver un terrain commun d'entente. La paix ne peut être juste si elle oublie Dieu... J'ai confiance dans l'ultime triomphe des idéaux de justice, de fraternité, de bonté et de foi qui ne peuvent pas mourir. »

Est-ce pour assurer le triomphe d'un tel idéal que le Duce et le Fuhrer se sont rencontrés le 18 au Brenner et ont eu ensemble un très long entretien ? On a le droit d'en douter. S'agit-il, comme on l'a dit, d'obtenir de Hitler quelque concession qui rende plus présentable le plan de paix de Ribbentrop ? Est-ce Hitler qui aurait insisté pour obtenir de son partenaire de l'axe un concours plus actif, une réconciliation avec le camarade Staline ? N'aurait-il pas été question entre eux d'un partage des Balkans ? Nous ne croyons pas que l'Italie abandonne la « non-belligérance »; elle a pour s'abstenir de nombreuses raisons, notamment d'ordre financier. M. Sumner Welles, revenu à Rome après son séjour à Londres et une seconde visite à Paris, a eu avec le Duce et le comte Ciano des entretiens que l'on nous dit « décisifs ». On en infère témérairement que c'est à son instigation que M. Mussolini a rencontré Hitler. L'envoyé de M. Roosevelt a été reçu, le 18, en une longue audience, par Pie XII. Il a de nouveau conversé avec le comte Ciano, après le retour de M. Mussolini du Brenner, et il s'est embarqué à Gênes le 20, muni de tous les renseignements qu'il peut souhaiter. On nous promet très prochainement « une surprise majeure ». Sera-ce la bombe d'une « offensive de paix » destinée à faire long feu ou bien l'annonce de quelque nouvelle conjonction machiavélique ? Comme disait Clemenceau : « Nous faisons la guerre. »

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

le
un
on
ré-
ait
us
ns
ons
our
er.
et
des
ent
ler.
ice,
près
nes
ous
mbe
nce
sait



LE PHARE DE HAZARD

QUATRIÈME PARTIE (1)

I

Toujours pas de nouvelles de Ketty, toujours pas de nouvelles de David Forbes. Personne ne savait ce qu'ils étaient devenus et chacun, naturellement, émettait sur les causes de leur disparition les hypothèses les plus folles. Les uns pensaient que David Forbes avait dû tuer sa fille et se tuer ensuite et qu'on retrouverait leurs cadavres un de ces jours. Les autres prétendaient qu'il l'avait emmenée au Mexique, qu'il l'avait fait entrer dans un couvent et que jamais plus elle ne reverrait la lumière du soleil.

Moi, la tête dans mes mains, je ne pensais rien. De temps en temps, un frisson glacé me secouait, des gouttes de sueur coulaient sur mon front : ces monstres affreux, aux ailes de velours sombre, qui s'appellent le doute et le désespoir, venaient de passer. Ketty venait de prendre à mes yeux l'aspect d'un de ces astres qui arrivent sur nous, du fond du ciel, qui illuminent un instant notre détresse et qui se reperdent dans l'infini. Alors, je portais mes poings à mes tempes, j'avais envie de crier comme une bête qui prend peur.

Un matin, j'étais, à marée basse, dans le port. Je pêchais des coquillages de vase. Du quai, un nègre m'appela. Je m'approchai.

(1) Voyez la *Revue* des 1er, 15 mars et 1er avril.

— Tu es Paddy Ortiz ? me dit-il. Viens... J'ai à te parler...

Il avait une bonne tête et il paraissait exténué de fatigue. Quand je fus arrivé près de lui, il se laissa tomber sur le sol, s'étendit tout de son long et, fermant les yeux :

— Oh ! la misère ! soupira-t-il. C'est le bon Dieu qui a fait les pieds et c'est le diable qui a fait les chemins !

— Qu'est-ce que tu me veux ? lui demandai-je.

Il rouvrit les yeux, se redressa à demi :

— Je viens de la part de Ketty Forbes !

— De la part de Ketty ? répondis-je. Oh ! attention, mon garçon ! Il y en a un, dernièrement, qui a joué avec ça et qui doit s'en souvenir encore... Tu es bien sûr que tu viens de la part de Ketty Forbes ?

— Oui, oui ! De la part de Ketty Forbes !... Je te le jure... tiens !... sur la Vierge !... sur les sept grands saints !... Si je mens, tue-moi !... Assieds-toi... là...

Et je m'assis.

— Où est-elle ? lui demandai-je.

— Ça, je ne peux pas te le dire !... Je n'ai pas le droit... Si je te le disais, tu irais la rechercher, et lui, le père, il comprendrait d'où c'est venu... et il m'arracherait le cœur !...

— Elle est loin d'ici ?

— Oui... assez loin... Tu vois dans quel état je suis venu jusqu'à toi !... Les pauvres pieds !...

— Mais où, à peu près ?... Parle !... Vois dans quel état je suis, moi aussi ! Et c'est mon âme qui saigne ? Sois mon ami !...

— Mais je suis ton ami !...

— Où est-elle ? En Floride ?

— Oui !... Ah ! et puis, non, ne m'interroge pas !... Tu finirais par me tirer les mots de la bouche et il me poursuivrait jusque dans la mort !... Il est pire que la peste !

— Elle est en bonne santé ?

— Oui... Pour ça, ne crains rien !... Elle m'a dit de te dire qu'il n'y avait rien à craindre, que jamais elle n'avait été plus vaillante... et qu'elle lutterait jusqu'au bout pour toi... Tu es content ?... Et elle est malheureuse !... elle pleure, et elle prie !... Elle a grande confiance en Dieu !...

— Comment t'appelles-tu ?

Il roula des yeux effarés :

— Oh ! ça, non !... Tu ne sauras pas non plus mon nom... Tu dois comprendre le danger que je cours, pour elle et pour toi...

— Et pourquoi le cours-tu, ce danger ? Qui t'y force ?

— Elle a été bonne pour moi !...

— Tu es à son service ?

— Non... Je la rencontre, de temps en temps, dans un village où elle vient, et où j'ai ma case, moi, et elle a consolé ma femme quand le petit est mort...

— Quel village ?

— Non, non ! N'essaie pas !... Je me coudrais plutôt les lèvres !...

— Et que veut-elle que je fasse ?

— Rien... Attendre... Il ne faut pas du tout que tu perdes patience...

— Et maintenant, je ne puis rien faire pour la revoir ?

— Non ! Rien !

— C'est elle qui ne veut pas ?

— Oui !

— Et pourquoi ?

— Parce que, maintenant, si tu faisais quelque chose, il te tuerait, et elle aussi, peut-être !...

— Quelle folie ! Conduis-moi jusqu'à lui, et tu verras qu'il sera bien sage, qu'il ne nous fera pas de mal !

— Oh ! fou toi-même ! Et il tuerait ma femme et mes deux fils !

— Tu es venu à pied ?

— Oui... J'arrive à l'instant...

— Et tu as fait la route en un jour ?

— Non ! Oh ! non !...

— En combien d'étapes ?

— Je ne peux pas le dire..., parce que, comme ça..., avec ton doigt, sur la carte...

— Et comment as-tu su que j'étais Paddy Ortiz ?

— Parce que je te connais !...

— Où m'as-tu vu ?...

— Je ne sais pas... Je ne sais plus...

Et se levant :

— Je vais m'en aller... Adieu !...

— Écoute-moi bien ! lui dis-je. Je t'en supplie à genoux !...

Tu es mon frère et il faut que tu aies confiance en moi !...

Et le prenant par le revers de sa veste, le serrant comme si j'avais voulu l'étrangler :

— Dis-moi où elle est, imbécile !

Il râlait à moitié :

— Ah ! mon Dieu ! Ah ! mon Dieu !... Je savais que ça finirait comme ça !... Grâce ! Pitié ! Tu dis que je suis ton frère et tu me fais mourir !...

Et se ressaisissant :

— Et, après tout, tu as raison ! fit-il. Tue-moi, à la face de Dieu ! Et il verra de quelle façon tu me payes de ce que j'ai fait pour elle et pour toi ! Va ! achève-moi !

Je le lâchai :

— Je te demande pardon !... Allons, viens boire avec moi !... Viens ! et parle-moi d'elle, encore... Tu as soif ?...

— Ah ! soif, oui ! répondit-il en passant sa langue sur ses lèvres. Et faim aussi !... Tu veux savoir comment elle est habillée ?... Oh ! une belle robe blanche, avec de petites fleurs rouges...

II

Il ne devait pas avoir mangé depuis plusieurs jours. Au City Hotel, où je l'emmenai, il avala une énorme platée de haricots, du poisson et de la viande. Il dévorait, sans un mot, avec une gloutonnerie telle qu'à deux ou trois reprises il faillit s'étouffer et que, pendant plusieurs secondes, je m'attendis à le voir s'écrouler sous la table. Puis, sa faim s'apaisa. Il posa ses deux mains sur son ventre, qui avait pris une jolie rotondité, il sourit avec une sorte de béate et puérile fierté. Sur quoi, je pus commencer à le faire boire. Du rhum, du bon rhum nouveau. La servante, qui était une grosse femme au cœur compatissant, me regardait sévèrement.

— Attention ! me disait-elle. Comme vous y allez ! C'est un pauvre diable qui n'a pas l'habitude... Avec ce rhum-là, il ne sera pas long avant d'avoir son compte...

— Ne vous inquiétez pas, répondais-je. Je veille sur lui.

Elle haussait les épaules, s'en allait. Le nouveau patron de l'hôtel était un Français. Il s'appelait M. Piétrefond. Elle me signala à son attention. Il regarda de notre côté, eut une

moue de laquelle on pouvait conclure qu'il ne prenait pas la chose au tragique et, de sa grosse main, sur l'épaule de la grosse femme, il donna une affectueuse petite tape. Elle s'éloigna, d'un air pincé. On l'y reprendrait à faire de la philanthropie !

Je me donnai alors tout entier à mon nègre. Il me regardait en riant, poussant son verre devant moi : je remplissais le verre, il le vidait, et, le repoussant vers moi :

— Mais vous ne saurez rien ! disait-il. Je tiens à ma pauvre vieille peau toute tannée par le soleil de la savane !

Au bout d'une heure de ce traitement, il commençait à donner sérieusement de la bande. Penché au-dessus de la table, ses deux bras allongés tout droit devant lui, ses deux mains accrochées à l'autre rebord de la table, comme si nous avions été menacés d'un affreux tangage, il roulait de gros yeux blancs qui, de temps en temps, se retournaient complètement. Et il disait :

— Ah ! Paddy Ortiz !... Brave Paddy !... Mon frère, hein ?... Le frère du pauvre nègre !... S'il est aimé, Paddy ? Oh ! Jésus !... et d'une petite fille qui est gentille, convenable !... Et propre !... Dès qu'il y a une tache, une petite tache grosse comme ça..., hop !... le torchon !... frotter, frotter !...

Quand je vis que le moment était enfin venu, je le pris par un de ces maigres poignets, je le secouai :

— Écoute, toi, dont j'ignore le nom !

— Hein ?...

Ses yeux tournèrent dans sa tête, comme s'il n'avait pas très bien perçu d'où venait la voix, et, finalement, semblant reconnaître un vieil ami qu'il avait perdu de vue depuis longtemps :

— Ah ! oui... Paddy... Quoi donc ?... Et appelle-moi, s'il te plaît..., voyons... appelle-moi : Captain Tout-le-Monde ! Compris ?

— Captain Tout-le-Monde, écoute ! J'aime Ketty Forbes ! Oh ! elle est ma vie, vois-tu..., ma lumière !... Dis-moi où elle est ?... J'irai la chercher et, je te le promets, il ne se passera absolument rien !...

Il ricana, me menaça gentiment du doigt :

— Oui, oui... on dit ça !... et le pauvre nègre, pan ! pan !...

dans le ventre... troué comme une passoire !... Très mauvais !

— Non ! n'aie pas peur, Captain Tout-le-Monde !... On ne touchera pas à un de tes cheveux !

Et l'agrippant maintenant par les épaules, pour le tirer du sommeil qui commençait à le terrasser :

— Dis ! Captain !... Holà !... Elle et moi, nous nous aimons ! Tu ne comprends pas, vieille brute ? Nous voulons tous les deux vivre selon Dieu ! Nous voulons avoir cinq, six enfants !... Peux-tu nous refuser ça ?... Même s'il y a un danger, un tout petit danger...

Et, plouf !... Il plongea en avant, sa tête de bois cogna sec contre la table. Ce qui, du coup, le réveilla. Il se dressa à demi, regarda autour de lui d'un air effaré :

— Où sommes-nous ?

Et, reprenant pied, me retrouvant :

— Paddy Ortiz, Captain Tout-le-Monde va aller se coucher !... Oh ! oui, dormir !... Très fatigué, Captain Tout-le-Monde !... Et foudroyante voie d'eau au-dessous de la ligne de flottaison !... La gîte s'accentue !... Brrr !... Et bonsoir !...

Il fit mine de se lever. Je le retins :

— Captain !... Infâme crapule ! Tu ne feras rien pour chasser le désespoir du cœur de ces deux pauvres êtres ?

Ses yeux se fixèrent sur moi. Il vit que j'étais en larmes, que mes lèvres tremblaient. Alors, il se rassit et, posant sa main sur ma main :

— Eh bien, me dit-il, prends ton couteau et écris dans le bois de la table ce que je vais te dire... oui... le nom du pays où elle est... Écris...

Puis il se leva brusquement, me regarda avec rage :

— Non !... Non, non !... Plus un mot ! cria-t-il. Comment faire pour échapper à tes sortilèges, serpent ? Où me fourrer ? Oh ! le cachot le plus profond ! La geôle la plus humide !...

Alors, j'abandonnai la lutte et, me levant à mon tour, je le laissai cuver son rhum.

III

Captain Tout-le-Monde m'ayant au moins appris que Ketty n'était pas à Saint-Augustin, je résolus, le lendemain même du jour où je l'avais rencontré, de quitter la ville

Je m'en irais au hasard, faute de savoir quelle direction je devrais prendre. C'était insensé, je le savais. Je n'avais peut-être pas une chance sur dix mille de retrouver Ketty de cette façon. D'autre part, il y a des gens qui disent que le bonheur vient en dormant. Moi, je pensais au contraire que, s'il y a un bon Dieu, il ne doit pas aimer qu'on attende le bonheur dans son lit.

Je sortis de Saint-Augustin par le sud, par le cimetière nègre. Un enclos bordé de cactus aux fleurs écarlates. Des tombes en terre gazonnée, surchargées d'offrandes et d'amulettes. Des marmites, des calebasses pleines de riz que dévoraient des millions et des millions de fourmis. Des oiseaux empaillés, des chaussures éculées, je ne sais quoi de touchant et, en même temps, de grotesque et d'immonde. Une croix fabriquée avec de vieilles boîtes de sardines enfilées dans des tiges de fer. Sur la tombe d'un enfant, un pot de lait, d'où, quand je passai, s'enfuirent en sifflant des couleuvres. Des nègres, par-ci par-là, des négresses qui priaient en poussant des gémissements suraigus et en se livrant à d'invraisemblables contorsions. Puis, leur prière finie, ils se relevaient, ramassaient avec beaucoup de calme les outils avec lesquels ils avaient remis de l'ordre dans leurs petits jardins mortuaires, et ils s'en allaient en sifflotant.

Au croisement d'une allée, je me trouvai nez à nez avec un Blanc, un homme d'une cinquantaine d'années, nu-tête, de longs cheveux grisonnants qui flottaient dans la brise, des yeux brûlants logés tout au fond d'orbites immenses, emplies d'ombre, et, en fait de vêtements, des loques, plus de trous que d'étoffe. Il vint à moi en grimaçant un sourire et, comme s'il me connaissait depuis toujours :

— Tiens ! me dit-il. Qu'est-ce que vous pouvez bien faire par ici ?

— Ma foi, répondis-je, légèrement interloqué, je n'en sais rien... Je passais... Mais, vous-même, que faites-vous ?

— Oh ! moi... Moi, je vais vous dire !...

Il prit mon bras et, au bout de quelques pas :

— Moi, je cherche une négresse qui s'appelait Paméla... Ah ! Paméla !... qu'elle était jolie !... Et qui est morte, il y a... Ah ! peu importe, la date !... Elle est morte !...

Il s'arrêta, passa la main sur son front de prophète :

— Le chagrin que j'ai eu ! fit-il. Tenez, comment vous expliquer ce que j'ai ressenti ?... Je n'avais même pas le désir de me tuer, même pas la force... J'avais le cerveau noyé de folie !... Et j'étais un homme considéré, auparavant... J'avais de beaux habits, de beaux chapeaux... Vous connaissez Fernandina ?... Eh bien ! là, sur le wharf, j'étais propriétaire d'un *boarding-house* splendide..., enfin, splendide pour l'époque..., ça remonte à trente ans... Un salon de bière et de whisky où on lisait les journaux et où tous les marins de Savannah et de Charleston qui relâchaient à Fernandina venaient faire la noce... Et maintenant, Paméla morte...

Et montrant, avec ses deux longues mains, son accoutrement :

— Voici !... Voici ce que je suis devenu !... Bizarre, hein ?... Pour une femme et, qui pis est, pour une négresse !...

— Et vous avez retrouvé sa tombe ?

Il me regarda, eut un petit rire du nez, et m'entraînant de nouveau :

— Mais taisez-vous donc ! fit-il. C'est justement là qu'est le comique, le savoureux comique de cette aventure !... Voilà une heure que je cherche sa tombe et je ne suis pas capable de la retrouver !... Hein ? ça n'est pas cocasse ?... Et j'ai passé des nuits, des nuits, des nuits !... sur cette tombe, sous les grandes pluies de mai qui faisaient de tout ça une bouillie !... j'ai passé des nuits à hurler !... Je n'ai pas été capable de retrouver sa tombe !... Vingt-huit ans après !... Enfin, ça n'est pourtant pas long, vingt-huit ans !...

Nous fîmes quelques pas en silence.

— Il y a tout de même, me dit-il enfin, un enseignement à tirer de ça... Vous ne trouvez pas ?...

— Lequel ?

— Eh bien ! je crois que nous faisons beaucoup d'histoires avec notre cœur, et que nous devrions essayer de nous conduire un peu plus en hommes... Hein ?... quel est votre avis ?...

— Mais je pense que nous n'y pouvons rien et que la souffrance fait de nous ce qu'elle veut !

— Ah ! c'est à discuter !... Moi, je crois qu'avec un peu de volonté... Je ne dis pas, comprenez-moi bien, que nous puissions nous dominer absolument et que les larmes nous

soient rigoureusement interdites. Non... Et, au contraire, ça fait du bien, les larmes... C'est la douleur qui sort... Mais de là à se prosterner dans la boue et à appeler une ombre qui est en train de partir comme une fusée vers les plus lointaines régions de l'espace et du temps !... ça, qu'est-ce que vous voulez, non !... c'est trop !...

Et comme nous étions arrivés à la porte du cimetière :

— Et de quel côté allez-vous, en attendant ? me demanda-t-il.

— Je n'en ai aucune idée, répondis-je. Moi aussi, j'appelle une ombre...

Il me regarda, ses deux sourcils touffus haut levés :

— Morte ?...

— Non... Disparue...

— Eh bien ! venez avec moi !... En route !... Et si je pouvais vous faire bénéficier de ma petite expérience et vous amener à considérer toutes ces choses-là sous l'angle d'une philosophie un peu plus sereine, un peu plus souriante... J'ai lu les philosophes, moi, autrefois..., quelques-uns... Platon... Magnifique génie, Platon !... et, ce qui ne gâte rien, garçon tout à fait amusant, plein d'esprit... Et de Platon, je suis passé dans les bras de Paméla !... Et voyez comme c'est curieux... J'ai cru avoir trouvé avec Paméla une vérité supérieure à celle de Platon !... la vérité des vérités !... Ce qui n'empêche pas que je ne serais même pas capable aujourd'hui de vous dire où sont couchés ses os... Quelle plaisanterie ! Réagissons, que diable !... et revenons à Platon !...

— Et de quel côté allez-vous vous-même ?...

— Je n'en sais ma foi rien, moi non plus !... Je tourne comme ça depuis vingt-huit ans... Quelle affreuse ronde, qui ne finira donc jamais !... Allons au Vieux-Château... Avec un peu de courage, nous y arriverons avant la nuit...

— Et qu'est-ce que c'est que le Vieux-Château ?...

— Oh ! une splendide bâtisse !... Et quel repos ! Quel silence !... J'y vais de temps en temps... Pourquoi pas ?... Tous les points du globe sont à égale distance de Platon... et de Paméla !...

— Et, en dehors de ce repos et de ce silence, qu'est-ce que nous y trouverons ?...

— Eh ! eh ! peut-être quelques serpents !...

Il rit, d'un grand rire claironnant, et nous nous mîmes en route.

IV

Nous gagnâmes tout d'abord la rive du Mantazas à la hauteur à peu près de l'île des Poissons, nous franchîmes le lit à sec de la crique Moultrie et, le soir, à l'heure où le soleil se couchait par delà la Grande-Cyprière, nous arrivions au Vieux-Château.

Pas gai, le Vieux-Château. C'était une ancienne forteresse espagnole. La mer était haute et l'entourait de trois côtés. De vieilles murailles moussues, à demi ensevelies dans les sables blancs de la dune. Tout autour, une aridité absolue, pas un brin d'herbe, une sorte de paysage lunaire et, à l'intérieur du château, une végétation luxuriante. C'était plein de bêtes, plein d'oiseaux, plein de renards, et, comme mon compagnon s'y attendait, plein de serpents.

— Nous entrons là-dedans ? demandai-je.

— Mais oui ! Bien sûr ! Vous n'allez pas me dire que vous avez peur ? Peur de quoi ? Qu'est-ce qu'on risque ?

— Mais... de crever !...

— La belle affaire !... Et je vous signale qu'il va pleuvoir... J'ai ma petite chambre dans une des tours... Nous y serons parfaitement à l'abri...

Et la première chose que nous aperçûmes en entrant dans cette petite chambre, ce fut, tout droit, dans un coin, dans le dernier rayon du soleil, un trigonocéphale à tête de cuivre, qui, pris de rage, se mit à faire sonner ses écailles. Il avait au moins quatre pieds de long.

— Oh ! qu'il est bête ! fit mon compagnon d'un ton enjoué. Mais nous ne te voulons pas de mal, petit idiot ! Nous te demandons simplement de nous laisser la place... Allons ! va jouer dehors !...

— Vous ne le tuez pas ? demandai-je, stupéfait.

— Le tuer ? Mais vous êtes fou !... Pourquoi le tuer ?... Ce sont de si charmantes petites bêtes... Peut-être seulement un peu irritables...

Et il le chassait vers la porte en agitant une feuille de fougère :

— Dépêchons-nous !... Ne faisons pas la mauvaise tête, s'il vous plaît !...

Exactement comme s'il s'était agi d'un petit mouton.

— Mais, dis-je, il ne va pas en venir d'autres, cette nuit ?

— Non, je ne crois pas, répondit-il. Les serpents n'aiment pas tellement la société des humains... Et, en tout cas, on a observé qu'un serpent ne mordait jamais un homme endormi...

Il se mit à rire :

— A moins, naturellement, que l'homme endormi ne fasse un mouvement que le serpent puisse interpréter comme une menace... Dame !... mettez-vous à la place du serpent !... Qu'est-ce que vous feriez ?...

— Je vais vous demander, moi, lui dis-je, la permission d'aller coucher dehors, dans le sable !...

Et de nouveau il se mit à rire :

— Mais que vous êtes drôle !... Il y a aussi des serpents de sable, de tout petits serpents, gros comme le doigt, et en une demi-minute, crac ! ça y est !... Allons, couchez-vous et dormez sur vos deux oreilles... Et, d'ailleurs, moi, pendant un moment encore, je vais veiller... J'ai une petite question à poser à Platon touchant précisément cette espèce d'âpreté, d'opiniâtreté avec laquelle les hommes s'accrochent à la vie...

Étranges propos, dans le lieu le plus singulier du monde !... Nous étions tous deux enfermés dans une sorte de petite guérite dont le sol était fait de terre battue, les murs et le plafond de grosses pierres dures auxquelles on ne pouvait toucher sans s'écorcher la peau et qu'un boulet de canon n'aurait pu entamer. Une cellule, avec la porte grande ouverte sur la nuit, sur la verdure que le vent d'orage commençait à brasser sauvagement, et sur le ciel noir que les éclairs commençaient à strier. Je m'étais assis par terre, le dos contre la paroi et, toutes les dix secondes, je changeais de position pour répartir également la torture entre mes côtes meurtries. Mon compagnon, lui, qui était décidément infatigable, était resté debout dans l'embrasure de la porte. Il semblait attendre avec beaucoup de bonne humeur la venue du tonnerre.

— Je ne sais pas si Platon parle de la mort ? fit-il en se retournant vers moi.

— Je l'ignore encore plus que vous, répondis-je. Je n'ai pas lu un mot de Platon.

Il sourit, se pencha vers moi, me donna une amicale petite tape sur l'épaule :

— Ça se voit ! fit-il. Et il en résulte que, dès que vous avez une contrariété, vous êtes tout désemparé... Vous ne savez vers quoi vous tourner...

Il se frotta les mains, joyeusement, sortit pour aller chercher du bois, et quand il revint je dormais...

Quand je m'éveillai, c'était l'aube. Je me sentis glacé, frissonnant. J'ouvris les yeux et j'aperçus mon compagnon assis près de son feu éteint. Ses genoux dans ses bras, il regardait droit devant lui. Je me secouai, m'étirai.

— Vous n'avez pas dormi ? lui demandai-je.

Il ne répondit pas, ne bougea pas. Je répétai ma question. Alors, il se tourna vers moi, eut une crispation de toute sa personne, jeta sa face dans ses mains, comme pour chasser un cauchemar et, me regardant de nouveau :

— Si j'étais mort, fit-il, je ne penserais plus à elle et c'est alors seulement qu'elle serait morte !

Il se leva, alla jusqu'au seuil, attrapa avec ses deux mains le linteau de la porte. Il avait dû pleuvoir toute la nuit. Les branches dégouttaient d'eau. Un vent froid entrait dans la pièce. De gros nuages lourds passaient au triple galop.

J'allai à lui :

— Vous n'êtes pas seul à souffrir, lui dis-je. Moi aussi, je connais ça... Venez... Il ne faut pas rester ici... Cet endroit-là ne nous vaut rien...

— Vous avez raison !... Partons !... et allons où vous voudrez..., n'importe où !... partout où il y aura de la lumière et du souffle !... Ah ! vivre !... vivre !... C'est bon, vivre, quand on sent que la vie est une bataille et qu'elle a pour effet de défendre un petit être du néant !... Je cherche la mort depuis vingt-huit ans... Quelle folie ! Quelle horreur !...

Et d'un ton presque badin :

— Nous allons, si vous voulez, continuer à filer tout droit vers le sud, nous remonterons un peu vers la prairie de Colton pour franchir la crique Pélissier, où, après cette averse, il est possible qu'il y ait un peu d'eau... Nous arri-

verons à Fort-Fulton... Là, ils ont besoin de travailleurs, et, quoique je n'aie plus la vigueur de mes vingt ans, je puis encore rendre quelques petits services sur un chantier... Nous partons ?...

Et il mettait le pied hors de notre abri, quand, brusquement, il s'arrêta, se retourna. Et je lus dans son regard une épouvante sans nom.

— Que se passe-t-il ? lui demandai-je.

— Il m'a attendu toute la nuit ! me répondit-il, en me montrant d'un doigt tremblant un serpent qui s'enfuyait.

Et, dans la minute qui suivit, il mourut, horrifié à la pensée que sa mort entraînait, du même coup, la mort de sa négresse et que les grands flots de la nuit allaient pouvoir maintenant se jeter sauvagement sur elle et la recouvrir à jamais. J'enjambai le corps et, la porte franchie, je me mis à courir.

V

Je retrouvai bientôt le sentier dont, la veille, l'homme et moi nous nous étions écartés pour gagner le château.

Vers midi, j'arrivai à la crique Pélissier. Je la traversai sans trop de difficulté, en ayant de l'eau à peine à la ceinture, et, tôt dans l'après-midi, j'entrais à Fort-Fulton : une quinzaine de maisons de bois, une trentaine de cases de boue séchée au soleil, autour d'un bastion où vivaient six hommes et un sergent et qui avaient pour mission de faire régner la paix et la sécurité des deux côtés de la route de Saint-Augustin à Fort-Anne.

Mon compagnon de la nuit ne m'avait pas trompé : à Fort-Fulton, on avait besoin de bras et je trouvai immédiatement du travail sur un chantier, comme maçon. Parce que, dans ce pays, on s'improvisait maçon aussi facilement que, quand une opération contre les Séminoles était décidée, on s'improvisait général. Ils étaient en train de construire une citerne pour emmagasiner l'eau des pluies. Je m'approchai et, trois minutes après, j'avais déjà la truelle en main. Deux dollars par jour et le logement. Le logement, c'est-à-dire une tente que je partageais avec un autre ouvrier, un Français, qui était fou, qui travaillait avec un monocle et des gants beurre frais. Je vécus là trois jours.

Personne, à Fort-Fulton, n'avait entendu parler de Ketty et de son père. Aucune femme nouvelle n'était arrivée dans la région depuis plus de six mois. Quelqu'un me dit qu'à Fort-Hunter, sur le Saint-Jean, un homme et une femme étaient venus se fixer dernièrement. Ils avaient acheté une ferme. Ils faisaient l'élevage des chevaux.

Je repartis, gagnai la route qui, traversant la prairie de Colton et la forêt de Cypres, conduit au Saint-Jean, et, là, je trouvai le moyen de me faire embaucher comme soutier sur le *steam-boat* qui reliait Pilatka à Jacksonville.

A Fort-Hunter, je descendis. La femme en question, que j'allai voir aussitôt, était une charmante vieille dame d'au moins soixante ans, à qui je racontai mon histoire et qui m'offrit gentiment un verre de rhum. Je ne savais plus où aller. Je n'avais plus un cent en poche. Depuis des jours et des jours, Ketty avait cessé de m'apparaître et j'avais l'impression de tourner en rond dans le monde, au hasard, comme une mouche folle. La fermière était à la fois une très brave femme et une femme très laide. La vieillesse l'avait terriblement marquée. Elle me raconta que son mari et elle s'étaient également attendus très longtemps, les deux familles s'opposant à leur mariage. Mais ils avaient tenu bon l'un et l'autre et, me dit-elle, s'il avait fallu qu'ils patientassent pendant un demi-siècle, ils l'auraient fait sans hésiter.

Je la regardai :

— Tout cela est bien joli ! lui dis-je. Mais on doit se retrouver dans un bel état, au bout de cinquante ans !

Elle secoua sa petite tête ratatinée, promena sur sa jupe ses longs doigts ossus et griffus, qui faisaient crier l'étoffe :

— Allons, allons ! fit-elle. Quelle importance ? C'est avec le cœur qu'on aime !

Le fermier rentrait. Il n'était pas très joli, lui non plus. Un menton et un nez qui semblaient vouloir se rejoindre comme les deux pinces d'une tenaille, et, quand il ouvrait la bouche, une dent, une seule dent, qui avait l'air de triompher d'être restée la dernière et qui poussait démesurément, orgueilleusement.

— N'est-ce pas, Jude ? lui dit la fermière. N'est-ce pas que nous nous aimons tous les deux ?

Il la regarda, me regarda, avec de petits yeux de rat :

— Mais... Mais... Pourquoi cette question ?

— Parce que ce garçon cherche une jeune fille qu'il aime, qu'il ne la trouve pas, et que je lui disais que, tôt ou tard, il la retrouverait... C'est ce mot : tard, qui l'impressionne... Dites-lui, vous... vous qui savez... Dites-lui qu'il n'est jamais trop tard...

— Il n'est jamais trop tard, ma chérie !

Je les regardais, je regardais mon verre de rhum, dans ma main. Brusquement, je me levai, posai, avec un bruit sec, le verre sur la table, et, allant au fermier et à la fermière :

— Adieu ! leur dis-je. Et merci !... Et le Seigneur vous garde !... Mais l'amour n'est pas une comédie ! L'amour n'est pas une farce ! L'amour ne se plie pas à toutes nos fantaisies !... Et ce qui en fait le côté terrible, c'est que la partie se joue sur très peu de temps, quelques années !... quelques minutes !... et que, ce temps-là écoulé, c'est fini, comprenez-vous ?... fini pour l'éternité !...

— Et alors, fit la vieille dame qui avait eu un petit recul et qui s'était mise à trembler, qu'est-ce que vous faites, alors, de la femme que vous aimez, à qui vous avez donné votre nom, quand vous voyez que sa jeunesse s'en va ?...

— Hum ! répondis-je en riant et en secouant la tête. C'est très touchant ce que vous me demandez là... Mais, vous, vous pensez à la vie et aux divers moyens de la rendre douillette et souriante, et de faire en sorte que tout s'accommode à elle, même l'amour, même ce maître tyrannique et sanglant qu'on appelle l'amour !... Et moi, je ne pense qu'à l'amour, qu'à la flèche qu'il vous envoie, et à son poison, qui n'est pas une tisane !...

Et, ramassant mon chapeau, je partis.

VI

De Fort-Hunter, je remontai le Saint-Jean jusqu'à Buena Vista, qui est à peine un hameau, quelques cases d'Indiens et une vieille chose ruinée qui, autrefois, du temps des Espagnols, surveillait le fleuve. Arrivé là, je me rappelai que, de l'autre côté du Saint-Jean, à Pilatka, il y avait Menawa le scalpé.

Je traversai le fleuve en pirogue, et le sort voulut que la

première personne que j'aperçus, en sautant sur la berge, ce fût lui, et que la première chose que je vis, ce fût qu'il était aveugle. Il était assis sur un tronc d'arbre déraciné qu'une crue avait apporté à cet endroit ; il avait entre les bras un grand bâton qui se terminait, haut au-dessus de sa tête, en forme de croix, et, la face levée vers le ciel, une face violette, vernie de sueur, il psalmodiait une sorte de prière. Je m'approchai de lui. Il continuait à psalmodier. Tout à coup, il se tut. Il avait dû sentir la présence de quelqu'un.

— Qui est là ? demanda-t-il.

Je ne répondis pas. Quelques secondes passèrent.

— Qui est là ? répéta-t-il à demi-voix.

Son menton tremblait. Une de ses mains, devant lui, s'agitait. Il se leva, tout d'une pièce, et, essayant de percer les ténèbres qui l'entouraient :

— Paddy Ortiz ? demanda-t-il.

Pas davantage de réponse.

— Je savais, reprit-il en bredouillant affreusement, je savais que tu viendrais... et que... Et, tu vois, je suis sans défense !... Parle ! Que veux-tu de moi ?...

Il fit un pas en avant :

— Où es-tu ?... Ah ! surtout, ne me tue pas par derrière !... Non, pas ça !... Pourquoi ne dis-tu rien ?... Je sais que tu es là... Je t'ai reconnu... Tu attends que je t'explique pourquoi j'ai fait ça ?... Je n'ai rien à dire... Allons ! frappe ! Dépêche-toi !...

Et pivotant sur les talons :

— Non !... Attends !... Il faut que tu saches tout de même que j'ignorais que David Forbes..., tu m'entends ?... Mais où es-tu ?... J'ignorais qu'il serait allé jusqu'à tirer sur toi... Tu ne crois tout de même pas que si je l'avais su... hein ?...

Il s'était mis à marcher droit devant lui, en m'appelant :

— Paddy !... Paddy !... Et tu sais qu'au fond je t'aimais bien !... Mais oui !... C'est bizarre, n'est-ce pas ?... et horrible !... Je suis devenu fou... Tu te rappelles que je ne t'avais jamais demandé un cent ?... Alors, pourquoi ai-je fait ça ?... Est-ce que tu crois que nous sommes toujours responsables de ce que nous faisons ?... Est-ce que tu ne crois pas que ce sont les génies qui nous mènent ?...

Il était arrivé au bord du fleuve. Un pas de plus, il tombait à l'eau et, en fait de génies, il se serait trouvé en tête à tête avec les crocodiles. Ils ouvraient déjà de bonnes gueules goguenardes et alléchées. Je l'attrapai par sa manche, le retins. Il sursauta, poussa une sorte de hurlement, et, se jetant à genoux dans la boue de la rive :

— Ah !... Paddy !... Paddy !... Tu m'as pardonné !...

Je le poussai avec le pied. Il tomba, la face dans ses mains, sanglotant et gémissant :

— Paddy !... Paddy !... Dis-moi que tu m'as pardonné !...

Il n'était pas question de pardon. Il n'était question ni de haine ni de pitié. Mon cœur ne battait plus pour rien de cette terre. Je le laissai à ses contorsions.

Une quinzaine de jours s'écoulèrent ensuite et je ne retrouve dans ma mémoire aucun événement qui mérite d'être signalé. Je continuais à remonter vers le nord, en suivant toujours la rive gauche du Saint-Jean. J'étais un jour à Fort-Sharmon, le lendemain je franchissais la crique du Riz. Je traversais des plaines, je traversais des forêts. Rien de plus affreux que ce damné comté de Putnam. Sur des milles et des milles, pas un hameau, pas une ferme, et quand, enfin, je rencontrais quelqu'un, j'avais neuf fois sur dix affaire à un sauvage, qui n'avait pas vu d'homme depuis des mois et qui, le doigt sur la gâchette de son fusil, me priait de passer au large.

Et, un jour, j'arrivai enfin au bac de Picolata. Je passai le fleuve. Le lendemain, je prenais le *stage*, et le surlendemain j'étais de retour à Saint-Augustin. Je reparus chez l'oncle. Il était dans le marasme. Son commerce de cordes et de ficelles allait de moins en moins. La concurrence de Savannah se faisait sentir jusqu'en Floride. Le récit des aventures que je venais de vivre le laissa parfaitement indifférent.

VII

— Est-ce que, lui demandai-je un matin, la place de gardien de phare est toujours à prendre ?

Il sursauta, parut ravi de cette question :

— Ah ! ah ! fit-il. Est-ce que, par hasard, Paddy ?... Est-ce que vous commenceriez à devenir à peu près raison-

nable ?... Bonne nouvelle !... J'ignore si elle est toujours à prendre... On peut se renseigner...

Il avait pris son chapeau :

— J'ai justement une course à faire de ce côté... Je vais profiter de l'occasion...

— Je vous accompagne !...

Il me regarda, surpris :

— Oh ! mais ! Oh ! mais ! De mieux en mieux ! Quelle ardeur ! J'avais toujours pensé qu'un jour vous vous réveilleriez !... Et si, vraiment, Pad, vous pouviez entrer dans les bureaux, quelle sécurité !... N'oubliez pas qu'il y a une retraite !...

Nous arrivâmes au Service de la navigation. Les quatre hommes sur qui nous étions tombés la première fois étaient toujours là et le poste d'aide-gardien de phare toujours vacant. Mais le chef de service venait de s'absenter. Il était allé assister au mariage d'un neveu. Il reviendrait dans l'après-midi.

— Mais, fit l'oncle, il n'y a personne ici qui pourrait le remplacer ?

— Pour ?... demanda l'un des employés.

— Pour faire avoir ce poste à mon neveu...

— Le sous-chef, peut-être...

— Demandez au sous-chef, dit l'oncle, qui avait retiré son chapeau et qui s'épongeait le front. C'est une affaire qui me tient à cœur, et, si la nomination avait pu se faire tout de suite...

— Havelock, vous, fit l'employé, s'adressant à un de ses trois camarades, est-ce que ça n'est pas votre tour de monter ?

— Ça fera deux fois ce matin que je monterai ! répondit l'autre, d'un ton rogue.

Il se leva péniblement, traversa la pièce, attrapa la rampe de l'escalier qui gémit comme s'il avait hissé un poids d'une tonne et, un quart d'heure après, il redescendait fourbu et soufflant. Le sous-chef ne pouvait rien pour nous. Il ne pouvait pas procéder lui-même à une nomination. Il n'y avait pas de précédent. Havelock s'était rassis. Les quatre hommes nous regardaient, d'un air de dire que le jugement était rendu.

— On a une façon de favoriser le recrutement ! fit l'oncle. Si c'est ainsi que les phares marchent et que la navigation est assurée sur nos côtes !...

Aucun des quatre hommes ne répliqua. L'un d'eux,

flegmatiquement, plongea une main dans la poche de sa veste, sortit une pipe et se mit à souffler dedans pour chasser du tuyau les grains de tabac.

— Venez ! me dit l'oncle. L'administration sera toujours l'administration.

Et le hasard voulut que, tandis que nous regagnions la maison de l'oncle, un homme, au tournant d'une rue, me heurtât, et que cet homme fût Martin Trenkh, le brigadier de police. C'est à lui que j'avais eu affaire en revenant de mon expédition de Pablo. Si je ne l'avais pas rencontré, je retournais le soir à la Navigation, et, trois jours plus tard... Mais le destin est le destin, et quand il s'est mis en tête de faire tourner un homme à la façon d'une toupie...

VIII

— Ah ! tiens, Paddy Ortiz ! fit Martin Trenkh. Et quoi de nouveau, mon garçon ?... On m'a dit qu'on vous avait rencontré dernièrement dans des endroits... bizarres... tels que Picolata... Pourquoi Picolata ?... Qu'est-ce qui pouvait bien vous attirer à Picolata ?...

— J'aime les voyages, répondis-je.

— Vraiment ?... Et vous en vivez ?... Tous mes compliments !... Il y a pourtant peu d'exemples que les juifs errants aient trouvé la fortune sur leur route... Et maintenant ? Rentré au port ?...

— Momentanément, oui...

— Et on travaille ?... La dernière fois que nous nous sommes rencontrés, vous n'aviez pas, je me rappelle, une situation bien définie... Et aujourd'hui ?...

— Il va, fit l'oncle, entrer au Service des phares...

— Non ?... Et où ça ?... Il n'y a qu'une place vacante en ce moment..., c'est au Phare de Hazard...

— Eh bien ! c'est justement là que je suis en train de le faire nommer...

Martin Trenkh me regarda, se mit à rire :

— Très bien ! très bien ! dit-il. Mais je me souviens que vous le connaissez, le Phare de Hazard..., que vous êtes déjà allé faire un petit tour par là... Et ça vous a laissé une si agréable impression ?...

Il commençait à m'agacer :

— J'ai faim, lui dis-je, deux fois par jour et je commence à croire que, faute d'argent, on peut difficilement résoudre le problème...

— Oh ! évidemment ! fit-il. La société est si drôlement bâtie !... Mais le Phare de Hazard... pour quelqu'un qui aime les voyages !... Ça ne bouge pas beaucoup, un phare !...

— Vous avez mieux à m'offrir ?

— Mais...

Et après une légère hésitation :

— Mais oui, peut-être..., dit-il. J'ai quelque chose à vous offrir, Paddy Ortiz..., quelque chose qui vous conviendrait peut-être assez bien... Je cherche un homme qui, précisément, aimerait les voyages..., aimerait circuler..., comprenez-vous ?... qui, par exemple, une ou deux fois par mois, remonterait le Saint-Jean jusqu'au lac Dunns... Jolie promenade, hein ?...

— J'en viens... merci !...

— ... Et qui le descendrait jusqu'à la mer...

— Ça, c'est peut-être un peu plus intéressant...

— Mais, Paddy, me dit l'oncle, n'oubliez pas que, cet après-midi, nous avons rendez-vous avec le Service des phares !...

— Mon oncle, répliquai-je, les phares..., ils seront toujours là, les phares !...

— Un homme, continuait Martin Trenkh, qui même sortirait des limites du comté, qui irait jusqu'en Georgie...

— Et tout ça, payé ? demandai-je.

— Ah ! oui, naturellement !... Pas des fortunes, bien sûr !... Les métiers où il ne faut pas trop regarder à sa peine et à son rang et dans l'exercice desquels il faut, à tous les tournants de chemin, montrer qu'on est moins bête que les autres sont généralement assez méprisés et payés assez chichement... Mais il n'y a pas que l'argent, Paddy Ortiz..., et j'ajoute que, tout de même, oui, vous aurez de quoi manger deux fois par jour...

— Et il y a une retraite ? demanda l'oncle.

— Une quoi ? fit Martin Trenkh.

— Quand on a quitté le métier, on vous sert une pension ?... Dans les phares, on a une retraite !...

— C'est sans doute parce que, dans les phares, quand on

quitte le métier, on ne travaille ni plus ni moins que quand on l'exerçait encore !...

Et se tournant vers moi :

— Et alors ? Si vraiment vous aimez les voyages ?

— Et vous avez une place libre ?

— Oui... Depuis ce matin...

— Et qu'est-ce qu'est devenu le...

— Le titulaire ?...

Martin Trenkh qui, habituellement, était ricanant et laid, devint subitement grave et presque beau. Il porta instinctivement la main à son chapeau, comme pour se découvrir, puis, se ravisant, ramena au contraire son chapeau sur son front, d'un geste rageur.

— Eh bien ! dit-il, il est mort ce matin, comme un chien, la tête dans un ruisseau, avec trois balles dans le corps... Il s'appelait Collins... Et, entre nous, je crois bien que c'était un héros...

— Prenez-moi, fis-je. J'aimerais assez ce métier-là.

Il se remit à ricaner, retrouva sa laideur habituelle :

— Vous tenez absolument à mourir en héros ? Je vous préviens : il n'y a pas de discours et les journaux n'en parlent pas...

— Et quelle est la consigne générale ?

— Faire ce qu'on vous dit de faire, simplement, et n'en rien attendre... Moi, quand je rentre, le soir, chez moi, il y a toujours un ou deux de mes gosses qui ont été rossés par leurs petits amis, faute d'avoir eu pour père un marchand de poisson ou un tueur de bœufs... Je veux dire un homme hautement honorable et considéré...

Et posant sa main sur mon bras :

— Mais, vous savez, Ortiz, rien ne vous empêche de vous faire un honneur à vous, qui ne sera pas sensiblement moins reluisant que l'honneur du tueur de bœufs et, quand vous crevez, rien ne vous empêche de vous tirer à vous-même votre chapeau...

— J'ai compris tout ça, répondis-je.

— Parfait ! A quelle heure à mon bureau ?...

— Je vous suis...

— Paddy ! fit l'oncle. Vous ne voulez pas prendre quelques jours de réflexion ?

— Non ! répondis-je.

Il était dit que j'échapperais au Phare de Hazard ! Et je suivis Martin Trenkh.

IX

J'avais pris mes fonctions depuis une huitaine de jours et je ne m'étais encore livré jusqu'alors à d'autre travail que celui qui consistait, une fois le matin et une fois le soir, dans les bureaux de la police, à démonter entièrement l'énorme et splendide revolver dont on m'avait gratifié et à en nettoyer soigneusement chaque pièce, quand, un jour, Martin Trenkh me dit :

— Ortiz, vous sentez-vous en bon état ? Physiquement et moralement ?

— Tout à fait d'aplomb ! répondis-je. Vous pouvez y aller !...

— Parfait !... Eh bien, je vais vous confier votre première mission... Pas dangereuse, non..., rassurez-vous...

— J'ai l'air de trembler ?

— Alors, rassurez ceux qui tiennent à vous... Une petite mission qui vous demandera simplement un peu de tact et un peu de flair... Voilà... Les bidons de pétrole qui sont expédiés de Savannah, par la *National Company*, arrivent à Saint-Augustin aux trois quarts vides. Or, je sais que, quand ils quittent Savannah, ils sont pleins.

— Vous en êtes sûr ?

— Comment, si j'en suis sûr ? Naturellement !

— Si, tout de même, j'allais voir à Savannah ce qu'il en est ?

Il me regarda, parut réfléchir une seconde :

— Eh bien, soit !... Allez à Savannah, si vous y tenez... Vérifiez l'embarquement... Et suivez-le jusqu'aux entrepôts de la R. O. C., à Saint-Augustin. Si le vol ne se fait pas à Savannah, avant l'embarquement, il se fait soit sur le bateau...

— Soit sur le *stage*... Compris !... Et quand dois-je partir ?...

— Mais vous devriez déjà être parti !...

Et comme je bouclais ma cartouchière :

— Eh ! une minute ! fit-il, en me tirant par la manche. Deux choses encore à vous dire : *primo*, il y a une prime de cent dollars offerte par la *National* et par la R. O. C. à qui découvrira le coupable... Et je n'ai pas besoin d'ajouter que... de ces cent dollars...

— Je ne toucherai pas un cent !...

— Exact !... Ils iront à la veuve de votre prédécesseur et serviront à payer trois ou quatre mois de nourrice... Car il y a un enfant... Et *secundo*, Ortiz, je ne vous envoie pas là-bas pour que vous nous rameniez Ketty Forbes...

— Ah ! vous savez ? lui dis-je.

— Oui, je sais... Et si je ne savais pas, c'est que je volerais l'argent qu'on me donne !... Je vous envoie là-bas pour que vous fassiez votre métier et rien que ça... Et faites-le comme vous voudrez, ça m'est égal... Je n'ai pas de principes... Faites-le bien, faites-le mal, peu m'importe... Mais, si vous ne ramenez pas le voleur, Ortiz, nous aurons cessé, vous et moi, de nous convenir...

— C'est bien ainsi que je l'entends, répondis-je.

— Et voilà trente dollars, pas un de plus. Le budget de la police est maigre. Vous êtes autorisé d'ailleurs à les jouer aux cartes et à tripler votre capital...

Donc, quelque temps après, j'étais sur le Saint-Jean, sur le *steam-boat* qui s'appelait le *Talbot*. Je revenais sur Picolata, avec mon chargement de pétrole. Les bidons étaient dans la cale, bien arrimés et intacts. Le voleur n'avait pas encore fait son coup. Je les avais vérifiés le matin même. J'avais tendu autour d'eux un certain nombre de petits pièges, d'ailleurs enfantins, qui, quand le vol aurait lieu, me permettraient d'orienter mes recherches. Personne à bord ne savait qui j'étais et ce que je faisais là. J'étais censément un homme qui revenait de Savannah où il avait été chercher de l'argent pour le compte d'une pêcherie de Saint-Augustin. Je m'étais lié avec la plupart des passagers et des membres de l'équipage. On me tenait pour un garçon gentil, pas malin. Je n'avais encore aucun soupçon sur qui que ce fût, sauf peut-être sur le second... Mais pourquoi sur celui-là ?... Tout simplement, je crois, parce qu'il louchait...

Vers neuf heures, le matin, nous avions relâché à Jacksonville, sans accoster, uniquement pour permettre à un médecin

et à sa famille de débarquer. Il était midi. Nous passions devant un village qui s'appelle Mandarin et qui est situé sur la rive droite du fleuve. Un *steam-boat*, à ce moment, qui remontait le Saint-Jean, nous croisa, les deux bateaux à un jet de pierre l'un de l'autre. J'étais sur le pont, près des machines, en compagnie d'un porteur et d'une vieille dame qui, depuis le début du voyage, promenait partout avec elle, dans une cage dorée, un phaéton. Sur le pont de l'autre bateau, qui s'appelait l'*Alligator*, j'apercevais une douzaine de personnes, hommes et femmes qui, s'appuyant au bastingage, nous faisaient des signes avec leurs mouchoirs. Le vent soufflait d'est en ouest, de telle sorte que la fumée de notre cheminée, quand ils furent à notre hauteur, se rabattit sur eux et les cacha presque entièrement à notre vue.

Mais quand il y eut entre les deux bateaux une distance d'environ une centaine de mètres, nous pûmes de nouveau les apercevoir en détail et, entre deux de ces femmes qui agitaient leurs mouchoirs, j'en distinguai une troisième qui, la tête baissée, sans faire attention à nous, regardait l'eau en rêvant. Je la reconnus. C'était Ketty.

X

D'abord, je doutai. Pendant deux, trois secondes. Puis, il n'y eut plus pour moi aucune hésitation possible. C'était elle! Je grimpai sur l'échelle qui conduisait à la passerelle du commandant et j'appelai :

— Ketty! Ketty!

Dans le même instant, le sifflet de l'*Alligator*, pour annoncer le passage du bateau à la poste de Mandarin, s'était mis à hurler. Tout le monde, à bord, venait de se boucher les oreilles. Je criai de nouveau, grimpai encore plus haut sur l'échelle. Ma pauvre Ketty, tout entière à sa songerie, ne releva même pas la tête. Quand le sifflet se tut, il était trop tard. L'*Alligator*, déjà, doublait une pointe derrière laquelle il allait disparaître. J'achevai de grimper l'échelle, me précipitai vers le commandant qui, debout devant la porte de sa cabine, fumant sa pipe, surveillait d'un œil l'homme de barre.

— Commandant, lui dis-je, pouvez-vous immédiatement

faire faire demi-tour à votre bateau et rattraper l'*Alligator* ?

Il me regarda :

— Rattraper l'*Alligator* ?... fit-il.

Et retirant la pipe de sa bouche :

— C'est une plaisanterie ?

— Commandant, je vous en supplie ! m'écriai-je. C'est une chose extrêmement sérieuse, extrêmement importante ! Je viens d'apercevoir sur le pont de l'*Alligator* une personne que je cherche... et...

— Et vous vous moquez de moi !... Allons !...

Et avec sa pipe, il me faisait signe de redescendre :

— Ne restez pas ici !... Vous n'avez pas le droit de monter sur ma passerelle... Il y a un écriteau en bas... Vous ne l'avez pas lu ?...

— Si... Mais écoutez-moi, commandant !... Il s'agit d'une enquête que je suis en train de mener... Je suis un agent de la police de Saint-Augustin...

— Ah ?... Alors ?... Ça vous donne le droit de faire détourner un bateau de sa route ?... Je vous le répète, agent de police ou pas, descendez de ma passerelle ! C'est interdit à tout le monde, même aux agents de police...

Et me lançant un regard noir, faisant une grimace de dégoût :

— Je ne vous cacherai pas d'ailleurs que les agents de police, je n'aime pas beaucoup ça !... S'il vous plaît, redégringolez !...

— Commandant, lui dis-je, vous vous mettez dans un mauvais cas !... Car vous refusez de m'aider dans l'accomplissement de ma mission !... Vous aurez à en rendre compte en haut lieu !...

Il eut un petit rire, hocha la tête :

— Eh bien ! j'en rendrai compte en haut lieu, fit-il, et, si le haut lieu estime que j'ai eu tort et que j'aurais dû, à la première injonction d'un individu que je ne connais pas, que je n'ai jamais vu, faire faire des excentricités à mon bateau, le transformer en aviso de guerre et rayer de mon souci les voyageurs et les marchandises que j'ai pour premier devoir de transporter, dans un temps donné, d'un point à un autre, je lui passerai la barre, au haut lieu, et je choisirai un autre métier !...

— Pouvez-vous au moins me prêter un canot, qui me permettra de gagner la rive et de rattraper l'*Alligator* par terre ?

— Non !...

— Pourquoi ?

— Parce que, d'abord, je ne le reverrai jamais, le canot !...

— Prêtez-moi un de vos hommes, qui vous le ramènera !

— Et nous, pendant ce temps, nous attendrons, en travers du courant, comme des imbéciles ?... Allez ! assez causé !... Et puis, si nous vous jouions le mauvais tour de vous débarquer, vous vous apercevriez d'une chose, c'est qu'il n'y a pas de route, pas de chemin, rien, et qu'en revanche il y a des ours !...

— Et quelle est la première escale ?...

— Ce soir, vers six heures, nous nous arrêterons en face de la crique Julington, pour descendre trois caisses de biscuits...

— Je trouverai un bateau ?...

— Pour courir après l'*Alligator* ?... Oui... Ils emploient par là des espèces de petites barcasses à fond plat, qui n'ont ni avant ni arrière, qui marchent aussi bien dans un sens que dans l'autre et qui, par bon vent, font leur petit demi-mille à l'heure !...

— Par conséquent, pas de bateau avant Picolata ! Et il sera trop tard !... Et si je vous donnais l'ordre, l'ordre formel de...

Il me coupa la parole :

— Et si je vous faisais, moi, flanquer aux fers, tout policier que vous êtes ?... Hein ?... hurla-t-il, rouge de colère.

Et me repoussant rudement vers l'échelle :

— L'ordre formel ! ricana-t-il. A moi ! A mon bord ! Si ça ne mériterait pas une bonne chiquenaude, qui lui retournerait un peu le nez !

Je redescendis. Je bouillais de rage, et, en regardant, par-dessus la pointe, la fumée de l'*Alligator* qui s'éloignait, j'avais envie de fondre en larmes.

Le lendemain soir seulement nous arrivions à Picolata. Le *steam-boat* qui partait pour Jacksonville nous attendait pour lever l'ancre. J'y embarquai. Je n'ai pas besoin de dire que j'avais complètement oublié les bidons de pétrole

de Martin Trenkh. Je m'en souvins alors que nous avions quitté Picolata depuis plus de deux heures. Ils devaient, à ce moment, danser sur le toit bâché du *stage*. Le brave Martin Trenkh se demandait peut-être si le voleur avait déjà volé ou s'il se préparait à le faire. Pas moi. Ces bidons, vides ou pleins, dansant sur le toit de cette patache, dans cette poussière, dans ces sonneries de grelots, il en était d'eux comme de toutes les misérables choses qui m'avaient jusqu'alors accaparé : ils me semblaient ridicules et je cherchais vainement quels liens il pouvait y avoir entre eux et moi.

Pour bien faire, pour savoir où Ketty était descendue, j'aurais dû attraper l'*Alligator*, consulter la liste des passagers. Mais l'*Alligator* allait jusqu'à Savannah. Il ne repasserait pas avant quinze jours. Attendre quinze jours me parut impossible, au-dessus de mes forces. Je descendis à Jacksonville et, naturellement, aucune trace de Ketty. Personne n'avait entendu parler d'elle. Un beau matin, l'*Alligator*, retour de Savannah, reparut. Je montai à bord, allai trouver le commandant. C'était un petit être du genre albinos, une énorme verrue sur le bout du nez, trois cheveux roux qui lui traversaient le crâne d'une oreille à l'autre, et, pour le dessiner d'un trait, l'air d'un petit rat chassé de son trou.

— Commandant, lui dis-je, à votre dernier voyage de Picolata à Savannah, vous avez eu parmi vos passagers une jeune fille qui s'appelait Ketty Forbes...

— Ketty Forbes ? fit-il. Non, je ne me rappelle pas ce nom-là...

— Je regrette, commandant. Parce que j'étais, moi, sur le *Talbot*, qui remontait vers Picolata et, à la hauteur de Mandarin, les deux bateaux se sont croisés. Sur votre pont, appuyée au bastingage, j'ai parfaitement reconnu Ketty Forbes...

Il commençait à me regarder avec méfiance.

— C'est possible ! fit-il.

— Alors, commandant, j'aurais voulu savoir où cette jeune fille est descendue... Je la cherche depuis longtemps... C'est ma fiancée....

— Votre fiancée ?... Mais, alors, comment se fait-il que vous la cherchiez ?...

— Oh ! ça, c'est toute une histoire !...

— Oui ?... Et vous êtes bien sûr d'être le fiancé de cette jeune fille ?... Et vous êtes bien sûr également que cette jeune fille se considère comme votre fiancée ?...

— Mais, commandant, ma parole !...

— Eh bien ! elle connaît votre adresse, je suppose... si vous, vous ignorez la sienne. Et elle a la possibilité, elle, de vous faire savoir où elle est...

— Non !...

— Parce que ?...

— Mais parce que, commandant !...

Et je m'impatientais :

— Je dois vous dire, fis-je, que je suis agent de la police de Saint-Augustin et que, pour des raisons que je n'ai pas à vous communiquer, je suis à la recherche de cette jeune fille !...

— Voyons, voyons ! répliqua-t-il. Ce n'est pas très clair tout ça... Est-ce que vous la recherchez en qualité de fiancé ou en qualité d'agent de police ?...

— En qualité d'agent de police !...

— Alors, vous avez une commission ?... un bout de papier ?...

— Non ! Mission secrète !

— Vraiment ?... Et comment voulez-vous que je sache où cette jeune fille est descendue ?...

— Mais il me semble que vous devez tout de même avoir, pour chaque voyage, la liste de vos passagers ?

— Oui... Et il vous semble, également, sans doute, que cette liste, je suis tenu de vous la montrer ?...

La scène se passait à trois pas de sa cabine. Je tirai de ma poche mon énorme revolver et, appuyant le canon sur le ventre du gros petit homme à verrue :

— Vous commencez, dis-je, à m'embêter, les uns et les autres, avec vos simagrées ! Vite ! exécutons-nous !

Il recula, rentra dans sa cabine :

— Vous savez, bégaya-t-il, à quoi vous vous exposez en faisant ça ?

— Je m'en moque !

Il alla à son bureau, ouvrit un tiroir, y prit une poignée de papiers et, me désignant l'un d'eux avec son doigt :

— Voilà ! C'est ça ! fit-il.

— Les passagers de votre dernier voyage de Picolata à Savannah ?

— Oui...

— Où les noms sont-ils écrits ?...

— Là !...

Je lus. A Picolata, seize personnes étaient montées, dix hommes et six femmes, et pas de Ketty Forbes, pas de David Forbes. Sur ces seize passagers, un était descendu à Mandarin, trois à Jacksonville, deux à Pablo, et tout le reste avait poursuivi jusqu'à Savannah. Pas un nom qui ressemblât, de près ou de loin, à celui que je cherchais.

— Vous ne vous rappelez pas, dis-je au commandant, une jeune fille brune, avec de grands yeux, de petites pommettes...

Il me regarda avec rage :

— Je ne me rappelle rien ni personne ! me lança-t-il entre ses dents.

— Allez vous faire pendre ! répliquai-je.

Et je descendais du bateau, tenant toujours mon revolver à la main, — la colère et le désarroi m'avaient fait perdre un peu le contrôle de mes gestes, — quand, au bas de l'échelle, je me trouvai nez à nez avec un homme qui ressemblait étonnamment à Martin Trenkh, et qui, d'ailleurs, n'était autre que Martin Trenkh lui-même.

JEAN MARTET.

(La dernière partie au prochain numéro.)

LE GOUVERNEMENT DE GUERRE

Le gouvernement de guerre doit se resserrer au fur et à mesure que les difficultés grandissent. Comme d'entrée, ces difficultés étaient énormes en Allemagne, nos ennemis ont remis toutes les rênes du pouvoir en quelques mains, et, comme ils préparaient depuis longtemps la guerre, ils avaient opéré cette contraction bien avant l'ouverture des hostilités; le maréchal Gœring, notamment, actionne depuis longtemps de multiples rouages. Chez nous, chez nos alliés, la situation de départ paraissait bien meilleure : non seulement nous possédions tout à profusion, mais nous avions la certitude de pouvoir continuer à acheter au dehors et à faire transporter dans nos ports les fournitures étrangères. Aussi avons-nous moins rapidement senti la nécessité d'un changement quelconque dans la machine gouvernementale. Avec le temps, cependant, comme il était à prévoir, les difficultés sont venues. Aujourd'hui, le plus indolent des Français se rend compte de la nécessité de sérieux aménagements dans le fonctionnement de l'État.

LE CHEF DE GUERRE

En réalité, le président du Conseil doit être, chez nous, le vrai chef de guerre, au même titre que les dictateurs dans les pays autocratiques. Une pareille affirmation ne sera pas sans étonner beaucoup de nos lecteurs habitués à identifier la

direction de la guerre avec le commandement des armées. En réalité, celles-ci ne sont plus aujourd'hui qu'un des instruments, le principal d'ailleurs, dont disposent les belligérants pour se battre. Hitler nous le prouve chaque jour. La guerre s'étendant à tous les domaines : politique, diplomatique, économique, religieux, industriel, scientifique, moral, chaque parcelle de l'activité du pays doit être organisée en conséquence et le bâton de chef d'orchestre ne peut être dans des mains autres que celles du chef du gouvernement lui-même. Les ministres, d'une part, le généralissime, d'autre part, sont non seulement ses collaborateurs, mais ses *agents d'exécution*.

Un véritable parallélisme doit en effet exister entre les importations de matières premières, l'utilisation des moyens de transport, le rythme des fabrications et les besoins journaliers du consommateur, qui est le général en chef. Les armées françaises et allemandes se figèrent au cours de l'automne 1914 uniquement parce qu'elles étaient alors, les unes comme les autres, dépourvues de munitions ; si, à cette époque, l'une d'entre elles avait possédé une supériorité manifeste d'approvisionnement, elle eût certainement remporté la victoire en quelques mois.

Le général Joffre a souffert, pendant tout le temps qu'il fut à la tête de nos armées, de ce manque de matériel, et le député Charles Humbert avait parfaitement mis le doigt sur la plaie quand il lançait sa campagne : « Des canons, des munitions. » A la fin de septembre 1915, par exemple, après la première phase de la bataille de Champagne, le généralissime vint voir le général Pétain à son poste de commandement. Celui-ci lui exposa ses projets pour l'enlèvement de la deuxième position ennemie, en soulignant la nécessité qu'un tonnage important de munitions fût mis à sa disposition. Devant l'impossibilité où il se trouvait de satisfaire cette demande, qu'il considérait d'ailleurs comme parfaitement justifiée, Joffre arrêta l'opération.

Plus tard, alors que j'étais chef d'état-major du groupe des armées du Centre, chaque semaine j'allais en liaison auprès du Grand Quartier général. Le général en chef me recevait avec sa bonne grâce, sa simplicité habituelles. Mais quand je lui présentais des desiderata un peu trop élevés en matière

de munitions, il me répondait avec son accent catalan plein de saveur :

— Mon petit, vous n'y pensez pas! Et mon porte-monnaie !

Aujourd'hui, cette question du ravitaillement continue à dominer la conduite de la guerre.

On a parfois critiqué le général Gamelin pour son inaction hivernale sur le front français. On a eu tort, parce que les moyens dont il disposait ne lui permettaient pas de conduire à bon terme une grande bataille. Comme en 1914, nous nous sommes trouvés handicapés au départ en raison de notre nonchalance habituelle du temps de paix ; il a fallu rattraper ce retard ; il faut, aujourd hui encore, remonter la pente à grandes enjambées.

Une harmonie parfaite entre l'arrière qui travaille et l'avant qui se bat s'impose donc plus que jamais. Elle est fort délicate à réaliser. En voici quelques preuves.

Suppose-t-on possible, par exemple, même au cours de la plus violente bataille, de retirer un grand nombre d'hommes des usines au profit du front ? Évidemment non, puisque la consommation augmentant la production ne devrait pas baisser. Toute demande exagérée du généralissime à cet égard irait à l'encontre de ses intérêts. Où peut-on peser le pour et le contre des gestes accomplis en cette matière et prendre les décisions voulues, sinon dans le cabinet présidentiel ?

Devra-t-on mettre, à un moment donné, à la disposition des armées tous les camions, tous les wagons, tous les bateaux dont dispose le pays ? Peut-être, dans certains cas, et pour quelques jours seulement, à l'occasion d'une manœuvre stratégique importante ; mais les conséquences qui devraient résulter d'une pareille décision demandent à être mûrement étudiées, et c'est encore le rôle incontesté du chef de la guerre.

Le maintien à l'arrière d'officiers indispensables aux armées provoquerait des catastrophes. Un va-et-vient incessant d'hommes des usines au front, du front à l'arrière, serait également fort préjudiciable au travail de l'ensemble, qui réclame la plus grande fixité. Où réaliser, encore une fois, cet ajustement délicat, sinon à la tête, où l'entente se fera d'ailleurs d'autant plus facilement que le nombre des parties prenantes sera plus réduit ?

LE COMITÉ DE GUERRE

Les liens fort lâches qui relient en temps de paix les différents départements d'État, sous prétexte de responsabilité personnelle des ministres, sont peut-être admissibles lorsque le navire vogue sur des eaux calmes ; ils deviennent intolérables le jour où la tempête se déchaîne. Il s'agit alors de tendre toutes les forces de la nation pour la lutte, en tenant compte d'ailleurs de la nécessité de ne pas multiplier les attributions d'un homme au delà des possibilités normales de son cerveau. En temps de paix, on souffrait déjà, à l'intérieur des ministères, du nombre exagéré des services. Voici ce que j'écrivais, il y a vingt ans, à ce sujet : « Il est vraiment regrettable, au point de vue purement technique, de voir notre ministre de la Guerre avoir affaire, en tout temps, à plus de vingt subordonnés. Étant donné la besogne politique écrasante qui lui incombe et la coordination qu'il doit nécessairement rechercher avec les autres ministères, il faudrait qu'il fût un dieu pour être à la hauteur de sa tâche. Il n'est, hélas ! qu'un homme. En fait, il se consacre presque entièrement à sa besogne politique et, faute de commandement, la bureaucratie maintient tant bien que mal, par des accords plus ou moins sérieux, la coordination relative des efforts (1). »

Si, en temps de guerre, on réunissait entre les mains d'un seul ministre, comme le proposait récemment l'Union démocratique et radicale du Sénat, les Finances, l'Agriculture, le Commerce, les Travaux publics, les Colonies, le Travail et la Santé, n'aboutirait-on pas aux mêmes résultats ? Ce superministre, ne pouvant prétendre diriger directement un pareil ensemble, devrait naturellement mettre à la tête de chacun de ses départements un sous-secrétaire d'État. Il présiderait en somme un Sous-Conseil des ministres. Un échelon de plus serait ainsi créé qui disperserait les responsabilités sans hâter les décisions. En réalité, dans un pareil domaine, nous devons nous méfier des formules cartésiennes. On peut, à notre avis, réunir sous une même autorité les services de l'Armement, de la Main-d'œuvre et des Travaux publics ; on peut grouper

(1) *Réflexions sur l'art de la guerre*; Lavauzelle, Paris, 1920.

les départements militaires dont l'utilisation se trouve déjà centralisée aux mains du généralissime ; on peut et même on doit subordonner la Marine marchande à la Marine militaire ; il serait désastreux, en revanche, d'enlever leur autonomie aux Finances, aux Affaires étrangères et aux Colonies. Le faisceau demande à être resserré, mais en évitant les exagérations dangereuses.

Ce faisceau s'est appelé, au cours de l'autre guerre, le Comité de guerre. Il avait été créé par un grand patriote, Paul Painlevé. Il semble indispensable de le reconstituer en l'accommodant aux besoins de l'heure présente. Le président du Conseil pourrait en assumer la direction, ou bien, s'il désirait conserver sa liberté d'esprit et d'action parlementaires, mettre à sa tête un vice-président du Conseil qualifié, choisi hors de la politique et jouissant d'un prestige incontesté. Celui-ci aurait toutes facilités pour remplir ses fonctions s'il possédait à côté de lui l'organe de travail chargé d'établir les plans d'ensemble, de coordonner les activités, de préparer les ordres nécessaires. Le Secrétariat général du Conseil supérieur de la Défense nationale a été créé, après la Grande Guerre, à cet effet ; il suffirait de le ramener à ses attributions primitives. On ne devrait pas oublier d'ailleurs que la valeur de celui qui le dirige n'est pas sans importance.

LA TACHE DES MINISTÈRES

En temps de paix, à l'intérieur d'un ministère, les affaires étaient généralement assez facilement résolues si la politique ne venait pas jeter quelques bâtons dans les ascenseurs qui emportaient leurs dossiers vers la bienheureuse signature ministérielle. Le grippement s'accentuait dès que la décision à prendre intéressait un autre département. Il atteignait son maximum quand plusieurs d'entre eux entraient dans le circuit. Désarmé, le ministre déclarait alors au subordonné qui venait lui narrer ses difficultés : « Entendez-vous avec vos collègues, et, lorsque vous serez d'accord, présentez-moi vos conclusions. » On nommait une commission. Elle était plus ou moins étendue, suivant le nombre des intéressés ; elle atteignait parfois plusieurs douzaines de fonctionnaires ou d'officiers d'excellente volonté, qui, tous, défendaient âpre-

ment le point de vue de leur service. Le président rivalisait d'éloquence avec eux ; c'est tout ce qu'il pouvait faire en l'occasion, n'ayant aucun pouvoir d'arbitrage. La délibération s'éternisait pendant de longs mois ; à bout de souffle, l'assemblée se résignait à adopter un texte de compromis qui avait perdu, comme aurait dit Rabelais, toute sa substantifique moelle. Le fonctionnaire portait alors triomphalement le nouveau-né à son ministre ; il ne lui cachait pas les nombreuses difficultés auxquelles l'accouchement s'était heurté, étant donné que personne ne pouvait employer les fers. L'enfant, si chétif qu'il fût, était accueilli avec d'autant plus d'enthousiasme que le vote d'unanimité tranquillisait la conscience de l'homme d'État. Le lendemain, un communiqué aux journaux célébrait la réforme que celui-ci avait eu le courage d'accomplir.

Cette méthode des palabres ravale nos institutions à la hauteur de celles de l'Afrique centrale. Est-elle admissible en temps de guerre, alors que les ministres jouent un rôle aussi grand peut-être que le généralissime ? Ils doivent savoir et pouvoir, comme lui, prendre leurs décisions. Beaucoup ne demanderaient pas mieux ; ils souffrent de la chape de plomb que l'administration les oblige à endosser lorsqu'ils prennent possession de leurs fauteuils. Le seul remède au mal se trouve dans une réforme de l'organisation qui placerait sous l'autorité de chacun *tous les services contribuant à une même réalisation*. Cet aménagement indispensable aurait dû être prévu dans tous ses détails bien avant la guerre. On ne l'a pas fait, c'est regrettable. Raison de plus, en tout cas, pour l'effectuer aujourd'hui sans tarder. L'organisation une fois constituée, ne devrait plus être modifiée, notamment en cas de changement de ministère, sans motifs graves.

* * *

Les contours extérieurs de son département étant bien précisés, le ministre n'a plus qu'à adapter ses rouages intérieurs à une production intense et rapide. Son organisation, comme toute création sociale, doit naturellement former une pyramide. Il est reconnu qu'un homme, si remarquablement doué qu'il soit, ne peut guère diriger plus de sept grands services ; ce sont les sept lettres que, suivant la légende,

Napoléon dictait à la fois. Il doit donc limiter le nombre de ses subordonnés directs à ce chiffre fatidique et les choisir beaucoup plus d'après leur valeur propre que suivant les règles d'avancement du temps de paix; au cours des hostilités, la meilleure place appartient au plus compétent et non au plus ancien. Il trace les attributions de chacun, fixe avec soin les cloisons qui les séparent. Pour accentuer chez eux le sentiment de leur responsabilité, il les laisse à leur tour choisir leurs collaborateurs immédiats, suivant des règles qui sont fort en honneur dans l'industrie comme dans l'armée. L'amitié et la recommandation ne doivent jouer en tout cas que dans la limite où elles ne troublent pas la bonne marche des opérations.

LE PAPIER ET L'ACTION

En temps de paix, la paperasserie régnait en maîtresse. Quelques mauvaises langues parlementaires, mal renseignées sans doute, prétendent qu'en temps de guerre elle n'aurait disparu ni de l'administration ni de l'armée. Récemment, M. le sénateur Hachette, — devenu sous-secrétaire d'État à l'Économie nationale, — énumérait à la tribune du Parlement, à la grande émotion de ses collègues, le nombre d'états de toutes couleurs, de tous formats, de tous numéros qu'un malheureux industriel devait fournir, dans les heures difficiles que nous vivons, pour importer ou exporter le moindre produit. Si ces errements continuaient, on pourrait envisager l'avènement, dans un avenir assez rapproché, d'un régime où quelques Français seulement continueraient à se battre ou à travailler dans les usines, tandis que la grande masse de leurs concitoyens, entassée dans les alvéoles administratifs, s'efforceraient d'arrêter leur action sous des monceaux de papier. Nous n'aurions plus rien à envier alors à la Russie.

Cette avalanche serait cependant assez facile à enrayer, surtout si l'on commençait par réduire les cadres des administrations et des états-majors. Lorsque je pris la direction de l'État-major du groupe des armées du Centre, en 1916, à l'arrivée du général Pétain, je trouvai cet organisme admirablement constitué par deux hommes de guerre dont l'histoire gardera le souvenir : les généraux de Castelnau et de

Langle de Cary. Il ne comprenait en effet qu'une douzaine d'officiers triés sur le volet pour un effectif variable d'administrés, mais qui, à certains moments, dépassait un million d'hommes. Nulle plainte ne s'élevait contre son fonctionnement. Le général Pétain maintint naturellement l'état-major tel qu'il l'avait trouvé, puisqu'il suffisait à sa tâche. Après notre départ, les effectifs en furent largement gonflés ; je n'oserais affirmer que ce fut un bien pour la troupe. L'inflation des papiers est, en effet, en relation étroite avec l'accroissement du nombre des fonctionnaires ou officiers d'état-major. Ceux-ci, pour justifier leur présence, en toute bonne foi d'ailleurs, s'ingénient en effet à les multiplier. En réduisant les effectifs des scribes de tout rang, on diminuerait utilement leur production ; seule, celle qui est indispensable subsisterait.

Un autre moyen de régler rapidement les affaires a été inventé jadis par un empereur qui a laissé quelque renom : Charlemagne. Celui-ci créa les *missi dominici*. Le maréchal Joffre, se souvenant de cet antécédent, avait, dès le début de la dernière campagne, groupé autour de lui un certain nombre d'officiers de haute valeur chargés de parcourir constamment les armées, les corps d'armée, les divisions, les services de l'arrière, pour voir comment tournait la machine militaire ; à leur retour, les décisions voulues étaient prises sans aucun retard. Parfois, il est vrai, ces envoyés s'immiscèrent avec un zèle intempestif dans des questions qui n'étaient pas de leur compétence ; ils prétendirent même, à certaines heures tragiques, se faire juges des qualités de commandement de tel ou tel officier général. Le Grand Quartier général écouta trop souvent d'une oreille attentive de pareils rapports ; des mises à la retraite regrettables furent décrétées qui portèrent atteinte au prestige de l'institution. Quand le général Pétain devint général en chef, il se contenta de la réformer en se réservant l'appréciation des chefs et en laissant aux *missi dominici* l'inspection des besoins. Dès lors, l'organisation fonctionna sans à-coups ; chacun resta à sa place, au grand bénéfice de la communauté.

Transposons cette méthode dans un autre milieu. Comment résoudre, par exemple, la question des affectés spéciaux ? Tout le monde en a besoin, tout le monde en réclame. Chaque intéressé fait sa demande en cinq expéditions, indiquant

succinctement ses raisons. L'inspecteur du Travail, plein de bonne volonté, mais souvent incompétent, donne son avis. Ces états passent ensuite entre les mains de multiples fonctionnaires parfaitement incapables de juger, sur le vu d'un libellé, parfois d'ailleurs erroné, de l'intérêt qu'ils ont à satisfaire ces demandes. Les ministères, submergés, espèrent en sortir en fixant des règles immuables. Malheureusement, l'industrie n'est pas une administration ; les employés, les ouvriers ne sont pas des fonctionnaires. Il y a soudeur et soudeur, mécanicien et mécanicien, chimiste et chimiste. Dans des organismes industriels voisins, les mêmes fonctions sont parées de noms différents. Bref, les pires erreurs sont commises avec la meilleure bonne foi ; parfois, faute d'un libellé bien conçu, les demandes les plus intéressantes sont écartées ; les autres subissent en tout cas des retards considérables.

Avec la méthode Joffre, tout change. Le ministre choisit, après accord avec le généralissime, dix colonels de réserve connaissant bien l'industrie parce qu'ils en sortent ; il charge chacun d'eux d'inspecter les usines d'un secteur, avec *pouvoir de décision.* Les demandes raisonnables sont immédiatement satisfaites et le papier n'intervient que pour les confirmer. Résultat : économie de temps, de travail et de fonctionnaires, satisfaction des seuls vrais besoins.

LES DANGERS DU SYSTÈME

Les difficultés inhérentes à l'état de guerre doivent-elles nous conduire à calquer notre organisation sur le schéma allemand, nous faire glisser par conséquent insensiblement de la liberté économique au socialisme d'État, puis au bolchevisme ? Une armature administrative coiffant chaque branche de notre industrie, les individus, perdant toute indépendance, transférés de-ci de-là comme un simple bétail, les matières, étroitement contingentées, distribuées par des organismes d'État, les chefs d'industrie transformés en fonctionnaires et ravalés avec le temps, comme en Russie, au rang de valets des Commissaires du peuple.

Qu'il me soit permis de signaler à cet égard une confusion regrettable que font trop souvent des esprits un peu simplistes entre le nazisme et le fascisme. Celui-ci, à l'inverse de l'autre,

ne bride pas outre mesure les initiatives ; il se borne le plus souvent à les coordonner. La doctrine de Mussolini apparaît ainsi assez éloignée du socialisme d'État intégral. Nous aurions donc grand tort de confondre dans une égale réprobation les deux régimes, qui n'ont en somme de commun que leurs formes dictatoriales. Bien mieux, au lieu de critiquer à cet égard le Duce, peut-être aurions-nous intérêt, à l'heure où la guerre nous oblige à restreindre notre train de vie, à nous inspirer de certaines de ses méthodes et notamment de ses créations corporatives.

Les restrictions, certes, sont nécessaires, mais elles devraient s'efforcer de gêner le moins possible les organismes industriels au travail. Toute brimade, toute centralisation inutiles sont à rejeter sans la moindre hésitation. Le gouvernement passe les commandes, c'est son droit ; il prend toutes les mesures pour procurer aux grandes usines les hommes et les matières premières qu'elles ne sauraient trouver autrement en raison de la mobilisation et des difficultés de transport, c'est son devoir. Qu'il étudie enfin avec attention les demandes de devises qui portent sur des millions de dollars, d'accord ; car, dans ce cas, l'avenir même de l'État est en jeu. Mais que, ces mesures une fois prises, on laisse libre, entre les différentes branches de la production, le jeu des relations secondaires de ravitaillement. *De minimis non curat praetor.* En voulant trop bien faire, nous arriverions à obliger l'industriel à établir de multiples états pour obtenir une pelote de ficelle ou quelques clous. Une usine dont le travail est de première importance pour la défense nationale pourrait être arrêtée parce qu'une pièce de rechange demandée hiérarchiquement n'arriverait pas. L'industrie russe est fondée encore une fois sur ce principe ; paraît-elle l'idéal à rechercher ?

Le départage entre le secteur surveillé et le secteur libre n'est certes pas chose facile à régler, mais c'est là la première besogne que devrait se proposer le Comité de guerre, si jamais un jour il venait à fonctionner réellement. Mettons en tout cas à l'écart ce vieil esprit de minutie au nom duquel jadis certains agents fiscaux n'hésitaient pas à dépenser beaucoup de papier, de frais de correspondance, d'heures de travail pour réclamer cinq centimes oubliés par un contribuable sur des versements s'élevant à plusieurs milliers de francs.

M. Hachette, dans son intervention au Sénat, avait pris, comme exemple des difficultés que connaît aujourd'hui l'organisation économique, celui d'un fabricant de fauteuils. Cet industriel, pour mener à bien sa production, a besoin de bois, de fer, de tissus et de cuir. Or, le bois dépend de l'Agriculture, le fer de l'Armement, le tissu de la Défense nationale et le cuir de l'Intendance. On se figure facilement, quand on connaît la lenteur de fonctionnement de nos rouages gouvernementaux, le nombre de papiers, d'attentes dans les cabinets ministériels, de démarches que doit réclamer la satisfaction de pareils besoins, si faibles qu'ils soient. Qu'un seul de ces quatre départements refuse d'ailleurs son autorisation et la fabrication du fauteuil devient un mythe. L'opération paraît si hasardeuse, si compliquée, que le pauvre industriel n'aura bientôt plus qu'une ressource : celle de fermer son établissement et de s'engager dans la Défense passive ou la bureaucratie. Ne serait-il pas possible encore une fois de trouver quelques règles simples pour maintenir une activité raisonnable dont on parle beaucoup, mais pour laquelle on ne fait pas grand chose ? Certes, les finances doivent être ménagées et les besoins de la défense nationale satisfaits par priorité. Ne pourrait-on pas mettre cependant à la disposition des syndicats un tonnage de fournitures de toutes sortes réduit par rapport à celui qu'utilisaient leurs corporations avant la guerre, en les chargeant de les répartir au mieux entre les adhérents ? L'État n'aurait plus à connaître que des besoins supplémentaires.



Résumons-nous. La guerre doit être dirigée par un organisme d'État serré et fort. A la clef de voûte, un chef, le président du Conseil, un Comité ministériel restreint, un Secrétariat général puissant et bien dirigé. Au-dessous, des ministères organisés de telles orte que chacun d'eux administre, et administre seul, une branche entière de la vie nationale ; partout des *missi dominici* bien choisis, partout aussi des bureaux très réduits, responsables, cherchant les solutions simples, s'efforçant d'oublier l'âge du papier pour revenir à celui de l'action. A ce prix seulement la France connaîtra la victoire.

SERRIGNY.

LAMARTINE

LE POÈTE

Au premier abord, la vie agitée, affairée, tourmentée et fiévreuse de Lamartine semble peu compatible avec la poésie. Qu'on songe seulement à tout ce qu'il a été, à tout ce qu'il a fait ou voulu faire : grand propriétaire terrien, personnellement occupé à exploiter son domaine, intrigant en quête d'une sous-préfecture, diplomate, homme politique, député, ministre, marchand de vins, spéculateur, homme du monde et châtelain. Il a mené une des existences les plus complètes qu'on puisse rêver : il ne lui manque que la gloire militaire. Sa vie fut celle d'un héros de *la Comédie humaine*, avec toutes ses supériorités et ses faiblesses, son unité essentielle et ses contrastes. Il n'a été ni le ferme caractère, ni le grand amoureux, ni la créature céleste, ni l'ange, ni le cygne qu'on pourrait s'imaginer d'après son œuvre. Il a été surtout prodigieusement occupé, même à des besognes indignes de lui. Sauf au temps de son adolescence et de sa première jeunesse, inquiète et désœuvrée, comment, au milieu d'une pareille et perpétuelle agitation, a-t-il trouvé le temps d'être un poète ? A l'en croire, il n'aurait donné à la poésie que quelques moments perdus. Il avait même réduit cela en théorie. D'après lui, on ne devrait chanter qu'à l'aube et au déclin de la vie. En 1849, après ses premiers déboires politiques, il écrivait dans une préface pour ses *Méditations* : « Je ne comprends le poète que sous deux âges et sous deux formes : à vingt ans, sous la forme d'un beau jeune homme qui aime, qui rêve, qui pleure, en attendant la vie active ; à quatre-vingts ans, sous la forme d'un vieillard qui se repose de la

vie, assis à ses derniers soleils, contre les murs du temple, et qui envoie devant lui au Dieu de son espérance ses extases de résignation, de confiance et d'adoration... Ainsi fut David, le plus lyrique, le plus pieux et le plus pathétique à la fois des hommes qui chantèrent leur propre cœur ici-bas. D'abord une harpe à la main, puis une épée et un sceptre, puis une lyre sacrée. Poète au printemps de ses années, guerrier et roi au milieu, prophète à la fin, voilà l'homme d'inspiration complet !... » On entend bien que Lamartine fait ici son propre portrait : c'est l'homme qu'il a été, ou qu'il se propose d'être. La harpe, ce sont ses *Méditations*, son épée, c'est son sabre de garde du corps, son sceptre, c'est son ministère, et sa lyre sacrée, ce sont les grands poèmes religieux qu'il écrira plus tard.

Cette idée que la poésie ne peut être qu'un divertissement, « une fête de l'âme », ou une consolation dernière, elle lui tenait au cœur : il l'a exprimée maintes fois. Il n'a pas manqué une occasion d'affirmer qu'il n'avait été, en poésie, qu'un amateur. Et, de fait, si l'on compare sa production à celle d'un Hugo, par exemple, on la trouvera légère. En tout six recueils de vers, gonflés artificiellement de commentaires, de notes copieuses, de préfaces souvent très longues, d'impromptus et de petites pièces d'albums. Et pourtant il a écrit des milliers de vers, dont il a perdu ou détruit un très grand nombre. Cela a duré jusque vers 1840 environ, c'est-à-dire jusqu'à la cinquantaine du poète. Il a pu avoir des intermittences, des temps d'arrêt, il a eu des périodes de production intense : entre dix-sept et trente ans, entre trente-six et quarante, lorsqu'il était à Florence, ou en congé à Saint-Point, entre quarante-trois et cinquante, lorsqu'il composait *Jocelyn* et *la Chute d'un Ange*.

Il est donc loin de n'avoir été qu'un amateur, comme il se plaisait à le répéter, pour des motifs faciles à deviner, parce qu'il croyait la poésie compromettante pour sa carrière de diplomate ou de député, ou pour excuser les négligences de ses œuvres et leur caractère d'improvisation hâtive. Non seulement il a été un poète d'instinct et d'inspiration, mais il a été aussi un poète de métier, poète dans toute l'acception du terme.

* * *

Qu'il ait été admirablement doué pour cela, il est inutile d'y insister, — et qu'il ait mésusé de ces dons, qu'il les ait gâchés et gaspillés, cela est également incontestable. Mais il faut bien le reconnaître aussi : ce n'est pas seulement le temps qui lui a manqué, ce ne sont pas seulement les obligations du politicien ou de l'homme d'affaires qui ont contrarié en lui le poète : de mauvaises habitudes, des erreurs et des préjugés littéraires l'ont trop souvent empêché de donner toute sa mesure ou ont dévoyé son inspiration.

Et d'abord l'habitude de faire vite, qui se développa d'une manière effrayante pendant les dernières années de sa vie. Nous l'avons vu bâcler des milliers de pages en quelques semaines, pondre des centaines d'alexandrins entre cinq heures et neuf heures du matin et s'en vanter comme d'une prouesse. Il affectait, avec cela, de mépriser et même d'ignorer ses vers. « De qui sont ces beaux vers ? » demandait-il à sa nièce Valentine, qui venait de lui lire un passage de *Jocelyn*. A Montenero, il semait dans la broussaille des pages entières que le vent emportait et qu'on retrouvait, le lendemain, dans le sable de la plage. C'est ainsi qu'une de ses *Harmonies*, *l'Hymne du matin*, faillit être noyée dans la mer. Il regretta un moment ces feuilles envolées, puis il n'y pensa plus, dit-il, et nous en eussions été privés, si la fille d'un ramasseur de coquillages qui les avait trouvées toutes trempées d'eau salée ne les eût rapportées au négligent poète. De quel ton détaché il parle de ses vers ! Au moment où *la Chute d'un Ange* allait paraître, il écrivait à Virieu : « Je publie, ces jours-ci, un épisode de douze mille vers... C'est détestable, mais indispensable à mon œuvre future. Mille choses à ta femme... » Et quelque temps après : « *La Chute d'un Ange* paraît dans quelques jours. Ici, je n'ai pas le temps de la lire. Je te l'enverrai. Adieu !... » Comment veut-il que le lecteur s'intéresse à une chose qui l'intéresse si peu lui-même, à l'en croire ? Et pourquoi lirions-nous des poèmes que lui-même ne se donne ni le temps ni la peine de relire ? Le fait est qu'il y a un déchet formidable dans ses vers, que la plus grande partie de son œuvre poétique est devenue à peu près illisible. Ce n'est pas là une disgrâce extraordinaire. Quel est le grand

poète dont il reste plus d'une centaine de vers qu'on puisse relire avec plaisir ? On les compte. Hugo, plus artiste et plus soigneux de la forme que Lamartine, est, aujourd'hui, insupportable dans la plus grande partie de ses œuvres en vers. Mais, même dans ces parties caduques et franchement mauvaises, il reste grand écrivain : la langue, comme le style, est toujours parfaite. Il n'en va pas de même avec Lamartine. Ses négligences, sa fabrication quasiment mécanique, sa prolixité intarissable rendent extrêmement pénible la lecture de poèmes entiers. Ainsi, l'épisode de *Childe Harold*, le *Chant du Sacre*, un grand nombre d'*Harmonies*, une bonne moitié de *Jocelyn*, *la Chute d'un Ange* presque tout entière. Dans les *Recueillements*, en dépit de *la Vigne et la Maison* et de quelques morceaux de haute inspiration, il y a de larges coupes à faire.

Et pourtant Lamartine était capable, quand il le voulait, de se surveiller et de se corriger. Les différentes versions du *Lac* le prouvent. Au fond, cela était contraire à sa nature. Il est un homme d'inspiration et non de métier. Le souci de la forme n'aboutissait qu'à glacer chez lui le sentiment, à briser l'élan lyrique. Ajoutons que la rhétorique du collège et la phraséologie du XVIII[e] siècle s'étaient imposées à sa mémoire : il ne réagissait pas, il subissait ces règles et ces modes surannées. Il était en retard sur les romantiques ses contemporains. De là les clichés qui déparent ses plus beaux poèmes, l'abus des périphrases et des métaphores banales : les bardes, les lyres, les harpes et Solyme et les roses de Sâron et Bulbul et Philomèle et l'Alcyon et le Léviathan... Et puis, la monotonie de son alexandrin, qui est toujours l'alexandrin classique. Convaincu que le lyrisme et l'éloquence sont identiques, il confond sans cesse le rythme oratoire avec le rythme du vers. A tout instant, la période poétique se prolonge en période oratoire, ce qui produit un désagréable effet de rupture de ton. On écoute avec ravissement le grand poète lyrique, quand, tout à coup, l'homme de tribune lui coupe la parole. Il y a aussi les coupes prosodiques qui ne sont pas toujours très heureuses. La seule dérogation au canon classique que se permette Lamartine, c'est la césure après la neuvième syllabe, sans doute à l'imitation d'André Chénier :

Qui les faisait ainsi balancer ?... Un regard !

Rien de plus plausible que cette césure. Mais dans la classique facture lamartinienne, elle paraît peu naturelle, elle détonne trop souvent.

Le plus fâcheux, c'est l'abus de fatigantes figures oratoires : les énumérations, les répétitions, les développements interminables, les cascades de synonymes trois par trois, que Sainte-Beuve critiquait surtout dans les œuvres en prose, des poèmes entiers aboutissant à une seule phrase après des cataractes d'incidentes.

Mais n'insistons pas trop sur ces défauts qui sont la rançon d'une qualité maîtresse, du grand don de Lamartine : l'effusion lyrique. Pour lui, un poème est une harmonie continue, un grand chant d'orgue qui jaillit, intarissable, sous les doigts souverains d'un musicien céleste. Pas de digue au torrent verbal. Il paraît qu'après ses triomphes oratoires, ses prodiges d'improvisation et de virtuosité, l'habitude prise de parler sans s'arrêter, Lamartine ne voulait plus de points ni de virgules dans sa prose comme dans ses vers : « Il lui était venu une idée bizarre, conte Lacretelle : il tentait une réforme dans la ponctuation. Le grand improvisateur trouvait que les majuscules coupaient trop souvent le flot de la phrase... » En conséquence de quoi, Paul de Saint-Victor, qui était alors son secrétaire bénévole, fut chargé de faire la chasse aux majuscules sur les épreuves. Il est arrivé d'ailleurs à Lamartine d'écrire des phrases qui tiennent toute une page. Cela ne lui suffisait pas : il fallait encore plus d'espace à son souffle. Et ainsi, ce devait être la mort des virgules et des points. Un discours ou un poème ne devait être qu'une seule et grande phrase mélodique.

Une autre faiblesse chez Lamartine, ç'a été son goût persistant et même son admiration pour les écrivains mineurs du XVIIIe siècle et en particulier pour les érotiques et les élégiaques. On se souvient de l'élégie qu'il lut, en séance solennelle, à l'Académie de Mâcon, lors de la mort de Parny, en qui il salue le Tibulle français. Ce fut chez lui plus qu'un engouement passager, un entraînement de la mode, cela répondait réellement à un fond de sensualité et d'épicuréisme bourgeois et provincial. Pendant sa première jeunesse, ce Bourguignon célèbre assez volontiers le bon vin, la table et les belles. Quand il oublie ses rêves de gloire, qu'il reprend

pied dans la médiocrité de sa petite ville, il n'a guère d'autre idéal de vie que les habitués du salon de son oncle, ces émigrés de l'ancien régime, ces retraités de la marine ou de la cavalerie. A un certain moment, son vieil ami M. Blondel, dans sa petite maison, au milieu de ses livres et des fleurs de son jardin, lui représente tout ce qu'il voudrait être, tout ce qu'il voudrait avoir : des loisirs, une fortune modeste, des amis choisis, une Éléonore pour embellir sa retraite.

Il y a non seulement chez Lamartine cette veine de sensualité, mais une certaine gauloiserie, qui lui fait lire avec complaisance les romans grivois d'un Pigault-Lebrun. Il a su par cœur des centaines de vers érotiques et polissons et il en a composé lui-même. Lorsqu'il partit pour son second voyage d'Orient, en 1850, avec son ami Chamborant de Périssat, celui-ci nous raconte qu'un soir Lamartine se mit à lui réciter tout un répertoire de corps de garde, toute une rimaillerie graveleuse ou bouffonne, qu'on s'étonnait d'entendre d'une telle bouche. Il est vrai qu'un autre soir, sur le pont du bateau, Lamartine, abîmé dans ses méditations, en sortit tout à coup pour lui parler de Dieu. Évidemment, l'instinct lyrique et religieux est de beaucoup le plus fort dans une nature comme celle-là, mais il est trop souvent combattu ou adultéré par cette pointe de sensualisme persistant. Le chant de la volupté alterne avec le chant de l'adoration, quand ils ne se mêlent pas. Cela fait un mélange déplaisant. Le pire, c'est que ces goûts attardés pour la petite littérature de l'autre siècle rabaissent l'inspiration du poète. Cela le diminue d'avoir tant admiré Parny et cela se sent malheureusement, même dans des pièces du caractère le plus élevé.

« Trop d'or et trop de souquenille ! » disait Sainte-Beuve, qui opposait les paysanneries de Lamartine à ses descriptions trop magnifiques. Trop de dévotion et trop de sensualité, pourrait-on dire aussi. Il est vrai que, dans la seconde moitié de sa carrière littéraire, ce penchant, hérité du XVIII[e] siècle, s'exagéra chez lui par toute une affectation d'orientalisme. Depuis que lady Stanhope lui avait révélé qu'il avait le pied cambré comme un Bédouin et que son nom renfermait celui d'Allah (Allamartine), il se croyait obligé d'imiter la luxuriance verbale de la poésie arabe. Ce poète à l'esprit si éthéré se matérialise, s'alourdit de sensations et de couleurs voyantes.

Il veut être non seulement un musulman, mais, après que le baron d'Eckstein l'a introduit dans la forêt touffue des poèmes védiques, un Oriental, un Hindou. Cette immensité, cette énormité le fascinèrent. Il voulut rivaliser avec ces monstres. Sa déplorable facilité aidant, il ne rêva plus que d'épopées de soixante mille vers. Déjà à l'époque des *Harmonies*, Barthélemy et Méry se moquaient de ses « *Gloria Patri* délayés en deux tomes ». Faire vite, faire gros, faire beaucoup, entasser les alexandrins, cela était excellent pour la vente. S'abandonner à sa facilité, à sa nonchalance, à toute sorte d'inspirations disparates et de modes littéraires, sans y regarder de trop près, cela était évidemment très commode. Mais il est certain que ces mauvaises habitudes ont beaucoup nui au véritable génie de Lamartine.

*
* *

Des erreurs de goût, des préjugés aussi ont pu l'égarer. Par exemple, il a eu, comme tous ses contemporains, la superstition de l'épopée. Il a cru que les modernes pouvaient recommencer cette poésie primitive, refaire artificiellement et par principes ce qui fut l'expression naturelle et spontanée de sociétés depuis longtemps disparues. « Les Français n'ont pas la tête épique ! » Cette phrase, qui sonnait comme un reproche aux oreilles de la génération romantique, Lamartine a tenté de la démentir. D'abord, en jeune débutant qui a été nourri dans le culte de *la Henriade* et de *la Jérusalem délivrée*, il a l'ambition d'écrire un poème épique selon les règles. Son héros national, ce sera Clovis. Ce merveilleux sujet le transporte : il écrit même des fragments de cette grande œuvre qui doit le conduire à la gloire. Et puis, ce beau feu s'éteint, sans doute devant la médiocrité ou l'impuissance des tentatives. Mais la marotte épique le tient toujours. A Rome, en 1822, il reçoit le coup de foudre de l'inspiration : « J'ai conçu, dit-il, l'œuvre de ma vie..., un poème immense comme la nature, intéressant comme le cœur humain, élevé comme le ciel... » Plus tard, ce projet grandiose se modifie ou s'élargit encore. Ce n'est plus seulement du ciel et de la terre qu'il s'agit, mais de la destinée de l'âme, du mystère de Dieu et de la création. Sous l'influence d'Edgar Quinet, l'auteur d'*Ahasvérus*, et du baron d'Eckstein, le sanscritisant, cela va devenir quelque chose de

formidable, de tellement formidable que l'auteur n'ose aborder de front cette œuvre colossale : il commencera modestement par en donner un simple fragment, et ce sera *la Chute d'un Ange*, paraphrase de son vers célèbre :

L'homme est un dieu tombé qui se souvient des cieux.

Reconnaissons-le : la lecture en est intolérable. On ne comprend pas un pareil acharnement à mettre en vers, — en des milliers de vers, — un sujet aussi décevant, aussi dénué de substance : un ange qui devient un homme, une humanité préhistorique, celle d'avant le Déluge, — que Lamartine imagine d'après ses souvenirs du Liban, de Balbek et de Palmyre, comme tout cela est faux, comme tout cela est vide ! A part le « Chœur des Cèdres », qui est d'un beau souffle panthéistique, ou la paraphrase de l'Écriture dans *le Livre primitif*, ce long poème est d'un morne ennui. Le besoin de gagner quelques sols justifiait-il une pareille erreur ?...

Et pourtant, il est évident qu'il y avait là une idée, une très grande idée, mais restée à l'état d'ébauche, superficiellement traitée et mise en œuvre. Ce n'est plus précisément un poème épique ou cosmologique, c'est un poème symbolique. Le défaut de ces œuvres ambitieuses saute tout de suite aux yeux : le symbole se réduit à une idée abstraite, dont on a vite fait le tour, et qu'on enferme au large dans une carapace d'épopée, comme on enfermerait un roitelet dans une cage immense. D'un côté, il y a l'oiseau et, de l'autre, la cage. D'un côté, l'idée symbolique et, de l'autre, la grande machine poétique mise debout pour l'illustrer. Cela ne s'entre-pénètre point. Au fond, tout est symbole dans la nature, mais le symbole ne doit pas être surajouté à l'objet, il se tire de l'objet lui-même. Un personnage quelconque, un épisode de l'histoire ou de la vie courante, profondément creusés et rendus, peuvent devenir des symboles.

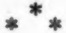
Autre erreur : ç'a été de confondre le lyrisme avec l'émotion religieuse. La prière est-elle de la poésie ? On l'a soutenu, encore une fois, il n'y a pas très longtemps. Assurément, il y a affinité entre l'une et l'autre. Pourtant, on ne saurait les confondre. La prière est un acte de soumission, le lyrisme est un acte d'exaltation. Le lyrisme, c'est la porte ouverte à toutes les fantaisies de l'imagination, à toutes les impulsions

du sentiment. La prière, c'est le recueillement dans une pensée ou dans un sentiment unique, c'est l'oubli de soi-même en Dieu. Le lyrisme, c'est la dilatation du moi ; le lyrisme est liberté absolue. La prière, même sous la forme de l'oraison mystique, est contenue par des règles, dominée par un sentiment de dépendance totale. Vouloir faire du lyrisme avec des psaumes, c'est s'enchaîner volontairement, c'est se condamner à la monotonie de quelques formules : adoration, invocation, cris de détresse ou de repentir. Et c'est ce qui explique l'ennui mortel de la plupart des *Harmonies* qui, en dépit d'une foule de beautés éparses et comme gaspillées, sont bien des *Gloria Patri* perpétuellement et fastidieusement recommencés.

La religion de Lamartine, qui a toujours été un déisme assez vague, prétendait être l'accord de la foi avec la raison. Et du moment qu'il ne concevait la poésie, la haute poésie, que sous une forme religieuse, il ne faut pas s'étonner qu'il ait défini la poésie de l'avenir, c'est-à-dire la sienne, comme une sorte de rationalisme lyrique. Dans sa préface aux *Méditations*, qu'il a intitulée : *Des destinées de la poésie*, il affirme qu'elle doit être la raison « chantée ». Même erreur que pour le sentiment religieux. La poésie n'est pas plus la science ou la philosophie qu'elle n'est la prière. Vouloir en faire l'interprète de la raison, c'est la précipiter dans le prosaïsme, c'est recommencer les discours en vers de Voltaire. On sait que Lamartine admirait beaucoup Voltaire, qu'il a subi fortement son influence, tout au moins littéraire. Et, de fait, rien ne ressemble plus que certaines *Méditations* aux discours en vers du philosophe de Ferney. Avec un peu plus d'accent ou de couleur, *la Foi, l'Immortalité, la Providence à l'homme* ne sont guère autre chose. Entraîné par ce système, le poète en arrive à mettre en vers ce qui serait aussi bien dit, et même mieux, en prose. On côtoie la poésie mécanique de Delille, qui était la mise en vers de toute chose. Sans doute, il y a affinité entre la poésie et la métaphysique, comme entre la prière et le lyrisme. Mais cela non plus ne se confond point. Qu'on relise, par exemple, dans *la Mort de Socrate*, les passages où Lamartine a essayé de traduire la métaphysique platonicienne : il y parvient au prix d'un certain vague, d'une certaine imprécision. Ce sont de brillantes réussites. Mais comme ces passages semblent didactiques, pro-

saïques même, en regard des morceaux de poésie pure qui font la haute valeur et le charme de cet admirable poème!

Lamartine, comme Renan, a cru à une raison collective, qui serait la manifestation totale de Dieu dans l'humanité. La poésie doit être l'interprète, l'annonciatrice de cette raison suprême, qui sera la raison de tous. Le peuple y participera. En attendant, il a besoin qu'on l'éclaire, qu'on tourne ses yeux vers ce sublime idéal de l'avenir. Et ainsi la poésie, qui est la raison chantée, doit être sociale. Elle doit s'adresser au peuple : il faut une littérature pour le peuple. Ç'a été une des chimères de Lamartine de vouloir créer une littérature populaire. Il a cru au génie de Reine, la petite couturière d'Aix-en-Provence, comme à celui d'Antoinette Quarré, la jeune ouvrière de Dijon. Or, le peuple a sa littérature : c'est le roman-feuilleton, qui, d'ailleurs, est écrit par des bourgeois. Il faut que chacun parle sa langue. Il y a une langue littéraire et une autre qui ne l'est pas. La première n'est ni populaire, ni bourgeoise. Elle est littéraire tout simplement. Il faut l'apprendre, et tout le monde peut l'apprendre avec les capacités requises. En dehors de cela, il n'y a que niaiserie, grossièreté ou platitude. Il y a la littérature et sa contrefaçon, qui n'est littérature que par abus de langage.



Empressons-nous de reconnaître que, malgré ces erreurs et ces préjugés, ces déficiences et ces faiblesses, Lamartine a été poète autant qu'on peut l'être, qu'il épuise toute l'idée de la poésie. Mais, pour avoir cette impression sans mélange, dans toute sa pureté et dans toute sa plénitude, il faut éliminer résolument un énorme déchet et s'en tenir à un petit nombre de pièces à peu près parfaites. Ce sacrifice s'impose presque toujours, même avec les écrivains entrés dans la gloire : ils laissent sur le seuil de l'immortalité un lourd fatras. La plupart du temps, ce qui subsiste d'un grand poète pour la postérité, ce qui reste vivant dans la ruine de l'œuvre, se réduit à quelques centaines de vers, à quelques morceaux, voire à quelques strophes, qui prennent une place toujours précaire dans les anthologies. Pour goûter encore dans leur ensemble les *Méditations* ou les *Harmonies*, on est obligé de faire abstraction de toute une phraséologie démodée ou

creuse et d'une foule de défauts, pour se laisser emporter par le grand souffle lyrique qui traverse ces prolixes développements, pour n'écouter que le grand chant d'orgue qui domine de vaines paroles, et qui se déroule par delà les mots. Il est vrai d'ailleurs que, même dans les parties les plus insupportables, d'admirables vers, des strophes entières éclatent.

Mais là où il est excellent, c'est vraiment la poésie toute pure, chose rarissime en français, qualité exquise que nos plus grands écrivains en vers n'ont presque jamais connue. C'est une fusion si complète de la musique et du verbe qu'on ne peut rien rêver au delà, une telle simplicité dans la justesse ou la magnificence de l'expression que le style ne se remarque plus : il n'y a plus de style, tant la forme et le fond se pénètrent et s'identifient.

Dans l'univers de Lamartine, tout est fluide, éthéré, radieux. Il est le poète de la lumière, des reflets, des choses légères, impondérables. Lui seul pouvait essayer de nous suggérer l'idée des « corps glorieux », tels que les conçoit la théologie catholique :

— Quoi ! des corps dans le ciel ! La mort avec la vie ?...
— Oui, des corps transformés que l'âme glorifie.
L'âme, pour composer ces divins vêtements,
Cueille en tout l'univers la fleur des éléments :
Tout ce qu'ont de plus pur la vie et la matière,
Les rayons transparents de la douce lumière,
Les reflets nuancés des plus tendres couleurs,
Les parfums que le soir enlève au sein des fleurs,
Les bruits harmonieux que l'amoureux zéphyre
Tire, au sein de la nuit, de l'onde qui soupire.
La flamme qui s'exhale en jets d'or et d'azur,
Le cristal des ruisseaux roulant dans un ciel pur,
La pourpre dont l'aurore aime à teindre ses voiles
Et les rayons dormants des tremblantes étoiles
Réunis et formant d'harmonieux accords
Se mêlent sous ses doigts et composent son corps...

Pareillement, dans le monde moral, il a ouvert des régions qui ne sont qu'à lui, d'une spiritualité inconnue jusqu'alors, du moins en vers, monde angélique, où tout est pureté,

innocence baptismale, chasteté d'avant la chute, élévation, exaltation vers l'infini, affranchissement de la matière. Il est à remarquer que, quand il veut décrire la matière dans ses aspects brutaux, dans sa lourdeur d'élément ou dans ses laideurs, il y échoue. Ses descriptions sont maladroites. De même, quand il veut peindre le mal, représenter des natures basses ou dégradées, comme dans certaines parties de *la Chute d'un Ange*. Cela, chez lui, est forcé, cela tourne à la caricature. Le mal, comme la laideur, échappe à ses prises. Au rebours d'un Pascal, ce chantre de la chute originelle n'en a pas le sentiment. Et c'est la grande lacune de son éthique comme de sa métaphysique. A ses yeux, tout est splendeur égale, harmonie et beauté. Il ne veut voir que ce qu'il y a de divin dans le monde. La poésie est quelque chose d'immense comme Dieu même, qu'elle s'efforce d'exprimer. Tout est beau, tout est bon, tout est juste : le mal et la douleur même, qu'il est bien loin de nier, en homme qui a beaucoup souffert, finissent par s'intégrer, à leur place, dans l'ordre universel.

* * *

Quand on a dans la tête une pareille idée de la poésie, il n'est pas étonnant qu'on cherche un moyen d'expression plus libre que celui du vers, qu'on rejette finalement les entraves de la prosodie et qu'on cherche dans une prose rythmée et musicale un instrument plus ductile, plus souple, plus embrassant, plus pénétrant que le vers. Lamartine, dès ses débuts, s'y acheminait instinctivement. Plus tard, c'est en toute conscience qu'il veut briser le moule prosodique et rejeter la rime. Qu'est-ce que cela donnera ? Sera-ce encore de la poésie ou de la prose poétique ? Il n'en a cure : ce sera son moyen d'expression à lui, le mieux approprié à sa vision intérieure, à la surabondance de ses idées et de ses sentiments. Comment même emprisonner dans des mots cette chose subtile, immense et mystérieuse qu'est la poésie ? En tout cas, le nombre, la mesure et la rime sont des chaînes dont il vaut mieux se libérer. Dans son *Cours familier*, il y insiste à plusieurs reprises : « N'est-ce pas un jeu d'enfant que cette condition arbitraire et humiliante de la prosodie des peuples consiste à faire marcher l'expression de sa pensée sur des

syllabes tour à tour brèves et longues, comme une danseuse de ballets qui fait deux petits pas, puis un grand sur ses planches ? N'est-il pas puéril que la poésie consiste à couper son sentiment dans toute sa fougue en deux hémistiches d'égale dimension, comme si les vibrations de l'âme étaient parallèles, et que la passion, l'amour, l'adoration, l'enthousiasme dussent être coupés par la césure, comme l'archet du chef d'orchestre coupe l'air en deux pour l'exécutant ? Enfin, comme si la pensée ne pouvait s'élancer de la terre au ciel, à moins d'attacher, sous le nom de *rime*, à chacun de ses vers deux consonances métalliques, comme la bayadère de l'Inde attache deux grelots à ses pieds pour entrer et pour adorer dans le temple ! »

A ses yeux, l'univers, reflet de Dieu, est une immense poésie captive. On peut la délivrer par n'importe quel moyen d'expression. Il la trouve partout, dans tous les actes de sa vie, dans toutes les manifestations de la pensée ou du sentiment : il suffit de la dégager et de la faire resplendir, pour magnifier et illuminer une existence. Même autour des êtres, ou des actes les plus humbles, il y a toujours comme une frange, comme un halo de poésie, que les âmes fraternelles savent discerner. Cette poésie-là, elle a rempli toute l'existence de Lamartine, depuis son enfance de petit paysan dans les champs et la vieille maison de Milly jusqu'à ses triomphes de tribun se dressant de toute sa hauteur et de toute son éloquence contre l'émeute déchaînée et abattant le drapeau rouge. Législateur, il veut faire descendre Dieu dans les lois. Simple gentilhomme campagnard, il met de la poésie dans tout ce qui l'entoure, dans les ceps de ses vignes, dans les plantations de Monceau ou de Monculot, dans ses chiens et ses chevaux, dans ses chevauchées, dans les banquets politiques et les réunions électorales, jusque dans ses déjeuners frugaux du matin, dans sa petite chambre voûtée de Saint-Point, lorsque après avoir abattu sa besogne quotidienne, il mange un morceau de fromage sur du pain bis, une grappe de raisin ou une pêche. La façon fastueuse dont il a vécu à Naples et à Florence, ses attitudes de grand seigneur terrien, ses réceptions, ses aumônes, ses prodigalités de toute sorte, c'est encore de la poésie lamartinienne. A la Chambre, lorsqu'il parle sur les sucres, les chemins de fer ou la conversion des rentes ; à

Mâcon, lorsqu'il harangue le Conseil général ou la Société d'horticulture, c'est encore et toujours de la poésie, ou, du moins, la poésie est toujours à l'arrière-plan du discours. Enfin, cette fiction qu'il a soutenue ou qu'il a créée, cette fiction qu'il était riche, qu'il pouvait vivre à crédit sur des récoltes futures, des livres non encore écrits, des domaines ou des royaumes au pays des *Mille et une nuits*, n'est-ce pas encore de la poésie ?... En tout cas, lui-même l'a dit : « L'existence était un poème pour moi. L'univers, en notes diverses, ne chantait ou ne gémissait qu'un hymne... Les révolutions auxquelles j'assistai, la guerre, la diplomatie, la politique, auxquelles je me consacrai, m'apparurent, *comme les passions de l'adolescence m'étaient apparues, par leur côté littéraire.* J'aurais voulu que la vie publique mêlât le talent littéraire à tout. Rien ne m'apparaissait réellement beau dans les champs de bataille, dans les vicissitudes des empires, dans les congrès des Cours, dans les discussions des tribunes, que ce qui méritait d'être ou magnifiquement dit ou magnifiquement raconté... » Il écrit cela dans son *Cours familier*, à soixante-six ans, après la vie que l'on sait et dont il semble seulement prendre conscience. Quel aveu ! Il a été un poète, il a été un écrivain, soucieux de l'effet littéraire d'un bout à l'autre de son existence. Il le reconnaît : lorsqu'il aimait Graziella, lorsqu'il aimait Julie, c'était de la littérature, ou plutôt c'était de la poésie vécue. Il pouvait affecter de mépriser la poésie écrite, dans la crainte de ne pas être pris au sérieux par les gens positifs : il ne pouvait pas renier la poésie toute pure, l'âme de son âme, sans se renier lui-même.

*
* *

Mais c'est surtout dans son œuvre en prose, œuvre énorme qui dépasse de beaucoup son œuvre en vers, qu'il a été réellement un poète.

C'est certainement à sa propre prose qu'il pensait lorsqu'il écrivait : « Parmi les écrivains poètes, les uns par impuissance, les autres par dédain se sont dispensés avec bonheur de la forme des vers : *ils n'en ont pas moins inondé l'âme de poésie.* Platon, Tacite, Fénelon, Bossuet, Buffon, Rousseau, Bernardin de Saint-Pierre, Mme de Staël, Mme Sand en France, une foule d'autres en Allemagne et en Angleterre ont écrit

des pages aussi émouvantes, aussi harmonieuses et aussi colorées que les poètes versificateurs de nos temps et des temps antérieurs... »

Cette critique insistante du vers, c'était peut-être une bonne pierre lancée dans le jardin de Victor Hugo, mais cela répondait certainement à sa conviction la plus intime, c'était dit en toute sincérité. Il y a une connaissance poétique des choses, la poésie est une forme de la connaissance, peut-être la plus haute de toutes. C'est par la poésie que Lamartine a connu le monde et l'homme. La poésie pure est candeur, innocence, chasteté. De là la pureté, la simplicité exquise de sa phrase, sauf lorsqu'il veut faire du style, ce qui lui arrive rarement, ou lorsque la langue le trahit : il est à remarquer, en effet, que sa langue n'est pas toujours très pure. Mais ces scories sont emportées par le souffle lyrique ou la sincérité de l'accent. Il a horreur du factice, de l'artifice : c'est son cœur qui parle en toute innocence, en toute confiance et en tout abandon. Je ne connais guère chez nous que Loti qui soit aussi simple, aussi sincère, aussi cœur à cœur avec son lecteur. Comme Lamartine est vrai, surtout dans ses pages familières, qui sont des modèles de réalisme poétique ! Il a touché aux plus humbles gens, tout en restant un grand lyrique. Il a dit d'eux tout ce qu'il considérait comme l'essentiel, c'est-à-dire toute leur poésie intime, tout ce qui, en eux, pouvait parler au cœur. De lui-même, il n'a point parlé d'une autre manière : « Mon âme est comme ces cribles où les laveurs d'or du Mexique recueillent les paillettes du pur métal dans les torrents des Cordillères. Le sable en retombe, l'or reste. A quoi bon charger sa mémoire de ce qui ne sert pas à nourrir, à charmer ou à consoler le cœur ?... »

Qu'on lise ses mémoires, ses discours politiques, son *Cours de littérature*, sa correspondance et jusqu'aux commentaires dont il a rallongé ses *Méditations* ou ses *Harmonies*, on sera surpris de retrouver partout, même au milieu du pire fatras, comme dans ses plus mauvais poèmes, un flot de poésie toujours jaillissant, d'admirables pages perdues, jetées avec une prodigalité, une munificence vraiment royales. Tout le monde connaît le morceau célèbre sur Mistral, qui est une ode triomphale en l'honneur du chantre de Mireille. Combien d'autres qu'il faudrait colliger en la plus magnifique et la

plus vivante des anthologies ! Dans ses *Mémoires* et ses *Confidences*, tout ce qu'il a dit sur lui, son père, sa mère, ses sœurs, sur Milly, sur Saint-Point, sur Mâcon et la société mâconnaise, sur ses voisins de campagne, tout cela est chanté plutôt que conté. Et, pour s'en tenir aux morceaux de tout premier ordre, cette description ensoleillée et tragique du quartier du Transtévère dans l'épisode Regina-Saluce, le golfe de Naples dans *Graziella*, le lac du Bourget dans *Raphaël* ; ailleurs, les paysages du Bugey, du Dauphiné, du lac de Genève ; l'idylle avec la jeune batelière de Nernier ; celle de la Jumelle et de Didier, le toucheur de bœufs, dans le *Cours familier* ; et, dans ce même recueil, qui est une mine de richesses inconnues (1), cette éblouissante description de la représentation d'*Athalie* à l'Opéra, devant Louis XVIII et toute la cour de France, avec Talma pour interprète, prêtant le prestige de son art à cette grande manifestation royaliste et religieuse. Mais on n'en finirait pas de tout citer. Ses livres d'histoire, ses vies d'hommes illustres sont des successions de portraits héroïsés. Et quand il fait de la critique littéraire, c'est encore en poète. Je ne sais rien de plus pénétrant et de plus lyrique à la fois que ce qu'il a écrit sur Pétrarque, sur Voltaire, le moins lyrique des hommes, sur Cicéron surtout, en qui il se mire, en qui il voit l'homme-verbe de l'antiquité, le type le plus complet de l'homme de lettres et de l'homme d'État. Et toutes ces phrases qu'il sème comme négligemment, à propos de tel écrivain rencontré ou salué au passage, par exemple celles sur Bonald, qu'il appelle « un vieillard d'idées », une de ces intelligences obstinément tournées vers le passé, pour écouter « le beau son des choses qui meurent dans l'esprit humain... ».

* * *

Mais ne nous donnons pas l'air de sacrifier ses vers à sa poésie vécue ou écrite, pas plus que nous ne pouvons sacrifier le lyrique à l'homme d'action. Malgré tout ce qu'il reproche à la prosodie et tous ses plaidoyers en faveur de la liberté du lyrisme et de l'inspiration, il reconnaissait lui-même la supé-

(1) M. Jean des Cognets en a donné des extraits abondants et très heureusement choisis en deux volumes publiés par la Librairie Garnier : *Cours familier de littérature, Extraits.*

riorité du vers comme formule définitive et indestructible de la pensée : « Le vers français, disait-il, dont nous avons accusé ailleurs le vice et la puérilité trop musicale dans notre poésie, est cependant la dernière expression de la condensation, de l'harmonie, de la vibration, de l'image, de la grâce, ou de l'énergie de la parole humaine (1). » Lamartine justifie absolument cette définition dans ses poèmes les plus parfaits, comme *le Lac, le Crucifix, le Chant d'amour, Gethsémani, la Vigne et la maison*, et une multitude de morceaux épars dans toute son œuvre. Cela durera certainement autant que la langue. Et cela est unique en français comme modèles de poésie pure, absence totale d'artifice, fusion intime et complète de la musique verbale, de l'image, de la pensée ou du sentiment. Cela est simple et semble fait de rien.

Quand on a lu de tels vers, on en vient à se demander si Lamartine ne serait pas notre seul poète, je ne dis pas notre plus grand écrivain en vers, mais celui de tous qui s'est le plus approché de ce qu'il y a d'essentiel dans la poésie. Il est, en tout cas, le plus poète de nos grands poètes.

Cette œuvre radieuse et sans ombre, qui ne connaît ni la haine, ni la laideur, ni le mal, est toute pleine de richesses intérieures encore aujourd'hui trop ignorées. En avance sur son siècle, comme toutes les œuvres supérieures, elle n'a pas encore développé toutes ses virtualités exaltantes et purificatrices. Elle est pleine d'idées qui demandent à voir le jour, de sentiments qui sont la fleur d'une civilisation et dont la noblesse, la générosité, l'élévation sont une muette protestation contre les temps barbares où nous nous enfonçons.

Ses idées sociales surtout, comme ses idées politiques, ont été méconnues. Cet aristocrate, qui a subi la révolution de 1848 comme une fatalité du moment, qui en est en partie responsable, qui l'a faite, on peut le dire, malgré lui, débordé par la marche imprévue des événements, est au fond un conservateur, mais un conservateur tourné vers l'avenir et qui cependant, tout en comprenant la nécessité des réformes qui s'imposent, ne veut pas rompre follement avec les principes fondamentaux de toute civilisation. Encore, à la fin de

(1) Il avait déjà dit dans un de ses poèmes :
Mais le vers est de bronze et la prose est d'argile.

sa vie, dans un des entretiens de son *Cours familier*, il affirmait énergiquement ces principes, en réfutant les inhumaines théories de Rousseau : sainteté de la famille, sainteté de la propriété, sainteté du travail et de l'inégalité. Écoutons ce testament d'un homme de la terre, qui était aussi un homme du ciel : « Où serait le mobile de l'activité, si la loi sociale était assez insensée pour dire à l'homme laborieux et économe et à l'homme oisif et parasite de la terre : Travaillez, ou reposez-vous, produisez ou consommez, votre sort sera le même et vous serez égaux devant la misère ? Je vous condamne à être également misérables pour vous empêcher d'être réciproquement envieux ! Le monde s'arrêterait le jour où une loi si immobile serait proclamée par les utopistes de J.-J. Rousseau. Cette politique ne pouvait naître que sous la plume d'un prolétaire affamé, trouvant plus commode de blasphémer le travail, la propriété, l'inégalité des biens, que de se fatiguer pour arriver à son tour à la propriété, à l'aisance, à la fondation d'une famille. *De tels hommes sont les Attilas de la Providence*. Car la propriété et l'inégalité des biens sont les deux providences de la société : l'une procréant la famille, source de l'humanité, l'autre produisant le travail, récompense de l'activité humaine. Il n'y aurait plus d'injustice sans doute dans ce système, parce qu'il n'y aurait plus de justice. Il n'y aurait plus de misère, parce qu'il n'y aurait plus de pain : la famine serait la loi commune. Voilà la législation de ces philosophes de la faim : l'univers pétrifié, l'homme affamé, le principe de tout mouvement arrêté, le grand ressort de la machine brisé. L'homme content de mourir de faim, pourvu qu'aucun de ses semblables n'ait le superflu : constitution de la jalousie, vice détestable, au lieu de la constitution de la fraternité, heureuse de la félicité d'autrui, vertu des vertus !... »

Cette grande voix du passé, qui jette le cri du salut, peut-elle être encore entendue par l'humanité d'aujourd'hui, cette humanité égarée à qui l'on ne saurait trop rappeler, avec Lamartine lui-même, qu'elle est « tombée des cieux » ?

LOUIS BERTRAND.

L'ACTION CATHOLIQUE

AU SERVICE DE LA NATION

Au lendemain de la déclaration de guerre, Son Éminence le cardinal Verdier, recevant les dirigeants des grands mouvements d'Action catholique, examina avec eux comment il était possible de se mettre à la disposition du pays, comment il était possible d'adapter aux circonstances les œuvres catholiques qui allaient être fortement touchées par la mobilisation, les évacuations, la désorganisation provoquée par l'état de guerre. Avec un élan spontané, il fut aussitôt décidé de ne rien arrêter, d'essayer de tout maintenir, de créer de nouvelles organisations destinées à rendre à la nation les services qui l'aideraient à supporter l'épreuve et remporter la victoire. Mgr Courbe, secrétaire général de l'Action catholique, dans le même temps, prenait et gardait le contact avec les pouvoirs publics, commençait une série de démarches et de consultations. Des réunions de dirigeants se tinrent régulièrement à Paris, sous la présidence du cardinal Verdier, tous les quinze jours. Ayant assisté à toutes ces réunions, je puis témoigner de l'assiduité des hommes et des femmes d'œuvres, de l'intérêt des exposés qui, pendant une heure, y furent faits sur telle ou telle initiative, de l'importance des décisions qui, d'un commun accord, furent prises. Des mots d'ordre furent aussi donnés qui, par les mouvements et les associations nationales, prolongeraient jusqu'aux extrémités de la France l'effet bienfaisant et stimulant de ces réunions.

Tous les évêques de France, sur le plan diocésain, agissaient de même avec leurs œuvres.

Il s'est ainsi créé à travers le pays tout un réseau d'œuvres catholiques mettant au service de la France leurs cadres, leurs dévouements, leur charité et leurs influences. C'est une synthèse de ces innombrables activités, c'est un tableau de ces patriotiques mouvements d'Action catholique, pendant la guerre et en fonction de la guerre, que je voudrais rapidement présenter.

MOBILISATION SPIRITUELLE

Tous les cardinaux, archevêques et évêques de France ont, dès le premier jour de la guerre, élevé la voix pour donner à leurs fidèles les paroles de consolation, d'espérance et de foi que ceux-ci attendaient de leurs pères spirituels. Ils se sont montrés aussi chefs en prodiguant tout au long des semaines qui suivirent les consignes et les conseils permettant aux populations de supporter chrétiennement les souffrances inhérentes à toute guerre, les incitant à remplir généreusement leur devoir, leur demandant d'être, partout où la Providence les plaçait, si humble que fût le poste, si modeste que fût la tâche, des Français à l'âme ardente, des chrétiens de conduite exemplaire. Tout notre épiscopat profita de la circonstance pour proclamer à la face du monde le bon droit de la cause défendue par la France, montrant celle-ci se battant, entre autres buts, pour la défense de la conception chrétienne du droit et de la morale. Je ne citerai ici que des cardinaux:

La lutte engagée, déclare le cardinal Verdier, a une grandeur émouvante et nos enfants sont bien les défenseurs de la plus sainte des causes. De quoi s'agit-il en effet ?

Sans doute des ambitions communes, et toutes d'ordre matériel, unissent les nations, ou, plus justement, les gouvernements qui sont à cette heure nos ennemis. Mais, tout le monde le sait, au-dessus de ces intérêts, ils veulent propager dans le monde ces deux idéologies monstrueuses que le grand Pie XI a solennellement condamnées, le *racisme et le bolchevisme.*

Et n'est-il pas frappant, consolant même, que les faits les aient peu à peu réunis au point de constituer ensemble le front de ce que

l'histoire appellera la « barbarie moderne » ? Ennemis de la liberté, de la fraternité humaine, de la civilisation que nous aimons, c'est-à-dire de la civilisation chrétienne, ils affichent la haine entre les peuples, le droit de la force brutale, le mépris de ces attitudes d'amour fraternel qui, seules, donnent à la vie son charme. En définitive, ils nous apparaissent de plus en plus comme les apôtres du paganisme renaissant. Quelle régression !

Nos enfants se dressent donc devant eux pour défendre, non pas seulement les légitimes frontières des peuples, mais cet ensemble de convictions et d'attitudes qui ont fait la civilisation chrétienne, et qui constituent le véritable progrès humain... C'est vraiment une croisade qu'ils commencent, la croisade de la vraie liberté, de la fraternité chrétienne, la croisade de notre civilisation.

Le cardinal Suhard, archevêque de Reims, remarque :

Nous avons vu les efforts faits par notre gouvernement et par celui de notre alliée, la Grande-Bretagne, pour détourner le fléau. Nous avons eu l'évidence de la brutalité avec laquelle l'ennemi a agi ; nous ne disons pas du peuple ennemi, mais de celui qui le conduit et qui demeurera le grand responsable devant l'histoire. Nous sentons que nous marchons, non seulement par respect de la parole donnée à un peuple ami odieusement attaqué, mais encore parce qu'il y va de l'enjeu le plus précieux pour les Français et pour des hommes : le maintien de la justice, du droit à la liberté et à la paix dans les relations entre les peuples ; toutes choses sans lesquelles la terre ne serait plus habitable et la civilisation serait en péril.

Le cardinal Liénart, évêque de Lille, écrit :

La France entre dans la lutte forte de son bon droit et résolue à réduire à l'impuissance l'injuste agresseur. Le peuple de France l'a magnifiquement compris. Il se sent, dans la circonstance, le défenseur de notre civilisation humaine et chrétienne contre la barbarie brutale. Il l'est, en réalité, et il fait face au danger dont il mesure toute la gravité avec une conscience, une résolution, un calme qui méritent l'admiration. Nous adressons aux hommes et aux jeunes gens qui nous quittent pour servir cette noble cause notre salut le plus cordial, celui de l'évêque qui voit s'éloigner ses fils très aimés, mais aussi celui de l'ancien aumônier militaire qui a gardé aux aînés une amitié fidèle et qui retrouve dans les plus jeunes la même ardeur généreuse. Nous adressons aux femmes qui ont vu partir leur mari, aux enfants

qui ont vu partir leur père, aux familles qui restent, nos encouragements les plus paternels. La population de cette région, qui a gardé, il y a vingt-cinq ans, dans les heures les plus dures de la guerre, un moral sans défaillance, saura, nous en sommes sûr, faire preuve de la même fermeté d'âme...

Le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon :

Conscients de ne vouloir servir que le droit, de n'aspirer qu'à la justice et au rapprochement fraternel des hommes et des peuples, sans haine contre personne, nous remettons à Dieu notre cause.

Les yeux fixés sur la croix, qui nous rappelle la loi mystérieuse du sacrifice et la valeur rédemptrice de la douleur, nous apporterons à la patrie le concours sans réserve de toutes nos forces, à la paix l'effort incessant de notre prière jamais découragée ni lassée, au Maître divin le témoignage de notre inébranlable confiance en l'amour qu'à travers tous les siècles il a daigné manifester à la fille aînée de son Église.

Comment, enfin, ne joindrai-je pas aux voix de ces princes de l'Église de la France continentale celle de leur collègue de Syrie et Liban, Sa Béatitude Éminentissime le cardinal Tappouni, patriarche syrien d'Antioche, — un cardinal de la France d'outre-mer, — qui, dans une lettre adressée à M. François Veuillot, écrivait de Beyrouth, le 4 décembre 1939 :

Les sentiments du pays entier sont tout à fait pour la noble France : les chrétiens, surtout les catholiques, lui sont liés, pas de doute possible ; les autres, musulmans de toutes sectes, considèrent leurs intérêts d'accord avec la Grande-Bretagne, donc avec la France aussi. Grands et petits, personnages importants ou vulgaires profanes, tous se rendent très bien compte que votre vaillante nation est en train de défendre le droit et la justice, la liberté mondiale (peut-on dire) contre l'agression de la barbarie qui ne veut rien moins que dominer l'univers. Sans trop de peine, ils voient clairement qu'avec la victoire des Alliés c'est leur propre sécurité qui est assurée ; autrement, à Dieu ne plaise, c'est l'esclavage général qui pèsera et écrasera notre pauvre monde ; c'est, purement et simplement, le retour aux plus sombres époques de l'histoire. On considère donc aisément la lutte actuelle comme une vraie croisade moderne. Aussi, pas une voix discordante à travers tous ces pays.

C'est l'épiscopat entier de la France, des colonies, des protectorats et des pays sous mandat qui s'est levé pour apporter à la patrie en guerre l'appui de son autorité, pour effectuer la mobilisation des forces spirituelles.

* * *

La plus grande marque d'attachement qu'un chrétien puisse donner à une cause est de prier pour elle. Pour celui qui croit que la Providence mène le monde, même lorsque ses desseins n'apparaissent pas aux yeux des hommes, pour celui qui croit que les destinées humaines sont entre les mains de Dieu, l'appel lancé vers le ciel n'est jamais vain. Il est pour la force armée, qu'il n'a jamais prétendu ni pu remplacer, un auxiliaire que rien ne supplée. Je sais bien que les prières ne sont pas toujours exaucées et qu'il y a chez nos ennemis d'excellents chrétiens qui prient aussi probablement pour la victoire de leur pays. Mais les théologiens nous enseignent qu'aucune prière n'est vaine et que, de ce que nous appelons un échec, Dieu, souvent, tire de grands biens spirituels. Il y en a d'ailleurs maints exemples dans la vie des hommes comme dans l'histoire des peuples.

Répondant en masse à l'appel de leurs évêques, les fidèles de tous les diocèses ont, dès le premier jour de la mobilisation, fait monter vers le ciel des prières innombrables. Il n'est pas de petit village, il n'est pas de monastère où des âmes pieuses n'aient prié pour la France.

Dans les sanctuaires innombrables qui, en France, sont des centres de pèlerinage, la prière redoubla. Au Sacré-Cœur de Montmartre, l'adoration diurne et nocturne a continué sans arrêt. Dans la basilique de Domremy, devant l'autel de sainte Jeanne d'Arc, un cierge, nuit et jour, brûle pour la France. A Sainte-Germaine de Pibrac, tous les matins et tous les soirs, on prie pour la victoire, pour la paix et pour les soldats que leurs familles ont fait inscrire sur un livre d'or déposé sur la châsse de sainte Germaine. A Notre-Dame de Pontmain, le nombre des officiers et soldats de l'armée de terre, de mer et de l'air, français et alliés, inscrits sur les registres de prières dépasse cinquante mille.

Des neuvaines, des triduum ou des journées de prières furent célébrés à Paris, en l'église Saint-Michel, en l'honneur

de ce saint ; à Saint-Étienne-du-Mont, en l'honneur de sainte Geneviève ; à Notre-Dame-des-Victoires, en l'honneur de la Vierge ; à Orléans, en l'honneur de Jeanne d'Arc ; dans le diocèse du Mans, à Notre-Dame-du-Chêne, etc.

Dans le diocèse de Toulon et Fréjus a été érigée, en la chapelle du Mont Verdaille, la confrérie de Notre-Dame-de-Grâces pour le salut de la France, confrérie affiliée à l'archiconfrérie de Notre-Dame-des-Victoires.

C'est une véritable mobilisation céleste de tous les saints et saintes, protecteurs de la France.

La Jeunesse étudiante chrétienne (J. E. C.) a lancé à tous ses groupements, dans la France entière, l'appel suivant pour le 11 novembre :

Partout, dans toutes les écoles... ou à proximité de chaque école.

Par petits groupes de militants ou, individuellement, à leur table de travail, s'unissant par l'offrande à cette heure sainte, tous les jécistes, au terme de cette dixième année de leur J. E. C., vont prier :

Pour le salut de la France et de leurs frères aux armées ;

Pour le règne du Christ ;

Pour la paix juste et durable ;

Pour obtenir la grâce d'être « prêts à tous les sacrifices »...

LE MORAL DES CATHOLIQUES EN FACE DE LA GUERRE

Pour juger de l'état des esprits, des sentiments, du moral des catholiques de la France en guerre, il suffit d'en citer quelques manifestations. Cette déclaration, d'abord, du général de Castelnau, président de la Fédération nationale catholique :

Fidèle à l'esprit et à la lettre de ses statuts, la Fédération nationale catholique n'a pas cessé, depuis son origine, de servir, dans toute la mesure de ses forces, les intérêts de la religion et de la patrie française. Elle a dénoncé avec force les invariables desseins hégémoniques de l'Allemagne prussianisée ; elle a largement diffusé les enseignements magistraux du Père commun des fidèles sur le fléau du communisme, de l'hitlérisme, du racisme ; elle a refusé énergiquement la main hypocritement tendue aux catholiques par les maîtres trompeurs du bolchevisme. Par ailleurs, la Fédération nationale catholique s'est élevée vigoureusement contre toutes les propagandes conscientes ou inconscientes et contre toutes les mesures susceptibles

d'affaiblir les forces spirituelles du pays et la valeur de sa puissance armée.

La Fédération nationale catholique est donc rigoureusement dans sa ligne en affirmant aujourd'hui sa constante et inébranlable volonté de consentir tous les sacrifices qu'exigent les intérêts suprêmes de la patrie et la victoire certaine de la France.

Courage, patience et confiance ! Avec l'aide de Dieu, *on les aura*, une fois de plus, et cette fois sera la bonne.

Cette lettre de la vicomtesse de Curel, présidente générale de la Ligue féminine d'Action catholique française, à ses deux millions de ligueuses :

Chères amies... Ces mots montent de mon cœur à mes lèvres en songeant à vous toutes qui, disséminées dans les différents coins de France, souffrez de la même grande souffrance... Comme je voudrais pouvoir adoucir votre peine, apaiser vos angoisses ! Hélas ! à l'heure des grandes épreuves, il en est une, particulièrement douloureuse, qui consiste à mesurer l'étendue de son impuissance à soulager ceux qui souffrent. Cependant, n'est-ce pas déjà une vraie douceur que de sentir l'union de nos esprits et de nos cœurs en ces heures cruelles ? Oui, j'en suis sûre, nous, les deux millions cent mille, nous ne sommes plus « qu'Une », Une dans le sacrifice, Une dans le courage, Une dans la foi en la mission providentielle qu'a reçue notre pays... Soyons fières de la France, fières de la mission qui lui est dévolue et, pour être dignes d'elle, sachons « tenir » chacune à notre place, l'âme priante, le cœur vaillant, le visage souriant, quoi qu'il nous en coûte.

Ce message de l'Association catholique de la Jeunesse française (A. C. J. F.) :

A l'heure où la France appelle tous ses fils à venir la défendre, le Comité général de l'A. C. J. F. tient à envoyer son salut à tous les jeunes des mouvements spécialisés (Jocistes, Jacistes, Jicistes, Jécistes, J. M. C.), qui constituent la grande famille de l'Association catholique de la Jeunesse française et qui sont aujourd'hui rassemblés dans notre armée de terre, de mer et de l'air.

Tous unis par un même devoir derrière le gouvernement de la France, nous apportons au poste que nous assigne la Providence l'ardeur de notre foi, l'élan de notre charité rayonnante qui fera de nous, dans notre nouveau milieu de vie, les témoins de notre Christ, ainsi que nos mouvements nous ont appris à l'être partout.

Au service de tous nos frères, nous saurons profiter des heures graves que nous vivons pour réconforter par notre exemple, par notre courage dans les épreuves, notre optimisme et notre foi en la victoire, nous permettant d'être ainsi un témoignage vivant et vécu de notre christianisme. Remercions Dieu qui donne à notre jeunesse la responsabilité d'un témoignage parfait, à l'exemple du Christ, et soyons dignes d'une si belle vocation.

DU SERVICE DU SOLDAT A LA DÉFENSE PASSIVE

Dès les premiers jours de la guerre, les œuvres catholiques se sont préoccupées d'organiser les services que, de l'arrière, elles pourraient rendre aux combattants et qu'à l'arrière elles pourraient rendre aux pouvoirs publics.

C'est dans cet esprit, par exemple, que l'Association catholique de la Jeunesse française a donné une particulière impulsion à son « Service des soldats », créé par l'Action catholique, il y a cinq ou six ans, pour grouper les jeunes soldats durant le temps de leur service militaire.

— Ce Service des soldats, me dit le Révérend Père Lambert, est fondé essentiellement et uniquement sur l'amitié. Ce ne sont pas des relations extérieures. Ses communications et transmissions de dons, de secours, ne sont que la manifestation d'une flamme intérieure qui est la grande amitié chrétienne par laquelle tous ceux qui ont goûté la joie de la vie intime avec le Christ comprennent que leur charité ne doit pas être un repliement sur soi, mais un vaste réseau qui couvre le monde entier et qui s'étend à tous sans aucune distinction ; charité universelle, charité compréhensive à la mesure du cœur du Christ.

Ce Service des soldats publie deux fois par mois une *Lettre au Soldat* qui est un réconfort spirituel, un ravitaillement moral pour les jeunes gens qui, militants des mouvements spécialisés d'Action catholique dans la vie civile, restent toujours hantés par des désirs d'apostolat, de bien à faire, de rayonnement silencieux mais pénétrant du christianisme dans le milieu de vie où ils se trouvent. Cette *Lettre* leur donne des conseils, des sujets de réflexions, quelques pages d'Évangile, des nouvelles de leurs camarades. C'est un soutien moral et spirituel. J'ai vu des lettres de ces soldats

témoignant d'un état d'esprit admirable, d'une générosité splendide. Avec quelle joie ils signalent à leur aumônier général ceux de leurs camarades qui sont sans famille ou dénués de ressources, ne recevant de personne ni lettre ni colis! Avec quelle joie aussi le Révérend Père Lambert donne les adresses de ces délaissés ou abandonnés aux élèves des collèges de jésuites qui veulent s'intéresser à des soldats de ce genre! Avec confiance et empressement enfin, des mères, des épouses, des fiancées écrivent au Service des soldats pour que, par l'amitié de ce Service, ceux qui leur sont chers soient entourés et réconfortés.

On pense bien que l'on ne se borne pas à envoyer aux soldats des conseils et des lettres. Le Service des soldats s'efforce aussi de leur procurer des distractions, des jeux et des livres. Toutes les œuvres catholiques envoient d'ailleurs des livres aux combattants. Mais l'Action catholique a créé à cet effet, et spécialement chargé de ce soin, *le Livre du Soldat*, qui fonctionne avec l'aide de la Ligue féminine d'Action catholique française et qui, d'une part, reçoit de partout, ou se procure, livres, brochures et revues ; d'autre part, les envoie aux armées par l'intermédiaire des prêtres, religieux et séminaristes mobilisés, qui les répandent autour d'eux.

L'Association du Mariage chrétien ne se borne pas à des envois d'ouvrages, — elle en avait envoyé en décembre déjà pour plus de 30 000 francs, — mais, se préoccupant de l'après-guerre et de l'avenir de la France, elle essaye de provoquer aux armées, auprès des soldats, une propagande familiale, une action morale pour la restauration de la famille.

La *Jeunesse ouvrière chrétienne* (J. O. C.) a établi une liaison épistolaire régulière avec ses membres mobilisés et leur envoie quinze mille colis par mois.

Des œuvres nombreuses, — *Œuvre des Campagnes, Œuvre d'aide aux prêtres, Association de Notre-Dame-du-Salut, Ligue féminine d'Action catholique française, Œuvre de Sainte Françoise romaine, Noëlistes*, etc., — se sont adaptées aux circonstances en s'occupant spécialement des prêtres mobilisés, — on sait qu'il y en a maintenant dix-sept mille, — pour leur procurer des chapelles portatives, des ornements, du vin de messe, des hosties.

Un peu partout en France ont été créés, sur des initia-

tives catholiques, des *Foyers du soldat*, les uns conçus comme une œuvre paroissiale, souvent installés dans les locaux désaffectés d'une école libre avec un vicaire comme aumônier ; d'autres organisés par les soldats eux-mêmes, sur l'initiative, la plupart du temps, d'un prêtre soldat ou d'un militant d'Action catholique.

La *Ligue des droits des Religieux Anciens Combattants* (D. R. A. C.) a fondé, sous le nom : « la Musette de l'Aumônier », une organisation destinée à fournir aux aumôniers militaires des trois cultes, catholique, protestant, israélite, des colis de tabac, lainages et objets divers susceptibles d'être distribués dans les tranchées, en ligne, au cantonnement ou à l'ambulance.



Deux organisations catholiques ont, en ce qui concerne la Défense passive, fait un effort particulier : le *Secrétariat catholique des Œuvres charitables et sociales d'hygiène et de santé* et l'*Union féminine civique et sociale.*

Depuis 1934, le *Secrétariat catholique des Œuvres charitables et sociales d'hygiène et de santé* organisait, pour les religieuses de toutes congrégations de la France entière, des journées d'études et des cours. Depuis 1938, il prenait ses dispositions pour mettre le plus grand nombre possible de religieuses au service des pouvoirs publics. Quand la guerre éclata, en septembre 1939, tout était prêt : quatre-vingt mille religieuses étaient au service de la France, munies de tous les diplômes nécessaires. Parmi elles, six cents avaient suivi à Paris les cours spéciaux pour la défense contre les gaz. Aussi plus de la moitié des postes de secours aménagés éventuellement pour les victimes civiles des attaques aériennes utilisent-ils les services des religieuses et sont-ils exclusivement organisés par elles. Près de cent dispensaires et postes de surface sont entièrement gérés, à Paris et en banlieue, par des religieuses. Dès qu'une alerte survient, elles rejoignent précipitamment leur poste. Dans certains endroits, elles y couchent même en permanence. Un certain nombre, volontaires pour ramasser sur la voie publique, le cas échéant, les victimes des gaz, revêtent avec beaucoup de simplicité la combinaison de rigueur et enlèvent leur cornette pour mettre leur masque.

Déposer sa cornette et son voile, c'est, pour une religieuse, un événement. Aussi, une Sœur de Saint-Joseph de Cluny écrit-elle :

« Ah ! certes, les saintes fondatrices d'Ordres religieux, prudentes et larges dans leurs conceptions, mais bénignes dans leurs appréciations sur la malice humaine, n'ont jamais été effleurées par l'éventualité du port de cette chose monstrueuse que l'on appelle un masque à gaz.

« En réglementant la question vestimentaire, en combinant la cornette plus ou moins *audacieuse* ou conique, les ailes plus ou moins empesées, le béguin plus ou moins tuyauté, jamais, non, jamais, leur clairvoyance, disons même leur imagination, n'a pu se représenter leurs filles aux prises avec le dilemme du jour : masque ou cornette ?...

« Qui eût dit qu'une invention cruelle et meurtrière, perversion scientifique de notre siècle, déclenchant cette autre invention digne des plus affreux gnomes, aurait eu raison de la pudique et seyante coiffure, pas toujours des plus pratiques peut-être, mais si chastement disposée autour du visage ?

« Question de vie ou de mort ! Le masque, — au temps des alertes, — a vaincu la cornette ! »

L'*Union féminine civique et sociale*, sur l'initiative d'une de ses conseillères, Mme Philippe Pagniez, a créé des « équipes de chauffeuses et de chimistes de la Défense nationale ». Bien qu'ayant leur centre et leur siège dans les bureaux d'une œuvre catholique, ces équipes, cependant, n'ont aucun caractère religieux ou politique. Elles groupent des personnes de toutes opinions, désirant seulement servir leur pays. Leur rôle est d'assurer, sous les ordres de la Préfecture de police, le Service de la détection des gaz en cas de bombardement dans les vingt arrondissements de Paris et dans la banlieue. Chauffeuses et chimistes signent, à la Préfecture de police, un engagement pour la durée de la guerre. Chacune est affectée au commissariat de police de l'arrondissement le plus proche de son domicile où un « roulement » est établi entre toutes les équipières du même quartier pour qu'à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit un nombre suffisant d'entre elles soient prêtes à rejoindre leur poste en cas d'alerte.

— Dès que les sirènes commencent de mugir, a bien voulu m'expliquer Mme Philippe Pagniez, les chauffeuses, munies du casque pour se préserver des éclats de la D. C. A., se rendent en grande hâte au commissariat pour prendre les petites voitures automobiles qui leur sont destinées et avec lesquelles elles vont chercher, tous phares éteints, aussi prudemment et rapidement que possible, les chimistes à leur domicile. Chauffeuses et chimistes revêtent ensuite l'équipement antivésicant qui leur donne l'allure étrange d'habitants de quelque planète lointaine égarés sur la Terre : grande combinaison de caoutchouc, cagoule, masque, bottes, moufles et, sur la tête, le casque. Elles attendent ainsi les ordres jusqu'à la fin de l'alerte. Si des obus tombent dans le quartier, les petites voitures automobiles de la détection sont immédiatement envoyées aux points de chute, emportant chacune une chauffeuse et une chimiste chargées de déterminer s'il y a eu bombardement par engins à gaz. Arrivées dans la zone suspecte, les deux femmes descendent de voiture, portant le petit appareil de détection inventé par M. Kling, directeur du Laboratoire municipal et chef technique de tout le service de la détection. Cet appareil est mis en place dans la rue et manœuvré par la chimiste avec l'aide de la chauffeuse. Il est, du reste, d'un maniement très simple et permet de déceler la présence des moindres traces de gaz toxique. Dans ce cas, les deux femmes rejoignent en toute hâte leur voiture, pour sonner, avec une petite sirène fixée à la portière, l'alerte aux gaz dans toute la zone infectée. Quelque temps après, elles reviennent au même endroit et, quand elles ont pu vérifier avec leur appareil l'épuration de l'atmosphère, elles sonnent dans le quartier la fin de l'alerte aux gaz.

« Elles ont aussi mission de déterminer, par l'odorat, la nature des gaz toxiques. Pour cela, elles doivent soulever un peu leur masque et respirer prudemment de petites bouffées de gaz qu'un grand entraînement de « flairage » leur permet de reconnaître à l'odeur. Elles doivent également faire des prélèvements : ramasser des débris d'engins suspects, du sable ou de la terre imprégnés de liquides douteux, des cartouches de masques de personnes intoxiquées, et porter ces pièces à un camion-laboratoire qui est au centre de chaque

quartier et qui effectue des analyses précises. On connaît ainsi la nature exacte des gaz répandus, et on sait comment traiter les victimes.

« Ce service féminin de la détection compte actuellement environ deux cents femmes. Tous les postes sont bénévoles ; la plupart des équipières travaillent du reste pour gagner leur vie et donnent leurs heures de loisir, surtout les nuits.

« Un enseignement a été donné à toutes pour les préparer à bien remplir leur tâche : enseignement théorique qu'ont complété les exercices pratiques, faits de jour et de nuit sur le terrain, avec l'équipement complet et le masque. Les chauffeuses sont entraînées à reconnaître toutes les rues de l'arrondissement dans l'obscurité ; et les chimistes à manœuvrer l'appareil de détection dans les conditions les plus inconfortables. Enfin, de nombreuses séances de « flairage » ont lieu au Laboratoire municipal.

Ces admirables équipes n'ont pas encore eu l'occasion d'entrer en activité. Elles sont prêtes, l'arme au pied, à servir. Mais comme elles ont soif de dévouement, elles emploient les loisirs que leur donne la guerre actuelle à un service social que j'indiquerai plus loin.

A la fin de novembre fut donné à l'Institut catholique de Paris, à la demande du ministère de la Guerre, une série de cours publics sur la *Défense passive*, qui furent suivis par un nombre considérable d'auditrices et d'auditeurs.

INITIATIVES SOCIALES, PAROISSIALES ET SCOLAIRES

L'état de guerre entraîne, pour beaucoup de familles, des séparations, des situations douloureuses. Les œuvres catholiques se sont mises au service des malheureux de toutes catégories.

Des évacués d'abord. Répondant à l'appel des évêques de Strasbourg et de Metz, appuyés par tous les évêques de France, la Fédération nationale catholique a lancé à travers le pays une souscription en faveur des évacués d'Alsace et de Lorraine. Plus de 3 millions de francs ont été recueillis et répartis. En outre, toutes les œuvres féminines se sont jointes à la *Fédération nationale catholique* pour

apporter, dans les départements où se trouvent ces évacués, tout le soulagement possible aux détresses, pour procurer et confectionner des lainages, des vêtements, pour améliorer les conditions de vie et de logement de ceux qui ont dû tout quitter, leur sol natal et leur foyer.

Par l'intermédiaire du *Secrétariat catholique des Œuvres charitables et sociales d'hygiène et de santé*, deux cent cinquante religieuses se sont mises à la disposition de l'autorité civile pour assurer l'évacuation de la population parisienne, soit dans les services d'embarquement dans les gares, soit en accompagnant, en « convoyant » les trains. Au cours de ces voyages, dont certains furent très longs et parfois pénibles, avant les installations définitives, elles se sont appliquées à soulager toutes les misères dans la mesure du possible, à adoucir les souffrances, avec une abnégation souvent sublime, s'oubliant perpétuellement elles-mêmes, se privant de nourriture pour que « leurs évacués » aient quelque chose à manger. Je connais le maire d'une commune du centre de la France qui, plein de préventions contre les religieuses, a été suffoqué de voir qu'elles aient voulu coucher sur la paille parce qu'il prétendait n'avoir pas autre chose à donner aux réfugiés qui lui arrivaient.

Le préfet de la Seine, d'ailleurs, le 17 septembre, exprima au *Secrétariat* toute sa gratitude pour le précieux concours que les religieuses avaient prêté à cette occasion.

Dans tous les diocèses où sont arrivés les femmes et les enfants évacués, sous la direction des évêques ou sur initiatives privées, des œuvres comme la *Ligue féminine d'Action catholique française*, l'*Union féminine civique et sociale*, la *Fédération nationale catholique*, les *Noëlistes*, la *Jeunesse ouvrière chrétienne*, les *Conférences de Saint-Vincent-de-Paul*, etc., se sont occupées de leur procurer des logements, du travail, des vêtements, des secours de toutes sortes.

* * *

En faveur des évacués parisiens, le cardinal Verdier a constitué une œuvre que dirige M. le chanoine Lieutier, qui, régulièrement, transporte par camions, — « les camions du Cardinal », comme on les appelle, — les colis de vêtements et de vivres, les jouets et les douceurs qui, au nom de l'ar-

chevêque de Paris, sont distribués dans les divers départements, à ceux qui en ont le plus besoin, par des religieuses, — Franciscaines missionnaires de Marie, Sœurs de Saint-Joseph de Cluny, Augustines, Sœurs du Bon-Secours ou Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, — venues de Paris dans les camions, avec les colis. Décrire la joie des « évacués » est impossible, surtout lorsque les Sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, par exemple, retrouvent les enfants dont, avec tant de dévouement, elles s'occupent à Paris. Ces religieuses, non seulement apportent ainsi du soulagement à bien des misères, mais, en prenant contact avec ces populations éloignées de leurs habitations, en s'entretenant avec elles, elles redonnent du courage, glissent de bons conseils, sont un rayon de soleil qui réchauffe le cœur et l'âme. Est-il besoin de dire qu'elles vont, sans distinction de croyances ou de sentiments, sans restriction aucune, *vers tous ceux* qui peuvent avoir besoin de l'aide qu'elles apportent ?

J'ai sous les yeux les rapports qu'au retour ont adressés à l'archevêché ces dévouées religieuses. On y saisit sur le vif avec quel soin, aidées des curés et des assistantes sociales et parfois du maire, elles recherchent, dans les communes, les enfants abandonnés, les femmes ou les vieillards les plus malheureux. Arrivées dans un village, elles laissent le plus souvent leur camion au centre pour aller à pied, à travers champs quand il le faut, de ferme en ferme, même si celles-ci sont fort éloignées les unes des autres.

On voit aussi dans ces rapports de quelles délicatesses sont souvent capables des âmes simples et quelle reconnaissance la plupart éprouvent pour ceux et celles qui pensent à leur détresse. Dans un petit village de la Sarthe, à M..., une Franciscaine missionnaire de Marie rend compte de sa visite à une famille très pauvre : « Une jeune veuve d'une trentaine d'années vit là, ayant à sa charge un enfant de neuf ans et une vieille maman. Elle n'a aucun secours pour l'aider. Une demande a été faite pour elle, mais, en attendant, elle vit un peu de la charité de tous. Aucun membre de la famille n'a de manteau chaud... et, comme bien vite nous venons au secours de ce besoin, elle dit à son petit : « Embrasse la Sœur, va, toi tu peux bien. » Très délicate, elle se fait pourtant scrupule et demande s'il n'est pas abusif

d'accepter les trois manteaux, « car, dit-elle, nous pourrions bien nous arranger toutes les deux, maman et moi : il suffirait de ne pas sortir ensemble ! »

L'arrivée de ces camions avec leurs religieuses cause toujours dans les villages quelque émoi et provoque des attroupements, parfois des réflexions inattendues. A Romorantin, un soir, par exemple : « Remettant de l'ordre dans notre petit magasin ambulant, raconte l'une des religieuses, Franciscaine missionnaire de Marie, nous restons deux heures sous un hangar en plein vent, mais ne sentant pas le froid, tellement il y avait à faire. Deux infirmiers militaires viennent nous regarder : « Eh bien ! dit l'un, moi, je croyais bien que l'on ne voyait des religieuses que dans les chapelles ! Ce que vous faites là, conclut-il lorsqu'il sut le but de notre voyage, je ne le ferais qu'en service commandé obligatoire, mais pas autrement ! — Moi, répond le second, cela me raccommode avec les bonnes Sœurs. C'est que je les avais perdues de vue depuis le temps où j'étais plus jeune. Je n'ai plus la foi. Pourtant, je garde précieusement une petite médaille de la sainte Vierge que ma mère me donna au moment de la mobilisation... Et si vous le permettez, je voudrais bien aussi garder une étiquette de cette œuvre du Cardinal ! »

Le Cardinal ! Tous les rapports témoignent de sa popularité parmi les évacués parisiens visités en son nom par les religieuses, parmi aussi les populations des départements où sont installés ces évacués.

* * *

Pour venir en aide aux familles dont les membres sont dispersés par la guerre et pour soutenir les familles dans les épreuves multiples qui risquent de désagréger le foyer, l'*Union féminine civique et sociale*, après entente avec la *Fédération des Associations de familles nombreuses*, a créé un service de regroupement familial et de sauvegarde du foyer. Cette œuvre a eu la joie de permettre à un certain nombre de mobilisés de retrouver leur famille évacuée. Elle a eu la joie de procurer aux familles des nouvelles de leurs membres dispersés. Elle a rendu des enfants à leur mère et des parents à leurs enfants.

Une section s'occupe spécialement de toutes les questions

se rapportant aux ressources des familles touchées par la guerre. Elle s'efforce de faire obtenir des allocations à celles qui y ont droit et, quand c'est possible, de procurer du travail. La section du logement essaie d'améliorer l'installation des réfugiés et surtout de regrouper les familles éparpillées dans un même département. La section des transports facilite, après enquêtes, les déplacements et voyages aux familles sans ressources. Après avoir regroupé les familles, l'œuvre ne les abandonne pas. Elle se préoccupe de les aider à s'organiser et les encourage à s'entr'aider. Elle veille au maintien et au développement du sentiment familial.

Mais l'*Union féminine civique et sociale* ne s'occupe pas seulement des évacués et des réfugiés. Elle a eu, depuis le début de la guerre, plusieurs autres initiatives sociales :

L'*Aide sociale maternelle*, pour les jeunes mères de famille dont les maris sont, en général, mobilisés, service qui fonctionne avec la collaboration des *Équipes de chauffeuses de la Défense nationale*, mentionnées précédemment. Des assistantes sociales indiquent chaque jour au secrétariat, par téléphone, les jeunes mères qui, le lendemain, doivent quitter tel ou tel hôpital. On avertit aussitôt les collaboratrices bénévoles qui, chauffeuses d'auto, iront, avec une aide, chercher, le lendemain à l'heure dite, à la maternité, la jeune femme et son bébé. Deux collaboratrices conduisent la jeune mère à son domicile, portent enfant et valise, aident la mère à monter les étages et l'installent au besoin : lit à faire, feu à allumer, etc. Ce premier service est complété, pour des jeunes femmes particulièrement isolées, par une aide ménagère fournie, plusieurs heures pendant quelques jours, pour laver les langes, nettoyer les pièces, faire les commissions, etc., afin de permettre à la jeune mère de se remettre complètement.

L'*Aide sociale maternelle*, m'a-t-on spécifié, « oriente vers des œuvres spécialisées les mères non mariées et réserve de préférence son effort pour les familles normalement constituées sur lesquelles s'appuieront les reconstructions sociales d'après guerre ».

La *Ligue de la mère au foyer*, qui a été fondée il y a quelques années par l'*Union féminine civique et sociale*, s'est occupée depuis la guerre de chercher dans les centres d'éva-

cuation des correspondantes pour suivre et surveiller les enfants séparés de leur famille. Elle s'ingénie aussi à tout faire pour que les femmes dont le mari est mobilisé n'aient pas la tentation de quitter leur foyer pour aller travailler dans une usine. Elle s'occupe ainsi de deux mille mères de famille de Paris et de la banlieue, certaines appartenant à des milieux communistes. Elle suscite et organise le travail professionnel de la mère au foyer. Les transports pour les centres de distribution du travail sont effectués par les fameuses « Équipes de chauffeuses ».

Enfin, l'*Union féminine civique et sociale* s'est chargée des œuvres de guerre de la *Confédération française des Travailleurs chrétiens* : visite des femmes de syndiqués mobilisés, visite des syndiqués blessés et convalescents, soutien moral des syndiqués mobilisés et envois de paquets, recherche de centres d'éducation pour les enfants des syndiqués mobilisés dont la mère travaille et reste à Paris ou dans les régions dont les enfants sont évacués. Jamais la devise de l'*Union féminine civique et sociale* : « Servir le pays en servant la famille », n'a été si opportune, ni si bien mise en pratique.

* * *

La *Ligue féminine d'Action catholique française* a, dans tous les départements et jusque dans beaucoup de villages, établi des centres familiaux d'entr'aide où l'on peut trouver, à heures fixes, des paroles réconfortantes, des nouvelles vraies, une centralisation des courses pour les commissions à faire en ville, des volontaires pour aider aux champs ou à la maison en l'absence des mobilisés, des modèles de tricots, des adresses de marchands de laines, des tricoteuses pour la confection des lainages destinés aux soldats.

Dans certaines communes, des ligueuses ont été prises comme secrétaires de mairie.

Partout des consignes précises ont été données aux ligueuses pour le soutien du moral : « Ne pas oublier, leur ont rappelé leurs présidentes diocésaines, ne pas oublier que du moral de l'arrière dépend en grande partie le moral de l'avant. Tendre, par conséquent, à obtenir de chaque ligueuse qu'elle rayonne autour d'elle le réconfort, réagisse absolument contre le pessimisme, la circulation des fausses

nouvelles qui pullulent si dangereusement en temps de guerre... »

Dans quelques départements, la *Ligue* a été officiellement chargée par le Comité départemental des œuvres de guerre de la coordination du fonctionnement des ouvroirs. Plusieurs dirigeantes de la *Ligue* ont organisé, en beaucoup de villes ou villages, de petites maternités.

En gare d'Angoulême, de Limoges et de bien d'autres villes, au moment des évacuations d'Alsace et de Lorraine, la *Ligue*, pendant une dizaine de jours, a tenu jour et nuit une pouponnière. Les ligueuses ont ravitaillé en lait des trains entiers. Elles ont fabriqué des centaines de biberons. Elles ont lavé, habillé, soigné des centaines de poupons, réconforté physiquement et moralement bien des mères. D'autres pouponnières ont été, en plus d'un endroit, installées par la *Ligue*. Partout elle s'est occupée des femmes enceintes.

Dans tous les départements, les ligueuses visitent les malades et blessés militaires qui leur sont signalés. En quelques départements, elles aident les services de la Préfecture à trouver des « donneuses de sang » pour les soldats. Plusieurs ligueuses ont offert le leur.

En un mot, la *Ligue féminine d'Action catholique française*, fidèle à son idéal, *sert* de mille manières la France, tout en continuant de servir, en tout, l'Église.

* * *

La *Jeunesse ouvrière chrétienne* (J. O. C.) et la *Ligue ouvrière chrétienne* (L. O. C.) ont également organisé des vestiaires, des bureaux de placement, des services d'entr'aide populaire, d'accueil, de renseignements familiaux. Citons notamment la fameuse « Boîte aux lettres », service ayant pour objet de remettre en rapports les gens évacués de part et d'autre et qui souvent, même dans une même famille, ne savent plus où s'écrire. Ceux qui se trouvaient ainsi perdus envoyaient leur nom et le nom des personnes recherchées. Des fiches étaient établies et, par leur confrontation, des familles se reconstituaient.

Les *Scouts de France* se sont fait remarquer par l'entrain avec lequel ils ont servi le pays dès le début de la guerre.

Ils ont rendu des services inappréciables pour l'évacuation de Paris, jusqu'à faire dire à une haute personnalité : « Les scouts ont sauvé l'évacuation de Paris. » Et, tandis qu'un peu partout en France, ils se dépensaient pour la répartition et l'installation des réfugiés, ce furent encore eux qui s'offrirent pour remplacer les cultivateurs partis et terminer les moissons ou faire les vendanges.

Pour la récupération de la ferraille, ils sont de précieux auxiliaires du ministère de l'Armement, de même qu'au début de la guerre ils ont rendu d'innombrables services dans tous les ministères et dans les mairies. Prêts à toute mission, enrôlés dans la défense passive, manœuvres ou porteurs de dépêches, ils ont tout fait, le sourire aux lèvres.

* * *

La *Jeunesse agricole chrétienne féminine* (J. A. C. F.) du Béarn a lancé à toutes ses adhérentes, à la fin de septembre, un appel donnant les consignes que voici :

I. *Entr'aide au village.* — Chaque section dressera, à sa prochaine réunion, la liste des foyers de mobilisés et étudiera les besoins de chacun pour agir en conséquence. Il n'y a au front qu'une volonté dans tous les cœurs des soldats : « Sauver la France ! » Il ne doit y avoir qu'une volonté pour nous Jacistes : assurer la vie normale de ceux qu'ils ont laissés à l'arrière, par notre dévouement efficace:

1° Entr'aide pour la rentrée des récoltes ou les semailles ;

2° Aide à la maison pour les femmes seules ou jeunes mamans surmenées ;

3° Leur permettre d'assister à la messe le dimanche ou en semaine ;

4° Aide morale par des visites affectueuses ;

5° Accueil généreux aux réfugiés qui nous seront confiés.

II. *Organisation des préjacistes.* — Les enfants de huit à quinze ans ont, plus que jamais, besoin d'une formation pour les initier à leurs devoirs familiaux, aux sacrifices nécessaires, et aussi pour les épanouir dans des joies spirituelles et des distractions saines.

III. *Vie religieuse.* — Dans les paroisses dont les curés sont mobilisés, assurer les catéchismes en collaboration avec le prêtre chargé du ministère.

IV. *Cours ménagers agricoles.* — Devant les responsabilités nou-

velles qui vont peser sur les femmes et les jeunes filles, cet enseignement est plus urgent que jamais. Donc, action de propagande auprès de toutes les jeunes filles, pour les entraîner à cet effort studieux. S'il demande un sacrifice de quelques loisirs ou de quelques satisfactions personnelles, légitimes en d'autres temps que le temps de guerre, n'oublions pas que la jeunesse masculine de notre génération a consenti le plus grand de tous les sacrifices, et que nous devons rester dignes de nos frères, de nos fiancés, de tous ceux qui nous ont confié la garde de leurs foyers, de ceux qui ont mis en nous la grande espérance de leurs vies.

***

Avec l'approbation du cardinal Verdier et celle de l'Action catholique, et après accord avec les diverses œuvres féminines, s'est ouvert dans l'Oise, au domaine de Troussures, un Centre de stages pratiques pour l'apprentissage des techniques élémentaires de service national. Le Révérend Père Doncoeur en a la direction spirituelle.

« Toutes les autorités du pays, explique-t-il, ont fait appel au concours de tous pour organiser le bon fonctionnement de la vie nationale durant le temps de guerre.

« Les services *professionnalisés* ont un personnel formé dans des écoles qui ont depuis longtemps leur clientèle. En dehors de ces services *professionnalisés*, la vie nationale requiert des concours multiples pour lesquels se sont offertes nombre de jeunes filles de la classe aisée, désireuses elles aussi de servir.

« La générosité de ces dévouements a été admirable. Cependant, leur efficacité dépend de la parfaite connaissance des techniques qu'exigent ces services. Les jeunes filles étudiantes ont souvent manqué des occasions d'apprendre ces techniques. De ce fait, elles se sont trouvées souvent embarrassées pour accomplir, surtout à la campagne, des tâches que les circonstances réclamaient d'elles.

« Il a semblé que des Centres d'apprentissage pratique répondraient à un besoin urgent. Ces Centres, s'interdisant les programmes professionnels qui réclament de longues études, se proposent de donner aux jeunes Françaises un ensemble de connaissances expérimentales correspondant à la gérance ordinaire de la maison familiale, spécialement à la

campagne. Ils ne procèdent pas par cours théoriques, mais uniquement par des stages personnels que dirigent des monitrices rompues à la tenue de la maison. Ces stages durent de six semaines à deux mois. »

* * *

Les dix-sept mille prêtres de France mobilisés ont laissé vides bien des presbytères et privé bien des paroisses de prêtres. Dans un pays qui n'avait déjà pas assez de vocations sacerdotales, c'est une épreuve, surtout dans des heures comme celles que nous vivons, où le moral des populations a, plus que jamais besoin d'être soutenu, où les besoins spirituels des foules sont plus nombreux et plus intenses. Il est plusieurs diocèses où une vingtaine de paroisses n'ont, de ce fait, plus de curé. Il est de très nombreuses églises de grandes villes où le curé, jusque-là aidé de quatre ou cinq vicaires, est resté seul.

Il n'est pas aussi facile de remplacer un prêtre que de suppléer, dans une administration, un collègue mobilisé. Néanmoins diverses initiatives ont été prises.

Le Comité catholique du Cinéma et de la Radio a organisé la radiodiffusion d'une messe qui, chaque semaine, est célébrée dans le studio de *Radio* 37. Les *Guides et Scouts de France* répondent au prêtre et chantent, tandis que le Révérend Père Fallaize, dominicain, commente la cérémonie. J'ai eu entre les mains les lettres envoyées au Père Fallaize à cette occasion, lettres émouvantes de gratitude, lettres de soldats, lettres de malades, lettres d'aveugles, lettres de vieillards, lettres de fidèles privés de prêtres par suite de la guerre, lettres montrant toutes combien ces messes radiodiffusées sont un réconfort et une consolation.

Dans beaucoup de paroisses sans prêtre, souvent sur l'initiative de la *Ligue féminine d'Action catholique française*, les fidèles se réunissent à l'église, à l'heure où était célébrée ordinairement la messe paroissiale. On sonne les cloches. On récite collectivement des prières pour la victoire, on lit l'Évangile et l'Épître, on chante des cantiques, on fait de pieuses lectures.

On ne saurait trop proclamer l'héroïsme dont font preuve en ce moment les prêtres non mobilisés. Surchargés d'occu-

pations, — car, quels que soient les dévouements qu'ils rencontrent, les aides qui leur arrivent, seuls ils peuvent donner les sacrements, — surchargés d'occupations, souvent malades ou âgés, ils s'efforcent partout de maintenir les activités paroissiales et « les forces morales dont la religion est la source, dont la victoire sera le fruit ». C'est leur manière, parfois héroïque, elle aussi, toujours excellente, de servir la France.

Les écoles libres se sont aussi trouvées désorganisées, un certain nombre de leurs jeunes professeurs étant mobilisés. Là aussi, là encore, on a vu les bonnes volontés affluer. Des jeunes filles, des jeunes femmes se sont souvenues qu'elles avaient passé des examens, obtenu des diplômes, pour leur plaisir sans doute, mais que ces diplômes, aujourd'hui, rendaient possible de maintenir ouverte telle ou telle école. Cette science, acquise par amour des lettres ou des sciences, permettrait d'assurer l'enseignement aux écoliers et écolières d'un village parfois éloigné de leur habitation. Courageusement, elles se sont enrôlées. Courageusement, elles se sont faites institutrices. L'enseignement libre avait déjà un splendide Livre d'or constitué par le dévouement incessant et souvent sublime d'innombrables maîtres et maîtresses d'écoles. De nouvelles pages sont écrites en ce moment par les institutrices intérimaires du temps de guerre. Sans compter celles qu'écrivent les institutrices libres qui, sur le front, dans des villages aux trois quarts évacués, ont tenu à rester là tant qu'il y resterait cinq ou six enfants, afin que ceux-ci ne soient pas abandonnés. S'oubliant perpétuellement, elles ne pensent qu'aux âmes dont elles ont la charge et, par ce soin qu'elles prennent de ce qui sera la France de demain, défendent à leur manière la France d'aujourd'hui.

L'HEURE DE L'ACTION CATHOLIQUE

Toute l'Action catholique, sous ses multiples aspects, est en ce moment orientée vers le service du pays. Outre le bien que peuvent faire les diverses œuvres ou les divers mouvements pour contribuer aux efforts patriotiques de tous les Français, les catholiques, en vivant pleinement leur christianisme, aident

la France à obtenir la victoire. Jamais comme en ce temps de guerre il n'y a eu tant d'esprits à éclairer, d'influences mauvaises à écarter, de courages à stimuler, de souffrances à soulager, de moral à soutenir, de larmes à sécher, de cœurs meurtris à consoler, d'âmes à préserver ou à mener vers Dieu. Comme l'écrivait l'abbé Thellier de Poncheville, « chaque cœur raffermi, chaque foyer protégé contre le découragement, c'est, à travers nos diocèses, le mur de soutènement qui se consolide à l'arrière ; du même coup, c'est notre ligne de résistance qui se fortifie tout le long du front ».

Jamais l'Action catholique ne fut plus nécessaire ni plus actuelle.

La guerre présente, en outre, est par excellence celle de la civilisation chrétienne contre la barbarie, contre le paganisme hitlérien, contre l'athéisme bolcheviste. N'est-ce pas, en conséquence, l'heure par excellence de l'Action catholique au sens large des mots ?

Aux yeux de l'étranger toujours en quête de ce que pense la France, de ce que désirent les Français, il n'est pas de plus significatif exemple à leur montrer que l'élite chrétienne de notre jeunesse intellectuelle, que notre jeunesse ouvrière chrétienne, pure, fière et conquérante, que le talent, la gentillesse et la bonne tenue de nos petits Chanteurs à la Croix de bois. Pour la propagande française à l'étranger, c'est l'heure de l'Action catholique.

Après les bouleversements causés par la guerre, enfin, après les morts, les ruines et les dévastations, un énorme travail de reconstruction nationale s'imposera, pour lequel, si l'on ne veut pas construire sur le sable, il faudra tenir compte de l'Action catholique, s'appuyer sur elle, se servir de ses cadres et de ses troupes, remettre en honneur les principes moraux et spirituels qu'elle préconise et met en pratique, principes sans lesquels un pays ne peut vivre, principes hors desquels il n'est, pour une nation, qu'anarchie et décadence à plus ou moins brève échéance. La France veut vivre, la France doit vivre, la France peut vivre. C'est l'heure de l'Action catholique.

PAUL LESOURD.

L'ILE DE SYLT

L'île de Sylt : qui donc la connaissait hier encore ? Et voici que tout à coup on a entendu son nom ; tous les journaux l'ont imprimé, toutes les radios l'ont transmis ; les publications illustrées ont donné son image. Jugée très importante par ceux qui ont charge de suivre les possibilités dynamiques de l'Allemagne, elle était quasi ignorée dans le monde. Ce sont les aviateurs britanniques qui ont levé le voile pour le public par une heureuse et brillante attaque dont la date marquera dans les annales de la guerre actuelle.

Au cours de la nuit du 20 au 21 mars, la Royal Air Force, répondant aux raids allemands sur Scapa Flow, a exécuté un bombardement énergique et efficace des objectifs militaires de l'île. Le but officiel était la base d'hydravions de Hornum, à son extrémité sud, base qui mesure un mille sur trois quarts de mille. Les attaques ont eu lieu à haute et à basse altitude et, dans leurs assauts successifs, elles faisaient pleuvoir les projectiles sur les hangars, les batteries, les cales de lancement. L'île de Sylt est d'ailleurs à la fois une base aéro-navale, un port destiné aux sous-marins, un point de départ pour la pose des mines magnétiques, pour la chasse à la marine marchande en mer du Nord, pour les raids contre la Home Fleet aux Orcades. Outre ce rôle offensif, elle a également une valeur défensive. En liaison avec le groupe des îles de la Frise orientale, qui jalonnent la côte allemande vers la Hollande, et avec la forteresse insulaire de Heligoland située au centre de cet intervalle, elle est l'extrémité droite d'une ligne de protection défendant les embouchures des immenses estuaires de la Weser et de l'Elbe avec leurs ports aux noms fameux, Wilhelmshafen, Brême, Cuxhafen, Hambourg, ainsi que l'entrée du canal de Kiel.

Quel est donc le passé de cette île ? Comment est-elle devenue ce qu'elle est ?

***

En prenant la plume pour parler de Sylt, je pense bien faire en indiquant que je la connais pour y être allé, et ce n'est pas le cas de beaucoup de personnalités, hormis celles des deux pays qui lui font face. Ayant eu l'honneur d'être ministre de France à Copenhague pendant une dizaine d'années, je remarquais de temps à autre, dans certaines agences de voyage de cette capitale, des réclames avec l'image de Sylt : une sorte de T majuscule aux proportions renversées, la barre d'en haut étant trois fois plus longue que le jambage inférieur ; en gros caractères gothiques on lisait le nom de la plage, Vesterland, qui devait attirer les baigneurs. A vrai dire, il y avait peu d'amateurs à Copenhague. Les gens de la capitale préféraient les bains de mer proches et charmants de la côte de Seeland, dans les eaux baltiques tranquilles et sans le va-et-vient de la marée. Quant à ceux qui voulaient une mer plus mouvementée, ils allaient soit à Skagen, à la pointe nord du Jutland, où le Roi fait de périodiques séjours, soit dans l'île de Fanœ, qui est précisément un peu au nord de celle de Sylt, mais où les Danois étaient chez eux.

C'est un de mes collègues allemands, M. de Raben Levetzau, qui me parla de Sylt pour me convaincre d'en faire l'essai. Lui-même avait coutume d'y passer une partie de ses congés parce que sa propriété de famille, au sud de la frontière danoise, n'en était pas éloignée. Conseiller de la légation du Reich à Copenhague, il avait une situation particulière du fait de ses attaches dans la région et de sa parenté avec le comte Raben Levetzau, ancien ministre des Relations extérieures du Danemark, seigneur du château féodal d'Aalholm, dans l'île de Laaland. La position sociale du comte était très forte ; sa position politique l'était moins, en partie du fait qu'étant au pouvoir il avait manqué de considération pour un certain article 5 du traité de Prague de 1866. Cet article, dû à la médiation de la France, ouvrait aux Danois la possibilité d'un plébiscite dans le nord du Slesvig, séparé d'eux par le traité de Vienne de 1864, à la suite de la malencontreuse guerre des Duchés. Or cet article 5, qui avait paru

à d'aucuns n'être qu'une éventualité chimérique, au point d'y renoncer, le traité de Versailles venait d'en faire une réalité. Mais, pour les motifs qu'on verra, Sylt n'en fut pas pour autant réannexée au Danemark.

Cédant aux encouragements qui m'avaient été donnés, je décidai d'aller une fois jusqu'à cette île. Mme Hermite, à l'un de ses retours de France en automobile, s'arrêta près de la frontière à Flensbourg, au fond du fjord de ce nom. J'y arrivai de Copenhague. Il n'y eut plus qu'à traverser le Slesvig de l'est à l'ouest, et nous fûmes à Klangsboel, point de la côte en regard de Sylt. On passe la mer sur une digue qui a une douzaine de kilomètres et contre laquelle les flots balancent des bancs de méduses translucides. Puis on traverse le pédoncule de terre qui, du centre de l'île, forme éperon vers la côte ferme et l'on se trouve de l'autre côté, à Vesterland, petite ville d'aspect encore naissant, toute proche du rivage de la mer du Nord. C'était le 28 août 1928.

Longue et superbe plage, beaucoup de baigneurs, beaucoup de culture physique et de jeux de ballons ; quelques galopades à cheval sur les relais de la mer. Un grand Kursaal, et, dans les hôtels, tout le confort allemand de l'époque. On y pouvait du reste savourer les huîtres réputées de la région. Mais peu d'élégance. C'était une clientèle locale et régionale qui fréquentait les palaces, des Holsteinois, ainsi que des israélites de Hambourg n'appartenant pas à la première classe.

L'eau était grisâtre à perte de vue, le vent assez âpre, la houle mugissante ; mais, pour une cure ou une *Nachkur*, cela doit être très sain et fortifiant. Restait la promenade à terre. Elle n'est pas variée, car l'île est plate, large de 1 à 2 kilomètres. De Vesterland, il y a une quinzaine de kilomètres en ligne droite vers l'extrémité nord, appelée List, où se trouve un élargissement creusé d'une baie entourée de collines, autant vers le sud à la pointe de Hornum, légèrement accidentée et un peu moins vers la pointe est, dominée par la falaise de Morsum. Repos et détente plus que haute mondanité, voilà, semblait-il, ce que l'on pouvait attendre de cette station.

Cette île de Sylt est frisonne ; c'est un des derniers grains du collier de bancs sablonneux qui s'étend depuis la frontière hollandaise. Au moyen âge, elle a souvent pris part aux luttes locales avec les Danois du continent et elle

était un point stratégique; dans les temps modernes, elle a appartenu au Danemark, comme le Slesvig qu'elle borde.

Sous le règne du roi Christian V, elle faisait partie du comté de Schackenborg, situé en face d'elle, en Slesvig. Mais, à l'occasion d'une grande revision d'ordre financier, le comte Schack dut, le 3 janvier 1683, abandonner List et Vesterland à la Couronne, en même temps que les îles voisines de Rœm, Fœr et Amrun. D'autre part, disent les documents du temps, « le comte Schack dut céder au roi son plus beau joyau, les pêcheries d'huîtres. Comme un baume sur la blessure, il reçut pour lui et son fils une pension de 1 000 riksdalers et le droit d'employer les pêcheries leur vie durant. » Cette situation fut, dans la suite, l'objet de beaucoup de changements, mais, encore au temps où nous résidions au Danemark, le comte Otto Diderik Schack, quand il nous fit les honneurs de son château, nous dit qu'il recevait par an de l'État allemand, au lieu et place de l'État danois, 7 000 pièces d'huîtres.

Au point de vue ecclésiastique, Sylt, sous la monarchie danoise, a toujours relevé de l'évêché de Ribe, dans la péninsule, cité que sa vaillance a fait laisser au Danemark lors du traité de 1864 et dont la cathédrale a le privilège, sur sa vieille tour militaire, d'arborer toujours le beau Danebrog. Il ne pouvait certes venir de là à Sylt que de fortes influences de fidélité à la couronne danoise.

La séparation est survenue en 1864, quand les duchés furent conquis par les armées prussiennes et autrichiennes et cédés lors du traité de Vienne au roi de Prusse et à l'empereur d'Autriche. Sylt se prêta assez facilement au nouveau régime, et la situation était toujours telle pendant les sept années où je fus à Berlin, immédiatement avant la guerre de 1914, comme secrétaire de notre ambassade, sous les ordres si éminents de M. Jules Cambon. L'île de Sylt ne faisait alors guère parler d'elle. Pourtant, à la fin, quand commencèrent à se manifester les signes avant-coureurs du grand drame, le bruit fut lancé que cette île allait être fortifiée. Cela se disait au printemps de 1913. On se rappelle ce que fut cette année-là en Allemagne : une succession d'anniversaires de 1813, célébrés à grand fracas. Le premier avait été le centenaire de la proclamation de Frédéric-Guillaume IV appelant la Prusse aux armes contre la France. Le gouvernement

impérial prélevait soudain un milliard de marks sur le capital des sujets allemands pour créer d'urgence deux corps d'armée nouveaux à Metz et à Strasbourg.

Le bruit relatif à Sylt n'était donc pas dénué de vraisemblance. D'ailleurs, la construction de la digue reliant l'île à la terre commença au début de la guerre. Cependant M. Cambon, qui avait déjà donné tant d'avertissements, se borna à entretenir de cette rumeur son collègue d'Angleterre, sir Ed. Goschen, plus directement intéressé que lui dans une pareille éventualité, et à M. Paul Cambon, ambassadeur à Londres. Mais il nous dit à nous : « Maintenant, je m'attends à tout. » Cela se passait peu de jours après le grave incident d'aviation de Lunéville : l'atterrissage du *Zeppelin IV* sur le champ de manœuvres, le 3 avril 1913. A peine arrangée diplomatiquement, cette affaire continuait d'agiter l'opinion surchauffée par les militaires prussiens, et j'entends encore, le secrétaire d'État des Affaires étrangères, M. de Jagow, allant jusqu'à dire à notre ambassadeur :

— Peut-être serons-nous forcés de rappeler le baron de Schœn.

— Cela me vaudra un congé, et vous me ferez plaisir, avait calmement répondu l'ambassadeur.

Un peu décontenancé, le ministre avait repris :

— Ah ! ce serait plus sérieux que vous ne pensez !

M. Cambon voyait redescendre avec une vitesse vertigineuse la courbe des relations franco-allemandes qu'il avait tant fait pour relever. Je me souviens toujours de sa visite au prince de Bülow, chancelier de l'Empire, en l'été de 1907, dans sa résidence de Norderney, — une plage brillante, celle-là. Nous étions ensemble dans sa villa, sans autres témoins que la princesse de Bülow et leur collaborateur, M. de Flotow.

— Il faut arriver à nous entendre, avait dit l'ambassadeur. Il faut décider que nous trouverons à échanger une cigarette contre une boîte d'allumettes, et ce sera le point de départ.

Il en avait été ainsi pendant quelque temps, jusqu'au début de 1910. En l'honneur de Guillaume II, qui avait célébré, le 27 janvier, son cinquante et-unième anniversaire, une grande fête fut donnée à notre ambassade de Pariserplatz et les

souverains inaugurèrent une exposition de tableaux français du XVIIIe siècle au profit d'œuvres françaises et allemandes.

* * *

Après la guerre de 1914-1918, la fixation des nouvelles frontières de l'Allemagne amena la Conférence de Paris à examiner la question du Slesvig et à décider ainsi le sort de Sylt.

Les négociateurs traçaient sur les cartes des zones de plébiscite. Dans laquelle de ces zones l'île serait-elle comprise? Son éperon central était juste en regard de la ligne qui, d'est et ouest, sur le continent, devait séparer la première zone, la plus septentrionale, de la seconde. On pouvait prolonger cette ligne à travers la mer en l'abaissant vers le sud, et ainsi inclure Sylt dans la première zone, ou bien la relever vers le nord, et inclure l'île dans la seconde zone. C'est ce dernier parti qui fut adopté, de l'avis même du principal expert danois, H. V. Clausen, celui qui fut le porte-parole de la question à la Conférence de la paix, sous la haute direction du chambellan Bernhoft, le ministre du roi de Danemark en France, diplomate que Paris a vu revenir avec tant de plaisir pour diriger une seconde fois la légation.

La question de la zone dans laquelle serait placée Sylt n'était nullement indifférente au point de vue des chances de retour au Danemark. Dans la première zone, d'après l'article 109 du traité, le vote prévu devait être global, à la majorité des voix. Dans la seconde zone, il devait avoir lieu par circonscriptions, à la majorité des voix dans chacune d'elles. Le vote, dans la première zone, qui eut lieu le 10 février 1920, donna 75 431 votants au Danemark, 25 329 à l'Allemagne. Dans la seconde zone, où le vote eut lieu le 14 mars suivant, il y eut 12 800 votants pour le Danemark et 51 724 pour l'Allemagne, et Vesterland, qui comptait alors 2 397 habitants, dont 1 476 électeurs, donna 112 voix au Danemark et 709 à l'Allemagne, et le plus fort pourcentage dans l'île de Sylt fut de 25 pour 100. Son changement de souveraineté n'était dès lors plus possible; si cette île avait été comprise dans la première zone, elle eût été emportée dans le résultat de la réannexion globale.

Ce fut un regret pour bien des personnalités ; l'une d'elles, à ce moment-là, était un des conseillers danois écoutés en haut

lieu et avait, pendant la Conférence de Paris, promis à H. V. Clausen de lui faire don d'une résidence sur la plage de Vesterland si l'île pouvait redevenir danoise. Mais on savait bien, lors de l'élaboration du traité de paix, que, si le nord de Sylt parlait danois, le centre et le sud parlaient le frison, et aussi que l'île avait été fort travaillée par le contact allemand. Or, dès son arrivée à Paris, la délégation danoise et slesvicoise, avait formulé de la manière la plus formelle le principe suivant : « Le Danemark désire la réunion de tous ceux qui, d'esprit et de sentiment, sont danois, mais il ne désire pas voir au-dedans de ses frontières une agglomération de population allemande assez forte pour créer un irrédentisme allemand et rompre l'unité nationale qui a été la sauvegarde de son développement harmonieux. » On ne voulait pas non plus recevoir de nouveaux sujets qui, dans l'état d'épuisement de l'Allemagne, seraient venus voter en faveur du Danemark pour des raisons pécuniaires. La délégation demeura inflexible quant à ces règles.

Le traité de Versailles ne contint pas de disposition explicite pour spécifier que Sylt ne serait point fortifiée si le plébiscite la laissait à l'Allemagne, à la différence de Heligoland, dont l'article 114 prescrivait le démantèlement complet.

Mais il est bien connu que, pendant la guerre de 1914, Sylt servit de base aux Zeppelins opérant dans la mer du Nord, et bientôt, quand la première période de désarroi fut passée, l'Allemagne se mit à pousser la construction de la digue reliant son île nordique à la terre, exécutant l'œuvre que le gouvernement impérial n'avait eu que le temps de commencer en 1914. Cette digue répondait à un double but : 1° Créer une rade à Sylt ; 2° Raccorder directement le territoire allemand à l'île et au chemin de fer local qui y existe depuis longtemps.

Cette petite voie ferrée appartenait à des Anglais. Pareille anomalie ne pouvait subsister dans une zone militaire ; le maréchal Gœring décida l'expropriation et, d'après la presse anglaise, les arbitres fixèrent le prix à 375 000 livres. Mais la dette n'était, paraît-il, pas payée quand la guerre actuelle éclata, si bien que le gouvernement nazi utilise la ligne sans bourse délier. Au reste, l'île est complètement évacuée de sa population civile.

Lorsque j'allai à Sylt, en 1928, la raison du raccordement

direct des voies ferrées était seule donnée pour justifier la digue. L'ancien tracé du chemin de fer venant d'Allemagne se trouvait d'ailleurs, à la suite du plébiscite, faire une légère encoche sur le territoire redevenu danois, entre la nouvelle frontière et le port d'embarquement qui était alors Hoyer-Slüse. Des arrangements avaient été pris pour le transit des voyageurs et des marchandises à travers ce bief très court, mais cela ne pouvait durer le jour où du matériel militaire circulerait.

Au début de la construction de la digue, elle avait été présentée comme une mesure destinée à assurer un refuge aux navires de pêcheurs ou autres, si souvent en détresse dans ces rudes parages de la mer du Nord. Mais il n'était pas possible de s'y tromper; ce n'était qu'un prétexte, car, de la digue, on apercevait à l'extrémité nord de l'île d'énormes réservoirs argentés. Destinés à l'essence ou au mazout, ils étaient hors de mesure avec les besoins de la région. L'Allemagne ne devait avoir ni sous-marins, en vertu des articles 188 et 191 du traité de paix, ni avions militaires ou navals, en vertu de l'article 198. Restaient les torpilleurs; elle ne devait en garder que 12 en vertu de l'article 181. Il était donc plausible que le bassin de Sylt, fraîchement créé dans cette région où il y a peu d'activité commerciale, répondît à des violations de ces divers articles. Ce sont ces violations qui viennent d'obliger les Anglais à survoler Sylt avec leurs forces de l'air.

En terminant cette relation, qui éveille tant de souvenirs, dont ceux du retour du Slesvig septentrional à la mère-patrie, nous ne pouvons nous empêcher de reporter nos regards vers le tableau historique du château de Frederiksborg qui a popularisé l'entrée du roi Christian X dans la province rédimée. Le souverain est représenté traversant la frontière pour la première fois, le 10 juillet 1920, sur un grand cheval blanc, selon une prédiction légendaire, et ayant assise devant lui la petite fille qui lui avait offert les premières fleurs de ses nouveaux sujets. Aujourd'hui plus que naguère, les Alliés auraient aimé que, dans la gerbe, fût une fleur de Sylt.

LOUIS HERMITE.

AU PORTUGAL

NAZARÉ

Vues d'en haut, les villes nous révèlent leur plan, leur couleur et leur situation dans le paysage. C'est donc ainsi, chaque fois qu'on le peut, qu'on devrait prendre contact avec elles. L'altitude les résume et parfois même nous en donne tout de suite une synthèse que nous n'aurions obtenue qu'après une longue et patiente visite.

Au découvert de Nazaré, nous prenons donc la route qui monte au Sitio, la haute falaise du nord dont la corniche domine de trois cents mètres la plage et le bourg de pêche.

Le Sitio est l'*aldeia* (la bourgade) primitive où, jusqu'aux premières années du XIXe siècle, les pêcheurs vivaient à l'abri des pirates algériens et hollandais : ils ne descendaient sur la grève que pour leur travail. Le bourg d'en bas n'a donc pas plus de cent ans. Celui d'en haut prend ses aises sur un plateau très étendu, s'étale sur une place démesurément vide où l'on découvre, au bout du soleil, une église à perron et quelques palmiers d'oasis. Du côté de la mer, en surplomb sur la falaise presque verticale, une petite chapelle met à l'abri du vent une terrasse en belvédère où il y a toujours des femmes assises contre le mur, tassées dans leur cape noire, et un vieux pêcheur qui regarde la mer. Il épie la venue des bancs de poissons et l'annonce par gestes à ceux d'en bas. On me dit même que ceux d'en haut descendent alors sur la plage, mais je n'en ai jamais vu ni sur la route ni sur les sentiers, et d'ailleurs ceux d'en bas sont si nombreux qu'ils suffiraient à pêcher tous les poissons de l'océan.

La chapelle est celle de Notre-Dame de Nazaré, bâtie en

conséquence d'un vœu par un légendaire Dom Fuas, grand alcade de Porto-de-Mos, lequel, chassant sur le plateau, vit que son cheval, emporté par la course, allait le précipiter du haut de la falaise. Une courte prière, moins que cela, un élan vers la Vierge, et le cheval, dont les pattes de devant brassaient déjà le vide, fit volte-face, par un miracle de haute école, sauvant sa peau de cheval et celle de son maître. C'est ce que racontent un panneau d'azulejos, sur le mur de la chapelle, et aussi les images pieuses que les femmes des pêcheurs, pendant les mauvaises journées de l'hiver, ornent de *chaves*, celles du Poisson et du Bateau, et encadrent de papier métallique.

D'ici, Nazaré, avec ses maisons blanches, toutes pareilles, sous des toits de tuiles rouges, semble une petite ville en bois peint alignée par un enfant sage. Toutes les façades viennent d'être passées à la chaux, tous les toits semblent vernis, toutes les fenêtres ont des cadres de couleurs fraîches. L'étonnante propreté des villes portugaises, lavées, rincées, grattées, poncées, du matin au soir, se résume en celle-ci qui ressemble à du linge étendu au soleil.

La plage qui la borde, d'un blond presque blanc, a la forme et le brillant d'un long cimeterre bien astiqué. La mer ne se lasse pas de passer sur la grève la savonnée de ses vagues. Les immenses filets, étalés sur des centaines de mètres, ont l'air de sécher après la lessive. Et si les barques, en troupeau pressé, sont rangées sur le sable avec tant de soin, cela doit être pour laisser se glacer leurs ripolins tout neufs.

Une vie minuscule s'agite sur l'estran, surtout là-bas, tout au fond, devant ce qui doit être le quartier pauvre. On y voit des bonshommes colorés en clair courir en tous sens ou former des paquets, comme des insectes sur leur pâture. Il y a aussi, juste au-dessous de nous, dans les replis d'un filet velouté, des êtres réduits qui ressemblent à des hommes. De près, cela doit être bien amusant.

C'est beaucoup plus, c'est passionnant.

Cela n'a rien d'un port de pêche tel que nous le font concevoir ceux de notre côte atlantique, abrités par des môles ou des estacades, avec des bassins tranquilles, enfermés dans des quais de granit. Ici, la mer déferle en vagues énormes sur une plage fortement déclive. Aucune darse, aucun débar-

cadère. On prend le large à travers la barre hostile, on rentre sur le dos de la lame et l'on s'échoue à la limite du flot. On traîne alors les barques jusqu'au plus haut point de la marée. Par gros temps, on les hisse sur la digue et l'on en remplit la place du marché. Nos pêcheurs de Bretagne, dont on exalte, non sans raison, le courage patient, n'ont jamais affronté l'océan d'aussi près. C'est ici le heurt direct de l'homme contre la mer, lui et elle donnant tout ce qu'ils peuvent, l'habileté, la ruse défiant la force brutale, un jeu de mort pour un peu de vie, car ces gens-là sont pauvres.

Pareille audace devant l'avenir, pareille confiance en soi ou en Dieu. Cela fourmille de gosses. D'ailleurs, il faut du personnel et de la réserve. Qui tirerait la seine, et qui apprendrait la pêche ? Et nous voilà au sens originel et fécond du mot *prolétaire*.

Grands et petits, femmes vieilles et jeunes, fillettes qu'on mettrait dans des boîtes à poupées, cela grouille sur l'arène blonde, du crépuscule de l'aube au crépuscule du soir, surtout à l'heure du couchant, quand le soleil lance entre le phare et la Pedra de Guelhim un fuseau rose vif qui incendie la moitié du bourg. Cela crie, cela chante, piaille, avec ce bonheur de ceux qui ne pensent qu'à vivre, même quand ça ne va pas. La rumeur de cette multitude est si dense qu'elle dépasse parfois celle des hautes vagues qui lancent avec force et ramènent brusquement de blancs linceuls d'écume. Il n'est pas d'autre bruit que les voix humaines et la voix maritime, car tout ce peuple va nu-pieds, et le murmure de ses pas sur les pierres de la digue ou sur le fond des barques est couvert par le tumulte des eaux.

Ce n'est pas une foule grise ou bleu de chauffe. Sa palpitation constante est décuplée par celle de la couleur. Ils ont, les gens de Nazaré, leur costume bien à eux, qu'on ne retrouve sur aucune plage, dans aucun autre port, même à Sao Pedro de Muel ou à Sao Martinho, à dix kilomètres d'ici. Un homme, une femme de Nazaré se reconnaissent tout de suite, au milieu de n'importe quelle *romaria*, même celle qui réunit les gens de cent villes et villages.

Je ne sais d'où leur vient ce goût des laines à dessin écossais, ni de quand il date. Il doit y avoir à l'origine de cette coutume vestimentaire un phénomène commercial, analogue

à celui qui a introduit en Hertzégovine notre béret basque. Rien d'autre, peut-être, que la proximité et l'influence des marchés anglais. Dans la suite, ces étoffes sont devenues de fabrication portugaise : on les tisse à Coïmbra, si je ne me trompe. Elles sont fort belles, d'une laine légère et souple, d'une fraîcheur et d'une harmonie de tons qu'on chercherait vainement ailleurs. J'ai trouvé les plus originales dans une boutique de la rue Abegaria.

Les pêcheurs, adultes et garçonnets, portent une chemise à manches, boutonnée jusqu'au cou : je sous-entends de laine écossaise. Le pantalon, ou plutôt les braies, sont d'un autre écossais que la chemise, de tons complètement différents, et le plus souvent à carrés plus larges, mais en plein accord de couleurs. Ces braies se nouent sur la cheville avec des cordons. La transition d'un dessin à l'autre est ménagée par une large ceinture d'étoffe unie, noire ou bleu marine, qui fait plusieurs fois le tour de la taille. Sur la tête, le *carapuço* (bonnet à la phrygienne) de laine noire, assez long et retombant entre les omoplates. Quand ils sont à la pêche, ils portent par-dessus leur écossais une veste et un pantalon noirs, mais ils ne l'ont que dans la barque, et, dès qu'ils sautent sur le sable, ils se dépouillent immédiatement de ce surtout. Superstition ? Coquetterie ? Je n'en sais rien, mais je l'ai remarqué à chaque retour de pêche, et il est très rare de rencontrer sur la plage un homme en veste noire.

Les vieilles femmes ont encore l'ancien vêtement de Nazaré, tout noir, jupe à larges plis ; sur la tête, une grande cape de drap noir qui descend jusqu'au bas des reins, d'une seule masse raide et rugueuse. Cette cape de tête a une visière de drap qui se rabat à volonté sur le haut du crâne ou au-dessus des yeux. Elles posent au sommet, par-dessus la cape, un chapeau de feutre à gros pompon noir, les bords relevés en gouttière. Cela donne, sur les murs blancs de la ville, d'étranges silhouettes monacales ; et, lorsqu'elles sont assises sur le sable, on dirait des bornes d'ardoise coiffées d'un chapeau. C'est aussi d'une singulière grandeur : on pourrait dire des stèles du veuvage et de la jeunesse morte ; et elles me font penser à ces figures accroupies de la statuaire égyptienne, cubes de schiste ou de porphyre d'où émerge seulement la tête, comme la pensée se dégage de la matière.

Les jeunes ont un corsage de laine écossaise, quelquefois, hélas ! de cotonnade unie ou à pois, et une jupe d'un autre écossais, d'une extraordinaire ampleur, ballonnant autour des jambes et descendant à mi-mollet. Cela leur fait la taille très mince et les hanches larges, d'autant plus qu'il y a là-dessous plusieurs jupons bordés d'un feston rouge criard ou vert cru. Elles portent sur la tête un fichu de laine ou de coton, et, comme tout le monde, ne marchent que pieds nus.

Les fillettes, même celles qui ne commencent que de trottiner, sont habillées comme leurs mères. Cela fait un monde de petites bonnes femmes savoureuses, souvent blondes, avec des joues de bébé-jumeau et de beaux pieds larges et ronds qui les feraient tenir debout dans une boutique à jouets.

A toutes les heures du jour, en un point ou en un autre de la plage, on tire la seine ou la traîne, comme on voudra. C'est un spectacle magnifique, à cause de la violence de la mer, du nombre de gens, hommes, femmes et enfants, qui s'attellent aux câbles, de la fraîcheur et de la variété des costumes, et surtout à cause du rythme séculaire et de la joie chantante que les pêcheurs de Nazaré savent mettre dans ce labeur de forçats.

Cela dure deux heures et plus, car il s'agit de ramener un filet de cent brasses de long et qui se trouve noyé à plusieurs centaines de mètres du rivage. Trois ou quatre hommes, à chacun des deux halins séparés par trois cents mètres de plage, commencent à tirer en remontant la pente de sable où leurs pieds s'incrustent puissamment. De la digue ou de la dune descendent peu à peu des hommes, des femmes, jeunes et vieilles, des adolescents, des vieillards barbus, les uns comme les autres placidement, sans se presser. La hâte ne changerait rien au hasard de la pêche. Il semble bien aussi que le travail soit collectif, que chacun se donne à la besogne sans distinction d'équipe ou de propriétaire. Les mères qui descendent avec un bébé dans les bras le posent sur le sable, au milieu d'un châle ; et le marmot, qui connaît déjà son destin de pêcheur, attend sagement sans pleurer.

A mesure qu'ils arrivent, ils s'attachent au halin. Après avoir essuyé de la main l'eau qui ruisselle sur le cordage, ils

le posent sur l'épaule, à même une étoffe pliée, et, courbés en avant, le bras droit pendant, le gauche ramené en arrière et tirant sur la fune, ils gravissent l'arène déclive, d'un pas lent et régulier, dans un mouvement d'ensemble d'une si noble cadence qu'on en vient à s'atteler avec eux pour accompagner le rythme. Quand ils parviennent au haut de la file, où un garçonnet love la corde, ils quittent leur travail et redescendent paisiblement, les vieilles dans leur cape de veuvage, les jeunes dans leurs jupes de danseuses, les mâles avec cette gravité nonchalante qui leur est propre, et reprennent la suite de ce pesant cortège de haleurs. En même temps, ils chantent une de ces lentes chansons de guindeau qui sont toute la mer et toute la voile. De temps à autre, le flot, en reculant, résiste à leur effort, et toute la chaîne s'arrête, se cambre sur les orteils, avec une pesée élastique. Un homme crie : « *Arriba!* » La file entière hale de tout son poids, se tend de tous ses muscles. Et la mer cède à l'homme. Tous chantent : « *Arriba!* nous irons en haut! *Arriba!* »

Cela dure une heure, une heure et demie. Sans cesse, les maillons humains montent et redescendent. Puis, l'on voit apparaître, très loin, au milieu de la houle, deux outres qui surnagent. On amène ensuite deux ancres, puis un long chapelet de flotteurs de liège. Pendant ce temps, les deux grappes de haleurs se sont rapprochées. Les bras de la seine se referment en sortant de l'eau. Et, au plus haut d'une vague, la poche flotte un instant, distendue par la masse du poisson.

Arriba! la pêche est bonne! Tout le pays en est informé par les cris de triomphe. La marmaille accourt avec des paniers ronds et bas, en fibre ou en jonc, suspendus à des gaules, ou sur la tête, emboîtés l'un dans l'autre. Il vient des gens de partout, car le spectacle du butin réjouira toujours l'homme primitif.

La chanson se fait plus lente, l'effort plus pénible. La poche, gonflée de sa marée, traîne maintenant de tout son poids sur le fond de sable. Il faut attendre que le flot la soulève; et quand il passe, tout le monde ahane d'un seul coup.

La vague, enfin, jette la pêche tout près de la rive. On peine à hisser hors de l'eau la moitié de la charge. Puis, un

homme se précipite et découd la poche avec son couteau. Il s'enfonce jusqu'à mi-jambe dans le poisson frétillant. Autour de lui, c'est un grouillement de foule, tout comme le poisson dans le sac. On le ramasse avec des filets à main, on le déverse dans les paniers, et la marmaille les emporte, suspendus à des gaules, tels qu'on figure sur les vieilles images ceux qui reviennent de Chanaan. Quelquefois, la vague sournoise tire la seine en arrière, et tout le monde se cramponne aux mailles avec un grand cri.

* * *

Les barques de Nazaré sont toutes à fond plat, la poupe coupée à la manière d'un canot, la proue très élevée, avec un bout-dehors qui la prolonge comme un nez d'espadon. Elles sont peintes de couleurs vives et décorées de géométries. Les plus simples portent des disques ou des croix peints sur les joues, et leur nom sur le plat de la coque. Ce sont de beaux noms chrétiens : *Providencia, Sao Gabriel, Deus te de boa sorte* ; d'autres singuliers : *Carnaval, Sempre paciente.* Les grosses barques qui vont pêcher au large ont un mât très court et une voile latine. Les autres n'ont que des avirons. C'est avec ça qu'ils affrontent la barre et provoquent l'échouement.

Voici le retour des grands bateaux de pêche, sur l'explosion du couchant qui remplit le ciel et la mer de ses fusées multicolores. Une forte houle ravine le flot et se résout en une lourde vague qui croule d'un seul bloc, d'un bout à l'autre de la plage. La flottille se tient à un quart de mille de la rive, les voiles carguées, se maintenant en place à légers coups d'avirons.

Une barque, — celle-ci s'appelle *Fé em Deus,* — se détache des autres et nage vers la terre. Deux ou trois hommes manœuvrent chaque aviron. Le barreur, debout, surveille le mouvement des lames. Il ne donne pas d'ordres, mais l'équipage, obéissant aux moindres déplacements du gouvernail, agit comme s'il était relié à l'homme de barre par un système nerveux. La barque parvient ainsi au dernier creux de la houle. Elle se maintient à ce point précis, laissant passer sous la quille deux ou trois lames qui la poussent insensiblement vers la vague. Les avirons levés semblent les ailes d'un oiseau qui plane.

A terre, un train de huit bœufs attelés par couple attend, le dos tourné à la mer. Des hommes transportent de longues pièces de bois, semblables aux traverses du rail.

L'homme de la barre a vu venir une lame plus haute que les autres. Il pousse un cri. Les avirons plongent brusquement, une tension terrible renverse les torses sur les bancs. La *Fé em Deus* monte sur l'épaule de la vague, atteint la crête, s'y maintient de ses pales solidement plantées dans l'eau, et, de toute la vitesse du flot, accourt vers la rive, portée par le bouillonnement et l'écume, et vient presque sans heurt se poser sur le sable.

Elle est pleine de diables rieurs, le visage noir, les dents éclatantes, qui aussitôt sautent dans l'eau et se dépouillent de leur suroît et de leur pantalon de pêche. En même temps, le conducteur des bœufs entre dans l'eau jusqu'à mi-jambe, croche le trait de son attelage à une pièce de fer, à la jointure de l'étrave et de la quille. Deux hommes ont fait sur le sable un chemin de traverses, et les huit bœufs partent d'un seul effort, faisant glisser la barque sur les madriers. Mais leurs pieds n'ont pas de prise sur le sable mou, et, dans leur épaulée où tous les muscles de leur grand corps se tendent et se gonflent, ils se laissent aller sur les genoux et continuent ainsi à gravir la pente, au milieu des cris et des claquements de fouet.

* * *

La ville continue la plage, sur une déclivité d'un même degré. Seule, la place du marché, qui s'ouvre sur la mer, est un grand rectangle de terrain plat. Des rues, toutes semblables, partent de la digue et s'élèvent parallèlement, coupées à angle droit par d'autres rues sans pente. Elles sont d'un blanc de chaux éblouissant sous le soleil, les portes et les fenêtres noires, vertes ou bleues. Leur pittoresque africain vient de cette extrême blancheur, de l'inégalité des façades et de leurs balcons de guingois fermés souvent par des moucharabiehs. Elles sont ordinairement vides et silencieuses, car tout le sang du bourg afflue vers la plage et la pêche. Leur pavé de cailloux bien cimentés est net comme un carrelage de cuisine : le Portugal a toujours un balai sur l'épaule et un torchon à la main.

Ces gens sont pauvres. Leur bonheur est fait de ce fatalisme qu'engendrent le travail quotidien et les habitudes ancestrales. La mer est parfois bonne, souvent mauvaise, et c'est elle seule qui leur donne la subsistance, qu'ils mangent le poisson ou qu'ils le vendent. Il en faut beaucoup pour nourrir tout ce peuple et la marmaille qui ne cesse d'éclore. Que les filets ne ramènent pas une pêche miraculeuse, c'est la disette ; que la tempête dure quelques jours, c'est la famine. Mais ils gardent la gaieté saine de ceux qui se laissent mener par l'instinct. Si la plupart des enfants mendient, ce n'est aucunement à l'espagnole, avec cette ténacité larmoyante des *niños* de Valladolid, mais en passant, le visage rieur, sans conviction ni dépit : tel ce paralytique, installé dans son véhicule à trois roues, qui se range en marche arrière à côté de notre voiture, mendie avec un sourire lumineux, et, lorsque Marie-Jeanne lui a donné son obole, se renverse sur son siège, avec cette fatuité qu'on ne trouve qu'au Portugal et l'assurance d'un nabab qui possède maintenant deux escudos.

ALCOBAÇA ET BATALHA

A travers ce grand parc d'ornement que ne cesse d'être l'Estremadure littorale, forêts membrues et touffues, trouées d'horizons animés de moulins allègres, cultures sous des oliviers transparents, hauts vignobles grimpant jusqu'au faîte des coteaux, nous arrivons à Alcobaça.

Le bourg n'est presque rien : il ne constitue, après tout, que les communs du monastère. Et j'abandonne tout de suite aux guides et manuels la description raisonnée de ce couvent gigantesque, l'un des plus grands du monde, si j'en crois Baedeker.

Une place nue, aux terre-pleins symétriques, fait, du côté de l'église, une étendue de soleil cru, à la mesure des bâtiments. Gravi l'escalier flanqué de pyramides fleuronnées et franchi le portail de pierres neuves, on est saisi, en pénétrant sous la nef, par cette odeur de plâtre et de moisi qui est celle du palais d'Avignon, de San Apolinare in Classe, à Ravenne, et de tous les édifices religieux tombés sous le pouvoir laïc. Un vide affreux remplit d'échos séculiers cette église d'une

immense blancheur, ces cloîtres, cette salle capitulaire, ce réfectoire et cette cuisine aux proportions gargantuesques, toute cette vaste abbaye fondée par le premier des rois de Portugal, et qui n'est plus aujourd'hui qu'un but de tourisme, entre les mains des archéologues.

Je m'arrête toutefois dans la Sala dos Reis, qui a gardé quelque chose de sa grandeur primitive à cause de ses dix-neuf rois debout sur des consoles, au milieu des murs nus, et surtout de ce groupe de terre cuite coloriée, d'une douceur de tons rendue suave par la lumière ambiante, et qui représente le couronnement d'Alphonse Henriquez ; je m'attarde devant les portes manuélines de la sacristie et de la chapelle dos Passos, jambages et linteau faits de deux arbres aux troncs noueux dont les cimes feuillues se rejoignent et s'enlacent ; dans le Lavabo du cloître de Dom Dinis, dont la fontaine continue à vivre au milieu de tant de merveilles frappées de mort ; et j'arrive enfin à la Capella dos Tumulos, où, sous un jour glacial de fenêtres sans vitraux, sommeillent sur leurs sépulcres de calcaire, dans leur manteau royal, Dom Pedro et Iñès.

Quelle transfiguration que la poésie ! Les vers de Camoëns nous ont laissé l'image de ces amants déchirés par l'absence, et tous les autres poètes ont mis dans ces deux êtres l'éternelle douleur de ceux qui s'appellent sans pouvoir se rejoindre. Pour moi, je les préfère, ces amants célèbres, dans leur cruelle vérité, plus âpres et plus robustes, conformes à cette dure époque de conquête où la colère et la guerre tarissaient les larmes.

Ce que fut l'amour de Pedro et d'Iñès n'a rien de ce qu'en ont fait la légende et la poésie. C'est bien autre chose et bien plus que cela. Il est absolu et terrible. Il naît dans l'adultère, il s'épanouit au milieu des intrigues, il se retrempe, en la personne de Pedro, dans le sang du meurtre, il s'exaspère dans la vengeance, il se couronne en une apothéose macabre, et se résout enfin dans ces deux tombeaux pieds à pieds, et non côte à côte, pour que les deux visages, soulevés par les mains des anges, se regardent éternellement.

Cette Iñès, enfant naturelle de Fernandez de Castro, cousin du roi de Castille, était venue au Portugal avec la suite de Constantia, fille du duc de Peñafiel, qu'on avait

choisie comme épouse pour l'infant Dom Pedro, héritier du trône.

Un prince se devait, dans ces cours du XIVe siècle, de ne pas se contenter de sa femme. Le rang de favorite était revendiqué par toutes les filles, jolies ou non, qui peuplaient ces palais de tribu, castels encombrés de troupes et de courtisans. Elles trouvaient à cela des avantages pour elles-mêmes et pour leur famille, le temps de se constituer une dot, car elles ne faisaient que passer dans le lit princier.

Il est probable que l'amour de Dom Pedro et d'Iñès a commencé de cette manière, cet amour qui devait durer toute leur vie, se renouveler dans la mort, s'éterniser dans les vers d'un poète et dans la mémoire des hommes.

Iñès est très belle. Cette race des Pedro et des Joao est, tout entière, passionnée de beauté : ce ne sont que divorces, coups de tête, mésalliances, assassinats pour de belles Espagnoles comme les Castro et les Menesez. Pedro s'attache à cette Castillane au visage plein, aux belles mains paresseuses. Elle se donne à lui avec les sentiments instinctifs des femmes de ce temps-là : satisfaction d'être l'élue, bonheur de la maternité. Elle lui donne trois enfants.

Constantia meurt. Pedro, libéré devant l'Église, épouse sa maîtresse sans la faire reine, ce qu'on appelle aujourd'hui un mariage morganatique. Son père, le roi Alphonse, dissimule son dépit. Ils sont toujours, les hommes de ce siècle, à couver le crime sous un air de chaude affection. Les nobles portugais n'ont aucune peine à lui persuader qu'il faut assassiner l'Espagnole, sa bru.

Conspira-t-elle vraiment contre l'infant Ferdinand pour assurer le trône à ses fils ? C'est possible, c'est dans les mœurs de l'époque. Ou les autres craignaient-ils un accord d'Iñès avec ses cousins de Castille ? C'est peu probable, car c'est là que les meurtriers se réfugieront. De toute manière, elle est condamnée. Alphonse, en personne, avec deux de ses favoris, Pedro Coelho et Diego Pacheco, et un troisième conjuré, Alvaro Gonçalez, part du château de Montemor-o-Velho, à huit lieues de Coïmbra, et arrive, dans cette ville, au couvent de Santa Clara, tout contre la rive du Mondego, non loin de cette Quinta das Lagrimas dont on a fait le décor du meurtre. Iñès s'est réfugiée dans le monastère avec ses fils.

Mais l'autorité royale a raison de la clôture religieuse. Les quatre hommes la forcent et pénètrent dans l'asile.

On ne sait trop ce qui s'est passé. La légende nous montre Iñès, entourée de ses enfants, fléchissant le roi par ses prières, et celui-ci lui laissant la vie. Mais les trois autres, en dépit de ce contre-ordre, auraient assouvi leur rancune en égorgeant la Castillane. Il serait assez dans le goût du siècle que tout cela se fût passé brièvement et muettement, les quatre hommes cherchant la femme, le poignard en main ; elle, résignée, sachant toute résistance inutile, et mourant sans un mot, sans un cri. Peu importe. C'est de l'amour de Dom Pedro qu'il s'agit.

Lorsqu'il apprend la mort d'Iñès, sa furie éclate. C'est l'amour qui se révolte, mais c'est aussi la rage de l'orgueil blessé. On a tué sa femme, mais on a aussi tué celle qui devait être la reine. Il la voulait, à côté de lui, sur le trône. Il l'y mettra, malgré la mort.

Il lève une armée, il marche contre son père. C'est de tradition dans cette famille terrible : Alphonse avait fait la même chose contre son père, Denis. Les deux partis vont en venir aux mains, lorsque intervient l'archevêque de Braga, primat de Portugal, la plus haute autorité spirituelle du pays. Dom Pedro a l'air de céder. Il dissimule à son tour. Il attend. Le Roi dépérit, miné par une obscure maladie. Pedro attend qu'il meure. Les complices se sont enfuis en Castille, mais il sait comment les atteindre. Il attend. L'amour et l'âpre désir de la vengeance ne font qu'un dans sa poitrine.

Alphonse meurt. Tout de suite, Pedro signe un traité de paix avec cette Castille qui, depuis deux siècles, est l'ennemi juré du Portugal. Il signe, à condition que lui soient livrés les meurtriers d'Iñès. Le marché est trop avantageux pour ce Pierre le Cruel qui règne sur Castille et Léon. Pacheco s'enfuit, Gonçalez et Coelho sont expédiés au Portugal, ficelés comme des paquets. Pedro les accueille avec un tremblement de joie. Sur la place de Santarem, on les torture lentement, avec des raffinements accumulés pendant quatre ans au fond d'une âme saignante. Pour finir, on leur arrache le cœur, celui de Coelho à travers la poitrine, celui de Gonçalez par l'épaule. Puis, on brûle les cadavres, et les cendres sont

dispersées au vent, de cette terrasse qui domine le Tage et l'étendue du Ribatejo.

Iñès est vengée. Il faut maintenant qu'elle revive et qu'elle règne. Il réunit à Cantanhede une assemblée de la noblesse, déclare Iñès son épouse légitime et ses enfants successeurs au trône. Et parce qu'il l'a voulue, dans sa passion despotique, assise près de lui sur le trône portugais, il fait exhumer, à Coïmbra, le cadavre enseveli depuis cinq ans, il revêt du manteau royal cette momie décharnée, il pose sur le crâne aux orbites vidées, au sourire sans lèvres, la couronne à dix fleurons, il installe sur un siège d'apparat cette dépouille effroyable, raide et les bras au corps, et il oblige toute la noblesse, cette noblesse portugaise qui a provoqué le meurtre, à venir baiser la main puante de ce cadavre adoré. Ainsi le rêve de son amour s'accomplit dans la vengeance, et, comme l'a dit Camoëns en un vers puissant comme une devise, Iñès *despois de ser morta foi rainha.*

Maintenant, la Reine peut mourir. On lui fait des funérailles dignes de son rang. Le corps, dans un cercueil d'argent, est transporté sur les épaules des grands du royaume, depuis Coïmbra jusqu'au monastère d'Alcobaça, vingt-cinq lieues à travers les forêts et les champs, Pedro à pied, suivant la bière entourée du clergé, toute la noblesse, tous les manants, disposés en une double haie continue, chacun un cierge en main, en sorte, dit la chronique, que l'on voyait, la nuit, un ruban de feu onduler à travers la montagne. Il avait établi minutieusement ce que devait être le tombeau d'Iñès et le sien propre, quelles figures et quels symboles les décoreraient, et comment seraient posées leurs images, sous la nef de l'église, devant l'autel de saint Vincent, et non dans la chapelle où on les voit aujourd'hui, mais telles qu'elles sont encore placées, pieds contre pieds, « afin qu'au jour du Jugement dernier leurs regards, en se réveillant, se rencontrassent ».

Il vécut encore sept ans. Toute la douceur dont son âme était capable allait au souvenir d'Iñès et aux enfants qu'elle lui avait donnés. Il aimait passionnément la danse, celle surtout qu'on appelle *la folia*, et passait des nuits entières à la danser avec ses enfants « au son des flûtes, tantôt lentement et gravement, tantôt légèrement et avec une vitesse incroyable ».

C'était un prince économe. La première ordonnance de son règne réprime le luxe et fait défense aux acheteurs et aux marchands, sous peine du fouet la première fois, de mort pour la seconde, de rien acheter ni de rien vendre à crédit. Ses plus grandes largesses n'allaient pas plus loin qu'un diamant, une médaille d'or ou un ouvrage d'argent ciselé. Il affirmait souvent qu'« un prince a toujours de quoi donner quand il sait ménager ses revenus et répandre ses bienfaits sans profusion ». Pour le reste, il a mérité ce nom de Pierre le Cruel qu'il partageait, dans les mêmes années, avec le roi de Castille et le roi d'Aragon. Sa rigueur était inflexible. Le sceptre qu'il portait dans les cérémonies était prolongé par un fouet, afin, disait-il, « de marquer sa puissance à récompenser et sa sévérité à punir ».

Il mourut en 1367, et son corps fut placé en face de celui d'Iñès, comme il l'avait attendu de la mort, car l'amour seul a jeté sa lumière dans cette conscience ténébreuse.

* * *

Ce pèlerinage aux tombeaux de la dynastie portugaise nous mène ensuite au monastère de Batalha, le symbole de la victoire sur la Castille. La route qui y conduit traverse une petite *aldeia* qui a des maisons très curieuses, une église romane humble comme la prière d'un paysan, et un pilori aux armes de ce cardinal-roi Dom Henrique qui, en mourant, laissa le Portugal entre les mains des Espagnols.

Cette *aldeia*, pourtant, c'est Aljubarrota où, en 1385, Joao Ier, second fils de Pedro et d'Iñès, remporta sur les Castillans la plus importante victoire de l'histoire portugaise.

En commémoration de son triomphe, le roi, trois ans après, fondait le monastère de Santa Maria da Victoria, qu'il confiait aux Dominicains. On l'appelle plus communément : da Batalha, — de la Bataille, — le mot portugais se prononçant comme le mot français : Bataïlla.

Les Frères Prêcheurs ont dû l'abandonner en 1834, et la ruine s'y est mise, comme ailleurs. Mais le monument a repris depuis quelques années une signification nouvelle. C'est là, dans la salle capitulaire, qu'on a placé, sous un haut candélabre de fer toujours allumé, la tombe du Soldat Inconnu de la Grande Guerre, la première, un pauvre gars tombé dans

la boue des Flandres ou la craie de Champagne, à cinq cents lieues de son Minho ou à six cents de son Algarve, et qui repose maintenant sous une simple dalle de marbre posée à même le sol. Le reste est vide, comme à Alcobaça. Mais la Chapelle du Fondateur, où sont rassemblés, sous des devises écrites en un français qui s'efface de la mémoire (*Talant de bien faire. — Jeai bien reson. — Le bien me plet*), les plus grands morts de cette dynastie bourguignonne, et, plus encore, la fécondité du manuélin dans le Cloître Royal et les Chapelles Inachevées, remplissent l'abbaye d'une vie mouvante, humaine, animale et végétale, en sorte que, dans mon souvenir, Batalha reste aussi peuplée que les grands monastères du Mont Athos ou que les lamaseries du plateau thibétain.

Quand je vois Joao Ier couché près de sa femme Philippa et lui tenant la main, je pense aux gestes conventionnels de ces monuments funéraires. Ce grand personnage n'avait que trois choses en tête : l'ambition, la guerre et la paillardise, encore cette dernière subordonnée aux deux autres, car, frère du roi, n'ayant aucune chance d'arriver au pouvoir, il n'hésite pas à assassiner sa première femme, la très belle Maria de Menesez, dans l'espoir d'épouser Beatrix, seule héritière du trône. Sa devise, *Por bem*, devrait se lire : *Por meu bem*, car c'est surtout à son propre bien qu'il songe, au sien et à celui de son royaume qui, pour lui, se confond avec sa personne. C'est ainsi qu'on assurait la force et la grandeur d'un État, même avant Machiavel ; et tout ce que je pourrais dire sur la fourberie de l'infant Joao, pendant l'interrègne de 1384, et sur le goût du roi Joao pour les dames d'honneur de sa femme n'enlèverait rien au génie d'un prince qui a assuré les frontières de son pays, porté la guerre chez les Maures d'Afrique, et, par Madère et les Açores, commencé la conquête de l'océan.

Avec son mâle visage épaissi par la graisse, — il mourut fort vieux, — ses yeux ouverts, sa bouche contractée, il a l'air de veiller, et l'on s'imagine qu'on le verrait, à la première alerte, se dresser sur ses pieds, l'épée en main, dans son armure de grand maître d'Avis. Malheureusement, le rouge de ses joues, la couleur de son regard, comme les ors, les pourpres et les sinoples qui recouvraient le sépulcre, se sont depuis longtemps effacés. La polychromie était la chair de ces tom-

beaux gothiques, et il ne reste plus que l'os de la pierre.

Dans le Cloître royal, l'odeur amère des buis se condense entre les galeries ajourées comme des cassolettes. On ne sait ce qui donne ici le plus de fleurs, ou les parterres d'une surabondance et d'une variété toutes portugaises, ou l'ornementation manuéline des larges baies ogivales.

La moitié supérieure, l'arc lui-même, sont remplis par une grille de pierre soutenue par quatre ou cinq colonnettes ouvragées qui ferment la moitié inférieure. Le haut est une sorte de guipure au crochet ou de dentelle de Venise, les mailles de calcaire tellement pénétrées par le soleil et ses reflets qu'elles semblent transparentes. Les motifs n'appartiennent à rien de réel. Ce sont des réseaux de verdures enchantées, — on dit lauriers ou ronces, mais je n'en crois rien, — branchages en volutes, feuillages imaginaires, fleurs d'espèces inconnues qui tiennent du pavot, du lotus et de la campanule, guirlandes entrecroisées où l'on trouve la feuille et le fruit de l'artichaut, ou l'ananas, ou la pomme de pin encore verte : toute cette rêverie végétale entourant de son treillis fabuleux la double croix d'Avis ou la sphère armillaire de Portugal.

Le grand mystère de tout ceci est que cette ornementation d'une luxuriance presque tropicale ne cesse jamais d'être harmonieuse, je dirais même élégante si je ne craignais l'usure des mots. Le dessin se résout en deux ou trois arabesques où le détail ne fait ni surcharges ni bavures, mais accompagne et même allège le modelé. C'est le miracle de cet art manuélin que de côtoyer sans cesse le monstrueux et l'incongru sans jamais y tomber. Il se spiritualise encore dans le portail extérieur des *Capellas Imperfeitas* (les Chapelles Inachevées et non Imparfaites) qui est, sans aucun doute, un des plus purs chefs-d'œuvre de l'esprit, une création de l'architecture où la pierre devient immatérielle.

On peut y voir l'influence mauresque, ou plutôt berbère, l'art impondérable et comme aérien qui arrive à son accomplissement dans la Salle de la Justice, à Grenade. Mais l'architecture de Grenade n'est que stuc sur une charpente légère, et je trouverais plutôt, dans ce haut portail de Batalha qui ne finira jamais de monter vers le ciel, la leçon des Indes et de Delhi. Même aux Jeronimos, le manuélin ne s'est jamais

autant qu'ici évadé de la matière. Avec ses arceaux successifs dont les courbes s'épanouissent en s'élevant et dont la plus haute se renverse vers le ciel, ce portail me fait songer à ces masses lumineuses qui, dans le *Paradis* de Dante, se déplacent à la venue de Béatrice.

La pierre, que cet envol des courbes rend presque immatérielle, est encore allégée par une décoration végétale d'une délicatesse d'ivoire chinois, qui, de la base au couronnement de ce portique céleste, fouille le calcaire, le dentellise, en fait un filigrane ; et, plus encore, allégée par la lumière qui ne frappe pas directement cet édifice de rêve, enfermé dans un atrium, mais ne l'enveloppe que de reflets subtils, de réfractions soyeuses, d'une sorte de buée qui s'élève du dallage blanc, surtout vers les dix heures du matin, lorsque le soleil vient de l'intérieur de ces chapelles sans toit et lance un grand rayon dans le vestibule.

Avec cette décoration diaphane, le manuélin s'est abandonné à son génie propre, qui est de s'emparer de toutes les formes que lui procurent la végétation portugaise, la flore océanique, le blason et la devise de ses rois : lierres, pampres, artichauts, pommes de cyprès, nœuds de cordage, et, cent fois répétée, comme un cantique aux voix innombrables qui toujours monte et s'amplifie, l'altière devise de Duarte, le second roi constructeur de Batalha : *Leauté faray tam yaserey*, « Loyauté ferai tant je serai ».

Tam yaserey, ces deux mots reviennent plus souvent que les autres, au milieu d'un cercle de cordage, parmi des rameaux entrelacés. Ils montent jusqu'à la voûte en suivant les courbes aériennes, ils planent dans la douce réverbération, ils s'évanouissent dans une pénombre chaude. *Tam yaserey*, tant je serai, tant je serai ! chante à l'infini le portail, tant je serai, matière et lumière se confondront dans la beauté !

A. t'Serstevens.

RANÇON

La symphonie de Beethoven s'arrêta soudain. Une voix claire et métallique venait d'interrompre la mélodie du troisième mouvement.

« *Radio-Journal.* Nouvelles de la dernière heure. — Le corps de Jimmie Lane, jeune fils de Mr Headley Lane, enlevé par des voleurs d'enfants, vient d'être retrouvé sur la rive du fleuve Hudson, à proximité de la propriété de son père. Cette découverte met fin à... »

— Kent, s'écria Allin d'une voix angoissée, arrête !...

Kent Crothers hésita une seconde, puis il pressa un bouton. Un silence tomba, lugubre ; alors, Allin, qui se mordait nerveusement la lèvre, s'écria dans une grande agitation :

— La pauvre mère !... Avoir eu tant de courage, avoir espéré tant de jours !...

— Oui... Mais si tragique qu'elle soit, il est préférable de connaître la vérité !

Le moment était-il venu d'avoir avec sa femme une conversation sérieuse au sujet de ces enlèvements d'enfants devenus pour elle une véritable obsession ? Kent Crothers se le demanda. Sans être des plus riches, il était considéré comme fortuné, — pas assez cependant pour faire surveiller ses enfants par des gardiens spéciaux, — et le fait que son père possédait une grande manufacture de papiers peints les classait, lui et sa femme, parmi les privilégiés de la fortune, tout au moins dans la région qu'ils habitaient. De sorte que les ravisseurs d'enfants pouvaient être tentés de leur soutirer une rançon.

— Je vais voir si les enfants sont bien couverts... Betsy rejette souvent ses couvertures...

Kent comprit que sa femme désirait surtout s'assurer que ses chers trésors étaient en sécurité sous leur toit. Il se leva, posa sa pipe et offrit de l'accompagner. La main dans la main, ils montèrent en silence. Très doucement elle ouvrit la porte de la chambre des enfants et Kent, une fois encore, constata que les craintes d'Allin avaient prise sur lui. Chaque fois qu'il leur était arrivé d'ouvrir cette porte, son cœur avait cessé de battre, oh ! une courte seconde, jusqu'à ce que ses yeux se fussent posés sur les lits jumeaux, sur les deux têtes, brune et blonde, qui reposaient sur l'oreiller.

Les deux enfants étaient là, bien entendu. Kent se pencha sur son fils Bruce, un beau et bon petit diable, qui dormait à poings fermés et qui ne bougea pas lorsque sa mère posa tendrement les lèvres sur son front. Ses cheveux bruns étaient en désordre et il faisait la moue en dormant. Quand il les ouvrait, ses yeux étaient bleus comme ceux de sa maman.

Allin ramena doucement le drap sur le bras découvert, puis, sans qu'une parole eût été échangée entre eux, les parents se regardèrent en souriant, leurs mains s'unirent de nouveau, et Kent attira à lui le visage aimé de sa compagne.

Un bras passé autour de ses épaules, il se tourna avec elle vers le petit lit où reposait Betsy. Et c'est alors que l'obsession s'empara de lui. Il lui était facile de dire que Bruce, son fils, devait grandir et vivre comme tous les autres enfants et courir comme eux les mêmes risques, parce qu'un jeune garçon doit de bonne heure apprendre à être brave. Mais devant cet enfantelet, cette toute petite fille, blonde et rose, qui, lorsqu'elle les ouvrait, montrait les yeux bruns de son père, — des yeux tellement semblables aux siens qu'en les contemplant il croyait se revoir enfant, — devant sa fille, Kent ne trouvait rien à dire. Pour le moment, elle respirait un peu fort, avec un léger ronflement.

— Comment va son rhume ? murmura-t-il.

— Mieux, je crois. J'ai badigeonné sa poitrine..., murmura Allin.

La petite s'agita, ouvrit les yeux et, clignotant des paupières, tendit les bras à son père.

— Ne la prends pas, surtout, conseilla Allin, sans quoi elle ne voudra plus s'endormir.

Kent se pencha et tendrement remit sous les couvertures les petits bras potelés, tout en murmurant des paroles douces et en souriant, comme en un jeu.

— Dodo, dodo, ma jolie...

La petite sourit et referma les yeux.

— Viens... Éteignons la lumière, soupira Allin.

Sur la pointe des pieds, ils sortirent de la chambre et regagnèrent le salon. Kent reprit son fauteuil, alluma sa pipe, mais son esprit demeurait préoccupé. Plus que jamais il se rendait compte qu'il fallait à tout prix, pour le bonheur et la paix de leur vie, qu'ils acquissent la certitude que rien ne pouvait arriver à leurs enfants.

— Ces enlèvements sont comme la foudre, commença-t-il brusquement. Une fois, sur les millions d'habitants des États-Unis, quelqu'un est frappé. Mais nous devons nous efforcer de penser surtout aux innombrables enfants qui grandissent et vivent en sécurité...

Allin s'était assis près de son mari sur le grand canapé devant le feu. Elle l'interrompit d'un geste :

— Que ferais-tu si, un soir, lorsque nous allons voir nos chers petits ?...

— Impossible ! s'écria-t-il, l'interrompant à son tour. Et voilà justement ce que je voulais dire... Il est invraisemblable que... Oh ! ces sacrés journaux ! Dès qu'il arrive quelque malheur dans un coin du monde, tous les hameaux de l'univers en sont avisés !

— Jane Elliot m'a assuré qu'il y a trois fois plus de ces horribles enlèvements d'enfants que les journaux ne le publient.

— Jane est journaliste, ne l'oublie pas, ma chérie, déclara Kent. Ne te laisse pas impressionner par ce qu'elle te raconte.

— Elle s'est occupée de plusieurs de ces affaires d'enlèvement. Elle me citait l'autre jour le cas des Wyeth...

— Je ne puis supporter de te voir inquiète, ma chérie, dit Kent en baisant la main de sa femme. Il est inutile de te faire autant de souci. Nous ne pouvons vivre ainsi, comme sous le coup d'un malheur... — Puis, bravement : — Il faut te faire une raison et ne plus avoir peur.

— Ce qui me tourmente surtout est de savoir ce qu'il conviendrait de faire en pareil cas, dit Allin.

— S'il en est ainsi, s'exclama Kent, décidons d'ores et déjà de ce que nous ferions..., sans oublier cependant qu'il n'y a qu'une très faible chance...

— Kent ! que ferions-nous ?

— J'ai toujours pensé, reprit Kent, que si l'un de nos enfants était enlevé, je préviendrais immédiatement la police.

— Quelle police ? interrogea-t-elle vivement. Ce vieux bavard de Mike O'Brien qui aviserait d'abord la presse ? Une erreur fatale en pareil cas, si je dois en croire mon amie Jane.

— La police fédérale, alors ? Les « G-Men » ?

— Et comment établir un contact avec eux ?

Kent dut avouer qu'il n'en savait rien.

— Mais je vais me renseigner, promit-il. En tout cas, décidons ce soir, en principe, de ce que nous ferions en pareille éventualité. Cela fait, nous n'y penserons plus. Surtout, pas de rançon, Allin. Tant que des sommes fabuleuses seront versées à ces criminels, nous continuerons à entendre parler d'enlèvements d'enfants. Il devrait y avoir quelqu'un d'assez énergique pour opposer un premier refus ; alors, peut-être, d'autres gens verraient ce qu'il convient de faire.

Allin ne semblait pas convaincue. Après un silence, elle reprit d'une voix sourde et rauque d'émotion :

— Je suis sûre, vois-tu, Kent, que nous ne pourrions pas tenir cet engagement. Imagine que l'atroce chose arrive, que notre Bruce soit enlevé, la nuit..., en hiver ! Il a un rhume..., on l'enlève de son lit bien chaud, en pyjama... Ne ferions-nous pas l'impossible pour le ravoir ? Tu le sais comme moi.

Et, sans donner à son mari le temps de répondre :

— Que nous importeraient alors les autres parents, les principes et tout le reste ! Nous ne penserions qu'à notre fils..., à personne d'autre ! Et nous ferions tout, oui, tout, pour qu'on nous le rende... A n'importe quel prix !

* * *

— Essayez de vous rappeler exactement ce qui est arrivé ! cria Kent à la bonne d'enfants, éplorée. Où l'avez-vous laissée ?

Allin semblait plus calme que lui, mais sa voix, une demi-heure auparavant, lorsqu'elle l'avait appelé au téléphone, avait été un cri d'angoisse : « Kent ! nous ne retrouvons pas Betsy ! »

Il assistait à une réunion des directeurs de l'usine à ce moment-là. Il s'était levé brusquement :

— Je regrette de partir ainsi, avait-il dit, laconique et pressé. Il me faut rentrer chez moi sans tarder.

— Rien de grave, j'espère ? lui avait dit son père, un pli soucieux au front.

— Je ne le pense pas, avait-il répondu, en songeant à part lui qu'il était préférable de ne pas révéler la communication affolée de sa femme.

« Je vous appellerai plus tard », avait-il ajouté en s'en allant. Il avait bondi dans sa voiture et l'avait menée grand train, comme un fou. Sans ralentir, en soulevant une pluie de fin gravier devant le perron de sa maison, il était arrivé chez lui. Allin l'attendait sur le pas de la porte et Mollie, la bonne d'enfants, sanglotait tout haut.

— Nous étions au portail d'entrée, sir, surveillant la route et attendant master Bruce qui ne va pas tarder à revenir de l'école... Exactement comme nous le faisons chaque jour... J'avais posé Betsy à terre : elle devient si lourde que je ne puis la porter longtemps. Je suis rentrée à la maison une minute à peine, afin de chercher un mouchoir. Elle s'était sali les mains en jouant et les avait portées à sa figure... Quand je suis revenue, elle n'était plus là. J'ai cherché dans le jardin, derrière les buissons où elle se cache volontiers, je l'ai appelée. Et, tout à coup, je me suis mise à crier son nom... Madame est venue...

— Kent, nous avons cherché partout, murmura Allin.

— Le portail ? demanda-t-il en retenant son souffle.

— Fermé, et la barre de fer était en place, gémit Mollie. J'ai encore assez de bon sens pour m'être assurée de cela avant de laisser la petite seule dans le jardin.

— Et environ combien de temps vous êtes-vous absentée ? demanda-t-il durement à la malheureuse.

— Je ne sais pas, sir, à peine une minute... Pas plus, j'en suis sûre...

A son tour, il se précipita, fit le tour du jardin.

— Betsy, Betsy! cria-t-il. Viens voir papa, mon trésor! Papa qui est arrivé...

Il chercha sous l'immense buisson de lilas.

— Avez-vous pensé au garage ?

— Peter l'a fouillé de fond en comble deux fois, répondit sa femme.

— J'y vais voir moi-même, dit-il. Rentre à la maison, Allin, et vois encore si elle ne s'est pas cachée quelque part.

Il s'en fut au garage en courant. Peter sortit de dessous la petite voiture qu'il nettoyait.

— Elle n'est pas ici, sir, dit-il la voix troublée. J'ai regardé partout.

Malgré cette déclaration, Kent poursuivit ses recherches avec, sur ses talons, Peter qui le suivait comme un chien fidèle. Et tandis qu'il allait et venait inutilement, un numéro de téléphone lui revenait sans cesse à l'esprit : *National* 7117. Il s'était renseigné, voici un an, à la suite de la conversation qu'il avait eue avec sa femme et dont le souvenir demeurait en lui. Et cependant, aujourd'hui, il hésitait à se servir de ce numéro, espérant, contre toute évidence, que sa Betsy était cachée quelque part et qu'on allait la retrouver.

La grille d'entrée grinça et claqua. Kent se précipita. C'était Bruce. Bruce qui revenait de l'école.

— Qu'est-ce qu'il y a, papa ? demanda-t-il, étonné de voir son père.

Kent se ressaisit. Inutile en effet d'effrayer son jeune fils.

— Bruce, dit-il, tu n'as pas rencontré ou aperçu ta petite sœur, quelque part, sur la route ?

— Non, papa. Mais j'ai rencontré Mike qui m'a aidé à traverser la rue. Il y avait beaucoup de *zotomobiles*...

— Qu'est-ce que c'est que ça ? dit soudain Peter, la voix tremblante et qui montrait du doigt un papier maintenu en place par une pierre.

Avant d'avoir ramassé le papier ainsi déposé au seuil de la propriété, Kent sut immédiatement ce qu'il contenait et ce qu'il pouvait signifier. N'avait-il pas lu ce libellé maintes fois dans les articles sensationnels de la presse ? Il le déplia. C'était cela en effet. L'écriture anguleuse, contrefaite, les fautes d'orthographe, tout y était :

« *Nous avons depuis longtemps préparé ce coup. Cinquante*

mille balles est notre prix. Si vous n'êtes pas riches, votre père l'est pour deux. On vous fera savoir où déposer l'argent. Prévenez la police et on tue la gosse. »

— Papa, qu'est-ce... ? commença le petit.

— Emmène Bruce à la maison, dit Kent à Peter.

Où était Allin ? La prévenir... Il lui avait dit tant de fois que pareille chose ne se produirait jamais... Le numéro de téléphone ? Mais...

— Allin, appela-t-il.

Il l'entendit descendre du grenier en courant.

— Allin, répéta-t-il la gorge serrée.

Sa femme était devant lui, pâle et défaite, absolument épouvantée.

— Je vais appeler *National* 7117, déclara-t-il soudain, la voix rauque.

— Non, Kent, attends !... cria Allin.

— Inutile, dit-il. Il nous faut une aide sûre et efficace.

Et avant qu'elle eût pu l'arrêter, il avait couru vers le téléphone et saisi l'appareil.

— Donnez-moi *National* 7117, cria-t-il.

Allin était devenue blême, car, de sa main libre, il lui tendait le papier qu'il avait trouvé. Elle le lut et s'accrocha à son bras qui tenait l'écouteur.

— Non... Kent..., attends !

Mais déjà une voix calme répondait à l'autre bout du fil.

— Ici *National* 7117.

La gorge serrée par l'émotion, Kent dit d'une seule traite :

— Ici Kent Crothers, 134, Eastwood Avenue, Greenvale, New-York. Je viens signaler un enlèvement d'enfant. Notre bébé, une toute petite fille... »

Et il écouta attentivement, tandis que la voix posée et calme lui conseillait de ne rien faire pour le moment, d'attendre au lendemain et, dans une certaine auberge, en un certain village, à cinquante milles environ de chez lui, de rencontrer un individu qui porterait un complet gris. Et durant toute cette conversation Allin ne cessait de gémir et de murmurer :

— Ils vont la tuer..., Kent ! Ils la tueront !

— Ils ne le sauront pas, dit-il à voix basse. Personne ne saura que j'ai téléphoné.

Et lorsqu'il eut raccroché, il dit tout haut et non sans irritation :

— Tu penses que ces gens-là ne diront rien à personne ! Ces gens, à Washington, vont nous aider. Nous ne pouvons rien sans eux ! Tu devrais le comprendre.

Allin s'était immobilisée et elle regardait son mari, les yeux agrandis de terreur.

— Ils la tueront ! répéta-t-elle.

« Que ne puis-je me cacher dans un coin, pleurer, crier mon angoisse ! pensa Kent qui regardait sa femme avec pitié. Mais les hommes ne doivent pas pleurer... Allin, elle-même, une femme, ne pleure pas !... »

Et, soudain, un même élan les rapprocha, les jeta aux bras l'un de l'autre et silencieusement, en proie à la plus terrible détresse, ils se mirent à sangloter.

* * *

Kent n'avait jamais su attendre. Il dut s'y résigner cette fois, et il le fit d'autant mieux qu'il avait à soutenir le courage d'Allin. Tout d'abord, les conseils reçus et qu'il devait suivre lui firent l'effet d'un réconfort. Puis il pensa qu'il serait sage de convoquer le personnel de sa maison afin de leur recommander le silence : Sarah, la cuisinière, Rose, la femme de chambre, Mollie et Peter. Tous pour lui étaient au-dessus du soupçon, sauf peut-être Mollie... Qui sait si cette fille était aussi simple qu'elle en avait l'air ?

— Fais venir ici tous les domestiques, je t'en prie, dit-il à sa femme.

Et comme il entrait dans la salle à manger, il aperçut Bruce près de la porte.

— Papa, où est Betsy ?

Devant le visage bouleversé de son jeune fils, Kent fit un effort. Ce fut d'une voix étonnamment calme qu'il répondit :

— Nous ne le savons pas, mon petit. Pour le moment, il vaut mieux ne dire à personne qu'elle n'est pas ici.

— Si j'allais dans le jardin, je la trouverais peut-être ?

— Non, dit Kent vivement. Je préfère que tu montes dans ta chambre. Je t'y rejoindrai... dans quelques minutes.

Les domestiques arrivaient l'un après l'autre et Allin les suivait.

— Je monte avec Bruce, dit-elle, calme et posée en apparence, mais Kent vit un tremblement au coin de sa lèvre.

— Je te rejoindrai d'ici quelques minutes, promit-il.

Il attendit qu'elle fût montée, tenant la main de son fils. Brusquement, il se tourna vers les quatre domestiques et vit, à l'expression de leurs visages, qu'ils savaient qu'un avertissement lui était parvenu.

— Vous savez ce qui est arrivé, commença-t-il. Puis il fit une pause.

« Étrange, mais ces figures familières m'apparaissent sinistres, pensa-t-il. Peter et Sarah ont pourtant servi ma mère durant des années et sont chez moi depuis mon mariage... Rose est la nièce de Sarah... »

Il croyait même discerner une certaine hostilité dans leurs yeux, il l'imaginait plutôt.

— Je désire que le silence le plus strict soit gardé, continua-t-il tout haut. Personne, en ville, ne doit se douter...

Il parlait en maître, donnait des ordres.

— Souvenez-vous que la vie de notre petite Betsy dépend peut-être de notre silence.

Une fois encore il s'interrompit, fit un sérieux effort pour se contenir. Des sanglots montaient à sa gorge. Il n'eût jamais cru qu'un homme pût ainsi pleurer, comme une femme. Il toussa comme pour s'éclaircir la voix :

— Sa vie dépend peut-être de notre attitude durant les heures qui vont suivre.

Mollie éclata en sanglots. Kent se leva.

— C'est tout, dit-il simplement, nous ne pouvons qu'attendre.

A ce moment, le téléphone sonna. Il se précipita. D'où lui viendrait le prochain message ? Nul ne pouvait le prévoir.

C'était son père, inquiet, qui demandait d'un ton brusque :

— Eh bien, Kent ? Que se passe-t-il chez toi ? Tu as oublié de m'appeler.

A aucun prix son père ne devait se douter de ce qui était survenu. En plus de l'affreuse inquiétude qu'il désirait lui épargner, Kent savait que son père ne gardait jamais rien pour lui.

— Tout va bien, père, dit-il d'un ton dégagé. Allin s'est trouvée souffrante tantôt...

— As-tu fait venir le docteur ?

— Nous l'appellerons, si cela devient nécessaire. Ne te fais pas de souci.

Et ne pouvant soutenir l'effort d'une telle conversation, il raccrocha. Il pensa à Bruce, à la promesse qu'il lui avait faite et monta dans la nursery. Le petit garçon prenait son repas du soir. Allin était avec lui. Elle avait prié Mollie de rester en bas, la présence de cette fille lui étant devenue insupportable, pour le moment. Au bout d'un instant, Kent ne put rester en place. A cette heure, Betsy, rose et fraîche, sortait du bain.

— Je... je descends, balbutia-t-il. Tu me retrouveras dans la bibliothèque...

D'un signe de tête, sa femme indiqua qu'elle avait compris et il sortit. Mais, en bas, le silence lui fut une nouvelle torture.

— Rien à faire ! Attendre, attendre ! murmura-t-il.

Et pendant ce temps Dieu sait ce qui arrivait à leur enfant ! « Demain », avait dit l'homme au téléphone. Et il y avait à peine une heure de cela. « Attendez », avait-il dit encore. Mais que se passerait-il cette nuit ? Où se trouvait sa petite Betsy ? Où dormirait-elle ce soir ?

L'inactivité lui pesant, Kent décida de sortir, de faire le tour du jardin. Il y trouverait peut-être un autre message. Le doux crépuscule de l'automne tombait lentement. Il dut faire effort et se contenir, tant le désir de crier, de lancer des malédictions le dominait. Ne rien faire en un pareil moment était une réelle torture. Cependant, la marche, l'air du soir lui firent du bien ; il se ressaisit et décida de suivre un plan raisonnable. Mais ses recherches n'aboutirent à aucun résultat. Il n'y avait de message nulle part. Tout à coup, malgré l'obscurité grandissante, il vit un homme s'approcher du portail d'entrée :

— Mister Crothers... — c'était la voix et l'accent de Peter, — pour l'amour de Dieu, mister Crothers, lisez vite... Je me demande pourquoi *ils* ont remis ceci chez moi. Quand je suis arrivé pour dîner, ma pauvre vieille femme m'a donné ce bout de billet... Elle ne sait pas lire, la pauvre ; elle n'a pas compris ce qu'il y avait d'écrit là-dessus... Je suis revenu en courant...

Kent avait pris le papier que le vieux nègre lui tendait

d'une main tremblante. Il courut vers la maison et, à la lumière du vestibule, il put lire :

« *Préparez la somme demandée. Elle doit être entièrement en billets et surtout pas marqués. N'essayez pas de nous jouer un sale tour, sans quoi nous enlevons l'autre gosse. Placez la somme dans le tronc du vieux chêne au ruisseau du moulin. Vous connaissez l'endroit. A minuit, demain.* »

Kent connaissait l'endroit. Il y avait tant de fois pêché, étant enfant, jeune homme, et même maintenant parfois! Mais comment savaient-*ils* qu'il connaissait si bien l'endroit ?

—Qui a apporté ceci? demanda-t-il à Peter, qui l'avait suivi.

— Je ne sais pas, sir. Ma femme n'a jamais vu l'individu : un Blanc, sir, qui a posé la note sur la table de la cuisine, et qui a dit en ricanant : « Donne ceci à ton vieux. » Dès qu'elle m'a vu, sir, elle m'a fait la commission. Et moi, je suis venu en courant...

Kent scrutait le visage du vieux domestique comme s'il eût voulu lire ce qui se passait dans son cerveau. Le nègre avait-il été soudoyé par quelqu'un, avait-il été payé pour jouer un rôle dans cette triste affaire ? Savait-il ?...

— Si je pensais que tu me caches quoi que ce soit, je te tuerais de mes propres mains, dit-il entre ses dents.

— Pour l'amour de Dieu, mister Crothers, je ne sais rien ! Vous me connaissez, sir ! N'ai-je pas travaillé pour vous et votre mère, depuis des années ? Je suis heureux de mon sort, j'ai ma maison, un bon salaire..., je n'ai besoin de rien d'autre...

Tout ceci était vrai, bien entendu. Pourquoi ses soupçons s'égaraient-ils ainsi, tantôt sur l'un, tantôt sur l'autre ? Kent se le demanda.

— Que Flossie ne souffle mot de ceci à personne.

— Je le lui ai déjà recommandé, sir. Je lui ai dit que je la tuerais si jamais elle parlait à quelqu'un de la visite de cet homme.

— Bon. Retourne chez toi, Peter, et souviens-toi de mes ordres.

— Entendu, sir.

* * *

— Nous payerons la rançon demandée, dit Allin en insistant. Nous avons un peu plus de vingt mille dollars

à la banque, poursuivit-elle comme se parlant à elle-même. Grand-père ne refusera pas le reste, j'en suis sûre. Nous pouvons lui donner des garanties, la maison... Nous avons, en somme, plus qu'il ne faut...

— Allin, c'est absurde de parler ainsi. L'important est de savoir comment...

— L'important est de sauver Betsy, cria-t-elle, violente et féroce dans sa douleur. Rien d'autre n'existe et peu m'importe de donner tout ce que nous possédons pour avoir notre enfant.

— Allin, calme-toi, dit Kent rudement. Tu penses bien que père ne refuserait pas l'argent...

— Mais tu as peur de lui, tu n'oseras pas lui parler. Eh bien, moi, j'irai le trouver...

Une querelle s'élevait entre ces deux êtres fous de désespoir. La tension nerveuse épouvantable des dernières heures leur faisait perdre toute maîtrise de soi.

Brusquement Allin éclata en sanglots :

— Kent, je ne puis oublier notre conversation..., tu sais, le soir où nous avons parlé de ce que nous ferions en pareille circonstance. Être fidèle à ses principes ! Donner l'exemple ! Oh ! Kent ! Et, pendant tout ce temps, notre chérie est avec des étrangers, des gens horribles, et peut-être... Elle pleure, elle nous appelle... On lui fait du mal, on la bat pour qu'elle se taise, pour qu'elle reste tranquille ! Kent ! Kent !

Il la prit dans ses bras, la berça comme un enfant sur son cœur. Rien ne devait les séparer pour le moment. Et il devait surtout penser à elle, la mère de ses enfants.

— Je ferai ce que tu veux, ma bien aimée, dit-il. Dès le matin, j'irai trouver mon père et j'obtiendrai l'argent nécessaire.

— Si seulement nous pouvions *leur* faire savoir que nous sommes disposés à payer !

— Je pourrais peut-être mettre quelque chose à cet effet dans le journal. Une phrase bien tournée qu'*ils* comprendraient sans que cela donnât l'éveil à quiconque.

— Essayons.

Kent tira un crayon de sa poche. Sur le dos d'une vieille enveloppe, il traça quelques mots.

— Que dis-tu de ceci ? demanda-t-il à sa femme : *Entendu. Cinquante mille dans le vieux chêne, à minuit.*

— Cette phrase ne peut, je crois, éveiller de soupçons ni causer d'ennuis à personne. Il n'y a vraiment que les intéressés qui en comprendront le sens. Et, s'ils la voient, ils sauront que nous sommes disposés à payer.

— Je vais de ce pas au bureau du journal. Je payerai comptant, ce qui m'évitera de donner mon nom.

— Oui, c'est cela, va, va vite ! dit Allin suppliante. Toute tentative est préférable à l'inaction.

Kent fila en voiture et, dans la nuit noire, dévora les deux milles jusqu'à la petite ville voisine. Il s'arrêta devant le bureau délabré du journal, entra et remit son annonce à un employé à demi sommeillant.

— Bizarre, dit celui-ci. Mais nous en voyons de toute sorte. Un dollar, monsieur !...

Kent ne donna pas son nom. Il posa seulement une bank-note d'un dollar sur le comptoir.

— Ai-je bien fait ? Ce geste sera-t-il de quelque utilité ? Qui donc pourrait me le dire ? murmura-t-il plaintivement en se parlant à lui-même.

Il revint lentement à travers l'intense obscurité. La tempête était imminente, l'atmosphère étrangement calme. Il glissait sur la route unie, faisant le moins de bruit possible et s'attendant, d'une manière ou d'une autre, à entendre la voix de Betsy qui viendrait rompre le silence de la campagne endormie.

* * *

Terrassés par la fatigue, Allin et Kent dormirent quelques heures. Cependant, lorsqu'ils ouvrirent les yeux, le lendemain matin, ils considérèrent comme un miracle qu'ils eussent pu dormir un tant soit peu. Kent, dès son retour, avait insisté pour que sa femme se couchât et lui, tout habillé, s'était étendu sur son lit. C'était Bruce qui les avait éveillés. Il était venu dans leur chambre et, debout entre les deux lits, hésitant et regardant ses parents l'un après l'autre, il avait murmuré :

— Betsy n'est pas encore revenue, mammie.

Ce nom ainsi lancé d'une petite voix timide les avait fait sursauter.

— Comment avons-nous pu ?... dit Allin en se dressant.

— Nous avons une longue journée devant nous, ma chérie

avait dit Kent en s'efforçant au calme alors qu'il se sentait déjà à bout de forces.

— Reviendra-t-elle aujourd'hui ? demanda Bruce.

— Je le pense, oui, mon petit.

On était heureusement au samedi et Bruce n'allait pas à l'école.

— J'irai la chercher ce soir, ajouta Kent après un silence.

Et soudain il se sentit réconforté. A aucun prix il ne se laisserait aller au désespoir. D'ailleurs, il avait beaucoup à faire ; il irait voir son père et obtiendrait de lui l'argent nécessaire. En secret, cependant, il réservait son jugement au sujet de la rançon. Si l'homme en gris était d'avis qu'on ne la payât pas, il suivrait son conseil et ne dirait rien à Allin ; la responsabilité serait sienne.

— Mammie et toi, allez tout préparer pour le retour de Betsy, dit-il à son fils presque gaiement.

Puis il fit sa toilette, s'habilla avec soin. Il lui faudrait avoir l'esprit alerte, aujourd'hui, être sur le qui-vive, écouter, entendre, et enfin prendre une décision. En une situation aussi pressante il lui faudrait agir rapidement, mais aussi avec circonspection. Il se mit à penser devant le miroir qui lui renvoyait son image. « Si je fais une erreur, pourrai-je en garder le secret ? Pourrai-je ne rien dire à Allin ? Et si Betsy ne nous était jamais rendue... Si elle disparaissait sans qu'on pût jamais savoir ce qui lui était arrivé... Si un jour on retrouvait son petit cadavre ? »

Tant d'autres parents éprouvés pareillement avaient dû se faire les mêmes réflexions, avaient dû ressentir cette même angoisse ! S'il ne payait pas la rançon et que *cela* arrivât, pourrait-il ne rien dire à sa femme ?

— Dieu m'inspire ! murmura-t-il en scrutant son visage. Je ne prendrai aucune décision d'avance et me laisserai guider par le cours des événements.

Mais il lui fallait surtout conserver l'espoir. Il acheva sa toilette et revint dans la chambre à coucher. Bruce s'y était habillé sous l'œil de sa mère, toujours couchée, pâle et découragée.

— Je te fais monter le déjeuner, dit-il en l'embrassant. Puis je vais voir mon père. Si un message te parvient, je serai d'abord au bureau, ensuite à la banque.

Allin fit un signe de tête, regarda fixement son mari et ferma les yeux. Kent contempla une courte seconde le visage torturé de sa compagne qui tremblait imperceptiblement.

— Nous n'avons pas le droit de nous abandonner au désespoir, dit-il avec fermeté, nous sommes au tournant de la crise.

— Je le sais, murmura Allin. — Puis, elle se leva d'un bond. — Je ne puis rester ainsi couchée : il me semble être allongée sur un lit de torture, un gril rouge. Je descends, Kent, avec toi et Bruce.

Elle s'était précipitée dans la salle de bains ; il entendit le flot de l'eau qui coulait, mais il ne pouvait attendre.

— Tu descendras avec ta mère, mon chéri, dit-il à Bruce.

Et il s'en alla seul.

* * *

— Père, ne pourriez-vous me prêter trente mille dollars. Il me les faudrait tout de suite. — Kent avait parlé tout d'un trait. — Je vous rembourserai dès que j'aurai vendu quelques actions...

— Peu m'importe quand et comment tu effectueras le remboursement. Ce qui m'inquiète, dit le père qui bougonnait, c'est le montant de cette somme... Tu diras que je me mêle de choses qui ne me regardent plus, mais enfin, trente mille dollars d'un seul coup... Que diable as-tu pu faire ?

En prenant son petit déjeuner et en parcourant le journal du matin, Kent avait décidé qu'il ne soufflerait mot de l'affaire ni à son père ni à sa mère. Mieux valait qu'elle demeurât secrète. Il avait parcouru les annonces et y avait lu celle qu'il avait fait insérer. Tiendrait-il parole ? Cela dépendrait des événements. En attendant, silence ! Et comme Rose lui apportait les toasts beurrés, il donna un ordre :

— Appelez les autres domestiques : je veux vous dire deux mots avant que votre maîtresse descende.

Tous quatre avaient défilé devant lui, une crainte assombrissant leurs regards.

— Sir, oh ! sir ! avait murmuré Mollie, certainement la plus nerveuse du groupe.

— Je vous en prie, avait-il dit en élevant la main.

« Si seulement l'homme en gris pouvait la voir », avait-il pensé rapidement. Mais, bah ! hier soir, n'avait-il pas soupçonné son fidèle Peter?... le brave nègre qui, ce matin, le regardait de ses bons yeux dévoués et qui était incapable d'une méchanceté ?

— Je veux vous remercier d'avoir obéi à mes ordres jusqu'à présent, avait-il dit lentement. Si nous tenons l'affaire secrète encore quelques heures, et c'est là notre seul espoir, nous retrouverons peut-être l'enfant. Si vous gardez un silence parfait jusqu'à ce que nous soyons fixés, je vous donnerai à chacun, en témoignage de gratitude, la somme de cent dollars.

— Merci bien, sir, dirent Sarah et Rose, tandis que Rose donnait libre cours à ses larmes.

— Je ne veux pas de vos cent dollars, mister Crothers, dit Peter ; tout ce que je veux, c'est revoir la petite, ici, chez elle.

Et il avait soupçonné ce brave Peter ! Kent se le reprocha de nouveau en serrant la main du fidèle serviteur.

Et maintenant, sous l'œil scrutateur de son père, il demeurait calme.

— Cela doit vous paraître extravagant, admit-il, mais je ne puis que vous prier d'avoir confiance en moi et de m'accorder quelques jours...

— J'espère que tu ne te lances pas dans les spéculations ? interrompit le père, ce n'est pas le moment. La Bourse a des hauts et des bas fantastiques

— Si spéculation il y a, je puis vous assurer qu'elle n'est pas ordinaire, dit Kent. Je puis m'arranger avec ma banque, prendre une hypothèque sur ma maison...

— Sottises ! dit le père qui se montait. — Et, tandis qu'il prenait son carnet de chèques et y apposait sa signature, il grommela : — Il ne sera pas dit, en ville ni ailleurs, que mon fils ait été obligé d'hypothéquer sa propriété...

— Merci, père, dit Kent simplement.

Il lui fallait maintenant filer à la banque.

* * *

La journée s'écoulait plus rapidement qu'il n'avait osé l'espérer. Midi sonna. Une heure encore, et il se rendrait à

l'auberge qui lui avait été indiquée. En arrivant chez lui, il vit Allin sous la véranda. Un livre ouvert sur les genoux, elle surveillait Bruce qui, dans l'allée, jouait avec sa brouette. Quiconque, en passant, eût jeté un coup d'œil sur la maison n'eût pu y découvrir quoi que ce fût d'anormal et n'eût pu se douter de la tragédie qui s'y jouait.

— L'argent ? murmura Allin.

Kent toucha la poche de son veston.

— Tout est prêt, dit-il.

Au repas, ils mangèrent peu et écoutèrent les bavardages de leur fils. Kent admira le courage de sa femme et lui sut gré de sauver les apparences, de maintenir l'ordre habituel de la maison.

— Brave Allin, lui dit-il à mi-voix, à travers la table, au milieu d'une histoire racontée par Bruce.

Elle sourit faiblement.

— Non, merci, dit-il à Rose qui lui servait une seconde tasse de café. — Puis, en se levant : — Je dois partir, il est l'heure.

Il conduisit sa voiture par des routes bien connues, de belles routes lisses, entre des champs fertiles et des fermes confortables comme il en voyait chaque jour. La veille, il eût jugé impossible que tant de paisible richesse pût cacher une méchanceté capable d'inspirer l'enlèvement d'un enfant pour de l'argent. Aucune autre raison que celle de l'argent, pensait-il, car il ne se connaissait pas d'ennemis personnels. Fallait-il tenir compte des mécontents qui, par principe, détestent et envient ceux qui réussissent ou qui semblent réussir dans la vie ? Il entrevit également la possibilité que son père, impitoyable pour les paresseux, eût des ennemis.

« Je ne puis en vouloir à un homme d'être né idiot, se souvint-il de lui avoir entendu dire, mais je ne puis lui pardonner d'être paresseux. » Qui sait si ce qui survenait aujourd'hui n'avait pas été manigancé par un de ces êtres à l'esprit perverti ? Kent frissonna. Comme il arrivait au but de sa course et qu'il entrait dans la cour de l'auberge, son cœur battait à se rompre. Cependant, ce fut d'une voix très calme qu'il posa la simple question :

— Avez-vous un bar ici ?

— A droite, en entrant, répondit la femme qui se trouvait sur le seuil de la porte.

C'était samedi et les affaires avaient l'air de marcher. A peine dans la salle, il vit celui qu'il était venu rencontrer et rien ne le désignait spécialement à l'attention du public. Il était vêtu de gris et Kent remarqua que sa cravate était bleue comme le mouchoir qui dépassait la poche de son veston. Il s'approcha lentement de lui.

— Un whisky et soda, commanda-t-il au barman.

Dans la longue salle une foule de gens buvaient et causaient bruyamment. Très naturellement, Kent se tourna vers l'homme en gris et lui sourit :

— Plutôt rare de trouver un bar comme celui-ci à la campagne.

— Oui, plutôt, répondit celui-ci en hochant la tête. — La voix était bienveillante et agréable. Et, comme il avait achevé de vider son verre : — Garçon, je renouvelle, dit-il. — Se tournant alors vers Kent : — Cette boisson rafraîchissante s'appelle : *les Délices de la laveuse londonienne*.

« Se peut-il, pensa Kent, que ce petit homme au profil accusé soit l'homme important que je suis venu rencontrer ? » Et tout haut :

— Vous êtes en voiture ? demanda-t-il.

— Non, mais si vous alliez de mon côté, je vous demanderais une place dans la vôtre.

Le cœur de Kent eut un moment d'arrêt. Cet individu l'avait reconnu. Il fit oui de la tête, et, après avoir réglé leurs consommations, tous deux se dirigèrent ensemble vers l'auto garée dans la cour d'entrée.

— Prenez le premier tournant à gauche, une petite route de campagne..., dit l'homme en gris d'une voix habituée à commander.

Son air rêveur avait disparu et, les bras croisés, on le sentait tout oreilles.

— Racontez-moi très exactement ce qui est arrivé, Mr Crothers. Je vous écoute.

Et Kent, tout en conduisant son auto, lui fit un récit complet de l'enlèvement tragique.

La froideur voulue de son compagnon le mettait à l'aise.

Kent put parler sans crainte de se laisser dominer par son émotion.

— Vous ne m'avez pas dit votre nom...

— Peu importe, répondit l'homme, je suis simplement envoyé pour vous aider.

— Comme je vous le disais, reprit Kent, nous ne croyons pas avoir d'ennemis...

— Nous avons tous des ennemis, murmura l'homme.

— Et je ne crois pas qu'un gangster ait pu...

— Non, les gangsters n'enlèvent pas les enfants ; des adultes, oui, mais pas les enfants. Ils savent que c'est là un jeu des plus dangereux. Le voleur d'enfants est presque toujours un individu isolé, un détraqué, un risque-tout, un mécontent. Il agit seul ou parfois avec l'aide d'un camarade.

— Pourquoi ce crime est-il des plus dangereux ?

— Parce qu'il est toujours découvert et son auteur arrêté, répondit l'homme en gris en haussant les épaules. Toujours.

Il y avait quelque chose de si rassurant, de si réconfortant dans cet étrange individu que Kent se confia soudain :

— Ma femme veut absolument payer la rançon. Je suppose que vous n'êtes pas de cet avis ?

— Mrs Crothers a raison, dit l'homme. Nous sommes loin d'être des magiciens, Mr Crothers ; il nous faut de quelque façon établir un contact avec le criminel. Les deux seuls cas, à ma connaissance, où nous n'avons pas réussi furent ceux où les parents refusèrent de payer. Nous ne pûmes découvrir la trace des coupables.

— Et les enfants ?... demanda Kent, les lèvres serrées.

— L'un d'eux fut tué. L'autre ne reparut jamais.

— Dites-moi ce qu'il faut faire et j'obéirai.

L'homme en gris alluma avec soin une cigarette.

— Agissez comme si vous n'aviez prévenu personne. Allez au lieu indiqué et déposez la rançon demandée. Seulement, et quoi qu'en dise le message reçu, relevez les numéros des bank-notes. Personne d'ailleurs ne le saura que vous et moi. Payez comme il vous l'a été recommandé. Vous pourrez ensuite m'appeler à cette adresse. — Il tira une carte de sa poche et la glissa dans celle de Kent — Ah ! je dois vous prévenir que nous allons nous brancher sur votre téléphone...

— Faites ce qui vous plaît.

— Et c'est tout, dit l'individu. Vous avez nos ordres. Je dois vous dire que vous faites preuve d'un rare bon sens. J'ai connu un malheureux qui, voulant s'occuper lui-même de l'affaire, passa la nuit le fusil à l'épaule afin d'éloigner la police qui avait été avertie.

— Et son enfant ?

— Il ne l'a pas revu. Il avait pourtant versé la rançon. En tout cas, il faut payer, car c'est alors que nous pouvons nous saisir du coupable...

— Encore une chose : n'épargnez ni votre peine, ni mon argent, je vous en supplie. Je suis prêt à tous les sacrifices.

— Entendu, dit l'homme. Et maintenant, vous pouvez me ramener à proximité de l'auberge où nous nous sommes rencontrés. Je m'y arrêterai un instant...

En silence, Kent reprit la route en sens inverse. Il s'aperçut bientôt que son compagnon était retombé dans la rêverie.

— Merci et adieu ! dit-il en descendant de l'auto. Et bonne chance !

Comme Kent remettait la voiture en marche, il pensa soudain qu'il n'avait que peu de choses à dire à sa femme. Pas grand chose en vérité, sauf que cet homme lui avait plu et lui avait inspiré confiance. Il représentait en somme une force qui le dépassait en puissance : celle du gouvernement, de la justice organisée contre des crimes révoltants. Pensée réconfortante entre toutes. Derrière cet individu, il voyait la police entière de la nation prête à l'aider à retrouver leur enfant. Quand il arriva chez lui, Allin était dans le vestibule, à sa rencontre.

— Il ne m'a vraiment pas dit grand chose, ma chérie, sauf cependant qu'il faut payer la rançon. Tu vois, c'est toi qui avais raison. Il n'a pas dit grand chose, mais il m'a donné une impression de confiance. Si notre petite Betsy est vivante, nous la retrouverons.

Kent, qui sentait sa femme trembler dans ses bras, comprit la nécessité immédiate d'agir et, réprimant son émotion, il s'empressa de dire du ton le plus dégagé qu'il pût prendre :

— A l'ouvrage, ma chérie ; il nous faut relever les numéros de ces billets de banque.

Et tout le temps que dura cette petite opération, il se dit

et se redit avec insistance qu'il accomplissait le geste qui sauverait leur enfant.

*
* *

A minuit moins le quart, il était de nouveau en route sur le chemin plein d'ornières qui menait au carrefour du moulin. Il en connaissait par cœur chaque détour, ayant parcouru cette route à pied bien des fois depuis son enfance. Mais le jeune garçon en vacances d'autrefois ne ressemblait guère à l'homme soucieux et angoissé qui la suivait ce soir.

Il stoppa à quelque distance du vieux chêne et, la boîte dans laquelle Allin et lui avaient entassé les bank-notes sous le bras, il descendit de voiture. Il faisait nuit noire ; on n'entendait aucun bruit.

Il tendit l'oreille, soudainement convaincu, comme il l'avait été le soir précédent, qu'il allait percevoir le cri de son enfant. Elle était peut-être dans le vieux moulin... Mais non, pas un bruit ne s'élevait dans la nuit. Il se pencha et, avec précaution, déposa la boîte dans le tronc creux du vieil arbre.

Comme il se relevait, il trébucha dans une fine corde disposée à quelques pouces du sol. Qu'était-ce donc ? Il prit la corde et vit qu'elle entourait d'abord le tronc du chêne, puis disparaissait sous une pierre. Sous cette pierre était un papier. Kent le saisit vivement, alluma son briquet et put lire l'écriture maladroite et déguisée.

« *Si vous vous êtes conformé à nos ordres et si tout va bien, l'enfant vous sera rendue demain, à minuit, chez votre jardinier. Si vous nous avez trompés de quelque façon, elle vous sera rendue morte.* »

Kent éteignit brusquement son briquet.

— Elle vous sera rendue morte ! gémit-il à mi-voix.

Tout dépendait de ce qu'il ferait. Et il lui fallait agir seul. Il ne pourrait revoir Allin avant d'avoir pris une décision.

Allait-il appeler l'homme en gris ? Pourrait-il téléphoner sans que les criminels en eussent connaissance ? Tout pouvait marcher à souhait, mais si l'homme en gris faisait le moindre faux pas, s'il était découvert, tout serait perdu ! Et sa petite Betsy lui serait ramenée morte !

Il ne savait que trop, hélas ! ce que conseillerait Allin. « Une seule chose importe... Retrouver notre enfant. Rien

d'autre. Pensons à nous d'abord... » Et elle aurait raison, oui, raison. Ne rien dire, donner à ces misérables la facilité de lui ramener son enfant saine et sauve... Ce fait justifierait sa conduite. Si elle était morte...

Tout à coup, il revit dans son souvenir l'homme en gris ; il se rappela la fermeté, le courage dont il avait fait preuve et qui lui avaient été un tel réconfort. Lui seul savait ce qu'il convenait de faire. Il se rappela ce qu'il lui avait dit de ces parents désireux d'agir à leur guise. Non, mille fois non ! Il ne prendrait pas une telle responsabilité ; il suivrait les conseils que lui avait donnés cet homme si sûr de lui.

Il traversa la maison à grands pas, en courant presque.

— Chérie ! dit-il doucement à sa femme étendue sur le lit et qui avait les yeux clos.

Instantanément elle fut debout et il lui tendit le papier trouvé sous la pierre. Elle leva vers lui des yeux désespérés.

— Encore vingt-quatre heures ! gémit-elle. Kent, je ne pourrai jamais...

— Si, si ! tu seras courageuse parce que tu sais fort bien qu'il n'y a rien d'autre à faire...

Il tremblait de la voir se laisser aller à un désespoir qu'il ne pourrait lui-même supporter.

— Nous attendrons puisque nous ne pouvons rien..., rien ! Tu ne veux pas que nous prévenions Mike O'Brien, hein ? Tu ne veux pas que les journaux s'emparent de cette affaire et nous enlèvent toute chance de revoir notre enfant ?

— Non, non, dit Allin qui maîtrisait son émotion.

Kent eût voulu prendre sa femme dans ses bras, mais il n'osait pas. Quand ce cauchemar aurait pris fin, il lui dirait ce qu'il pensait d'elle, combien il l'admirait pour son courage ; en ce moment, il ne le fallait pas. Mieux valait éviter de se laisser dominer par l'émotion.

— Viens, dit-il. Nous allons descendre et manger quelque chose. Je n'ai rien pris de la journée.

Elle non plus n'avait pas mangé, et Kent pensa qu'une certaine activité lui serait salutaire.

— Pauvre ami ! dit-elle. Je descends. Une minute, je vais passer un peu d'eau fraîche sur ma figure...

— Je t'attends.

« C'est le moment d'agir, pensa-t-il. Une petite minute

me suffira. Ces misérables ont mon argent maintenant, et cet étrange individu a toute ma confiance. » Il courut au téléphone, appela le numéro inscrit sur la carte que l'homme avait glissée dans sa poche. Et, presque instantanément, il entendit sa voix.

— Hello ?

— Ici Kent Crothers. J'ai eu l'invitation.

— Ah !

La voix était alerte, intéressée.

— Minuit demain.

— Minuit, bien entendu. Ces gens-là choisissent toujours l'heure de minuit. Où cela ?

— Chez mon jardinier.

— Okay, Mr Crothers. Agissez comme si vous ne nous aviez rien dit.

Et un bruit sec indiqua que le récepteur avait été raccroché. Kent écouta encore un instant. Plus rien. Rien ne semblait changé, et cependant !... Le fil conducteur de ce téléphone était coupé en un point, par quelqu'un. Ce quelqu'un écoutait chaque parole confiée à l'appareil, qu'elle fût adressée aux habitants de cette maison ou provînt d'eux. Sinistre et rassurant tout à la fois. Dangereux seulement pour le criminel.

Mais il perçut le pas léger d'Allin dans l'escalier. Il alla à sa rencontre et dit en souriant :

— J'ai une idée !

— Laquelle ? demanda-t-elle en s'efforçant elle aussi de sourire.

Il prit son bras et l'entraîna vers la salle à manger.

— Nous allons gagner, dit-il.

Et, tout bas, il se dit à lui-même :

« Oui, gagner... Si notre petite est encore vivante. Cher petit être adoré ! »



Mais le lendemain fut pour eux un jour cruel. Le temps s'écoula si lentement qu'ils furent cent fois sur le point de perdre courage. C'était un dimanche ; la mère de Kent ayant un léger rhume, ses parents ne vinrent pas comme ils en avaient l'habitude. Kent, sa femme et Bruce restèrent donc seuls, ne se quittèrent pas d'une seconde. Ils travaillèrent,

lurent, jouèrent même à quelques jeux qui intéressaient l'enfant. Vers le milieu de l'après-midi, ils semblaient à bout de ressources, mais l'heure du dîner de Bruce vint enfin, puis celle de son coucher. Allin et Kent prirent alors leur poste de veille dans leur chambre, la porte ouverte leur permettant de s'assurer que rien ne venait troubler le sommeil de leur fils. Pour eux, toute vie semblait suspendue jusqu'au moment où il leur faudrait de nouveau penser à tant de choses et tout prévoir. Au delà de minuit, ils n'osaient faire de projets. A onze heures, Kent se leva, posa le livre qu'il n'avait pu lire, et se pencha vers sa femme :

— A tout à l'heure, ma bien-aimée !

Elle s'accrocha à lui, puis, d'un même élan, après un baiser, ils s'arrachèrent l'un à l'autre.

Il mit le moteur en marche et roula aussi silencieusement que possible jusqu'au bout de la rue. Puis, ayant garé l'auto dans un chemin latéral, il marcha à grands pas, passa devant plusieurs maisons d'aspect modeste et arriva enfin au bungalow où vivaient Peter et sa femme. Il n'y avait de lumière nulle part ; Kent frappa doucement à la porte.

— Qui est là ? dit bientôt la voix traînante du jardinier.

— C'est moi, Peter, dit Kent à mi-voix, Mr Crothers. Ouvre la porte, mon vieux, et laisse-moi entrer. *Ils* vont venir tout à l'heure et vont ramener la petite ici.

— Ici..., chez moi ? dit péniblement le vieux nègre. Une seconde, maître, je donne de la lumière.

— Non, Peter, pas de lumière. Je vais m'asseoir ici, dans l'obscurité. Ne ferme pas la porte à clef, tu comprends ? Donne-moi une chaise. C'est ça...

Kent tremblait maintenant et il se laissa tomber sur le siège que Peter lui avait avancé.

— Mister Crothers, un petit verre d'alcool vous fera du bien. J'ai ici de l'eau-de-vie de maïs...

— Merci, Peter.

Il entendit son fidèle serviteur chercher à tâtons dans une armoire et bientôt une timbale était placée dans sa main. Il avala la liqueur d'un trait. Une brûlure à la gorge, une chaleur qui pénétrait tout son être et, quelques minutes plus tard, il se sentait plus calme, prêt à tout.

— Est-ce que je puis faire quelque chose pour vous ? demanda le vieux, toujours à voix basse.

— Non, non, Peter. Il faut simplement attendre.

— J'attends avec vous, maître. Ma vieille dort et je l'éveillerais si je retournais me coucher.

— Entendu, Peter, mais nous ne devons pas parler.

— Compris, répondit le vieux en un murmure.

Et cette attente dans le noir fut la pire des angoisses vécues au cours de la trop longue épreuve. Demeurer parfaitement immobile, l'oreille au guet, ne sachant rien, se demandant si...

Si l'homme en gris et ses aides allaient effrayer celui qui ramenait Betsy ? Si personne ne venait ?... S'il devait attendre ainsi jusqu'à l'aube, vainement ? Et Allin, seule à la maison, qui attendait aussi ! La longue journée d'agonie n'avait rien été en comparaison de ceci... Si Betsy était tuée, si ces misérables ne la ramenaient pas, il ne dirait jamais à Allin qu'il avait prévenu l'homme en gris. Regrettait-il ce qu'il avait fait ? Non, certes ! Car, après tout, des gens respectables ne devaient pas être à la merci de criminels. Mais si Betsy était morte, il ne pourrait que regretter de ne s'être pas tué avant d'avoir rencontré cet homme. Il serrait ses mains l'une contre l'autre et les sentit glacées ; mais il ne pouvait pas bouger...

— Un ivrogne, murmura Peter.

Kent ne répondit pas. La rue redevint tranquille. Et tout à coup, dans l'obscurité, longtemps après minuit lui sembla-t-il, une auto s'arrêta devant le petit portail. Un grincement familier fit tendre l'oreille à Peter ; on entrait dans le petit jardin. Le portail s'était ouvert, puis refermé. L'auto démarrait...

— Guide-moi, Peter, murmura Kent.

Il faisait la nuit la plus noire qu'il eût jamais vue ; cependant des étoiles brillaient au ciel. Peter le conduisait par la main le long de l'allée.

— Elle est là, murmura-t-il soudain. — Et il s'arrêta près de la barrière.

Kent, tremblant, étourdi, sentit qu'on déposait dans ses bras une petite forme enveloppée...

— Souple et tiède, soupira-t-il sur le point de pleurer.

A la lueur de la bougie que Peter s'empressa d'apporter, Kent reconnut sa petite Betsy ; la robe blanche était salie et un jersey d'homme la recouvrait. Elle respirait bruyamment.

— On lui a donné une dose de quelque chose, dit le nègre.

— Vite, que je la ramène chez nous, dit Kent, saisi d'une nouvelle crainte. Aide-moi avec l'auto.

— Oui, sir, dit Peter, qui souffla la chandelle.

Ils marchèrent en silence jusqu'à la voiture, Peter tenant le bras de son maître. Quand Betsy serait à la maison, il... il...

— Je vais vous reconduire, suggéra le domestique.

— Oui... oui..., c'est préférable...

Il s'assit dans l'auto. Dieu ! comme ce petit corps était mou ! Mais, Dieu merci, elle respirait ! Dans quelques minutes, il allait mettre Betsy dans les bras de sa mère.

— Ne reste pas, Peter.

— Non, sir, répondit le brave nègre.

Allin était à la porte qui attendait. Elle tendit les bras et, sans un mot, serra sa fille sur son cœur. Kent referma la porte derrière lui.

— Je veux te dire... Il faut que je te dise..., commença-t-il.

La tête lui tournait, il se sentait malade.

— Je ne sais si je dois..., reprit-il, et soudain il s'écroula sur le plancher.

*
* *

Allin fut tout simplement un miracle. Un miracle de force, de sagesse. Cette tendre créature, qui venait d'endurer une torture si longue et si affreuse, était à son chevet lorsqu'il ouvrit enfin les yeux et, un peu pâle encore, elle esquissa un sourire.

— Le docteur défend que tu ailles au bureau, mon chéri.

— Le docteur ? demanda-t-il, tout surpris.

— Je l'ai fait appeler la nuit dernière pour vous deux, toi et Betsy. Il m'a promis de ne rien dire.

— J'ai eu un moment d'amnésie, dit-il. Où est Betsy ?

— Elle est ici et sera tout à fait bien dans quelques heures.

— Tu ne me dis pas ?...

Il se leva, vacillant sur ses jambes, et la tête pas très solide. Avec sa femme, il entra dans la nursery. Là, dans son

petit lit, reposait son cher trésor, un peu pâle, mais dormant d'un sommeil réparateur.

— Elle ne s'en souviendra même pas, murmura la mère. Je suis heureuse que ce n'ait pas été Bruce.

Kent ne répondit pas. Il ne pouvait même pas raccorder ses pensées. D'ailleurs, il n'y avait plus rien à dire...

— Viens te coucher, mon chéri, dit Allin. Je vais faire monter ton petit déjeuner. Bruce prend le sien en bas.

Un peu honteux de sa faiblesse, Kent obéit. Mais son lit lui semblait après tout la meilleure place. Et il se sentait calme, satisfait. Une reconnaissance montait en son cœur... Et justement, le téléphone près de son lit se mit à sonner.

— Hello ?

— Hello, Mr Crothers ?

C'était la voix de l'homme en gris.

— La petite est-elle bien ? Rien de cassé ? Pas de mal ?

— Non, s'écria Kent. Elle va très bien.

— Bon, reprit la voix. Je voulais vous dire que nous avons arrêté le type, hier soir.

— Vraiment ? cria Kent. Mais c'est... c'est extraordinaire ! C'est merveilleux !

— Nous avions un cordon de policemen autour de la maison de votre jardinier. Et votre argent va vous être rendu.

— C'est... Oh ! cela est de peu d'importance ! Qui est le coupable ?

— Un certain Harry Brown, un jeune homme, employé de pharmacie.

— Je n'ai jamais entendu parler de lui.

— Il dit que vous ne le connaissez pas, mais qu'il a beaucoup entendu parler de vous. Son père et le vôtre fréquentèrent autrefois la même école, et le vieux Brown a cultivé une jalousie féroce contre son ancien condisciple qui a si bien réussi dans les affaires. Le jeune homme, un fou bien entendu, en était venu à considérer qu'il avait droit à une partie de votre fortune. Je dois ajouter que nous n'avons rencontré aucune difficulté dans cette affaire. L'individu n'était pas malin ; il avait une frousse intense, et vous avez agi sagement. La plupart des gens s'énervent, s'agitent et perdent ainsi leur chance à ce jeu dangereux. Adieu, Mr Crothers, je suis bien heureux pour vous.

Le téléphone claqua. C'était tout. Impossible ! Incroyable ! L'épreuve avait passé comme un vent d'orage, et tout était redevenu calme.

« Tout à l'heure, pensa Kent, je donnerai les cent dollars promis à chacun des domestiques. Mollie était après tout une brave et honnête fille... » Le mystère avait fondu comme la brume au soleil.

Allin apparut, apportant elle-même le plateau de son petit déjeuner. Derrière elle venait Bruce, prêt pour l'école.

— Peter ne pourrait-il conduire Bruce, ce matin ? dit-elle simplement en réprimant le léger tremblement de sa voix. Son regard se fit soudain suppliant :

— Non ? Tu ne juges pas que ce soit nécessaire ? Qu'en penses-tu ?

Une fois encore, Kent revit l'homme en gris dont il ne connaîtrait jamais le nom et qui faisait partie d'un groupe décidé à maintenir l'ordre dans le pays. « Nous sommes un peuple qui ne reconnaît aucune loi, avait-il dit. Si le gouvernement défendait de payer des rançons, personne n'obéirait. Il en serait de cette loi comme de celle de la prohibition qui fut constamment enfreinte. Non ! Quand une loi ne plaît pas aux Américains, ils ne la respectent pas. Et c'est pourquoi nous avons encore des voleurs d'enfants. C'est ainsi que nous payons notre démocratie. »

C'était le prix que chacun payait, lui et Allin, l'enfant qu'ils avaient failli perdre, ce jeune homme aujourd'hui en prison.

— Bruce est appelé à vivre dans son pays, ma chère, dit-il gravement. Je suis sûr qu'il est tout à fait capable d'aller seul à l'école, n'est-ce pas, mon petit ?

— Mais bien sûr, papa ! répondit le petit, et non sans fierté.

PEARL S. BUCK.

Traduit de l'anglais par Andrée Salomon Lefèvre.

L'IRAK

Lorsque, ayant rejeté ses intrigues et sa gloire, le colonel Lawrence abandonna son masque d'émir mystérieux et ne fut plus, au camp de Bovington, que le soldat T. E. Shaw, de l'aviation, il se remit à écrire, mais ce n'était point, cette fois, la rageuse confession pour la postérité : seulement quelques lettres à des intimes.

J'eus sous les yeux, dernièrement, une de ces lettres concernant l'Irak. Comment ne pas être impressionné par son accent prophétique ! La voici : « J'ai dit à Lloyd George, à Paris, que le noyau de l'indépendance arabe serait dans l'avenir Bagdad, et non Damas, car l'avenir de la Mésopotamie est riche de promesses, tandis que le développement possible de la Syrie est sans importance... J'avais longuement envisagé Damas comme capitale d'un empire. Quand les Français l'eurent prise, il me parut difficile de faire de Bagdad le centre des espoirs nationalistes arabes, puisque la politique anglaise était nettement opposée à tout développement du patriotisme arabe. Maintenant, tout est changé.

« L'Irak doit être le centre vers lequel tendront les sentiments nationaux des Arabes, et ce centre doit se trouver non dans la zone française, mais dans la zone anglaise. Nous avons également décidé de supprimer les subsides accordés aux chefs arabes et d'isoler l'Arabie, de façon à la laisser développer librement son individualité. Notre flotte protège ses côtes, *l'Irak est libre de forger sa propre destinée.* »

Mais quel est donc cet Irak vers lequel je m'en allais, il y a quelques mois, cet État précurseur, à la pointe de la civilisation arabe, voué, selon Lawrence, à en devenir le pôle magnétique ?

« Le pays loin », m'a dit simplement sous sa tente, en m'expliquant l'étymologie du mot Irak, un vieil émir couronné de poil de chèvre. C'est l'ancienne Mésopotamie de la Bible, territoire sous mandat britannique jusqu'en 1930. Une révolte le débarrassa de sa tutelle et le fit entrer dans la Société des nations comme État souverain indépendant. Son Altesse royale le prince Abdulilah, fils d'Ali, feu roi du Hedjaz, en est le régent ; et le roi, le plus jeune roi du monde, Ghazi II, âgé de cinq ans, dont le père, Ghazi I[er], fils du grand Feyçal, trouva la mort tragiquement dans un accident d'automobile.

Le Royaume des Mille et un Puits

Au milieu de ses jeux, de ses rires au « Palais des Fleurs », dans l'adorable insouciance de son âge, se doute-t-il, ce bambin royal, que nulle part il n'y eut plus de drames, de « barouds », de massacres, d'attentats et de révolutions qu'en son fabuleux royaume des Mille et une Nuits et des Mille et un Puits ? Et tout cela à cause des incalculables richesses de son pays en « or noir », ainsi qu'on nomme le pétrole !

L'histoire de Feyçal, ce petit cheïkh obscur découvert par Lawrence au fond d'un désert torride, protégé par la géniale Anglaise Gertrude Bell, et devenu le premier roi d'Irak, nous semble encore un de ces merveilleux contes orientaux sortis des lèvres de Sheherazade...

Mais l'Irak, berceau de l'humanité et des plus antiques civilisations, terre d'Our, Ninive et Babylone, c'est bien autre chose encore qu'un réservoir gigantesque de pétrole et un conte merveilleux.

Sur la route des Indes, si jalousement contrôlée par l'Angleterre, c'est, avec ses 370 000 kilomètres carrés, une masse probritannique, riche en blé, en orge, en laine, au milieu de l'Orient arabe, un pays arraché, en même temps que la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan, à l'influence russe ou allemande. Enfin, pour les Alliés, c'est un bastion aux portes du Caucase et de l'Iran, dans cette ligne Maginot d'Asie qui commence aux Détroits, à Istanbul, et finit à Bassorah sur le golfe Persique.

Toujours l'Allemagne et la Russie eurent les yeux fixés sur l'Irak. Pour l'une, c'était la tentation violente de ses pétroles tant convoités; pour l'autre, c'était l'appel de ces mers chaudes du Sud, qui tentèrent, à travers les âges, l'impérialisme russe repris aujourd'hui par Staline.

J'abordai l'Irak maintes fois. Par l'avion, par le train, par le luxueux *Pullman Nairn*, et même par l'autobus indigène, ce dernier roulant, à travers 1 000 kilomètres de steppes coupées de fossés innombrables et de troupeaux vagabonds.

Qui dira la beauté de cette matinée de printemps tapissée d'herbes tendres, de blanches pâquerettes, avec, de loin en loin, la goutte de sang des coquelicots, au cours de laquelle nous montions de Syrie vers Mossoul, dans le vent âpre et froid des hauts plateaux d'Asie !

Européenne, cette belle route asphaltée, noire et luisante ; européen aussi, l'air si pur, si léger que nous respirions. Seuls, gens et bêtes étaient d'Orient. Caravanes des déserts de l'est rencontrées çà et là, dont les chameaux ont des barbes de coquillages, des clochettes à tous les poils, des femmes et des enfants juchés sur toutes leurs bosses. Des chameliers sémites aux yeux brûlants les conduisaient. Puis, c'était le fleuve noir ou blanc des moutons poussés par les bergers kurdes en lourds manteaux de feutre. Ceux-là, de robustes Aryens au teint clair, et presque tous avec des yeux bleus dans leurs visages osseux et farouches.

« Une vraie race de montagnards, les Highlanders de l'Irak, qui vivent en clans et portent jupe aussi », me dit un jeune diplomate anglais, mon voisin de car, qui va rejoindre son poste à Bagdad. Nous roulions sur la route même de la soie qu'avait prise jadis Marco Polo, parti pour un camping de quarante années au pays du grand Khan.

Sur notre route, un peu plus loin, se dresse une colline de célébrité biblique : ce fameux mont Ararat où s'arrêta l'Arche de Noé. Des fidèles, m'assure-t-on, s'y rendent encore en pèlerinage et raclent le bitume qui le recouvre pour s'en fabriquer des amulettes qu'ils portent à leur cou. Soudain, devant ce mont, retentit un juron énergique du fond de notre très confortable Pullman.

— *D...n it all!* Ah ! ces damnées puces ! Quelle idée aussi à Noé de les avoir lâchées de l'Arche !

Je me retourne, j'éclate de rire. C'est le jeune diplomate anglais qui se gratte farouchement.

Nous approchons de Mossoul. Un millier de Kurdes, en leurs brillants costumes nationaux, et des Bédouins en voiles et chandails jouent de la pelle et de la pioche, de chaque côté de ce cataclysme de terre rouge, de rochers et de rails en morceaux qu'est la nouvelle voie ferrée en construction. Aujourd'hui terminée, cette ligne vous dépose, sans changer de train, en sept jours, de Londres à Bassorah sur le golfe Persique. Grand rêve du *Bagdadbahn* conçu par les Allemands et réalisé par les Anglais avec l'aide française.

La ville de Sémiramis

Derrière un pont archaïque, mollement étendue au bord du Tigre, Mossoul, la ville de Sémiramis, chauffait au soleil ses terrasses et ses toits festonnés de peaux huileuses. Partout ces toisons puantes que suspendent ou lavent dans le Tigre des fantômes noirs, voilés, enfoncés dans l'eau jusqu'à la taille : ces dames de Mossoul. Au long d'une avenue brûlante et poussiéreuse, dans les cafés, des hommes accroupis sur des divans de sycomore fument nonchalamment. Des enfants en robes de soie violette, rose ou jaune jouent dans la poussière, au milieu des mouches. Et d'autres hommes, et d'autres femmes, sous des tentes en poil de chèvre, égaillées sur les berges, dressent des pyramides de peaux de mouton, sous l'œil attentif d'un policier irakien en uniforme gris et *sirdana*, ce bonnet de police en feutre noir que Feyçal imposa à son peuple comme coiffure nationale, en souvenir d'admiration pour Clemenceau.

Nous sommes chez les Princes des Moutons noirs et des Moutons blancs, dont les querelles ont fait de la contrée un champ de bataille éternel. Ici on continua à se battre, à se déchirer furieusement jusqu'en ces dernières années : c'est le sort inéluctable des pays à minorités religieuses ou ethniques. De Mossoul vint le dernier coup d'État militaire qui ensanglanta Bagdad... C'est à Mossoul que fut sauvagement assassiné, en avril dernier, par des éléments extrémistes à la solde de l'Allemagne, le malheureux consul d'Angleterre, M. Monk Masson, un apôtre du nationalisme

arabe. Geste de folle et barbare représaille envers l'Angleterre que la perfide propagande hitlérienne voulait rendre responsable de la mort accidentelle du roi Ghazi.

Passé Mossoul, passé Ninive et ses églises nestoriennes couleur de sucre brûlé, nous voilà arrêtés devant la tombe de Jonas. Comment échoua-t-il ici ? Nul ne le dira, hélas! même pas ce charmant supérieur des Dominicains, le Père Tunmer, fils du grand marchand d'articles de sport de Paris, que je découvris perdu, en ses robes de bure blanche, chez les adorateurs du Diable.

En route, maintenant, pour Kerkouk qui est, en vérité, et non point Mossoul, le pays des Mille et un Puits. Mais, depuis Clemenceau et son télégramme historique : « Une goutte de pétrole vaut une goutte de sang », on a parlé des pétroles de Mossoul, on en parlera toujours.

La route du pétrole

Les 200 kilomètres séparant Mossoul de Kerkouk ne forment qu'une longue allée de cigognes dans les poses les plus variées. Les unes, sur une patte, jouent les dandys au bord de la route ; les autres minaudent en couvre-théières, dans leurs nids, sur tous les peupliers ; d'autres encore, en vol triangulaire, sur un ciel idéalement pur, font chromo pour paravent japonais. Il n'y a pas bien longtemps qu'une tribu kurde en révolte, dans ces parages, s'empara d'une automobile où voyageait, avec sa secrétaire d'âge canonique, un vieil évêque anglican. Ces facétieux bandits d'occasion laissèrent à l'évêque et à la vénérable miss, pour tout trésor, une machine à écrire dont ils ne savaient se servir. C'est du moins ce que me raconta le jeune diplomate pendant le trajet.

Nous traversons Kerkouk, de bout en bout. Charmante petite ville musulmane où les casernes se mêlent aux mosquées, aux minarets. En ce moment, elle est remplie du tumulte guerrier des escadrons irakiens à l'exercice dans la plaine.

Enfin, voilà à l'horizon les premiers renflements des *tells* ou collines basses, ces grosses mamelles de la terre gonflées d'un pétrole noir comme de l'encre. Je croyais voir

surgir une forêt de *derricks* sur le vaste plateau solitaire où se perd la ville. Pas du tout. Une quinzaine seulement. Mais partout des puits, des réservoirs. Ceux-ci, à forme de baptistères ou de boîtes à poudre géantes, gardés par les sentinelles de « l'or noir », baïonnette au canon. C'est qu'en effet les Bédouins pillards sabotent fréquemment les *pipe-lines* et s'attaquent aux réservoirs, pour y mettre le feu.

Une lourde odeur de pourriture organique nous accompagne et empuantit l'atmosphère. Huit kilomètres après Kerkouk, notre Pullman ralentit.

— *Baba Gurghur!* Regardez ! s'écrie un des voyageurs.

C'est le puits n° 1, que tout le monde salue, car il fut le premier découvert. Chaque jour il jette au ciel sa trombe de 12 000 tonnes de pétrole, remplissant 90 000 barils. Autour de lui, quarante-deux autres puits ont été creusés, fournissant les millions et les millions de tonnes annuelles demandés au pipe-line qui se divise en deux branches à Hadita. L'une, celle du pétrole français, se dirige au nord sur Tripoli, l'autre, celle du pétrole anglais, au sud, sur Caïffa.

L'*Irak Petroleum Company*, reine des pétroles mésopotamiens, possède son propre *Rest House*, refuge au confort ultra-moderne, où tout voyageur de passage reçoit la plus cordiale hospitalité des ingénieurs. De cent en cent kilomètres, ceux-ci sont cantonnés dans des maisons, véritables prisons de verre, de fer, de tôle, gardées par des mitrailleuses, où l'homme a l'œil toujours fixé sur ses machines, et son revolver dans la poche. Pionniers qui trépanent la terre, la récurent avec les instruments d'une chirurgie géante, ingénieurs qui reniflent la roche, la sucent, l'écrasent même entre leurs dents comme un bonbon, m'a conté l'un d'eux.

— Nous pouvons alors dire sans nous tromper : le pétrole est à 10 mètres, à 20 mètres, à 50 mètres. En avant ! *Strike oil!*

Plus de 1 000 kilomètres de pipe-lines courent ainsi en surface ou souterrains, accompagnés de 295 kilomètres de lignes téléphoniques, de fortins et de camps d'aviation pour leur protection. Naturellement, il y a le roi des pétroles. C'est un Arménien, maintenant un vieillard, né à Erzeroum, élevé à Constantinople, naturalisé sujet anglais et habitant Paris. Avec Basil Zaharoff et Lawrence, il formait cette trinité

Continuons le beau, le long voyage. A nos pieds, dans la campagne solitaire, une ronde de feux follets court, bondit entre les mamelons verts, dans la brume matinale. Et voici qu'au fond du paysage noyé de gris jaillit soudain une haute flamme, une langue de feu. Elle est violette, puis rouge, puis jaune, puis bleue. C'est la flamme éternelle des adorateurs de Zoroastre, la même que vit Alexandre le Grand, tandis qu'en route pour Babylone, à travers ces marches mésopotamiennes, il immolait des victimes à la Peur...

Nous traversons le ravissant village d'Arbil ou Arbèles, où la fortune des armes abandonna Darius III en faveur d'Alexandre. Sur une grande place ensoleillée, voici de grands cafés et leurs antiques phonographes aux énormes cornets rouges. Des petites échoppes hétéroclites où les kimonos et les montres de la camelote japonaise voisinent avec des bonnets kurdes superbement brodés. Çà et là, quelques vieux Juifs en papillotes et caftans noirs réchauffent au soleil leurs pauvres os. Au passage de notre car, les femmes d'Arbil, farouchement voilées, soulèvent leur impénétrable visière : un grillage noir, rectangulaire, en crin de cheval, bordé d'un galon d'or, et qui nous permet de voir de souriants visages. Leïla, Fatma, Kadidjia portent de grosses chaussettes de laine, et les hommes des bas de coton violet, rose ou vert pomme, retenus par d'élégants fixe-chaussettes d'Occident.

Maintenant, c'est la steppe immense et son silence, sous le bleu inaltérable du ciel. Plaine ocre et dure, craquelée comme un *satsuma*, criblée d'empreintes de sabots, rayée du long sillage des autos, des camions. Sentes qui guident notre chauffeur bédouin et vont se perdre devant nous à l'infini. Nous laissons à l'ouest Samara et sa tour en spirale, réplique de la tour de Babel, croit-on. A l'est, voici l'étrange tombeau de Zobeïda, sultane favorite de Haroun-al-Rachid. Une sorte d'ananas d'argile, géant et sans feuilles, qui aurait poussé à l'ombre d'un petit bois de dattes. Enfin, Ctésiphon, le palais des rois Parthes, la merveille sassanide en bourre

de soie et boue séchée, dont la voûte centrale, une ellipse de 37 mètres de haut, montrait déjà deux mille ans avant le Christ sa canalisation de terre pour l'éclairage au pétrole de ses rois et de ses reines.

D'immenses champs de blé et d'orge ondulent jusqu'à l'horizon autour de cette ruine. La Dyala traversée, et laissant derrière nous le barrage de Hindyak, triomphe des jeunes ingénieurs irakiens, nous arrivons à la tombée du jour devant la ville des califes, Bagdad !

Bagdad 1939

Dans la brume dorée et les palmes, au bord d'un fleuve immense, le Tigre, une ville couleur de souris s'étend avec opulence, de chaque côté des rives, sans murs pour la cacher farouchement, comme les autres villes d'Islam. C'est Bagdad.

Le vieux pont Maude où passèrent les soldats d'Allenby est toujours là, posé sur des chalands, avec son bruit barbare de fer et de bois entrechoqués. Il semble attendre toujours l'invasion de quelque armée en marche. Non loin de lui, son rival, le nouveau pont à arches qu'on terminait à mon passage. Par-dessus la mer des toits plats, par-dessus les dattiers empanachés, quatre coupoles d'or brillent, éblouissantes, flanquées de quatre chandeliers également en or : les minarets de Khadimaïn, la plus vieille mosquée de Bagdad.

Il y a seulement quinze ans, la ville de Haroun-al-Rachid n'était plus qu'un gros bourg poussiéreux sur le Tigre. Aujourd'hui, quelle surprise, quel enchantement n'offre-t-elle point au voyageur qui veut se donner la peine de la visiter, et non point de s'y poser entre deux coups d'aile ! Jardins, avenues, belles villas se mirant dans les eaux tumultueuses, monuments d'un grand style bien que modernes. J'ai encore dans les yeux cet émouvant et superbe Panthéon bleu turquoise où tous les Hachémites, la famille des Atrides arabes, ont trouvé enfin le repos de leur vie passionnée : Husseïn, chériff de La Mecque ; Ali, roi du Hedjaz ; Feyçal, premier roi de Syrie et d'Irak ; Ghazi Ier... Que dire du « Lotissement d'honneur » qui y conduit, où tant de riches demeures s'alignent sur les terrains donnés par Feyçal à ses ministres, en récompense de quelque fait glorieux ?

Je ne connais point de pays musulman plus hospitalier, plus ouvert à la civilisation et s'y jetant avec plus de fougue. Témoin ces champs de polo, de courses, ces casinos superbes, ces dancings et autres lieux de plaisir, ces champs de sport où l'on voit jeunes gens en *sirdana* et jeunes filles dévoilées, tous excellents musulmans, participer aux mêmes jeux. Nombre d'institutions féminines ont leurs terrains de *basket-ball* et leurs joueuses avec l'écusson de leur équipe sur le cœur.

Une rue, Rachid Street, l'ancienne New Street, a conservé son pittoresque. Là, dans le bar du Maude Hotel, entre deux marchés conclus, se fait la transformation du pétrole en dinars-papier qui, à leur tour, deviennent un barrage, un pont, une école en plein désert, quelque ligne nouvelle de chemin de fer... Tous les marchés se côtoient dans cette Chicago orientale où l'on n'avait pas eu le temps de construire parce qu'on y faisait des affaires : laine, blé, orge, soie, peaux, autos, canons, avions, mitrailleuses, hélas ! les derniers besoins des nations modernes. Les entreprises les plus diverses mêlent la haute finance internationale aux économies du marchand de cacahuètes..., et le millionnaire se fait encore raser dans une baraque s'il est pressé.

Il semble que les 500 000 Bédouins qui n'ont jamais cessé de nomadiser sur les rives du Tigre aient fixé leurs errances dans les rues de Bagdad. Ce n'est qu'une cavalcade de troupeaux, une sarabande de voitures à chevaux aux carillons d'horloge, des hordes de cyclistes et la procession klaxonnante des camionnettes anglaises qui servent d'autobus et filent à un train d'enfer. Parfois, à ce sabbat exotique se mêle quelque élégant cavalier revenant du polo, ses maillets haut levés, ou une longue voiture d'ambassade.

M. Lécuyer, ministre de France à Bagdad, un des plus sportifs et des plus brillants diplomates français à l'étranger, est un des meilleurs amis du régent, le prince Abdulilah. Celui-ci, grâce à sa parfaite connaissance de notre langue, s'est attiré les vives sympathies de nos compatriotes.

Le Palais des Fleurs, demeure royale de style anglais, est au bout de la ville nouvelle, au milieu des massifs de roses et de palmes. A 25 mètres à peine des grilles du château, dans un taillis, on peut voir encore, renversée à moitié, l'auto américaine dans laquelle Ghazi Ier trouva sa fin tra-

gique. C'est un but de pieux pèlerinage pour tous les Irakiens qui croient que l'âme du mort y reste encore attachée.

Noury Saïd Pacha

Voici l'homme de premier plan de l'Irak, douze fois son ministre des Affaires étrangères, actuellement le président du Conseil. Patriote ardent, grand ami de l'Angleterre, officier et diplomate, Noury Pacha, comme on dit familièrement en Irak, était tout indiqué pour accomplir ce redressement national qui suivit une révolution sanglante dont il fut un des rares survivants.

Dès qu'il fut au pouvoir, il perfectionna la défense nationale, augmentant les effectifs de l'armée, son matériel et son équipement. Par-dessus tout il tint à développer l'esprit militaire dans la jeunesse et la soumit à un entraînement intensif. En même temps, le président mit fin aux désordres, à l'anarchie qui régnaient dans le pays. Il interdit aux officiers de se mêler aux luttes de partis et aux politiciens d'intervenir dans les questions militaires. Mais le plus grand mérite du Pacha restera toujours celui-ci : au moment où de nombreux Irakiens refusaient d'envisager toute collaboration, lui seul eut assez d'intelligence et d'autorité pour montrer à ses farouches compatriotes les bienfaits d'une alliance franche et loyale avec les Anglais.

Ainsi on peut dire que l'amitié profonde qui avait uni le jeune Arabe, élève d'Oxford, au colonel Lawrence, pendant la révolte au désert, devait plus tard porter ses fruits, au plus grand profit de son pays et de l'Angleterre. Aujourd'hui, celui dont le nationalisme éclairé ne fait de doute pour personne a rendu encore plus solide l'alliance qui fut la pierre angulaire de toute sa politique. Dès les premiers jours des hostilités, en septembre dernier, on vit Noury Saïd prendre place aussitôt pour son pays aux côtés de l'Angleterre, contre l'Allemagne, après avoir vertement prié le trop entreprenant ministre allemand, Herr Grobba, de quitter l'Irak au plus vite (1). Et si l'Irak est avec les Alliés dans la lutte de la civilisation et du droit, contre la barbarie et la force bru-

(1) Sous le masque de l'archéologie, un réseau d'espionnage allemand formidable couvrait l'Irak.

tale, c'est à Noury Saïd Pacha que l'Europe le doit. Certes, le « bull-dog anglais », Winston Churchill, doit aussi se réjouir, lui qui fut avec Lawrence l'initiateur du mouvement nationaliste en Irak et l'aida avec bienveillance à devenir un État moderne.

Dans sa politique extérieure, Noury Saïd Pacha, en maintenant l'amitié anglo-irakienne sur des bases d'intérêts communs, s'efforça d'élargir ses pactes d'alliance arabe. Entre Londres, Paris, Jérusalem, le Caire, Damas, Bagdad et La Mecque, il est toujours demeuré un élément de liaison. Enfin, en réaffirmant sa fidélité au fameux pacte de Saadabad entre l'Iran, l'Irak, la Turquie et l'Afghanistan, le Président a établi une étroite communauté d'intérêts entre tous les pays du Proche-Orient.

— L'Irak, État en mouvement perpétuel, déclara-t-il, doit profiter au même prix que la Turquie, l'Iran et l'Afghanistan d'un pacte qui constitue le premier pas vers une Société des nations orientales.

Khadimaïn, le Kremlin arabe

C'est un vieux pont suspendu sur le Tigre qui donne accès à *Bagdad West*. Un faubourg populeux, poussiéreux, où l'on retrouve Khadimaïn, la ville en boue séchée et bois peints du temps de Haroun-al-Rachid, elle-même bâtie sur les palais écroulés de Nabuchodonosor.

N'est-ce pas ce Khadimaïn que parcourait jadis, dans la vermine et la poussière, le fastueux monarque déguisé en portefaix ?... A la manière des *Mille et une Nuits*, en visitant le bazar sombre aux labyrinthes inextricables, je rêve... « Il y avait une fois, ô mon cœur, un portefaix kurde qui vivait dans la ville de Bagdad... »

Ce Kurde portefaix, le voilà bien, avec son turban, ses jambes musclées et nues, cassé en deux, tout ruisselant de sueur sous une énorme armoire à glace à deux battants qu'il déménage. Après le portefaix, voici la princesse, élégante silhouette entièrement voilée de noir, dont la jambe ronde gainée de soie arachnéenne sort d'un taxi. Tout à côté, le tailleur borgne, accroupi comme Bouddha sur une tablette, dans la niche de sa boutique, fait marcher sa machine à coudre allemande.

Et voilà les bazars ! Bazar des teinturiers, avec ses hommes aux bras bleus et ses étoffes couleur de nuit jusqu'en haut des voûtes, étendues comme des ailes de chauves-souris... Bazar des marteleurs de cuivre, sans cesse vibrant du bruit infernal des marteaux sur les larges plateaux, les graciles aiguières, les buires à bec de cigogne et les gros braseros dans l'ombre enfumée... Bazar des pâtissiers, odeur sucrée, nuée de mouches, partout des bonbons qui cuisent sur des fourneaux allumés et, dans les énormes tonnelets de verre, des sirops de toutes les couleurs. Bazar des brocarts, des tapis d'Ispahan, de Chiraz, et des manteaux de bergers en peau de mouton brodés d'or et de soie. Mais le plus beau de tous, c'est celui des selliers. Comme à Damas, il miroite de broderies, de nacres, de perles bleues, de paillettes, de minuscules miroirs où jouent les rayons de la lune et du soleil : lourds bissacs frangés de vives couleurs, plumets barbares, coquillages, houssines multicolores, et ces guirlandes de clochettes dont le carillon écarte les djinn malfaisants.

J'ai deux mille ans, trois mille ans, au milieu de toutes ces barbes neigeuses, les parents du Prophète en turbans verts, en turbans blancs, qui vendent, avec des cierges roses de la Kaaba, des cartes postales de Ghazi I[er], du Shahpoor d'Iran et de Farouk, roi d'Égypte. Sans oublier ces étranges gants de cuir à forme de filet à provisions, car tout proche est le hammam, à l'ombre de la mosquée.

Éblouissante Khadimaïn, Kremlin d'Islam, qui fait luire au soleil, entre les dattiers et les colombes, son luxe d'or! Voici ses dômes et ses minarets étourdissants que j'apercevais de loin, les plus vieux, les plus vénérés de Bagdad. De hautes murailles roussâtres d'aspect féodal gardent la sacro-sainte mosquée dont nul juif et nul chrétien ne peuvent approcher à plus de cinq mètres du seuil, pour ne point la souiller. Je voudrais jeter un coup d'œil sur la superbe cour intérieure. Mais aussitôt, pour que je ne franchisse point la zone défendue, deux aimables policiers irakiens à badine et sirdana m'encadrent et m'arrêtent.

Ah ! l'incomparable vision et l'idéale mosquée !... Deux longs panneaux de chaque côté de sa porte monumentale sont entièrement revêtus de fleurs émaillées : roses, iris et pavots sur fond bleu céleste. Panneaux semblables à des

tapis de Perse, à des miniatures immensément agrandies. Mille arabesques compliquées courent entre ces fleurs naïves et ces graciles colonnes que les Persans (oh ! pardon, les Iraniens) reproduisent depuis le temps de Chah Abbas, depuis des siècles, sur leurs velours, leurs soies et leurs précieux parchemins. Colonnes et fleurs sont là, éternelles, inaltérables, pour l'enchantement des yeux des pèlerins, tous ces Sunnites venus de la Chine lointaine, des Indes, de l'Iran, de l'Afghanistan et de la proche Arabie séoudienne.

Aucun de mes amis irakiens, je le sais, n'oserait me faire pénétrer, même cachée sous des voiles, dans cette mosquée haut murée dont l'intérieur, paraît-il, regorge de richesses : rubis, ors, diamants, brocarts, perles, tapis qui feraient pâlir les trésors de Golconde.

C'est l'heure de l'Asr, l'avant-dernière prière du soir. Dans l'immense cour de marbre, j'aperçois sous les arcades voûtées hommes à turbans et femmes voilées, écrasés sur leurs tapis ou leurs nattes. Nul autre bruit que le glissement des pieds nus sur les dalles et ce jet d'eau de la fontaine aux ablutions que garde un bataillon de babouches et de souliers vernis.

Maintenant, mes deux anges gardiens à badine me poussent doucement loin de tout ce que je contemple avec avidité : cet Orient nostalgique et mystique qu'une rage de destruction moderne a balayé en d'autres pays d'Islam et qui est encore là, sous mes yeux.

Pour bien voir le Paradis d'or, perdu dans la crotte des chameaux, les épluchures d'orange et les cierges d'alentour, je dois, toujours accompagnée de mes deux policiers, faire une course sur des terrasses encombrées de *téanékés* vides, de fiente de pigeons et de toiles d'araignées. Maintenant, du haut de cette maison où l'on m'a conduite, je vois trembler les dômes, dans la lumière qui donne aux pigeons et aux palmes un caractère sacré. J'étais poussière, saleté, mains tâtonnantes ; me voici printemps, soleil, verdure sur cette terrasse. Je me penche. Là-bas, au-dessous de moi, une voie mouvante d'une sauvage grandeur : le Tigre ! Du fond des âges, les Anciens l'ont appelé « le Fleuve ». Sur quel autre fleuve du monde ont passé plus d'hommes qui firent trembler la terre : Darius, Xerxès, Alexandre, Timour-Leng, les armées d'Allenby ?

Indépendance cent pour cent

On m'a dit généralement :

— Oui, c'est entendu, l'Irak est libre, mais l'Angleterre est, là-bas, présente partout.

Eh bien! écoutez Son Excellence Roustan Haïdar Pacha, un des plus hauts personnages de l'Irak, son ministre des Finances (1) :

— Rien de plus faux, me dit-il, que de propager cette légende de l'Angleterre intervenant ou s'insinuant dans nos affaires intérieures ou extérieures. Je puis vous citer cet exemple, entre tant d'autres : sa Mission militaire ignorait tout du coup d'État de 1936. C'est nous-mêmes qui l'avons appris aux officiers anglais. Des trois mille fonctionnaires qu'elle avait chez nous, à l'époque du Mandat, trois ou quatre seulement sont restés comme experts. Répétez-le bien haut : l'Angleterre a lâché toutes les rênes en Irak, ne gardant que ses camps d'aviation pour défendre les Indes. Lorsqu'elle eut compris qu'il fallait se retirer, elle le fit avec une grande dignité, sans chercher le moins du monde à s'accrocher. En agissant ainsi, en nous laissant libres, elle a gagné avec nous sur tous les tableaux. Matériellement, elle a tiré d'énormes profits du traité d'alliance qui a remplacé le Mandat. Armes, munitions, canons, mitrailleuses, appareils d'aviation, tout ce qui était nécessaire à notre jeune armée nous est fourni par elle. Moralement, l'avantage est encore bien plus grand. C'est elle désormais notre meilleure amie à qui nous demandons conseil dans les moments critiques. Et dans tout conflit en Asie, il n'est aucun de nous qui ne marchera à ses côtés jusqu'au bout. Quiconque voudrait prendre la place de l'Angleterre en Irak deviendrait notre ennemi.

Et ces mots, prononcés avec une fermeté saisissante, étaient la vérité même. Le grand ennemi de l'Irak, aujourd'hui, c'est l'Allemagne. Autrefois, on disait : Suez, c'est l'Égypte ; l'Égypte, c'est les Indes ; les Indes, c'est l'Angleterre. Ce qui pouvait être vrai en 1914 ne l'est plus en 1939. Et si l'Angleterre, ce n'est plus l'Irak, Bassorah, capitale du sud de l'Irak, c'est bien déjà les Indes.

(1) Rustan Haïdar Pacha a été assassiné il y a quelques semaines.

Une attaque ici toucherait l'Empire britannique à un point vital. C'est pourquoi nous voyons, depuis les hostilités, la grande Angleterre organiser la défense de l'Irak, son alliée fidèle et le bouclier des Indes, avec une ampleur de moyens, une ténacité vraiment impressionnantes.

Bassorah, patrie des dattes et de Sindbad le Marin ont les merveilleuses aventures charmèrent notre enfance, est désormais la clef stratégique du golfe Persique... J'y ai admiré le plus grand aéroport du monde, Margil, qu'on appelle là-bas le Gibraltar aérien de l'Irak. Conçu par un Anglais de génie audacieux, le colonel Ward, qui voyait grand et loin, il fut construit tandis que le pays était encore sous Mandat.

Bassorah, la Venise aux dattes

Pour cent cinquante *fils*, huit francs environ, vous avez droit sur le chemin de fer de l'Irak à deux couvertures, deux draps, un oreiller, c'est-à-dire au wagon-lit le meilleur marché du monde. Un charmant petit train aux voitures habillées de cuir fauve me déposa à cinq heures du matin dans Babylone où je mangeai des œufs au bacon, devant la salle de festin de Balthazar. Au plus vite, je pris la route de Bassorah.

Bassorah, sur le Shatt-el-Arab, au confluent du Tigre et de l'Euphrate, c'est trois villes en une seule : la vieille ville proprement dite, patrie de Sindbad, aux cases de pisé, aux paillotes déjà hindoues, dans la datteraie ; Ashar, la ville nouvelle aux beaux quais de pierre, entrepôts de dattes, de peaux, une sorte de Venise arabe, et enfin Margil, l'aéroport entièrement conquis par les Anglais sur la lagune marneuse.

Omar, second calife d'Islam, fonda la Bassorah primitive dès 637, afin de contrôler l'approche des mers chaudes. Des raisons de climat, et déjà d'intérêt stratégique, avaient fait choisir, à l'intérieur de l'immense Shatt, ce petit coin où les exégètes placent le Paradis terrestre. On l'appelait alors la Porte de la Mer, au Pays des deux fleuves. Passèrent les années... Les beaux canaux miroitants s'emplirent de vase sous les dattiers. La mer capricieuse se retira, et la Venise tropicale se perdit lentement dans la solitude. Elle retrouva un peu de sa grandeur passée quand, de 1914

à 1919, avec la campagne mésopotamienne, le petit port de Bassorah devint tout à coup la base d'un des plus grands corps expéditionnaires de l'Histoire.

Mais c'est en ces vingt dernières années qu'avec Margil la ville a connu son plus étourdissant destin. A Margil, qui coûta à l'Angleterre la somme fabuleuse de 550 000 livres sterling, nuit et jour se posent avions et hydravions venus des montagnes neigeuses, des terres brûlantes comme des mers glaciales. Cette ville modèle, que n'étouffent plus ni les dattes ni les sables, comme l'ancienne Bassorah, est flanquée d'un port pour vaisseaux de fort tonnage. Elle est dotée, cela va sans dire, d'un superbe bâtiment de douanes, de ravissants bungalows avec leurs jardins, leurs gazons bien tondus et leurs *courts* de tennis bitumés. Écoles et champs de sport y voisinent. Un hôpital, au loin, étale ses toits rouges, un cimetière anglais ses croix...

Mais l'orgueil de Margil, n'en doutez point, c'est son hôtel d'un luxe étonnant. Un palace à la grande nef centrale bien équilibrée, entre deux longues ailes de bâtiment. Douanes de l'air, télégraphe, postes, bureaux des passeports, de la visite médicale, salle de concert, dancing, bar, tout y est contenu comme dans un comprimé gigantesque.

Chaque soir, sur la terrasse dominant le Shatt-el-Arab, dans l'odeur salée des lagunes et veloutée des dattes, je pouvais voir, entre les pots à feu, sur les énormes panneaux baignés d'électricité indigo, des mots s'illuminer, brasiller, nouveaux *Mané*, *Thécel*, *Pharès*. Londres : 2 584 milles ; Cape Town : 5 890 milles ; Singapore : 5 809 milles ; Brisbane : 10 170 milles... Et tant et tant d'autres, bornes milliaires de l'Empire sur lequel jamais le soleil ne se couche.

Deux escadrilles d'hydravions surveillent le Shatt. A Zobeïr, à Sheïba, deux camps d'aviation anglaise sont installés dans une petite Arabie farouche, à la lisière de la grande. Et Bahrein, Koweit, Oman, les sultanats amis de l'Angleterre, ne sont plus que des nids abrités pour « le lion qui a des ailes ».

Bassorah, ou plutôt Ashar, possède ses Champs-Élysées : une superbe route asphaltée courant pendant 60 kilomètres dans une jungle de dattiers, d'orangers et de pêchers en

fleurs qu'accompagnent partout poteaux télégraphiques, oiseaux et papillons.

Le Shatt

Sorte d'immense désert aquatique fait des deux fleuves, Tigre et Euphrate, le Shatt-el-Arab se perd dans une datteraie dont les pieds trempent dans l'eau et les vertes chevelures s'épandent dans le vent. Je ne pouvais me détacher de cette vision, par ce doux après-midi d'automne, dans la belle propriété du comte Asfar, le sympathique agent consulaire de France à Bassorah.

Point de village, mais, çà et là, sur les berges, des cases de pisé mirant dans l'eau tiède leurs murs d'un rouge fané et les palmes sèches de leurs toits. Comme un vol de mouettes, se poursuivaient des barques aux voiles blanches effilées : *daouahs*, *moulayas* des brûlantes mers indiennes, où l'air est à peine respirable. Au loin, devant le brouillard vert de la rive opposée, se balançait le yacht royal de l'infortuné Ghazi Ier. Blanc, d'une blancheur fantomale. Yacht maudit, dit-on dans le pays, car tous ceux à qui il appartint, tour à tour, ont péri de mort violente...

Au pied de la tour de Sindbad, d'importants gisements d'un pétrole beaucoup plus beau et pur que celui de Mossoul viennent d'être découverts, et il a fallu doubler le pipe-line. Prosaïque fin pour une tour de légende ! Une compagnie est formée : la *Bassorah Petroleum Company*, jointe à l'*Irak Petroleum Company*. Ajoutez à cela les pétroles de Koweit, ceux de l'*Abadan Anglo-Iranian Oil*, dont l'Amirauté britannique détient les deux tiers des actions, vous comprendrez pourquoi l'Allemagne et l'U. R. S. S. ont obstinément leurs yeux tournés vers l'Asie, vers ces terres où gît l'or noir, dictateur du monde depuis plus d'un demi-siècle. Mais on comprend aussi pour quelle raison l'Angleterre a renforcé sur le golfe Persique ses bases aériennes à grand rayon d'action.

Le réarmement naval britannique représente un des efforts les plus considérables qui aient été faits depuis longtemps ; mais celui accompli pour ses défenses aériennes en Asie, plus spécialement en Irak et au golfe Persique, aux

endroits stratégiques de la route des Indes, ne le cède en rien à l'effort naval.

Ce n'est pas à Alexandrie d'Égypte abandonnée, ce n'est plus à Suez, à Mersah Matrouh, ni à Ismaïlia, que sont les vraies bases de la défense anglaise des Indes. Elles sont là-bas, dans les déserts de l'Irak dont les sables contiennent le nerf de la guerre motorisée, là-bas où passe invisible ce pont aérien immense qui, au seuil de Bombay, Karachi, Calcutta, unit la Grande-Bretagne à l'Asie, à l'Afrique et à l'Australie.

— Nous avons construit Margil avec soixante années d'avance, me confiait l'un des directeurs de l'Air-Port, uniquement parce que nous connaissons la valeur stratégique nouvelle de l'aviation. Le temps n'est plus, hélas ! où l'Angleterre pouvait choisir entre la route des Indes par mer ou par terre. Il lui faut les deux, et une troisième route : celle de l'air. Pour cela même, dès le premier moment, nous fûmes convaincus de l'avenir de Margil comme port et aéroport. Regardez, continua-t-il, de l'autre côté de la route, dans les deux cimetières qui se font face, l'anglais et l'hindou : quarante mille soldats britanniques y dorment sous les tamaris pour l'éternité. Grattez ces sables baignés de pétrole : trente milliards y ont été enfouis.

« L'Angleterre défend ici le cœur même de son Empire, la route des Indes, avec sa flotte en Méditerranée, son armée aux Indes et son aviation au golfe Persique.

Tandis que l'Anglais me parlait, dans l'air doux et parfumé mugit soudain une sirène de navire. J'entendais un vacarme venu de toutes les parties du ciel. Je sentis alors une terrible vigilance et une volonté inébranlable de vaincre...

MARIE-ÉDITH DE BONNEUIL.

LA DÉFENSE PASSIVE

EN GRANDE-BRETAGNE

En 1937, le Parlement britannique votait une loi qui plaçait la défense passive contre les attaques aériennes sous la direction du *Home Secretary* (ministre de l'Intérieur). Mais au début de la guerre il parut nécessaire de confier la direction et la coordination de cette défense à un ministre qui y consacrerait tout son temps. Le ministre choisi fut sir John Anderson, qui faisait déjà partie du Conseil restreint ou « Cabinet », où il occupait le poste de Lord du Sceau privé, dont l'activité est très restreinte. Il était donc, en pratique, un ministre sans portefeuille.

Les services de sir John Anderson étaient logés dans le *Home Office*, et il prit la direction de ce qui était auparavant le *Air Raid Precautions Department* de ce ministère. Depuis, il est lui-même devenu *Home Secretary* ; pourtant, il continue de diriger non seulement son ministère, mais la section spéciale qu'il a créée. Plusieurs autres ministres collaborent également à l'organisation de la défense passive, tels celui de la Santé publique pour les hôpitaux et l'évacuation de la population civile ; celui de l'Éducation pour l'enseignement aux enfants des précautions à prendre ; celui du Commerce pour le ravitaillement et les restrictions sur la consommation des denrées alimentaires ; celui des Transports et celui du Travail pour l'enrôlement des volontaires de la défense passive, ce dernier ministère étant chargé en même temps de l'énorme propagande pour le service national en général, y compris le service

militaire volontaire et tous autres enrôlements volontaires dans les services publics. Ces ministères coopèrent avec sir John Anderson en ce qui concerne la défense passive, et c'est lui qui est chargé de la coordination. C'est lui également qui centralise l'activité importante des autorités municipales et départementales dans la défense passive, en vertu des pouvoirs considérables qui leur sont accordés par le gouvernement en même temps qu'une aide financière. Il tient lieu, en quelque sorte, de Cour d'appel à laquelle ces autorités locales peuvent s'adresser.

Toutes ces fonctions sont maintenant régies par une loi, le *Civil Defence Act*, que le Parlement a voté depuis la guerre. Cette loi précise, par exemple, le droit de l'autorité locale de classer les bâtiments privés comme abris éventuels et d'y faire des travaux de consolidation ; de réquisitionner des terrains pour y creuser des tranchées ; d'exiger des patrons d'usines, de mines et de maisons de commerce employant un minimum de cinquante personnes, et situées dans des régions susceptibles d'être bombardées, la création d'abris spéciaux et l'instruction de leur personnel en ce qui concerne les mesures à prendre contre l'incendie et les attaques par gaz, ainsi que les premiers secours médicaux ; de distribuer et de poser les abris démontables en acier fournis gratuitement par le gouvernement aux particuliers pour les protéger contre les éclats d'obus ; de distribuer et de poser les matériaux de consolidation des caves, également fournis gratuitement par le gouvernement ; de préparer l'application des règlements sur l'extinction des lumières, non seulement sur la voie publique, mais chez les particuliers et dans les usines, où le gouvernement supporte la moitié des frais importants nécessités par l'obscurcissement dans certains métiers, notamment dans la métallurgie ; d'ordonner des exercices régionaux d'obscurcissement ; enfin, d'organiser d'avance les quatre services essentiels suivants : évacuation de la population civile, prévision de places suffisantes dans les hôpitaux, extinction des incendies, et conseils à donner à la population civile en cas d'attaque aérienne.

L'évacuation rapide des grandes villes est à la base du système britannique de défense passive. La plupart des enfants des écoles sont partis, avec leurs instituteurs et leurs insti-

tutrices, en groupe, au début de la guerre. Un certain nombre est aujourd'hui rentré, mais les dispositions sont prises pour une deuxième évacuation dans le cas de bombardements graves et répétés. Cette évacuation ne concernera pas les grandes personnes, à l'exception des mères de très jeunes enfants. L'évacuation n'est pas obligatoire, mais les parents qui y consentent ont dû signer l'engagement d'envoyer leurs enfants aussitôt que le gouvernement donnera le mot d'ordre et de ne pas les rappeler avant que ce même gouvernement donne la permission. Les enfants partiront en général groupés par écoles. Le prix officiel de la pension d'un enfant à l'endroit où il sera évacué vient d'être augmenté. Il est actuellement de 10 shillings (environ 90 francs) par semaine.

En ce qui concerne la population civile en général, on déclare dans les milieux autorisés que, pour Londres, toutes les dispositions sont prises afin d'assurer le départ de trois millions de personnes en trois jours, soit un million par jour. Pour les besoins de l'évacuation, on a divisé le pays en trois catégories de districts : ceux dont la population civile sera transportée ailleurs, c'est-à-dire une vingtaine de grandes villes ; ceux qui recevront les populations des villes évacuées, c'est-à-dire les parties agricoles du Centre et de l'Ouest et le Pays de Galles, et ceux qu'on appelle neutres, c'est-à-dire qui ne seront pas évacuées ni ne recevront personne. Dans cette dernière catégorie se trouvent trois cents villes d'importance moyenne. Les listes de ces trois catégories de districts ne sont pas encore définitivement arrêtées, et les comptes rendus des débats parlementaires indiquent que l'on a tout dernièrement augmenté le nombre des endroits devant être évacués.

Une grande partie de la population étant mise en sûreté, il reste à protéger, dans la mesure du possible, ceux qui restent, et à circonscrire les dommages causés aux bâtiments et aux personnes par les bombardements. Une des premières tâches est de combattre les incendies, et il est évident que, pour cela, le corps des pompiers, suffisant en temps des paix, serait complètement débordé en cas d'attaque aérienne. En Grande-Bretagne, les pompiers constituent un corps permanent et rétribué dans les grandes villes seulement. Leur origine date de la création, à la fin du XVIIe siècle, des compagnies d'assu-

rance contre l'incendie, qui organisaient les secours, mais les limitaient strictement aux propriétés assurées par elles. Les pompiers des petites villes et des campagnes sont des volontaires. On a fait des appels en vue d'obtenir un plus grand nombre de ces volontaires, dans les grandes villes aussi bien que dans les petites.

Mais il ne fait pas de doute que même un corps de pompiers décuplé, — en supposant que cela soit possible dans un temps où un grand nombre d'hommes est appelé à l'armée, — ne serait pas capable de combattre tous les incendies allumés par une attaque intensive avec des bombes incendiaires; n'oublions pas que ces bombes sont légères et qu'un grand aéroplane peut en transporter deux mille. Il faut donc que la population soit préparée à éteindre elle-même un grand nombre de ces incendies dès leur début. Une large propagande est destinée à faire comprendre à tout le monde des faits élémentaires tels que ceux-ci : une bombe incendiaire, étant légère, n'a pas un grand pouvoir de pénétration, d'où la provision de sable aux étages supérieurs ; une attaque de bombes incendiaires suivra probablement de près une attaque de bombes explosives, qui créera des courants d'air, en cassant les vitres, lesquels courants devront être arrêtés le plus vite possible. La bombe incendiaire, étant probablement composée de magnésium, se consume plus rapidement si on lui applique de l'eau sous forme vaporisée, mais elle se dispersera en causant plusieurs incendies si on lui applique de l'eau sous forme d'un jet violent.

Cette préparation en vue de combattre les incendies fait partie d'un système d'éducation générale de la population. Ce système est organisé en Grande-Bretagne par un corps de volontaires nommé *Air Raid Wardens* (gardiens contre attaques aériennes).

Les *Air Raid Wardens* sont des hommes choisis par les autorités municipales; ils doivent faire preuve d'intelligence, d'autorité et posséder le sens de la responsabilité. Ils suivent un cours d'une vingtaine de conférences et des exercices pratiques sur des sujets tels que les précautions à prendre contre les gaz, les moyens de reconnaître les diverses variétés de gaz, la distribution et l'ajustement des masques, la protection contre les bombes explosives et incendiaires, la liaison avec

les postes d'incendie, les premiers secours aux blessés et la rédaction des rapports. Ayant atteint une certaine compétence dans ces divers sujets, ils sont munis d'une carte d'identité spéciale, d'un brassard et d'un masque à gaz tout à fait étanche, les masques de la majorité des habitants étant prévus seulement pour leur permettre d'atteindre l'abri le plus proche. Dès le temps de paix, les *Wardens* étaient chargés de visiter les habitants du secteur dont ils sont responsables, soit, en principe, cinq cents personnes pour un groupe de six *Wardens*. Ils devaient les mettre au courant de tous les moyens de défense passive ; en cas d'alerte, ils doivent rassurer les habitants, les diriger vers les abris et les postes de secours. Ils doivent surtout rassembler tous les renseignements utiles et les transmettre aux autorités compétentes. Ils ne sont ni policiers, ni sanitaires, ni pompiers ; mais ils doivent faciliter le travail de ceux qui détiennent ces pouvoirs.

Le nombre de personnes en Grande-Bretagne occupées à la défense passive est de 1 250 000 environ, dont 264 000 reçoivent un salaire de 3 livres (530 francs) par semaine pour les hommes et de 2 livres (350 francs) par semaine pour les femmes. Ces salaires représentent une dépense totale de 3 250 000 livres par mois. Les services d'un million de personnes sont donnés gratuitement.

Pour l'instruction des *Air Raid Wardens* et celle du public en général, le gouvernement a préparé une série de brochures sur les sujets suivants : protection contre les gaz ; secours à apporter aux personnes atteintes par les gaz ; assainissement des rues, bâtiments et véhicules contaminés par les gaz ; protection des aliments contre les gaz ; protection des bâtiments contre les bombes et les gaz ; précautions à prendre dans les usines contre les raids aériens ; précautions à prendre sur les navires ; précautions contre les bombes incendiaires et moyens de combattre les incendies ; et, enfin, les devoirs des *Air Raid Wardens*.

La question des abris provoqua une longue discussion en Angleterre. Le gouvernement se prononça enfin contre le principe de construire de grands abris très profonds, bien que la guerre d'Espagne ait montré l'efficacité des abris de ce genre. Les défenseurs de la décision officielle soutiennent que de tels

abris profonds sont très coûteux et très longs à construire.

L'effort gouvernemental s'est dirigé vers la construction d'abris démontables en acier, qui ne protégeront pas contre les bombes mêmes, mais qui seront efficaces contre les éclats. Ils sont destinés surtout aux jardinets de ces petites maisons ouvrières sans caves, si typiques de l'aspect d'une ville anglaise, mais presque inconnues en France. En dehors de cela, l'État fournit des matériaux en acier, — poutrelles, colonnes et grandes plaques ondulées pour le plafond, — destinés à consolider les caves. Pour les maisons dont le loyer annuel est au-dessous de 250 livres (44 000 francs), cette consolidation est faite gratuitement par le gouvernement.

Les masques à gaz ont été distribués gratuitement à la population. Les masques sont de trois dimensions, et il y a en plus un masque spécial pour les bébés, fabriqué tout récemment.

On a estimé que la part du gouvernement central dans les dépenses engagées pour la défense passive se monte à 90 millions de livres. Les autorités locales ont également des dépenses à supporter.

A la défense passive peut se rattacher le ravitaillement général du pays. La question des réserves d'aliments, vitale pour un peuple qui doit importer la plus grande partie de ce qu'il consomme et dont le ravitaillement par mer est susceptible d'être interrompu, relève d'une organisation spéciale. Pendant la dernière guerre, le contrôle des vivres ne fut pas appliqué en Grande-Bretagne avant décembre 1916. A cette date, les prix étaient en augmentation de 78 pour 100 sur ceux de 1914. Dans la guerre actuelle, le contrôle a été placé sous le *ministry of Food*, créé à cet effet. L'organisation du rationnement, en ce qui concerne les aliments d'origine britannique, est facilitée par le fait qu'il existe déjà des organismes (*Marketing Boards*) chargés de réglementer la distribution et la vente du blé, du bétail, des porcs, du lait et des pommes de terre.

Le ministère a déjà acheté de grandes quantités de blé et d'huile de baleine (qui peut servir à fabriquer des graisses alimentaires) et il a fait à l'étranger des commandes importantes de viandes et d'autres aliments.

Ces vivres sont déjà pour la plupart stockés dans de grands dépôts, placés dans différentes parties du pays, en des endroits tenus secrets. On estime officiellement qu'on pourra nourrir la population même si le ravitaillement était interrompu pendant deux ou trois mois, interruption provoquée non seulement par les événements maritimes, mais encore par le bombardement des ports et des chemins de fer.

Pour la distribution, l'épicerie et les commerces analogues sont déjà organisés par districts : Londres, Manchester, Liverpool, etc., de telle façon que, si une maison était mise hors d'état de fonctionner, une autre la remplacerait immédiatement auprès des clients. On a également prévu la question importante du ravitaillement des populations transportées dans des régions qui, normalement, ne pourraient pas les nourrir.

Le rationnement individuel est fondé sur les prix. C'est-à-dire qu'on aura le droit d'acheter des aliments pour une certaine somme. Celui qui préfère des choses coûteuses pourra en obtenir, mais en consommant moins. On estime qu'ainsi les riches ne seront pas favorisés au détriment des pauvres. De plus, on a recommandé à toutes les personnes qui peuvent en faire la dépense de se munir d'une réserve d'aliments de conserve et de renouveler cette réserve de temps en temps.

Jusqu'à présent, le rationnement en aliments n'est pas très sévère. Il est même possible de consommer dans les restaurants sans présenter des coupons. On a simplement réduit l'approvisionnement de ces établissements à 60 pour 100 de la consommation en temps normal. Mais on parle déjà de restrictions plus rigoureuses.

La défense passive en Angleterre, comme en France, est une nécessité et un devoir, mais on se rend bien compte, chez nous comme ailleurs, que la vraie défense, c'est la défense active. Car, ainsi que l'a si bien dit mon ancien chef, le général Kirke, « la prochaine guerre ne sera pas gagnée dans les caves de nos grandes villes ».

PHILIP CARR.

QUELQUES RÉFLEXIONS A PROPOS DE LA MORT

ET DES FUNÉRAILLES D'ÉDOUARD BRANLY

Même en des temps où la haine, la violence, la cruauté semblent régner sur le monde et devenir la loi de l'humanité, cette humanité se réveille parfois et se manifeste dans ce qu'il y a de meilleur en elle, surtout de droiture et de générosité, épanouissement subit d'une fleur de civilisation, d'une culture religieuse séculaire. Que de beaux traits, que d'actes dignes d'admiration au cours de toutes les guerres, quand, tout à coup, dans l'ennemi qu'il vient de combattre et de blesser, le soldat découvre un homme et surtout un chrétien comme lui ! Lors de la dernière guerre, celle qui devait être *la dernière*, j'en ai cité quelques exemples impressionnants dans *la Guerre allemande et le catholicisme.*

Avec la tendance à généraliser, à codifier toutes choses et toutes idées, qui caractérise notre époque, on se plaît, se servant d'un mot assez barbare, mais à la mode, à parler de *relations culturelles* qui s'établissent entre tels et tels peuples. Souvent, cela veut dire que ceux qui recherchent de telles relations n'osent pas aller plus loin et s'unir par des liens politiques, diplomatiques ou militaires : relations culturelles, c'est du moins un commencement et un bon ; car c'est quelque chose de s'entendre sur un fonds commun de principes et d'idées, en un mot, sur un idéal.

Or, dans les manifestations récentes auxquelles a donné lieu la mort de notre grand Branly, je remarque quelque

chose des deux influences que je viens de signaler, l'une plus instinctive, l'autre plus volontaire et plus réfléchie, celle qui provient du tréfonds de notre nature et celle que provoque la communauté, reconnue ou cherchée, de certaines traditions.

La mort d'Édouard Branly est d'abord un événement national, un deuil français. Le gouvernement français s'honore en proposant pour lui des obsèques nationales. Il ne veut pas se demander si ce maître a enseigné dans un établissement libre ou dans un établissement d'État ; et, pourtant, c'est une question qui, étant donné ses ordinaires préoccupations, pourrait se poser pour lui et l'embarrasser. Non, il ne voit qu'une chose : grand savant, grand Français. L'union se fait aussitôt, et d'abord entre Français ; les querelles passées ne comptent plus dans l'occurrence. L'Université d'État témoigne de son admiration et de sa sympathie ; la couronne qu'envoie l'Université de Paris est la plus belle de toutes celles qui parent la chapelle ardente où repose la dépouille mortelle du défunt ; et cette chapelle n'est autre que le laboratoire du maître à l'Institut catholique. Le public suit l'exemple et l'élan donnés ; c'est par milliers et milliers que les Parisiens et leurs hôtes défilent et se recueillent devant celui qui vient de mourir. L'union est parfaite.

Mais cette mort, événement national, est aussi, — tous les écrivains, tous les orateurs le proclament, — un événement mondial, universel. Et le monde est en guerre, ou en instance de guerre ! N'importe : de toutes parts, sauf des pays catégoriquement ennemis, les messages affluent ; les plus célèbres Universités catholiques de l'étranger, Louvain, Québec, Montréal, unies à celles de France, pleurent et prient avec nous.

Il est un point plus délicat. Branly n'a-t-il pas trouvé dans le monde savant un rival, un concurrent qui, du principe initial, a tiré les plus merveilleuses applications et semble avoir pris à l'inventeur une partie de sa gloire ? Et ce rival, ce savant, est un Italien, illustration de son pays. N'y aura-t-il pas là le germe de quelque nouveau conflit ?

O merveille ! C'est de ce pays que nous viennent les plus splendides témoignages. Le grand Marconi lui-même n'a-t-il pas donné l'exemple en envoyant spontanément, de Douvres à Wimereux, le premier message sans fil qui ait traversé la

mer, reconnaissant, devant l'univers tout entier, ce qu'il devait au trop modeste savant de Paris ? Ne lui a-t-il pas proposé de l'associer aux grandes entreprises industrielles qui devaient exploiter, dans l'ordre des applications pratiques, le principe premier ? Branly a refusé, parce qu'il voulait rester le savant de laboratoire qu'il était ; mais c'est lui qui a refusé. Et voici que la veuve du célèbre Italien, la marquise Marconi, par l'intermédiaire de notre ambassadeur à Rome, nous fait parvenir à tous, membres de la famille d'Édouard Branly, collaborateurs, amis, admirateurs, l'éloquente et touchante expression de ses condoléances.

Le Pape est au-dessus de toutes les nations : il est le *Père commun*. Tout de même, il est né à Rome, Italien de Rome : son principal ministre, le cardinal Maglione, secrétaire d'État, est de Naples, Italien lui aussi ; l'un et l'autre sensibles à la gloire du pays qui les a vus naître.

Or, voici la scène qui se passa à l'Institut catholique, mercredi matin, quelques instants avant que ne fût déposé dans la chapelle ardente, — son laboratoire transformé, — le corps de celui qui, depuis de longues années, avait franchi journellement la porte de ce sanctuaire scientifique. Un télégraphiste arrivait, porteur d'un télégramme officiel destiné au recteur et qui renfermait les émouvantes condoléances et les paternelles bénédictions du Pape à nous tous et à la famille d'Édouard Branly, en des termes tels que je remis ce message pontifical entre les mains du fils du défunt, Étienne Branly, inspecteur général des Finances, le priant d'en donner lui-même lecture aux personnes présentes : ce qu'il fit.

Le cardinal Maglione avait joint l'expression de ses propres sentiments à ceux du Pape.

Voilà pour la « Rome » vaticane.

Presque en même temps nous parvenaient un télégramme et une lettre du président de l'Académie pontificale des Sciences, héritière de l'Académie célèbre des *Nuovi lincei*, disant l'étendue immense de la perte que faisait, en perdant Branly, ce grand corps savant. Ce même Père Gemelli, médecin réputé avant d'entrer dans les Ordres sacrés, ami de Pie XI, écrivait aussi de la part de l'Université catholique de Milan, dont il est l'incomparable recteur.

Je m'arrête. Devant une aussi noble attitude, nous n'avons

qu'à nous incliner et à remercier. Nous le faisons de grand cœur, surtout à l'heure présente.

Viendrai-je maintenant à mon second point de vue, celui de l'*influence culturelle* et des traditions communes qui créent un esprit commun ? Je serai très bref et je me permettrai de parler encore des Italiens.

J'entends parfois certains esprits chagrins se lamenter de voir tels et tels de nos frères, formés comme nous le fûmes à la civilisation antique et chrétienne, saisir toutes les occasions de la propager et, par conséquent, d'étendre à d'autres le bénéfice de ce qu'ils ont eux-mêmes reçu en partage. Ce qu'ils veulent, dit-on, c'est, sous couleur de manifestations sympathiques et gracieuses, augmenter leur influence politique. Où a-t-on vu que ce fût criminel ? C'est une juste récompense des efforts que l'on fait. Les Français sont de bons missionnaires ; ils l'ont prouvé dans l'ordre religieux et ils ont même suscité bien des jalousies. Puisque nous avons un idéal commun et élevé, puisque nous plaçons même l'extension de cet idéal parmi nos buts de guerre, ne craignons pas de le propager. S'il faut y mettre quelque souplesse et quelque complaisance, ne craignons pas de nous y prêter. Sachons nous faire tout à tous. Jadis, l'influence française rayonnait d'elle-même ; pendant longtemps, le monde ne songea qu'à nous imiter. Maintenant, il n'en est plus tout à fait de même ; nous devons, nous aussi, *profiter des occasions*.

Il semble que je sois bien loin du grand homme de qui la tombe est à peine fermée. Et, pourtant, c'est sa mort, c'est son exemple, ce sont les vérités mises en lumière par tant de personnes à propos de cette existence glorieuse et respectée de tous qui nous ont suggéré ces réflexions. Par son labeur intellectuel et par sa foi religieuse, il a été l'homme d'un idéal. Il est mort à quatre-vingt-seize ans, regrettant de « ne plus pouvoir servir ».

Maître, vous pourrez encore servir : *defunctus adhuc loquitur;* à la suite du divin « précepteur », modestement, sans doute, comme vous avez vécu, vous pourrez nous redire la divine parole : « Je suis venu apporter un feu sur la terre, et que veux-je, sinon qu'il s'allume ? »

CARDINAL ALFRED BAUDRILLART.

AUX ARTS DÉCORATIFS

SCÈNES DE GUERRE

Y a-t-il déjà des images de cette étrange guerre si difficile à se représenter, et dont la forme réelle tarde tant à se dessiner ? Guerre totale, assurément, mais qui, par cela même, échappe, se dérobe à l'objectif et à la prise de vues, se trouvant partout à la fois, à l'arrière, dans le *black-out* où se plongent les villes, dans les usines, les villages déserts ou inondés de réfugiés, autant que dans les cantonnements de la zone des armées, les patrouilles, les coups de main de l'étroite région du front ; guerre navale, guerre aérienne, événements lointains dans un fjord de Norvège, dans un golfe de la mer Arctique ou dans un isthme de Carélie, batailles de diplomates, manœuvres d'agents commerciaux autour de puits de pétrole, mouvements de troupes qui se déplacent et prennent position comme des pièces sur l'échiquier, rencontres de dictateurs sur le Brenner, surprises, voyages d'informateurs qui viennent prendre le vent et ausculter les capitales, conseils de Cabinet, rumeurs, intrigues, fausses nouvelles, impalpable guerre des ondes, comment faire le panorama d'un phénomène aussi multiple, aussi complexe, aussi mobile, dont la scène est partout, et où le fait militaire, le communiqué de l'État-major ou de l'Amirauté n'est qu'un fragment infime de la partie immense qui se joue ? Qu'y a-t-il là pour le peintre et pour l'illustrateur ? Quelle matière pour l'artiste et le peintre de batailles ? Quelle sera, pour l'avenir, la physionomie de cette guerre, dont nous avons tant de peine à définir les traits et dont nous nous demandons encore, au bout de six mois (tant elle est différente de tout ce que nous attendions), si elle a vraiment commencé ?

La peinture, comme tout le reste, est mobilisée et sur le pied de guerre : mais elle éprouve le même embarras que l'opinion elle-même à se fixer et à dire son fait. On a vu paraître dans quelques journaux ou dans de petites expositions charitables quelques notes, quelques croquis de ces débuts des hostilités : la plupart des œuvres exposées, ce qui était en train en septembre et que les artistes avaient laissé sur le chevalet ou dans un coin de l'atelier, n'avaient aucun rapport avec les événements du jour. La France a été surprise dans une paix profonde : les artistes en portent témoignage. Ont-ils eu le temps, depuis six mois, de découvrir de nouveaux sujets, d'amasser une nouvelle récolte pour un futur Musée de la guerre de 1940 ? Cette guerre a-t-elle trouvé son peintre ? A-t-elle son style, plus qu'elle n'a encore son type, son héros, sa chanson ? Patience : nous le saurons un jour. Il est encore trop tôt pour répondre.

En attendant, le Musée des Arts décoratifs a été bien inspiré en réunissant quelques pages des peintres de l'autre guerre. Il y a un grand discrédit de la peinture militaire : c'est qu'elle se permet trop souvent d'être de mauvaise peinture. Qui dit peintre de batailles dit ordinairement méchant peintre et basse flatterie à des sentiments qui n'ont rien de commun avec l'art. Faut-il en citer des exemples ? La Galerie de Versailles, les mairies de province, les murs du Panthéon en contiennent de déplorables : ils expliquent assez le décri d'un genre que le goût s'interdit comme une des variétés les moins honnêtes du genre chromo, et qui partage la réprobation du patriotisme de beuglant. Un artiste qui se respecte laisse ces choses-là aux philistins. N'empêche que la guerre a toujours été, aux grandes époques, un thème de chefs-d'œuvre innombrables, et que nous aurions bien tort de nous priver de cette veine, sous prétexte qu'elle a servi aussi à la médiocrité. Je ne vais pas refaire l'histoire de la peinture de batailles, depuis la fameuse mosaïque de la bataille d'Arbelles, les bas-reliefs d'Assurbanipal, les peintures de vases grecs, la frise de Persépolis, jusqu'aux batailles d'Uccello et de Piero della Francesca, aux mêlées furieuses de Léonard de Vinci, aux chevauchées féodales de Tosa-Mitsuoshi et des miniatures persanes ; la *Bataille d'Ivry* de Rubens, les *Lances* de Velasquez, les *Victoires d'Alexandre*

de Le Brun, les *Sièges* de Van der Meulen, les *Bivouacs* de Watteau, les grandes toiles épiques de Gros, le *Taillebourg*, les *Croisés* et le *Nancy* de Delacroix, les estampes de Raffet, les croquis de Sébastopol de Constantin Guys sont des images militaires ; le fronton d'Olympie, les métopes du Parthénon, l'Apollon de Véïes, l'Athéna du musée de l'Acropole, la Gigantomachie de la frise de Pergame représentent des combats et appartiennent à ce que l'art a de plus héroïque. Le Saint Théodore de Chartres, le paladin de la *Communion de Melchisédec*, à Reims, sont des types de guerriers, comme le *Gattamelata* de Padoue et le *Colleone* de Venise. Autant de merveilles ; filles de la guerre, elles manqueraient à l'art, si elles n'existaient pas, au même titre que *l'Iliade* ou *la Chanson de Roland*. Rien de plus absurde, on le voit, que la déconsidération qui s'attache à la peinture militaire ; c'est comme si l'on condamnait la peinture religieuse parce qu'il y en a d'exécrable.

On a groupé, rue de Rivoli, un certain nombre de documents de la dernière guerre : affiches, brochures, estampes, livres imprimés, gazettes, qui forment une petite rétrospective de l'image. La « Journée serbe »! La « Journée belge »! L'affiche de l'Emprunt ! Comme c'est loin ! Je revois, en fermant les yeux, ces papiers collés sur les murs : aujourd'hui, ils semblent aussi vieux et aussi démodés que des placards de la guerre de 1870. La plupart se traînent dans des poncifs d'une désolante médiocrité. Dans les livres, au contraire, apparaît (surtout à partir de 1917) une réaction assez vive contre toute cette routine et ces formules vieux jeu. A cette époque, on était encore tout près des Ballets russes (les premiers) ; le cubisme avait entrepris ses démolitions, donné ses premiers coups de pioche dans le monde banal et convenu de nos idées. Cette double influence transforme la façon de représenter les choses. On renonce de plus en plus à la copie des faits : on déforme, on stylise, on réduit la réalité à des indications, à des traits schématiques, à des combinaisons géométriques dans l'espace, dans une intention purement décorative. Le livre tiré à petit nombre, l'ouvrage dit de bibliophile, la plaquette d'amateurs, genre *snob*, qui consiste à produire comme des raretés de méchantes imitations d'images d'Épinal, des *graffiti* d'enfants et des dessins « dadas », font leur apparition. Tout cela paraît aujourd'hui

maniéré et artificiel, aussi décidément vieilli que les choses les plus vulgaires du style conformiste. A peine surnage-t-il çà et là quelques bois de Dufy, quelques lithographies bien venues de la feuille hebdomadaire intitulée *le Mot*. Toute cette paperasse à distance fait un effet pénible et glacial, un effet de commande, qui n'a jamais le côté piquant ou amusant, la santé populaire de l'estampe de la Révolution. C'est un néant qui se partage en deux camps : celui des prétentieux et celui de la platitude et de la banalité.

Mais ce n'est là qu'un détail, un petit mécompte sur lequel on aurait tort d'insister. Le visiteur trouvera ailleurs de quoi se consoler et prendre une meilleure opinion. L'exposition comprend cinq artistes très différents et porte sur cinq noms, inégalement célèbres : les uns déjà illustres en 1914, les autres qui étaient alors des jeunes, et qui sont devenus à leur tour des aînés et des maîtres : Forain, Bernard Naudin, Georges Hugo, Luc-Albert Moreau et André de Segonzac. Cette liste ne comprend pas tout ce qui s'est fait un nom dans l'art de la dernière guerre ; je regrette qu'on n'y ait pas fait figurer certaines toiles d'Othon Friesz ou de La Fresnaye, certains dessins d'André Dufresne, certaines ébauches tragiques et mystérieuses de Georges Desvallières. On ne nous donne ici qu'un choix. Ce choix suffit à instruire et à proposer des sujets de réflexion et d'intérêt.

Forain était l'aîné de la bande et déjà, depuis trente ans, une des célébrités du boulevard, lorsque éclata la guerre. Désormais, sa manière était fixée. On trouvera à l'exposition une soixantaine de ces dessins, qui paraissaient chaque jeudi matin dans *le Figaro*, dessins balafrés de coups de crayon gras et repris au pinceau avec des rigoles d'encre de Chine, dont les reflets métalliques ajoutent tant de puissance et de velouté aux noirs. Ceux qui ne connaissent ces planches que par les reproductions de la Presse n'en connaissent, à vrai dire, que la charpente, le squelette : ils ne savent pas que Forain est un maître du *black and white*, et quels effets de peintre on peut tirer de ces deux tons, employés comme couleurs. On lira sous l'image les paroles, les bouts de dialogue, tracés d'une écriture cursive, qui résument la scène ; jamais le mot de « légende » n'a été plus approprié qu'à ces phrases, presque toutes devenues légendaires. On relira ces

lignes, faites pour traverser les âges, devenues des refrains, des consignes, des proverbes, comme certains vers ou certains hémistiches de Corneille, cette chronique au jour le jour, cette suite de mots inventés qui peignent une situation : « Pourvu qu'ils tiennent ! — Qui ? — Les civils ! »; « C'est la vie ! »; « On n'est bien que chez soi », ces bribes d'une demi-ligne qu'on peut bien dire lapidaires, et qui, comme des inscriptions retrouvées sur le marbre, composent la plus authentique des histoires, le vrai monument de la guerre.

Il me semble qu'on a été peu équitable pour ce grand artiste, comme il est naturel, au lendemain de sa mort. Est-il juste de l'écraser par la comparaison de Daumier ? Ce n'est pas un géant de la forme et l'un des souverains de la peinture française ; mais, à ce compte, combien de maîtres trouverait-on dignes de se mesurer avec l'auteur des *Blanchisseuses* ou du *Wagon de troisième classe* ? Peut-être la qualité de l'homme d'esprit, la valeur littéraire de Forain a-t-elle fait quelque illusion sur la valeur de son style pittoresque. Il est difficile de distinguer, dans son talent, le « verbal » du « graphique », le trait et le « mot » du dessin, le coup de langue du coup de crayon : l'un et l'autre ont la même concision, la même structure, le même poids, la même autorité, le même style. C'est le même don immédiat de dire l'essentiel, de réduire les choses à un acte, à un geste, qui prend à l'instant une valeur d'hiéroglyphe et de symbole, le même pouvoir de dramaturge, plus peut-être que de peintre, et qui est celui de saisir dans une situation qui passe quelque chose d'éternel : et c'est ce qui fait que dans ces vieilles pages d'il y a vingt ans, rien n'a vieilli ; c'est l'histoire de l'autre guerre, et nous croirions que c'est l'histoire de celle-ci.

Puis-je dire que je n'ai pas trouvé aux spirituels dessins de M. Bernard Naudin le même plaisir qu'autrefois ? Ces pages si vives, si pleines d'entrain, qui plaisaient tant jadis par l'apparence primesautière, ont perdu le « je ne sais quoi » ; le charme s'est un peu évaporé. Les choses n'y sont jamais ou entièrement imaginaires, comme chez Forain, ou entièrement prises sur nature : ou, plutôt, il y a toujours, entre l'artiste et l'objet, un écran de souvenirs, un air de déjà vu, de *Carmagnole* et de *Ça ira*, qui s'interpose entre le papier et la sensation directe. Le crayon gauchit, semble-t-il, comme une rame

plongée dans l'eau. On sent la virtuosité, le *chic*, presque le *truc*.

Les notes de M. Georges Hugo, surtout les feuilles d'album, au bistre, à l'aquarelle, sont presque toutes exquises et de la qualité la plus rare. Souvent ces petites études (plusieurs « tirs de barrage », avec d'étonnants monstres de fumées, des nuages démoniaques, verts, noirs, pourpres, aux crêtes infernales, aux couleurs de poisons), ont un air de famille avec les ébauches du « Grand-Père ». Il y a une plaine au petit jour, entre chien et loup, peuplée de larves (ce sont des hommes sortant de leurs trous pour l'attaque), qu'on pourrait prendre pour une vision de résurrection des morts. Des dessins de bonnes sœurs, de cornettes, de malades, datés de l'hôpital de Châlons-sur-Marne, font penser à des illustrations de certaines pages des *Misérables* (M. Madeleine au Petit-Picpus), qui seraient faites par un petit maître du XVIIIe siècle. Qu'est-ce que la vérité en art ? M. Georges Hugo est un artiste d'une sensibilité si rare qu'il prête à un *Conseil de guerre* l'aspect d'une sépia galante de Fragonard et qu'un réseau de barbelés, hachés par les obus (ce traquenard terrible que M. L.-A. Moreau voit plein d'un carnage macabre), devient sous sa plume cette ronce, cet enchevêtrement de caprice, cette délicate féerie d'arabesques faite avec des cheveux de femme.

Les deux autres artistes qui partagent avec Forain l'honneur de cette exposition sont des maîtres beaucoup plus jeunes, qui étaient loin d'être en 1914 des peintres « arrivés », et qui font partie (à une époque où l'on parle beaucoup de générations) de ce qu'on peut appeler la promotion de la guerre. C'est celle qu'on a vue émerger dans le vide soudain de l'armistice, au milieu d'une jeunesse dépeuplée, aux environs de 1920, comme un continent inconnu : celle qui a révélé dans les lettres les noms de Montherlant, de Mauriac, de Dorgelès, de Duhamel, de Jules Romains, de Jean Giraudoux, de Francis Carco, de Drieu La Rochelle. Promotion éclatante, qui avait passé par le feu, et où se remarquaient aussitôt, avec Dorgelès et Montherlant, les nouveaux poètes de la guerre.

M. Dunoyer de Segonzac et M. Luc-Albert Moreau ont été tous les deux des illustrateurs des *Croix de bois* et du *Cabaret de la Belle-Femme*. M. L.-A. Moreau a été particulièrement adopté par Montherlant (à moins que ce ne soit

l'inverse) ; il y a entre l'auteur et l'artiste la même affinité qui existe entre les vers de Verlaine et la musique de Fauré. On dirait qu'ils sont le même auteur en deux tomes, l'un pour le texte, l'autre pour les planches. Mais là s'arrête la ressemblance. M. de Segonzac était déjà connu aux environs de 1908, date de ses premiers ouvrages ; il avait déjà sa manière d'être, son coup de patte bien à lui, sa grâce spéciale à laquelle ne s'étaient pas trompés les véritables amateurs. Pour qui avait vu ses merveilleux croquis des Ballets russes, d'Isadora Duncan, son *Tableau de la Boxe*, il ne restait aucun doute que ce splendide gaillard, avec des yeux perçants, le cerveau clair et des doigts de fée, ferait une magnifique carrière. Tout autre est le cas de M. L.-A. Moreau, plus jeune que Segonzac, et dont je ne crois pas avoir rien vu avant la guerre. Renoir aimait à dire : « Si Dieu n'avait pas fait la gorge de la femme, je crois que je n'aurais jamais peint. » On peut se demander si M. L.-A. Moreau aurait été peintre sans la guerre. Il en est resté obsédé et comme halluciné, traqué, pourrait-on dire, par cette horreur qui en est restée à ceux qui l'ont vue de trop près, et qui atteint à l'angoisse mortelle dans le *Journal* du malheureux Eugène Dabit, qui a fini par y succomber.

C'est la guerre comme personne ne l'a vue jamais, excepté ceux qui y ont été ; la guerre, non des états-majors, non des hôpitaux, non des officiers et des postes de commandement, mais la guerre des soldats, la guerre des poilus, et même du Poilu inconnu. La guerre vue des tranchées, si l'on peut parler des tranchées, pour ce qu'il en restait à Verdun. C'est là que se trouvait l'artiste, pendant l'énorme bataille, non comme artiste, mais comme le « soldat » ou le sergent Moreau, comme chair à canon, humble corps parmi des millions d'autres, survivant sans savoir pourquoi, frêle revenant de cet enfer. Inutile de dire que l' « homme » Moreau, tout le temps qu'a duré la bagarre, n'avait guère celui de peindre et de s'installer en amateur avec son chevalet ; il avait autre chose à faire. Il avait pourtant son album, sur lequel, à Souville, à Thiaumont, à Douaumont, chaque fois qu'il le pouvait et jusqu'en pleine attaque, il ne manquait jamais de prendre une note, un document, de tracer des dessins sévères d'une incomparable grandeur ; des figures sabrées de hachures

sauvages, aux formes abruptes, de masses magnifiques, qu'on prendrait quelquefois pour des dessins de Castagno.

Mais qu'eût-il fait si le hasard, après l'avoir sauvé, ne l'avait mis, la paix venue, sur le chemin de l'auteur du *Songe* et de celui des *Croix de bois* ? Rencontres dont j'ignore le détail, mais qui, d'ailleurs, n'ont rien de fortuit. C'est pour eux qu'il se mit à peindre, à extraire de sa mémoire, comme on se délivre d'une maladie, l'immense cauchemar : ce ne sont pas seulement ici des « choses vues », ce sont des choses vécues. Voici l'aspect de la bataille qui a donné à toute la guerre son empreinte formidable et qui, dans le souvenir des hommes, aussi bien du côté allemand que du nôtre, pour un Unruh et un Remarque comme pour un Dorgelès, est restée la Bataille; voici ces paysages inouïs que se rappellent bien ceux qui les ont vus, pour n'avoir vu les pareils nulle part, cette terre de l'autre monde, funèbre, hagarde, harassée, déserte et torturée, tellement mêlée d'argile humaine (car tu es poussière et tu retourneras en poussière) qu'elle en recevait, comme un autel, quelque chose de sacré.

Guerre qui ne ressemble à aucune autre dont parlent les histoires, images sans pareilles dans toutes les peintures : petits épisodes décousus, guerre d'escouades, de sections, guerre sans vues, n'embrassant que le champ qui se découvre au ras de terre pour un homme qui n'aperçoit que juste ce qui se voit de son coin, son voisin, le copain d'à côté, rampant à plat ventre comme lui, vermine misérable, déjà confondue avec la terre ; point de gestes, point de panache, nul décor, pas un vestige reconnaissable, un clocher, un pan de mur, rien qui serve de signalement à ces choses sans nom ; des houles de terrain, des dômes chauves ou des étranglements moroses, anxieux comme des portes de l'Érèbe, et, là-dessus, un nuage fixe, pesant, un orage devenu matière, fait d'éclatements qui remuent le sol comme une pelle de fossoyeur, et où l'on dirait que le ciel lui-même, dans une espèce de simoun, est devenu boue et glèbe ; tout cela exprimé dans une gamme terreuse, sans gloire, d'une désolation infinie, dans une tonalité de bure et de feuille morte, qui exprime l'agonie d'un monde où il n'y a plus qu'à mourir.

Ces toiles étonnantes, d'une insoutenable douleur dans leur beauté de poterie, sont le visage même de la guerre ;

elles ont, dans leurs petits formats, la tenue et le sérieux, la gravité des fresques, une sorte de noblesse anonyme et épique, un tragique impersonnel. Les figures peu distinctes, frustes comme de vieilles statues, rustiques comme des mottes d'un champ, n'ont que les traits effacés d'une race sans âge, presque nul accent individuel : peu de différence entre les vivants et le camarade invisible qui pèse là, à l'état de cadavre, dans la toile de tente nouée à un bâton, qui est le *Corbillard des Bonshommes*, ou celui dont le corps pourrit à côté du guetteur qui lui prend ses cartouches. Qui est l'un ? Qui est l'autre ? Qu'importe ? Tout se passe dans le monde de la fatalité.

On ne s'explique pas qu'un gouvernement n'ait pas confié à M. Luc-Albert Moreau la décoration d'une chapelle, d'un ossuaire, de quelque *Mémorial* religieux de la Grande Guerre : mais de quoi se plaindre ? Peut-être vaut-il mieux, après tout, que l'auteur se soit passé de commande officielle et qu'il ait exhalé pour son compte, dans son coin, pour lui-même et pour ses ombres, les fantômes qu'il exorcise, son chant de *De profundis*, de résignation, de révolte, d'orgueil et de désespoir.

M. de Segonzac avait fait, lui aussi, la guerre comme un poilu (en Champagne, je crois, et dans la Somme), comme le charmant Apollinaire, comme le célèbre Alain, et comme tant d'autres, qui sont morts : on frémit quand on pense avec quoi la France fait ses victoires. A la fin de 1916, on le repêcha pour le caser dans le camouflage, où la fantaisie, l'espièglerie naturelle du rapin fit merveille : il y a un côté de Bal des Quat'-z'Arts, qui consiste à mystifier l'ennemi et à lui faire prendre des vessies pour des lanternes, à déguiser une batterie ou un observatoire, à créer des trompe-l'œil, des attrapes, un côté d'illusionniste et de Robert Houdin, où les peintres étaient à leur affaire. Dans cet emploi, M. de Segonzac, assez libre de ses mouvements, de nature fort indépendante, circulait dans le secteur, des arrières aux premières lignes, toujours éveillé et n'ayant pas, comme on dit, mis ses yeux dans sa poche. C'est encore la guerre, mais ce n'est déjà plus celle de Luc-Albert Moreau : c'est la guerre vue en spectateur et presque en amateur par un homme qui est le plus brillant, le plus cordial, le plus sensible, le plus rapide

des observateurs, mais avec un certain détachement, par quelqu'un qui n'a pas les deux pieds dans la tombe et qui n'est pas tout le temps dans le royaume des morts.

M. de Segonzac est, je crois, le premier de nos dessinateurs, le plus racé, le plus spontané, le moins faiseur d'embarras, le plus immédiat et le moins maniéré : il a son dessin à lui, dont je ne sais ce qu'on pourrait dire de mieux, sinon que c'est un dessin personnel. Tout ce qu'il fait a un air de fête. Et, en outre, la vérité même. Je ne sais comment il s'y prend pour unir cette probité absolue à tant d'esprit et d'élégance. Ce n'est jamais le dessin d'Ingres, cantilène miraculeuse, mais qui échoue à rendre le mouvement. Si M. de Segonzac évoque quelque chose, ce serait plutôt le dessin foudroyant, inimitable de Watteau : « sans pose », voilà le mot qui conviendrait le mieux à cet artiste d'un goût merveilleux et incapable de pédantisme, étranger à toute théorie et à toute doctrine, qui n'en fait qu'à sa tête et n'en croit que ses yeux et sa main infaillibles.

Son don spécial est celui d'exprimer le mouvement, le jeu d'attaches, d'articulations, le déclic et l'enchaînement de muscles et de forces, modifiant tout l'équilibre, que détermine le moindre geste, tout cet ensemble qu'un Degas s'efforce de recomposer d'une manière studieuse et que la photographie déforme, sans le saisir et l'expliquer jamais : un dessin de Segonzac, on ne sait par quel mystère, est le mouvement lui-même. Ce fameux mot de dynamisme, dont tout le monde abuse, serait fait pour lui, s'il n'était homme à se moquer des grands mots et à croire qu'on a dit quelque chose quand on a parlé grec.

J'ai déjà rappelé ses dessins sur la Boxe, sur la Danse; ses dessins de soldats sont de la même veine, rigoureux, authentiques, sans la moindre tricherie, et pourtant (expliquez cela !) d'une grâce extraordinaire. Le mouvement du « sac au dos », celui de l'homme massif qui se baisse, encombré de tout son « fourbi », pour rattacher sa bande molletière, le mouvement de la marche, celui de l'assaut (tellement éloigné de toutes les idées conventionnelles qu'on peut s'en faire, pareil à celui du chasseur qui chasse derrière son chien), personne n'a exprimé tout cela comme cet admirable artiste : pas une once de rhétorique, de déclama-

tion, pas une bribe de « tout fait », de su d'avance, de confection, rien que le trait juste, incisif, décisif, inédit, imprévu, avec cet air à la fois nécessaire et fortuit, impérieux et gratuit qu'a seule la réalité. Rien qui sente ici la formule, la routine, rien d'inerte, rien d'inutile, rien qui ne soit nerfs, intelligence et décharge électrique : rien de pareil, dans aucun art, depuis ces dessins élastiques, immortels, des *Figures de différents caractères*. Nulle sentimentalité, point de fanfare, pas de coup de clairon, jamais une bêtise ; jamais une faute de tact ; çà et là, le dessin bafouille et balbutie, se cherche, tâtonne par crainte de la banalité, mais finit toujours par trouver le mot juste, l'expression unique ; toujours, de tous ces griffonnages, se dégage la signature et la griffe du maître.

Pour mon compte, je ne mets rien au-dessus de ces croquis de Segonzac, où le spectacle de la guerre, à mille lieues de l'héroïsme, du pompeux, de l'artificiel, rejoint le charme éternel de la guerre de tous les temps : l'aventure, le risque, la simplicité d'une action primordiale de l'existence, comme l'amour et comme la mort. Je ne vois rien de supérieur à ces feuilles d'album, où trois lignes d'une pureté, d'une pudeur, d'une légèreté incroyables caractérisent un paysage et tracent sur la page une phrase de flûte ou un chant d'alouette : ainsi Mozart, quoi qu'il exprime (et jusqu'aux horreurs infernales), fait toujours de la musique et toujours crée de la beauté. Privilège de l'artiste qui, sans méconnaître la douleur, la survole, la métamorphose et lui fait subir une chimie qui, sans l'altérer, la transfigure. Victoire de l'intelligence, du style, de la vérité sans emphase, qui me paraît le signe et l'écriture elle-même, familière et irrécusable, de la victoire de la France : avec le même mouvement naturel et divin de la jeune Niké qui, au temple de l'Acropole, s'arrête et rattache sa sandale.

LOUIS GILLET.

LA SITUATION MILITAIRE

PHYSIONOMIE DE LA GUERRE

Peu à peu, la situation générale tend à s'éclaircir. La gravité de la guerre s'affirme. Les obligations qui s'imposent à nous se précisent. Nous sommes entrés en guerre, comme toujours, insuffisamment préparés à la faire, et même à la comprendre. N'en soyons pas surpris, c'est naturel. Dans notre vie politique habituelle, dans la pensée de nos hommes d'État, la guerre tient une place secondaire. La France n'a pas d'ambition extérieure ; elle n'a d'autre désir que de se défendre. Néanmoins, Hitler et ses amis menaient un tel tapage, détruisant, construisant à leur fantaisie, avec un tel sans-gêne, qu'il était difficile de garder des illusions. Nous en avons cependant trop longtemps gardé. Le pire serait d'en garder encore, d'imaginer qu'il suffira d'une attitude ferme pour ramener l'Europe à la sagesse et à l'ordre.

Nous sommes entrés en guerre pour en finir avec les méthodes de Hitler et, jusqu'à présent, nous l'avons laissé faire. Je ne crois pas que, *dans le principe*, nous ayons eu tort d'agir ainsi ; je crois même que nous ne pouvions pas faire autrement. Seulement, il y a beaucoup de manières de prendre une attitude militaire plus ou moins réservée. Il y a d'autres modes de guerre que l'attaque à grand fracas d'avions, de mitrailleuses et de canons ou la passivité totale à l'intérieur d'une zone de concentration restreinte. Quand il est démontré, par les circonstances et par l'expérience de l'histoire, que l'attaque et la passivité sont également dangereuses, on peut espérer trouver dans l'art militaire quelques ressources pour échapper à l'une et à l'autre, et s'engager néanmoins sur le chemin de la victoire. Hitler a pratiqué comme nous l'attente ; il a pourtant donné l'impression d'une plus grande activité que nous. Il a eu plus que nous pratiquement souci du moral de son peuple et de son armée.

S'il est utile maintenant d'examiner les formes générales que peut prendre la guerre, c'est que le temps a marché et, les événements aidant, la situation générale est devenue plus claire. Ne nous abusons d'ailleurs pas. Elle ne l'est pas encore autant qu'il conviendrait. Si nous n'en sommes plus à supposer qu'il suffise d'éliminer Hitler et son parti pour que tout soit terminé en Allemagne et en Europe, nous voyons néanmoins encore mal la position prise par les diverses Puissances ; nous ne savons pas bien comment seront formés les camps adverses et quel est exactement le fond de la pensée de chacun.

Ce qui est certain, c'est que la guerre actuelle est une des plus graves que la France ait jamais connues. L'existence nationale est à un tel point en jeu que chaque particulier y est individuellement intéressé. Chacun de nous est menacé dans ses biens, dans sa liberté personnelle, dans sa vie même. Que ceux qui ne comprennent pas s'informent auprès des Tchèques et des Polonais !

LA GUERRE ÉCONOMIQUE

Quand nous étudions les formes que peut prendre la guerre, guerre économique, guerre diplomatique, guerre aérienne, guerre terrestre, il est bien entendu qu'elles ne sont, dans la réalité, que des aspects différents de la guerre totale. Il serait évidemment impossible de réduire la guerre à l'une quelconque de ces formes, à l'exclusion des autres. Elles sont donc poursuivies toutes à la fois, mais la direction de la guerre peut, suivant ses projets et les circonstances, mettre l'accent tantôt sur l'une et tantôt sur l'autre. A chaque instant, une forme domine ; les autres sont alors secondaires et la servent.

Le système du blocus a paru, au début des hostilités, le plus propre à réduire l'Allemagne aux moindres frais. Malheureusement, nous n'avons pas réussi à établir un véritable blocus. Tout en y pensant moins, nous faisions mieux en 1914-1915, ou, du moins, nous tendions à réaliser des conditions qui devaient permettre de faire mieux. Le blocus d'un pays suppose son investissement complet et non pas seulement l'interdiction des voies maritimes par lesquelles il se ravitaille normalement. Au cours de la précédente guerre, l'encerclement de l'Allemagne a été l'œuvre d'une diplomatie active et tenace, plus soucieuse de réalité que d'idéologie, de nécessités présentes que d'espérances plus ou moins chimériques. La rigueur du blocus résulta, quand on le voulut sérieusement, de cet encerclement même. C'est mettre la charrue devant les bœufs que de vouloir le

blocus sans se préoccuper de l'encerclement. Il y a vraiment trop de brèches dans le mur qui entoure théoriquement l'Allemagne, pour parler de blocus. Mieux vaudrait peut-être attribuer, pour le moment, plus d'efficacité à la guerre purement économique, chercher, par exemple, à priver l'Allemagne des moyens de paiement nécessaires pour régler ses importations. Il ne suffit pas pour cela de mettre l'embargo sur ses exportations maritimes, il faut dominer les marchés sur lesquels elle négocie ses échanges. Ce n'est plus l'œuvre de diplomates seuls, mais aussi d'économistes.

Si l'on se heurte, dans cette voie, à des impossibilités et que l'on veuille néanmoins aveugler les brèches par lesquelles le blocus est rendu inopérant, on est ramené à l'emploi de la force. La seule menace de cet emploi peut d'ailleurs singulièrement aider la diplomatie. Mais il est alors nécessaire de prévoir ce que sera la réaction de l'ennemi. On revient ainsi à des considérations d'ordre militaire pur.

Nous imaginons volontiers que Hitler est dominé par cette préoccupation du blocus. Est-ce bien certain ? Il peut voir plus grand et vouloir résoudre les difficultés de ravitaillement en quelque sorte par-dessus le marché. Il ne se contenterait pas, dans ce cas, de leur donner une solution diplomatique, susceptible de suffire dans bien des cas. Poursuivant son rêve d'hégémonie européenne et mondiale, il prétendrait être le maître et non pas seulement le client des pays producteurs et fournisseurs de matières premières. Son ambition conquérante le pousserait, par exemple, au delà des pétroles de Roumanie jusqu'à la mer Noire, aux Détroits et à la Méditerranée. Le blocus serait définitivement rompu du même coup.

LA GUERRE DIPLOMATIQUE

Mais nous ne voyons pas, au terme de cet hiver, commencer des opérations militaires que beaucoup attendaient. Si cette abstention se poursuit, comment devra-t-elle être interprétée ? Elle n'aura d'autre signification que l'incrédulité des commandements à la possibilité d'une décision sur le champ de bataille entre Rhin et Moselle et la conviction générale que le prix payé là pour un résultat médiocre, peut-être nul, serait certainement très élevé. C'est dans ces conditions que se poursuit la guerre diplomatique. C'est la guerre sans batailles où les positions s'enlèvent par des négociations qu'appuie simplement la propagande,

Longtemps nous avons appelé cette guerre diplomatique, dont

nous n'apercevions que la façade extérieure, la guerre des nerfs. A vrai dire, cette expression n'avait de valeur qu'en temps de paix. Il serait inconcevable qu'en guerre l'attente, l'action lente, mais sans sacrifice d'hommes, des chancelleries, nous parût plus insupportable que la sanglante épreuve des batailles. La guerre diplomatique n'a néanmoins pas d'autre fin que de procurer des conditions meilleures à l'effort militaire. Le soldat attend du diplomate qu'il lui offre d'autres champs de bataille que la ligne Siegfried, c'est-à-dire qu'il lui donne la possibilité de la tourner au lieu de l'aborder de front. La guerre diplomatique a pris ainsi une forme positive ; elle songe moins à préparer la paix qu'à trouver le moyen de donner une allure décisive à la guerre terrestre.

Ceci fait le mieux apparaître la probabilité d'une guerre longue. Quoique nous parlions constamment d'attente, la guerre n'est immobile dans aucun domaine. Mais, nulle part, la progression ne semble plus lente que dans l'ordre diplomatique. Il en a toujours été ainsi. Jadis, avant le XIX[e] siècle, c'était autant, sinon plus, par la diplomatie que par les batailles que la guerre progressait. Les peuples acceptaient de vivre ainsi longtemps en état de guerre comme si c'était là un état normal. La période française de la guerre de Trente ans, par exemple, dura treize ans, de 1635 à 1648, avec une bataille de temps à autre et des négociations continuelles. Telles étaient du moins les apparences. La réalité agissante, c'était l'usure, l'usure des nerfs et l'usure économique. Les négociateurs se chargeaient d'user les nerfs, par des procédés qui souvent n'étaient pas éloignés de ceux de la propagande actuelle. Les soldats étaient les agents sûrs de l'usure économique. Les opérations militaires visaient des prises de gages ou la démonstration éclatante d'une supériorité devant laquelle le vaincu devait s'incliner. Non pas qu'il eût subi des pertes qui lui enlevaient toutes possibilités d'action militaire, mais parce qu'il cédait au découragement, à la lassitude. Il ne croyait plus à la victoire. Alors il laissait aux négociateurs le soin d'en finir.

Y a-t-il, dans la guerre actuelle, quelque chose qui rappelle cette forme ancienne de la guerre diplomatique ? Peut-être. Le Reich s'est, lui aussi, installé dans l'état de guerre. Les lois allemandes ne parlent plus de mobilisation parce que la nation allemande est constamment mobilisée. Tout Allemand appartient à une unité militaire qui doit rejoindre sur simple avis du chef de corps, dont il n'est en somme jamais absent qu'en qualité de permissionnaire. Il est civil ou militaire, suivant la volonté de l'État. Il est bien diffi-

cile d'établir une distinction nette entre l'état de guerre et l'état de paix. Le régime économique de l'autarcie est plutôt fondé sur les nécessités de la guerre que sur les conditions de la paix. L'Allemagne est entrée en guerre sans que la vie de chacun fût profondément changée ; elle reviendrait de même vraisemblablement à la paix.

Faut-il supposer que cette guerre diplomatique, dont la décision s'obtiendrait par lassitude, par l'usure lente des nerfs et de l'économie, soit la forme envisagée par Hitler ? Il faut y penser comme à toutes les hypothèses imaginables. Elle imposerait une organisation différente de celle que nous a donnée la mobilisation générale. Il faut, à cette mobilisation générale, qui a bouleversé le pays en vue d'une crise courte, substituer l'état de guerre conçu, chez nous aussi, comme un *modus vivendi* prolongé. Le pays ne peut durer qu'à la condition de vivre, et même de prospérer, en travaillant. C'est là une condition de la victoire.

LA GUERRE AÉRIENNE

Une telle inaction militaire paraissait inconcevable à ceux qui, dans le temps de paix, étudiaient les formes que prendrait la guerre. La situation provoquée par l'existence de la ligne Maginot et de la ligne Siegfried n'échappait pas à leur attention ; s'inspirant de l'expérience de 1914-1918, ils comprenaient qu'elles opposeraient un obstacle infranchissable à un effort offensif. C'est en partant de cette observation que Douhet avait posé le principe fondamental de sa méthode : défensive à terre, offensive dans l'air. De ce fait, l'aviation de bombardement avait pris le titre d'aviation offensive.

L'expérience n'a pas, jusqu'à présent, confirmé ces prévisions. L'équilibre à terre entre l'attaque et la défense a entraîné l'immobilité. L'équilibre en l'air, pour être différent de l'équilibre à terre, n'en a pas moins eu le même résultat. L'équilibre en l'air, entre deux aviations de bombardement se faisant face, résulte moins de leurs importances respectives que de leurs positions par rapport à leurs objectifs. Lorsque l'une et l'autre bordent la frontière commune, comme c'est le cas actuel, sur le front franco-allemand, à égalité de matériel, la plus forte est celle dont les objectifs sont les plus proches. Ainsi, les Allemands peuvent bombarder Paris distant de 350 kilomètres de la frontière. Mais, dans ce rayon de 350 kilomètres, se trouvent, en Allemagne, un très grand nombre de villes qui, sans être comparables à Paris, sont des objectifs extrêmement sensibles : Munich,

Nuremberg, Stuttgart, Carlsruhe, Mayence, Cologne, Darmstadt et encore beaucoup d'autres. La partie la plus riche, la plus peuplée de l'Allemagne se trouve dans cette zone occidentale située à moins de 350 kilomètres de notre frontière. C'est pourquoi, dès le début des hostilités, Hitler prit l'engagement de ne pas bombarder les centres de population.

Mais récemment une note du Reich adressée aux États-Unis nous attribuait, on ne sait pourquoi, l'intention d'exécuter de tels bombardements. On en a conclu qu'il cherchait à se créer une antériorité qui lui permettrait, en inventant un prétexte comme celui des avions de Nuremberg en 1914, de se donner le droit de tout faire.

L'Allemagne n'est pratiquement liée par aucune convention juridique internationale. A la suite de la Conférence de Washington de 1922, des délégués des États-Unis, de l'Angleterre, de la France, de l'Italie, du Japon et de la Hollande, se réunirent en 1923 à la Haye et procédèrent à l'établissement des règles de la guerre aérienne. Il n'existe aucun autre document officiel aussi complet sur ce sujet. Le bombardement aérien est reconnu légitime, mais à la condition qu'il vise des objectifs militaires. Les objectifs militaires sont : « les forces militaires, les ouvrages militaires, établissements ou dépôts militaires, usines constituant des centres importants et bien connus employés à la fabrication d'armes, de munitions ou de fournitures militaires caractérisées, lignes de communication ou de transport dont il est fait usage pour des buts militaires ».

Les centres de population situés dans le voisinage immédiat des opérations terrestres peuvent naturellement être bombardés par avions comme ils peuvent l'être par le canon. Il s'agit là en somme de villes ou villages situés sur le champ de bataille ou à proximité. Quant aux villes, villages, édifices qui se trouvent situés hors du voisinage immédiat des opérations, « leur bombardement est interdit. Dans le cas où des objectifs militaires (tels qu'ils ont été définis plus haut) seraient situés de telle manière qu'ils ne pourraient être bombardés sans entraîner un bombardement sans discrimination de la population civile, les aéronefs doivent s'abstenir de bombarder. »

Pour les aviations que les règles de La Haye obligent, il n'y a pas de confusion possible. C'est en partant de là que les Anglais ont considéré le plus récent bombardement de Scapa Flow, où un village fut atteint, comme justifiant des représailles sur Sylt. Sylt se trouvait dans les mêmes conditions que Scapa Flow; des lieux habités y étaient au voisinage des bases aériennes.

LA GUERRE TERRESTRE

Nous avons examiné successivement plusieurs formes ou plus exactement plusieurs aspects de la guerre. Qu'avons-nous vu ?

La guerre économique, le blocus, ont pour condition l'encerclement réalisé par la diplomatie et par la guerre terrestre et maritime ; la guerre diplomatique a pour fin d'ouvrir à la guerre terrestre des théâtres d'opérations favorables et à l'industrie nationale des marchés de matières premières, en obtenant le concours d'amitiés actives susceptibles même de se transformer en un appui militaire effectif. Enfin, la guerre aérienne n'échappe à des risques dangereux que si la guerre terrestre a déjà donné l'avantage d'une excellente position à celui des deux adversaires qui se propose d'en user. Ainsi, partout, la guerre terrestre est présente ; tout se fait par elle ou pour elle. Elle demeure donc la forme fondamentale de la guerre totale autour de laquelle toutes les autres se groupent tôt ou tard.

Mais, pour cela, il est un élément indispensable : le temps. La guerre aboutit à son terme, comme tous les événements humains, par la combinaison de la maturité et de l'usure. Rien ne sert de vouloir les précipiter. Ce fut cependant la prétention de la stratégie du XIXe siècle ; elle voulut faire l'économie du temps. Elle parut y réussir ; mais, en réalité, il y eut dans ce succès une part d'illusion. Pratiquement, Napoléon a vaincu le temps dans chacune de ses campagnes, mais le temps a eu finalement raison de lui à la guerre. Toutes ses guerres n'en font qu'une, car toutes poursuivirent le même but, sans l'atteindre. Il fut, en dernière analyse, le vaincu d'une longue guerre. Bismarck et Roon, le politique et l'organisateur, gagnèrent en temps de paix sur la France le temps que Moltke économisa dans les opérations. Aujourd'hui, nous n'en sommes pas là, tant s'en faut ! Hitler a tenté le même jeu, que, grâce à Dieu ! nous ne lui avons pas laissé poursuivre jusqu'au bout.

L'instrument de la guerre terrestre, ce sont les armées, et leur valeur technique est, de nos jours, surtout fonction de leur outillage matériel. En sorte que, pour conclure, nous sommes en droit de dire que les facteurs premiers de la victoire au XXe siècle sont les armées, l'industrie nationale et le temps.

GÉNÉRAL DUVAL,

en retraite.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

LA CRISE MINISTÉRIELLE

Édouard Branly, l'illustre savant dont la France vient de célébrer les funérailles nationales, s'est-il rendu compte qu'il avait, par sa découverte, réalisé dans la vie politique des nations une révolution dont nous tardons trop à comprendre l'importance et à tirer les conséquences ? Dès lors que le chef du gouvernement d'un État, sous quelque nom qu'il exerce son pouvoir, dispose par la T. S. F. du moyen simple de parler sans intermédiaire à tous les habitants du pays, si élevé qu'en soit le nombre, comme Périclès ou Démosthène parlait à tous les citoyens d'Athènes réunis sur l'Agora, le système parlementaire est condamné à disparaître ou à se transformer profondément. Le peuple n'a plus besoin de « représentants » dès lors qu'il est en contact direct avec le chef du gouvernement dont il entend la voix et par qui il a l'illusion d'être consulté et associé à la direction de l'État. Dans la pratique, le mythe de la souveraineté du peuple ne se traduit-il pas toujours par quelque illusion ? Celle du citoyen d'un État « démocratique » est-elle moins forte que celle du sujet d'un État autoritaire ? La récente crise ministérielle et les journées parlementaires qui l'ont accompagnée n'ont-elles pas une fois de plus montré combien les orages et les complots parlementaires sont loin de correspondre aux sentiments réels et aux vœux des citoyens ? L'Angleterre a un petit nombre de partis historiques fortement organisés et des traditions parlementaires qui assurent le fonctionnement du système représentatif. Chez nous, le pullulement des groupes et des sous-groupes, auxquels maintenant s'ajoutent les « apparentés », est l'évidente manifestation d'un état anarchique incompatible avec la santé morale d'une nation qui a besoin, pour vivre et plus encore pour se battre, d'une autorité organisée et efficace. L'analyse du scrutin qui, à la Chambre, a provoqué la démission du cabinet Daladier et de celui qui a failli entraîner la

chute du cabinet Paul Reynaud, oblige à conclure à la nécessité d'une réforme constitutionnelle et d'un profond changement dans les mœurs politiques. C'est l'avenir de la France qui est en jeu.

Le ministère Daladier, qui exerçait le pouvoir depuis le 10 avril 1938 et qui, depuis que la France est en guerre, a donné des preuves d'un patriotisme éclairé et prudent, a été, par contre-coup, victime du traité de Moscou et de la fin brusquée de la résistance finlandaise. Quand on écrira l'histoire d'après les documents authentiques, on devra reconnaître que M. Daladier n'est pas responsable des déceptions que l'opinion publique a éprouvées dans ses sympathies justifiées pour l'héroïque peuple finlandais et qu'il a mérité la gratitude, qui, d'ailleurs, ne lui a pas fait défaut, du gouvernement d'Helsinki. Ce sont les événements de Finlande qui ont développé rapidement dans l'une et l'autre Chambre le sentiment que la guerre n'était pas conduite selon des méthodes assez vigoureuses et qu'il importait de la mener, — ce sont les termes de l'ordre du jour sénatorial, — « avec une énergie croissante ». M. Daladier aurait été bien inspiré en remaniant son ministère au lendemain du vote sénatorial. A la séance du 21 mars ses explications ne parurent pas satisfaisantes à un grand nombre de députés de tous les groupes. Le vote eut lieu après une de ces séances de nuit fiévreuses où les passions ne connaissent plus de frein. Deux cent trente-neuf membres votèrent un ordre du jour de confiance ; trois cents s'abstinrent de prendre part au vote. M. Daladier, après un bref Conseil de cabinet, alla porter au Président de la République la démission du ministère. La crise s'est produite au point de rencontre de certaines intrigues parlementaires et d'une vague d'impatiences patriotiques. Peut-être conviendrait-il d'y ajouter un élément personnel assez explicable de fatigue chez le président du Conseil, ministre de la Guerre et des Affaires étrangères. On a dit de la dernière guerre qu'elle fut « la guerre des occasions perdues ». L'histoire appliquera-t-elle un pareil jugement au cabinet Daladier ? Ou bien dira-t-elle qu'à la conduite d'une guerre la prudence n'est pas moins nécessaire que l'audace ?

M. Albert Lebrun, dans cette crise ouverte sans que le précédent Cabinet eût été mis en minorité, eut le mérite de se rendre compte qu'il fallait faire vite afin de ne donner ni à nos ennemis ni à nos amis l'impression de quelque trouble et de quelque hésitation dans la politique française. Fixité dans l'orientation et dans la volonté de vaincre, mise en œuvre de moyens plus intenses et plus efficaces : tel devait être le programme du nouveau ministère. Le chef de l'État fit

appel, pour le réaliser, à M. Paul Reynaud qui, au poste difficile de ministre des Finances, a donné sa mesure de chef qui sait ce qu'il veut. Le premier soin de M. Paul Reynaud fut de s'assurer que M. Daladier consentirait à rester au ministère de la Guerre. En vingt-quatre heures, le ministère fut constitué avec vingt-deux ministres et douze sous-secrétaires d'État. M. Paul Reynaud prend la direction des Affaires étrangères et donne les Finances à M. Lamoureux. Nombreux sont les ministères qui ne changent pas de titulaire : M. Daladier reste à la Guerre, M. Campinchi à la Marine, M. Chautemps à la vice-présidence du Conseil, M. Dautry à l'Armement, M. Rio à la Marine marchande, M. Mandel aux Colonies, M. Julien aux Transmissions, M. de Monzie aux Travaux publics, M. Pomaret au Travail. M. Sarraut quitte l'Intérieur pour l'Éducation nationale ; il est remplacé par M. Henri Roy. M. Queuille devient ministre du Ravitaillement et M. Thellier de l'Agriculture. M. Georges Monnet, socialiste, qui n'avait pas laissé de bons souvenirs à l'Agriculture au temps du front populaire, devient ministre du Blocus. Un autre socialiste, M. Sérol, est garde des Sceaux ; un troisième, M. Rivière, a les Pensions. Enfin, M. Frossard crée le ministère si nécessaire des Informations ; M. Marcel Héraud a la Santé publique, M. Louis Rollin le Commerce, M. Laurent Eynac l'Air, où il a fait naguère œuvre utile.

Cette équipe nombreuse, mais trop disparate, sera-t-elle à la hauteur des circonstances ? L'expérience prouve que le rendement dépend avant tout de la valeur du chef et de l'impulsion qu'il est capable de donner à l'organisme. Le ministère Paul Reynaud ne répondait pas aux vœux d'une partie importante de la Chambre et la première rencontre a failli lui être fatale. L'ordre du jour de confiance a été voté par 268 voix contre 156 et 111 abstentions. Séance affligeante qui a révélé la division quand on aurait souhaité l'unanimité et où de bonnes intentions et certaines répugnances plausibles se sont trouvées associées aux rancunes d'ambitions déçues. L'opinion publique reproche surtout à M. Paul Reynaud d'avoir fait appel à six collaborateurs socialistes. Or les socialistes portent de très lourdes responsabilités. Leur groupe n'est même pas homogène. Les pacifistes de la nuance de M. Paul Faure sont en bataille contre M. Blum et ses amis. Certains députés auraient voulu que le nouveau président du Conseil fît prévoir on ne sait quel changement de direction dans la politique extérieure. Analysant les causes de la Révolution française, Ségur a ce mot qui porte loin et qu'Albert Sorel a relevé : on vit se former « des sectes en diplomatie ».

A lire nos journaux, on peut se demander si un phénomène analogue ne se produirait pas sous nos yeux. C'est une grande folie et un grand danger. M. Paul Reynaud, s'il gouverne et s'il agit, entraînera derrière lui toutes les bonnes volontés dans le Parlement et dans le pays. Un ministère nombreux n'est pas forcément un ministère sans vigueur. M. Paul Reynaud a décidé qu'un comité restreint assumera la direction de la guerre. Dans la déclaration ministérielle, dans ses explications à la Chambre comme dans son allocution radiodiffusée, le nouveau président du Conseil s'est montré sobre d'explications. Aurait-on voulu qu'il se liât les mains par avance ? Le rôle du Parlement ne doit pas être d'empêcher le gouvernement de gouverner.

LA DÉCLARATION DE LONDRES

La formation rapide du cabinet Paul Reynaud-Daladier a produit chez nos amis, particulièrement en Angleterre, une excellente impression. M. Paul Reynaud a, le 17 novembre et le 4 décembre, en qualité de ministre des Finances, signé avec sir John Simon des accords qui associent étroitement l'économie des deux pays et des deux empires. Son premier acte important a été de se rendre à Londres pour une réunion, la sixième, du Conseil suprême (28 mars). Il est sorti de cette séance une déclaration très importante. Les deux gouvernements « s'engagent mutuellement à ne négocier ni conclure d'armistice ou de traité de paix durant la présente guerre si ce n'est d'un commun accord. Ils s'engagent à ne discuter les termes de la paix qu'après un complet accord entre eux sur les conditions nécessaires pour leur assurer respectivement les garanties effectives et durables de leur sécurité. Ils s'engagent enfin à maintenir, après le rétablissement de la paix, leur communauté d'action dans tous les domaines aussi longtemps qu'elle sera nécessaire pour la sauvegarde de leur sécurité et pour la reconstruction, avec le concours des autres nations, d'un ordre international assurant en Europe la liberté des peuples, le respect du droit et le maintien de la paix ».

La déclaration du 28 mars est le couronnement d'une série d'accords partiels ayant tous pour objet de renforcer la solidarité des deux Puissances alliées et d'assurer l'unité de leur action. Dans cette « guerre des nerfs », il est nécessaire que personne, dans les pays que leur gouvernement prive d'informations, ne puisse ignorer l'irrévocable résolution de la France et de l'Angleterre d'aller jusqu'au bout et de ne se reposer qu'après avoir reconstruit l'Europe.

Elles entendent d'ailleurs appeler à collaborer à cette reconstruction les nations qui s'inspirent des mêmes principes. La France et l'Angleterre n'ont et n'auront qu'une volonté et qu'une direction. M. Garvin, dans *l'Observer*, a parfaitement défini l'importance de la déclaration du 28 mars : « La Grande-Bretagne et la France renforcent leur alliance et la transforment en une solidarité sans précédent. Elles lutteront ensemble jusqu'à la fin et se tiendront encore ensemble dans la paix autant qu'il le faudra pour garantir leur sécurité mutuelle. Elles ne feront pas une paix séparée. C'est presque une fédération. » Le succès que le gouvernement libéral de M. Mackenzie King, au Canada, vient de remporter aux élections générales renforce la solidarité de l'Empire britannique et manifeste l'approbation que le peuple du grand Dominion américain apporte à l'Angleterre en guerre. Puissent ces résolutions solennelles n'être jamais oubliées ni voilées, car c'est l'absence d'entente et de coopération entre les vainqueurs de 1918 qui a rendu possible la destruction de l'Europe fondée par leur victoire et les succès insolents de Hitler !

Deux jours après, M. Winston Churchill annonçait une prochaine « intensification » de la lutte. Il comprend les difficultés et les appréhensions des États neutres dont les plus voisins du Reich ont à subir les brutalités ; mais comment oublier que si, dès le premier jour, les neutres s'étaient associés pour refuser de « nourrir le crocodile », la guerre serait terminée depuis longtemps ? C'est pour leur salut à tous et leur indépendance que l'Angleterre et la France ont pris les armes. Les Alliés visitent leurs bateaux marchands, mais les Allemands les envoient au fond des mers avec leurs équipages. « Il ne peut y avoir de justice si, dans une lutte de vie et de mort, l'agresseur foule aux pieds tout sentiment d'humanité et si ceux qui lui résistent restent empêtrés dans les lambeaux de conventions juridiques violées ». Le 2 avril, aux Communes, M. Neville Chamberlain a commenté en excellents termes la déclaration franco-britannique et en a montré toute la portée pour la guerre et l'après-guerre. Les Alliés sont résolus à resserrer plus énergiquement le blocus et à priver, dans toute la mesure du possible, l'Allemagne des matières premières qui lui sont le plus nécessaires, telles que minerais, graisses et huiles. L'emploi de l'arme navale, si importante dans cette guerre, va être rendu plus intense. Des mesures sont prises « pour empêcher le passage sans obstacle des navires marchands allemands venant de la péninsule scandinave ». Des négociations commerciales avec les neutres ont déjà abouti ou sont sur

le point d'aboutir pour des achats massifs de produits qu'ils vendent à l'Allemagne. On veillera à limiter à la consommation moyenne du temps de paix les importations dont certains neutres s'enrichissent en les revendant au Reich. Les importations en Allemagne par terre, soit par les Balkans, soit par Vladivostok, vont être également surveillées et restreintes. L'Allemagne, par menaces et intimidations, impose à ses voisins sa propre conception du devoir des neutres qui consiste à lui vendre tout ce dont elle a besoin ; elle coule leurs bateaux, assassine leurs marins et, en récompense de leur patience, leur prépare le sort de la Pologne et de la Tchécoslovaquie. Il est temps que les neutres choisissent et qu'ils collaborent à leur propre salut.

LE TRIANGLE BERLIN-ROME-MOSCOU

Depuis l'entrevue du Brenner, l'attention des journaux de tous les pays s'applique à en discerner les effets. Si M. Mussolini et M. Hitler ont éprouvé le besoin de se concerter, c'est donc que le voyage de Ribbentrop à Rome n'avait abouti à aucun résultat positif et avait révélé de profonds désaccords. De l'offensive de paix, personne ne parle plus ; la consigne est de prétendre qu'il n'en a jamais été question. C'est donc surtout d'empêcher la guerre de s'étendre aux régions danubienne et balkanique que se préoccupèrent le Fuhrer et le Duce. M. Hitler a cherché à ménager un rapprochement entre Rome et Moscou ; la réprobation de l'opinion italienne à l'égard de la collusion entre nazisme et bolchevisme gêne l'Allemagne. Elle voudrait aboutir à une politique « triangulaire », Rome, Moscou, Berlin. N'est-ce pas un proverbe que « les amis de nos amis sont nos amis » ? La péninsule des Balkans et les États danubiens seraient le champ de manœuvres d'une telle conjonction. Ensemble, les trois États, sous couleur de garantir l'indépendance et l'intégrité des États du sud-est, en feraient leur chasse réservée ; ils y procéderaient à un partage d'influence entre eux et seraient d'accord pour en éliminer toute influence anglo-française. M. Mussolini a-t-il été sollicité d'intervenir plus directement dans la guerre ? C'est possible, comme il est probable qu'il ne s'y est pas prêté. Cependant, des mesures ont été prises, au lendemain de l'entrevue, pour augmenter la puissance de l'armée italienne. Le but est d'abord de présenter l'Italie comme prête à entrer en guerre, ensuite de la mettre à même de peser de tout son poids, lors des négociations de paix, « pour la protection de ses intérêts de grande Puissance impériale » (*Popolo di Roma*). « La

non-belligérance italienne est une intervention potentielle.» (*Tribuna*.)

La manœuvre de l'Italie dans les Balkans est compliquée, mais claire. Elle attache le plus haut prix à y maintenir la paix, car la guerre non seulement y amènerait les armées franco-britanniques, mais elle y assurerait la prépondérance à l'Allemagne et à la Russie soviétique. Il s'agit donc d'éliminer l'influence française et britannique en s'appuyant sur l'Allemagne et, en même temps, d'empêcher la descente vers le sud de la puissance germanique. C'est sans doute ce que M. Mussolini a promis au comte Teleki qui est venu apporter à Rome, au lendemain de la rencontre du Brenner, l'écho des inquiétudes hongroises. Les fils de la politique italienne balkanique sont embrouillés. M. Mussolini a engagé son pays dans une politique contraire à ses intérêts permanents, contraire à son tempérament et à ses affinités. Mais qui menace l'influence italienne sur le Danube et dans les Balkans si ce n'est l'Allemagne et la Russie ? L'équilibre balkanique ne peut résulter que d'une influence française et anglaise solidement établie à Istanboul grâce à l'amitié loyale de la Turquie. La solution la plus favorable aux intérêts italiens serait celle que souhaitent la Turquie et ses amis occidentaux, c'est-à-dire l'indépendance des États balkaniques et leur étroite solidarité. Mais l'Italie préfère que ces États restent divisés et faibles. Elle prodigue les avances à la Yougoslavie, mais elle soutient la propagande d'Ante Pavelitch pour le séparatisme croate. Si les peuples des Balkans ne veulent pas servir d' « espace vital » à leurs voisins, c'est entre eux qu'ils seront bien avisés de s'entendre. Une fédération balkanique représenterait l'équivalent d'une grande Puissance et serait de taille à défendre l'indépendance de chacun de ses membres. L'intérêt de l'Italie est d'exercer dans ces régions une légitime influence économique et morale.

La politique « triangulaire » que Ribbentrop rêvait d'instaurer se heurte à d'irréductibles oppositions d'intérêts. C'est d'abord la ferme résolution de la Turquie, affirmée de nouveau par M. Saradjoglou, de maintenir l'indépendance et l'intégrité de tous les États balkaniques. C'est la neutralité de la Bulgarie, son étroite amitié avec la Yougoslavie et la Turquie, ses bonnes relations avec la Roumanie et la Grèce, dont M. Popov, ministre des Affaires étrangères, vantait, le 21 mars, l'efficacité pour assurer la tranquillité dans le sud-est. Les États balkaniques et danubiens entendent rester libres d'entretenir des rapports de sympathie et d'affaires avec la

France et l'Angleterre. Le triangle Moscou-Berlin-Rome ne leur dit rien qui vaille. Déjà le 25 septembre dernier la *Frankfurter Zeitung* cherchait à rassurer l'Italie sur le rôle de la Russie dans les Balkans; elle n'y réussissait pas plus qu'aujourd'hui ; l'Italie reste défiante et réservée. Enfin, le 30 mars, Molotof a prononcé, à la sixième session du Soviet suprême de l'U. R. S. S., un discours où il bouscule les plans de Berlin. La politique de Molotof se résume en deux mots. La Russie soviétique fait sa politique et non celle d'aucun autre pays. Elle a besoin de la paix et pratique une politique de neutralité qui ne se modifierait que si elle était attaquée. Si elle avait prévu la résistance de la Finlande il est vraisemblable qu'elle ne l'aurait pas inquiétée. Sa politique a deux aspects : en tant que russe, elle poursuit la reconstitution complète de l'Empire des tsars. Molotof déclare que la Russie n'a pas de pacte de non-agression avec la Roumanie et qu'elle n'a jamais renoncé à la Bessarabie. En tant que communiste, elle a intérêt à voir les autres peuples s'entredéchirer et elle espère en faire sortir la révolution universelle. Cette guerre, dont Molotof rend responsables les « démocraties impérialistes », c'est lui seul qui l'a rendue possible et inévitable en s'associant à l'Allemagne et qui la prolonge en la ravitaillant. Si paradoxal que cela puisse paraître, c'est la crainte de l'Allemagne qui a décidé le gouvernement de Staline à devenir son complice dans le partage de la Pologne. C'est de là qu'est sortie la guerre à laquelle, affirme le président du Conseil des Commissaires du peuple, les armées de la Russie ne prendront pas part. Sa politique, déclare-t-il, est et reste indépendante. Elle n'a pas « les plans fantastiques qu'on lui attribue contre l'Inde et l'Orient ». De son côté, dans son discours du 30 mars, M. Winston Churchill déclarait qu'il n'entrait pas dans la politique anglaise de chercher une guerre avec la Russie. Compte tenu des mensonges destinés à la propagande communiste et de certaines roueries orientales, telle est la substance de ce discours sur lequel la presse allemande garde le silence ou donne des explications embarrassées. De tous côtés s'effondre la politique de Ribbentrop.

René Pinon.

Le Directeur-Gérant : André Chaumeix.

HUITIÈME PÉRIODE. — CXe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

CINQUANTE-SIXIÈME VOLUME

MARS — AVRIL

Livraison du 1er mars

Pages.

Livraison du 15 mars

Livraison du 1er avril

Livraison du 15 avril

Paris, 1940. — Imprimerie J. Dumoulin, 5, rue des Grands-Augustins. — 62071.

